

Kaddour NAÏMI

**VERS L'INTIFADHA POPULAIRE
EN ALGÉRIE 2019**



ISBN : 979-10-97177-09-6
Éditions Électrons Libres, juin 2019
Copyright © by Kaddour NAÏMI juin 2019.

Le dessin de couverture est de l'auteur,
accompagnant l'article « *La crainte et la solution
pour ne pas être (encore) les dindons d'une farce* »,
paru le 3 octobre 2017 sur « *Le Matin d'Algérie* ».

Le contenu de ce livre est offert gratuitement, sous licence . Elle consiste à mentionner l'auteur, reproduire correctement ses écrits, fournir les références nécessaires et le lien, sans utilisation commerciale, identiques conditions de partage si œuvre dérivée. Pour toute utilisation sortant du cadre de cette licence, telle, par exemple, une traduction dans une autre langue, adresser une [demande](#)

Bienvenus [commentaires et soutien](#)

Table des matières

Avant-propos

I. DE L'ÉCRITURE

Pourquoi écrire ?

Pour qui et comment écrire ?

Utilité d'une espèce en voie de disparition

II. AUTOGESTION

« *Belle comme un comité d'autogestion !* »

Que faire ?

À propos d'une conférence interdite

Quand il faut remercier l'adversaire

Du meilleur moyen de voter

Lettre ouverte aux Trop-tardistes

Que sont l'indépendance et la liberté, sans la solidarité ?

Ce qu'on ne dit pas à propos du Moyen-Orient : la commune de Rojava

Comment transformer l'« indifférence » en action positive

Aux sincères ami-es du peuple

La révolution inconnue

Qui ont fait la révolution d'octobre 1917 en Russie ?

La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle

Deuxième lettre aux sincères ami-e-s du peuple

De l'utopie à la réalité : propositions

L'autogestion : retour au futur

Appel à un mouvement pour l'autogestion sociale

« Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite »

L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie

David Porter parle de l'Algérie et de l'autogestion

De l'autogestion encore : Adresse à une minorité d'intellectuel-le-s algérien-ne-s

Indépendance, évolution, autogestion : Réponse à un lecteur

Victoires de l'autogestion solidaire

Questions sur l'autogestion en Algérie et dans le monde

Autogestion ou apocalypse

Appel à témoignages sur l'autogestion algérienne

III. SOCIÉTÉ

Forces en présence et agent central de changement
Questions à Monsieur Noureddine Boukrouh
Le détail et l'essentiel
Qui est le président Emmanuel Macron ?
Bienvenue au Forum Social Algérien !
Lignes de fracture principale et secondaire
Pour l'émancipation de tout le « ciel » !

IV. PEUPLE - DÉMOCRATIE

Vaincre, c'est convaincre
Hnâ « ghâchi » !... Wa ntâ chkoûn ? (Nous, « populace » !... Et toi, qui es-tu ?)
Élection, peuple et « élitace » en Algérie et ailleurs
Des vraies murailles
La crainte et la solution pour ne pas être (encore) les dindons d'une farce
A propos d'Appels de « personnalités »
Qui acclamer et glorifier ?
Le peuple, c'est quoi ?
Le problème du temps : 1. des « peuplades » au peuple ; 2. Espoir, respect et unité dans la diversité ; 3. Des « beaux jours » de la caste dominante
À propos de régression du peuple
La tomate et le caillou
Questions aux dirigeants du MAK
Politiciens, intellectuels et autres : *Barakat* ! (ça suffit !) d'insulter le peuple !
Flux et reflux socio-historiques : Peuple hier et aujourd'hui
Nationalisme et patriotisme
Arguments de propagande particuliers aux dirigeants d'Israël

V. INTELLECTUELS et ARTISTES

Du rôle des intellectuels et des artistes
Mercenaires, caméléons et libres penseurs
Pays triste, pays heureux
Résistance solidaire à l'arbitraire !
Contre le mercenariat, pour l'art autogéré
Contre l'idéologie harkie, pour une culture libre et solidaire



Droit de réponse à la « mise au point » de Mr A. Merdaci
La vérité des faits est dans mes écrits
Faut-il s'en attrister ou en rire ?

VI. RÉSISTANCE NON VIOLENTE

Mohandas Karamchand Gandhi, bienvenue en Algérie !
Proposition pour s'affranchir (réellement) de la violence sociale
Ahed Tamimi ou l'immense solitude d'un peuple digne
Défense absolue et intransigeante de la liberté d'opinion et d'association
Rencontre avec le SG de l'Union internationale des syndicats (UIS)
Hilel Garmi, une conscience claire et juste

VII. HISTOIRE

Salut, respect et merci, sœur Djamila Bouhired !
Appel aux ex-moudjahidates et moudjahidines, à leurs enfants et aux jeunes
historiens algériens
Mémoire algérienne
Leçons d'octobre 1988
Le 1er Novembre 1954 du point de vue du peuple
Dossier : Abdelhafid Yyaha, un homme vrai
Pieds noirs et harkis : quand l'imposture s'ajoute aux crimes contre
l'humanité

VIII. ÉDUCATION-CULTURE

VIII.1. CULTURE

Le dur métier de vivre
Le bel exemple d'Aokas
Le pire opium des peuples
Cafés littéraires : multipliez-vous et fleurissez !
Enracinement et conscience : où Rachid Boudjedra a raison
Hégémonie culturelle : l'enjeu fondamental : 1. Importance de la méthode ;
2. Du spirituel ; 3. Connaître et distinguer
Ah ! Pauvre langue maternelle !
À propos d'un prix littéraire
Éloge du compagnon Jean Yahia



VIII.2. ÉDUCATION

Syndicalisme autonome algérien dans l'éducation : Bachir Hakem, un syndicaliste au long cours

Éducation nationale : Des vraies questions

Éducation nationale, santé, culture, privatisations : Courants de surface et courant de fond

De l'éducation

Mise au point à Mr. Mourad Remanoun

Quand la barque de l'éducation est trouée

IX. IDENTITÉ

Questions d'identité : Qui suis-je ? Qui est l'autre ? Et qui est le « sale » type ?

Bonne Nouvelle Année Naturelle !

Identité, nantis et démunis : Lettre ouverte au frère Saïd Sadi

Pour une identité solidaire

Amazighes, Arabes, Musulmans, attention aux mots

X. LANGUE

Cesser de loucher pour réapprendre à voir

Qui sera le Mouloud Mammeri de la djazaïrbiya ?

Chinois et tfinagh : deux graphies avec d'étranges ressemblances

Langue : du conflit à la coopération

Langues : démocratie et libre compétence

XI. RELIGION ET SPIRITUALITÉ

Musulman et laïcité

Lettres de l'autre partie de la planète : 1. de la spiritualité chinoise ; 2. Réalité et connaissance en Chine

XII. LITTÉRATURE

« Mots d'Amour »

XIII. THÉÂTRE

Au théâtre, les absents sont les artistes !

Rêve théâtral

Peuple laborieux, qui pense à toi ?

Pour une fédération autonome du théâtre libre

Comment retrouver le public algérien au théâtre et ailleurs

Pour l'autonomie organisationnelle du théâtre algérien doté d'une conscience citoyenne

Réponse et questions au professeur Merdaci sur le fonctionnariat

Rappel pour mémoire occultée sur une partie du théâtre algérien



Avant-propos

« Vers l'intifadha¹ populaire en Algérie 2019 » présente l'ensemble des textes publiés *avant* le surgissement de ce mouvement citoyen. Ces articles fournissent des analyses de la société algérienne et quelques textes complémentaires, concernant la situation internationale. Le tout permet de mieux comprendre, d'une manière rétrospective, des *caractéristiques* de ce que sera l'intifadha populaire algérienne de 2019, ses causes, ses aspects, ses spécificités, ses succès et ses carences.

La classification des textes selon des thèmes fondamentaux vise à mieux cerner les enjeux essentiels.

L'indication de la *date* de parution des textes facilite l'appréciation de ce que *seront* les *caractéristiques* de l'intifadha populaire. La précision du *journal* de parution permet d'accéder éventuellement aux intéressants commentaires de lectrices et lecteurs.

Les textes ayant trait au processus du mouvement *social lui-même* sont présentés dans le recueil intitulé « *Sur l'intifadha populaire en Algérie 2019* »².

Quelques articles eurent des titres différents en fonction du journal de parution ; ils sont indiqués. Pour supprimer les répétitions inutiles, certaines notes ont été adaptées à ce recueil. Des erreurs typographiques, existantes lors de la publication des textes, ont été corrigées.

Kaddour Naïmi,
10 juin 2019.

¹ La justification de l'emploi de ce terme est fournie dans l'ouvrage « *Sur l'intifadha populaire en Algérie 2019* », article « *Hirak ou intifadha ?* »

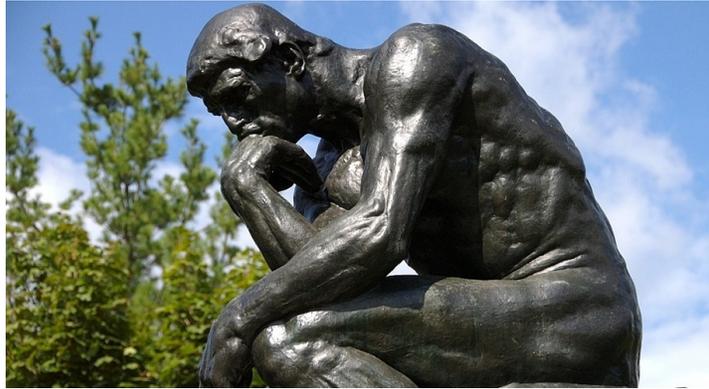
² Les deux ouvrages « *Vers l'intifadha...* » et « *Sur l'intifadha...* » sont publiés en même temps.

I.
DE L'ÉCRITURE



Pourquoi écrire ?

Algérie Patriotique, 5 mars 2018 et 16 mars 2018
Le Matin d'Algérie, 14 mars 2018



Un ami, un frère comme on disait en une époque digne, m'a écrit une lettre privée. Son contenu est tel que j'ai demandé à lui répondre de manière publique, car ce qu'il dit mérite et doit être porté à la connaissance citoyenne. Cet ami a désiré demeurer anonyme.

Pour la clarté de l'exposé, il est nécessaire, quoique cela allonge le texte, de citer la lettre dans son entier, puis discuter ses diverses assertions.

« Je lis tes écrits en me demandant - sur la base de mon expérience et de ce que des gens proches de moi publient - ce qui suit : "si ceux qui sont au pays n'ont pas pu influencer sur ce pouvoir, infléchir ses décisions, comment peut-on penser, qu'en écrivant, lui, moi, et beaucoup d'autres, de si loin, comment peut-on penser, ou prétendre, réussir là où ils échouent au quotidien " ? Et pourquoi ajouter à la confusion générale des idées ?

C'est quand j'ai vidé mon sac, ce que je pensais être juste de dire, en plus de 100 textes que je me suis décidé à ne plus intervenir. Parce que cela ne sert à rien. Plus personne ne lit personne. Depuis toujours. Et les idées n'avancent pas. Elles ne sont pas mobilisatrices. Sais-tu que je crois être le seul intervenant, ou je le fus, à lire attentivement tout ce qui s'écrit, citant scrupuleusement les noms de ceux à qui j'emprunte une idée, mentionnant quand elle a été développée, sur quel organe ? Ce n'est pas quelque chose de courant.

Il n'y a pas de matrice. De repaires. De référent. La libération, ou prétendue libération de la presse n'a servi, ne sert, et ne servira que d'exutoire pour faire baisser la pression. "Ana goultha", entendait-on dire lors les sanglantes manifestations. Et quand d'autres drames éclateront, nous entendront 40 millions d'algériens dire "ana goultha". Et puis ? Bravo. Mais qu'as-tu fait ?

Rien

Nous pensons pouvoir peser sur l'opinion. Quelle prétention. Il n'en est rien. Cette opinion-là est bien mieux informée que nous. Cette opinion a son ... opinion mais, par le marché du "bouffe et tais-toi", elle ne s'engagera pas jusqu'à ce qu'il n'y ait rien à partager. A ce moment là ... elle ira casser les édifices publics. Les seuls bien qui lui appartiennent en propre. Tragique. Pour finir encore dans la confusion et la recherche d'un sauveur. Quel qu'il soit. Pourvu que ...

Le salut ?

Il faudrait bien comprendre qu'il ne viendra pas de notre génération qui a montré ses limites, son inconstance et, surtout, son incapacité à prendre la vie et le pays en main. Nous avons reçu des martyrs, un pays merveilleux, clé en mains. Nous y sommes entrés par effraction pour nous satisfaire d'usines clés en main/produits en main. Nous en sommes, depuis 90, par gens interposés, avec un pouvoir importé, clé en mains. C'est pour cela que les idées nouvelles n'ont aucun effet.

Dès lors, ce qui surgira un jour ne viendra pas des gens comme toi ou moi. Nous. Il viendra d'une nouvelle génération, assurément. Aussi de ceux - le peu qui auront résisté et survécu - de notre génération - vivement qu'elle débarrasse le plancher cette racaille - qui sont demeurés là-bas et qui se battent. Je leur rend, ici, un hommage appuyé. Ils sont plus forts, plus



résistants que moi, que beaucoup de mes amis qui ont lâchés prise et qui, après les noces, font, avec notre pays, chambre à part ! »

Ce n'est pas la première fois, et ce ne sera sans doute pas la dernière, que je lirai ou entendrai de tels propos.

Avouons d'abord que je les comprends. Dans les années suivant 1973, date de mon exil volontaire du pays, j'ai pensé ainsi, et j'ai donc gardé le silence, même quand j'appris avoir été personnellement diffamé, dénigré, imité tout en occultant totalement mon travail artistique et social dans le pays. Alors, je me taisais en pensant « À quoi bon ?... Ce peuple est désormais dans une situation si aliénée qu'il ne sert à rien d'intervenir, à moins d'avoir la folie de Don Quichotte. »

Mais, parallèlement, dans les divers pays où j'ai résidé, j'essayais de contribuer à l'amélioration de la vie des exploités-dominés. C'est que je les voyais résister, s'organiser, combattre, même si les résultats étaient dérisoires.

Puis, avec le temps, mon expérience pratique s'enrichissait, et, avec elle, mes études théoriques. Je me rendais compte qu'en Algérie, malgré la féroce dictature militaire, traficotée en « socialisme », malgré le « soutien critique » offert par les dirigeants (à ne pas confondre avec les militants de base) d'un parti et d'une « élite » (à ne pas confondre avec les citoyens ordinaires) vulgairement opportunistes, malgré ces cruelles calamités, le peuple bougeait d'une manière ou d'une autre, une minorité de citoyens et citoyennes luttait selon ses maigres possibilités. Jusqu'aux diverses explosions populaires libératrices connues. On évoque la révolte d'octobre 1989 à Alger. Mais on oublie ou ignore les multiples grèves dans les usines et dans les fermes, du temps de la dictature militaire, sauvagement réprimées. Elles furent les ruisseaux qui ont formé le fleuve d'octobre 1989, et les autres sursauts populaires, principalement le mouvement citoyen de 2001, et le tragique reflux qu'a été la décennie moyen-âgeuse sanguinaire.

Alors, ma conscience m'interpellait : « D'accord, exilé, mais volontaire !... Des ressources limitées, mais nettement plus confortables que celles dont disposent tes compatriotes au pays !... Et la commodité de te dire : Oh ! Mais il n'y a rien à faire pour ce peuple ! Trop aliéné ! Trop écrasé par une misérable caste mafieuse et ses trop nombreux serviteurs, qui comprend

également cette engeance qui ose l'imposture de s'auto-proclamer « progressiste » et « démocrate », pour bénéficier du beurre (de l'État), et de la fermière (la « bonne » conscience de prétendre « servir » le peuple.) »

Alors, l'exigence d'honnêteté m'obligea à admettre que dans le pays que j'avais quitté, en réalité je l'avais abandonné. Parce que quasi isolé, déprimé, menacé de « disparaître », désespéré, vaincu ! Parce que, plus exactement, incapable d'affronter les difficultés, certes écrasantes, mais, cependant, d'autres continuaient à les affronter, au risque de la prison, de la torture et de l'assassinat... Dès lors, continuait en moi la voix de l'honnêteté : « Tu as bien le droit de jeter l'éponge, mais pas de théoriser ta position en plaçant la faute sur le peuple, en le déclarant « foutu ». Trop commode, trop facile, et ne correspondant pas tout-à-fait à la réalité. Car celle-ci, c'est d'abord ton découragement personnel, ta fatigue de combattre. Elle est compréhensible, mais, encore une fois, aie l'honnêteté et le courage de l'admettre ! Et ne pas la justifier par la situation du peuple, aliéné, exploité et dominé. Il est vrai qu'il l'est, mais, d'une manière ou d'une autre, il tente de résister, selon ses connaissances (limitées) et ses moyens (qui le sont davantage). »

Considérons la première question de l'ami : « de si loin, comment peut-on penser, ou prétendre, réussir là où ils [les gens restés au pays] échouent au quotidien " ? »

On peut résider à l'étranger et, néanmoins, être correctement informé de ce qui se passe dans le pays d'origine, à travers non seulement les informations officielles, mais, également, les informations de luttes populaires, les amis et amies resté-e-s sur le terrain et luttant, enfin par les membres de sa propre famille, laquelle, dans certains cas, reflète, d'une manière ou d'une autre, la situation générale au pays. Ainsi, il est possible non pas de « réussir », mais du moins de fournir des pistes de réflexion et des suggestions utiles à l'action dans le pays même.

De même, on peut être resté toujours dans le pays d'origine, et ignorer les enjeux et les conflits réels, les luttes qui ont lieu. Par conséquent, accuser une personne d'ignorer les réalités de son pays d'origine, pour le seul fait qu'elle réside à l'étranger, est contestable. Ce fut mon cas, quoique certains m'accusent de « tout ignorer » de l'Algérie, pour avoir vécu 40 ans ailleurs, alors que ces mêmes personnes ignorent tout de mon activité, à part ce qui se lit sur internet, en sélectionnant uniquement ce qui semble confirmer leur



calomnie. C'est de « bonne » hypocrite guerre de propagande. Toute action publique doit l'affronter, surtout si elle s'exprime contre la domination-exploitation.

Il est même des cas où le fait de résider à l'étranger permet, en comparaison des personnes restées au pays, une vision plus claire et plus efficace, favorisée par une certaine distance géographique, à condition d'avoir accès aux informations nécessaires. L'histoire mondiale le prouve. Quant à celle algérienne, quelles sont les personnes qui furent à l'origine du mouvement de libération nationale : celles demeurées au pays ou celles qui étaient dans l'émigration en France ?

Voyons, à présent, le problème de « réussir » ou pas par ses écrits.

Comment prétendre et attendre des résultats immédiats ?... Ignore-t-on les leçons de l'histoire ?... Les très rares personnes qui ont écrit successivement contre l'esclavage, le féodalisme, le capitalisme, le totalitarisme bolchevique, le fascisme, le colonialisme, les dictatures, etc., toutes ces personnes écrivaient-elles avec l'assurance de réussir ? N'écrivaient-elles pas, au contraire (à l'exception des croyants au « Grand Soir »), en sachant qu'elles ne faisaient que semer des grains (clarifications, suggestions de recherche, propositions de solutions) avec l'espoir que les cultivateurs (le peuple et la partie solidaire de son élite intellectuelle) puissent savoir transformer ces grains en une belle récolte (un changement social positif), toutefois sans savoir quand il arrivera ?

Faut-il être totalement aveugle pour ne pas se rendre compte que dans les périodes historiques même les plus ténébreuses pour le peuple, les plus dictatoriales des castes les plus impitoyables, les plus sanglantes de crimes contre les partisans de la justice sociale, que même dans ces périodes les luttes pour la dignité humaine n'ont jamais cessé, même réduites au minimum ?... Alors, seules les personnes découragées, fatiguées ou attirées par un confort nouvellement conquis, se permettaient de déclarer : « À quoi bon ? »

N'en fut-il pas, ainsi, également, de notre lutte de libération nationale ?... « À quoi bon lutter contre le colonialisme ? »... Relisons la lettre de mon ami, en nous imaginant vivre durant la criminelle époque coloniale : les arguments ne sont-ils pas identiques ?



Et cette phrase :

« Le salut ?

Il faudrait bien comprendre qu'il ne viendra pas de notre génération qui a montré ses limites, son inconstance et, surtout, son incapacité à prendre la vie et le pays en main. »

Cette phrase n'a-t-elle pas été dite tellement de fois par des intellectuels durant la période coloniale ?... Tant qu'on est vivant, et que le cerveau est capable de penser, peut-on se décharger de notre devoir citoyen sur une génération suivante ?... Ce n'est pas une « génération » qui a montré ses limites, mais moi, toi ou telle autre personne en particulier. Cependant, d'autres, même si en nombre infiniment minoritaire, continuent à combattre pour leur dignité personnelle, qui implique celle de toutes et tous.

J'entends mieux cet aveu de mon ami :

« C'est quand j'ai vidé mon sac, ce que je pensais être juste de dire, en plus de 100 textes que je me suis décidé à ne plus intervenir. Parce que cela ne sert à rien. Plus personne ne lit personne. Depuis toujours. Et les idées n'avancent pas. Elles ne sont pas mobilisatrices. »

Je conçois qu'une personne n'aie plus rien à dire, ou, plutôt, le pense. Car, que sont « 100 textes » au regard de la réalité sociale, de sa complexité, de son dynamisme ?... Il y a toujours à penser et écrire parce que les événements changent, les enjeux et les formes de conflits également, et la réalité ne cesse de montrer la fausseté de l'assertion biblique « rien de nouveau sous le soleil ».

En réalité, à lire attentivement la lettre de mon ami, c'est sa seconde affirmation qui justifie la première : « cela ne sert à rien. Plus personne ne lit personne. »

N'est-ce pas ainsi justifier l'incapacité personnelle d'écrire en accusant les autres de ne pas lire ?... Or, c'est une erreur démontrée par la réalité. Pour au moins deux motifs, basés sur ma propre expérience d'écriture à l'usage du public algérien. D'une part, des personnes lisent, et même avec un grand intérêt, sans éprouver le besoin de le dire. D'autres, certes rares, le déclarent dans des commentaires que les journaux les plus démocratiques et intelligents offrent à leurs lectrices et lecteurs³. C'est la raison pour laquelle

³ En passant, n'est-elle pas ridicule la justification d'un journal national concernant la suppression des commentaires. Prétexte avancé : trop de propos racistes ou vulgaires.

ma signature, au bas de mes contributions, est toujours suivie par mon adresse de courriel. J'ai, en effet, constaté que si des lecteurs et lectrices insèrent des commentaires, parfois très pertinents et enrichissants, d'autres préfèrent m'écrire en privé, avec la même utilité.

S'il existe même qu'un seul lecteur pour écrire ce genre de commentaire : « En tout cas je salue votre persévérance, le pays a besoin de gens comme vous ! »⁴, eh bien, le temps consacré à écrire une contribution n'a pas été perdu.

Examinons un autre argument de l'ami : « Et les idées n'avancent pas. Elles ne sont pas mobilisatrices. »

Là, on peut être d'accord, et encore ! En effet, si des idées ne sont pas mobilisatrices, de deux choses l'une : soit elles sont incompatibles avec la réalité, non conformes au désir du peuple et/ou à celui de la caste dirigeante⁵ ; soit ces idées ne sont pas encore à l'ordre du jour, par manque de prise de conscience du peuple ou de ses dirigeants. Par exemple, en ce qui me concerne, je défends avec persévérance (plusieurs lecteurs l'ont déclaré dans leurs commentaires) l'idée d'autogestion sociale, et son retour en tant que thème de débat pour une solution sociale, non seulement en Algérie mais dans le monde. Loin de moi la stupide prétention de m'attendre à ce que cette idée soit mobilisatrice immédiatement. Il me suffit de jouer un rôle semblable à une personne qui proposait la liberté de tous les êtres humains en plein esclavagisme, ou l'affranchissement des serfs en plein féodalisme. Car affirmer « les idées n'avancent pas », n'est-ce pas ignorer l'histoire et sa manière de se manifester ? Aux époques successives de l'esclavage, du féodalisme, du colonialisme, combien de temps il a semblé que « les idées

Mais ne vaut-il pas prévoir un modérateur pour éliminer ces stupidités, tout en permettant l'expression démocratique des autres ? L'intention réelle de cette suppression de commentaires de lecteurs n'est-elle pas, en réalité, d'éviter que des contenus de ce journal soient critiqués de manière pertinente, mais, toutefois, insupportable pour l'auteur de l'article et, par conséquent, pour la réputation de ce quotidien ?

⁴ Salim31 in <https://www.algeriepatriotique.com/2018/03/10/comment-retrouver-le-public-au-theatre-et-ailleurs/#comments>

⁵ Dernièrement, un expert en économie a publié une lettre où il déclarait ne plus écrire parce que toutes ses propositions furent ignorées par les responsables de l'État. Cela ne laisse-t-il pas entendre que le peuple, du moins sa partie éclairée ou cherchant à l'être, ne mérite pas que l'on écrive pour elle ?

n'avancent pas », pour l'abolition de ces systèmes ?... Dès lors, à moins de ne pas tenir compte de la dynamique historique (intellectuelle et sociale) et de ses phases (qui ne se limitent presque jamais à une génération humaine), comment peut-on affirmer l'immobilité des idées, et leur manque de capacité mobilisatrice ?

Mon ami écrit encore :

« Nous pensons pouvoir peser sur l'opinion. Quelle prétention. Il n'en est rien. Cette opinion-là est bien mieux informée que nous. Cette opinion a son ... opinion mais, par le marché du "bouffe et tais-toi", elle ne s'engagera pas jusqu'à ce qu'il n'y ait rien à partager. A ce moment là ... elle ira casser les édifices publics. Les seuls biens qui lui appartiennent en propre. Tragique. Pour finir encore dans la confusion et la recherche d'un sauveur. Quel qu'il soit. Pourvu que ... »

Mais que signifie « l'opinion » ?... S'agit-il de celle des exploiters-dominateurs ou de celle des exploités-dominés ?

Cela fut déjà dit par un connaisseur en société (Lénine si ma mémoire est fidèle). En substance, il déclara : une rupture sociale intervient uniquement quand ceux d'en « haut » ne parviennent plus à gouverner, et ceux d'en « bas » à supporter.

Cependant, ce genre de rupture dépend de la préparation intellectuelle qui a lieu auparavant, dans un terme historique plus ou moins long. Exemples : la Révolution française de 1789 n'a-t-elle pas été préparée idéologiquement par les penseurs qui l'ont précédée ? N'est-ce pas Jean-Jacques Rousseau et son « Contrat social » (où il défendait l'État et son déisme de « l'Être Suprême ») qui ont produit Robespierre, sa dictature jacobine étatique guillotineuse et son culte de « l'Être Suprême » ?... Concernant le mouvement d'émancipation sociale mondiale, la révolution russe n'a-t-elle pas été le résultat d'environ un siècle de production d'idées émancipatrices, dans tous les domaines culturels ? De même que la révolution espagnole, etc. ?

En Algérie, la rupture que fut l'abolition du colonialisme n'a-t-elle pas, elle aussi, été préparée par des idées, et son aboutissement tellement imparfait (sur le plan de la justice sociale) n'est-il pas le résultat de l'imperfection des idées qui ont produit cette rupture anti-coloniale ?



Revenons à ce que mon ami appelle « l'opinion ». Certes, celle des dirigeants étatiques est mieux informée que nous, pour des motifs évidents. Mais celle des dominés-exploités?... N'est-elle pas, dans sa grande majorité, victime d'un obscurantisme programmé?... Certes, c'est là ce qu'on appelle une opinion. Mais ne doit-elle pas être analysée, discutée pour, éventuellement, en présenter une autre ?

L'ami écrit :

« Cette opinion a son ... opinion mais, par le marché du "bouffe et tais-toi", elle ne s'engagera pas jusqu'à ce qu'il n'y ait rien à partager. A ce moment là ... elle ira casser les édifices publics. Les seuls bien qui lui appartiennent en propre. Tragique. Pour finir encore dans la confusion et la recherche d'un sauveur. Quel qu'il soit. Pourvu que ... »

Là, on comprend qu'il est question d'exploités-dominés. Effectivement, quand ils n'auront rien à se partager, ils « casseront les édifices publics ». Mais qui en est le responsable?... N'est-ce pas les personnes qui détiennent un savoir sage et utile, mais qui, avant l'événement de ce moment de révolte, n'ont rien fait pour écrire et répéter que ce n'est pas la casse des biens publics qui est utile, ni, par la suite « un sauveur, quel qu'il soit », mais autre chose, par exemple s'organiser en associations citoyennes autonomes, libres et solidaires afin de construire une société d'où soient bannies toutes les causes qui portent à casser les édifices publics, c'est-à-dire collectifs?... Encore une fois, rappelons-nous les leçons de l'histoire. En Europe, les ouvriers commencèrent par briser les machines en pensant qu'elles étaient la cause de leur exploitation. Puis des intellectuels et l'expérience pratique leur firent comprendre la nécessité de s'organiser socialement pour s'émanciper. Hélas ! À ce sujet, les idées marxistes autoritaires l'emportèrent sur celles autogestionnaires. Le résultat est connu, et sa faillite très déplorable. Il reste donc, enfin, possible de remettre à l'ordre du jour la conception autogestionnaire, parce que, dès le départ, elle avait prévu la faillite du marxisme autoritaire, et avait proposé une solution alternative.

À propos de « casser », le hasard veut que ma contribution précédente⁶ concerne ce thème, et j'avais oublié de relater une anecdote significative. Lors d'une révolte populaire dans les années 1980, à Oran, certains

⁶ Voir ci-dessous XII. THÉÂTRE / « Comment retrouver le public algérien au théâtre et ailleurs ».

manifestants, en passant près du théâtre régional, voulurent le brûler. Il fut épargné uniquement par une intervention de Abdelkader Alloula ; il expliqua aux révoltés que cet édifice ne devait pas subir ce dommage... Mais si, auparavant, dans les années précédentes, les artistes de théâtre avaient su rendre cet édifice disponible dans les faits (et pas seulement en paroles) à ce peuple, s'ils avaient su le convaincre de le fréquenter, en lui proposant des œuvres qui intéressaient réellement ce peuple, s'ils avaient su supprimer de cet édifice tout ce qui était anti-populaire (décors, rideaux, cérémonial, etc.), est-ce que ce peuple aurait pensé à brûler ce qu'il considérait, à raison, un édifice qui n'était pas le sien, mais celui de privilégiés ?... Personnellement, je ne fus pas étonné de ce désir populaire de destruction ; dès 1968, j'avais dénoncé ce genre d'édifice comme un endroit de privilégiés, dont le peuple était exclu⁷.

A-t-on donc le droit de reprocher au peuple de « casser », quand on n'a jamais pris la peine et l'effort de trouver les moyens pour lui expliquer ce que le système social, pour l'exploiter et le dominer, lui interdit de savoir, c'est-à-dire de connaître ses véritables intérêts et la manière correcte de les concrétiser ?... Certes, ce travail de conscientisation est difficile, plein d'embûches, sans garantie de succès (du moins immédiat, lequel peut consister en la durée d'une vie humaine). Ce travail peut, en outre, porter en prison, et parfois à la mort. Et si l'on réside à l'étranger, ce travail peut gêner le confort dont on jouit, empêcher de cultiver paisiblement son propre jardin.

Il est compréhensible de se livrer à cette dernière activité, mais en consacrant, cependant, un peu de temps à cultiver, également, le jardin commun. Autrement, il y a risque d'anéantissement de l'activité intellectuelle personnelle parce que coupée de celle collective. L'être humain est un animal social, qu'on le veuille ou pas. Le nier, c'est tomber dans la vision illusoire des « saints » des cloîtres et des déserts, ou dans la conception stérile des enfermés dans une tour d'ivoire. Dans les deux cas, c'est mourir spirituellement, avec, pour les premiers, l'illusion de vivre en Dieu, et, pour les seconds, de survivre dans la contemplation des tourments du propre Super-ego ombilical.

⁷ Voir mon ouvrage « *Éthique et esthétique au théâtre et alentours* », librement accessible ici : http://www.kadour-naïmi.com/f-ecrits_theatre.html

Personnellement, l'envie de me contenter de mon jardin personnel me titille parfois, notamment parce que le temps qui me reste à vivre se raccourcit de jour en jour. Cependant, s'il m'arriverait de ne plus écrire, jamais je n'en accuserai ni le peuple, ni les lecteurs, ni la réalité complexe, mais uniquement ma fatigue, mon découragement, mon incapacité intellectuelle, et, - pourquoi ne pas dire toute la vérité ? -, mon égoïsme de privilégié.

Par conséquent, j'écrirai tant que ma conscience me dira qu'écrire c'est mieux que de me résigner, parce que se résigner c'est devenir, par le silence, complice des dominateurs-exploiteurs. Ne pas exprimer publiquement une position revient toujours à accepter tacitement le désordre dominant. Et cela, que l'on réside au pays ou en un autre lieu de la planète.

Reconnaissons, cependant, que la majorité des personnes écrivent dans le but principal de s'auto-construire une statue de « Sauveur », avec les privilèges qu'elle procure. Evidemment, ces personnes cessent d'écrire dès lors qu'elles se rendent compte de ne pas « réussir » ce but égotiste, ou l'ayant atteint. Au contraire, il existe une minorité qui écrit pour la seule exigence de combattre l'exploitation-domination, au bénéfice d'une société libre et solidaire. C'est là leur manière de jouir individuellement de leur droit à la liberté, complétée par la solidarité. Dans ce cas, tant qu'un système social abominable et préhistorique existe, le fait d'écrire s'impose. Précisons qu'il s'agit d'écrire pour agir socialement. Ajoutons ceci : si les écrits ne se transforment pas en action, la conclusion n'est pas de cesser d'écrire (si l'on a un réel souci du peuple), mais de se demander ce qu'il est juste d'écrire, même s'il n'est pas immédiatement transformable en action. Est-ce que le cultivateur sème à la seule condition de voir immédiatement le blé, ou que les variations climatiques lui garantissent la révolte ?

Fournissons une dernière considération qui ne se trouve pas dans la lettre de l'ami. Il dispose d'une formation intellectuelle qui l'a porté à se charger de missions d'aide au développement au sein d'organismes internationaux. Peut-on, dès lors, admettre qu'il n'a réellement plus rien à dire ?... Espérons qu'à la lecture de cette réponse, il ne conclura pas : « Inutile de répliquer », mais prendra le temps de montrer en quoi mon argumentation serait inconsistante. Ainsi, il sera encore utile, avec l'assurance que ce qu'il écrira sera lu avec intérêt, non seulement par moi, mais, j'en suis persuadé, par des

lectrices et lecteurs de ce journal, dont certains, probablement, exprimeront des commentaires pertinents et enrichissants.

Concluons par cette information. Lors de chacun de mes séjours en Algérie, j'ai rencontré des compatriotes. Chez les jeunes surtout, j'ai constaté l'immense désir de savoir, afin de voir clair pour agir de manière efficace contre les formes de domination, au bénéfice d'une société libre et solidaire. Plus d'une fois j'ai vu, avec émotion, des larmes dans les yeux de ces jeunes, filles et garçons. Dès lors, quelque soit l'endroit où l'on réside sur cette planète, a-t-on le droit de se taire, si on est habité par un réel amour pour le peuple et pour la justice sociale ?



Pour qui et comment écrire ?

Le Matin d'Algérie, 20 mars 2018

Algérie Patriotique, 27 mars 2018

La manière d'écrire dépend du but poursuivi. Il est double : d'une part, présenter et/ou défendre une conception de la vie, d'autre part, l'envisager pour des destinataires précis.

Conception de vie

Rappelons-nous l'expression apparemment banale, mais, en réalité, déterminante : appeler un chat, un chat. Appliquons ce principe à la réalité sociale. Fondamentalement, on écrit soit pour légitimer une domination-exploitation sociale (appelons cela idéologie dominante), soit une exigence de libération de celle-ci (nommons-la conception émancipatrice), soit pour faire semblant d'opter pour la seconde solution mais, en réalité, justifier la première (cas de l'opportunisme, s'exprimant par le soit disant « soutien critique »).

Si l'on est pas capable de déceler à laquelle de ces trois caractéristiques appartient un texte, on est certainement dans l'impossibilité d'en apprécier la teneur essentielle, donc le but réel. Prenons quelques exemples. Un texte défend le « libéralisme », le « marxisme », le « communisme », une religion (monothéiste) ou une « morale » (confucianiste, shintoïste, athéiste). Apparemment, chacun de ces textes semble défendre la « vie », la « liberté », l'« émancipation », et tous les mots qui paraissent bénéfiques à l'humanité. Toutefois, il reste à analyser ces textes avec un « microscope » spécial. Celui-ci pose la question : derrière ces belles paroles, quelle conception réelle de la vie est défendue et visée ? Le savoir exige une seconde question : Qui en profite et au détriment de qui ?... Il est impossible de répondre correctement à ces deux interrogations si l'on ignore que toute



société humaine se divise en deux catégories fondamentales : d'une part, une minorité d'exploiteurs-dominateurs, et, d'autre part, une majorité d'exploités-dominés. En passant, posons-nous cette question subsidiaire, et pourtant significative : comment se fait-il que ces termes « exploitateur », « dominateur », « exploité », « dominé » soient presque inexistantes dans le vocabulaire actuel, même chez les personnes se prétendant « démocrates » et « progressistes », ou, d'une manière générale, proclamant vouloir « libérer » l'humanité de l' « injustice » dont elle est victime ? Rappelons-nous le cas le plus ignoble : la déclaration anglo-U.S juste avant l'agression contre l'Irak : Blair et Bush jr. proclamèrent que leur action avait comme unique but de « libérer le peuple irakien de la dictature ». Nous avons constaté comment et pourquoi cela fut réalisé.

Donc, sans la boussole qui indique les quatre aspects du cadran social (exploiteur, dominateur, exploité, dominé), il est impossible de décrypter correctement la teneur et le but d'un texte.

Les seuls écrits, où la lecture ne devrait pas nécessiter cette boussole, sont les textes qui affirment clairement les positions du cadran social : l'existence d'exploiteurs, de dominateurs, d'exploités et de dominés. Même dans ce cas, il faut rester vigilant. En effet, Hitler et consorts employaient ces termes, ainsi que les marxistes et même les intégristes religieux. Mais on a constaté le but réel : créer une forme inédite d'exploitation-domination du peuple. Les seuls qui, jusqu'à présent, ont utilisé ces termes sans finir comme exploitateurs-dominateurs sont les autogestionnaires (autrement dit, les libertaires), même quand ils disposèrent du pouvoir social pendant un certain temps⁸.

⁸ Voir Voline : « *La révolution inconnue* », librement disponible ici : <http://kropot.free.fr/Voline-revinco.htm> et ci-dessous sa présentation sous le titre « *La révolution inconnue* » ; et Gaston Deval : « *L'Espagne libertaire 1936-1939* », librement disponible ici <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.somnislibertaris.com%2Flibro%2Fespagnelibertaire%2Findex05.htm>, et ci-dessous deux présentations sous le titre « *La (méconnue) plus importante révolution du Xxè siècle* » et « *Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite* ».

Destinataires

La conception sociale contenue, explicitement ou implicitement, dans un texte détermine le type de personnes auxquelles s'adresse ce texte. Là, encore, la boussole indiquant le cadran social est indispensable. En effet, nous sommes en présence de cas divers.

1. Un texte peut sembler être destiné à tous, sans exception. À le lire attentivement, on s'aperçoit qu'il s'adresse en réalité à des dominateurs ou exploiters pour les faire « raisonner » et atténuer leur action négative sur le reste de la population. Si l'on examine totalement cet écrit, on constate que, d'une part, il légitime cet état de fait, et, d'autre part, se préoccupe de le consolider. Exemple. Tous les cas d'appel aux « autorités » pour éviter une « explosion sociale ». Ces déclarations n'évoquent jamais le problème social fondamental : l'existence de deux catégories sociales incompatibles : exploiters-dominateurs vivant au détriment d'exploités-dominés. Implicitement, ces appels légitiment cette situation, leur seul souci étant de la rendre supportable pour les victimes. Cela ne devrait pas étonner, car les auteurs de ces appels, d'une manière ou d'une autre, plus ou moins, sont des privilégiés du système social dominant.

2. Un texte peut s'adresser, au contraire, à des destinataires aisément identifiables, quand pas indiqués précisément. Trois cas se présentent.

Soit l'écrit interpelle uniquement les dominateurs-exploiteurs pour les aider à mieux gérer leur privilège. Soit l'écrit s'adresse exclusivement aux dominés-exploités pour leur suggérer la manière de s'affranchir de leur situation de victimes. Enfin, l'écrit semble concerner ces dernières alors, qu'en réalité, ils visent à la formation d'une nouvelle caste de dominateurs-exploiteurs. Exemple typique : l'appel de Lénine « Tout le pouvoir aux soviets ! », qui se révéla n'être qu'une manœuvre afin de les faire infiltrer par le parti bolchevik et les dominer ; on connaît la suite avec les massacres des membres du soviet de Kronstadt et des soviets d'Ukraine⁹, puis la N.E.P. (Nouvelle Politique Économique), et ce qui s'ensuivit.

⁹ Voir Voline, o. c.

Se pose une question : mais les victimes du système social sont, en majorité, des illettrées ou quasi ! Comment pourraient-elles, alors, lire un écrit ?... Dans un premier temps, il est destiné d'abord à cette minorité infime de personnes qui savent lire, aiment réfléchir, en vue de devenir libres et solidaires, et, ainsi, contribuer à ce que les autres le soient également, car une personne ne peut être vraiment libre et solidaire si les autres ne le sont pas. Dans un deuxième temps, il faut espérer que celles et ceux qui ont lu l'écrit trouvent le moyen (pas facile) de communiquer oralement son contenu, accompagné de leurs commentaires, aux personnes que le système dominateur maintient dans l'analphabétisme, l'ignorance et l'abêtissement du spectacle ou de l'idéologie « culturelle » obscurantiste¹⁰. Ces exclus de la connaissance peuvent se trouver au sein même de la propre famille, des camarades de travail, dans le cercle d'amis, dans l'association dont on est membre, etc. Car, en définitif, les iniquités sociales ne seront abolies que par leurs victimes.

Comment écrire ?

Les considérations précédentes permettent de comprendre comment et pourquoi elles conditionnent directement la manière d'écrire.

Si l'on vise la préservation de la couche des dominateurs-exploiteurs, la méthode consiste à employer la « langue de bois ». Elle est comprise uniquement par les initiés qui gèrent le pouvoir social (politique, économique, culturel). Nous avons affaire au discours officiel, dans ses diverses formes.

Si l'on fait semblant de se soucier seulement des dominés-exploités, mais, en réalité, on fait des appels du pied à ceux qui en profitent, alors le langage est alambiqué, manquant de cohérence alors même qu'il y prétend, accumulant les références de « maîtres » en guise d'autorité incontestable alors que ces références sont totalement incongrues. C'est le cas typique du discours opportuniste qui se présente avec le masque de se soucier des victimes du système social, mais, en réalité, pour défendre leurs bourreaux. En Algérie, l'exemple typique est la pratique du « soutien critique ». Il s'est

¹⁰ Voir ci-dessous XIII. THÉÂTRE / « Comment retrouver le public algérien au théâtre et ailleurs ».

manifesté durant la dictature militaire d'abord, et, actuellement, continue avec le régime faussement démocratique¹¹.

Si l'on se préoccupe uniquement des dominés-exploités, mais réellement, alors l'écrit appelle un chat, un chat ou, selon l'expression de Boileau, « un fripon, un fripon ». Plus précisément, on parle des personnes en fonction de leur position sociale : exploiteur, dominateur, exploité, dominé.

Dans ce dernier cas, cependant, ajoutons les considérations suivantes.

La manière émancipatrice d'écrire

Parmi les personnes qui déclarent écrire pour le « bien du peuple » ou des « opprimé-e-s », à des exceptions extrêmement rares, la défense de la liberté se limite à la liberté exclusive de ces personnes et de leur groupe d'appartenance, au détriment des autres. De même, leur solidarité obéit au même critère : solidarité entre eux au détriment des autres, même si partageant, formellement, le même idéal (voir, par exemple, les partis politiques, tous « démocratiques » et « progressistes », mais incapable d'un minimum d'entente face à leur adversaire commun).

Quand à contribuer à rendre la société plus juste, plus sereine, plus joyeuse et plus heureuse, cela est-il possible quand les écrits distillent la haine, l'insulte, l'accusation injuste et le propos colérique ?

Il est normal que les écrits, étant l'expression de conflits réels, expriment ces conflits. Mais est-il nécessaire de haïr l'adversaire et de l'insulter ?... Est-ce la haine qui aide à comprendre un problème social, ou, au contraire, le sang-froid du scientifique devant un phénomène naturel, du médecin ou chirurgien devant la maladie ?

Précisons que comprendre les actes et les déclarations de l'adversaire, de manière objective et sans invectives, n'est pas les justifier. Le but est seulement de les examiner correctement, pour réfuter de manière adéquate les propos erronés, quand pas néfastes ou, pis, criminelles, et, par conséquent, combattre efficacement les actes qui leur correspondent.

Remarquons que la haine et l'insulte caractérisent les réseaux dit sociaux, comme elles se retrouvent dans les publications se nourrissant non de la

¹¹ Un exemple récent de ce langage est le texte, paru dans un autre journal, de Mourad Remaoun en défense de la ministre de l' « éducation » nationale.

saine raison et de sa logique, mais des passions les plus vulgaires et des instincts les plus bas. Exemple typique : le best-seller en la matière, « *Mein Kampf* » (Mon combat) de Adolf Hitler. Extrêmement instructif à ce sujet : y sont exposés clairement les motivations et les buts de cette procédure. Toutes les mentalités autoritaires, quelque soit leur idéologie, se comportent de cette manière. Cependant, Hitler a l'avantage du langage clair et direct. Les intégristes algériens, à leur manière, l'imitent en dénonçant, exactement comme lui, la démocratie comme « diabolique », tout en l'utilisant pour parvenir au pouvoir afin de la détruire au profit de leur domination.

C'est que, comme l'avait bien expliqué en son temps Wilhelm Reich¹², le fascisme (autrement dit le recours à ce qu'il y a de bestial dans l'être humain), - hélas ! -, est la denrée la plus répandue, tant parmi les « élites » dominantes, que, - encore plus hélas ! -, au sein du peuple dominé. De là, le recours à l'insulte haineuse (notamment par l'emploi du langage scatologique) au lieu de l'effort serein de compréhension des motifs et buts de l'adversaire, par l'usage d'un vocabulaire mesuré et adéquat. Autrement, sans cette dernière manière de procéder, est-il possible d'aider un peuple à s'émanciper correctement ?

La haine et l'insulte montrent que tout dominateur est incapable de légitimer son emprise par la saine raison et la claire logique. Et toute personne, y compris celle qui prétend combattre la domination, si elle recourt au discours haineux et à l'insulte, démontre, par là, une mentalité dominatrice. Car la saine raison et sa logique ne prétendent jamais dominer, mais démontrer objectivement pour éclairer sainement, selon équité.

Dès lors, si l'on désire sincèrement le bien de la communauté sociale, lequel passe par celui des victimes du système politique dominant, c'est à la raison et à la compréhension qu'il faut recourir, sans nul besoin de discours alambiqué, fumeux, manipulateur, ni de haïr ni d'insulter. Quel sens et quelle utilité haïr et insulter un crocodile parce qu'il dévore des êtres humains, ou un microbe parce qu'il porte atteinte à la santé ?... Cet animal et ce microbe sont programmés par la nature. Par suite, quel sens et quelle utilité de haïr et d'insulter un dominateur et un exploiteur ?... Le système social (la soit disant « éducation » familiale, religieuse, « morale », scolaire,

¹² « *La psychologie de masse du fascisme* », disponible gratuitement sur internet.

« culturelle », etc.) l'a conditionné à agir de cette manière. Et l'expérience empirique prouve que ce genre d'animal social ne changera pas, suite à la haine et à l'insulte. Au contraire, il réagira par une haine plus haineuse et une insulte plus insultante.

Aussi, convient-il seulement de s'adresser uniquement aux victimes du système social, en recourant à la seule raison et à sa logique, appuyées sur l'impératif suivant : tous les êtres humains sont nés libres et égaux en devoirs et en droits, par conséquent exploiter ou dominer un être humain est contraire à la raison et à la l'équité. Il faut donc, employer la première pour réaliser la seconde.



Utilité d'une espèce en voie de disparition

*Le Matin d'Algérie, 1 août 2018*¹³

Algérie Patriotique, sous le titre « Dette d'un dinosaure » 1 août 2018



L'argument abordé dans cette contribution fut déjà, d'une manière générale, exposé précédemment¹⁴. Des commentaires de lecteurs portent à y revenir sous une autre forme d'argumentation.

Un ami algérien, invité par moi à reprendre ses éclairantes contributions écrites sur des journaux algériens qui voudraient bien l'accueillir, m'a tenu en substance ces propos : « À quoi bon ?... J'ai déjà écrit beaucoup sans avoir reçu de réactions encourageantes. Ajoute à cela que l'Algérie est dans une situation lamentable dans tous les secteurs, sans espoir d'en sortir, vue l'incapacité de tout ce qui est opposition démocratique au régime. En outre, en quoi serait-il utile d'écrire quand on vit depuis de longues années à l'étranger ? Enfin, et surtout, quand on a dépassé la borne des soixante-dix années de vie, nous sommes désormais des dinosaures en voie de

¹³ La présente version est celle, complète, publiée dans *Le Matin d'Algérie*.

¹⁴ Ci-dessus « Pourquoi écrire ? » et « Pour qui et comment écrire ? »

disparition. Or, l'Algérie est composé d'environ 70 % de moins de 35 ans, et qui pratiquent moins la langue française que l'arabe classique. Quel écrit peut-on, nous, dinosaures, leur présenter ? Et seraient-ils intéressés à le lire ? Contentons-nous de constater que nous avons échoué à réaliser notre idéal de justice sociale alors que nous étions jeunes, et que, désormais, il est trop tard pour nous, dinosaures en voie de disparition. »

Voici ce que fut, en substance, ma réponse.

Un enfant de neuf ans

Lorsque la guerre de libération nationale algérienne fut déclenchée en 1954, j'avais neuf ans. Alors, j'étais angoissé et ne comprenais pas la signification des événements. À la maison, mes parents parlaient de « moudjahidines », tandis que la radio colonialiste dénonçait les « fellaghas » au « service de puissances étrangères ». Pour ma part, je constatais simplement que j'étais un colonisé, maltraité comme tel par les occupants de ma patrie, et par leurs collaborateurs autochtones administratifs. Cependant, je n'étais pas assez instruit pour chercher et connaître par moi-même la vérité sur la situation sociale en général, et sur la mienne, en particulier.

Par chance, dans mon quartier d' »Algraba-village nègre », comme on l'appelait, à Sidi Belabbès, j'avais remarqué un « dinosaure ». Tous les matins, il s'asseyait devant le seuil de son ami horloger, et, sur une chaise, il lisait plusieurs journaux. J'ai approché avec politesse ce monsieur aux cheveux blancs. Comme il connaissait mon père, le vieillard m'accueillit avec affection. Je lui demandais, vu qu'il lisait des journaux, de m'expliquer ce qui arrivait en Algérie. Il commença d'abord par vérifier du regard qu'il n'y avait pas près de nous des oreilles indiscrettes de mouchard. Ensuite, il commença à me donner des éclaircissements, et cela en dziriya (arabe algérien maternel), avec des mots simples, que j'étais en mesure de comprendre. Presque quotidiennement, j'avais alors mes leçons d'éducation sociale.

Elles m'encouragèrent à mieux maîtriser la langue française pour lire par moi-même les journaux. Mon bienveillant « dinosaure » m'apprit autre chose : savoir lire les journaux aussi bien de la propagande colonialiste que



les publications démocratiques, genre « Alger républicain », si je me souviens bien. « Il faut, m'a-t-il dit, que tu apprennes à distinguer le vrai du faux, et, pour cela, tu dois lire les versions contradictoires. Ainsi, tu ne seras pas victime de la propagande, d'où quelle vienne. Tu dois être un esprit libre, capable d'acquiescer tes libres opinions. »

Voilà comment ma conscience patriotique et critique est née. Un « dinosaure » l'avait offerte à un tout jeune garçon. Et combien d'enfants et presque enfants comme moi ne bénéficièrent pas d'une conscience pareille grâce à d'autres bienveillants et sages « dinosaures » !

Par la suite, durant mon adolescence, je lisais journaux, brochures et livres. Mes parents, conseillés par un voisin qui était moudjahid, prirent l'heureux choix de m'inscrire au lycée alors nommé « franco-musulman » de Tlemcen, en internat, loin de ma famille. « Là, avait déclaré notre voisin moudjahid à mes parents, votre enfant apprendra en même temps le français et l'arabe. Ainsi, à l'indépendance, il sera utile à son pays. » J'ai donc pu lire en langue française comme en arabe. Mon horizon intellectuel s'élargissait.

Puis, je lisais articles, brochures et livres d'autres « dinosaures », aussi bien algériens qu'étrangers. Progressivement, ma conscience sociale s'éclairait davantage.

Retour d'un dinosaure

« *Rah azmâne ou ja azmâne* » (un temps s'en est allé, un autre est venu), comme on dit en Algérie. Conformément à la loi biologique, je suis devenu membre du club des « dinosaures » en voie de disparition. Après une très longue absence géographique du pays, en 2012, quelques adolescents vinrent rendre visite au dinosaure que j'étais désormais. En larmes (je n'exagère rien), certains d'entre eux me tinrent en substance ces propos : « Nous sommes tellement désorientés ! Mais nous ne voulons pas nous résigner à ce que nous subissons et subir notre peuple !... Pourquoi des gens comme toi, vous nous avez abandonnés ? Même de loin, hors du pays, vous pouviez garder un lien avec nous, écrire dans un journal, nous envoyer des brochures... Nous avons besoin de connaître vos expériences et les réflexions que vous en avez tirées. Qu'importe si vous avez échoué dans la réalisation de votre idéal. Nous voulons savoir ce qu'ont été votre parcours,



vos succès et vos échecs, afin d'éclairer notre présent, à nous. Nous ne voulons pas de « maîtres à penser », fournissant des recettes toutes faites ; nous avons seulement besoin de pistes de réflexion et d'action. Connaître vos échecs et leurs causes nous est précieux pour les éviter, et connaître vos succès, même éphémères, nous est également précieux pour savoir comment les reprendre et les améliorer. »

Oui ! À la vue de ces adolescents en larmes, le dinosaure a, lui aussi, eut les yeux en larmes, comme eux. De tristesse et de joie. Tristesse du temps perdu de séparation et de silence ; joie des retrouvailles et découvrir qu'un dinosaure en voie de disparition est encore utile. Aux jeunes qui me faisaient face, j'ai reconnu ceci : bien que j'ai toujours connu et suivi la situation en Algérie, pendant de longues années j'avais estimé inutile d'intervenir par mes écrits, même en sachant que mon travail théâtral au pays était occulté, volé et que j'étais personnellement calomnié.

Devant ces adolescents, m'est revenue mon enfance. Un dinosaure avait éclairé ma lanterne sociale, sans, - il faut le souligner -, m'asservir à sa pensée, mais en m'aidant simplement à élaborer la mienne. À présent que l'enfant que j'étais est devenu un dinosaure, ne doit-il pas agir de même envers les enfants d'aujourd'hui ?... C'est là, me semble-t-il, une simple question de dette à reconnaître entre les générations, avant ma disparition de cette terre.

On pourrait, et cela le fut, objecter : « En intervenant, tu ne fais que servir tes intérêts et ton ego ». Oh ! Si je considérais uniquement ces deux aspects, je me contenterais de cultiver mon jardin, de voyager en fonction de mes possibilités financières, de m'amuser, comme on dit, bref de jouir de la vie de manière personnelle, sans m'occuper des autres, surtout pas des gens maltraités par leurs semblables... Mais, ma voie intérieure me déclare : « Si tu peux, à présent, jouir de ta vie, c'est parce que d'autres se sont activés, et même sont morts, afin que tu puisses jouir de ton existence. N'as-tu donc pas de dette envers ces personnes ?... Et comment l'honorer autrement qu'en les imitant : accorder une partie de ton temps aux personnes auxquelles une minorité de rapaces interdit de jouir paisiblement de leur vie ?... Il y a deux sortes d'ego : l'égoïste individualiste, indifférent aux autres, et l'altruiste, soucieux de leur témoigner ce qu'il peut comme solidarité. Le second ego est plus digne, plus enrichissant, donne plus de



sens à ta vie personnelle... Quant à l'intérêt, si le tien coïncide avec celui des maltraité-e-s par les rapaces, il n'est que plus respectable, surtout quand cette coïncidence n'offre pas des privilèges, mais, au contraire, des ennuis de la part de ceux dont tu remets en cause les illégitimes privilèges. »

On pourrait, également, et cela le fut également, objecter : « Tu ne fais qu'étaler tes connaissances, avec tes références, parce que imbu de ta personne, et pour nous éblouir ! » Pour ma part, je constate que des lecteurs me témoignent leur reconnaissance pour ce que j'écris. Ceci dit, est-on imbu de sa personne, quand on sait que les écrits ne procureront pas des avantages et des privilèges, mais, à part la reconnaissance de certains, feront naître des adversaires, d'autant plus méchants qu'ils seront du côté des dominateurs et des exploités de leurs semblables ?

Quant à ce qui est considéré comme « étalage de connaissances », peut-on écrire sans fournir les références nécessaires aux lecteurs, afin qu'ils vérifient par eux-mêmes la validité de ce qui est dit, et, éventuellement, approfondir les arguments exposés ?

Enfin, on pourrait, et cela le fut aussi, objecter : « Mais ce que tu écris, tu ne fais que le voler à d'autres que tu n'as pas l'honnêteté de citer ! »... Là où je ne mentionne pas d'auteur, en voici le motif. La lecture des écrits des autres est la meilleure quand on ne se contente pas de les répéter, comme un perroquet, un adorateur d'icône ou pour donner un « argument d'autorité » à ce qu'on écrit. La méthode efficace est de trouver le moyen de faire soi les idées positives des autres, en les adaptant à la réalité socio-historique actuelle, selon notre intelligence. Ainsi, on est créatif et, espérons-le, original, autant que possible. Comme on l'a déjà dit, tout ou presque tout a déjà été dit, dans le domaine social ; mais il reste à adapter de manière adéquate ce qui fut exposé à la réalité actuelle. Pas facile, mais indispensable, si l'on vise réellement à progresser dans la compréhension correcte de la société et de soi-même, pour la transformer et se transformer positivement, en particulier en vue d'une société où *liberté* se conjugue avec *solidarité*¹⁵.

La pire des prétentions est de vouloir enseigner, parce qu'on détiendrait la vérité. Il s'agit simplement, je l'ai déjà dit, de proposer des opinions dans le

¹⁵ Une prochaine contribution sera consacrée à ces deux expressions. Voir ci-dessous II. AUTOGESTION / « Que sont l'indépendance et la liberté, sans la solidarité ? »

cadre d'un débat démocratique. Rappel à celles et ceux qui n'ont pas lu cette mise au point dans mes textes précédents :

« Ceci dit, je l'ai écrit plus d'une fois dans mes contributions, et je le répète : je ne prétends pas « enseigner ». Le motif est simple : je suis et serai toujours un étudiant jusqu'à ma mort. Je fais partie de ces êtres humains conscients de l'immensité de ce qu'il y a à connaître, et qui savent qu'en mourant, ils demeurent ignorants de beaucoup de choses, peut-être même de l'essentiel. Ma devise était et demeure : l'humanité, et donc moi qui en fait partie, ne procède pas vers plus de vérité, mais vers moins d'erreur. Si les gens qui ont voulu enseigner avaient donné son importance à ce principe, tellement de maux auraient été évité à l'espèce humaine. Certes, j'eus ma phase – juvénile – de croire à des « enseignants » et, en les suivant, de le devenir à mon tour. Heureusement, la priorité que j'ai toujours accordée à la réalité concrète (mérite de mon père ouvrier et de ma mère paysanne pauvre), même quand cette réalité contredisait mes « convictions », cette priorité m'a permis deux découvertes. La première : le meilleur et le plus authentique des instruits n'enseigne pas ; simplement il communique ses expériences pratiques et les observations théoriques qu'il en a tirées, quitte aux destinataires à en faire l'emploi qu'ils jugent utile ou non pour eux. Deuxième découverte : la personne, y compris la plus bardée de diplômes universitaires, qui prétend « enseigner », finit par imposer de manière totalitaire ses vues, même quand elle prétend « éclairer et sauver l'humanité de ses erreurs »¹⁶.

Espérons avoir montré en quoi une espèce en voie de disparition peut encore être utile à celles et ceux qui y trouvent de quoi nourrir leurs propres réflexions.

¹⁶ In ci-dessous VIII. ÉDUCATION-CULTURE / « Clarifications à Monsieur Mourad Remaoun ».

II.

AUTOGESTION



« **Belle comme un comité d'autogestion !** »

Algérie Patriotique, 9 mars 2017

Le Matin d'Algérie, 9 mars 2017

*À la mémoire des combattants
pour l'autogestion sociale.*

En ce mois de mars, comme souvent, ma pensée va à un certain passé, en Algérie.

Qui se souvient du surgissement des comités d'autogestion agricoles et industriels ?... Juste à l'indépendance nationale, après la fuite et l'abandon des fermes et entreprises par les patrons et ingénieurs colonialistes, que faire ?...

Spontanément, oui ! Spontanément, des travailleurs d'entreprises et de la terre ont décidé et réussi à continuer la production. Aux yeux des analystes honnêtes, elle fut non seulement assurée comme auparavant, mais ses résultats furent meilleurs. Sans patron ni ingénieur ni contre-maître ! Uniquement les travailleurs !

Au point que notre poète Jean Sénac, autrement dit Yahia Alwahrani (comme il avait aimé se nommer) écrivit cette expression inoubliable (je cite de mémoire) :

« *Tu es belle comme un comité d'autogestion !* »

J'eus le bonheur, adolescent, de vivre directement cette autogestion dans l'entreprise de chaussures où travaillait mon père, à Oran, quartier Saint Eugène.

Alors, moi, enfant de pauvre, de « *zoufri* » (déformation algérienne de « ouvrier »), comme on disait avec mépris, j'ai vu des ouvriers, dont certains analphabètes, savoir continuer la production de chaussures, réparer les machines, organiser la distribution pour la vente. Et tout cela dans une atmosphère de coopération égalitaire et solidaire. Le paradis sur terre !... Les travailleurs manuels montraient leur capacité intellectuelle de gestion de



leur entreprise. Ils démontraient dans la pratique et avec succès la non nécessité de personnes commandant autoritairement (contre-maîtres) et de propriétaires, s'enrichissant de la plus-value produite par le travail de salariés.

Hélas !... Le paradis sur terre ne fut pas de l'agrément de tous, plus précisément de ceux qui étaient habités, plus exactement obsédés et torturés par la peste de l'exploitation des autres, renforcée par le choléra de la domination sur eux.

Environ une année après la création autonome et libre des comités d'autogestion, vinrent les fameux étatiques « décrets de mars » 1963.

L'État « socialiste » algérien décidait l' « organisation » de ces comités. Pour justifier cet accaparement arbitraire, les tenants du régime accusèrent l'autogestion d' « anarchie », d' « inefficacité » et de toutes les calomnies imaginables.

A la tête de l'entreprise autogérée, en ville comme à la campagne, l'État installa un « Directeur ». Il représentait l'État, lequel incarnait le « peuple » et les « travailleurs ». Donc, ce fonctionnaire aurait été le défenseur des travailleurs des comités d'autogestion.

Dans la réalité, ce « Directeur » commandait, donnait des ordres.

En plus, son salaire bien élevé, ses conditions de travail très confortables et les privilèges qui lui étaient accordés par l'État étaient une injustice scandaleuse par rapport au salaire et aux conditions de travail des gens sous ses ordres.

Les travailleurs comprirent progressivement que les décisions de ce commis de l'État contredisaient les intérêts réels des travailleurs. Ils se sont trouvés devant une forme inédite de patron : il n'était plus un individu privé, mais l'incarnation en chair et en os de l'État. Et celui-ci se comportait exactement en patron. Seule différence : le système n'était plus capitaliste colonial, mais capitaliste étatique indigène.

Surgit alors la fameuse phrase : « Lichtirâkiyâ ? L'auto lîk wal hmâr liyâ. » (Le socialisme ? L'Automobile pour toi et l'âne pour moi).

Plus grave. Si, au temps du capitalisme colonial, le syndicat était permis, comme instrument de défense des travailleurs, du temps de l'État



« socialiste », il était devenu une simple courroie de transmission des impératifs des détenteurs de l'État.

Toute résistance des travailleurs ou de leurs authentiques représentants pour défendre et maintenir les acquis de l'autogestion réelle furent réprimés, en fonction des exigences nécessaires : licenciement, arrestation, torture, assassinat. Bien entendu, au nom du « socialisme » et du « peuple ».

Après le « *réajustement révolutionnaire* » de l'auteur du coup d'État du 19 juin 1965, quelques années après, vinrent les « réformes », dites aussi « révolutions » : celle agraire et celle de la « gestion socialiste des entreprises ».

Le très peu qui restait de l'autogestion, dans les entreprises comme dans les fermes (exemple celle de Bouchaoui, près d'Alger) fut définitivement supprimé. La justification est connue : l'État étant celui du « peuple », donc des « travailleurs » ne peut pas admettre l'existence d'un instrument spécifique uniquement aux travailleurs : un syndicat autonome. Ce serait « contre-révolutionnaire », « contre le peuple », « contre les travailleurs ».

Bien entendu, il est illusoire d'attendre de personnes autoritaires et dominateurs la reconnaissance des faits concrets, ainsi que l'usage sensé de la raison et de la logique.

Ainsi, le capitalisme étatique s'est consolidé, permettant la formation d'une bourgeoisie étatique. Le peuple laborieux, les travailleurs se sont trouvés devant le pire des patrons (L'État) et le pire asservissement : un syndicat non plus de défense de leurs intérêts, mais une simple courroie de transmission des décisions de l'État-patron, et de contrôle de la servitude des travailleurs. L'Union Générale des Travailleurs Algériens était, en réalité, Union Générale (*des détenteurs de l'état*) contre les Travailleurs Algériens.

J'en ai connu personnellement les méfaits, ayant été secrétaire d'une section syndicale de travailleurs. Je le fus juste le temps pour la hiérarchie syndicale de comprendre que je ne me prêtais pas au rôle de larbin, mais défendait réellement l'intérêt des travailleurs. Par cette hiérarchie, je fus alors arbitrairement suspendu, accusé d' « agitation subversive ».



Ainsi, le lecteur peut comprendre que, après la fin de la dictature, l'apparition de syndicats autonomes en Algérie fut pour moi une heureuse nouvelle.

Oh ! Leur existence et leurs activités ne sont pas semées de roses. Partout et toujours, dans le monde, les partisans d'une société réellement égalitaire et solidaire doivent vaincre la résistance des exploiters-dominateurs pour conquérir leurs droits.

L'autre bonne nouvelle que j'ai lu, dernièrement, concerne certains villages en Kabylie ; ils pratiqueraient l'autogestion. Je souhaite vivement qu'un contributeur à ce journal puisse fournir davantage d'informations à ce sujet. En particulier, il est utile de savoir de quel genre d'autogestion il s'agit : est-elle l'initiative libre et autonome de tous les habitants du village, avec leurs représentants élus de manière impérative, ou, au contraire, a-t-on affaire à un groupe de notables ayant instauré une forme de gestion, autoritaire et paternaliste, abusivement dire autogestion ?

En effet, l'autogestion sociale est un idéal réalisable, ou, si l'on veut, une utopie qui s'est concrétisée.

Le syndicat libre et autonome en est l'une des manifestations, s'il est une organisation produite par les travailleurs pour réaliser leurs intérêts, sans nuire à ceux de leurs compatriotes.

Sans évoquer les expériences antiques ou médiévales qui ressemblent de près ou de loin à l'autogestion, citons les plus récentes et les plus significatives : les soviets russes de 1905 et surtout 1917, notamment à Kronstadt, et l'autogestion paysanne en Ukraine de 1917 à 1921 (voir Voline, « *La révolution inconnue* »¹⁷). Et, surtout, l'autogestion réalisée en Espagne de 1936 à 1939 (voir Gaston Leval, « *Espagne libertaire 1936-1939* »¹⁸). Les deux livres sont gratuitement disponibles sur internet.

Concernant ces expériences, aussi, le même phénomène s'est produit : accaparement par l'État supposé être celui des travailleurs (Russie) ou répression militaire directe (Espagne).

Ce que l'expérience historique enseigne est ceci.

Le capitalisme « libéral », cet autoritaire paternaliste, démontre son incapacité à instaurer une société humaine égalitaire et solidaire. Les États

¹⁷ Op. c.

¹⁸ Op. c.

dits « socialistes », « communistes » ou de « démocratie populaire », ces autoritaires dictatorieux, ont montré la même carence.

Il reste, alors, à l'organisation sociale autogérée à être de nouveau expérimentée : sans nulle autorité autre que celle émanant directement des citoyens pour réaliser leurs buts.

A ceux qui ont prétendu que c'était là du « désordre », la réplique fut donnée : au contraire, c'est l'unique forme d'ordre, parce qu'elle exclut toute forme d'exploitation et de domination d'un être humain sur ses semblables.

On a également affirmé : la « nature » humaine est, en tant que telle, dominatrice et exploitatrice ; impossible de la changer. Ainsi, furent justifiés esclavagisme, féodalisme et capitalisme. L'histoire a démontré que la « nature » humaine est un produit social, résultat de rapport de force entre groupes.

C'est dire que les ennemis de la conception autogestionnaire sont tellement nombreux, et l'aliénation des peuples est si grave, que ce projet semble à première vue une utopie totalement irréalisable.

Cependant, il y a des utopies qui ne le sont que parce qu'elles n'ont pas trouvé encore les moyens de se concrétiser ou de durer.

Combien de temps a-t-il fallu pour détruire le système esclavagiste et le voir remplacé par le système féodal ? Et combien de temps fut nécessaire pour anéantir ce dernier au bénéfice du système capitaliste, privé puis étatique ?... Eh bien, il faudra du temps pour l'instauration de l'autogestion.

L'essentiel est d'y contribuer chacun selon ses possibilités.

Que cette action ne nous garantisse pas de vivre en société autogérée n'est pas un problème pour nous décourager.

Déjà, considérer l'autogestion comme expérience à mener, contribuer à sa concrétisation, par les mots et les actes, même les plus apparemment insignifiants, faire connaître les expériences auparavant menées, les motifs de leurs succès et de leurs échecs, instaurer le débat sur ce thème « Pourquoi pas l'autogestion ? », c'est semer des graines pour permettre à la belle et généreuse plante de germer.

« Et à l'aurore, où est l'espoir ? » se demandait le poète Nazim Hilmét, alors qu'il était enfermé dans une prison pendant de longues années. Je répond : Vérifions s'il n'est pas dans l'autogestion sociale généralisée.

Alors, soyons réalistes, demandons l'impossible !



Et prenons le plaisir de chanter :
Ô société humaine ! Quand, librement et solidairement, tu ressembleras à un comité d'autogestion, tu seras belle !

Soyons concrets.

Parmi la multiplicité des partis, organisations et associations algériens, pourquoi n'existe-t-il pas, du moins à ma connaissance, de mouvement pour l'autogestion sociale ?

Je parle de *mouvement* et non de parti. Ce dernier se caractérise, malgré sa « démocratie interne », par l'existence d'un système autoritaire vertical, ayant des chefs (disposant de privilèges, notamment l'inamovibilité) commandant à des exécutants, et le droit à l'exclusion des adversaires. Un éclairant essai en fournit les preuves : Robert Michels, *Les partis politiques; essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* (librement téléchargeable sur internet).

Au contraire, un mouvement authentique comprend uniquement des membres aux droits et devoirs parfaitement égaux. L'unique autorité est celle émanant de toutes et tous. Elle se manifeste par une réelle démocratie directe, concrétisée par des représentants élus sur base de mandat impératif.

Pour concevoir ce genre d'organisation, il est indispensable de se libérer d'une traditionnelle mentalité, largement diffuse en Algérie :

« *Ilâ anta mîr wanâ mîr, achkoun issoug alhmîr ?* » (Si tu es maire et je suis maire, qui conduira les ânes ?)

Il faut être atteint d'une mentalité autoritaire, laquelle est par essence méprisante, pour parler ainsi.

D'abord, les citoyens ne sont pas des ânes. Ensuite, s'ils se révèlent tels, c'est parce que quelqu'un les a réduits à cette tare, pour en tirer des avantages.

Il faut donc œuvrer pour une société sans ânes ; alors, tous pourraient être des maires, à tour de rôle. Non pour conduire des ânes, mais pour réaliser le mandat pour lequel ils sont élus: satisfaire les intérêts de toute la communauté.

Une considération linguistique est à ajouter.

En français, il est concevable et souhaitable de parler de « mouvement » ; il correspond à la définition présentée auparavant. Mais, en arabe algérien, le

mot équivalent est par trop fâcheux : « haraka ». Ce terme fait trop penser à « harka », « harki ».

Alors, peut-être, conviendrait le mot « nidhâm » (ordre, organisation). Ce terme a l'avantage d'affirmer l'autogestion sociale comme ordre, ou organisation, dans le sens noble du terme. Ainsi, il contre-carre la propagande adverse qui le ferait passer pour de l' « anarchie », du « désordre ».

Je ne pratique malheureusement pas le tamazight. Aux compatriotes de cette langue de penser comment traduire « mouvement ».

Ah ! J'oubliais... Ce genre d'organisation est le plus démocratique et pacifique qui puisse exister.

Alors, quand verrons-nous la naissance d'un « *Nidhâm Attassyîr Adhâtî Alijtimâ'î* » (*Mouvement pour l'Autogestion Sociale*) ?



Que faire ?

Le Matin d'Algérie, 20 - 22 mars 2017

Ce fut la question que posa un lecteur, en commentant un texte que j'avais publié sur l'autogestion en Algérie¹⁹.

La première fois que j'ai lu cette question, j'avais une vingtaine d'années. La demande était le titre d'un roman d'un homme de lettres, journaliste et philosophe russe : Nikilaï Tchernychevski.

Son livre fut publié alors qu'il était en prison, pour ses idées émancipatrices, dans la sinistre forteresse Pierre-et-Paul de Saint-Petersbourg.

Ce roman m'avait bouleversé. Par la suite, j'appris qu'il exerça une influence profonde sur la jeunesse russe éprise de liberté et de justice. Lénine aurait déclaré, en 1904, à propos de cette œuvre : « Il m'a labouré de fond en comble. »

Il utilisa ce même titre dans un essai fameux, que j'ai lu, ensuite, avec un grand intérêt. Le dirigeant bolchevik fournissait, alors, une méthode pour changer la société. Cette conception eut du succès au point que Lénine se trouva chef d'un nouvel État.

Hélas et tant de fois hélas !... La méthode était viciée à la base. Elle manifesta un autoritarisme tel que ce qui commença comme révolution sociale authentique en Russie devint un État totalitaire conservateur, du temps même de Lénine et de Trotsky, et non pas, comme beaucoup le croient, durant la dictature stalinienne.

Ce régime dura à peine soixante dix ans, coûta des millions de morts, et finit lamentablement par s'écrouler, victime de ses propres contradictions internes. Et laissant, après lui, un océan de désillusions, d'amertume, de désenchantement, de désorientation. Surtout et principalement auprès de

¹⁹ Voir ci-dessus « *Belle comme un comité d'autogestion !* »

ceux qui ignoraient les écrits et les actions d'autres révolutionnaires qui, eux, n'ont jamais été au pouvoir parce qu'ils n'ont jamais cherché à le conquérir, et avaient prédit, déjà en leur temps, l'échec du marxisme autoritaire : les libertaires.

Ces derniers ont tenté de réaliser un changement social réellement radical, en évitant tout autoritarisme. Malheureusement, ce dernier se révéla très fort. Mais s'il a massacré les femmes et les hommes qui le contestaient, il n'est pas parvenu à tuer leurs idées. Sous les cendres de la répression, elles ont continué à vivre parmi les cœurs les plus généreux et les esprits les plus fins. L'une des ces idées est celle de la solidarité populaire.

Cependant, la question demeure, aujourd'hui comme auparavant ; elle est même, actuellement, plus embarrassante : Que faire ? Ou, encore, comment faire ?

Le lecteur ayant réagi à mon article précédent sur l'autogestion, la formula ainsi : « Dans un pays soumis à tellement de corruption, la fameuse « *chkara* », partout, du haut au bas de l'échelle, quoi faire pour s'en sortir ? »

L'interrogation est fondamentale. J'y ai réfléchi.

J'en offre ici le résultat, avec l'espoir de contribuer positivement à ce débat. Nous y sommes obligés, tant la confusion et le désarroi sont graves et paralysants.

Que faire ?...

Eh bien tout simplement ce qu'on fait toutes celles et ceux qui ont contribué à changer les sociétés humaines en mieux. Je n'ai pas en vue uniquement les « grands » révolutionnaires, les « chefs ». Non, mais d'abord et surtout les personnes sans quoi il n'y a pas de « chefs » : tout un chacun, jusqu'au plus humble, plus anonyme, plus ordinaire.

C'est tout cet ensemble qui a permis les changements sociaux importants, réalisant un pas en avant vers plus de justice et de liberté.

Toutes ces personnes ont un point commun : avoir *d'abord compter sur soi-même*, sur les propres forces, même quand elles apparaissaient minimes, et, aux yeux de la majorité, ridicules !... et s'être *solidarisés*.

Et puis, pourquoi évoquer ces phénomènes sociaux macroscopiques ?



Pourquoi ne pas nous rappeler, très simplement, ce que sûrement nous a dit notre grand-père ou notre grand-mère, quand nous étions enfants, et que nous avons oublié ?

- Prends ce petit morceau de bois.

Je l'avais pris.

- Brise-le !

En un simple geste j'y étais parvenu.

- Maintenant, prends ces dix petits morceaux de bois et brise-les, aussi !

Je m'y étais efforcé, à plusieurs reprises. En vain.

- Tu vois !... Si tu es seul, n'importe qui te brisera facilement ; si, au contraire, tu es uni avec d'autres, personne ne pourra vous briser.

Dois-je ajouter que ce parent n'était pas un docteur universitaire, ni même savait lire et écrire ?... Cependant, la vie pratique, cette université naturelle, lui avait enseigné cette précieuse leçon.

D'où la règle. Elle est élémentaire, banale, simple mais absolument fondamentale : là où on nous divise, nous devons être solidaires. Car, divisés, nous sommes toujours perdants ; solidaires, nous créons la possibilité de vaincre ensemble.

Considérons quelques moments significatifs de l'histoire humaine.

Qu'est-ce qui a permis au peuple espagnol de résister au coup d'État de l'armée fasciste franquiste pendant trois ans (1936-1939), au lieu de succomber immédiatement ?... La solidarité populaire²⁰.

Quelle fut la cause principale de la transformation de la révolution russe en système totalitaire conservateur, et cela dès 1921, alors que Lénine était au pouvoir, avec Trotsky ?... L'apparition d'une caste bureaucratique autoritaire bolchevique, qui s'est emparé de privilèges, rompant ainsi la solidarité populaire²¹.

Venons à l'Algérie.

²⁰ Lire Gaston Deval, « Espagne libertaire 1936-1939 », op. c.

²¹ Lire Voline, « La révolution inconnue », op. c.

Quel facteur fondamental a produit et assuré la lutte armée de libération algérienne ?... La *solidarité populaire* (une réelle histoire reste encore à faire).

Quand la plupart, non seulement le peuple illettré mais les élites intellectuelles autochtones, s'étaient résignés à accepter l'Algérie comme partie de la France, un groupe de jeunes s'est levé et a cru à l'indépendance nationale.

Ce groupe s'est uni. Ainsi, il a pu affronter toutes les difficultés imaginables pour faire croire à son idée libératrice.

Deux furent les obstacles majeurs.

Le premier d'ordre politique. Il a fallu démythifier et démystifier l'idée de « *Zaïm* » et celui qui l'incarnait alors, Messali Hadj. Toucher à l' « icône » nationale n'était pas du tout facile. Mais les jeunes, parce que dotés d'une *vision claire, résolu et solidaires*, y sont parvenus.

La seconde difficulté était, peut être, encore plus difficile. Ces jeunes indépendantistes ont dû combattre contre la chose la plus compliquée et la plus délicate qui soit au monde : une foi religieuse erronée.

Elle consistait à croire que Dieu avait envoyé l'armée colonialiste française en Algérie ; il fallait donc se résigner à la Volonté du Puissant. C'était « *maktoub Allah* » !... Le remettre en question, pire, se révolter contre cette situation était impie ! Cela remettait en cause la Volonté Divine !... D'autres aggravaient cette vision fataliste par le proverbe « *Assâbar inâl !* » (le patient trouvera sa récompense), sous entendu, dans l'au-delà. Sagesse apparente pour justifier une résignation et une aliénation serviles.

Bien entendu, toutes les personnes, colonialistes et autochtones complices, ont tout fait pour légitimer, maintenir et renforcer cette « croyance » religieuse et cette « sagesse » parmi le peuple.

Ajoutons l'élite autochtone, de formation francophone, pour laquelle la nation algérienne n'a jamais existé, et que la France, malgré les mauvaises actions certes accomplies, avait quand même apporté la « civilisation » (école, hôpitaux, chemins de fer, etc.)

Il n'est donc pas difficile d'imaginer ce que, à l'époque, les jeunes indépendantistes algériens subissaient comme situation désespérante. Elle paralysait les intellectuels indigènes et le peuple, notamment celui des



paysans pauvres et des ouvriers. Les premiers constituaient la « tête pensante », et les autres le bras armé de tout changement social.

Cependant, à force de compter sur eux-mêmes, sur leur intelligence et leur courage, ainsi que leur solidarité, ces jeunes indépendants, nos aînés, sont parvenus à créer les conditions de la lutte armée qui a mené à notre indépendance.

Oui, certes ! Les résultats ne sont pas à la hauteur de leur idéal et de leurs espérances. Cependant, ils ont fait ce qu'ils ont pu. Tout leur mérite est là. Nous leur devons toute notre reconnaissance.

Alors, que voulons-nous aujourd'hui ?

Une société *libre et solidaire*. Parce que si je ne suis pas libre, comment puis-je choisir d'être solidaire ? Et si je veux être solidaire, puis-je l'être sans être libre ?

Eh bien, c'est difficile !... Plus ou moins aussi difficile que, dans les années 1920 à 1954, l'était problème de l'indépendance nationale.

Par conséquent, imitons nos aînés. Efforçons-nous d'avoir leurs qualités : intelligence, courage et solidarité. Alors, nous finirons par trouver les solutions.

Pour y parvenir, la première condition est déjà trouvée, celle de nos aînés : *compter sur nous-mêmes*.

Cela suppose nous organiser de manière *libre et solidaire*. Partout où cela est possible. De manière pacifique !... Car il ne s'agit pas de lutte armée, et autoritaire, mais de mouvement social pacifique et démocratique, au sens le plus authentique de ce mot.

Et, surtout, pas de « *Zaïm* », source d'autorité aliénante et mystificatrice. Mais des frères et sœurs (oui ! reprenons ces splendides appellations de notre combat national libérateur) égaux en droits et en devoirs, et auto-gérons tout ce que nous pouvons, de manière autonome, libre et solidaire.

Et commençons par ce qui est possible, près de nous, autour de nous.

Des exemples existent : les syndicats autonomes, la Coordination nationale de défense des droits des chômeurs (CNDDC).

Mais, il y a des exemples moins visibles, mais non moins importants. J'en mentionne un. Il fera rire les uns, ricaner d'autres ; il n'y a pas à s'en étonner.

Supposons que dans le paquet de maisons où j'habite les rues sont pleines de saletés, offensant les yeux et le nez, pour ne pas évoquer la dignité.

Les habitants accusent le service d'hygiène de manquer à sa fonction, ou les employés au nettoyage de fainéantise ; de leur côté, les travailleurs de l'entretien des rues se lamentent des habitants qui jettent leurs objets inutiles n'importe où. Cercle vicieux.

Entre temps, les rues demeurent dans leur état lamentable ; et chacun garde bonne conscience : les citoyens comme les employés au nettoyage.

Les uns dénoncent la « mauvaise gestion » de l'État ; les représentants de celui-ci, quand ils ne se taisent pas par indifférence ou mépris, considèrent les citoyens comme des incapables et des personnes manquant du minimum d'éducation.

Eh bien, pourquoi nous, citoyens de cet ensemble d'immeubles, ne décidons pas de nous occuper, nous-mêmes et ensemble, de la propreté de nos rues ?

Ne serait-ce pas, ainsi, une manière de démontrer une chose très importante, et même décisive ? A savoir celle-ci : en cas d'absence d'institution étatique, nous sommes capables de nous prendre en charge nous-mêmes.

Je parie que si un groupe de citoyens résout ce problème, il aimera, de la même manière, trouver une solution à d'autres problèmes concernant la petite collectivité formée par cet ensemble de maisons.

Alors, ces citoyens apprendront à s'auto-gérer, découvrirons qu'ils en sont capables. Le respect réciproque reviendra parmi eux ; ils marcheront la tête haute et le regard fraternel.

Peut-être, ou plutôt certainement, ainsi, ils découvriront d'autres domaines où exercer leur liberté de manière autonome et solidaire. Petit à petit l'oiseau fait son nid. L'autogestion, manifestation de liberté solidaire, s'apprend en l'exerçant ; en constatant les résultats positifs, on en découvre les avantages.

L'histoire l'enseigne, malgré l'occultation de ceux qui la redoutent parce qu'elle menace leurs intérêts de dominateurs-exploiteurs : chaque fois qu'une communauté humaine, quelque soit sa dimension, s'est unie de manière autonome et solidaire, les résultats ont été nettement supérieurs, par rapport à la situation où cette même communauté était divisée par ceux qui la dominaient-exploitaient. L'exemple le plus clair et significatif est le



changement social opéré en Espagne durant les années 1936-1939, avec la formation des collectivités autogérées (je renvoie au témoignage direct, précis et détaillé de Gaston Duval).

Toutefois, point n'est besoin nécessairement de lecture d'ouvrages pour comprendre ce que je viens d'affirmer.

Pour répondre aux questions « Que faire ? » et « Comment faire ? », il suffit d'appliquer un principe élémentaire, valable en toute époque et pour tout peuple : Ne fais pas à ton voisin ce que tu ne veux pas qu'il te fasse, et fais-lui ce que tu voudrais qu'il te fasse.

Bien entendu, il faut commencer d'abord soi-même à appliquer ce principe, au sein de sa propre famille, puis avec ses camarades d'études ou de travail, enfin avec toute personne avec laquelle s'établit une relation quelconque.

De la même manière que l'être humain apprend à marcher, à parler et à raisonner, il peut apprendre à résoudre les problèmes communs de manière libre et solidaire. Il suffit d'en comprendre l'utilité, puis de le vouloir, enfin de se mettre à la pratique, et, par elle, faire de mieux en mieux.

Ceux qui trouvent tout difficile à réaliser, en réalité n'ont aucune envie de faire la moindre chose. En fait, ils sont désillusionnés, désenchantés, désorientés, paralysés. Je le regrette pour eux et pour nous. Je les comprends parce que j'ai traversé ce tunnel noir.

Mais, par chance, la lumière du flambeau a fini par apparaître à mes yeux : l'exemple de nos aînés, en Algérie comme dans le monde, en remontant jusqu'à Spartacus. Dans la situation la plus désespérée, ils ont su construire petit à petit une société plus libre et plus solidaire. En Algérie, ce processus nous offrit l'indépendance nationale.

Il nous reste, nous, à découvrir comment nous offrir à nous-mêmes notre indépendance *sociale*. En les imitant, par l'adoption des qualités qui les ont fait vaincre. Je les ai mentionnées auparavant.

Tous les « miracles » sociaux émancipateurs ont été le résultat de mouvements de solidarité ; tous les malheurs furent possibles parce que les dominés-exploités étaient divisés. Voilà pourquoi sans solidarité effective, pas d'émancipation possible. Par conséquent : d'abord et avant tout so-li-da-ri-té entre les humiliés !



Elle doit se manifester d'abord dans tout ce qui est possible, en commençant par les choses et les aspects les plus petits. J'ai cité auparavant un exemple, à propos des saletés des rues. En voici d'autres.

Si dans la partie de quartier où j'habite se trouvent des personnes vieilles ou malades ou impotentes, sans ressources, ne pas nous contenter d'une (trop facile) indignation contre la déficience de l'État, et encore moins en évoquant le « maktoub ». Ce qu'il faut, c'est trouver le moyen de venir en aide à ces voisins malheureux. Comment ? Il faut se réunir et en discuter. La générosité réelle du cœur et une intelligence pratique de l'esprit, sans besoin de diplômes, finiront par trouver la solution.

Voici ce que j'ai lu sur la manière par laquelle les « Frères Musulmans » auraient réussi à obtenir l'adhésion d'une partie de la population en Égypte. J'ai bien dit : j'ai lu. Mais ce qui est relaté, s'il n'est pas vrai, me semble crédible, du moins donne à réfléchir.

Ils sont allés dans les quartiers populaires, abandonnés par l'État et par les partis clandestins laïques. Là, ils demandaient aux plus démunis comment ils allaient. Ces derniers, uniquement devant ce geste de curiosité, étaient déjà reconnaissants : « Voilà au moins des personnes qui s'intéressent à nous ! » Et puis, ils reçurent quelques cadeaux, des chaussures par-ci, des médicaments par-là, enfin, bref, l'offre de quelques éléments nécessaires à la vie matérielle de tous les jours. Comment, dès lors, les bénéficiaires n'auraient-ils pas soutenu leurs généreux donateurs ?

Notons que la solidarité authentique, elle, n'a pas besoin d'être manipulatrice. Elle doit se manifester en tant qu'idéal, tout simplement. Tout l'intérêt, tout le bénéfice à tirer de la solidarité est de la pratiquer. Alors, les liens entre les exclus du système s'établissent et, avec le progrès de la solidarité collective, ils se renforcent et se consolident.

Voilà comment sortir du tunnel de la division dans laquelle nous mettent ceux qui en tirent leur intérêt.

Faut-il préciser que je ne parle pas ici d'aumône ?... Celle-ci a uniquement le résultat de perpétuer et même légitimer l'injustice, en donnant une commode bonne conscience au donateur de circonstance... La solidarité dont je parle doit être *structurelle*, collective. Elle part des « petits » aspects de la vie sociale, tout en visant les plus fondamentaux ; elle s'exerce par le plus petit nombre, tout en cherchant à l'élargir.



Suggestion. Pourquoi ne pas créer, dans un immeuble, un groupe de maison, une rue ou plusieurs un *comité citoyen de solidarité* ?

Pour lui éviter toute récupération manipulatrice, il devrait fonctionner de manière réellement démocratique, avec des représentants librement élus sur la base de leur disponibilité, et révocables à tout moment, selon les besoins.

L'État peut-il interdire ce genre d'association pacifique et démocratique, ayant une finalité sociale, sans aucun objectif politique ?... Il ne s'agit de prendre aucun pouvoir, mais seulement de se partager le pouvoir de s'entraider librement, en comptant sur les bonnes volontés et les ressources disponibles des membres du comité de solidarité.

Est-ce une illusion de compter sur l'esprit de solidarité parmi les peuple algérien ?... Ne l'a-t-il pas manifesté dans les moments les plus difficiles : ceux de la lutte armée anti-coloniale ?... Alors, pourquoi pas aujourd'hui ? ... A propos d'obstacles, qui sont les plus difficiles et les plus durs à affronter et à vaincre : les autorités colonialistes et leurs complices bachaghas du passé, ou, à présent, les nouveaux « bachaghas » de la « chkara » et leurs complices-protecteurs dans les institutions étatiques ?

J'entends l'objection : « *Nous sommes peu, trop peu !* »

Nos aînés, alors jeunes, des années 1940 à 1954 et même après, étaient-ils nombreux ?

Libérons-nous de la fixation, aliénante et paralysante, sur le moment présent, en voulant le changer immédiatement, tout en sachant que cela est impossible. Apprenons à avoir une vision historique à long terme et, sur cette base, réfléchissons et agissons. Comme nos aînés des années 1940 à 1954.

Souvenons-nous, pour employer une métaphore, de ceci : les gouttes de pluie peuvent former des ruisselets, qui, à leur tour, etc., etc. En d'autres termes, nos actions, bien que petites aujourd'hui, doivent s'exercer en vue d'actions de plus grande envergure, plus tard.

Surtout, je le répète, ne pas prétendre à la réalisation immédiate de grandes actions spectaculaires et éclatantes. Tant mieux si c'est possible.

Autrement, ayons la sagesse de nous contenter de la moindre petite action pour démontrer que oui !, nous, Algériennes et Algériens, malgré l'affreux tunnel désespérant que nous traversons, nous sommes capables de



manifeste librement une solidarité entre nous, nous les dominés, les exploités, que l'ont soit en Algérie ou ailleurs.

Et que cette solidarité ne soit pas limitée à nous comme Algériens, mais, chaque fois que c'est possible, étendue à la planète entière. Cette action internationale commence, déjà, au pays, en trouvant la manière d'être solidaires avec les immigrés qui se trouvent sur le territoire national.

Car, partout où un être humain est humilié, chacun de nous l'est, aussi, parce que l'espèce humaine est une, parce que la division la plus importante qui afflige l'humanité est celle entre la minorité d'exploiteurs-dominateurs, tant nationaux qu'étrangers, et la majorité de leurs victimes.

Alors, une dernière fois, que faire ?...

Chercher et trouver les moyens pour cesser d'être *solitaire*, et devenir *solidaire*. Boussole : en premier et au dessus de tout, la solidarité *populaire*, organisée de manière *autogérée*, quelque soit le niveau où elle peut exister, en commençant par le possible. Nulle action est « petite » quand elle s'englobe dans un ensemble à construire.

Pour y parvenir, chercher et trouver les solutions qui surmontent et mettent fin à ce qui divise les humiliés, à ce qui les met en concurrence pour se battre afin de subsister. Il faut, aussi, renoncer au désir de s'enrichir au détriment des autres, et à l'illusion de se sauver soi-même en laissant les autres dans le malheur.

Pour y parvenir, il est nécessaire, également, de ne pas succomber à deux formes de résignation.

L'une est laïque : « *Tout est pourri, il n'y a rien à faire !* »

Cette conception est trop facile ; elle provient d'un esprit fainéant ; en outre, elle est trop commode, produite par un cœur égoïste. Cette mentalité, je la constate dans ces « intellectuels » qui dénoncent avec indignation la réduction du peuple à « *ghachi* » (foule), sans que leur cerveau nous propose de solution pour s'en libérer, afin que les « ghachis » redeviennent un peuple de citoyens conscients de leurs droits et devoirs.

La seconde forme de résignation est religieuse : « *Hada maktoub Allah !* » (Cela est la Volonté d'Allah).

C'est la conception de tous les charlatans qui ont intérêt à maintenir le peuple dans la domination-exploitation.



Pour le croyant réellement sincère et sérieux, au contraire, ce fatalisme est un blasphème ; il nie la Clémence et la Miséricorde de Dieu. En outre, c'est oublier un principe essentiel, celui de l' « ijtihâd alkabîr » (le grand effort) ; il consiste à s'efforcer personnellement, selon les propres moyens, d'améliorer les dysfonctionnements de la vie sociale, les siennes et celles des autres.

« Et toi ?... me demanderait légitimement le lecteur, que fais-tu comme acte de solidarité ? »

Hors du pays, dans la petite localité paisible où je vis, l'âge désormais avancé où je suis parvenu m'autorise à me reposer en jouissant de menus plaisirs, tout en me désintéressant du peuple parmi lequel je suis né.

Eh bien, non. Je fais ce que je peux : consacrer du temps (ce qu'on a de plus précieux quand on approche de la disparition de cette terre) à réfléchir et à rédiger ce genre de contribution. Elle est destinée à mes compatriotes, dont les parents m'ont offert, par leur sacrifice, la dignité d'être algérien, libre de toute domination-exploitation. Mon action, aussi minime est-elle, est une reconnaissance d'une dette en matière de solidarité.

Passons à autre chose. Une première innovation qui me semble tout-à-fait réalisable est un souhait.

Ah ! Combien je serai heureux de voir un journal insérer parmi ses rubriques celle-ci ! « *solidarité citoyenne* » ! Et nous tenir informés sur son progrès parmi le peuple. Cette information constituerait une heureuse compensation à la partie du même journal où nous lisons tout ce qui ne va pas dans le pays ; elle aurait également le mérite de nous aider à garder l'espérance d'un changement concret, même si minime, mais augmentant, comme les tiges de blé annonçant une belle récolte.



À propos d'une conférence interdite

Le Matin d'Algérie, 29 mars 2017

Pour une fois, je prie le lecteur de me permettre une contribution sous forme de récit.

Un jour, j'ai appris qu'un journaliste devait venir dans notre petite ville pour nous parler de culture. Ah ! Combien j'étais heureux !... Finalement, j'entendrai des idées nouvelles. J'espère qu'elles élargiront mon horizon intellectuel, enrichiront mon imaginaire, me rendront plus intelligent à propos du fonctionnement du monde, plus sensible à ses souffrances et à ses joies, plus solidaire avec celles et ceux qui en ont besoin.

Hélas !... Hélas !... Hélas !...

Le maire a interdit cette rencontre, pour un motif que nous n'avons même pas compris.

Alors, triste comme un ciel bleu soudain assombri par de noirs nuages, et pour surmonter mon malaise, je suis allé rendre visite à mon grand-père. C'est mon habitude, quand j'ai besoin de douce consolation.

Il a passé toute sa vie comme travailleur manuel, paysan. Bien entendu, il n'a jamais pu aller à l'école ; il est donc analphabète.

Cependant, j'ai toujours aimé entendre ses propos. A mon jeune âge, ils m'aident à voir plus clair les autres et moi-même.

Alors, j'ai demandé :

- *Yâ jaddî !* (Ô, grand-père !)... Pourquoi le maire a interdit au journaliste de parler ?

Le vieillard réfléchit un moment, sourit puis dit :

- Ou bien parce qu'il allait dire des choses mauvaises...

Il s'intrrompit un bref moment, puis ajouta :

- ... ou justes.

- Mauvaises ou justes d'après qui ?



- D'après le maire ; il représente *al houkouma* (l'État).
 - Mais, répliquais-je, si le journaliste dit des choses mauvaises, nous sommes là pour le contester, nous, les citoyens. Alors, pourquoi le maire a interdit la conférence ?
 - Eh bien, expliqua mon grand-père, c'est qu'il avait peur que le conférencier disent des choses justes contre *al houkouma* ou ses fonctionnaires, et que vous, citoyens, soyez d'accord avec lui.
 - Beh, et alors, s'il dit des choses justes, le maire et les fonctionnaires et la *houkouma* devraient le remercier, car il les aide, ainsi, à s'améliorer.
- Le grand-père rigola, amusé par mes paroles, se lissa la longue barbe blanche de soie, puis reprit :
- Pourquoi ris-tu ? lui ai-je demandé.
 - Parce que tu es jeune et, malgré le fait que tu sois instruit, tu ne connais pas encore les hommes, surtout ceux qui sont dans la *houkouma* ou la servent.
 - Comment sont-ils ?
 - Beh, généralement *allî yàhkàm* (celui qui commande) n'aime pas être contesté. Il a besoin seulement de ce qu'on appelle les Beni oui oui.
 - Qu'est-ce donc ? Une tribu ?
- Mon grand-père éclata d'un beau rire sonore.
- J'ai dit une bêtise, *jaddî* ?
 - Oh, non ! Au contraire, *oulîdi* (mon enfant) ! Oui, c'est une sorte de tribu, les Beni oui oui.
 - Qu'est-ce qu'ils ont de particulier ?
 - Ils disent toujours oui à leur supérieur.
 - Pourquoi ?
 - Ha ! Ha ! s'esclaffa de nouveau le vieillard.
- Puis il précisa :
- Pour lui faire plaisir et, ainsi, recevoir de lui leur salaire.
 - Mais si celui qui commande se trompe, ils devraient lui dire qu'il est dans l'erreur ! L'aider à se corriger !
 - Eh, non !... Un *hâkem* (quelqu'un qui commande) est persuadé d'avoir raison. Il ne peut donc pas accepter qu'un inférieur ou qu'un citoyen (qui est, lui aussi, vu comme un inférieur) le conteste. *Alhâkam yahkam* (le



commandeur doit commander) ! Sinon, il ne croit pas être un *hâkem*. Tout le problème est là.

- Un *hakem* ne se trompe donc jamais ?

- C'est ce qu'il croit, hélas !

- Alors, *jaddî*, que faut-il faire ?

Le vieux paysan, aux mains calleuses à force de travail, au visage buriné tant il fut exposé aux intempéries, eut un autre sourire ; ainsi, il découvrit sa bouche dépourvue de dents. Mais l'expression du visage était tendrement belle.

Il ne répondit cependant pas.

- Alors, *jaddî*, que faut-il faire pour que le conférencier puisse venir et nous, l'entendre dire des choses ?

Le vieillard me toisa longuement, en réfléchissant... J'attendis patiemment. Il finit par parler :

- Quand la terre est pleine de cailloux, quand elle résiste au soc de la charrue, il faut se débarrasser des cailloux et irriguer la terre... Alors, elle sera capable d'accueillir de bonnes semences et donner une belle récolte.

Je n'ai pas très bien compris, peut-être parce que je n'ai jamais été paysan.

- Qu'est-ce que tu veux dire par là ? ai-je alors voulu savoir.

- Que pour avoir la liberté de recevoir votre conférencier, il vous faut trouver la solution.

- Mais, ai-je protesté, c'est elle que je te demande.

Mon vieux paysan eut un autre sourire, un peu mélancolique, puis il dit :

- A toi, à vous de réfléchir ! Si vous vous y prenez bien, vous trouverez la solution vous-mêmes, comme nous l'avons trouvée, nous, paysans, en travaillant la terre la plus ingrate. Pourtant, nous, nous n'avons jamais pu aller à l'école, tandis que vous, vous êtes instruits !... Alors, faites travailler votre *mokh* (cerveau) et, si vous l'utilisez convenablement, vous finirez par entendre votre conférencier.

J'ai fissé mon grand-père d'un air un peu déçu. De nouveau, il me sourit affectueusement ; puis, de sa paume durcie par le labeur, il me caressa doucement la joue, devenue chaude à force de réfléchir. Enfin, il conclut :

- Rien n'est impossible quand intervient correctement *al fhâma* (la compréhension, autrement dit l'intelligence)... *Mnîn yaballa3 bâb, fatchou*

3lâ bâb wahdakhour ! (Quand une porte se ferme, cherchez une autre porte !)

- Je ne comprends pas.

Il me dévisagea un instant, en réfléchissant. Puis :

- Par exemple, si on interdit au journaliste de vous parler dans une salle publique, eh bien, il y a d'autres solutions, par exemple enregistrer sa déclaration et vous l'envoyer en utilisant l'ordinateur, en vous montrant comment lui répondre, pour formuler des commentaires ou poser des questions... Une autre manière est plus humaine, mais exige plus de temps : que le journaliste soit invité dans une maison privée assez grande. Là, autour d'un couscous fumant, réunissant une vingtaine de personnes, le monsieur peut faire sa conférence ; puis la répéter dans une autre maison, de la même manière ; et ainsi de suite.

- Oh ! Tu as raison, *jaddî* !... C'est vrai !... Je n'y avais pas pensé.

- Hé ! Hé ! reprit-il, amusé... Être instruit, ce n'est pas toujours être intelligent ! Ne l'oublies jamais ! Ne méprises jamais les gens parce qu'ils sont des travailleurs manuels et qu'ils n'ont pas été à l'école... L'école !... Hé ! Hé !... Il n'y a pas uniquement celle où l'on apprend à lire et à écrire. Il y en a une autre : celle où l'on apprend à *vivre* !... Et je crois que dans la tienne, on a oublié cet autre aspect. On fait de vous des analphabètes de la vie.

J'eus besoin d'un instant pour me pénétrer de toutes ces paroles ; elles étaient très importantes pour affronter mon existence, surtout dans cette petite ville où un fonctionnaire peut interdire aux citoyens d'écouter une conférence.

A la fin, mon cher, très cher grand-père me salua à sa manière spécifique. Il employa un terme utilisé par son épouse, ma grand-mère, d'origine kabyle. Il considérait ce mot joli à prononcer :

- *Azul, oulîdî* !



Quand il faut remercier l'adversaire

Le Matin d'Algérie, 23 Avril 2017

Commençons par une anecdote.

Dans l'antiquité grec, un vieux et sage philosophe rencontra dans la rue un jeune athénien. Ils engagèrent une discussion. A la fin de celle-ci, contre toute attente, il fut clair que le jeune avait raison contre le vieux sage.

Ce dernier sourit aimablement puis remercia son interlocuteur.

Le jeune, très surpris, demanda :

- Comment ?... La discussion montra que tu as eu tort, et tu me remercies ?!

- Bien sûr, répondit le vieillard. Si, dans cette discussion, j'avais eu raison, je n'aurais rien appris ; tandis que, vu que c'est toi qui as eu raison, moi, j'ai appris quelque chose de nouveau. Ne faut-il donc que je sois content et que je t'en remercie ?

A présent, considérons un fait pratique ordinaire.

Si, lectrice ou lecteur, tu t'aperçois que le feu a éclaté dans un coin d'une chambre de ta maison, qu'as-tu de mieux à faire ? Insulter l'auteur de ce méfait, lui mettre des chaînes, déclarer que ce feu est négligeable, ou, d'abord, trouver le *moyen* d'éteindre le début d'incendie ?... Surtout quand la cause de l'incendie provient d'un manque d'attention de *ta* part aux problèmes que présentait la maison.

La réponse est dans la question, n'est-ce pas ?

Élargissons l'examen à l'histoire et à ses leçons.

A Petrograd, en 1917, une immense foule alla demander respectueusement à l'empereur Nicolas de satisfaire certains droits économiques et politiques nécessaires. Si cet autocrate avait répondu aux demandes, au lieu d'ordonner



à l'armée de massacrer la foule, la révolution russe aurait-elle éclaté, jusqu'à fusiller ce dictateur et toute sa famille ?

En Algérie, dans les années 1930 à 1950, l'élite algérienne, francophone (Dr Benjelloul et Ferhat Abbas) et arabophone (cheikh Ben Badis) avait demandé au gouvernement colonial français uniquement la reconnaissance de la pleine citoyenneté des autochtones. Si l'État colonialiste l'avait accordée, la guerre de libération nationale aurait-elle éclaté, aboutissant à l'élimination du système colonial ?

Ces prémisses permettent d'arriver à l'objet principal de ce texte.

En Algérie, si l'État avait écouté et résolu les problèmes que connaissent les populations de la Kabylie et du Mزاب, aurait-on vu des citoyens emprisonnés et entreprenant la grève de la faim, parmi les Mozabites, et une manifestation telle que celle de Tizi-Ouzou, brandissant le portrait du chef du MAK, le 20 avril 2017 ?

Emprisonner des leaders mozabites et dénoncer dans la presse le chef du MAK, est-ce suffisant ? Est-ce là une manière d'éteindre l'incendie dans les chambres "Kabylie" et "Mزاب" de la maison Algérie ?

Ne faut-il pas, au contraire, remercier les leaders mozabites et le chef du MAK pour avoir montré que des problèmes existent parmi les populations kabyle et mozabite, et que, par conséquent, il est urgent de les régler ?

Dans ces conditions, les dirigeants de l'État ne sont-ils pas dans une situation où ils devraient remercier leurs adversaires ?

J'ai lu la déclaration d'un responsable institutionnel qui affirma, en substance : Ce n'est pas le MAK qui nous inquiète, mais ce qu'il y a « derrière », autrement dit des agents de puissance étrangères, hostiles à l'Algérie.

D'accord, mais cette constatation peut-elle dispenser de résoudre des problèmes qui permettent à ceux qui sont "derrière" d'agir et d'inquiéter ?

Posons-nous, alors, la question : sur quels problèmes interviennent ceux qui sont « derrière » ?

Sur la situation économique (misère), socio-culturelle (droits linguistiques, notamment) et politiques (absence d'autonomie régionale pour gérer à ce niveau la vie citoyenne).



Dès lors, n'est-il pas juste d'accorder aux populations spécifiques une autonomie visant à ce qu'elles prennent elles-mêmes en charge la résolution de leurs problèmes ?

Cette autonomie, bien comprise et bien employée, ne menacera pas l'intégrité de la nation ; au contraire, elle la renforcera. L'exemple des pays, où existe un système fédéral convenable, le prouve: États-Unis, Brésil, Suisse, etc.

Par conséquent, que les responsables de notre pensent non pas comme l'autocrate russe Nicolas ni comme les gouvernants colonialistes français.

Les dirigeants de l'État ont déjà déjà failli en agissant de telle manière que, dans le passé, un parti a profité de l'ouverture démocratique pour vaincre des élections législatives, qui furent reniées par ceux qui les avaient organisées. Cela coûta au pays une dizaines d'années sanglantes, et ce n'est pas encore fini.

Si, à l'époque, les dirigeants du pays avaient résolu correctement certains problèmes sociaux, y aurait-il eu des électeurs pour voter un parti politique hostile à la démocratie et à l'État ?

Revenons à aujourd'hui.

Est-ce que le peuple algérien n'a pas à gagner en optant pour un système *fédéral*, où chaque région gère de manière *autonome* les domaines qui lui sont *spécifiques*, tout en pratiquant une *solidarité* entre elles ? N'est-ce pas la voie pour transformer l'Algérie en une nation prospère et à l'abri des ennemis du peuple, tant intérieurs que ceux qui sont "derrière" ?

J'entends l'objection : en Algérie, il y a trop de tribalisme, de clanisme, de régionalisme. Par conséquent, accorder aux régions l'autonomie risque de provoquer des conflits, mettant en danger l'unité nationale.

A mon humble avis de simple citoyen, je crois que cet argument n'est pas totalement pertinent. Certes, le risque existe. Mais si la réforme du pays en un système fédéral, où les régions sont en même temps *libres* (de s'auto-gérer) et *solidaires* entre elles, alors nous aurons le meilleur moyen de débarrasser définitivement le pays de ses tares claniques, tribalistes et régionalistes.

N'avons-nous pas, ici, un débat urgent à entreprendre ? N'est-ce pas le meilleur moyen d'éteindre le feu mis dans des coins des "chambres", pour empêcher qu'il se propage à toute la "maison" Algérie ? Par suite, ceux qui



nous ont porté à ces réflexions, ne devons-nous pas, au lieu de nous contenter de les insulter ou mettre en prison, les remercier ?

Le peuple algérien est devenu indépendant au prix de plus d'un million de morts. Ne l'oublions jamais !

Par conséquent, ceux dont les agissements causeraient la division du pays jusqu'à le livrer, encore une fois, à la main-mise étrangère impérialiste (pour en tirer de misérables bénéfices de bachaghas et de harkas nouveaux), ceux-là seront les pires criminels ; ils assassineront une deuxième fois les combattants qui ont donné leur vie pour que le peuple algérien ne soit plus asservi. Par conséquent, les petits « feux » qui éclatent ici et là doivent nous porter à trouver les moyens de conjurer l'incendie. Des catastrophes nous avertissent du danger : Irak, Libye, Syrie, pour ne pas parler du Yémen, de la Somalie et du Soudan.

N'oublions-nous pas deux dictons de notre sagesse populaire.

Le premier : « *Al hour bghamza, w'al barhoûch bdabza* » (A l'intelligent, un clin d'œil suffit, mais au têtù, il faut un coup de poing).

Deuxième : « *Dîr 3lî ibakkîk, ou mâ dîrch 3lî idahhàk bîk* » (Suis le conseil de celui qui te fait pleurer, et non de celui qui fait rire à tes dépens). Ces « pleurs » ont l'utilité de réveiller l'intelligence pour trouver les solutions adéquates, afin de rire ensemble de manière heureuse. Pour y parvenir, le peuple algérien doit être, dans ses multiples composantes, *libre et solidaire*. N'est-ce pas à cette exigence que doivent être jugés tous ceux qui parlent en son nom ?



Du meilleur moyen de voter

Le Matin d'Algérie, 25 avril 2017

A propos des prochaines élections législatives, des observations de Nacer Djabi, chercheur en sociologie politique sont très intéressantes à lire et méditer²². Il conclut : « Et si le changement ne s'opère pas par les partis et les couches moyennes à travers des élections, il va se faire par la rue et dans la violence. »

À plus ou moins courte échéance, ce pronostic est plausible²³.

Mais, si la première alternative semble difficile à naître, et si l'on veut éviter la seconde, n'y aurait-il donc pas d'autre solution ?

Certes, elle ne consisterait ni en un immédiat lendemain qui chante, ni en un « *Grand Soir* » qui change tout. Mais en un travail long, patient, à long terme, se réalisant chaque jour.

Il ne sera pas, évidemment, l'œuvre de ceux qui vivent de privilèges octroyés par le système socio-politique actuel : les bureaucrates, les notables et les nouveaux riches. C'est logique. Les partis dit d'opposition ne montrent pas, non plus, de capacité à réaliser un réel changement.

Alors, qui ?

Ceux qui, selon Djabi, ne participent largement pas au vote, « les jeunes diplômés et lettrés », et « l'Algérie réelle, qui travaille et qui étudie ». Ces catégories de citoyens savent, comme l'affirme Djabi, que l'action réellement utile ne se déroulent pas dans le cadre du système électoral actuel.

Alors, comment peuvent-ils ne pas tomber dans la résignation et agir pour un changement social réel dans le pays, en faveur des démunis, à savoir la

²² http://www.elwatan.com/actualite/le-systeme-politique-gere-une-vieille-algerie-23-04-2017-343847_109.php

²³ L'intifadha populaire de février 2019 a infirmé ce diagnostic quant à la violence.

majorité du peuple, en les affranchissant de l'emprise dominatrice et manipulatrice des nouveaux riches, privés, et des notables de la caste étatique ?

Il me semble que l'histoire, mondiale et du pays, fournit l'enseignement nécessaire.

L'action utile se trouve principalement et d'abord dans les actions citoyennes de base, collectives, sur les lieux de travail, d'études et de vie. Dans les syndicats, dans les comités populaires, dans toutes les formes d'associations autogérées, autrement dit composées de citoyens libres et autonomes, acceptant d'agir de manière libre et solidaire.

Certes, ce genre d'activités a un aspect modeste ; il n'intéresse généralement pas les médias, obnubilés par les conflits au sommet de la hiérarchie. Ce genre d'activités, également, exige du temps, s'étale sur la longue durée, tout en fournissant des résultats partiels. Ils ne sont pas à négliger, ils forment les premiers flocons de la boule de neige que sera la naissance d'un large mouvement citoyen.

Il ne devra pas être chapeauté par des hiérarques de partis, quelque soient leurs bonnes intentions, parce que les partis existent pour satisfaire d'abord les privilèges de leurs chefs, ensuite et si possible, de leurs militants.

Le mouvement *citoyen*, lui, devra veiller à fonctionner de la manière la plus libre, démocratique et solidaire possibles. Les expériences autogestionnaires algériennes et dans le monde sont de précieuses sources d'inspiration. Elles démontrent que c'est possible si on est convaincu du but, et qu'on possède une méthode pour le concrétiser.

Il me semble que c'est uniquement de cette manière qu'il sera possible, petit à petit, progressivement, de sensibiliser les citoyens des villes et des villages, de les convaincre que leur sort est *entre leurs mains*, et aucunement dans celles de chefs, qu'ils soient de clan, de tribu, de région ou de partis.

N'accusons pas le peuple de "dormir", d'être "ignorant", "passif". Avant de le penser et de le dire, demandons-nous : que faisons-nous, concrètement, nous, qui prétendons savoir, pour l'aider à sortir de son aliénation. Sur ce thème, j'y reviendrai dans une prochaine contribution.

Demandons-nous également : pourquoi ne croyons-nous pas que le changement social réel ne peut venir *que* de nos actions citoyennes, libres et solidaires ? Et si nous le croyons, qu'attendons-nous pour passer à l'action,



je le répète, humble, à longue durée mais la seule qui peut construire une société selon nos beaux espoirs ?... N'est-ce pas là le meilleur moyen de voter ?... Ce genre de vote ne consiste pas à consacrer une heure dans un bureau de vote, en faveur d'une personne généralement incontrôlable, mais une partie de la vie parmi les compatriotes les plus défavorisés par le système dominant, pour les rendre responsables de leurs propres droits et devoirs. Ce genre de vote, personne d'autre que notre conscience de l'équité sociale nous le demande, et personne d'autre que les victimes d'injustice sociale en sont bénéficiaires. Alors, ce vote contribuera à une Algérie réellement pacifique et prospère, parce que l'ensemble des communautés qui la composent y trouveront leur bien légitime, sans se nuire les uns les autres²⁴.

²⁴ Voir plus bas IV. PEUPLE – DÉMOCRATIE / « *Vaincre, c'est convaincre* ».



Lettre ouverte aux Trop-tardistes

Le Matin d'Algérie, 2 Mai 2017

Commentant la contribution « *Quand il faut remercier l'adversaire* »²⁵, Ahmed Djaber écrit :

« Est-ce que vous êtes a ce point naïf en pensant que ce régime fasciste va laisser les régions s'auto-gérer et par la même perdre le contrôle? Pour votre gouverne, l'autonomie ou la régionalisation a été pensée en 1962 par des hommes comme Aït Ahmed. Et c'est la sourde oreille du pouvoir qui a poussé les indépendantistes (qui étaient tous algérianistes et meme Ferhat Mehenni) apres les massacres de 2001, qu'il fallait porter la question a l'ONU et la communauté internationale.

TROP TARD! »

Quand on me pose des questions sociales, je commence toujours par m'adresser à mon meilleur enseignant en la matière : l'*histoire*, celle passée, dans le monde et dans mon pays. C'est elle qui m'aide à trouver sinon les réponses, du moins des pistes valables de réflexion.

Alors, que dit madame l'histoire ?

Beaucoup de fois ceux qui, découragés et ne voyant pas plus loin que le bout de leur nez, autrement dit ne percevant que la *courte* durée dans le temps, se sont résignés à déclarer "Trop tard !".

Il en fut ainsi de ceux qui vivaient durant l'époque esclavagiste ("Trop tard pour libérer les esclaves !"), féodale ("Trop tard pour éliminer le servage !"), capitaliste autocratique ("Trop tard pour s'affranchir du tsarisme !", "Trop tard pour s'affranchir de l'Empereur en Chine !").

²⁵ Voir ci-dessus.

Venons-en à notre Algérie. Durant combien d'années ceux qui, se croyant les plus cultivés et les plus éclairés, n'ont-ils pas déclaré : "Se libérer du colonialisme ?... Trop tard !")

Dans chacun des cas mentionnés, il y eut un groupe, un tout petit groupe de citoyens qui n'ont pas accepté cette mentalité fataliste, quelle soit causée par une vision religieuse ou laïque. Et ce petit groupe a travaillé, de longues années, généralement des décennies, à préparer le changement désiré, sans même être certains de le voir réaliser durant leur vie. Mais qu'importe ! L'important était de ne pas se rendre, de rester des citoyens dignes, c'est-à-dire libres et solidaires.

Et, finalement, le changement espéré et libérateur arriva. Les "utopistes", les "non réalistes", les "naïfs", etc., etc. ont eu raison contre les "réalistes", les "intelligents", le "pieds par terre", etc., etc.

On objectera que les résultats n'ont pas été à la hauteur des espérances... Et alors ?... Est-ce un motif pour donner raison aux "trop-tardistes" ?... Les réformateurs ont accompli ce qu'ils pouvaient ; c'est déjà un grand mérite. Aux autres générations de poursuivre l'action, en l'améliorant.

Quoi, compatriotes ?... D'autres nous ont donné l'indépendance nationale. Ils nous ont fourni la leçon : Jamais dire trop tard !... Par suite, avons-nous le droit, aujourd'hui, nous de la génération post-indépendance, de répéter "Trop tard !", en acceptant le système social actuel ?... Ne devons-nous pas, comme nos aînés dont nous faisons tellement l'éloge, agir de la même manière ? Autrement dit, quelque soit la gravité décourageante de la situation actuelle, ne jamais dire "Trop tard !", mais se demander : "Comment agir pour s'en affranchir ?"

Les jérémiades, sous couvert de sagesse "réaliste", suivies de mépris contre les propositions qui suggèrent des solutions, n'ont jamais servi absolument à rien ; pire, elles ont permis le statut quo et même l'ont justifié. "Trop tard !" signifie : On ne peut rien faire. Autrement dit : le système actuel est trop fort, interchangeable.

Je répète : ce n'est pas moi qui dit le contraire, mais madame l'enseignante l'histoire !... Celle du monde comme de l'Algérie.

Certes, je comprends... Les multiples problèmes sociaux, la surdité des dirigeants de l'État, la complicité des partis dits d'opposition, la trahison des intellectuels, la division du peuple instrumentalisée par des considérations

ethnico-religieuses, les menaces fascistes internes et externes, jusqu'aux saletés qui empestent nos lieux publics, certes, tous ces faits causent désespoir et résignation.

Mais, je le répète encore, dans les années 1930-1950, en Algérie, la situation était-elle meilleure ?

Autre question, soulevée dans le commentaire.

Peut-on être "à ce point naïf en pensant que ce régime fasciste va laisser les régions s'auto-gérer et par la même perdre le contrôle?"

Bien entendu, non. Ceux qui, de par le monde et en Algérie, ont contribué aux changements sociaux positifs n'ont pas été, eux non plus, naïfs. Ils savaient que les régimes en place n'auraient jamais permis une action tendant à établir plus de liberté et de solidarité pour les citoyens.

Ils ont, alors, réfléchi et trouvé les moyens pour réaliser leur émancipateur but, en dépit de l'hostilité du régime en place.

La plupart des réformateurs l'ont concrétisé par la violence des armes. Les résultats furent décevants. Ils enseignent (encore, madame l'histoire !) que l'action non violente donne de meilleurs résultats.

Dès lors, il faut que les citoyens, notamment les plus éclairés d'entre eux, et les plus courageux, réfléchissent et trouvent les moyens de s'auto-gérer. Oui, s'auto-gérer, en partant de ce qui est possible en vue d'élargir leur action.

Bien entendu, ils arriveront au moment crucial où leurs adversaires, craignant de "perdre le contrôle", réagiront. Alors, les autogestionnaires ont, de nouveau, à réfléchir pour savoir comment agir, encore une fois de manière pacifique. Comment ?... en recourant, de nouveau, à madame l'histoire : celle des mouvements de résistance civile non violente : Gandhi, Martin Luther King, Aung San Suu Kyi, et, chez nous, les grévistes de la faim, les marcheurs pour les droits civils.

A lire ces indications, certains diront : « Oh ! On a déjà entendu cette rengaine !... Trop tard ! »

Eh, bien, il y a des « rengaines » qui demeurent actuelles, parce qu'elles ont montré et continuent à montrer leur efficacité, car les problèmes sociaux ont changé de *forme*, mais pas de *substance*.

Alors, chers « trop-tardistes », je vous invite à renoncer à la facile et résignée, pour ne pas dire lâche, proclamation « Trop tard ! », pour vous



poser la difficile mais libératrice, pour ne pas dire courageuse, demande : Quoi et comment faire ?... Et permettez-moi de conclure : La première des réponses est de compter uniquement sur vous-mêmes, comme citoyens libres et solidaires.

Voulez-vous deux exemples significatifs ?... Les voici.

En pleine période esclavagiste, dans la civilisée Athènes antique, les esclaves et les femmes étaient interdits d'instruction. Même Platon puis Aristote trouvaient cette ségrégation « normale, naturelle ». Eh bien , il y eut un intellectuel qui accepta dans son école de philosophie des esclaves et des femmes. Il s'appelait Épicure.

Quelques siècles plus tard, un esclave, malgré sa situation déplorable, apprit la philosophie, au point d'inspirer d'autres à devenir libres. Il s'appelait Épictète.

Après tout ce que je viens de dire, déclarer « Trop tard ! » ne manifeste-t-il pas une mentalité d'esclave, qui a besoin d'apprendre à être libre pour jouir de son existence, solidairement avec ses semblables ?



Que sont l'indépendance et la liberté sans la solidarité ?

Le Matin d'Algérie, 4 mai 2017

Commentant une de mes contributions précédentes²⁶, un lecteur, signant Zwen, écrit « pour que la Kabylie accède à son indépendance », et conclut : « tu comprends combien c'est sacré pour nous l'indépendance et la liberté ? »

Étant né durant la criminelle époque coloniale, et ayant grandi pendant celle non moins criminelle de la dictature, il me semble comprendre ce que sont l'indépendance et la liberté. Pas seulement pour moi, mais pour tout être humain sur terre. Même les fauves, à constater leur comportement instinctif, aiment l'indépendance et la liberté.

Cependant, qu'est-ce que la liberté sans la *solidarité* ?...

La première ne serait-elle pas, alors, uniquement la voie ouverte aux plus rusés, plus puissants, plus riches, plus méchants de dominer et d'exploiter les plus honnêtes, les plus faibles, les plus pauvres, les plus gentils ?

Venons au cas de la Kabylie, comme de n'importe quelle région d'Algérie ou d'un autre pays. Quelque soit la spécificité d'une région, le raisonnement me paraît identique dans l'essentiel.

D'abord, supposons que cette région est riche en matières premières, en force de travail, en capital financier et en capital intellectuel. Bref, que cette région possède tous les atouts pour vivre de manière indépendante et libre.

Dans ce cas, cette indépendance n'est-elle pas synonyme d'égoïsme, parce qu'elle ignore les régions voisines, moins dotées ?

²⁶ Ci-dessus « *Lettre ouverte aux Trop-tardistes* ».

Et la liberté qui y régnera, en absence de solidarité, ne serait-elle pas uniquement la liberté du fort d'exploiter et de dominer le faible ?

En réalité, si une région est pauvre en matières premières et en capital financier, où la mènerait l'indépendance ?... Elle n'a pas d'autre solution que de se soumettre à une puissance assez riche pour, sous prétexte de l'« aider » à se développer, l'exploite et la domine pour en tirer le profit possible, selon la règle capitaliste : « Presser le citron jusqu'à en tirer le maximum de jus ». Ne sommes-nous pas dans un monde, capitaliste, où « aider » consiste uniquement à exploiter et dominer d'une autre manière ? ... Les cas de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, ainsi que l'« aide » des pays riches envers les nations pauvres, ne suffisent-ils pas à le comprendre ?

De ce qui vient d'être dit, ne faut-il pas avoir la sagesse et le réalisme de comprendre que l'indépendance et la liberté, certes, sont des exigences précieuses. Mais si on possède suffisamment de sens de l'équité, il faut savoir dans quelles conditions cette indépendance et cette liberté sont opératoires. Autrement, on est, en cas de bonne foi, dans la démagogie et l'irresponsabilité face au peuple, en l'occurrence kabyle, sinon, en cas de mauvaise foi, dans la complicité avec un futur agent étranger, prétendant fournir son « aide » (par exemple, États-Unis, Europe, Israël, Arabie saoudite, Émirats arabes).

Raisonnons sérieusement et honnêtement, en ayant en vue non pas les castes « élitaires », quelque soit leur spécificité « ethnique », mais le peuple laborieux, celui contraint à vendre sa force de travail à des patrons qui en tirent profit et richesse, ou à cette autre partie du peuple, les chômeurs.

Dans ce cas précis, que gagnerait le peuple laborieux de Kabylie à être indépendant ?...

Si la région est suffisamment riche en matières premières, en capital financier et en capital intellectuel, cette indépendance est, je l'ai dit, égoïsme envers les autres régions.

Si, au contraire, cette région aspirant à l'indépendance est pauvre dans les domaines mentionnés ci-dessus, elle tombera certainement sous la domination-exploitation d'une autre région ou pays. Et que serait ce dernier sinon capitaliste impérialiste ?... Qui aurait la naïveté de croire qu'une



région, la Kabylie dans ce cas, serait « aidée » sans une contre-partie qui s'appelle domination-exploitation étrangère ?

On objectera : « Mais la Kabylie est, déjà, victime de la domination de l'État central, agissant envers elle comme un agent étranger, dominateur-exploiteur. » Soit. Toutefois, d'autres régions du pays, également, subissent la domination de l'État central.

Dès lors, comme pour toute autre région, la solution valable pour la Kabylie, - je répète que j'entends par là le peuple laborieux kabyle, et non les castes qui y existent -, ne réside-t-elle pas dans une autonomie lui accordant l'auto-gestion de son territoire, tout en créant une solidarité entre les diverses régions du pays, elles, aussi, disposant d'une autonomie d'autogestion ?

N'est-ce pas ainsi que l'indépendance et la liberté se conjugueront et compléteront par l'indispensable solidarité ?... Autrement, ne tomberons-nous pas dans l'horrible jungle où domine le plus fort et le plus méchant au détriment du faible et du pacifique ?

Rappelons l'exemple que tout le monde connaît sinon devrait connaître. La lutte armée de libération nationale a été conduite à la victoire par l'intermédiaire de wilayas disposant de leur autonomie d'action. Et ce fut un groupe de personnes (représenté par le colonel Boumediène et Ben Bella) qui, vers la fin, écrasa militairement les combattants des wilayas qui s'opposaient à la création d'un État centralisé autocrate.

Actuellement, nous en sommes à cette situation. Par conséquent, l'action réellement bénéfique au peuple algérien, celui laborieux ou chômeur, quelque soit la région où il vit, n'est-elle pas dans le rétablissement de cette autonomie des régions, autonomie solidaire, je le souligne, qui permettra finalement aux diverses composantes du peuple de vivre en harmonie, dans le respect réciproque ? A savoir unité dans la diversité, liberté dans la solidarité.

On pourrait objecter : « Quand nous, Kabyles, nous combattions pour nos droits, en étant réprimés et massacrés par les institutions de l'État, nos compatriotes des autres régions sont restés indifférents sinon ont montré de l'hostilité contre nos actions émancipatrices. Alors, pourquoi, à présent, leur manifester de la solidarité et croire à une union avec eux ? »



Si le reste des citoyens a eu, en effet, ces comportements déplorables, ne faut-il pas comprendre que leur réaction était due uniquement à leur conditionnement idéologique par ceux qui les dominaient ? Que, par conséquent, , à présent, il est nécessaire de leur manifester une solidarité, laquelle est l'unique manière de leur faire prendre conscience de leur aliénation passée, d'une part, et, d'autre part, de la nécessité d'une action unie de tous les asservis contre leurs dominateurs communs, quelque soit la région (ou l' « ethnie ») considérée ?

Que l'on médite sur un cas significatif.

Le peuple vietnamien a affronté des décennies de lutte, successivement contre l'envahisseur colonial français puis états-unien, avec ce mot d'ordre précis : « Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ».

Une fois vaincus tour à tour l'armée d'agression coloniale française, puis impérialiste états-unienne, par la suite le peuple fut soumis à une domination-exploitation telle, par une caste nouvelle, que le principal artisan de la victoire militaire, le général Vo Nguyen Giap lui-même, s'est élevé contre cette injustice, en vain. Et, par la suite, à quel pays le Viet Nam indépendant demande de l' « aide » ?... aux États-Unis ! Dans les deux pays, dominant les adorateurs du dieu Dollar, au détriment de ceux qui en sont démunis.

Leçon à tirer : quand on parle d'indépendance et de liberté, il faut absolument veiller à ce que celles-ci ne servent pas à l'instauration d'une nouvelle caste autochtone, à son tour dominant et exploitant le peuple.

Comment l'éviter ?... L'histoire mondiale montre une seule solution : la *solidarité* du peuple laborieux, toutes composantes unies, au-delà de leurs diversités ethniques ou autres.

Concluons. Indépendance et liberté signifient autogestion ; et celle-ci est efficace uniquement quand elle s'exerce de manière solidaire. Encore une fois, l'histoire l'enseigne, depuis toujours et partout dans le monde.

Retournons au lecteur Zwen. Je comprends très bien ses constatations :

« Moi personnellement (...) , la seule option que j'ai trouvé depuis que j'ai compris l'usage du mépris, de la dictature, du racisme du dénie, en Algérie envers les Kabyles. je ne me vois plus, Algérien à part entière. je me sens



étranger un sous citoyen dans mon propre pays. je ne suis pas fataliste, je suis ami avec plusieurs personnes des autres régions d'Algérie. »

Posons la question : « l'usage du mépris, de la dictature, du racisme, du déni, en Algérie » existent-ils uniquement envers les Kabyles ?... Et les travailleurs manuels, les employés subalternes, ajoutons aussi les femmes, de tout le pays, sans distinction de région, sont-ils mieux traités ?

Deuxième question : les mal-traitements dont parle Zwen visent-ils les Kabyles en tant que tels, ou, plutôt, en tant que citoyens du bas de l'échelle sociale ?... En effet, n'y a-t-il pas des Kabyles au sein de l'État et de ses institutions, sans souffrir de mal-traitements ?

Dès lors, les Kabyles sont-ils victimes de ségrégation parce que Kabyles, ou, plus exactement, parce que appartenant au peuple laborieux ou chômeur, tout comme dans les autres régions du pays ?

Zwen se sent-il « sous-citoyen » parce que Kabyle ou, plus exactement et d'abord, parce que ne faisant pas partie de la caste dominante en Kabylie ?

Les ségrégations sociales, basées apparemment sur l'ethnie (ou la religion), sont, en réalité produites par la condition socio-économique du sujet. Si Zwen était un patron disposant d'un gros capital, lui permettant d'exploiter des centaines de travailleurs, ou s'il était un notable bénéficiant d'appréciables privilèges dans le pays, ne se sentirait-il pas « Algérien » à part entière, bien que kabyle ?... N'est-il pas, comme il dit, « étranger un sous citoyen dans mon propre pays » précisément parce qu'il fait partie de ce peuple exclu de la gestion des richesses naturelles du pays ? Est-ce que l'habitant d'une autre région d'Algérie ne se sent pas dans la même situation, bien que n'étant pas kabyle ?

Dès lors, qu'est-ce qui donnera au peuple kabyle, qui se considère « étranger dans son propre pays », la pleine et libre citoyenneté ?... L'indépendance et la liberté de la région kabyle, ou, au contraire, la liberté solidaire entre tous les citoyens algériens qui se sentent « sous-citoyens dans leur propre pays » ?

Par conséquent, cher Zwen, fais attention à ne pas vouloir sortir d'une domination pour te retrouver dans une autre, plus autochtone mais identique. Veilles à ne pas être manipulé à ton insu. Demandes-toi où sont les authentiques indépendance et liberté. Pour le savoir, apprends ce que l'histoire de l'humanité nous enseigne. Et saches qu'il y a, en Algérie, des

travailleurs conscients de leur nécessaire solidarité, quelque soit leur région de résidence²⁷.

²⁷ Voir article http://www.elwatan.com/une/demonstration-de-force-des-syndicats-autonomes-02-05-2017-344326_108.php



Ce qu'on ne dit pas à propos du Moyen-Orient : La Commune de Rojava

Le Matin d'Algérie, 7 Mai 2017

On nous parle de la guerre, des conflits ethnico-religieux dévastateurs, d'oppositions sanglantes entre tribus, manipulées par leurs notables féodaux, de dictatures, d'intérêts antagonistes de moyennes (Arabie saoudite vs Iran) et grandes puissances (USA vs Russie), de massacres sanglants, etc., etc.

Ces articles sont écrits par des journalistes démocrates ou ce qu'on appelle "progressistes".

Mais, voilà, ils ne disent rien d'une autre réalité. L'ignorent-ils ?... Dans l'affirmatif, quel genre de journaliste sont-ils, quels démocrates et quels "progressistes" ?

Ces questions se justifient quand on saura de quelle réalité ils n'informent pas le public.

La voici.

Dans ce Moyen-Orient, dont les problèmes sont cités chaque jour, existe une expérience. Elle est très particulière.

Un parti politique kurde, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), auparavant marxiste-léniniste, donc autoritaire, a fini par comprendre son erreur de conception. Il a adopté la démocratie directe.

Voici comment elle se concrétise : dans les quartiers, les villages, les cantons, partout, égalité des sexes, égalité des ethnies, égalité des croyances religieuses, tous participant de manière libre aux conseils régissant l'activité dans tous les domaines sociaux, au service de toutes et tous, sans exception. Et tout cela en pleine guerre !



En voici une conséquence : en 2014, durant de la bataille de Kobané, là où l'armée syrienne de Assad, et celle irakienne ont échoué, les combattantes et les combattants kurdes (YPG, Unités de défense du peuple) ont réussi : vaincre militairement leurs adversaires du Daech.

Les images documentaires de cette bataille ont été vues dans le monde ; bien entendu, il en est resté surpris. En effet, voici des citoyens qui, de manière autonome et autogéré, ont réussi non seulement à construire une société nouvelle, égalitaire, libre et solidaire, mais sont parvenus à affronter militairement avec succès une organisation militaire fasciste, infiniment supérieure en moyens.

Citoyens kurdes, arabes, assyriens, yézidis et autres, unis en une confédération auto-organisée, laïque, intégrant toutes les croyances religieuses, agissent ensemble, sur base d'un consensus librement établi. Leurs actions tentent progressivement d'éliminer les oppositions religieuses ou ethniques, le patriarcat, le capitalisme, l'étatisme, au bénéfice de l'égalité totale entre les citoyens, d'une gestion économique sans dominateur ni exploiteur, qu'il soit privé ou étatique.

Dans l'organisation de résistance armée, égalité absolue entre femmes et hommes, y compris dans les postes de commandement. Dans l'organisation des activités socio-économico-politiques, conception et décisions sont confiées à des assemblées communales. Elles fonctionnent à la manière des soviets russes (avant d'être chapeautés ou éliminés par les bolcheviques) et des collectivités espagnoles (durant la guerre civile) : liberté totale d'expression, prise de décision majoritaire, sans endommager la minorité.

Où se déroule actuellement cette expérience ?... Dans le nord de la Syrie, région kurde (Rojava).

Après cette description, le lecteur comprend les motifs du silence des journalistes mentionnés, y compris les démocrates et les "progressistes". C'est que l'expérience au Rojava n'entre pas dans leur schéma de pensée ; plus encore, elle le contredit. Dès lors, comment pourraient-ils en parler ?

A présent, c'est fait. Cela montre au lecteur que les articles qu'il parcourt ont généralement besoin d'un éclairage divers ; celui-ci est fourni rarement, parce que rares sont les journalistes qui ont à cœur les actions les meilleures du peuple, celles qui, réellement, le montrent maître lui-même de son destin.



Voici quelques articles du « Contrat social » (Constitution) de Rojava, adopté le 6 janvier 2014 :

« Article 8

L'ensemble des cantons des Régions Autonomes sont fondées sur le principe d'auto-gouvernance locale. Les Cantons peuvent élire librement leurs organes représentatifs et exercer leurs droits dans la limite du respect de la présente Charte.

Article 9

Les langues officielles du canton de Jazirah sont le kurde, l'arabe et le syriaque. Toutes les communautés ont le droit d'enseigner et d'être enseignées dans leur langue maternelle.

Article 23

a – Toute personne a le droit d'exprimer son identité ethnique, culturelle, linguistique ainsi que les droits dus à l'égalité des sexes.

b – Toute personne a le droit de vivre dans un environnement sain, basé sur l'équilibre écologique.

Article 24

Toute personne a droit à la liberté d'opinion et d'expression ; y compris la liberté d'avoir des opinions sans interférence et de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées par tout média et sans considération de frontières.

Article 28

Hommes et femmes sont égaux aux yeux de la loi. La Charte garantit la réalisation effective de l'égalité des femmes et oblige les institutions publiques à travailler à l'élimination de la discrimination entre les sexes.

Article 31

Toute personne a droit à la liberté de culte, de pratiquer sa propre religion individuellement ou en association avec d'autres. Nul ne peut être soumis à la persécution en raison de ses croyances religieuses. »

Le texte complet du Contrat social de Rojava est ici :

<https://blogs.mediapart.fr/maxime-azadi/blog/091114/le-contrat-social-de-rojava>

Des informations générales se trouvent ici :

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Rojava>

Pour en savoir plus, des documentaires existent sur youtube. Et un livre en parle, coordonné par Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond : *La commune de Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, coédition Critica, Bruxelles / Syllepse, Paris.

Information de dernière minute. Le 25 avril 2017, le *Conseil démocratique kurde de France* a publié un communiqué, dénonçant un bombardement des régions kurdes par l'armée turque. On y lit :

« L'Assemblée démocratique syrienne a affirmé dans une déclaration que de telles attaques ne pouvaient servir qu'à renforcer sa détermination contre le terrorisme : « *Tandis que l'opération de Raqqa est en cours et que nos forces gagnent du terrain contre l'EI, l'aviation turque bombarde nos quartiers généraux dans les zones de Karaçokê et Shengal. Ces attaques démontrent que la Turquie cherche à neutraliser l'opération de Raqqa (Colère de l'Euphrate) afin de laisser à l'EI le temps de souffler.* »²⁸

²⁸ In <http://www.alternativelibertaire.org/?Rojava-le-coup-de-poignard-dans-le-dos>

Comment transformer l' « indifférence » en action positive

Le Matin d'Algérie, 5 juillet 2017

Comme promis précédemment²⁹, je reviens sur une leçon tirée des dernières élections législatives du 4 mai 2017, où une majorité significative de citoyens a exprimé son abstention ou son vote blanc. A tel point que tous s'accordent à y voir l'existence et l'émergence du « Parti » le plus important en Algérie.

Quelle leçon fondamentale peut-on et doit-on tirer de ce fait inattendu ?

Plusieurs solutions ont été fournies dans la presse, par des personnalités politiques comme par des intellectuels.

Les uns espèrent un changement d'orientation du *systeme politique*. Question : quand et où, dans l'histoire humaine toute entière, un *systeme*, - je dis bien un « système » et non une composition gouvernementale - a changé parce que l'électorat lui a manifesté une significative indifférence par le vote ?

Exemples : est-ce que le vote citoyen a changé quoi que ce soit de FONDAMENTAL dans le système social aux États-Unis ou ailleurs, dans les pays dits « libéraux », autrement de capitalisme privé ?

D'autres suggèrent le salut à travers des *partis politiques* qui se disent *démocratiques*. Là encore, quand et où, dans l'histoire humaine, des organismes de ce genre ont-ils apporté un changement social FONDAMENTAL en faveur des *exclus* du pouvoir de gestion sociale ?

Examinons le problème avec objectivité, et non en fonction de nos désirs ou illusions.

²⁹ Voir ci-dessous IV. PEUPLE – DÉMOCRATIE / « Élection, peuple et « élitace » en Algérie et ailleurs ».

Des partis politiques et des élections se sont révélés n'être pas autre chose que des arbres cachant la forêt, à savoir le système fondamental qui régit une société. Tant que ce dernier est basé sur le PROFIT, privé ou étatique (voir les ex-pays « socialistes »), d'une part, et, par conséquent, sur une AUTORITÉ d'une caste minoritaire de privilégiés sur la majorité des citoyens, aucun parti ni aucune élection n'ont apporté un changement radical. Dès lors, pourraient-ils en être autrement, aujourd'hui, quelque soit le pays ?

Un changement conséquent en faveur des exclus de la gestion social exige, objectivement, l'élimination du *profit économique* et son remplacement par une répartition de celui-ci sur l'*ensemble* des citoyens. Cela signifie, en réalité, non plus profit, au sens capitaliste, privé ou étatique, mais *distribution collective* de la richesse produite par la collectivité.

Et pour supprimer le profit de caste, il est nécessaire d'éliminer l'autorité d'une minorité pour *distribuer* cette autorité sur l'*ensemble* des citoyens.

Or une telle opération, en réalité, élimine l'autorité, telle qu'elle existe dans les pays aussi bien « libéraux » que « socialistes », pour établir le *consensus libre et général*. Alors, de celui-ci émane non plus d'une « autorité », au sens de caste, mais est une expression de la volonté générale. Ainsi, il n'y aurait plus d'autorité, au sens classique et traditionnel (« libérale », d'un gouvernement élu, ou marxiste, la « dictature du prolétariat » de triste mémoire), mais une volonté générale, librement et démocratiquement exprimée.

La lecture de ces lignes peut faire croire, peut-être, à un délire !...

Il l'est dans la mesure où, partout et toujours, les membres des castes dominatrices, « libérales » ou marxistes, ont toujours fait croire que sans leur autorité la société serait livrée au « désordre », à l'« anarchie ». Or, n'est-ce pas leur système qui est un désordre, parce que le profit et l'autorité de caste minoritaire sont, eux, les auteurs de troubles et de désordre dans la société ?

Quant à l'ordre réel, authentique, peut-il exister dans une collectivité humaine sans la disparition du profit et de l'autorité, tels que je les ai définis, pour laisser place à la distribution démocratique et équitable des richesses produites, d'une part, et, d'autre part, du pouvoir social qui les gère ?



Par conséquent, celle ou celui qui croirait, dans ce texte, à des considérations utopiques démentiennes, je demande : Connais-tu l'histoire des peuples ? Non pas celle écrite par les vainqueurs, mais par les *vaincus* ?

Malgré son étouffement de toutes les manières possibles, elle existe. L'avènement d'internet permet de la connaître aisément, gratuitement, à condition de le vouloir réellement, d'y consacrer le temps nécessaire. Sur un moteur de recherche, écris « autogestion », « self-gouvernement », et tu seras surpris combien « on » t'a tenu dans l'ignorance, afin de faire de toi un objet à exploiter-dominer.

Alors, tu constateras, peut-être avec stupeur, sûrement avec plaisir, ceci : la prise et la gestion de son propre destin par le peuple laborieux a existé dans l'histoire des sociétés. Je l'ai signalée dans mes précédentes contributions ; je l'indiquerai encore ci-dessous, tant ce genre d'expériences est occulté. Et j'ai précisé que ce genre d'expériences fut éliminée uniquement par la répression violente de la part des partisans du profit et de l'autorité de caste privilégiée. Et que la plupart des intellectuels ignorent, ont oublié ou font silence sur ces expériences précieuses et significatives d'émancipation sociale réelle et radicale.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner que les « experts » de tout acabit, qui occupent les mass-media, ne parlent que de « bons » partis et de « bonnes » élections, pour réaliser un changement de régime social.

Mais quel type de changement ? Quelle genre de démocratie ?

Dans les pays dits « libéraux », les élections « libres » (en réalité, conditionnées par les détenteurs oligarchiques des mass-media) et les partis « démocratiques » (en fait, oligarchiques) ont-ils changé de manière à accorder à la majorité des citoyens la réelle gestion de la société, afin d'en bénéficier de manière *substantielle* ?

Même au Viet Nam, après la défaite des agressions colonialiste française et impérialiste états-unienne, même en Afrique du Sud, après la fin de l'apartheid, se sont formées des castes minoritaires ; elles exploitent le peuple en le dominant. Pourquoi ? Parce que continuent à régner l'ignominieux tandem Profit-Autorité, produit par et pour une minorité.

Dans ce cas, tout au plus, la majorité des citoyens reçoit, comme une horde de chiens affamés mais tenus en laisse, les miettes du repas : un système



représentatif, à travers des élections (truquées dans les dictatures, conditionnées dans les « démocraties ») qui, en réalité, représente et sert d'abord les intérêts de la caste des « seigneurs » et, accessoirement, de ses subalternes dans les institutions de gestion de la société.

Dans tous les cas, sans une seule exception, pas même là où exista cet authentique homme du peuple que fut Gandhi, il y a eu simplement changement de caste dominatrice-exploiteuse du peuple laborieux. Voir les expériences des ex-pays marxistes, fascistes (Japon, Italie), nazi (Allemagne), ainsi que celles ou des théologiens ont dominé ou dominant.

Tant qu'existent ces deux piliers, Profit-Autorité, espérer des droits *significatifs* aux citoyens selon justice, c'est croire au père Noël, là est la vraie utopie, si on est ignorant, ou l'imposture, si on possède un savoir conséquent. Ce n'est pas moi qui l'affirme, mais l'histoire réelle qui le démontre. Je ne fais que constater, à l'exemple de Galilée.

Il me semble que ce phénomène fut, d'une certaine manière, compris par les rédacteurs de la « *Charte de la Soummam* ». N'a-t-il pas été le motif *fondamental* de leur assassinat, au-delà des questions de caractère personnel, par les futurs membres de la caste qui domina par la suite ?

Nous, Algériennes et Algériens, n'avons-nous donc pas compris la leçon qui accoucha de l'indépendance nationale ?... Cette dernière ne fut pas le résultat des appels de l' « élite » intellectuelle algérienne, laïque ou religieuse, au système colonial et à ses partis (y compris le parti « communiste »), pour accorder aux « indigènes » les droits de citoyens à part entière. Au contraire, l'indépendance nationale résultat d'une lutte prolongée, dont le bras armé fut le peuple colonisé, pour mettre fin à ce système colonial en tant que tel.

J'en viens donc à la solution que, à ma connaissance, personne, ni intellectuels, ni experts, ni responsables politiques n'a formulée au sujet d'un changement en Algérie. Comme, par ailleurs, dans n'importe quelle autre nation. J'ai en vue un changement réel et significatif pour le peuple laborieux, la majorité des citoyens.

Partout et toujours, chaque fois que les détenteurs d'un savoir social réel ont été animés par une volonté authentique d'établir plus de justice sociale,



ils ont quitté leur tour d'ivoire et les privilèges qui vont avec, pour, selon l'expression consacrée, « aller au peuple ». Cela veut dire le fréquenter sur ses lieux de travail et de vie, connaître ses vrais problèmes, matériels et spirituels, ainsi que ses besoins concrets. Ensuite, suggérer des solutions pour les concrétiser.

Encore une fois, rappelons-nous l'histoire. Un changement réel en faveur du peuple laborieux eut lieu uniquement là où des intellectuels ont vraiment mis leur savoir à la disposition de ce peuple, afin qu'il utilise cette connaissance pour établir, de façon *libre* et *autonome*, autrement dit autogérée, sans « Sauveurs Suprêmes », les règles nouvelles d'une société caractérisée en même temps par la *liberté* et la *solidarité*. Je rappelle donc, dans le passé, le mouvement des soviets de Kronstadt en Russie et en Ukraine, puis le mouvement des « collectivités » en Espagne républicaine ; dans le présent, voir le mouvement zapatiste au Mexique, et la « Commune » autogérée de Rojava dans le nord de la Syrie.

Ce genre de changement social, à présent, en Algérie, exige une lutte *démocratique et pacifique*, car la violence débouche toujours sur la violence, donc sur l'autorité dominatrice, et le profit qu'elle engendre automatiquement.

Mais cette lutte sociale ne peut pas être moins *résolue et prolongée* que celle pour l'indépendance nationale. La lutte sociale est même plus *difficile* encore, parce qu'elle n'emprunte pas la voie courte, facile et vicieuse de la violence physique, mais uniquement celle des *idées* et de l'*organisation consensuelle et libre* des citoyens. L'autogestion rurale et industrielle des années 1962 - 1965 est à remettre à l'ordre du jour, à étudier pour en connaître les défauts et les qualités, et savoir dans quelle mesure elle peut être une source d'inspiration concrète pour aujourd'hui, dont on produit le demain.

Reste une ultime question : pourquoi cette solution n'a pas été avancée par personne ?

Voici mon hypothèse.

Pour y penser, il faudrait d'abord ne pas être aveuglé par son propre statut de privilégié social, ce qui caractérise généralement experts, intellectuels et



responsables politiques. Leur situation matérielle suppose et justifie leur mentalité *élitaire élitiste*. Là est la barrière qui empêche de penser au peuple autrement que comme sujet, exécuter, ignorant, dans le meilleur des cas à « sauver », mais jamais capable de se sauver par lui-même. « *Ah ! Quelle prétention ! Quelle insanité ! Quelle démagogie ! Quel populisme ! Quel gauchisme ! Quel archaïsme ! Quel manque de réalisme !* »

C'est uniquement si le détenteur de savoir social s'affranchit de sa mentalité de privilégié, - « libéral », marxiste ou théologique, que peut surgir en lui l'idée, celle iconoclaste, celle combattue par tout privilégié : aller au peuple et mettre les connaissances acquises à son service.

Alors, cet intellectuel constatera les capacités créatrices autonomes du peuple laborieux, combien il sait non seulement utiliser les bras mais également le cerveau. Mais hélas !... Ce genre d'intellectuels est minoritaire, partout dans le monde. Et dans cette malheureuse situation, les marxistes ont une grave part de responsabilité, eux qui croient au « Sauveur Suprême », sous forme de Parti ou de « Guide Génial Infaillible ».

La domination de la mentalité autoritaire est telle que parler de capacités créatrices du peuple laborieux, rappeler les expériences où il les a démontrées, appeler à « servir le peuple », toutes ces considérations font ricaner la plupart des nantis (matériellement et/ou intellectuellement), et, par conséquent, fait douter la plupart des démunis, conditionnés à croire à leur propre incapacité et à la compétence « scientifique » des docteurs universitaires et d'un « Sauveur Suprême », qu'il soit Parti ou individu.

Cependant, l'expérience historique est là, toujours et partout. « Aller au peuple », « Servir le peuple » ont été les uniques solutions pour apporter un changement social réel et radical aux conditions de la majorité des citoyens, ceux exclus de toute décision sur leur sort.

Si ces expériences ont échoué, c'est parce que la mentalité autoritaire élitiste s'est révélée, jusqu'à présent, la plus forte, militairement parlant. Mais, de temps à autre, ici ou là, l'autogestion renaît et montre ses bénéfices.

Pensons donc à comment construire les actions et les formes d'organisation aptes à favoriser l'*AUTO-ORGANISATION, PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE*. Le chemin est long, difficile et semé d'obstacles. Il requiert beaucoup d'imagination et de générosité. N'en est-il pas plus



enthousiasmant ? N'est-ce pas la meilleure façon d'honorer la mémoire de celles et ceux qui nous ont offert l'indépendance nationale ? A nous donc de contribuer à l'indépendance sociale, citoyenne.

Et ne parlons plus d' « avant-garde ». L'histoire n'a-t-elle pas suffisamment montré que celle-ci, même dotée des meilleures intentions, mène à une nouvelle caste dominatrice ?... Alors, comme Lu Xun, parlons de « buffles du peuple », ou encore de « serviteurs du peuple », de « compagnons du peuple », tout ce que l'on veut, mais mettons le peuple au premier rang, en exergue, si vraiment nous voulons honnêtement le servir, et, de cette manière, servir notre idéal de liberté solidaire.

N'est-ce pas la meilleure façon de transformer l' « indifférence » des citoyens en action positive, afin que le peuple accède à son droit de gérer lui-même ses propres affaires, par l'instauration d'un fonctionnement social apte à concrétiser ses besoins légitimes ?

Commençons partout où cela est possible, dans notre immeuble, dans notre quartier, dans notre classe d'étude, dans notre association culturelle, dans notre syndicat, etc.

« Et si les autorités nous en empêchent ? » demanderait-on.

Eh bien, il faut persister, en trouvant les moyens de continuer, de manière pacifique. Que l'imagination soit au pouvoir afin de permettre au pouvoir de l'imagination d'exister. Pour paraphraser un auteur, je dirai : le citoyen est libre à l'instant même où il accomplit un geste libre, même minimum. Ainsi, il apprend à réaliser d'autres actes, toujours libres.

Et que personne ne vienne accuser les gens du « petit » peuple de ne pas savoir manifester leur liberté. Rappelons-nous la phrase de Ben Mhidi (je cite de mémoire) : « Mettez la révolution dans la rue, le peuple s'en emparera. » En effet, le peuple a toujours ainsi agi, partout dans le monde. Quoique ses ennemis l'ont accusé du contraire. Faisons donc confiance au peuple, et *apprenons à nous instruire auprès de lui tout en lui transmettant nos connaissances*. Alors, nous constaterons par expérience concrète où sont la raison et la justice, et comment contribuer au seul changement authentique : modifier les bases fondamentales du système social en construisant pacifiquement la liberté solidaire qui nous affranchira du profit autoritaire. Les Italiens ont ce beau précepte : « La speranza è l'ultima a

morire » (L'espoir est le dernier à mourir). Alors, espérons mais les yeux ouverts sur l'enseignement que nous fournit l'histoire.



Aux sincères ami-e-s du peuple

Le Matin d'Algérie, 02-03-04 septembre 2017

1. Le Ciel, l'Olympe, Jupiter et les dieux

Dans la plupart des publications, nous lisons des exposés, analyses, dissections, conjonctures, hypothèses, plus ou moins savants, de personnes plus ou moins expertes. Et nous constatons la répétition de ces mêmes textes, ad nauseam.

Mais, voilà, presque tous ces articles, contributions, interventions, interviews, éditoriaux, etc. concernent le Pouvoir, l'État, les clans, leurs luttes. Y sont cherchés, traqués, supputés, supposés les énigmes, les occultations, plus ou moins indéchiffrables. Pour paraphraser Churchill à propos de la Russie, on cherche à déceler « une énigme enveloppée dans un mystère ».

Une fois, tel clan, telle institution, tel « homme fort » est déclaré dominant, décidant et commandant tout le destin du pays ; une autre fois, c'est tel autre. Parfois c'est le même auteur qui change d'opinion.

D'accord, c'est évidemment utile et appréciable de lire toutes ces tentatives d'explication. Quoique, généralement, ils nous laissent sur notre faim, dans l'ignorance, désorientés, ne sachant que faire. Quelquefois, ce sont les auteurs eux-mêmes qui avouent leur égarement dans ce labyrinthe sans fil d'Ariane.

C'est que les gens au pouvoir, quels qu'ils soient, savent tellement cacher leur jeu, et vous, ne disposant pas des informations nécessaires, restez incapables d'une analyse réellement exhaustive, concrète et opératoire. Ce n'est pas votre faute, nous le savons, et nous apprécions vos tentatives.

Mais, quand vous vous plaignez de l'opacité des gens au pouvoir en Algérie, n'oubliez-vous pas que l'opacité caractérise tout pouvoir



hiérarchique, qu'elle est l'un des aspects de sa domination ? Qu'en Algérie, simplement, cette opacité est plus dense, parce que le système est moins démocratique qu'ailleurs ? Que, cependant, ailleurs aussi, l'opacité est de règle, sinon pourquoi l'existence et la répression, par les États dits « démocratiques », des militants du site Wikileaks, et des donneurs d'alerte, tels Edward Snowden ? Sinon pourquoi la concentration des moyens dits d'information (plutôt de manipulation) dans les mains de propriétaires de banques et d'entreprises, pourvoyeurs financiers des élections mettant au pouvoir politique leurs reconnaissants laquais souriants ?

Dès lors, obnubilés par les jeux du « Ciel », du « Sommet », de l'« Olympe », de « Jupiter » et de la « Cour », impressionnés comme des insectes par leur « lumière » et les scintillements de leurs actes, déclarations et contre-déclarations, vous affirmez que le pays, le peuple ne seront sauvés que par des institutions ou « hommes forts » qui se trouvent... dans l'« Olympe », autour de « Jupiter », dans sa « Cour » ou autour.

Les « sauveurs » de la nation et du peuple que vous nommez sont tour à tour des officiers de l'armée, en fonction ou en retraite, des « hommes sages » ayant exercé un temps dans la « Cour » puis ont été éjectés ou (très rarement) eurent l'honnêteté de démissionner, des leaders de partis politique d'opposition (réelle ou clonée).

À ces « sauveurs », vous demandez de contribuer à établir la « démocratie », une bonne économie, le « progrès », à rendre le pays « moderne » comme d'autres, pour participer au « concert des nations », à favoriser sciences, techniques, culture, art et littérature.

Chaque auteur d'analyse manifeste ses personnelles opinions (parfois fixations), en négatif (les mauvais, méchants, égoïstes, « traîtres à la nation ») ou positif (les bons, gentils, altruistes, « patriotes sincères »). À longueur de publications, à leur propos, les auteurs de textes écrivent, répètent, décortiquent, divisent les cheveux en quatre, cherchent des poils même sur les têtes chauves.

Ces exercices littéraires durent depuis l'indépendance nationale. Sans résultat autre que ce que tous ces textes n'ont jamais prévu ou pas clairement : quand une partie du peuple, excédée, se révolte, la réponse est soit la carotte (subventions financières) soit le bâton (interdiction de



manifestation, emprisonnement, et même mitraillage de citoyens protestataires désarmés).

Et voilà nos analystes s'efforcer, là encore, à supputer, proposer qui, toujours au « Sommet », dans la « Cour », fut responsable de ces forfaitures, et quel fut le rôle de Jupiter.

Bref, en un mot, tous ces textes se résument à ceci : par le « Sommet » et pour le « Sommet ».

Pourtant, l'expérience pratique a enseigné : l'unique fois où, du « sommet », fut tenté un changement au service réel du peuple, après uniquement six mois, les sangsues de ce dernier l'ont fait échouer, et de manière significativement spectaculaire : l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, en plein discours télévisé. Est-ce un hasard que seul lui fut éliminé de cette manière, mais aucun autre président ?

Pourquoi donc cette abondance de publications sur Jupiter et la Cour ?... Eh bien, parce que les auteurs de ces textes sont persuadés que tout changement, mauvais ou bon, ne peut venir que du « Ciel », d'en « haut », de l' « élite » au pouvoir, ou aspirant le conquérir.

Et pourquoi cette conviction ?... Parce que la formation intellectuelle-idéologique de ces auteurs provient essentiellement d'une vision *jacobine* (pour employer un terme moderne) de la société : Autorité hiérarchique, Centralisation, Minorité pensante et agissante. Prophètes fondateurs de cette conception : Robespierre, Saint-Just, Marat, Marx, Lénine, Trotski. Et, au-delà, auparavant, les légistes chinois, Thomas Hobbes, Machiavel. Et, plus loin encore, les Commandements religieux. Et davantage plus loin : les mythes (babyloniens, phéniciens, égyptiens, grecs, romains, pour ne pas citer ceux chinois et hindou, l'influence de ce dernier étant indirect ou occulté sur les conceptions occidentales et moyennes-orientales).

Religieux et laïcs ont la même vision : tout changement ne peut et ne doit venir que du « haut », respectivement du « Ciel » ou de l'État (ou de son opposition, autre forme de l'Etat).

Avec cette restriction : il existe, cependant, des religieux qui accordent la priorité à l'être humain par rapport à son créateur : ils affirment « Aide-toi, le ciel t'aidera ».

Dans le domaine laïc, une conception meilleure se trouve chez ceux qu'on appelle les libertaires. Contrairement à l'opinion ordinaire, ils ne se limitent

pas à Joseph Proudhon, Michel Bakounine, Errico Malatesta et disciples. Nous les trouvons plusieurs siècles avant l'ère chrétienne, à l'ouest (Diogène et Antisthène, les « cyniques ») comme à l'Est (les philosophes Lao Ze, Mo ze, Zhuang zi), ou, au Moyen-Orient, au Moyen-Age (Alhalladj). Quand ce dernier déclarait dans les rues « Ana Allah » (Je suis Dieu) , que disait-il d'autre sinon revendiquer son autonomie et sa libre autogestion spirituelle ? Telle fut la cause de sa condamnation au martyr par les détenteurs du pouvoir, pourtant louangés comme « éclairés ».

Cette conception sociale, privilégiant l'autorité hiérarchique, je l'ai appelée, dès 1981, *hétéro-gestion*³⁰ : autrement dit, la gestion forcée des êtres humains par d'autres de leurs semblables. Nous avons affaire, ici, à un intégrisme totalitaire de type laïc ; il a l'illusion idéologique de se croire et de se proclamer « démocratique », autrement dit « pouvoir du PEUPLE ». Alors, qu'en réalité, il s'agit de pouvoir SUR le peuple. Cela se manifeste par sa réduction à des « masses » de manœuvre, instrument d'accès au pouvoir (par la lutte armée ou par les élections), rien d'autre.

Dès lors, la question se pose : tous ces analystes, obsédés par Jupiter, sa Cour et les autres dieux alentour, que connaissent-ils de ce qui suit ?

2. La terre, la « base », la « basse-cour »

Évitons tout malentendu par quelques précisions.

Voici qui nous sommes : le peuple *dominé*, parce qu'exclu de tout pouvoir sur sa vie ; *exploité*, parce que vendant, pour acquérir de quoi vivre, ses muscles ou son cerveau, considérés vulgaire marchandise, à des gens qui s'en enrichissent ; *aliéné*, par manque de moyens matériels et organisationnels d'acquérir les connaissances pour notre émancipation.

Rares, très rares sont les textes qui s'occupent de nous, nous la « canaille », la « racaille », les « ghâchi ».

Oh, bien entendu, nous avons déjà fourni les motifs de cette négligence : pour les auteurs évoqués ci-dessus, leur amour pour nous se limitent à chercher l'Homme Supérieur, le Sur-Homme susceptible de nous « sauver », de nous « concéder, « offrir » le bonheur dont nous avons besoin.

³⁰ Voir <http://www.kadour-naïmi.com/f-societe-autogestion-heterogestion-revolution.htm>



Quant aux auteurs qui montrent un réel et sincère intérêt pour nous, soit ils se limitent à constater avec regret notre « apathie » (autre manière de suggérer le rôle décisif de Jupiter et de la « Cour »), soit de poser la question, enfin, décisive et fondamentale, comme ici :

« (...) l'enjeu politique *central* est de savoir si les forces *populaires* (syndicats, associations, mouvements, partis antilibéral...) seront capables de reprendre le flambeau pour résister d'abord à l'offensive de l'oligarchie puis d'amorcer une contre-offensive. Car *elles seules*, du fait de leur force réelle et potentielle, peuvent réussir là où Tebboune ne pouvait qu'échouer. » (Ramdane Mohand Achour, *Libre Algérie*, 17 août 2017)³¹.

Les partis évoqués ici, nous attendons encore leur venue dans nos zones périphériques délabrées, nos bidonvilles vermoulus et nos dachras ignorées. Nous plaisantons ! Nous savons que ces messieurs-dames ne viennent chez nous, s'ils viennent, que pour obtenir nos votes afin d'accéder au jeu dans la Cour des puissants.

Une fois, nous avons lu une interview d'un dirigeant du Parti qui se qualifie « des Travailleurs ». Il crut montrer l'intérêt que son organisation nous manifeste, en déclarant, en substance : Ils viennent chez nous pour obtenir de l'aide. « Ils », c'est nous, le peuple.

Certainement, ce parti, à sa manière, nous défend. Toutefois, nous nous sommes demandés : plutôt que nous attendre pour aller chez eux, ces militants ne devraient-ils pas, eux, prendre la peine de venir chez nous ? Une autre question nous intéresse : parmi les dirigeants de ce parti, combien sont des travailleurs ? Je dis travailleurs, et non ex-travailleurs. Car nous savons que, généralement, les ex-travailleurs, une fois placés dans les bureaux de partis ou de syndicats, deviennent rapidement des bureaucrates, coupés et opposés aux intérêts de ceux qui restent des travailleurs.

Retournons à l'extrait de l'article cité.

Les syndicats, associations, mouvements qu'il évoque, oui, ça, c'est nous ! Nous entendons, évidemment, non pas ceux « clonés » par les gens de la « Cour », mais ceux créés de manière libre et autonome par des citoyen-nes, et autogérés par eux-elles. Notons, dans l'article ci-dessus, enfin, ce que

³¹ Voir http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/administration/episode_tebboune.htm

nous attendons toujours de lire, mais en vain : « les forces *populaires* (...) *elles seules*, du fait de leur force réelle et potentielle ».

Voilà donc, un auteur qui nous accordent non seulement de l'importance, mais celle première et décisive. Merci !

Nous avons lu d'autres textes qui nous concèdent ce rôle, mais ils espèrent nous sauver par le retour d'un « Parti d'Avant-Garde »³². Non, non ! Ce genre de « Sauveur Suprême » a démontré, dans le monde entier, sa lamentable et tragique faillite. Son retour serait une farce. D'accord, nous sommes peut-être des imbéciles, mais pas au point de répéter une erreur aussi grossière. Même si son Dieu fut Karl Marx, et son Prophète Lénine.

3. « Courroies de transmission »

Écartons un malentendu.

Voici les personnes auxquelles nous ne nous adressons pas, parce qu'elles sont nos ennemis résolues et implacables : toutes celles qui ont la triste (pour nous) fonction d'agir comme garde-chiourmes, gardiens du « Palais », mercenaires de la plume et de la parole, bref contre-maîtres de leurs Maîtres.

Nous savons que certaines de ces personnes sont, notamment, des caméléons : « démocratiques » et « progressistes » en paroles, mais, en réalité, profiteurs du système jupitérien. Nous connaissons votre but inavoué : rafler le fromage, l'argent du fromage et même le corps de la fermière. Vous, vous savez « profiter de tout », pour satisfaire votre adoration intégriste de votre Saint Ego.

Déjà, à l'époque de la « glorieuse » et « progressiste » dictature du complice d'un colonel, puis de celui-ci lui-même, nous avons compris la valeur du fameux « soutien critique ». Durant celui-ci, vous avez su, profitant de la bonne foi de votre « base militante », tirer profit du « moulin » du pouvoir étatique, et du « four » du peuple asservi. La « révolution » et le « peuple » ont été et demeurent pour vous un investissement en terme d'argent et de postes administratifs. Si tel ne fut pas le cas dans votre idéaliste jeunesse, vous l'êtes devenus dans votre

³² Voir <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/2017/08/echanges-sur-le-pags.et-un-grand-mouvement-de-gauche.html>

« réaliste » âge adulte. Preuve en sont votre carrière « honorable », votre niveau de vie satisfaisant, votre statut social brillant, et l'admiration que vous portent les médias de la caste dominatrice, dont les strapontins vous sont concédés.

Nous constatons combien vous dénoncez l'obscurantisme islamique. Mais cela n'est pas le produit d'un réel sens démocratique, mais uniquement de votre souci de ne pas perdre les miettes que vous a concédé la hiérarchie dominante. Nous, peuple, sommes victime de deux obscurantismes : l'imposture à masque religieux, et votre tromperie à masque laïc.

Les « courroies de transmission » que vous êtes sont notre malédiction. Vous êtes la garantie de l'existence du système jupitérien. Sans vous, il s'écroulerait. C'est donc vous, les premiers responsables.

C'est pourquoi nous aimerions que les auteurs d'articles qui critiquent Jupiter et sa Cour s'intéressent plutôt, d'abord et principalement à vous, les « courroies de transmission » de l'exploitation dominatrice que nous pâtissons. Parce que, nous le répétons, sans vous, pas de Jupiter ni les clans de sa Cour.

4. De la rupture, mais après ?

Nous lisons également, quotidiennement, des pronostics divers sur le moment et les modalités de fin du système dominant. Et chacun va de son analyse.

C'est utile, bien entendu.

Cependant, il nous semble que, dans beaucoup de textes, échappe cette simple banalité : un système social prend fin quand ceux d'en « haut » ne peuvent plus le gérer, et ceux d'en « bas » ne peuvent plus le supporter.

Savoir en quoi, comment et jusqu'où ceux d'en « haut » ne peuvent plus gérer, nous l'avons dit, c'est découvrir un mystère dans une énigme. À ce sujet, les moins scrupuleux avancent des affirmations sans preuves convaincantes ; les plus circonspects avouent leur incapacité.

Le cas n'est pas spécifique à l'Algérie. Pour citer deux exemples, Lénine fut surpris par la chute du tsarisme ; De Gaulle, par le mouvement de mai 1968. Pour revenir à l'Algérie, l'« élite » algérienne, laïque et religieuse,



elle aussi, fut prise au dépourvu par le déclenchement de la lutte armée de libération nationale.

Quant à ceux d'en bas, il ne suffit pas de prévoir quand ils ne supporteront plus, et s'ils le manifesteront de manière pacifique, légale ou violente. Il y a plus important : se soucier du *comment* ils ne supporteront plus.

Si leur révolte, légale et institutionnelle ou violente, accouche uniquement d'un autre Jupiter et de sa Cour, que gagneront-ils ? Quand, ailleurs, Lénine, Mao Tsé Toung et autres, quand, en Algérie, Ben Bella, Boumediène et autres ont remplacé le système précédent, qu'a gagné le peuple, autre que de changer de maître ?

Oui, certes, quelques « os » (dans les domaines de la santé, de l'instruction, des salaires, etc.) furent concédées aux « masses », mais pas l'essentiel : le pouvoir social, celui de s'auto-gérer. Et quand une partie de ces « masses » pratiquèrent l'autogestion, elle fut, nous l'avons dit, réprimée dans le sang.

Ce qu'il faut donc c'est *préparer* le peuple à ne pas être réduit, encore une fois, par ses « sauveurs », à une simple « masse » de manœuvre, permettant aux futurs nouveaux maîtres de renverser les anciens, puis de prendre leur place.

Antonio Gramsci disait, je cite de mémoire : Instruisons-nous, car au moment décisif, nous aurons besoin de toutes nos connaissances pour réaliser la révolution.

Cette exigence, je l'ai vécue personnellement. Jeune étudiant, j'ai participé au mouvement de mai 1968. J'y ai constaté combien l'instruction citoyenne était fondamentale, non seulement pour promouvoir le mouvement social, mais lui assurer la victoire. Nous étions arrivés jusqu'à une grève générale nationale de plus de dix millions de travailleurs, et à voir le président-général De Gaulle abandonner le palais de l'Élysée, pour se réfugier auprès du chef de l'armée française, stationnée en Allemagne, le général Massu, de sinistre mémoire en Algérie.

Malheureusement, notre formation intellectuelle se révéla insuffisante pour changer de système social. Bien entendu, la défaite s'explique par d'autres facteurs. Mais notre manque de préparation théorique adéquate en fut un.

De même, si le peuple disposait de formation théorique suffisante, pour agir de manière conséquente, le parti bolchévik n'aurait jamais accaparé le pouvoir, en Russie ; les soviets auraient triomphé. En Algérie, aussi, la

guerre de libération nationale n'aurait jamais accouché de la dictature, mais aurait généralisé l'autogestion sociale.

C'est dire combien l'éducation, l'instruction citoyenne, la formation intellectuelle sont l'exigence *première* et *fondamentale* pour se préparer à affronter la rupture sociale, la faillite de tout système jupitérien. C'est, nous semble-t-il, ce que l'histoire enseigne. Afin que le peuple ne soit pas réduit, encore une fois, à n'être qu'un instrument manipulé, pour se retrouver soumis à un système différend, mais toujours un pouvoir hétérogestionnaire.

Nous sommes conscients que la tâche est difficile. D'une part, sur elle pèsent plus de trois millénaires d'autoritarisme hiérarchique, clérical et laïc, partout sur la planète. D'autre part, son adversaire, sournois et retors, manifeste la plus grande cruauté, bien décrite par un de ses membres, Machiavel : l'État, quelque que soit sa forme, ouvertement despotique (« Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent ») ou hypocritement « démocratique » (« Il suffit de leur laisser croire que leur vote est libre, l'important est qu'ils nous élisent »).

Mais nous savons, également, autre chose. Que l'analphabète esclave Spartacus avait réussi, grâce à sa formation de gladiateur mais, surtout, à son intelligence, à former une armée d'ex-esclaves, que celle-ci a tenu tête et même fait trembler le pouvoir romain pendant plusieurs années, qu'elle gagna beaucoup de batailles contre des soldats dirigés par des généraux. Et que, à la fin, la révolte la plus importante de l'Occident antique fut vaincue uniquement par la trahison, la ruse et la corruption de marchands.

Nous savons, aussi, que les expériences d'autogestion les plus importantes, celle des soviets russes et ukrainiens et celles des collectivités espagnoles, sans oublier la nôtre algérienne, avaient donné des résultats appréciables ; seule notre manque de formation a permis à nos adversaires de nous vaincre.

5. Que (re)vive l'autogestion sociale !

Retournons à l'article cité plus haut. Nous aurions voulu y lire des propositions d'organisation des forces populaires évoquées.



Ce que nous attendons de tous-tes ceux-celles qui nous aiment, nous le peuple, ce sont des propositions concrètes, pratiques pour jouer pleinement notre rôle.

Une chose curieuse : de tous les textes qui font l'éloge de notre histoire récente (guerre de libération, ensuite indépendance nationale), rares sont ceux qui évoquent l'événement qui, pour nous, fut le plus important, le plus sinon le seul révolutionnaire.

D'abord, entendons-nous sur cet adjectif. C'est un processus social qui change la base, la racine d'un système social. Or, quelle est cette base, cette racine ?... Ce n'est pas le colonialisme ni l'impérialisme, c'est l'exploitation de l'homme par son semblable, par l'intermédiaire de sa domination.

Or, la guerre a libéré le pays du colonialisme, mais pas de l'exploitation-domination du peuple par une caste minoritaire. Donc la guerre de libération a abouti à une *réforme* (substitution d'une caste dominatrice-exploiteuse étrangère par une autre, indigène) et non à une révolution.

Où donc fut l'aspect authentiquement révolutionnaire en Algérie ?... Dans un événement qui ne vint pas d'un Jupiter ni de membres de sa Cour ou de son arrière-cour. Cet événement fut l'initiative de nous, les « ignorants », les « analphabètes » : ce fut l'autogestion des entreprises et des champs.

Oui ! Uniquement cet événement fut une authentique révolution : parce que cette autogestion fut notre action libre et autonome, gérée par nous de manière également libre et autonome, parce que, durant cette période, fut éliminée l'exploitation et la domination de l'homme par son semblable, parce que cette maudite et vénéneuse racine et base de société fut éliminée.

Malheureusement, cette bénéfique autogestion fut écrasée par ceux-là même qui se proclamèrent « révolutionnaires ». Ô, hypocrisie ! Il est vrai que ces Tartuffe avaient l'illusion idéologique d'être nos « sauveurs », cette maudite et malfaisante croyance de réaliser le bonheur du peuple à son détriment, contre sa propre volonté et ses spécifiques désirs ! Pour établir une nouvelle caste dominatrice-exploiteuse, dite « populaire », « républicaine », « socialiste », « communiste », etc.

Hélas !, nous en sommes encore là, aujourd'hui. À l'exception de l'époque où notre autogestion exista, qui donc, par la suite, a encore parlé de notre autogestion, de notre capacité réelle et effective de prendre nous-mêmes notre destin en mains ? Et que cette magnifique expérience prit fin



uniquement par la répression du Jupiter et la Cour alors dominant le ciel de l'État ?

N'est-il pas significatif que cette idée d'autogestion a été et demeure totalement ignorée, occultée des textes qui cherchent des solutions aux diverses « crises » successives survenues en Algérie, comme ailleurs dans le monde ?

Et, pourtant, ces textes, répétons-le, se disent, - et il n'y pas motif d'en douter -, « démocratiques ». Dès lors, en eux, où sont l'affirmation et les propositions de pouvoir effectivement du *peuple* ?

Par suite, une question se pose : pourquoi, aux efforts divers, multiples, continus, répétés de chercher et de proposer des solutions provenant uniquement de Jupiter et de la Cour, ne trouve-t-on pas les mêmes efforts concernant nous, le peuple ? Pourquoi cet oubli de l'autogestion ?

Il est vrai que cette conception fut, historiquement dans le monde, minoritaire. Et chaque fois qu'elle exista, elle fut réprimée dans le sang.³³

Mais il est également vrai que, dans le monde, cette conception n'est pas morte, que de temps en temps, elle réapparaît dans la pratique sociale, non seulement dans les pays développés, mais également dans des contrées non développés et en guerre³⁴.

Cependant, encore hélas !, dans le monde comme en Algérie, la conception jacobine demeure majoritaire. L'un des motifs de cette situation est le fait que les « élites » intellectuelles demeurent tributaires de cette même conception. Et si elles le sont, c'est parce qu'elles en profitent par les privilèges recueillis³⁵.

Mais, pourrait-on demander, où trouver des ouvrages parlant d'autogestion, d'expériences ayant eu lieu, contenant des analyses des succès et des erreurs, proposant des solutions ?... Rien de plus simple : chercher sur internet. Il est plein d'ouvrages et d'informations gratuites.

³³ Voir ci-dessus : « *Belle comme un comité d'autogestion* ».

³⁴ Voir ci-dessus : « *Ce qu'on ne dit pas à propos du Moyen-Orient : La Commune de Rojava* ».

³⁵ Voir ci-dessous V. INTELLECTUELS et ARTISTES / « *Mercenaires, caméléons et libres penseurs* ».

6. Eve, Prométhée et Ariane

Voici donc à qui nous nous adressons. Uniquement à celles et ceux qui ont toujours été de notre côté, exclusivement de notre côté, au prix de calomnies, exclusions, licenciements, rétorsions, prison, exil intérieur ou extérieur. Parce que, pour vous, comme pour nous, le problème fondamental, la contradiction principale ont été et demeurent toujours l'opposition irréductible entre dominateurs-exploiteurs-manipulateurs et dominés-exploités-manipulés. Éliminer ce système est, nous l'avons affirmé et expliqué, la seule manière d'être authentiquement révolutionnaire.

Pour remplacer ce système par quoi ?... Nous l'avons également dit : par l'autogestion sociale généralisée.

Ce n'est une utopie que dans la seule mesure où elle n'est pas concrétisée. Et son élimination dans le sang ne prouve pas son inefficacité ; tout au contraire, cette suppression démontre que là est la véritable solution au problème social, à tous les problèmes sociaux.

À ce propos, nous disposons d'exemples illustres et significatifs, dans le monde occidentale.

Eve eut le courage de saisir la « pomme de la connaissance », au prix d'être chassée du « Paradis » par le détenteur du Pouvoir céleste, qui, en outre, décréta la punition collective du « pécher originel » sur toute sa descendance.

Prométhée, lui également, eut du courage : il offrit le « feu » de la connaissance à l'humanité. Et, lui aussi, accusé du vol du « savoir divin », subit le châtement connu, par volonté vengeresse du Jupiter de l'Olympe.

Enfin, Ariane offrit le fil à Thésée ; il lui permit de ne pas se perdre dans le labyrinthe du monstre, et de réussir à le terrasser, ce symbole de tout Pouvoir, monstrueux et inhumain.

Nous, le peuple, nous sommes cette humanité méprisée. Nous avons besoin de toutes les Eve (signifiant « vivante »), de tous les Prométhée (signifiant « prévoyant »), de toutes les Ariane (signifiant « sacré ») qui ont cette admirable et généreuse qualité d'esprit et de cœur : nous offrir (le fil de) la connaissance !

Évidemment, en avançant la conception autogestionnaire, nous savons qu'il s'agit d'une proposition générale. Qu'il faut donc y consacrer tous les efforts

et de manière permanente pour chercher, imaginer, proposer des modes d'organisation concrète, spécifiques à chaque situation locale et temporelle.

Voilà, cher-es frères et sœurs, ou compagnons et compagnes, si vous voulez, les efforts que nous attendons de vous. Mettez l'autogestion sociale à l'ordre du jour ! Intéressez-vous donc, faites fonctionner vos méninges, vos neurones, votre imagination, votre savoir, votre expertise, vos intuitions à nous proposer des modes d'action pratiques, ponctuels, opératoires pour nous sortir de notre « apathie », de notre situation de « ghâchi » (ça rime avec gâchis). Et, encore mieux, venez les pratiquer avec nous, en vérifier l'utilité, corriger les infirmités, trouvez d'autres solutions.

Nous avons déjà des exemples à méditer, peut-être à imiter : syndicats autonomes, comités de chômeurs, associations autonomes, toutes ces formes d'organisation populaire autogérée.

Entre vous et nous, il ne s'agit pas, vous le savez, de « Sauveurs » d'un côté, et de « sauvés », de l'autre, mais d'entraide, fraternelle comme on dit, de solidarité. Parce que notre émancipation est la condition de la vôtre ! Et réciproquement ! Parce que l'élimination de l'immonde racine exploitation-domination-aliénation, et son remplacement par l'idéal liberté-coopération-solidarité, qu'est l'autogestion sociale, voilà la condition de notre émancipation, que l'on soit intellectuel-le ou travailleur-euses manuel-les.

Alors, produisez des enquêtes et des reportages sur nous, de manière permanente, détaillée, dans tous les domaines. Exposez nos expériences d'autogestion (comités de chômeurs, syndicats autonomes, associations en tout genre, sociales et culturelles, littéraires et artistiques) ; analysez nos succès et nos erreurs ; proposez-nous des solutions pour ces dernières. Que chaque jour, comme les autoritaires sur Jupiter et sa Cour, vous, également, parlez de nous, de nos initiatives, de nos points de force et de nos faiblesses, et encore présentez-nous des propositions concrètes et opératoires.

Nous savons que vous êtes minoritaires. Mais, grâce à une certaine liberté d'expression et d'action actuelle, conquise au prix du sang réellement démocratique, vos écrits et vos actions comptent. Même s'il s'agit uniquement de gouttes et non d'un fleuve ni d'un océan, ces gouttes nous rafraîchissent dans l'enfer obscurantiste, affairiste, clientéliste, opportuniste et même raciste.



Ces gouttes pourraient, avec le temps (il faut le compter, avoir patience et endurance, l'une suppose l'autre), finir par devenir fleuve. Rappelez-vous ! Partout et toujours, chaque fois que les « experts » ont décrété un peuple définitivement et complètement léthargique, une saine révolte les a surpris. Mais, les « experts » n'apprennent jamais de leçon, aveuglés par leurs préjugés, dus à leurs privilèges.

À vous donc, et seulement à vous, celles et ceux qui veulent sincèrement n'avoir comme titre de gloire que celui de servir réellement le peuple, quelque soit le prix à consentir, voici non pas nos doléances, mais notre adresse.

Occupez-vous de nous, comme les autres se soucient de Jupiter et de la Cour, avec la même attention, le même suivi, le même effort.

Avec nous, votre travail est plus facile. Nous n'avons rien à cacher ; au contraire, nous désirons tout vous montrer :

- nos conditions de vie, misérables, pénibles, difficiles, dans nos faubourgs, nos bidonvilles et nos taudis sales et puants, étouffants l'été, humides l'hiver, toujours pénibles ;

- nos conditions de travail, dans des endroits manquant de sécurité nécessaire, pleins de poussière détruisant les poumons, dépourvus de lumière et donc abîmant les yeux ;

- nos conditions de sécurité ou plutôt d'insécurité individuelle ;

- nos conditions idéologiques aliénées et l'absence d'aide de celles et ceux qui « savent » (les intellectuels et les militants des partis dits « démocratiques » et « progressistes ») pour nous en affranchir ;

- nos conditions affectives et sexuelles, et leur affreuse charge de frustrations ;

- nos efforts, malgré tout, pour nous libérer de l'exploitation-domination-manipulation par des luttes, dans les domaines où nous y parvenons : syndicats autonomes, comités de chômeurs, associations culturelles, etc.

Nous voudrions que vous rendiez publiques nos résistances et nos revendications, autant que les autres parlent des « luttes » au « sommet ». D'autant plus, nous répétons, qu'à notre propos, vous disposerez de toutes les informations.

Par conséquent, prêtez également votre attention à la « base », à la « basse-cour », à nous, le peuple, à nos luttes, à nos contradictions, à nos actions



pour en sortir. Et efforcez-vous de suggérer des propositions, non seulement pour mais *par* le peuple !

Nous savons que c'est difficile, très difficile. À vous de réfléchir, de montrer votre intelligence et votre imagination, et proposez ! Proposez !

Nous expérimenterons, nous vérifierons, en sachant que, dans cette entreprise, nous affronterons la répression sous ses diverses formes, des plus bénignes aux plus malignes. Tout pouvoir hiérarchique est cruel, par nature, par essence, par conséquence. Encore davantage (l'expérience l'a montré) quand il se prétend salvateur. Seuls l'ignorent les naïfs ; quand aux profiteurs, ils prétendent le contraire, évidemment.

Mais, s'il vous plaît, chers sœurs et frères, compagnes et compagnons, n'écrivez pas sur nous à la manière superficielle, subjective, fautive, opportuniste et complaisante à des castes dominatrices, en échange de misérables argent et gloire médiatique (le style photographique qui les représente en dit long, en faisant d'elles et d'eux des copies d'acteurs hollywoodiens).

Par textes déplaisants, que nous condamnons avec indignation, nous avons en vue certaines présentations de nos aliénations³⁶, de nos convictions spirituelles,³⁷ de notre vie affective-sexuelle (article dans le journal français « Le Monde » du 31 janvier 2016, à propos d'un événement à Cologne, en Allemagne), de nos problèmes « ethniques »³⁸, de notre absence dans les théâtres³⁹, etc.

Encore une fois (excusez-nous d'insister), nous vous invitons à faire des enquêtes concrètes et objectives à notre propos, sur le terrain. Vous en faites, de temps en temps. À notre avis, ce n'est pas suffisant. Nous vous prions de le faire de manière aussi continue et régulière que les autres publient leurs articles sur les « luttes au sein de l'appareil d'État ».

Nous savons que ces derniers articles peuvent être écrits de manière confortable : lire des communiqués, des articles et des livres, sans sortir de la

³⁶ Voir ci-dessous IV. PEUPLE – DÉMOCRATIE / « Hnâ « *ghâchi* » !... Wa ntâ chkoûn ? (Nous, « *populace* » !... Et toi, qui es-tu ?) »

³⁷ Voir ci-dessous XI. RELIGION ET SPIRITUALITÉ / « *Musulman et laïcité* ».

³⁸ Voir ci-dessous IX. IDENTITÉ / « "*Amazighes*", "*Arabes*", "*musulmans*" : *attention aux mots* ! »

³⁹ Voir ci-dessous XIII. THÉÂTRE / « *Au théâtre, les absents sont les artistes* ! »

maison ou du bureau ; tout au plus, se déplacer dans les « allées du pouvoir », elles aussi bien agréables.

Mais, pour parler de nous de manière véridique, vous êtes obligés de venir dans nos bleds, douars, gourbis et périphéries. Pas commode, nous en sommes conscients.

Rappelez-vous que le peuple est en majorité composé de paysans, de travailleurs manuels.

Certains évoquent une majorité de jeunes. Soit ! Mais ils ne précisent pas leur composition sociale, par oubli des classes sociales (ce n'est plus à la mode, ou cela ne convient pas à certains de le mentionner). Or, ces jeunes sont dans leur majorité des enfants de nous, le peuple laborieux ou chômeur. Nous avons également lu que les « jeunes » se désintéressent de la « politique ». Là, encore, les auteurs d'articles ignorent ou ont oublié l'aspect social de classe. Qui sont donc ces « jeunes » ? Certainement pas ceux qui, d'une manière ou d'une autre, tirent profit du système jupitérien, mais, encore une fois, des gens des familles populaires. Sinon, qu'on nous démontre le contraire.

Quand vous viendrez chez nous, pardonnez-nous si vous êtes dérangés par la saleté de nos rues non goudronnées, par la puanteur de nos demeures mal construites, par les mauvais comportements de nos jeunes sans instruction et sans les moyens indispensables de vie, par leur agressivité et leur violence, par notre simplicité qui pourrait vous sembler de la grossièreté.

Et, s'il vous plaît, ne confondez pas notre rustique religiosité pour un sanguinaire intégrisme ; nous l'avons prouvé durant la « décennie sanglante ». Que voulez-vous ? Quand on n'a pas la chance d'accéder à la science, il nous reste la religion. Elle nous permet d'exister de manière digne, malgré tout. Ne soyez pas superficiels et dogmatiques au point d'ignorer cet aspect de notre situation. Soyez plus intelligents que les intégristes totalitaires. Sachez trouver dans notre spiritualité religieuse ingénue, mais pour nous essentielle, des éléments de notre émancipation. Vos aînés ont su le faire durant la guerre de libération nationale. C'est encore possible dans la lutte pacifique de libération sociale. Théologie de la libération, ça vous dit quelque chose ?

Nous sommes le peuple, que voulez-vous ? Si nous manquons d'« éducation », c'est parce que le système social où nous sommes nés a fait

de nos parents des pauvres (c'est la richesse qui produit la pauvreté), au point de vue matériel. Et des pauvres n'ont pas les moyens d'offrir à leurs enfants l'« éducation » adéquate pour « compter » dans la gestion du pays.

Donc, efforcez-vous à trouver puis à nous proposer des solutions, non pas dépendantes du vouloir de l'État, de son « clan » dominant (ne savez-vous ce qu'ils pensent de nous et comment ils nous traitent ? Ignorez-vous la nature intrinsèque de tout pouvoir hiérarchique ?), mais des solutions praticables par nous, autrement dits autonomes, autogérées. On est mieux servis que par soi-même, n'est-ce pas ? Aidez-nous à « nataklou Zala rouahna » (compter sur nous-mêmes), vu qu'on ne peut pas compter sur l'État, ni ses institutions, ni sur les partis d'opposition.

Il est possible qu'il vous soit plus aisé d'imaginer des solutions d'en « haut ». Permettez-nous cette insolence : Y avez-vous bien réfléchi, aux solutions d'en « haut » à notre propos ? Ignorez-vous qu'elles se présentent uniquement quand notre pression, nous, peuple, est assez forte pour les y contraindre ? Quelque soit le pays et l'époque, avez-vous vu un riche (en argent) et puissant (en pouvoir social) concéder quoi que ce soit sans y être contraint par la pression populaire ?

Par conséquent, nous vous invitons à faire l'effort de concevoir des solutions qui viennent d'en « bas », de nous, le peuple, « al ghâchi », la « foule », la « masse », comme disent certains. Afin que nous sachions comment créer notre fameuse pression populaire.

Permettez-nous une remarque. Ne vous contentez pas de nous présenter ou suggérer des méthodes autogérées uniquement dans des domaines limités de type civique, par exemple organiser un comité de nettoyage par nous-mêmes des saletés de notre rue, de notre quartier ou village ; créer une association d'aide aux femmes battues sinon violées ; créer une coopérative de production ou de consommation ; créer un café littéraire, etc.

Ces associations sont certainement utiles et nécessaires. Nous avons besoin de les créer ; elles sont de très bonnes initiatives ; elles nous permettent de nous exercer, de mieux apprendre à nous auto-gérer.

Mais, de vous, nous attendons davantage : comment préparer et organiser l'autogestion de la société entière ! Alors, tout le reste viendra. Le fil d'Ariane ! C'est de lui que nous avons besoin.



Deuxième remarque. Ce fil d'Ariane ne doit pas être (l'histoire enseigne) une recette, du genre parti d'avant-garde, dictature du prolétariat, ou « démocratie » parlementaire bourgeoise (genre USA, Europe), etc. Nous avons besoin simplement d'*indications* essentielles sur la manière de préparer (avant la rupture sociale) l'autogestion, puis, après, de la consolider, de la défendre, de la généraliser, de la faire partager et aimer de manière libre par les citoyens.

Bref, aidez-nous à répondre à la question fondamentale et rationnelle : Mais quel système social voulez-vous ? En quoi serait-il meilleur (ou le moins mauvais) que les autres ? Et les réponses que nous donneront doivent être simples, concrètes, pratiques, opératoires, donc convaincantes.

Par conséquent, travailleurs de l'intellect, à vos méninges, vos neurones et votre intelligence ! Nous vous attendons avec impatience. Non pour recevoir une Vérité Révélée, ni une Philosophie de l'Histoire (genre déterminisme marxiste), ni une Science infuse (type socialisme « scientifique »). Nous désirons, simplement, disons-le pour l'ultime fois, des *suggestions*, des *pistes* de travail valables, dignes d'être examinées et expérimentées par *nous-mêmes*.

Que naisse, finalement, le *mouvement national pour l'autogestion sociale*. C'est le seul organisme que nous voulons, parce qu'il sera le seul librement voulu par nous, autogéré par nous, réellement démocratique, sans chef ni sauveur suprême, basé sur mandat impératif, avec, bien entendu, votre aide mais non votre autorité, vous l'avez compris. *Liberté, égalité, solidarité*, du local au mondial, voilà nos trois principes. Et qu'on nous divise pas par des questions de religion, d'ethnie, de nationalité, de sexe, ou toute autre. L'autogestion saura les régler.

Ultime observation.

Contrairement au projet marxiste de soit disant transition (d'abord dictature du « prolétariat », autrement dit d'une caste restreinte, pour, ensuite, arriver à la société « parfaite », sans classes ni État, qui n'est jamais réalisée et qui ne peut jamais l'être, vue l'existence d'une nouvelle caste dominatrice privilégiée), l'autogestion nécessite la complémentarité entre moyen et fin. Cela signifie que la société autogérée, qui est notre but, doit se pratiquer, aussi et d'abord, dès le début, chaque jour, dans tous les aspects de la vie sociale. Le moyen est la fin, et vice-versa.



7. Vox populi

Ah, oui ! Nous en sommes conscients. Nous, nous ne lisons pas les journaux. Huit à dix heures de travail nous ont exténués ; nous sommes analphabètes ou presque ; le journal coûte cher relativement à notre revenu mensuel ; le même motif nous empêche l'emploi d'un ordinateur où se trouvent des journaux en ligne.

Cependant, il y a quelques hommes et femmes du peuple, dont des jeunes, qui ont les moyens de lire. Écrivez pour elles et eux. Et nous espérons que ces dernier-ère-s nous transmettrons vos propos.

S'il vous plaît, employez un langage simple, clair, concret, compréhensible. Vous n'avez pas à nous impressionner par un langage « savant », « génial », où le mot et la phrase rendent le contenu confus et inaccessible. Nous ne sommes pas des doctorants universitaires, ni des auditeurs destinés à applaudir un « poète » « contestataire ». « Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement », affirma un auteur qui s'entend en la matière.

Nous savons que vous ne disposez pas de télévision pour communiquer avec nous. Ce moyen d'information est entre les mains de marchands (dire « véreux » est un pléonasme). Pour eux, nous ne sommes et ne devons être que des consommateurs de leurs marchandises, et des cerveaux à conditionner pour... consommer leurs marchandises. Source de leur profit.

Mais vous disposez d'un moyen pour entrer en communication directe avec nous : la radio.

Il existe, également, d'un autre moyen. Il fut et continue à être utilisé par ceux qu'on nomme les ignorants mais qui, dans ce domaine, se sont révélés intelligents. J'ai en vue l'emploi par les intégristes religieux de cassettes et de DVD audio. Ils contiennent des prêches, outre à des sourates du Coran. On les entend même dans certains magasins et boutiques.

Voilà donc, aussi, une manière de communiquer avec nous. Enregistrez vos propositions de cette manière et mettez-les à notre disposition. Soyez certains que nous les écouterons, si vous nous parlez de nos problèmes, à nous, et nous proposons des solutions pour les résoudre, par nous-mêmes, si, également, vous savez utiliser le langage simple qui est le nôtre.



À ce propos, pour nos enfants, vous pouvez recourir au français ou à l'arabe moyen-oriental. Mais pour nous, employez nos langues maternelles, l'arabe algérien et le tamazight.

Oui, nous le savons aussi. Certains d'entre vous affirment que nos deux langues parlées ne sont, comme disaient auparavant les colonisateurs, que des « charabias », des « pataouecs », des « jargons » sans « nuances subtiles » ni capacité de « conceptualisation ».

Pourtant, ces langues nous ont permis de battre le colonialisme, d'inventer l'autogestion industrielle et agricole, de travailler, d'aimer et de vivre. Si vous avez l'intelligence des intellectuels qui ont inventé les langues européennes, et de ceux qui ont modernisé le chinois, le vietnamien et l'hébreu, vous n'aurez pas de difficulté à utiliser nos langues, même pour discourir de manière complexe. Mais faut-il vraiment un langage complexe pour pratiquer l'autogestion sociale ?

Avant de nous exposer la « fétichisation de la marchandise », expliquez-nous la fétichisation du pouvoir hiérarchique. Avant de nous informer sur l'économie (capitaliste ou collective), donnez-nous des éclaircissements sur le fonctionnement du système social (hétéro- et auto-géré).

Bien entendu, vous occuper de nous ne vous procurera certainement pas argent et gloire médiatique (comme aux chantres du système jupitérien, ou à ses « critiques », mais uniquement de détails, manière de le justifier, en occultant l'essentiel : l'exploitation).

Ce que vous gagnerez est uniquement une conscience meilleure de citoyen libre et solidaire. Pour nous, c'est ce qu'il y a de plus précieux. Nous espérons qu'il en est de même pour vous. En tout cas, notre appel s'adresse uniquement à celles et ceux d'entre vous qui, réellement et non uniquement en paroles, sont des citoyen-nes libres et solidaires, autrement dit privilégiant l'action autonome et autogérée du peuple plutôt que celle dominatrice (ou prétendument « libératrice ») des « clans » détenant l'État.

P.S. : Pardon, peuple, si j'ai parlé en ton nom. Comment aurais-je pu t'en demander l'autorisation ? Je sais également que tu n'as pas l'opportunité de me lire, donc de me répondre, de corriger mes éventuelles erreurs, et de préciser tes réelles désirs et volontés. Cependant, je me suis permis de parler en ton nom parce que tu n'as généralement pas droit à la parole, et parce que



je me considère partie de toi. J'espère, néanmoins que d'autres personnes, se considérant, elles aussi, partie de toi, liront ces observations, y réfléchiront, les corrigeront, les compléteront, les amélioreront, les appliqueront. Pour que revive l'autogestion !

Dans une prochaine contribution, je me proposerai de décrire certains aspects généraux d'une société autogérée, telle qu'elle a existé et telle qu'elle pourrait l'être dans le futur.



La révolution inconnue

Le Matin d'Algérie, 21 septembre 2017

Au prime abord, je voulais intituler cette contribution « *L'imposture inconnue* ». Mais non. Pourquoi accorder la priorité aux dominateurs ? Mieux vaut s'intéresser aux dominés, à leurs actions, écrits et déclarations. Ils sont le sel de la terre ; les dominateurs ne sont, en réalité, que le contours, même s'ils exercent pour un temps leur infâme pouvoir sur le peuple.

À l'âge de vingt ans, j'eus le malheur d'ignorer un livre. Auteur : Voline, titre : *La révolution inconnue*.

Pourtant, j'avais entendu parler de cet ouvrage. Mais, dogmatisme et suffisance juvéniles : j'ai dédaigné de le lire. Motif ? Totalemment imbécile. J'avais cru les paroles de Karl Marx, puis de Lénine. Ils déclaraient en substance : les anarchistes sont des « petits-bourgeois contre-révolutionnaires », « complices objectifs de la bourgeoisie ». Résultat : ma coupable et sotte ignorance.

Il m'a fallu attendre l'acquisition d'expérience pratique, en Algérie, au contact des travailleurs des villes et des campagnes, pour me rendre compte, notamment par les errements du P.A.G.S., que quelque chose, dans le marxisme-léninisme, était « pourri », selon l'expression d'Hamlet.

C'est seulement, alors, que je me suis intéressé, concernant les partisans de la révolution sociale, aux adversaires les plus connus et acharnés du marxisme-léninisme.

Ainsi, j'ai découvert combien grave était ma ridicule et stérile suffisance dogmatique.

Parmi les ouvrages fondamentaux que j'ai découverts, me voici donc, finalement, arrivé à celui de Voline.

Il participa en première personne, comme militant anarchiste, aux phases principales de la révolution sociale en Russie.



Et voici ce que je lis, dans la préface :

« Dans le présent ouvrage, cette Révolution inconnue est la *Révolution russe* ; non pas celle qui a été maintes fois traitée par des hommes politiques ou des écrivains patentés, mais celle qui fut – par ceux-là mêmes – ou négligée, ou adroitement voilée, ou même falsifiée : celle qu'on ignore.

Feuilletez quelques livres sur la Révolution russe. Jusqu'à présent, presque tous ont été faits par des gens plus ou moins intéressés, que ce soit au point de vue doctrinal, politique ou même personnel. Selon que l'écrivain est un "blanc", un "démocrate", un "socialiste", un "stalinien" ou un "trotskyste", tout change d'aspect. La réalité elle-même est façonnée au gré du narrateur. Plus vous cherchez à la fixer, moins vous y arrivez. Car les auteurs ont, chaque fois, passé sous silence des faits de la plus haute importance si ceux-ci ne s'accordaient pas avec leurs idées, ne les intéressaient pas ou ne leur convenaient pas.

Eh bien, cette documentation inédite – et cependant exceptionnellement édifiante – constitue, précisément, la plus grande partie du présent volume. Sans exagérer ni se vanter, l'auteur ose avancer cette affirmation : celui qui n'aura pas pris connaissance de cet ouvrage restera dans l'ignorance d'un nombre considérable de faits d'une *portée capitale*.

Un problème fondamental nous est légué par les révolutions précédentes : j'entends surtout celle de 1789 et celle de 1917 dressées pour une grande partie contre l'oppression, animées d'un puissant souffle de liberté et proclamant la Liberté comme leur but essentiel, pourquoi ces révolutions sombrèrent-elles dans une nouvelle dictature exercée par d'autres couches dominatrices et privilégiées, dans un nouvel esclavage des masses populaires ? Quelles seraient les conditions qui permettraient à une révolution d'éviter cette triste fin ? Cette fin serait-elle, longtemps encore, une sorte de fatalité historique ou bien serait-elle due à des facteurs passagers et même, simplement, à des erreurs et à des fautes pouvant être écartées dorénavant ? Et dans ce dernier cas, quels seraient les moyens d'éliminer le danger qui menace déjà les révolutions à venir ? Un espoir de le surmonter serait-il permis ?

Selon l'avis de l'auteur, ce sont précisément les éléments ignorés – et sciemment dissimulés – qui nous offrent la clef du problème en nous



fournissant la matière indispensable à sa solution. Le présent ouvrage est une tentative d'éclaircir ce problème à l'aide de faits précis et incontestables. »

À cette préface, le texte répond fidèlement, correctement.

Soit dit en passant, le sport de la classe dominante algérienne de falsifier l'histoire, n'est pas spécifique. Elle a su où s'inspirer. Elle ne fait qu'imiter n'importe quelle autre caste dominante. L'unique différence est celle-ci : en Algérie manquent, jusqu'à présent, les historiens courageux et talentueux, notamment ceux qui accordent leur intérêt aux classes dominées, et non aux « jeux » des castes dominatrices.

Pour revenir au livre en examen, impossible de le lire sans, tour à tour, des serremments douloureux au cœur (à cause des tourments subis par les victimes), des indignations profondes (en découvrant les crimes des différents types de dominateurs), des éclaircissements lumineux (sur le fonctionnement d'une révolution et d'une contre-révolution), des leçons très précieuses (sur l'action de changement social vraiment radical).

L'ouvrage fournit des informations concrètes et irréfutables, des documents pour la première fois révélés, des témoignages de personnes engagées en première ligne. L'analyse est concrète, objective et honnête, bien entendu, du point de vue des dominés-exploités. En somme, l'histoire réelle, contre celle officielle et dominante, toujours menteuse et manipulatrice.

On se rend compte, d'une part, de l'admirable générosité collective des uns (travailleurs, soldats, paysans, militants soviétiques), d'autre part, de l'immonde cruauté cynique, - les mots sont exacts -, des autres (Lénine, Trotski et leurs « cadres » bolcheviques). Quelle atroce désillusion concernant ceux que ma puérile jeunesse croyait être d'authentiques et géniaux révolutionnaires ! Et quelle écrasante honte, mon dédain crétin des vrais révolutionnaires.

Mais une immense joie libératrice ! Finalement, j'ai découvert non pas des « Maîtres à penser », des « Professionnels de la révolution », des « Savants socialistes », des « Guides Géniaux et Infaillibles », mais des compagnons. Leur unique, sincère et principal souci est de rendre toutes et tous capables de penser de manière libre et autonome, pour construire une société nouvelle, de citoyen-nes libres, autonomes et solidaires.



Ah ! Le temps perdu à errer, auparavant, dans la « science » marxiste-léniniste de la « révolution ».

Mais, mieux vaut tard que jamais. Enfin, j'ai trouvé la pratique et la théorie correspondants à l'autogestion que j'ai connue en Algérie, en la découvrant dans l'usine de chaussures où travaillait mon père, à Oran, autogestion que j'ai aimée, qui m'a ouvert les yeux sur un nouveau monde possible.

Voici le genre d'informations contenues dans *La révolution inconnue* :

« Je ne me rappelle pas exactement comment cette idée nous vint. Mais je crois me souvenir que ce furent les ouvriers eux-mêmes qui l'avancèrent.

Le mot *Soviet* qui, en russe, signifie précisément conseil, fut prononcé pour la première fois dans ce sens spécifique.

En somme, il s'agissait, dans cette première ébauche, d'une sorte de permanence ouvrière sociale.

L'idée fut adoptée. Séance tenante, on essaya de fixer les bases d'organisation et de fonctionnement de ce "Soviet".

Alors, rapidement, le projet prit de l'envergure.

On décida de mettre les ouvriers de toutes les grandes usines de la capitale au courant de la nouvelle création et de procéder, toujours dans l'intimité, aux élections des membres de cet organisme qu'on appela, pour la première fois, Conseil (Soviet) des délégués ouvriers .

En même temps, on posa une autre question : Qui dirigera les travaux du Soviet ? Qui sera placé à sa tête pour le guider ?

Les ouvriers présents, sans hésitation, me proposèrent ce poste.

Très touché par leur confiance, je déclinai néanmoins catégoriquement leur offre. Je dis à mes

amis : "Vous êtes des ouvriers. Vous voulez créer un organisme qui devra s'occuper de vos intérêts ouvriers. Apprenez donc, dès le début, à mener vos affaires vous-mêmes. Ne confiez pas vos destinées à ceux qui ne sont pas des vôtres. Ne vous imposez pas de nouveaux maîtres ; ils finiront par vous dominer et vous trahir. Je suis persuadé qu'en ce qui concerne vos luttes et votre émancipation, personne, en dehors de vous-mêmes, ne pourra jamais aboutir à un vrai résultat.

Pour vous, au-dessus de vous, à la place de vous-mêmes, personne ne fera jamais rien. Vous devez trouver votre président, votre secrétaire et les membres de votre commission administrative dans vos propres rangs. Si

vous avez besoin de renseignements, d'éclaircissements, de certaines connaissances spéciales, de conseils, bref, d'une aide intellectuelle et morale qui relève d'une instruction approfondie, vous pouvez vous adresser à des intellectuels, à des gens instruits qui devront être heureux non pas de vous mener en maîtres, mais de vous apporter leur concours sans se mêler à vos organisations. Il est de leur devoir de vous prêter ce concours, car ce n'est pas de votre faute si l'instruction indispensable vous fait défaut. Ces amis intellectuels pourront même assister à vos réunions - avec voix consultative, sans plus. »

Dans le récit des événements, deux sont à relever, en particulier, parmi tant d'autres.

Lénine et son gouvernement, dont faisait partie Trotski, ont massacré les partisans des soviets en les accusant de collusion avec le capitalisme interne et externe.

Immédiatement après ce crime d'État, quelle fut la première importante mesure prise par le gouvernement bolchevique ?... L'établissement de la N.E.P. (Nouvelle Économie Politique). Autrement dit rétablissement de règles du marché capitaliste !

Comprends-tu, maintenant, lecteur-trice, le motif de la haine intraitable et de la répression sanguinaire contre les partisans des authentiques soviets, de la part de Lénine et Trotski (et de leurs « cadres », à ne pas confondre avec les militants de base, manipulés et trompés) ?... Au nom de leur « savoir », en plus « scientifique », des « lois » de la « révolution », ces « Chefs » voulaient absolument penser ! commander ! diriger ! imposer ! décider eux-mêmes et rien qu'eux-mêmes ! Les autres doivent se contenter d'exécuter, de mourir pour leur « bien-aimé et génial Guide ». Tsars « rouges » remplaçant les tsars « blancs ». Identique mentalité de caserne et de goulags ; dans le deuxième cas, orné d'une étoile rouge. Ô, la machiavélique imposture !

Et cette monstruosité, contrairement à l'histoire officielle, relayée par une majorité de marxistes dans le monde, n'est pas apparue avec Staline, mais avec Lénine et Trotski. Mais, comme affirmait Goebbels, ministre nazi de la propagande, plus un mensonge est gros et répété, puis il a des chances d'être cru. Je fus une des victimes de cette manipulation.



Comprends-tu, également, lecteur-trice, combien la fameuse brochure de Lénine, « Tout le pouvoir aux soviets ! », s'est révélée n'être, en réalité, qu'une manœuvre cynique pour infiltrer les soviets, puis les transformer en simple courroies de transmission du « Parti-Guide », autrement dit du « Génial » Lénine ? Mais quand les authentiques partisans des soviets s'y opposèrent, répondit le massacre par l'armée « rouge », commandée par Trotski, et ordonné par Lénine.

Comprends-tu, enfin, lecteur-trice, combien la désignation nouvelle, Union des Républiques « Socialistes » « Soviétiques » fut cyniquement trompeuse ? À l'image de notre République Algérienne « Démocratique » et « Populaire ».

En passant, juste cet extrait du livre, à propos de Lénine et son Parti « dirigeant » :

« Il avait rudement raison, ce paysan qui déclara au VIIIe Congrès des Soviets :

" Tout va très bien... Seulement, si la terre est à nous, le pain est à vous ; l'eau est à nous, mais le poisson est à vous ; les forêts sont à nous, mais le bois est à vous..." »

Ça ne rappelle rien, en Algérie ?... Au temps du « socialisme », le peuple disait :

« Lichtirakyâ ?... Al lauto lîk, wal hmâr lyâ. » (Le socialisme ?... L'automobile pour toi, et l'âne pour moi).

Et certains « intellectuels » traitent le peuple de stupide, d'ignorant, de foule, de masse, de « ghâchi » !

Par conséquent, si l'histoire, la réelle, celle occultée par les vainqueurs, celle difficile à connaître, t'intéresse ; si tu as l'intelligence qui m'a manquée, quand j'avais vingt ans ; si tu veux savoir comment une révolution s'est transformée, par des prétendus révolutionnaires apparemment indiscutables, en système conservateur totalitaire ; si tu veux découvrir des solutions alternatives meilleures, alors prends le temps de lire *La révolution inconnue* de Voline. J'espère avoir montré qu'il ne s'agit pas d'un catéchisme, mais simplement d'un témoignage direct, permettant de réfléchir librement, sur des événements fondamentaux en terme de changement social en faveur des exploités.



Après lecture de ce témoignage de première main et d'une honnêteté absolue, il sera plus facile de comprendre d'autres événements, tels les suivants.

1. En Algérie, déceler les mécanismes et les agents qui ont transformé l'espoir d'un changement social en faveur du peuple, nourri par la lutte de libération nationale, en un système qui n'a pas répondu à cet objectif.

2. Les motifs du lamentable écroulement du système, également conservateur totalitaire, dont accoucha, malheureusement, la révolution russe, et cela, répétons-le, déjà du temps de Lénine et Trotski. Par conséquent, comprendre que la fin du socialisme, en U.R. « S ».« S », eut lieu en mars 1921, et non pas lors de la destruction du mur de Berlin en 1989.

3. Découvrir que le léninisme et le trotskysme ne sont que la base du système que Staline, en vrai bolchevique, a poussé à ses logiques extrêmes conséquences.

4. Comprendre qu'en Algérie, le « benbellisme » et le « boumédiénisme » n'ont disparu que sous forme de dictature ouvertement proclamée, mais que le pays demeure soumis à une caste étatique, à présent attirée par les profits que lui fournissent la bourgeoisie privée mafieuse et comprador.

5. Comprendre les fatales erreurs théoriques de Karl Marx et Friedrich Engels en ce qui concerne le processus de changement social radical. Et par conséquent comprendre le rôle que joua le P.A.G.S. en Algérie, et que certains voudraient encore lui faire jouer, vue la persistance de la néfaste mentalité autoritaire-élitaire, maquillée de bonnes intentions populaires. Autrement dit, prétendre (au prétexte de détenir un diplôme universitaire) savoir mieux que les exploités eux-mêmes comment les affranchir de leur exploitation.

6. Découvrir la valeur, systématiquement occultée, de la gestion de la société par les citoyens eux-mêmes, en particulier de la production économique par les travailleurs eux-mêmes.

Mais, au fait, l'autogestion ouvrière et paysanne en Algérie n'est-elle pas, elle aussi, une *révolution inconnue* ? Existe-t-il un-e auteur-e, un-e dirigeant-e politique algérien-ne qui a écrit, comme témoin plus ou moins direct-e, sur la naissance, le développement et l'élimination de cette expérience ?... Le



peuple algérien a-t-il un Voline que j'ignore ?... Je serai heureux de lire son texte et d'en rendre compte.

Élargissons le problème. Pourquoi, après l'élimination étatique de l'autogestion, le silence assourdissant sur cette expérience, comme si elle fut un événement insignifiant, ne méritant pas d'être mentionné ? Alors que l'autogestion fut la conquête la plus conforme, la plus conséquente et la plus belle de la lutte populaire de libération nationale, dont le bras armé fut les plus dominés et exploités du peuple algérien.

« *La révolution inconnue* » est télé-déchargeable librement ici :

<http://entremonde.net/IMG/pdf/RUPTURE02-Livre.pdf>

ou à lire en ligne ici : <http://kropot.free.fr/Voline-revinco.htm>

Pour souci d'objectivité, on peut connaître le point de vue de Léon Trotski, à télé-décharger librement ici :

<https://www.marxiste.org/theorie/histoire-materialisme-historique/1363-beaucoup-de-tapage-autour-de-cronstadt>

Quant au point de vue de Lénine, il se trouve dans ses écrits et déclarations de l'époque. Les mêmes arguments que Trotski, en un peu plus intelligent, c'est-à-dire plus malin, plus trompeur, plus machiavélique.

Par respect de la vérité, reconnaissons à ces deux chefs un fait. Au-delà de leurs actions courageuses, indéniables et admirables contre le tsarisme, existait, malheureusement, autre chose.

Pour s'ériger en dirigeants exclusifs de la lutte (parce que leur théorie de la révolution l'imposait, voir le « *Que faire ?* » de Lénine), le cynisme de ce dernier et de Trotski allait jusqu'au mensonge caractérisé (voir le livre de Voline). Il était dicté par une conviction totale, absolument dogmatique. Ils croyaient sincèrement détenir la Vérité en ce qui concerne la conduite de la révolution, Vérité provenant d'un savoir totalement « scientifique », puisé chez ceux qu'ils reconnaissaient comme leurs Maîtres à penser : Karl Marx et Friedrich Engels.

Aussi, les disciples russes exigeaient de leurs « cadres » et militants le même suivisme, et du peuple laborieux de s'y conformer. Autrement, ils étaient ouvertement accusés de « contre-révolutionnaire » (ce fut le cas des partisans des soviets). Et cela menait aux arrestations, aux tortures et à l'assassinat. Méthodes que Staline n'a fait qu'appliquer, en les élargissant au



fur et à mesure de l'aggravation des conflits entre la caste étatique et le peuple laborieux. Cela fut possible en fabriquant des accusations. La procédure suivie s'est inspirée directement de deux précédentes : l'Inquisition catholique et le jacobinisme guillotineur de Robespierre.

Mais beaucoup de personnes honnêtes sont tombées dans le panneau de croire à la « révolution » bolchevique, et ceci jusqu'à la mort de Staline ; et, même, pour les plus bornés, jusqu'à la chute du mur de Berlin. Et, pis encore, certains y croient encore aujourd'hui. Mais ceci est une autre malheureuse histoire.



Qui ont fait la révolution d'octobre 1917 en Russie ?

Le Matin d'Algérie, 3 novembre 2017

*À la mémoire des victimes
ouvrières, paysannes et autogestionnaires
de la dictature bolchevique.*

Partout et toujours, la vérité est occultée par les vainqueurs, mais elle finit généralement par être découverte. Malheureusement, il est arrivé que le mensonge a été si gros, si machiavéliquement manipulé, que les esprits non totalement objectifs, non totalement maîtres de leur raison, encore prisonniers de préjugés individuels ou de groupe social n'acceptent pas cette vérité, enfin découverte.

Le cas le plus flagrant est celui de la révolution populaire dans la Russie de 1917.

À presque n'importe qui, de la personne la moins cultivée à celle médaillée de doctorat universitaire, que cette personne soit de « droite » ou de « gauche », demandez : Qui ont fait la révolution d'octobre en Russie ? La réponse sera : les bolchéviks, évidemment !

Eh bien, c'est totalement faux ! Les documents sont là pour le prouver, bien entendu non pas ceux des bolchéviks vainqueurs, et de leurs partisans dans le monde (ils sont, hélas !, encore la majorité), mais les documents des vaincus (qui sont, hélas !, encore minoritaires)⁴⁰.

Voici la vérité brièvement exposée, en renvoyant les personnes intéressées à découvrir la vérité historique sur internet, en cliquant, par exemple : révolution d'octobre et libertaires. Car ce sont eux et elles les vrais auteurs de la révolution d'octobre 1917. Cet impressionnant mouvement social fut totalement une initiative spontanée de travailleurs des villes et des

⁴⁰ Voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « *La révolution inconnue* », et l'ouvrage de Voline, o. c.



campagnes, auxquels des soldats (bien entendu d'origine majoritairement paysanne, mais aussi ouvrière) se sont unis.

Les bolchéviks, surpris par le mouvement, de l'aveu même de leurs dirigeants principaux, Lénine et Trotski, pratiquèrent une politique machiavélique. Ils parvinrent à infiltrer le mouvement, à le « travailler » par leur propagande et leurs manœuvres, semblables à celles de la bourgeoisie, et appliquant les règles d'action de Machiavel, exposées dans « Le Prince ».

Notamment, une fois le mouvement révolutionnaire lancé, Lénine écrivit et ses partisans répandirent le fameux texte « Tout le pouvoir aux soviets ! ». Et les travailleurs y crurent, et même les libertaires, alors appelés anarchistes. Et ils travaillèrent de bonne foi avec les bolchéviks, jusqu'à leur faciliter la conquête du pouvoir, avec l'illusion, adroitement semée par les bolcheviks, que ce pouvoir serait réellement soviétique, autrement dit géré par les soviets (équivalents à conseils, comités) de travailleurs des villes et des campagnes.

Cependant, une fois les bolcheviks parvenus au pouvoir de l'État, ils commencèrent par interdire la liberté de la presse, jugée par Lénine « bourgeoise » (mais également celle des révolutionnaires). Puis, ils interdirent les partis non seulement capitalistes, mais également ceux qui défendaient les intérêts réels du peuple. Leur tort ? Dénoncer la dictature bolchevique, au détriment des soviets et des auteurs de la révolution. Puis vint le tour des amis les plus résolus et conséquents des révolutionnaires soviétiques : les anarchistes. Les bolchéviks créèrent la police politique. Elle fut une totale réplique de celle tsariste, avec les mêmes méthodes arbitraires et sanguinaires : arrestations illégales, emprisonnements illégaux, tortures et assassinats expéditifs ou dans les geôles. Tous ces méfaits et crimes furent justifiés par la « menace » de la « réaction interne » et des puissances étrangères impérialistes. Ces menaces existaient, mais ne justifiaient aucunement l'établissement de la dictature d'un unique parti, prenant le contrôle des soviets et leur imposant son diktat par l'installation de « commissaires politiques ».

Alors que des ouvriers parvenaient à maintenir la production dans certaines usines, les bolcheviks leur imposèrent des « directeurs », qui appliquèrent des méthodes arbitraires, contraires aux intérêts des travailleurs. Résultat : la



production diminua⁴¹. À la campagne, les mêmes bolcheviks dépouillèrent les paysans (non pas seulement les propriétaires, mais également le moindre paysan disposant uniquement d'un petit arpent de terre, à peine suffisant pour nourrir sa famille) pour fournir les récoltes à la ville, parce que les bolcheviks considéraient la population citadine plus importante que celle des campagnes. Résultat : les paysans résistèrent à leur manière, en cachant leurs récoltes. Conséquence : arrestations, tortures, assassinats de la part de la police politique bolchevique. Là, encore, au nom du « sauvetage de la révolution ».

La dictature bolchevique, proclamée du « prolétariat », empira au point de provoquer la révolte, mais, soulignons-le, pacifique du soviet le plus important de Russie, celui dont les représentants furent, selon l'expression même de Lénine, « le fer de lance de la révolution d'octobre » : le soviet de Kronstadt. De l'autre côté, les soviets d'Ukraine se révoltèrent aussi, contre la même dictature bolchevique.

Résultats. À la tête de son bureau politique, Lénine ordonna, et Trotski, chef de l'Armée « rouge », mit à exécution : les partisans des soviets de Kronstadt furent massacrés par les bombes de l'aviation, par les canons et les mitrailleuses de l'État du « prolétariat ». Milliers de morts ouvriers, paysans et soldats. L'imposture et le machiavélisme des bolcheviks furent tels qu'au moment même du massacre, en mars 1921, ils fêtèrent la « Commune de Paris de 1871 ».

Ensuite, les partisans des soviets d'Ukraine connurent le même sort. L'Armée « rouge », du même Trotski massacra les prolétaires, au nom de la « dictature du prolétariat ».

Et, juste après, ce que Lénine, Trotski et les bolcheviks reprochèrent aux massacrés, à savoir le rétablissement du capitalisme et de la bourgeoisie, fut rétabli par Lénine lui-même. La mesure s'appela « N.E.P. » : Nouvelle Politique Économique. Et l'autre reproche fait aux massacrés, à savoir être dirigés par des officiers tsaristes, eh bien les bolcheviks engagèrent des officiers tsaristes dans l'Armée « rouge », pour parfaire leur dictature du « prolétariat ».

⁴¹ Le même processus eut lieu en Algérie, par l'élimination de l'autogestion ouvrière et paysanne, à travers les « décrets de mars sur l'autogestion ». Bureaucratisation des comités d'autogestion avec de semblables conséquences : répression de la résistance des travailleurs, et chute de la production. Puis arriva la réforme dite Gestion « Socialiste » des Entreprises, en réalité l'établissement d'un capitalisme d'État, semblable à celui bolchevique.

Cependant, toute cette trahison, toute cette criminelle imposture, tous ces massacres, toutes ces répressions contre la partie la plus consciente et la plus engagée dans le processus de révolution sociale, en Russie, tous ces méfaits n'auraient pu continuer à tromper les peuples, si la majorité des intellectuels en Russie et dans le monde n'avait pas cru à la version bolchevique de la révolution, s'ils avaient eu le courage et l'honnêteté de s'informer sur la réalité vraie.

Là réside un impressionnant mystère psychologique et social. À ma connaissance il n'a pas été encore suffisamment éclairé. Disons, en passant, que je fus l'une des victimes de cette infamie. Je n'ai comme maigre et ridicule excuse que l'âge juvénile, mais je crus, comme un ordinaire intégriste islamique d'aujourd'hui, que Karl Marx était Dieu, Lénine son Prophète, et Trotski son premier lieutenant et compagnon. Par conséquent, je ne pris pas la peine de lire les ouvrages de ceux qu'ils appelaient les « petits-bourgeois anarchistes contre-révolutionnaires, complices objectifs de la bourgeois et de l'impérialisme ».

Par la suite, l'examen objectif de la réalité sociale, en Algérie et dans les pays dits « socialistes », m'ont finalement ouvert les yeux. Ainsi fut découvert ce qui est relaté dans cette contribution. Les conséquences sont :

- la confirmation que la soit-disant « dictature du prolétariat » fut en réalité une dictature sur le prolétariat et le peuple, exactement comme Joseph Proudhon et Michel Bakounine l'avaient prédit dans leur opposition à Karl Marx ;

- la confirmation de la nature bourgeoise machiavélique des bolchéviks, qui furent les premiers responsables de l'échec de la révolution sociale en Russie, tout en se proclamant les auteurs de celle-ci ;

- l'évaluation objective de l'histoire de la révolution russe de 1917 ;

- les leçons pratiques à tirer de ce formidable mouvement social, pour le présent, à savoir : 1) que le mouvement social populaire doit absolument veiller à ne pas se faire récupérer et dominer par un prétendu parti, mais rester contrôlé et dirigé par des représentants issus du peuple, et totalement responsables de l'exécution de leur mandat uniquement auprès du peuple ; 2) que la révolution sociale qui eut lieu en Espagne (1936-1939) a montré



comment une révolution sociale populaire peut vaincre⁴² ; 3) que l'instauration d'organismes autogérés, totalement libres, démocratiques et fédérés est, à moins de trouver mieux dans le futur, l'unique solution pour assurer la victoire d'un changement social éliminant l'exploitation économique et la domination politique, pour établir une gestion sociale par le peuple et pour le peuple.

Il ne serait pas étonnant que ces observations soient jugées utopiques. La mentalité autoritaire élitaire est, hélas !, encore dominante sur cette planète. Avec ses préjugés, ses mensonges, ses manipulations et sa domination. L'espèce humaine ne sortira de la préhistoire, caractérisée par cette mentalité primitive, que lorsqu'elle éliminera ce que cette mentalité cause comme dégât : l'exploitation économique, la domination politique et l'aliénation idéologique de l'être humain par son semblable, pour, enfin, établir une société autogérée, libre et solidaire.

⁴² Voir David Porter, « *Vision on fire* », ouvrage présenté ci-dessus II. AUTOGESTION / « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* ».



La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle

Le Matin d'Algérie, 25 septembre 2017

Dans une précédente contribution⁴³, j'ai présenté une première réelle révolution. Par ce mot, j'entends un changement social radical ; il élimine la base fondamentale du système social, à savoir l'*exploitation économique*, assurée par une *domination politique*.

À présent, voici une autre authentique révolution sociale. L'auteur qui en parle, Gaston Leval⁴⁴, y a participé personnellement comme militant libertaire. Il en a tiré un livre, en même temps témoignage, communication des faits et analyse concrète : « *Espagne libertaire : 1936 – 1939* »⁴⁵.

Encore une fois, il s'agit d'histoire racontée par un vaincu, donc une contre-histoire, plus exactement la vraie et réelle histoire. Car la fausse histoire domine, non pas uniquement celle des fascistes et des bourgeois, mais tout autant celle des marxistes. C'est que la mentalité autoritaire, malheureusement, prime encore dans ce monde, apparemment partisan de liberté citoyenne. Ah ! La tromperie manipulateur des mots !

Gaston Leval déclare qu'il avait conscience que cette révolution sociale ne pouvait pas réussir à cause de l'existence de deux adversaires qui la combattaient impitoyablement : d'une part, l'armée fasciste du général Franco ; d'autre part, les agents et les militaires du parti « communiste » espagnol, inféodé aux ordres de Staline.

⁴³ Ci-dessus : « *La révolution inconnue* ».

⁴⁴ Une présentation de l'auteur se trouve ici : https://fr.wikipedia.org/wiki/Gaston_Leval#Franc-ma.C3.A7on

⁴⁵ Op. c.

Ce dernier, en bolchevique doc⁴⁶, ne pouvait tolérer la victoire d'une révolution sociale qui n'avait aucun besoin du schéma marxiste-léniniste de conquête du pouvoir (« Chef Génial Infaillible », Parti-dominateur, « révolutionnaires professionnels » décideurs). Au contraire, la révolution sociale espagnole pratiquait la conception autogestionnaire. Elle reprenait l'idéal et les méthodes révolutionnaires des soviets russes et ukrainiens authentiques. Lesquels furent éliminés par l'armée « rouge », commandée par Trotski, sous la direction du Parti-État dirigé par Lénine⁴⁷.

Gaston Leval se chargea du travail d'enquête personnel sur le terrain, dans plusieurs régions d'Espagne. Il constatait puis rendait compte des actions et réalisations de cette révolution sociale. Elle avait la particularité d'avoir été déclenchée et d'exister, pendant trois années, par les travailleurs-euses exploités-es des villes et des campagnes, aidés par des intellectuels libertaires, sans « chefs » ni parti politique dominateurs, où la démocratie populaire était appliquée de manière totale, libre et solidaire.

Commençons par connaître de quoi il s'agit et de l'importance de l'événement.

« Voici les faits : une révolution sociale incomparablement plus profonde que toutes celles qui l'ont précédée a eu lieu dans un pays dont on a beaucoup parlé durant les années 1936-1939 : l'Espagne. Une révolution qui a atteint les buts théoriquement préconisés par Marx et Engels quand ils sont allés au plus loin de leurs prévisions d'avenir, par Proudhon et par Bakounine, ainsi que par l'école kropotkinienne de l'anarchisme socialiste ; et cela en moins de trois ans, alors que, après un demi-siècle, la révolution russe qui, au début, se réclamait du même idéal, en est plus éloignée que jamais. A côté de ce fait historique transcendant dans l'histoire de l'humanité, la Commune de Paris, qui a suscité tant d'intérêt, tant d'écrits,

⁴⁶ À ce sujet, Gaston Leval rappelle : « Dans son rapport sur la situation russe, au 11^e congrès du parti communiste, célébré en mars 1922, Lénine déclarait : «L'idée de construire une société communiste avec l'aide des seuls communistes, est un enfantillage, un pur enfantillage. Il faut confier la construction économique à d'autres, à la bourgeoisie qui est beaucoup plus cultivée, ou aux intellectuels du camp de la bourgeoisie. Nous-mêmes nous ne sommes pas encore assez cultivés pour cela.»

⁴⁷ Voir ci-dessus : « *La révolution inconnue* ».

d'études et d'essais, apparaîtrait comme un événement mineur. Car, sur une très large échelle, la révolution espagnole a réalisé le communisme libertaire.

On peut approuver ou désapprouver cet idéal : on ne peut ignorer l'application qui en a été faite en même temps que les forces antifranquistes et l'armée républicaine luttèrent péniblement contre l'attaque depuis longtemps préparée par la caste militaire, les grands propriétaires terriens et le vieux conservatisme, et par une église traditionnellement réactionnaire, digne héritière du duc d'Albe et de Torquemada. » (préface de la première publication, 1971).

L'ouvrage de Gaston Leval est une démonstration concrète, preuves à l'appui, de cette affirmation de l'auteur :

« Une des caractéristiques dominantes qui s'impose à celui qui étudie la Révolution espagnole, est sa multiformité. Cette révolution a été guidée selon certains principes très nets et très précis, qui impliquaient l'expropriation générale des détenteurs de la richesse sociale, la prise en main par les travailleurs des structures organisationnelles de la production et de la distribution, l'administration directe des services publics, l'établissement de la justice économique par l'application du principe communiste libertaire. Mais l'uniformité de ces principes n'empêcha pas la diversité des méthodes d'application, si bien que l'on peut parler de «diversité dans l'unité» et d'un fédéralisme étonnamment varié. »

Encore une fois, les intellectuels même les plus avertis, même les plus engagés sur le plan révolutionnaires n'ont pas été les créateurs et initiateurs de ce qui fit l'originalité de la révolution sociale espagnole. Les exploités-russes avaient inventé les soviets⁴⁸ ; ceux et celles d'Espagne inventèrent, à leur tour, une autre forme d'organisation.

Gaston Leval écrit :

« Très vite dans les régions agraires, particulièrement en Aragon, est apparu un organisme nouveau : la Collectivité. Personne n'en avait parlé avant. Les trois instruments de reconstruction sociale prévus par ceux des libertaires qui s'étaient avancés quant aux prévisions de l'avenir étaient d'abord le Syndicat, puis la coopérative qui ne ralliait pas beaucoup de partisans, enfin, sur une

⁴⁸ Voir ci-dessus : « *La révolution inconnue* ».

assez large échelle, la commune, ou organisation communale. Certains pressentaient - et l'auteur fut de ceux-là - qu'un organisme nouveau et complémentaire pourrait, et devrait apparaître, particulièrement dans les campagnes, le Syndicat n'y ayant pas acquis l'importance qu'il avait dans les villes, et le genre de vie, de travail et de production ne s'accommodant pas d'un monolithisme organique contraire à la multiformité de la vie. »

Ainsi est née la « *colectividad* » (collectivité, communauté). L'auteur présente le long de son livre les faits concrets qui illustrent ce qu'il écrit ci-dessous :

« (...) cette Collectivité est née, avec ses caractéristiques propres. Elle n'est pas le Syndicat, car elle englobe tous ceux qui veulent s'intégrer à elle, qu'ils soient producteurs au sens économique et classique du mot, ou non. Puis elle les réunit sur le plan humain, intégral de l'individu, et non pas seulement sur celui du métier. En son sein, et dès le premier moment, les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous ; il n'y a plus de catégories professionnelles s'opposant les unes aux autres, et faisant des producteurs des privilégiés de la consommation par rapport à ceux qui, telle la femme au foyer, ne produisent pas, toujours au sens économique et classique du mot.

La Collectivité, n'est pas non plus le Conseil municipal, ou ce qu'on appelle la Commune, le municipe. Car elle se sépare des traditions des partis sur lesquels la commune est habituellement construite. Elle englobe à la fois le Syndicat, et les fonctions municipales. Elle englobe tout. Chacune des activités est organisée en son sein, et toute la population prend part à sa direction, qu'il s'agisse de l'orientation de l'agriculture, de la création d'industries nouvelles, de la solidarité sociale, de l'assistance médicale, ou de l'instruction publique. Dans cette activité d'ensemble, la Collectivité élève chacun à la connaissance de la vie totale, et tous à la pratique d'une compréhension mutuelle indispensable. »

Se présente, alors, la question : Et la liberté individuelle ? Comment se conciliait-elle avec la solidarité collective ?

Voici comment étaient réalisées, de manière complémentaires, les exigences de liberté et de solidarité, ou, si l'on veut, le principe de liberté solidaire :

« la loi générale a été l'universelle solidarité. Nous avons souligné, en passant, que les Chartes ou règlements où l'on définissait les principes d'où



découlaient les comportements pratiques de chacun et de tous ne contenaient rien se référant aux droits et la liberté de l'individu. Non que les Collectivités aient ignoré ces droits, mais simplement parce que le respect de ces droits allait de soi, et qu'ils étaient déjà reconnus dans le niveau de vie assuré à tous, dans l'accès aux biens de consommation, au bonheur et à la culture, aux soins, aux considérations et *aux responsabilités humaines* dont chacun, parce que membre de la Collectivité, était assuré. On le savait, à quoi bon le mentionner ? En échange, pour que cela fût possible, il fallait que chacun accomplisse son devoir, fasse son travail comme les autres camarades, se comporte solidairement selon la morale d'entraide générale. »

Toutes les réalisations décrites ont été concrétisées, soulignons-le, en pleine guerre !... En effet, les autogestionnaires de la Collectivité, d'une part, édifiaient la société nouvelle, libre et solidaire, éliminant toute forme d'exploitation économique et de domination politique ; d'autre part, et en même temps, les membres des Collectivités étaient contraints de se défendre, de combattre, armes à la main contre l'armée fasciste de Franco, et, parfois, également, contre les militaires staliniens.

Ajoutons un fait fait.

Les autogestionnaires étaient majoritairement des civils, disposaient de très peu, de trop peu d'armes et de moyens matériels, et recevait l'aide d'une minorité d'internationalistes libertaires, la plupart des civils.

Au contraire, les fascistes et les staliniens étaient des militaires expérimentés, disposaient d'un puissant matériel de guerre, et recevaient une consistante aide extérieure : pour les franquistes, armes et soldats de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie (et même, de cette dernière, des bombardements de l'aviation hitlérienne sur des populations civiles, comme à Guernica) ; pour les staliniens, le même genre d'aide de la Russie stalinienne.

Concernant les méfaits commis par les staliniens, l'auteur témoigne :

« C'est à Graus que j'ai vu, pour ainsi dire proclamée sur les façades, dans toutes les rues, et avec le plus d'éclat, et d'intensité, la joie de l'effort et de l'ordre nouveau. Tous les lieux de travail, tous les ateliers, les dépôts, les magasins de marchandises, portaient sur leur façade des panneaux de bois aux couleurs rouge et noire, de dimensions diverses, sur, lesquels on lisait,



selon leur ordre de classement, dans l'appareil collectif de production : Lingerie, comunal N° 1, comunal N° 2 ; Menuiserie, Comunal N° 3, Comunal N° 4, Comunal N° 5 ; Collectivité des tailleurs N° 1, N° 2, N° 3, N° 4 ; Collectivité des boulangers, des charrons, des savetiers, etc. C'était un hymne, une proclamation de tous et de chacun, une explosion de confiance et de bonheur.

Tout cela fut détruit par la brigade du général stalinien Lister et par Franco. »

Il ne faut pas perdre de vue cette extrêmement difficile situation. Et, pourtant, pendant ces trois années d'existence, les réalisations des Collectivités ont été positives et concrètes. Elles ont permis d'assurer correctement la production agricole et industrielle, les transports, l'instruction des enfants et des adultes, les soins, l'amélioration des logements, l'aide efficace aux vieillards, les services publics tels transport, fourniture d'électricité, d'eau, bref tout ce qui concerne les besoins sociaux. Et tout cela sans aucune contrainte, en comptant uniquement sur leurs propres forces matérielles et morales. De manière consensuelle.

Qui dit mieux ? Quel mouvement social, dans le monde entier, a eu ces caractéristiques ?... Ni la Commune de Paris (1871), ni les soviets russes et ukrainiens (1917-1921).

Mais, dirait-on, pourquoi la « révolution » bolchevique est plus connue ? Pourquoi le franquisme est plus connu ? Pourquoi la Commune de Paris est plus connue ? Et la révolution des collectivités espagnoles est nettement ignorée ?...

Facile à comprendre.

Les trois premiers événements cités ont eut l'attention aussi bien des historiens bourgeois que marxistes-léninistes-trotskyistes-staliniens. La Commune de Paris et la « révolution » bolchevique, notamment, parce que la première fut présentée par Marx comme exemple de « dictature du prolétariat » ; la seconde, parce que les vainqueurs-profiteurs en furent les marxistes-léninistes-trotskyistes-staliniens.

Par contre, les seuls capables de relater correctement une révolution, inspirée et animée par les idées libertaires, autrement dit autogestionnaires, sont les ... libertaires. Or, ils sont une minorité dans le monde, y compris de

l'information ; et leurs moyens sont très limités : ils ne disposent ni de l'argent du capitalisme privé, ni de celui du capitalisme étatique.

Arrivons à la question la plus importante : est-ce que la révolution sociale en Espagne est désormais de l'histoire passée, dans le sens de dépassée, aujourd'hui inutile, impraticable ?

Voici d'abord un argument général, fondamental.

« Consignons à ce sujet [Il s'agit de la liberté] une observation à laquelle nous attachons une grande importance philosophique et pratique. Les théoriciens et les partisans de l'économie libérale affirment que la concurrence stimule l'initiative, et par conséquent l'esprit créateur et l'invention qui, sans cela demeurent en sommeil. Les nombreuses observations faites par l'auteur dans des Collectivités, des usines, des fabriques socialisées lui permettent de penser d'une façon absolument opposée. Car dans une Collectivité, dans un groupement où chaque individu est stimulé par le désir de rendre service à ses semblables, la recherche, le désir, de perfectionnement technique ou autre sont aussi stimulés⁴⁹. Mais ils ont encore pour conséquence que d'autres individus se joignent à ceux qui se sont mobilisés les premiers ; en outre, quand au sein de cette société un inventeur individualiste découvre quelque chose, cela n'est utilisé que par le capitaliste ou l'entreprise qui l'emploie, tandis que quand il s'agit d'un inventeur vivant dans une communauté, non seulement sa découverte est reprise et poussée plus loin par d'autres, mais appliquée immédiatement à l'échelle générale. Je suis persuadé que cette supériorité apparaîtrait très vite dans une société socialisée. »

Ces observations ne demeurent-elles pas actuelles ?

Voici, ensuite, les conclusions de l'auteur :

« Sans préparation organique, il n'est pas de révolution sociale et vraiment socialiste possible. La possibilité de succès dépend de l'importance de la capacité constructive préexistante. Mais cela ne signifie pas que la préparation ne doive être qu'intellectuelle et technique. Elle doit être, avant tout, morale, car le degré d'intellectualité spécialisée et de technicité mise au point dépend du degré de conscience qui crée le sens du devoir, imposant

⁴⁹ Note de l'auteur : « Rappelons-nous les 900 nouveaux modèles de chaussures à Elda, les nouveaux modèles de funiculaires à Barcelone, les nouvelles lignes de transport, etc. »

l'acquisition des disciplines nécessaires. C'est avant tout cette conscience des responsabilités qui a dominé chez les anarchistes espagnols, a influencé leurs luttes, leur comportement individuel, leur œuvre de propagande et d'organisation des travailleurs des campagnes et des villes, a maintenu leur persistance invincible dans le combat mené pour une société meilleure et une humanité plus heureuse, et alimenté la ferveur, sinon le mysticisme qui, portant chacun au-delà de lui-même, le poussait à se donner, à sacrifier sa vie pour l'avenir de l'humanité. Sans quoi, toute l'intelligence et toute la technique du monde n'auraient pas servi à grand-chose.

Et cela a aidé souvent à trouver des solutions valables, ou originales, là où manquait une formation intellectuelle supérieure. « J'ai vu bien des fois des cheminots, militants ouvriers qui savaient à peine signer leur nom, et qui, dans les réunions où l'on examinait des problèmes d'organisation des chemins de fer, ne déméritaient pas à côté des ingénieurs »⁵⁰, nous disait récemment une camarade polonaise, ingénieur elle-même, à laquelle nous rendons ici hommage, qui participa jusqu'au dernier moment au fonctionnement du réseau ferroviaire de Madrid-Saragosse-Alicante.

L'imagination créatrice était stimulée par l'esprit, par l'âme des militants, et stimulait l'intelligence. La révolution, c'est aussi l'inspiration, la libre inspiration des hommes. Il est certain qu'en 1917 le parti bolchevique russe comptait un nombre d'intellectuels très supérieur à ceux que comptait, même proportionnellement à l'importance de la population, le mouvement libertaire espagnol en 1936. Mais la bureaucratisation étatique a freiné l'esprit créateur, et la supériorité culturelle d'un état-major de révolutionnaires professionnels s'est montrée inférieure au génie créateur de légions de militants libertairement orientés, et des masses par eux mobilisées. »

Méditez ! Marxistes, populistes, intellectuels et politiciens « élitaires » d'Algérie et de tous les pays ! Méditez ! Si vous êtes capables d'estimer *réellement* le peuple, que vous prétendez aimer, alors que vous privilégiez, adorez et défendiez votre mentalité autoritaire, parasitaire, anti-populaire !

Revenons à Gaston Leval. Ses réflexions ne méritent-elles l'attention, aujourd'hui et dans le futur, quelque soit le pays considéré ?

⁵⁰ Cette constatation a également été faite en Algérie, durant l'autogestion industrielle et agricole. Là, sans ingénieurs, lesquels avaient abandonné leur lieu de travail, la production fut assurée convenablement par les travailleurs eux-mêmes.

Enfin, voici les ultimes paroles de son ouvrage :

« Notre œuvre constructive révolutionnaire a été détruite par la victoire franquiste et par le sabotage et la trahison de Staline et de ses agents. Mais elle reste dans l'histoire comme un exemple, et une preuve qu'il est possible d'éviter les étapes dictatoriales lorsqu'on sait organiser rapidement la société nouvelle ; se passer de la soi-disant dictature du prolétariat, ou plus exactement d'un parti révolutionnaire usurpant la représentation ou la délégation du prolétariat que les intoxiqués, les possédés du pouvoir - de leur pouvoir auquel le peuple doit se plier - s'obstinent à vouloir nous imposer sous peine de nous massacrer comme contre-révolutionnaires. Pas plus qu'hier Lénine et les siens, que Marx et Blanqui, et tous les maniaques de la dictature, ils n'ont la moindre idée pratique de la façon de réorganiser la vie sociale après le capitalisme. Mais comme fit Lénine, ils organiseraient très vite une police, une censure, et bientôt des camps de concentration. »

Méditez, peuple ! Méditez, ami-es sincères du peuple ! Avec le maximum d'attention ces constatations ! Afin de ne pas tomber, une nouvelle fois, dans l'illusion tragique, puis la désillusion amère, suivie de la désorientation mortifère.

Ultimes phrases de Gaston Leval :

« Un chemin nouveau a été montré, une réalisation qui émerge comme un phare dont les révolutionnaires qui veulent émanciper l'homme, et non le réduire en un nouvel esclavage, devront suivre les lumières. S'ils le font, notre écrasement d'hier sera largement compensé par les triomphes de demain. »

Peut-on ignorer ces paroles quand on se croit et déclare être préoccupé de contribuer à l'établissement d'une société meilleure, plus juste, plus libre, plus solidaire ?

De la part de celles et ceux qui se déclarent ami-es du peuple, en Algérie et de part le monde, comment expliquer leurs déclarations, affirmant ne pas savoir quel type de société construire, ne pas disposer d'exemple, ignorer à quels buts croire, comment les concrétiser ?

Je ne vois qu'un seul motif pour ne pas accorder d'importance à la révolution sociale espagnole comme exemple d'inspiration, comme projet général, but et méthode, actuellement pertinents : c'est d'exclure du projet la



base fondamentale qui l'a constitué : élimination de l'exploitation économique et de la domination politique, quelque soit leur forme.

Évidemment, si l'on croit impossible cette élimination, en prétextant que le système capitaliste est devenu désormais trop puissant, il ne reste qu'à s'agenouiller devant lui, en mendiant les miettes qu'il consentirait à concéder.

Mais il faudrait, tout au moins, si l'on est intelligent et honnête, ne pas illusionner et tromper le peuple avec des réformettes, présentées comme miraculeuses recettes. Elles ne consistent qu'à boucher quelques trous dans une barque où l'exigence du profit capitaliste ne cesse jamais d'ajouter de l'eau.

Certes, la révolution sociale espagnole, plus encore que l'expérience des soviets russes et ukrainiens, est ensevelie, par les vainqueurs, bourgeois et marxistes, sous des montagnes de mensonges, de déformations, de falsifications, de dénigrement, de silence. Ces vainqueurs ont besoin, après avoir assassiné les corps des partisans de la révolution sociale, de tuer, aussi, leurs idées ! Car les vainqueurs savent que les idées, si elles sont justes et parviennent à être connues des exploités-dominés, deviennent des armes, plus puissantes encore que celles des militaires. L'esprit populaire, l'idéal populaire, la force morale populaire, si les conditions sont favorables, s'il n'y pas de trahison des prétendus « amis », sont infiniment supérieurs à la plus puissante des armées, à ses généraux galonnés, issus d'académies militaires renommées, à ses mitrailleuses, à ses chars et à ses bombardements.

Par cette présentation du livre de Gaston Leval, j'espère avoir montré combien son témoignage est fondamental pour comprendre réellement l'histoire de la guerre civile espagnole, de la révolution sociale authentique qui l'a caractérisée. Elle en a été le fait historique le plus significatif. Je souhaite que la lecture de cet ouvrage soit l'occasion de trouver de précieuses idées théoriques et d'opératoires suggestions pratiques pour s'orienter actuellement, dans la contribution de chacun-e à une transformation sociale qui conjugue de manière harmonieuse liberté et solidarité.



Deuxième lettre aux sincères ami-e-s du peuple

Le Matin d'Algérie, 9 octobre 2017

Peut-être ceci est un « prêche » dans un désert ou dans un noir tunnel. Mais plutôt que de se taire en ruminant solitairement des ressentiments stériles, mieux vaut libérer la parole, en espérant qu'elle intéressera au moins une personne.

Que vous dénonciez les tares des castes dominatrices, en particulier de leurs représentants, en les nommant clairement, il nous est, bien entendu, utile de le savoir. Cela ouvre nos yeux, déchire les brumes mensongères, nous indique nos réels ennemis et adversaires.

Mais, s'il vous plaît, pas de reproches à ces gens-là.

Est-il logique et raisonnable de s'étonner, de se scandaliser, de blâmer un tigre assoiffé de sang, un vautour affamé de chair, un serpent crachant son venin, un bandit qui vole, un gredin qui agresse, un psychopathe qui tue, un chef obsessionnellement accroché à son fauteuil autoritaire, un chef d'État s'abaissant à faire la cour à une femme pour un Prix Nobel de la paix ?⁵¹

Ne faut-il pas, au contraire, compléter la dénonciation par la proposition qui neutralise, mieux encore, élimine les néfastes actions de ces gens ?

Pour y parvenir, quel est le meilleur *agent* sinon les *victimes* de ces méfaits criminels ? Qui sont ces victimes sinon le peuple exploité ?... Dès lors, n'est-ce pas à lui de se charger de faire disparaître ces malversations ? Comment y réussir s'il ne dispose pas de ses propres *organisations libres et autonomes* ?

⁵¹ <http://www.lematindz.net/news/25536-nobel-quand-bouteflika-baratinait-une-juge-norvegienne-eva-cest-terrible-ce-que-vit-mon-pays.html>

Et, s'il vous plaît, vous autres, surtout pas de jérémiades, de lamentations, de pleurs, même en style poétique... Où en est l'utilité, à part vous humilier, en montrant votre incapacité intellectuelle et votre lâcheté morale ?

Et, enfin, vous encore, s'il vous plaît, pas de cris de colère outrée, pas de propos-spectacle, pas d'insultes plus ou moins vulgaires. Ignorez-vous la règle de tout dominateur ? « Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent ! » (Machiavel dixit). Le dominateur pourrait ajouter : Et que je puisse continuer à les dominer ! Même Karl Marx a succombé à cette sirène. Ayant réussi à diriger l'*Internationale*, il eut recourt à un procédé infâme, de trafic de bulletins de vote, pour expulser de l'organisation Michel Bakounine et James Guillaume, coupables de lui reprocher son autoritarisme sur l'association, censée être démocratique⁵². N'oublions pas les émules marxistes, en premier lieu Lénine et Trotski, massacreurs des militants des soviets⁵³.

Par conséquent, s'étonner et reprocher à des gens au pouvoir leurs mauvaises actions, c'est leur donner de l'importance, croire qu'ils ont une conscience et une éthique. Et, ainsi, créer de fausses illusions au peuple à propos de la mentalité de ces gens. Ne suffit-il pas de la lecture des tragédies et comédies du théâtre antique grec et chinois, ainsi que du théâtre de Shakespeare pour comprendre la nature caractérielle absolument psychopathique de tout dominateur, quelques soient l'époque et la société ? Et le bref mais dense livre de Machiavel, « *Le Prince* », ne suffit-il pas à éliminer toute illusion, toute naïveté à propos de n'importe quel dominateur ?

Dès lors, n'est-il pas plus plus réconfortant, plus noble, plus utile de vous occuper à chercher comment nous aider, nous les dominés, pour nous *auto-organiser*, afin, justement, d'éliminer les injustices que vous dénoncez ou pleurez ? Qui d'autre que nous en est capable ? Qui d'autre a cet intérêt ?... Les partis politiques ? Les chefs charismatiques ? Les élites soporifiques ?

⁵² Voir James Guillaume, « *L'Internationale, documents et souvenirs* », disponible ici : https://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Internationale,_documents_et_souvenirs/Tome_III

⁵³ Voir ci-dessus « *La révolution inconnue* ».

Certes, conscientiser, aider, collaborer, coopérer avec le peuple, sans prétendre en retour des privilèges (tels le « diriger »), ces actions sont difficiles par rapport à la facile insulte et à l'aisée jérémiade.

Les actions privilégiant le peuple des exploités exigent effort intellectuel (pour trouver les solutions adéquates), modestie (pour renoncer au privilège de « diriger »), et courage (pour affronter les inconvénients d'un tel engagement).

Ces actions ne peuvent pas se contenter de lecture de journaux ou de regards sur la télévision, pour, ensuite, rédiger un facile commentaire, bien ficelé, comme on dit. Éventuellement, en vous aidant d'autres commentaires auparavant lus. Commenter est aisé.

Mais *inventer* ?

Effectivement, en ce qui nous concerne, nous, le peuple, vous devez inventer. Et pour cela, il faut réfléchir longtemps, profondément, avec fatigue, tension, en s'auto-critiquant, en se posant la question : ce que j'écris est-il vraiment conforme à la réalité ? Est-il réellement utile aux exploités, sans l'être d'une manière indirecte aux exploités ? Est-il concrètement opératoire ?

Alors, inventer quoi ?...

1.

D'une part, un *projet* de société juste, libre et solidaire. *Réellement* juste, vraiment libre, authentiquement solidaire. Les expériences pratiques d'inspiration ne manquent pas : passées et présentes, étrangères et algériennes⁵⁴. Leur connaissance est accessible sur internet, gratuitement.

2.

Un *programme d'action* pour réaliser ce projet. Il consiste à discuter puis établir les objectifs concrets et spécifiques à concrétiser, selon un calendrier temporel, tenant compte des disponibilités matérielles et psychologiques.

3.

Une forme d'*organisation* pour réaliser ce projet et ce programme d'action. À ce sujet, je ne vois pas mieux et plus certain que la formation d'organisations citoyennes libres, autonomes et totalement démocratiques. C'est dans ces organisations que les citoyens ont la possibilité de discuter,

⁵⁴ Voir ci-dessus « *La révolution inconnue* », « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* », « *Belle comme un comité d'autogestion* ».

d'échanger leurs points de vue, de trouver le consensus indispensable et les modalités pratiques pour concrétiser leurs décisions.

Bien entendu, ces organisations doivent également trouver le moyen de se fédérer, afin que le mouvement citoyen soit le plus large, le plus significatif et démocratique possible.

Dès lors, une question étrange se pose : pourquoi toutes les propositions de changement, de réforme, toutes réclament un parti politique, un leader charismatique, mais, à ma connaissance, aucune proposition part du peuple lui-même, non pas uniquement comme caution, mais comme *agent conscient*, agissant de manière *autonome*, en se créant lui-même ses *propres* organisations ?

Est-ce parce que le peuple serait uniquement « foule », « masse », « gâchi », ignorant, servile et aliéné ?

Mais alors, à quoi vous sert votre caboche, vos connaissances, votre expérience, votre intelligence, votre amour du peuple ?... N'est-ce pas pour vous efforcer à inventer, à nous proposer des formes d'organisations libres et autonomes propres à nous, peuple exploité, à venir nous aider à les concrétiser ?

Qu'attendez-vous ?... Qu'attendez-vous ?

Attention ! Si nous sommes « gâchi », nous ne sommes cependant pas imbéciles. De votre part, il ne suffit pas de parler de nous dans vos poésies, vos romans, votre théâtre, vos films, vos bandes dessinées, vos interviews, vos articles, vos essais. Nous connaissons le résultat le meilleur : argent et gloire médiatique pour vous, sur notre dos, en étalant nos misères avec la dose convenable aux prix littéraires et artistiques, d'abord des pays capitalistes dominateurs étrangers.

Vous qui savez tant de choses, connaissez le monde, ignorez-vous notre situation ?

Si vous l'ignorez, venez faire vos enquêtes. Nous vous y aiderons de toutes les manières.

Vous pouvez, aussi, faire vos contre-enquêtes. Donner honneur et dignité à « l'Arabe » du passé, colonisé, méprisé par Albert Camus, c'est bien. Nous constatons que cela procure gloire et profit, accordés par les représentants de



l'ex-colonisateur, en « honorable » académie réunis. Cela nous laisse plutôt perplexes, sur les « bonnes » intentions des auteurs et de leurs admirateurs.

Parce que, mesdames-messieurs les auteur-es, vous avez oublié (volontairement ou non, dans les deux cas c'est grand dommage, pour ne pas employer un autre terme), vous avez ignoré « l'Arabe » et l'Amazighe d'*aujourd'hui*, (autrement dit la victime d'un colonialisme intérieur, autochtone).

Nous avons une idée sur le motif de cette ignorance. Nous avons lu certains propos méprisants, dégradants, arrogants, exagérés (bref, de néo-colonisés) sur nos tares, en Algérie et ailleurs.

Alors, cet « Arabe » et cet Amazighe actuels, dominés par cette autre forme de « pied-noirs » que sont nos propres dominateurs autochtones, et leurs complices et serviteurs, ne méritent-ils pas enquête et contre-enquête ?

Il est vrai que ces dernières ne sont pas appréciées par les jurys, ni d'Algérie ni des ex- « métropoles » coloniales, ni des actuelles « métropoles » impérialistes. Car le néo-colonialisme et l'impérialisme ne sont pas morts ; et leurs complices sont parmi les membres de nos castes dominantes, qui y trouvent leur intérêt.

Tout au contraire, ce genre d'enquête et de contre-enquête ne rencontrera, à l'étranger (parce que néo-colonial, impérialiste) qu'indifférence et occultation méprisantes ; et, en Algérie (à cause des castes dominantes), ces enquêtes et contre-enquêtes risquent de provoquer le licenciement du travail, la diffamation par les chiens de garde du régime, mener en prison, avec le risque de mourir par « accident » cardiaque.

Quant à vous autres, qui vous dites ami-es sincères du peuple, mais qui ignorez notre situation concrète dans tout son malheur, dans toute sa dramatique ampleur, secouez-vous ! Débarrassez-vous de votre scepticisme ! Libérez-vous de tous les -ismes ! Abandonnez votre indolence ! Examinez-vous honnêtement dans le miroir de votre conscience ! Libérez-vous de votre nombril ! Affranchissez-vous de votre adorable super-ego ! Soyez un intellectuel authentique, c'est-à-dire un facteur de lumière en faveur de la vérité vraie et de la justice collective réelle ! Sortez de votre tour d'ivoire, de votre bureau bien joli ! Affrontez vos peurs : le courage étant d'avoir peur, mais néanmoins agir.



Et vous, qui nous traitez de « ghâchi » en ayant l'air de nous aimer, vous qui étalez en exagérant nos défauts dans des journaux algériens ou parisiens ou new-yorkais, en laissant croire que vous le déplorez, si réellement vous nous aimez, si vraiment vous déplorez l'infâme portrait que vous présentez de nous, pourquoi ne venez-vous pas nous aider à nous améliorer ?

Oui, nous le reconnaissons. Souvent, notre comportement, nous, le peuple, nous les « masses », est passif, grégaire, manque de courage. Qui ne le serait pas, si, dès sa naissance, il se trouve écrasé, annihilé, anéanti, aliéné par la misère matérielle et son corollaire, celle intellectuelle ?

Autre question : l'intellectuel qui nous reproche notre incapacité à agir de manière positive, pourquoi ne se reproche-t-il pas à lui-même son incapacité de nous aider dans ce but ?

Cependant, il y a une certaine histoire, un certain passé. Les avez-vous oubliés ?

Durant le colonialisme, vos aînés intellectuels se sont-ils contentés, vis-à-vis de nous, peuple, de nous traiter de « ghâchi », de nous décrire avec dédain dans des journaux algériens ou étrangers ? N'ont-ils pas, au contraire, été assez modestes, parce que assez intelligents, pour venir chez nous, et nous convaincre de nous joindre à la lutte armée de libération nationale ?

Êtes-vous donc des avatars d'Albert Camus, publiant « *L'homme révolté* », mais se contenant de mettre en scène « l'Arabe » folklorique colonial, et préférant sa mère à la révolte des Algérien-nes contre le colonialisme, parce qu'il y trouvait son intérêt ? Ou êtes-vous de ces intellectuels qui, pendant l'odieuse période de dictature militaire, pratiquiez l'ignoble attitude du « soutien critique », tout en jouissant des strapontins qui vous étaient concédés ?

Le peuple des paysans et des ouvriers illettrés, des femmes au foyer, des jeunes désœuvrés, des drogués, des voyous, des voleurs, des proxénètes, des prostituées, malgré tous leurs défauts et carences, du culturel au sexuel, ce peuple n'a-t-il pas pris vaillamment les armes ? N'a-t-il pas accepté tous les sacrifices, les tortures, la mort jusqu'à obtenir l'indépendance nationale ?

Avez-vous oublié cet autre récent passé ?

Juste après l'indépendance, quand furent éliminés État, administration et patronat coloniaux, qui a assuré le fonctionnement des entreprises et des

fermes abandonnées ?... N'étaient-ce pas le peuple des ouvriers et des paysans, de manière autonome ?

Avez-vous oublié un passé plus récent encore ?

L'élimination de la dictature militaire en Algérie, qui eut l'honneur de l'avoir réalisée ?... N'est-ce pas les jeunes et un peu moins jeunes révoltés du peuple opprimé, dont certains furent, comme à la sinistre époque coloniale, assassinés par les mitrailleuses de l'armée, mais celle-ci, - ô malédiction des malédictions ! ô vile action ! ô doublement criminelle forfaiture ! - était une armée « nationale populaire », composée de compatriotes, de concitoyens, d'Algériens en uniforme ?

Et, enfin, un passé plus proche encore. Quand les hordes sauvages de fascistes, prétendument musulmans, ont égorgé hommes et femmes du peuple, bébés et vieillards du peuple, civils et désarmés du peuple, et que leurs représentants politiques appelaient ce même peuple - ô insensée conception ! ô stupide illusion ! ô méprisable manipulation ! -, à les rejoindre, en promettant le Paradis et ses houris, pour amplifier les lâches massacres, est-ce que nous les avons suivis ?... Est-ce que l'armée les aurait vaincus sans nous, sans notre aide, sans notre action, sans les patriotes en arme issus de nous ?

Vous voyez !... Le peuple n'est pas si « ghâchi » que vous le déclarez. Le peuple n'est pas si taré que vous le clamez. Malgré ses carences de toutes sortes.

Il est simplement démuné culturellement, parce que, exploité-dominé, ses salaires de survie l'empêchent de s'instruire, ses conditions de vie précaires lui interdisent la culture, ses conditions inhumaines de travail et sa durée exténuante le frustrant de toute son énergie.

Savez-vous tout cela ? Connaissez-vous notre infernale situation ? Tout au moins, êtes-vous capables de l'imaginer ?

Alors, vous toutes, vous tous qui proclamez vous désoler pour nos malheurs, regretter nos pulsions sexuels archaïques, être navrés de notre aliénation islamique, si votre désolation est sincère, si vos regrets sont honnêtes, si être navrés pour nous est authentique, qu'attendez-vous pour venir chez nous, comme les premiers combattants de la libération nationale l'ont fait, afin de commencer ensemble, de manière libre, égalitaire et



solidaire, le combat, pacifique et démocratique, pour la libération sociale du peuple algérien ?

La caste dominante multiplie les mosquées, mais interdit les rencontres littéraires, et proscrit l'université d'automne de la ligue des droits de l'homme⁵⁵, déclare respecter les droits des citoyens et les ignore trop souvent. Toutes ces actions afin de nous tenir dans la caverne de l'ignorance, dans le tunnel de l'illusion, dans l'abîme de l'impuissance.

Alors, ami-es sincères, nous vous attendons, nous, jeunes émigrés clandestins qui risquons de mourir en mer ! Nous vous attendons, nous, chômeurs, pour renforcer nos comités et en organiser d'autres ! Nous vous attendons, nous, travailleurs de syndicats autonomes, pour nous aider et favoriser la naissance d'autres syndicats autonomes ! Nous vous attendons, nous, paysans des campagnes, délaissés dans notre misère ! Nous vous attendons, nous, vendeuses et vendeurs de rue, incapables de disposer d'une boutique adéquate ! Nous vous attendons, nous, drogués, voleurs et violeurs, que la misère matérielle et culturelle a transformés en monstres, au détriment desquels certains journalistes se font du beurre dans des publications parisiennes et new-yorkaises ! Nous vous attendons, nous, les prostituées que la même misère a réduites à vendre nos corps et notre honneur ! Nous vous attendons, nous, les jeunes désillusionnés, désorientés, désespérés, indifférents à la « bolitique » ! Nous vous attendons, nous, les femmes maltraitées ! Nous vous attendons, nous, les étudiants méprisés ! Nous vous attendons, nous, les petits employés écrasés ! Nous vous attendons, nous, musulmans honnêtes mais manipulés ! Nous vous attendons, nous, femmes et hommes du peuple contraints, pour survivre, à travailler dans les organismes de répression ! Nous vous attendons, nous, citoyennes et citoyens ne sachant quoi et comment agir pour nous délivrer des injustices quotidiennes dans tous les domaines, pour nous affranchir de la violence physique et psychologique, pour nous délivrer des files exténuantes dans les bureaux administratifs, pour nous débarrasser de la peur du méchant, du rusé, du malhonnête, parce qu'il dispose d'un brin de pouvoir dans la hiérarchie dominante, ou parce que, exclu de celle-ci, il l'imite comme

⁵⁵ <http://www.lematindz.net/news/25393-les-autorites-interdisent-luniversite-dautomne-de-la-laddh.html>

bandit franc-tireur ! Nous vous attendons, nous, exploités et dominés, de manières diverses !

Oui ou non ? Êtes-vous disposés à nous aider pour nous débarrasser de la peste de l'exploitation économique, et du choléra de la domination politique ?

Ainsi, vous verrez combien d'associations, de clubs, de comités, d'organisations populaires, libres et autonomes peuvent être créés ; combien leur multiplicité peut faire naître d'union, de solidarité ; combien de cette union et de cette solidarité peut surgir de force citoyenne.

Ainsi, vous constaterez quels enthousiasmants champs d'activité créatrice s'offrent à qui, plutôt que gémir ou insulter, préfère construire et édifier.

N'est-ce pas de cette manière, uniquement de cette manière que le peuple exploité-dominé parvient à détruire les Bastilles royales et les Palais tsaristes de l'exploitation-dominance ? Comme il a éliminé la Bastille coloniale ?... À ce peuple, il manqua seulement la conscience lucide de ne pas se faire manipuler par une nouvelle caste exploiteuse-dominatrice, constituée de semi-analphabètes psychopathes. Soit ! Cela eut malheureusement lieu. Eh bien, il reste à veiller à ce que cette trahison, cette manipulation ne puissent plus se répéter.

Si, ami-es sincères, il vous est impossible de venir chez nous, parce que le criminel arbitraire des dominateurs vous a contraints à l'exil hors de la patrie, du moins souciez-vous de nous, pensez-nous, écrivez sur nous, écrivez-nous, adressez-vous à nos enfants ; ils vous liront et nous traduiront. Et quand vous viendrez au pays pour revoir votre famille, faites un saut chez nous, aussi, dans nos horribles bidonvilles, dans nos lamentables douars. Vous connaissez la noble tradition de notre accueil ; nous partagerons le sel du couscous, le sel de la fidèle amitié. Vous savez que nous ne tombons pas dans le piège qui veut nous diviser, en distinguant « Arabe » et « Amazighe ». Pour nous, la seule distinction est entre dominateur-exploiteur et dominé-exploité.

Ami-es sincères du peuple, pensez aussi à nous, étudiez aussi pour nous, écrivez aussi pour nous, venez aussi à nous !... Non en « Maîtres », non en « Guides », non en politiciens, non en chefs de partis politiques, mais simplement en conseillers, en amis. C'est tout ce que nous vous demandons.



Le reste, nous apprendrons à le faire, non sous votre autorité, mais uniquement avec votre solidarité, comme membres du peuple.

Dernières observations.

Qui donc produit le changement social réel, fondamental, radical, celui qui élimine vraiment l'exploitation, et donc la domination ?

Est-ce une caste d'intellectuels, même les plus « savants » ?... Non ! Karl Marx a politiquement et sociologiquement failli ; les théoriciens « libéraux » capitalistes ont failli ; les cléricaux ont failli. Les preuves sont devant les yeux de qui sait voir, sans préjugés.

Est-ce un chef politique, fut-ce le plus « génial » ?... Non ! Lénine, Trotski, Mao Tsé Toung ont failli ; la preuve : le genre de société finalement produite.

Est-ce un Parti politique, même le plus aguerri ?... Non ! Le parti bolchevique a failli.

Est-ce une armée de prétoriens ?... Non ! L'armée fasciste espagnole a finalement failli ; l'armée algérienne n'a pu pérenniser la dictature.

Est-ce Dieu ?... Non ! Ceux qui l'évoquent sont tellement divers et opposés, que l'on ne sait vraiment à quel Dieu chacun d'eux se réfère.

Est-ce un groupe d'intellectuels, le plus « éclairé » et courageux, tels les Encyclopédistes français du XVIII^e siècle ?... Non ! Ceux qui s'en sont réclamés ont instauré la guillotine où 80 % des suppliciés appartenaient au « Tiers-Etat », c'est-à-dire au peuple.

Que reste-t-il ?... Il reste le « ghâchi », la foule, la masse, le peuple, les exploités-dominés.

Les uns le conditionnent par des élections dites « démocratiques » ; elles aboutissent à l'élection de représentants qui le maintiennent dans l'exploitation économique, la domination politique et l'aliénation culturelle. En accordant de temps en temps, quand le profit est excellent, quelques miettes.

Les autres manipulent ce peuple pour prendre les armes, pour se sacrifier, pour verser son sang, pour mourir ; puis, ce peuple découvre que la victoire profite à une minorité qui trouve une forme inédite pour l'exploiter et le dominer.

De petits groupes minoritaires (les autogestionnaires) ont, au préalable, averti le peuple de ces funestes processus diaboliques. Leurs écrits et leurs



déclarations furent censurés, interdits, et, plus grave, leurs auteurs emprisonnés, assassinés par la caste autoritaire, sinon exilés.

Alors, quoi ?...

Alors, le peuple reste malgré tout, malgré les expériences écrasées, malgré les échecs répétés, l'agent fondamental de tout changement social radical. Seul lui a intérêt à éliminer l'exploitation, donc la domination.

Et vous, ami-es sincères, seul-es vous, parce que sincères et désintéressé-es (du point de vue des privilèges matériels) et intéressé-es uniquement par la réalisation d'un bel idéal humain de justice, liberté et solidarité, seul-es vous êtes capables de nous aider.

Alors, venez à nous ! Venez parmi nous ! Soyez conséquent-es ! Soyez courageux-ses !

Aidez-nous donc à créer les conditions matérielles et culturelles de notre émancipation, aidez-nous à établir nos organisations libres, autonomes, pacifiques, démocratiques et solidaires.

Est-ce à nous, peuple, de vous le faire savoir ?... Notre émancipation sera la vôtre ! Son nom est autogestion sociale. Si vous n'y croyez pas, nous attendons vos arguments. Au moins discutons ce thème ! Sortons-le du « placard » dans lequel ses ennemis l'ont mis, et (re)mettons au soleil de la connaissance la question de l'autogestion.



De l'utopie à la réalité : propositions

Le Matin d'Algérie, 11 octobre 2017



Jean-François Millet : « *Le sèmeur* »⁵⁶.

La dernière contribution parue sur ce journal⁵⁷ a fourni un commentaire dont la pertinence appelle des éclaircissements. Voici le texte :

« Merci pour cette excellente analyse que je découvre ce matin.

Je reste néanmoins sceptique sur votre approche de solution qui s'appuie sur une dynamique sociale utopiste, si je m'en tiens à l'état des lieux de notre pays.

Néanmoins,

- sans un minimum de foi en l'humain, à son génie créateur, rien ne pourra germer.

⁵⁶ Les inscriptions insérées dans les peintures sont de l'auteur.

⁵⁷ Voir ci-dessus « *Deuxième lettre aux sincères ami-e-s du peuple* ».

- les acquis sociaux même s'ils sont modestes pour la majorité de la population algérienne, ils sont palpables. Il est vrai que nous aurions pu faire beaucoup mieux depuis notre indépendance.

- Comment concrètement arriver à créer une dynamique sociale, sans un noyau dur, fédérateur, vu le faible niveau de culture associative dans notre pays ?

- Votre proposition mérite, réflexion et actions. (...)

Fouad K*... »

Examinons point par point ces observations.

Le scepticisme est parfaitement compréhensible, considérant la situation du pays.

Cependant, combien de fois, dans tous les pays et aux diverses époques, n'a-t-on pas constaté une situation du peuple autorisant et justifiant le pessimisme ? Citons, pour se limiter à quelques exemples historiques, la Rome impériale d'avant la révolte de Spartacus, la France d'avant 1989, le même pays avant le déclenchement de la Commune de Paris de 1971, la Russie d'avant le soulèvement de 1905 puis de 1917, la Chine d'avant l'élimination de l'empire multi-millénaire en 1911, l'Algérie d'avant le déclenchement de la guerre de libération nationale, la Hongrie de 1956, jusqu'à la France d'avant le mouvement de mai 1968.

Dans chaque cas, l'opinion générale se limitait à constater l'abrutissement du peuple, son aliénation, son fatalisme, son servilisme, sa réduction à « ghâchi ». Même les plus informés et les plus intelligents, bien qu'ils se consacraient à l'arrivée de l'événement changeant le système social, n'avaient rien vu venir. Dans ce dernier cas, les plus fameux exemples sont les suivants : Karl Marx fut surpris par le surgissement de la Commune de Paris de 1971 ; Lénine et Trotski aussi bien par le soulèvement populaire de 1905 que par celui de 1917 ; la caste impériale chinoise fut surprise de sa chute ; l'élite intellectuelle algérienne, laïque et religieuse, fut surprise par le déclenchement de la guerre de libération nationale ; juste avant l'irruption de mai 1968 en France, on déclara le fameux « La France s'ennuie ! » ; les révoltes populaires en Algérie, notamment à Alger et en Kabylie, ont



également surpris, au point que même un soit disant bien informé a traité la révolte d'octobre 1988 de « *chahut de gamins* » !

À propos, donc, du mouvement populaire, il me semble que l'observation la plus juste fut celle-ci (je cite en substance, de mémoire, sans me rappeler l'auteur) : la rupture sociale apparaît quand ceux d'en bas ne peuvent plus supporter, et ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner.

Le diagnostic est clair. Mais reste un problème : il est très difficile de se rendre compte du moment précis de la rupture. Je l'ai dit : les plus informés et les plus intelligents n'ont pas su détecter son surgissement.

Dès lors, étant donné ce que l'histoire montre et enseigne, est-ce que le scepticisme est de mise ?

Ne faut-il pas, selon une expression consacrée (encore une fois j'en ai oublié l'auteur) suivre le précepte : scepticisme de la raison, optimisme de la volonté ? C'est ce que Fouad K*... a ainsi exprimé : « sans un minimum de foi en l'humain, à son génie créateur, rien ne pourra germer. »

Cela revient à dire : quelque soit le scepticisme dicté par la situation du peuple, il faut néanmoins manifester de l'optimisme dans sa volonté de s'affranchir de sa situation d'exploité-dominé. Car il est difficile de croire qu'un être humain, une fois conscient de sa situation servile, se complaise à l'aimer et à s'en accommoder, même s'il est victime des trois malédictions : le bâton de la répression, la carotte des subventions limitées, et l'opium d'une religion trafiquée. Il faut ne pas connaître le peuple, il faut avoir une mentalité d'étatiste élitaire et/ou de mandarin courtisan (serviteur volontaire, trouvant son avantage à sa situation) pour mépriser le peuple au point de le croire susceptible de se complaire dans sa servitude.

Pour revenir à l'Algérie, les divers soulèvements de résistance populaires qui ont surgi après l'indépendance nationale sont des preuves que le peuple algérien ne se réduit pas à une « populace fataliste ». Chacun sait que les mouvements populaires ont donné quelques résultats. Comme le déclare Fouad K*... : « les acquis sociaux même s'ils sont modestes pour la majorité de la population algérienne, ils sont palpables. »



Bien entendu, ils sont trop modestes et aléatoires⁵⁸. Ce qui explique, en cet automne 2017, ce que chacun sait : que le temps est à la révolte populaire.

Cependant, Fouad K*... pose cette réflexion : « nous aurions pu faire beaucoup mieux depuis notre indépendance. »

Assurément. À ce propos existent deux visions.

Tou-tes voient ce « mieux » dans une Algérie qui n'aurait pas connu le conflit qui exista durant la guerre de libération nationale, et qui déboucha sur la dictature militaire, suivie par une « démocratie » très limitée.

Quant à la nature de ce « mieux », la majorité le voient dans l'établissement d'institutions parlementaires de type capitaliste ; elles auraient permis au pays un développement dans tous les domaines, notamment grâce à l'existence des hydrocarbures. C'est là, évidemment, une conception étatique élitaire, où le peuple demeure une simple masse à manœuvrer, comme c'est le cas, aujourd'hui, dans tous les pays capitalistes.

Nous sommes une très petite minorité à concevoir ce « mieux » de manière différente.

L'Algérie et son peuple auraient connu un *réel* développement sur tous les plans, et démocratique dans le sens *authentique* du terme, si l'expérience d'autogestion sociale, qui émergea juste après l'indépendance, avait pu être consolidée et généralisée. Nous n'aurions, alors, pas eu le capitalisme d'État benbelliste et boumédiéniste, avec ses tares et ses faillites, suivi par la privatisation mafieuse actuellement en cours, avec ses lots de tragédies passées et ses crises actuelles. Au contraire, on aurait eu une société où liberté et solidarité co-existeraient, avec une possession collective des moyens de production, de distribution et de consommation, auto-gérés par les citoyen-nes eux/elles-mêmes. Ce qui aurait donné des résultats semblables à ce que les autogestionnaires algériens avaient obtenus juste après l'indépendance, et ce que les autogestionnaires espagnols avaient commencé à réaliser durant les trois années 1936-1939 de la guerre civile dans leur pays.

⁵⁸ Voir, par exemple, l'article de Nordine Grim : « *Les réformes de 1988 passées à la trappe* », http://www.elwatan.com/economie/les-reformes-de-1988-passees-a-la-trappe-09-10-2017-354279_111.php

On arrive donc à la question fondamentale de Fouad K*... :

« Comment concrètement arriver à créer une dynamique sociale, sans un noyau dur, fédérateur, vu le faible niveau de culture associative dans notre pays ? »

Les pistes de solutions sont à chercher, à mon avis, de plusieurs manières.

1. Information

Il faut d'abord s'informer sur les diverses expériences, algériennes et étrangères, passées et présentes, en matière de culture et de pratique associatives de citoyens libres, autonomes et parfaitement démocratiques, autrement dit autogestionnaire.

Il faut absolument *insister* cette exigence d'information pour un motif qui n'est pas évident pour la très grande majorité : c'est que tout a été fait et continue d'être fait pour occulter les expériences autogestionnaires qui ont été et qui sont réalisées dans le monde, y compris en Algérie. Ce qui donne à la majorité des personnes l'impression, plus exactement la fausse opinion, que l'autogestion est une utopie, une conception irréalisable, parce que non réalisée nulle part de manière satisfaisante. Ce qui est TOTALEMENT FAUX ! La preuve : combien de personnes, y compris parmi celles qui se croient les plus informées connaissent l'existence et ont lu des ouvrages comme ceux de Voline et de Gaston Leval, des témoignages de première main d'auteurs engagés directement dans l'action, fournissant des documents concrets irréfutables et vérifiables, ou des ouvrages sur l'autogestion algérienne ? ⁵⁹

2. Enquêtes

Il faut, ensuite, fréquenter le peuple, connaître suffisamment sa vie matérielle, ses conceptions idéologiques et ses aspirations concrètes. Cela

⁵⁹ Voir ci-dessus « *La révolution inconnue* », « *La (méconnue) plus importante révolution du XXè siècle* », « *Belle comme un comité d'autogestion* ».

nécessite des approches personnelles, complétées par des enquêtes objectives sur le terrain, systématiques et approfondies.

Personnellement, ma famille étroite et élargie est typiquement populaire. Mais vivre en son sein ne suffit pas à connaître le peuple dans ses diverses composantes et multiples réalités concrètes. Par conséquent, même si l'on fait partie d'une famille authentiquement populaire, il est nécessaire d'élargir, d'approfondir, de compléter les connaissances concrètes par la fréquentation suffisante des autres parties du peuple, dans les villes comme dans les campagnes.

À ce propos, que l'on me permette de relater une expérience personnelle.

En 1973, Abdelkader Alloula, alors directeur du Théâtre Régional d'Oran, me demanda d'écrire une pièce de théâtre sur la « Gestion socialiste des entreprises ». J'ai répondu ceci : bien qu'étant fils d'ouvrier, et ayant fréquenté l'usine de chaussures où il travaillait, j'estimais ne pas connaître assez la réalité du monde du travail pour écrire et mettre en scène une œuvre sur ce thème. Je demandai donc la possibilité de faire une enquête personnelle sur le terrain, étendue à l'ensemble du territoire national. Elle me fut accordée. Mon enquête dura un mois. Il m'a fallu trouver les moyens pour ne pas me contenter des visites officielles, et de constater ce que les directeurs d'entreprises et les responsables syndicaux inféodés voulaient me cacher. Grâce à la complicité solidaire de camarades travailleurs ou syndicalistes honnêtes, j'ai pu, alors, constater la réalité vraie des travailleurs, et ce qu'était réellement la réforme dite « socialiste » des entreprises. En fait, c'était l'élimination totale de ce qui restait de l'autogestion, et la mise en place d'un capitalisme d'État. C'est uniquement par cette enquête sur le terrain, systématique et objective, que je me suis rendu compte de la situation réelle des travailleurs dans les entreprises publiques algériennes.

De retour à Oran, j'ai déclaré mon incapacité d'écrire une pièce de théâtre sur les travailleurs, parce que j'aurai dénoncé la mystification officielle, ce qui était impossible⁶⁰.

Retournons au peuple. Ne commettons pas la stupide erreur de croire que les membres des services de répression (mouchards, policiers et soldats)

⁶⁰ Plus d'informations à ce sujet in « *Éthique et esthétique au théâtre et alentours* », Livre 1, o. c.

ainsi que les délinquants (voleurs, violeurs, trafiquants de drogue, proxénètes, prostituées, etc.) ne font pas partie du peuple. Simplement leurs caractéristiques sont différentes, matériellement et psychologiquement.

Ne font pas partie du peuple uniquement celles et ceux qui l'exploitent et le dominant directement : les membres de la caste étatique et des castes privées (mafieuse, compradore et capitaliste classique). Quand à la classe moyenne, il faut garder en vue deux éléments :

- sa composition en trois catégories absolument différentes : couche supérieure (matériellement et idéologiquement proche des castes dominantes), moyenne et inférieure (cette dernière matériellement et psychologiquement proche du peuple)

- les oscillations de la couche inférieure de la classe moyenne, tour à tour désirant jouer au garde-chiourme des castes dominantes (quand elle bénéficie d'avantages matériels suffisants), ou se révoltant (dans le cas contraire) en se considérant partie du peuple exploité-dominé⁶¹.

3. Organisation

Il faut, enfin, s'organiser en associations libres, autonomes, démocratiques et pacifiques pour examiner les résultats des enquêtes, présenter des propositions.

À ce niveau des problèmes surgissent.

Le premier est de ne pas se cantonner à former des organisations élitaires, coupées du peuple, mais de s'efforcer (ce n'est pas facile) d'associer des membres du peuple à ces organisations. Tant qu'ils ne sont pas présents, hommes et femmes, l'association demeure élitaire, parasitaire, stérile. Le prétendu « noyau dur » est, en réalité, faible.

Si l'on est incapable de convaincre, avec pédagogie et patience, des citoyen-nes exploité-es pour s'associer ensemble avec nous qui, éventuellement, disposons d'une conscience sociale plus avancée, comment, par la suite, espérer former un mouvement social réellement populaire ?

⁶¹ Voir ci-dessous III. SOCIÉTÉ / « Forces en présence et agent central de changement ».

Est-il logique et raisonnable de reprocher au peuple son incapacité à agir de manière conséquente, alors que, dans le même temps, nous sommes incapables, nous, de savoir le convaincre ? Alors, que valent nos connaissances ?

Un problème plus grave pourrait être l'interdiction de ces activités pacifiques, pourtant conformes à la Constitution, par les autorités. Dans ce cas-là, il faudrait recourir à l'intelligence pour trouver néanmoins le moyen de se réunir et de débattre.

Non ! Pas de clandestinité. Pour plusieurs motifs. Il y aura assez de mouchards pour être rapidement découvert. Il sera facile aux autorités de justifier leur interdiction précisément par cette clandestinité. Il y a le risque de former une « élite » conspirationniste qui se transforme en « professionnels » du changement social, portés à se croire les « meilleurs » et à « diriger », à la manière de tous les « révolutionnaires professionnels » du passé.

Il faut absolument trouver le moyen d'agir publiquement. Que chacun donc recourt à son imagination et à son intelligence pour trouver les moyens.

Bien entendu, comme l'affirme Fouad K*..., un « noyau dur » devrait naître et, pour exister, il doit être solidaire, autrement dit fédéré. Mais, là aussi, attention à ce qu'il ne se transforme pas en une minorité de « guides », de « dirigeants ».

Pour deux motifs. Un « noyau dur » est facilement éliminable par la répression. La ghettoïsation groupusculaire est stérile.

Aussi, dès le départ, il faut que les membres de ce « noyau dur » agissent immédiatement afin que tout-e autre membre de l'association soit capable d'assumer les mêmes fonctions, les mêmes activités. Autrement dit, que le « guide », le « dirigeant » (plus exactement la personne qui dispose de plus de connaissance et/ou expérience que les autres) s'attache en premier lieu à aider ses compagnons à être, de la même manière, des « guides » et des dirigeants d'elles et d'eux-mêmes. Voilà la supériorité (mais aussi la difficulté) de l'autogestion sur tout autre méthode de changement social réellement radical.

Ainsi, me semble-t-il, par l'exemple concret, par l'activité intelligente, pacifique, libre, autonome et démocratique citoyenne, petit à petit se



répandra la pratique et la culture associative authentique, c'est-à-dire émancipatrice.

À ce propos, il faut rappeler sans cesse et toujours un fait : ce processus d'auto-émancipation demande du *temps*, des mois et des années ; quelquefois même, oui, des générations. Ainsi fonctionne la société humaine. Il faut donc commencer, associer des « gouttes de pluie » (les personnes de bonne volonté, les membres du peuple et ses ami-es sincères), les faire devenir des « ruisseaux » (associations), qui deviendront des « fleuves » (fédérations), jusqu'à constituer un « océan » (mouvement social populaire général). C'est ainsi que l'histoire humaine fonctionne, partout et toujours. Le temps est un facteur dont il faut tenir compte. Cela ne doit porter ni à temporiser (excuse opportuniste ou lâche) ni à se précipiter (de manière aventuriste, irresponsable, stérile). Mais agir au jour le jour, selon ses propres capacités, en suivant une démarche rationnelle, tenant compte des réalités concrètes.

Le but est de contribuer à ce que les citoyen-nes acquièrent un niveau de conscience élémentaire. L'acquisition de celui-ci devrait permettre de le porter progressivement au niveau le plus élevé, et cela par la pratique de l'auto-organisation, autre terme pour autogestion, pour aboutir à l'auto-gouvernement.

Et ne perdons jamais de vue un aspect. Désormais, l'histoire mondiale, dont l'Algérie fait partie, a démontré que l'humanité est parvenue à une phase nouvelle. Dans celle-ci, ni les révoltes citoyennes violentes (spontanées ou manipulées) ni la violence armée de groupe (quelque soit sa couleur idéologique) ne donnent jamais le résultat escompté, celui en faveur du peuple *exploité-dominé*. Les révoltes accouchent de quelques concessions au peuple ; elles sont, toujours et partout, progressivement éliminées au fur et à mesure du renforcement de la caste dominante⁶². La violence armée accouche, toujours et partout, d'une caste qui domine le peuple, par la même violence institutionnalisée.

Désormais, quelque soit le pays, le changement social radical, autrement dit mettant fin à l'exploitation-domination, ne pourrait se réaliser que par

⁶² Voir l'article de Nordine Grim : « *Les réformes de 1988 passées à la trappe* », déjà cité.

l'action citoyenne libre, autonome, démocratique et pacifique. Toutes les autres solutions ont prouvé leur inaptitude.

Ce processus exige, répétons-le, une phase temporelle plus ou moins longue. Cependant, les résultats sont constatables immédiatement, au fur et à mesure de l'existence d'associations citoyennes fonctionnant de manière autogérée.

Le but est la formation d'un mouvement populaire assez puissant pour effectuer le changement social en sa faveur. Qui donc s'opposerait à l'élimination de l'exploitation-domination sinon celle et celui qui en profitent ? Qui donc désirerait cette élimination sinon celle et celui qui en sont les victimes ?

Pour y parvenir, il faut de la volonté généreuse, de l'imagination intelligente, de l'effort soutenu, du temps, de la patience, de l'endurance, le plaisir d'agir pour la beauté et la bonté de soi-même et de l'humanité toute entière dont on fait partie.

Et même si l'on n'a pas le bonheur d'assister et de participer au « grand événement », - le large et puissant mouvement social populaire national, par le peuple et pour le peuple -, on aura du moins la joie d'y contribuer, en citoyen-ne libre, autonome, solidaire, réalisant la plus belle partie de notre humanité.

J'ignore si j'ai fourni les éclaircissements désirés par Fouad K*... Dans le cas contraire, bienvenus son commentaire et d'autres. Faut-il ajouter une précision ? Je n'ai pas la stupide outrecuidance de croire détenir les solutions, mais simplement la volonté, comme citoyen, de stimuler l'existence d'un débat libre et démocratique.



L'autogestion : retour au futur

Le Matin d'Algérie, 22 janvier 2018

Parmi les Algérien-ne-s parvenu-e-s au vénérable âge de soixante-dix ans et plus, qui s'en souvient ? Et, parmi les citoyen-ne-s qui ont vingt à trente ans, qui en a entendu parler ?

Beaucoup des « *chibani* » (« vieux ») et « *chibaniyâte* » (« vieilles »), qui furent, pourtant, des militant-e-s à l'époque d'existence de cette expérience, avouent avec mélancolie : « Ah ! Oui !... L'autogestion !... Mais, hélas !, c'est mort et enterré ! Désormais, c'est le capitalisme sauvage triomphant ! »

Quant aux plus jeunes, ils écarquillent grands les yeux en s'exclamant : « L'autogestion ?!... C'est quoi, ça ? Jamais entendu parler. »

Même les intellectuel-le-s algérien-ne-s qui, à juste titre, dénoncent le traficotage et l'occultation de l'histoire du peuple algérien, évoquent tout, de la préhistoire à aujourd'hui. Mais, très curieusement, sauf erreur, personne ne rappelle la phase de l'autogestion. Et, pourtant, juste après l'indépendance, elle a permis d'assurer et même d'améliorer la production industrielle et agricole, suite à l'abandon des entreprises par les patrons



coloniaux, et du fait de l'inexistence, encore, d'une structure étatique nationale.

Dès lors, comment expliquer l'occultation totale de cette expérience et de ses bons résultats ?

La réponse semble n'être que dans ce motif : ce furent les *travailleurs*, pour la plupart analphabètes, ouvriers et paysans, qui furent les « héros » de cette entreprise. Et non pas des « *Zaïms* » (Chefs), des « partis d'avant-garde ». Rien que les travailleurs manuels ! Ce que certains appellent la « racaille », « populace », « *ghâchi* » (foule).

Beaucoup de personnes, ignorant le peuple et la psychologie humaine, furent surpris de cette performance des travailleurs. « Comment ?... Sans encadrement technique, ni administratif, ni patron, vous affirmez que ces analphabètes furent capables de poursuivre la production, et même de l'améliorer ?!!! »

Oui ! Cela fut !... Pour un motif élémentaire, simple à comprendre. Quand des êtres humains ne sont pas contraints de « suer » pour un salaire insuffisant, qui enrichit un patron, mais, au contraire, travaillent pour eux/elles-mêmes, en destinant les bénéfices à améliorer l'équipement de production et les conditions de travail, ainsi que les rétributions pour le travail effectué, eh bien, dans ce dernier cas, est-il surprenant que ces travailleurs manifestent des performances meilleures que celles réalisées dans le cadre du salariat exploiteur ? Quant au savoir technique, l'observation continue permet au travailleur analphabète intelligent de savoir opérer, en cas de besoin. J'en ai comme preuve mon propre père. Ouvrier cordonnier sachant uniquement signer son nom, en plus sourd-muet, non seulement il fabriquait des chaussures, mais il savait réparer toutes les machines de l'usine, simplement parce qu'il avait un sens de l'observation et un intérêt qui lui permettaient d'apprendre.

Malgré les réussites des travailleurs en autogestion, dès que les détenteurs de l'État algérien furent capables de contrôler l'appareil de production, ils ont émis les fameux « décrets » de mars 1963 sur l'autogestion. Accusée de n'être que du « désordre » et de l'« anarchie », l'État installa des « directeurs », qui le représentaient, pour gérer « convenablement » la production.

Les travailleurs découvrirent rapidement l'imposture et l'injustice. Ces « directeurs », d'une part, appliquaient les ordres étatiques ; ceux-ci, bureaucratiques et loin des réalités de la logique productive, étaient erronés ; d'autre part, ces mêmes « directeurs » bénéficiaient de salaire et de privilèges, qui en faisaient des patrons, avec cette grave différence qu'ils étaient des patrons étatiques. Ajoutons à cela l'interdiction de syndicats autonomes des travailleurs, et la transformation du syndicat U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens) en organisme strictement soumis aux ordres étatiques. Ainsi, les travailleurs, se voyant soumis à un capitalisme étatique, pire que le précédent privé, résistèrent à leur manière : en travaillant moins et mal. Les autorités les accusèrent ... d' « incapacité » et de « fainéantise ».

Pourquoi ce rappel de l'autogestion ?... Parce que, actuellement, en Algérie, le premier ministre a parlé des entreprises publiques qui ont des problèmes de productivité, et qui, par conséquent, survivent uniquement grâce aux subsides étatiques. Solution envisagée ?... Livrer ces entreprises à des patrons privées. Pas seulement en ce qui concerne de grandes entreprises, mais également des petites, telles des briqueteries et des minoteries

À ma connaissance, journalistes et experts expliquent ces carences productives uniquement par la pratique de la subvention étatique ; elle porte les dirigeants de ces entreprises défaillantes à négliger la satisfaction des exigences requises. Cette constatation est indéniable, et le motif évoqué réel.

Mais doit-on s'étonner que des entreprises, dirigées par des bureaucrates étatiques, puissent être performantes ?... Aux « dirigeants » il suffit de recevoir régulièrement leur salaire, confortable, et les privilèges qui vont avec ; du reste, ils n'ont cure. Ce phénomène n'est pas spécifique à l'Algérie. Déjà, en Russie, au lendemain de la révolution de 1917, les travailleurs des usines, notamment de Saint-Pétersbourg, avaient réussi à remettre en fonction de manière satisfaisante la production. Et c'est *uniquement* quand Lénine et son parti leur imposèrent des « directeurs » étatiques que la production tomba en crise. Les travailleurs dénoncèrent, en vain, l'incapacité des bureaucrates dictateurs. La situation fut telle que Lénine fut obligé non pas de confier, de nouveau, les usines aux travailleurs, mais de faire appel, avec sa N.E.P. (Nouvelle Politique Économique), à des

éléments... bourgeois et technocrates pour diriger la production⁶³. Je ne dispose pas de la citation exacte, mais j'ai lu un texte de lui : il affirma que les travailleurs étaient « incapables » de gérer les usines, et qu'il « fallait » recourir aux « techniciens » et « experts » « bourgeois » !

Revenons à l'Algérie. De la même manière que l'on rappelle les exploits des anciens combattants de la guerre de libération, pour encourager des efforts aujourd'hui, pourquoi ne rappelle-t-on pas, de la même manière, les exploits des travailleurs de l'autogestion, pour trouver des solutions aux problèmes productifs actuels ?

Nous arrivons, alors, à la question fondamentale. Des briqueteries et autres petites et moyennes entreprises, pourquoi envisager de les concéder uniquement à des patrons privés, et non pas les confier à leurs travailleurs, en autogestion ?... Ces travailleurs seraient-ils moins capables que ceux de la post-indépendance pour gérer correctement leur unité de production ?... Pourquoi ne pas les mettre à l'épreuve ?... Ainsi, ces entreprises ne seront pas livrées aux prédateurs privés, mais conserveraient un aspect public, puisque autogérées par les travailleurs eux-mêmes.

Il est vrai que cette solution priverait les patrons privés de s'emparer de ces unités de production. Mais cette perspective a l'inconvénient d'éliminer leur soutien aux détenteurs de l'État. Ce qui est inacceptable pour ces derniers.

À juger du projet de confier les petites et moyennes entreprises non pas aux travailleurs mais à des privés, ne doit-on pas en conclure que les détenteurs de l'État, devant les difficultés productives constatées, préfèrent privilégier leurs propres intérêts ? Et que signifie cela sinon se comporter en caste, au détriment du peuple ?... Pourtant, de par le monde, notamment en Argentine, existent des entreprises, dont la gestion privée patronale s'étant révélée une faillite, ont été reprises par leurs travailleurs avec succès, même en s'activant dans un environnement capitaliste.

Alors, existe-t-il d'autres motifs de refuser aux travailleurs la capacité d'autogérer les entreprises que la gestion étatique s'est révélée incapable de satisfaire ? Pourquoi pas un retour au passé pour affronter le futur ? Se trouvera-t-il un-e journaliste pour poser la question à ceux qui prennent les décisions en Algérie ?

⁶³ Voir Voline, « *La révolution inconnue* », o. c.

Appel à un mouvement pour l'autogestion sociale

*Publié sur le site de la revue Ballast⁶⁴, janvier 2018.
À l'occasion de la parution sur Le Matin_d'Algérie, 25 janvier 2018,
le texte fut partiellement revu par l'auteur.*

Problème général

Concernant les partis politiques, l'essentiel a été dit voilà longtemps — depuis le sociologue Robert Michels⁶⁵, en 1914, sur leur tendance à former une oligarchie. Et cela quelle que soit leur couleur idéologique. De l'ancien parti bolchevik à l'actuel parti « démocrate » états-unien, nul n'échappe à cette « loi d'airain » — disons à cette logique. L'analyse de Michels suit, d'une certaine manière, celles élaborées au siècle précédent par des militants et théoriciens anarchistes : Joseph Proudhon, Michel Bakounine et Errico Malatesta, pour ne citer que ces trois noms. Seule l'ignorance (ou la naïveté, sœur de la première), peuvent porter à douter de ce phénomène. Et seul.e.s

⁶⁴ <https://www.revue-ballast.fr/algérie-appel-a-mouvement-dautogestion-sociale/>

⁶⁵ Robert Michels, « *Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* ». Télé-chargeable librement sur le site archive.org



les dirigeant.e.s des partis occultent ce processus. Il atteint même les partis dont les fondateurs agissent avec la meilleure des intentions, la plus démocratique, la plus révolutionnaire : songeons au parti fondé par Nelson Mandela... Pour employer une métaphore, un parti politique obéit à la même loi qu'un microbe : il lui est impossible de ne pas dégénérer. Concernant le microbe, il s'agit de loi biologique ; le parti politique est quant à lui affaire de loi sociale humaine : la cause de la dégénérescence, dans le dernier cas, réside dans trois aspects.

D'abord, dans l'existence inévitable d'un individu torturé par son ego, à tel point qu'il consacre toute son énergie et son intelligence (dont le machiavélisme est l'aspect inavoué) à jouer au chef. Ensuite, dans la complaisance d'un groupe qui l'entoure et lui permet de parvenir à ce rôle de chef en assumant les rôles de sous-chefs. Enfin, dans l'aliénation de la grande majorité des militants qui croient « naturel », au regard de leur « ignorance », d'obéir à celles et ceux qui « savent ». Cette structuration est, et ne peut être, que hiérarchique — donc autoritaire. Avec le temps, elle produit inévitablement des privilèges au bénéfice du groupe « dirigeant » : le chef et son groupe. Des privilèges justifiés par mille excuses : les plus évidentes sont la nécessité d'un certain confort matériel (pour, soi-disant, « bien » réfléchir et concevoir les actions à entreprendre) et l'exigence de voir exécutés les ordres impartis par la « base », selon la fameuse « discipline » de parti. La preuve du contraire est donnée, par exemple, par le dirigeant Buonaventura Durruti : pendant la guerre civile espagnole, il partageait les mêmes conditions de vie que ses compagnons miliciens et les actions à entreprendre étaient décidées de manière égalitaire et démocratique — à l'opposé d'un Trotsky, alors chef de l'Armée « rouge ».

En Algérie

Venons-en aux partis politiques algériens actuels. Leur caractéristique commune est la suivante, par-delà l'idéologie proclamée : tous veulent le bien-être du peuple. Qu'en est-il dans les *faits* ? Leur contact avec ledit peuple est très limité. La caste étatique use de tous les obstacles possibles et imaginables pour empêcher ces partis d'établir des relations avec lui — le moyen le plus utilisé reste l'exigence d'une autorisation administrative afin

de tenir une réunion, laquelle autorisation n'est pas accordée. Si le parti passe outre et entend bel et bien la tenir, l'administration le considère comme agissant dans l'« illégalité » et les services répressifs interviennent pour l'en empêcher. L'autre moyen employé est le traditionnel *traficotage* des résultats des élections. Jusqu'à présent, et à notre connaissance, les dirigeants des partis se contentent de se plaindre de ces atteintes aux règles démocratiques, pourtant proclamées dans la Constitution ; ils déclarent du reste que le pouvoir étatique, les empêchant d'accomplir leur mission socio-politique, provoquera lui-même les révoltes populaires puisque les citoyen.ne.s ne disposent pas de moyens légaux — un parti — pour présenter leurs revendications légitimes.

Ces deux obstacles ne suffisent pas à expliquer la faiblesse électorale des partis d'opposition. La cause réside principalement dans la carence de leur implantation en milieu populaire — une carence qui s'explique par la conception même de ces partis : la priorité (quoiqu'ils en disent) accordée au « sommet » et aux jeux de pouvoir (qu'ils croient décisifs), au détriment de l'action populaire. C'est dire que le changement réellement voulu par ces organisations partidaires est moins une démocratisation de la société qu'une conquête du pouvoir étatique pour, ensuite, établir la politique qui leur convient, d'abord comme oligarchie de parti. Pourquoi l'intelligence des dirigeants de parti ne trouve-t-elle pas de solution à leur faiblesse électorale ? Leurs connaissances devraient pourtant servir précisément à régler ce genre de problèmes. S'ils en sont incapables, pourquoi demeurent-ils à la tête de leur parti ? Dans toute organisation sociale, on laisse pourtant la place à d'autres quand on est incapable de trouver la solution...

Solutions démagogiques

Comment les partis algériens ont-ils affronté les interdictions étatiques ? La première voie est l'action clandestine. Les partis la rejettent à présent clairement (quoiqu'il ne soit pas sûr que certains d'entre eux n'y aient jamais recours, d'une manière ou d'une autre) et les services de sécurité sont, quoi qu'il en soit, là pour les découvrir et les neutraliser. La seconde, sans relever de la clandestinité, en est assez proche : elle consiste à



« travailler au corps à corps » les citoyens à travers leur famille, leur travail, leur voisinage, leurs amitiés, etc. En voici quelques exemples.

Saint Internet

L'un des leviers de la victoire d'Obama aux élections présidentielles fut l'immense campagne orchestrée à travers Internet en recourant à une masse de sympathisants, acquis par le démagogique (et malheureusement efficace) « *Yes, we can !* » (« Oui, nous pouvons ! »). En tant que sympathisant d'un mouvement états-unien opposé à la guerre, je fus moi-même systématiquement bombardé de messages de soutien à Obama et d'action en sa faveur. Comment ses partisans ont trouvé mon courriel, je l'ignore. Je n'ai toutefois pas bloqué l'arrivée des messages : ils m'instruisaient sur cette méthode de « travail » sur « les gens ». Ainsi, en Algérie, où l'expression libre est gravement limitée par l'autorité étatique, d'aucuns croient à la toute-puissance des réseaux sociaux sur Internet. En la matière, les partis algériens ont visiblement encore tout à apprendre. S'il est vrai, depuis quelques années, que ces réseaux ont explosé, cela n'en est pas moins le fait, essentiellement, d'intellectuels et de jeunes instruits : les travailleurs manuels des villes et des campagnes, ainsi que les chômeurs, en sont exclus. En outre, à supposer que ces derniers sachent lire et se servir efficacement d'Internet, il n'empêche qu'ils ne possèdent pas d'ordinateurs par manque de moyens financiers. Quant à l'influence du Web sur la vie sociale, le journaliste Salim Chait écrit, dans *Le Matin d'Algérie* : « *Les dernières élections locales ont signé l'échec de l'opposition virtuelle. Malgré les millions de suiveurs des pages de ces blogueurs précités, une grande partie de la population est allée voter, nonobstant les soupçons de fraude et les appels incessants de la blogosphère à boycotter ces échéances électorales.* » Ces constatations relativisent l'influence du virtuel sur le réel, sans toutefois lui enlever de son importance. Les partis sont-ils capables de descendre dans l'arène ? Jusqu'ici, leur absence est désolante. On les trouve dans les allées du pouvoir en place, à la télévision, sur leur page Facebook, dans des publications journalistiques et dans quelques rares locaux de partis, plus rares encore dans les quartiers populaires, pour ne pas parler des villages.

Saint peuple

Avant l'arrivée de Mohammed Morsi à la tête de l'État, en Égypte, et avant le « printemps » qui l'y a porté, les Frères musulmans travaillaient à leur manière les citoyens les plus démunis du pays. Ils allaient les trouver pour s'informer sur leurs conditions de vie très pénibles. « Au moins, déclaraient les gens, ces Frères viennent nous voir et enquêter sur nous ! » Un moyen plus convainquant consistait, pour les militants Frères musulmans, à fournir, dans la mesure du possible, des aides matérielles destinées à améliorer leur niveau de vie, le Qatar et autres monarchies pétrolières fournissaient l'argent nécessaire. Les gens du peuple appréciaient naturellement cette aide concrète, même si ce n'étaient que des miettes : en situation de pauvreté, tout est bienvenu. L'idéologie des Frères musulmans s'introduisait, se développait, se consolidait : on connaît le résultat. En Algérie, les partisans de l'ex-FIS (Front islamique du Salut) ont employé des procédés similaires, permettant ainsi de favoriser leur victoire aux élections législatives de décembre 1991 : elle ne fut surprenante que pour les personnes qui ignoraient les conditions réelles du peuple et la mobilisation de ces militants le travaillant « au corps-à-corps ». En découle que les partis politiques algériens sont contraints, afin de bénéficier d'une légitimité citoyenne réelle, de trouver les moyens d'entrer en contact direct avec le peuple et de l'aider concrètement.

L'autonomie manquée

Mais le veulent-ils ? Leurs dirigeants, cadres et militants devraient aller sur le terrain — ce qui implique de dépasser les interdictions des autorités d'État et de dépenser une énergie physique consistante, certainement éprouvante. Aller dans les quartiers les plus démunis, dans les bidonvilles, dans les villages et les douars n'est pas une entreprise touristique. Ce genre d'action peut entraîner l'adhésion au parti d'éléments nouveaux, de la « base » réelle du peuple. Or, *a priori*, ceux-là sont moins manipulables par les dirigeants que les cadres et militants « nantis » : ils se montrent plus exigeants, plus critiques ; ils veulent des résultats concrets qui améliorent leur vie.



Les dirigeants des partis sont-ils capables de consentir à cette réelle démocratisation de leur organisation, laquelle risque de mettre en question le *leadership* du chef et de remplacer ses « cadres » par d'autres, plus sensibles et plus représentatifs du peuple ? Ces interrogations mettent en évidence un fait : le plus grand danger que court un parti « démocratique » est précisément sa réelle démocratisation ! Cela nous amène tout près de l'organisation autogérée, autrement dit le contraire d'un parti ! Si la « loi » de ce dernier est la production d'une oligarchie qui le gère (hétéro-gestion), l'autogestion, à l'opposé, a comme « loi » l'élimination de toute forme d'oligarchie au bénéfice d'un fonctionnement non pas vertical — hiérarchique, autoritaire — mais horizontal — égalitaire, avec délibération collective pour la prise des décisions : se trouve ici l'impossibilité pratique pour un parti « démocratique » de l'être réellement. Et pour qu'une organisation soit réellement au service du peuple, elle doit l'être, démocratique.

Le modèle autogestionnaire est le seul qui, jusqu'à présent, a répondu à cette condition. On comprend que cette forme d'organisation a malheureusement toujours été dénigrée, calomniée, combattue, occultée par tous les partis, sans aucune exception, dans tous les pays et à toutes les époques. Qu'ils soient « libéraux » ou « révolutionnaires », leur argument est identique : l'autogestion, c'est l'« anarchie », c'est-à-dire le désordre social et l'inefficacité économique. Absolument faux ! *Là où l'autogestion a existé, y compris en Algérie, elle fut l'expression du meilleur ordre social possible et d'un progrès économique consistant.* L'examen des expériences réelles le démontre indéniablement, notamment en Russie⁶⁶ (1917-1921) et en Espagne⁶⁷ (1936-1939). Paraphrasant Galilée, il faut convenir : et, pourtant, elle tourne (l'autogestion), bien que toutes les autorités du monde le nient ! Qui se souvient du surgissement des comités d'autogestion agricoles et industriels en Algérie ? Sitôt l'indépendance nationale déclarée, les fermes et les usines furent abandonnées par leurs propriétaires et cadres techniques coloniaux — le nouvel État autochtone n'existait pas encore de manière significative, ni son corps de bureaucrates et de technocrates. Les travailleurs ont réagi de manière totalement autonome, libre et solidaire. Ils

⁶⁶ Voir ci-dessus : « *La révolution inconnue* ».

⁶⁷ Voir ci-dessus : « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* ».

sont parvenus non seulement à assurer la production industrielle et agricole, ils l'ont même améliorée. Le cas ne fut pas spécifique, mais il n'y a pas à s'en étonner : quand des travailleurs n'exercent plus sous le joug du salariat exploiteur mais comme producteurs librement autogérés, il est normal qu'ils s'efforcent et parviennent à faire mieux, parce qu'ils travaillent pour eux-mêmes. On objectera : « Et les cadres administratifs, ainsi que les cadres techniques ? »... Les travailleurs ont prouvé qu'ils savaient produire sans ces « cadres », démontrant ainsi leur aspect parasitaire. Au point que le poète Jean Sénac⁶⁸ écrivit cette expression inoubliable : « *Tu es belle comme un comité d'autogestion !* »

J'eus le bonheur, adolescent, de vivre directement cette autogestion dans l'entreprise de chaussures où travaillait mon père, à Oran, quartier Saint Eugène. Alors, moi, enfant de pauvre, de « *zoufri* » (déformation algérienne de « ouvrier »), comme on disait avec mépris, *j'ai vu des ouvriers, dont certains étaient analphabètes, continuer la production de chaussures, réparer les machines, organiser la distribution pour la vente.* Et tout cela dans une atmosphère de coopération égalitaire et solidaire. Les travailleurs manuels montraient leur capacité intellectuelle de gestion de leur entreprise, sans patron, ni contremaître, ni techniciens. Ce qui, sous le salariat, était plus-value et profitait au propriétaire était désormais investi afin d'améliorer les conditions de production ou la répartition entre travailleurs. Hélas !... Cette autogestion ouvrière et paysanne réussie ne fut pas de l'agrément de ceux qui voyaient leurs intérêts menacés : les détenteurs de l'État « socialiste », leurs fonctionnaires, leurs techniciens, les propriétaires privés et ceux qui projetaient de s'emparer des soi-disant « biens vacants » abandonnés par leurs propriétaires coloniaux.

En Russie puis en Espagne, l'autogestion fut éliminée par l'armée. Dans le premier pays, Lénine ordonna et Trotsky commanda l'Armée « rouge » : elle massacra les partisans des Soviets libres de Kronstadt et d'Ukraine. Dans le second pays, le massacre fut commis par l'armée fasciste de Franco, l'aviation nazie, les supplétifs fascistes de l'armée italienne et les « communistes » (les agents envoyés par Staline et le Parti « communiste » d'Espagne). À ces autoritaires, version « communiste » et fasciste, il était

⁶⁸ Voir ci-dessus : « *Belle comme un comité d'autogestion !* »

intolérable que des travailleurs démontrent qu'une révolution sociale authentique puisse se réaliser sans « Guide suprême infaillible », sans « Parti d'avant-garde professionnel », sans « commissaires politiques » tout-puissants, sans collectivisation forcée, sans privilégier une couche bureaucratique, sans armée de galonnés et d'exécutants. En Algérie, l'élimination de l'autogestion se fit par des décrets « socialistes » : elle fut accusée de « désordre », d'« inefficacité » et d'« anarchie », comme en Russie et en Espagne. Pour résoudre ces problèmes, l'État algérien « organisa » l'autogestion. Technique employée : embrasser pour étouffer. À la tête des entreprises autogérées, l'État installa un « directeur » : il représentait l'État, lequel était censé incarner le « peuple » et les « travailleurs » — ce fonctionnaire aurait donc été le défenseur des travailleurs des comités d'autogestion. En réalité, ce « directeur » commandait, donnait des ordres, selon le « plan » étatique. Son salaire élevé, ses conditions de travail très confortables et les privilèges qui lui étaient accordés par l'État constituaient, du reste, une injustice scandaleuse au regard du salaire et des conditions de travail des gens sous ses ordres.

Les travailleurs comprirent immédiatement que les décisions de ce commis de l'État contredisaient les intérêts réels des travailleurs. Ils se sont trouvés devant une forme inédite de patron : il n'était plus un individu privé, mais l'incarnation en chair et en os de l'État. Et celui-ci se comportait exactement en patron. Seule différence, très grave : le système n'était plus capitaliste-colonial, mais capitaliste-étatique-indigène. Les travailleurs n'avaient plus comme ennemis des patrons, sous forme d'individus différents, mais un seul et unique patron omnipotent, qui disposait de son « syndicat » de contrôle et de gestion sur les travailleurs, et de ses services de répression en cas de contestation. Surgit alors la fameuse phrase populaire algérienne : « *Lichtirâkiyâ ? L'auto lîk wal hmâr liyâ.* » (« *Le socialisme ? l'automobile pour toi et l'âne pour moi.* ») Si, au temps du capitalisme-colonial en Algérie, le syndicat était permis comme instrument de défense des travailleurs, avec l'État « socialiste », « démocratique et populaire », le syndicat était devenu simple courroie de transmission des impératifs de l'État : l'officielle Union générale des travailleurs algériens était devenue Union générale de l'État contre les travailleurs algériens...

Comme en Russie, en Algérie, les détenteurs de l'État avancèrent ce sophisme : l'État étant celui des travailleurs, il n'y a pas lieu d'avoir des syndicats pour les défendre, comme cela existe dans les pays capitalistes : vouloir un syndicat autonome dans un pays « socialiste », c'est être « contre-révolutionnaire ». En Russie, naquit la Nouvelle politique économique (NEP) de Lénine, ouvrant l'économie à une forme de capitalisme ; en Algérie apparut l'« autogestion étatique ». *Toute résistance des travailleurs ou de leurs authentiques représentants pour défendre et maintenir les acquis de l'autogestion réelle fut réprimée, d'une manière ou d'une autre : licenciement, arrestation, torture, assassinat.* Bien entendu, au nom du « socialisme » et du « peuple ». Depuis lors, en Russie, en Espagne comme en Algérie, les expériences autogestionnaires réussies furent totalement occultées, calomniées, par tous ceux qui conçoivent l'organisation sociale uniquement de manière autoritaire et hiérarchique : militaires, « libéraux » capitalistes, cléricaux, fascistes, marxistes.

Quelques années après le « redressement révolutionnaire », en fait le coup d'État militaire du 19 juin 1965, vinrent les « réformes », dites aussi, évidemment, « révolutions » : la « révolution agraire » et celle de la « gestion socialiste des entreprises ». On parla même d'une « révolution culturelle » pour singer celle qui se déroulait en Chine. Le peu qu'il restait de l'autogestion fut définitivement supprimé ; le capitalisme étatique consolidé, permit la formation d'une bourgeoisie étatique : les travailleurs se sont trouvés devant le pire des patrons et le pire des asservissements. J'en ai connu les méfaits, ayant été secrétaire d'une section syndicale de travailleurs, en 1972-73, à Alger. Je le fus juste assez longtemps pour que la hiérarchie syndicale comprenne que je ne me prêtais pas au rôle de larbin mais défendais réellement l'intérêt des travailleurs : je fus arbitrairement suspendu, accusé d'« agitation subversive ». Suite à la révolte populaire de 1989, à Alger, apparut une démocratisation très relative ; elle a permis la naissance de syndicats autonomes. Leurs activités ne sont pas semées de roses, d'autant plus que l'État favorise l'émergence d'un capitalisme privé, lié de manière clientéliste à celui de l'État. État, syndicat officiel (UGTA) et organisation patronale privée se sont unis pour dominer le pays de manière à servir leurs intérêts de castes.



Pour un Mouvement pour l'autogestion sociale

Le projet autogestionnaire semble, à première vue, relever de quelque utopie irréalisable. *Il est pourtant des utopies qui ne le sont que parce qu'elles n'ont pas encore trouvé les moyens de se concrétiser ou de durer.* Combien de temps a-t-il fallu pour détruire le système esclavagiste et le remplacer par le système féodal ? Combien de temps fut nécessaire pour anéantir ce dernier au bénéfice du système capitaliste, privé puis étatique ? Il en faudra pour l'instauration de l'autogestion. L'essentiel est d'y contribuer chacun selon ses possibilités : que rien ne nous garantisse de vivre immédiatement en société autogérée n'est pas un problème, ni une raison de nous décourager. Considérer l'autogestion comme une expérience à mener, contribuer à sa concrétisation, par les mots et les actes, même les plus apparemment insignifiants, faire connaître les expériences menées auparavant, les motifs de leurs succès et de leurs échecs, instaurer le débat sur le thème « Pourquoi pas l'autogestion ? », c'est déjà semer des graines pour permettre à la belle et généreuse plante de germer.

Reste à poser une question : dans l'Algérie actuelle, pourquoi n'existe-t-il pas de mouvement favorable à l'autogestion sociale ? Je parle de mouvement et non de parti. Il nous est indispensable de nous libérer de cette mentalité traditionnelle, largement diffuse : « *Ilâ anta mîr wanâ mîr, achkoun issoug alhmîr ?* » (« *Si tu es maire et je suis maire, qui conduira les ânes ?* ») D'abord, les citoyens ne sont pas des ânes. Ensuite, s'ils se révèlent tels, c'est parce que quelqu'un les y a réduits pour en tirer avantage. Œuvrons plutôt pour une société sans ânes, où tous pourraient être maires, à tour de rôle et pour réaliser le mandat pour lequel ils sont élus : satisfaire les intérêts de toute la communauté ! Mais s'il est, en français, souhaitable de parler de « mouvement », le mot, en arabe algérien, s'avère par trop fâcheux : « *haraka* » — on songe à « *harka* », « *harki* », ces supplétifs indigènes de l'armée coloniale durant la guerre de libération nationale algérienne. Le mot « *nidhâm* » (ordre, organisation) convient mieux et offre l'avantage d'affirmer l'autogestion sociale comme ordre, ou organisation, au sens le plus noble du terme : l'organisation démocratique et pacifique. Appelons donc à la naissance d'un « *Nidhâm Attassyîr Adhâtî Alijtimâ'î* », un mouvement pour l'autogestion sociale.

**« Le premier exemple de
comment une révolution devrait être faite »**

Le Matin d'Algérie, 27 janvier 2018

« *The first example of how revolution should be made* ». Cette phrase d'Emma Goldman résume parfaitement le livre que David Porter a consacré à la révolution sociale espagnole de 1936-1939 : « VISION ON FIRE : Emma Goldman on the Spanish Revolution » (VISION SUR LE FEU : Emma Goldman à propos de la révolution espagnole). Bien que l'ouvrage soit écrit en anglais, il est utile d'en rendre compte. Les lecteurs familiers de cette langue en seront informés ; ceux qui s'intéressent à l'argument peuvent en profiter pour améliorer leur connaissance de l'anglais ; enfin, les autres recevront des informations utiles, en attendant la publication du livre, espérons-le, par une maison d'édition algérienne ou française.

Le style d'écriture est simple, direct et clair. L'excellent exposé de l'auteur se base entièrement sur les écrits d'Emma Goldman. Bien qu'elle n'aie pas besoin de présentation, donnons quelques informations succinctes.



Anarchiste d'origine russe, exilée aux États-Unis, où elle continua sa militance, elle retourna en Russie lors de la révolution russe de 1917. Elle s'activa parmi les partisans des soviets libres, contre leur main-mise sur eux par les bolcheviques. Elle tenta en vain d'empêcher cette dictature d'un parti totalitaire ; mais elle fut contrainte de constater sur place combien la politique de Lénine-Trotsky fut funeste⁶⁹ à cette révolution authentiquement populaire.

Ensuite, durant la révolution sociale espagnole, elle se rendit également sur le terrain. On notera que l'adjectif employé ici est « sociale » et non pas « politique ». Là réside l'originalité de cette révolution. Elle ne visait pas, selon le schéma marxiste et bolchevique, à prendre le pouvoir de l'État, en instaurant une soit disant dictature du « prolétariat », en réalité une nouvelle domination sur le peuple. Au contraire, suivant la conception anarchiste proudhonnienne-bakouninienne, la révolution espagnole se voulait « sociale ». Autrement dit, un changement visant la *base* de la société toute entière, dans ses diverses structures et domaines d'activités. Cela s'est réalisé en créant des associations ouvrières et paysannes libres et autonomes, fédérées entre elles, autogérées. De cette manière nul besoin d'État dictatorial, ni de sa bureaucratie de privilégiés, ni d'un parti « guide » auquel obéir aveuglément, ni de chefs « géniaux » émettant des décrets indiscutables, ni de « commissaires du peuple » imposant des ordres, ni d'armée « rouge » formée de galonnés et de simples exécutants⁷⁰, ni de

⁶⁹ Voir ci-dessus : « *Qui ont fait la révolution d'octobre 1917 en Russie ?* »

⁷⁰ Voici des déclarations de Buenaventura Durruti, l'une des personnes les plus représentatives de l'anarchisme espagnol pendant la guerre civile en Espagne :

- « Nous vous montrerons, à vous les bolcheviques russes et espagnols, comment on fait la révolution et comment on la mène à son terme. Chez vous, il y a une dictature, dans votre Armée rouge, il y a des colonels et des généraux, alors que dans ma colonne, il n'y a ni supérieur ni inférieur, nous avons tous les mêmes droits, nous sommes tous des soldats, moi aussi je suis un soldat. (...) Ce ne serait vraiment pas la peine de se déguiser en soldat si l'on devait se laisser à nouveau gouverner par les pseudo-républicains de 1931 ; nous consentons à faire de grandes concessions, mais n'oublions jamais qu'il nous faut mener de front la guerre et la révolution. (...) J'ai été un anarchiste toute ma vie, et j'espère le rester. Je regretterais en effet de devenir un général et commander les hommes avec un bâton militaire. Ils me sont venus volontairement, ils sont prêts à mettre leur vie en jeu pour notre combat antifasciste. J'estime que la discipline est indispensable, mais

police politique genre tcheka, ni de prisons, ni de collectivisations forcées. Voilà ce que Staline et sa bureaucratie totalitaire ne pouvaient pas admettre, de peur que cette révolution sociale authentique dévoile l'imposture bolchevique et contribue à sa fin.

Goldman écrit :

« [Les travailleurs espagnols] ont montré que la dictature n'est pas essentielle dans une période révolutionnaire. Il est vrai que ceux qui ont bénéficié de liberté politique en Espagne en ont joui jusqu'à une limite alarmante, mais je suis d'accord avec les camarades qu'il y a moins de danger dans les abus de liberté que dans la dictature. »⁷¹

C'est donc à travers les écrits de cette partisane d'une révolution authentiquement sociale, ses observations et ses critiques que David Porter rend compte de cette rupture sociale, la plus originale⁷² et la plus riche que le monde a connu. Malheureusement, elle fut la victime de calomnie, puis de répression armée, enfin d'occultation par les « communistes » staliniens, sans parler des « libéraux ». Ces méfaits ont été (et l'occultation demeure) aussi implacables que ce soulèvement fut la première authentique révolution dans le monde. Voici en quoi : ses protagonistes furent les seuls paysans, ouvriers, petits employés et intellectuels éclairés. Ils étaient animés non pas par un classique « parti d'avant-garde », guidé par son « génial » chef, mais leurs propres organisations autogérées, où la conception libertaire autogérée était pleinement assumée. Là fut la grandeur de ces protagonistes du peuple, et là fut le motif pour lequel tous les autoritaires, « communistes », « libéraux » et fascistes leur ont été hostiles. Ils se sont unis pour écraser ce qui était un exemple idéal de la manière d'entreprendre un authentique changement social en faveur des opprimé-e-s, exploité-e-s et dominé-e-s. Qu'on en juge. Voici les ennemis que les révolutionnaires sociaux espagnols

elle doit venir de l'intérieur, motivée par une résolution commune et un fort sentiment de camaraderie. » in https://fr.wikipedia.org/wiki/Buenaventura_Durruti#cite_ref-Durruti_is_Dead.2C_Yet_Living_-_Emma_Goldman_.7C_libcom.org_10-1

⁷¹ « [The Spanish workers] have shown that dictatorship is not essential in a revolutionary period. It is true that those who are enjoying political freedom in Spain are taking advantage of it to an alarming extent, but I agree with the comrades that there is less danger in the abuses of freedom than in dictatorship. »

⁷² Voir ci-dessus : « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* ».

ont affrontés. D'une part, l'armée fasciste du général Franco, complétée par des supplétifs marocains ; l'action de cette armée fut renforcée par l'aviation nazie, qui expérimenta ses premiers bombardements systématiques de population civile ; enfin, le fasciste Mussolini envoya en renfort des troupes italiennes. D'autre part, les autogestionnaires espagnols durent combattre contre les agents « communistes » russes envoyés par Staline, ainsi que contre leurs subordonnés du parti « communiste » espagnol, dont leurs colonnes militaires.

Ce fut une guerre de plusieurs armées coordonnées contre un peuple de paysans, d'ouvriers, d'employés et d'intellectuels éclairés. Et cette guerre ne fut pas dirigée uniquement contre les milices populaires, qui manquaient gravement d'armes et de munitions, mais également contre leurs réalisations économiques, sociales et culturelles.

Car il faut savoir, et cela fut constaté par Goldman comme par d'autres témoins⁷³ sur place, ces réalisations furent consistantes, impressionnantes, inattendues, exemplaires, significatives. Tout le contraire de la régression et du chaos qu'en Russie la domination du parti bolchevique avait causés, le contraignant à un retour au capitalisme avec la N.E.P.

« Si jamais, écrit Goldman, il y eut un peuple aimant suffisamment la liberté pour combattre pour elle, vivre ses quotidiennes relations et même mourir pour elle, les ouvriers et paysans espagnols ont démontré qu'ils se placent au plus haut sommet. »⁷⁴

L'ouvrage de David Porter ne se limite pas à citer des écrits essentiels de Emma Goldman sur la révolution espagnole. Il a la précieuse précaution de fournir des explications et des notes. Elles placent les extraits de la militante et théoricienne dans leur contexte historico-social concret, tout en proposant des pistes de réflexion et d'action concernant la situation actuelle. Enfin, David Porter fournit des titres d'ouvrages et leurs auteurs. Ainsi, les arguments examinés sont élargis et approfondis, permettant d'accéder à des informations complémentaires.

⁷³ Idem.

⁷⁴ « If ever there were a people who love liberty sufficiently to struggle for it , live it in their daily relationships and even die for it , the Spanish workers and peasants have demonstrated that they stand at the highest peak. »

L'ouvrage rend compte non seulement des problèmes généraux affrontés par la révolution sociale espagnole, mais, aussi, de ses aspects incarnés par des individualités. Leurs qualités et défauts sont exposés, ainsi que l'influence de ceux-ci sur le déroulement de la révolution⁷⁵. En outre, l'auteur souligne :

« On devrait analyser le sort de l'anarchisme espagnol au niveau social le plus large au lieu de considérer seulement les personnalités. En fait, le mouvement avait contre lui la conspiration internationale, et le manque de soutien du prolétariat mondial à la révolution espagnole. Ces deux facteurs ont causé les erreurs essentielles commises en Espagne. Bien que les individus dans le mouvement aient effectivement fait d'importantes erreurs, leur contribution positive ne doit pas être oubliée. »⁷⁶

Ceci dit, il est précisé :

« Mais en termes généraux, les anarchistes, plus que d'autres personnes concernés par le changement social, ont traditionnellement considéré l'émancipation individuelle et le maintien de l'intégrité personnelle comme des mesures importantes du succès du mouvement. »⁷⁷

Un chapitre particulier est consacré au rôle des femmes dans la révolution espagnole :

« Dans l'histoire générale du mouvement anarchiste, l'émancipation des femmes était vue comme une part cruciale de la transformation sociale globale. »⁷⁸

L'auteur ajoute :

« De son [Emma Goldman] point de vue, l'organisation du mouvement en général, même parmi les anarchistes, encourageait le carriérisme, des

⁷⁵ Voir notamment chapter Two "*Particular Individuals*" (Individus particuliers).

⁷⁶ « One should analyze the plight of Spanish anarchism at the broader social level instead of solely through looking at personalities. It was in fact the international conspiracy against and lack of world proletarian support for the Spanish revolution which caused the essential mistakes made within Spain. Though individuals in the movement indeed made important errors, their positive service should not be forgotten. »

⁷⁷ « But in general terms, anarchists, more than others concerned with social change, traditionally have seen individual emancipation and maintenance of personal integrity as important measures of the movement's success. »

⁷⁸ « In the historical anarchist movement generally, emancipation of women was seen as a crucial part of overall social transformation. »

jalousies mesquines et de nouvelles hiérarchies. Il ne fait pas de doute que ces tendances étaient, à un certain degré, le résultat d'une prépondérance masculine dans le mouvement, comme dues à l'organisation du mouvement lui-même. »⁷⁹

Dans une très intéressante introduction au chapitre trois « The New Society », David Porter fournit des explications sur l'anarchisme comme vision sociale et humaine ; il complète l'exposé en considérant les réactions des adversaires :

« Comme par le passé, les anarchistes souffrent le plus souvent d'une mauvaise image parmi les « Progressistes » de deux points de vue : en tant que destructeurs négativistes ou rêveurs irresponsables. (..) Pour de telles personnes, l'expérience constructive de la révolution espagnole, assumée avec enthousiasme par Emma Goldman dans ces pages, devrait être un soulagement bienvenu. C'est aussi une invitation pour eux à élargir leurs propres politiques. »⁸⁰

La lecture du livre de David Porter reflète fidèlement son affirmation :

« Les évaluations de Goldman sont écrites directement pour nous dans le présent. Elles aident à nous livrer cet incroyablement précieux cadeau de la part du peuple espagnol. »⁸¹

Souhaitons que cet ouvrage soit finalement traduit en français, en arabe, en tamazight et en dziriya, tellement il est instructif sur le meilleur exemple de révolution sociale survenue dans le monde.

David Porter, « *VISION ON FIRE : Emma Goldman on the Spanish Revolution* ».

⁷⁹ « In her view, movement organization generally, even among anarchists, encouraged careerism, petty jealousies and new hierarchies. No doubt these tendencies were to some degree the result of male preponderance in the movement, as well as due to movement organization in itself. »

⁸⁰ « As in the past, anarchists currently most often suffer a bad image among “progressives” on both counts—as either destructive negativists or irresponsible dreamers. (...) For such individuals, the constructive experience of the Spanish revolution so enthusiastically endorsed by Emma Goldman in these pages should come as a welcome relief. It is also an invitation for them to expand their own politics. »

⁸¹ « Goldman's assessments are written directly to us in the present. They help to deliver to us this incredibly valuable gift from the Spanish people. »

AK Press, 2006, Second Edition.

Présentation ici : <https://www.akpress.org/visiononfireakpress.html>



L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie

Le Matin d'Algérie, 30 janvier 2018

Voici un livre dont le thème est très rarement évoqué en Algérie : « *Eyes to the South : French Anarchists and Algeria* » (Regards vers le Sud : Anarchistes français et Algérie). D'où l'importance de le signaler.

Dès le début, la dédicace du livre par l'auteur, David Porter, fournit son orientation :

« Ce livre est dédié aux Algériens qui ont courageusement combattu pour une société libre et égalitaire, depuis 1954 jusqu'à aujourd'hui, malgré la répression par les militaires et la police français puis algériens, la résistance des bureaucrates intéressés, les nouveaux riches de l'Algérie indépendante, les conceptions mortelles de zélotes religieux, et un patriarcat profondément ancré dans toutes ses diverses formes. Le livre est également dédié aux anarchistes français qui ont contribué aux combats algériens jusqu'au présent. »⁸²

Justifions d'abord le titre du présent compte-rendu. David Porter expose les positions des divers courants anarchistes français *sur* et *en* Algérie, depuis 1954. Cependant, le texte est précédé par un chapitre intitulé « Arrière-plan historique de l'Algérie moderne : le contexte colonial et le mouvement anti-colonial »⁸³.

L'auteur donne des informations très peu connues en Algérie, pour ne pas dire ignorées, parce que... *occultées*. Le motif de cette méconnaissance est simple. Dans le pays, les informations étaient et demeurent contrôlées,

⁸² « This book is dedicated to those Algerians who courageously fought for an egalitarian and free society from 1954 to the present despite repression by French and Algerian militaries and police, the resistance of self-serving bureaucrats and nouveaux-riches of independent Algeria, the deadly designs of religious zealots and a deeply entrenched patriarchy in all its various forms. The book is dedicated as well to French anarchists who supported those Algerian struggles to the present. »

⁸³ « Historical Background of Modern Algeria : The Colonial Context and the Anti-colonial Movement »

filtrées et gérées par deux agents : d'une part, les institutions étatiques, d'autre part, une opposition de matrice l'une cléricale et l'autre marxiste ou marxisante. Pour tous ces agents, les conceptions anarchistes en particulier, et libertaires en général (dont font partie les théories et pratiques autogestionnaires) sont « cachées dans le placard » de toutes les manières possibles. Cette censure est faite au détriment de la vérité historique, mais au profit des visions qui partagent toutes la même caractéristique : hiérarchie sociale et autoritarisme politique. Les cléricaux le justifient par la « Volonté de Dieu », les étatistes par la « démocratie parlementaire », et les marxisants par la « nécessité d'un État centralisateur », présenté comme « démocratie populaire », étant donné le tragique ridicule manifesté par la « dictature du prolétariat ».

Le livre de David Porter comporte une très intéressante introduction. Elle informe sur la présence des théories anarchistes en Algérie depuis l'année du déclenchement de l'insurrection armée de 1954. Dans cette partie est notamment évoquée la figure de Mohamed Saïl (1894–1953) ; originaire de Kabylie, il fut un personnage représentatif de l'anarchisme algérien⁸⁴.

Le corps du texte comprend cinq parties : I. La guerre d'Algérie (1954–1962), nationalisme, violence et révolution ; II. Le régime de Ben Bella (1962–1965), idéal et réalité de l'autogestion des travailleurs ; III. Le régime de Boumédiène (1965–1978), socialisme étatique et Islam politique ; IV. Les régimes de Chadli, Boudiaf et Zéroual (1979–1999), Berbères et révoltes urbaines, libéralisation et guerre civile Militaire/Islamiste ; V. Le régime Boutéflika (1999–présent), résistance horizontale et pouvoir autoritaire.

Le texte se conclut par un exposé sur les aspects et personnes montrant les modalités d'existence de l'anarchisme en Algérie, l'« histoire alternative » de l'Algérie par les anarchistes français, des réflexions sur le mouvement anarchiste français puis mondial.

C'est dire la richesse de contenu du livre de David Porter. L'originalité de son travail est celle-ci : contrairement à la grande majorité des productions sur l'histoire algérienne, l'auteur l'expose et l'analyse du point de vue du peuple exploité-dominé, en se focalisant sur les combats de celui-ci pour se libérer, de manière autonome, libre et solidaire.

David Porter écrit :

« Je considère également ce livre comme un moyen d'échanger en retour les cadeaux de prise de conscience que m'ont donné ceux qui luttèrent

⁸⁴ Une contribution prochaine le concernera en détail. Elle n'a pas été écrite.

courageusement pour la libération algérienne du colonialisme, ceux qui en Algérie se sont battus pour l'autogestion des travailleurs, et ceux du mouvement anarchiste plus généralement. »⁸⁵

L'auteur énumère et analyse les positions des divers courants anarchistes concernant la guerre de libération nationale. En voici le résumé :

« Alors que toutes les branches du mouvement anarchiste s'opposent par définition au colonialisme français comme raciste, répressif et exploiteur, des différences significatives émergent sur les questions cruciales de « libération nationale », de violence révolutionnaire et de collaboration avec les forces hiérarchiques ou étatiques. Ces différences ont, à leur tour, des implications directes sur la nature et le niveau de soutien positif offert à la révolution algérienne. Néanmoins, les anarchistes étaient unis pour s'opposer aux politiques gouvernementales françaises de répression massive et de conscription militaire. »⁸⁶

Certains anarchistes se méfièrent à cause de l'aspect nationaliste de la guerre de libération ; elle tendait à produire une nouvelle oligarchie indigène, forme inédite d'oppression du peuple, utilisé uniquement comme masse de manœuvre, bras armé. L'histoire, hélas !, leur a donné raison.

D'autres exprimaient un « soutien critique » ; il se manifestait par des formes de solidarité concrète, tout en maintenant les distances idéologiques par rapport à l'aspect hiérarchique-totalitaire du parti guidant la lutte armée algérienne, le F.L.N. (Front de Libération Nationale).

Une autre partie choisit de collaborer complètement avec les nationalistes algériens. Dans ce cas, étant donné le caractère hégémonique et totalitaire du F.L.N., ces anarchistes mettaient de côté leurs « identité politique » spécifique. Parmi ces derniers, le plus représentatif fut Serge Michel, dont tout le parcours est relaté.

⁸⁵ « I also consider this book a means for reciprocating those gifts of consciousness given to me by those who courageously struggled for Algerian liberation from colonialism, those in Algeria who fought for genuine workers' self-management, and those in the anarchist movement more generally. »

⁸⁶ « While all branches of the anarchist movement by definition opposed French colonialism as racist, repressive, and exploitative, significant differences emerged concerning the critical issues of "national liberation," revolutionary violence, and collaboration with hierarchical or statist forces. These differences, in turn, had direct implications for the nature and level of positive support offered to the Algerian revolution. Nevertheless, anarchists were united in opposing French government policies of massive repression and military conscription. »

Les lectrices et lecteurs algérien-ne-s seront intéressé-e-s en particulier par certaines parties.

1. L'autogestion ouvrière et paysanne

La première partie concerne ce qui semble avoir été presque totalement occulté, considérée comme ante-historique, totalement négligeable, archaïque : c'est l'expérience d'autogestion ouvrière et paysanne.

David Porter déclare :

« À ce moment-là, à la fin des années 60, la dynamique politique et culturelle en Amérique du Nord et ailleurs ne pouvait qu'amplifier mon intérêt et ma compréhension de l'anarchisme, d'abord stimulé par ma découverte de l'autogestion algérienne. »⁸⁷

Et dire qu'il y a une personnalité politique algérienne⁸⁸ actuelle qui, interrogée publiquement par moi sur cet aspect, n'a pas considéré important de répondre publiquement.

Pour les personnes qui l'ignorent, l'autogestion⁸⁹ par les travailleurs eut lieu juste après l'indépendance. Des usines et des fermes furent abandonnées par leurs propriétaires et cadres techniques, d'une part ; d'autre part, l'État algérien, sa bureaucratie et sa technocratie n'existaient pas encore. Alors, les travailleurs des entreprises industrielles et agricoles ont spontanément, librement et solidairement pris en main les entreprises. Non seulement, ils furent capables d'assurer la production comme par le passé, mais elle fut améliorée. Il ne s'agissait pas de miracle : comme, auparavant, en Russie révolutionnaire (1917-1921), et en Espagne révolutionnaire (1936-1939), quand des travailleurs agissent de manière réellement libres, ils sont solidaires ; cette situation particulière leur permet d'améliorer nettement les performances en matière productive par rapport à l'époque où ils sont de simples salariés exploités. N'est-ce pas d'une logique humaine élémentaire ?

⁸⁷ « At that moment, in the late '60s, the political and cultural dynamics at play in North America and elsewhere could not help but vastly increase my interest in and understanding of anarchism, first stimulated by my exposure to Algerian autogestion. From that point to the present, my learnings from anarchists and anarchism have greatly expanded. »

⁸⁸ Voir ci-dessous III. SOCIÉTÉ : « Questions à Monsieur Noureddine Boukrouh ».

⁸⁹ Voir ci-dessus : « Belle comme un comité d'autogestion ».

Et, comme en Russie⁹⁰, puis en Espagne⁹¹, les forces autoritaires (bolchevique dans le premier cas, fasciste-cléricale et stalinienne dans le second), à peine deviennent-elles fortes, éliminent dans le sang l'autogestion des travailleurs, avec des résultats dans la production économique nettement moins positifs. En Algérie, l'élimination de l'autogestion s'est limitée à recourir à des décrets étatiques présentés comme « socialistes », selon le principe : embrasser pour étouffer.

2. L'insurrection autogérée du printemps 2001

L'autre partie qui intéressera particulièrement les lectrices et lecteurs algérien-ne-s concerne la révolte citoyenne qui eut lieu à cette date. Bien qu'événement plus récent par rapport à l'autogestion post-indépendance, le mouvement de 2001 est occulté, du moins dans sa signification *sociale fondamentale*.

Comme on le sait, ce mouvement prit naissance en Kabylie, s'efforça de s'étaler à l'ensemble du pays, pour finir par être contraint de se replier dans la région de sa naissance.

Comme l'autogestion après indépendance, ce mouvement social, lui aussi, s'est caractérisé par l'initiative autonome des citoyens libres et solidaires. Les jeunes y jouèrent un rôle fondamental.

La différence avec l'autogestion post-indépendance est à noter. L'insurrection sociale de 2001 s'activa en dehors et même contre tous les partis politiques, sans aucune exception, et contesta un État déjà constitué, dans sa politique autoritaire et anti-populaire.

Et, contrairement à l'autogestion post-indépendance, le mouvement de 2001 était assez fort pour ne pas être éliminé par des décrets étatiques. Il a fallu la répression armée de la gendarmerie : plus de cent morts et des milliers de blessés. Cela est arrivé dans une république officiellement nommée « démocratique et populaire ».

3. Adversaires et motifs des calomnies

L'expérience autogestionnaire post-indépendance, comme le mouvement social de 2001 furent tous les deux l'objet de tentatives de manipulation par

⁹⁰ Voir ci-dessus : « *La révolution inconnue* ».

⁹¹ Voir ci-dessus : « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* ».

la propagande étatique, de récupération par les partis politiques officiels comme d'opposition.

L'autogestion ouvrière et paysanne fut taxée de « désordre », d'« anarchie ».

En fait, là où il y eut désordre, David Porter montre, preuves à l'appui, qu'il provenait uniquement des détenteurs de l'État, des bureaucrates étatiques et des propriétaires privés, tous menacés de perdre leurs privilèges, en cas de succès général et définitif de l'autogestion.

Quant au mouvement social de 2001, il fut étiqueté comme « ethnique », « identitaire », « régionaliste », « kabyle », « sécessionniste », etc.

Il est vrai que les aspects identitaires étaient présents. Mais les revendications, *publiquement* déclarées par les contestataires, intégraient ces aspects spécifiques dans le cadre général et fondamental d'un rejet du *système étatique autoritaire*. La volonté des révoltés exigeait une société réellement démocratique, seule manière de résoudre positivement les problèmes identitaires, en trouvant des solutions aux problèmes socio-économico-politiques qui en étaient les *causes*.

David Porter, documents à l'appui, met en évidence le caractère essentiellement autogestionnaire, libre et solidaire de ces deux moments historiques. Ils sont les deux événements les *plus significatifs* de l'Algérie indépendante, parce que le *peuple opprimé* en fut *l'unique* protagoniste, contre toute forme d'autoritarisme, étatique ou de partis politiques. De la part de ces derniers, on comprend aisément, alors, le dénigrement et l'occultation de ces deux moments où le peuple prit en main son propre destin.

4. Peuple victime

L'autre fait historique significatif de l'histoire de l'Algérie indépendante est la tragédie qui dura plus que les dix années 1990-2000. Au contraire des deux événements historiques, auparavant évoqués, dans cette troisième période, le peuple fut essentiellement manipulé et victime. Là, aussi, l'exposé de David Porter est documenté, objectif, analytique, clair.

5. Horizontale contre verticale

La dernière partie du livre intéressera, aussi, d'une manière particulière les Algérien-ne-s. Son intitulé donne l'idée de son contenu et de son

orientation : « résistance horizontale et pouvoir autoritaire ».

Cette partie est d'autant plus importante à lire que toutes les voix qui se font actuellement connaître, pour un changement « démocratique » en Algérie, ignorent substantiellement l'*horizontalité*. Ces voix ne considèrent que des personnalités au sein des institutions étatiques, ou des dirigeants de partis politiques. Quant aux appels génériques aux « citoyens », ils ne vont jamais jusqu'à parler d'organisations autonomes, de base, libres et solidaires, pour mettre fin à un système hiérarchique et autoritaire, au bénéfice d'un autre, authentiquement démocratique. En particulier, ces appels n'évoquent jamais l'autogestion citoyenne ; ils ne rappellent jamais les expériences exemplaires que furent l'autogestion ouvrière et paysanne ou le mouvement du printemps 2001. Tout au plus, on constate l'organisation de colloques d' « experts », en Algérie ou en France. Pourtant, ces deux mouvements ont montré de manière *indiscutable* la capacité du peuple à auto-gérer l'activité sociale.

Il est, toutefois, compréhensible qu'une mentalité autoritaire ne peut pas concevoir un peuple capable de s'auto-gérer, même quand il a démontré efficacement le contraire. Comme dit le proverbe populaire algérien : « *Ma'za, wa laou târat !* » (C'est une chèvre, même si elle vole !)

Comme dans son premier livre, dont il fut rendu compte⁹², ce second ouvrage de David Porter se distingue par l'importance, la richesse et la pertinence de la documentation, la clarté de l'exposé, la finesse de l'analyse objective, les explications et notes clarificatrices, permettant d'approfondir les thèmes abordés. Notons que l'auteur séjourna à Alger en 1965-1966, précisément à l'Institut d'Études de Gestion et de Planification⁹³.

Il reste, cependant, extrêmement regrettable que cet ouvrage, publié en anglais en 2011, n'ait pas trouvé encore d'éditeur en Algérie (ou en France) pour une traduction. Espérons avoir montré qu'une telle édition serait de la plus grande utilité, et rencontrera l'intérêt de beaucoup de personnes, des deux cotés de la Méditerranée.

Eyes to the South : French Anarchists and Algeria
written and translated by David Porter, AK Press 2011 (Oakland, Edinburgh, Baltimore).

Présentation ici : <https://www.akpress.org/eyestothesouth.html>

⁹² Voir ci-dessus : « *Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite* ».

⁹³ Une prochaine interview avec l'auteur fournira davantage d'information sur son activité en Algérie, et les leçons qu'il en a tirées. Voir ci-dessous « *David Porter parle de l'Algérie et de l'autogestion* ».

David Porter parle de l'Algérie et de l'autogestion

Le Matin d'Algérie, 3 février 2018

David Porter, retraité depuis 2006, exerça à l'Université de l'État de New York pendant quarante ans comme professeur de sciences politiques et d'histoire, y compris l'histoire de l'Algérie contemporaine. Il est l'auteur de deux ouvrages, présentés dans Le Matin d'Algérie, « Vision on Fire »⁹⁴ et « Eyes to the South »⁹⁵, ainsi que de nombreux articles sur l'Algérie et l'anarchisme. La présente interview fournit des détails sur son parcours intellectuel et existentiel⁹⁶.

Propos recueillis et traduits de l'original anglais par Kaddour Naïmi.

1. Comment avez-vous connu l'Algérie?

Après quatre années comme étudiant aux États-Unis, en 1961 je suis allé à Paris pour étudier à l'Institut d'Études Politiques. Là, tandis que les cours me renseignaient surtout sur la nouvelle Cinquième République et les réalités socio-économiques en Afrique, mon éducation la plus valable était non institutionnelle : lectures d'une large variété de la presse française, conversations avec des étudiants français, présence à divers meetings publics, observations de la lourde présence de la police française, et participation à une manifestation de rue réprimée en novembre 1961. Aux U.S.A., j'avais lu des compte-rendus de médias au sujet du combat de libération algérien, mais, une fois à Paris, je me sentais entouré par la réalité du colonialisme français et ses implications en France. Ma marche de rue en novembre au centre de Paris contre l'O.A.S. eut lieu seulement un mois

⁹⁴ Voir ci-dessus : « *Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite* ».

⁹⁵ Voir ci-dessus : « *L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie* ».

⁹⁶ Dans le texte de l'interview, les mots en caractères gras sont les miens.

après l'horrible massacre d'Algériens par la police, du 17 octobre. La répression française en cours contre les Algériens dans les deux pays, France et Algérie, fut, à cette époque, mon apprentissage politique central, exactement comme avec la guerre dévastatrice U.S. au Vietnam, quelques années après. Tout aussi important fut le fait d'être terriblement impressionné par la puissance et la détermination des Algériens pour obtenir leur indépendance politique. Je m'identifiais beaucoup avec leur cause.

2. Comment cela vous a-t-il conduit à vous rapprocher et à vous intéresser à l'autogestion algérienne ?

Je suis retourné à New York en 1962, et j'ai commencé mes études supérieures en politique sociale comparative à l'université Columbia. J'avais déjà décidé que le combat algérien pour la libération politique et sociale, procédant alors avec l'indépendance nationale, serait le premier objet de mes études. Les héroïques efforts de l'Algérie étaient irrésistibles. Très tôt, j'appris le massif exode des *pieds noirs*⁹⁷ d'Algérie, et la généralisation des occupations de fermes, d'entreprises industrielles et de *biens vacants* (1) commerciaux par des travailleurs algériens, ainsi que leur détermination à maintenir la production économique. J'étais émerveillé par cette initiative et stimulé pour en apprendre plus. **Venant du contexte U.S. de capitalisme et de hiérarchie, je n'avais jamais considéré que des travailleurs pouvaient gérer leurs propres unités de production. Dans le monde de mon éducation, cela ne m'a jamais traversé l'esprit.** Après deux années d'études à New York, je rêvais de l'opportunité d'apprendre directement de la massive expérience algérienne, et j'ai trouvé un soutien de bourse d'études pour rendre cela possible. Avec mon épouse et mon bébé de deux mois, nous arrivâmes en Algérie au printemps de 1965.

3. Comment avez-vous développé votre compréhension de l'expérience algérienne ?

J'ai étudié à l'Institut d'Études de Gestion et de la Planification à Alger, en utilisant leur vaste documentation, en me consultant régulièrement avec ceux qui enseignaient et conseillaient dans le secteur autogéré. J'ai également participé avec des étudiants du même Institut à la visite d'unités autogérées dans la région d'Alger. J'ai, aussi, beaucoup lu la presse algérienne,

⁹⁷ L'expression est employée par l'auteur dans son interview originale en anglais.



notamment certains journaux qui soutenaient avec enthousiasme cette nouvelle expérience sociale et éthique. J'ai également interviewé beaucoup de personnes engagées dans ce secteur comme conseillers ou assumant le rôle de superviseurs du gouvernement. Parmi les sources les plus importantes figuraient les assemblées régionales et nationales des travailleurs de l'entreprise. **Les délégués exprimaient ouvertement leur colère et leur frustration envers les représentants du gouvernement aux niveaux local et national. Ces derniers cherchaient systématiquement à saboter le secteur en le privant de prêts promis et de soutien à la commercialisation, et en installant des directeurs d'unité responsables devant l'État plutôt que devant les décisions prise par la base, c'est-à-dire les travailleurs.** Un indépendant *Bulletin de l'Autogestion*, publié par une imprimerie autogérée, informait sur les réalisations du secteur et les attaques de ceux qui lui étaient hostiles.

Tout cela s'était produit dans le contexte turbulent du régime de Ben Bella, intérieurement fortement conflictuel où les forces sociales antagonistes rivalisaient pour le pouvoir. De nombreux secteurs de la société algérienne étaient, évidemment, pesamment affectés par ces conflits. **Mais le sort du secteur de l'autogestion radicale assiégée en fut l'un des indicateurs les plus évidents, avec le recul du statut des femmes, du pouvoir croissant des forces bureaucratiques et capitalistes hiérarchiques, opposées à toute notion de libération sociale sérieuse suite à l'indépendance nationale.** Durant mes dix mois en Algérie, j'ai appris et me suis senti stimulé par les impressionnantes initiatives horizontales des travailleurs de l'autogestion, par la productivité, le dévouement et la plus large éthique sociale égalitaire implicites. J'ai également appris à propos des ennemis de l'autogestion et comment l'obstruction était effectuée.

4. Comment votre intérêt pour l'anarchisme est né ?

Fait intéressant, lorsque j'ai parlé avec le responsable du ministère de l'Industrie, chargé de superviser le secteur de l'autogestion industrielle, c'est lui qui parla d' « anarchie » en discutant du désir des travailleurs autogestionnaires en faveur de leur propre ministère autogéré. Je savais très peu de choses sur l'anarchisme à l'époque, mais, retourné chez moi aux U.S.A., après avoir terminé ma thèse, j'ai commencé à lire davantage sur cette tradition. **J'étais très impressionné par la viabilité évidente de l'autogestion des travailleurs, économiquement et culturellement ;** alors,

j'ai exploré de plus en plus ses antécédents politiques historiques, avant l'expérience algérienne. Cela me porta de manière spécifique à l'exemple de la Russie en 1905 et 1917, et à la révolution espagnole⁹⁸ du milieu des années 1930. Dans ces deux pays, l'autogestion des travailleurs était une caractéristique fondamentale, et ce sont les anarchistes qui en ont pris l'initiative.

À la fin des années 1960, également, aux États-Unis comme en France et dans une grande partie du monde, le thème d'organisation radicale anti-autoritaire de la société était devenu un très commun idéal et objectif de mouvement social. Ce que j'avais appris de l'autogestion algérienne s'accordait bien avec les aspirations grandissantes parmi un grand nombre de personnes aux États-Unis pour la «démocratie participative» de base face au racisme, au sexisme, à l'exploitation de classe et à l'agression impérialiste. De plus en plus, j'ai découvert que c'était le mouvement anarchiste historique qui avait le mieux écrit et promu cet idéal anti-hiérarchique.

5. À propos de vos croissantes orientation et intérêt anti-autoritaires focalisés sur l'anarchisme, quelles ont été les implications personnelles pour vous ?

Comme beaucoup d'autres aux U.S.A. en ce temps-là, j'ai participé à de nombreuses manifestations politiques contre la guerre au Vietnam et contre le racisme interne. Toutefois, durant la même période, j'ai commencé une carrière d'enseignant en science politique et histoire. Cette carrière s'étendit de Brooklyn à Montréal (Québec), puis au rural Maryland, pour, finalement, retourner à l'État de New York. Au début de 1967, j'ai décidé de porter mon engagement en faveur de l'autogestion dans les salles de classe universitaires où j'ai enseigné, pour développer une pédagogie anarchiste qui aurait maximisé la participation des étudiants dans leurs options d'études, les thèmes de discussion, et l'auto-évaluation pour leurs relevés de notes universitaires. En bref, je cherchais à réduire ma propre autorité hiérarchique traditionnelle, autant que je le pouvais, afin d'encourager les élèves à apprendre les uns des autres, et à respecter les connaissances qu'ils possédaient déjà. Naturellement, cette nouvelle approche stimulait de longues discussions concernant la gestion politique de la classe et de l'université, ainsi que sa relation avec la politique dans la plus large société.

⁹⁸ Voir ci-dessus : « *Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite* ».

Ce fut cette forme d'éducation politique et historique, basée horizontalement sur l'expérience personnelle des élèves, qui a encouragé de plus en plus les étudiants à s'explorer eux-mêmes, bien que je restais disponible pour faciliter et suggérer des ressources pertinentes. **Ma pédagogie avait assez consciemment imité les principes que j'ai appris de l'autogestion algérienne. Inutile de dire que, comme dans le contexte algérien, diverses autorités de la structure universitaire officielle se sentaient menacées par les nouvelles attentes des étudiants, et hostiles à l'expérience.** J'ai perdu deux postes universitaires successifs à cause de ces batailles. Finalement, à la fin des années 1970, j'ai trouvé un poste d'enseignant à New York, qui honorait les choix individuels des étudiants et leur expérience de base, à un degré bien au-delà du contexte universitaire habituel. Je suis resté à ce poste jusqu'à la retraite en 2006.

Entre-temps, cependant, dans les années 1970 également, je me suis lancé dans de grandes recherches sur le mouvement anarchiste historique, et j'ai établi mes premiers contacts avec les anarchistes U.S. et étrangers. De là, mon intérêt particulier pour Emma Goldman⁹⁹ et l'expérience du mouvement anarchiste espagnol, le plus important au monde, et son courageux effort pour construire une société anarchiste révolutionnaire au milieu de la guerre civile meurtrière menée par les fascistes. Plus tard, après ma retraite, j'ai décidé de m'associer dans un projet de recherche et de livre concernant **les principales sources de mon engagement politique à long terme : l'Algérie et le mouvement anarchiste.**

6. Pourquoi l'insurrection de 2001 en Algérie fut si importante ?

J'ai été très impressionné par la vitesse, la créativité et le défi de l'insurrection spontanée en 2001¹⁰⁰. Les formes choisies de résistance à la politique répressive violente du régime semblaient excellentes pour mobiliser la militante lame de fond de l'autodétermination. Il semblait y avoir un réel engagement à maximiser les énergies populaires de base, les idées et la prise de décision à partir de la base, dans le même esprit que l'autogestion des travailleurs algériens quatre décennies plus tôt. Il était frappant de voir comment le mouvement a créé sa structure de résistance communautaire confédérale en adaptant les formes algériennes traditionnelles de la démocratie villageoise et régionale. Le contraste entre

⁹⁹ Voir ci-dessus : « *Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite* ».

¹⁰⁰ Voir ci-dessus : « *L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie* ».

ce modèle bien coordonné mais décentralisé et la dictature hiérarchique basée à Alger n'aurait pas pu être plus grand.

Une approche horizontale pour répondre aux besoins des citoyens en matière de dignité et de bien-être ne doit pas nécessairement signifier le chaos ou la compétition individualiste égoïste. **Il était important que le modèle émergea de la propre tradition algérienne, et non importé d'ailleurs. Sa similitude avec les concepts anarchistes était frappante, mais, pour moi, cela montrait que les principes de base impliqués, tout comme avec l'autogestion algérienne, étaient bien complémentaires mais ne dépendaient pas du tout de modèles issus des concepts occidentaux de l'anarchisme.**

7. Dans la conclusion de *Eyes to the South*¹⁰¹, vous discutez de la situation de l'anarchisme en Algérie. Pouvez-vous résumer brièvement cette discussion en indiquant les perspectives actuelles ?

Je comprends qu'il y ait des signes d'intérêt croissant pour l'anarchisme, en particulier chez les jeunes Algériens. Dans le livre, j'ai mentionné certains exemples de références explicites d'Algériens à l'anarchisme. Alors que certains sont familiers et s'identifient à cette idéologie spécifique, et qu'**il y a beaucoup à apprendre de cette tradition historique, il est également important de reconnaître des principes anti-autoritaires et d'autodétermination semblables dans la propre culture politique algérienne**, tels que manifestés en 2001, dans le mouvement d'autogestion du début des années 60, dans les divers efforts héroïques et horizontaux d'organisation des jeunes, des femmes et des travailleurs, et dans la détermination des Algériens ordinaires à résister à l'oppression de multiples façons dans leurs propres contextes quotidiens.

De l'autogestion encore : Adresse à une minorité d'intellectuel-le-s algérien-ne-s

¹⁰¹ Voir ci-dessus : « *L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie* ».



Le Matin d'Algérie, 8 février 2018

Dans « *Le Matin d'Algérie* », Chérif Ali vient de dresser un tableau on ne peut plus clair et significatif sur la nature et la situation des partis politiques algériens¹⁰², notamment ceux dits d'opposition « démocratique ». En outre, on vient d'apprendre que des militants d'un parti (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) démissionnent, en formulant les reproches qui caractérisent tout parti politique : manque de démocratie en son sein, impossibilité d'y manifester une opinion libre, etc.

Cependant, on remarque, sauf erreur de ma part, qu'aucune critique, quoique pertinente de ces partis, ne propose une solution alternative fondamentale. Pour ma part, j'ai publié une analyse générale sur la fonction de ces mêmes partis, et proposé une solution : la création du Mouvement Pour l'Autogestion¹⁰³. À l'évidence, à ma connaissance, personne ne semble y croire parmi les personnes qui réfléchissent et écrivent sur la situation sociale algérienne.

Pourtant, la création d'un tel mouvement social pour l'autogestion, comme *but*, et qui fonctionnerait, également, de manière autogérée, donc comme *moyen*, n'est-il pas l'une sinon la seule solution que la raison et la logique proposent, si, vraiment, on a le souci du peuple ?

Que l'on présente les arguments pour rejeter une telle option comme irréalisable !... Évidemment, il n'est pas question de voir une majorité de l'« élite » et des citoyen-ne-s croire et adopter la voie autogestionnaire comme forme de gestion de la société en général. Parce que la mentalité hiérarchique et autoritaire est, encore, largement dominante.

Mais pourquoi n'existe pas même une minorité, pas même une toute petite minorité qui parle et revendique l'utilité et la nécessité de créer un mouvement pour l'autogestion sociale en Algérie ? D'essayer cette solution ? Ou, tout en moins, en débattre ?

Il est vrai que la conception, l'esprit autogestionnaire n'ont jamais brillé dans les cerveaux de l'élite algérienne. Elle était et reste dépendante des « élites » de presque la planète entière, à quelques exceptions près, qui sont dépendantes d'une mentalité autoritaire et hiérarchique, justifiée par de « bonnes » intentions soit disant en faveur du peuple. Nous constatons leurs

¹⁰² <http://www.lematindalgerie.com/lopposition-est-elle-vraiment-en-marche>

¹⁰³ Voir ci-dessus : « *Appel à un mouvement pour l'autogestion sociale* ».

lamentables résultats pour... le peuple, mais pas pour les... « élites » qui, elles, jouissent de privilèges confortables.

En Algérie, l'autogestion s'est manifestée uniquement dans les esprits du peuple dominé et exploité. Je l'ai dit et je le répète : ce fut le cas suite à la fuite des patrons coloniaux, juste après l'indépendance, et lors de ce qui s'appela « *Mouvement Citoyen* » du printemps de 2001. J'ai évoqué l'importance socio-historique de ces deux mouvements autogestionnaires algériens, au point d'avoir influencé la vie et la pensée d'un intellectuel des États-Unis¹⁰⁴. Mais où sont les intellectuel-le-s algérien-ne-s qui revendiquent, aujourd'hui, l'importance, encore actuelle, de ces deux mouvements ?

Il semble que ces deux mouvements n'ont pas d'importance significative, du moins actuelle, aux yeux de l'« élite » algérienne, y compris la plus « démocratique » et la plus « progressiste ». Étant donné qu'elle est de mentalité hiérarchique autoritaire, il n'y a pas à s'en étonner.

Elle écrit sur l'histoire de l'Algérie, dénonce à juste titre les innombrables occultations et déformations, mais n'écrit rien ou presque sur toute conception autogestionnaire algérienne. Qui, par exemple, connaît Mohamed Saïl¹⁰⁵, sa pensée et son action, à part l'association qui en a commémoré la mémoire dans le... village de Taourirt, en Kabylie ?

Mais, répétons-le, au sein de l'« élite » algérienne, pourquoi n'existe pas même une toute petite minorité qui daigne s'intéresser à l'importance réelle de la conception autogestionnaire, pour examiner sa pertinence, aujourd'hui, en vue d'un changement social réellement significatif en Algérie, en faveur du peuple ? Pourquoi pas même un débat sur ce thème ? Encore une fois, rappelons-le. Concernant l'autogestion, j'avais pris la peine de poser la question à une personnalité politique qui s'est récemment distinguée par ses appels au peuple pour un changement social réel dans le pays, Monsieur Noureddine Boukrouh¹⁰⁶. Sans obtenir de réponse publique, pas même une phrase.

Il est vrai que pour s'intéresser à la conception autogestionnaire, non seulement passée et récente en Algérie, non seulement algérienne mais de part le monde, non seulement des pays « développés » dominateurs, mais également dans ceux dominés (par exemple au Chiapas mexicain et au

¹⁰⁴ Voir ci-dessus : « *David Porter parle de l'Algérie et de l'autogestion* ».

¹⁰⁵ <https://www.revue-ballast.fr/mohamed-sail-maitre-valet/>

¹⁰⁶ Voir ci-dessous III. SOCIÉTÉ / « *Questions à Monsieur Noureddine Boukrouh* ».

syrien Rojava¹⁰⁷), il est indispensable d'avoir le courage intellectuel et la force éthique de se débarrasser de ses propres convictions, en se rendant compte que la pratique en a montré l'inconsistance et l'impasse, pour s'intéresser à l'histoire et à la nature de l'autogestion en tant que système social alternatif.

Il est vrai que la conception autogestionnaire, contrairement à d'autres doctrines (« libérale », marxiste, cléricale) a un double inconvénient : d'une part, elle ne se contente pas de mettre à disposition un « système » de recettes qu'il suffit d'appliquer ; d'autre part, cette conception s'oppose totalement à la mentalité hiérarchique autoritaire dominante.

Au contraire, la conception autogestionnaire exige de réfléchir par soi-même aux solutions, implique de les concevoir uniquement comme propositions à vérifier collectivement, se présente comme une expérimentation continue (donc sujette à talonnements et erreurs, conformément à la démarche réellement scientifique empirique), réclame la participation du maximum de personnes, et sans « chefs suprêmes » et inamovibles, mais seulement des citoyen-ne-s librement associé-e-s de manière solidaire, tou-te-s susceptibles ou apprenant à représenter une partie de la collectivité, à tour de rôle. Quel « casse-tête » pour les mentalités qui ont sucé le « lait maternel-paternel » de l'Autorité hiérarchique, successivement dans la famille, au « catéchisme » religieux, à l'école et dans le parti « révolutionnaire » ou « démocratique » !

Alors, qui démontrera que la création d'un mouvement pour l'autogestion sociale est inutile, parce que archaïque sinon impraticable en Algérie ?

Et qui, au contraire, affirmera, au moins, la nécessité de réfléchir à cette conception, tout en sachant les difficultés qu'elle rencontrerait, mais, également, les possibilités qu'elle offrirait ?... Et que les personnes qui ne disposent pas de licence ou de doctorats universitaires n'y trouvent pas l'excuse de se dispenser de ce travail d'études et de réflexion. L'auteur du célèbre chant l' « Internationale » était un ouvrier cordonnier ; le théoricien et praticien d'une forme d'autogestion passée (qui utilisa, le premier, le terme « anarchiste ») fut également un travailleur manuel : Pierre-Joseph Proudhon. Sans parler des autodidactes qui se sont distingués dans le mouvement d'émancipation de l'humanité.

Mais voilà le hic : il est certain que les personnes qui voudraient s'occuper de ce travail sur l'autogestion ne bénéficieront pas de « subsides »

¹⁰⁷ Voir ci-dessus : « Ce qu'on ne dit pas à propos du Moyen-Orient : La Commune de Rojava »

officielles, ni de « gloire » médiatique, algérienne ou étrangère. Leur seule reconnaissance viendra de celles et ceux qui souffrent du manque de légitimes droits citoyens à *auto-gérer* la société dont ils-elles font partie, car l'*hétéro-gestion*, quelque soit sa forme, montre ses carences partout dans le monde, du moins à qui sait voir sans préjugés opportuns.

Indépendance, évolution, autogestion :
Réponse à un lecteur

Le Matin d'Algérie, 12 février 2018



Suite à la contribution « *Adresse à une minorité d'intellectuel-le-s algérienne-s* », un lecteur, se présentant comme « Quelques questions de plus ! », formule des demandes qui appellent des éclaircissements. Examinons-les en les rappelant.

1.

« Est ce que une Kabylie indépendante aurait des chances d'évoluer comme les autres peuples du monde sur le plan collectif et individuelle ? »

Réponse.

D'abord, il faut convenir pour ce qu'on entend pas le terme « indépendant ». Beaucoup de pays sont indépendants, autrement dit ils disposent d'un territoire, d'un drapeau et d'institutions qui gèrent le pays.

Nous constatons que certains pays sont indépendants uniquement du point de vue formel. Ce sont tous les pays soumis à une domination impérialiste, sous une forme ou une autre. Quelques exemples. L'Arabie Saoudite est un pays indépendant ; dans quelle mesure l'est-elle par rapport à son protecteur militaire (et client pétrolier à prix convenu selon des accords connus), les États-Unis ? Israël est un pays indépendant. Dans quelle mesure l'est-il sans l'aide financière et militaire massive de la part des États-Unis ? L'Europe est constituée de pays indépendants. Dans quelle mesure le sont-ils alors que leur défense commune est assurée par l'OTAN dont le commandement appartient de « droit » et de fait aux États-Unis ? Considérons la Corée du Nord. Existerait-elle sans le soutien économique (et autre), notamment de la Chine ?

Ceci étant dit, considérons la Kabylie. Imaginons-la comme pays indépendant, selon la définition auparavant fournie. Dans quelle mesure une Kabylie indépendante pourrait-elle exister sans la « tutelle », autrement dit la domination, d'une puissance économique-militaire étrangère, donc impérialiste ?

2.

« évoluer comme les autres peuples du monde sur le plan collectif et individuelle. »

Réponse.

Là, aussi, il faut s'entendre sur le mot « évoluer ». Si on entend par ce terme, devenir une nation économiquement développée, culturellement



aussi, et dotée d'une armée, est-ce cela « évoluer » ?... Les États-Unis se sont proclamés depuis longtemps le « modèle » économique et politique de la planète : « démocratie » et « liberté » sont les mots-clés.

Est-on un pays démocratique quand seuls deux partis politiques sont au pouvoir, à tour de rôle ? Et que ces deux partis sont l'émanation d'une caste financière-industrielle-militaire, qui se partage les ressources naturelles du pays, et s'engraisse en plus-value par l'exploitation de la main-d'œuvre ? Et pour ne pas être exploité-e-s, les citoyen-ne-s ne doivent pas établir un système de gestion de leur société absolument égalitaire, libre et solidaire, autrement dit autogéré ?

Est-ce un pays de liberté, quand un malade n'a pas le droit aux soins médicaux s'il ne peut pas en payer le coût, un enfant n'a pas le droit d'accéder à l'école si ses parents ne disposent pas de l'argent pour payer la scolarité, un juif ou musulman ou athée n'a pas le droit de se présenter comme président de la nation ?

De ces points de vue, l'Europe occidentale est plus démocratique et plus libre que l'auto-proclamé « modèle » du monde.

Mais, aussi, en Europe occidentale, les droits acquis par les citoyen-ne-s en matière sociale, suite aux longues et sanglantes luttes populaires qui avaient débouché avec le Front Populaire de 1936, est-ce qu'on n'assiste pas à la remise en cause de ces acquis sociaux, à présent que le « spectre du communisme » s'est évanoui dans la lamentable fin qu'il a connue ?

Il reste certains pays scandinaves, tels la Finlande. C'est ce qu'il y a de moins... pire dans le monde actuel. N'y mettons pas la Suisse, parce que sa caste financière vit des vols de tous les capitalistes et dirigeants politiques corrompus de la planète.

Est-ce, enfin, « évoluer » quand cette planète se trouve gravement menacée par un changement climatique causé par la mauvaise gestion des ressources naturelles (dont les pays « évolués » sont les premiers responsables), par un amoncellement d'armes nucléaires, bactériologiques et chimiques (là, aussi, causés par les nations les plus « évoluées » de la planète, par les guerres dans des nations « tiers », alimentées par les responsables de ces mêmes nations « évoluées », par les famines, la faim, l'émigration clandestine et ses tragédies, etc. ? Est-ce cela « évoluer » ?

J'en viens à la Kabylie. Devenue indépendante, les citoyen-ne-s auront-ils/elles la liberté d'aller à l'école, de se soigner, de se loger sans dépendre de leurs conditions financières ? Pour ne pas être victimes de ressources financières insuffisantes, les citoyen-ne-s ne doivent-ils/elles pas ne pas être



exploité-e-s économiquement, mais vivre dans une société où les ressources naturelles soient la propriété collective ? Pour y parvenir, ne doivent-ils/elles pas éliminer dans leur société toute forme de caste privilégiée ?

Parmi les indépendantistes de Kabylie, qui présentent les garanties certaines qu'une Kabylie indépendante n'accouchera pas d'une caste dominatrice sur le peuple de Kabylie, comme c'est le cas de tous les pays qui ont obtenu une indépendance symbolisée par un drapeau ? Enfin, pour une femme ou un travailleur de Kabylie, où est la différence entre le fait d'être dominé-e par une personne qui parle sa langue maternelle, soit de tradition et d'origine ethnique amazighe, ou ne le soit pas ?

Évidemment, le peuple de Kabylie, comme tout peuple de la planète, a le droit inaliénable à la reconnaissance de son identité linguistique, culturelle et historique. Cependant, comme tout peuple, il doit veiller à ne pas devenir victime, sous prétexte d'indépendance ou de légitime revendication culturelle, à tomber sous la domination d'une caste appartenant à son ethnie. À ce propos, l'histoire de l'indépendance algérienne n'est-elle pas une leçon suffisante ?

À la personne de Kabylie qui m'objecterait : « Mais, tu es arabe, tandis que nous sommes kabyles, donc c'est à nous seuls de penser à régler nos problèmes ! », voici ma réponse : « Avant de me définir par une identité ethnique quelconque, je me considère un citoyen du monde, faisant partie des dominé-e-s qui y souffrent. Par conséquent, je suis solidaire des dominé-e-s qui vivent en Kabylie, comme de celles et ceux qui vivent sur cette planète toute entière. La personne kabyle qui voudrait me séparer des dominé-e-s de Kabylie, sous prétexte d'identité ethnique différente, où est son intérêt sinon de viser à dominer elle-même ces Kabyles déjà asservi-e-s ? »

3.

« - Je sais que tu n'es pas parfaitement d'accord avec les indépendantistes Kabyles. Mais tu trouves comme même une certaine force politique et conscience assez développée en Kabylie complètement différente de Sidi Belabas.

Parce que ne me dis pas que politiquement parlant à Sidi Belabas, la démocratie avance et gagne du terrain! Ce n'est pas vrai. C'est la théocratie c'est le fascisme qui avance. Je n'insulte pas nos frères de Sidi Belabas, parce que le même stratagème est implanté en Kabylie. Par la dictature Algérienne. »



Réponse.

Certes, le peuple kabyle a montré une capacité politique et une conscience citoyenne qui sont à saluer. Que ces capacités soient absentes à Sidi Belabbès, disons dans la composante linguistiquement arabophone de l'Algérie, cela est hélas ! Vrai. Cependant, le lecteur note que « C'est la théocratie c'est le fascisme qui avance (...) le même stratagème est implanté en Kabylie. »

Quoi en conclure sinon que le peuple de Kabylie et celui du reste de l'Algérie se trouvent dans la même barque, et que, par conséquent, ils doivent trouver comment agir de manière en même temps libre et solidaire ?

4.

« Si tu aimes les Kabyles tant, pourquoi tu t'acharnes contre le MAK? C'est le seul représentant Kabyle sérieux qui a des objectifs claires. »

Réponse.

Ce que j'aime, c'est l'être humain exploité-e économiquement, dominé-e politiquement, aliéné-e idéologiquement, quelque soit son « ethnies » et le territoire où il vit sur cette planète.

Concernant le MAK, ayant constaté que certaines personnes s'en revendiquent, je me suis permis de m'adresser à ses [dirigeants](#) pour, précisément, connaître (et que les autres connaissent, et d'abord en Kabylie) clairement ses objectifs. À ce jour, à ma connaissance, la réponse n'est pas venue. Je vous prie donc, cher lecteur, d'écrire une contribution au *Matin d'Algérie*, pour exposer ce que vous considérez les « objectifs clairs » du MAK, en exposant le contenu de son programme politique et les actions concrètes principales de ses dirigeants.

5.

« Est ce tu penses que les indépendantistes kabyles sont des extrémistes racistes? Ou c'est la peur de l'inconnu qui te dérange ? »

Réponse.

L'accusation d' « extrémisme raciste » a été formulée, en Algérie comme en France, non pas contre les « indépendantistes kabyles », mais contre ceux d'entre eux qui se réclament du MAK. Il appartient aux dirigeants de cette organisation de démontrer le contraire. C'est une pratique normale, dans le monde entier, qu'une organisation qui se voit accusée de manière qui ne corresponde pas à la vérité de son programme et de ses actions, réponde et démontre l'infondé des accusations contre elle. Une organisation politique



qui garde le silence autorise le doute légitime sur son idéologie et ses actes. Personnellement, je doute fort que le MAK soit une organisation qui vise à abolir l'exploitation économique, la domination politique et l'aliénation idéologique du peuple de Kabylie, autrement dit qu'elle ne vise pas à instaurer en Kabylie une nouvelle caste au détriment du peuple qu'elle prétend défendre et représenter. Que cette organisation démontre, par son programme et ses actions, qu'elle se conforme à l'abolition de toute caste dominatrice en Kabylie, y compris d'ethnie kabyle, et je serai le premier à défendre sa légitimité.

Quant à l'« inconnu », il me dérange quand il y a absence de propositions intellectuellement tout-à-fait claires (à ne pas confondre avec des recettes dogmatiques toutes prêtes), et concrètement praticables, le tout au bénéfice du peuple dans sa grande majorité. Cette dernière exclut, évidemment, ses dominateurs-exploiteurs. À ce sujet, tous mes écrits visent à ouvrir, justement, un débat ; pour ma part, je suggère la conception autogestionnaire pour en examiner la pertinence.

6.

« Les Kabyles ont levé leur propre drapeau, c'est vrai ce drapeau Kabyles est quelques chose qui nous différencie des Algériens, et nous avons lâché le drapeau Algérien. On l'a laissé pour des Tliba, Sadani, Naïma, Bouteflika,...et les autres. »

Réponse.

En Algérie, il n'y a pas que les personnes mentionnées ci-dessus. Il y a la majorité des citoyen-ne-s qui sont exclu-e-s de l'accès égalitaire aux ressources naturelles du pays, dont le vote est, selon les témoignages dignes de fois, trafiqué pour servir les gens au pouvoir, dont les droits syndicaux sont limités, dont le droit de quitter le pays est interdit, dont l'accès à une école, un logement, une santé et un travail convenables sont niés, etc., etc. Et ces exclu-e-s sont aussi bien en Kabylie que dans le reste du pays.

Quant au « drapeau », le meilleur drapeau n'est-il pas celui qui ne crée pas de frontières entre les peuples, lesquelles justifient la ségrégation et l'exclusion ?... Le meilleur drapeau n'est-il pas celui d'une humanité libre et solidaire ?... Certes, il faut tenir compte de la réalité nationale, mais il est nécessaire de l'insérer dans un horizon planétaire, surtout en cette phase de mondialisation capitaliste impérialiste. À l'appel « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », voici le temps de dire : « Dominé-es de tous les pays, unissez-vous ! »



7.

« Sans le sacrifice des meilleurs enfants Kabyles. »

Réponse.

Dans le reste du pays, depuis juillet 1962, le reste des Algérien-ne-s n'a-t-il consenti aucun sacrifice ? Aucun-e n'a été arrêté-e, emprisonné-e, torturé-e, assassiné-e, « disparu-e » ? Aucune population de village n'a été massacrée ? ... Doit-on tomber dans le compte des morts pour considérer les uns des morts à rappeler, et les autres à ne pas citer ? Où est la différence entre les victimes de la « décennie sanglante » et celles d'Alger (1989) et du « Mouvement Citoyen » du printemps de 2001 ? Puisque Sidi Bel-abbès a été évoqué, peut-on parler des victimes assassinées en Kabylie, pour la démocratie, sans rappeler les enseignantes égorgées dans un autobus, à Sidi Bel-abbès, pour avoir voulu aller fournir la culture à des enfants dans une école ?... Dans les deux cas, ne sommes-nous pas en présence de crimes niant la liberté, la solidarité, la démocratie et la culture ?

Élargissons le propos. Quand on évoque la guerre de libération nationale algérienne, doit-on oublier le sacrifice du peuple vietnamien qui, le premier, porta un coup décisif au colonialisme français, permettant ainsi au peuple algérien d'avoir encore plus de résolution et de méthode pour mener son propre combat libérateur anti-colonialiste ? Anecdote en passant. Quand mon oncle maternel, alors soldat dans l'armée coloniale française en Indochine, fut capturé par les patriotes vietminh, ils ne l'insultèrent pas ni l'assassinèrent ; ils lui expliquèrent avec patience qu'il s'était trompé d'ennemi, qu'il devait retourner en Algérie pour combattre et chasser de sa patrie le même colonialisme.

Qu'est-ce cela veut dire, appliqué dans l'Algérie actuelle ?... Si un Algérien linguistiquement arabophone manifeste de l'hostilité envers ses compatriotes kabyles, le Kabyle qui l'insulte et le méprise commet une grave erreur, car il tombe dans le piège des ennemis communs à ces deux Algériens. Au contraire, le Kabyle devrait expliquer à son compatriote linguistiquement arabe d'aller plutôt se libérer des personnes qui l'ont conditionné à voir comme adversaire le compatriote kabyle plutôt que ses propres dominateurs linguistiquement arabophones. Bref, tout ce qui tend à opposer¹⁰⁸ Kabyles (ou Amazighes) et « Arabes » (ou « Algériens) comme

¹⁰⁸ Voir ci-dessous IX. IDENTITÉ / « Questions d'identité : Qui suis-je ? Qui est l'autre ? Et qui est le « sale » type ? »

ethnie fait le jeu des dominateurs de ces deux composantes citoyennes, au détriment des dominés dans ces deux composantes.

Tout combat identitaire¹⁰⁹ qui n'inclut pas intégralement la dimension économique (exploitation) et sociale (domination politique), ainsi que la solidarité entre tou-te- les dominé-es, quelque soit leur identité ethnique, est, par nature, raciste et fasciste, et ne sert que la caste de personnes qui le dirigent. Avant la deuxième boucherie mondiale, Hitler, Mussolini, l'empereur du Japon et les groupuscules qui les soutenaient dans le monde furent, ainsi, des racistes fascistes. À l'époque actuelle de mondialisation capitaliste, qui est la cause des flux migratoires, nous assistons de nouveau à l'apparition de ces organisations racistes fascistes. L'Algérie, hélas, a, elle aussi, ses tendances et organisations de ce genre. Elles sont l'ennemi du peuple, quelque soit l'identité ethnique de ce dernier.

Revenons au thème du sacrifice et élargissons complètement l'exposé. Peut-on oublier, dans le monde, le sacrifice pour la liberté authentique de millions d'êtres humains, depuis Spartacus, en « Occident », et les révoltés paysans, en « Orient » (Chine) ?

L'espèce humaine est unique, malgré les aspects spécifiques de ses divers peuples ! Et, en son sein, celles et ceux qui ont combattu et combattent pour la dignité humaine collective sont toutes et tous à respecter de la même manière. Les meilleur-e-s ont, certes, le mérite d'avoir donné et de continuer à donner l'exemple. Cela leur donne-ils/elles le droit de se vanter de leur spécifique sacrifice ?... Si tel est le cas, alors limitons-nous à Spartacus, pour la partie « occidentale » de la planète.

8.

« Il faut être clair dans votre projet, d'autogestion. C'est trop vague. Vous manquez trop la cible. Ne jouez pas au ridicule comme le ministre de l'intérieur venu à Tizi Ouzou dire, nous devons prendre l'exemple de la démocratie Kabyle, pour faire avancer l'Algérie. L'autogestion en Kabylie n'est pas une solution pour l'Algérie, c'est très marginal comme champs d'action. Par rapport à ce que vous voulez qui est incompatible avec la réalité mondiale. On peut toujours débattre mais faites sortir vos idées. »

Réponse.

L'autogestion est, certes, « incompatible avec la réalité mondiale », puisque celle-ci est capitaliste.

¹⁰⁹ Voir ci-dessous IX. IDENTITÉ / « Identité, nantis et démunis : Lettre ouverte au frère Saïd Sadi ».

Mais la revendication d'indépendance algérienne (ou d'autres pays) était-elle compatible avec la réalité mondiale de son époque ?... N'a-t-il pas fallu des luttes sanglantes pour y parvenir ?

Élargissons l'examen. Du temps de l'esclavagisme, puis du féodalisme (qui ont duré des siècles), les personnes qui appelaient à l'abolition de l'esclavage, puis du féodalisme, étaient-elles « compatibles avec la réalité mondiale » ?

Le capitalisme, lui, a une existence qui débuta seulement après la révolution anglaise puis française, soit environ deux siècles et demi. Bien entendu, si l'on voit ce système à l'auge de sa propre vie individuelle, certainement, il paraît durable. Mais si l'on place ce système dans l'évolution historique générale, à long terme, quel Prophète garantirait l'immortalité de ce système capitaliste ?

Certes, le marxisme a prétendu mettre fin au capitalisme pour instaurer le « communisme ». Nous avons vu les résultats. Mais, malheureusement, leur analyse impartiale et objective reste à faire. Car elle ne considère pas la conception autogestionnaire.

Venons donc à la clarifier brièvement.

Sous des appellations diverses (« anarchisme », « libertaire », « collectivisme », « communisme », « anarcho-syndicalisme » et autres), la conception autogestionnaire affirme quelques principes fondamentaux.

Pour fonctionner de manière harmonieuse, la société humaine doit assurer :

- un traitement égalitaire de ses membres, hommes et femmes, selon la règle : « À chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités » ;
- ce principe exclut l'exploitation économique de l'un par l'autre, au bénéfice de la coopération égalitaire entre tous les membres de la société ;
- afin d'assurer cette coopération solidaire, il faut exclure toute forme de domination politique de la majorité sur la minorité, pour établir un système où tous les membres de la société puissent exprimer leurs désirs et adopter leurs décisions, librement et solidairement ;
- pour parvenir à cette liberté solidaire, il faut mettre fin à toute forme d'aliénation des citoyen-ne-s, quelque soit sa forme.

La personne qui désire savoir ce qu'est réellement l'autogestion peut commencer par connaître les expériences les plus significatives : la Commune de Paris de 1871, les soviets russes de 1905 et surtout de 1917-1921¹¹⁰, les collectivités espagnoles (1936-1939¹¹¹), l'autogestion ouvrière et

¹¹⁰ Voir ci-dessus « *Qui ont fait la révolution d'octobre 1917 en Russie ?* »

¹¹¹ Voir ci-dessus « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* ».

paysanne yougoslave, et celle algérienne¹¹², ces deux dernières *avant* leur mise sous contrôle étatique. Il reste encore à élucider si la révolte des esclaves, représentés par Spartacus, ne fut pas, à sa manière et toute proportion gardée, une forme d'autogestion.

Cette très brève mais essentielle présentation suffit pour comprendre :

- que les formes d'autogestion qui existent en Kabylie sont simplement des aspects partiels, mais importants et à développer de ce qu'est l'autogestion sociale généralisée ;

- que l'autogestion a effectivement existé en Algérie, juste après l'indépendance, puis durant le « Mouvement Citoyen » de 2001¹¹³ (qui n'est pas, répétons-le, kabyle, contrairement à la propagande officielle mais, aussi, à ce que déclare une certaine mouvance existant en Kabylie... Tiens ! Tiens ! Ils ont un point commun !) ;

- que l'autogestion ouvrière et paysanne n'a absolument rien à voir avec la prétendu « autogestion » décrétée par Ben Bella, ni avec les « réformes » décrétées par Boumédiène, ni avec son « soug alfellah »(marché de paysan), ni avec ses faillites économiques. Tout au contraire, les « décrets » de mars 1963, puis les réformes industrielles et agricoles de 1971 (la soit disant gestion « socialiste » des entreprises et la « réforme » agraire) avaient éliminé toute forme d'autogestion au profit d'un capitalisme étatique dont on connaît les résultats désastreux.

Ceci étant brièvement dit, j'invite toute personne intéressée par l'autogestion à chercher sur internet. Si elle y consacre la patience et l'attention nécessaires, elle finira par s'éclaircir convenablement les idées, sans nul besoin de « maître à penser », ni d' « expert », ni de mes articles. Il suffit de savoir lire, de privilégier l'intérêt réel du peuple dominé et de réfléchir.

Amicalement au lecteur qui m'a interpellé.

¹¹² Voir ci-dessus « *Belle comme un comité d'autogestion !* »

¹¹³ Voir ci-dessus « *L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie* ».

Victoires de l'autogestion solidaire

Algérie Patriotique, 28 février 2018

On apprend qu'environ quatre cents villages en Kabylie sont entrés en autogestion libre et solidaire pour gérer la propreté de leur environnement



public. Et cela sans attendre ou, plutôt, pour avoir trop attendu l'action d'un État insouciant à ce problème.

On apprend également que la ministre de la (mal) éducation nationale a renoncé au licenciement des grévistes du secteur de l'enseignement. Qu'est-ce qui l'a contrainte à ce geste d'« apaisement »?... La capacité des grévistes à auto-gérer leur mouvement, au point de résister à toutes les tentatives de corruption de leurs représentants, à consentir tous les sacrifices matériels, à ne pas laisser crédit aux calomnies, les accusant de ne pas tenir compte des élèves (la ministre), d'être des « anarchistes », au sens de désordre gratuit et destructeur (le premier ministre).

Voici donc revenir à l'ordre du jour ce qui a été mis depuis longtemps dans le placard : la conception autogestionnaire. Comme toujours, les « experts », les « docteurs » universitaires, les « intellectuels », dans le monde comme en Algérie, se sont trompés, parce que aveuglés par leurs privilèges de castes. Non ! L'autogestion, si elle a été vaincue, n'est pas morte, si elle a perdu beaucoup de batailles (en Russie, en Espagne, en Yougoslavie, en Algérie et ailleurs), elle n'a pas perdu la guerre.

La conception autogestionnaire est, aujourd'hui, ce qu'était la conception de l'égalité entre les êtres humains pendant l'époque esclavagiste, puis durant la période féodale : ce que les profiteurs du système dominateur-exploiteur jugeaient une utopie donquichottesque s'est révélée une conception opératoire. La partie (minoritaire) de l'élite intellectuelle a dénoncé successivement l'esclavage puis le féodalisme, comme systèmes iniques qui devaient être éliminés pour instaurer un système social plus juste. Cette partie minoritaire d'intellectuels libres et solidaires a réussi à convaincre les peuples : ils ont éliminé l'esclavagisme puis le féodalisme.

Nous en sommes à l'avatar suivant et actuel du système exploiteur-dominateur : le capitalisme que certains appellent « libéralisme ». Et, actuellement, la conception autogestionnaire est dénigrée comme utopique donquichottesque de la même manière que le furent les conceptions anti-esclavagiste puis anti-féodale.

Cependant, tant bien que mal, des initiatives, des expériences autogestionnaires surgissent ici et là, en Algérie et dans le monde. Elles prouvent que sous le feu du capitalisme actuellement triomphant, les cendres de l'autogestion existent encore.

Mais, pourrait-on demander, qu'est-ce donc que cette autogestion ?

Elle n'a rien à voir avec celle qui fut nommée ainsi par les détenteurs de l'Etat en Yougoslavie, puis en Algérie. Dans les deux pays, l'autogestion



authentique des travailleurs fut étouffée, bureaucratisée, puis éliminée au profit d'un capitalisme d'État. Pour « dorer la pilule » au peuple, on appela ce qui remplaça l'autogestion « socialisme ». C'est ainsi que les esprits superficiels manquant de connaissance historique confondent la conception autogestionnaire réelle avec le « socialisme » des ex-pays de l'Est ou de l'ex-Algérie « socialiste ».

Or, qu'est-ce que l'autogestion véritable en quelques mots, vu le cadre limité où cette contribution est publiée ?... C'est la démocratie la plus authentique, à savoir que les citoyen-ne-s aient le droit et la possibilité de se réunir librement, puis d'exposer tout aussi librement leurs problèmes et les solutions qu'ils estiment adéquates.

Cependant, dans le monde comme en Algérie, on constate que cette véritable démocratie, cette pratique autogestionnaire, est contrecarrée et empêchée par tous les moyens. Ils sont de deux sortes. Dans les pays « libéraux », les citoyen-ne-s sont conditionné-e-s par les médias, détenus par une minorité dominante-exploiteuse, à croire au seul modèle « libéral ». Dans les pays autoritaires, les mêmes citoyen-ne-s sont soumi-se-s à une répression qui leur interdit le droit à la libre association et expression de leurs problèmes et des solutions qu'ils jugent utiles.

Mais, demanderait-on, pourquoi cette conception autogestionnaire est très peu évoquée dans le monde, et totalement ignorée dans l'Algérie actuelle ? ... J'en vois deux motifs :

1) défendre cette conception exige de ne pas tirer un profit matériel personnel du système dominant, en termes de privilèges, d'une manière directe ou indirecte. Or, combien sont les personnes qui déclarent défendre le peuple, mais se trouvent dans ce cas ?

2) défendre cette conception, c'est, également, ne pas la faire accoucher d'une nouvelle caste dominatrice-exploiteuse, comme ce fut le cas successivement avec la fin de l'esclavage au profit du féodalisme, avec la fin de celui-ci au bénéfice du capitalisme, et après la défaite provisoire de ce dernier avec la victoire des marxistes dans les pays « socialistes ».

Combien de personnes sont capables de défendre une conception sociale sans en tirer rien d'autre que le devoir de servir le peuple exploité-dominé, sans aucune prétention à le « diriger » pour s'accaparer de privilèges à son détriment ?... C'est dire toutes les difficultés d'existence de la conception autogestionnaire, mais non son impossibilité. La preuve : les villageois de Kabylie et les grévistes des secteurs de l'enseignement. Ces réalités, aussi

« modestes » soient-elles, ne laissent-elles pas ouverte la porte de l'espérance concernant la conception autogestionnaire ?

**Questions sur l'autogestion
en Algérie et dans le monde**

Le Matin d'Algérie, 2 mars 2018



La contribution précédente¹¹⁴ dans ce journal a suscité des commentaires très intéressants ; ils appellent des éclaircissements et approfondissements.

Le lecteur « Pas totalement d'accord ! » écrit :
« je ne suis pas contre la richesse des individus, au contraire je suis en parfait accord avec le libéralisme, mais toujours avec un état fort. »

De l'État fort

Quand et où (dans les régimes « démocratiques », marxistes ou « populaires ») un État a été ou est au service de l'ensemble des citoyen-ne-s, sans distinction de condition économique ? Quand et où un État n'a pas été l'instrument de domination d'une caste minoritaire au détriment de la majorité des citoyen-ne-s ?

Quant à l'État « fort », où l'a-t-il été et où l'est-il actuellement sinon là où la même caste minoritaire se voit menacée dans ses privilèges par la majorité des citoyen-ne-s qui ne supportent plus les injustices dont ils-elles sont victimes ?

Les « libéraux » les plus honnêtes et lucides avaient déjà déclaré, en substance : moins il y a d'État, mieux les citoyen-ne-s se portent, parce qu'ils/elles gèrent eux/elles mêmes leur vie sociale.

Enfin, qui a déclaré et continue à déclarer que l'État fort est ce qu'il y a de mieux ?... Les autoritaires de tout acabit : Mussolini, Hitler, Lénine, Staline et autres plus petits dictateurs, mais, aussi, des « libéraux » tels De Gaulle, Bush, etc. Un-e citoyen-ne qui croit à la nécessité d'un État « fort » est une personne qui, consciemment ou inconsciemment, manifeste une mentalité d'esclave, de soumis-e, admet son incapacité à s'auto-gérer de manière solidaire avec ses concitoyen-ne-s.

L'État, tel qu'il est né et tel qu'il existe jusqu'à aujourd'hui, est un cancer social produit par une minorité de puissants (rusés, égoïstes et méchants) pour exploiter et dominer la majorité. L'humanité doit trouver une autre forme de gestion de son existence, d'où doivent être bannies toutes les formes d'exploitation de l'être humain par son semblable. C'est un idéal certes difficile à concrétiser, mais pas impossible. Il faut y croire et commencer, selon ses propres possibilités, à y contribuer.

¹¹⁴ Voir ci-dessous VIII. ÉDUCATION-CULTURE / « *Éducation nationale, Santé, Culture, privatisations : Courants de surface et courant de fond* ».

Du libéralisme

Certes, pour un Algérien, comme pour toute personne subissant un régime autoritaire, le système « libéral » est plus vivable. Dans le deuxième, actuellement, la liberté d'expression et d'association est nettement plus consistante que dans le premier système. Cependant, n'oublions pas que dans le « libéralisme », à ses débuts, les droits des citoyen-ne-s, y compris celui de vote, furent acquis au prix de luttes citoyennes multiples, prolongées et parfois sanglantes. Maintenant que ce système, après deux siècles et demi d'existence, a consolidé sa domination, il ne craint plus la liberté d'expression et d'association... sauf s'il est sérieusement menacé d'être aboli, alors intervient la répression policière et, si elle est insuffisante, l'armée sort ses chars. Exemples : la lutte pour les droits civiques aux États-Unis, le mouvement de mai 1968 en France.

Quant à l'Algérie et autres régimes autoritaires, ils le sont parce que le « libéralisme », autrement dit le capitalisme, en est encore à ses débuts, c'est-à-dire sauvage, nécessitant de la limitation des droits citoyens et de la répression, car ce « libéralisme » débutant n'a pas su encore se forger les médias de conditionnement idéologique de masse, comme c'est le cas dans le « libéralisme » développé.

À sa naissance, le « libéralisme » a usé de deux moyens idéologiques : d'une part, « Enrichissez-vous ! » et, d'autre part, l'idéologie cléricale, catholique ou protestante : « Dieu fait les riches et les pauvres, ces derniers seront les premiers au Paradis ! » Quant au « libéralisme » des actuels régimes autoritaires, la même méthode est en cours : d'une part, le même « Enrichissez-vous » (en Chine, le dirigeant Deng Xiao Ping avait lancé : « Il n'est pas honteux de s'enrichir ! », sans préciser par quels moyens et au détriment de qui, mais on l'a constaté par la suite), et, d'autre part, l'idéologie cléricale (islamiste, chrétienne, juive) ou « morale » (confucianisme).

À présent, posons-nous une question. Jusqu'à aujourd'hui, partout dans le monde, où donc le libéralisme a-t-il créé l'égalité *effective* entre les citoyen-ne-s ? Pour y répondre, voici les domaines à considérer :

- droits économiques : une minorité de riches tire son profit de l'exploitation de la force de travail de la majorité ;
- droits idéologiques : la même minorité de riches détient les médias principaux pour conditionner la majorité, d'une part, à consommer des



marchandises volontairement périssables au bout de quelques années, afin d'en acheter de nouvelles, et, d'autre part, à faire voter la majorité en faveur de représentants de cette même minorité ;

- droits politiques : la même minorité finance uniquement deux habituels partis politiques à se remplacer au pouvoir de l'État, parti « démocratique » et parti « républicain » (États-Unis), parti « socialiste » ou « social-démocrate » et parti du genre « En marche ! » de Macron (Europe). Cette situation empêche tout parti défendant réellement les intérêts de la majorité de parvenir au pouvoir.

Et qui est responsable de la dangereuse pollution de la planète, de l'exploitation périlleuse de ses ressources (telle, actuellement, le gaz de schiste), de la course aux armements jusqu'à militariser l'espace et le fond des mers, des guerres dans les pays de la « périphérie » de la planète, des remises en question des acquis de la majorité, tels l'augmentation de la durée du travail avant d'avoir droit à la retraite, la réduction de la pension de retraite, la privatisation de tout ce qui est du domaine public, l'impossibilité pour les pays moins développés de fabriquer des médicaments nécessaires à la population parce que les inventeurs de brevets (plus exactement les multinationales) l'interdisent, de l'émigration clandestine, etc.... qui donc est le premier et principal responsable de toutes ces injustices, sinon le « libéralisme », cette conception de la liberté légalisant une minorité des plus riches à réduire à « vache à lait » la majorité des êtres humains ?

Alors, quoi ?... Parce qu'une conception marxiste, « socialiste » a échoué lamentablement, il faudrait ne voir que le libéralisme, parce qu'il triomphe actuellement ?!... N'est-ce pas là une mentalité d'esclave sinon de profiteur ?... Mais pourquoi ne pas se soucier de faire le réel bilan des motifs de l'échec de cette expérience ? Le bilan réel, objectif, et non pas les prétendus bilans faits par les tenants du... libéralisme. Et non plus celui des marxistes qui s'entêtent à ne pas se rendre compte des carences de la conception marxiste comme projet d'émancipation sociale.

Je fus un marxiste convaincu. Et parce que ma boussole est toujours restée l'intérêt du peuple exploité-dominé, l'expérience concrète m'a démontré que la conception à laquelle je croyais avait des carences graves ; elle a permis l'émergence de nouvelles castes exploiteuses-dominatrices, encore plus exploiteuses-dominatrices que celles du libéralisme. Il me fut très dur de m'en rendre compte, de l'admettre, mais le courage intellectuel, l'honnêteté éthique et l'amour intransigeant des peuples m'a porté à voir clair. Et cela m'a mené à... l'autogestion.

D'abord, celle algérienne : j'eus, dans ma jeunesse, le bonheur infini de l'avoir connue personnellement. Ensuite, approfondissant ma formation, j'en suis arrivé aux initiateurs historiques de cette conception. On les appelle généralement anarchistes ; je préfère les nommer autogestionnaires. C'est que le terme « anarchiste » a été et demeure l'objet d'incompréhension sinon de calomnie par l'emploi volontaire de l'amalgame (voir le premier ministre algérien qui accuse les grévistes d' « anarchistes »).

De l'autogestion en Kabylie et en général

La personne qui signe « société'S » écrit : « L'auto-gestion Kabyle est en route ». Tandis que le lecteur « Pas totalement d'accord ! » nuance : « ça reste marginal ».

Dans une Algérie si mal réduite socialement, savoir qu'environ 400 villages, en Kabylie, sont entrés en compétition solidaire pour assurer la propreté du territoire est une initiative magnifique ! Pour au moins ces motifs :

- 1) la capacité des citoyen-ne-s de se prendre en charge eux/elles-mêmes, sans attendre (vainement) ou dépendre (inutilement) d'un État absent, désintéressé ;
- 2) l'exemple donné par cette partie de la population au reste du pays, et même au-delà, dans le monde, car l'Algérie n'est pas, hélas !, le seul pays qui souffre de saleté territoriale ;
- 3) l'espoir que cette autogestion sociale dans le domaine de l'environnement public devienne un premier pas, un apprentissage et un encouragement afin que les citoyen-ne-s réussissent à auto-gérer également d'autres domaines de leur vie sociale, jusqu'à parvenir au domaine politique communal, puis provincial, puis régional, et, pourquoi pas, national. Évidemment, ce processus demande du temps, peut-être même des générations, mais l'essentiel est de commencer, de semer les premiers grains.

Pour le moment, concernant l'autogestion de la propreté des villages, il reste à assurer, dans cette activité, l'engagement paritaire des hommes avec les femmes, parce qu'elles sont « la moitié du ciel ». Sans elles, l'autogestion reste une affaire d'hommes, donc imparfaite parce que niant le droit des femmes à y participer à part entière.

De l'« incompatibilité » de l'autogestion



Mais, « Pas totalement d'accord ! » objecte :

« Le socialisme ou l'autogestion comme vous défendez depuis quelques temps, je n'y crois pas vraiment, même si ils existent des foyers, surtout en Kabylie. Mais ça reste marginal et incompatible avec la réalité économique actuelle et mondiale. »

À cette objection, j'avais déjà répondu dans une autre contribution. Rappelons les éléments. Qu'est-ce qui détermine et justifie une « incompatibilité » ?

Durant la domination du système esclavagiste, aux personnes qui déclaraient la nécessité de la liberté de tous les êtres humains, que disaient les cerveaux les plus évolués, tels ceux de Platon et d'Aristote ?... « incompatible avec la réalité économique actuelle et mondiale ». De même, durant l'époque féodale, le même argument était évoqué. Et, pourtant, ce qui était considéré « incompatible » est devenu la norme. Certes ! Il a fallu beaucoup de temps, de larmes et de sang ! Hélas ! Mais qui étaient les personnes qui ne furent pas aveuglées par la prétendue « incompatibilité » ? ... Une minorité de personnes. Et c'est grâce à elles que, finalement, les deux systèmes d'exploitation-domination qu'étaient l'esclavage et le féodalisme furent éliminés.

Mais on peut, également, évoquer la guerre de libération nationale algérienne. Se souvient-on que jusque la fin des années 1940, les représentants de l' « élite » algérienne, laïque (Ferhat Abbas) et religieuse (Ibn Badis) considéraient l'indépendance du pays comme « incompatible avec la réalité économique actuelle et mondiale » ? Et que ce furent des jeunes, qui ne faisaient pas partie de cette « élite », qui ont refusé cette mentalité défaitiste, permettant ainsi l'émergence du mouvement qui réalisa l'indépendance ?... Certes, là encore, après tellement de larmes et de sang, hélas !

Alors, considérer la conception autogestionnaire sociale comme « incompatible avec la réalité », n'est-ce pas raisonner comme Platon, Aristote, Ferhat Abbas et Ben Badis de l'époque coloniale ?... Ne faut-il pas, en se basant sur l'expérience historique mondiale et algérienne, simplement dire : cette conception autogestionnaire a besoin de personnes éclairées qui la défendent, la mettent à l'ordre du jour, la répandent parmi le peuple, afin que celui-ci décide si elle est réellement « incompatible » ?

On pourrait objecter : comparaison n'est pas raison, que la conception autogestionnaire est dépassée, archaïque. J'ai dit et répété dans plusieurs



contributions , et je persiste à le souligner : avant d'affirmer que l'autogestion est une utopie « incompatible avec la réalité », que l'on prenne la peine de connaître ce que furent les diverses expériences d'autogestion sociale !¹¹⁵ Mais combien de personnes ont pris ce soin ?... Personnellement, je n'ai pas connu une seule personne, je dis bien une seule personne, qui, en niant l'importance *actuelle* de la remise en chantier de la conception autogestionnaire, avait lu les ouvrages consacrés aux principales expériences autogestionnaires dans le monde. Il aurait suffi de lire peu d'ouvrages que j'ai, par ailleurs, déjà mentionnés¹¹⁶.

Les rares personnes qui ont employé le temps nécessaire à étudier ces expériences ont des réponses ou, du moins, des pistes de réponse aux questions fondamentales que pose « Pas totalement d'accord ! » Les voici :

« Est-ce que l'autogestion va se faire une place dans un marché, très compétitif ? Est-ce que l'autogestion prend en considération, les mutations rapides des technologies et sciences ? Est-ce que l'autogestion pourra satisfaire les normes de travail, les normes environnementales, éviter le gaspillage, avoir une meilleur approche client ? »

Dans le cadre de cette contribution, je me contente d'une réponse générale. Je la trouve dans le commentaire d'un autre lecteur, qui signe « On vient juste de sortir d... » :

« Une règle pourtant simple est à appliquer : il suffit de démocratiser la vie des citoyens. »

C'est-à-dire que l'on permette aux citoyen-ne-s d'exprimer leur avis mais de manière *réellement* démocratique, et ils/elles sauront trouver les réponses concrètes aux questions concrètes posées. Réellement démocratique signifie :

- non pas les élections à la manière « libérale » : elles sont un conditionnement des électeurs-électrices pour élire des représentants de la caste minoritaire dominante, du genre François Hollande ou Emmanuel Macron, et Barack Obama ou Donald Trump ;

¹¹⁵ Voir ci-dessus « Belle comme un comité d'autogestion », « La révolution inconnue », « La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle », « Appel pour un mouvement d'autogestion sociale », « Ce qu'on ne dit pas à propos du Moyen-Orient : la commune de Rojava ».

¹¹⁶ Voir ci-dessus « La révolution inconnue » et « La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle », les rares témoignages sur l'autogestion yougoslave et celle algérienne.

- non pas les élections où la caste dominante est incapable de produire ce genre de conditionnement, et donc recourt au ridicule traficotage du processus des élections, du genre pays du « Tiers-Monde », dont l'Algérie ;
- mais des élections où existe la possibilité de débats réellement libres, à part égale de possibilité de parler aux citoyen-ne-s, d'emploi des médias existants, où la possibilité de se réunir et de discuter ne dépende pas de l'argent (« libéralisme ») ni de la répression (régimes autoritaires).

Car, d'abord et en fin de compte, qu'est-ce que l'autogestion ? C'est la possibilité des citoyen-ne-s de se réunir librement et d'exprimer leurs problèmes et solutions de manière totalement libre. Les expériences historiques en sont la preuve. Certains (membres des castes dominantes) appellent cela du « désordre », de l' « anarchie ». Mais la manière dont fonctionne actuellement le monde, et l'Algérie en particulier, n'est-ce pas du désordre et de l' « anarchie », ce dernier terme entendu dans son acceptation vulgaire, et non pas originel ? Qui sont donc les fauteurs de désordre dans le monde et en Algérie ?... Les grévistes ou les détenteurs du pouvoir ? Les grévistes ne font-ils pas que réagir au désordre dont ils-elles sont victimes, après avoir vainement tenté de demander aux gérants de l'État de résoudre ce désordre ?

Il est malheureux que la conception autogestionnaire ait commencé par s'appeler « anarchie ». Ce terme signifie, comme on le sait, « non ordre ». Or, l'auteur même qui a introduit ce mot, Joseph Proudhon, avait le plus haut souci de trouver un ordre convenable à la société humaine. Il eut le tort d'appeler sa conception par une négation (« an... ») et d'employer un terme inadéquat (« ordre »). Or, on ne définit pas un idéal par une négation. Et on ne devrait pas nier un « ordre », quand on vise à proposer un authentique ordre social, celui qui met fin à toute forme d'injustice (désordre) sociale. Voilà pourquoi le terme « compatible avec la réalité actuelle », pour employer l'expression du lecteur évoqué, devrait mettre dans les archives de l'histoire le terme « anarchie » (en reconnaissant ses mérites et ses faiblesses) et donner toute son importance au terme « autogestion », terme clair, sans ambiguïté et sans partie discutable de son histoire.

Au fond, comment définir ce qu'un lecteur a qualifié comme étant ma « persévérance » à évoquer l'autogestion ?... Je ne fais qu'imiter mes compatriotes de la génération précédente : ils-elles ont persévéré à mettre à l'ordre du jour l'indépendance nationale jusqu'à la voir se réaliser. Malheureusement, ils-elles n'ont pas pu la mener de manière à ce que l'autogestion qui, tout de suite après l'indépendance nationale, surgit, - à la



surprise totale des « experts » -, que cette autogestion ne fut pas étouffée par le premier chef de l'État, prétendu « socialiste », puis éliminée par le second chef de l'État, prétendu « révolutionnaire », sous prétexte de gestion « socialiste » (encore !), et, enfin, depuis 1989, complètement occultée au profit de la privation rampante générale. Dans ce dernier cas, au moins, n'existe plus l'impudente imposture de parler de « socialisme ». Enfin, les dirigeants actuels parlent ouvertement de « libéralisme », bien qu'une partie parmi eux tienne, sous prétexte de défendre l' « intérêt national », à maintenir un capitalisme d'État pour ne pas perdre ses privilèges.

Dès lors, hier, indépendance nationale, aujourd'hui, autogestion sociale, il est question - toutes proportions gardées - de la même espérance, du même genre d'adversaires, de la même nécessité de lutte, de patience, de dévouement, de sacrifices (hélas !). C'est le prix à consentir pour la dignité citoyenne. Nous espérons l'apparition des Abane Ramdane et des Larbi Ben Mhidi de l'émancipation sociale du peuple algérien. Ben Mhidi avait dit : « Jetez la révolution dans la rue, le peuple s'en emparera ». Aujourd'hui ce peuple a appris, à son détriment, que son mouvement social ne doit plus être accaparé par les profiteurs s'érigeant en nouvelle caste dominatrice se prétendant « populaire », « révolutionnaire », « socialiste » ou « libérale ». Voilà la pertinence actuelle de l'autogestion sociale. Les villages de Kabylie représentent, actuellement, une belle renaissance, du moins ils sont non pas une hirondelle, mais quatre cents villages-hirondelles qui annoncent le printemps de l'autogestion solidaire. Et l'autogestion du mouvement des grévistes de l'enseignement a pris une force sociale telle qu'il a eu la solidarité de la part d'autres secteurs de la population, ce qui a contraint la ministre de la (mal) éducation nationale à renoncer¹¹⁷ à son arbitraire et illégal licenciement des grévistes. Et on continue à penser que l'autogestion ça n'existe pas, est une lubie du passé, et on continue à éviter d'employer ce terme !... Et, pourtant, une partie du peuple, malgré le conditionnement idéologique massif (« libéral » et/ou clérical) et malgré la répression, parvient à s'auto-gérer, comme le montre les villages de Kabylie et les grèves des syndicats autonomes.

¹¹⁷ <http://www.lematindalgerie.com/mme-benghabrit-annonce-des-mesures-pour-reintegrer-les-enseignants-licencies>

Autogestion ou apocalypse

Algérie Patriotique, 28 janvier 2019

Le Matin d'Algérie, sous le titre « Aspirine ou antibiotique social », 31 janvier 2019

Supposons une personne souffrant de fièvre, causée par une invasion de bactéries nécessitant des antibiotiques pour les éliminer. Cependant, le



médecin appelé en l'occurrence se limite à administrer de l'aspirine. Qu'en penser ?... Soit ce médecin est un faux docteur, soit il reçoit de l'entreprise fabriquant l'aspirine un pourcentage chaque fois qu'il prescrit le produit de cette usine. Dans les deux cas, il s'agit d'un imposteur. Dans les deux cas, ce savant s'attaque à un effet, pas à sa cause ; et la seule victime est le malade dont le mal empirera, probablement jusqu'à sa mort.

Envisageons à présent une société humaine malade, autrement dit qui souffre de conflits sociaux. Dans ce cas, les docteurs ont présenté et continuent à présenter certains remèdes. Limitons-nous à l'époque moderne.

Le capitalisme « libéral »

Les uns ont proposé et continuent à proposer, comme remède miracle, le capitalisme dit « libéral ». Le principe fondamental en est, pour simplifier : que chacun, selon la « nature » de son intelligence, se débrouille ! Les meilleurs deviendront riches, les médiocres resteront pauvres, ces derniers devant se mettre au service des premiers pour satisfaire leurs nécessités vitales.

La première formule lancée fut celle de l'homme politique français Guizot : « Enrichissez-vous ! » Mais il ne précisa pas selon quelle méthode. Ainsi, les plus prédateurs s'en donnèrent à cœur joie ; et quand les exploités qui en étaient victimes finissaient par se révolter, l'armée réprimait la « canaille » des faubourgs.

La dernière formule connue fut celle du leader chinois « communiste » Deng Xiao Ping. Il déclara : « Il n'y a pas de honte à devenir riche ». Seulement, là encore, il ne précisa pas la méthode pour le devenir. Certes, la Chine est devenue un pays riche, mais au détriment de la partie pauvre de sa population, plus précisément celle des travailleurs manuels des villes et des campagnes.

En Algérie, on se contente de déclarer simplement : « Développons économiquement le pays ». Autrement dit, qu'il devienne un pays riche. Et on fait l'éloge des propriétaires qui « fournissent du travail » aux citoyens. Quand au capital acquis auparavant par ces propriétaires nouveaux, et au profit qu'ils tirent de leur « offre » de travail, on n'en parle pas ou l'on considère ce fait comme dommage collatéral obligatoire.

Le « socialisme » étatique



D'autres docteurs et savants critiquèrent avec de justes arguments le capitalisme soit disant « libéral », en montrant que le développement économique dont, certes, il fait preuve, que celui-ci profite principalement à une oligarchie de propriétaires, au détriment des citoyens ne disposant que de leur force de travail intellectuelle ou, pire, manuelle.

Dès lors, ces réformateurs et révolutionnaires proposèrent d'autres remèdes.

Celui qui domina fut celui qui affirmait la construction du socialisme à travers un État. Il fut tour à tour défini « ouvrier », « prolétarien », « populaire » ; et la société qu'il gérait fut proclamée soit « socialiste » soit « communiste ».

Par contre, ceux qui proposaient un socialisme sans État, autrement dit de type autogestionnaire, furent une minorité. Elle ne fut pas écoutée. Pourquoi ?... Une hypothèse sera présentée ci-dessous.

Autres conceptions

Les religions ont, elles aussi, déclaré lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales. Mais aucune n'a parlé explicitement du phénomène fondamental qu'est l'exploitation économique. Tout au plus, on déclara la nécessité de la « charité », de l' « aumône » des possédants envers les démunis. Les Dix Commandements ne comportent pas celui de ne pas exploiter son prochain. Jésus-Christ se distingua par certaines actions et déclarations : il chassa les marchands du temple, il stigmatisa à plusieurs reprises les « riches » en leur refusant l'accès au paradis, il a fait appel aux pauvres de toute sorte : souffrant de la faim, de l'exil ou de l'humiliation d'une manière générale (les « faibles d'esprit »), enfin il a prêché : « Aime ton prochain comme toi-même », ce qui suppose de ne pas l'exploiter. Mais combien de Chrétiens adoptent cette interprétation ? L'Islam parle de solidarité entre les Musulmans, ce qui, bien interprété, supposerait qu'ils ne s'exploitent pas les uns les autres. Mais combien de Musulmans partagent cette conception ?... Par conséquent, tout ce qu'on proclamé les religions monothéistes n'a pas éliminé la pauvreté, laquelle, faut-il le dire, est causée directement par la richesse d'une minorité.

Dans l'Extrême-Orient, des doctrines spirituelles ont, elles aussi, considéré la « pauvreté », et, là également, n'ont pas parlé du mal fondamental : l'exploitation économique. La « *ahimsa* » hindoue recommande de ne pas user de violence. Une correcte interprétation de celle-

ci implique de ne pas recourir à cette violence qu'est l'exploitation de l'être humain par son semblable. Mais combien d'Hindous partagent cette interprétation ? La compassion bouddhiste, bien interprétée, signifie de ne pas exploiter son prochain. Mais combien de Bouddhistes s'y conforment ?

Tout eu plus, la doctrine originelle du taoïsme a déclaré explicitement que, pour éliminer toute forme d'injustice sociale, les êtres humains devraient s'auto-gouverner, et que pour éliminer le vol, il faut éliminer le système social basé sur les voleurs : « « Le peuple a faim parce que le prince dévore l'impôt », dit le livre fondamental du taoïsme¹¹⁸. Dans cette dernière conception, apparue il y a environ deux mille cinq cents ans en Chine, on peut voir l'idée de ce qu'on appela, depuis l'époque moderne, l'exploitation économique, exercée par une oligarchie de privilégiés au détriment de la majorité nommée peuple.

De là, on comprend que si le brahmanisme puis le bouddhisme se sont répandus, si le confucianisme fut presque toujours l'idéologie de l'oligarchie dominante en Chine, et le shintoïsme l'idéologie des oligarchies japonaises, par contre le taoïsme, qui semble être l'ancêtre de l'idée autogestionnaire, fut généralement occulté, sinon réprimé, et généralement très peu connu dans le monde.

Faux et vrais remèdes

Dans tous ces cas, les diverses religions et spiritualités n'ont pas réussi à éliminer la maladie fondamentale qu'est la pauvreté sociale (appelons-la par son nom exact : le résultat de l'exploitation économique) dont souffre l'humanité. Tout au plus, les conceptions religieuses monothéistes formulent la promesse que les pauvres de ce monde ne le seront plus dans l'autre monde. Par contre, ces religions et spiritualités ont enrichi leurs clercs. Le capitalisme « libéral », lui aussi, n'a pas éliminé la pauvreté ; ses progrès économiques ont permis de lui donner des formes nouvelles, suite à l'enrichissement des oligarchies dominantes, mais le fossé demeure béant entre riches (propriétaires de moyens de productions) et pauvres (possédant uniquement leur force de travail intellectuel et/ou manuel). Enfin, le « socialisme » (ou « communisme ») étatique, lui, fut plus ambitieux, et le

¹¹⁸ Signalons les deux ouvrages fondamentaux : le « *Dao de jing* » (*Classique de la Voix*), de Lao Tseu, et le « *Zhuangzi* », du nom de son auteur. Ce sont des textes fondamentaux de l'humanité, mais généralement ignorés par l'idéologie mondiale dominante. En les lisant, l'on comprend le motif.

demeure chez ses partisans : l'élimination totale de la pauvreté sociale. On connaît les résultats.

Dans tous ces cas, nous en sommes à l'administration d'aspirine (des mesures dites d'amortissement social), en occultant l'antibiotique. Or, existe-t-il un autre moyen d'éliminer réellement la pauvreté, sinon par la suppression de ce qui la cause ? Et qu'est-ce qui la cause sinon l'exploitation de l'être humain par son semblable ?

« Ah ! diront certains, vous demandez l'impossible ! Cette exploitation a toujours existé, et, donc, existera toujours !... La nature humaine est ainsi faite ! », ajouterait-on soit avec un soupir, si l'on a le cœur tendre, soit avec âpreté, si l'on a un compte en banque à la place du cœur.

Eh bien, non ! À son début, tout indique que les êtres humains ne pratiquaient pas l'exploitation des uns au détriment des autres, mais la coopération égalitaire, libre et solidaire, pour se protéger des agressions animales et pour affronter certains travaux collectifs. Le nier c'est au mieux manifester de l'ignorance, au pire être un manipulateur au service de l'oligarchie¹¹⁹.

Ensuite, une fois apparue et pratiquée l'exploitation d'êtres humains par leurs semblables, une partie de l'humanité connut des périodes de révolte durant laquelle cette exploitation fut éliminée, au profit d'un retour à la coopération égalitaire, libre et solidaire. Appelons-la autogestion sociale.

Malheureusement, celle-ci fut, chaque fois, réprimée par la force bureaucratique quand pas celles des armes. Pourtant, c'est uniquement durant ces courtes périodes d'autogestion sociale, qui ont généralement duré trois années (Russie 1917-1921, Espagne 1936-1939, Yougoslavie à la fin de la IIème guerre mondiale, Algérie 1962-1965), que ce mal social fondamental fut supprimée : l'exploitation économique de l'être humain par son semblable.

De la préhistoire

Dès lors, se pose la question : pourquoi ces expériences autogestionnaires ont-elles pu exister si peu, et si peu de temps ?

Mon hypothèse est la suivante : le désir de certains humains de profiter de leur force, physique et/ou intellectuelle, pour jouir de la vie au détriment des autres, plus démunis de ce genre de force (phénomène dit : exploitation économique), ce désir produit une mentalité autoritaire, sous forme de

¹¹⁹ Ce thème sera examiné dans une prochaine contribution : « *Du naturel et du social* ».

domination sociale, laquelle, pour se légitimer, produit un conditionnement idéologique, sous forme cléricale et/ou laïque, cette dernière allant jusqu'à la prétention d'être « scientifique ».

Pour ma part, je considère l'espèce humaine encore dans sa préhistoire tant qu'elle ne supprimera pas de ses pratiques cette « bactérie » sociale qu'est l'exploitation économique. Tout autre remède demeure uniquement une aspirine, voulant éliminer ou atténuer l'effet, sans supprimer la cause.

« Soit ! admettrait-on. Mais l'espèce humaine étant ce qu'elle est partout, et cela depuis tellement longtemps, n'est-on pas obligé, réalisme oblige, de se contenter d' « aspirine », en cherchant la meilleure possible ?... Sous forme, notamment, de démocratie politique et de développement économique ? »

Ce genre de réplique, quelle personne la formule sinon celle qui, d'une manière ou d'une autre, directe ou indirecte, plus ou moins, profite du système régi par l'exploitation économique ?... Au contraire, une personne qui souffre réellement de l'exploitation ne dira-t-il pas : « Mais, alors, essayons l'autogestion sociale ! »... Il est facile d'imaginer les réactions négatives des personnes que cette proposition menacerait dans leurs privilèges. Cependant, peut-on mettre fin aux conflits sociaux autrement qu'en supprimant l'exploitation économique ?

Le dilemme

Ajoutons encore ceci. Outre à la pauvreté de la majorité de la population, tant au sein de chaque nation que dans la planète entière, au profit d'oligarchies minoritaires, l'exploitation économique produit inévitablement la guerre : la guerre sociale au sein des nations, qui devient parfois une guerre armée civile, opposant exploiters et exploités, d'une part ; et, d'autre part, la guerre entre les oligarchies des diverses nations, la plus ambitieuse et puissante voulant jouir de la vie au détriment des autres oligarchies.

Dans le passé, ce genre de conflit s'est traduit par des guerres, dont les plus récentes furent la première et la seconde boucheries mondiales. Et le progrès scientifique et technique a fait arriver l'humanité aux armes nucléaires.

Pendant une première phase, elle furent la garantie d'une guerre froide, assurée par ce qu'on appela la « dissuasion nucléaire ». Celle-ci ne donnant à aucun protagoniste la garantie de vaincre, l'apocalypse nucléaire fut évitée.



Mais nous en sommes venus à ce que l'oligarchie dominante mondiale, celle qui domine les États-Unis, en vient à penser fabriquer des armes nucléaires tactiques, autrement dit évitant l'apocalypse planétaire, et même a surgi l'idée d'attaquer le premier, en estimant ainsi en sortir vainqueur. Ajoutons ce que l'histoire enseigne : toute oligarchie dominante, sachant le risque de disparaître, préfère toujours faire disparaître le monde entier avec elle. Tel est l'enjeu des conflits entre l'oligarchie actuellement dominante, celle des États-Unis, et celles qui aspirent à ne pas être exploitées par elle : les oligarchies russe et chinoise. Et bien que ces oligarchies se différencient par leur degré de pratique de l'exploitation économique, il n'en demeure pas moins que toutes les trois sont basées sur ce fléau social. Voilà pourquoi, à l'expression passée « socialisme ou barbarie », nous en sommes, à présent, à celle qui me semble actuelle : autogestion ou apocalypse. On ignore si l'espèce vivante de l'Atlantide exista et comment elle disparut ; mais on sait comment l'espèce humaine actuelle disparaîtra, si elle ne renonce pas à éliminer cette bactérie finalement mortelle : l'exploitation économique, quelque soit sa forme. Tout discours autre n'est-il pas, en définitif et malgré son apparence réaliste et rationnel, rien d'autre qu'aspirine ? Bien entendu, les profiteurs du système pratiquant ce « remède » n'en ont cure ; mais jusqu'à quand ? La folle course des dirigeants oligarchiques pour de nouvelles armes nucléaires et la militarisation de l'espace, où sont engloutis des milliards qui suffiraient à éradiquer l'exploitation de l'être humain par son semblable, cette folle course est très actuelle. Et les généraux cherchent fébrilement la manière d'attaquer les premiers, en espérant être vainqueurs. Exactement comme l'homme préhistorique, dont le cerveau était conditionné par la priorité de la violence, cherchait à attaquer le premier pour être vainqueur. Nous ne sommes pas sortie de la caverne (platonicienne, si l'on veut) préhistorique, à moins que la coopération libre, égalitaire et solidaire vienne nous en sortir.

Bien entendu, ces propos peuvent sembler celles d'un martien utopiste, totalement déconnecté des réalités actuelles de la planète Terre. Cependant, ces propos ne ne le sont pas davantage que ceux des personnes qui, en pleine domination du système esclavagiste, puis de celui féodal, ont clamé la nécessité de l'égalité, de la liberté et de la solidarité. Des changements significatifs furent réalisés : l'esclavagisme puis le féodalisme sont généralement éliminés, à l'exception de quelques survivances. À l'humanité reste l'élimination des systèmes exploités qui ont pris leur place : le capitalisme, privé ou étatique, pour reprendre l'expérience de l'autogestion



sociale, à moins de se résigner à la destruction nucléaire de l'humanité par un conflit déclenché par l'oligarchie hégémonique, et poursuivi par les oligarchies qui la récusent. Aspirine ou antibiotique au mal social fondamental de l'humanité (l'exploitation économique), n'est-il pas désormais urgent de choisir ?... Toute tactique de changement social, pour être réellement efficace, ne doit-elle pas s'inscrire dans une stratégie précise à long terme ?... Cette conception exige un effort trop coûteux ? Encore une fois, rappelons-le : il en va de l'existence de l'espèce humaine. Bien entendu, ces considérations s'adressent uniquement aux personnes qui ne tirent (ou ne veulent tirer) aucun profit du système basé sur l'exploitation économique de l'être humain par son semblable.

Appel à témoignages sur l'autogestion algérienne

Algérie Patriotique, 12 Janvier 2019

Le Matin d'Algérie, 14 janvier 2019

« Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse se termineront toujours en la gloire du chasseur » Joseph Ki-Zerbo.

Cet Appel part d'une constatation : l'effarante ignorance et le néfaste oubli causés par l'intéressée occultation d'une partie fondamentale du passé du peuple algérien. En l'occurrence, il s'agit en particulier de l'expérience autogestionnaire qui eut lieu en Algérie, tout juste au lendemain de l'indépendance. Contrairement aux allégations des vainqueurs de l'histoire, cette expérience réalisa le miracle d'assurer une certaine continuité de la production industrielle et agricole, en dépit de l'abandon des propriétaires et cadres techniques coloniaux, et malgré l'absence d'un État nouveau capable



de gérer le pays tout juste libéré. Cette expérience démontra avec éclat l'absurdité oligarchique du dicton algérien « Ilâ anta mîr ou anâ mîr, achkoun issoug al hmîr ? » (Si tu es maire et je suis maire, qui conduira les ânes ?). En effet, les « ânes » prouvèrent avec éclat leur capacité d'être des « maires », c'est-à-dire des gestionnaires, et cela de manière libre, égalitaire, solidaire et, - cerise sur le gâteau -, efficace !

En Algérie, actuellement, tous s'accordent à reconnaître l'extrême délicatesse de la période. Les solutions correctes aux problèmes sociaux ne sont pas claires. Aussi, le débat en cours gagnerait à remettre à l'ordre du jour un idéal social et la forme concrète qu'il eut dans le passé, comme il essaie de l'avoir dans le présent : il s'agit de toute réalisation, selon l'expression consacrée, « par le peuple et pour le peuple », plus exactement des actions autonomes, libres, égalitaires et solidaires, entreprises par des citoyen-ne-s en Algérie, de 1962 à aujourd'hui, en vue du bien commun. Celui-ci implique l'élimination de toute forme d'exploitation économique d'une majorité par une minorité, donc de domination sociale de la première par la seconde ; cela suppose, bien entendu, la suppression de toute forme de conditionnement idéologique. Telle n'est-elle pas la volonté fondamentale du peuple, comme celle de tout authentique démocrate ?

Évitons un malentendu. Cet Appel n'a aucune prétention, évidemment, de s'imaginer comme solution actuelle à la situation présente. Il s'agit simplement d'une mise en perspective à long terme ; elle tient cependant en considération des actions autogestionnaires actuelles, comme possibles semences pour une future récolte plus consistante.

Dès lors, il s'agit de savoir quelles furent dans le passé, et quelles sont dans le présent les caractéristiques de l'autogestion sociale, ses succès, ses limites, ses échecs, ses perspectives et les leçons pratiques à en tirer. Le but est la recherche non pas d'un modèle ni de recettes miraculeuses, servant une minorité, mais d'une piste vers des solutions socialement équitables, pacifiquement réalisables, démocratiquement débattues et acceptées par et pour la collectivité entière. Utopie ?... Peut-être. Aux citoyen-ne-s la décision !

Pour connaître et faire connaître ces propositions de solutions, un Appel est donc lancé à témoignages, sous la forme d'écrits personnels (en dziriya dite « darija », tamazight, arabe classique ou français), de déclarations audio (dans l'une de ces langues), de matériel photographique documentaire (tracts, journaux, revues, photos d'assemblées, d'actions diverses, etc.), éventuellement vidéo..

Le but est de faire le point sur les actions passées et présentes d'autogestion collective en Algérie et, mieux encore, de créer un centre de recherche ou, mieux encore, un observatoire permanent sur l'autogestion sociale. Espérons faire ensemble œuvre utile pour déterminer en quoi cette pratique pourrait être, dans les conditions actuelles de l'Algérie, en dépit des dénigrements intéressés, une bénéfique source d'inspiration dans la recherche et l'instauration d'une société où liberté individuelle soit en harmonie avec une solidarité collective, dans le respect des spécificités culturelles. Le point fondamental est d'examiner si l'autogestion sociale, en Algérie (comme partout ailleurs), est ou n'est pas la réalisation la plus réellement concrète de démocratie populaire dans le meilleur sens de l'expression. Cette autogestion a existé en Algérie, et démontra son efficacité, avant d'être éliminée par la force bureaucratique, laquelle, comble de l'imposture, se manifesta au nom du « socialisme ».

En complément à cette production documentaire de la part des intéressé-e-s, seront prochainement publiés, de ma part, un essai théorique *Pourquoi l'autogestion ?*¹²⁰, comme perspective actuelle à considérer, ainsi qu'un roman : *Quand la sève se lève*¹²¹. Ce dernier relatera, juste après l'indépendance, deux expériences autogestionnaires : dans une usine de chaussures à Oran, et dans une ferme des environs, à Gdyl. Par ces diverses productions, l'espoir est d'intéresser aussi bien les lecteurs d'essais que ceux de littérature, en illustrant le très beau vers du regretté ami et compagnon Jean Sénac / Yahia Alwahrani : « *Tu es belle comme un comité de gestion* »¹²².

Décharger le texte de l'Appel ici : https://www.editionselectronslibres-edizionalelectroniliberi-maddah.com/ell-francais-sociologie_appel_autogestion.html

Ci-dessous le texte de l'Appel :

¹²⁰ https://www.editionselectronslibres-edizionalelectroniliberi-maddah.com/ell-francais-sociologie-oeuvres_pourquoi_autogestion.html

¹²¹ https://www.editionselectronslibres-edizionalelectroniliberi-maddah.com/ell-francais-roman_quand_seve_se leve.html

¹²² Voir ci-dessus l'article avec le même intitulé.

APPEL À TÉMOIGNAGES

« Par le peuple et pour le peuple » Actions autonomes, libres et solidaires en Algérie de 1962 à aujourd'hui

*« Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens,
les histoires de chasse se termineront toujours
en la gloire du chasseur »
Joseph Ki-Zerbo.*

Des nuages s'amoncellent sur l'Algérie sans qu'aucun « expert » ne sache réellement où ils mèneront. Presque tous les intervenants s'accordent soit pour ne voir aucune solution valable, soit réclament des propositions de la part d'« experts » exerçant dans des domaines divers, soit présentent de conventionnelles recettes de type « libéral » capitaliste quand pas « socialiste » étatique. Mais, à notre connaissance, tous ignorent, oublient ou occultent l'existence d'une forme particulière d'organisation sociale. Dans le monde et en Algérie, elle exista, mais fut très rapidement éliminée par la force des armes de castes dominatrices : l'autogestion sociale. Ses expériences les plus significatives eurent lieu en France (Commune de Paris, 1870), Russie (soviets libres de Kronstadt et d'Ukraine (1917-1921)¹²³, Espagne (1936-1939)¹²⁴, Yougoslavie (1945), Algérie (1962-1965), et autres expériences.

Aussi, en Algérie, le peuple, en premier lieu les citoyen-ne-s les plus conscient-te-s, devraient chercher personnellement les solutions sociales, de manière à ne pas être la victime principale, comme c'est toujours le cas, des erreurs et méfaits de leurs gouvernants, d'une part. et, d'autre part, des oppositions plus ou moins officielles à ces gouvernants. Dans ce but, l'expérience historique enseigne que les citoyen-ne-s doivent compter d'abord sur leurs propres efforts, tant dans le domaine individuel que social. L'expérience historique révèle que les peuples ont pris des initiatives à la surprise totale de ceux-là même qui croyaient connaître « scientifiquement » la dynamique sociale. Les exemples sont innombrables : de la Commune de

¹²³ Voir Voline, « La révolution inconnue », o. c.

¹²⁴ Voir Gaston Leval, « Espagne libertaire (1936-1939) », o. c.

Paris de 1870 au mouvement des « Gilets jaunes » actuel en France, en passant par la Révolution d'octobre 1917 en Russie et, enfin, précisément, l'autogestion sociale en Algérie.

Rappelons qu'au tout début de l'indépendance nationale, suite à la fuite des patrons et « cadres » coloniaux, et en absence d'un État algérien efficient, des travailleurs d'entreprises industrielles et agricoles ont su continuer à assurer la production, de manière spontanée, égalitaire, libre et solidaire. Cette autogestion appliquait le principe « par le peuple et pour le peuple ». Malheureusement, dès qu'une minorité de personnes se fut constituée, par la force des armes, en caste dominante, l'autogestion fut éliminée sous les prétextes fallacieux de « rationalisation » et de « socialisme ».

Par la suite, des tentatives de gestion citoyenne, libre et solidaire ont eu lieu, notamment le mouvement du printemps 2001. Enfin, d'autres formes d'autogestion sont apparues, dont certaines continuent à exister d'une manière ou d'une autre, plus ou moins importantes, avec plus ou moins de difficultés et de succès.

*Voilà pourquoi, aujourd'hui, il est indispensable et urgent de faire le point sur la capacité citoyenne en matière de gestion sociale autonome, pour le bien commun. Dans ce but, il est nécessaire de connaître et d'établir le bilan objectif de l'histoire passée et présente des vaincu-e-s de l'autogestion, afin de voir si et comment **remettre à l'ordre du jour et améliorer cet idéal**¹²⁵ où, - l'expérience l'a partout prouvé -, **le social et l'individuel se complètent harmonieusement.***

Tant que les pratiquants de l'autogestion ne présentent pas leur propre histoire, celle-ci reste cantonnée dans la version édulcorée et calomnieuse de leurs vainqueurs, sinon oubliée. Aussi, est-il nécessaire que celles et ceux qui ont pratiqué ou/et pratiquent l'autogestion rendent publiques les actions du passé, pour mémoire, et celles actuelles, pour informer sur le présent. Le but est de se solidariser, d'apprendre des succès et des échecs, en vue de construire un futur commun de manière pacifique et réellement démocratique. Plus de communications se réaliseront, plus d'échanges s'établiront, plus seront inventés des procédés efficaces d'auto-gérer la propre vie individuelle en participant à l'autogestion de la collectivité, quelque soit le domaine d'activité : travail, études, loisirs, etc.

Cet Appel est lancé parce que nous constatons combien inefficaces et illusoirs, quand pas manipulatoires, sont les solutions par le « haut », par

¹²⁵ Les mots en gras sont dans l'original.

*des « experts », des idéologues autoritaires et dogmatiques. Quelques soient leurs bonnes intentions proclamées, ils agissent d'abord et essentiellement dans leurs intérêts particuliers, lesquels ne coïncident pas, quand ils ne s'opposent pas à celui du peuple travailleur. Voilà pourquoi l'attention doit être accordée aux **protagonistes** des pratiques autogérées collectives. Leurs témoignages personnels permettront de voir ce que fut et ce qu'est l'autogestion sociale, de juger si cet idéal est à remettre à l'ordre du jour comme la plus adéquate solution aux injustices et dysfonctionnements sociaux, et comme la manière la plus convenable de concilier et compléter l'exigence légitime de liberté individuelle avec l'exigence non moins légitime de **solidarité collective**.*

But

En vue de connaître et faire connaître toutes les actions et réalisations **citoyennes autonomes, libres et solidaires**, autrement dit **autogestionnaires**, entreprises **par le peuple et pour le peuple**, en Algérie, et cela depuis l'indépendance nationale jusqu'à aujourd'hui, est donc lancé cet Appel à témoignages, en invitant à le faire circuler le plus largement et y répondre les plus nombreux-ses.

Constatant l'ignorance, entretenue par les moyens dits d'information de masse, des citoyen-ne-s au sujet de l'autogestion sociale, le but est de recueillir tous les témoignages possibles pour **constituer une mémoire collective alternative**, à mettre à la disposition du peuple, en vue de contribuer à éclaircir les possibilités d'action émancipatrice dans le **présent** et le **futur**.

Il est donc indispensable et urgent de donner la parole à **celles et ceux qui, dans le passé, ont vécu et réalisé, et, dans le présent, vivent et réalisent une forme d'autogestion citoyenne dans n'importe quel domaine** : lieu de travail (usine, ferme, bureau, compagnie artistique, revue, journal, etc.), de chômage, d'études (université, lycée, école, crèche...), de vie (immeuble, quartier, commune, village, douar, etc.), de syndicalisme, de loisirs (association littéraire, artistique, sportive), etc.

Personnes concernées

Toutes celles qui ont vécu ou vivent une expérience autogestionnaire sont invitées à se manifester, quelques soient leur lieu de résidence (en Algérie ou



à l'étranger), leur domaine d'activité (manuel ou intellectuel), leur degré de formation intellectuelle. leur niveau d'engagement (dirigeant ou membre de base) ou d'isolement social.

Écrivez-nous ce que vous avez réalisé dans le passé ou ce que vous êtes en train de pratiquer actuellement. Indiquez votre fonction, votre âge, votre sexe, votre origine socio-économique. Décrivez pourquoi et comment la pratique autogérée est née, qui en furent les initiateurs (hommes, femmes, fonction sociale), leurs opinions politiques, leurs croyances spirituelles, quels furent les adversaires, quel fut votre rôle personnel, comment cette pratique a modifié votre vie et vos relations sociales, quels obstacles vous avez rencontrés (de la part de personnes, y compris dans votre famille, de la part des autorités étatiques, du syndicat UGTA ou de partis politiques, etc.), comment vous avez surmonté ces difficultés, ou pourquoi vous avez succombé, quelles perspectives existent encore, et comment les résoudre selon vous. Formulez les leçons que vous tirez de la pratique autogestionnaire, pourquoi elle constitue pour vous la meilleure manière de gérer votre vie personnelle et celle de votre groupe d'appartenance (travail, études, vie, loisirs), comment vous envisagez de continuer cette pratique, de quelle solidarité vous avez besoin, comment la concrétiser de votre part envers les autres, et qu'attendez-vous des autres envers vous, comment vous conciliez votre liberté personnelle avec la solidarité collective.

Jeunes ou âgés, homme ou femme, travailleur-se manuel-le ou intellectuel-le, citoyen-ne ordinaire ou militant-e ou dirigeant-e d'association, **vos témoignages sont tous très importants, chacun à sa manière.**

Type de documents

Toutes les formes de documents produits sont importantes : écrits, sonores, photos, vidéos, dessins, peintures, etc.

Témoignages personnels écrits

Vos témoignages personnels sont de la plus haute importance. Ne soyez pas bloqués ni intimidés : toute intervention a sa valeur, quelque soient l'auteur-e, sa manière de témoigner, sa maîtrise de la langue (dziriyā dite « darija », tamazight, arabe classique, français).



Que celle ou celui qui croit n'avoir pas été ou ne pas être « important-e » dans la pratique autogestionnaire se persuade que son action, aussi « minime » fut ou est-elle, a sa valeur, parce que sans elle l'autogestion dans son ensemble n'aurait pu, ne peut pas exister.

Témoignages sonores ou vidéo

La personne qui n'est pas en mesure d'écrire peut envoyer un document sonore ou vidéo, dans sa langue maternelle (dziriya, tamazight), en arabe classique ou en français.

Autres documents

Envoyez-nous également des photos, des dessins, des tracts, des règlements d'organisation, des déclarations faites, des articles de presse, tout document susceptible d'éclairer **vos actions personnelles, passées ou présentes** en matière d'autogestion.

Élaboration

L'ensemble du travail est coordonné par Kaddour Naïmi. Il recueillera également la documentation en français, dziriya et arabe littéraire, à moins de trouver pour cette dernière une personne volontaire. Hamid Arab s'occupera de la partie tamazight.

L'ensemble de la documentation parvenue s'efforcera de fournir le meilleur éclairage, les informations les plus utiles sur la manière de créer, maintenir, consolider, approfondir et élargir la pratique autogestionnaire.

Le livre comme les documents audio et/ou vidéo seront présentés selon le plan indiqué dans la table des matières, élaborée pour le moment.

Elle comprend *trois périodes* distinctes : I. De l'indépendance à l'élimination étatique de l'autogestion. II. La période allant de 1965 à 1989. III. De l'ouverture démocratique à aujourd'hui.

Pour chacune de ces périodes seront considérés les aspects suivants :

1. Facteurs matériels et agents humains ayant favorisé l'émergence de l'autogestion.

2. Auteurs réels de l'organisation de l'autogestion et domaines d'activité.



3. Importance subjective individuelle et objective sociale de l'autogestion.
4. Défenseurs de l'autogestion, leurs méthodes d'action, obstacles, succès et échecs.
5. Adversaires de l'autogestion, leurs méthodes d'action, obstacles, succès et échecs.
6. Élimination de l'autogestion : motifs, agents et méthodes.
7. Réalités actuelles autogestionnaires : succès, difficultés, perspectives, solidarité au sein des associations et entre les associations.

Recueil et diffusion

Les témoignages écrits et/ou photographiques seront rassemblés en un ou deux ouvrages électroniques, éventuellement transformables en livre imprimé. Ce matériel sera distribué par les *Éditions Électrons Libres* qui les mettront **gratuitement** à la disposition du public¹²⁶.

Les documents audio et les vidéos seront recueillis dans un dossier unique ; il sera publié sur **YouTube** en une page particulière.

Idir Kamar, de **Radio Beurre**, diffusera les documents audio qui nous parviendront, et accueillera les témoins qui souhaiteront intervenir à la radio.

Un **blog**, intitulé *Autogestion en Algérie*, sera créé pour le suivi des diverses étapes de cette initiative.

Les envois de documentation sont à effectuer jusqu'au **30 avril 2018**, à l'adresse suivante : editions-electrons-libres@email.com

N'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées de courriel, et de préciser si vous souhaitez être nommé-e comme auteur-e de votre témoignage, ou être signalé-e de façon anonyme. Vous pouvez également envoyer une photo-portrait de vous.

Espérons faire ensemble œuvre utile en ce qui concerne l'expérience autogestionnaire comme source d'inspiration actuelle et pertinente, quoiqu'en disent ses adversaires intéressés, dans la recherche et l'instauration d'une société où **liberté individuelle** soit en harmonie avec une **solidarité collective**, dans le respect des spécificités culturelles.

Merci pour votre action solidaire !

¹²⁶ <https://www.editionselectronslibres-edizionieltroniliberi-maddah.com/>

III.
SOCIÉTÉ



**Forces en présence
et agent central de changement**

Le Matin d'Algérie, 10, 11 et 12 septembre 2017



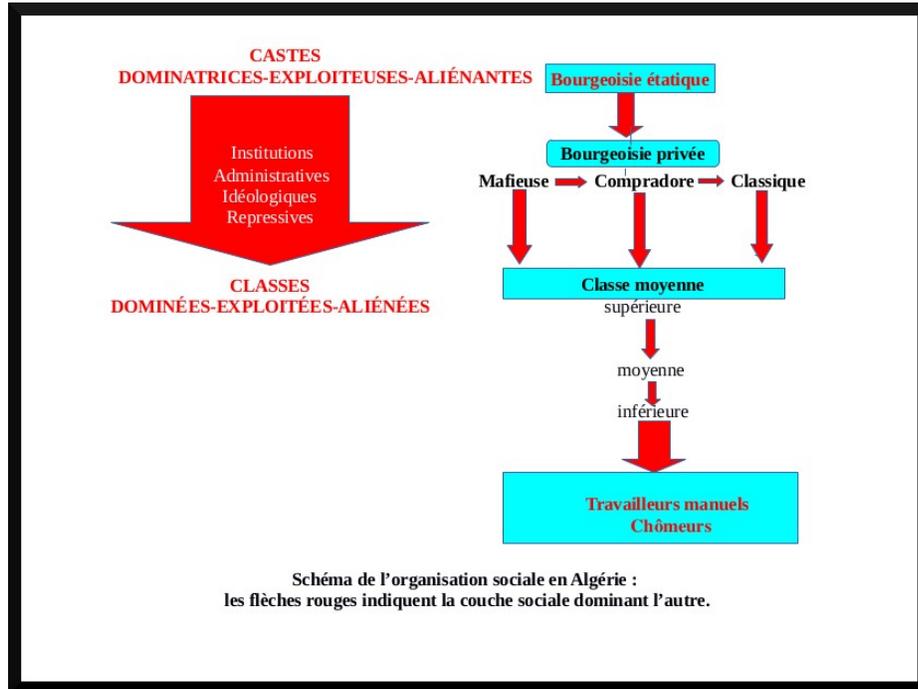


Schéma de l'auteur.

Tout le monde connaît l'anecdote : l'autorité ecclésiastique catholique romaine ordonna au savant Galilée d'adjurer sa découverte scientifique : à l'opposé de l'affirmation des Écritures Saintes, ce n'est pas la Terre qui est au centre de l'univers, mais le soleil, et c'est notre planète qui tourne autour de lui. Pour ne pas finir rôti vivant sur un bûcher, le savant se rétracta, tout en concluant, paraît-il : « Eppure si muove ! » (Et pourtant elle tourne !)

De la même manière, certains concepts sociaux dérangent les dominateurs et leurs « élites » idéologiques.

L'obscurantisme dont souffre l'Algérie (sans oublier également la planète toute entière), n'est pas causé uniquement par celui cléricale. Un autre, aussi grave mais moins perceptible, notamment parce que moins dénoncé, est de type laïc ; il se présente même comme « démocratique » et « progressiste ».

Cet obscurantisme-ci est un brouillard ; il présente des détails comme l'essentiel, des conséquences en tant que causes. Le but de cette conception, - involontaire par ignorance, ou voulu par calcul -, est de rendre les victimes incapables de déceler l'essentiel et les causes réelles, donc d'agir pour leur élimination. Ce phénomène n'est pas spécifique à l'Algérie, il est mondial.

En voici un cas particulier.

Les articles de journaux et les essais analysent ce qu'on appelle les « forces en présence ».

Voyons d'abord le monde.

On nous parle de puissance hégémonique (U.S.A), de nations de première importance (Chine, Russie, Japon, plus ou moins l'Allemagne), de seconde importance (pays d'Europe), de pays émergents (Inde, Corée du sud, Brésil, Afrique du Sud), enfin de pays « en voie de développement » (Algérie et autres).

Mais, jamais ou presque, nous lisons que, dans tous ces pays, il n'y a pas seulement des États, des gouvernements, des armées, des services secrets, des entreprises, un « marché » et, tout au fond, en « bas », des « citoyens ».

Il y a, aussi, et d'abord, - même si ce n'est plus la mode de l'affirmer -, des *classes* sociales. Plus précisément une *caste minoritaire* qui détient un *capital* (étatique ou privé) et une autre, majoritaire qui *vend* ses bras et/ou son cerveau pour survivre. Et, entre les deux, une classe moyenne qui, d'une part, est soumise à la domination-exploitation de cette caste, d'autre part lui sert de courroie de transmission pour gérer la classe laborieuse.

Là se trouvent les forces en présence fondamentales.

À ce point, avant d'aller plus loin, une prémisse s'impose.

C'est un principe : nul être humain n'a le droit, parce qu'il dispose d'un capital financier, d'acheter un autre humain, pour tirer de son travail un profit, par lequel le capitaliste s'enrichit davantage tandis que le salarié est rétribué de manière uniquement à reproduire sa force de travail.

La personne qui estime que la « force de travail » n'est qu'une *marchandise* offerte, par celui qui ne possède que son corps, à celui qui l'achète, parce qu'il dispose de capital financier, et donc a le droit d'en tirer un profit (le terme « exploitation » indique ce phénomène), cette personne n'entendra rien à tout ce texte. Elle le trouvera, dans le meilleur des cas, un bavardage ridicule, dans le pire, une provocation au « désordre » social, autrement dit contre l'« ordre » capitaliste.

En effet, pour cette personne, Dieu ou la Nature a produit les riches et les pauvres ; les premiers auraient le « mérite » d'« offrir » aux seconds un travail pour « vivre ».

Le problème est que, depuis la création du salariat, entre les travailleurs et les patrons (privés ou étatiques) la lutte (tour à tour pacifique et sanglante) n'a jamais cessé. Motif ? Les premiers sont pressés comme un citron pour en tirer le jus dont profitent les seconds. Maximisation du profit oblige, principe sublime pour les profiteurs, ignoble pour les victimes.



C'est que sans pauvreté, il n'y a pas de richesse, sans (exploitation des) salariés, pas (d'enrichissement) de capitalistes.

Cela signifie que ce n'est pas uniquement la classe exploitée qui lutte pour l'être moins ; cette lutte, en réalité, est uniquement une résistance à une autre qui, elle, est une véritable lutte, qui précède et provoque cette résistance : celle des capitalistes pour tirer le maximum de profit du travail de la classe laborieuse. Par conséquent, la lutte des travailleurs n'est qu'une conséquence ; sa cause est la lutte des capitalistes (étatiques et/ou privés) pour les maintenir dans leur situation d'exploités. Cependant, les idéologues de la classe capitaliste, et les politiciens occupant l'État grâce à ses financements, la présente comme un groupe de personnes visant uniquement le « bien commun » par le « développement des entreprises », mais qui, dans ce « noble » but, est contrecarrée par les revendications « irréalistes » et « irresponsables » des travailleurs.

Plus grave encore. Les exploités, outre à tirer un profit économique des exploités, suite à ce dernier, s'offrent la jouissance de la connaissance, de la culture et des arts (bourgeois). Ainsi, ils croient réaliser leur « humanité ». Au contraire, les exploités, à cause de leur gain financier réduit et de la fatigue occasionnée par leur travail manuel exténuant, sont exclus de ce qui fait leur humanité. Tout au plus, ils peuvent accéder aux « loisirs », au folklore, à une conception homologuée de la religion ou d'une « morale », tout cela formaté par la même caste dominante, pour sa classe « inférieure » d'esclaves modernes. Version moderne des cirques romains antiques.

Alternative ? Une société basée sur le principe : Tous pour un et un pour tous. Chacun-e coopère à l'œuvre commune selon ses possibilités, et recevra de celle-ci selon ses besoins, reconnus par tous. Précisons que le type de société, entendu ici, n'est pas celui voulu et imposé par les marxistes (sa lamentable faillite a eu lieu), mais celui proposé par les autogestionnaires.

Ceci étant clarifié, poursuivons.

Vis-à-vis de la caste dominatrice, les classes dominées-exploitées-aliénées (moyenne et laborieuse) manifestent soit résistance et hostilité (quand leurs conditions de vie matérielle deviennent insoutenables) soit consensus et servilisme (quand la caste dominante est assez riche pour leur concéder des os à ronger, pour atténuer leurs besoins indispensables).

L'exemple le plus frappant, significatif et visible de ce conflit, où se manifeste, aujourd'hui, la domination de la caste capitaliste est le suivant : sa capacité de délocaliser ses entreprises de manière à s'assurer le maximum de profit, par l'emploi de la main-d'œuvre la moins coûteuse, en terme de



salaire, de conditions de travail et d'absence de syndicat défenseur des droits légitimes des salariés exploités. Sans oublier, si nécessaire, le recours à une mafia de bandits pour mater les contestataires, action qui va, quand la situation l'impose, jusqu'à l'assassinat.

Venons à l'Algérie.

Là, aussi, en terme de forces en présence, on nous présente l'État (avec ses luttes de « clans »), les affairistes mafieux, l'armée, le service secret, les partis, les terroristes, enfin, sur le fond, des démocrates progressistes contre des rétrogrades conservateurs (entendons des « élites » politiques et culturelles).

I. Des classes

1. Castes dominatrices - exploiteuses - aliénantes

Précision préliminaire : pourquoi trois adjectifs et non un seul ?

Réponse. Pour *exploiter* un être humain, il faut le *dominer* par l'*aliénation*.

Si les deux premiers termes (domination, exploitation) sont relativement clairs, le troisième nécessite un bref éclaircissement. Contentons-nous de la définition du dictionnaire. *Déposséder, transférer à autrui*. Dès lors, l'aliénation consiste à déposséder l'être humain (le travailleur salarié) de ses capacités autonomes, physiques et psychiques, pour les transférer à un autre (qui les exploite en usant de la domination).

N'oublions cependant pas un autre aspect de cette aliénation. Le capitaliste, lui-même, pour exister comme tel, se dépossède de son humanité (sa capacité de compassion et de solidarité envers les autres, outre à sa capacité de jouir d'une vie harmonieuse) pour la transférer dans le culte exclusif de l'argent. D'une part, il est son veau d'or et son Dieu véritable. À ce sujet, voici une passionnante psychanalyse à faire : comprendre le motif inconscient de l'expression qui figure sur le dollar U.S. : « In God we trust » (en Dieu nous croyons). D'autre part, le temps ne correspond plus à vivre, il est réduit à l'argent : « Times is money ».

Ceci dit, si le capitaliste s'aliène lui-même, le travailleur salarié, au contraire, est soumis à l'aliénation par un autre, son employeur. La différence est... capitale.

Il faut donc ne pas perdre de vue cette triple infernale trinité : l'un des éléments ne peut pas exister sans l'autre, chacun conditionne et implique l'autre. Mais, étant donné que généralement on emploie un des termes sans

le lier aux deux autres, en les occultant (ce qui fausse l'examen de la réalité), j'emploie, ici, les trois termes à la fois, afin de rendre claire leurs indispensables rapports réciproques. Et là où, dans ce texte, est employé le seul terme « domination », il faut le lier aux deux autres aspects qu'il implique.

Autre précision. Depuis déjà un certain temps, la classe dominante ne se déclare plus comme telle ; elle préfère s'appeler dirigeante. Pas exploiteuse, mais « au service du développement économique de la nation ». Pas aliénante, mais « promotrice de culture ». Ce trafic de mots est diffusé par l'« élite intellectuelle » payée pour faire prendre des vessies pour des lanternes. Cette dernière, aussi, rarement se déclare de droite, pro-capitaliste ; elle se proclame plutôt « démocratique », « progressiste », même de « gauche », « socialiste ».

Dans la guerre, les armées emploient le camouflage de leurs armes. La guerre sociale, elle aussi, recourt à ce procédé, dans le langage. Dans ce texte, au contraire, un chat est appelé chat, et une souris, une souris. En tout cas, l'effort est porté à éviter tout camouflage, par respect de la réalité vraie.

Dernière précision. Le terme caste, classe ou couche sociale désigne un ensemble de personnes liées par un intérêt commun, l'emportant sur leurs intérêts particuliers. Cet intérêt commun est économique, donc politique, donc idéologique.

Il peut, toutefois, arriver que l'intérêt particulier l'emporte sur l'intérêt commun. C'est le cas quand un membre de la caste dominante veut détenir l'hégémonie au détriment d'un autre. Par exemple, en Algérie, quand le colonel Boumédiène, après avoir fait cause commune avec Ahmed Ben Bella, l'envoya en prison pour prendre sa place. C'est ce qu'on appelle, en Algérie, la lutte des « clans ». Aux États-Unis, elle se manifeste dans la rivalité entre les deux partis dominants : républicain et démocrate ; en France, entre les partis de « droite » et le parti « socialiste » ; en Iran ou en Arabie saoudite, entre les « conservateurs » et les « réformateurs ».

Dans le domaine économique, l'intérêt particulier l'emporte sur celui commun chaque fois qu'une entreprise s'agrandit au détriment des autres, en englobant de plus petites. Ainsi, se forment les monopoles, en contradiction avec la loi capitaliste qui suppose l'existence de la libre concurrence.

Ceci clarifié, poursuivons.

En Algérie (comme dans le monde, désormais globalisé), rarement sont employés les mots et concepts exacts. Une *bourgeoisie capitaliste étatique*, dominatrice-exploiteuse-aliénante, et cela depuis l'indépendance nationale.

Puis, depuis la relative « démocratisation », autrement dit le réel abandon du prétendu « socialisme étatique », la bourgeoisie *privée*, et ses trois aspects : 1) une aile *classique*, « bénéfique » (Cevital) ; 2) une autre *mafieuse*, « maléfique » (vous devinez qui) ; 3) une couche *compradore*.

Dans la phase actuelle, existent donc des castes (ou couches ou classes) possédant un capital économique.

Le premier est *étatique*. Il est détenu par la bourgeoisie qui contrôle l'État. Cette classe est la plus importante, autrement dit hégémonique. Nous verrons dans la suite pourquoi et comment.

Vient ensuite le capital *privé*. Celui-ci existe sous trois formes.

Le premier est d'origine plus ou moins *mafieuse*. La presse en a dernièrement parlé. Caractéristique : comme l'adjectif l'indique, l'existence de ce capital n'est pas la conséquence d'une activité capitaliste normale, c'est-à-dire obéissant aux lois conventionnelles du marché.

Un second capital privé est celui *compradore*. Ses membres tirent profit de l'importation de produits n'existant pas en Algérie.

La troisième catégorie de capital privé est *classique*, normale. Son activité s'insère dans les lois conventionnelles du système capitaliste. Son représentant est l'entreprise Cevital.

2. Classes dominées - exploitées - aliénées

Elles se distinguent en deux catégories.

La classe *moyenne*. Auparavant, on la désignait par le terme *petite-bourgeoisie*. Elle comprend trois niveaux : *supérieur*, *moyen*, *inférieur*. Ils sont déterminés par la grandeur du gain financier obtenu et l'importance du poste hiérarchique assumé dans la gestion sociale.

Pour avoir une idée concrète, citons de brefs exemples. Font partie du niveau supérieur les « cadres » de la nation, dirigeants des appareils institutionnels administratifs, idéologiques et répressifs. Au niveau moyen, se situent les activités nécessitant une instruction de type universitaire doctoral, tels chirurgiens, experts économiques ou dans d'autres secteurs sociaux, certains écrivains, artistes et journalistes, formant l'« élite » plus ou moins officielle. Au niveau inférieur se trouvent les enseignants d'école primaire et secondaire, les employés administratifs, les techniciens spécialisés, etc.

Vient enfin la classe *majoritaire* : celles et ceux qui, par manque de « capital » en terme d'instruction, vendent leurs muscles ou/et leur cerveau en échange d'un salaire qui a une particularité, par rapport à celui des autres classes sociales. Il est accordé uniquement pour leur permettre de *survivre*. Cela est dû à la fameuse « loi » capitaliste : la maximisation du profit de l'employeur (qu'il soit étatique ou privé, mafieux ou classique), donc la minimisation de la rétribution de l'employé.

À présent que nous possédons une vision schématique générale de l'existence des classes sociales, examinons leurs relations.

II.

Luttes des classes

1. Antagonisme principal

Suite à ce qui vient d'être exposé, comme l'indique le schéma, il s'ensuit que les deux forces en présence *fondamentales* sont, d'une part, tout en haut de l'échelle sociale, la caste d'acheteurs, et, tout en bas de la même échelle, la classe de vendeurs de travail manuel et/ou intellectuel.

Auparavant, nous avons dit comment se manifeste l'antagonisme et donc la lutte entre ces deux classes : la dominatrice vise au maximum de profit, soustrait par l'intermédiaire du travail de ses salariés ; la classe constituée par ces derniers se préoccupe de subvenir à ses besoins matériels minimums indispensables, ceux de la survie.

Là sont donc les deux forces antagonistes *principales*. Elles existent, animent, agitent ou apaisent la société algérienne dans son ensemble (comme, par ailleurs, toute société humaine contemporaine, depuis la création du salariat). Dans ce processus, tout, absolument tout a comme enjeu l'*argent*.

D'une part, les castes dominantes en veulent le plus possible, le plus longtemps possible, le plus rapidement possible, quelque soit le moyen, légal de préférence, autrement mafieux jusqu'au recours à la violence, institutionnelle ou illégale. Ceci pour les couches bourgeoises étatique, privée mafieuse ou compradore. La couche classique écarte l'illégal et la violence.

Ce qu'il faut souligner, et ne jamais perdre de vue, réside dans deux faits.

Le premier. La richesse des couches dominantes (à l'exclusion de la bourgeoisie compradore) provient de l'exploitation de la classe laborieuse. Elle seule produit de la richesse, par son travail.

Il n'est pas nécessaire d'être un « révolutionnaire » ni un « gauchiste » pour le constater. Déjà, en 1827, un marquis écrivit :

« Mes amis, vous êtes des gens voués au travail. Votre destin est de travailler, en moyenne, seize heures par jour.

De ces seize heures, la moitié, ou à peu près, est mise de côté pour former le patrimoine de "l'élite" de la société, divisée en propriétaires, capitalistes, prêtres, fonctionnaires publics, rentiers, pensionnaires, rois ou ministres, académiciens. » (cité par Jean-Pierre Voyer, *Une Enquête sur la nature et les causes de la misère des gens*, 1976.)

Deuxième fait. Outre à l'exploitation de la force laborieuse, la caste dominante *étatique* se procure de la richesse par son contrôle exclusif des ressources naturelles de la nation, au détriment du peuple.

2. Antagonismes secondaires

Nous arrivons à ce qui découle de l'antagonisme principal, à savoir les antagonismes secondaires. Ils seront exposés par ordre d'importance décroissante.

Les antagonismes secondaires de *première* importance se situent d'abord au sein même des castes dominatrices. En voici la chaîne de domination de la couche la plus hégémonique aux autres : Bourgeoisie étatique - bourgeoisie privée mafieuse - bourgeoisie privée compradore - bourgeoisie privé classique.

La bourgeoisie étatique et celle privée ont des intérêts.

D'une part, ils sont *complémentaires*.

Les deux tirent profit de l'exploitation de la classe des travailleurs.

En outre, la bourgeoisie étatique d'un côté, et, de l'autre, deux secteurs de la bourgeoisie privée ont certains intérêts communs. La règle de fonctionnement est le « retour d'ascenseur » : je te donne ceci, et, en échange, tu me donnes cela.

La bourgeoisie mafieuse recourt au capital étatique (notamment prêts bancaires et acquisitions de marchés, dans des conditions défiant toute logique de concurrence normale), pour faire du profit. En retour, par ses trafics, ce capital mafieux permet aux membres de la caste étatique de

s'enrichir davantage, selon des procédés difficiles, mais pas impossibles, à déceler.

En outre, la bourgeoisie privée mafieuse (il reste à savoir si c'est également le cas pour la bourgeoisie privée classique) trouve son intérêt dans la privatisation du secteur étatique. Or, la bourgeoisie étatique s'y oppose. Sa motivation n'est pas, comme le croient les naïfs et le font croire les propagandistes, pour le bien du « pays », mais parce que sans main-mise sur l'État, permettant le contrôle sur les ressources premières, la bourgeoisie étatique n'existe pas.

Cependant, la privatisation d'entreprises publiques peut être consentie par la caste étatique. Cela se réalise quand des membres de la caste étatique trouvent leur intérêt à devenir des capitalistes privés. Ils s'arrangent, alors, pour vendre les entreprises publiques à un prix dérisoire. Pour y arriver, le moyen consiste à créer, par des « règlements » étatiques, des obstacles dans l'activité productrice de ces entreprises, les rendant provisoirement inaptes à l'exercice de leur fonction, déficientes en matière de productivité.

Et si des membres de syndicats autonomes dénoncent cette manipulation, eh bien licenciements ou arrestation, en inventant un motif apparemment plausible. Le plus simple est la « divulgation de données réservées ».

Concernant la *convergence* d'intérêts entre la bourgeoisie étatique et celle *compradore*, elle sera exposée ultérieurement.

D'autre part, les intérêts de la bourgeoisie étatique et de celle privée sont *opposés* : chaque caste lutte pour l'hégémonie sur les autres, pour obtenir le plus de profit financier.

La bourgeoisie mafieuse voudrait dominer celle étatique ; à son tour, cette dernière voudrait dominer la première, éventuellement en employant les méthodes de la bourgeoisie mafieuse.

Toutes ces deux bourgeoisies, étatique et mafieuse, empêchent la bourgeoisie capitaliste classique (Cevital) de se développer¹²⁷. En effet, le développement de cette dernière suppose l'affaiblissement des deux autres.

Nous arrivons aux antagonismes secondaires de *seconde* importance.

¹²⁷ Quelques jours après la parution de ce texte, un article de presse fut publié. Il mettait en question un entrepreneur privé (Kouninef), en connivence avec le frère de l'actuel chef de l'Etat. Voir *El Watan*, 17.09.2017, http://www.elwatan.com/actualite/la-main-de-kouninef-17-09-2017-352833_109.php

Ils existent entre les castes dominatrices, quelque soit la caractéristique, et la classe moyenne, quelque soit le niveau.

D'une part, l'intérêt de ces deux catégories sociales sont *complémentaires*. Toutes les deux visent à la gestion de la classe inférieure, celle des travailleurs, pour en tirer, chacun pour sa part, un profit.

D'autre part, les intérêts des castes dominatrices et de la classe moyenne *s'opposent*. La première tient à sa position de dominatrice-exploiteuse exclusive, limitant la seconde au seul rôle d'auxiliaire. Au contraire, les membres de la seconde ambitionnent, chacun selon le niveau occupé, de bénéficier le *plus* possible d'une partie de cette domination-exploitation, ce qui irait au détriment de la classe dominatrice-exploiteuse.

Enfin, voici les antagonismes secondaires de *troisième* importance.

Malheureusement, au sein de la classe laborieuse existent également des antagonismes d'intérêts.

Le premier se manifeste entre travailleurs manuels des villes et ceux des campagnes. Les citadins, à cause de leur bas salaire, veulent acheter le moins cher possible les produits agricoles des paysans. Ces derniers, pour améliorer leur situation économique très précaire, souhaitent, au contraire, vendre le produit de leur travail au prix le plus avantageux.

Le second antagonisme se trouve entre travailleurs et chômeurs. Les premiers voient dans les seconds une menace de perdre leur emploi ; les seconds considèrent les premiers comme cause de leur impossibilité d'accéder à un travail.

S'ajoute les travailleurs immigrés clandestins. Pour une somme misérable, dans les conditions les plus inhumaines, ils acceptent tout travail offert. Ainsi, ils concurrencent aussi bien les travailleurs que les chômeurs autochtones.

III.

Formes de la lutte des classes

Déjà, dans la partie précédente, ont été exposés certains aspects de cette lutte des classes, entre elles, d'une part, et, d'autre part, au sein d'elles-mêmes.

Éclaircissons davantage ces manifestations.



Comment la bourgeoisie étatique assure son *hégémonie* ? Comme le schéma exposé le montre, elle dispose de trois types d'instruments institutionnels : 1) appareil administratif pour la gestion ordinaire ; 2) appareils idéologiques (instruction, religion, mass-medias, « culture » folklorique) pour obtenir le consensus des citoyens ; 3) organismes répressifs (lois, police, service secret, armée) pour juguler toute contestation, y compris légitime et légale.

Tous les faits qui surviennent au sein de l'un ou l'autre de ces organismes est indicatif du déroulement de la lutte, soit au sein même des classes dominantes respectives, soit entre elles et les deux classes subalternes, la moyenne ou/et la laborieuse.

Prenons le cas survenu avec Abdelmajid Tebboune. Comment les « forces en présence » se sont manifestées ?

Examinons la partie hégémonique.

Pour le moment, la bourgeoisie *étatique* détient le maximum de pouvoir social. Seulement, elle y parvient en recourant à la complicité avec la bourgeoisie privée *mafieuse* et *compradore*. Cette alliance est au détriment de la bourgeoisie privée *classique* (Cevital).

Normal : cette dernière n'a pas besoin de complicité avec la bourgeoisie étatique pour concrétiser ses activités. Au contraire, la bourgeoisie mafieuse et celle compradore, elles, ne disposent pas de capital propre ; elles le puisent dans les prêts bancaires accordés par... la bourgeoisie étatique. Laquelle « gagne » les élections grâce au soutien financier de la bourgeoisie mafieuse et compradore. Cela a déjà été signalé : le principe du retour d'ascenseur : je te donne à la condition que tu me donnes.

L'épisode Abdelmajid Tebboune semble une preuve de cette situation. Il déclarait vouloir séparer la « politique » de l'« argent ». Et certains y ont cru, l'ont espéré ! Ils ont oublié qu'auparavant, un autre a voulu, celui-là réellement, opérer cette séparation, Mohamed Boudiaf. On connaît l'épilogue.

Encore plus avant, à l'étranger cette fois-ci, il semble (là, aussi, comme en Algérie, impossible de connaître la vérité) que c'est parce qu'il s'étaient trop intéressés à l'aspect mafieux de l'économie états-unienne qu'un président, puis un ministre de la justice furent, eux aussi, assassinés, mais de manière plus « intelligente », plus « civilisée », plus « démocratique » : l'un et l'autre par un soit disant individu « isolé » : John Kennedy puis son frère Robert. Pour Mohamed Boudiaf, même scénario.

Où donc, dans quel pays, encore plus en ce temps de capitalisme mondial sauvage triomphant, existe cette séparation entre argent et politique ? Notamment depuis la dénonciation par le président Eisenhower, dans son fameux discours d'adieu à la nation, de la menace que faisait peser sur les institutions politiques la présence du « complexe militaro-industriel », l'argent et la politique ont établi un mariage de (dé)raison : capitalistes et politiciens se conditionnent les uns les autres, comme le proxénète et la « fille » qu'il « protège ».

Comment serait-il possible de séparer la « politique » de l' « argent » en Algérie quand les pays prétendument démocratiques avancés (qui le sont certainement plus que l'Algérie) mélangent ces deux domaines d'activités ? La différence avec l'Algérie (et d'autres pays de la « périphérie » de la planète) réside uniquement dans la manière : les premiers emploient des procédures respectant les apparences institutionnelles, tandis qu'en Algérie, elles le sont nettement moins. À cause d'une arriération qui n'est pas seulement économique, mais culturelle, donc politique, par conséquent institutionnelle. Et d'où provient cette arriération sinon d'un stade historique arriéré de la structuration des classes et de la lutte entre elles ?

Le système capitaliste est caractérisé par le vol (*argent* tiré de l'exploitation des salariés) légalisé (procédé économique rendu institutionnel par la *politique*, autrement dit par la caste gérant l'État). Voilà le fond, la base, l'essentiel de la réalité. Et, selon le degré de développement (économico-culturel) d'une société, ce couple d'amants infernaux, « argent » et « politique », se présente d'une manière « civile », consensuelle et productive, ou mafieuse, autoritaire et parasitaire.

De là découlent certains comportements. Ils ne devraient pas surprendre si l'on voit clairement l'essentiel sans le confondre avec ses conséquences, par ignorance ou intention manipulatrice.

Qu'en est-il de la bourgeoisie *compradore* ?

Son activité se caractérise par l'importation. Cela implique un pays incapable de produire lui-même les marchandises importées ; et, si certains ont la velléité de produire, ce qui est le cas de la bourgeoisie privée classique, les éléments *compradore* s'y opposent, de toutes les manières, « légales » ou mafieuses. Voir les blocages subis par Cevital dans les ports.

Ainsi, plus cette activité d'importation est consistante, moins l'activité économique du pays pourra se développer. Par contre, les pratiquants de l'import s'enrichiront, de même que la bourgeoisie étatique. Parce que c'est

cette dernière qui établit les « lois » et « règlements » de l'activité d'importation.

Comme avec la bourgeoisie privée mafieuse, avec la bourgeoisie compradore, aussi, il y a un retour en faveur de membres de la caste étatique : en terme de gain financier et de transfert de devises à l'étranger.

Dans ce secteur social, on devine que cette bourgeoisie compradore et sa complice étatique ont intérêt à établir les liens les plus étroits avec les capitalistes étrangers, producteurs des marchandises à importer.

Quelles sont les *victimes* ?

Voyons celles de l'activité privée mafieuse.

D'une part, le capital privé classique. Respectant le jeu du marché, il n'a pas besoin de s'acoquiner avec la bourgeoisie étatique. Cela entraîne cette dernière à l'empêcher de se développer, au profit du capital mafieux, où elle trouve un retour financier.

D'autre part, les consommateurs. Le capital mafieux surfacture ou encaisse un argent public (c'est-à-dire de la communauté des citoyens) comme avances pour des travaux non réalisés, tout cela avec la complicité du capital étatique. Et les deux compères y trouvent leur profit. Ainsi s'explique l'enrichissement anormal de certaines familles algériennes.

Et les victimes de l'activité compradore ?

D'une part, le capital privé classique, empêché de produire les marchandises absentes dans le pays, afin de les importer de l'étranger. D'autre part, les consommateurs : un téléphone, une télévision, un frigidaire ou un véhicule, produits dans le pays coûteraient, logiquement moins chers qu'importés.

En passant, notons ce qu'affirment certains : cette couche parasitaire compradore correspondrait généralement à l'idéologie intégriste islamiste. En paroles, elle hait l'étranger et ses « valeurs », mais chérit le commerce avec lui et donc l'argent qui en découle. Nous en sommes toujours à l'adoration du Veau d'Or.

Une autre caractéristique de cette couche compradore est encore plus préoccupante. Son activité commerciale l'oblige à créer, maintenir et développer des liens avec les entreprises étrangères productrices de ces biens. Voilà la fenêtre par laquelle les puissances néo-coloniales et impérialistes entrent dans le pays. Et comment, par l'intermédiaire de la



couche compradore, elles tirent leur profit au détriment du développement économique du pays et des consommateurs algériens.

Et voilà pourquoi ces mêmes puissances néo-coloniales et impérialistes prêtent main forte, policière et militaire, afin que ce système socio-économique perdure. Là, aussi, l'idéologie nationaliste (déclarant son amour pour le pays) et celle intégriste islamiste (proclamant sa haine de l'Occident) s'accommodent parfaitement de ces ingérences étrangères occidentales. Elles garantissent l'existence du système où capitalisme étatique et capitalismes privés (mafieux et compradore) trouvent leur profit, au détriment de la nation (empêcher la production) et du peuple (prix élevés des marchandises).

Voilà ce qui rend si malaisée l'activité du capital privé classique en Algérie. Voilà ce qui explique, aussi, que les citoyens honnêtes, notamment dotés de savoir et désirant réellement le développement de la nation (que ce soit au bénéfice du capital privé classique ou de la classe laborieuse) n'ont pas leur place dans ce pays, qu'ils sont écartés ou contraints à l'exil.

Venons à la classe *moyenne*. Sa fonction est ambiguë.

Soit la caste dominante lui concède des avantages suffisants, alors la classe moyenne manifeste son consensus, et fonctionne comme courroie de transmission des décisions de la caste dominatrice, pour gérer la classe au-dessous, la laborieuse. Peut importe la forme du régime : dictature militaire ou démocratie plus ou moins limitée. En l'occurrence, dans l'« usine » qu'est le pays, la classe moyenne (chaque niveau ayant une fonction spécifique) a le rôle de contre-maître, de garde-chiourme de la caste patronale pour gérer la classe laborieuse.

Soit, en cas d'intérêt lésé par la classe dominatrice, la classe moyenne devient un agent contestataire. Cela l'amène à manipuler la même classe inférieure, la laborieuse, mais cette fois-ci pour soutenir les intérêts de la classe moyenne, présentés comme ceux de la « nation », du « peuple » entier.

C'est ainsi que fonctionne le fameux « soutien critique ». Si tu me concèdes assez, je ne te critique pas ou peu ; si tu me donnes comme-ci comme-ça, je t'accorde mon « soutien critique » ; si tu me refuses le minimum nécessaire, alors je te retire le « soutien » pour recourir uniquement à la « critique ». En Algérie, dans le passé, un parti politique s'est illustré dans ce comportement.

Preuve manifeste de cette attitude : l'« élite » intellectuelle. Tant qu'elle dispose de privilèges satisfaisants, accordés par la caste dominante, toute

l'« intelligence » de cette « élite » justifie, légitime le système actuel. Ses « critiques » consistent essentiellement à indiquer des améliorations de détail, afin de consolider l'essentiel du système existant. Cette opération a la particularité de se doter d'un masque qui se veut honorable : la « démocratie » (pour les gens de l' « élite »), le « progrès » économique (permettant à cette « élite » de conserver ses privilèges), la « culture » (celle qui lui fournit argent et gloire médiatique).

Nous arrivons à la classe *laborieuse* et aux chômeurs (travailleurs provisoirement exclus de l'activité productrice).

Pour la majorité des journalistes et essayistes (classe moyenne de niveau moyen), ce n'est que du « gâchi », une foule, une masse apathique, un troupeau de moutons, sans aucun poids significatif comme force sociale.

Pourtant, la caste dominante craint cette classe laborieuse, puisqu'elle se soucie de la ménager. Dans ce but, elle utilise trois « amortisseurs » sociaux pour conjurer sa révolte.

1. L'idéologie : elle présente la religion, en particulier, et certaines « valeurs », en général, comme soumission non seulement à Dieu, mais également à ceux auxquels il a donné le pouvoir de commander la société.

Mais, comme le peuple, quoiqu'en dise, ne peut pas se nourrir, soigner et loger de préceptes religieux ni de « valeurs », interviennent :

2. les subventions financières : prix supportable de certains aliments de base, tels pain et lait, ainsi que logements, etc.

3. Enfin, sachant que les deux premiers « amortisseurs » ne suffisent pas, intervient le contrôle policier et, éventuellement, la répression.

N'est-ce pas la preuve que ce peuple du « bas » de l'échelle sociale n'est pas si apathique qu'on le dit ?

Certains diront : d'accord, mais ce peuple est tenu par la carotte, l'opium et le bâton. Donc il demeure apathique.

Objection ! La preuve que ces éléments de gestion sociale de la classe laborieuse ne suffisent pas, c'est l'opposition de la caste dominante à l'existence de syndicats autonomes de travailleurs, ainsi que d'associations de chômeurs. Ces revendications prouvent que travailleurs et chômeurs, tout au moins la partie consciente parmi eux, ne se laissent pas bercer par les miettes qui leur sont concédées.

De là, devient clair l'opportunisme, pour ne pas dire l'inconséquence ou l'hypocrisie, de certains intellectuels. D'une part, ils dénoncent le peuple comme un ramassis de « gâchi » (foule, masse) apathique ; mais, d'autre



part, ils ne font rien pour soutenir, de manière conséquente, les efforts des travailleurs et chômeurs pour disposer d'organismes propres à leur affirmation comme sujets sociaux agissants.

IV. Le sel de la terre

Ces mêmes intellectuels écrivent articles et essais, jusqu'à la nausée, en évoquant essentiellement la personnalité d'un président, les orientations du commandement de l'armée, des « clans », du « tribalisme », du « régionalisme », sans quasi jamais parler de classes sociales, de lutte de classes, donc des efforts des classes dominées de s'affranchir de leur condition subalterne.

Notons que cette attitude élitaire n'est pas spécifique à l'Algérie ; elle est mondiale.

Est-ce parce que ce serait marxiste et que celui-ci n'est plus à la mode ?... Qui le croit se trompe. L'existence des classes et de la luttes entre elles, de l'aveu même de Karl Marx, est une découverte de penseurs libéraux bourgeois¹²⁸.

Pourquoi la classe laborieuse est ignorée, sinon négligée, en tout cas mise comme ultime élément de recours pour un changement social ?¹²⁹

La conception « démocratique » et « progressiste » est victime de trois erreurs.

La première provient de Marx. Elle consiste à croire que l'économie est l'aspect fondamentale d'une société. Au contraire, c'est la forme de *gestion* de celle-ci, ce qu'on appelle, en un autre terme, la « politique » qui détermine le type d'économie. La preuve : aux U.S.A. comme dans l'ex

¹²⁸ Reconnaissons, cependant, à Marx le mérite de l'avoir remise à l'ordre du jour, en lui donnant toute l'importance qu'elle mérite. Et ignorons la conséquence, celle-ci la sienne propre, malheureusement erronée, qu'il en a tirée : sa théorie de conquête du pouvoir étatique pour réaliser la société idéale.

¹²⁹ Par exemple, on lit : « S'il n'y a rien à attendre de Dieu dans l'immédiat, si l'Armée reste muette devant les atteintes à la morale publique, au droit, à la démocratie et à l'intérêt du pays, si le "premier magistrat" n'est pas un recours mais la source de tous les problèmes, il reste l'ultime solution qui est nous-mêmes, le peuple qui, selon les termes mêmes de la Constitution en vigueur, est le détenteur de la souveraineté nationale et du droit constituant... ». (« Réponse de Nouredine Boukrouh au général-major Ghediri Ali », 06.09.2017, http://www.elwatan.com/contributions/reponse-de-nouredine-boukrouh-au-general-major-ghediri-ali-06-09-2017-352115_120.php

Union « soviétique » de Lénine-Trotsky puis leurs successeurs, la gestion de l'économie eut un point commun : la classe laborieuse est restée exploitée par une caste dominante (bourgeoisie privée dans le premier cas, étatique, dans le second).

La seconde erreur a comme auteur Lénine et Trotsky. Elle réduit les désirs des exploités à des revendications vulgairement économiques, celles concernant le ventre et le corps.

Au contraire, ces exploités économiquement, d'une manière ou d'une autre, - les plus conscients de façon explicite (les autogestionnaires) -, conçoivent ces droits matériels à l'intérieur de quelque chose de plus ample, plus noble : une *totalité de vie* qui soit digne.

Troisième erreur. Elle a comme auteur Marx et ses disciples, Lénine et autres. Cette erreur a été reprise par eux de la pensée *bourgeoise* jacobine française. Elle consiste à croire que le changement social ne peut venir que par la conquête du pouvoir de l'État, donc par un changement au sommet. Dans ce cas-là, la classe laborieuse sert uniquement comme « masse » de manœuvre, instrument « guidé », autrement dit manipulé, par un groupe de professionnels de la révolution (parti d' « avant-garde »).

Par conséquent, toutes les mentalités élitistes-autoritaires ne conçoivent le changement social que par l'intervention au niveau de l'État, donc des agents qui le gèrent. Le peuple, lui, demeure le pis aller, tout au plus un instrument, le bras armé. Cette conception domine dans le monde, malheureusement. Elle a pour elle plus de trois millénaires d'histoire. L'on comprend que cette conception semble éternelle, naturelle, aller de soi, y compris pour ceux qui se croient révolutionnaires radicaux, tels Robespierre, Marx et Engels, Lénine, Trotsky et autres. Dès lors, il n'y a point à s'étonner qu'en Algérie, comme dans le monde, l'écrasante majorité de l' « « élite » croit à cette conception.

Pourtant, l'expérience historique montre qu'elle est erronée et illusoire. Si elle a permis des changements sociaux, ils ne furent jamais radicaux, entendons par là qu'ils n'éliminèrent jamais l'exploitation d'une majorité par une caste minoritaire.

Certes, pendant une soixantaine d'années, les élitistes-autoritaires ont cru et fait croire que certains pays étaient devenus « socialistes » et même « communistes », que l'État était devenu celui des travailleurs (ou du peuple), que, par conséquent, il y eut révolution, donc fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.



La réalité démontre le contraire ; elle donne raison aux autogestionnaires. Du temps même de Marx, puis à l'époque de Lénine, ils dénoncèrent l'illusion élitiste-autoritaire, privilégiant l'État comme clé du changement social, et le peuple uniquement comme instrument manipulé par cette élite « révolutionnaire ».

Désormais, si l'on veut réellement un changement social au bénéfice du peuple laborieux, c'est *uniquement* à celui-ci qu'il faut s'adresser, *uniquement* sur lui qu'il faut compter. C'est lui le sel de la terre, la sève de la vie sociale, le levier pour changer le système social.

Cela implique une conception sociale *autogestionnaire*, où les citoyens gèrent de manière libre et autonome leur société, selon des formes qu'ils ont à trouver eux-mêmes. Dès à présent, trois éléments sont clairs :

- un but fondamental : cette autogestion devra éliminer toute forme d'exploitation de l'être humain par un autre ;

- une méthode fondamentale : la forme autogestionnaire n'a pas besoin de passer par une phase « transitoire » où un groupe élitaire-autoritaire commande ; la forme autogestionnaire est en même temps but et moyen. C'est par la pratique autogestionnaire, ici et maintenant, que se réalise l'autogestion généralisée comme but ;

- au lieu d'élite autoritaire, les détenteurs de savoir doivent comprendre que leur seule action utile est de contribuer à l'autogestion, sans se substituer en nouveaux maîtres, sous prétexte de détenir un savoir « scientifique » duquel les autres sont démunis.

Ces trois conditions sont la garantie pour ne pas tomber dans un nouvel asservissement :

- soit celui du réformisme social-démocrate : accorder à la classe laborieuse des miettes, tout en laissant exister la caste capitaliste privée, et en réduisant la vie des travailleurs à celle de producteurs-consommateurs, limités à des « loisirs » imbéciles et puérils aliénants ;

- soit, plus grave et totalitaire, le « socialiste étatique », inauguré par le bolchevisme, puis totalement réalisé par le stalinisme et ses avatars proclamés « démocratie populaire ». Là, aussi, la classe laborieuse est réduite à produire-consommer, limitée à des « loisirs » consistant à chanter les louanges du « Sauveur Suprême » et à apprendre par cœur ses « pensées géniales ».

Dès lors, la classe laborieuse fait peur à toutes les conceptions autoritaires (et économistes), quelque soit leur forme : laïque ou cléricale, capitaliste ou marxiste.

De temps en temps, on avoue cette crainte des réactions du peuple ; on les suspecte violentes, en somme du « désordre ». On fait silence sur le véritable désordre et sa violence quotidienne : un salaire de survie et le contrôle-répression. Là est l'*essentiel*, la cause, le fondement. Les éventuelles révoltes (désordres, violences) des victimes n'en sont qu'une conséquence. Elle est toujours inférieure, en quantité, au désordre et à la violence de la caste dominante.

Alors, l'inquiétude se tourne vers l'armée. Comment réagira-t-elle ?

Certains appellent l'intervention de l'armée. D'autres déclarent que cette institution doit rester en dehors de la politique.

Qu'en est-il, en réalité ?

Non seulement en Algérie mais dans le monde entier, y compris les « démocraties avancées », l'armée est une institution dépendante et conséquente du système social existant, donc de la caste dominante. Trois exemples. En mai 1968, quand le mouvement social avait abouti à une grève nationale prolongée de dix millions de travailleurs, paralysant l'économie, et déclarant vouloir éliminer le système capitaliste dominant, que fit le président de la République, De Gaulle ?... Il abandonna l'Élysée et alla trouver le chef de l'armée française, stationnée en Allemagne. C'était son ultime recours contre ce qu'il appela la « chienlit ».

Auparavant, aux États-Unis, quand le mouvement pour les droits civils puis celui contre l'agression au Viet Nam devinrent menaçants, pour les contenir, le gouvernement eut recours à l'armée.

Avant le déclenchement de la seconde agression contre l'Irak, les manifestations citoyennes, notamment aux États-Unis et en Angleterre, furent gigantesques. Cela n'empêcha pas les armées de ces pays d'obéir aux ordres des castes dominantes.

L'Algérie n'échappe pas à la règle universelle. L'armée est l'émanation de la caste dominante et, par conséquent, elle défendra son existence, en cas de nécessité, aussi bien contre un ennemi extérieur que contre un contestataire intérieur.

Son éventuelle intervention dépendra du fait suivant : le niveau d'*avidité* des possesseurs de capital (d'abord étatique, ensuite privé), et, d'autre part, la capacité de *supporter* de la part des victimes de cette avidité (travailleurs manuels et chômeurs).

L'*avidité* consiste à s'enrichir le plus possible, le plus longtemps possible, par tous les moyens possibles, du licite à l'illicite.



Supporter, c'est disposer de quoi survivre le plus possible, le plus longtemps possible, par tous les moyens possibles, du licite à l'illicite.

Là, me semble-t-il, se trouve le « courant souterrain », (invisible pour qui ne sait pas ou ne veut pas voir) mais déterminant de ce qu'on appelle la dynamique des forces sociales. Si l'on n'a pas peur des mots, on peut également l'appeler par ce qui la caractérise réellement : lutte des classes. On peut la nier de toutes les manières, pourtant, dirait Galilée, elle existe.

La question centrale est donc, quelque soit le pays de la planète : sur quelle base existe et fonctionne un système social. Actuellement, nous en sommes encore, partout sur la planète, sous une forme atténuée ou brutale, en présence d'un système qui se caractérise par l'existence de deux classes principales antagonistes, où l'une, minoritaire, vit et s'enrichit au détriment d'une autre, majoritaire, qui peine à survivre. Là est l'ignominie fondamentale, la base de la société.

Tout le reste est conséquence : institutions de légitimation et de consensus (religion, enseignement, mass-medias, culture), institutions de gestion (État, administrations, partis politiques), institutions de contrôle et répression (lois, police, armée).

Comme sont, également, des conséquences les autres aspects, problèmes et conflits sociaux : « ethniques », situation de la femme, sexualité, déprédation mafieuse, violence, jusqu'aux saletés dans les rues, etc.

Bien entendu, soulignons-le, les *conséquences* ont, en retour, une *influence* sur les *causes* des luttes sociales. Dans certaines conditions, ces conséquences (ou l'une d'elle) pourraient se révéler déterminantes dans la modification de ces luttes sociales.

Cependant, quand, dans un pays, une conséquence qu'est l'armée est sollicitée ou intervient pour changer le rapport antagoniste entre les classes sociales, que ce soit en faveur de celle dominante ou de celle dominée, c'est que, d'une part, l'État (plus exactement la caste qui le domine) n'est plus capable de (hétéro) gérer, et, d'autre part, la classe la plus dominée n'est plus en mesure de supporter, ni de disposer d'une manière alternative de (auto) gérer la société.

Toutefois, dans ce cas, l'intervention de l'armée est seulement une manière de boucher un trou dans une barque (la société) où viennent se jeter continuellement des trombes d'eau (lutte entre les classes).

Dès lors, au lieu de faire un appel à l'armée, ne vaut-il pas mieux s'efforcer de trouver une solution différente ?



Malheureusement, celle de l'autogestion populaire est, en cette phase actuelle, une utopie. Restent les partis d'opposition dite démocratique. Lesquels se révèlent incapables d'une intervention efficace, ni de manière singulière ni concertée.

Où sont la *force* des uns et la *faiblesse* des autres ?

La force des castes dominatrices est constituée par leur organisation et solidarité face à leur « poule d'or » et ennemi commun : la classe laborieuse. Les dominateurs font tout pour maintenir celle-ci comme « masse » contrôlée (par l'intermédiaire de syndicats à leur solde, en l'occurrence l'U.G.T.A.), sinon désorganisée (en réprimant les syndicats autonomes, réellement représentatifs des travailleurs, et les associations de chômeurs).

En outre, comme déjà exposé, la caste dominatrice dispose de tout l'arsenal de gestion sociale : appareils administratif, idéologique et répressif.

Ajoutons encore le discours de l' « élite » autoritaire, soutenant ou « s'opposant » aux castes dominantes. Il conçoit tout changement social comme pouvant venir uniquement des castes dominatrices (puisqu'elles sont dominantes), et jamais de la classe laborieuse (puisqu'elle est dominée). Nous constatons, alors, un paradoxe : ceux-là même qui reprochent au peuple de n'être que « gâchi » (foule, masse) le maintiennent dans cette position. Comment ?... En ignorant la nécessité de son organisation autonome, pour ne penser qu'à une ré-organisation (réforme) « démocratique » de la classe hégémonique, qui serait en « faveur » de ce « gâchi ».

Combat totalement inégal. Aussi, la classe laborieuse sera maintenue dans la déplorable situation de foule tant qu'elle ne disposera pas d'une organisation autonome. Uniquement celle-ci sera capable de défendre ses intérêts face à ses dominateurs.

Dès lors, il devient facile de comprendre que les castes dominantes font tout, du « légal » (lois, règlements) à l'illégal (interdictions contraires aux droits constitutionnels, emprisonnements, si nécessaire mort suspecte), pour empêcher la classe laborieuse de se doter d'un instrument propre. Dans cette perspective, tout le discours élitair-autoritaire, y compris celui des « démocrates » et « progressistes » opposants au régime, va dans le sens de maintenir la classe laborieuse au statut de foule hétéro-gérée.

Toutefois, certains « démocrates » affirment qu'un changement « démocratique », par des élections correctes, opéré dans la classe hégémonique, établirait une classe dirigeante plus convenable. Elle

permettrait aux classes dominées (moyenne et laborieuse) de se doter librement d'organisations autonomes pour défendre leurs intérêts spécifiques.

Les auteurs de cette conception oublient (ignorent ou occultent) que, dans les pays de « démocratie avancée » (Europe, U.S.A., Japon, etc.), la caste dominante dispose, pour elle-même, de diverses structures d'organisation autonome : associations patronales, « forums » divers, think-tanks, outre le contrôle de l'État et de ses appareils de gestion sociale.

En même temps, la classe dominante empêche les classes dominées (moyenne et laborieuse) de se doter d'organisations autonomes aptes à changer le système de domination. Par exemple, si certains syndicats autonomes font valoir des intérêts des travailleurs, ils ne parviennent au mieux qu'à obtenir des miettes, si la conjoncture capitaliste permet des profits significatifs. Autrement, c'est l' « austérité », au nom de la concurrence internationale, le serrement de ceinture, l'élimination de droits sociaux déjà acquis. Voir les décisions de l'actuel président de la France, des instances européennes, de l'actuel président des États-Unis, pourtant élu, dit-on, par les couches les plus populaires, sans oublier les décisions d' « austérité » annoncées par le gouvernement algérien.

Ces faits ne suffisent-ils pas à renoncer aux illusions de changement réellement démocratique (c'est-à-dire au bénéfice du peuple *dominé*) par le « haut », pour se préoccuper, dorénavant, de construire les conditions afin que ce peuple dominé puisse établir la réelle démocratie, c'est-à-dire une société au bénéfice de ce peuple, des classes dominées ? Cela implique l'élimination de toute forme de domination d'une couche d'êtres humains sur d'autres. Ce système s'appelle autogestion sociale généralisée.

V. Que faire ?

La question se pose. Avec le temps, elle devient de plus en plus urgente.

Une première chose possible est de diminuer l'ergotage plus ou moins byzantin, les sottises et les gémissements (dus soit à l'ignorance, soit à la volonté d'occulter) sur les « luttes au sein du pouvoir » (lesquelles sont des conséquences), pour davantage s'intéresser et analyser les réelles et décisives luttes entre les classes sociales (qui sont les vraies causes), leurs enjeux, leurs manifestations et leurs perspectives. En accordant l'attention principale, non pas à la caste dominatrice mais à sa victime, notamment à la

manière de celle-ci pour construire les conditions pratiques de son affranchissement¹³⁰.

Le même marquis, mentionné auparavant, a écrit, en 1833 :

« Vous manquez à vos devoirs (...) si après un soulèvement suivi de succès, vous êtes assez lâches ou assez ignorants pour vous borner à exiger une amélioration de tarifs ou une élévation de salaires. » (o. c.)

Pour ne pas mériter ce juste reproche, il faut trouver la manière de convaincre celles et ceux qui croient n'avoir pas d'autre solution que de survivre (par le servilisme ou la résistance) qu'ils ont intérêt à mieux : vivre par la dignité et la solidarité. Dit en termes plus simples : ceux qui se contentent de recevoir quelques poissons, en échange de leur sueur, - dont la valeur est supérieure -, se rendent compte qu'il vaut mieux apprendre à pêcher eux-mêmes.

Bien entendu, cela exige beaucoup d'efforts et de temps. C'est le prix à payer. En Algérie comme dans le monde, toutes celles et ceux qui ont compté sur des changements au « sommet » (par des élections ou l'intervention armée), pour établir une réelle démocratie, autrement dit une gestion de la société émanant vraiment de la volonté populaire, ont failli.

Ignorent-ils la leçon élémentaire de l'histoire universelle ? Aucune caste dominante ne lâche l'os dont elle jouit. Tout au plus elle est remplacée par une nouvelle caste dominatrice, sous une appellation diverse, trompeuse.

Seule la mobilisation de la classe dominée peut réussir à faire partager les richesses sociales équitablement entre toutes et tous. Comment ? Par l'autogestion sociale généralisée. Jusqu'à présent toute autre solution s'est révélée vaine : capitalisme privé ou capitalisme étatique. Alors, pourquoi pas, finalement essayer l'autogestion ? Donc s'intéresser principalement à la classe laborieuse exploitée et collaborer avec elle afin qu'elle s'organise en vue du but recherché. N'est-ce pas l'action essentielle, principale, stratégique ?

Dans cette perspective, quatre tâches principales s'imposent.

1. Aider la classe laborieuse à dépasser sa situation de « masse » pour prendre clairement *conscience* de sa situation de classe dans son triple aspect : dominée-exploitée-aliénée.

2. Aider cette classe à concrétiser cette conscience de classe en *organisation* autonome à son service. Voilà le seul cas où l'on peut parler d'une classe au service de la nation entière, parce que, en s'affranchissant de

¹³⁰ Voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « Aux sincères ami-e-s du peuple ».

sa situation de classe dominée, elle éliminera de la société entière (la nation) toute forme de domination, sans en créer une autre.

3. Se rendre compte que l'État et la hiérarchie centralisée ne sont pas l'unique forme d'organisation sociale. Jusqu'à présent et partout dans le monde, cette forme d'organisation n'a pas éliminé la diabolique trinité dominatrice. Une alternative à considérer est une organisation sociale sous forme de fédération horizontale d'organismes autonomes solidaires. Il en sera question dans une autre contribution¹³¹.

4. La marchandise et l'argent ne sont pas les déterminants principaux de la société, mais les êtres humains et leur coopération solidaire en vue d'une existence harmonieuse satisfaisante. Autrement dit, le développement économique n'est pas la priorité mais seulement la conséquence d'un développement total, celui de l'être humain dans toutes ses facultés créatrices, psychiques et matérielles.

Ajoutons une précision. La classe laborieuse ou l'autogestion sociale ne sont pas ennemies de la richesse matérielle ; au contraire, elles la désirent, non pas pour une minorité privilégiée mais pour la communauté toute entière. C'est uniquement ainsi que cette richesse matérielle ne sera pas synonyme de misère intellectuelle, psychique, mais, également, de richesse dans ces domaines, parce que, alors, la domination-exploitation-aliénation sera remplacée par la coopération solidaire libre.

Cela suppose, bien entendu, la liberté totale de pensée, de s'exprimer, de s'associer pour les dominés. Les dominateurs la possède pour leur compte. Sachant qu'il ne l'accorderont pas volontairement aux dominés, il reste à ces derniers de la conquérir.

Un premier pas a été déjà réalisé, grâce au sang versé par des citoyens. C'est le cas en Algérie, comme il le fut partout dans le monde. En Algérie, en particulier, il a permis de mettre fin à la dictature. Il reste à conquérir la liberté entière.

Sans elle, tout n'est que bavardage, tromperie, aliénation. C'est cela qu'il faut éliminer. Si, depuis l'indépendance, au lieu de croire au changement social démocratique par le « sommet » on avait mis l'effort pour créer les conditions de sa réalisation par la « base » (la classe la plus dominée, laquelle avait, notamment, créé spontanément l'autogestion ouvrière et paysanne), en serait-on encore aujourd'hui dans la situation actuelle ?

La leçon n'est-elle pas assez éloquente et convaincante pour s'occuper, désormais, de ce que l'expérience historique nous enseigne ? Cela

¹³¹ Cette contribution n'a pas été rédigée, jusqu'à ce jour.

commence par la pratique d'un langage authentique, sincère, libéré, au service réel de la communauté entière, en Algérie comme dans le monde.

Questions à Monsieur Noureddine Boukrouh



Le Matin d'Algérie, 13 septembre 2017

Je m'adresse à vous comme simple citoyen, et, par conséquent, ma formation politique est limitée. Je n'ai jamais été un militant de parti politique, encore moins un « responsable », à l'exception d'une expérience de secrétaire d'une section syndicale de base, en 1973, à Alger ; j'en fus rapidement exclu par la hiérarchie de l'UGTA, comme « agitateur », pour avoir simplement défendu correctement les intérêts des travailleurs.

Tout d'abord, je salue avec estime et reconnaissance votre courage intellectuel et votre souci concernant le pays. Il nous redonne, comme citoyen-ennes, une partie de dignité à laquelle nous avons droit.

Cependant, vos déclarations m'ont suscité quelques perplexités. À ce sujet, permettez-moi des questions auxquelles je serais heureux, et, il me semble, tou-te-s les citoyen-nes avec moi, de connaître votre opinion la plus claire, concrète et opératoire possible.

Les propos que vous lirez peuvent être mieux éclairés par deux contributions que j'ai publiées : « *Aux sincères ami-e-s du peuple* », « *Forces en présence et agent central de changement* »¹³².

1.

Dans un article¹³³, vous écrivez :

« S'il n'y a rien à attendre de Dieu dans l'immédiat, si l'Armée reste muette devant les atteintes à la morale publique, au droit, à la démocratie et à l'intérêt du pays, si le "premier magistrat" n'est pas un recours mais la source de tous les problèmes, il reste l'ultime solution qui est nous-mêmes, le peuple qui, selon les termes mêmes de la Constitution en vigueur, est le détenteur de la souveraineté nationale et du droit constituant...».

Question.

Pour quel motif votre énonciation des agents de changement positif suit cette hiérarchie : Dieu, Armée, « premier magistrat », et seulement à la fin « l'ultime solution qui est nous-mêmes, le peuple » ?

Pourquoi pas le contraire ? À savoir commencer en donnant la priorité au peuple ? Et seulement, après lui, au « premier magistrat », ensuite à

¹³² Voir ci-dessus II. AUTOGESTION.

¹³³ http://www.elwatan.com//contributions/reponse-de-noureddine-boukrouh-au-general-major-ghediri-ali-06-09-2017-352115_120.php

l'Armée ? En effet, ces deux derniers ne tiennent-ils pas leur légitimité uniquement du peuple ? Ce qui donne à celui-ci la priorité dans toute énonciation de changement social réellement démocratique.

D'ailleurs, vous le reconnaissez par la suite, en affirmant le peuple comme « détenteur de la souveraineté nationale et du droit constituant ». Ne voyez-vous donc pas contradiction entre, d'une part, cette reconnaissance, et, d'autre part, la hiérarchisation qui la précède ?

Bref, ce que vous appelez « l'ultime solution » ne devrait-elle pas être la *première* ? N'est-ce pas ce qui caractérise une démocratie authentique ?

2.

Sachant ce que l'Armée a été concrètement pour notre pays, trouvez-vous éthiquement juste et socialement opératoire d'y faire appel, même si celui-ci s'adresse à ses éléments, en retraite ou actifs, les plus patriotiques, pour un changement en faveur de la démocratie et du peuple ?

À ce sujet, je me rappelle un exemple significatif. Au Portugal, en 1975, l'intervention de l'armée (le mouvement dit des « capitaines ») a effectivement éliminé le fascisme intérieur et le colonialisme extérieur. Par la suite et rapidement, le parti « socialiste » de Suarez, par des élections réellement démocratiques, prit le pouvoir. Pourquoi n'a-t-il pas opéré la révolution voulue et espérée, en faveur du peuple ? N'est-ce pas pour ce motif : tant que le système social est basé sur l'*exploitation* capitaliste, par le salariat, de l'être humain par son semblable, il ne peut pas y avoir de pouvoir réellement du peuple ?

3.

Dans une interview¹³⁴, vous avez déclaré :

« Nous sommes devant le défi de conquérir notre souveraineté populaire, notre souveraineté citoyenne, et une telle cause implique la plus large mobilisation et participation possible, car notre société est encore largement dépolitisée et fataliste. Il ne faut pas appeler le peuple à se soulever, mais à se réveiller, à ouvrir les yeux sur les dangers auxquels il est exposé par un groupe de personnes irresponsables. »

Pourriez-vous nous indiquer de la manière la plus *concrète* et *opératoire* ce que vous appelez « la plus large mobilisation et participation possible » ? Et

¹³⁴ http://www.elwatan.com//une/noureddine-boukrouh-combattre-le-5e-mandat-ou-la-succession-hereditaire-10-09-2017-352372_108.php

comment la réaliser ? Avec quels instruments, institutionnels ou/et citoyens autonomes ? Avec quels agents sociaux, quelles couches sociales ?

En outre, je vous invite à nous expliquer pour quels motifs et quels sont tous les responsables, sans exception, de l'absence de « large mobilisation » ? En particulier, dans cette absence de « large mobilisation », de « société (...) encore largement dépolitisée et fataliste », quelle est la responsabilité des partis politiques qui se disent d'opposition, et de l'élite intellectuelle, se déclarant « démocratique » et « progressiste » ? N'est-ce pas la fonction de ces partis et intellectuels, parce qu'ils détiennent le savoir et le savoir-faire, et se déclarent en faveur du peuple, de le politiser et de lui éviter tout fatalisme ? L'action néfaste de la caste étatique et celle tragique de la « décennie sanglante » sont-elles les uniques causes de ces carences ?

Expliquez-nous ce que vous appelez la « souveraineté populaire » ? À ce propos, en particulier, dites-nous si et comment elle éliminerait ces aspects de la société actuelle :

1) l'exploitation de la classe laborieuse par le salariat, dont profitent la bourgeoisie capitaliste étatique, celle capitaliste privée classique, d'une part, et, d'autre part, mafieuse ;

2) l'exploitation des citoyens par la bourgeoisie compradore, qui tire son profit par l'importation de marchandises, dont elle empêche la production en Algérie ;

3) la domination du peuple (classe laborieuse et classe moyenne) par l'intermédiaire des appareils institutionnels idéologiques et répressifs, gérés par la caste étatique.

Quand vous parlez de « peuple », quelle est la place et l'importance que vous accordez :

- à la classe *laborieuse*, celle qui vit de la vente de sa force de travail *manuel* ? Sans oublier son appendice, la couche de chômeurs ;

- à la classe *moyenne*, dans ses trois niveaux : supérieur, moyen et inférieur. N'est-elle pas, en fonction de ses intérêts spécifiques, soit complice et courroie de transmission de la caste dominante, au détriment de la classe laborieuse, soit contestataire, en manipulant cette même classe laborieuse ?

Enfin, ce « groupe de personnes » que vous considérez « irresponsables », ne croyez-vous pas qu'au contraire, elles savent ce qu'elles font, puisqu'elles parviennent à dominer le peuple, par une utilisation relativement efficace des institutions idéologiques et répressives, et à s'enrichir à son détriment, en sachant neutraliser tous leurs adversaires, d'une manière ou une autre ? Autrement dit, peut-on traiter

d'« irresponsable » un requin parce qu'il dévore ses proies, ou une sangsue parce qu'elle se nourrit du sang de ses victimes ?

De cela s'ensuit la demande suivante : est-il correct de contester ce « groupe » en lui reprochant son « irresponsabilité », au lieu de le contester en tant que « groupe », tout simplement ?

Et que signifie, concrètement, socialement, ce terme de « groupe » ? Existe-t-il de par le monde une société gérée par un « groupe », sans préciser à quelle classe sociale il appartient, et comment il agit dans la lutte des classes et couches sociales, pour dominer ?

4.

Dans la même interview sus mentionnée, vous affirmez :

« Il manquait à cette nation un combat qu'elle n'a jamais livré, celui du projet de société, de l'idéal de vie dans un État de droit démocratique et social. Un tel combat ne se mène pas avec les armes, mais avec l'intelligence, la raison, la cohésion, la solidarité, la convergence des efforts, la compétence... Telle est en quelques mots la philosophie de l'initiative à laquelle je suis attelé et qui sera accompagnée des modalités de sa mise en application. »

À propos de « combat (...) jamais livré », de manque de « projet de société » et de « l'idéal de vie », quelle est votre considération sur l'expérience d'autogestion agricole et ouvrière qui apparut juste après l'indépendance, et assura la production de manière satisfaisante, contrairement aux déclarations de ses adversaires ?

Cette expérience ne fut-elle pas la seule où la production économique se réalisa, et de manière satisfaisante, par les seuls travailleurs, sans patrons, ni privé ni étatique ?

Tandis qu'au contraire, les réformes entreprises par les détenteurs de l'État, malgré leurs déclarations de capacité gestionnaire, ont porté l'économie à la faillite, d'abord des « souk alfallah » (dictature militaire), puis, après elle, à la gestion du peuple uniquement par la rente pétrolière, exactement comme les monarques moyen-orientaux ?

En quoi l'expérience autogestionnaire qui exista n'a pas été un « combat », un « projet de société » et un « idéal de vie » ?

Sinon, pourquoi cette expérience fut, le plus rapidement possible, par la bourgeoisie capitaliste étatique, d'abord caporalisée par les « décrets » prétendument « socialistes », durant la domination de Ben Bella, ensuite

éliminée pendant la dictature de Boumédiène, au prétexte des soit disant « réforme agraire » et « gestion socialiste des entreprises » ?

5.

En vue du changement social que vous préconisez, dites-nous quelles sont les *garanties concrètes* afin que les nouveaux dirigeants, élus suite à des élections réellement correctes et transparentes, donc démocratiques, libèrent le peuple :

1) de l'exploitation de l'être humain par son semblable, ce qui caractérise le capitalisme, qu'il soit étatique ou privé ;

2) par conséquent, affranchissent ce même peuple de la domination d'une caste minoritaire sur la majorité, à travers le contrôle de l'État par la première.

En effet, y aurait-il domination politique s'il n'y a pas exploitation économique ?

À ce sujet, nous constatons qu'un « socialiste » François Hollande, un « marcheur » Emmanuel Macron, un « démocrate » Obama, ou un « républicain » Trump ont tous été élus de manière « démocratique ». Voici la justification des guillemets. Ces gens-là ont été élus grâce, essentiellement, aux patrons capitalistes. Ils exercent l'influence décisive par le financement des campagnes électorales des candidats, d'une part, et, d'autre part, par le conditionnement des électeurs à travers les mass-medias d' « information », dont les mêmes patrons sont propriétaires.

Résultat ? Partout identique : la classe capitaliste s'enrichit, tandis que les classes laborieuses s'appauvrissent. Le tout se « justifiant » par l' « austérité » nécessitée par la concurrence capitaliste mondiale, austérité, bien entendu, seulement de la part des classes laborieuses, tandis que le profit des banques et entreprises les plus importantes caracolent sur toutes les bourses de la planète.

Dès lors, en Algérie, en quoi un dirigeant du genre cité plus haut serait-il bénéfique au peuple algérien ?

Pour satisfaire les intérêts fondamentaux de celui-ci, existe-t-il un projet de société autre que l'autogestion sociale généralisée ?

6. Ultime question.

Je ne m'oppose pas et j'apprécie le cas où vous et votre parti politique, ainsi que d'autres personnalités politiques et les partis dont ils sont les chefs, parvenez à être élus, démocratiquement, et à devenir les gérants du pays.



Dans ce cas, voici ma question.

Accepterez-vous réellement que des citoyen-nes agissent, librement et sans aucune limite, pour l'établissement d'une société complètement autogérée, sachant que ce projet implique l'élimination de l'État et de sa bureaucratie, donc de vous tous comme dirigeants étatiques, au bénéfice d'associations sociales citoyennes, autonomes et librement fédérées, dans tous les domaines de la société ?

Si oui, quelles garanties concrètes donnez-vous à ces citoyen-nes ?

Si non, pourquoi ?...

En formulant cette dernière question, je souhaite, en cas de contestation de la validité de l'autogestion sociale, des arguments non pas du genre « complexité » du monde et de la société, ni « Où donc ce projet a réussi ? »

Car, il a effectivement réussi en Algérie, avant que les détenteurs de l'État ne l'aient étouffé, ensuite éliminé. N'oublions pas, non plus, les expériences étrangères de réussite : dans la Russie des années 1917-1921 (avant que les bolcheviques l'éliminèrent par le massacre opéré par l'armée « rouge » de Lénine et Trotski), puis dans l'Espagne républicaine de 1936-1939, jusqu'à ce que l'armée fasciste, d'une part, et, d'autre part, les unités armées staliniennes ne mettent fin à l'expérience. Parce que ni les fascistes « noirs » de Franco, ni les fascistes « rouges » de Staline, les deux étant *étatiques-autoritaires*, ne pouvaient accepter l'autogestion sociale, laquelle n'a nul besoin ni d'État ni d'Autorité hiérarchique.

Aussi, à propos de la valeur du projet autogestionnaire, je souhaite de votre part des réponses concrètes, opératoires et convaincantes. Elles concernent *toutes* les injustices dont le peuple est victime, et d'abord la partie de celui-ci contrainte à vendre sa force de travail pour un salaire de *survie*, tandis que l'employeur en tire un profit qui *l'enrichit*.

En Algérie comme dans le monde, durant toute l'histoire humaine, le Pouvoir a-t-il jamais été pris par quelqu'un sans qu'il se transforme en dominateur ? Et les dominateurs les plus cruels n'ont-ils pas été ceux qui prétendaient être des « Sauveurs », des « Pères » du peuple ?

Par ces questions, j'espère vous offrir l'occasion de contribuer à la politisation de notre peuple, et à le libérer de tout fatalisme. Sans oublier sa forme la plus pernicieuse : croire uniquement à être « sauvé » par en « haut », autrement dit par l'État (ou l'une de ses institutions) ou/et par des représentants bien intentionnés de l'élite. Un être humain ou un peuple dominés peuvent-ils être sauvés autrement que par eux-mêmes ? Certes,

avec l'aide de celles et ceux qui, réellement, veulent le bien de cet être humain et de ce peuple.

Merci de votre attention, en espérant vos clarifications, bien que je ne sois qu'un simple citoyen¹³⁵.

Le détail et l'essentiel

¹³⁵ De la part de l'interpellé, je reçus un message privé, promettant une réponse publique ; à ma connaissance, elle n'a jamais été publiée.



Le Matin d'Algérie, 19 septembre 2017

Si quelqu'un vous indique et vous parle uniquement d'un *arbre* malade, alors qu'en réalité il n'est que la conséquence d'une *forêt*, elle, complètement malade, que penseriez-vous de cet homme ?... Évidemment, qu'il est stupide, s'il est de bonne foi, sinon qu'il vous manipule, en vous considérant une personne idiote. C'est-à-dire qu'il met l'accent uniquement sur un élément, un détail (un arbre) pour occulter le fait que le problème est général (celui de la forêt toute entière).

Si vous êtes d'accord avec ce qui vient d'être dit, considérons un autre cas : celui d'un chef d'État.

Celui de l'Algérie a des problèmes de santé. Certains y voient le motif pour le considérer inapte à gouverner.

Soit !... Le groupe dominant qui a permis à cet homme d'assumer la fonction présidentielle le remplace par un autre d'une santé éclatante. Cela suffirait pour mieux gérer le pays ?

Certains ont également mis en question l'actuel chef de l'État à cause d'un niveau de formation universitaire insuffisant.

Soit !... Le même groupe trouvera un homme doté de plusieurs doctorats obtenus dans les meilleures universités du monde. Cela suffirait pour mieux gérer le pays ?

Bref, considérons tous les défauts que l'on trouve au chef de l'État actuel. Le groupe dominant trouvera un autre n'ayant aucun de ces défauts. Cela suffirait pour mieux gérer le pays ?

Nous disposons d'un exemple, dans ce cas de figure : Mohamed Boudiaf. Combien de temps a-t-il duré ?

Comme dirait un médecin, Mohamed Boudiaf fut un médicament introduit dans un corps malade. Quelque temps après, la maladie du corps s'est révélée tellement grave qu'elle rejeta le médicament administré, et l'on sait avec quelle violence il fut éliminé.

Dès lors, le problème actuel en Algérie est-il l'existence d'un chef de l'État, se caractérisant par des carences gestionnaires ?... N'est-ce pas, plus exactement, le système social dominant qui est un problème ?... N'est-ce pas ce dernier qui est à changer, pour obtenir un chef d'État plus apte à gérer le pays ?

C'est l'opinion, entre autre, du président du RCD, Mr Mohcine Belabbas :



« Non, le problème n'est pas seulement dans le feuilleton de l'interminable déchéance physique du chef de l'État. Ce n'est pas non plus un problème conjoncturel de vacance de pouvoir qu'il faudra combler», affirme M. Belabbas, assurant qu'il s'agit plutôt d'«un problème structurel dans le processus de décisions à tous les niveaux, de mécanismes de représentations sociales et politiques des citoyens, de légitimité démocratique des institutions, de refondation des dispositifs de médiation politique et d'alternance transparente au pouvoir, et qui ont fini par conduire à un déficit de vie politique et à un désintérêt des citoyens de la chose publique ».

Dès lors se pose une question.

Celles et ceux qui publient des articles ou des livres exclusivement concentrés sur la personnalité de l'actuel chef de l'État, affirmant qu'il est la cause *principale* des problèmes de l'Algérie, ne sont-ils pas semblables à la personne qui nous parle de l'arbre malade, sans mentionner qu'il est rien d'autre que la conséquence de toute la forêt qui est malade ?

Ces auteurs ignorent (en cas de bonne foi) ou occultent (en cas de manipulation propagandiste) une banalité sociale élémentaire.

Ce n'est jamais, - je dis bien : jamais -, un seul homme (fut-il le plus génial, le plus machiavélique) qui produit un système social, qu'il soit mauvais ou bon. C'est, au contraire, le système social qui le produit.

Certes, par la suite, cet homme, selon ses capacités personnelles et, surtout, en fonction de la marge de liberté que le système social dominant (autrement dit la caste qui l'incarne) lui consent, cet homme peut influencer ce système social dans un sens ou un autre, le consolider, l'améliorer ou l'empirer.

Mais cette action personnelle n'est pas l'essentielle ; elle est uniquement un détail ; elle n'est pas une cause, mais seulement une conséquence.

Il en est de l'Algérie comme de n'importe quel autre pays.

Considérons les États-Unis. Que le président soit « démocrate » ou « républicain », n'est-ce pas le complexe militaro-industriel dominant qui décide des actions gouvernementales, toujours, pour ce qui est de l'essentiel, à savoir préserver et renforcer le système capitaliste impérialiste ?

Dans ce cas, également, il y eut des présidents qui ont voulu aller à contre-courant de la caste dominante. N'ont-ils tous, sans exception, été assassinés (depuis Abraham Lincoln, l'anti-esclavagiste, à John Kennedy, ce dernier pour des motifs encore occultés, dans une société se proclamant la plus « transparente » du monde) ?

J'espère que les observations ci-dessus permettent de concevoir dans leur correcte acceptation des expressions telles « léninisme », « stalinisme », « maoïsme », « gaullisme », « boumédiénisme », etc. Ces termes ont le grave défaut grave d'induire en erreur. Ils laissent croire que les personnages devenus des « -ismes » furent des « Génies » disposant de pouvoir absolu sur les autres. Alors, qu'ils n'ont été, en réalité, que le produit du système social dans lequel ils furent le « pion » le plus visible, symbolisant le pouvoir de la caste dominante dont ils étaient le produit. La preuve est dans la perpétuelle action de ces « Chefs » à trouver les compromis nécessaires entre les différentes factions qui composaient la caste dominante. Et c'est uniquement parce qu'ils furent capables de trouver ces compromis qu'ils purent demeurer au pouvoir. En somme, ces personnages furent des chefs d'orchestre (chefs d'État), mais ils ne pouvaient pas l'être sans les musiciens (les membres de la caste), jouant leur « symphonie » (système social) aux auditeurs (le peuple).

Dès lors, espérons que les auteurs qui ne visent pas à tromper le peuple, mais veulent réellement l'aider à voir plus clair, se concentrent sur le système social dominant. Et, quand il s'intéressent au chef de l'État, ce qui est, bien entendu nécessaire et utile, qu'ils n'oublient pas de le présenter dans le cadre véritable : un produit de ce système, un élément incapable de remettre en cause la caste qui lui a permis d'être placé là où il est, autrement il serait éliminé, d'une manière ou d'une autre. De là, on peut comprendre les ridicules élucubrations sur un chef d'État, en Algérie, faisant ce qu'il veut, quand il veut, y compris en ce qui concerne l'armée. Même Lénine, Mao Tsé Toung, De Gaulle ou Kennedy ne pouvaient pas se le permettre ; ni Donald Trump aujourd'hui. Et n'oublions pas d'autres faits : l'élimination de Hosni Moubarak a changé quoi en Égypte ? Certes, en Tunisie, l'élimination du potentat précédent, Ben Ali, a permis quelques avances ; mais on constate combien elles peinent à se concrétiser et à se développer. Motifs ? D'une part, la caste dominante résiste, et, d'autre part, le peuple dominé ne trouve pas encore l'organisation autonome lui permettant de réaliser ses objectifs démocratiques.

Évidemment, le problème de toute caste dominante est de trouver l'homme convenable à ses intérêts. Cela n'est pas toujours facile. Il en est ainsi actuellement en Algérie.

Toute caste dominante dans le monde n'est pas une union totalement compacte ; en elle existent des contradictions d'intérêts, représentés par ce qu'on appelle les « clans » ou « factions ».

Actuellement, en Algérie, il semble que les conflits opposent entre eux partisans d'un capitaliste étatique et partisans de capitalisme privé (mafieux et comprador).

Les premiers tiennent à une certaine indépendance nationale, économique et donc politique ; mais depuis la fin du « socialiste étatique » et ses faillites sur tous les plans, cette caste est en déclin. D'autant plus que des éléments de celle-ci ont, eux-mêmes, agi au profit des castes privées mafieuse et comprador¹³⁶, en échange de leur soutien et financement.

Les seconds (capitalisme privé mafieux et comprador), au contraire, ils ont avantage à livrer le pays à leurs appétits privés, et, dans ce but, à tisser des liens avec des puissances économiques étrangères (en premier lieu États-Unis et France), afin de s'enrichir davantage, au détriment du peuple algérien¹³⁷.

Il reste aux classes dominées (au peuple comme on dit) de trouver la solution qui convient à leurs intérêts.

Elle ne consistera pas dans la découverte d'un « Sauveur ». Comme Kennedy et Boudiaf, il sera éliminé.

Que reste-t-il ?... Que les classes dominées (le peuple) s'organisent comme citoyens, de manière libre, démocratique et pacifique, puis trouvent les moyens d'agir comme telles, sans besoin de « Sauveur ».

La solution du « *Zaïm* » est funeste. L'histoire enseigne qu'il est facile de l'assassiner, avec, pour conséquence, la destruction du mouvement qu'il

¹³⁶ On lit : « Avec la manne pétrolière, Bouteflika y a ajouté la politique de distribution la plus inégalitaire qu'a vécue le pays en permettant au privé oligarque de squatter les marchés publics et de pomper l'argent de l'Etat, en permettant des transferts financiers substantiels aux firmes étrangères sous forme de profits et de dividendes financiers, en favorisant la reconversion, versus réconciliation nationale, dans le commerce intérieur et d'importation des responsables directs de la décennie noire et leurs subalternes et en développement la corruption à l'échelle de masse (couches moyennes, bourgeoisie commerçante et bourgeoisie relais de la mondialisation). » Adel Abderrezak. Enseignant-chercheur à l'université de Constantine, ex-porte-parole du syndicat CNES, *El Watan*, 17.09.2017, http://www.elwatan.com/actualite/le-plan-d-action-d-ouyahia-est-un-nouveau-programme-d-ajustement-structurel-17-09-2017-352826_109.php

¹³⁷ Voir ci-dessus « *Forces en présence et agent central de changement social* ».

dirige. Mais il est impossible de tuer tous les membres d'une classe sociale (d'un peuple). Là est le motif qui justifie et nécessite l'action sociale autogérée la plus consciente, large et populaire. Bien entendu, ce n'est pas facile. Mais la facilité d'avoir un « Sauveur » est, j'espère l'avoir expliqué, une fausse solution. Il reste alors à comprendre et pratiquer la voie difficile, mais l'unique susceptible d'aboutir à un changement social bénéfique : l'action autonome, organisée, intelligente, démocratique et pacifique du peuple. À celui-ci de la trouver, avec l'aide (et non la direction) des citoyennes les plus honnêtes et clairvoyant-tes, les sincères ami-es du peuple¹³⁸.

Qui est le président Emmanuel Macron ?

¹³⁸ Voir ci-dessus « Questions à Monsieur Noureddine Boukrouh » et II. AUTOGESTION / « Aux sincères ami-e-s du peuple ».



Le Matin d'Algérie, 6 décembre 2017

On nous dit qu'il est jeune et fut élu démocratiquement. Pour opposer ces deux aspects au chef de l'État algérien actuel. Puis on nous informe de sa tournée au Moyen-Orient, ensuite en Afrique, avec ses succès (comme chef d'une puissance néo-coloniale) et ses déboires, notamment face au président du Ghana¹³⁹, qui ne se comporta pas en béni-oui-oui néo-colonisé.

Le « jeune »

Mais personne n'informe sur le parcours qui a mené ce jeune homme à la présidence de la France, personne ne nous a dit qui est cet homme, du point de vue économique et social.

Il faut aller chercher sur internet pour le savoir, et pas dans des organes d'information algériens, mais étrangers, et, parmi ces derniers, pas n'importe lesquels.

J'en résume un premier article¹⁴⁰.

Emmanuel Macron est un produit de l'ENA, traditionnelle fournisseuse des élites françaises. Capitalistes, bien entendu. Après un passage dans un cabinet ministériel, engagement à la banque Rothschild & Cie. Puis, emploi à l'Élysée. 2006 : il est au parti socialiste. Puis, l'article mentionné énumère les diverses étapes où Macron passe de patrons de haut vol à des organisations liées à la finance internationale et à l'établissement de la politique mondiale au service de cette oligarchie planétaire.

Et voilà Macron créer son propre parti, « En marche ! ». L'article auquel fait référence cette contribution note :

« L'originalité de ce parti est que, durant ses huit premiers mois, il n'aura pas ni programme, ni proposition, juste un candidat à la présidentielle. Cela ne l'empêchera pas d'être rejoint par toutes sortes de personnalités politiques qui n'eurent pas besoin qu'on leur précise ce qu'elles savaient déjà : le programme de Macron, c'est celui de Delors et de Strauss-Kahn.

Si la candidature de Jacques Delors visait à faire de la France le pilier de l'Union européenne, celle d'Emmanuel Macron comme celle de Dominique

¹³⁹ <http://www.lematindalgerie.com/la-lecon-de-verite-du-president-akufo-addo-video>

¹⁴⁰ <http://www.voltairenet.org/article196012.html>

Strauss-Kahn entend faire entrer les électeurs (on n'ose plus dire les « Français ») dans la globalisation. Le soutien apporté par les médias est beaucoup plus facile que deux décennies auparavant car ils se sont concentrés et que les six principaux patrons de presse sont favorables à la globalisation. »

Le « démocrate »

Venons à l'élection « démocratique » de ce président. On ne dit pas par quel mécanisme il l'a été. Cela n'est pas correct, pour ne pas dire tendancieux, puisque cette information incomplète laisse croire à une élection réellement démocratique.

À ce sujet, un autre article¹⁴¹, de la même source, nous fournit des informations. J'en cite uniquement le « chapeau », laissant à la personne intéressée la lecture du texte dans sa totalité.

« Prononçant un discours fondateur devant les plus hauts diplomates français, le président Macron a révélé sa conception du monde et la manière dont il entend utiliser les outils dont il dispose. Selon lui, il n'y a plus de souveraineté populaire, ni en France, ni en Europe, donc pas de démocraties nationales ou supra-nationale. Il n'y a plus non plus d'intérêt collectif, de République, mais un catalogue hétéroclite de choses et d'idées composant des biens communs. Décrivant leur nouveau travail aux ambassadeurs, il les a informés qu'ils ne devraient plus défendre les valeurs de leur pays, mais trouver des opportunités d'agir au nom du Léviathan européen. Entrant dans le détail de certains conflits, il a décrit un programme de colonisation économique du Levant et de l'Afrique. »

Bien entendu, la presse française et internationale n'a pas donné cette version des faits. On la trouve uniquement dans des organes d'information ne dépendant pas de l'oligarchie française ou internationale. C'est dire qu'il faut prendre du temps et chercher sur internet. C'est fait. Bonne lecture des deux articles référencés, ayant permis la rédaction de cette brève contribution.

Dès lors, est-il nécessaire de se demander¹⁴² le motif principal qui amène ce président français en Algérie ?... Ne sait-on pas que les chefs d'État des pays capitalistes ne sont rien d'autres que les commis-voyageurs de ceux qui

¹⁴¹ <http://www.voltairenet.org/article197713.html>

¹⁴² <http://www.lematindalgerie.com/mais-qui-va-t-il-sadresser>

leur ont permis, par l'argent qu'ils possèdent et les moyens de conditionnement dont ils sont également propriétaires, d'être élus là où se trouvent ?

Après cela, on saura comment considérer, à leur juste valeur, les deux expressions présentées : « jeune » et « élu démocratiquement ». Alors, il deviendra facile de comprendre à leur juste proportion et intention les déclarations passées de ce président sur la colonisation de l'Algérie, le repas auquel il invitera des « intellectuels » algériens. Il deviendra également aisé, sans assister aux discussions de ce chef d'État avec ses partenaires, de savoir ce qu'il est venu vendre en Algérie, au profit de qui.

Bienvenue au Forum Social Algérien !



Le Matin d'Algérie, 14 janvier 2018

Par une déclaration rendue publique le vendredi 13 janvier à Oran, on apprend la naissance officielle du Forum Social Algérien (FSA).

Le contenu de la Déclaration¹⁴³ et celui de la Charte¹⁴⁴ de Principes donnent l'espoir de voir, finalement, la constitution d'une fédération autonome d'associations, d'organismes et de personnes agissant de manière libre et solidaire.

Les problèmes sont clairement énoncés, les buts précisés et les modalités d'action suggérées.

Cependant, le point :

« 5- Les représentants du Forum lors des manifestations internationales sont choisis par le FSA »,

ne précise pas deux points fondamentaux : la modalité de choix des représentants et l'alternance de la représentation.

Mandat impératif

Au vu de l'orientation du contenu de la Déclaration et de la Charte, il semble que ce choix devrait être établi sur la base du mandat impératif. Précisons de quoi il s'agit de manière brève et simplifiée.

Il existe deux formes de mandat.

L'un est dit « représentatif ». Il a deux caractéristiques.

1) Les électeurs et électrices délèguent leur pouvoir pour une période déterminée de temps, généralement longue (de un à cinq ans, environ) ; elle ne peut être réduite à moins de grave manquement au respect du mandat.

2) Le mandat a un contenu large, et souvent manquant de précision ; il est susceptible d'être manipulé par le représentant.

Au contraire, le mandat dit « impératif » possède deux caractéristiques inverses.

1) Les électeurs et électrices délèguent leur pouvoir pour un temps qui peut être, à *tout moment*, suspendu.

¹⁴³ https://www.crid.asso.fr/IMG/pdf/declaration_de_naissance_du_forum_social_algerien.pdf

¹⁴⁴ https://www.crid.asso.fr/IMG/pdf/charte_de_principe_du_forum_social_algerien.pdf

2) Le mandat se limite à des objectifs concrets précis ; cela évite l'ambiguïté et la manipulation dans la gestion et la défense de ces derniers.

Partout et toujours, le mandat représentatif fut et demeure choisi par tous les systèmes autoritaires-hiérarchiques. Au contraire, le mandat impératif fut et demeure le choix des partisans d'un changement social réellement en faveur des exploité-e-s/dominé-e-s.

Alternance

L'autre modalité de fonctionnement de la représentation est l'alternance. Le choix des représentants devrait porter systématiquement sur des personnes *différentes*. Ainsi, chacun-e aura la possibilité de s'exercer à la fonction représentative.

L'argument consistant à dire que certaines personnes n'y sont pas « préparées » parce que manquant de « savoir », de « bagage » intellectuel, d' « expérience pratique », cet argument n'est pas recevable. L'histoire montre que cet argument mène toujours à la formation d'une caste parasitaire néfaste, proliférant au détriment de ses mandants. Que, par conséquent, les personnes dotées de « savoir » aident leurs camarades à en avoir, jusqu'à assumer correctement la fonction de représentation. Le but et le moyen doivent coïncider : on vise à ce que tou-te-s soient capables de représenter ? Eh bien, il faut y parvenir en commençant par le faire.

L'alternance et le mandat impératif évitent ce que produit généralement le mandat représentatif et l'absence d'alternance, à savoir la formation d'une caste bureaucratique de soit disant « spécialistes », « experts », « chefs ». Cette caste finit toujours par se constituer des privilèges matériels ; ils éliminent le fonctionnement authentiquement démocratique et égalitaire d'une organisation.

Enfin ! L'autogestion revient !

Dans la Charte, saluons vivement et chaleureusement la référence à l'autogestion. En passant, elle n'a nul besoin d'un « A » majuscule. Et notons que cette conception contient tout ce qui est dit au point « K » :

« La promotion des valeurs de justice, de paix, de tolérance, d'inclusion et d'ouverture, de transparence, d'Horizontalité, d'Autogestion, et d'indépendance. »



Que l'on permette une dernière remarque. L'expérience des Forums Sociaux, dont l'utilité est évidente, montre, cependant, une carence grave : le manque d'insertion (et donc de représentation) parmi les personnes que ces Forums déclarent représenter : le peuple des opprimés-exploités, en particulier sa partie féminine. Certes, cette insertion est difficile, mais elle est indispensable. Tant que ce problème n'est pas résolu, les Forums restent des rencontres élitaires, d'un impact tout-à-fait négligeable sur le système social dominant, que ces Forums combattent. Parce que le peuple concerné en est absent. Par conséquent, il appartient à l'intelligence des élites des Forums de faire en sorte que, le plus tôt possible, les opprimé-e-s exercent le pouvoir social libérateur.

Ceci dit, bonne vie au Forum Social Algérien !

Lignes de fracture principale et secondaire



Le Matin d'Algérie, 18 janvier 2018

Dans cette Algérie actuelle de confusion, insérée, aussi, dans la confusion mondiale, il faut quand même bien essayer d'éclaircir les obscurités et distinguer entre le principal et le secondaire.

Nous constatons ce qui domine, selon les écrits dans la presse et dans les réseaux sociaux, reflets plus ou moins fidèles de ce que pense le peuple.

Les lignes de fracture principales apparaissent comme étant les deux suivantes : 1) « islamistes » contre laïcs ; 2) « arabo-islamistes » contre « amazighes-laïques » ; 3) « démocrates » contre « conservateurs » ; 4) peuple opprimé contre caste étatique oppressive.

Est-on certain que là se trouvent les fractures sociales *principales* en Algérie ? Autrement dit, est-on certain que ce sont là les « courants de fond », qui déterminent tout le reste ?

Et pourquoi la ligne de fracture sociale réelle *principale* ne serait pas, plutôt, dans l'existence, d'une part, d'une caste numériquement minoritaire d'exploiteurs (économiques)-dominateurs (politiques et idéologiques), et, d'autre part, une majorité d'exploités-dominés ? Autrement dit, entre ceux qui commandent et s'enrichissent, et ceux qui exécutent et ne parviennent pas à gagner de quoi vivre dignement ?

En effet, supposons que les membres, appartenant au peuple, disposent des ressources matérielles suffisantes pour vivre : salaire suffisant, habitat confortable, système de santé satisfaisant, scolarité conforme aux besoins et aux spécificités culturelles et linguistiques, sécurité personnelle assurée. Et supposons qu'à ces conditions matérielles s'ajoutent la liberté d'expression, de manière à ce que les citoyen-ne-s puissent exprimer leurs doléances aux gouvernants, qui y répondent de manière positive et dans les délais acceptables. Supposons, également, l'existence de la liberté d'association entre citoyen-ne-s pour délibérer et choisir démocratiquement des actions au bénéfice à la communauté.

Dans ces conditions, aurions-nous, en Algérie, des gens du peuple qui auraient besoin de s'identifier et de suivre des dirigeants qui leur déclareraient : « Seuls, l'Islam et la Charia... », « Seule, l'indépendance de la région et l'identité ethnique... » peuvent vous sauver ?



« Mais nous sauver de quoi, répliqueraient, alors, les citoyens, puisque notre vie matérielle est convenable, notre existence paisible, notre liberté d'expression et d'association totale, nos relations entre individus et entre cultures diverses réciproquement enrichissantes et solidaires ? »

Bien entendu, pour que les citoyen-ne-s puissent tenir ce langage, n'est-il pas nécessaire qu'ils et elles ne soient pas soumi-se-s : 1) à une minorité d'enrichis qui les exploitent en concédant uniquement des salaires insuffisants, 2) ces patrons (privés ou étatiques) étant en alliance avec une minorité de gouvernants qui dominant les citoyen-ne-s, en interdisant la libre existence de syndicats autonomes et d'associations de défense des intérêts citoyens ?

Si tous les citoyens-ne-s prennent une part égale au « banquet de la vie », s'opposeraient-ils à cause de leurs croyances religieuses, de leur identité ethnique ou sexuelle ?

De tout ce qui précède, où est, alors, la fracture sociale principale réelle en Algérie ? Et quelle sont les fractures qui en sont les conséquences ? Pour les citoyen-ne-s, quelle est la manière la plus correcte et la plus efficace d'agir principalement : sur la fracture principale ou sur ses conséquentes fractures secondaires ? Dès lors, les citoyens-ne-s ont l'intérêt à s'unir *d'abord* sur quelles bases, à partir de quels critères ? La religion (pour être un « bon » musulman, selon certains chefs) ou l'ethnie (pour être un « bon » « arabe » ou « amazighe », selon d'autres chefs) ? Ou, au contraire, (ce que aucun « chef » ne dit), la base et les critères sont l'exploitation dominatrice, dont il faut se libérer ? Comment y parvenir sinon en créant une communauté humaine libre et solidaire dans ses diverses composantes, quelles soient religieuses ou « ethniques », ou, encore, biologiques (homme - femme) ?

Soeurs et frères !

Nous sommes de la même famille,
par les obsédés d'argent exploité-e-s
et par les obsédés de pouvoir dominé-e-s.

Qu'importe, sœurs et frères,
que certain-ne-s d'entre nous
croient en un Dieu et d'autres en une morale laïque,
soient d'une telle ou telle autre identité « ethnique »,
parlent telle langue ou telle autre,
descendent de « nobles » ou de « roturiers »,
soient de peau blanche, basanée ou noire,

soient de sexe masculin ou féminin.
D'abord et avant tout, nous sommes sœurs et frères !
Notre sang est pollué par l'humiliation,
mais notre cerveau bouillonne de libération.
Chaque gifle qui frappe une joue d'être humain
fait rougir la mienne également ;
chaque sourire qui illumine un visage d'être humain
embellit le mien également.
Notre mère s'appelle Liberté, notre père Solidarité.
Et notre famille algérienne
fait partie de la grande famille qu'est l'humanité.
Et n'oublions pas cette vérité :
La liberté solidaire est comme les fleurs :
elle demande à être cultivée à chaque heure.

Pour l'émancipation de tout le « ciel » !



Le Matin d'Algérie, 7 mars 2018

Algérie Patriotique, 8 mars 2018

Voici une histoire très bizarre. C'est celle d'une (j'ai bien écrit *une*) être sans laquelle la vie humaine n'existerait pas sur cette planète, d'une être dans laquelle est accueilli et se forme tout spécimen du genre humain, lequel, ensuite, en est nourri, chauffé, caressé, tranquilisé. C'est, enfin une être sans laquelle un autre être semblable, mais de sexe opposé, n'existerait pas : on l'appelle homme.

Quant à l'autre être, on l'appelle femme.

Et, pourtant, cette dernière être, la femme, est depuis trop longtemps et partout dominée et exploitée par l'homme : économiquement, politiquement, socialement, psychiquement, sexuellement.

Et, pourtant, cette femme est la mère de l'homme, sa sœur, sa camarade de travail, sa compagne de vie. Et, pourtant, cette femme a su combattre les armes à la main, quand la situation l'exigeait. On a même constaté que, généralement, la femme résiste davantage que l'homme à la torture.

L'histoire enseigne que l'espèce humaine mit longtemps avant de reconnaître que l'être humain ne se réduit pas en esclavage, parce que tout être humain a « une âme », autrement dit pense, éprouve de la joie et de la douleur. Il a fallu à cette espèce humaine encore plus de temps pour reconnaître à la femme le droit à ne pas être réduite en esclavage, pour les mêmes motifs.

Hélas ! Les conceptions antiques, laïques ou religieuses, demeurent encore dominantes dans le cerveau humain : que la femme est « inférieure » à l'homme. Dès lors, ce dernier en justifie l'exploitation et la domination.

Des tentatives de révolte féminine ont eut lieu partout ; elles ont abouti à quelques résultats. Rappelons que le droit de vote des femmes est tout récent, et qu'il a été le résultat de luttes populaires immenses, parfois sanglantes, et cela d'abord dans les nations dites « civilisées » et « avancées ».

Mais, tout le reste demeure à conquérir. Bien que les femmes aient participé aux mouvements révolutionnaires, une fois la victoire acquise, les hommes ont accaparé le pouvoir, reléguant les femmes au rôle subalterne. Ce phénomène eut lieu partout ! C'est que l'homme, même révolutionnaire, soit a peur de la femme comme sujet social paritaire, soit il aime jouer un rôle de

dominateur. Que dire quand même un Joseph Proudhon traite la femme d'une manière totalement inacceptable dans ses écrits, pareillement au pire des clerks macho ? Même les épouses de Karl Marx, de Lénine, de Trotski, de Mao Tsé Toung, Che Guevarra, etc., quel fut leur rôle, sinon de subalternes ? Même Mao Tsé Toung, qui lança la belle et juste métaphore « La femme est la moitié du ciel », ne se distingua pas par une promotion conséquente des femmes. Même le mouvement de mai 1968 en France a obligé les femmes à rappeler à leurs compagnons : « Révolutionnaires ! Qui vous lave vos chaussettes ? »

C'est que la mentalité autoritaire, exploiteuse et dominatrice se manifeste d'abord dans le rapport de l'homme avec la femme. Et seulement ensuite dans la relation du possesseur de capital vis-à-vis du possesseur de sa seule force de travail.

Mais le combat contre ce second type d'exploitation a toujours occulté la première forme d'exploitation. Prétexte ?... Que le « prolétariat » ou le « peuple », c'est-à-dire les hommes se libèrent, alors on pensera ensuite à l'émancipation des femmes. Nous avons vu le lamentable résultat.

Dans le camp dit « progressiste » et même « révolutionnaire », de très rares hommes et de rares femmes (Louise Michel, Emma Goldman, Alexandra Kollontai, par exemple) ont agi en considérant que l'émancipation sociale exigeait celle de l'homme en même temps que de la femme. Hélas !... Les hommes (et la plupart des femmes qui les suivaient) ont préféré accorder la priorité à l'homme, au nom d'un « réalisme » qui se révéla n'être qu'opportunisme.

Bien entendu, les considérations présentées ici ne visent pas à cette forme de « libération » des femmes dans le système capitaliste. Car, une femme actionnaire, capitaliste ou personnage politique se conduit exactement comme l'homme du même statut : exploiteuse et dominatrice comme lui.

L'émancipation féminine dont il est question ici est celle des femmes qui n'aspirent pas à devenir, à leur tour, pareillement à certains hommes, exploiteuses et dominatrices, mais veulent bannir toute forme d'exploitation et de domination. Par conséquent, la libération de la femme, pour être authentique et efficace, devra également signifier la libération de l'homme, les deux étant exploité-e-s et dominé-e-s.

Il est vrai, cependant, que la femme est plus exploitée et dominée que l'homme qui partage son statut social d'exploité et de dominé. Si l'homme est exploité et dominé au travail, la femme l'est, en plus, à la maison,

exploitée et dominée par l'homme, notamment en ce qui concerne les travaux domestiques et l'attention aux enfants.

C'est dire avec qui mener le combat global contre l'exploitation et la domination dans l'espèce humaine.

Cependant, n'oublions pas la part de responsabilité de la femme dans la formation de l'être humain, qu'il soit féminin ou masculin, donc la part de responsabilité de la femme dans l'état actuel de la société humaine. Certes, tant de femmes sont exploitées et dominées par les hommes. Mais n'avons-nous pas, également, tellement de femmes qui élèvent leur fille ou leur garçon dans le but d'en faire d'autres exploiters et dominateurs?... Rappelons-nous l'antique pièce de théâtre grecque : les femmes, lassées de voir leurs maris guerroyer, ont décidé la grève dite du sexe : refus de faire l'amour avec leur époux tant que la guerre ne cessera pas. Et elle cessa. N'est-ce pas à méditer?... Cela ne porte-t-il pas, tout en dénonçant les injustices dont sont victimes les femmes, de ne pas perdre de vue leur responsabilité dans l'existence même de ces injustices ? La mère, la sœur ou l'épouse (ou l'amante) qui montre de la fierté à voir son fils, son frère, son mari (ou son amant) plastronner comme patron capitaliste, policier, général d'armée, prêtre, etc., bref assumer un rôle d'exploiteur ou de dominateur, ce genre de femmes luttent-elles pour leur libération ?

Voilà pourquoi le mouvement « féministe » a déçu et failli. Comme dans le cas du mouvement « ouvrier », le but véritable ne fut pas réellement l'abolition de toute forme d'exploitation et de domination, mais de copier la bourgeoisie (autrement dit les exploiters et les dominateurs) en prenant son rôle, sous une forme inédite. Les marxistes ont appelé cela la « dictature du prolétariat » ; ce fut en réalité la dictature de la nomenklatura marxiste. Et les « féministes » ont appelé cela « libération de la femme » ; elle se limita à libérer généralement celles qui aspiraient à occuper une place, à côté des membres masculins de la caste exploiteuse et dominatrice.

Il reste donc à « ajuster le tir », à reprendre l'action de manière claire et intransigeante : pour libérer la femme, il faut libérer également l'homme. De quoi?... De leur mentalité servile, pour qu'elles-ils comprennent qu'une « moitié du ciel » ne peut pas être libre sans l'autre « moitié », qu'il faut débarrasser le « ciel » de toutes les formes, sans exception, d'exploitation et de domination. Cela exige le droit pour tout être humain, femme ou homme, de gérer sa propre vie de manière libre et solidaire avec les autres, dans tous les domaines de la vie sociale.



P.S. Les détenteurs du pouvoir en Algérie ont fêté à leur manière la journée internationale des femmes. Ils ont fermé les locaux de deux associations de défense des droits des femmes à Oran : FARD (Femmes algériennes revendiquant leurs droits) et AFEPEC (Association féministe pour l'épanouissement de la personne et l'exercice de la citoyenneté). Ayant constaté l'ampleur de la solidarité qui s'est manifesté en faveur de ces deux associations, les mesures répressives ont été levées, permettant à ces deux associations de poursuivre leur travail. Cependant, ces mêmes autorités ne répondent encore pas, comme la loi le prescrit, à la normalisation légale de l'existence de ces associations. Ces dictateurs croient-ils pouvoir ainsi arrêter le mouvement d'émancipation des femmes dans le pays ? Concluons avec une élémentaire et banale question : l'homme qui a peur ou s'oppose à l'égalité des droits avec la femme, quel genre d'homme est-il ? Et la femme qui ne revendique pas l'égalité des droits avec l'homme, quelle femme est-elle ?



IV.

PEUPLE – DÉMOCRATIE



Vaincre, c'est convaincre

Le Matin d'Algérie, 5 mai 2017

Des jeunes citoyens ont attaqué et saccagé des bureaux de vote, pour protester contre des élections qu'ils dénoncent comme préfabriquées par le régime, en vue de le légitimer.

Le désespoir de citoyens est compréhensible.

Mais peut-on admettre sa manifestation par des actes de violence commis par ces citoyens pour empêcher d'autres de voter ?

Ce genre d'arbitraire ne peut avoir aucune, absolument aucune justification démocratique. C'est du fascisme typique. Sa méthode a été et demeure l'emploi de la violence, sous toutes ses formes.

Rappelons le fameux propos du philosophe Miguel De Unamuno. Durant la guerre civile, voyant les hordes militaires fascistes espagnoles envahir l'université dont il était recteur, il leur avait déclaré : « Vous avez vaincu, mais pas convaincu ! »

Toutes les formes d'autoritarisme, qu'elles soit fasciste « brune » (nazie) ou « rouge » (« communiste »), privilégient la violence pour vaincre, en imposant leur « pensée unique ». Ainsi, elles démontrent leur faiblesse et leur illégitimité, parce qu'elles sont incapables de convaincre. L'histoire a montré leur faillite, tôt ou tard.

Mais que dire quand des personnes recourent à la méthode d'action fasciste tout en se réclament de la démocratie ?

Dès lors, il reste à recourir à la classique méthode policière de base : quand on ignore l'auteur et le mobile réel d'un crime, il faut commencer par se demander à qui ce dernier profite.

Une question préalable s'impose. Peut-on raisonnablement croire que des citoyens, réellement partisans de la démocratie, c'est-à-dire de la méthode consistant à débattre par les idées dans le but de convaincre, puissent recourir à une méthode totalement opposée, consistant à employer la violence et à empêcher d'autres citoyens de s'exprimer électoralement ?

Dans le cas des attaques aux bureaux de vote, deux hypothèses se présentent.

Soit les agresseurs agissent de bonne foi. Il s'ensuit qu'ils sont dans une confusion totale. Victimes de leur désespoir tellement profond, ils ignorent

la méthode correcte à employer, celle de chercher à convaincre, pour recourir à la facile mais inefficace action violente anti-démocratique. Par exemple, ils auraient pu se présenter près des bureaux de vote, puis engager une discussion pacifique avec les citoyens venus pour voter, pour les convaincre de ne pas le faire, en présentant des arguments valables.

Soit les agresseurs des bureaux de vote sont conscients de leur action et du but poursuivi. Nous aurions donc affaire à des manipulateurs. Ils emploieraient volontairement des citoyens naïfs, d'une part, et, d'autre part, des agents rétribués, déguisés en citoyens, pour créer une violence injustifiée.

Questions subséquentes : qui pourraient être ces agents et quel serait leur but ?

Là, aussi, deux hypothèses se présentent.

Voici la première. Ces actions voudraient créer dans le peuple des troubles visant à favoriser l'intervention d'agents étrangers, intéressés à déstabiliser le pays pour, ensuite, l'envahir ou aider des complices locaux à prendre le pouvoir.

Deuxième hypothèse. Des agents internes au pays, au sein ou/et en dehors des institutions étatiques, seraient derrière ces actions violentes, dans le but de justifier un autoritarisme limitant davantage les droits démocratiques des citoyens.

Que faire, alors ?

Expliquer, patiemment, clairement, le temps qu'il faut, partout que les moyens doivent se conformer à la fin, autrement dit : la démocratie se défend et se conquiert uniquement par des moyens pacifiques, employant l'argumentation convaincante, dans le respect de l'opinion d'autrui.

Oui, c'est très difficile, cela exige de ne pas répondre à la violence de l'adversaire fasciste par une contre-violence identique, car l'idéal démocratique a son exigence : vaincre uniquement par la conviction, obtenue de manière libre et pacifique¹⁴⁵.

¹⁴⁵ Voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « Du meilleur moyen de voter ».

**Hnâ « ghâchi » !... Wa ntâ chkoûn ?
(Nous, « populace » !... Et toi, qui es-tu ?)**

Le Matin d'Algérie, 30 mai 2017

Je traduis en français les propos que m'a tenu un vieux paysan, habitant un douar à la frontière entre l'Algérois et la Kabylie. J'y laisse quelques expressions en langue vernaculaire, pour leur saveur, intraduisibles en français. Mes compatriotes amazighes peuvent adapter ce texte en imaginant le premier paysan comme amazighe, donc employer les expressions tamazight correspondantes, et le second paysan comme arabophone.

Les autres disent « Monsieur ! ». Moi, je préfère : *Yâ sî flâne* !... Non, je n'ai pas dit "FLN", mais, comme je ne connais pas ton nom, je t'appelle *sî flâne*. Sans aucune allusion, bien entendu, au fli-tox, vu que tu n'es pas une mouche qui vient se poser, sans être invitée, sur mon *tâjîne de chorba* (plat de nouilles).

Tu nous appelles, avec mépris, « *ghâchi* » (populace), tu nous accuses de « *ragdîne* » « dormeurs », et même de « *khawâfîne* » (lâches), « *hmîr* » (ânes), « *rkhîss* » (de peu de valeur), *ou zîde ou zîde* (et encore et encore). En privé, tu affirmes, également, avec dégoût, - comme si nous sortons d'un égout -, que nous « puons » et sommes « sales » comme une chèvre ou un cochon, *ou zîde ou zîde* !

Et chaque fois que tu entends ou lis : « Un seul héros, le peuple ! », tu ricanes longuement, de tes dents bien blanches, montrant ta morgue, typique de celui qui croit tout savoir, ou, plutôt, du « nouveau intellectuel », comme on dit « nouveau riche ». Et, bien que *anâ hmâr* (je suis un âne), je sais combien la pire espèce humaine est celle du « nouveau parvenu » *fa salloûm* (dans l'échelle, sous-entendue : sociale). Et toi, tu te vois, toi, Héros ! Planant au-dessus de nous, foule de moutons beuglant, acclamant, adorant, inconscients de ton regard méprisant, de ton geste grandiloquent, de tes mots tonnants.

Mais tu ignores ou oublies ce que nous, méprisables paysans, nous disons : « *Al bâtal yâbtâl* » (Le héros ne vaut rien). Non, ce n'est pas vrai, on ne le dit pas, je viens de l'inventer, en pensant à ton attitude de candidat Héros.



Shhîhh ! Shhîhh !... (Juste ! Juste !) Les défauts, que tu nous reproches, existent.

Bássàhh, goùllî, yâ sî flâne ! A ntâ allî gâri !... (Mais dis-moi, monsieur ! Toi qui es instruit !)

Sáhhà, anâ hmâr, - ou idâ bghîte, kalb oualla hhalloûf, - bássàhh ásmahlî nahdar (D'accord, je suis un âne, - et si cela te plaît, chien ou même cochon -, mais permets-moi de parler).

Si je suis, si nous sommes ce que tu dis, à qui la faute ? Qui en est le premier responsable ?...

Supposons que je t'empêche d'avoir un objet utile que tu voudrais, et, juste après, je te reproche de ne pas l'avoir, que dirais-tu ?... Que je suis stupide, n'est-ce pas ?... Bien !

Alors, *yâ sî al gâri !...*

Moi, ainsi que toutes celles et ceux qui sont dans ma situation, al « *ghâchi* » comme tu dis avec mépris, quand nous étions enfants, nous aurions bien voulu, ah ! Oui !... Tant voulu aller à l'école, étudier, apprendre, posséder la connaissance, comme toi, afin de bien gérer notre existence sur cette terre, et ne pas être insultés, avant, par les colonialistes, et, maintenant, par toi, notre compatriote.

Mais, voilà, nos parents étaient trop *msakîne* (pauvres). Pourquoi ?... Parce qu'ils étaient, à leur tour, fils de *msakîne*, et ces derniers descendants d'autres *msakîne*, encore, bref le cercle vicieux, comme on dit. Ou, si tu veux, comme je dis, moi : *gâte kla g3àltah* (un chat se mordant sa queue).

Et pourquoi tous ces *msakîne*, les uns après les autres ?... Eh ! Eh !... Parce que d'autres, possédant richesse et *râss al mâle* (capital), donnaient aux salariés juste de quoi ne pas crever de faim, juste de quoi se nourrir pour retourner suer, - puer, comme tu dis -, et fournir au patron le profit qui l'enrichit toujours davantage. En plus, pour nous calmer, c'est-à-dire nous tromper, des *tolbas* et des *imâmes*, des gens détenant un savoir, comme toi, mais un savoir sacré, venaient nous sermonner : l'existence de riches et de pauvres est la Volonté de *Rabbî* ! Il faut l'accepter, remercier et s'y résigner. *Maktoub !...* Allez, ouste ! Au travail, bandes de *hmîr* !... Ainsi, vous mériterez la *zakâte* (aumône) de *ramadâne*. *Wa Allah y3âwankoum !* (Et que Dieu vous aide !)... Ah ! Comme vous savez bien parler le langage des *harkas* et des *bachaghas*, et de leurs maîtres, les colons !

Mais, dis-moi, *yâ al gâri* (toi l'instruit), comment veux-tu qu'un *maskîne*, écrasé de travail manuel et étourdi par un bourrage de crâne perpétuel, aux

effets pires qu'une bouteille d'alcool pur avalé d'un seul coup, comment veux-tu, donc, vues ces conditions, que je puisse accéder au savoir, celui que tu possèdes, toi, parce que tu as eu la chance de ne pas naître dans une famille de *msakîne*, ou bien, enfant de celle-ci, la chance t'a permis de bénéficier d'une bourse pour sortir de l'inculte asservissement de tes parents ?

Maintenant, dis-moi, *yâ si al fâhâme !* (qui comprend)... Ton savoir, outre que gagner de quoi vivre, et bénéficier de privilèges, éventuellement, aussi, de gloire médiatique, laquelle te rend vraiment un « *Sî flâne* » (un Monsieur, comme vous dites), ton savoir, donc, ne devrait-il pas, également, te servir à rendre la société moins injuste ?... Dans ce cas, n'as-tu pas le devoir de venir chez nous, pour nous aider à surmonter nos défauts et nous libérer de cette misérable situation ?

Si des gens comme toi ne s'en chargent pas, qui le fera ?... Le temps des Prophètes, que Dieu les bénisse, est clos ; celui des Héros-individus est passé. Alors ?... *Al grâya anta3ak* (ton instruction) ne te sert qu'à profiter du système social inique qui te l'a fournie, sans te faire comprendre qu'elle devrait, aussi, être employée à rendre la société moins injuste ?

Asmahhlî (pardonne-moi), mais tu me rappelles cet homme qui, voyant le ciel se remplir de nuages sombres, désagréables et sales, a craché vers le ciel, pour recevoir, ensuite, sa même salive sur le visage... Si tu n'as pas compris, les « nuages » dont je parle, c'est nous, *a cha3ab khaddâme oualla blâ khadma* (le peuple laborieux ou chômeur).

Ah, je vois !... Tu n'as pas compris *hâd al ma3na* (cette allusion) ?... C'est parce que je ne parle pas *haddàrtak* (ton langage), comme tu dis, plein de « nuances subtiles » et de « débats complexes », mais seulement *hadrate yamma ou bâba* (langue de ma mère et de mon père) ?...

Eh bien, toutes les insultes que tu jettes orgueilleusement sur nous, tu en es le *premier* responsable.... *Yîh, yâ chîkh, yîh !* (Oui, ô maître, oui !) Pour deux motifs : 1) parce que tu as un savoir, sans pouvoir l'utiliser pour changer en mieux la société, en améliorant notre situation, nous, les « *ghâchi* », nous qui suons et puons pour te donner à manger et pour construire ta maison ; 2) parce que tu bénéficies des privilèges qui proviennent justement de notre malheureuse et inique situation de « *ghâchi* ».

Si tu es incapable de changer la société où tu vis, incapable de transformer les « *ghâchi* » en citoyens conscients, que sais-tu, alors, faire, autre que profiter de ta situation et, en plus, nous insulter ?

Afhàme yâ'l fâhàme ! (Essaies de comprendre, ô toi qui comprends)... Je te répète que tu es en partie responsable de notre situation de « *ghâchi* », parce que tu en profites, et, malgré cela, tu nous reproches d'être « *ghâchi* ». Oh ! Hypocrisie !... Oh ! Imposture !... Dis-moi donc : quelle est la différence entre toi et celui qui permet qu'on donne à un chien du poison, pour l'accuser, ensuite, d'être enragé ?... Le système qui t'a procuré un savoir est exactement celui qui nous l'interdit ; ton savoir est cause de notre ignorance. Et tu as le culot de nous la reprocher !...

Si le monde était juste, toi et moi, nous partagerions savoir et travail manuel, chacun à son tour. Alors, il n'y aurait plus de « *ghâchi* », ni de gens gorgés de savoir, comme toi, nous traitant d'« ignorants ».

N'oublies pas, *yâ sî al fhâimi* (celui qui comprend) !... Si, toi, aujourd'hui, du haut de ton prétendu et présomptueux savoir, *attayàhh bîna* (tu nous abaisses), dis-moi donc : sans nous, qui avons été le bras armé de la guerre de libération nationale, que serais-tu aujourd'hui ? Sans nous, qui labourons la terre, que mangerais-tu aujourd'hui ? Sans nous, qui montons les voitures dans les usines, comment te déplacerais-tu ? Sans la misère qui nous écrase, quels privilèges aurais-tu ?... Déjà, mon père, bien entendu analphabète, me disait : *Allî gârî machî dîma fâhame* (L'instruit n'est pas toujours intelligent). Nous l'avons compris quand, juste après l'indépendance, nous avons dû continuer à cultiver la terre, abandonnée par son propriétaire et ses ingénieurs.

Une dernière observation. Je constate qu'à ton école puis à ton université, on ne t'a jamais enseigné ceci : pour comprendre quelqu'un d'autre et ses problèmes, il faut savoir se mettre à sa place. Voici comment. Supposons que c'est toi qui es réduit à être un paysan ou un travailleur, faisant partie des « *ghâchi* », et que moi, je suis l'homme de savoir. Que dirais-tu si je t'accuse d'être un lâche et un inconscient, sans comprendre que si tu l'es, c'est parce que tout un système social t'a contraint à cette condition ?...

Yîh ! Yîh !... Sâbnâ ou zîde sâbnâ !... (Juste ! Juste ! Insultes-nous et continues à nous insulter !)... Il en sera ainsi jusqu'à ce que des personnes puissent accéder à un savoir, mais, à la différence du tien, un savoir authentique, noble et généreux, *al fhâma anta3 assâh* (la vraie compréhension, ou : la compréhension de la vérité). Alors, ils comprendront leur dette envers nous ; alors, ils viendront nous aider à ne plus être

« ghâchi » et à devenir *cha3b* (peuple), des citoyens à part entière. Telle est la réelle mission d'un vrai savoir. Et c'est un *jâhal* (ignorant) qui te le dit. Mais n'oublies pas : sans moi, paysan, tu crèverais de faim ou serais obligé de cultiver la terre de tes mains, l'échine courbée pendant des heures, sous la glaciale pluie battante comme sous le brûlant soleil ; et sans mon compagnon de misère, l'ouvrier, tu serais contraint à bosser toi-même dans une usine, dans des conditions épouvantables. Et, alors, toi aussi, ta sueur te fera puer. Alors, tu comprendras.

Antâ yâ fâhame, comment peux-tu concevoir qu'un homme, contraint à dépenser huit à dix heures par jour dans un champ, une usine ou un bureau, attaché à une activité manuelle et répétitive réclamant toute son attention, dans des conditions de travail insupportables, que ce condamné puisse acquérir un savoir capable d'en faire un citoyen ? Alors que toi, jouissant d'un endroit douillet, libre de lire tranquillement et de méditer tout ton loisir, tu n'es même pas capable, malgré tout le savoir accumulé, d'être un citoyen libre de toute domination, ni en mesure de comprendre la maudite situation du peuple laborieux, réduit à un esclavage salarié, annihilant toute faculté de pensée ?

Pour ma part, je n'ai pas aimé le Chinois Mao Tsé Toung, parce qu'il était dictateur. Tu es surpris que je le connaisse ?... Beaucoup de choses t'étonneront, si tu avais la modestie, - le meilleur signe de l'authentique intelligence -, de fréquenter les « *ghâchi* »... Bon, revenons à Mao. J'ai compris qu'il avait raison quand il demanda aux étudiants et aux intellectuels de passer une partie de leur temps à la campagne, avec les paysans, pour travailler avec eux, comme eux. C'était la voie pour créer une société plus juste, plus harmonieuse. Les paysans auraient appris à posséder le savoir des instruits, et ces derniers auraient acquis et apprécié celui des travailleurs manuels. Dommage que ce Mao a aimé jouer au « *Za3îme* » (Chef), en imposant au lieu de convaincre. Mais son idée, elle, était et demeure juste. Je ne dirais pas « géniale », parce que les génies, je les conçois uniquement dans les hautes sphères, et encore, tant que je ne les ai pas vus de mes propres yeux, *3akliî* (ma raison) m'empêche d'y croire.

Le vieux paysan se tourna, alors, vers son compagnon kabyle. Curieusement, ils se ressemblaient physiquement, comme des frères, à tel point que l'observateur ne les connaissant pas, aurait été incapable de dire qui était arabophone et qui, kabyle. Ce dernier sourit et déclara :

- Eh oui ! Toi et moi, nous les *msâkîne*, nous sommes dans la même barque ! Et ce n'est pas *Sîdna Nouhh* (Noé) qui nous sauvera ! Mais

seulement les dignes descendants de Larbi Ben Mhidi et de Abane Ramdane... Je parie que les instruits ignorent ce que ce brave Larbi avait dit : « Mets la révolution dans la rue, le peuple s'en emparera ».

Puis, le paysan mit ses deux mains en entonnoir autour de sa bouche et cria, amusé : « *Ehi !... Kunwi s ilmeziyen ! Imusnawen, anida-kun ?...* » (Ô jeunes ! Ô instruits, où êtes-vous ?... »

Seul, l'écho de la montagne d'en face répéta son appel plusieurs fois.

Les deux paysans secouèrent leur noble tête de vieillard, aux cheveux blancs, au visage buriné par les intempéries du travail manuel en plein air, puis se tapèrent chaleureusement la paume de la main l'une dans l'autre, en signe d'accord et de solidarité. Malgré toutes les humiliations subites, leurs yeux n'avaient pas perdu espoir. Bien que réduits, par d'autres, à « *ghâchi* », ils demeureraient peuple.

P.S. Ce texte a été écrit avant les élections législatives du 4 mai 2017. Elles obligent à compléter cette contribution par une suivante. Donc à la prochaine...



Élection, peuple et « élitace » en Algérie et ailleurs

Le Matin d'Algérie, 2 juin 2017

Dans une contribution précédente¹⁴⁶, j'annonçais une suite. La voici.

Le texte précédent, écrit *avant* – il faut le préciser - les élections législatives du 4 mai, estimait que le peuple, contrairement à ce que pense une certaine « élite » intellectuelle algérienne, n'est pas, malgré tout, un ramassis de « ghâchi » (populace). Une preuve éclatante en a été le résultat des élections législatives : un taux d'abstention de vote et de bulletins blancs tel qu'il a obligé à constater que ses protagonistes forment le « premier parti » algérien.

Ce n'est là, à mon avis, que le *dernier* acte où ceux qui croient savoir (dirigeants étatiques, partis d'opposition, « élite » intellectuelle) sont contredits par la réalité des faits, autrement dit par l'action concrète du peuple.

Rappelons d'autres exemples de ce genre en Algérie.

1. Les imposantes manifestations de 1960, contre le colonialisme : le gouvernement français et même le F.L.N. furent totalement surpris par ce mouvement.

2. Les manifestations de juillet 1962 : le peuple sortit dans les rues, criant « Sept ans, ça suffit ! », pour mettre fin aux massacres des combattants de la lutte de libération, opposés au putsch militaire de l'armée des frontières, conduites par le colonel Boumediène, soutenu par son référent politique Ben Bella.

3. Juste après l'indépendance, après la fuite des propriétaires et ingénieurs : prise en main autogestionnaire d'entreprises industrielles et agricoles par des travailleurs, poursuivant ainsi la production.

4. Le « printemps berbère » de 1980 : il déboucha sur le début de reconnaissance des droits des citoyens amazighes, notamment kabyles.

¹⁴⁶ Ci-dessus.

5. Les manifestations d'octobre 1988 : ils sonnèrent la fin de la dictature du parti unique, et permirent une certaine ouverture démocratique, quoique très limitée.

6. Enfin, le 4 mai 2017 : le boycott et les votes blancs d'une majorité de citoyens. Ce fut un acte significatif de défiance et de contestation du système politique dominant.

Rachid Tlemçani note : « Le scrutin de 2017 a clairement démontré qu'il y a un autre grand parti, les abstentionnistes constituant plus de 70% du corps électoral. Un parti de 15 millions d'adhérents, le plus représentatif du pays, aurait pourvu l'intégralité des sièges de la nouvelle l'Assemblée. »¹⁴⁷

De la même manière que les irruptions du peuple sur la scène sociale, auparavant, furent toutes le signal d'un changement social décisif, pourquoi le dernier mentionné ne le serait-il pas ?... La question fondamentale réelle est désormais celle que tous les observateurs déclarent : si ce changement s'effectuera de manière pacifique ou violente.

Le même Rachid Tlemçani affirme, dans son article déjà cité : « Le conflit entre "l'Algérie du marteau" et "l'Algérie de l'enclume", entre les élites et le peuple insoumis, amènera le pays dans l'inconnu. Le scénario catastrophe de type vénézuélien que tous les Algériens redoutent le plus a incité déjà des apparatchiks à mettre leurs familles à l'abri, à l'étranger, et l'argent de la corruption dans les paradis fiscaux. »

Tous les changements sociaux significatifs ont eu comme l'un de leurs signes précurseurs ce genre d'action des membres de la caste dominatrice. Cependant, l'avènement de ces changements, s'il fut généralement brutal, se réalisa, quelques fois, de manière pacifique.

Une des conséquences immédiates à tirer est celle-ci. Considérons les membres de l'« élite » intellectuelle algérienne qui ont, voilà peu de temps, taxé le peuple d'être uniquement « *gâchi* » (populace), sans discernement politique.

A la vue du résultat de ces élections législatives, ne doivent-ils pas être, eux, considérés comme des intellectuels dépourvus de discernement politique, puisque les « *gâchi* » ont démontré par leur abstention une conscience de *peuple* ?... Dans ce cas, ne faut-il pas accoler à cette catégorie d'intellectuels ce néologisme que je me permets de proposer : « « *élitace* » ?

¹⁴⁷ <http://www.lematindz.net/news/24506-autoritarisme-electoral-les-elections-de-2017-et-parti-dinsoumis.html>

On sait que le terme « populace » dérive de l'italien « popolo » (peuple), doté du suffixe péjoratif *-accio*. De manière semblable, je dirai « *elitaccia* » (en français « *élitace* »), pour indiquer cette élite qui montre une carence manifeste sur le plan intellectuel, en l'occurrence dans sa conception de ce qu'est le peuple.

Notons que ce défaut n'est pas caractéristique de l' « élite » algérienne actuelle.

Limitons-nous à quelques exemples significatifs du passé et d'ailleurs.

En France, au début de 1968, des dirigeants politiques et des intellectuels affirmèrent que « La France dormait », était en « léthargie », entendons le peuple. Et voilà qu'éclata le formidable mouvement de Mai 68 ; il ne fut pas, comme certains ont voulu le faire croire, seulement un mouvement d'étudiants mais également de travailleurs des usines et des employés.

Dans la Russie du XIX^e siècle, Lénine avait toujours taxé avec mépris le peuple en général, et les travailleurs en particulier, d'avoir uniquement un intérêt « économiste », autrement dit vulgairement matériel. Et voilà qu'en 1905, puis en 1917 apparaissent les « soviets » (conseils) de travailleurs (ouvriers ou paysans) et soldats, à la surprise totale aussi bien des dirigeants de l'État tsariste que de Lénine lui-même et de son parti bolchevique. Ce dirigeant et son organisation montèrent dans le train déjà en marche avec la fameuse brochure de Lénine « Tout le pouvoir au Soviet ! »

Dans la France du début de 1789, de même, le mouvement populaire qui porta à la destruction de la sinistre Bastille, comme celui du 10 août 1792 contre le palais des Tuileries, surprisent, là encore, aussi bien gouvernants que militants politiques et intellectuels d'opposition.

Quant aux « représentants » du peuple que sont les députés, un militant et théoricien social a observé :

« Il faut avoir vécu dans cet isolement qu'on appelle une Assemblée nationale pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent. » (Joseph Proudhon, « *Les Confessions d'un révolutionnaire* », 3^e édition, 1851.)

Vous voulez savoir combien est nettement plus grave la situation des députés algériens ?... Lisez cet article intitulé « *Les primes, les privilèges et les salaires alléchants de nos députés* »¹⁴⁸

¹⁴⁸ <http://www.lematindz.net/news/24510-les-primes-les-privileges-et-les-salaires-allechants-de-nos-deputes.html>

Quant à cette catégorie d'intellectuels, l' « élitace », qui s'arroge le privilège de parler du peuple avec condescendance, pour comprendre pourquoi ils manifestent leur méprisante vision du peuple, il faut d'abord savoir quels sont leurs salaires, primes et privilèges. Alors tout s'éclaire.

Quelle conclusion tirer, aussi bien pour l'Algérie que pour le monde ?

Certes, les peuples sont malheureusement victimes d'aliénations idéologiques de toutes sortes, produites par leurs exploiters : croire au « destin » métaphysique, justifiant l'inertie et la résignation, et mépriser l'action raisonnée émancipatrice ; être fasciné par les dominateurs et ignorer les libérateurs de toute forme d'asservissement.

Certes, ces mêmes peuples sont plus sensibles à la satisfaction de leurs nécessités matérielles vitales (nourriture, logis, santé, etc.) qu'à la liberté d'expression et à leurs droits comme citoyens.

Mais ce sont précisément les difficultés à pourvoir aux besoins matériels indispensables qui amènent à la conscience de disposer de droits citoyens, seule manière d'établir une société plus équitable dans le domaine matériel.

Ces considérations portent à deux observations.

1.

Avant de considérer le peuple avec mépris, comme « populace », l'intellectuel, - s'il veut être réellement libre -, devrait examiner sa capacité réelle de connaissance de ce peuple, le fréquenter suffisamment avant d'en parler, et connaître l'histoire réelle des peuples, en tant qu'agent social distinct de changement social.

2.

A propos des dernières élections législatives en Algérie, l'importance de l'abstention au vote et des bulletins blancs a un double aspect.

D'une part, elle est une *victoire* du peuple. Il a ainsi montré sa défiance en ce qui concerne aussi bien les détenteurs du pouvoir que les partis d'opposition (prétendue telle ou réelle).

Mais, d'autre part, cette victoire peut être également vue comme une *défaite*. En effet, l'indifférence par rapport aux élections est une protestation, certes, mais elle laisse aux détenteurs du pouvoir la gestion totale de celui-ci. « Vous m'avez ignoré?... déclarent les dirigeants. Eh bien, je m'en contrefous, puisque je continue à gérer les affaires selon ma volonté ! »

Par conséquent, il reste à transformer l'indifférence populaire aux élections en action *constructive positive*.



Dès lors, un problème se pose : comment opérer cette construction de manière pacifique et démocratique, en évitant la violence et l'autoritarisme ?

Voici ce que l'histoire de l'Algérie et du monde enseigne : que le peuple apprenne à s'auto-organiser pour *auto-gérer* ses actions, progressivement et dans les divers secteurs possibles. En effet, qui donc sauverait le peuple autre que lui-même ? Et comment le pourrait-il sans disposer de délégués réellement représentatifs de ses intérêts légitimes, jouissant d'un statut matériel (salaire) pas plus avantageux que celui des gens du peuple laborieux ?

Là sont les questions que les jeunes générations, en Algérie comme ailleurs, devraient envisager, si elles veulent construire un monde libre et solidaire.

En vue de ce but, une contribution est nécessaire. Non pas, évidemment, celle de l'« élitace », mais des authentiques intellectuels, autrement dit les esprits possédant un réel savoir, sont des citoyens vraiment libres, et ont à cœur le sort du peuple, qu'il faut non pas s'en servir mais servir.

Je reviendrai sur ce thème dans la prochaine contribution.



Des vraies murailles

Le Matin d'Algérie, 20 juillet 2017

Je viens de lire ces lignes de Ahmed Benbitour, ex-chef du gouvernement :
« En conclusion, chaque Algérienne et chaque Algérien qui ont à cœur de sauvegarder l'Algérie, où qu'ils se trouvent, doivent se convaincre et intérioriser fortement l'imminence des dangers sur le futur proche de la nation algérienne. Ils doivent tous se mobiliser avec les modes et les instruments les plus adaptés à leur condition et moyens pour construire l'Algérie que notre jeunesse mérite. »¹⁴⁹

Ces lignes m'ont porté à la recherche et à la lecture attentive d'informations fiables sur les divers changements politico-sociaux survenus ces dernières années dans plusieurs pays, suite à des révoltes, clandestinement créées et téléguidées par les agents de puissances étrangères, pour créer un régime au service de leurs intérêts économiques et militairement stratégiques¹⁵⁰.

Ensuite, je me suis posé la question : en Algérie, comment éviter cette menace ?

A ce sujet, une anecdote m'est revenue à l'esprit.

Un jour, un visiteur étranger, visitant Sparte, demanda avec inquiétude au roi :

- Mais votre ville n'a pas de murailles ?
- Pourquoi faire ?
- Pour la défendre en cas d'attaque ennemie !

Le souverain indiqua des paysans qui travaillaient la terre, et des ouvriers occupés à leur besogne, puis déclara :

- Voici nos murailles.

Ce monarque n'était ni « démocrate », ni « progressiste », ni « révolutionnaire », ni « expert » d'une universitaire internationale prestigieuse. Par contre, il démontrait son intelligence. La longue histoire de sa fameuse ville l'a prouvé.

¹⁴⁹ « L'Algérie : que sera demain ? », 16.07.2017, http://www.elwatan.com//actualite/l-algerie-que-sera-demain-16-07-2017-349148_109.php

¹⁵⁰ Voir l'intéressant <http://www.voltairenet.org/article163449.html#nh2>

J'en viens à l'époque contemporaine.

Examinons un premier type de conflit : une armée étrangère agresse ouvertement un peuple, considéré facile à soumettre.

La France coloniale disposait d'une armée imposante : matériel nombreux et sophistiqué, personnel dirigeant sorti de la plus prestigieuse école militaire.

Pourtant, des paysans pauvres, constituant une armée populaire, dirigée par un ex-instituteur, Nguyen Giap, les battit à plate-couture à Dien Bien Phu, en 1954.

De même, un peuple de paysans, eux, aussi, dirigés par de simples citoyens, a chassé l'armée coloniale française de son pays, l'Algérie.

Encore plus.

L'armée la plus puissante du monde, conduite par les chefs de l'école militaire la plus prestigieuse de la planète, à leur tour chapeautés par les hommes politiques réputés « les plus intelligents et les plus brillants », l'armada des États-Unis, a été battue par le même peuple vietnamien, ayant à sa tête militaire le même Nguyen Giap.

En Chine, aussi, un peuple de paysans, dirigé par un Mao Tsé Toung, homme, lui, aussi, d'origine paysanne et non universitaire, a vaincu une armée autochtone réactionnaire nettement mieux armée, conduite par Tchang Kai Chek, un militaire issue d'une académie de guerre, et soutenue par l'armée des États-Unis.

Comment expliquer ces victoires, totalement inattendues par les « experts » européens et états-uniens ?... Laissons la parole aux protagonistes.

Mao Tsé-Toung :

« La guerre révolutionnaire, qu'elle soit une guerre révolutionnaire de classe ou une guerre révolutionnaire nationale, outre les conditions et le caractère propres à la guerre en général, a ses conditions et son caractère particuliers, et c'est pourquoi elle est soumise non seulement aux lois de la guerre en général, mais également à des lois spécifiques. »¹⁵¹.

Vo Nguyen Giap, à propos de la lutte contre les forces U.S. technologiquement supérieures :

« Quand les forces américaines étaient engagées, c'était un mythe que nous ne pouvions pas combattre et vaincre parce qu'ils étaient tellement puissants.

¹⁵¹ « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire », in « Écrits militaires », Éditions en langues étrangères, Pékin, 1968, p. 84.

... [Nous avons survécu] à cause de notre courage et détermination, ensemble à sagesse, tactiques et intelligence. (...)

Nous avons lutté avec toutes nos forces et avec chaque genre d'arme. Nous avons lutté avec artillerie anti-aérienne et avec de petits fusils, même si [ce fut] quelquefois seulement avec la force de notre force locale. Une jeune fille de 18 ans m'a dit une fois qu'elle suivait chaque jour les parcours et étudiait les schémas des vols américains, et quand ils auraient attaqué. On lui a dit qu'elle était une philosophe pour avoir compris cela, parce que seulement les philosophes parlent de principes. Par la suite, elle a utilisé une petite arme à feu pour abattre un avion du versant d'une montagne. Ceci est un exemple de la force militaire des personnes ordinaires... Nous avons eu du talent et la détermination de combattre jusqu'à la fin.

J'ai apprécié le fait qu'ils ont des systèmes d'armes sophistiquées mais je dois dire que ce fut le peuple qui a fait la différence, non les armes. »¹⁵²

« Demande : Qu'y avait-il de nouveau dans l'idée de "guerre du peuple" ?

Giap : C'était une guerre pour le peuple par le peuple. POUR le peuple, parce que les objectifs de la guerre sont les objectifs du peuple - objectifs comme l'indépendance, un pays unifié, et le bonheur de son peuple... Et DU peuple - qui signifie les personnes ordinaires - non seulement l'armée, mais tout le peuple.

Nous savons que c'est le facteur humain, et non les ressources matérielles, qui décide de l'aboutissement de la guerre. Voilà pourquoi notre guerre du peuple, guidé par Ho Chi Minh, a été à une aussi grande échelle. Elle a engagé la population entière. »¹⁵³

Quelle conclusion tirer de ces observations ?

Qu'une armée d'agression, la plus puissante du monde, ne parvient pas à vaincre un peuple, quand ce dernier lutte pour ses propres objectifs, sous la direction de personnes sachant l'organiser, pour atteindre ces mêmes buts.

En voici la contre-preuve : les défaites récentes en Irak puis en Libye.

Dans ces pays, bien que disposant chacun d'une armée puissante, elle était coupée du peuple ; Leurs intérêts et buts réciproques n'étaient pas complémentaires. Dès lors, il a suffi qu'une armée d'agression étrangère soit matériellement plus forte, dirigée par des chefs avisés, et l'armée attaquée

¹⁵² In site [CNN](#), visité le 16 avril 2008.

¹⁵³ Interview avec Vo Nguyen Giap, du site [People Century](#), visité le 16 avril 2008. Les majuscules sont dans le texte de l'interview.

fut vaincue et détruite en moins d'un mois, ses chefs « suprêmes » tués, et le pays envahi.

Dès lors, en Algérie, comme dans n'importe quel pays, quand on parle de se préparer à une éventuelle agression d'une armée étrangère, quelle est la méthode que les expériences historiques indiquent comme valable ?

Au vu de ce qui vient d'être écrit, la réponse est dans la question.

A présent, considérons le deuxième cas d'agression. C'est la technique, actuellement utilisée dans le monde : agression « soft » par l'intermédiaire de manipulation étrangère d'une partie de la population locale, en employant des « young leaders » (jeunes dirigeants) à la solde, suivant une tactique plus ou moins « non violente », visant à l'établissement de la « démocratie » (voir l'article auparavant cité).

Comment conjurer ce type nouveau d'agression ?

Mon raisonnement est celui d'un simple citoyen, s'efforçant de réfléchir de manière logique et concrète.

J'en reviens à l'anecdote du roi de Sparte : la meilleure défense d'un régime est son peuple, ses citoyens.

Mais, dans ce second cas, l'agression devient plus difficile à reconnaître, car elle se présente masquée, sous forme de mouvement « populaire » et « spontané », en faveur de la « démocratie », contre un régime qui, en effet, a le grave défaut de n'être pas réellement démocratique. Toutefois, il a le mérite de ne pas être inféodé au pays étranger qui télécommande et finance les « révoltés ».

Que faire alors ?

Faut-il, par haine et opposition au régime non démocratique, se résigner à la victoire de la « révolte populaire », en sachant qu'elle ne fait que servir des intérêts d'une puissance qui vise à mettre les nouveaux dirigeants locaux au service de ses intérêts économique-financiers dans une « globalisation » capitaliste ? Dans ce cas, pour le *peuple*, la situation deviendra pire que la précédente : voir l'exemple des pays où cette « révolution » eut lieu.

Écartons un malentendu.

Mes propos ne visent pas à dire que chaque fois qu'une autorité gouvernementale accuse un mouvement citoyen d'être téléguidé par une main « étrangère », il faut la croire ; ni que chaque fois que des citoyens ou leurs leaders affirment qu'un mouvement est réellement spontané et autonome, il faut les croire.



Dans chaque cas, il faut s'informer correctement afin d'avoir une vision réelle de la situation. Pour ma part, voici ma méthode :

1) veiller à chercher et à trouver des informations réelles, pour les distinguer de la désinformation. Elle est l'un des moyens, précisément, des « révolutions de couleur » ;

2) savoir ne pas confondre l'opposition, pacifique et légitime, de citoyens à leur régime non démocratique, avec leur éventuelle manipulation par les « démocrates », en réalité agents de la puissance étrangère qui les financent et les encadrent ;

3) m'assurer que l'action de contestation du régime soit *réellement* une initiative populaire autonome, libre de tout conditionnement direct ou indirect, de la part d'agents au service d'une puissance étrangère, mais camouflés en « amis » et « dirigeants » du peuple.

Bien entendu, ces précautions ne sont pas faciles à satisfaire.

Cependant, certaines actions sont à la portée de chacun de nous, quelque soit sa formation, pourvu qu'il consente d'y consacrer le *temps* nécessaire.

Il sert à chercher les informations authentiques. Elles sont difficiles à trouver dans l'océan de désinformation produite par les puissants et tentaculaires moyens de propagande, dite information, véhiculées par journaux, télévisions, téléphones portables, sites internet d'« information », et réseaux sociaux.

C'est alors qu'il faut recourir à toute l'intelligence dont on dispose, à toute la patience indispensable et à toute l'obstination nécessaire pour parvenir à trouver les informations utiles. Elles se trouvent en accès libre sur internet, tel le site de l'article mentionné au début de cette contribution.

A ce propos, il n'est nullement question d'avoir une formation universitaire ; il suffit de savoir lire et raisonner selon la simple logique disant que $1 + 1 = 2$. L'expérience le prouve : c'est en cherchant qu'on apprend à bien chercher puis à trouver, à travers l'immense débris de fausses vérités, - en réalité mensonges trompeurs et manipulateurs -, le fait réellement vrai.

Enfin, voici l'ultime précaution que, personnellement, je prends : devant le fait dont je reste convaincu de sa véracité, je me pose la question : à qui, réellement, il profite ? Au peuple laborieux ou aux membres d'une caste dominante, qu'elle soit interne ou étrangère ?

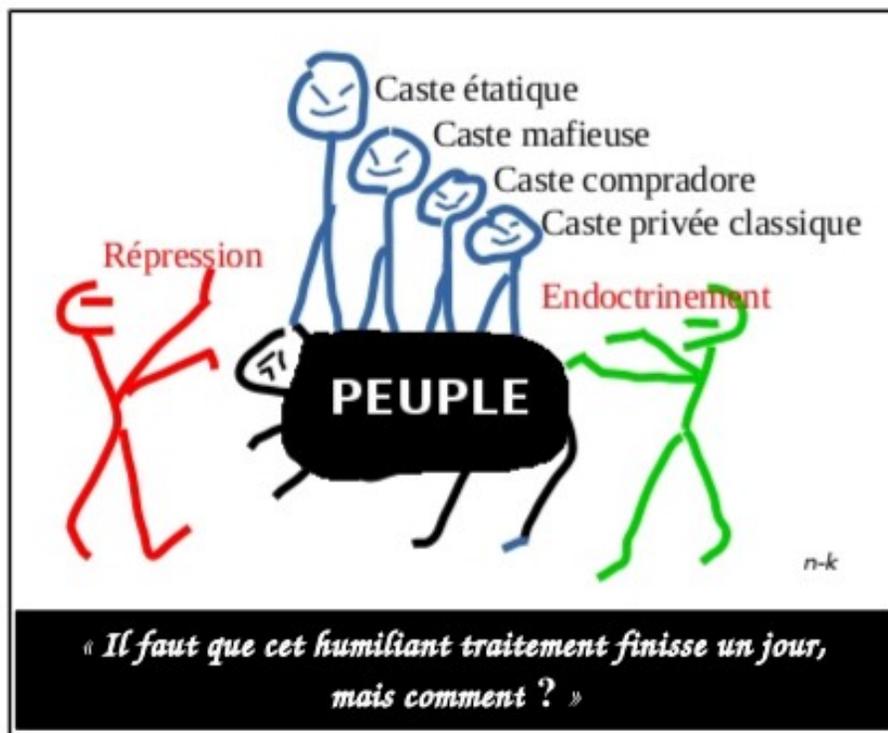
Seulement ainsi, il me semble pouvoir penser et agir en toute connaissance de cause et d'effet. Tout en demeurant à tout moment disponible à changer

d'avis si des recherches ultérieures me démontrent que j'ai été manipulé à mon insu.



La crainte et la solution pour ne pas être (encore) les dindons d'une farce

Le Matin d'Algérie, 3 - 4 - 5 octobre 2017



Dessin de l'auteur.

1. Changement ?... Lequel concrètement ?

Suite à une contribution précédente¹⁵⁴, il est à craindre qu'un changement de chef d'État n'apporte aucun changement *significatif* au peuple. Par cet adjectif, j'entends : le libérer de la domination politique qu'il subit. Et quelle est sa cause sinon l'*exploitation* économique ?

¹⁵⁴ Ci-dessus III. SOCIETE / « Le détail et l'essentiel ».

Changer d'homme comme chef d'État ne signifie nullement, de manière automatique, changer de caste dominante, donc de système social.

Mais il est à craindre, également, un autre type de changement.

Tous ces chefs de partis, d'opposition clonée, opportuniste ou réelle, supposons que l'un d'eux arrive, par miracle, au pouvoir. Que se passerait-il ?

Examinons cette hypothèse.

Avant même de se proposer à la magistrature dite « suprême », le candidat n'a pas déclaré, ni écrit dans son programme, ce principe fondamental : mon but principal est l'*élimination de la domination-exploitation* par une caste minoritaire au détriment de la majorité des citoyens. Et, par conséquent, ce candidat n'a pas formulé les mesures *concrètes* à prendre pour réaliser cet objectif.

Ce candidat s'est contenté, comme d'autres (« révolutionnaires » ou « libéraux ») avant lui, de par la planète, de phrases ronflantes, du genre « remettre la souveraineté au peuple » (comprenez : à une nouvelle caste dominante, genre celle représentée par Macron, Trump ou le tunisien Essebsi), « relancer l'économie » (comprenez : permettre aux riches d'exploiter davantage les exploités en leur rappelant la nécessité de « sacrifices », autrement dit de salaires plus bas), « redonner la dignité à la nation » (comprenez : à la caste exploiteuse-dominatrice), « respecter les droits des citoyens » (comprenez : des détenteurs de capital pour en tirer le maximum de profit, au détriment de leurs salariés), « rétablir la justice égale pour tous » (comprenez : celle qui trouve « juste » le système basé sur l'exploitation d'une majorité par une minorité), le tout garanti par une nouvelle « constitution démocratiquement établie » (comprenez : par les représentants de la nouvelle caste dominante), et autres formules de rhétorique conventionnelle.

Bref, si on n'est pas naïf, on comprend : tous les termes les plus honorables sont évoqués, mais pas les deux mots principaux : *exploitation économique* (d'une majorité par une minorité possédant un capital financier). À Faust, le Diable proposait de lui accorder la vie éternelle en échange de son âme. Au peuple laborieux, le candidat « démocratique » propose la reconnaissance de tous ses droits de citoyen, mais pas celui d'éliminer l'*exploitation* dont il est l'objet.

Si donc ce candidat occulte cet aspect fondamental et la méthode de le concrétiser, que pourrait-il et voudrait-il faire ?... Réponse élémentaire et

logique : il trouvera un autre moyen de *perpétuer* le système de domination-exploitation d'une caste minoritaire *nouvelle* sur la majorité du peuple.

Bien entendu, cette domination-exploitation sera atténuée ou le semblera. À cet effet, rappelons-nous les promesses, sur la planète entière, de candidats, « libéraux » ou « révolutionnaires ». Ils s'étaient proposés de remplacer un chef d'État et le système qui l'a produit par quelque chose de mieux. Mais, dans leurs écrits et déclarations, ces candidats, je le répète, n'ont jamais évoqué l'essentiel, le fondamental : l'élimination de l'exploitation *économique*, cause de la domination *politique*.

Dès lors, qu'ont-ils fait et que pouvaient-ils faire d'autre sinon de « changer (des détails) pour ne rien changer (de l'essentiel) », autrement dit accorder des miettes au peuple, tout en perpétuant un système social basé sur le profit obtenu par une minorité au détriment du travail de la majorité des citoyens.

Voici le plus grave dans cette situation. Ce nouveau chef d'État, se prévalant d'une gestion « propre », « honnête », « transparente » et « démocratique » (puisqu'il a été élu par des élections régulières), se sentira et se proclamera plus légitime à réprimer tout mouvement social qui viserait à la suppression de l'*exploitation* de la majorité par la minorité. Il agira ainsi parce que l'élimination de l'exploitation économique ne figurait pas dans son *programme*.

Alors, le nouveau chef d'État déclarera : « Le peuple m'a élu pour réaliser la politique que j'ai proposée. Je ne permettrai donc pas qu'une autre politique soit réalisée. »

Pour cela, ce nouveau « responsable » utilisera tous les appareils étatiques à sa disposition : propagande, pour manipuler et obtenir le consensus ; administration, pour gérer sa politique ; répression, contre les contestataires de sa politique. Et pourquoi serait-il mieux que les chefs d'État tant « révolutionnaires » que « libéraux », lesquels, si la situation l'exige, recourent même aux méthodes illégales pour éliminer toute contestation ?

Et le peuple se retrouvera devant un État encore plus *fort* que celui corrompu, parce que le nouveau Chef jouira de son élection réellement démocratique, outre le fait de ne pas être un corrompu.

Cependant, n'oublions pas un fait. Les citoyens l'ont élu, notamment la base d'entre eux, les travailleurs manuels et la couche inférieure-moyenne de la classe moyenne.

Et pourquoi donc ?...

Parce qu'ils ne disposent pas de la connaissance nécessaire à propos de ce qu'est l'État, la société civile, la capacité des citoyen-nes à s'auto-gérer elles-mêmes.

Parce que le candidat a su jouer du pluri-millénaire conditionnement (psychologico-idéologique) du peuple à croire à la fatalité (théologique ou laïque) d'être « dirigé », « guidé » d'en « haut », par ceux qui « savent », alors que lui, le peuple, serait « ignorant » en la matière. Et voilà, d'une part, les « laïcs » lui faire croire au « Zaïm », et les religieux, à l'« Ayatollah »¹⁵⁵.

Parce que la majorité de celles et ceux qui déclarent vouloir l'émancipation des dominés ne voient la possibilité de celle-ci que par l'intervention d'une « minorité compétente », « savante », quelle soit laïque ou cléricale.

Parce que le peuple ignore les expériences positives d'autogestion, celle des autres peuples, et même celle de ses propres parents.

Et il les ignore parce que peu, très peu de personnes en parlent, et encore moins lui en parlent.

Parce que, en Algérie, est répandue l'infâme règle : « *Ilâ antâ mîr ou anâ mîr, achkoun issoug al hmîr ?* » (Si tu es maire et je suis maire, qui conduira les ânes ?) Comme si ces animaux ne peuvent pas être conduits par une personne à tour de rôle, et les citoyens assumer la fonction de maire à tour de rôle.

Ah, oui ! Les préposés à la conduite des ânes ne possèdent pas la connaissance nécessaire, parce qu'ils n'ont pas été à l'école, pour assumer la fonction de maire... Et pourquoi donc ont-ils cette carence ?... N'est-ce pas parce que le système social exploiteur-dominant a tenu leurs parents dans une situation d'exploités-dominés, telle qu'ils ne disposaient pas de l'argent pour donner à leurs enfants l'instruction nécessaire ?

Dès lors, on voit l'infamie de la caste dominante : elle est la cause du manque d'instruction du peuple, et elle l'accuse de cette carence pour lui dénier la gestion sociale, par exemple être maire, et le condamner à conduire les ânes.

Les constatations ci-dessus formulées sont, hélas !, tellement réelles que chaque fois que j'eus l'occasion de parler de l'autogestion à des gens du peuple, les plus ouverts écarquillaient les yeux d'étonnement, les plus aliénés montraient un regard semblant dire que j'étais un gentil fou ; quant aux croyants soumis à l'obscurantisme, ils me reprochaient de remettre en

¹⁵⁵ Je reviendrai sur ce sujet dans une prochaine contribution concernant l'interview de Mr Noureddine Boukrouh dans ce journal, à partir du 30 septembre 2017. Voir ci-dessous « À propos d'Appels de personnalités politiques ».

cause la volonté divine qui a créé les pauvres et les riches, les chefs et les serviteurs.

2.

Quelle réelle solution ?

Alors, quoi ? s'écrierait-on... En fin de compte, tu veux qu'on conserve l'actuel chef d'État et le système qu'il représente, parce que tout est totalement pourri, qu'il n'y a pas de solution, ni du côté des candidats, ni du côté du peuple ?

Pas du tout !

Mon but est simplement d'attirer l'attention sur les changements qui sont uniquement *superficiels*, sans changer l'*essentiel*.

Mon deuxième but est de rappeler une transformation qui, elle, peut opérer le changement vraiment *réel*, désiré par le *peuple*.

Quel est-il ?... Eh bien, tout changement qui garantisse concrètement l'élimination de l'*exploitation économique*, ce qui implique l'élimination de toute forme de domination politique favorisant cette caste minoritaire.

Plus *concrètement*, qu'est-ce que ce serait ?

Eh bien, demandez-le, exigez-le en écrivant aux candidats qui se déclarent capables de rendre « meilleur le pays », d'« accorder la souveraineté au peuple », et de vouloir « le bien de tous », d'« en finir avec le « système ». Demandez à ces candidats, exigez d'eux la réponse mais, soulignons-le, *concrète* à des questions comme les suivantes.

- Qui seront les *agents* qui décideront puis accompliront le changement ? Vous ou des assemblées de citoyens, *librement organisées et autonomes* ?... Car si c'est uniquement vous qui décidez, alors nous nous trouvons de nouveau réduits à des exécutants, sous prétexte d'ignorance de la gestion sociale, et vous des décideurs, avec la prétention de savoir mieux que nous quels sont nos nécessités. Comme il est fort probable que le candidat interrogé utilisera un langage de bois, « diplomatique » pour ne pas dire hypocrite, posez-lui cette question précise : « Quel rôle attribuez-vous à des *organisations autonomes et fédérées de citoyens* dans l'établissement du programme social ? »

- Quel *salaire* mensuel sera accordé aux représentants du peuple, démocratiquement élus, du simple maire de commune au chef de l'État ? Sera-t-il nettement supérieur à celui d'un travailleur manuel, sous prétexte que le représentant auraient plus de nécessités ? Lesquelles ?... Car il faut



savoir qu'un salaire juteux, amélioré par des avantages consistants, attirera non pas les honnêtes défenseurs des citoyens, mais les opportunistes profiteurs pour lesquels seulement et d'abord compte l'argent qu'ils gagneront.

- Quelle possibilité auront les citoyens de *destituer*, sans attendre la fin programmée de son mandat, un représentant qui trahirait les objectifs pour lesquels il a été élu, et cela quelque soit le niveau où il a été mandaté ?

3.

Peuple, compte sur ta *propre* intelligence !

Voici la question *fondamentale*.

Un dirigeant politique, institutionnel ou d'opposition, saurait-il mieux quels sont les nécessités, matériels et culturels, d'un ouvrier que ce dernier ? d'un paysan que ce dernier ? d'un chômeur que ce dernier ? d'une femme que cette dernière ? d'un étudiant que ce dernier ? d'un jeune que ce dernier ? d'un retraité que ce dernier ? d'un humilié que ce dernier ? d'un bafoué dans ses droits de citoyen que ce dernier ?

Aussi, aux candidats quels qu'ils soient, posez d'abord et surtout cette question, parce qu'elle est *fondamentale*, parce qu'elle est la question des questions, la mère des questions. La voici : toi, candidat d'un Parti, ou même Président et fondateur de ce Parti, comment concilies-tu, d'une part, ta proclamation d'émanciper le peuple, et, d'autre part, le fait de diriger, toi et ton Parti, cette émancipation ?... Qui se propose l'émancipation du peuple ne devrait-il pas, au contraire, agir afin de doter ce peuple des instruments de son émancipation par *lui-même*, l'aidant à créer ses *propres* organisations autonomes, fédérées entre elles ? Qui nous garantit que toi et ton Parti, en cas d'accession au pouvoir, ne devenez pas une nouvelle caste, au prétexte de diriger le peuple, de savoir mieux que lui quels sont ses intérêts ?

Voilà la question qu'à ma connaissance aucun des Partis politiques, aucun de leurs représentants, y compris le chef, n'évoque.

Même monsieur Noureddine Boukrouh, président du PRA, dans son récent « Appel » au peuple¹⁵⁶, indique des actions concrètes à réaliser. Certes, elles

¹⁵⁶ « *Le Matin d'Algérie* », 17 Sep 2017, <http://www.lematindz.net/news/25356-noureddine-boukrouh-appelle-les-algeriens-a-la-revolution.html>. La présente contribution a été écrite avant la publication de l'interview de Mr Boukrouh sur ce journal (<http://www.lematindz.net/news/25476-entretien-avec-noureddine-boukrouh-i-la-non-violence-nest-pas-culturellement-etrangere-aux-algeriens.html>). Cette interview sera

sont importantes, mais manquent curieusement deux éléments, pourtant *fondamentaux, essentiels*.

1.

Le texte se termine par « réaliser la convergence populaire en vue de construire une nouvelle Algérie avec un esprit et des institutions rénovés. »

C'est quoi, *concrètement*, « une nouvelle Algérie » ? C'est quoi, *concrètement*, « un esprit et des institutions rénovés » ?... Ne faut-il pas être précis, concret ?

Voici comment. Il faut indiquer la *forme d'organisation pour rendre les propositions opératoires*. Parce que *sans organisation, toute action est vouée à l'échec, à la manipulation, à la révolte stérile*.

Si Mr Boukrouh pense que c'est au peuple de trouver la forme d'organisation adéquate, pourquoi ne pas lui proposer de s'organiser en associations *autonomes et libres* ? Comme l'ont fait, auparavant, ceux qui ont réalisé l'autogestion des entreprises et des fermes, juste après l'indépendance, quand il n'y avait ni État ni patronat ? Pourquoi ne pas rappeler l'exemple actuel des syndicats autonomes, des comités de chômeurs, des associations littéraires, et même des femmes qui ont su trouver le moyen d'aller se baigner sur une plage, de manière libre et autonome ? Ne sont-ce pas là des exemples d'organisation, pour les citoyennes de prendre correctement leur destin en main ?

J'ai posé clairement la question de l'autogestion à Mr Boukrouh, dans une réponse privée à un message personnel qu'il m'a envoyé, suite à mon article à lui adressé. Dans son « Appel », malheureusement, aucune mention de cet aspect, de cette condition du changement social. Et, à ma connaissance, pas de réponses directes à mes questions, et ce jusqu'à la publication de la présente contribution. Si mes questions sont pertinentes, elles méritent réponses ; si elles ne le sont pas, il faut le démontrer¹⁵⁷.

2.

Et j'en viens au deuxième élément fondamental qui manque gravement dans l'Appel de Mr. Boukrouh.

Ne pas y trouver les exemples d'organisations citoyennes autonomes ci-dessus mentionnées, ne pas les citer, autrement dit les occulter, n'est-ce pas pour se fabriquer une statue de « Sauveur » ?... Comme tous les autres,

examinée prochainement : voir ci-dessous « À propos d'Appels de personnalités politiques ».

¹⁵⁷ Ci-dessus III. SOCIETE / « Questions à Monsieur Nouredine Boukrouh ».

qu'ils s'appellent Lénine (avec son « Tout le pouvoir aux soviets ! »), Obama (avec son « We can »), Donald Trump (avec son « America First ! »), Macron (avec sa « marche ») ?

Cependant, toute l'histoire humaine, partout et depuis le début des temps, - je dis et souligne : toute l'histoire humaine, sans exception -, montre ceci : tout peuple ne peut être sauvé que par *lui-même*, en s'organisant de manière libre et autonome ; autrement, en croyant à un « Sauveur », il finira par en faire un dictateur, d'une manière ou d'une autre.

En l'occurrence, un dirigeant, quelque soit sa personnalité et son programme, qui se permet un Appel sans indiquer *clairement* qu'il n'entend pas en récupérer, en sa faveur personnelle, le résultat, eh bien ce dirigeant, il faut s'en méfier absolument. Ne pas croire aux intentions, quand elles sont vagues. Le proverbe populaire le sait : « L'enfer est pavé de bonnes intentions ». Attention à ne pas subir le sort du petit chaperon rouge ! Ni celui du corbeau séduit par le renard. Tout flatteur vit au dépens de celui qui l'écoute !

S'il veut être cru, l'auteur d'un Appel ou d'un programme d'action doit absolument prouver qu'il ne prétend à rien d'autre que d'être un *conseiller*. À cet effet, il doit indiquer de manière concrète et claire comment, c'est-à-dire avec quelles *formes d'organisation autonome*, le peuple *seul*, - je souligne : *seul* -, sera le bénéficiaire des propositions du conseiller, sans permettre à celui-ci, en aucune manière, de s'ériger en nouveau « Guide Suprême ». Parce que, désormais, l'histoire a montré, partout, où cela mène :

- soit à la force : genre « réajustement révolutionnaire » ou « rétablissement de l'ordre », à savoir celui des dominateurs ;
- soit à des élections truquées ;
- soit à des élections démocratiques, mais où le peuple est conditionné et manipulé pour élire de nouveaux détenteurs du pouvoir étatique, en perpétrant l'exploitation économique, donc la domination politique.

Sinon, pourquoi ces leaders politiques (en Algérie comme dans le monde) se limitent-ils à vanter leurs Partis et leurs programmes, et jamais proposer aux *citoyens* de *s'auto-organiser* ?... N'est-ce pas parce que ces leaders visent à diriger ce peuple, selon leurs exclusives recettes ? Et s'ils le croient, n'est-ce pas parce qu'ils se considèrent plus « savants » que le peuple, autrement dit qu'ils le tiennent pour ignorant ?... Et s'ils ont cette conception, n'est-ce pas afin de se « légitimer » comme leaders, donc comme privilégiés, s'octroyant de juteux salaires et avantages divers ?



Demandons-nous : les luttes que se livrent les chefs de partis d'opposition et les chefs de partis gouvernementaux (en Algérie comme ailleurs), ne sont-elles pas, en réalité et fondamentalement, des conflits entre deux prétendants *maîtres* du peuple ? En effet, chacun d'eux proclame vouloir le « bonheur » du peuple, mais ce « bonheur » est :

1) défini exclusivement par les candidats-*maîtres*, à l'exclusion du peuple lui-même, à travers ses organisations *autonomes* ;

2) promu exclusivement par leur parti politique, et non par les organisations *autonomes* citoyennes.

En voici la preuve. Ces organisations autonomes ne sont *jamais nommées*, et si, malgré cela, elles apparaissent (syndicats autonomes, associations de chômeurs, associations de femmes, associations de jeunes, ligue des droits de l'homme, cafés littéraires, etc.), elles subissent une double *méconnaissance*.

De la part des autorités étatiques, elles endurent toutes sortes de *brimades*, de limites, d'interdictions, et même plus grave encore, en dépit des articles de la Constitution.

Et de la part des leaders des partis politiques, ces organisations citoyennes sont *ignorées*. Beh, logique, non ? Puisque ces organisations autonomes sont la preuve concrète démontrant que les partis politiques non seulement sont inutiles, mais constituent des organismes *parasitaires*, servant principalement à fabriquer et « justifier » une caste élitaine, même si elle prétend (ô imposture !) représenter le peuple ou une de ses composantes.

Est-ce que les joutes carnavalesques auxquelles nous assistons dans les « démocraties avancées » ne suffisent-elles pas à nous convaincre qu'en Algérie, aussi, les querelles des partis politiques dominants (gouvernementaux et d'opposition), quelque soit le pays, ne sont que des cirques pour éblouir et asservir les citoyens ? Et que seules des organisations *autonomes* du peuple seraient en mesure de trouver des solutions *convenables* à ses problèmes ?

Oui, certes, la situation en Algérie est tellement lamentable qu'il semble qu'une démocratie parlementaire réelle serait une solution. Mais l'est-elle dans les pays capitalistes avancés ? Oui, pour la caste capitaliste, non pour la population laborieuse.

Les partis politiques, quelque soit leur tendance idéologique, fabriquent avant tout une caste dirigeante, donc des privilégiés, séparés du peuple et des électeurs. Ces derniers sont essentiellement des faire-valoir, une masse de manœuvre. Autrement, les dirigeants et « cadres » de ces partis se

contenteraient de conseiller les organisations autonomes populaires, sans prétendre les diriger. Mais, dans ce cas, les conseillers ne disposeraient pas de privilèges.

Il s'ensuit que vouloir être « *émancipateurs-dictateurs* »¹⁵⁸, c'est-à-dire prétendre *émanciper* le peuple en lui *dictant* la voie à suivre, sans tenir compte de son opinion libre, sous forme *autonome organisée* (*car tout le problème est là!*), est :

- 1) objectivement, du point de vue de la logique, une contradiction ;
- 2) subjectivement, du point de vue psychologique, une aberration ;
- 3) socialement, du point de vue idéologique, une manipulation ;
- 4) moralement, du point de vue éthique, une usurpation ;
- 5) économiquement, en considérant les privilèges acquis, un vol, autrement dit une forme d'exploitation.

Voilà le motif qui portent les « *émancipateurs-dictateurs* » à préférer ignorer, occulter, annihiler, mépriser, rabaisser, contrecarrer les initiatives *autonomes organisées* des citoyens. Contre celles-ci, tous les partis, de gouvernement ou d'opposition, sont unis. Leur ennemi commun : *l'organisation libre et autonome des citoyens*, du peuple, c'est-à-dire sans « Maître », sans « Guide », sans « Dirigeant », sans « *émancipateur-dictateur* », mais uniquement en acceptant la collaboration de conseillers respectueux de la souveraineté populaire.

Voilà pourquoi le titre « Nouredine Boukrouh appelle les Algériens à la Révolution » est erroné. Non, il s'agit d'un changement social *réformateur*. Mais non d'une révolution. Celle-ci désigne un changement radical. Cela signifie éliminer la *racine*, la base, le fondement d'une société, pour en établir un autre. Or, je l'ai dit et je le répète, la racine, la base, le fondement de la société actuelle est la maximalisation du profit capitaliste, par *l'exploitation* des salariés. Tant que ce fondement n'est pas visé pour être éliminé, il est faux, trompeur, manipulateur, démagogique de parler de « révolution », parce qu'il s'agit d'une réforme, autrement dit d'un replâtrage, d'un maquillage, d'améliorations de détails sans toucher la base d'un système. Qui veut savoir ce qu'est une révolution, qu'il lise « *La révolution inconnue* » de Voline, ou « *Espagne libertaire 36-39* » de Gaston Leval, qu'il s'informe sur ce que fut l'autogestion ouvrière et paysanne en Algérie, juste après l'indépendance¹⁵⁹.

¹⁵⁸ J'emprunte l'expression à Voline, dans sa brochure « *Le fascisme rouge* », 1934, disponible ici : <http://kropot.free.fr/Voline-fascismerouge.htm>

Il faut, aussi, poser au candidat toutes les questions *concrètes*, sans exception, qui vous paraissent devoir avoir des réponses, également *concrètes*, comme :

- comment arrêter l'émigration clandestine (non par la répression mais par des mesures économique-sociales) ;
- comment donner du travail aux chômeur-ses ;
- comment assurer à celles et ceux qui travaillent un salaire satisfaisant leurs réels et légitimes nécessités de vie et des conditions de travail convenables ;
- comment assurer à toutes et tous un logement satisfaisant, une santé convenable et financièrement accessible ;
- comment offrir une scolarité formant des citoyen-nes conscients, compétents, démocratiques, libres et solidaires ;
- comment garantir la liberté de conscience et de croyance, dans le respect réciproque ;
- comment éliminer la domination de l'homme sur la femme ;
- comment résoudre les inégalités entre régions, entre ethnies, entre croyances religieuses ;
- comment garantir que l'armée se limite à défendre le territoire nationale, sans risquer de réprimer le peuple, comme elle l'a fait auparavant ;
- comment les services secrets s'occupent uniquement de combattre les ennemis de la patrie, sans réprimer les citoyens honnêtement soucieux du bien de cette patrie et de son peuple ;
- comment garantir et favoriser l'organisation des citoyens en associations autonomes pour discuter leurs problèmes, proposer des solutions et les concrétiser ;
- comment garantir la liberté de la presse ;
- comment garantir l'indépendance de la justice ;
- comment éliminer la corruption sous toutes ses formes ;
- bref, comment réaliser une société où il n'y a plus de « maire » d'un côté, et de « conducteurs d'ânes » de l'autre.

Toute question ne doit pas perdre de vue la situation des *plus démunies* d'entre les citoyen-nes : émigrés clandestins, chômeurs, travailleurs manuels

¹⁵⁹ Pour le premier voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « *La révolution inconnue* », et, pour le second, voir « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* » et « *Le premier exemple de comment une révolution devrait être faite* ». Pour l'Algérie, voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « *Belle comme un comité d'autogestion* ».

des villes et des campagnes, femmes, jeunes, enfants de chômeurs ou de travailleurs manuels, vieillards à la retraite insuffisante ou sans retraite, etc.

Poser également cette question et exiger la réponse claire : *Qu'est-ce qu'une Autorité qui interdirait au peuple la liberté de parole et d'association autonome, alors que cette même Autorité se déclare émanation de la souveraineté de ce peuple ?*

Ce qui vient d'être mentionné, n'est-ce pas l'unique façon de ne pas, encore une fois, se retrouver les dindons de la farce, version inédite ?

Voici un exemple où le détail aveugle sur l'essentiel c1 (1) :

« La planche à billets, un faux débat dans la mesure où cela occulte le vrai débat, celui qui détermine les choix économiques stratégiques de notre pays, soit la nature politique et sociale de la politique de développement à mettre en place d'ici 2030, échéancier du plan d'action ! En fait, on nous branche sur un débat techniciste zappant l'enjeu premier qui est «le modèle économique» enfanté par les conseillers de Sellal, repris par le plan d'action d'Ouyahia et avalisé dans l'indifférence générale. »¹⁶⁰

Les partis politiques, c'est la même chose. On présente au peuple ces organisations, hiérarchisées et centralisées, pour le détourner de ses propres organisations non hiérarchisées, autonomes et fédérées. Les partis et les « chefs », c'est l'*hétéro*-gestion, quel qu'en soit la forme, contre l'*auto*-gestion.

4.

Citoyens, organisez-vous !

Mais, demanderez-vous, comment formuler nos demandes et exigences ?

En s'organisant !

Comment ?

Réunissez-vous, parlez-en et vous trouverez la forme. Formez de petits groupes, puis des groupes plus larges. Trouvez la manière pour qu'ils communiquent ensemble, pour qu'ils se solidarisent quand la situation l'exige.

Pour y parvenir, il vous suffit d'être réellement démocratiques et solidaires. Pas besoin de diplômes universitaires, pas besoin de « Guide », tout au plus

¹⁶⁰ Adel Abderrezak. Enseignant-chercheur à l'université de Constantine, ex-porte-parole du syndicat CNES, *El Watan*, 17.09.2017, http://www.elwatan.com/actualite/le-plan-d-action-d-ouyahia-est-un-nouveau-programme-d-ajustement-structurel-17-09-2017-352826_109.php

des conseillers. Rappelez-vous le dicton populaire : « Il n'est pas nécessaire d'être instruit pour être intelligent ». Ayez confiance en vous-mêmes, en votre intelligence pratique, en votre sagesse éthique, dans la force de votre coopération solidaire. Ce qui est dit ici n'est pas démagogique ; il est le produit des expériences populaires historiques, algérienne et d'ailleurs.

Partout dans le monde, et toujours, les citoyen-nes ont su le faire. Pourquoi pas vous ?... Rappelez-vous ! Rappelez-vous, afin de vous affranchir du complexe d'infériorité qui vous a été inculqués par les partisans de l'hétérogestion, notamment par vos faux amis, ceux qui prétendaient parler en votre nom, vous représenter, qu'ils soient religieux ou laïcs ! Rappelez-vous que les soviets (autrement dit comités autogérés) ont été inventés par des ouvriers, en Russie ; que les collectivités locales (autrement dit, aussi, organisations autogérées) ont été créées par des paysans ou ouvriers, en Espagne. Rappelez-vous que les comités d'autogestion industrielle et agricole ont été promus par des ouvriers et des paysans, en Algérie.

Alors, formez vos comités de base, vos associations, vos clubs, toute forme d'organisation qui vous permet de vous réunir, de manière libre et autonome, mais organisez-vous !¹⁶¹... Sans organisation autonome, tout mouvement social populaire dans le monde, de tous les temps, a failli, soit par confusion interne et débandade, soit par répression.

On objectera : justement ! À propos de répression. Les autorités ne nous autoriseraient pas à nous réunir.

Réponse. Où est le mal si des citoyens se réunissent de manière démocratique et pacifique pour débattre librement et de manière autonome de leurs problèmes et de ceux du pays ?... La Constitution ne déclare-t-elle pas que le peuple est souverain, et les institutions émanent de cette volonté du peuple ?

Dès lors, des autorités, si elles sont réellement représentatives du peuple, ont le devoir de permettre, et même de favoriser la formation d'organisations citoyennes libres et autonomes, pacifiques et démocratiques, afin d'établir des propositions de programmes d'action pour améliorer la situation du pays, autrement dit du peuple, plus exactement de sa partie dominée et exploitée.

Autrement, si ces autorités s'opposent à la formation de ces organisations autonomes citoyennes, pacifiques et démocratiques, ces autorités seraient

¹⁶¹ « Sans débat et sans participation de la société, à travers ses mouvements sociaux (...) le devenir économique et social de notre Algérie reste bien hypothétique ! » affirme Adel Abderrezak, déjà cité.

contraires à la Constitution et au principe écrit sur les édifices publics : « Mina accha3b, wa ila accha3b » (Par le peuple et pour le peuple). Dans ces conditions, hors la loi ne seraient pas les citoyens, membres du peuple, mais les représentants d'une autorité qui s'opposerait à la volonté populaire, notamment celle de jouir du droit d'association libre, autonome, pacifique et démocratique.

Mais attention ! Que cette opposition autoritaire inconstitutionnelle ne mène pas les citoyens à des révoltes violentes, spontanées ou manipulées. Répétons-le à chaque fois : ces actions sont, - l'histoire algérienne et mondiale le montre -, stériles, ou aboutissent à des résultats contraires aux intérêts du peuple. Il se trouverait de nouveau soumis à une caste dominatrice nouvelle, prétextant le « rétablissement de l'ordre », celui qui sert ses intérêts exclusifs, et ceux de puissances étrangères.

N'avons-nous pas, dans le pays, d'anciens ministres et d'actuels hommes d'« affaires » en collusion flagrante avec ces puissances économiques impérialistes ? Et ne sont-ils pas en train de tout tenter pour détruire tout ce qui est propriété nationale, autrement dit populaire (même si elle est accaparée par une bourgeoisie étatique) ? Sous prétexte de mauvais rendement, de corruption. Alors que ce sont précisément eux qui créent des obstacles contre la productivité économique, eux les corrompus corrupteurs... Donc, attention aux « révolutions colorées », téléguidées, telles celles d'Ukraine ou d'Égypte ! Attention également à ne pas se trouver dans la situation tunisienne, où les membres de la caste dominante tentent de reprendre l'entier contrôle du pays, parce que le peuple n'est pas suffisamment organisé pour leur résister. À ce sujet, je renvoie à mon essai¹⁶².

Que faire, alors ?... Persister, de manière, soulignons-le encore, pacifique et démocratique, à former des associations autonomes. Par le nombre des adhérents et partisans, par leur union, par leur solidarité effective, elles deviendront un mouvement social puissant. Dès lors, les forces de répression peuvent-elles s'opposer à un peuple majoritairement uni, quoique pacifique ? « *El pueblo unido jamás será vencido* » (Le peuple uni ne sera jamais vaincu). Bien entendu, le terme « peuple » désigne les classes exploitées-dominées et, éventuellement, des membres de la classe moyenne

¹⁶² Notamment à point « 4. Démocratie ou la lutte des citoyens pour le contrôle de l'État », pp. 118 sv ; et point « 10. Pays arabes et pays islamiques », p. 545 sv, et notamment point « 10.10. Théorie du « chaos créatif ». En libre accès ici : http://www.kadour-naïmi.com/f_sociologie_ecrits.html

assez honnêtes, assez généreux, assez intelligents pour soutenir les revendications légitimes des opprimé-es.

Tout au plus, les autorités peuvent :

1) créer des associations clonées, manipulées pour semer la division et la confusion parmi les citoyens ; pour les démasquer, il suffit de contrôler les buts que ces associations proclament et, surtout, leur manière de fonctionner : si elle est réellement libre et démocratique ;

2) arrêter ou même assassiner des « meneurs ». Voilà pourquoi le mouvement populaire ne doit pas avoir de « chefs » ni de « meneurs ». Pour deux motifs. Le premier : éviter que ces « meneurs » se transforment en nouveaux dictateurs formant une nouvelle caste dominatrice, réduisant les citoyens à de simples exécutants. Deuxième motif : éviter que la disparition d'un « meneur » entraîne la fin du mouvement.

Certes, il faut avoir des représentants, des coordinateurs de l'action, mais ils doivent être facilement interchangeables, amovibles. Il faut que les citoyen-nes apprennent tou-tes à être des représentants ou des coordinateurs. Cela n'est pas impossible. L'histoire des mouvements sociaux, notamment autogestionnaires, le démontre. Par la pratique on devient un bon praticien. C'est en forgeant qu'on devient forgeron. C'est en pratiquant l'autogestion qu'on apprend à auto-gérer. Le problème, je l'ai dit, est d'avoir confiance en soi, en ses capacités, basées sur l'honnêteté, la liberté individuelle et la solidarité effective.

Des provocations d'agents infiltrés sont possibles, comme partout dans le monde, et de tous les temps. Il faut veiller à les démasquer, à les éviter, et, si elles se manifestent, ne pas tomber dans le piège de la violence. L'histoire enseigne, partout et depuis toujours : la violence est contraire aux intérêts du peuple, parce qu'elle ne peut qu'amener à une autre violence, et parce que celui qui utilise la violence la retournera contre le peuple, afin de devenir une nouvelle caste dominatrice. La force du peuple est dans son organisation autonome, pacifique et démocratique, dans son union solidaire la plus large, dans son apprentissage de la gestion sociale au moment même qu'il entreprend cette action.

Qui veut aller loin ménage sa monture. Qui veut éliminer la base *exploiteuse* du système social doit suffisamment comprendre les efforts nombreux et longs à déployer. Certes, il faut du *temps*, mais, comme dit le proverbe chinois, un voyage commence par un premier pas, suivi par d'autres. Le premier pas, en ce moment, est l'organisation libre, démocratique et autonome des citoyens en associations de rencontre,



discussions, clarifications et propositions sur ce qui, selon eux, est susceptible de sortir le pays de la grave situation où il se débat, et qui risque de se transformer en nouvelle tragédie.

Rappelons-nous ! Je le répète, rappelons-nous !... Quand l'Algérie s'est trouvée, au lendemain de l'indépendance, devant un secteur productif abandonné par l'État et le patronat coloniaux, ce sont des travailleurs algériens qui ont continué à faire fonctionner les entreprises et les fermes, de manière autogérée, avec de bons résultats productifs. Ne l'oublions jamais ! Jamais ! Et que ce furent les détenteurs (abusifs, parce que utilisant la force armée) de l'État nouveau autochtone qui ont mis fin à l'expérience autogestionnaire, avec les résultats négatifs que l'on sait. Cela aussi ne l'oublions jamais ! Sinon, on est désorienté, ignorant les réelles solutions à proposer, et, alors, on erre dans des fausses solutions où, encore une fois, le peuple est trompé et maintenu dans la servitude, le mépris, la « hogra », l'humiliation, la résignation, la colère impuissante, le complexe d'infériorité destructeur, l'exil intérieur, l'émigration volontaire, régulière et amère, ou clandestine et assassine.

Voilà les motifs pour lesquels chacune de mes contributions concerne d'une manière ou d'une autre le projet autogestionnaire. Mon espoir est de susciter d'abord la curiosité, ensuite l'intérêt, enfin la discussion publique. D'abord en rappelant à notre mémoire quelle fut notre révolution inconnue, dénigrée, étouffée, éliminée, occultée : l'autogestion ouvrière et paysanne.

Les gens suffisamment informés ne confondent cette expérience ni avec le « socialisme » marxiste, ni avec celui benbelliste ou boumediéniste, mais savent que l'autogestion est le produit d'expériences historiques spécifiques ; les plus représentatives eurent lieu, je l'ai mentionné, en Russie et en Espagne puis en Algérie.

Ce que toutes ces expériences ont montré est ceci : le peuple, les travailleurs, les exploités, les dominés, si l'occasion se présente, sont capables de s'auto-gérer eux-mêmes, dans tous les domaines de la vie sociale, et cela de manière libre et solidaire, en obtenant de bons résultats économiques, psychologiques, culturels, bref sur tous les domaines de la vie en commun.

Enfin, que l'on s'informe sur les expériences actuelles en matière d'autogestion¹⁶³.

¹⁶³ Voir, par exemple, <https://autogestion.asso.fr/6e-rencontre-internationale-de-leconomie-des-travailleurs-ses-vers-la-constitution-dun-mouvement-autogestionnaire-mondial/>

Conclusion.

Croire aux sirènes élitaires-autoritaires, proclamant leur volonté de réaliser le bonheur du peuple, par incapacité de celui-ci à le réaliser lui-même, cette croyance est excusable une fois, l'erreur étant humaine.

Mais persister dans cette illusion, sans tenir compte de l'expérience pratique, c'est avouer une carence psychique, manifester une défaillance intellectuelle, consentir volontairement à la servitude, donner raison à ceux qui traitent le peuple de « ghâchi », légitimer les détenteurs de l'État qui le réprime, consentir aux mafieux en tout genre de s'en enrichir. Est-ce que je me trompe ?

Ultime observation.

Tout ce qui a été exposé dit n'est pas, ou tout au moins ne veut pas être, le produit d'une impatience infantile ; il s'efforce de raisonner logiquement à partir de réalités concrètes. Le but n'est pas de proposer stupidement des recettes toutes prêtes. L'objectif est de suggérer des pistes (pas fausses, pas trompeuses, pas manipulatrices) pour réfléchir, de manière libre et créatrice, en vue d'actions utiles et praticables.

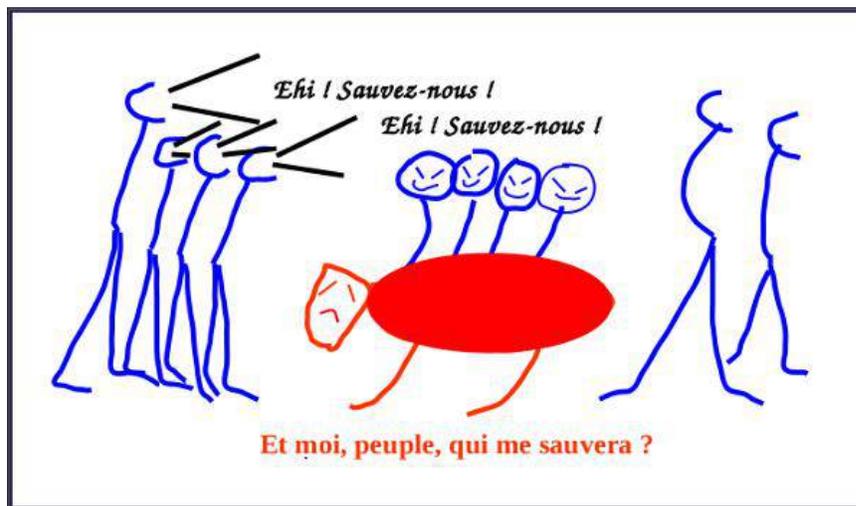
Pendant, tout ce qui est exposé ici s'efforce de distinguer entre le détail éphémère et l'essentiel. Il ne cache pas l'incapacité de penser derrière l'habituelle faux argument de la « complexité » ; il appelle l'exploitation économique par son nom, et la domination politique par son nom. Il ne pratique pas la « bo-litique » politicienne, mais l'éthique citoyenne. Il ne prépare pas la naissance d'une nouvelle caste dominante ; il vise à l'abolition de *toute forme de domination*. Il n'est pas réformiste, se contentant de miettes ; il vise au changement radical, en ce sens qu'il ne voit pas comment, sans éliminer l'*exploitation-domination*, instaurer une communauté humaine *juste, libre et solidaire*.

On objectera : cet idéal, ce but n'est pas réalisable du jour au lendemain. Eh bien, cela mettra le temps nécessaire. L'essentiel est d'en être clairement conscient, et de commencer à y travailler. Défrichons ! Suons ! Creusons les sillons ! Semons !... Si nous voulons une bonne récolte, pour nous, sinon pour nos enfants, ou les enfants de nos enfants. Agir librement, c'est déjà être libre ; agir solidairement, c'est déjà être solidaire ; agir de manière autogérée, c'est déjà être autogestionnaire.



À propos d'Appels de « personnalités »

Le Matin d'Algérie, 14 octobre 2017



Dessin de l'auteur.

Étant un simple citoyen, je m'intéresse, m'adresse et discute avec des simples citoyen-nes, honnêtes et soucieu-x-ses de vérité vraie. C'est donc à elles et eux que s'adresse principalement les observations suivantes. Elles me semblent utiles car j'ai lu quelques commentaires de journaux où des citoyens, qui semblent de bonne foi et non manipulateurs, ont déclaré avoir découvert de nouveaux « sauveurs » du peuple et du pays, pour lesquels ils voteraient volontiers.

On a lu des Appels de personnalités politiques diverses pour demander une sortie de la crise actuelle de légitimité institutionnelle, et de risque de révolte populaire violente.

Voici mes citoyennes perplexités.

1.

Toutes ces personnes ont, pendant un certain temps, fait partie de la caste dominante.

Certes, il peut arriver à une personne de se tromper une fois, puis le réveil de la conscience lui fait renoncer à l'erreur. Ce qui est très louable, et meilleur que bien commencer pour mal finir.

Cependant, ne pas reconnaître publiquement et clairement avoir été dans l'erreur, ne pas établir le bilan personnel (non seulement aspects positifs mais également négatifs) de l'action alors assumée comme personnalité politique, mais, au contraire, garder le silence, ou se contenter tout au plus de s'auto-dresser un tableau flatteur de l'époque où l'on a été membre de la caste dominante...

Peut-on, alors, accorder de la crédibilité à cette personne ?

2.

Affirmer que les problèmes du pays existent uniquement à partir d'une date limitée, déterminée comme celle depuis laquelle l'auteur de l'Appel n'a plus de responsabilité politique, non par démission, notons-le, mais par éjection par les maîtres de la caste...

Là, encore, peut-on accorder de la crédibilité à cette personne ?

Est-il acceptable de déclarer « quatre mandats, ça suffit! »?... Ne devrait-on pas dire, plus exactement, par respect scrupuleux de la vérité historique : soixante cinq (65) ans ça suffit, c'est-à-dire depuis le putsch militaire de l'été 1962 ?

3.

Proclamer, en paroles, la gravité du moment pour appeler à l'union de tous, puis, en acte, se comporter en ignorant les autres, pis, en revendiquant des droits d'auteur, comme si les idées sociales émises étaient des marchandises...

Là, aussi, peut-on accorder de la crédibilité à celui qui revendique une paternité de manière si inopportune, pour ne pas utiliser un autre adjectif ?

4.

S'adresser à des membres des castes dominantes en laissant croire qu'ils contribueront au changement démocratique. L'expérience tragique de Mohamed Boudiaf n'a-t-elle donc pas suffit ?

Là, aussi, peut-on accorder de la crédibilité à l'auteur de l'Appel ?



5.

Tour à tour, en fonction des circonstances (défavorables ou favorables à l'intérêt personnel), dénoncer le rôle de l'armée comme néfaste, puis l'affirmer comme bénéfique, est-ce montrer une attitude cohérente de principe ? N'est-ce pas l'habituelle position opportuniste politicarde (présentée cependant comme « réaliste ») et machiavélique, où la fin justifie les moyens ?

Là, aussi, peut-on accorder de la crédibilité à l'auteur de l'Appel ?

6.

Faire appel aux dirigeants de partis politiques d'opposition, en leur demandant de s'unir en un front commun, est-ce crédible ?

Ignore-t-on ou fait-on semblant d'ignorer leur premier motif d'existence ? Contrairement aux affirmations des membres de ces partis, leur premier intérêt n'est pas celui des citoyen-nes, mais de se maintenir comme caste dirigeante. Et ne négligeons pas l'intérêt exigé par le Super-Ego du « Chef » à jouer au « Zaïm ». À ce sujet, n'est-ce pas curieux de reprocher à un chef d'État son inamovibilité, tout en étant un chef de parti inamovible ? Dans les deux situations, la justification est curieusement semblable : dans le premier cas, le vote « démocratique » des citoyens, et dans le deuxième cas le vote « démocratique » des militants.

Considérons l'hypothèse d'une union effective des partis politiques contre un cinquième mandat de l'actuel chef de l'État. Dans le meilleur des cas, qu'aurons-nous sinon une union de loups qui, une fois la victime terrassée, se déchireront entre eux, chacun voulant la plus grande part pour lui, autrement dit son propre candidat au poste suprême de l'État ? Ce fut, c'est et ce sera toujours, dans toutes les sociétés humaines, un processus identique. Il est imposé par l'essence même des partis politiques, par nature exclusifs et totalitaires, y compris quand ils se présentent comme « démocratiques ».

7.

Des auteurs d'Appels de ce genre, comment expliquer leur espoir et leur attente ?

N'est-ce pas par leur illusion élitaire que les citoyen-nes :

- sont assez aliéné-es pour avaliser ce genre de discours ?



- sont assez idiot-es pour oublier que leurs malheurs ont commencé juste après l'indépendante, en 1962, avec l'invasion de l'armée des frontières, dirigée par un obscur colonel, massacrant les premiers martyrs de l'époque dictatoriale autochtone ?

- sont assez crétins pour oublier que, durant la prise de responsabilité de ces auteurs d'Appel dans le système dominateur, leur bilan d'activités manquait d'honorabilité, parce qu'alors ils ont gardé le silence sur ce que pâtissait le peuple, ainsi que ses défenseurs, jetés en prison, torturés, assassinés ?

- ne constatent pas que l'auteur d'Appel, en adressant à des membres de la caste dominante (institutionnelle ou d'opposition), continue à mépriser le peuple, en le considérant tout au plus une masse à manœuvrer pour réaliser les personnelles ambitions de l'auteur d'Appel, celles de retrouver un rôle dans le groupe élitair dominant ?

Qui de vous, auteurs d'Appel, ou de celui que vous proposeriez comme chef d'État, ferait, pour le *peuple* algérien, mieux qu'un François Hollande ou Obama, qu'un Emmanuel Macron ou Donald Trump ? Autrement dit établirait la réelle justice sociale, en éliminant l'exploitation économique de la majorité par une minorité.

Certes, pour les auteurs d'Appel, une des solutions, en cours dans les pays « démocratiques », semble meilleure que l'actuelle situation en Algérie. D'un certain point de vue, elle l'est. Mais, ne nous arrêtons pas à l'arbre, et considérons la forêt. Dans ce type de changement, à façade « démocratique », en réalité oligarchique ¹⁶⁴, qui gagnerait ? Le peuple exploité ou, d'abord et principalement, les membres d'une élite nouvelle, celle des auteurs d'Appel et leurs partisans ?

Si les auteurs d'Appel se soucient réellement des citoyen-nes, pourquoi ne s'adressent-ils pas directement à elles et eux ? Pourquoi ne les aident-ils pas à se sauver par elles-eux-mêmes, en contribuant à la création de leurs organisations libres, autonomes et démocratiques ?

N'est-ce pas ainsi, réellement, qu'on sauve le pays ? En se libérant non seulement des membres de la caste dominante actuellement contestée, mais de toute forme de caste dominante future, y compris celle de ces auteurs d'Appel ?

Ils parlent, certes, de démocratie à établir.

¹⁶⁴ Voir l'essai « LA GUERRE, POURQUOI ? LA PAIX COMMENT ? *Éléments de discussions pour gens de bonne volonté* », SECTION I, Partie 2, Point « 3. Gouvernement ou la lutte pour la possession de l'État ». Librement disponible ici : http://www.kadour-naïmi.com/f_sociologie_ecrits.html

L'autogestion sociale n'est-elle pas la plus authentique forme de démocratie ?... Si ces auteurs d'Appel n'en parlent pas, c'est qu'ils n'y croient pas. Et cela parce qu'ils considèrent les citoyen-nes trop taré-es pour s'auto-gérer, tout juste capables d'élire ces auteurs d'Appel et leurs partisans. Et quel serait le résultat sinon, encore une fois, réduire les citoyen-nes à conduire les « hmîrs » (ânes), au service de nouveaux « mîrs » (maire, dirigeant), étiquetés « démocratiques » ?

8.

Dès lors, l'*union*, oui ! Mais uniquement de celles et ceux qui font partie du peuple exploité, complété par ses sincères ami-es.

Tout comme les agneaux et les loups ne peuvent pas s'unir, sinon au détriment des premiers, les exploité-es et les membres des castes élitaires (par là exploiteuses), ne peuvent pas s'unir, sinon au détriment des premiers.

Pour se limiter à un « détail » (qui l'est seulement pour celui qui en profite), comment un travailleur manuel ou un petit employé (ou encore un chômeur), au salaire à peine de survie, peut-il s'unir avec un ex- « cadre » de la nation, dont le salaire correspond à plusieurs années d'emploi du travailleur (sans parler du chômeur) ? Comment ce même travailleur, une fois licencié, n'a plus droit à un salaire, tandis que le « cadre » de la nation, même éjecté de sa fonction, continue à percevoir son très juteux salaire ? Tout en n'ayant pas de problème avec sa conscience en terme de justice sociale ?

L'unique, authentique et concevable union n'est-elle pas uniquement celle des personnes qui ont les mêmes intérêts communs ? Et qui sont-elles sinon les citoyen-nes qui ont besoin que soit mis fin à leur exploitation-domination, afin de construire une société de citoyen-nes libres, équitables et solidaires ?¹⁶⁵

Rappelons-nous ce qu'aurait déclaré le frère Larbi Ben Mhidi : « Jetez la révolution dans la rue, le peuple s'en emparera. » Autrement dit, faites confiance au peuple, permettez-lui, donnez-lui la possibilité de se libérer par lui-même, il saura alors comment agir.

Que penser alors des Appels qui viennent d'être publiés, actuellement, en comparaison de cette confiance que Larbi Ben Mhidi accordait au peuple ?

¹⁶⁵ Bien entendu, existe également l'union des exploités-dominateurs, mais elle n'entre pas dans le cadre de cet exposé. À ce sujet, on peut lire ci-dessus « *Forces en présence et agent central de changement* ».

Où sont, aujourd'hui, les appels, de politiciens ou d'intellectuels algériens, pour cet objectif non ambiguë mais précis : la prise en charge de la gestion du pays par son peuple lui-même, à travers ses authentiques mandataires, dont, notamment, les salaires ne seront pas scandaleusement différents des siens ? Unique moyen pour écarter les opportunistes et la formation d'une caste de privilégiés, étiquetés « démocrates ».

- Mais tu veux la révolution ! demandera-t-on.

- Le mot n'a aucune importance, en ces temps de démagogie et de confusion dominantes. La question est de savoir où est la vraie solution des problèmes non pas des castes élitaires mais du peuple algérien.



Qui acclamer et glorifier ?

Le Matin d'Algérie, 16 octobre 2017



Dessin de l'auteur.

Sur la rubrique « Débats » de ce journal, on lit cette conclusion de Kacem Madani :

« Rassemblez-vous d'abord ! vous les Grands Benbitour, Benflis, Djillali, Boukrouh, Sadi et autres « douctours » (Allah ibarek les sommités que compte le pays) ! à ce moment-là, l'espoir de faire bouger le « ghachis », qu'à vos yeux nous sommes, ne serait pas insensé ! Tel rassemblement, en haut lieu organisé, faites-nous confiance ! nous nous réveillerons de notre profonde léthargie pour vous acclamer et vous glorifier, comme nous l'avions fait pour ceux qui vous ont précédé, juste avant que l'armée des frontières ne surgisse du fond fin de tout ce qui rime avec imposture céleste et Arabie pour nous b...riser ! »

Auparavant, le même auteur déplore :

« Côté caste intellectuelle, les choses n'offrent pas davantage d'optimisme. »

Dans les affirmations de Madani, je ne discerne pas la part d'ironie et celle de sérieux. Supposons la seconde hypothèse.

Concernant ces deux catégories sociales, chefs politiques et intellectuels, voici quelques considérations. Elles ne sont dictées par aucun ressentiment négatif et stérile, tout au moins je m'y efforce ; elles veulent résulter uniquement du simple résultat de l'observation objective du mode de fonctionnement des sociétés humaines.

1. L'impossible « rassemblement » des partis politiques

Pourquoi les partis politiques d'opposition et leurs chefs, et pourquoi les personnalités politiques sans parti ne peuvent pas s'unir, des motifs ont déjà été fournis dans une contribution précédente ¹⁶⁶.

La référence de Madani au passé d'avant l'indépendance appelle des précisions.

Le Front de Libération Nationale ne fut pas un rassemblement de partis politiques, malgré le terme « Front ». Il fonctionnait comme parti politique exclusif. De fait, toutes celles et ceux qui y adhéraient devaient renoncer à leur éventuelle appartenance à un autre parti politique, d'une part. D'autre part, dès qu'un autre parti lui fit concurrence, le Parti Communiste Algérien, puis le M.N.A., le F.L.N. les élimina par la violence, acceptant que des adhérents à ces deux derniers partis rejoignent le F.L.N. mais en tant qu'individus simplement.

Or, dans la situation actuelle de l'Algérie, aucun parti n'a une force structurelle et idéologique telle qu'il pourrait assumer le rôle qu'a eu le F.L.N., quand il déclencha et dirigea avec succès la guerre de libération nationale. En outre, la violence employée par le F.L.N. pour éliminer ses concurrents d'alors n'est évidemment pas de mise aujourd'hui.

Reste donc, actuellement, uniquement la concurrence acharnée entre les partis pour l'hégémonie ; elle servirait à conquérir le poste suprême de la hiérarchie sociale : l'État. Mais cette ambition se révèle impossible. Aucun de ces partis, comme le constate tous les observateurs, n'a une assise populaire citoyenne assez consistante pour mobiliser les citoyen-nes de manière significative, afin d'établir son hégémonie sur les autres partis.

Dès lors, comment serait-il possible de croire à une possible union, à un « rassemblement » entre les chefs de partis ?

Quelques exemples significatifs peuvent enlever toute illusion.

¹⁶⁶ Voir ci-dessus « À propos d'appels de personnalités politiques ».

Karl Marx a voulu rassembler toutes les forces en faveur de l'émancipation prolétarienne. Michel Bakounine et James Guillaume, entre autres, comme libertaires, s'y sont associés. Après une courte période, Marx, ayant pris la direction de l'Association Internationale des Travailleurs, et critiqué à cause de sa gestion autoritaire de l'organisation, trouva le moyen frauduleux (des bulletins de vote manipulés) pour expulser les critiques.

Devant l'éclatement de la révolution russe, en 1917, Lénine écrivit son essai « Tout le pouvoir aux soviets ! ». Puis il s'arrangea pour que son parti noyauté et prenne la direction de ces soviets. Devant la résistance et la critique contre l'autoritarisme des bolcheviks, les bombes, les canons et les mitrailleuses de l'Armée « rouge » éliminèrent les critiques.

Comment, dès lors, croire qu'un chef politique, une fois consolidé son pouvoir personnel, puisse souffrir un concurrent ?... On objectera que Marx et Lénine étaient autoritaires. Qu'on me cite un « libéral » qui, dans les actes, ne le soit pas. Et rappelons-nous l'expérience française du « Front uni » de « gauche » : elle amena François Mitterrand au pouvoir, par l'affaiblissement puis l'élimination du Parti communiste, avec les piteux résultats qu'on connaît concernant le peuple du « bas » de la pyramide sociale.

Les politiciens, chefs ou ambitionnant de l'être, ne sont, subjectivement et objectivement, rien d'autre que des loups, travestis en bonne grand-mère, pour non pas dévorer mais vivre (privileges de la décision unilatérale, outre aux avantages matériels fournis par la position étatique) au détriment des « moutons » que seraient les citoyen-nes.

2. Le moteur du « *ghâchi* »

Si chaque parti algérien actuel est incapable de « faire bouger le « ghachis », est-il possible que l'improbable « rassemblement » des partis puisse réaliser ce miracle ? Comment ?... Cet « espoir » me paraît « insensé ».

Mais supposons-le possible.

De quelle « léthargie » se réveillerait le « *ghâchi* » ?

En « acclamant » et en « glorifiant » ces nouveaux « sauveurs », le peuple sortirait-il réellement de sa « profonde léthargie » ?... Est-ce que les peuples français ou états-unien sont sortis de leur « léthargie » en acclamant et glorifiant un Mitterrand ou un Macron, un Obama ou un Trump ?... Et même si le peuple avait Lénine, Trotski, Mao Tsé Toung ou même Gandhi

(ou, encore, De Gaulle ou John Kennedy), sortirait-il de sa « léthargie » (que je préfère appeler par un mot qui n'est plus à la mode mais qui reste néanmoins le plus pertinent : aliénation) ?

Certes, en son temps, le peuple a acclamé et glorifié les dirigeants du F.L.N., parti dirigeant de la guerre de libération nationale. Mais comparer cette situation passée à l'actuelle ne semble pas correspondre à la réalité.

Ajoutons ceci. Si le peuple ne s'était pas contenté d'acclamer et de glorifier les dirigeants de la lutte armée, mais avait commencé à prendre son destin en main (comme l'a fait le peuple durant la guerre civile espagnole des années 1936-1939), aurions-nous eu les chars et les mitrailleuses de l'armée des frontières en 1962 ?

Et quand, juste après l'indépendance, le même F.L.N. avait désormais perdu sa mission historique conjoncturelle de dirigeant, étant incapable de faire tourner les entreprises industrielles et agricoles, le peuple a, pour une fois, pris son destin en main, créé l'autogestion, sans besoin d'acclamer ni de glorifier personne.

Dès lors, - l'histoire mondiale et algérienne le prouve -, appeler ou espérer, en voulant acclamer et glorifier des dirigeants politiques, cela revient uniquement à déléguer son propre pouvoir, celui du peuple, à y renoncer pour le confier à une caste politique dirigeante. Or celle-ci se sert d'abord elle-même avant de satisfaire la mission qui lui a été confiée par ses mandataires.

Par conséquent, s'il faut acclamer et glorifier, n'est-il pas sage, raisonnable et utile d'acclamer et de glorifier seulement soi-même, autrement dit le peuple, les citoyens-nes ? Et cela parce qu'ils savent, si on ne les empêche pas par la violence, se prendre en main eux-elles-mêmes, à travers leurs propres organisations autonomes et fédérées.

3. La caste intellectuelle

Venons à celle-ci. Là, également, des contributions précédentes ont fourni des propositions d'éclaircissements¹⁶⁷.

Ajoutons d'autres considérations.

D'une manière générale (les exceptions confirmant la règle), les intellectuels ont des caractéristiques spécifiques. Vient d'abord l'intérêt

¹⁶⁷ Voir ci-dessous IV. INTELLECTUELS et ARTISTES / « Mercenaires, caméléons et libres penseurs », « Du rôle des intellectuels et des artistes », « Pays triste, pays heureux ».

strictement personnel : en terme de gain financier, donc de confort matériel ; ensuite en terme de gloire sociale (honneurs, récompenses, etc.). Évidemment, les concernés ne le déclarent jamais publiquement, mais il est facile de le constater.

Même leur préoccupation sociale, en particulier pour la classe des exploités-dominés, est généralement instrumentalisée pour servir cet intérêt strictement personnel.

Et, si on ne se laisse pas éblouir comme un insecte par la « lumière » des déclarations de l'intellectuel, l'on constate les précautions qu'il utilise pour être ni trop loin du pouvoir dominant, parce qu'il aura trop « froid » (en terme de gain financier et de gloire médiatique), ni trop proche, parce qu'il aura trop « chaud » (en terme de compromission, et donc de perte de son auréole d' « ami » et de « compatissant » pour le peuple). Jeu de balance !

Pour comprendre la nature sociale et le rôle idéologique de l'intellectuel, il suffit de lire, entre autres, les deux essais, bien que provenant de conceptions idéologiques différentes : « Les chiens de garde », de Paul Nizan, et « La trahison des clercs », de Julien Benda.

Je ne me rappelle pas où j'ai lu cette information : durant la « guerre froide », la C.I.A. comme le K.G.B., pour mettre des intellectuels à leur service, ont avoué que le premier ressort sur lequel ils jouaient, et réussissaient, était la « vanité » de cette catégorie de personne, puis venait l'argent à leur donner.

L'intellectuel de ce genre n'est-il pas au-dessous de la prostituée ?... Elle vend une partie de son corps pour quelques minutes à quelques individus, sans leur accorder son âme. L'intellectuel mandarin, épris de lui-même, vend son cerveau tout entier, donc son âme, pendant environ huit heures par jour et même plus à un marchand de paroles ou à un usurpateur de pouvoir dominateur. Mais le système social étant ce qu'il est, infâme, ce type d'intellectuel est encensé tandis que la prostituée est méprisée.

De fait, partout et toujours dans le monde, combien sont les intellectuels qui ont non pas uniquement parlé ou écrit mais réellement *agi* du côté des exploités-opprimés ? Combien ont été les Maïakovsky, les Lu Xun, les Nazim Hikmet, les Federico Garcia Lorca (« Je suis et serai toujours du côté de ceux qui ont faim », avait-il affirmé et pratiqué), les Paul Nizan, les Mouloud Feraoun, les Jean Sénac (très bizarrement trop occulté en Algérie), les Ken Saro-Wiwa ?

Et partout et toujours, combien d'intellectuels se sont unis contre un pouvoir dominateur, non pas pour préserver leurs intérêts de caste

particulière (ce qu'ils savent toujours faire), mais pour défendre les intérêts du peuple exploité-opprimé ?

Pour se limiter à l'Algérie et à sa période la plus récente, on a vu des intellectuels protester contre les traitements inacceptables subis par l'un d'entre eux. Ils ont certes bien agi, mais dans le cadre de leur corporation.

Mais les a-t-on vus protester de la même manière contre la répression et l'emprisonnement de représentants de comités de chômeurs ou de syndicats autonomes ?

Retournons au passé. Juste après les premières années de l'indépendance, un intellectuel s'est efforcé d'unir les intellectuels algériens, à travers une organisation (l'association des écrivains algériens). Son nom : Yahia Alwharani, de son vrai nom Jean Sénac. Ses tentatives furent vaines ; son action fut même boycottée et sa personne traitée de manière honteuse et indigne par certains dont il est préférable de taire le nom, parce qu'ils ne sont plus de ce monde.

Depuis, quel-le intellectuel-le algérien-ne a tenté d'unir la catégorie non pas au service de la corporation, mais, aussi et d'abord, des opprimé-es du pays ?

4. Castes élitaires et autoritaires

Un aspect est commun à la majorité des chefs politiques et intellectuels.

Leur choix existentiel est causé par une blessure narcissique. Les cas les plus pathologiques sont Hitler et Staline.

Généralement, elle remonte à une enfance malheureuse, frustrée ; elle a provoqué des humiliations traumatisantes en matière d'affirmation sociale de soi. D'où l'impératif besoin pulsionnel de s'affirmer de manière spectaculaire. Toute pensée, toute action vise, alors, à être un « Chef », dans un domaine d'activité sociale où l'on se sent capable d'obtenir une reconnaissance sociale. Celle-ci doit provenir d'abord et principalement de la caste dominante (intéressée par les mandarins, même en « soutien critique », pour faire « démocratique »), ensuite de la corporation dont on fait partie (très difficile à cause de la terrible concurrence des Super-Ego jaloux), enfin, très accessoirement, de la « masse » du peuple, dont la fonction est d' « acclamer » et « glorifier ».

Pour preuve de la validité de cette thèse, posons la question : a-t-on jamais vu de par le monde un être humain ayant eu une enfance réellement heureuse, pleinement satisfaisante sur le plan affectif, prétendre par la suite à



un rôle de « chef », politique ou intellectuel ?... Si on en trouve, on constate que cet être humain a pour toute ambition, à travers son activité, d'être d'abord et principalement utile aux opprimé-es sur cette terre. C'est le cas d'un Pierre Kropotkine, d'un Lu Xun, d'un Nazim Hikmet, pour se limiter à ces exemples.

Ces observations ne sont pas uniquement le fruit d'un examen de la société. Elles sont également le résultat de mon personnel itinéraire existentiel. Je l'ai compris à l'âge de vingt huit ans. Alors, en 1972, au sommet d'une « gloire médiatique », comme fondateur et directeur du Théâtre de la Mer, j'ai renoncé à une « prestigieuse » tournée en France pour une durée de six mois, financée par l'État présidé par le colonel putschiste Boumédiène. Motif : j'ai refusé de trahir mon choix de servir uniquement les intérêts du peuple exploité-dominé¹⁶⁸. Ainsi, d'homme de théâtre « prestigieux », j'ai préféré devenir travailleur immigré, laveur d'assiettes dans un restaurant italien de Bruxelles. Mais ce que j'ai perdu en « gloire médiatique » et en gain financier, je l'ai gagné en respect et estime de moi-même, et j'ai compris le cancer qu'est un super-ego, torturé par le culte de soi-même au point de rechercher « acclamations » et « glorifications » avec ce qu'elles procurent en avantages matériels.

Par conséquent, au lieu de ce besoin pulsionnel, justifié par un vocabulaire public de circonstance, j'ai préféré et me suis trouvé enfin psychologiquement sain et équilibré. Désormais, la seule « gloire » recherchée a consisté, selon l'expression de l'écrivain Lu Xun, à être « le buffle du peuple », autrement dit à le servir. Ainsi, je cherche ma libération et mon affirmation par celles de la classe qui partage cette aspiration : les exploité-es et dominé-es. Ce choix personnel m'apportera au mieux la reconnaissance de ces dernier-es, au pire des inconvénients plus ou moins graves, causés par les membres de la caste dominante et ses complices « démocrates ».

5. L'union possible

Dès lors, à mon avis, la seule union possible entre intellectuel-les algériennes ne pourrait se réaliser que par celles et ceux qui prendront réellement comme dénominateur commun de leur union cette condition : se mettre en solidarité concrète, non seulement par leurs déclarations et écrits, mais également par leurs actes, avec le peuple opprimé.

¹⁶⁸ Voir « *Éthique et Esthétique au théâtre et alentours* », Livre 1 et Livre 2, o. c.

L'histoire enseigne, en Algérie comme dans le monde : ce genre d'intellectuel-le sera une infime minorité. Travaillons donc à son émergence et, pour cela, apprenons sérieusement les leçons de l'histoire pour nous débarrasser de nos illusions !

Concluons.

L'« égocentrisme » dont parle Madani, comment les chefs politiques et les intellectuels, en général, pourraient-ils s'en affranchir, alors qu'il constitue leur caractéristique essentielle ? Sans cet aspect, seraient-ils ce qu'ils sont ?

Quant à leur « inertie », peut-on y croire quand on sait combien ces chefs politiques et ces intellectuels se démènent, déclarent, écrivent, polémiquent, agissent, accordent des interviews, font des conférences, des lectures-dédicaces, de jour et de nuit, voyagent, se font photographier vêtus de manière étudiée, dans une pose et un regard attentivement convenus, comme des stars de cinéma ?... Jetez, aussi, un regard sur les chefs politiques et les intellectuels des années 1960, algériens ou étrangers. Vous constaterez la pose : un mégot entre les lèvres et le regard « vague », pour singer l'image publicitaire des acteurs hollywoodiens.

Laissons ces clowns du cirque médiatique et finissons avec l'essentiel qui ne se donne pas en spectacle, mais qui est la sève de la société.

Les seuls égocentrisme et inertie à dépasser sont ceux dont sont atteints les membres du peuple, et ses ami-es sincères. Dans ce cas, c'est possible et indispensable, afin que l'égocentrisme se transforme en solidarité, et l'inertie en action consciente.

Seul le peuple est capable de résoudre ses propres problèmes, et seule une infime minorité d'intellectuels l'aidera dans cette très difficile mais non impossible entreprise. Quant aux politiciens et intellectuels qui se déclarent soucieux du peuple, qu'ils prouvent leur réel intérêt pour lui non pas en le mettant à leur service, mais en se mettant à son service. Comment ? En l'aidant à construire ses propres organisations autonomes, libres et démocratiques.

En se prenant en charge, le peuple démontrera qu'il n'est « gâchi » pour personne. Et les intellectuels ou « politiciens », en aidant le peuple, prouveront la valeur réelle de ce qu'est un authentique intellectuel : un producteur de lumière, autrement dit de beauté, qui signifie bonté.



Le peuple, c'est quoi ?

Le Matin d'Algérie, 20 octobre 2017

Suite à ma contribution précédente¹⁶⁹, le lecteur Omar Tarab commente :
« peuple dites-vous à qui doit revenir le dernier mot, dans l'absolu mais pas dans ce cas particulier.

Le mot peuple fait référence à une société homogène qui repose sur un socle dans lequel « évoluent des individus en accord avec des principes d'intérêt communs.

Voyez-vous cher ami en Algérie une société unie ? Y a t-il un peuple avec ADN algérien ?

Existait-il réellement en tant que tel durant la colonisation française ?

Ne pensez-vous pas que c'est un ensemble de peuplades regroupées comme nation par l'occupant et que sa participation dans le soulèvement ne fut jamais déterminante ?

Ça été plus l'œuvre de manipulation, menace et répression qu'une soif d'indépendance qui a amené ces quelques milliers de paysans à se soulever pour être jetés en pâture contre une Armée aguerrie, tandis que d'autres tapis dans l'ombre tissaient la toile du pouvoir.

Pour dissiper tout malentendu, mon père fait partie de ces milliers de paysans jetés en pâture. »

Tout d'abord, une prémisse. Les réflexions qui suivront sont élémentaires. Elles auraient été superflues dans une société pas soumise, comme l'algérienne, à un obscurantisme programmé, afin de la dominer pour l'*exploiter*.

C'est précisément ce dernier terme qui permet d'aborder les clarifications nécessaires, à propos du terme « peuple ».

Il peut désigner beaucoup de choses.

Il peut supposer une nation entière, sans distinctions socio-économiques ni ethniques. Ainsi, on parlerait du « peuple » algérien. Cette conception est opératoire notamment quand elle est véhiculée par une vision nationaliste,

¹⁶⁹ « Qui acclamer, qui glorifier ? »

pour la distinguer, éventuellement l'opposer à une nation, un autre « peuple ».

L'inconvénient de cette conception du « peuple », conçue comme nation, est d'occulter les contradictions internes fondamentales à cette nation, à ce « peuple ».

Quelques exemples.

La constitution des États-Unis commence par « We people » (Nous, peuple). Mais ce terme ne comprenait pas les Indiens autochtones (envahis et massacrés) et les esclaves d'origine africaine.

Considérons des nations envahies. Pendant l'occupation nazie, le peuple français pouvait-il comprendre non seulement sa partie dominée et sa partie résistante, mais également sa partie collaborationniste avec les nazis ? Pendant la domination coloniale française en Algérie, le peuple algérien pouvait-il comprendre aussi bien les « indigènes » dominés et la partie d'entre eux résistante, mais également la partie collaborationniste avec l'administration coloniale ?

Voyons à présent des nations dictatoriales. Le terme peuple peut-il comprendre aussi bien sa partie dominée que ses castes dominatrices ?

Enfin, concernant les nations de « démocratie parlementaire », peut-on considérer peuple aussi bien les salariés des entreprises que leur patron ? Le soldat de base que son général ?

Ainsi, l'on constate que le mot « peuple » est ambigu¹⁷⁰, se prête à manipulation de la part des castes dominantes pour endormir les classes dominées.

Pour parer à cette occultation, on désigne par « peuple », une partie spécifique des citoyen-ne-s de cette nation : non pas la minorité numérique constituée par les castes exploiteuses- dominatrices, mais la majorité numérique formée par, précisément, les citoyen-ne-s qui ont une caractéristique commune : celle d'être *exclu-e-s* totalement de la décision concernant la *gestion* de la société dont ils-elles font partie. Laquelle gestion est du seul ressort des castes dominantes¹⁷¹.

Dans les régimes de « démocratie » parlementaire, les castes dominantes donnent l'illusion à ces exclu-e-s de participer à la gestion de leur société,

¹⁷⁰ Voir, par exemple, les différentes définitions du terme ici :

<https://fr.wiktionary.org/wiki/peuple>

¹⁷¹ À ce sujet voir ci-dessus III. SOCIETE / « Forces en présence et agent central de changement ».

par le vote de représentants au Parlement et du chef de l'Exécutif. Or, nous savons quel est le mécanisme de ces élections : elles conditionnent les électeurs-trices, par la manipulation des moyens dits d'information (et de « divertissement »), aux mains de ces castes dominantes, de manière à confier le pouvoir de décision sociale à des personnes liées, directement ou de manière occulte, à ces mêmes castes dominantes, notamment à celles financières et industrielles. Nous avons alors affaire à une démocratie de type oligarchique, sur le modèle de la Grèce antique.

Concernant l'Algérie, inutile de dire ce que sont les élections. Qui ne le sait pas ?

Ceci étant dit, poursuivons en considérant l'Algérie en particulier. Tenons donc en tête la définition spécifique donnée, ici, au mot « peuple », autrement dit, répétons-le, la majorité des citoyen-ne-s exclu-e-s de la gestion de leur société.

1. Peuple et intellectuels du « peuple »

À ce propos, on pourrait objecter : mais les intellectuels algériens font partie du peuple, puisque leur famille a la caractéristique d'exclusion de la gestion sociale.

Soit ! Mais combien d'intellectuel-le-s, issu-e-s de famille populaire, une fois obtenus les diplômes, exercent une activité professionnelle qui lutte contre l'exclusion du peuple de la gestion sociale ? Et combien, au contraire, agissent en faveur de la consolidation du système de gestion sociale dominant ?... La réponse n'a pas besoin d'enquête particulière.

Dans le cas où la majorité des intellectuel-le-s algérien-ne-s : 1) seraient issu-e-s du peuple, 2) exerceraient une activité (professionnelle et extra-professionnelle) en faveur de la gestion sociale par les exclu-e-s de cette gestion, aurions-nous encore un système dominé par des castes minoritaires, accaparant la gestion sociale ?... Certainement, non.

Il s'ensuit logiquement que les intellectuel-le-s issu-e-s du peuple sont : 1) soit une infime minorité, par rapport à ceux-celles provenant des castes dominantes ; 2) soit, dans le cas où ils-elles sont la majorité, alors, la plupart trahissent leur classe sociale d'origine pour se mettre au service des castes dominantes. Dans ce dernier cas, cette catégorie d'intellectuel-le-s n'est plus à considérer comme faisant partie du peuple, du fait de sa position sociale au service de la caste dominatrice.



2. Peuple et gestion sociale

Dès lors, si par peuple on entend uniquement les exclu-e-s de la gestion de la société, font partie de ce peuple les citoyen-ne-s dans la mesure de la gravité de cette exclusion.

D'abord les chômeur-euse-s, exclu-e-s même du circuit du travail.

Ensuite, les travailleur-ses manuel-le-s : catégorie la plus exploitée économiquement.

Enfin, les employé-e-s aux activités professionnelles simples, d'exécution.

Les autres catégories constituent la classe moyenne, dans ses couches moyenne et supérieure. Celles-ci participent, d'une certaine manière à la gestion sociale, par leur fonction de courroie de transmission des décisions de cette gestion (prises par la caste dominante) et de contrôle de son exécution par les classes dominées.

3. Peuple et « peuplade »

Nous en venons au commentaire de Omar Tarab, concernant le peuple algérien : « un ensemble de peuplades regroupées comme nation par l'occupant et que sa participation dans le soulèvement ne fut jamais déterminante ».

Certes, le peuple algérien, entendu comme la majorité exclue de la gestion sociale, est composé d'ethnies différentes, principalement arabophones et amazighophones.

Plus encore, à l'intérieur même de ces ethnies, existent des distinctions, basées sur l'appartenance géographique locale. Ainsi, par exemple, chez les Arabophones, les Oranais se perçoivent, d'une certaine manière, différents des Constantinois, etc. Parmi les Amazighophones, les habitants de « petite » Kabylie se perçoivent différemment de ceux de la « Grande » Kabylie, et l'ensemble de ces derniers se perçoivent différents par rapport aux Mozabites, etc.. Nous avons également les distinctions entre habitants du nord et du sud, des montagnes et des plaines ou encore des hauts-plateaux.

Ajoutons à cela la trop longue tradition tribale.

Plus encore. Ici, pour rendre compte d'un fait social, je suis obligé de recourir à un événement personnel.

Enfant, j'avais déclaré avec joie à mon grand-père mon intention, une fois le temps venu, d'épouser une amie du quartier. « Non ! » répliqua fermement le vieillard. « Pourquoi donc ? » - « Parce que tu es un Naïmi, c'est-à-dire un



chrif [noble], descendant de la ligne du Prophète !... Tu dois donc épouser uniquement une chrifa [noble] comme toi ! » - « Mais, grand-père, je l'aime et je l'épouserai même si elle n'est pas chrifa ! » Une gifle sur la joue fut la réponse.

Eh bien, ce grand-père est un paysan pauvre, sans terre. Et il méprisait ses voisins, également des paysans sans terre, parce qu'il se croyait d'une descendance « noble », autrement dit aristocratique, celle descendant du Prophète et de son entourage. Grand-père considérait les autres comme des « roturiers » (sic !), autrement dit des descendants d'esclaves, venus dans les armées arabes conquérantes, ou des descendants d'autochtones, ayant été asservis par les envahisseurs arabes.

J'eus l'occasion, en Kabylie, d'entendre la même conception ségrégationniste. Certain-ne-s, se vantant d'une descendance du roi Massinissa ou de la reine Alkahina, se croient d'une lignée « aristocratique ». Par suite, ils refusent de s'allier par mariage aux voisins, qui n'ont pas cette « noblesse ». Et les gens dont je parle étaient des paysans sans terre ou des ouvriers.

Au sud, j'ai constaté les mêmes ségrégations.

Bref, au sein même du peuple dominé-exploité, existent ces curieuses prétentions à une « noblesse » historique, pour se croire « supérieur » aux compatriotes de même conditions socio-économique. C'est là un ressort psychologique ordinaire, existant dans toute société humaine : il pousse l'inférieur à trouver plus inférieur que lui, afin de se valoriser.

En passant, un fait. Si ma mémoire est fidèle et si l'information rapportée est correcte, j'ai lu que, lors de la révolte populaire à Alger, en 1988, les responsables militaires auraient porté à Alger des soldats du sud. Ils considéraient ces derniers plus facilement capables de tirer sur des citoyens du nord, précisément d'Alger, parce qu'ils se sentaient « différents » d'eux, pour ne pas dire opposés à eux.

Notons que cette tactique est celle de toutes les armées du monde, depuis toujours.

Tout cela étant exposé, peut-on parler du peuple algérien comme « peuplades » ?

Certes, les colonialistes français se sont vantés d'avoir « créé » l'Algérie, puisqu'ils furent les auteurs de l'établissement de ses frontières géographiques, par conséquent d'avoir « créé » le peuple algérien. Ils rappellent également les éternelles divisions des habitants de ce territoire, et cela depuis l'antiquité (l'impérialiste romain jouait entre les diverses

composantes et tribus, pratiquant la politique de diviser pour dominer) jusqu'à la résistance à l'invasion coloniale de 1830 (absence d'union des habitants du pays pour combattre l'armée envahisseuse), et même jusqu'aux conflits sanglants entre F.L.N. et M.N.A., sans oublier la mobilisation des harkis contre les partisans de l'indépendance.

Tous ces faits autorisent-ils à parler de « peuplades » ?

La guerre de libération nationale, malgré les failles qu'il faut avoir l'honnêteté historique et le courage civique de reconnaître, n'a-t-elle pas été l'occasion de transformer ces « peuplades » en un peuple, parce que colonisé de la même manière, quelque soit ses particularités régionales ?

Oui, mais, durant la guerre de libération, le peuple n'a pas été l'agent décideur, mais simplement le bras armé exécuteur. À une seule occasion, si je ne me trompe pas, le peuple a manifesté son action autonome : lors des manifestations populaires dans les villes, en 1960, pour réclamer l'indépendance. Le mouvement spontané surprit la direction du F.L.N. ; elle s'empressa d'en prendre le contrôle. Nous le voyons, par exemple, dans le film « La bataille d'Alger » : des responsables du FLN surgissent parmi la foule, et lui demandent de quitter la rue, parce que le FLN est présent pour veiller à ses intérêts.

Pour paraphraser ce qu'aurait dit Larbi Ben Mhidi, ce n'est pas la révolution qui a été jetée dans la rue, afin que le peuple s'en empare, mais simplement le peuple a été envoyé au combat et dans les manifestations afin qu'une caste nouvelle, autochtone, remplace au pouvoir la caste coloniale.

« Sinon, note Omar Tarab, comment expliquer qu'il [le peuple] s'est laissé déposséder du fruit de son œuvre par des gens surgis du néant, si vraiment il a été l'auteur ? [de la lutte armée de libération nationale] »

Que ces gens-là étaient armés et menaçants, mais les forces françaises l'étaient aussi, non ?

Donc comment expliquer que ce "peuple", grand héros qui a combattu et chassé l'une des plus grandes armées du monde, se soit laissé dépouiller par un ramassis de truands ? »

Parce que le peuple n'a pas eu la conscience de s'unir et de prendre son destin en main lui-même. Et cela parce que ses dirigeants, - les meilleurs, ses amis sincères - n'ont pas su ou pu l'aider à s'autogérer, parce qu'ils ont été assassinés par leurs « frères » autoritaires élitaires.

Par la suite, une fois l'indépendance acquise, les usurpateurs du pouvoir, pour consolider leur domination, ont réveillé et manipulé les rudiments de « peuplade » qui ont caractérisé le peuple algérien dans le passé. Ils ont joué,

par exemple, du « chaoui » contre l'oranais, de l'arabe contre le kabyle, du kabyle contre le mozabite, du « tlemcénien » contre le constantinois, etc. Ils ont également joué du « musulman » contre le non musulman, et même du « bon » musulman (sunnite et de rite malékite) contre celui qui ne l'est pas¹⁷².

À tel point que nous en sommes arrivés à la situation où les révoltes populaires contre le système dominateur restent isolées (Alger 1988, Kabylie 2001, etc.), sans solidarité de la part du reste du peuple. Effectivement, c'est là une grave faiblesse du peuple (et d'abord de ses ami-e-s intellectuel-le-s sincères). Et tant qu'elle persiste, son action ne peut aboutir à un résultat qui lui soit bénéfique.

4. « Pâtture » et pouvoir

Qui dit « peuplades » dit division ; qui dit peuple dit union.

Se pose, alors, la question fondamentale : qui a intérêt à l'existence et à la permanence de « peuplades » au détriment de la formation d'un peuple ? Réponse élémentaire : celles et ceux qui ont besoin d'une « pâtture » qui leur permet de vivre. Comment y parvenir sinon par l'exploitation économique ? Et comment la garantir sinon par la domination politique ? Et comment assurer cette dernière sinon par la carotte des subventions et du conditionnement idéologique, d'une part, et, d'autre part, le bâton de la dissuasion armée ?

« Aussi, conclut Omar Tarab, bien malin celui qui arrivera à expliquer par quel miracle ce "peuple" qui n'a jamais existé en tant que tel, se réveillera un jour à la réalité, soudé et uni comme jamais. »

Examinons le fameux slogan « Un seul héros, le peuple ».

Connaître celui qui en fut l'auteur permettrait de découvrir le sens et le but de ce slogan.

Certains affirment que l'expression fut inventée par les usurpateurs du pouvoir, de manière opportuniste : ils auraient mis en avant le « peuple », pour dé-légitimer les authentiques leaders de la révolution, tels Larbi Ben Mhidi et Abane Ramdane.

D'autres pensent qu'au contraire, ce slogan eut comme auteurs des militants amis du peuple : ils voulaient rappeler qu'en définitif, seul le peuple est l'agent de transformation historique, que sans lui rien ne peut être entrepris. Cette mise en avant du peuple visait à refuser la qualité de

¹⁷² Voir, par exemple, aujourd'hui, les Ahmadites persécutés.

« héros » aux putschistes ; ils avaient l'ambition de s'en vanter, s'étant accaparé du pouvoir, après l'indépendance.

Dans ce dernier cas, n'a-t-on pas pris un désir pour une réalité ?... En effet, malheureusement, le peuple n'a été héros que dans le versement de son sang, mais a toujours été exclu des décisions, quand il n'a pas été contraint, malgré lui, à les appliquer.

Par conséquent, si, d'une part, il faut d'admettre, quelque soit notre sentiment pénible, les rudiments de « peuplade » qui divisent notre peuple, ne faut-il pas, également, reconnaître les aspects qui en font un peuple, au sens de composante sociale spécifique ? Enfin, ne doit-on pas œuvrer à l'élimination de tout ce qui est « peuplade » pour former un peuple ?

Bien entendu, cela suppose ne pas s'aveugler sur les carences qui caractérisent notre peuple, ne pas les occulter par les lunettes déformantes d'une idéologie, quelque soit sa couleur. Donc objectivité, sans tenir compte de nos répugnances sentimentales, mais, aussi, amour du peuple, parce qu'il est exploité et dominé. N'est-ce pas la seule manière de l'aider à s'émanciper non seulement pour devenir un peuple à part entière, mais, surtout, afin qu'il devienne maître de son propre destin ? Et comment le deviendrait-il sinon par sa prise de conscience qu'il ne doit plus être la « pâture » d'une caste de rapaces, mais qu'il doit éliminer de la société toute forme de « pâture » humaine ?



Le problème du temps

1. Des « peuplades » au peuple

Le Matin d'Algérie, 23 octobre 2017

La précédente contribution¹⁷³ a suscité de précieux commentaires, l'un sur le journal, d'autres envoyés à mon adresse de courriel. Merci à tous. Ces réactions soulèvent des questions qui appellent des propositions éclairant davantage le thème examiné.

Partons d'un commentaire de Atala Atlale, paru sur le journal :

« Au terme de ma lecture de cette intéressante analyse, je désespère et me dis que le chemin reste alors long pour que le Peuple retrouve ou récupère son Algérie. L'opposition aurait alors un long travail de cimentation pour unir ces "peuplades". La caste dominante aurait-elle encore de beaux jours devant elle avant le réveil du peuple ? »

Intéressons-nous d'abord au plus important : « *peuplades* » et peuple.

Oui, certes, le chemin est long à parcourir. Les faits constatés dans la contribution précédente le démontrent.

Cependant, reste à discuter à propos de l'estimation de cette longueur.

Constatons, d'abord, que depuis 1962 à aujourd'hui, sont passés 55 ans, soit grosso modo deux à trois générations.

Au fur et à mesure, les désastres se sont accumulés.

D'abord, non pas un mais *le* tabou sacré, a été brisé définitivement : des Algériens ont massacré d'autres Algériens. Cela commença par l'armée des frontières contre d'authentiques moudjahidines, opposés au putsch militaire.

Certes, le peuple est sorti, criant « Sept ans, ça suffit ! » Mais les putschistes ont quand même vaincu. Et la dictature militaire, totalitaire, a enseveli toute velléité démocratique, par la répression la plus féroce et systématique.

Puis, encore une fois, des Algériens ont massacré d'autres Algériens. Mais cette fois-ci, le tabou sacré a été brisé de manière plus grave encore : ce sont des militaires de l'Armée dénommée « Nationale Populaire » qui a assassiné des citoyens en révolte. Et cela plus d'une fois : 1988, 2001.

¹⁷³ « *Le peuple, c'est quoi ?* »

Et puis vint la pire manière de briser le tabou sacré : des civils algériens ont massacré d'autres civils algériens, de la manière la plus atroce, la plus sauvage, la plus impitoyable. Ce fut la décennie dite sanglante.

Par conséquent, les traumatismes sur le peuple sont très graves, très profonds. Et, soulignons-le, ils ont eu lieu en un laps de temps relativement court : 55 ans.

Ajoutons d'autres traumatismes.

L'échec *économique*. À l'indépendance, le pays, riche de matières premières, à tel point de pouvoir les employer pour créer une économie prospère¹⁷⁴, ce pays finit actuellement par le recours à la planche à billets pour payer ses fonctionnaires.

L'échec *culturel*. Par rapport à la génération de la guerre de libération nationale, certes la scolarisation a fait des progrès appréciables en terme quantitatif, mais sur le plan qualitatif, tous les spécialistes du domaine déplorent le désastre sur tous les plans. Ajoutons à ce lamentable tableau, la mise en place d'un dispositif idéologique où la religion est manipulée de manière à constituer le moyen le plus obscurantiste qui se puisse s'imaginer.

L'échec *social*. Trois faits suffisent à rendre compte de sa gravité.

Avant l'indépendance, les plus démunis mais disposant de force juvénile, émigraient en France pour trouver de quoi vivre. Aujourd'hui, la même catégorie préfère être noyée en mer plutôt que de souffrir dans le pays.

Avant l'indépendance, le pays recevait des médecins français pour exercer. A présent, des médecins algériens préfèrent aller travailler en France.

L'échec *historique*. Et là, ça fait mal à entendre. Ce sont les gens du peuple, - et non des harkis ou enfants de harkis – qui regrettent, plus ou moins ouvertement, le temps de la « France ». Cela prouve que les dirigeants du pays, malgré leur passé « révolutionnaire » et leur revendication de ce passé, ont totalement failli à perpétuer parmi le peuple la mémoire de ce que fut le colonialisme. Et cela prouve, par suite, la faillite de ce que ces dirigeants du pays prétendent avoir réalisé de positif. Contentons-nous de deux simples faits, parmi tant d'autres. Ces dirigeants ont-ils permis l'apparition, dans le pays, de citoyens capables :

1) de les soigner, afin qu'ils ne soient pas obligés de recourir à des praticiens à l'étranger ? Cuba l'a fait, pourquoi pas l'Algérie ?

2) de concevoir et de construire de manière indépendante une simple autoroute ? La Corée du Sud l'a fait, pourquoi pas l'Algérie ?

¹⁷⁴ Voir la Norvège : <http://www.lematindz.net/news/25657-et-si-lelite-algerienne-gerait-le-pays-comme-celle-de-la-norvege.html>

Et pourtant ni Cuba ni la Corée du Sud ne disposent de pétrole et de gaz.

Enfin, arrivons à ce que je considère la plus tragique tragédie de notre peuple. Voici ce que Omar Tarab m'écrit :

« Je me trouvais en Espagne le jour où la soldatesque du système a mitraillé des jeunes lycéens en Kabylie qui manifestaient pour la démocratie, on dénombra ce jour plus de 125morts.

Je recevais le jour d'après un proche qui, parlant de ce drame, m'a répondu : "Ces gens l'ont cherché, ils n'avaient pas à sortir dans la rue et après tout bien fait pour eux, ce sont des kabyles". »

Voilà la plus grave carence de notre peuple : avoir perdu son unité solidaire de peuple, acquise (pour la première fois et miraculeusement de manière générale) durant la guerre de libération nationale.

Une autre carence, aussi grave, provient d'intellectuels. Dans l'histoire du peuple algérien, ils mettent en relief les divisions, jusqu'à les exagérer en faussant les faits historiques, pour laisser croire que la division tribale est un phénomène algérien atavique. Or, l'examen objectif de l'histoire prouve le contraire. Que cette conception dégradante du peuple soit le fait d'intellectuels-historiens colonialistes, cela n'étonne pas. Mais qu'elle soit reprise par des Algériens, en plus se déclarant amis du peuple dont ils font partie, voilà ce qui laisse pour le moins perplexe¹⁷⁵.

Retournons à l'histoire récente.

À peine l'indépendance acquise, les nouveaux usurpateurs du pouvoir, pour dominer le peuple (suivant en cela la méthode colonialiste) l'ont fait retomber dans ses anciennes tares traditionnelles tribalo-ethniques, réelles ou présumées¹⁷⁶. Les colonialistes ont tout fait pour jouer sur cette division, notamment celle entre « Arabes » et « Kabyles ». La caste dominante indigène a appliqué la même méthode, en mettant en avant une prétention suprématiste, ethnique et idéologique : « Nous sommes Arabes ! Arabes ! Arabes ! » proclama le « socialiste » premier usurpateur du pouvoir, Ben Bella. Puis suivit, un an après, la répression militaire de la révolte du F.F.S. en Kabylie, encore une fois pour éliminer une revendication en faveur de la démocratie dans le pays. Et sans solidarité de la part du reste du peuple algérien : le maudit préjugé « Arabes contre Kabyles » a fonctionné. Et, cinquante années après, nous en sommes encore à cette horrible situation. En

¹⁷⁵ Voir l'article de Hocine Kitouni, « *M. Boukrouh serait-il un khechiniste ?* », 19 octobre 2017, <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/2017/10/m.boukrouh-serait-il-un-khechiniste.html>

¹⁷⁶ Voir l'article de H. Kitouni, déjà cité.

témoignent comme preuves, chez les Arabophones (linguistiquement parlant), les partisans de la référence néo-coloniale quatar-wahabite, et, chez les Amazighophones (linguistiquement parlant), les partisans de la référence néo-coloniale sioniste.

Concluons ce désolant tableau par un témoignage personnel qu'il me coûte d'avouer. En 1960 (j'avais 15 ans), nous avons manifesté à l'intérieur du lycée pour l'indépendance de l'Algérie. Juste après, un enseignant français nous accueillit en classe en disant, avec mépris : « Vous voulez l'indépendance ? On verra ce que vous saurez en faire ! »

Oui, cela fait mal de me le rappeler. Et quand, durant le cinquantième anniversaire de l'indépendance, j'ai entendu à la télévision le slogan officiel « Ma zalna wagfîne ! » (Nous sommes encore debout!), je me suis demandé : Mais dans pitoyable état ! Et par l'unique responsabilité de ceux qui ont prétendu mériter de nous diriger, et cela depuis l'indépendance. Ya Larbi Ben Mhidi ! Ya Abane Ramdane ! Ya, vous toutes et tous, qui avez subi la torture, versé votre sang, pour une Algérie digne de votre (notre) idéal de combat !... Quelle douleur ! Mais surtout quelle honte ! Quelle humiliation !

Voilà donc tout ce que le peuple algérien d'aujourd'hui doit affronter, pour redevenir un peuple ayant confiance en lui-même, en ses capacités d'exister comme agent conscient et déterminant dans le pays.

Examinons d'autres arguments proposés comme salvateurs du peuple.

Bouabdallah Madani, dans un courriel privé, mentionne Ferhat Abbas dans "Autopsie d'une guerre" :

« L'Algérie est un pays qui n'a pas de chance – Ses enfants se jalouent, manquent d'esprit de discipline et de sacrifice. Ils se plaisent dans l'intrigue. Ils oublient l'essentiel pour le futile. L'avenir me paraît incertain. Les imposteurs, les malins risquent d'imposer leur loi – Quelle légalité, quelle liberté pouvons-nous attendre de telles mœurs ? La liberté se gagne sur les champs de bataille. C'est entendu. Mais elle se gagne aussi lorsque le citoyen domine ses mauvais instincts et ses mauvais penchants. Et surtout lorsqu'il respecte la loi. »

Ce sont là des généralisations de type anthropologique qui n'expliquent rien, au contraire, ils augmentent la confusion. D'une part, ces considérations peuvent être appliquées à n'importe quel peuple, de n'importe quelle époque historique.

D'autre part, quelle serait cette « loi » à respecter ? Pour le savoir, il faudrait préciser qui a établi cette loi, et dans quel but ? Or, l'on sait que les

lois sont toujours décidées et promulguées par la caste dominatrice du moment. Dès lors, parler ainsi de « loi » d'une manière générale n'est pas pertinent. En outre, a-t-on jamais vu un peuple ignorer ou ne pas respecter une loi qui correspondrait réellement à son intérêt ?

Le même Bouabdallah Madani estime, à propos de l'émancipation du peuple algérien :

« Et cela passe d'abord par la culture comme disait Malek Bennabi depuis le début, car les peuplades ou même un peuple affirmé plongés dans l'inculture et sans mémoire sont facilement bernés, les extrémistes ayant toujours le vent en poupe et le verbe haut pour convaincre.

La culture bien pensée relativise le rang social, la richesse de chacun, la seule noblesse résidant dans la richesse spirituelle de l'individu. »

À propos de culture, il faut d'abord être conscient de la réalité. Les conditions de vie matérielle du peuple, écrasantes, de survie, lui permettent-elles de s'occuper de culture ? Les conditions idéologiques, auxquelles la caste dominante le soumet, favorisent-elles le peuple à accéder à l'authentique culture, celle émancipatrice ? Les intellectuels, dits progressistes, s'intéressent-ils au peuple pour lui offrir la culture convenable ?

Il reste un dernier argument, que certains emploient comme solution de sauvetage du peuple : obéir aux « dirigeants » (auto-proclamés), dans cette vie, afin de bénéficier d'une vie meilleure dans... l'au-delà. N'en rions pas. Malheureusement, cet argument est présent, parmi les parties les plus aliénées du peuple. Se contenter de s'en lamenter est idiot ; se limiter à accuser le peuple de cette carence est stupidement arrogant. Il faut chercher à libérer les victimes de ce genre de chantage. Faut-il préciser qu'il n'est pas spécifique du peuple algérien ? Rappelons-nous l'histoire de tous les peuples de la planète : comment, chaque fois, la religion a été manipulée pour légitimer leur asservissement.

Examinons l'autre face de la médaille. Concernant le peuple, des faits encourageants existent, permettant l'espoir.

Le premier. Malgré toutes les carences du peuple en terme de division, ni le wahabisme-quatarien et son agent local (ex-F.I.S.), ni le sionisme (avec son soutien impérialiste, en premier lieu U.S., ensuite français) et son agent local (M.A.K), aucun de ces deux agents n'a réussi à diviser le peuple algérien, pour néo-coloniser l'Algérie, notamment par l'emploi de la désormais connue « révolution colorée » (voir Ukraine), après avoir tenté

l'action terroriste armée. En tout cas jusqu'à présent. Cependant, le risque existe et persiste. Il suffit d'examiner la carte géographique (place stratégique de l'Algérie dans la Méditerranée, comme territoire), ses ressources naturelles et son marché de consommateurs (très appétissants pour les loups capitalistes).

Deuxième fait. De temps en temps, une partie du peuple opprimé, la plus consciente et/ou celle qui supporte le moins son asservissement, s'est manifestée socialement : de la révolte armée du F.F.S. en 1963, aux révoltes populaires plus ou moins spontanées et plus ou moins violentes (1988, 2001, etc).

Malheureusement, ces révoltes manquaient des éléments pouvant leur assurer un succès : 1) la solidarité de la majorité du peuple, 2) un programme adéquat ; 3) une organisation efficace.

Ces deux ultimes facteurs étant les conditions d'existence du premier.

Troisième fait. Des organismes libres, autonomes et démocratiques sont nées : associations de chômeurs, syndicats autonomes, associations de femmes, de jeunes, cafés littéraires, etc.

Là, aussi, malheureusement, ces associations ne sont pas encore suffisamment développées au point de se fédérer, jusqu'à constituer des forces sociales capables de peser dans le rapport de force social global. Mais il semble que la conscience de cette nécessité fait son bon chemin, notamment dans le domaine syndical.

Voilà donc ce qu'il faut s'atteler à construire :

1) l'unité solidaire du peuple, sur la base de ses intérêts communs fondamentaux : éliminer son exploitation économique, donc sa domination politique, donc son aliénation idéologique ;

2) un programme d'action visant à la réalisation de ces objectifs, clairement compris et soutenu par le peuple ;

3) une organisation pour l'application pratique de ce programme, conforme aux réalités matérielles et culturelles du peuple. À ce propos, l'expérience historique, algérienne et mondiale, enseigne.

1) Pas de parti politique. Son intérêt premier, même quand il se proclame « populaire », est la formation et l'existence de sa caste dirigeante, au détriment du peuple.

2) Pas de « *Zaïm* ». Son intérêt premier est l'affirmation de sa personnalité et de sa décision, censée être la plus « géniale » et « infaillible ». Méfions-nous en particulier de celui qui proclame ne pas vouloir jouer au « Sauveur », mais dont les déclarations et les actes, objectivement analysés,

révèlent le but inavoué. À ce propos, rappelons-nous Lénine : n'a-t-il pas déclaré « *Tout le pouvoir aux soviets* », pour, ensuite, s'ériger en « Guide Génial » qui les a écrasés dans le sang ? En Algérie, les prétendus « sauveurs », « conseillers », etc., du peuple, n'évoquent jamais l'autogestion ou les associations autonomes du peuple. À monsieur Noureddine Boukrouh j'ai posé, dans ce journal, la question à ce sujet, précis¹⁷⁷ ; la réponse publique n'est pas venue¹⁷⁸. N'est-ce pas significatif ?

3) Pas de clandestinité : elle tend toujours à former une caste dominant le peuple.

4) Pas de violence : toujours, elle se retourne contre le peuple, pour défendre la caste nouvelle dirigeante.

Que faut-il alors ?... Des associations populaires autonomes, libres, démocratiques, dans tous les domaines de la vie sociale, partout sur le territoire. Et fédérées entre elles, sans quoi, considérées singulièrement, elles restent inefficaces.

Des sources utiles, non pas à copier (les conditions historiques sont différentes), mais desquelles s'inspirer existent. La première est l'expérience espagnole, de 1936 à 1939¹⁷⁹.

Tout cela exige du temps, évidemment. Mais, répétons-le, sa longueur n'est pas déterminable. Il peut être très court (la présente génération) ou très long (plusieurs générations), selon le déroulement des événements.

Celui-ci dépend de l'action de plusieurs agents :

- 1) les castes dominantes, dans leur capacité de diriger ;
- 2) les partis politiques réellement d'opposition, dans leur capacité de s'unir en un front commun assez consistant pour peser efficacement face aux castes dominantes ;

¹⁷⁷ Voir ci-dessus III. SOCIETE / « *Questions à Monsieur Noureddine Boukrouh* ».

¹⁷⁸ Je n'estime pas trahir une correspondance privée, en révélant des messages personnels, concernant la vie publique. Dans un message qu'il m'adressa, Mr Boukrouh m'a écrit : « Je ne pourrai pas bien sûr répondre à toutes les questions (autogestion, lutte des classes, superstructure-infrastructure, etc.) car il me faudrait un livre et de nombreux jours de travail alors que la conjoncture est si prenante. »

Voici ce que je lui ai répondu : « Permettez-moi de considérer que la question de l'autogestion, comme projet social, me paraît mériter une réponse, même en quelques mots. Car, vous l'avez constaté, l'essentiel de mon interpellation auprès de vous consiste à savoir comment éviter qu'en Algérie un-e citoyen-ne soit réduit-e à être dominé-e / exploité-e par son semblable. N'est-ce pas l'aspiration première et fondamentale de notre peuple, comme, d'ailleurs, de tous les peuples de cette planète? »

¹⁷⁹ Voir ci-dessus 2. AUTOGESTION / « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle.* »

3) la minorité d'intellectuel-le-s sincèrement ami-e-s du peuple, dans leur capacité de le conscientiser afin qu'il s'organise en associations autonomes et fédérées.

Ces trois agents sociaux seront examinés dans la prochaine contribution.



Le problème du temps

2. Espoir, respect et unité dans la diversité

Le Matin d'Algérie, 29 octobre 2017

Dans la précédente contribution fut promis l'examen des agents sociaux autres que le peuple. Cependant, à propos de ce dernier, les commentaires sur le journal ou parvenus à mon courrier privé m'obligent à fournir des éclaircissements supplémentaires sur des points fondamentaux.

1. L'espoir est-il permis ?

Du message privé d'Omar Tarab, voici les extraits qui paraissent devoir être cités :

« Vous êtes un indéfectible optimiste, cher ami. Vous insistez à croire, dans ce lambeau que fut le royaume numide, à une âme algérienne et encore plus fort à sa renaissance (?), comme si elle a déjà connu une première. (...) »

Les idées énoncées dans votre analyse sont d'une solvabilité sans conteste, cependant elles seront entendues dans une société apaisée, sans haine ni jalousie malsaine.

N'ayant pas peur des mots : le fruit est pourrie, les mentalités sont exécrables, 55 ans de matraquage idéologique le plus scélérat, associé à la présence d'une religion omnipotente, ont produit un nouveau type d'Algérien, un être hybride qui prie dieu et croit au diable.

Il supplie l'un ou l'autre en fonction de ses peurs et de ses envies. L'Algérien a connu au cours de ses années d'indépendance une régression telle que ne subsiste dans son esprit qu'un seul besoin, le premier cité dans la pyramide de Maslow (manger- dormir et sexe).

Jamais un pays n'a été autant envahi par l'obscurantisme et la décadence des mœurs que l'Algérie d'aujourd'hui.

Vous proposez la constitution de diverses organisations civiles pour "recréer" le tissu social. Comment serait-ce possible, cher Kadour, quand au sein même de sa propre famille on ne s'écoute plus ?

Vous savez que la famille est la pierre angulaire d'une société qui s'inscrit dans le progrès. En Algérie, la famille a littéralement éclatée après l'estocade



portée par le wahhabisme. (...) Dans les familles algériennes, les sujets de discussion tournent invariablement sur la religion dans ses aspects les plus rigoristes.

Je ne suis pas un pessimiste invétéré, croyez moi, j'ai, il n'y a pas longtemps, été quelqu'un qui croyait à un sursaut salutaire après la guerre civile.

Mais la population, exposée durant les années de feu aux yeux de l'opinion internationale, pour plaider la cause du pouvoir, fut, aussitôt "l'accalmie " revenue, remise sous l'éteignoir, asservie plus que jamais par les tyrans.

Mérite-t-elle le respect ? Aucun, je dirai, partant du principe que celui-ci se mérite, et quant à croire à sa probable unité, c'est autant attendre... Godot. »

Pour sa part, dans un commentaire sur le journal, Haroun Hamel, en fournissant certains arguments, affirme : « La lutte de libération n'a jamais réussi à forger une conscience collective citoyenne. »

Voici des observations pour répondre à ces intéressants propos.

La « *renaissance* » dont il est question concerne l'affirmation du peuple algérien, considéré comme majorité significative, sans minimiser les défections et complicités avec l'occupant colonial.

La naissance se concrétisa durant la guerre de libération nationale, malgré les carences graves qui ont marqué cette lutte (contrainte dans certains cas, massacres de civils, « bleuite », MNA, etc.)

À ma connaissance (je ne suis pas historien), c'est la seule et unique fois où l'on a pu parler, non seulement au pays mais dans le monde, de « peuple algérien », en tant qu'agent social assez uni et impact pour s'opposer à la domination étrangère dont il était victime, au point d'y mettre fin.

Que cette victoire fut moins militaire (comme chez les Vietnamiens) que politique n'enlève pas l'essentiel à ce que fut cet acte de résistance majoritaire, conclu par une libération contre le colonialisme.

Quel pays, quel peuple, dans l'histoire du monde n'a pas connu ces vicissitudes ? Un exemple suffit, celui du peuple français. Durant la domination romaine, les occupants n'ont-ils pas joué de l'opposition entre Francs et Gaulois ? Durant la domination nazie, les occupants n'ont-ils pas joué entre la partie résistante du peuple français, et sa partie collaborationniste avec les nazis ? Enfin, la résistance française au nazisme n'a-t-elle pas vécu des divisions, notamment entre gaullistes et communistes ?

Dès lors, pourquoi voir des défauts uniquement au peuple algérien, pour le condamner, comme s'il est le seul à présenter des divisions antiques ou modernes ?

Par conséquent, la question se pose : une « renaissance » du peuple algérien, comme agent social majoritairement uni et solidaire, est-elle utopique ou réaliste ?

Omar Tarab, pour affirmer la première hypothèse, invoque les graves traumatismes subis par ce peuple, avec les divisions qu'ils ont entraînés, jusque dans les familles.

Cela est indéniable. Omar a raison d'insister sur la gravité de ces traumatismes au sein même de la famille, noyau social fondamental.

Mais, dans l'histoire, combien de fois la famille, dans des sociétés déterminées, n'a pas été la victime d'influences traumatisantes ? Le plus fameux de ce genre d'événement fut Jésus-Christ lui-même, affirmant (citation de mémoire) : « Je suis venu diviser les familles, le mari de son épouse, les parents de leurs enfants... », etc. Et cela fut ainsi. L'une des conséquences de cette prédication fut, notamment, un événement, plus tragique que celui commis dans l'algérien village de Bentalha : la nuit de la « Saint-Barthélémy », dans la capitale même de la France.

Cependant, l'évolution des événements a permis aux peuples, en l'occurrence à celui français, de progresser.

Toutefois, d'autres divisions sont survenues au sein des nations : l'apparition des classes sociales de l'époque industrielle : exploité-e-s d'une part, exploités de l'autre.

Là, les castes dominantes ont constaté, venant des exploités, des résistances diverses mais constantes : casse des machines, grèves, révoltes violentes dans la rue, organisations de partis ouvriers visant le changement social en leur faveur. Ainsi, la caste dominatrice fut contrainte d'adapter le système capitaliste, de manière à le faire perdurer. Nous en sommes là, aujourd'hui.

Mais, encore dans ce cas, les castes dominantes savent, en général, apprendre de l'histoire. Elles ont trouvé, actuellement, deux parades, pour maintenir leur système exploitateur. D'une part, au sein des pays industrialisés, créer un consensus social, assuré par des élections, certes démocratiques, mais où, comme par hasard, les élus représentent toujours les intérêts de la classe capitaliste. D'autre part, au niveau de la planète, créer un nouvel ennemi commun, bouc émissaire : après le « communisme » marxiste, lamentablement échoué, voici l'islamisme. Ainsi, dans les pays

industrialisés, la famille et le peuple retrouvent une relative unité, permettant au système social de perdurer. Et, dans les pays dominés, la famille et le peuple sont obnubilés, comme chacun le constate, par des questions de religion ; elles les détournent des problèmes économiques (exploitation) et sociaux (domination).

Oui, il peut y avoir des résistances : en Europe, la révolte des populations de régions, culturellement spécifiques. Dernier cas : la Catalogne (cherchant l'indépendance). En Italie, la Vénétie et la Lombardie (voulant plus d'autonomie). Au Moyen-Orient : le peuple kurde (désirant son unité, dispersée entre quatre autres pays). En Tamazgha, les Amazighes (opprimés par les linguistiquement arabophones), sans oublier les Indigènes d'Amérique latine, notamment au Chiapas.

Non, ces considérations ne sont pas un éloignement de l'argument principal : le peuple algérien. Il s'agit simplement de montrer, du moins espérons-le, un fait social fondamental : les sociétés et les peuples sont soumis à des variations qualitatives, à des flux (progrès) et à des reflux (régressions). Telle est l'histoire de l'humanité toute entière. Le peuple algérien en fait partie, avec ses spécificités.

Combien de fois on a cru des peuples complètement disloqués pour les voir se réaffirmer. Il en fut ainsi de tant de peuples colonisés, notamment le peuple chinois. Dans sa période la plus régressive, pas moins de cinq puissances impérialistes l'envahirent et le dépouillèrent de tout ce qu'elles pouvaient tirer. En particulier, la guerre dite de l'opium, produit introduit par la Grande-Bretagne, a des ressemblances frappantes avec l'opium qu'est, aujourd'hui en Algérie (et ailleurs), la manipulation de la religion pour soumettre le peuple.

Pour juger de manière convenable, c'est-à-dire objective, la situation de peuple algérien, il semble donc indispensable de la placer dans le contexte historique non seulement national mais mondial, d'une part. D'autre part, il faut examiner les événements dans le long terme, celui des phases historiques. Ainsi, par exemple, on constatera des similitudes significatives entre les guerres de religion qui ont marqué le Moyen-Age européen, et les actuelles guerres de religion dans les pays musulmans. Dans le premier cas comme dans le second, les sociétés devaient affronter le problème de leur modernisation sur tous les plans, de l'économique au culturel. Cela porte à dire que, du point de vue de l'évolution historique, les sociétés musulmanes actuelles, notamment du Moyen-Orient et de Tamazgha, sont en retard d'environ quatre siècles par rapport à celles chrétiennes européennes.



Oh ! Ne tirons pas de cette observation qu'en Algérie (et dans les autres sociétés musulmanes) il ne faut rien faire, et attendre que l'évolution historique se fasse d'elle-même, vers le progrès. N'ayons pas, non plus, l'illusion marxiste (matérialisme historique et dialectique) qui prétendait que les sociétés évoluent « automatiquement », suite aux rapports s'établissant entre développement des forces productives et situation des rapports de production. Cette conception a été largement infirmée par l'évolution historique.

Comme en Europe, dans les pays musulmans, les citoyen-es les plus conscient-e-s, les plus éclairé-e-s ont leur rôle à jouer pour réaliser le changement social positif. Et cela ne va pas, hélas !, sans difficultés, ni drames, ni tragédies. Telle est l'histoire humaine : ses progrès passent, malheureusement, par les larmes et le sang des opprimé-e-s et de celles-ceux qui les défendent.

Tout cela étant dit, l'examen de l'histoire de l'humanité en général, et de celle de sa partie occupant le territoire de l'Algérie, n'autorisent-elles pas, en définitif, l'optimisme ?

On objectera qu'une guerre nucléaire peut mettre fin à tout. Mais, aussi, un gros météore, provenant de l'espace, peut pulvériser la petite planète Terre. Alors, faut-il se résigner ou combattre et espérer ?... Nous savons que des scientifiques, pour une fois unis, s'occupent à conjurer la menace spatiale. Quand à la guerre nucléaire, il s'agit de combattre ses partisans. Cela est possible, cela se fait, il faut renforcer les rangs. Enfin, s'agissant du peuple algérien, rien n'est joué, pas de « fin de l'histoire ». La partie la plus consciente de ce peuple le démontre chaque jour, à travers ses associations et ses manifestations, ces dernières plus ou moins virulentes, en fonction de l'exaspération des conditions de vie.

Espérons que cet ensemble de considérations puisse montrer que l'optimisme que me prête l'ami Omar n'est pas béat, mais repose sur des constations historiques et sociales objectives. L'histoire montre que là où les experts affirment l'inertie des peuples, ils finissent par être démentis par l'arrivée de « Godot » : la soif de liberté, l'exigence de démocratie véritable. Autrement, pourquoi l'humanité n'est pas restée à l'esclavage antique, ou au stade de Cro-Magnon ?

Que cet élan *vital* (car c'est de cela qu'il s'agit, au-delà ou en-deçà des problèmes autres, notamment économique) de l'espèce humaine, à travers sa partie opprimée, soit récupéré par les vautours qui accaparent le pouvoir, cet handicap, jusqu'à présent, a fait malheureusement partie de l'évolution des



événements. Cependant, dans le passé comme dans le présent, la partie la plus consciente (du peuple et de ses ami-e-s sincères) s'est efforcée et persiste à trouver la manière pour que l'issue soit au bénéfice du peuple. Sinon à quoi nous servent la conscience et l'instruction dont nous nous vantons ? Simplement à mépriser le peuple parce que asservi et divisé ?

2. Le peuple mérite-t-il le respect ?

Venons à l'autre importante question, posée par Omar : un peuple asservi « mérite-t-il le respect ? »

La question surprend. Cependant, elle est compréhensible. En effet, on peut faire partie d'un peuple et l'aimer au point de le mépriser (tout en se méprisant), en constatant l'asservissement auquel il est soumis.

Mais c'est tomber dans le piège tendu par l'ennemi. L'auto-mépris des opprimés est l'une des armes psychologiques employées par le dominateur, pour écraser davantage, et définitivement, son esclave.

Non, cher Omar ! L'état d'asservissement dans lequel est tombé le peuple, quelle qu'en soit l'horreur, devrait provoquer le mépris non du peuple mais, au contraire, de son *opresseur* !

Et ensuite, des personnes ayant un savoir (parce que ne subissant pas les conditions matérielles et psychologiques écrasantes du peuple) devraient, elles aussi, provoquer notre mépris. Parce qu'elles utilisent leur savoir uniquement pour profiter, d'une manière directe ou indirecte, de l'asservissement du peuple, au lieu de l'aider à s'en affranchir.

Comment donc ?... Une caste minoritaire réduit le peuple à des animaux exploitables, à des crétins endoctrinables, à des sous-humains incapables d'accéder à la culture, donc à la conscience, donc à leur droits... Et, en plus, on doit mépriser ces victimes ?... Que leurs sangsues les méprisent, c'est dans le (dés)ordre des choses. Mais comment peut-on aimer le peuple, être scandalisé et sincèrement peiné par sa situation asservie, et, en plus, le mépriser ?

Alors, il faudrait, d'abord, se mépriser soi-même pour être incapable (malgré le niveau d'instruction et de conscience propre) d'affranchir le peuple de sa scandaleuse situation, d'autant plus qu'on en fait partie, par notre famille. Mais, cela a été déjà dit, au lieu du mépris, il vaut mieux porter secours et aide au peuple. Et trouver, bien que cela soit extrêmement difficile, comment agir positivement au sein de la propre famille. À ce sujet, que l'on m'excuse d'avancer ma propre expérience ; elle est évoquée

uniquement pour montrer que je sais de quoi je parle. Car, malgré et à cause de leurs carences, de leur faiblesses, le peuple, notre famille populaire n'en sont pas les premiers responsables, mais les victimes. Et les victimes ne méritent pas le mépris, mais de l'aide de la part de qui les aime, malgré tout et/ou à cause de tout.

3. Un peuple algérien ou plusieurs peuples d'Algérie ?

Dans un commentaire sur le journal, Haroun Hamel écrit :

« Tant que vous ne reconnaissez pas qu'il existe plusieurs peuples en Algérie, vous demeurerez dans un déni, les mêmes causes induisant les mêmes effets. »

Dans la contribution précédente qui est visée, il semble que le problème examiné est le concept de peuple. Rappelons qu'il est défini sur la base d'un critère précis : les citoyen-ne-s exploité-e-s / dominé-e-s.

Toutefois, je comprends une objection, qui pourrait, en vérité, sous-tendre l'analyse proposée. En parlant de « peuple algérien », il est possible que l'auteur laisse croire, ou/et que le lecteur puisse comprendre, que cette expression, en employant l'*unité*, puisse, par sous-entendu, accorder la primauté aux Arabophones au détriment des Amazighophones¹⁸⁰.

Certes, quand un Amazighophone constate le déni, par les institutions étatiques (également, hélas !, par des citoyen-ne-s arabophones, pourtant opprimé-e-s), de sa langue, de sa culture, de son histoire et de tout ce qui constitue sa spécificité, il est compréhensible de le voir réagir avec appréhension quand on parle de « peuple algérien ». D'où Haroun Hamel qui revendique l'existence de « plusieurs peuples en Algérie ».

Personnellement, je ne vois pas d'inconvénient à cette ultime expression, à deux conditions. 1) Que par « peuple » soit désigné la partie exploitée-dominée. 2) Que la multiplicité de ces peuples ne soit pas un motif pour causer leur opposition, mais leur solidarité dans le respect de leurs spécificités culturelles.

D'une part, il serait absurde, du point de vue des *asservis*, que des opprimés arabophones et des opprimés amazighophones entrent en conflit. Reconnaissons, cependant, que leurs oppresseurs y trouvent leur intérêt, et,

¹⁸⁰ L'emploi de ces deux termes est justifié par l'aspect linguistique, sans aucune référence à une « ethnie ». En voici le motif : malgré les affirmations péremptoires de certains, la connaissance scientifique n'a pas encore démontré si les Arabophones d'Algérie (et de Tamazgha) sont d'origine moyen-orientale ou des autochtones culturellement arabisés.

donc, font tout pour créer et alimenter ce conflit entre opprimés, en jouant sur l' « ethnicité » (« Arabes » / « Amazighes »), mise en avant pour occulter l'exploitation économique.

D'autre part, une telle opposition entre opprimés (arabophones et amazighophones) les affaiblirait, face à leurs multiples ennemis, intérieurs (tant parmi les Arabophones que les Amazighophones) et extérieurs. D'où la nécessité d'unité et de solidarité du « peuple algérien » ou des « peuples algériens ». Peut importe l'expression, si les enjeux et les buts sont clairement définis : l'affranchissement du ou des peuple (s) d'Algérie de l'oppression qui pèse sur lui (eux), quelque soit sa forme : économique, politique ou culturelle. Par conséquent, que l'on dise « Vive le peuple algérien ! », « vive le peuple d'Algérie », « Vivent les peuples algériens ! » ou « vivent les peuples d'Algérie ! », toutes ces expressions sont les bienvenues, si elles appellent à la fin de l'exploitation économique et de la domination politique de tou-te-s les citoyen-nes habitant cette portion de la planète Terre, nommée Algérie. Alors, disparaîtront les questions d' « ethnies », pour laisser place, finalement, à une seule humanité, libre et solidaire, riche de ses différences. Ce but exige la conscience claire de la temporalité historique, et la volonté active d'y contribuer, selon les propres possibilités.



Le problème du temps

3. Des « beaux jours » de la caste dominante

Le Matin d'Algérie, 2 novembre 2017

Concernant le problème du temps, pour l'évolution de la société algérienne actuelle, voici la contribution complétant trois autres, auparavant publiées¹⁸¹. Dans les précédentes fut examiné le peuple comme agent social. À présent, intéressons-nous à l'agent social dominant, en posant la question, formulée par un lecteur : a-t-il de « beaux jours » devant lui ?

Commençons par préciser certaines notions.

Que faut-il entendre par « dominateur » et « dirigeant » ?¹⁸² On a affaire à une *domination* (à des *dominateurs*) quand l'agent exerce son pouvoir social par l'instrument de la *contrainte* contre les citoyens. Il s'agit de *direction* (et de *dirigeants*) dans le cas où l'exercice du pouvoir s'exerce par l'instrument du *consensus* des citoyens.

Dans les deux cas, la gestion du pouvoir se manifeste de diverses manières, selon la gravité de la situation, comme on dit communément, plus exactement de la *résistance* des citoyen-ne-s dominé-e-s.

Premier instrument : armée. Deuxième : police politique. Troisième : police dite civique. Quatrième : lois et législation. Cinquième : idéologie (école, moyens d' « information », « culture », moyens de « divertissement », religion ou « morale »).

Partout et toujours, l'idéologie (qu'elle émane des dominateurs ou des dirigeants) présente ces institutions comme celles de la « nation » entière ; elles seraient donc « au-dessus » des conflits présents dans la société. Or, l'observation objective des faits démontre que ces institutions sont toujours et d'abord les instruments de la caste au pouvoir ; ils servent en premier lieu ses intérêts (et de la classe qui lui permet d'exercer le pouvoir, comme on le verra par la suite).

¹⁸¹ « *Le peuple, c'est quoi ?* » ; « *LE PROBLÈME DU TEMPS : 1. des "peuplades" au peuple* » ; 2. *Espoir, respect et unité dans la diversité* ».

¹⁸² La distinction s'inspire de travaux d'Alain Touraine.

Dans la situation de *domination* sociale, parce que les citoyens contestent, d'une manière ou d'une autre, la légitimité de la caste au pouvoir, celle-ci, pour s'y maintenir, a recours en priorité aux institutions qui emploient la *force* : armée, police politique, police civique, législation (autrement dit établir des lois qui manifestent la force de la domination, ce qu'on appelle le « droit » de la force). Les autres institutions, d'ordre idéologique, demeurent secondaires¹⁸³. Parce que la résistance citoyenne a un niveau de conscience imperméable à la propagande idéologique dominante.

Dans la situation, contraire, de *direction* sociale, les institutions prioritairement utilisées par la caste au pouvoir sont celles *idéologiques*. Parce que les citoyens, bénéficiant de conditions économiques moins défavorables, accordent à leurs dirigeants un consensus, lequel est maintenu précisément par les institutions d'ordre idéologique. Ce n'est qu'en cas de conflit économique trop intense avec une partie significative de citoyens que la caste dirigeante se voit contrainte à recourir aux institutions employant la force. Par exemple en cas de grève menaçant sérieusement les intérêts du patronat, ou de mouvement social menaçant gravement la politique gouvernementale¹⁸⁴.

Ceci étant dit, qu'en est-il de la caste qui gère actuellement le pouvoir en Algérie ?

Si celle du temps de la dictature militaire (Ben Bella, puis Boumediène) était clairement une caste dominante¹⁸⁵, celle actuelle semble de type

¹⁸³ Nous ne suivons donc pas Benamar Mediène quand il déclare : « Le garde du corps [du pouvoir] le plus efficace, n'est pas le DRS, n'est pas l'armée, c'est la religion. » in « *Comment Novembre a été perverti* » (2), <http://www.lematindalgerie.com/benamar-mediene-comment-novembre-ete-perversi-2>. En effet, sans les deux premières institutions, que serait la force de la religion comme institution dominante ? Il suffirait alors d'une correcte campagne intellectuelle auprès du peuple, et la religion ne fonctionnera plus comme instrument d'aliénation et de domination, mais de libération : ce fut le cas, en Amérique latine, avec la « théologie de la libération ». Même la religion chrétienne n'est devenue historiquement forte que lorsque l'empereur romain Constantin l'adopta, et qu'elle devint l'idéologie officielle de son... armée. C'est par ce stratagème qu'il obtint la victoire sur l'adversaire. Évidemment, les croyants en cette religion considèrent la victoire comme étant l'œuvre du Dieu de Jésus. En réalité, l'instillation d'une foi supra-naturelle permet aux soldats de mieux se battre, sans crainte de mourir, puisqu'en échange ils gagnaient une vie éternelle dans la béatitude du Paradis.

¹⁸⁴ Limitons-nous à deux cas exemplaires, survenus dans les années 60 du siècle passé : le mouvement pour les droits civils aux États-Unis, puis le mouvement de mai en France.

¹⁸⁵ Bien qu'une frange importante, au nom du prétendu « soutien critique », la considérait comme « dirigeante » (comme « progressiste »), pour finir par reconnaître son

hybride. En effet, elle tend à employer davantage les institutions d'ordre idéologique. Notons bien : elle *tend*. L'aspect le plus spectaculaire de cette tendance est l'emploi opportuniste de la religion. Cependant, les institutions répressives sont toujours agissantes. Pas celles qui utilisent le maximum de force (appelons-la force *brutale*, pour s'inspirer de la notion anglo-saxonne de « *hard power* »), l'armée et la police politique, mais celles qui utilisent une force *souple* (*soft power*) : la législation et la police civique. En voici un exemple significatif.

Un communiqué de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), bureau de M'sila (aile Saleh Debouz) informe¹⁸⁶ que « douze ahmadis ont été poursuivis pour les délits d'adhésion à une association non agréée, collecte de dons sans autorisation, non-notification des services administratifs de la réunion, conformément à l'article 46 de la loi sur les associations, notamment les articles 1 et 8 de la loi sur la collecte de fonds ».

Et si le citoyen consent au devoir d'avertir les autorités, voici ce qui lui arrive, selon le même communiqué :

« des éléments de la police de Sidi Amer se sont déplacés au domicile d'un des membres de la secte après qu'il les a informés le matin du 8 septembre 2016 qu'il rencontrerait cinq membres dans son domicile, selon ce qui lui a été demandé (*notification en cas de réunion avec les membres dans sa maison*) ».

Or, une caste dirigeante n'a pas ce genre de lois, ni ce type de contrôle policier.

Mais, comme l'écrit un commentateur de l'article paru sur *Algérie Patriotique* :

« Pourtant la constitution algérienne est claire à ce sujet : Art. 36 – La liberté de conscience et la liberté d'opinion sont inviolables. Art. 41 – Les libertés d'expression, d'association et de réunion sont garanties au citoyen. Art. 45 – Toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par une juridiction régulière et avec toutes les garanties exigées par la loi. »

Là, nous trouvons l'expression d'une caste dirigeante.

caractère dominateur seulement après sa disparition, suite au mouvement de révolte citoyenne de 1988.

¹⁸⁶ Voir « *Algérie Patriotique* », <https://www.algeriepatriotique.com/2017/10/31/cinq-membres-ahmadiyya-de-msila-se-retirent/>

Autre exemple. Le chef de l'État déclare : « « Le pouvoir se conquiert désormais, aux échéances prévues par la Constitution, auprès du peuple souverain qui l'attribue par la voie des urnes...»¹⁸⁷.

Mais où est cette souveraineté du peuple quand, pour se limiter aux cas les plus flagrants :

- un chef de l'État change arbitrairement le texte de la Constitution pour dépasser les deux mandats qui y étaient fixés, et, ainsi se perpétuer au pouvoir ;

- la liberté d'association des citoyens, pour débattre des problèmes et du choix des candidats, est strictement limitée par la volonté arbitraire des autorités étatiques ;

- la création de parti politique est soumise à autorisation étatique, laquelle est arbitrairement refusée à certains, comme le parti du fils de Mohamed Boudiaf ;

- les partis politiques existants sont arbitrairement limités dans leur droit de tenir des réunions avec des citoyens¹⁸⁸;

- le déroulement des élections n'est pas garanti par une surveillance impartiale, mais soumis à la seule gestion étatique, ce qui a entraîné, lors des dernières législatives, une fraude telle que même les téléphones portables l'ont montrée ?¹⁸⁹

Voilà donc la nature du pouvoir en Algérie. Le texte de la Constitution est contredit par les lois édictées. De même, la déclaration sus mentionnée du chef de l'État est contredite par les faits cités ci-dessus.

¹⁸⁷ Quotidien *El Watan*, 31.10.2017, http://www.elwatan.com/actualite/bouteflika-l-ere-des-periodes-de-transitions-est-revolute-en-algerie-31-10-2017-355780_109.php.

¹⁸⁸ « Tout, depuis la croisade pour obtenir un agrément pour un parti politique, aux tracasseries pour obtenir une autorisation pour la tenue d'une activité partisane en dehors du siège, aux ingérences dans le fonctionnement des partis politiques avec la menace de redressement pour écarter les directions indociles, à la complicité pour promouvoir les forces de l'argent sur la scène politique, tout cela concorde à encadrer la vie politique de telle façon que le champ politique soit verrouillé et que l'activité de l'opposition se résume à sa plus simple expression. » Ali Benflis. Président de Talaie El Hourriyet, *El Watan*, http://www.elwatan.com/actualite/nous-revendiquons-la-democratie-nous-avons-commence-par-nous-memes-22-10-2017-355154_109.php

¹⁸⁹ « les lois organiques relatives au régime électoral et à la Haute instance indépendante de surveillance des élections n'ont contribué qu'à la consolidation de la mainmise de l'appareil politico-administratif sur le processus électoral et des mécanismes de la fraude. » Idem.

Cependant, comme les actes sont plus importants que les mots, nous constatons que ce pouvoir est de fait dominateur, et seulement d'apparence dirigeant¹⁹⁰.

Comment expliquer cet aspect ? Voici une hypothèse. Suite aux révoltes citoyennes de 1988, la caste dominatrice fut éliminée. Pour éviter des conséquences trop graves dans le pays, la caste au pouvoir assuma un aspect dirigeant, en accordant des libertés démocratiques, propres aux castes dirigeantes. Cependant, avec le temps, cette même caste sut comment affaiblir le mouvement citoyen, et, donc, renforcer son pouvoir. Mais, contrairement à ceux qui accusent le peuple de n'être qu'une masse « inerte » et « aliénée », la caste au pouvoir sait qu'il n'en est pas ainsi. Voilà pourquoi, en plus du conditionnement idéologique auquel elle recourt¹⁹¹, elle emploie également une législation qui la protège d'un mouvement citoyen contestataire. D'où les lois sur les diverses formes d'associations citoyennes autonomes : syndicats, associations, partis, etc.

C'est dire que cette caste gère le pouvoir en présentant un visage « dirigeant », alors qu'elle agit de manière dominatrice. Par conséquent ce n'est pas une domination ouverte et flagrante, ce n'est pas non plus une démocratie de type parlementaire. On pourrait la désigner par ce néologisme : une *démo-dictature*. À savoir : démocratique (expression du pouvoir du peuple) en apparence, dictatoriale (expression d'une oligarchie) en réalité. Donc, *en fin de compte*, caste *dominante*.

Nous arrivons à la question : cette caste a-t-elle de « beaux jours » futurs ?

Tout dépend de sa capacité à gérer la société. Cela implique plusieurs aspects :

1) satisfaire les intérêts économiques des classes et couches sociales qui la soutiennent : la bourgeoisie étatique (en perte d'hégémonie¹⁹²), la bourgeoisie privée mafieuse (en instance de devenir hégémonique¹⁹³), la

¹⁹⁰ Voilà encore un fait qui contredit l'affirmation de Mediene à propos de l'importance première de la religion, comme instrument de pouvoir.

¹⁹¹ Sans oublier d'une part, certaines subventions aux plus démunis, et, d'autre part, la corruption et les faveurs concédés à la couche mafieuse du secteur privé (au détriment de la couche saine du secteur privé, tel Cévilal), ainsi qu'à la couche compradore (import-« export »).

¹⁹² Voir A. B. « *L'économie algérienne n'est plus à dominance publique mais privée* », http://www.algeria-watch.org/fr/article/eco/dominance_privee.htm.

¹⁹³ Voir Salima Tlemçani, « *Ali Haddad, l'argent et la succession* », http://www.elwatan.com//une/ali-haddad-l-argent-et-la-succession-23-10-2017-355219_108.php

bourgeoisie compradore de l'import-« export » (subalterne à la précédente), les couches supérieure et moyenne de la petite-bourgeoisie ;

2) acheter et corrompre l' « élite » intellectuelle, de manière à ce qu'elle se désintéresse de la situation du peuple, pour n'être obsédée que par le gain financier et la gloriole médiatique ;

3) maintenir le peuple dans le servilisme, par le conditionnement idéologique, dont l'emploi instrumentalisé de la religion est le moyen le plus évident ;

4) maintenir la jeunesse dans l'ignorance, la drogue, le banditisme, l'exil légal ou clandestin, pour conjurer sa révolte contre l'injustice ;

5) réprimer les mouvements démocratiques citoyens autonomes par la législation, et ses conséquences : interdiction d'associations libres, limitation des activités de celles existantes, amendes ou prison pour les contrevenants ;

6) et, grâce à toutes ces actions, réussir à manipuler les élections citoyennes au profit de la caste dominante, sans provoquer la révolte des électeurs et des électrices.

Une question se pose alors : de ces points quel est le plus important, c'est-à-dire celui qui pèse le plus sur la balance du rapport de force ?

Pour les mentalités *étatistes*, - qui sont la majorité -, c'est le premier. Par conséquent, ils en appellent à l' « État », au « chef de l'État » et aux « forces responsables » (notamment, l'armée, notons-le) pour améliorer la situation du pays, ce qui signifie maintenir une gestion sociale où une « élite » devient capable de renoncer à un rôle dominateur, pour assumer celui dirigeant. Dans ce cas, nous sommes, toujours, en présence d'une forme *hétéro-gérée* de la société. Cette solution donnerait-elle mieux qu'un Donald Trump (« président du complexe militaro-industriel ») ou qu'un Emmanuel Macron (« président des riches ») ? Cette solution pourrait, cependant, donner un système social à la sud-coréenne, ce qui est, déjà, reconnaissons-le, nettement mieux, puisque dans ce pays, un développement économique très appréciable a lieu (quoique capitaliste et quoique sans disposer de pétrole ni de gaz), d'une part, et, d'autre part, une responsable étatique suprême fut, par la justice, reconnue corrompue, fut jugée selon une procédure légale, et mise en prison.

Pour une minorité très étroite, de mentalité *autogestionnaire*, le facteur déterminant (pour savoir combien de « beaux jours » restent à la caste dominante), ce sont les citoyens qui finiraient par décider, et trouver les moyens, pour mettre fin à leur condition servile et/ou opprimée.



Comme déjà dit dans une autre contribution, le point de rupture survient quand la caste dominante ne peut plus *dominer*, et les citoyen-ne-s dominé-e-s ne peuvent plus *supporter*.

Dans le cas algérien, ce moment semble se jouer sur le plan *économique*. À ce sujet, rappelons-nous un fait historique : c'est le recours (ou l'intention de recourir, si la mémoire n'est pas défaillante) à la planche à billet (plus exactement les assignats) qui a été la goutte qui fit déborder le vase de la résignation du peuple français, lequel, alors, spontanément, sans parti ni dirigeant ni organisation, à la surprise générale, alla détruire la Bastille. On dit que gouverner, c'est prévoir. Selon la tradition, en entendant le peuple crier sous les fenêtres du palais royal, la reine Marie-Antoinette aurait demandé : « Que veulent-ils ? » - « Du pain, majesté, mais il n'y en a pas. » - « Alors, donnez-leur des biscuits ! ». En Algérie, le « biscuit » (religieux, législatif ou répressif) fonctionnera-t-il encore si le prix du pain augmente de manière insupportable pour le peuple ?

Mais, attention au danger à l'affût : que le mouvement populaire soit manipulé par des « youngs leaders »¹⁹⁴ (jeunes dirigeants) autochtones, au service de puissances étrangères (U.S.A., Israël, France, Angleterre) : elles ont intérêt à mettre au pouvoir cette nouvelle caste « dirigeante » (qui deviendra rapidement dominante, comme en Ukraine), afin de laisser ses instigateurs impérialistes mettre la main sur les ressources naturelles du pays. Alors, « armi 3aynak, ya chaab ! » (Fais attention, peuple !)

Et si le peuple se laisse tromper, et son action libératrice est récupérée, la responsabilité n'est pas à adresser à lui, mais aux détenteurs de savoir qui n'ont pas su ou pas voulu être avec lui pour lui éviter l'échec.

¹⁹⁴ C'est l'expression utilisée dans les ouvrages des officines financées par les puissances impérialistes, telle celle états-unienne, la N.E.D. (National Endowment for Democracy). Voir K. Naïmi, « LA GUERRE, POURQUOI ? LA PAIX, COMMENT ?... », p. 533, point « 5.2. *National Endowment for Democracy (NED)* », op. c.

À propos de régression du peuple

Le Matin d'Algérie, 8 novembre 2017

Certains soulignent la régression actuelle du peuple algérien, comme étant si grave, qu'ils ne voient que désespoir et résignation. Quelques autres, cependant, tout en la déplorant, apprécient l'effort de chercher des solutions pour retrouver une dignité perdue.

En effet, les périodes de régression des peuples font, jusqu'à aujourd'hui, partie du mouvement alternatif de progression et de recul.

Rappelons un passé récent. Quelques années avant le déclenchement de la guerre de libération nationale, n'a-t-on pas déploré la régression du peuple algérien, pour écarter toute idée de lutte émancipatrice ? Il était soumis à la domination coloniale, à la croyance aux marabouts, au fatalisme de la présence étrangère (« Dieu nous les a envoyés, alors respectons sa Volonté ! »), au mépris des élites laïques et religieuses, jusqu'au « Zaïm » Messali Hadj : il s'était auto-dressé une statue de Sauveur Suprême, en méprisant les cadres et les militants du parti PPA/MTLD¹⁹⁵.

Pourtant, il a suffi d'une poignée de tout jeunes hommes (27 à 35 ans environ) pour réveiller le peuple de sa résignation, et, quelque temps après, secouer les « élites » de leur soumission coloniale, qui aspirait uniquement à la collaboration avec le système colonial en échange de quelques droits citoyens.

Que pense-t-on, aujourd'hui, en 2017, de ces « élites », sinon ceci : leur défaitisme provenait d'une part, de leur mépris du peuple, et, d'autre part, des privilèges dont ils jouissaient, même si limités ?

Il faut ignorer l'histoire réelle des peuples, donc du peuple algérien, pour s'autoriser à passer de la constatation d'une régression, au déni de voir ce peuple reprendre sa dignité. Depuis la révolte des esclaves de Spartacus aux révolutions française (1789) et russe (1917), jusqu'aux guerres de libération vietnamienne, chinoise, algérienne et autres, n'a-t-on pas, en général, vu les « élites » (bourgeoises et petite-bourgeoises) évoquer la situation « arriérée »

¹⁹⁵ Voir Yaha Abdelhafidh, « *Ma guerre d'Algérie* », Souvenirs recueillis par Hamid Arab, Riveneuve éditions 2012.

du peuple pour conclure à son impossibilité de s'en affranchir, et donc, pour ces « élites », à s'accommoder de leur situation de privilégiés, plus ou moins collaborant avec la caste dominante ?

Et, durant la dictature militaire en Algérie, n'a-t-on pas eu la majorité de l'« élite » politique (P.A.G.S.) et intellectuelle (qui lui était sympathisante) accorder à cette dictature un « soutien critique », en la présentant comme « progressiste » ? En dépit de la police politique sévissant contre les démocrates, des massacres de l'armée contre les moudjahidines pour la démocratie (F.F.S.), de l'établissement d'un capitalisme d'État masqué en « socialisme spécifique », d'une arabisation-islamisation arbitraires, d'un déni total aux droits culturels et linguistiques du peuple amazighe. Alors, le peuple était-il moins en « régression » ?

Oui, pour les petits-bourgeois dansant le twist, pour les partisans du « soutien critique », pour ceux qui bénéficiaient des subventions de la « Présidence » pour augmenter leur gloire médiatique. Ils vantaient notamment Alger comme « Mecque de la révolution ». Pourtant, les authentiques révolutionnaires algériens (F.F.S., P.R.S. ou autres), eux, étaient pourchassés, emprisonnés, torturés et assassinés, sinon contraints à l'exil ; et même là, assassinés (Mohamed Khider, Krim Belkacem).

Quant au peuple, stupéfait mais impuissant, il se contentait de murmurer : « L'ichtirakyâ ?... L'automobile lîke, wal hmâr lyâ » (Le socialisme ?... L'automobile pour toi, et l'âne pour moi ». Mais ne pouvait pas montrer mieux sa révolte. Même plus grave. Qui ne se souvient combien, durant la dictature, tout membre de l'armée ou de la police, même simple soldat ou simple flic, exerçait sa propre « loi », terrorisait à sa guise les citoyens, qui n'avaient aucun recours ?

Alors, le peuple était soumis non seulement à la terreur de l'arbitraire, mais également à un double matraquage idéologique : celui du « socialisme » étatique, et, déjà, - oui, déjà -, de l'obscurantisme religieux.

Les résistances populaires (grèves dans les entreprises, révoltes à la campagne) étaient réprimées avec une extrême violence. Elles n'étaient connues que par les tracts des partis clandestins d'opposition ou de bouche à oreille entre membres de la famille ou des amis.

Le peuple d'alors était-il dans une situation *meilleure* qu'aujourd'hui ?

Ceux qui l'affirment avancent ces arguments : la « décennie noire » a glacé tout esprit de contestation populaire, les jeunes émigrés préfèrent se noyer dans la mer ou quitter le pays de manière légale, l'aggravation du conditionnement idéologique religieux, etc.



Que dire, alors, des faits suivants ?

Par rapport au passé, aujourd'hui, les grèves et les révoltes, leur réussite ou leur répression sont connues, grâce aux moyens d'information alternative, même si minoritaires. Des associations citoyennes et des partis d'opposition existent, malgré les limites imposées par la caste dominante. Elle fut contrainte à accepter cette relative démocratisation sous la pression de révoltes populaires, dont la première fut celle d'octobre 1988. Les élections, bien que truquées, comme au temps de la dictature, ne sont plus présentées à 99 %, mais un peu plus modestes, car la caste au pouvoir n'a plus la force des trop gros mensonges, parce qu'elle a perdu sa crédibilité auprès du peuple.

Certes, l'obscurantisme a augmenté, aggravant l'aliénation servile des esprits. Il n'est pas uniquement de type religieux. Celui-ci est simplement le plus spectaculaire. Il faut également ajouter la crétinisation médiatique, celle des télévisions, d'un certain type de chansons rai dégénéré, et d'une vulgaire folklorisation de la culture.

Mais tout ce matraquage, pourquoi, sinon pour conjurer une possible révolte populaire ?... Par conséquent, les membres de la caste dominante (qui ont leurs efficaces services d'information) savent que ce peuple n'est pas si aliéné et résigné. Ils ont assez de connaissance pour comprendre que les « petites » révoltes populaires (inaugurées par celle d'octobre 1988) sont des « exercices d'entraînement » susceptibles de se transformer en une explosion populaire générale incontrôlable.

N'est-ce pas pour la conjurer qu'ont été concédés une Constitution et des lois qui ont l'air démocratique ?

Alors, tous ces faits autorisent-ils à ne voir dans le peuple algérien qu'un ramassis de résignés et de tarés, desquels on ne peut que désespérer ?

Certes, il est vrai que le merveilleux élan qui a porté à la guerre de libération nationale a été odieusement stoppé par les chars de l'armée des (hors) frontières. Et que les chefs de cette armée sont les responsables des tragiques événements qui ont suivi, jusqu'à la « décennie sanglante », jusqu'à l'obscurantisme actuel. Croire que la situation algérienne et le peuple algérien se sont détériorés uniquement à présent, et seulement après la disparition du chef de la dictature militaire, c'est voir très court le déroulement socio-historique, de manière *subjective* et limitée par des *préjugés* personnels.

La régression du peuple algérien a commencé exactement quand les chars de l'armée des (hors) frontières a massacré des combattants de l'Armée de

Libération Nationale, combattants soulignons-le, de l'intérieur, des maquis. D'une part, ces moudjahidines démocrates n'ont pas pu résister à une armée extérieure matériellement suréquipée et disposant de plus de soldats. D'autre part, le peuple, excessivement traumatisé par les années de guerre, et pas suffisamment conscient, a crié (j'y étais) « Sept ans, ça suffit ! ».

Erreur stratégique !... Il fallait continuer la lutte, devenue, hélas !, non plus contre les colonialistes étrangers, mais contre les nouveaux maîtres indigènes. Si, comme en Espagne, la guerre de libération nationale avait pu se transformer, devant le putsch militaire, d'essence fasciste (quoique se présentant comme « révolutionnaire »), en guerre pour la démocratie, alors, oui, le peuple n'aurait pas connu la dictature et ses conséquences, jusqu'à aujourd'hui. Voilà donc où a commencé la régression du peuple algérien : durant l'été 1962. Et elle n'a fait qu'empirer, puisque la dictature a vaincu, et a utilisé, pour se maintenir, non seulement le « socialisme » de façade, mais, également (certains l'ignorent ou l'occultent), le commencement de l'arabo-islamisation de type fasciste.

Alors, est-il correct de parler de régression *uniquement* actuelle du peuple ? ... N'est-il pas plus conforme à la réalité de constater que ce peuple, aujourd'hui, commence à se reprendre, malgré tout ? Sinon, comment interpréter l'abstention massive aux élections, les révoltes par-ci, par-là, les associations et les partis politiques qui luttent (malgré toutes les limitations arbitraires), les moyens d'information qui combattent pour dire la vérité et soutenir les luttes populaires, les femmes qui revendiquent leurs droits, les jeunes qui choisissent de rester dans le pays et lutter, les parties du peuple qui revendiquent leurs droits culturels et linguistiques, etc. ? Et si les obscurantistes religieux redeviennent agressifs, est-ce uniquement parce qu'ils se sentent le vent en poupe, ou, au contraire, parce qu'ils se voient en perte de vitesse, entre autre à cause du risque d'abandon du wahabisme par la « centrale » saoudite qui le finançait et le diffusait ?

Que conclure à propos de la régression actuelle du peuple algérien ?

Qu'il faut veiller à ne pas se limiter aux apparences et aux détails, mais à l'essentiel, en le plaçant dans la perspective socio-historique qui est la sienne. Pour y parvenir, ne jamais, ne jamais mépriser le peuple, mais le respecter, quelque soit sa condition de régression. Au lieu de mépris, trouver le moyen, selon les propres possibilités, d'aider ce peuple à reconquérir sa liberté et sa dignité. Parce qu'elles seront les nôtres, à chacun de nous, que nous soyons à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.



Une chose est à affirmer clairement. La personne qui, se basant sur son personnel niveau de conscience et de connaissance, méprise le peuple à cause de ses carences, cette personne ressemble à celle qui se crache dans sa propre figure, sans se rendre compte. En effet, si une conscience et une connaissance authentiques existent, elles devraient enseigner que les carences du peuple sont causées par ses dominateurs, que le peuple vit dans des conditions matérielles si écrasantes et spirituelles si aliénantes, qu'il lui est impossible de s'affranchir de cette situation par lui-même. Pour y parvenir, il a besoin, précisément, des gens disposant de conscience citoyenne et de connaissance réelle. Si ces gens se limitent à mépriser le peuple, en réalité, ils méprisent les carences de leurs propres conscience et connaissance. En effet, quelle est la valeur d'une conscience et d'une connaissance qui sont incapables de se rendre utile à ceux qui en manquent ? ... Cette situation ressemble au renard qui, ne parvenant pas à s'élever pour attraper des grappes de raisin suspendus à une hauteur trop élevée, affirme hypocritement que le raisin est encore trop vert. De même, les gens qui, au nom de leur conscience et connaissance, déclarent le peuple incapable de progrès, ou, pis encore, ne « mérite » pas d'être aidé, sont dans la situation du renard. En réalité, c'est l'insuffisance de leurs conscience et connaissance qui explique leur mépris vis-à-vis du peuple. Quelle inconscience et quelle méconnaissance !... Qu'elles viennent des adversaires et des faux amis du peuple, c'est normal. Mais pourquoi les personnes qui se déclarent sincèrement des amis du peuple se permettent de le mépriser ? Au lieu de chercher comment l'aider à sortir de la situation dans laquelle il se trouve ?

Rappelons-nous : c'est le dominateur qui, pour écraser définitivement le dominé, le met dans une situation de médiocrité et de régression, jusqu'à le porter à l'auto-mépris. Dès lors, toute personne qui, de bonne foi et par dépit sincère, méprise le peuple tombe dans le piège tendu par les dominateurs de ce peuple.

Que les pessimistes et les désespérés (de bonne foi) méditent ces propos :

« Il est vrai aussi que ceux qui ont cru que nous pouvions tenir longtemps tête à l'armée française ou même la vaincre, ont été rares. (...) « Vaincre la quatrième puissance mondiale avec vos haillons et vos vieilles pétoires du siècle dernier... Jamais ! »... »¹⁹⁶

Aujourd'hui, aussi, peu de personnes croient que les « haillons » (régression) idéologiques du peuple, et les « vieilles pétoires » (ses rares amis sincères) ne vaincront pas la « puissance » du régime actuellement

¹⁹⁶ Idem.

dominant. Mais où est la preuve convaincante qu'un groupe résolu d'Algériens et Algériennes ne naîtra pas, pour remettre en marche le peuple, cette fois-ci de manière non violente mais pacifique et non autoritaire mais démocratique, pour mener le combat complémentaire à la libération nationale, qui est l'émancipation sociale ? Cette naissance dépend également de chacune et de chacun de nous, et nous en serons également les bénéficiaires.



La tomate et le caillou

Algérie Patriotique, 15 décembre 2017

À celles et ceux qui l'ignorent, voici l'histoire qui justifie ce titre. Considérons un coup de poing. S'il s'abat sur une tomate, c'est elle qui est pulvérisée ; si le même coup de poing frappe un caillou, c'est, au contraire, le premier qui se fracasse.

On peut exprimer le même processus de manière philosophique ou scientifique. Dans tout phénomène, naturel ou social, la contradiction interne est principale, tandis que celle externe est secondaire. Exemples dans le domaine social : l'armée coloniale française puis états-unienne agressant le Viet Nam, comme l'armée coloniale française occupant l'Algérie, étaient de bien forts « coups de poing ». Elles avaient envahi, vaincu et dominé les peuples vietnamien et algérien, tant que ces derniers s'étaient révélés des « tomates ». Mais quand l'humiliation de l'exploitation-domination était devenue trop insupportable, ces peuples ont pris conscience, et celle-ci leur a permis de devenir des « cailloux », contre lesquels les armées impérialistes se sont brisées, permettant aux peuples opprimés de gagner leur indépendance nationale.

Pourquoi toutes ces prémisses ?... Pour en venir à un problème qui semble être considéré de manière telle qu'il ignore cette constatation empirique à propos de la *force* entre l'agressé et l'agresseur. J'ai dit « force » ; à moins d'être ignorant ou naïf, on sait que la force est contraire au droit, quand le droit (légitime) est nié.

Venons, alors, au fait. J'ai lu attentivement l'article « Le Mossad : «C'est avec le MAK que nous ferons exploser l'Algérie»¹⁹⁷. Il me semble appeler de nécessaires éclaircissements.

Suffit-il d'attirer *principalement* l'attention sur un ennemi (en l'occurrence de l'Algérie) et de combattre son influence manipulatrice sur un mouvement social algérien, pour conjurer le danger qui menace ainsi le pays ?

¹⁹⁷ *Algérie Patriotique*, 14 déc 2017,
<https://www.algeriepatriotique.com/2017/12/14/mossad-cest-mak-ferons-exploser-lalgerie/>

Ne devrions-nous pas, d'abord, nous poser des questions, telle la suivante : le MAK, quelles sont la ou les causes de sa naissance ?

Raisonnons de manière objective, c'est-à-dire scientifique. Si un microbe apparaît dans un corps, faut-il uniquement pointer l'attention sur le microbe ou, plutôt, clarifier un fait primordial : pourquoi le corps a pu laisser naître ce microbe en son sein ?

Portons le raisonnement sur le plan social. Si les citoyen-nes que le MAK réussit à mobiliser n'avaient pas souffert d'injustices diverses, dont, notamment, leur droit légitime à la reconnaissance de leur langue, de leur histoire et de leur identité, est-ce ce MAK aurait eu une influence sur elles-eux ?

Approfondissons. En quoi une composante du peuple algérien, qui revendique ses langue, histoire et identité serait-elle une menace pour l'unité de l'Algérie ?... De par le monde, n'y a-t-il pas tant d'exemples où un peuple est formée de plusieurs composantes linguistiques et identitaires, sans, pour cela, avoir été divisé ?... Alors, pourquoi pas l'Algérie ? À moins que certains (les « islamo-arabes ») préfèrent dominer linguistiquement et culturellement au détriment des autres (amazighes). Dans ce cas, ne s'agit-il pas d'une injustice flagrante ?

Élargissons la question. Toutes ces révoltes de jeunes et d'adultes, qui éclatent en Algérie (il en est de même ailleurs), auraient-elles lieu si les manifestant-e-s ne trouvaient pas insupportables les injustices qui les accablent ?... Que ces personnes soient manipulées par des services secrets étrangers, hostiles à l'Algérie, cela fait partie du « jeu » impérialiste-sioniste. Pourquoi s'en étonner ?

Quant à la déclaration « attribuée », comme c'est écrit dans l'article mentionnée, au chef du Mossad, en quoi serait-elle surprenante ? Et qu'est-ce qui prouve qu'elle n'est pas une manière d'attirer l'attention sur le MAK, tandis qu'en réalité, l'auteur de la déclaration veut détourner l'attention de quelque chose d'autre ? N'est-ce pas une classique tactique de guerre (armée ou psychologique) de désigner une organisation, pour, en fait, l'utiliser comme paravent pour faire agir une autre ? Enfin, un chef de services secrets digne de ce nom parlerait-il *publiquement* d'un mouvement sur lequel il projette de s'appuyer ? Et si ce responsable l'a réellement fait, quel est son motif réel ?... Pousser les Algériens à ne s'intéresser qu'au MAK, en oubliant leurs autres adversaires, notamment les intégristes islamistes ? Car, désormais, on le sait : l'État d'Israël et celui d'Arabie saoudite sont devenus complices dans leur projet de créer le chaos en vue d'un « nouveau » monde

moyen-oriental et nord-africain. Bref, focaliser l'attention sur le MAK ne sert-il pas à éliminer celle sur le mouvement algérien au service des whahabistes ?

Certes, il faut dénoncer les collusions contre l'Algérie, mais toutes, d'où qu'elles viennent, quelques soient leur forme et les agents qui sont derrière. Encore faut-il fournir des preuves *concrètes*. Car l'histoire nous enseigne : tout pouvoir dominateur accuse toujours l'étranger de révoltes citoyennes internes. Dans certains cas, il s'agit simplement de détourner l'attention des révoltés sur la responsabilité première de ce pouvoir dominateur. Dans d'autres cas, il est vrai que des « services » étrangers sont en action derrière les révoltes citoyennes.

Mais, dans cette dernière situation, le problème *principal* n'est-il pas, d'abord, la contradiction *interne*, existante entre les révolté-e-s et le pouvoir censé les représenter ?

Si l'on déclare, avec justesse, que les révoltes citoyennes amazighes du Rif marocain sont causées par l'oppression d'un État oppresseur, pourquoi n'en est-il pas de même s'agissant des révoltes citoyennes dans la partie amazighe de l'Algérie ?

Et si l'on attire l'attention sur le Mossad, derrière le MAK, ne faut-il pas, ajouter, l'autre danger : les monarchies moyen-orientales, derrière le mouvement algérien « islamo-arabe » ?... Autrement, on risque de dresser la partie linguistiquement arabophone de l'Algérie contre celle amazighophone. Dans ce cas, il y a, également, une manipulation visant à la division du pays.

Encore une observation. Déclarer que derrière les manifestations actuelles défendant le tamazight se trouve le MAK, n'est-ce pas faire de l'amalgame ? En effet, si, bien entendu, cette organisation chevauche la protestation citoyenne pour la manipuler, peut-on confondre l'objectif de cette organisation avec les objectifs des manifestants ?... C'est comme si derrière une révolte citoyenne dans la partie linguistiquement arabophone du pays, on voit uniquement l'action de l'ex-FIS. Ne doit-on pas savoir distinguer entre les buts d'un mouvement extrémiste et ceux d'une révolte populaire ? Les confondre, c'est croire et laisser croire que sans le mouvement extrémiste il n'y aurait pas de révolte, ce qui ne correspond pas toujours à la vérité. Par conséquent, à moins de vouloir manipuler l'opinion, le respect de la vérité exige de faire l'analyse concrète d'une situation concrète, indépendamment de nos vues subjectives idéologiques. Les faits, tous les

faits mais rien que les faits, comme devant un tribunal impartial. La solution des problèmes est à ce prix.

Un antique sage chinois disait, en substance : Ôtez l'inégalité des richesses, fruit de l'exploitation de l'homme par son semblable, et il n'y aura plus de vol. Ne peut-on pas, alors, affirmer : Éliminez les injustices dont souffrent les révolté-e-s, quelles que soient leurs caractéristiques et leurs revendications, ainsi vous n'aurez plus de révoltes, et, par conséquent, vous n'aurez plus à craindre les manipulations de « services » étrangers désirant porter atteinte au pays.

Conclusion. Faut-il s'en prendre d'abord et exclusivement à un élément étranger (Mossad) et à un autre interne (MAK), ou, plutôt, d'abord à nos gouvernants ? La meilleure manière de conjurer les actions du Mossad (comme de tout autre « service » étranger) et les actions de mouvements internes tels le MAK, ne revient-il pas, d'abord, à résoudre, par les détenteurs du pouvoir en Algérie, les injustices subies par ces citoyen-ne-s, au point de se laisser manipuler par d'autres ?

Vous ne voulez pas de troubles sociaux (ni d'intervention étrangère) ?... Éliminez les injustices qui les causent. Tout l'histoire humaine enseigne cette évidence. Des considérations qui perdent de vue cette exigence, que sont-elles sinon des bavardages inutiles ou manipulateurs ?



Questions aux dirigeants du MAK

Le Matin d'Algérie, 14 janvier 2018

De toutes les guerres, qu'elles soient armées ou sous forme de confrontations politiques, la première victime est la... vérité. Par conséquent, tout mouvement, s'il veut être crédible, doit déclarer la vérité. S'il ne s'y conforme pas, il n'est pas nécessaire d'être expert ni de connaître les choses cachées de ce mouvement pour savoir qu'il y a anguille sous roche, ou, si l'on veut, des cadavres dans le placard, autrement dit des buts inavoués et inavouables. Et quel est le motif sinon de tromper les citoyens, et d'abord ceux et celles qu'on déclare représenter ?

À propos de vérité, rappelons cependant la fameuse phrase de Lénine : « Seule la vérité est révolutionnaire . » Il respecta ce principe tant qu'il lutta contre un pouvoir dictatorial tsariste ; mais une fois que lui et son parti politique eurent conquis ce pouvoir puis installé leur dictature soit disant du « prolétariat », en réalité de la bureaucratie bolchevique, il calomnia les partisans des soviets autogérés de paysans et ouvriers, au point d'envoyer le chef de son armée « rouge » , Trotski, les massacrer¹⁹⁸ comme « contre-révolutionnaires », au « service de l'impérialisme » et de la « réaction intérieure ». Machiavélisme version bolchevique. Ou, pour paraphraser un peu Pascal : vérité je suis, erreur tu es.

Ces prémisses sont nécessaires pour écarter tout malentendu à propos des questions adressées au MAK (Mouvement pour l'Autonomie Kabyle). Elles servent à enlever toute ambiguïté quant à ses positions réelles. En effet, certains l'accusent de collusion avec le sionisme israélien ; d'autres se contentent de déclarer que derrière le MAK s'activent des forces obscures dangereuses, sans préciser lesquelles.

Tout mouvement qui se respecte est contraint de répondre à ces allégations. Il est inacceptable de se trancher derrière le silence, car, en de pareilles conditions, il équivaut à consentement. Il est, aussi, inadmissible de se

¹⁹⁸ Voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « Qui ont fait la révolution d'octobre 1917 en Russie ? »

cachez derrière la position : « Ce n'est là que de la propagande tendancieuse sans fondement ! » Un parti ou mouvement politique se doit d'y répondre par des faits qui prouvent la fausseté de cette propagande ; sinon, comment expliquer son refus d'éclaircissements, autrement que par son incapacité de démontrer la fausseté de cette propagande, donc qu'elle corresponde à vérité ?

Une précision : mes actes et écrits prouvent que je ne suis l'agent de rien d'autre que de ma conscience de servir le peuple algérien dans son ensemble, sans aucune discrimination en matière d'oppression.

Voici, alors, les demandes que j'adresse aux dirigeants du MAK. Ils savent que je ne suis pas le seul à me poser ces questions, aussi bien parmi les Kabyles que parmi le reste des Algériens. Ainsi, les dirigeants du MAK ont l'opportunité, pour ne pas dire l'obligation, de répondre de manière claire, précise, concrète, sans langue de bois, et en fournissant des preuves concrètes, si, réellement, ils veulent lever toute ambiguïté à leur sujet.

1) Votre soutien à l'indépendance de la Catalogne implique-t-il le même soutien au droit du peuple palestinien¹⁹⁹ à disposer d'un territoire indépendant, conformément aux résolutions des Nations Unis ?

2) Pouvez-vous accuser l'État algérien d'être oppresseur contre les Amazighes, sans accuser l'État israélien de l'être davantage contre les Palestiniens, puisque dans le premier cas, il s'agit d'un déni culturel (langue, histoire, identité, sans oublier les victimes amazighes dont sont responsables les autorités algériennes), tandis que, dans le second cas, il s'agit du déni d'exister comme peuple sur le territoire²⁰⁰ de ses propres ancêtres ?

3) Pouvez-vous dénoncer, en Algérie, le manque de démocratie et l'emploi de la religion islamique par l'État, pour opprimer le peuple, sans dénoncer une autre carence de démocratie et l'emploi de la religion hébraïque par l'État israélien, pour cléricaiser la société israélienne, et justifier l'élimination physique du peuple palestinien ? Ce que reconnaissent les Israéliens réellement démocrates et les « refuzniks »²⁰¹ (militaires israéliens refusant de cautionner la domination sur le peuple palestinien).

4) Concernant la Kabylie, dont vous réclamez l'indépendance, quelles garanties *concrètes* donnez-vous afin que son peuple ne devienne pas

¹⁹⁹ Voir ci-dessous V. RÉSISTANCE NON VIOLENTE / « *Ahed Tamimi ou l'immense solitude d'un peuple digne* ».

²⁰⁰ Idem.

²⁰¹ Idem.

asservi à une caste oligarchique nouvelle dont vous serez les représentants et bénéficiaires, sous forme d'État ?

À ce sujet :

- quelle est votre position sur la dimension *autogestionnaire* qui s'est manifestée lors du mouvement social de 2001 en Kabylie ? Cette conception fait-elle partie de votre programme politique ?

- pour vous, l'insurrection du printemps 2001 fut-elle un mouvement d'abord social de revendication démocratique pour l'ensemble de l'Algérie (comme ses documents publics le prouvent), comprenant les problèmes identitaires (culturels, linguistiques, historiques), ou, au contraire, cette insurrection aurait été uniquement une revendication identitaire kabyle, contre l'État « arabo-islamique » et excluant le reste de la population algérienne ?

5) Comment justifiez-vous vos revendications concernant uniquement la Kabylie, au lieu de lutter pour l'union entre tous les opprimés :

- amazighophones : chaouias, mozabites, touaregs, etc.,
- de l'Algérie toute entière, dont les citoyen-ne-s sont opprimé-e-s de manière semblable dans les domaines économique, social et politique, indépendamment de leur langue vernaculaire ?

6) Plutôt qu'une République kabyle indépendante, pourquoi pas une fédération algérienne où les diverses régions se constituent d'une manière en même temps autonome et solidaire, à l'exemple d'autres nations, comme la Suisse ou le Brésil ?... Rappelons-nous que durant la guerre de libération nationale, les wilayas agissaient de manière autonome et solidaire, comme le témoigne Si Lhafidh dans ses mémoires²⁰². Ne serait-ce pas, ainsi, une manière de mettre fin au régionalisme négatif, parce que manipulé par des castes, dont a souffert et continue de souffrir l'Algérie ?

7) Concernant les révoltes citoyennes amazighes au Maroc, pourquoi avoir attendu plus de temps pour exprimer votre soutien, alors que, pour la Catalogne, votre soutien fut immédiat ?

8) Dans les domaines de l'exploitation économique et de la domination politique, quelle différence faites-vous entre un Kabyle opprimé et un Kabyle oppresseur, de même qu'entre un Algérien, linguistiquement arabophone, opprimé et son oppresseur ?

9) Êtes-vous pour l'union entre les Amazighes, oppresseurs et opprimés confondus, à opposer à leurs compatriotes (linguistiquement) arabophones,

²⁰² Voir ci-dessous VII.1. Algérie / « Dossier : ABDELHAFID YAHA, UN HOMME VRAI / 1- Vérités sur la guerre de libération nationale ».

opresseurs et opprimés confondus ? Ou, au contraire, êtes-vous pour l'union entre opprimés quels qu'ils soient (sans discrimination d' « ethnie », de région, de religion ou autre), face à leurs oppresseurs (là, aussi, sans discrimination d' « ethnie », de région, de religion ou autre) ?

En attente de vos éclaircissements sur ce même journal, ainsi que partout où vous le jugerez utile²⁰³.

P.S. Auparavant, sur ce même journal, j'avais posé des questions clarificatrices à Messieurs Saïd Sadi²⁰⁴, puis à Nouredine Boukrouh²⁰⁵, sans obtenir de réponse publique.

²⁰³ À ma connaissance, il n'y a pas eu de réponse publique.

²⁰⁴ Voir ci-dessous VIII. IDENTITÉ / « *Identité, nantis et démunis : Lettre ouverte au frère Saïd Sadi* ».

²⁰⁵ Voir ci-dessus III. SOCIÉTÉ / « *Questions à Monsieur Nouredine Boukrouh* ».



Politiciens, intellectuels et autres : *barakat*²⁰⁶ d'insulter le peuple !

Algérie Patriotique, 22 mars 2018

Le Matin d'Algérie, 22 mars 2018

En 1991, après son échec aux élections comme député, Mr Saïd Sadi a déclaré : « Je me suis trompé de société ». Par la suite, Mr Noureddine Boukrouh s'est laissé échapper l'expression « *ghâchi* » (foule) à propos du peuple. Et trop de fois on lit chez des intellectuel-le-s et même des militant-te-s des propos méprisants sur le peuple. Encore une fois, des affirmations semblables sont publiés, cette fois-ci par une personne²⁰⁷ qui n'a pas la dimension sociale des deux hommes politiques cités auparavant. Je n'y aurais pas répondu s'il ne me semblait pas que ses propos, concernant le peuple, paraissent représentatifs d'une certaine mentalité diffuse. Dès lors, il est nécessaire d'exposer ces propos, les analyser et éclaircir leur contenu explicite et, surtout, implicite.

« *Une nation est avant tout la conscience d'un peuple* », lit-on. Mais, étant donné que ce « peuple » est composé majoritairement de chômeurs, de travailleurs manuels, de techniciens, d'employés de niveau hiérarchique inférieur, c'est-à-dire de personnes dominées et exploitées, donc dans l'impossibilité matérielle de se doter de conscience, laquelle s'obtient par l'instruction, la lecture, la formation, ce qui suppose disposer de temps libre et ne pas être exténué par la journée de travail, comment ce peuple, donc, aurait-il pu acquérir cette « conscience » ?

Par contre, la personne qui dispose de cette « conscience », aurait-elle pu l'avoir si elle était soumise aux conditions matérielles épouvantables de ce peuple ?... Évidemment pas. La personne qui a pu disposer de conscience bénéficie de conditions matérielles assez favorables²⁰⁸ pour avoir le temps

²⁰⁶ Ça suffit !

²⁰⁷ Voir <http://www.algerie-focus.com/2018/03/cinquieme-mandat-amira-bouraoui-menace-de-quitter-le-pays-si/>

²⁰⁸ « Il est vrai que je suis heureuse au quotidien, mais peut-on être heureux quand tout le monde souffre autour ? » a déclaré Amira, dans l'article de Allaoua Mezian, du 22/03/2014, in <http://www.france24.com/fr/20140320-amira-bouraoui-medecin-opposante-algerie-presidentielle-barakat-bouteflika/>

(et l'argent) pour se consacrer à l'acquisition de cette conscience, par la lecture, par les discussions et par la pratique militante.

Donc, « la conscience d'un peuple », n'est-ce pas d'abord celle des personnes qui ont le privilège de bénéficier des moyens matériels pour disposer de cette « conscience » ? Donc « la conscience d'un peuple » n'est-elle pas, d'abord, celle de cette partie privilégiée qui a les moyens matériels de la posséder ?... Aussi, si on a une suffisante connaissance socio-historique, notamment concernant un peuple, une nation et une conscience, on devrait plutôt dire : une nation est avant tout la conscience d'une *intelligentzia* qui est la partie la plus éclairée d'un peuple. Parce que nul part on a vu une conscience de peuple si elle n'a pas été fournie par sa composante capable de l'acquérir : la minorité d'intellectuel-le-s ayant eu la possibilité d'accéder à un savoir.

Par cette explication, on comprend que la citation en examen, mentionnée au début de ce texte, évacue (par ignorance, sinon par opportunisme) le facteur « *intelligentzia* » pour ne considérer que le peuple, ce qui permet, alors, de le considérer seul responsable de la conscience.

On lit encore : « *Sans conscience il n y a pas de peuple.* » Je viens d'expliquer *quel agent social* devrait d'abord, parce qu'il bénéficie de moyens matériels, avoir cette conscience. La réalité devrait formuler donc la phrase autrement : « Sans une minorité de privilégiés matériels qui ont, malgré cela, le sens « *de la liberté, de la justice et de la dignité* », comment cette conscience existerait ? Et qu'est-ce, alors, que cette « conscience », sinon la capacité de la concrétiser par une résistance, une lutte pour réaliser cet idéal de « liberté, justice, dignité » ?

Ah, mais voilà l'argument qui justifie la prémisse formulée sur la conscience : « *Je ne militerai plus jamais pour des soumis.* »... Doit-on militer uniquement pour des insoumis ?... N'est-ce pas trop commode ?... La militance ne se justifie-t-elle pas, d'abord, en faveur des « soumis » pour tenter de les convaincre en leur proposant des moyens pour se libérer de cette soumission ?

Puis on lit : « « *J'ai milité contre le viol de la constitution en 2008, j'ai milité contre un quatrième mandat en 2014 et je militerai contre un cinquième mandat pour 2019.* » Très bien ! Mais voici la suite : : « *Ceci dit, s'il y a un cinquième mandat malgré tout, je quitte l'Algérie.* » Et quel est le motif présenté ?... « J'estime que si un peuple accepte un tel mépris, il faut changer de peuple et de pays ».

Les considérations sur le peuple et l'intelligentzia, que j'ai exposées auparavant, permettent de corriger cette « estimation » ainsi : « si un peuple accepte un tel mépris », c'est parce que l'*intelligentzia* qui prétend le représenter et parler en son nom est, elle, d'abord, responsable de l'acceptation de ce mépris par le peuple. Dès lors, ce qu'il faudrait changer, c'est d'intelligentzia ! Parce qu'elle s'est révélée incapable d'être à la hauteur de son rôle social. Partout et toujours, c'est ce que l'histoire humaine montre.

Dans l'article déjà cité, le journaliste, à propos de Amira Bouraoui, intitule un chapitre : « *Héritière de Djamila Bouhired* », et dit que Amira Bouraoui « évoque les femmes qui l'ont précédée sur le chemin de la révolution dans l'histoire du pays comme des "héroïnes". Parmi elles : Hassiba Ben Bouali et Djamila Bouhired, figures de la lutte pour l'indépendance, ou encore Kahina... ». Très bien ! Alors, posons la question : imagine-t-on la Kahina, Hassiba Ben Bouali ou Djamila Bouhired, dans la période où leur peuple était soumis à la féroce dictature des conquérants arabes moyen-orientaux ou français, et avant le déclenchement de la résistance, déclarer « *s'il y a une autre période de domination coloniale, je quitte l'Algérie. J'estime que si un peuple accepte un tel mépris, il faut changer de peuple et de pays* » ?

Ainsi, une personne qui change de peuple comme on change une chemise, pour choisir un peuple et un pays estimés « sur mesure », que penser de son sens de la liberté, de la justice et de la dignité ?

On lit cette autre justification : « *Je ne veux pas mourir pour une cause perdue.* » La Kahina, Hassiba Ben Bouali et Djamila Bouhired étaient-elles certaines de gagner leur cause, comme condition pour lutter ?... Ceci dit, apprécions la sincérité de la déclaration. Comme dit le proverbe italien : « *la più belle donna non puo' dare che quello che ha* » (la plus belle femme ne peut donner que ce qu'elle a). Cependant, ce désir de ne « pas mourir pour une cause perdue », pourquoi l'imputer au manque de conscience du peuple, et non pas à notre incapacité de prétendu intellectuel ou/et militant ne sachant pas donner au peuple la conscience qu'il devrait avoir ?

Autre justification : « *Savoir aimer c'est avant tout s'aimer soi même pour savoir aimer ceux qui partagent le même sens de la dignité, de la liberté, de la justice.* » Est-ce à dire que ceux qui manquent de ce « même sens » sont exclus de l'amour ? Est-ce leur faute s'ils manquent de ce « sens » ?... Les personnes qui ont eu la malchance d'être les victimes d'un système social qui les a abruties par le manque de travail pour survivre, ou un travail exténuant servant à peine pour survivre, par la négation de toute éducation et

par un conditionnement idéologique obscurantiste, donc des personnes qui n'ont jamais eu l'occasion de savoir ce qu'est la dignité, la liberté, la justice, ces personnes ne méritent pas d'amour ?... En outre, si l'on veut « aimer » uniquement « ceux qui partagent le même sens... », où finit-on, sinon par se replier à former un groupuscule se limitant à admirer son propre ego de petite communauté élitaire ? Le mouvement « Barakat » ne fut-il pas et n'est-il pas ce genre de groupuscule ? Sinon, pourquoi aucun impact sur le peuple, mais seulement des éloges médiatiques d'une certaine presse pour certains « leaders » ?

Encore ceci : « *J'ai su aimer mon pays, je saurais en aimer un autre avec lequel je partagerai la même définition de la liberté, de la justice et de la dignité.* »... Où est donc le pays sur cette planète qui pratique réellement la liberté, la justice et la dignité, selon la définition que leur donnent les penseurs qui ont écrit et lutté pour les authentiques liberté, justice et dignité ?... Certes, dans ce domaine, des différences appréciables existent entre l'Algérie et certains pays. Mais cela permet-t-il de parler de « pays » comme la citation les décrits ? Quelle est donc cette « même définition » ? ... Et les peuples de ces pays de « liberté, justice et dignité », qu'en est-il de leur situation ? Ne sont-ils pas soumis aux mêmes dirigeants politiques (« socialistes » ou « libéraux » en Europe, « démocrates » ou « républicains » aux USA), et à la destruction systématique de leurs acquis sociaux et économiques, comme au conditionnement idéologique des masses-médias possédés par les castes dominantes-exploiteuses ?

Enfin, nous lisons : « *S'il y a un cinquième mandat je refuse de cautionner, pas même au nom de ce qui fut ma nationalité. J'en aurais honte.* ». Très bien !... Mais ce refus justifie-t-il « changer de peuple et de pays » ?

Certes, on a le droit d'être fatigué de militer, de vouloir quitter le pays dont on possède la nationalité, de « changer de peuple », de perdre l'espoir de « réussir » une action militante par un immédiat résultat, de se battre pour ce qu'on considère une « cause perdue ». Partout et toujours, des « Héros » se fatiguent ; cela fait partie de la dynamique sociale. Mais ces « Héros » ne devraient-ils pas, cependant, par sens de la justice et de la dignité dont ils se réclament, assumer leur fatigue et leur désillusion, sans les justifier par le mépris du peuple ?... N'est-ce pas là accuser son « chien » de rage pour s'en débarrasser, et, dans le cas examiné ici, pour trouver un « chien » plus adéquat ?

Pour éviter tout malentendu, je me vois obligé de fournir une information aux personnes qui l'ignorent, afin d'apprécier à sa juste mesure la réponse



qui vient d'être écrite. J'ai quitté le pays en 1973, parce que j'avais été empêché d'y poursuivre mon travail théâtral et social²⁰⁹, et, depuis lors, j'ai vécu à l'étranger, en retournant rarement au pays. Mais, jamais, je n'ai pensé accuser mon peuple de ce choix. Je considérais et considère toujours que la faute en incombe, principalement, à mon incapacité personnelle de savoir comment continuer à lutter, et, accessoirement, à l'inexistence d'un mouvement assez puissant pour me permettre d'y adhérer afin de continuer à lutter. Ajoutons que je considère tous les peuples de la terre avec la même estime, sans distinguer entre peuple « méritant » et peuple à « mépriser » ou qui « se méprise ». Car où serait alors mon sens de la justice ? Et, étant né dans une famille où le père était ouvrier et la mère d'origine paysanne pauvre, j'ai appris que mépriser un peuple ou l'accuser de carences, avec dédain, c'est, d'abord, manifester une arrogance de privilégié ignorant. Celui-ci ne sait pas, d'une part, ce qu'est un peuple (ses misères matérielles et culturelles, imposées par ses dominateurs) et, d'autre part, quel est le rôle des personnes qui prétendent « militer » pour lui.

Quant à évoquer une période d'action militante pour se faire une gloire de bon citoyen, et une justification pour mépriser le peuple, l'argument est irrecevable. Quelque soit leur obédience idéologique, les bourgeois, les petit-bourgeois, les aventuriers, les opportunistes qui considèrent leur militance comme investissement de carrière politique, tout ce « beau » monde, aussi, a « milité » et « milité », et même, parfois, fut ou est emprisonné, torturé, assassiné. Militer ne justifie en aucune manière de mépriser un peuple, à moins d'utiliser ce peuple uniquement pour « réussir » une carrière « militante » afin de faire partie d'une nouvelle caste dominante. Militer à la seule condition de vaincre, à la seule condition de disposer d'un « peuple » qui favorise cette action, n'est-ce pas faire preuve d'opportunisme, ainsi que d'une vision étriquée de ce qu'est l'authentique action militante ?

De tout ce qui vient d'être dit, si le président de l'État actuel aura un cinquième mandat, est-ce la faute du peuple ou de celles et ceux qui, détenant les connaissances nécessaires, sont incapables de donner à ce peuple la conscience pour savoir où réside son intérêt de peuple ? Dès lors, ne doit-on pas dire à toutes ces personnes qui justifient leur retrait du combat social par les carences du peuple : « *barakat !* » (ça suffit !) d'imputer au peuple, en l'insultant, votre personnelle incapacité.

²⁰⁹ Voir « *Ethique et esthétique...* », o. c.

À vous tous et toutes, donc, qui tenez le peuple en si piètre estime, et ne lui reconnaissez de qualité que s'il réalise vos désirs, retirez-vous, allez où vous voulez, mais en gardant, au moins, le sens des authentiques justice et dignité, lesquelles exigent le respect de tout peuple, quelques soient ses carences, qui sont d'abord les vôtres. Et si vous ne le comprenez pas, vous n'êtes pas méprisables, mais simplement incapables. Et, au moins, n'insultez pas le peuple, mais raisonnez correctement. Et si, dans le pays et le peuple que vous estimez dignes de vous, vous employez votre passé militant pour vous faire une confortable place au soleil (en nouveau privilégié, au détriment du peuple), nous ne vous mépriserons pas, mais, simplement, nous penserons que c'est là votre sens de la « liberté », de la « justice » et de la « dignité ». Quant au peuple, tôt ou tard, sans vous, il finira par ne plus supporter le mépris que vous et ses dominateurs lui jetez à la figure, et il montrera sa valeur, avec le concours de celles et ceux qui savent qu'aucun peuple ne mérite le mépris, mais notre solidarité, selon nos possibilités.



Flux et reflux socio-historiques : Peuple hier et aujourd'hui

*Algérie Patriotique, 25 mars 2018
Le Matin d'Algérie, 26 mars 2018*

La précédente contribution²¹⁰ et les commentaires qu'elle a suscités justifie la présente ; elle en est un approfondissement. Voici quelque temps, à Oran, dans un taxi, un jeune d'environ vingt-cinq ans lança la demande : « À voir à quoi est réduit notre peuple algérien d'aujourd'hui, je ne comprends pas comment il a pu entreprendre une guerre contre une puissance militaire mondiale, et même la vaincre ! »

J'ai pensé : « Et à voir ce que sont d'autres peuples aujourd'hui, comment comprendre ce qu'ils ont réalisé dans le passé?... Prenons quelques exemples. Le peuple russe, réduit à la domination d'une oligarchie du knout tsariste, comment a-t-il pu réaliser une révolution prolétarienne ? Le peuple chinois, aujourd'hui livré à une oligarchie capitaliste, comment a-t-il pu entreprendre une « Longue Marche » jusqu'à chasser la caste féodale ainsi que ses complices impérialistes ? Le peuple cubain, aujourd'hui réduit à abandonner son idéal de justice sociale, comment a-t-il pu éliminer une féroce dictature, puis résister à l'invasion puis au blocus impérialistes états-unien ? Le peuple vietnamien, aujourd'hui contraint à suer dans des entreprises de multinationales implantées dans le pays, comment a-t-il pu vaincre l'armée impérialiste la plus puissante du monde, et la chasser du Viet Nam ? Et, encore, comment comprendre le peuple français d'aujourd'hui, réduit au travail précaire, menacé dans ses droits économiques et sociaux, alors qu'en 1936 il a pu se dresser, comme Front Populaire, et conquérir d'appréciables droits citoyens contre la volonté de la bourgeoisie capitaliste dominante ? On peut allonger les exemples à propos d'autres peuples, tels l'italien, l'allemand, etc. On peut même, si l'on veut être exhaustif, rappeler aussi comment les empires (romain, chinois, perse, arabo-musulman, etc.), qui semblaient d'une puissance éternelle à toute épreuve, se sont écroulés, l'un après l'autre ?

²¹⁰ « Politiciens, intellectuels et autres : Barakat d'insulter le peuple ! »

Tous ces exemples sont cités pour rendre compte de ceci : on trouve des personnes qui ignorent pourquoi et comment le peuple dont ils font partie est « tombé si bas » dans la résignation, pour ne pas dire dans la servitude, alors que, dans le passé, il s'est distingué par des actes de liberté et de solidarité admirables. Oui, on ne comprend pas ce changement de comportement d'un peuple si l'on ne dispose pas d'une information qui permette d'avoir une vision historique corresponde aux événements et changements sociaux. Sans cette indispensable information, on juge un peuple à l'aune illusoire de sa personnelle ignorance ; celle-ci est tellement ignorante qu'elle ignore d'être ignorante, et donc ne fait rien pour s'en affranchir. Cette prétentieuse ignorance, qui se croit informée, juge les peuples dans le cadre d'une génération ou deux ou même trois, mais cette ignorance ignore ce qui est le plus important et décisif : l'existence de phases historiques de *moyen* et *long* terme. Et que ces phases se distinguent par des *flux* (soit de domination d'une caste sur un peuple, soit de libération de ce peuple par l'élimination de la caste dominatrice) et de *reflux* (soit de chute d'une domination de caste, soit de régression d'un mouvement populaire). Le pourquoi de l'existence de ces processus socio-historiques n'entre pas dans le cadre de ce texte ; il suffit, ici, de les signaler.

Ce qu'il faut préciser, toutefois, est la cause sociale de ces processus : la continuelle contradiction entre nantis (exploiteurs-dominateurs) et démunis (exploités-dominés). Les uns veulent continuellement maintenir et augmenter leurs richesses (et gloire et pouvoir), les autres sont contraints de maintenir leur niveau de survie (matérielle) et, si possible, l'améliorer. Quoique certains l'ignorent ou le considèrent archaïque, on appelle cette opposition lutte des classes. Notons, en passant, que ce concept ne fut pas découvert par Karl Marx, mais, le reconnaissant lui-même, par des chercheurs et penseurs bourgeois.

Alors, on arrive à la question : comment expliquer le fait de voir un peuple (d'exploités-dominés) accomplir des miracles libérateurs, pour, ensuite, se résigner à accepter une servitude abominable ?... La réponse à cette question est donnée par l'examen attentif de l'histoire, notamment des conflits qui la caractérisent, de leurs enjeux et des luttes des parties sociales opposées pour vaincre (ou se résigner, sinon périr).

Dans tous les cas de flux populaire libérateur (autrement dit de rupture sociale, généralement violente, exceptionnellement pacifique, comme la conquête de l'indépendance de l'Inde), on trouve ces caractéristiques : d'une part, une caste dominante qui, à force d'exploitation économique et de

répression politique du peuple, ne parvient plus à le contrôler ; d'autre part, ce même peuple, à force d'être exploité et réprimé, ne supporte plus ses conditions, au point de se révolter, généralement d'une manière violente, exceptionnellement d'une façon pacifique. Et les historiens ont appris une chose : les diverses révoltes, ensuite réprimées, se révèlent, dans le moyen-long terme, des « exercices » préparatoires, des formes de « guérilla » où dominateurs et dominés apprennent à se connaître en s'affrontant. L'issue finale dépend entièrement de la capacité des deux adversaires à tirer les leçons adéquates de leur combat. À cet effet, les dominateurs disposent d'« experts » et « conseillers » convenablement rétribués ; le peuple, lui, ne dispose que d'une minorité (quand elle existe) d'intellectuel-le-s dont la seule « rétribution » est leur sens de solidarité avec les exploité-e-s.

Ajoutons que la légitime révolte de ce peuple est toujours vouée à l'échec si elle n'est pas préparée et organisée de manière adéquate. Or, qui est l'agent social de cette préparation, puis de cette organisation ? Nous l'avons dit précédemment. Cet agent est constitué par une minorité de citoyen-ne-s disposant d'un certain savoir. Deux cas se présentent.

Quand il s'agit de personnes dotées de connaissances larges et profondes, on comprend aisément leur influence déterminante sur le mouvement populaire.

Mais, il y a des cas où la minorité de personnes, à l'origine du soulèvement populaire libérateur, dispose de connaissances limitées. Ce fut ainsi, par exemple, du groupe de personnes qui fut à l'origine de la guerre de libération nationale algérienne : le fameux groupe des cinq. Notons qu'au Viet Nam, le général vainqueur de l'impérialisme U.S., Nguyen Giap, était, à l'origine, un simple instituteur, et que Ho Chi Minh travailla comme ouvrier en France. Rappelons également que Mao Tsé Toung n'étudia jamais à l'université. En Algérie, comme au Viet Nam et en Chine, de simples citoyens, de culture moyenne pour ne dire modeste, ont su mobiliser leur peuple, et vaincre les armées dirigées par les officiers les plus « brillants », sortis des plus prestigieuses académies de guerre, et ces officiers étaient chapeautés par les dirigeants politiques, eux aussi réputés « intelligents », conseillés par les « experts » considérés comme les plus « cultivés »²¹¹.

Dès lors, voici la réponse à donner au jeune homme algérien, dans le taxi. Si un peuple, tel celui d'Algérie, a pu réaliser un miracle libérateur, en

²¹¹ Voir David Haubers-tam, dans son fameux livre de 1972 : « *The Best and The Brightest* » (Les meilleurs et les plus brillants), dans mon essai « *LA GUERRE, POURQUOI ? LA PAIX, COMMENT ?...* », chap. « 4.3. *Dirigeants d'empire* », o. c.

obtenant l'indépendance, cela eut comme cause la présence d'au moins trois facteurs : 1) une pression de la caste exploiteuse-dominatrice (colonialiste) qui était parvenue à l'extrême limite de ce qu'elle pouvait « tirer de la vache à traire » (le peuple) ; 2) ce dernier était tombé à un niveau tel que qu'il ne pouvait pas tomber plus bas (économiquement, culturellement, psychologiquement. Doit-on rappeler l'emprise des zaouias sur le peuple ?) ; 3) la présence d'une minorité de personnes, détenant un savoir plus ou moins consistant, mais animées d'une volonté irréductible de vaincre ou de mourir, qui ont constitué le fer de lance et le « cerveau » du peuple, permettant à celui-ci, d'« enclume » de devenir « marteau ».

Par conséquent, cher jeune homme du taxi, si tu te désespères et tu as honte du niveau auquel est tombé ton peuple aujourd'hui, sache que tous les peuples connaissent ces phases de reflux, et sache, aussi, que pour retrouver sa dignité, tout peuple a besoin que soient réunies au moins les trois conditions ci-dessus mentionnées.

Cependant, il ne s'agit pas d'attendre leur arrivée ; car la troisième condition dépend de toi et de personnes comme toi. Elle favorise l'arrivée du moment libérateur désiré. Et, puisque tu manifestes une conscience de la servitude et tu la condamnes, à toi de t'activer. À moins de faire partie, toi aussi, des résignés, ou, pire, des privilégiés.

Et rappelle-toi ce que tous les réformateurs radicaux de société ont toujours dit, sur base de leur expérience concrète : il faut veiller à se préparer à temps au surgissement du moment libérateur, et cela n'est possible que par la juste information, la convenable formation, l'éclairante instruction, l'indispensable étude ; elles sont complémentaires à l'action. Car, sans boussole, toute action est vouée à l'échec. Jamais l'ignorance, pis encore l'ignorance prétentieuse qui ignore d'être ignorante, n'ont rien donné, sinon des échecs, des tragédies, des reflux... et les ricanements des dominateurs.

Donc, instruis-toi, et cela tant que tu auras le temps, parce que, une fois le mouvement populaire déclenché, tu n'auras plus ce temps ; il faudra surtout et principalement agir. Lis donc l'histoire de tous les mouvements populaires, de toutes les révoltes, de toutes les révolutions. Quand ils éclatent, chacun se rend dramatiquement compte de l'importance décisive de la formation préparatoire pour savoir comment agir correctement.

Une autre manière de te le dire est celle-ci : désires-tu être libre et solidaire du peuple ? Trouve le temps de lire et méditer ce qui est nécessaire pour réaliser efficacement le but désiré, en veillant, surtout, à ce qu'il ne soit plus récupéré par une nouvelle caste dominatrice. Jusqu'à présent c'est ce qui est

arrivé, partout. Rappelle-toi et prends leçon des événements les plus récents. En Égypte, de quoi a accouché le mouvement populaire genre « Barakat » ? ... Il a permis la victoire d'un dirigeant « frère musulman »²¹², puis son remplacement par un général de l'armée, avec les conséquences que l'on constate. En Tunisie, le pays est devenu en proie au terrorisme islamique, à une situation du peuple plus dégradée, à la présence de militaires U.S. et à la pénétration de réseaux du Mossad israélien. Ne parlons pas de la Géorgie et de l'Ukraine, avec leur « révolution orange », téléguidée par les officines états-uniennes²¹³. Écartons un malentendu. Ces propos ne visent évidemment pas à légitimer, en Algérie (ou ailleurs), un chef de l'État, encore moins un mandat nouveau, fabriqué sur mesure. Il s'agit simplement de ne pas avoir l'illusion que changer de personne à la tête de l'État suffit pour améliorer la situation du peuple. Ce n'est pas seulement l'individu qui est à changer, mais la *structure sociale* qui produit ce genre d'individu. Sans cela, peine perdue. La preuve : dans les pays où cela se réalise, les changements réguliers de présidents (Macron remplaçant Hollande, Trump remplaçant Obama, etc.), a-t-il changé quoi que ce soit au peuple ?

Et si le mouvement populaire pour une libération sociale réelle se fait attendre, efforce-toi de comprendre pourquoi, puis cherche et essaie de trouver les solutions qui permettraient l'arrivée de ce moment qui te rendra la dignité, en la rendant à ton peuple. Enfin médite ces deux commentaires de lecteurs.

Le premier :

« Comment peut-on désespérer d'un peuple de va-nu-pieds...qui a pris les armes en 54...qui les a reprises en 63 ? Comment peut-on désespérer d'un peuple opprimé...qui a vaincu sa peur en 80 ? Comment peut-on désespérer d'un peuple asservi...qui a brisé ses chaînes en 88 ? Comment peut-on désespérer d'un peuple méprisé...qui a pris d'assaut et à mains nues...des brigades de gendarmerie en 2001 ? Non...je ne désespère pas de mon Peuple! »²¹⁴

Le second :

« L'élément primordial pour mener à bien ce qu'on croit nécessaire d'entreprendre reste la volonté politique d'y parvenir et, à travers elle, le

²¹² Voir « LA GUERRE, POURQUOI ?... » point « 10.12. Des « Frères Musulmans » », o. c.

²¹³ Idem, point « 5.2. National Endowment for Democracy (NED) ».

²¹⁴ Par « Si je partage...pour une large... », in ci-dessus « Politiciens, intellectuels et autres : Barakat ! d'insulter le peuple ! »

refus de céder à ces maux si répandus qui s'appellent le fatalisme et la résignation. L'un et l'autre sont étrangers à mon tempérament et, plus encore, à l'idée que je me fais de notre pays

J'ai pleine confiance, quant à moi, dans la capacité du peuple algérien à relever les défis de tout ordre auxquels il sera confronté et dans son aptitude à jouer un rôle de premier plan dans l'évolution du pays.

L'Algérie, avec ses cicatrices, ses fractures, ses inégalités, ses exclus mais aussi avec son ardeur, sa générosité, son désir de faire du rêve une réalité, est une nation jeune, enthousiaste, prête à libérer le meilleur d'elle-même pour peu qu'on lui montre l'horizon. »²¹⁵

²¹⁵ Lhadi in « *Politiciens, intellectuels et autres...* ».

Nationalisme et patriotisme

Algérie Patriotique, 4 août 2018

Le Matin d'Algérie, sous le titre « Nation et patrie », 4 août 2018

L'histoire de l'Algérie (comme celle des autres pays), trafiquée quand pas occultée par les vainqueurs du moment, est la première responsable de la confusion régnante entre nationalisme et patriotisme. Les « élites » au pouvoir confondent volontairement nationalisme et patriotisme. Il suffit de citer l'exemple des États-Unis, l'« exemple » de la « démocratie » (oligarchique capitaliste). Là, l'idéologie dominante préconise le « patriotisme » comme soutien au pays pour la « défense de ses intérêts nationaux ». À l'examen, on constate que ces derniers se traduisent par des... agressions impérialistes, en vue de mettre la main sur des ressources naturelles étrangères et sur des territoires comme bases militaires. Il est donc nécessaire de distinguer « nationalisme » et « patriotisme », et de savoir leur contenu concret. Il est indispensable, pour ne pas être le dindon d'une farce, de porter un éclairage sur cette confusion volontairement produite et entretenue par les dominateurs et leurs mandarins, quelque soit le masque derrière lequel ils se présentent.

Commençons par des considérations sémantiques. J'ignore ce qui en est en tamazight, mais, en arabe classique et en dziriya (arabe parlé algérien), l'équivalent des mots « nation » et « patrie » donnent : pour « nation » الوطن (al watàne), et pour « patrie » الوطن الأم (al watàne al oum), littéralement « la nation de la mère ». Pour « patriote », nous avons الوطني (al mouwatine), ce qui est plus proche de « nationaliste » que de « patriote ». Nous avons donc, déjà, au niveau langagier, une difficulté. Contrairement au français (et à d'autres langues comme l'italien, l'anglais ou le chinois), la dziriya (et plus largement l'arabe classique) ne disposent pas d'une nette distinction entre nation / nationaliste et patrie / patriote. Ce qui pose problème. Comme chacun sait, le langage est la manifestation d'un état des connaissances, d'une conception intellectuelle (et idéologique) de la réalité.

Dernièrement, en Algérie, s'est créé un mouvement appelé « al mouwatana ». À son sujet, on lit, par exemple :

« Revigorés sans doute par l'écho de leur initiative, l'appel au président de la République pour renoncer au cinquième mandat, les 14 cosignataires de l'appel, essentiellement des figures de l'opposition et de la société civile, ont décidé de se doter d'un espace de concertation et d'initiatives pratiques.

« Dénommé "citoyenneté-démocratie" (*Mouwatana*), cet espace, mis en place à l'issue d'une réunion tenue au siège de Jil Jadid, à Alger, le 6 juin dernier, vise à "contribuer au véritable changement dont a besoin le pays", selon un communiqué publié hier par ses signataires. »²¹⁶

Précisons que le gérant de cet espace se nomme mouvement « mouwatana ».

Notons que la dénomination française de cet « espace » ne correspond pas à celle arabe. Il est vrai que « citoyenneté » se rend en dziriya (et arabe classique) par « mouwatana ». Mais pourquoi en dziriya n'a été retenu que ce terme, et pas, également, l'équivalent de « démocratie », qui, pourtant, existe en dziriya (et arabe classique) : « dimogratiya » ?... Ce terme n'a-t-il pas besoin d'être connu et popularisé en Algérie, autant que « mouwatana » ? Pourquoi cette exclusion ?²¹⁷

Venons à l'aspect historique concret, du moins tel que je l'ai vécu personnellement. Ce qu'on appela, avant et pendant la guerre de libération, le nationalisme algérien était en réalité un patriotisme. On disait, en français : « Nous sommes des patriotes » ; et quand nous affirmions : « Nous sommes des nationalistes », ou en dziriya des « mouwatinine », on entendait par ce mot des « patriotes ». Pour les personnes qui l'ignoraient, voici la différence substantielle (en espérant qu'elle ne soit pas simpliste), soumise à débat, dans le cadre limité d'une contribution dans la presse.

Le nationalisme se voit généralement accolé l'adjectif « chauvin ». De fait, généralement, le nationalisme se manifeste sous forme d'opposition entre les habitants (toutes classes sociales confondues ; confondues également oligarchie dominante et peuple dominé) d'une nation, délimitée par un territoire, et ceux d'une autre nation (avec les mêmes confusions), proche ou lointaine.

²¹⁶ <https://www.liberte-algerie.com/actualite/naissance-du-mouvement-mouwatana-294536>

²¹⁷ Dans mon essai « DÉFENSE DES LANGUES POPULAIRES... », o. c., je relève le conformisme fainéant des intellectuels arabes. Ils se sont contenté du néologisme « *dimocratiya* », alors qu'ils disposent de l'expression « *houkm a chaab* » (pouvoir du peuple). Cette expression traduit fidèlement le terme « démocratie », en plus elle est tout-à-fait compréhensible par le peuple.

Les auteurs préconisant ce nationalisme sont les oligarchies dominant les peuples. En fonction de leurs intérêts matériels spécifiques, ces oligarchies entrent en conflit. Pour l'affronter et le résoudre, ces membres de l'oligarchie manipulent le peuple. La propagande est simple depuis l'existence des nations sur terre : « Nous sommes les civilisés, et nos ennemis sont des barbares !... Ils nous menacent ! Nous devons donc nous défendre ! » Les colonialistes et impérialistes contemporains n'ont rien inventé ; ils n'ont fait et continuent à faire rien d'autre que le remake du même scénario. En effet, il a toujours fonctionné, dans l'antique Grèce comme dans l'antique Chine. Dès lors, inutile de changer de recette fondamentale. Seules les méthodes de propagande changent en fonction des découvertes techniques.

Ce genre de nationalisme a créé, sur toute la planète, les nations, puis les empires. Ces entités ont produit les « civilisations », mais celles-ci comprenaient toutes les guerres dont les seules victimes ont été et demeurent les peuples, et cela au bénéfice des oligarchies qui les envoyaient et continuent à les envoyer conquérir sinon mourir. Dans tous ces cas, le nationalisme chauvin impérialiste est présenté en patriotisme noble.

Cependant, il arrive, quoique rarement, que des soldats des deux armées adverses prennent conscience de n'être que des ouvriers et des paysans n'ayant aucun conflit entre eux, mais qu'ils subissent la même exploitation de la part de leurs dominateurs réciproques. Alors, ces soldats, manipulés pour s'entre-tuer, retournent leurs armes contre leurs commandants. Ces derniers les jugent comme « traîtres à la patrie » et fusillent les révoltés qui ont fraternisé. Autrement, c'est la révolution sociale qui éclatet, et les fusillés seraient les commandants, considérés comme membres de l'oligarchie régnante.

Voilà comment est entretenue volontairement la confusion entre « nation » et « patrie », nationaliste et patriote.

Or, les authentiques patriotes aiment et défendent leur patrie, à savoir le territoire où ils sont nés, non pas en tant qu'oligarchie opposée à une autre oligarchie, mais en tant que peuple. Et ce peuple ne s'oppose pas à un autre peuple, car les deux sont soumis à une condition semblable d'exploitation et de domination. Voilà pourquoi, pour nous limiter à deux exemples, durant leur guerre de libération nationale, les patriotes vietnamiens veillaient à distinguer les agresseurs états-uniens du peuple des États-Unis, et les patriotes algériens avaient la même attitude concernant le peuple français et les colonialistes français.

En effet, celui qui sépare et oppose les peuples fait toujours, volontairement ou de manière stupidement inconsciente, le jeu des oligarchies qui gèrent ces peuples. Car la séparation réelle et fondamentale n'est pas entre les peuples, mais entre leurs minorités dominatrices, chacune voulant acquérir le plus de richesses possible au détriment d'une autre. Dès lors, toute personne consciente de ces faits conçoit son patriotisme comme défense de son propre peuple contre les accapareurs de ses ressources naturelles et de son territoire ; mais, également, cette même personne étend son patriotisme à tous les peuples de la planète, car le principe qu'il défend pour sa patrie est valable pour toutes les patries de la terre. Là est la validité de l'expression « citoyen du monde », et la haine que lui manifestent toutes les oligarchies dominantes et leurs scribes « intellectuels ».

Historiquement, les consciences les plus éclairées, de tout temps, ont appelé à cette conscience planétaire. Limitons-nous à citer, pour l'antiquité, Diogène de Synope en « Occident », Zhuang Zi en « Orient », et, pour l'époque moderne, les diverses formes qui furent appelées « internationalisme ». Celui « prolétarien » fut le plus connu, puis il y eut le « mouvement des non-alignés » anti-impérialiste.

Hélas !.. Très vite, l'internationalisme « prolétarien » fut d'abord saboté par ceux-là même qui déclaraient le pratiquer. Karl Marx expulsa, de manière totalement anti-démocratique, les anti-étatistes de l'Association Internationale des Travailleurs ; à ses yeux, ils avaient le tort de contester sa dictature personnelle sur l'association, et celle du parti communiste allemand²¹⁸. Puis, les dirigeants de la révolution russe se mirent rapidement à privilégier, au nom du « réalisme » (autre forme de la « real-politik » bismarckienne bourgeoise) la « révolution dans un seul pays », au détriment de la révolution mondiale. Certes, ce nationalisme se révéla être un patriotisme, durant la résistance à l'invasion nazie. Mais, par la suite, on constata le lamentable et tragique échec de la prétention de l'oligarchie étatique russe à dominer les autres nations, à travers des partis « communistes » locaux soumis à son diktat nationaliste, travesti en « internationalisme prolétarien ». Les Chinois en eurent l'expérience (et la leçon) la plus amère.

En outre, n'oublions pas ce qui caractérisa la seconde guerre mondiale. Dans les pays à capitalisme privé, le chauvinisme nationaliste le plus abject

²¹⁸ Voir James Guillaume, « *L'Internationale, documents et souvenirs* » in https://fr.wikisource.org/wiki/Auteur:James_Guillaume

fut érigé en patriotisme le plus héroïque, et cela avec la bénédiction des partis social-démocrates. Ce nationalisme porta l'oligarchie française et ses mandarins « intellectuels » à traiter le peuple allemand (volontairement confondu avec sa classe dominante) de « barbares germaniques ». De même, l'oligarchie allemande et ses mandarins « intellectuels » agirent de manière identique : ils considérèrent le peuple français (volontairement confondu avec sa classe dominante) de « barbares latins ». Conséquence : les deux peuples se massacrèrent, tandis que les membres de leurs oligarchies réciproques s'enrichirent, notamment les banquiers et les industriels de l'armement (et, par conséquent, leurs serviteurs).

C'est dire que ce que certains appellent une « querelle de mots » ne reconnaissent pas toute la vérité, par exemple s'agissant de « nationalisme » et de « patriotisme ». En effet, les mots sont le produit de positions sociales, et celles-ci sont, en première ou dernière instance, l'émanation du conflit social fondamental qui oppose les nantis et les démunis. Par conséquent, pour ne pas être victime des mots et de la phraséologie, il faut toujours veiller à découvrir ce qui se cache derrière les mots comme position sociale. Bien entendu, cette précaution est rejetée par les nantis, et moquée par les scribes « intellectuels » à leur service.

Voici pourquoi, encore une fois, il est absolument indispensable de distinguer nationalisme et patriotisme. Le premier sert uniquement les oligarchies dominantes, au détriment des peuples ; le second sert le peuple au sein duquel on naît, mais également les autres peuples. Ainsi, l'on comprend que le nationalisme est intrinsèquement fauteur de guerres (auparavant esclavagistes puis féodales, capitalistes aujourd'hui) où les peuples s'entre-tuent tandis que les oligarchies s'enrichissent. Au contraire, le patriotisme défend la coopération égalitaire universelle des peuples, en les considérant des parties d'une unique espèce humaine, ayant le droit et le devoir de jouir, au-delà des spécificités culturelles, de liberté conjugée à la solidarité. Par conséquent, l'important n'est pas la nationalité qu'une personne possède, mais, d'abord, dans quelle partie de la barrière sociale cette personne est positionnée : celle des dominateurs ou celle des dominés, et cela quelque soit la nationalité. Car le patriotisme est internationalisme solidaire, dans le sens le plus authentique du terme.

Que l'on me permette de relater comment, personnellement, j'y suis arrivé. Dans le quartier de ma naissance, « Algraba-village nègre » à Sidi Belabbès, habitait près de chez nous une famille espagnole. L'époux s'était exilé dans notre ville, suite à la victoire des fascistes du général Franco contre les

républicains. Et cet Espagnol était anarchiste autogestionnaire. Son épouse et ma mère étaient amis, du fait que mon père et l'Espagnol étaient tous deux des ouvriers manuels. L'épouse espagnole donna ce conseil à ma mère : « Il faut que ton petit Kadour aille à l'école. C'est le seul moyen de le sortir de la misère que nous vivons, nous, familles prolétaires. » Ma mère suivit ce généreux conseil. Donc, en partie, ma scolarisation est due à la suggestion d'une Espagnole, sur conseil de son époux libertaire.

Quelques années après, mon oncle maternel revint d'Indochine. La misère matérielle et culturelle l'avait porté à s'engager dans l'armée coloniale. Elle l'envoya combattre contre les patriotes vietnamiens. Ils le capturèrent et lui expliquèrent : « Frère ! Tu t'es trompé d'ennemi et d'ami. Nous, comme toi, sommes colonisés par l'oligarchie française. Et nous combattons pour l'indépendance de notre patrie. Pourquoi, toi, Algérien, ne retournerais-tu pas dans ta patrie afin de lutter pour la dignité de ton peuple?... Les colonialistes nous stigmatisent comme « communistes » au service de la Russie. En réalité, nous sommes d'abord des patriotes luttant pour libérer notre pays du colonialisme. Et nous voulons que tous les peuples colonisés libèrent leur patrie du colonialisme et de l'impérialisme. Toi et nous, nous avons à être solidaires ! »... Bien entendu, l'oligarchie coloniale française taxa ces propos de « lavage de cerveau ». Cependant, mon oncle comprit où était son devoir de patriote : non pas servir le nationalisme colonialiste français, mais libérer son Algérie de la domination coloniale de la « nation » française. De retour au pays, mon oncle prit contact avec l'armée de libération nationale. Elle lui demanda de rester dans l'armée coloniale comme agent de renseignement. Il accomplit correctement sa mission. Voilà comment, à travers l'histoire de mon oncle, j'ai découvert la nécessaire solidarité entre les peuples opprimés.

En outre, durant la guerre de libération nationale, le Front de Libération Nationale nous mettait en garde : ne pas confondre l'armée et l'administration colonialistes avec le peuple français. Il fallait au contraire rechercher la solidarité du peuple français avec le combat patriotique algérien contre l'oligarchie coloniale de France. Là, encore, j'ai appris la nécessité de la solidarité entre le peuple agressé et celui dont provient l'armée d'agression. En outre, durant la même guerre de libération nationale, j'appris avec plaisir le soutien à la lutte de notre peuple de la part d'autres peuples de la planète. Voilà comment l'enfant et l'adolescent que j'étais ai découvert, non pas dans les livres mais dans la réalité quotidienne, l'importance de la solidarité internationale entre les peuples, comment le

patriotisme authentique est synonyme de coopération entre les peuples, et comment le nationalisme impérialiste se travestit en « patriotisme ».

À l'époque actuelle, notamment, le chauvinisme nationaliste se présente comme « défense des intérêts de la nation ». Citons deux cas significatifs. Suite à l'attaque contre les tours jumelles de New York, le gouvernement états-unien proclama le « Patriot Act » (et non pas le « national » act) : ainsi, l'appel s'adressait à tout le peuple des États-Unis, confondu volontairement avec l'oligarchie impérialiste de ce pays. Autre exemple. En présence du mouvement migratoire actuel des « damnés de la terre » », provoqué d'abord et surtout par les oligarchies néo-coloniales, ces dernières conditionnent leurs peuples, pour sauver la « nation », à s'opposer à la nouvelle « invasion des barbares »²¹⁹.

Souhaitons que les enfants et adolescents du monde ne tomberont pas dans le piège du nationalisme, et découvriront la valeur du patriotisme, en tant que liberté solidaire entre tous les peuples de la terre.

²¹⁹ Voir, notamment, Samuel Huntington, *“Who are We ? The challenge to America's national identity”* (Qui sommes-nous ? Le défi de l'identité nationale américaine).

Arguments de propagande particuliers aux dirigeants d'Israël

*Algérie Patriotique, 26 avril 2018
Le Matin d'Algérie, 26 avril 2018*

Suite à la publication de l'appel, paru en France, intitulé « *Contre le nouvel antisémitisme* », il est utile de porter à la connaissance ces « bonnes feuilles » d'un livre de notre collaborateur Kaddour Naïmi, concernant le passé et le présent de cette propagande.

« Le passé

- Les Juifs, fuyant du génocide nazi, sont allés en une terre, la Palestine, où il y avait peu de population, arabo-palestinienne, où des terres furent achetées de manière régulière et pacifique. Suite à la première guerre israélo-arabe de 1949, la majorité de cette population a choisi de quitter la Palestine.

En réalité, ce n'étaient pas les Palestiniens qui ont commencé la guerre contre Israël, mais ce furent les extrémistes sionistes, voulant la création de l'État d'Israël, à commencer la guerre contre les Palestiniens. L'année 1948, année de la création de l'État d'Israël, a été celle que les Palestiniens appellent la "Nakba" (catastrophe), à cause de ce fait : environ 800.000 à un million de Palestiniens ont été, avec la terreur armée des groupes terroristes sionistes Stern, Irgoun et Hagannah, chassés de leurs villes et villages, avec des massacres de civils et la destruction de centaines de villages palestiniens.

Témoignage de Ilan Pape, membre des nouveaux historiens israéliens :

« En tant qu'enfant juif, né à Haïfa dans les premières années cinquante, je n'ai jamais rencontré le terme nakba (catastrophe), ni j'en connaissais la signification. (...) »

« Successivement, comme jeune étudiant de doctorat à la Oxford Université j'ai choisi 1948 comme argument de ma thèse. (...) je découvris par hasard



dans les archives israéliennes et britanniques des preuves qui, mises ensemble, me donnèrent pour la première fois une claire idée de ce qu'a été la nakba. Je trouvai de fortes preuves de l'expulsion systématique des Palestiniens de la Palestine et je fus saisi de surprise par la vitesse avec laquelle fut porté en avant la judaïsation des villages et des quartiers qui étaient auparavant palestiniens.

« Ces villages, dont la population palestinienne avait été expropriée en 1948, furent désignés par un autre nom et repeuplés en peu de mois. Cette image contrastait non seulement avec ce que sur 1948 j'avais appris à l'école, mais aussi avec ce que sur 1948 j'avais compris à propos du Moyen Orient dans mes études de licence à la Hebrew University de Jérusalem, bien qu'un bon nombre des mes leçons concernaient l'histoire d'Israël. Sans le vouloir, ce que j'avais trouvé contredisait aussi les messages qui m'avaient été transmis comme citoyen d'Israël durant mon initiation dans l'armée, dans les événements publics tels le jour de l'indépendance et dans les discours quotidiens dans les médias du pays sur l'histoire du conflit israélo-palestinien.

« Quand je retournai en Israël en 1984 pour commencer la carrière académique, je découvris le phénomène de la négation de la nakba dans mon nouvel environnement. En réalité, il faisait partie d'un phénomène plus grand - c'est-à-dire l'exclusion de tous les Palestiniens de la discussion académique locale. (...)

« Peu après, à la fin des années quatre-vingt, certains académiciens, moi inclus, ont attiré l'attention du public en publiant des livres scolaires qui défiaient la version israélienne généralement acceptée sur la guerre de 1948. Dans ces livres, nous accusions Israël d'avoir expulsé la population indigène et d'avoir détruit les villages et les quartiers palestiniens (...) l'État juif avait été construit sur les ruines de la population indigène de Palestine, dont les moyens de subsistance, habitations, culture et terre avaient été systématiquement détruits.

« (...) Cependant, au niveau supérieur, l'establishment fit tout le possible pour réprimer ces premiers germes d'auto-conscience israélienne et d'admission du rôle d'Israël dans la catastrophe palestinienne, une admission



qui aurait pu aider les israéliens à comprendre mieux l'actuel point mort dans le processus de paix. »²²⁰

Parmi ceux qui sont au courant du massacre commis par les nazis contre les Juifs du ghetto de Varsovie en 1943, combien savent ce qui s'est passé, seulement cinq années après, dans la localité palestinienne de Deir Yassine ?

Voici ce qu'on lit sur le site www.deiryassin.org/mas.html ²²¹

« Deir Yassine Remembered.

« Tôt dans le matin du vendredi 9 avril 1948, des commandos de l'Irgun, dirigés par Menachem Begin, et de la bande Stern attaquèrent Deir Yassin, un village d'environ 750 habitants palestiniens. Ce fut plusieurs semaines avant la fin du mandat britannique. Le village était hors de la zone que les Nations Unies recommandèrent d'inclure dans le futur État juif. Deir Yassin avait une réputation pacifique et un journal juif avait dit aussi que Deir Yassin avait éloigné certains militants arabes. Mais il était localisé sur un terrain élevé dans le corridor entre Tel Aviv et Jérusalem, et un plan, resté secret pendant plusieurs d'années, appelait à sa destruction et à l'évacuation de ses habitants pour faciliter la voie à un petit aéroport pour les résidents juifs assiégés de Jérusalem.

« Depuis lors plus de 100 personnes, dont la moitié étaient des femmes et des enfants, avaient été systématiquement tués. Quatre assaillants furent tués par les résistants palestiniens qui utilisaient de vieux mausers et des mousquets. Vingt cinq villageois mâles furent chargés sur des camions, fait défiler à travers le quartier de Zakhron Yosef à Jérusalem, puis portés dans une caverne de pierre le long de la route entre Givat Shaul et Deir Yassin, et tués. Le reste des autres habitants fut déplacé à Jérusalem Est arabe.

« Ce soir-là les membres de l'Irgun et de Stern ont escorté une partie des correspondants étrangers dans une maison à Givat Shaul, une installation juive voisine fondée en 1906. Outre au thé et aux gâteaux ils ont amplifié les détails de l'opération et l'ont justifiée, en disant que Deir Yassin était devenu un point de concentration pour les Arabes, y compris Syriens et Irakiens, qui planifiaient une attaque contre les banlieues occidentales de Jérusalem. Ils ont dit que 25 membres de la milice Haganah avait renforcé l'attaque et

²²⁰ De l'article « *I demoni de la Nakba* » (Les démons et la Nakba), dans le livre collectif « *NOT IN OUR NAME : Ebrei e israeliani contro l'occupazione* » (Juifs et Israéliens contre l'occupation), Prospettiva Edizione, Rome, 2002, p. 29 et p. 303132. Les traductions de l'italien et de l'anglais sont les miennes.

²²¹ Visité le 25 mars 2008.

affirmé qu'un Juif parlant l'arabe avait, d'un haut-parleur monté sur une auto blindée, mis en garde les villageois. Cela fut dûment reporté dans le New York Times le 10 avril.

« Un compte final de 254 corps fut reporté par le New York Times le 13 avril (...) Une étude de 1987 effectuée par le Centre de Recherche et Documentation de l'Université de Birzeit sur la Société palestinienne, déclara que "le nombre des ces tués ne dépasse pas 120".

« Les dirigeants de l'Haganah ont admis que le massacre "ternit la cause des combattants juifs et déshonore les armes et le drapeau juifs." ils ont minimisé le fait que leur milice avait renforcé l'attaque des terroristes, même s'ils n'ont pas participé à la barbarie et au saccage durant les opérations successives de "ratissage".

« Ils ont aussi minimisé le fait que, dans les paroles de Begin, "Deir Yassin fut capturé avec la connaissance de la Haganah et avec l'approbation de son commandant" comme une partie de son "plan pour la création d'un aéroport."

« Ben Gurion envoya aussi une excuse au roi Abdullah de Trans-Jordanie. Mais cet horrible acte a bien servi le futur État d'Israël. Selon Begin : Les Arabes à travers tout le pays, induits à croire les sauvages récits de "boucherie Irgun," ont été pris de panique et ont commencé à fuir pour leur vie. Cette masse en est vite arrivée à une fuite désordonnée, folle et incontrôlable. La signification politique et économique de ce développement peut difficilement être surestimée.

« Des 144 maisons environ, 10 ont été dynamitées. Le cimetière a été ensuite rasé par des bulldozers et, comme des centaines d'autres villages palestiniens par la suite, Deir Yassin a été effacé de la carte. Depuis septembre, des Juifs orthodoxes immigrants de Pologne, Roumanie, et Slovaquie y ont été installés, avec les objections de Martin Buber, Cecil Roth et d'autres dirigeants juifs, qui ont cru que le site du massacre devait être laissé inhabité. Le centre du village fut rebaptisé Givat Shaul Bet. Avec l'expansion de Jérusalem, la terre de Deir Yassin devint une partie de la ville et, aujourd'hui, est connue simplement comme la zone entre Givat Shaul et l'installation de Har Nof sur les flancs occidentaux de la montagne.

« Le massacre des Palestiniens à Deir Yassin est un des événements les plus significatifs du 20ème siècle dans l'histoire palestinienne et israélienne. Cela non pas à cause de sa dimension ou de sa brutalité, mais parce qu'il se



présente comme l'alarme la plus dure et anticipée d'un dépeuplement calculé de plus de 400 villages et villes arabes et l'expulsion de plus de 700.000 habitants palestiniens pour laisser place aux survivants de l'Holocauste et à d'autres Juifs du reste du monde.

Le présent

« Nous n'avons pas à requinquer ces peuples [...] Mais plutôt à les vider de leur substance. Nous ne voulons pas de ces peuples : nous voulons leur pays. »²²²

- Les Juifs ont un droit légitime à occuper la Palestine parce qu'elle est la terre de leurs ancêtres, auxquels Dieu a fait cadeau, et donc il est juste que les Palestiniens aillent ailleurs, dans les pays arabes vu qu'ils sont arabes.

En réalité, les Palestiniens, bien qu'ils fassent partie de la communauté arabe, sont les habitants du territoire appelé Palestine, comme les Libanais habitent le Liban ou les Syriens, la Syrie. Donc le pays des Palestiniens est historiquement et légalement la Palestine et non un autre pays arabe. Un exemple : quelle serait la réaction des Français si un autre peuple s'installe dans leur pays et prétend que, vu que les Français sont européens, ils doivent quitter la France et aller vivre dans un autre pays européen ?

- Israël ne fait que défendre son droit à exister.

Si cela était vrai pourquoi l'armée israélienne, depuis 1967, suite à une guerre entre Israël et certains pays arabes, occupe illégalement, en violation des résolutions des Nations Unies, la partie de territoire qui revient aux Palestiniens ?

À propos de l'attaque de l'armée israélienne contre Gaza, de décembre 2008 - janvier 2009, le journaliste israélien Uri Avnery a écrit :

« Presque tous les médias occidentaux ont d'abord répété la ligne de la propagande israélienne officielle. Ils ont presque entièrement ignoré la partie palestinienne de l'affaire, ils n'ont pas mentionné les manifestations quotidiennes de la paix dans le camp israélien. Le raisonnement du

²²² Goebbels, Journal, 1938, cité dans l'article « *Le Califat : une entreprise totalitaire* », 12 juin 2016, par Patrice GOURDIN, in diploweb.com/



gouvernement israélien («L'État doit défendre ses citoyens contre les roquettes Qassam») a été accepté comme l'entière vérité. Le point de vue de l'autre côté, que les Qassams sont des représailles pour le siège qui fait mourir de faim un million et demi d'habitants de la bande de Gaza, n'a pas été mentionné du tout.

« C'est seulement quand les horribles scènes de Gaza ont commencé à apparaître sur les télévisions occidentales que l'opinion mondiale a commencé graduellement à changer. »²²³

- Israël est un pays pacifique, menacé par le terrorisme palestinien, par conséquent notre action n'est pas contre le peuple palestinien mais seulement contre les terroristes palestiniens.

Si les dirigeants d'Israël font la guerre seulement aux "terroristes", pour quel motif ils ont et continuent à entreprendre les actions suivantes, dont certaines sont à considérer, selon la législation internationale, des crimes de guerre :

- transformation de Jérusalem Est, qui est légalement territoire appartenant au peuple palestinien, pour expulser les citoyens palestiniens,
- violence illégale des colons israéliens, les "settlers", contre les civils palestiniens, violence impunie et protégée par l'armée israélienne d'occupation,
- démolitions des maisons, non seulement de celles d'auteurs d'une action violente contre les Israéliens, mais aussi d'autres maisons,
- mal-traitements, abus, humiliations et limitations à la normale circulation, en particulier avec l'existence de plus de 500 points de contrôle (check points), que l'armée israélienne fait subir aux civils palestiniens sans distinction entre celui qui est résistant et celui qui est pacifique,
- destruction, de la part de l'armée israélienne, des terrains agricoles et des arbres d'olives appartenant aux Palestiniens,
- limitations contre les Palestiniens en ce qui concerne l'accès à l'eau pour boire et pour irriguer les champs,
- restrictions aux soins médicaux pour les Palestiniens,
- construction illégale du mur de séparation, qui, en plus, ne suit pas la ligne de frontière d'Israël, reconnue par la loi internationale, mais est construit en partie sur le territoire palestinien, et d'une façon à empêcher la normale circulation des habitants palestiniens sur leur propre territoire,

²²³ Du site [Uri Avnery's Column](#), visité le 2 février 2009.

- situation d'apartheid, en partie semblable à celle pratiquée dans le passé en Afrique du Sud, à laquelle est soumise la population palestinienne.

- Israël est un petit pays contraint à se défendre des autres pays arabes qui l'encerclent, auxquels il n'a fait aucun tort, mais qui veulent le détruire parce qu'ils sont méchants et anti-sémites.

Par contre, Norman G. Finkelstein, membre des nouveaux historiens israéliens, écrit :

« Pour réprimer la résistance palestinienne, un ex officier israélien au début de l'année [2002] recommandait à l'armée de "analyser et intérioriser les leçons sur (...) comment l'armée allemande a combattu dans le ghetto de Varsovie"²²⁴. A juger du récent carnage israélien dans la Rive occidentale - viser les ambulances palestiniennes et le personnel médical, viser les journalistes, l'assassinat d'enfants palestiniens "par sport", les ratissages, mettre les menottes et bander les yeux de tous les hommes palestiniens âgés de 15 à 50 ans et le tatouage de numéro sur leurs poignet, la torture non discriminée de détenus palestiniens, l'utilisation de civils palestiniens comme boucliers humains, la destruction au bulldozer des maisons palestiniennes avec les habitants entassés dedans - à juger de tout cela il semble que l'armée israélienne suit le conseil de l'officier. En laissant de côté toutes les critiques puisque motivées par l'antisémitisme, Elie Diesel, porte-parole en chef de Holocauste Industry, a donné un appui inconditionné à Israël, soulignant "la grande peur et angoisse" supportée par son armée furieuse. »²²⁵

- Les Israéliens sont le peuple des victimes de la Shoah, de l'Holocauste, il faut toujours le rappeler.

Par contre, Yitzhak Laor, poète, écrivain et journaliste israélien, écrit :

« Les israéliens s'occupent de punir quiconque met en danger l'image que nous avons de nous-mêmes comme victimes. Il n'est consenti à personne de nous enlever cette image, spécialement dans le contexte de la guerre avec les

²²⁴ L'auteur indique en note comme source : *Ha'aretz*, 25 janvier 2002 et 1 février 2002.

²²⁵ Article « *Prima la carota, poi il bastone : dietro la carneficina in Palestina* » (D'abord la carotte, puis le bâton : derrière le massacre en Palestine), dans le livre collectif « *NOT IN OUR NAME : Ebrei...* », p. 43.

Palestiniens, qui combattent une guerre "dans notre maison" - c'est-à-dire, dans leur "non-maison". Quand un ministre d'une ex république socialiste a comparé Yasser Arafat à Hitler, il a été applaudi.

« Pourquoi ? parce que c'est ainsi que le monde devrait nous voir, tandis que nous, nous soulevons des cendres. Voici pourquoi nous aimons Shoah de Claude Lanzmann (et encore plus, son dégoûtant film sur l'armée israélienne) et Schindler's List. Parlez-nous encore de nous comme victimes, et de comment nous devons être pardonnés pour chaque atrocité que nous commettons. Comme a écrit mon amie Tanya Reinhart, "il semble que ce que nous avons intériorisé" de la mémoire de l'Holocauste "soit que n'importe quel mal de mineure portée soit acceptable". (...)

« Il est possible qu'Israël n'ait pas un passé colonial mais certainement nous avons notre mémoire du mal. Cela explique pourquoi les soldats israéliens ont tatoué les numéros d'identification sur les bras des Palestiniens ? Ou pourquoi le très récent Holocauste day [le Jour de l'Holocauste] a tracé une ridicule comparaison entre ceux parmi nous qui étaient dans le ghetto de Varsovie assiégés et ceux parmi nous qui encerclaient les camp de réfugiés de Jénine en état de siège ? »²²⁶

- Israël est un pays qui a trop souffert de racisme, donc il n'est pas et ne peut pas être raciste.

Voici ce qu'on lit sur le site <http://ifamericansknew.org> (Si les américains savaient)²²⁷ :

« Par l'intermédiaire de l'argent et des armes fournis par les États-Unis, Israël impose une nation ethniquement discriminatoire sur une terre qui était auparavant multiculturelle. Il y a une discrimination ethnique et religieuse inhérente à son identité nationale, et une doctrine de suprématie d'un groupe sur tous les autres caractérise ses actions politiques, financières et militaires. Cela aussi n'est pratiquement jamais reporté.

- Israël est un pays civilisé.

Que savent les citoyens israéliens et du monde sur les conditions

²²⁶ Article « *Dopo Jenin* » (Après Jénine), in livre collectif « *NOT IN OUR NAME : Ebrei...* » p. 4 e p.48.

²²⁷ Visité en 2007.

d'incarcération des Palestiniens, et, dans certains cas, de la torture ?

Le Comité Public contre la Torture en Israël (PCATI) affirme :

« Ces méthodes ont causé des dommages psychologiques et physiques irréversibles et dans certains cas la mort.

« Dégradation et torture ne sont pas limitées aux détenus palestiniens mais ont été aussi infligées à des soldats et militants politiques de gauche et de droite qui ont subi les interrogatoires du GSS, de la police et la police militaire d'investigation.

« Le Comité Public contre la Torture en Israël a reconnu l'existence d'une menace à la sécurité d'Israël mais considère l'utilisation de la torture "pour la sécurité de l'État" comme une manière cruelle et inefficace qui mine directement la nature démocratique de notre société. »²²⁸

À propos de la prison secrète israélienne 1391, considérée la "Guantanamo" d'Israël, comme à propos des centres de détention secrets en Israël, et de leurs prisonniers, le silence de la presse internationale est total. Pourquoi ?

- Qui critique Israël est seulement un antisémite qui hait les Juifs.

Par contre, Shraga Elam, journaliste israélien, écrit :

« (...) je suis profondément convaincu que la raison principale pour la croissance de la judéophobie est fondamentalement à rechercher dans la politique criminelle qu'Israël conduit aux dommages des Palestiniens, comme dans le comportement déplorable des groupes de pression pro-Israël. (...)

« Nous pouvons constater que tous les Juifs, sans considération de leurs positions individuelles, furent retenus responsables des atrocités commises par Israël. Cela n'était pas seulement le résultat de préjugés anti-israéliens, mais aussi de la prétention, erronée, d'Israël, de représenter tous les Juifs et d'être l'État DES Juifs. L'appui diffus et ostentatoire que beaucoup de Juifs dans du monde entier offrent à Israël, ne peut que renforcer l'impression que tous les Juifs sont au côté d'Israël. »²²⁹

²²⁸ Du site www.stoptorture.org.le/eng/, visité en 2007.

²²⁹ Résident à Zurich/Suisse. Extraits du texte du rapport au Camp Anti-impérialiste de Assisi (Italie), le 2 août 2004. Du site kelebekler.com, visité en 2007. Majuscules de l'auteur.

- Israël est un petit pays menacé par la masse des pays arabes hostiles.

Combien savent, en Occident, en particulier aux États-Unis, l'importance des aides financières et militaires que les États-Unis fournissent à Israël, pour pratiquer sa politique d'oppression contre le peuple palestinien ? Et combien savent que la Banque Mondiale subventionne le mur entre Israël et les territoires occupés ?²³⁰

Du site <http://ifamericansknew.org> (Si les américains savaient)²³¹ :

« Israël est le plus grand destinataire de l'aide U.S. dans le monde entier. Il reçoit plus d'aide que celui donné à tous les pays de l'Afrique subsaharienne, l'Amérique Latine et les Caraïbes, mis ensemble.

Israël reçoit plus de 10 millions de dollars par jour de la part des États-Unis, et il est évident que le chiffre total est plus proche de 15 millions par jour. Mais cette information n'est presque jamais imprimée sur les journaux américains. La couverture du Moyen Orient en général, et d'Israël en particulier, ne reporte pratiquement jamais cette énorme connexion américaine avec cette région.

« Renforcé par l'argent américain, Israël occupe un territoire qui ne lui appartient pas, en violation de nombreuses lois internationales et conventions dont il est signataire, et pratique des politiques de brutalité qui ont été condamnées par les Nations Unies, l'Union Européenne, le Conseil National des Églises, Amnesty International, la Croix Rouge Internationale, et par de nombreux autres organismes internationaux. Cette vérité est aussi rarement reportée.

- Qui parle de lobby U.S. en faveur d'Israël dit un mensonge.

En réalité la lobby des Juifs U.S. conditionne les dirigeants U.S. à soutenir la politique israélienne, en particulier à travers le soutien financier durant les campagnes électorales U.S.

Déclaration de l'ex Président U.S. Jimmy Carter :

« Groupes de pression sur la politique US au Moyen Orient.

Pendant les dernières 30 années, j'ai été témoin et j'ai expérimenté les graves restrictions sur n'importe quelle discussion libre et équilibrée des faits. Cette réticence à n'importe quelle critique de la politique du gouvernement israélien est due aux extraordinaires efforts de lobbying du

²³⁰ Voir Peter Philips in « *Project Censored* ».

²³¹ Visité en 2007.

Comité d'Action Politique israélo-américain (American-Israel Political Action Committee) et à l'absence de n'importe quelles voix contraires significatives.

« Il serait presque politiquement suicidaire pour les membres du Congrès d'épouser une position équilibrée entre Israël et la Palestine, à suggérer qu'Israël respecte la loi internationale ou de parler en défense de la justice ou des droits humains pour les Palestiniens. »²³²

- Les Palestiniens qui nous agressent sont seulement des "terroristes" qui haïssent les Juifs.

Que savent les citoyens israéliens et occidentaux, d'une part, de l'action terroriste de l'armée israélienne contre les civils palestiniens, et, d'autre part, des motifs réels qui poussent certains Palestiniens à attaquer non seulement les militaires israéliens, mais aussi à entreprendre des opérations qui tuent des civils israéliens ? Les témoignages d'auteurs israéliens, auparavant mentionnés, permettent de répondre à la question : les citoyens israéliens et occidentaux savent très peu pour ne pas dire rien. »

Extrait de « *LA GUERRE, POURQUOI ? LA PAIX, COMMENT ? Éléments de discussion pour gens de bonne volonté.* » o. c.

²³² Du site http://ifamericansknew.org/about_us/, visité en 2007.

IV.

INTELLECTUELS et ARTISTES



Du rôle des intellectuels et des artistes

Le Matin d'Algérie, 1 février 2017

Il est nécessaire de s'entendre sur un terme : ce qu'on appelle « engagement », celui de l'artiste en particulier, et de l'intellectuel, en général.

Ce terme a été trop galvaudé.

Dans un premier temps, il désigna les personnes qui s'opposaient à toute forme d'injustice, qu'elle provienne des individus mais surtout de la caste contrôlant l'État.

L'avènement du « socialisme étatique » bolchevique transforma cette notion en servilisme en faveur de l'État du « prolétariat », plus exactement de la nomenklatura qui l'occupait ; en Algérie, cet État s'appelait « populaire ».

En réalité, cette institution était dominé par une caste inédite, une nouvelle forme de bourgeoisie, exploitant le peuple de manière concentrée, puisque l'État était le patron unique, régissant tous les domaines de la vie sociale, sans exception.

En particulier, le contrôle des idées était devenu une machine monstrueuse de conditionnement et de dressage social. Ce rôle infâme fut assumé par les intellectuels et les artistes, modernes scribes et mandarins.

Les idéologues exerçaient leur dressage des esprits au nom de l'« esprit de parti » (unique) ; les artistes et écrivains, eux, produisaient selon la règle du « réalisme socialiste ».

Ainsi, dans le domaine de la culture, tout ce qui était vivant auparavant, du temps du tsarisme en Russie, et du colonialisme en Algérie, fut réduit à la stagnation, à la médiocrité et à la régression. Allégeance à la « pensée unique », celle du « Chef » de la nation, censé être le meilleur sinon la seule tête capable de penser et de dicter ce qui est bon et beau. Que ce « Chef » ait usurpé le pouvoir par les armes ne compte pas ; seul importe son statut de Maître Suprême. L'esprit mandarin se plie toujours et vénère la puissance obtenue par la violence. Louis Aragon chanta le « grand Staline » qui faisait « fleurir le printemps ».



De la révolution russe de 1917 jusqu'à aujourd'hui, partout, ce phénomène déconsidéra la notion d'engagement, au point de la transformer en une attitude servile, produisant des œuvres et des idées médiocres et ridicules.

Cette légitimation du régime dominateur, sous les prétextes les plus fallacieux, était récompensée par des privilèges, des « honneurs » et des médailles aux artistes et intellectuels. Ils étaient indiqués et se désignaient eux-mêmes comme « amis du prolétariat » (Russie) ou du « peuple » (Algérie). Ils joignaient la compromission au mensonge : par leur soutien au régime, ils prétendaient être au service du... peuple ! Ainsi, ils avaient le beurre (postes administratifs), l'argent du beurre (salaires convenables et autres privilèges) et même le corps de la fermière (la prétention d'être au service du peuple). Peut-on produire plus méprisable imposture ?

Quant à la « société », elle est si aliénée qu'elle condamne avec indignation une femme qui vend son corps, mais pas un homme qui vend son cerveau ; elle fustige un mercenaire qui emploie les armes en échange de salaire, mais pas le mercenaire qui utilise le cerveau en échange d'une rémunération.

Par conséquent, les authentiques intellectuels et artistes, engagés au service de la seule vérité, montraient qui étaient les victimes des détenteurs du pouvoir étatique. Ces pratiquants de la vérité devinrent des « renégats », des « gauchistes », des « ennemis du peuple », des « alliés objectifs de l'impérialisme et de la réaction ».

Ceux qui ne choisirent pas le silence ou le suicide, ni eurent le désir ou la possibilité de s'exiler, subirent brimades, arrestation, torture et assassinat.

Dans l'Antiquité, en Occident, on condamna Socrate à mort ; en Extrême-Orient, le premier empereur de Chine massacra les intellectuels et fit de leurs livres un autodafé. Au Moyen-âge, à Rome, l'Église brûla le philosophe Giordano Bruno ; à Bagdad, le mystique Alhallâj fut torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive. Au début du vingtième siècle, Maiakovsky se suicida, en Russie ; en Algérie, Mouloud Feraoun fut tué par les fascistes colonialistes ; durant la dictature de Boumédiène, le poète Jean Sénac fut assassiné dans des circonstances « mystérieuses ». Puis vint le pire : les dix années sanglantes où toute tête pensante devait se taire ou mourir.

Cependant, les intégristes islamiques ne sont pas les seuls à considérer la pensée libre comme leur premier ennemi, à éliminer de toutes les manières. Tout totalitarisme, quelque soit son étiquette, agit de façon identique : supprimer les idées qui ne sont pas les siennes, c'est-à-dire celles qui

refusent l'allégeance à une domination sur le peuple, quelque soit sa forme. Toute domination ne s'exerce que pour exploiter les asservis.

Le « libéralisme », lui, se contente d'acheter les cerveaux comme n'importe quelle vulgaire autre marchandise. Au début du vingtième siècle, à un journaliste qui lui demandait pourquoi il ne se proposait pas comme candidat aux élections pour diriger le gouvernement, le baron Rothschild répliqua : « Je n'ai pas besoin d'y être, il me suffit de payer les ministres. »

Un dicton italien affirme : « La mère des imbéciles est toujours enceinte ». Nous constatons que celle des scribes et mandarins de tout acabit, aussi.

Et, malheureusement, ils sont la majorité.

Ce phénomène porte les esprits les moins éclairés à jeter le bébé avec l'eau sale. Ils confondent l'engagement authentique, tel qu'il est né historiquement (depuis Lao Ze et Diogène le « cynique »), avec le travestissement qu'en ont fait les dominateurs de tout genre. Le comportement des scribes-mandarins est, dans son essence fondamentale, identique, quelque soit la caste maîtresse.

En Occident, les « grands » Platon et Aristote ont justifié l'esclavagisme comme phénomène « naturel » ; en Orient, l' « illustre » Confucius légitima le servilisme général. Et, partout, on prête aux divinités panthéistes (Inde) et au Dieu monothéiste la responsabilité d'avoir établi les riches et les pauvres, les maîtres et les serviteurs, en promettant aux malheureux sur terre le bonheur suprême au ciel. Et, comme par hasard, ceux qui diffusent cette conception sont les serviteurs patentés des dominateurs.

Les scribes-mandarins ne naissent pas pour vivre mais pour avoir une carrière ; ils ne trouvent pas leur jouissance dans la liberté, mais dans la servitude ; leur valeur suprême n'est pas la dignité mais le compte en banque ; leur ambition n'est pas l'honneur mais « les honneurs » accordés par leurs maîtres.

Cette calamité n'est pas spécifique à l'Algérie actuelle ; on la trouve partout et toujours. Durant les périodes historiques de régression des droits humains, cette espèce sociale pullule, comme les microbes dans l'obscurité. Nous traversons ce genre d'époque. Les vents sont contraires aux peuples, favorables à leurs exploiters de tout poil.

Alors, que faire ?



D'abord ne pas juger l'humanité au dérisoire critère d'une vie humaine, la nôtre. Il faut s'élever à une vision ample. On s'aperçoit, alors, que l'humanité connaît successivement des phases de flux libérateur et de reflux oppresseur. Cependant, chaque fois, un progrès se réalise, si minime soit-il, grâce aux efforts des meilleurs citoyens, à leurs idées et à leurs luttes. Ne sommes-nous pas passés de l'esclavagisme au féodalisme, puis au capitalisme, ainsi que du colonialisme aux nations indépendantes, même si néo-colonisées ?

Il y eut, également, les courtes périodes de mouvements émancipateurs des travailleurs (pays de révolution socialiste) et des peuples (révolutions anti-coloniales). Malheureusement, ces mouvements, eux aussi, ont subi un reflux : les travailleurs et les peuples se sont retrouvés dominés par une nouvelle classe sociale, étatique.

Cependant, un pas en avant a été réalisé. Il reste à poursuivre le chemin, le long, difficile et patient chemin de l'espèce humaine pour sortir de la préhistoire : celle où existe domination d'une minorité sur la majorité.

Quelque soit l'obscurantisme en cours, pour toute personne qui a le sens de la réelle dignité humaine, - d'abord la sienne -, il faut s'efforcer à penser de manière rationnelle, scientifique, équitable, en tenant compte de l'histoire humaine dans sa longue phase, avec ses flux et reflux.

Cela implique, durant la phase de reflux, de ne pas perdre de vue que tôt ou tard viendra le temps du flux. Le rôle des honnêtes citoyens est de contribuer à sa venue, selon les capacités personnelles. Admirons ce vieux paysan qui, durant les dernières années de son existence, aimait employer son temps à planter des arbres, en sachant qu'il n'en récoltera pas les fruits : « C'est une belle manière de vivre mon temps. La pensée que d'autres, après moi, en savoureront les fruits est déjà pour moi une agréable récompense ! »

Pour les artistes et les intellectuels, planter des arbres consiste à rechercher et affirmer la *vérité*.

Mais celle-ci pose problème :

« Si on supprime du même coup les vérités dangereuses à proclamer et les vérités désagréables à entendre, que restera-t-il ? Car enfin, j'ai beau chercher, je n'aperçois pas un troisième groupe.

Déclarons-le sans barguigner. Aucune vérité n'est bonne à dire, tel est le vrai sens du texte. Peut-être même n'y a-t-il pas de Vérité. Pilate, qui LA voyait face à Face, n'en était pas sûr. »²³³

²³³ Léon Bloy, « *Exégèse des lieux communs* », Edition Mercure de France, Paris, 1902, point « XXXIII Toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire ». Téléchargeable ici :

On comprend donc le danger causé par la pratique de la vérité.

Sur le plan social, elle consiste à distinguer clairement entre ceux qui dominant-exploitent-aliènent, d'une part, et, d'autre part, ceux qui en sont les victimes. Puis agir en faveur de ces derniers, exclusivement. Parce que le respect des droits de chacun dépend de celui de tous.

Bien entendu, cette exigence de vérité se paie toujours en carrière brisée, en argent refusé, en « honneurs » niés, et parfois par l'exil, intérieur ou extérieur, la prison et même la vie.

En cette époque actuelle de mondialisation capitaliste triomphante (jusqu'à un certain point), comme durant les sombres périodes subies auparavant par l'humanité, il y a toujours, heureusement, une minorité de personnes pour lesquelles aux « honneurs » est préféré l'honneur ; à l'argent, la dignité ; à la carrière, l'équité.

Le terme « engagé » est désormais vieilli et sali. En réalité, il ne veut rien dire. En effet, n'est-on pas toujours « engagé » d'une manière ou une autre ? Soutenir une caste exploiteuse, la combattre ou y être indifférent, n'est-ce pas, à chaque fois, un choix, donc une forme d'engagement ?... Le « désengagement », lui-même, n'est-il pas un « engagement » ?

Aussi, plutôt que de savoir en faveur de quoi un artiste ou un intellectuel est « engagé », je préfère simplement demander à ce producteur d'idées : écris-tu *la vérité, toute la vérité, rien d'autre que la vérité* ? Es-tu capable de déceler tes éventuelles erreurs, produites par l'égoïsme de ton super-ego toujours en éveil, puis de les corriger ? Admets-tu que nul n'est infaillible, que le chemin de la connaissance est un processus qui consiste à aller non pas vers plus de vérité, mais vers moins d'erreur ?

De l'interrogé, il n'est pas nécessaire d'obtenir une réponse verbale ; son regard et la couleur de ses joues suffisent. Mieux encore, savoir qui lui fournit les moyens d'existence matérielle est la meilleure réponse.

Parfois, cependant, celle-ci est significative.

Quand Albert Camus déclara « Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice », on comprend, alors, son opposition à la lutte de libération anti-coloniale algérienne. Voici comment on peut écrire l'essai « L'homme révolté » tout en s'opposant à la révolte des colonisés contre le système qui les opprimait, et dont Camus tirait profit.

De même, quand un artiste ou un intellectuel soutenait le « Président » Boumediène, le déclarant « progressiste » en ignorant son rôle de dictateur



militaire, on pouvait constater qu'en adoptant cette attitude l'artiste ou l'intellectuel trouvait un avantage matériel personnel.

Rappelons un fait significatif. Au temps du Front Populaire en France, quand un journaliste demandait à interviewer le président du Conseil Léon Blum, ce dernier tenait d'abord à savoir de qui ce journaliste recevait son salaire.

Y a-t-il meilleur « salaire » que la dignité personnelle, la vérité et la solidarité avec les victimes de l'iniquité sociale ?

Celui qui voudrait approfondir le problème de l' « engagement » de l'intellectuel et de l'artiste trouvera des réflexions stimulantes dans ces trois ouvrages : Julien Benda, « *La trahison des clercs* » ; Paul Nizan, « *Les chiens de garde* » ; Serge Halimi, « *Les Nouveaux Chiens de garde* ».



Mercenaires, caméléons et libres penseurs

Le Matin d'Algérie, 10 avril 2017

Dans l'élite intellectuelle, je distingue trois catégories, constatée partout et toujours, en règle générale.

***Harkâ wàjh bâïâne* : mercenaires à visage découvert**

La première est composée de la *majorité* des membres de cette élite. Sa formation est faite de telle manière qu'à son terme les instruits se mettent au service de l'institution (université ou autre établissement étatique ou privé) qui les a formatés. Constituant la courroie de transmission entre les détenteurs du pouvoir (politique et/ou économique et/ou culturel) et le reste des citoyens, ces intellectuels utilisent leurs capacités cognitives à défendre et légitimer ce *système* social (dont ils proviennent et sont bénéficiaires) par des justifications dans le domaine idéologique. J'appelle cette catégorie l'élite ou l'intellectuel *mercenaire*.

***Harkâ zoug a woûjh* : mercenaires à double visage, ou les caméléons**

Il existe, une deuxième catégorie d'élite. Elle comporte moins d'individus que la première. Elle a la particularité d'être difficile à reconnaître, parce qu'elle profite de privilèges *matériels* accordés par les détenteurs du pouvoir (politique et/ou économique et/ou culturel), tout en le critiquant *verbalement*, parfois même avec véhémence. Toutefois, cette attitude, apparemment contestatrice, est exprimée d'une manière *acceptable* pour le pouvoir.

D'une part, elle ne menace pas la *base* lui permettant de dominer (la division dominateurs-exploiteurs contre asservis-exploités), mais concerne uniquement des aspects secondaires, *non décisifs* pour son existence.

D'autre part, les détenteurs de pouvoir y trouvent une occasion de faire croire à une vertu de tolérance de leur part, pour mieux cacher leur emprise dominatrice. La preuve est qu'ils ne répriment pas sévèrement ce genre de



voix contestatrice, ne l'excluent pas de la caste des privilégiés, comme ils le font contre les intellectuels réellement libres, dont la critique est conséquente, c'est-à-dire dévoile la *base fondamentale* du système social.

Cette troisième catégorie se compose des intellectuels qui se proclament « progressistes », « démocratiques », « libéraux », parfois même « révolutionnaires ». Par ces mots, ils veulent faire croire qu'ils défendent la vérité sur le fonctionnement réel de la société ; en réalité, leurs conceptions sont conditionnées, plus ou moins consciemment, par le maintien des privilèges que les détenteurs du pouvoir leur accordent : rétributions, postes administratifs, honneurs.

Je nomme cette dernière catégorie l'élite ou l'intellectuel *caméléon*. Cet animal adapte la couleur de sa peau au terrain où il se trouve, pour survivre à l'ennemi prédateur. L'intellectuel de la troisième catégorie adapte son discours au peuple, pour survivre à son accointance avec le pouvoir, duquel il reçoit salaire et privilèges. L'intellectuel caméléon veut l'admiration du peuple asservi sans renoncer aux privilèges accordés par la caste dominatrice, détentrice de l'État et de ses institutions ou d'entreprises nationales ou multinationales.

Cette dernière catégorie est souvent issue de familles ne faisant pas partie de la caste dominante, mais aspirant à le devenir. La progéniture de ces ambitieux parvient à détenir un capital intellectuel grâce à une « bourse d'études », octroyée par une institution publique ou privée. Bien entendu, la « générosité » de ces dernières est motivée par l'augmentation du nombre de ses serviteurs.

Les intellectuels caméléons sont la catégorie la plus méprisable ; elle profite du système social tout en se masquant de vertu. Elle est, aussi, la plus dangereuse ; son langage opportuniste sème parmi les citoyens asservis la confusion et la désorientation, en définitif, l'impuissance et la résignation au système social.

***Ahrâr al fàkr* : libres penseurs**

Il existe, enfin, une troisième catégorie d'intellectuels. Elle constitue une *infime* partie de l'élite. Cette minorité opte pour la reconnaissance de la *réalité* sociale, telle qu'elle est. Le fonctionnement de celle-ci est basé sur la division des citoyens, dans tous les domaines, entre *décideurs nantis* (disposant d'un capital economico-intellectuel) et *exécutants démunis* (de ce genre de capital).

Une partie du travail fourni par ces derniers est accaparé par les décideurs, sous forme de plus-value ; celle-ci est la source de l'enrichissement des décideurs, et du maintien des exécutants dans une situation où ils ne deviendront jamais riches.

Cette disparité est, en même temps, la cause et la conséquence des injustices sociales et de leurs conséquences : les conflits dans la communauté nationale.

Les intellectuels savent que cette reconnaissance de cette réalité leur coûte l'exclusion de la caste dominante profiteuse ; néanmoins, ils assument ce renoncement et dénoncent l'iniquité fondamentale du système social. Ce deuxième type d'élite ou d'intellectuel, je l'appelle *libres* ou *libres penseurs*.

Bien entendu, l'intellectuel mercenaire méprise l'intellectuel libre en le taxant, dans le meilleur cas, d'idéaliste utopiste, et, dans le pire, d'ennemi de l'ordre social, de « traître » à sa classe sociale d'origine. En réalité, l'intellectuel libre ne fait que remettre en question les privilèges réels dont jouit l'intellectuel mercenaire.

Comme ailleurs dans le monde, en Algérie, ces trois catégories d'élite intellectuelle existent.

Par conséquent, quand on prend connaissance d'une opinion exprimée par un intellectuel (ou soit disant tel), pour en comprendre correctement le contenu, tant explicite que, surtout, implicite (au-delà des mots employés, éventuellement trompeurs), il faut ne pas ignorer *qui* fournit un *salaire* à cet intellectuel, de manière directe et/ou occulte. Deux dictons populaires l'affirment, à leur manière : personne ne peut cracher dans le plat de soupe qui le nourrit ; personne ne scie la branche d'arbre sur laquelle il est assis.

Dès lors, ne nous étonnons pas de voir les harkis de la pensée jouer leur rôle, en échange de salaires et de fauteuils. Bien entendu, il faut dénoncer leur langage et leurs motivations matérielles, en distinguant les harkis à visage découvert, et, surtout, ceux à double visage.

Mais, aussi, intéressons-nous et diffusons les idées des libres penseurs, auxquels nous sommes unis par l'amour de la vérité et du peuple laborieux, dans ses diverses et enrichissantes composantes.



Pays triste, pays heureux

Le Matin d'Algérie, 19 avril 2017

1.

« *Triste est le pays qui a besoin de héros* », a dit un homme, Bertolt Brecht. C'est après avoir vu comment ses compatriotes, d'abord la plus grande partie des intellectuels, ensuite beaucoup de travailleurs, enfin la majorité des citoyens allemands, tous ont fini par croire en l'existence d'un Héros Suprême, leur Führer.

Avant de le devenir par la démagogie de ses discours et la violence de ses groupes armés, on oublia qu'il fut un ex-étudiant raté, un ex-peintre raté aussi, un ex-caporal de l'armée, un ex-vagabond, un ex-petit aventurier. On oublia, également, que sa grand-mère semble, comme domestique, avoir eu un enfant illégitime de son patron, de religion juive ; ce qui explique pourquoi, une fois parvenu au pouvoir, cet Adolf fit raser au bulldozer jusqu'à faire disparaître à jamais le cimetière où était enseveli le corps de sa grand-mère.

Ainsi, un peuple particulièrement cultivé, celui qui donna naissance à Goethe, Feuerbach et Einstein, ce peuple et la plupart de ses intellectuels saluèrent celui qui sut se fabriquer une icône de Sauveur Suprême de l'Allemagne, du peuple « aryen » germanique, en vociférant la plus effroyable haine contre tout ce qui ne l'était pas, tout en servant les intérêts des banquiers, industriels et propriétaires fonciers de l'Allemagne. Il inventa même, supreme imposture, pourtant efficace, le « national-socialisme », oui ! Nationalisme et socialisme. Quelles trouvailles !

On oublia même que l'Allemand nouveau idéal qu'il proclamait vouloir édifier avait les yeux bleus, une stature athlétique et des cheveux blonds, alors que le Héros Führer était de petite taille et ses cheveux étaient sombres.

Ainsi, l'acceptation d'un Héros national plongea les citoyens dans la servitude imbécile, aggravée par le masque ridicule d'une vulgaire arrogance.



2.

Nous avons constaté également la fabrication d'une autre forme de Héros. Là, encore, la majorité de ce qui devraient se distinguer par l'intelligence, à savoir les intellectuels, eurent la méprisable première responsabilité de contribuer à la fabrication d'un Héros. Ils le proclamèrent, évidemment, « Génial », laissant croire que tous les autres citoyens n'étaient que des imbéciles.

Ainsi, plomba sur le peuple le complexe d'infériorité, et les rares révoltés furent expulsés de l'organisation ; puis, une fois parvenus au pouvoir, les opposants critiques furent emprisonnés, assassinés sans procès ou lors d'un procès bidon, totalement pré-fabriqué.

Cette autre forme de Héros, hélas ! Et tant de fois hélas !, ma jeunesse, manquant d'expérience et de savoir, y avait cru, et je fus un thuriféraire servile par ignorance et bonne foi. Leurs noms ? Karl Marx, Lénine, Fidel Castro, Mao Tsé Toung. Je n'eus toutefois pas l'imbécillité jusqu'à croire au « Père des Peuples », le sinistre et criminel Staline.

Puis, l'expérience et les études aidant, je compris que, dans ces cas, aussi, la fabrication de Héros fut une tragique catastrophe ; elle a réduit l'intelligence à la plus abjecte médiocrité servile, et le peuple à un troupeau de moutons suiveurs et beugleurs.

Et, pourtant, dans le cas de ces Héros-ci, ils semblaient avoir oublié la fameuse revendication du chant de l'Internationale : « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! »... Toute personne qui rappelait ce splendide idéal était, par les sbires de ces Héros, voué au silence par l'expulsion de l'organisation (Marx contre Bakounine), la prison sinon l'assassinat (tous les autres marxistes).

Concernant l'Algérie, rappelons-nous ceux qui ont été acclamés, et par qui, des « héros » nationaux (Ahmed Ben Bella et Houari Boumédiène), et ceux qui furent d'authentiques héros, tels Mohamed Boudiaf et Hocine Aït Ahmed.

3.

Enfin, nous pouvons, également, constater combien « triste est le pays qui a besoin de héros » quand, parmi un peuple, quelques uns, femmes ou hommes, simples citoyens, sont contraints à se comporter en héros. Mais, cette fois-ci, nous avons affaire à d'authentiques héros, c'est-à-dire à des femmes ou des hommes bravant courageusement l'arbitraire d'une caste

dirigeante, au risque de mourir, à un âge où, normalement, ils auraient pu jouir agréablement de leur vie, parmi leurs parents, amis et compatriotes.

Ce genre de héros authentiques a la particularité de n'avoir jamais prétendu à cette glaciation sous forme d'icône à adorer. Ils considéraient que leur comportement héroïque était simplement leur droit-devoir, et refusaient absolument d'être considérés des héros, encore moins des icônes. Ils déclaraient : « Un seul héros, le peuple ! »

Pourquoi ?

Parce qu'ils savent que là où un individu particulier se fabrique en Héros ou en Icône, alors les intellectuels deviennent des scribes-mandarins serviles, et le peuple, une masse d'ignorants ou de pleutres. Tous subjugués, renonçant à leur capacité de réfléchir de manière autonome et d'agir de façon courageuse.

Ni Lao Ze, ni Socrate, ni Spartacus, ni Michel Bakounine, ni Nicola Sacco, ni Bartolomeo Vanzetti, ni Larbi Ben Mhidi, ni Abane Ramdane, ni Ahmad Zababa, ni Djamila Bouhired et bien d'autres n'ont eu la ridicule prétention d'être des héros. Ils considéraient simplement accomplir leur droit à la dignité et leur devoir à la défendre, si bafouée.

4.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, en Algérie, comme partout ailleurs, des citoyens prisonniers ou assassinés, parce qu'ils revendiquent leurs droits de citoyens libres et solidaires, sont appelés des héros uniquement parce que les autres, les *intellectuels* en premier lieu, et les *citoyens* d'une manière générale, manquent de cette dignité ; elle devrait faire de tous des « héros », c'est-à-dire des personnes capables de défendre leurs droits à une existence digne. Dans ce cas, nul besoin de héros ni de Héros. S'il faut absolument employer ce terme, alors il faudrait l'accorder uniquement au peuple comme agent social, quand il agit contre l'arbitraire.

Ce n'est que lorsque les intellectuels et les citoyens sont capables d'être des personnes réellement *libres tout en étant solidaires*, contre toute forme d'arbitraire, qu'on peut légitimement avoir le bonheur de dire : *Pays qui n'a pas besoin de héros, tu es heureux !*



Résistance solidaire à l'arbitraire !

Le Matin d'Algérie, 1 avril 2018

Durant l'époque très obscure du nazisme, le responsable des Jeunesses hitlériennes avait déclaré : « Quand j'entends parler de culture, je sors mon revolver ! »²³⁴ Et le monde constata ce que signifia concrètement cette déclaration : la mort de l'authentique culture allemande et la domestication du peuple allemand jusqu'à transformer ses enfants en bêtes criminelles, massacrant tout ce qui était resté humain et cultivé.

On vient d'apprendre que Nour El Yakine Ferhaoui, le jeune initiateur du Festival international de la caricature et du dessin de presse, et président du comité d'organisation, a lancé un cri non pas de joie mais de ...détresse ! À Qui ?... Au wali d'Oran et au ministre de la Culture. Pourquoi ?... Parce que des autorités administratives d'Oran entravent ce projet. Ferhaoui écrit au journal *Le Matin d'Algérie* :

« L'événement en question pourrait être annulé d'une minute à l'autre parce que je n'ai reçu aucun appui financier, et le directeur de la culture de la wilaya d'Oran, M. Kouider BOUZIANE, me met les battons dans les roues pour que je jette l'éponge et abandonne le projet, pourtant j'ai dénoncé ça dans plusieurs journaux, mais sans aucun espoir, et nul des autorités n'a bougé le moindre doigt ou estimé cet événement. »

Commençons par reconnaître que, de la part des « autorités », un appui financier ou « bougé le moindre doigt ou estimé cet événement », n'est pas une obligation, à moins que ces « autorités » soient réellement représentatives du peuple et de ses intérêts. Est-ce le cas ?... Il reste donc à compter sur ses propres moyens et la solidarité des personnes qui considèrent valable ce projet.

Ceci étant clarifié, demeure le problème signalé par Ferhaoui : le comportement négatif du directeur de la culture de la wilaya d'Oran.

Posons-lui donc publiquement les questions qui s'imposent. Est-ce que le projet de Ferhaoui est menaçant pour la sécurité du pays ? Charrie-t-il un

²³⁴ En réalité, il avait omis de citer l'auteur de cette phrase, un dramaturge allemand dans sa pièce de théâtre.

obscurantisme dangereux ? Porte-t-il atteinte à l'ordre public ? Met-il en question les « valeurs nationales » ? Invite-t-il, à la manifestation prévue, des espions à la solde de puissances hostiles ? Défend-il des idées contre l'authentique culture, laquelle est libre connaissance ?... Si tel est le cas, que les représentants de l'autorité le déclarent publiquement, et nous les soutiendront. Car seule la vérité est à considérer.

À moins de cette clarification, il est légitime de poser la question : pour quel motif des autorités administratives causent des entraves qui empêchent cet événement, non seulement national mais international ? Seize invités algériens, et sept étrangers (Tunisie, Maroc, Burkina-Faso, France, Espagne, Canada, USA). Le projet semble apporter de la connaissance, de l'authentique culture, de la réflexion, et même de l'humour !

Pour l'instant, une seule hypothèse se présente. La caricature et le dessin de presse sont, toujours et partout dans le monde, considérés comme une menace par toute espèce de potentat. La caricature et le dessin de presse sont l'arme culturelle la plus redoutée par ces potentats, parce qu'elle les ridiculise par le sain et libérateur rire.

Alors, dans le cas en examen ici, avons-nous affaire à ce genre de potentat ? Le silence des autorités oblige, donc, à se poser d'autres questions. Sommes-nous encore à l'époque du colonialisme français, où toute tentative d'authentique culture destinée au peuple colonisée était entravée ? Sommes-nous, aujourd'hui, en présence d'un colonialisme intérieur où toute entreprise culturelle du même genre est empêchée ?... Ce serait, alors, une très grave insulte à la mémoire et à la lutte de nos combattants de la guerre de libération nationale, outre qu'au peuple, ainsi qu'à la culture. Ce serait, par suite, un mépris pour des citoyens et citoyennes dont le seul tort est de contribuer à l'épanouissement de la culture libre et de l'humour salvateur dans le pays. N'est-on pas, encore une fois, en présence d'un acte de *hogra* (humiliation), mais, cette fois-ci, non de la part d'individus, mais de responsables censés représenter le peuple, selon la formule de nos communes : « Par le peuple et pour le peuple » ?... Jusqu'à quand, donc, doit-on écrire, dénoncer, s'indigner et résister à l'arbitraire contre la culture citoyenne authentique ?

Comment doit-on considérer le silence des autorités concernées, ajouté à leurs entraves, sinon comme un arbitraire ? Comment comprendre le comportement du directeur de la culture d'Oran ? Agit-il de manière autonome ou sur ordre ? Dans le premier cas, qu'attendent ses supérieurs pour lui ordonner de se conformer à sa mission de fonctionnaire ? Dans le

second cas, il ne s'agit alors plus de la seule responsabilité arbitraire de ce directeur de la culture, mais de celle de ses supérieurs hiérarchiques. Le cas devient plus grave et plus révoltant.

Cet arbitraire, quelques soient les responsables qui le manifestent, n'oblige-t-il pas les citoyennes et citoyens à s'organiser de manière libre, autonome et solidaire pour effacer cette insulte bureaucratique à leur droit légitime à la culture et à l'humour ? Car si l'on ne témoigne pas de solidarité à Nour El Yakine Ferhaoui, ce courageux initiateur d'une enrichissante initiative culturelle (à moins que les autorités déclarent pourquoi elle ne l'est pas), cette résignation ou cette indifférence auront pour victime d'autres courageux initiateurs d'autres enrichissantes initiatives culturelles. Qui se tait est complice de l'arbitraire, et l'encourage. Ce silence montre aux « responsables » qui entravent le projet de Ferhaoui qu'ils peuvent sans problème mépriser et interdire, selon leur illégitime désir. Par conséquent, que le maximum de solidarité active soit manifesté, le plus tôt possible, et partout, au projet de Ferhaoui. Que des associations²³⁵ lui offrent l'espace pour préparer son projet, que celles et ceux qui ont la possibilité d'aider Ferhaoui, d'une manière ou d'une autre, le fassent, que chacun et chacune expriment le soutien à ce projet, selon les possibilités personnelles. Seulement ainsi est assurée la liberté citoyenne, indispensable pour l'existence d'une société culturellement saine, socialement libre et éthiquement solidaire !

²³⁵ Rappelons, entre autre, que le Théâtre Régional d'Oran dispose de convenables espaces, notamment la « salle de danse ». Le projet de Ferhaoui pourrait s'y dérouler de manière satisfaisante. Nous invitons donc le directeur de cet établissement public (autrement dit du peuple) à répondre au cri de détresse de celui qui a le courage d'avoir eu l'initiative d'une si belle manifestation artistique et culturelle.

Contre le mercenariat, pour l'art autogéré

Le Matin d'Algérie, 14 juin 2017

La lecture d'un article intitulé « *Perspectives des actions culturelles en 2017 : Sponsoring et mécénat* »²³⁶ me porte à poser une question que le journaliste ne mentionne pas : quelles *conditions* justifient l'octroi d'argent en faveur de la culture par des privés algériens ou par des officiels de pays arabes du Moyen-Orient ?

En ces sociétés actuelles, dont l'Algérie fait partie, où le Dieu premier et véritable est le *Profit* au détriment des autres, est-il réaliste de croire que des affairistes privés ou des officiels d'État autocratiques puissent offrir de l'argent en faveur d'un art *authentique* ? Autrement dit libre du point de vue du contenu et de la forme ? Autrement dit au service de la bonté et de la beauté ? Autrement dit au bénéfice de la justice sociale ? Autrement dit en faveur des exclus des richesses du pays, par l'exclusion du pouvoir social ?

Pour le dire en termes populaires, est-il possible à un privé ou à l'officiel d'un État d'offrir la soupe à celle ou celui qui cracherait dedans ou affirmerait qu'elle est le produit de l'exploitation du peuple laborieux et du vol de ses matières premières ?

Allons ! Allons !... Il faut être fortement hypocrite à un artiste pour croire à cette baliverne, à moins d'être un mercenaire, un marchand d'« art » en échange d'un gain financier. La langue française est assez éloquente à ce sujet : *mécène, mercenariat*.

Mais, voilà, l'Algérie et le monde entier traversent une époque historique où certains parlent de mécénat comme s'il s'agit d'un acte gratuit, généreux au service de l'art et de la culture. Un acte qui serait accompli par ceux-là même qui, pour le financer, volent l'argent produit par la sueur des travailleurs et les ressources naturelles du pays.

²³⁶ Sur le quotidien *El Watan* du 02.01.2017

http://www.elwatan.com/actualite/sponsoring-et-mecenat-02-01-2017-336272_109.php

Il est cependant vrai que l'initiateur de ce genre d'action, Mécène, était un consul romain assez riche (de l'exploitation par l'empire, dont il était un représentant, des esclaves et des peuples conquis par les armes) pour concéder des miettes aux artistes qu'il estimait.

L'un d'eux, le plus fameux, était Horace. Mais ce dernier avait la capacité, extrêmement rare parmi les artistes, de savoir profiter de l'argent tout en maintenant son indépendance intellectuelle. Et Mécène fut assez intelligent pour ne pas s'en offusquer.

Mais, aujourd'hui, qui serait capable d'être Mécène et Horace ?

Cette question du mécénat fait surgir un autre problème. Il est, en quelque sorte, l'autre face du même thème. En Algérie, pourquoi personne, à ma connaissance, n'a soulevé la tradition des conteurs populaires sur les places publiques ?

Personnellement, comme la plupart des compatriotes de ma génération, aller sur une place publique, dans mon cas à Sidi Bel Abbès, et assister, en cercle, parmi le peuple le plus authentique, celui des travailleurs et des chômeurs, aux récits d'un conteur, ces moments furent parmi les plus beaux et merveilleux de mon enfance !...

Le narrateur présentait des histoires tour à tour comiques ou dramatiques, s'accompagnant quelquefois tout seul ou par un collaborateur de musique (flûte ou tambourin). De temps en temps, la narration était interrompue pour recevoir un peu d'argent de la part des spectateurs, chacun selon son bon vouloir et ses capacités.

C'était là de l'art *autogéré, populaire, libre et participatif*, dans le plein sens des mots.

Autogéré car les artistes étaient les patrons d'eux-mêmes, géraient leur « entreprise » de manière autonome, choisissaient librement les contenus et les formes de leur spectacle.

Populaire parce que utilisant la langue du peuple, le style et les formes du peuple.

Libre, parce que les spectateurs avaient entière faculté d'assister ou d'abandonner le spectacle, en fonction de l'intérêt ou non qu'ils ressentaient.

Participatif parce que, en règle générale, l'artiste interrompait sa narration pour demander des avis aux spectateurs, ou bien ces derniers intervenaient de leur propre initiative.

Ah ! Quelle jouissance !... C'est là que j'ai découvert et apprécié les drolatiques histoires de Jha et les fabuleuses histoires de Shéhérazade, ainsi



que des contes issus du génie populaire du terroir algérien. C'est là que mon esprit s'est ouvert aux problèmes du monde, que mon imagination s'est enrichie, que mon sens critique s'est développé, enfin que j'ai découvert ce que bonté et beauté signifient.

Ces contes m'ont porté, devenu adolescent, à la lecture des *Mille et une nuits*, des œuvres de Rabelais, de Cervantès, du roman chinois *La guerre des Trois royaumes*, et autres productions de l'intellect humain universel.

Est-ce un hasard si ces spectacles populaires algériens ont commencé par être limités par les autorités colonialistes ?... Non, parce que les artistes s'arrangeaient, d'une manière ou d'une autre, pour dénoncer la domination coloniale sur le peuple algérien.

Est-ce un hasard si les mêmes spectacles furent finalement interdits par les autorités de l'Algérie indépendante ?... Non, parce que les mêmes artistes se souciaient, là encore, de pointer les injustices des nouveaux maîtres du colonialisme interne du pays.

Est-ce un hasard si les partisans de l'obscurantisme culturel ont, eux aussi, agi de manière à ce que ces spectacles populaires n'aient pas lieu ?... Non, parce que les mêmes artistes cultivaient une indépendance d'esprit contraire à toute forme d'intégrisme-totalitarisme intellectuel.

C'est précisément cette « halga » que j'ai pratiquée dans mon théâtre, en Algérie, dans les années 1968-1972, avec le *Théâtre de la Mer*. Et je fus obligé de renoncer à cette expérience, d'une manière qui sera relatée dans un livre de très prochaine publication, en accès libre sur internet.

Alors, plutôt que de mécénat d'affairistes privés ou d'États autocratiques, qui rappelle le loup voulant dévorer le petit Chaperon rouge, pourquoi ne pas remettre à l'ordre du jour le rétablissement, la renaissance des *halgas*, ces spectacles faits par le peuple et pour le peuple, de manière autogérée, libre et participative ?

Le jour où je verrai de nouveau la traditionnelle halga sur une place publique, avec une partie du peuple, entourant un ou deux artistes du même peuple, qui racontent librement une histoire, permettant aux spectateurs d'y réagir de manière également libre, alors, je croirai que le peuple algérien va culturellement mieux.



**Contre l'idéologie harkie,
pour la culture libre et solidaire**

Les textes sont recueillis dans un ouvrage à part, librement téléchargeable ici : https://www.editionselectronslibres-edizionelectroniliberimaddah.com/ell-francais-sociologie-oeuvres_ideologie_harkie.html



Droit de réponse à la « mise au point » de Mr A. Merdaci

*Algérie Patriotique, 15 juillet 2018
Le Matin d'Algérie, 15 juillet 2018*

Il y a plusieurs manières de répondre à cette « mise au point »²³⁷ : par le silence, mais je risque d'être accusé de dérobade, et donc de confirmer les déclarations du professeur à mon sujet ; par le même ton, mais il n'est pas dans mon style éthique ; par l'humour polémique, mais, dans ce cas, il serait blessant et humiliant pour le destinataire (comme son dernier paragraphe l'est à mon égard), mais ce comportement n'est pas dans mes principes. Aussi, je me contenterai d'examiner ses arguments et autres qualificatifs pour laisser au lecteur le jugement que la raison lui dictera.

Constatons d'abord que Merdaci écrit : « Il est plus simple lorsqu'on prend l'initiative d'un débat public de le faire dans la clarté. » Effectivement.

Mais la contribution où j'ai évoqué le terme de « mtourni » mérite-t-elle le qualificatif « insidieux » ? Où serait donc cet aspect ?... Et où serait l'« hasardeuse phénoménologie de bric et de broc ? ». Ces qualificatifs du professeur me portent à ajouter une autre observation concernant le terme « mtourni ». Pour ceux qui l'ignorent, ce mot est une déformation du français « retourné ». Cet adjectif était et demeure utilisé par les services secrets français pour désigner soit un espion d'une nation ennemie que les agents français sont parvenus à assumer le double jeu, à leur profit, soit un de leur espion que les agents ennemis ont réussi à faire travailler pour eux. De là découle que l'emploi du terme « mtourni » par le professeur est encore moins pertinent. Davantage encore quand il le présente comme « concept » : où en est la démonstration convaincante ? « Mtourni » n'a que le son qui

²³⁷ Voir <https://www.algeriepatriotique.com/2018/07/11/mise-point-a-propos-concept-mtorni/>

plaise ; doit-on s'en contenter pour parler de concept « nouveau et radical » ?²³⁸ Par conséquent, qualifier Slimane Bénéïssa de « mtourni » me semble un très superficiel abus de langage. Il aurait suffi au professeur, comme il l'a d'ailleurs fait, de décrire les faits et déclarations du personnage. Pour le reste, je préfère appliquer à ce dernier le qualificatif de harki de forme inédite actuelle, c'est-à-dire dans le domaine culturel et idéologique. Et même de double harki : au service des castes dominantes en France et en Algérie.

À propos de mon jugement sur Slimane Bénéïssa, où est le fait de « corseter les mots et même subodorer naïvement... » ? Je n'ai fait que rappeler le parcours réel de Slimane Bénéïssa, en avouant mon absence de certitude sur l'identité de celui que j'avais connu en 1969-1970. Ne trouve-t-on pas en Algérie des personnes ayant les mêmes noms et prénom ? Au Lycée que j'ai fréquenté le proviseur s'appelait... Si Kaddour Naïmi. Et plus d'une fois, quand j'écrivais à quelqu'un en signant de mes nom et prénom, le destinataire me demandait : « Êtes-vous l'artiste de théâtre connu ? » Ajoutons que le nom de famille de ma mère est... Bénéïssa, et il ne serait pas étonnant de trouver un homme de cette famille portant le nom de Slimane. Dernier argument : dans ma famille, mon grand-père, mon père, un de mes frères et l'un de ses fils ont les mêmes noms et prénom : Mohammad Naïmi. Il se pourrait donc que le Slimane Bénéïssa, que j'ai connu dans ma jeunesse, ne soit pas celui évoqué par Merdaci. Tout simplement. Je n'ai fait que montrer de la prudence dans mon examen, évitant d'affirmer là où je manque de preuve irréfutable.

S'agissant de ma proposition, - c'est le mot que j'emploie - de donner au mot « harki » une définition plus large et plus universelle, où sont les preuves que je me comporte en « tribunitien emprunté » ? En passant, j'ai cherché le mot « tribunitien » dans le dictionnaire ; il donne « erreur » ; dans Wikipedia, le mot est employé comme adjectif, et non comme substantif²³⁹. Dès lors, il semble que le professeur aurait dû employer le mot « tribun ».

²³⁸ Lire également, à la fin de la « mise au point » de Merdaci, un commentaire du lecteur « Anonyme », relatant l'emploi religieux de « mtourni » durant la période coloniale.

²³⁹ Respectivement en <http://www.cnrtl.fr/definition/%C2%A0tribunitien> et <https://fr.wikipedia.org/w/index.php?search=%C2%A0tribunitien&title=Sp%C3%A9cial:Recherche&fulltext=1&searchToken=1bb22w0x3xurbhy2x1109dh4i>

Quant à l'emploi du terme « harki », « dans le seul sens que lui attribue l'histoire du mouvement national algérien », j'avais cité à ce sujet la position d'une amie, et je l'ai discutée. Pourquoi s'en tenir à cette unique acceptation, alors que ma tentative de l'élargir à d'autres domaines sociaux et à l'époque actuelle a provoqué de significatives réactions, dans les commentaires du journal et dans des lettres privées qui m'ont été envoyées ?

Concernant l'allégation qui m'est imputée d'« imposer d'inappropriées béquilles d'expériences politiques, économiques et culturelles internationales » ? Où sont les preuves de mon « imposition » ? En quoi consistent ces « béquilles », en plus « inappropriées » ? Où serait l'erreur de réfléchir sur le terme « harki » pour en dégager une idéologie, éclairée et enrichie par des expériences internationales ?... L'Algérie serait-elle isolée, avec une spécificité, dans une planète à part ?... La guerre de libération nationale algérienne ne fut-elle pas, aussi, le résultat « d'expériences politiques, économiques et culturelles internationales » ? L'autogestion qui eut lieu en Algérie, juste après l'indépendance, n'a-t-elle pas bénéficié de ces expériences internationales ? Et le capitalisme privé qui s'empare de l'Algérie actuelle, n'est-il pas, lui aussi, dépendant du même phénomène ?

Venons au « concept «*mtorni*» – plutôt que «*mtourni*» – dont il semble douter du sémantisme à la fois nouveau et radical ». Est-il interdit de se permettre d'en douter, dans ce que le professeur qualifie lui-même d'« échange apaisé et démocratique » ? Ainsi, si j'ai bien compris (cette réserve, signe de modestie intellectuelle, serait-elle interprétée comme un procédé « insidieux ? »), si donc j'ai bien compris, concernant le mot « *mtourni* », le professeur s'attribue, lui, le mérite d'un « sémantisme à la fois nouveau et radical ». Je ne vois pas où se trouvent cette nouveauté et encore moins cette radicalité. J'ai discuté la pertinence de ce terme²⁴⁰. Au lecteur d'en juger. Notons que tandis que Merdaci refuse que son emploi du terme « *mtourni* » soit discuté, en même temps, il récuse ma recherche d'un emploi nouveau, alors que je ne prétends même pas à la « radicalité » du mot « harki ». Cependant, tandis que personnellement j'ai tenté de présenter des arguments, même si discutables, quant à l'emploi du terme « *mtourni* » par Merdaci, lui, concernant ma suggestion d'élargir l'acception du mot « harki », se contente de parler de « d'inappropriées béquilles ». Est-ce suffisant comme argument dans un « débat clair » et « apaisé » ?

²⁴⁰ « L'idéologie harkie aujourd'hui » in « Contre l'idéologie harkie... », o. c.

Quant à Omar Fetmouche et au directeur du théâtre d'Oran, évoqués par Merdaci, je renvoie à mon livre²⁴¹, où je me limite à révéler des faits et des écrits. Alors, le lecteur jugera.

Ce n'est pas fini. Il reste à examiner l'avant-dernier paragraphe du professeur.

Tout d'abord, demandons au lecteur quelle est la relation entre le fait de discuter des mots « mtourni » et harki, et mes actes durant mes séjours en France, Italie et Chine.

Ensuite, notons le double procédé du professeur. D'une part, dans ce qu'il affirme, il ne me nomme pas, alors qu'il s'agit de moi ; d'autre part, en voulant me stigmatiser, le professeur se dresse un portrait de « patriote » avec « humilité ». Au lecteur d'en juger.

En parlant de lui-même, Merdaci écrit : « Celui qui écrit ces lignes n'a pas le souci d'«un retour d'affection» dans son pays ; il ne l'a jamais quitté. »

Le mot « retour » suppose auparavant une « rupture ». Quelle preuve concrète possède à ce sujet le professeur ?... Vise-t-il mon éloignement géographique du pays ?... Ce fait justifie-t-il à lui seul l'emploi du mot « retour » ?... Quant au « pays », avant d'éprouver de l'affection pour lui, parce que terre de ma naissance, mon affection va à son peuple laborieux, au sein duquel je suis né.

Venons à la seconde partie de la phrase du professeur. Me voici reproché d'avoir quitté le pays. Ainsi, Merdaci partage le point de vue des représentants de l'État qui stigmatisent les Algériens pour le seul fait d'avoir quitté le pays. Cependant, me concernant, Merdaci en connaît les motifs, du moins l'objectivité intellectuelle devrait le porter à les connaître. Ces motifs sont exposés en détail dans mon livre sur le théâtre. J'invite donc le lecteur à en prendre connaissance, et il saura comment juger cette assertion du professeur. Je me contenterai simplement d'en signaler un aspect : l'un des motifs qui m'avaient contraint à quitter le pays, ce fut précisément le langage tenu à l'époque par les gens du PAGS à mon endroit, à cause de mes positions sociales²⁴², lequel langage est identique, comme style et procédure, à celui de Merdaci.

²⁴¹ « *Éthique et esthétique...* », o. c.

²⁴² « *Naïmi Kaddour : Quelques appréciations sur un artiste que j'ai connu il y a plus de quarante ans* », voir Annexes in « *Éthique et esthétique...* », op. c.

Il reste à savoir quels sont les motifs réels qui expliquent que Merdaci, lui, n'a « jamais quitté le pays ». En outre, ce fait est-il par lui-même suffisant pour juger une personne ?... Voici un fait historique qui relativise cet argument. Les Algériens qui quittèrent le pays durant le colonialisme n'eurent-ils pas une influence importante sur le déclenchement de la guerre de libération nationale ?

Ajoutons ceci. Si un Algérien quitte le pays et s'en désintéresse, on le lui reproche. Si, par contre, il éprouve « un retour d'affection » (pourquoi ces guillemets ?), on le lui reproche également.

Ceci dit, il serait intéressant de savoir ce qui en a « coûté » à Merdaci pour les mérites qu'il s'attribue « d'avoir fidèlement défendu l'Algérie, l'intégrité de sa culture et de son identité. » De quelle Algérie, de quelle culture, de quelle intégrité parle-t-il ?... Les intégristes islamistes, aussi, emploient les mêmes mots. Hitler, Staline, De Gaulle, Samuel Huntington (l'idéologue du « choc des civilisations) ou Berenard-Henri Levy recourent aux mêmes termes. Mais tous ne précisent jamais le contenu. Et pour cause !... Celui qu'ils y mettent ne sert pas les intérêts du peuple dominé-exploité, mais ceux de la caste dominatrice. Par conséquent, le professeur d'université, en outre soucieux de préoccupations « utiles », qu'est Merdaci ne devrait-il pas être plus précis ?

Par contre, à mon propos (toujours sans me nommer), Merdaci dit au lecteur, que j'ai « participé à mai 1968 en France pour y disserter à tire-larigot sur le sexe et la révolution ».

Que le lecteur lise mon témoignage²⁴³, et il saura quoi penser de cette affirmation. Ce que le professeur appelle « mai 68 » fut, en France, d'une part, le plus important mouvement populaire révolutionnaire, depuis le Front populaire de 1936 : dix millions de travailleurs en grève, et le président De Gaulle qui abandonne l'Elysée pour se réfugier en Allemagne, chez le chef de l'armée française outre-Rhin, le fameux général Salan ; d'autre part, « mai 68 » fut le mouvement le plus important dans le domaine de la libération sexuelle en général, et, en particulier, de la libération de la femme du joug masculin. L'auteur d'une « mise au point » ne devrait-il le dire, s'il veut être « utile » ?

Concernant mon écrit sur ces événements, ajoutons qu'outre à la maison d'édition libertaire française qui l'a édité, il le sera prochainement par deux

²⁴³ <http://www.atelierdecreationlibertaire.com/Un-mai-libre-et-solidaire.html>

autres de même orientation, en version italienne et anglaise. Est-ce parce que ces maisons d'éditions aiment voir « dissenter à tire-larigot sur le sexe et la révolution » ?... Précisons, enfin, qu'un autre intellectuel algérien a tenu, au sujet de ma participation au mouvement social de mai 68 en France, le même langage calomniateur, et sans me nommer ; j'ai répondu à ses propos, et on découvrira ce que cela m'a coûté et continue à me coûter en Algérie parmi les « progressistes »²⁴⁴.

Je suis également accusé d'avoir « cherché à convaincre les Italiens (convient-il de le noter, la gauche communiste et les syndicats) d'un furieux militantisme frelaté ». Où sont les preuves de ces assertions ? La seule vérité dans ces allégations est que j'ai nié leurs étiquettes aux dirigeants italiens. À leur prétention de « gauche communiste » et de « syndicats » de travailleurs, j'ai opposé, preuves à l'appui, leur opportunisme politique²⁴⁵. Comme par hasard, leur position était semblable au PAGS algérien : ils pratiquaient ce qu'ils appelaient le « compromis historique » avec la caste étatique capitaliste, représenté par le parti nommé « Démocratie chrétienne ».

« Le « convient-il de le noter » du professeur me laisse croire que Merdaci fait partie et/ou défend cette « gauche communiste », donc les « progressistes » algériens partisans du « soutien critique ». Dès lors me devient clair la méthode, le langage et le style qu'il emploie à mon encontre. Il en fut ainsi contre moi en 1968-1973, et de même lors de mon séjour en Algérie, en 2012-2013²⁴⁶.

Ensuite, le professeur affirme que j'ai « sillonné les routes de la Chine et tagué sa Grande Muraille ». Là, encore, où sont les preuves ? À ce sujet, une anecdote. En cinq ans de présence en Chine, je n'ai jamais visité ni « tagué » cette muraille. En voici le motif : lors de sa construction, les paysans contraints de la construire avec leurs mains, jusqu'à leur épuisement, une

²⁴⁴ Voir « *Éthique et esthétique...* », op. c., Livres 2 et 4.

²⁴⁵ Outre à mon livre 3 sur le théâtre, ces faits sont évoqués dans la préface de mon ouvrage « *LA GUERRE, POURQUOI ?...* », o. c. Pourquoi le professeur ne mentionne pas que, dans mon témoignage sur le mouvement social de mai 68, j'ai émis la même négation concernant le parti « communiste » français et le syndicat CGT, qui en était la courroie de transmission ? Par les « accords de Grenelle », ils établirent leur forme de « soutien critique » à l'oligarchie patronale française, trahissant ainsi les travailleurs qu'ils prétendaient représenter, et permettant la répression étatique qui mit fin au mouvement révolutionnaire populaire.

²⁴⁶ Les faits sont dans mon livre « *Éthique et esthétique...* », op. c.

fois morts, leurs cadavres étaient mélangés aux matières premières composant le mur. Cela donne-t-il envie d'aller « admirer » cette « merveille » qu'est la Grande Muraille et de la « taguer » ?

Et de quoi parle le professeur en écrivant « poussé un vil canasson dans une course truquée, fusse-t-il de Troie ? » N'est-ce pas ici le style typique d'une certaine « intelligentzia » algérienne : des mots aussi ronflants que vides de signification ?

Par contre, Merdaci, après le traitement qu'il m'a réservé ci-dessus, déclare en ce qui le concerne, avoir « souscrit, en toute humilité, à d'autres préoccupations plus utiles et plus accordées au devenir de sa société ». Le lecteur doit-il le croire sur paroles ? Ne faudrait pas savoir quelle forme a eut cette « humilité », quelles furent les « préoccupations plus utiles », et savoir de quelle « société » il parle, puisqu'il souhaite un débat « clair » ?... Enfin, que sait ce professeur de ma vie et de mes activités à l'étranger, à part ce que j'en ai révélé dans mes trois écrits : sur la guerre et la paix, sur le théâtre et mon témoignage sur mai 68 en France ? Et que sait-il de mes rapports entretenus avec des gens du pays, en Algérie ?... Absolument rien !

Concluons. Pour les personnes qui l'ignoraient, je les invite à prendre connaissance de la phase la plus obscurantiste et tragique du mouvement « communiste » international, en particulier russe. Ces personnes découvriront qu'un certain Jdanov²⁴⁷ « présidait » à la « culture », quel langage il employait contre celles et ceux qui critiquaient, à partir de positions authentiquement prolétariennes et populaires (que les apparatchiks du régime dénonçaient comme « gauchistes »), le régime et l'État soit disant « soviétiques »²⁴⁸. Que ces personnes comparent le genre de discours jdanoviste avec celui de Merdaci, et vérifieront s'il ne s'agit pas d'une identique procédure.

En voici les caractéristiques. D'une part, contre l'adversaire, le procès d'intention concernant ses écrits et ses actes, diabolisant sa personne, la stigmatisant par des affirmations sans preuves concrètes. N'appelle-t-on pas cela : calomnie ? L'originalité de Merdaci, à ce sujet, par rapport à Jdanov,

²⁴⁷ https://fr.wikipedia.org/wiki/Andre%C3%AF_Jdanov

²⁴⁸ J'en ai parlé dans mon ouvrage « *Éthique et esthétique...* », précisément pour dénoncer ce comportement de la part de la mouvance pagsiste quand j'étais en Algérie, dans les années 1968-1973, et, par la suite, lors de mon séjour au pays en 2012-2013.

est de tenter de masquer ses propos par l'évocation d'un « débat clair », « apaisé » et « démocratique ».

D'autre part, Merdaci se dresse un auto-portrait de « patriote » (Jdanov, lui, de « communiste »), en recourant stylistiquement à des mots à effet, lesquels ne peuvent fonctionner que sur des personnes superficielles. Là, encore, Merdaci est original : contrairement à l'arrogance manifestée par Jdanov, le professeur avance son « humilité ».

Dans la Russie de l'époque non seulement stalinienne, mais, soulignons-le, durant le règne même de Lénine²⁴⁹, les personnes visées par ce genre de langage étaient envoyées au goulag ou assassinées comme « contre-révolutionnaires gauchistes ». À l'époque de la dictature de Boumédiène, la même expression était employée par les gens du P.A.G.S., notamment à mon encontre, parce que, à leurs yeux, j'avais le tort de sympathiser avec les thèses du P.R.S. de Mohamed Boudiaf. Celles-ci dénonçaient l'opportunisme anti-populaire du P.A.G.S. Et aujourd'hui, en Algérie, je subis un ostracisme, qu'un seul journaliste évoqua, de la part de ceux-là mêmes qui se drapent dans le « patriotisme » et le « progressisme »²⁵⁰, tout en bénéficiant de privilèges, concédés en échange de leur « soutien critique » à l'État auquel ils se déclarent verbalement opposés.

Finissons avec un argument, lié à ce qu'il vient d'être dit.

Merdaci écrit : « La doctrine politique de Naïmi est connue : il faut plus incriminer l'État (ou l'instance) qui nomme les fonctionnaires d'autorité que ceux qui en bénéficient (AP, 31 mars 2018). » Pour ma part, il ne s'agit pas d'une « doctrine » (que je lie à un dogme indiscutable parce qu'inaffable) mais d'une conception (que je relationne avec une position scientifique, susceptible de mise en question sur la base d'observations empiriques). Il ne s'agit pas, non plus, de « politique » mais de sociologie. Le professeur pourrait m'accuser d'ergotisme, mais j'ai comme principe de m'efforcer à diminuer la confusion intellectuelle et le verbiage. Ils ne sont « utiles » à aucune « société », que je conçois comme étant composée de dominateurs et de dominés, où les premiers recourent à la confusion et au verbiage pour aliéner les seconds.

²⁴⁹ Voir notamment Voline, « *La révolution inconnue* », o. c.

²⁵⁰ Mohamed Kali, « *Y ATIL UN CAS KADDOUR NAÏMI ? Polémique en scène* », 30 mars 2013. Voir Annexes in « *Éthique et esthétique...* », op. c.

Pour en revenir à ma vision sociale, effectivement, j'avais ajouté une précision sur le rôle de l'État, au sujet de l'article de Merdaci. Il s'était contenté de critiquer la nomination de Slimane Benaïssa comme « commissaire » du festival international de théâtre de Béjaïa. Et Merdaci me répondit dans le même journal en reconnaissant le bien fondé de ma remarque sur la responsabilité de l'État.

Mais voici ce qu'ajoute Merdaci, en me nommant : « Il mettra, de ce strict point de vue, les directeurs des Théâtres régionaux de Béjaïa et d'Oran dans la même case que le Français d'origine algérienne Benaïssa. »... Où sont les preuves convaincantes de ces affirmations ?... Tout ce que j'ai dit, dans mon étude sur l'idéologie harkie, est ceci : je proposais de considérer « harki » toute personne servant une caste dominatrice, qu'elle soit nationale ou étrangère, et cela par les armes ou par une production intellectuelle. Et, dans mon ouvrage sur le théâtre, j'ai essayé de donner des preuves montrant comment des personnes se déclarant « progressistes » servaient, en réalité, les intérêts de la caste étatique en place, en échange de privilèges obtenus par l'occupation d'un poste administratif, avec les avantages qu'il offre. Dans ce dernier cas, je n'ai pas employé le terme « harki ».

Quant à l'emploi systématique du mot « Français », de la part de Merdaci, au sujet de Benaïssa, là, encore, pourquoi mettre en avant ce terme ?... Durant la guerre de libération nationale, le F.L.N n'avait-il pas mis en garde pour ne pas confondre le peuple français avec l'oligarchie colonialiste ?... La réprobation du comportement de Benaïssa peut-elle se justifier par son choix de la nationalité française ?... Pour ma part, non ! Il est dans le fait de servir l'oligarchie dominante en France. Attention donc à ne pas opposer « Français » et « Algériens » (ou toute autre nationalité). Cela procède d'un chauvinisme nationaliste ethnique, dont on connaît l'emploi opportuniste par les castes dominantes, et les ravages conséquents dont les seules victimes furent les peuples.

Revenons aux directeurs régionaux de théâtre. Merdaci m'accuse de les considérer : « Tous des factotums du pouvoir, peu importe les trajectoires personnelles ». Comme on le constate, à Merdaci, celles-ci importent pour les personnes défendues par lui. Au contraire, dans mon cas, nous avons lu le traitement réservé à mes « trajectoires personnelles ».

Arrivons à l'argument « Tous des factotums du pouvoir ». Oui, monsieur le professeur ! En dernière instance, - je dis bien : en dernière instance - oui !

Comme le furent les dirigeants du PAGS où ces personnes militaient ou auquel allaient leurs sympathies idéologiques. Le « soutien critique » fut la tactique par laquelle les détenteurs du pouvoir étatique ont manipulé ceux qui croyaient les manipuler, en leur concédant, oui !, des privilèges au sein de l'administration. Les résultats sont connus : ces opposants « soutien critique » furent, objectivement, des « factorums du pouvoir » en place. Et les plus honnêtes de l'ex-PAGS le reconnaissent en parlant d' « erreurs d'analyse ». Pourtant, le P.R.S. les avaient décrites et dénoncées en leur temps. J'espère en avoir fourni des preuves dans mon livre sur le théâtre²⁵¹.

À présent, il serait utile de savoir quelle est la conception de Merdaci concernant l'État algérien, depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui. Qu'il nous donne les preuves démontrant si l'État est ou non le produit d'une opposition entre une caste dominatrice-exploiteuse et une majorité de dominés-exploités. Qu'il nous expose, aussi, le rôle, depuis l'indépendance, de cette couche d'intellectuels, dans tous les domaines, dont le théâtre, qui a toujours (exceptés de rares moments d'ostracisme ou de répression étatiques), bénéficié de privilèges en terme de postes administratifs, en échange de « soutien critique » au régime en place. Que le professeur nous donne les preuves concrètes pour savoir si, de cette couche de harkis de forme nouvelle (bureaucratique et idéologique), n'ont pas fait et ne continuent pas à faire partie trop de personnes qui se proclament « patriotes », défenseurs de l' « Algérie », de la « culture », de l' « intégrité », n'ont « jamais quitté le pays », sont « progressistes », « démocrates », de « gauche » et même « communistes ».

À ce sujet, le professeur est invité à fournir aux lecteurs des preuves convaincantes, parce que vérifiables et incontestables, concernant ses affirmations, à employer les mots adéquats en parlant de « société », de « culture », d' « intégrité » et d' « identité », à préciser les enjeux conflictuels non pas uniquement secondaires (genre critiquer Slimane Benaïssa, ce qui est bien entendu utile, quoique facile), mais fondamentaux (ce qui essentiel). C'est ce que je l'avais porté à faire²⁵², quand il a reconnu que la nomination de ce personnage n'est que la conséquence d'un choix étatique, non imputable à un seul ministre. Espérant que la situation de

²⁵¹ Entre autre, j'ai évoqué le bilan fait par celui qui en fut le secrétaire général du PAGS : Sadek Hadjerès.

²⁵² Voir ci-dessous XIII. THÉÂTRE / « Réponse et questions au professeur Merdaci sur le fonctionnariat ».

Merdaci comme professeur, donc, sauf erreur de ma part, fonctionnaire étatique (actif ou à la retraite) ne conditionne pas sa conception concernant la nature et le rôle de l'État, et, par conséquent, ne détermine pas sa conception de ce que sont, quelque soit la nation, les authentiques liberté et solidarité sociales, ainsi que leur coût concret pour celui qui les défend non pas seulement en paroles, mais en actes, même au prix de s'exiler de la terre²⁵³ où il aurait souhaité toujours rester pour apporter à son peuple dominé une contribution afin qu'il puisse vivre dans une société libre et solidaire, excluant toute forme de harkisme, quelque soit le « beau » masque avec lequel il se drape aujourd'hui. L'exil de tant d'Algériens à l'étranger n'est pas causé uniquement par une gestion négative d'une caste étatique, mais, tout autant, par la masse de harkis de type nouveau à leur service, sans lesquels cette caste étatique ne pourrait pas exister. D'où ma longue chronique sur l'idéologie harkie actuelle, à propos de laquelle il reste beaucoup à découvrir et à neutraliser, si l'on désire que le peuple algérien réalise enfin l'idéal qui lui était promis, et pour lequel il lutta, lors de la guerre de libération nationale.

²⁵³ J'en fournis les conditions matérielles dans le même livre « *Éthique et esthétique...* », op. c.

La vérité des faits est dans mes écrits

Le Matin d'Algérie, 23 juillet 2018

Le disciple de Jdanov s'est encore manifesté. C'est positif, car cela permet aux personnes intéressées de prendre connaissance de la vérité des faits.

Par sa première intervention sur « *Algérie Patriotique* »²⁵⁴ et une seconde sur « *Le Matin d'Algérie* »²⁵⁵, Merdaci montre soit ignorer cette vérité des faits, ce qui est inacceptable de la part d'un professeur d'université digne de ce nom, soit qu'il a déjà lu ces faits, mais qu'il les occulte, ce qui relève de la calomnie et de la manipulation des lecteurs.

À ce comportement, je vois deux hypothèses. D'une part, Merdaci s'auto-dresse un portrait flatteur qui lui permet de mieux être médiatisé parmi les Algériens. D'autre part, il participe à la cabale de ceux qui veulent occulter ma voix, après avoir occulté mon travail théâtral passé en Algérie, et censuré mon travail récent, en 2012, également en Algérie²⁵⁶. Merdaci montre qu'il s'ajoute à cette cabale, et cela de deux manières. D'une part, dans le texte de AP, il a fait l'éloge de Omar Fetmouche, l'ex-commissaire du Festival International de Théâtre, qui fut le fossoyeur de ma réalisation théâtrale de 2012 en Algérie : « Alhnana, ya ouled ! » [La tendresse, les enfants!]²⁵⁷. D'autre part, il affirme, à propos de mes réalisations : « il serait bien embarrassé de citer ses œuvres jouées sur les planches algériennes. » Là, c'est le comble de l'imposture. En effet, à ce sujet, combien de fois, dans mes contributions à la presse, je n'ai pas renvoyé à mon ouvrage exposant

²⁵⁴ Voir <https://www.algeriepatriotique.com/2018/07/11/mise-point-a-propos-concept-mtorni/>

²⁵⁵ Voir <http://www.lematindalgerie.com/pour-en-finir-avec-la-querelle-de-mots-de-la-caducite-la-verite-du-sens>

²⁵⁶ Voir Mohamed Kali, « *Y ATIL UN CAS KADDOUR NAÏMI ? Polémique en scène* », déjà cité.

²⁵⁷ « *Éthique et esthétique...* », livre 4, op. c.

mes œuvres présentées en Algérie ?²⁵⁸ Je me suis même permis de publier un article à ce propos²⁵⁹. Qu'un lecteur superficiel et empressé ne lise pas le livre, pas même l'article, et me calomnie, c'est compréhensible ; mais que dire quand il s'agit d'une personne se présentant comme « professeur de l'enseignement supérieur, critique et écrivain »²⁶⁰ ?

Venons à une autre critique de Merdaci. Il écrit : « Comment Kadour Naïmi peut-il s'étaler aussi longuement sur les « harkis » ? Quelle est sa compétence pour traiter de ce sujet ? Est-il historien, sociologue, psychologue ? Il n'y a rien, en vérité, qui puisse l'accréditer à publier un feuilleton de seize numéros sur un thème qui lui échappe, qu'il nourrit de ses fantasmes politico-culturels. À partir de quel réel se positionne-t-il ? »

Là encore, soit Merdaci n'a pas lu mes ouvrages²⁶¹, soit il les occulte. On y découvre « à partir de quel réel » je me « positionne ». Outre qu'on le constate, également, dans toutes mes contributions de presse (autogestion sociale, culture libre et solidaire, patriotisme internationaliste), et encore dans l'étude même consacrée au harkisme, puisque son titre complet est : « Contre l'idéologie harkie, pour une culture libre et solidaire ».

Notons, au passage, un jugement. Pour le « professeur » Merdaci, un simple citoyen ne peut pas se hasarder à écrire sur un thème, par exemple l'idéologie harkie, s'il n'est pas « historien, sociologue, psychologue ». N'est-ce pas là manifester un mépris vulgairement « élitiste » pour un simple citoyen autodidacte qui présenterait une contribution sur ce thème ?... Si l'on suit le jugement du « professeur », un citoyen algérien dépourvu des qualités universitaires mentionnées par Merdaci doit uniquement se taire et

²⁵⁸ Voir « *Éthique et esthétique...* », *op. c.*

²⁵⁹ Voir ci-dessous XIII. THÉÂTRE / « *Rappel pour mémoire occultée sur une partie du théâtre algérien* ».

²⁶⁰ Il signe ainsi ici <https://www.algeriepatriotique.com/2018/03/28/contribution-dabdellali-merdaci-breve-adresse-a-naturalise-honteux/>

Dans l'article publié, j'ai omis cette autre allégation de Merdaci : « Il aurait écrit des dizaines de pièces, qui ne sont autant de projets avortés. » Encore un mensonge. Quoique Merdaci emploie le conditionnel, je le défie de donner les preuves convaincantes de ce qu'il affirme. Et passons sur l'erreur de langue d'un « professeur de français de l'enseignement supérieur » : car le « ne » n'a pas lieu d'être employé.

²⁶¹ Respectivement « *Éthique et esthétique...* » déjà mentionné, ma thèse de licence en sociologie (in <https://bib.uclouvain.be/opac/ucl/fr/chamo/chamo:683489?i=0#>.) et mon essai « *LA GUERRE...* », *op. c.*

lire les textes des « professeurs d'université », et un Joseph Proudhon²⁶² n'avait aucun droit à écrire, puisqu'il était un ouvrier autodidacte. Dans les deux cas, citoyen algérien sans diplôme universitaire ou ouvrier autodidacte, ils ne faisaient que « nourrir » leurs « fantasmes politico-culturels ».

Revenons au portrait que Merdaci a présenté de mes idées, donc de ma personne. En réalité, la vérité sur mon parcours existentiel, et cela depuis ma naissance, sur mes actes personnels, sur mes travaux, sur mes choix politiques, éthiques et professionnels, tout a été écrit, et se trouve librement accessible sur internet, sur mon site personnel comme sur wikipedia²⁶³. Pour le reste, j'ai déjà exprimé mon opinion sur les déclarations de Merdaci lors de ma réponse à sa « mise au point »²⁶⁴.

Il est nécessaire d'ajouter quelques observations.

Quand Merdaci a émis des critiques sur les écrivains Sansal, Daoud et sur l'homme de théâtre Bénéissa, j'ai formulé mon accord avec ces observations ; elles étaient conformes à mon opinion, sauf les outrances langagières indignes d'un intellectuel digne de ce nom.

En outre, effectivement, je lui ai proposé la création d'une association de solidarité entre intellectuels algériens patriotes. Mais quand je lui ai exprimé la solidarité à ce projet de Nils Anderson, un réel ami du peuple algérien²⁶⁵, Merdaci s'est retiré de la proposition, avec le motif qu'il a exprimé dans son intervention sur « Le Matin d'Algérie ». J'ai pris acte de la divergence. Pour ma part, l'Algérie fait partie d'une planète, je suis donc patriote et internationaliste, car je respecte tous les peuples, et souhaite leur solidarité, dans le respect de leurs spécificités. Ce ne sont pas la carte d'identité ou le passeport qui démontrent une fidélité à un peuple, autrement que penser des étrangers qui ont lutté au côté du peuple algérien durant la guerre de libération nationale ?

Notons une observation particulière de Merdaci. Concernant un de mes poèmes, il déclare à mon propos : « Il ajoute, toutefois : « Si vous m'incinerez | parfumez mes poussières | et répandez-les dans l'air ». Dans

²⁶² Dans l'article publié, j'ai oublié de citer un autre auteur, celui du « *Contrat social* » et de « *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* » : Jean-Jacques Rousseau.

²⁶³ Respectivement <https://www.kadour-naïmi.com/f-FRANCAIS.htm> et https://fr.wikipedia.org/wiki/Kadour_Naïmi

²⁶⁴ Ci-dessus « *Droit de réponse à la « mise au point » de Monsieur A. Merdaci* ».

²⁶⁵ Voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Nils_Andersson_\(%C3%A9diteur\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Nils_Andersson_(%C3%A9diteur))

les pratiques funéraires musulmanes, il n'y a pas d'incinération, admise dans les rites chrétiens ou agnostiques. Là est la duplicité de Naïmi (...) » Ici, nier le droit de se faire incinérer selon un libre choix, en le traitant de « duplicité », n'est-ce pas utiliser le langage d'un mufti obscurantiste d'Arabie Saoudite ?

Comme quoi, à la conception élargie et actualisée du terme « harki », que j'ai proposée au débat, j'ajoute celle que me suggèrent les deux textes mentionnés de Merdaci à mon encontre. Il existe aussi une catégorie particulière de harkis : concernant les faits, ils choisissent de servir le mensonge au détriment de la vérité, parce que cet asservissement sert des intérêts individuels ou de clan, masqués sous de « bons » sentiments, du genre « Je suis plus algérien que toi ! ». Au sujet de ce type d'intellectuels, deux essais sont éclairants : « La trahison des clercs », de Julien Benda, et « Les chiens de garde » de Paul Nizan.

Une dernière chose. Est-ce trop demander aux lecteurs du « *Matin d'Algérie* » de prendre d'abord le temps de lire mes livres (auxquels je veille toujours à renvoyer dans mes articles) avant d'émettre leurs commentaires ? Ne serait-ce pas plus honnête comme comportement, si l'on désire réellement connaître la vérité des faits et apporter au débat une contribution utile ?



Faut-il s'en attrister ou en rire ?

Le Matin d'Algérie, 25 juillet 2018

Pardon au lecteur pour la longueur de ce texte ; je suis contraint de répondre à tous les points qui l'exigent, afin d'éviter à mon interlocuteur (pour employer un terme élégant), et éventuellement au lecteur, de m'accuser de dérobade.

Dans l'antiquité, deux philosophes étaient fameux, entre autre, par un trait de caractère opposé : devant les malheurs et imbécillités des gens, l'un pleurait (Héraclite) et l'autre préférait rire (Démocrite). Montaigne, dans ses « Essais » a pris le parti de Démocrite, avec l'argument suivant : pleurer devant les stupidités des gens, c'est leur donner une importance qu'ils ne méritent pas, alors, autant en rire pour les neutraliser par le ridicule. Je suis de cet avis, au bénéfice de ma santé physique et mentale.

Encore une fois, je ne réponds au dernier texte²⁶⁶ (pour rester dans l'élégance des mots) de Merdaci que pour montrer la situation dans laquelle se trouve un enseignant d'une université algérienne, dont on sait déjà l'état lamentable.

Où il est bon de rire

Commençons par un rappel de mots employés par Merdaci pour me décrire et décrire mon étude sur l'idéologie harkie : « infinie tromperie » (le titre même de l'article), « pas à la mesure d'un débat d'idées contradictoire », « habituel verbiage », « insulteur », « attaque ignominieuse », « démarche simplement perverse », « mensonge », « publie effrontément », « donneur de leçons », « pervers » (une deuxième fois), « berner les lecteurs », « alambiqué », « duplicité », « demi-lettré », « au cœur de la trahison », « proche de la potence des reîtres ».

Et tous ces termes sont employés par celui qui se déclare lui-même : « Je suis, pour ma part, face aux Algériens, en toute responsabilité dans mon

²⁶⁶ <http://www.lematindalgerie.com/linfinie-tromperie-de-kadour-naïmi>

effort quotidien et dans la loyauté, dans le respect des valeurs qui ont forgé l'histoire de mon pays. » Notons les mots : « responsabilité », « effort quotidien », « loyauté », « respect des valeurs », « mon pays ». Il reste cependant à savoir ce que l'auteur met dans ces mots. « Responsabilité » et « loyauté » devant qui : les dominateurs ou les dominés ? « Respect de quelles valeurs » ? Celles des dominateurs ou des dominés ? Celles qui appellent à la « potence » ?... Et ce « mon pays » ? Est-il celui des dominateurs ou des dominés ? Est-ce le pays des trafiquants de drogue, des affairistes milliardaires, des harkis nouveaux au service du néo-colonialisme, des mandarins universitaires privilégiés, ou le pays des jeunes harragas, des jeunes médecins tabassés, des chômeurs empêchés de manifester, des syndicalistes réprimés, des militants luttant pour les droits citoyens, des enseignants réprimés à cause de leur activité syndicale autonome ?... Mais peut-être que ces termes « dominateurs » et « dominés », « nantis » et « démunis », « exploités » et « exploités », « réprimés » ne font pas partie du vocabulaire de Merdaci. En effet, jamais, dans toute cette polémique, il ne les a utilisés. Or, l'observation empirique montre que les intellectuels qui évitent ce genre de termes soit ignorent la réalité sociale fondamentale (dès lors, que serait leur intellectualité ?), soit sont du côté des dominateurs, profiteurs et exploités. À propos, monsieur Merdaci : êtes-vous adhérent à un syndicat d'enseignant ? À un syndicat autonome ? Quel rôle y assumez-vous ? Quelle répression avez-vous subie dans votre activité syndicale ?

Quand au vocabulaire employé par Merdaci, que le lecteur aille lire les discours de Jdanov contre celles et ceux qui contestaient le caractère anti-populaire du régime stalinien. Que le lecteur lise aussi les discours du nazi Joseph Goebbels contre les opposants au nazisme. Que le lecteur lise également les discours des Talibans d'Afghanistan contre leurs opposants démocrates. Ce lecteur trouvera les mêmes termes de stigmatisation de l'adversaire, et les mêmes termes d'éloge de soi. Parce que la mentalité de ces gens est totalitaire. L'emploi du terme « potence » par Merdaci en est la preuve la plus révélatrice parce que... sanglante.

Cependant, comme Georges Orwell l'a montré dans son roman « 1984 », les plus malins de ces totalitaires appellent, pour reprendre les termes de Merdaci, « responsabilité » la calomnie, « effort quotidien » l'ignorance des écrits de la personne qu'on accuse, « loyauté » la délation de l'adversaire

sans preuves. Quant au « respect des valeurs », ces deux derniers textes de Merdaci montrent ce qu'elles sont pour lui.

On lit également de Merdaci : « Écrivez en toutes lettres et en majuscule : « JE NE SUIS PAS ITALIEN ». Et signez. »... Que le lecteur aille lire les documents des procès staliniens et nazis contre les opposants à ces régimes. Voilà ce qu'il trouvera, en substance : « Écrivez en toutes lettres ceci... et signez ». Cependant, Merdaci dépasse les procureurs staliniens et fascistes : lui exige de sa victime d'écrire « en majuscules » ! Glissons sur l'expression « en toutes lettres », car, enfin, qui écrirait sans toutes les lettres, sinon un débile mental ou un semi-analphabète ? Le suis-je pour le « professeur » Merdaci ?

Mais pourquoi devrais-je écrire « « JE NE SUIS PAS ITALIEN ». Et signez. » ?... J'ai choisi la nationalité italienne sans renoncer à l'algérienne, parce que les deux États le permettent. J'ai participé à mes devoirs de citoyen italien selon ma conscience et du côté du peuple italien, comme je l'ai fait vis-à-vis du peuple algérien, dont je suis originaire. Comme je l'ai fait durant mon séjour en France, notamment en mai 1968. Comme je le ferai pour n'importe quel peuple de cette planète où je séjournerai. Et s'il existait un passeport mondial, je le demanderai, car, comme toutes les victimes de l'injustice qui aspirent à la dignité humaine sur cette planète, je récusé les frontières quand elles sont synonymes d'égoïsme nationaliste chauvin et de guerres entre les peuples. Dans tout ce comportement et cette conception, où est la « trahison » du peuple algérien ?

Merdaci déclare, en outre, à mon propos qu'il « démasque sa [c'est-à-dire ma] nationalité italienne ». Mais je l'ai déclarée dans mon ouvrage sur le théâtre²⁶⁷, et même expliqué les conditions de ce choix. Encore une fois, un professeur digne de ce nom, ou simplement un honnête homme sachant ce que le mot « loyauté » signifie, ne devrait-il pas d'abord respecter « l'effort » de lire ce livre avant d'écrire sur moi, d'autant plus que j'ai signalé cet ouvrage à maintes reprises dans mes contributions de presse, et même dans ma réponse à sa première « mise au poing » ? Pourquoi donc Merdaci n'a-t-il pas pris le temps de lire mon livre sur le théâtre, lui qui déclare produire un « effort quotidien » et « respecter les valeurs » ?

Merdaci écrit encore, à mon propos : « L'Algérie, il l'a définitivement quittée », « tourné le dos à son pays d'origine ». Où est la preuve concrète et

²⁶⁷ « *Éthique et esthétique...* », o. c.

vérifiable par le lecteur ?... Que sait Merdaci de mes séjours en Algérie pendant ces quarante années ?... S'il avait lu mon livre sur le théâtre, il aurait eu quelques informations.

Là où la rigolade est plus franche c'est de lire Merdaci déclarer à mon encontre : « Italien ». Ce qui implique « pas algérien ». Pire encore : Merdaci déclare que j'ai « fait défection à l'Algérie » et que je suis « au cœur de la trahison », donc « si proche de la potence des reîtres »... Heureusement que Merdaci n'est pas président de la République, sinon il m'aurait privé de ma nationalité d'origine que je n'ai pas reniée : l'algérienne, puis pendu comme « traître » et « reître ».

Jusque là on peut franchement rigoler.

Où il est plus difficile de rire

Merdaci me traite d' « athée ».

Puisque Merdaci soulève un problème religieux, a-t-il lu ma contribution sur « Le Matin d'Algérie » où je défends la foi religieuse, quelle soit musulmane ou autre, quand elle est manifestée de manière tolérante, pacifique et bénéfique pour la communauté sociale ?²⁶⁸

Venons à présent à l'accusation comme telle d' « athéisme ». Quel lecteur algérien ne sait pas ce que cette accusation signifie en Algérie, et les conséquences que la personne qui en est accusée risque de la part de certains « religieux » ?... N'est-ce pas de la délation pure et simple pour un lynchage physique ? N'est-ce pas employer un langage de mufti obscurantiste intégriste, et désigner la personne visée à la haine de ses suiveurs obscurantistes intégristes ? Rachid Boudjedra en sait quelque chose. Avant lui, Kateb Yacine n'a-t-il pas été traité d' « athée » par des intégristes islamistes, puis, à sa mort, par un clerc religieux qui lui refusait une sépulture dans un cimetière musulman ? Avant et durant la « décennie sanglante », combien d'Algériens ne furent pas assassinés parce que dénoncés par quelqu'un comme « athées » ?... Merdaci ! Te rends-tu compte de la gravité de ton accusation ?

Merdaci affirme, aussi, à mon encontre : « Activiste de l'extrême gauche italienne ». Si c'était vrai, n'est-ce pas encore de la délation ? Et s'étonnerait-t-on que ce genre de délation fasse resurgir en moi une image

²⁶⁸ Voir ci-dessous XI. RELIGION ET SPIRITUALITÉ / « *Musulman et laïcité* ».

infâme ? Celle de ce harki encagoulé qui, lors d'une rafle militaire durant la guerre, nous entassant au milieu de la rivière Mekerra, à Sidi Belabbès, nous obligeait à passer l'un après l'autre devant ce délateur, et voir ceux qu'il désignait du doigt être immédiatement embarqués à coups de crosse dans un des camions militaires pour la cruelle et criminelle destination que nous savions tous.

Cependant, concernant cet activisme dont m'accuse Merdaci, où sont les preuves concrètes et vérifiables par le lecteur ?... Le fait d'avoir déclaré personnellement, dans mon ouvrage sur le théâtre, que je critiquais le parti communiste italien pour son choix du « compromis historique » suffit-il pour me traiter d' « activiste » ?... Si je l'étais réellement, l'État italien aurait-il été tellement stupide pour m'accorder la nationalité, ou ses services secrets auraient-ils été tellement déficients pour ne pas avoir découvert mon « activisme » ?... Ceci dit, cette accusation de Merdaci répète exactement l'accusation portée contre moi dans les années 1969-1973 par des éléments du PAGS. Ils me reprochaient publiquement dans les bars d'Oran d'être un « gauchiste » parce que je sympathisais avec le P.R.S. de Mohamed Boudiaf, et avec la révolution chinoise. L'Algérien qui a vécu à l'époque en question sait très bien ce que coûtait ce genre d'accusation à la personne qui en était qualifiée.

Où l'on peut de nouveau rigoler

Relevons, en passant, ceci. Dans son texte précédent²⁶⁹, Merdaci écrit : « Comment Kadour Naïmi peut-il s'étaler aussi longuement sur les « harkis » ? Quelle est sa compétence pour traiter de ce sujet ? Est-il historien, sociologue, psychologue ? Il n'y a rien, en vérité, qui puisse l'accréditer à publier un feuilleton de seize numéros sur un thème qui lui échappe, qu'il nourrit de ses fantasmes politico-culturels. » Tandis que dans le texte présent, Merdaci me reconnaît cette qualité : « Naïmi en [de l'activisme d'extrême-gauche] maîtrise les techniques de subversion des masses ». Selon Merdaci, j'aurais donc une « compétence », qu'il me niait dans son texte précédent. Là, on peut rigoler à gorge déployée, car l'allégation manque de preuves concrètes et vérifiables par le lecteur.

²⁶⁹ <http://www.lematindalgerie.com/pour-en-finir-avec-la-querelle-de-mots-de-la-caducite-la-verite-du-sens>

Cependant, il faut dire autre chose chose sans rigoler. Heureusement que la police politique algérienne ne se contente pas du genre de dénonciation publique faite par Merdaci. Ce dernier se limite à avancer comme « preuves » à mon encontre, concernant la « subversion des masses » : « Il l'a fait à « Algérie patriotique », il le fait au « Matin d'Algérie ». »

C'est, alors, considérer les responsables de ces deux journaux soit des complices de mon action de « subversion des masses », soit des imbéciles qui se sont laissés manipuler par moi. Que les lecteurs qui n'ont pas lu mes contributions sur ces deux journaux les lisent, et décident de la véracité de l'affirmation de Merdaci. Essentiellement, je défends l'idée de la validité de remettre à l'ordre du jour l'autogestion sociale, de la pratique de la non violence, des bienfaits sociaux de la liberté conjugée à la solidarité. J'ai, en outre, écrit que ces aspects ont marqué le début de notre indépendance nationale, et assuré la production agricole et industrielle après l'abandon des entreprises et des fermes par les propriétaires coloniaux, leurs ingénieurs et leurs administrateurs. Défendre ces idées, est-ce de la « subversion des masses » ? Ne serait-ce pas simplement le droit d'un citoyen d'exprimer librement ses opinions à ses concitoyens, sur la base de son expérience sociale, et proposer dans le débat démocratique des pistes de réflexion et d'action ?

Quant à me présenter comme « s'érigeant en donneur de leçons », là, aussi, Merdaci ne fournit pas de preuve démontrant son allégation. Il reste au lecteur à lire mes contributions à ces deux journaux pour se faire sa propre opinion.

Pai ailleurs, pourquoi parler de « troublant cheval de Troie » ?... Là où j'ai mentionné cet animal, mon propos ne serait donc pas clair ?... Qu'est-ce qui est « troublant » ?... Passons sur l'erreur d'écriture du « professeur de français de l'enseignement supérieur » quand il répète un même mot dans un morceau de phrase : « berner les lecteurs de deux sites d'information en ligne et leurs lecteurs ». Cela prouve que le « professeur » ne relit pas attentivement ce qu'il écrit avant de le proposer aux lecteurs. Est-ce là les respecter ?... Pourtant, l'auteur déclare effectuer un « effort quotidien » et pratiquer le « respect des valeurs ».

Quant à accuser la direction d' « Algérie patriotique » de m'avoir « informé » sur un « droit de réponse » de Merdaci, là encore, où est la preuve concrète et vérifiable par le lecteur ?... En vérité, je ne bénéficie pas

de cette importance auprès de la direction de ce journal, et je ne la prétends pas, et je ne vois pas pourquoi elle me l'accorderait, surtout si je dispose, selon Merdaci, de la « maîtrise de subversion des masses ».

Merdaci écrit encore : « Il me rétorque par un poème testamentaire alambiqué ». Ce « professeur » ignore, alors, ce qu'est la poésie. Il la confond avec un testament. En outre, je n'ai pas « rétorqué », mais répondu à sa condamnation cléricale obscurantiste wahabite, - je la confirme -, d'inviter mes amis au choix à m'ensevelir « au soleil et tout prêt de la mer » où à m'incinérer et répandre mes poussières dans l'air.

Merdaci écrit : « Naïmi souhaite se faire incinérer, c'est son droit et je ne l'ai jamais discuté pour être à ce propos accusé de fatwa saoudienne. ». J'invite le lecteur à lire ou relire la partie du texte de Merdaci à ce propos : « Dans les pratiques funéraires musulmanes, il n'y a pas d'incinération, admise dans les rites chrétiens ou agnostiques. Là est la duplicité de Naïmi »²⁷⁰. Est-ce là « jamais discuté » ? Que vient faire ici la « duplicité » ?

Pour une fois, Merdaci n'affirme pas mais pose une question : « De quel clerc et de quelle trahison parle-t-il »... Je l'ai déjà dit dans la réponse précédente: « Comme quoi, à la conception élargie et actualisée du terme « harki », que j'ai proposée au débat, j'ajoute celle que me suggèrent les deux textes mentionnés de Merdaci à mon encontre. Il existe aussi une catégorie particulière de harkis : concernant les faits, ils choisissent de servir le mensonge au détriment de la vérité, parce que cet asservissement sert des intérêts individuels ou de clan, masqués sous de « bons » sentiments, du genre « Je suis plus algérien que toi ! »²⁷¹ ... N'est-ce pas clair, même pour un lycéen capable de lire le français ? Et dans ce dernier texte de Merdaci, ne constate-t-on pas la confirmation de ce que j'ai dit ? Mais, alors, je n'avais pas imaginé le pire. Dans son dernier texte, Merdaci va plus loin : il affirme d'être « dans le respect des valeurs qui ont forgé l'histoire de mon pays », autrement dit un authentique algérien, et moi rien d'autre qu'un « italien » et un « traître »²⁷².

²⁷⁰ <http://www.lematindalgerie.com/pour-en-finir-avec-la-querelle-de-mots-de-la-caducite-la-verite-du-sens>

²⁷¹ Voir ci-dessus « *La vérité des faits est dans mes écrits* ».

²⁷² Sur ce thème se référant à la nationalité, je publierai prochainement une contribution intitulée « *Chauvinisme nationalisme et patriotisme internationaliste* », afin de continuer, selon Merdaci, ma « subversion des masses ». Note dans le présent recueil : en fait, j'ai publié le texte « *Nationalisme et patriotisme* », voir ci-dessus in IV. PEUPLE –

Le dernier texte de Merdaci sur mon « infinie tromperie » m'oblige d'ajouter une précision. Ce dernier écrit, comme j'espère l'avoir démontré, non seulement manifeste une mentalité de harki servant les calomnies au détriment de la vérité des faits²⁷³, mais, comme les harkis de l'époque coloniale, il est délateur. Les harkis coloniaux dénonçaient les patriotes algériens comme « fellaghas » ; Merdaci me traite d' « activiste de l'extrême gauche italienne ». Les colonialistes français parlaient, concernant les dirigeants de la lutte de libération nationale, de « maîtrise les techniques de subversion des masses » ; Merdaci me porte la même accusation. Les colonialistes accusaient certains des patriotes algériens de « communistes et athées » ; Merdaci me traite d' « athée ». Merdaci n'a pas employé le terme « communiste », car il a déjà reconnu dans un texte auparavant que je critiquais des « communistes » en leur niant cette qualité.

Une avant-dernière remarque. J'envoie régulièrement mes contributions à « Algérie patriotique » et au « Matin d'Algérie ». Mon motif est le suivant : la plupart des lecteurs de ces deux journaux lisent l'un mais pas l'autre. Selon moi, c'est dommage, car c'est seulement en prenant connaissance de versions différentes que l'esprit critique se forme. J'estime donc utile de m'adresser aux lecteurs des deux journaux. Que Merdaci nous dise, lui, pourquoi il a commencé par envoyer sa première attaque contre moi uniquement à « *Algérie patriotique* », et ne s'est résigné à envoyer la seconde au « *Le Matin d'Algérie* » que parce que AP lui aurait censuré, selon ses dires, son « droit de réponse ». Alors qu'en fait « Algérie patriotique » avait publié sa « mise au point »²⁷⁴, puis mon « droit de réponse »²⁷⁵. Fallait-il encore que ce journal prolonge cette polémique avec un nouveau « droit de réponse » de Merdaci, lequel, à sa lecture sur « Le Matin d'Algérie », ne fait que rabâcher sa première « mise au poing », de façon plus hargneuse, donc ridicule ?

Enfin, Merdaci m'accuse de « berner les lecteurs ». Pour ma part, mon respect de leur intelligence me porte à les laisser libres de juger qui les berne réellement.

DÉMOCRATIE.

²⁷³ Voir ci-dessus « *La vérité des faits est dans mes écrits* ».

²⁷⁴ <https://www.algeriepatriotique.com/2018/07/11/mise-point-a-propos-concept-mtorni/>

²⁷⁵ Ci-dessus « *Droit de réponse à la « mise au point » de Mr A. Merdaci* »

Une dernière observation. Dans son texte précédent, déjà mentionné, Merdaci parle de « querelle de mots »²⁷⁶. Ce n'est pas dire toute la vérité, c'est ignorer ou occulter sa partie la plus importante. En effet, les mots sont socialement déterminés. Ils expriment, dans le domaine intellectuel (idéologique, si l'on veut), l'une des deux positions fondamentales qui caractérisent une société : soit celle des dominateurs-exploiteurs (et de leurs mandarins ou encore harkis), soit celle des dominés-exploités (et de leurs défenseurs, que les harkis mandarins considèrent comme ayant la « maîtrise de la subversion des masses »). Au lecteur, donc, de décider, en considérant les mots employés par Merdaci et par moi, quelles sont nos respectives positions sociales. Celui qui accuse quelqu'un d'être un « athée », un « activiste d'extrême-gauche », de « maîtriser la subversion des masses », de « trahison » et de « potence », est-il du côté des dominés-exploités ?... Cela signifie que A. Mercaci et K. Naïmi ne se réduisent pas à leur seule individualité spécifique, mais représentent des forces sociales particulières antagonistes. Avec cette différence que moi, je ne réserve à aucun, pas même au traître, la potence, étant convaincu que ce n'est pas la violence, mais la conviction qui est la seule manière de résoudre les conflits sociaux²⁷⁷.

Où il est bon de sourire

Dans ces trois derniers textes de Merdaci, celui à « Algérie patriotique » et ces deux derniers sur « Le Matin d'Algérie », où est le débat clair et contradictoire sur les mots et les concepts, avec emploi de la raison, des preuves concrètes vérifiables par le lecteur, des mots adéquats, un équilibre psychique et une élégance stylistique ? Où sont, dans vos textes, monsieur Merdaci, les qualités de « professeur », de « critique » et d' « écrivain »,

²⁷⁶ Ignorons le reste du titre «de la caducité à la vérité du sens ». De ce genre d'expression chewing gum, aussi sonnante que... *vide* de sens, sont friands certains universitaires pour faire croire que leur langage de « femmes savantes » ne serait pas celui des « précieuses ridicules », qui désignaient une chaise par « les commodités de la conversation ».

²⁷⁷ C'est le sens même de la pièce théâtrale que j'ai réalisée en 2012 à Béjaïa, dont le titre est clair : « *Alhnana, ya ouled !* » (La tendresse, les enfants !). J'y évoque nommément Gandhi et sa conception non-violente. Voir détails in « *Éthique et esthétique...* », o. c. livre 4.

pour ne pas parler simplement de l'honnête homme ou, encore, de l'Algérien exemplaire devant ses compatriotes ?

Pour l'aspect sémantique, Merdaci n'a fait que reprendre, en le rabâchant, un argument que j'avais déjà évoqué et discuté, en mentionnant une amie qui m'avait présenté des objections, celles-ci censées²⁷⁸. Merdaci ne l'a pas mentionnée. Est-ce honnête ? Est-ce universitaire ?

Ceci dit, en comparant la partie consacrée à la discussion sémantique à celle où Merdaci s'attaque à ma personne, il est facile de constater quelle est la part la plus grande, et en quoi elle consiste : calomnies et délations. Pourquoi ? Au service de qui ?

Désolé, monsieur Merdaci, avec ces trois textes de votre part, vous m'avez contraint à « tirer sur une ambulance », et je sais combien c'est blessant, humiliant. Mais vous ne m'avez pas laissé un choix meilleur, que j'aurais préféré. Même si mes projectiles ne sont que des mots, employés avec raison gardée, j'avoue que cela me fait de la peine de les avoir utilisés contre non pas votre personne, mais au sujet de vos textes. J'aime aimer et non haïr ; je l'ai dit dans mes « *Mots d'amour* »²⁷⁹. Et dans mon étude sur les harkis, j'espère n'avoir pas utilisé des mots de haine (inutiles et rabaissants), mais simplement tenté de raisonner (ce qui est indispensable) sur une idéologie et ses représentants, passés et actuels. En outre, dans tous mes écrits, je m'efforce d'éviter la violence, la vulgarité et la bassesse, sinon où seraient la « alhnana » (tendresse) que contient le titre de ma dernière pièce théâtrale en Algérie, en 2012, ou, si l'on veut, « al rahma » (la compassion) ? J'aspire à unir et non diviser. L'autogestion rassemble pacifiquement un peuple et les peuples ; le capitalisme est division et guerre sociale au sein des peuples, et guerre militaire entre les pays.

Ceci étant dit, et pour conclure, Merdaci a fait une chose merveilleuse, sans le savoir, et que tous mes ennemis en Algérie et ailleurs auraient évité : une publicité qui m'a obligé d'informer les lecteurs sur mon parcours existentiel et sur mes idées, d'une part ; d'autre part, Merdaci m'a offert l'occasion d'approfondir davantage ma conception du harkisme actuel, en Algérie. Je viens d'en découvrir sa forme de délateur public sous l'étiquette de « professeur universitaire, critique et écrivain ».

²⁷⁸ Voir « *L'idéologie harkie du passé : bourreau et victime* » dans mon essai « *Contre l'idéologie harkie...* », o. c.

²⁷⁹ Voir ci-dessous in XII. LITTÉRATURE.

Au moins pour cela, je dois remercier ce dernier. S'il persévère, l'utilité serait de permettre encore plus aux lecteurs, s'ils en ont la patience et l'intérêt, de constater ceci : les fléaux du peuple algérien ne sont pas seulement les plus apparents, parce que spectaculaires, mais également ceux d'un certain langage d' « universitaire ». Ceci dit, je trouve qu'un « mtourni » est moins dangereux et moins, - utilisons le mot adéquat pour une fois -, méprisable qu'un délateur public, en plus sans preuves. Voilà où en est, aussi, l'Algérie. N'est-ce pas là un motif afin que tout Algérien, de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, possédant le seul passeport algérien ou d'autres encore, contribue, dans la mesure de ses convictions et possibilités, à dévoiler toutes les formes de mentalité totalitaire qui mine le peuple algérien, et l'empêche de vivre de manière libre et solidaire, en coopération pacifique et réciproquement bénéfique avec tous les peuples de ce caillou qui vogue dans l'immense univers : la planète Terre ?



V.

RÉSISTANCE NON VIOLENTE



Mohandas Karamchand Gandhi, bienvenue en Algérie ! ²⁸⁰

Le Matin d'Algérie, 24 avril 2017

Il a dit : « Je connais mille motifs pour que quelqu'un me tue ; je ne connais aucun motif pour tuer. » Il a dit, aussi : « A force d'appliquer la règle "œil pour œil", le monde entier finira par être aveugle. »

Il avait refusé, durant toute sa vie, d'être appelé « *Mahatma* » (Grande âme). Il préférait simplement son nom. Il renonça également aux vêtements occidentaux, pour s'habiller exactement comme le plus humble des paysans de son pays.

Il a, enfin, dit : « Mon message, c'est mon style de vie. »

Appliquant le principe de la résistance non violente à la domination coloniale anglaise, il a obtenu l'indépendance de son pays, l'Inde.

En novembre 2012, à Bgayet, j'ai présenté une pièce de théâtre, *Alhnana, ya ouled ! (La tendresse, les enfants !)*, où ces idées de Gandhi étaient ouvertement exprimées ; elles étaient revendiquées par un groupe de jeunes, nommés "*hmamâte*" (colombes, en référence à ce symbole de la paix), contraints à affronter un groupe rival, nommé "*Nmoura*" (tigres, par allusion à la violence et à la cruauté de cette bête)²⁸¹.

Le journaliste d'un quotidien de renom me traita, alors, dans son compte-rendu d'être complètement ignorant des réalités actuelles de l'Algérie, au prétexte que je vivais à l'étranger depuis longtemps.

Personnellement, je les connaissais suffisamment, mais je voulais introduire les idées de Gandhi. Parce que je savais, comme toute citoyenne et citoyen algériens : 1) que notre pays fut toujours, un territoire envahi, conquis, son peuple exploité-asservi ; et, cela, par *tous* les envahisseurs, sans exception aucune ; 2) qu'il a fallu une guerre de libération nationale, contre un colonialisme féroce, ayant coûté plus d'un million de morts, pour obtenir l'indépendance ; 3) qu'une dizaine d'années fut sanglante, avec près de deux cents mille morts, la plupart des civils, femmes, bébés et vieillards compris ;

²⁸⁰ Le caractère absolument « *silmya* » (pacifique) de l'intifadha algérienne en 2019 est une preuve éclatante que cet esprit gandhien s'est bien incarné en Algérie.

²⁸¹ Voir http://www.kadour-naïmi.com/f-al_hanana_ya_ouled_tendresse_enfants.html

4) qu'en 2012, à mon retour au pays, après plusieurs années, je constatai les regards durs, méfiants, les uns peureux, d'autres ouvertement agressifs, tant le pays était soumis à des conditions de vie insupportables.

Alors, oui ! Ce pays, ce peuple éternellement martyrisé, par les dominateurs étrangers, ensuite, frustré de ses espérances de l'indépendance, en matière de liberté et de justice sociale, que peut-il décider ?... Résister ! Mais la méthode violente avait donné ses résultats : la guerre de libération donna uniquement naissance à une caste dominatrice nouvelle, indigène, et ce qu'on appelle la "décennie sanglante" n'a pas réglé les problèmes fondamentaux.

Mais personne ne semblait connaître une autre méthode de résistance à l'oppression : la *résistance civile non violente*. Ma pièce de théâtre visait à l'instauration d'un débat. Il n'eut pas lieu; je fus considéré un "martien" débarquant en Algérie, sans la connaître.

Et voilà que moins de trois années après, j'apprends que des citoyens du Sud saharien ont entamé une action non violente pour dénoncer le projet gouvernemental d'exploitation du schiste, qui aurait gravement endommagé la région et sa population.

Et voilà, en ce début de 2017, Kamel-Eddine Fekhar qui entame une grève de la faim, risquant sa vie.

Et voilà que, le 23 avril 2017, d'autres citoyens commencent une grève de la faim, en appelant « à la mobilisation contre l'arbitraire en Algérie (...) Kader Affak, initiateur du Café littéraire Le Sous-Marin et Hamid Ferhi, coordinateur national du Mouvement démocratique et social (MDS) »²⁸²

Enfin !... Pour dénoncer l'injustice, des citoyens ne choisissent pas les armes contre les représentants du pouvoir ni contre des civils, mais utilisent leur corps et leur souffrance physique personnelle comme instrument de lutte.

Des sceptiques ricaneront, en déclarant : « Oh ! Oh !... Gandhi a été finalement assassiné par un extrémiste hindou, et les grévistes de la faim risquent de mourir, sans obtenir de résultat. »

Certes, Gandhi fut tué, mais ses idées permirent l'obtention de l'indépendance. Elles furent également l'inspiration du pasteur Martin Luther King, pour l'obtention des droits civils aux citoyens états-unis d'origine africaine. Nelson Mandela, lui aussi, a déclaré s'inspirer des idées

²⁸² <http://www.lematindz.net/news/24132-les-grevistes-de-la-faim-du-cn1-dpo-appellent-a-la-mobilisation-contre-larbitraire-en-algerie-video.html>

de Gandhi ; la dirigeante Aung San Suu Kyi, en Birmanie, affirma employer les méthodes de Gandhi dans sa lutte populaire contre la dictature militaire. Nous connaissons les résultats positifs de ces actions. Il y eut bien d'autres militants qui ont et continuent à utiliser la résistance non violente pour mettre fin à la domination, et créer une communauté humaine fraternelle, sans jamais employer la violence.

En Algérie, la centaine de jours de grève de la faim de Kamel-Eddine Fekhar a fini par mobiliser une partie des citoyens, au point qu'il a mis un terme à son action, pour être transféré dans un hôpital d'Alger, afin de retrouver sa santé et, certainement, poursuivre sa lutte pacifique²⁸³.

Finalement, donc, les idées de Gandhi existent dans notre pays, éternellement soumis au cycle vicieux de violence-contre violence. Dans *Alhnana, ya ouled !*, j'ai créé un personnage d'ancien moudjahid qui déclare : « *Allî yagâtloû, ijî a nhâr wîne yatgâtloû binâthoum !* » (Ceux qui tuent, viendra le jour où ils s'entre-tueront !) L'histoire des révolutions montre cet horrible cercle infernal, y compris en Algérie.

Personnellement, je considère l'apparition de la résistance non violente, contre l'arbitraire en Algérie, comme la preuve de la naissance d'un nouvel esprit de combat, comme un tournant *fondamental* dans la mentalité algérienne, soucieuse de liberté et de solidarité citoyenne.

Je crois que cette méthode sera favorablement accueillie par le peuple algérien, exténué par tant de violence et de sang versé, sans obtenir le résultat espéré. Certes, il y faudra un certain temps, car la "culture" algérienne charrie un effroyable contenu, faisant l'éloge de la violence contre l'adversaire, et même contre des innocents.

Mais je crois que les citoyens, grâce à l'exemple de dévouement pratique des résistants non violents, qui assument la souffrance sur leur propre corps, que ces citoyens finiront par être touchés, et, j'espère, par adopter, eux aussi, cette méthode. Ainsi s'élargira et grossira le mouvement de résistance non violente à l'arbitraire. En fin de compte, l'histoire le montre, aucune force de répression, quelque soit sa dimension, ne parvient à juguler un tel mouvement, s'il devient suffisamment citoyen. Sa naissance et son développement dépendent de l'intelligence, de la patience et du courage que montreront celles et ceux qui savent tirer des expériences historiques de luttes émancipatrices les leçons les plus fructueuses.

²⁸³ Hélas ! Deux années après, en mai 2019, il mourut en prison dans des circonstances étranges.

« *Je ne suis pas née pour la haine, mais pour l'amour* », avait déclaré Antigone, face au tyran Créon. Eh, bien, oui !... La haine n'a jamais rien réglé dans le monde, ni dans notre pays. Elle a uniquement remplacé une domination par une autre.

Alors, essayons l'amour. Autrement dit, il est facile de haïr l'adversaire ; cela dispense de comprendre ses motifs. S'efforcer de les élucider, par la raison, sans la haine qui aveugle, permet de mieux le combattre, ou, plutôt, de réduire à néant son action malfaisante.

A ce propos, dans la même pièce de théâtre, auparavant évoquée, un personnage expliquait pourquoi il enseignait au groupe des "*hmamâte*" l'art martial, pour se défendre contre les agressions des "*nmoura*".

Dans l'antiquité chinoise, des moines bouddhistes constataient que trop souvent des hordes de bandits les agressaient, en leur volant leurs récoltes, les réduisant de cette manière à la famine.

Que faire ?... Par conviction spirituelle, les moines ne s'autorisaient pas à résister par la violence aux agressions. En plus, ils n'avaient pas de vocation guerrière, mais intellectuelle.

En réfléchissant, ils inventèrent une méthode de défense particulière. Elle avait deux avantages : 1) elle permettait à des personnes physiquement faibles, et non organisés comme « armée », d'affronter efficacement d'autres, plus fortes et constituées comme organisation guerrière ; 2) elle évitait de tuer l'adversaire.

Ainsi fut inventé l'art martial. Son principe fondamental : employer la force brutale de l'adversaire pour le vaincre, grâce à des mouvements adéquats. La particularité de ce principe : utiliser l'intelligence pour vaincre le stupide crétinisme. L'avantage de ce principe : transformer la faiblesse en force.

Voilà pourquoi je dis : Mohandas Karamchand Gandhi, bienvenue en Algérie ! Et merci de tout cœur pour l'exemple que tu nous as donné ! Et merci de tout cœur à vous, compatriotes, qui préféreraient souffrir dans votre corps pour établir dans notre pays liberté et solidarité !



Proposition pour s'affranchir (réellement) de la violence sociale

Le Matin d'Algérie, 26 juin 2017



Image de la pièce « *Al hanana ya ouled* ».

Dans l'antiquité, en Chine, existait un temple de moines bouddhistes. Ils vivaient au sein de la nature, en auto-gérant la production agricole nécessaire à leur alimentation.

Seulement, voilà : souvent, des groupes de bandits les assaillaient, s'emparaient de leur récolte et, en passant, massacraient les malheureux moines qui se trouvaient sur leur chemin.

Comment faire, alors ?... Par conviction spirituelle, les moines ne pouvaient pas tuer, pas même des animaux. En outre, ils étaient de corpulence plutôt petite ; enfin, ils ignoraient tout de la lutte physique.

Cependant, sans nourriture, ces honnêtes et pacifiques personnes seraient mortes de faim.

Et, bien entendu, l'État les ignoraient complètement. Motif ?... Il n'avait rien à tirer d'eux comme impôt, pour augmenter les jouissances de sa nomenklatura, ni comme soldats, pour accomplir ses guerres de rapines ou de lutte contre des adversaires menaçant son pouvoir.



Bref, ces moines se trouvaient dans la situation des universitaires algériens, aujourd'hui menacés, séquestrés et même assassinés par ceux qui leur reprochent leur intégrité intellectuelle et morale.

Ce problème de la violence, je n'ai pas attendu l'année 2017 pour l'évoquer et en signaler la gravité. En novembre 2012, j'avais présenté au Festival international du théâtre à Béjaïa (Bgayet) une pièce intitulée « *Alhnana, ya ouled !* » (La tendresse, les enfants !) La vidéo de la représentation est sur youtube²⁸⁴.

Par cette pièce, en la focalisant sur le problème de la violence sociale, dont j'avais constaté la gravité en retournant au pays, j'espérais lancer un débat, en introduisant deux éléments, en Algérie ignorés ou négligés : la résistance non violente et l'auto-organisation citoyenne.

Malheureusement, après la première représentation, le fonctionnaire en charge de la production a interdit la programmation de la pièce dans le pays, sans fournir de motif, et l'envoyé spécial d'un journal influent francophone écrivit le pire qui se peut sur cette œuvre. Les autres compte-rendus n'ont pas profité de l'occasion pour lancer le débat que je souhaitais.

Or, la pièce, sous l'apparence d'une histoire d'amour simple et ordinaire, exposait le très grave et actuel problème de la violence sociale. Dans l'œuvre, elle était manifestée par un groupe de jeunes auto-proclamés « *nmoura* » (tigres), en éloge de la cruauté de ces bêtes.

Les victimes potentiels constituaient un autre groupe de jeunes. Ils se sont donnés le nom de « *hmamât* » (colombes), en hommage à la paix que ces frêles et gracieux oiseaux symbolisent.

Mais ce groupe de « *hmamât* », comme les enseignants algériens d'aujourd'hui, comme les moines chinois de l'antiquité, étaient confrontés à la violence arbitraire d'adversaires cruels et sans dissuasion de la part des autorités censées maintenir l'ordre social et le respect des personnes.

Alors, ces « *hmamât* », contraires à toute violence, encore moins celle de tuer, mais désireux d'être respectés dans leurs droits légitimes d'exister, qu'ont-ils fait ?... Ils se sont inspirés des moines bouddhistes.

Et qu'avaient donc accompli comme action ces moines bouddhistes ?... Eh bien ils ont compté sur eux-mêmes, à savoir sur leur intelligence. Ils ont fini par inventer l'art martial !

Ainsi, ils ont découvert et mis au point une méthode d'auto-défense active et non violente. Elle consistait à utiliser et transformer leur faiblesse

²⁸⁴ Voir http://www.kadour-naïmi.com/f-al_hanana_ya_ouled_tendresse_enfants.html

physique et leur refus de la violence en une capacité, apte à vaincre la force physique des bandits et leur culte de la violence.

Un film relate bien une histoire semblable, à la différence que les victimes, dans ce dernier cas, n'hésitaient pas à tuer leurs agresseurs : « *Les sept samouraïs* », de Akira Kurosawa. Le regarder est instructif.

Revenons à nos moines chinois bouddhistes. Leur méthode fut tellement bien élaborée qu'ils sont parvenus à affronter et vaincre les bandits agresseurs. Dès lors, ils ont vécu en paix.

Dans « *Alhnana, ya ouled !* », également, les « *hmamât* », formés par l'un des leurs qui avait appris le gatka, un art martial sikh, d'une minorité sociale du nord de l'Inde, sortirent vainqueurs des cruels « *nmoura* ».

On pourrait croire, ici, que j'écris sans disposer d'expérience pratique. Que l'on me permette d'en relater une.

Dans le début des années 1990, j'habitais dans un quartier de Rome, où résidaient de nombreux émigrés de tous les pays. Tout allait bien. Soudain, le quartier fut envahi par une vague de jeunes étrangers malheureusement malfamés : petits trafiquants de drogue, petits proxénètes, petits voleurs. L'insécurité domina, la police se révéla incapable.

J'en compris le motif : les autorités communales voulaient que cet ancien beau quartier résidentiel se dégrade au point que le prix des maisons s'abaisse ; cela permettrait à des riches (qui ont permis aux dirigeants d'être élus) de les acquérir à bas prix, pour, ensuite, les revendre en bénéficiant d'un lucratif profit. La spéculation immobilière des riches expliquait l'« incompétence » policière.

Comme j'avais l'habitude de rentrer tard à la maison, et vu mon corps petit et frêle, j'avais peur d'être agressé, la nuit, pour être volé du peu que j'avais dans mon portefeuille. Que faire devant un jeune armé d'un couteau ?... Cependant, je ne voulais pas renoncer à ma liberté de mouvement.

Je me souvins des moines bouddhistes. Je me suis inscrit à un cours de gatka, cet art martial. On m'enseigne d'abord à ne pas avoir peur, mais de découvrir où se trouve le point faible de l'adversaire, car il en a toujours un. Ensuite, j'appris à employer sa propre force pour le neutraliser. Après deux ans de pratique, j'ai réussi à reprendre ma liberté d'action : entrer chez moi, la nuit, sans peur de quelqu'un qui me barrerait le chemin avec une arme blanche. Je savais comment le neutraliser, sans trop le blesser, encore moins le tuer.

Et voici la leçon de cette histoire réelle de moines, théâtrale des « *hnamât* » et personnelle.

Les enseignants algériens menacés, comme tous les citoyens soumis à la même crainte dans les quartiers, constatant que les autorités se révèlent incapables de garantir leur sécurité, eh bien il leur reste uniquement la solution des moines bouddhistes. Apprendre l'art martial. Il est efficace tant que les adversaires n'emploient pas d'armes à feu.

A cette proposition, je vois des ricanements. Les citoyens sont trop habitués à compter sur d'autres (Dieu, l'État, un « Sauveur Suprême » quelconque) pour se protéger des méchants. Mais, hélas !, la réalité montre que, en cas de silence de leur part, il ne reste qu'à compter sur soi-même, plus exactement sur la solidarité du groupe menacé. Il faut, dès lors, auto-gérer la sécurité citoyenne collective.

« Oh là là ! diraient certains-nes. Même notre sécurité, l'État est incapable de la garantir, et nous devons compter sur nous-mêmes ?! »

Eh, oui !... Cependant, une remarque. Au fond, l'incompétence ou le silence volontaire des autorités sont une bonne chose. Ils permettent aux citoyens de prendre leur propre destin en main. Ainsi, l'État, ennemi implacable de l'autogestion sociale, devient un facteur involontaire pour sa promotion. Ainsi, qui croit prendre est pris ! L'arroseur est arrosé !

Allons, citoyennes et citoyens ! N'éprouverez-vous pas un très beau plaisir à apprendre à vous défendre par vous-mêmes, de manière pacifique, quelque soit votre force physique, sans compter sur les « autorités » défaillantes ?... Pour ma part, je fus heureux de rentrer chez moi, la nuit, sans peur, en sachant comment garantir ma sécurité par moi-même.

Ne restons donc pas aux habituelles protestations et vains appels, comme les journaux en regorgent. Essayons d'aller à la racine du problème.

Si les autorités, universitaires ou autres, se révèlent incompétentes, se pose la question, comme pour la police communale de Rome : quel est le motif *réel* de cette incompétence ? N'est-il pas dans la volonté délibérée de laisser pourrir la situation sociale, afin que les citoyens, au lieu de penser à revendiquer leurs droits économiques et politiques légitimes, se replient, se réduisent et se focalisent uniquement sur la défense de leur intégrité physique ?... En somme, terroriser pour régner.

Un fait laisse croire à cette hypothèse. Le capitalisme « sauvage », autrement dit d'exploitation extrême, qui domine actuellement la planète, y compris l'Algérie, a intérêt à ce que les universités publiques soient la proie

de l'insécurité. Cela favorise l'éclosion d'universités privées, donc une source de profit financier pour leurs propriétaires. Donc, aussi, la domination d'une caste intellectuelle appartenant à la classe des nantis.

Posons-nous, également, une question : les enfants des personnes censées représenter l'autorité, à l'université comme ailleurs, suivent-ils leurs études dans les universités publiques algériennes, ou, plutôt, ailleurs ?

Dès lors, protestations et appels aux autorités ont-ils vraiment un sens ? Une utilité concrète ?

Selon ce que l'histoire enseigne, dans le cas des universitaires algériens, une fois les protestations, sit-in et appels aux autorités compétentes restés vains, il ne leur reste qu'à s'auto-organiser, suivant l'exemple des moines chinois, dont les « hmamât » furent le rappel au théâtre. Les options sont claires : soumission, démission comme l'a fait un professeur d'université, ou auto-défense collective non violente.

Certains adoreurs de l' « Ordre », - en réalité, le désordre organisé au bénéfice de ses auteurs -, s'exclameront, outrés : « Mais ce recours aux citoyens, c'est un appel au désordre ! »... Qu'y a-t-il de contraire aux lois en vigueur si des citoyens se rendent dans des lieux publics agréés pour apprendre un art martial d'auto-défense ? En outre, l'histoire enseigne : quand des citoyens, honnêtes et bien intentionnés, se sont auto-organisés en vue de leur défense non violente, le résultat fut toujours socialement bénéfique.

Cet apprentissage exige un effort, déployé durant un certain temps. Bien entendu, certains penseront que cette proposition est une folle et dérisoire utopie. A l'époque des moines évoqués, quelques uns eurent une semblable opinion. Mais plus d'une fois ce qui paraissait utopique fut le prix à consentir à la liberté, celle d'empêcher les méchants de nuire impunément, afin de vivre en paix et dans le respect réciproque. Pour ma part, je ne fais que suggérer une proposition à méditer.



Ahed Tamimi ou l'immense solitude d'un peuple digne

Le Matin d'Algérie, 10 janvier 2018

Maintenant que les manœuvres politiciennes des uns et des autres sont passées, à propos de Jérusalem, parlons d'un simple geste d'une jeune fille. Comme à la funeste époque de la guerre coloniale contre le peuple algérien, des soldats envahirent une maison, tout armés, sans autorisation et se comportèrent en arrogants envahisseurs, humiliant les habitants de la demeure. Auparavant, ils avaient tué des jeunes enfants, d'une balle de la tête. En fut témoin l'une des habitantes de la maison violée.

Mais cette jeune personne ne lança pas de bombe contre les spadassins colonialistes, ni tira sur eux une rafale de mitraillette, ni employa un couteau. Elle se contenta de... gifler le plus arrogant d'entre eux. Cette personne est une jeune fille, elle a seize ans, elle est palestinienne, elle s'appelle Ahed Tamimi.

L'effet psychologique de ce geste sur une partie de l'opinion israélienne (et mondiale) fut immense. Il démystifia le machisme : une femme gifle un homme. Il montra un aspect inconnu de la dignité : une adolescente colonisée gifle un adulte colonisateur. Il manifesta une forme originale de courage : une civile emploie uniquement sa main nue contre la joue d'un militaire armé.

Réaction de l'autorité israélienne ?... Comme celle colonialiste française. La jeune résistante à l'occupation coloniale fut jetée en prison, où elle y est encore.

Cependant, comme dans la France de l'époque coloniale, dans l'Israël colonial existe des citoyens justes et honnêtes. Ainsi, le journal israélien *Haaretz* a publié la lettre du père de Ahed Tamimi. On y lit :

« Ma fille a juste 16 ans. Dans un autre monde, dans votre monde, sa vie serait complètement différente. Dans notre monde, Ahed est une représentante d'une nouvelle génération de notre peuple, de jeunes

combattants pour la liberté. Cette génération doit mener sa lutte sur deux fronts. D'un côté, ils ont le devoir, bien sûr, de poursuivre le défi et le combat contre le colonialisme israélien dans lequel ils sont nés, jusqu'au jour de son effondrement. D'un autre côté, ils doivent faire face, vent debout, à la dégradation d'une politique stagnante, et à cette dégénérescence qui s'est propagée parmi nous.

Ils doivent devenir l'artère vivante qui fera revivre notre révolution, et qui la sortira de la mort entraînée par une culture croissante d'une passivité inhérente à des décennies d'inactivité politique.

Ahed est l'une de ces nombreuses jeunes femmes qui, dans les années qui viennent, conduiront la résistance à la domination israélienne. Elle n'est pas intéressée par les projecteurs actuellement braqués sur elle à cause de son arrestation, mais par un véritable changement. Elle n'est pas le produit de l'un des vieux partis ou mouvements, et dans ses actions, elle envoie un message : pour survivre, nous devons faire face franchement à notre faiblesse et vaincre nos peurs.

Dans cette situation, notre plus grand devoir, à moi et à ma génération, est de la soutenir et de laisser la place ; de nous maîtriser et ne pas essayer d'altérer et emprisonner cette génération nouvelle dans la vieille culture et les vieilles idéologies dans lesquelles nous avons grandi. »²⁸⁵

Dans toute l'histoire récente des peuples colonisés, a-t-il existé, existe-t-il un peuple dont la lutte est tellement manipulée par les intérêts mesquins des uns et des autres ? Ils sont non seulement étrangers mais, comme le déclare le père de la jeune résistante, tout autant par les représentants autochtones. A-t-il existé, existe-t-il un peuple tellement isolé, ne bénéficiant que de quelques rares actions de solidarité ? Un peuple dont les résolutions même des Nations Unies ne sont pas respectées, concernant son droit à un territoire indépendant ? Un peuple réduit à survivre dans un bantoustan, sans provoquer les protestations que les bantoustans du régime de l'apartheid en Afrique du Sud avaient suscité ?

En Algérie, certains ont reproché aux Palestiniens leur manque de solidarité avec les victimes de la répression étatique lors des diverses légitimes révoltes citoyennes, aussi bien à Alger qu'en Kabylie.

Question : dans la situation qui était et demeure la sienne, ce *peuple* palestinien pouvait-il et peut-il exprimer *publiquement* sa solidarité avec les victimes algériennes de l'arbitraire autochtone ?... J'ai écrit « le peuple » et

²⁸⁵ <http://mcpalestine.canalblog.com/archives/2017/12/31/36001342.html>

non pas ses « dirigeants » ?... Dès lors, est-il juste et raisonnable de nier à ce peuple colonisé la solidarité internationale qui lui manque si cruellement ?

Faut-il préciser que cette solidarité n'a nul besoin d'être exprimée au nom d'une religion, d'une « race », d'une « ethnie », mais simplement au nom du droit des peuples à disposer librement de l'autodétermination, de vivre libres et indépendants sur leur propre territoire, selon les résolutions des Nations Unies ?

Étant donné qu'en Algérie et ailleurs, certaines personnes vantent la démocratie en Israël et, parmi ces personnes, d'autres nient même le droit du peuple palestinien à son territoire, sur la base des résolutions des Nations Unies, voici des informations.

À propos de démocratie, laissons parler une organisation israélienne extra-parlementaire indépendante, Gush Shalom :

« Démocratie made in Israël.

La seule démocratie au Moyen-Orient

Pas de séparation entre religion et État.

Les non Juifs sont discriminés dans diverses régions.

Des lois religieuses dictent le style de vie des citoyens israéliens non religieux.

Encore aujourd'hui, 50 années après l'indépendance, Israël n'a pas de constitution.

30 % de la population civile sous contrôle israélien n'a pas de droits civils, pas même de droits humains.

Des parties du système éducatif sont contrôlées par les services secrets.

80 % des ressources d'Israël appartiennent à 10% de ses citoyens.

Plus de 1.000 personnes sont détenues en détention administrative sans motif déclaré, et sans limite de temps.

Israël est le seul pays qui a une loi qui permet aux interrogateurs d'utiliser la torture.

Tous les canaux des mass-médias sont aux mains d'une poignée de familles.

En Israël le gouvernement a le droit de fermer un journal.

Au non Juifs il est interdit d'acheter des terrains qui appartiennent à l'État.

Arrêtons cette situation !

Une situation différente est possible !



C'est à nous de créer un libre, laïc, démocratique État d'Israël, un État qui offrira des droits égaux à tous ses citoyens et des relations pacifiques avec tous ses voisins, un État où nous serons fiers de vivre. »²⁸⁶

Venons à la nature de l'action de l'armée israélienne contre les Palestiniens.

Comme une minorité de militaires français de l'époque du colonialisme en Algérie, en Israël, également, existe une organisation d'officiers et de soldats israéliens dissidents. Ils ont déclaré :

« **Nous, officiers et soldats de combat en réserve des Forces de défense israéliennes**, qui ont été élevés sur les principes du sionisme, du sacrifice de soi et du don au peuple d'Israël et à l'État d'Israël, qui ont toujours servi en première ligne et qui ont été les premiers à accomplir une mission afin de protéger l'État d'Israël et de le renforcer.

- Nous, officiers et soldats de combat qui avons servi l'État d'Israël pendant de longues semaines chaque année, en dépit du coût élevé de nos vies personnelles, avons été en service dans les territoires occupés et avons reçu des ordres et des directives qui n'avaient rien à voir avec la sécurité de notre pays, et qui avait pour seul but de perpétuer notre contrôle sur le peuple palestinien.

- Nous, dont les yeux ont vu le bilan sanglant de cette occupation des deux côtés,

- Nous, qui avons senti comment les ordres qui nous ont été donnés dans les territoires occupés détruisent toutes les valeurs sur lesquelles nous avons été élevés,

- Nous, qui comprenons maintenant que le prix de l'Occupation est la perte du caractère humain de la FID [Forces Israéliennes de Défense] et de la corruption de toute la société israélienne,

- Nous, qui savons que les Territoires ne font pas partie d'Israël, et que toutes les colonies sont vouées à l'évacuation,

- Nous déclarons par la présente que nous ne continuerons pas à combattre cette guerre des colonies.

- Nous ne continuerons pas à nous battre au-delà des frontières de 1967 pour dominer, expulser, affamer et humilier tout un peuple.

- Nous déclarons par la présente que nous continuerons à servir les Forces de défense israéliennes dans toute mission servant la défense d'Israël.

²⁸⁶ Du site internet israélien www.gushshalom.org, visité en 2007. Voir mon essai « LA GUERRE... », o. c.

- **Les missions d'occupation et d'oppression ne servent pas ce but - et nous n'y prendrons aucune part. »**²⁸⁷

Les officiers et soldats qui se sont conformés à cette décision ont affronté et affrontent la prison et autres rétorsions qu'on imagine.

Alors, en Algérie et ailleurs, peut-on ne pas manifester, selon la possibilité de chacun-e, l'indispensable solidarité au peuple palestinien ? Et cela sans aucun infâme opportunisme, quelle que soit son motif et sa forme ?

²⁸⁷ « *Lettre de combattants* », traduction personnelle de l'original anglais in http://www.seruv.org.il/english/combattants_letter.asp, vu le 10 janvier 2018. Les mots en gras sont des auteurs.



Défense absolue et intransigeante de la liberté d'opinion et d'association

Le Matin d'Algérie, 5 mars 2018

L'interdiction de deux associations féminines à Oran, et la déclaration de monsieur Noureddine Boukrouh sur ce qu'il subit en ce moment, outre à tellement d'autres faits injustes et illégaux, justifient cette contribution. Pour éviter tout malentendu, il ne s'agit pas ici uniquement de ces deux associations et de ce monsieur.

La seule société qui mérite le respect, le seul État qui voudrait ne pas être dénoncé comme illégitime sont la société et l'État où la liberté citoyenne d'opinion et d'association est absolument libre et totale.

Tant que la confrontation se déroule dans le domaine des idées, la limiter ou, pis, l'interdire relève de plusieurs défauts, et cela que l'on soit citoyen ou, plus gravement encore, un représentant de l'État.

Premièrement. Un citoyen qui ne respecte pas ce genre de liberté démontre la faiblesse de ses propres opinions dans la confrontation pacifique des idées. Quant à l'État, il manifeste la même carence, mais aggravée par son attitude dictatoriale ; elle est illégitime étant donné qu'aucune volonté populaire ne l'a chargé d'agir de manière autoritaire.

Deuxièmement. Limiter ou interdire la liberté dont il est question est une violence de fait. Le citoyen qui la dénie est susceptible de provoquer une contre-violence, dont il est le premier responsable. Quant à l'État, cette violence est manifestée par des mesures juridiques (des « lois » sur mesure, mais hors de la mesure reconnue par la justice universelle) ou répressives. Dès lors, il se rend le premier responsable d'une contre-violence qui pourrait contester cette violence.

Troisièmement. Toute société humaine a besoin de la liberté dont il est question pour discuter les problèmes en son sein, afin de trouver les solutions adéquates. Autrement, cette société cause des ressentiments légitimes qui peuvent, à la longue, se transformer en confrontation violente. Là, encore, le responsable est le citoyen ou/et l'État niant la liberté en question.



Quatrièmement. Cette liberté doit être totale, tant que son expression réside dans le domaine des idées. Les extrémistes de tout bord, comme les modérés et les conservateurs ont le même droit. À la confrontation publique de montrer le bien ou le mal fondé des idées défendues par les uns et les autres. Si une idée est acceptée par la majorité des citoyen-ne-s, soit elle est conforme à leur intérêt véritable, alors elle devient légitime et il faut trouver les moyens de la concrétiser ; soit cette idée manipule les citoyen-ne-s dans un but inavoué, contraire à leur intérêt véritable, et favorable à une caste dominante ou aspirant à dominer. Dans ce dernier cas, il est inefficace, à long terme, d'interdire l'expression de ces idées ou des associations qui les produisent, car ces idées continuent de manière plus ou moins clandestine à exister. La réelle efficacité est de les discuter et de parvenir à montrer aux citoyen-ne-s en quoi ces idées leur sont néfastes.

On pourrait objecter : laisser ce genre de liberté a porté les fascistes et les nazis au pouvoir, ou les islamistes réactionnaires à prendre le pouvoir en Algérie et en Égypte. Ce n'est pas entièrement vrai. Car, dans ces cas, la propagande des idées fut menée parallèlement et complémentaiement avec l'exercice de la violence physique. Ce fut, chez les fascistes et les nazis, celle de leurs groupes para-militaires, de manière organisée et systématique ; quant aux islamistes réactionnaires, les agressions physiques, allant jusqu'aux assassinats, commencèrent bien avant l'interruption du processus électoral en Algérie.

Par conséquent, tant que la confrontation demeure dans le domaine des idées et des associations qui les défendent, la liberté est absolument nécessaire. Même si ces idées appellent à une résistance violente ou armée. Tant que cette dernière ne s'est pas concrétisée, c'est par les idées qu'il faut en démontrer l'illégitimité. Et si l'on a peur que le peuple, malgré cela, y succombe, c'est que ce peuple soit est soumis à une servitude telle que la résistance violente lui paraît la seule solution, soit il n'a pas bénéficié d'une correcte explication de la part des personnes qui contestent le recours à la violence et à la lutte armée.

En Algérie, la preuve éclatante est présente : la victoire militaire sur les islamistes réactionnaires n'a pas réellement entamé leur présence idéologique. Dans ce domaine, s'ils ne triomphent pas, ils demeurent hégémoniques²⁸⁸. Et la preuve que les détenteurs de l'État actuel, malgré la manipulation des élections, ne parvient pas à convaincre de sa légitimité la

²⁸⁸ À ce sujet, voir ci-dessous « *HÉGÉMONIE CULTURELLE : L'ENJEU FONDAMENTAL* ».

partie des citoyen-ne-s les plus honnêtes et éclairé-e-s, c'est le harcèlement répressif, sous diverses formes, de la liberté d'opinion et d'association. Cependant, l'histoire humaine universelle l'a démontré et continue à le démontrer : les bourreaux de la liberté citoyenne passeront, sans gloire, mais la liberté reflourira par l'action de la partie la plus consciente et la plus honnête du peuple !



Rencontre avec le SG de l'Union internationale des syndicats (UIS)

Le Matin d'Algérie, 9 avril 2018

Algeriepatriotique, 9 avril 2018

sous le titre choisi par la rédaction :

« Le leader de l'Union internationale des syndicats se confie à Algeriepatriotique »

Quim Boix est Secrétaire Général de l'UIS (Union Internationale de Syndicats) des Pensionnés et Retraités de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), et responsable de la FSM dans l'État Espagnol (excepté Pays Basque).

Question : Quel est le but de votre organisation ? Et comment fonctionne-t-elle, autrement dit comment est concrétisée la participation démocratique des adhérents est assurée ?

Notre organisation, l'UIS (Union Internationale de Syndicats) des PeR (Pensionnés et Retraités), est née par décision du 16ème Congrès de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale), réalisé à Athènes (Grèce) en avril 2011. Notre Premier Congrès comme UIS s'est tenu à Barcelone (Espagne) en février 2014, avec la participation de plus de 130 délégués de 39 pays des 5 continents. Nous sommes déjà en train de préparer notre Deuxième Congrès pour le premier semestre de 2019.

Le but de notre UIS est la défense des droits des PeR dans tous les pays du monde, pour assurer que toutes les personnes puissent passer de travailleurs actifs à retraités en recevant une pension mensuelle suffisante pour avoir une vie digne. Vie digne, pour nous, signifie avoir : 1) eau potable à la maison ; 2) aliments sains et suffisants ; 3) un endroit habitable pour loger ; 4) couverture publique et gratuite des besoins de santé, culture et transport de proximité.

Les adhérents à notre UIS sont les syndicats de PeR, avec des positions de classe, des différents pays. Nous acceptons aussi, comme adhérents, les associations de PeR qui ont aussi notre vision, à savoir que le capitalisme est



la cause des pénuries vécues par les PeR, car la réalité légale et historique des organisations des PeR dépend de chaque pays.

Toutes les organisations adhérentes à notre UIS ont les mêmes droits, clairement fixés dans nos Statuts approuvés au Premier Congrès (vous pouvez les lire, en français, dans le web :

<http://www.pensionistas.info/web/fr/node/166>).

La participation démocratique est assurée, et cela ne peut pas être autrement dans une organisation dirigée par des membres de la classe laborieuse non vendus au capital. Notre force et capacité de lutte (et de victoires) se base sur le travail collectif et l'unité en face des entrepreneurs exploités.

Pour bien exercer cette activité démocratique, nous assurons que tous les membres de notre UIS soient bien informés et puissent participer aux processus de prises de décisions. Nous faisons même des vidéo-conférences pour faciliter la participation de tous aux accords collectifs.

Question : Votre organisation est-elle autonome par rapport à l'État, et, dans l'affirmative, comment cette autonomie se concrétise ?

Évidemment, sans totale autonomie, vis-à-vis des États et des organisations patronales, nous ne pourrions pas arriver à des réussites qui permettent l'amélioration des conditions de vie des PeR.

Premièrement, nous devons lutter pour que le droit à la retraite soit reconnu, comme un des droits fondamentaux, dans toutes les Constitutions de tous les États. Ce ne sera pas facile d'arriver à ça, car la plupart, pour l'instant, des pays du monde ont des gouvernements qui imposent le capitalisme, c'est-à-dire qui cherchent d'exploiter au maximum la capacité de travail de la majorité de la population. Précisément à cause de ça, ils ne veulent pas que les retraites existent, ou bien ils cherchent qu'elles soient avec des pensions minimales.

La seule façon de lutter, et gagner les batailles, dans cette réalité, est d'être autonome des États et de la caste patronale. Comme travailleurs, nous sommes la grande majorité de la population ; nous pouvons donc, avec des petites cotisations individuelles, assurer le fonctionnement d'importantes organisations syndicales, autonomes des pouvoirs capitalistes.

Nos ennemis le savent très bien, et ils font tout pour nous créer des difficultés. Ils ont tué (et continuent à le faire) beaucoup de dirigeants syndicaux, ils ont emprisonné (et continuent à emprisonner) ou à licencier les travailleurs que font face à l'exploitation capitaliste. Ils essayent de



diviser les organisations syndicales en achetant les dirigeants qui se laissent acheter (la surveillance collective du travail de direction est logiquement le seul remède pour faire face à cette corruption).

Question : Quelle est votre fonctionnement et quelles sont vos principales activités ?

Nous travaillons comme organisation mondiale, avec une vision d'ensemble que tient compte des grandes différences entre pays et continents. C'est pour ça que nous avons structuré nos organisations, continent par continent, et aujourd'hui nous avons, en plus du collectif de direction mondiale, une équipe de direction en Afrique, en Amérique, en Asie-Océanie, en Europe, et pour les Pays Arabes.

Nous sommes en train de préparer notre Deuxième Congrès Mondiale, qui se déroulera en Amérique dans le premier semestre de 2019.

Et, surtout, nous sommes en train d'incorporer des nouvelles organisations de retraités de tous les coins du monde, car notre défense des droits des retraités est la même partout, c'est la lutte contre les mesures des dirigeants du capitalisme.

C'est pour ça que cette année 2018, nous allons faire la troisième Journée Mondiale et Internationaliste de Lutte des PeR, le Premier Octobre, en renforçant les réussites des deux premières convocations. En plus, cette année, nous avons lancé l'idée d'une Journée de Lutte dans chaque continent qui se fera en Europe le 19 mai) pour unifier les luttes dans des zones de la planète où la réalité des retraites est semblable.

Question : Quelles sont les motifs qui dissuadent les organisations intéressées à adhérer à l'UIS, et comment réussissez-vous à les convaincre de rejoindre l'organisation ? Quel est le taux d'adhésion, et comment l'expliquez-vous ?

Nos actuels taux d'adhésion sont encore bas, mais ils augmentent d'année en année.

Le principal motif de ne pas adhérer à notre UIS, c'est notre difficulté de nous faire connaître comme UIS. Depuis des décennies existent différentes UIS (du métal, de la construction, de l'énergie, du textile, de l'enseignement, etc.), mais celle des PeR est la dernière et plus récente de toutes les UIS.



Les conquêtes de la classe laborieuse, surtout dans les ex-pays qui construisaient le socialisme, ont fait augmenter le nombre des PeR, qui arrivent à être le 20 % de la population et le 30 % des personnes avec le droit au vote. Il faut organiser ces personnes pour assurer la défense de leurs droits.

Pour l'instant, seulement les syndicats de classe ont créé des organisations des PeR avec volonté de lutte internationaliste. Je peux apporter une expérience personnelle : quand j'ai participé à Dakar (Sénégal) à un Séminaire avec des dirigeants du pays, Madame Fatima, représentante de la CSI (Confédération Syndicale Internationale, les "jaunes", les vendus) et aussi de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), a dit publiquement : « en Afrique ne sont pas nécessaires les pensions de retraite, car les personnes âgées ont toujours la solidarité de leur famille ».

C'est bien clair, les syndicats "jaunes", ceux qui disent défendre les travailleurs mais qui fonctionnent grâce aux aides financières du patronat, n'ont pas (pour le moment) une UIS mondiale des PeR. Ils ont seulement une petite organisation européenne qui, pour l'instant, ne fait que des réunions-touristiques de ses dirigeants. C'est normal, en cohérence avec l'affirmation publique de la dirigeante africaine de la CSI que je viens de mentionner.

En conséquence de cette réalité, notre UIS est la seule organisation mondiale des retraités, et comme telle, nous avons obligé le BIT (Bureau Internationale du Travail) à nous reconnaître comme organisation mondiale.

Question : Comment concrétisez-vous vos orientations mondiales tout en travaillant syndicalement dans chaque pays ?

C'est aux organisations de chaque pays de décider la façon de concrétiser la lutte dans leur propre réalité. Nous les aidons à le faire en respectant toute leur indépendance dans leurs décisions.

En plus, nous savons que les lois sont différents pays à pays, et que cela donne des façons différentes de s'organiser et de réagir. Par exemple, il y a des pays (l'Espagne, mon pays, en est un) où les retraités ne peuvent pas légalement créer une organisation syndicale, mais ils peuvent créer une association non syndicale. Pour nous comme UIS, toute organisation, syndicat ou non, avec des critères de classe, est bien venu si elle décide d'adhérer à notre UIS.



Question : En tenant compte que votre lutte est non seulement mondiale, mais également en Espagne, quelle est la réalité syndicale dans votre pays ?

En Espagne, nous avons une très longue expérience de lutte de la classe laborieuse, dirigée par des anarchistes et/ou des communistes pendant plus de 100 ans.

Sous la dictature fasciste de Franco, nous avons été obligés de nous organiser clandestinement, et cela a duré 40 ans. Les communistes ont été les mieux organisés dans cette étape. Notre lutte contre la dictature n'a pas été une réussite : le dictateur est mort malade dans son lit à plus de 80 ans, et la nouvelle étape politique a été de trahisons de plusieurs organisations politiques et syndicales, qui ont agi de manière très différente de ce qu'elles avaient promis.

En particulier CCOO (Commissions Ouvrières) s'est converti en un syndicat « jaune » (vendu-au patronat) par ses dirigeants (pas de sa base, qui l'abandonne petit-à-petit). Le syndicat CCOO qui était dénoncé par la presse bourgeoise comme syndicat communiste, est aujourd'hui appuyé par cette même presse et les masse-media contrôlés par les capitalistes. Ses dirigeants ont été achetés par les capitalistes. Les deux successeurs de Marcelino Camacho (communiste qui a souffert la prison) ont appuyé les partis politiques bourgeois : le premier, Antonio Gutiérrez Vegara, a fini dans le PSOE (parti social-démocrate qui a imposé les pires lois contre les salariés), le deuxième, José María Fidalgo Velilla, a fini à côté de José María Aznar du PP (le parti plus à droite après les franquistes).

Pour mieux connaître cette triste réalité de transformation de CCOO de syndicat de classe en syndicat « jaune » lire : <http://www.pensionistas.info/web/fr/node/962>.

Cette réalité a provoqué des sanctions et expulsions des plus actifs dirigeants de CCOO, à cause de leur défense des positions de classe, en apparaissant trop syndicalistes face aux CCOO. Aujourd'hui, il y a en Espagne 11 syndicats affiliés à la FSM qui ne se coordonnent pas comme il faudrait.

Question : Quelle est la réalité des pensionnés et retraités en Espagne ?

Il y a presque 9 millions de pensionnés et retraités, mais la plupart touchent des pensions inférieures au salaire minimum, c'est-à-dire ne peuvent pas avoir une vie digne.



Nous avons aidé à l'organisation des PeR, en dehors des syndicats « jaunes » vendus (CCOO et UGT). Cela a duré 5 années, mais maintenant il y a un large mouvement unitaire, avec des positions de classe, qui est capable de faire des grandes actions pour défendre les intérêts des PeR. Voir sur le web de notre UIS un document qui explique cette réalité : <http://www.pensionistas.info/web/fr/node/1045>.

Question : Quelle est le rôle des Fonds de Pensions Privés, et comment votre UIS intervient ?

Dans le monde, les pensions ont initié leur existence comme des pensions publiques. Elles étaient la conséquence des luttes des masses de la classe laborieuse face aux gouvernements et au patronat. Après la Grande Révolution d'Octobre des communistes bolcheviques, il y a eu une universalisation de cette conquête dans tous les pays socialistes. Dès lors, le système public des pensions est plus que centenaire.

Dans ce système public, en tenant compte de l'important nombre de retraités, la quantité d'argent gérée par les Caisses Publiques était énorme, et augmentait chaque année.

Avec les successives crises (structurelles et systémiques) du capitalisme, les dirigeants de la Banque Mondiale (BM) et du FMI (Fond Monétaire International) ont planifié une façon de s'approprier de cet argent. Ils ont inventé les Fonds Privés des Pensions, qui, selon leurs prévisions, devraient remplacer les Fonds Publiques. Ils ont acheté l'appui des syndicats « jaunes » en leur offrant une petite partie des gros bénéfices que ces Fonds Privés allaient fournir aux grandes entreprises financières privés (surtout des banques).

C'est ainsi que, pendant la dictature fasciste de Pinochet au Chili, les syndicats de la CIOSL (Confédération Internationale d'Organisations Syndicales Libres), organisation qui, en 2006, s'est transformée en CSI (Confédération Syndicale Internationale), a appuyé les mesures prises par le dictateur Pinochet qui a transformé les pensions publiques de son pays en pensions privés. La fausse promesse, appuyée par les syndicats vendus, était que les retraités auraient ainsi une première pension d'un montant du 100 % de leur dernier salaire comme travailleurs actifs, au lieu du 70 % qu'ils avaient à l'époque (années 70 du siècle passé).

Aujourd'hui, le mensonge s'est dévoilé complètement, les travailleurs chiliens qui prennent leur retraite au lieu d'avoir une pension équivalente au

100 % de leur dernier salaire comme travailleurs actifs, ils touchent seulement le 35 % de ce salaire, c'est-à-dire la moitié de ce qu'ils touchaient avec le système public aboli par Pinochet avec l'aide des syndicats vendus.

L'argent volé est passé aux bénéficiaires des banques et une petite partie (mais quand même beaucoup de millions de dollars) aux syndicats de la CIOSL, aujourd'hui CSI.

Les capitalistes ont réussi, dans les pays qui ont suivi l'exemple du Chili de Pinochet, à avoir d'énormes sommes d'argent qui leur ont permis de surmonter en partie leurs crises économiques. LES PERDANTS SONT LES TRAVAILLEURS²⁸⁹.

Devant toute cette situation, notre UIS intervient en informant les travailleurs de la vérité sur les Fonds Privés, en appuyant les luttes des travailleurs chiliens (qui sont sortis, en plus d'un million à chaque action, 3 fois dans les rues pour réclamer la restitution des Fonds Publiques) et beaucoup d'autres dans le Monde, et en dénonçant les mensonges dits par les syndicalistes vendus de la CSI.

En plus, nous avons dénoncé ce fait devant l'OIT (Organisation Internationale du Travail), non pas parce que nous croyons que cette énorme et bureaucratique institution va faire quelque chose (impossible, car elle est gérée par des pro-capitalistes), mais pour l'utiliser comme haut-parleur au niveau de notre dénonciation mondiale.

Finalement, nous travaillons pour bien informer les travailleurs, et nous aidons à qu'ils ne soient pas trompés par les syndicats « jaunes » de la CSI.

Question : Comment expliquez-vous brièvement le rôle actuel des syndicats vendus au capitalisme ?

Il y a une photo qui donne une claire réponse à cette question. Vous pouvez la voir sur le site : <http://www.pensionistas.info/web/fr/node/652>, avec un texte en français qui l'explique bien. Pour d'autres informations voir le site : <http://www.pensionistas.info/web/fr/noticias>, en français.

Ce n'est pas un sujet nouveau. Notre ennemi de classe a su toujours travailler pour nous diviser. Et il y a réussi à plusieurs reprises. Mais le syndicalisme de classe va plus loin que les personnes individuelles qui se sont laissées acheter.

Pour concrétiser ma réponse sur la lutte des PeR, je reprends la phrase de Madame Lagarde (présidente du FMI, Fond Monétaire International, qui

²⁸⁹ Majuscules dans l'original écrit de l'interview.

gère le capitalisme mondial) : « les retraités ne sont plus exploitables chaque jour, ils ne sont plus productifs, c'est une dépense inutile ». Alors, c'est bien clair, les dirigeants capitalistes préfèrent que nous, les retraités, nous mourons le plus vite possible, et ils aident à ça avec des pensions minimales, des soins médicaux faibles, etc. Le plus douloureux de cette réalité, c'est que les syndicats vendus, les syndicats « jaunes », aident à ça.

Question : Quelles difficultés, internes et externes, rencontrez-vous dans la réalisation des objectifs de votre organisation, et quelles solutions adoptez-vous pour les résoudre efficacement ?

Notre actuelle principale difficulté, dans notre travail quotidien, ce sont les difficultés économiques. Nos organisations affiliées ne peuvent pas avoir des ressources économiques suffisantes car les retraités sont les personnes avec des ressources plus limitées. Alors, leurs cotisations sont les plus faibles. Nous avons des sérieuses difficultés pour faire des réunions internationales à cause des coûts des voyages. Nous avons initié le remplacement de ces réunions physiques par des réunions virtuelles en utilisant internet (bien que, à cause de l'âge, les retraités ne sont pas normalement les plus doués dans cet usage).

En plus, quand la réunion physique est nécessaire, nous constatons que notre ennemi de classe pose toutes les barrières qu'il peut, par exemple en ne concédant pas le document Visa pour se déplacer d'un pays à un autre. Nos ennemis ont toujours su comment créer des difficultés à la classe laborieuse.



Hilel Garmi, une conscience claire et juste

Algérie Patriotique, 9 août 2018

Le Matin d'Algérie, 9 août 2018

À ceux (Algériens ou autres) qui se demandent « pourquoi la cause palestinienne soulève tant de passion », à ceux qui insultent le peuple palestinien avec divers prétextes fallacieux, à ceux qui se rendent en Israël non pour rencontrer des résistants palestiniens ou des Israéliens contraires à l'oppression du peuple palestinien mais pour participer à des rencontres organisés par des personnes liées à l'État oppresseur d'Israël, à ceux qui se font photographier à l'O.N.U. en compagnie souriante avec des représentants de l'État oppresseur d'Israël, à ceux qui accusent toute critique de la politique de l'État israélien comme étant de l'« anti-sémitisme », à ceux qui glorifient l'État israélien comme un « exemple de démocratie ». Mais, également, à ceux qui confondent tous les Juifs du monde et/ou tous les Israéliens avec la politique coloniale de l'État israélien. Que tous ces gens-là, donc, lisent la lettre publique que voici :

« Je m'appelle Hilel Garmi. J'ai 19 ans, et je devais être incorporé dans l'armée israélienne au début août 2018.

Récemment, dans le contexte des manifestations gazaouies près de la barrière construite à Gaza, j'ai pris le temps de lire les déclarations d'Ahmed Abu Ratima, l'un des organisateurs de ce mouvement et j'ai été très impressionné de découvrir ces gens qui ont opté pour des alternatives non armées, pour aborder la question de la situation entre la Méditerranée et le fleuve Jourdain.

Comme eux, je crois en la désobéissance civile pour souligner le caractère illégitime de notre régime.

Mon frère aîné et mes deux soeurs ont fait leur armée. Et quand j'étais petit, le passage par l'armée était pour moi non seulement une obligation inévitable, mais aussi un des objectifs qui me fascinaient ; et je voulais servir dans une unité d'élite.

Mais en grandissant, et en étant convaincu que tous les êtres humains sont égaux, j'ai changé d'avis. Je ne crois pas à l'existence d'un dénominateur

commun entre Juifs qui feraient d'eux des êtres différents des Arabes. Je ne vois pas pourquoi je devrais être traité différemment d'un enfant né à Gaza ou à Jénine. Et je ne pense pas que les souffrances ou les joies soient plus importantes pour les uns que pour les autres.

Alors, je me suis demandé pourquoi 3 millions d'habitants de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est vivent sous occupation militaire depuis plus d'un siècle, et pourquoi 2 millions de Gazaouis subissent un siège militaire, imposé depuis plus de 10 ans par Israël sur terre, mer et dans le ciel.

Qu'est-ce qui donne à Israël le droit de gérer la vie de ces 5 millions d'êtres humains ? De décider de leur droit de circuler, d'importer, d'exporter, de pêcher ou d'avoir de l'électricité ? De pouvoir les arrêter à tout moment ?

Pas question pour moi de participer à un régime aussi anti-démocratique, et à tous les maux qu'il impose aux Palestiniens dans leur vie quotidienne, afin de permettre à une autre population de prendre leur place.

Il y a des lignes rouges qu'on ne peut franchir, et pour moi celles-ci sont infranchissables.

Ma décision de rendre ceci public est liée au fait que je suis convaincu que la désobéissance civile peut amener des changements sociétaux, en faisant appel au sens de la justice des plus privilégiés qui vivent dans cette région.

Si les manifestants de Gaza ont le courage de recourir à cette option, je me sens l'obligation et le pouvoir, en tant que personne née du côté de ceux qui détiennent le pouvoir, de m'engager également dans cette voie.

Hilel Garmi, Août 2018. »²⁹⁰

Cette position publique a causé l'arrestation et l'emprisonnement de l'auteur. Cependant, la solidarité ne manque pas en faveur de ce jeune à la conscience claire et juste²⁹¹.

²⁹⁰ Traduit par CAPJPO-EuroPalestine, <http://europalestine.com/spip.php?article14540&lang=en>.

²⁹¹ Voir le réseau de solidarité avec les refuzniks : <https://secure.squarespace.com/checkout/donate?donatePageId=570282fdb6aa607cbb9542c0>.

Consulter également <http://www.refuser.org/>.

Pour approfondir cette thématique du refus de servir de la part de militaires faisant partie d'armées d'agression, signalons l'association, concernant Israël, « *Courage to Refuse* » (Courage de refuser), le mouvement des militaires israéliens qui refusent de combattre dans une guerre qu'ils considèrent d'oppression du peuple palestinien. Par ailleurs, aux U.S.A., existe le mouvement de militaires refusant de servir dans les guerres d'agression en Afghanistan, en Irak et ailleurs, voir « *LA GUERRE...* », o. c.

VI.
HISTOIRE



Salut, respect et merci, sœur Djamila Bouhired !

Le Matin d'Algérie, 2 juin 2017

Tu avais bercé et donné espoir à mon enfance de colonisé, comme à celles de tous les enfants d'Algérie, aspirant à la liberté. Tu nous avais donné encore plus de courage, car tu étais femme et jeune. Et tu pouvais, par ton statut social et ton instruction, faire, comme on dit, « carrière », en servant le système dominateur colonial. Mais non ! Tu as cru à la liberté, la tienne et celle de ton peuple, femmes et hommes, et tu as dédié ta jeune vie au combat libérateur. Au point d'être condamnée à mort par l'infâme colonisateur.

L'indépendance conquise, ton honnêteté t'a interdit de transformer ton engagement émancipateur en occasion d'investissement matériel pour disposer de privilèges, au détriment des démunis de ton propre peuple. Tu n'as pas fait de ton combat un business. Tu t'es tenu à l'écart des médias serviles tisseurs de fausse gloire usurpée, loin des cercles officiels où tu aurais glané des privilèges et beaucoup beaucoup d'argent, loin de tous les lieux de pouvoir vivant de la sueur du peuple et le terrorisant, ce colonialisme intérieur inédit, semblable à son précédent étranger.

Et, enfin ! j'entends ta voix dénoncer publiquement : « Halte à la falsification de l'Histoire ! », « Halte à la profanation de la mémoire de nos martyrs ! »

Et, contrairement à d'autres, dévoré par la vaine gloire et les méprisables privilèges qui vont avec, tu declares publiquement : « Un film prétendant relater ma vie et mon parcours militant est en préparation. Commandité par le pouvoir politique, financé sur le budget de l'État, il est confié à un cinéaste officiel. Dans un contexte de falsification décomplexée qui tente de tailler une histoire sur mesure à des usurpateurs et des faussaires, cette opération vise, une fois encore, à instrumentaliser la Guerre de libération nationale à des fins de légitimation de pouvoir". Et tu ajoutes qu'il faut « en



finir avec l'histoire officielle qui a marginalisé les véritables combattants pour mieux réhabiliter les canailles et les faussaires »²⁹².

Merci de ne pas avoir déçu l'image que nous avons de nos combattantes et combattants pour notre libération, nous, peuple algérien ! Merci de nous permettre de conserver la dignité gagnée durant cette lutte émancipatrice ! Merci d'avoir été et de rester honnête, au service de ton idéal et de ton peuple ! Merci, sœur Djamila, de tout cœur !

Mais, si tu le permets, je t'avouerai ceci : j'ai encore à comprendre non pas pourquoi (les motifs sont évidents) mais *comment* les usurpateurs et les faussaires ont vaincu les combattantes et combattants légitimes et honnêtes. Qui pourrait nous éclairer sinon toi et tes compagnes et compagnons ?

Ce problème est le mien depuis la mort de Abane Ramdane et Larbi Ben Mhidi ; ce problème s'est aggravé durant le premier été de l'indépendance, 1962, avec les massacres des combattants qui s'opposaient au tandem d'usurpateurs Boumédiène-Ben Bella.

J'ai, nous avons besoin, encore, de toi et des combattantes et combattants comme toi, pour nous expliquer comment le merveilleux idéal s'est transformé en horrible cauchemar, comment les faussaires ont vaincu les honnêtes, comment les assoiffés de pouvoir ont éliminé ceux qui le concevait démocratiquement comme un bien de toutes-tous au service de toutes-tous.

Je sais que vous n'êtes pas des « experts », mais vous êtes mieux : des témoins en première personne, et honnêtes ! Vous êtes la semence première pour permettre la compréhension. Laissez-nous vos mémoires pour éclairer le chemin à continuer.

Il n'en reste pas moins qu'avoir lu ta déclaration, ce matin, m'a réchauffé le cœur et encouragé l'esprit. Un youyou de bonheur, écho de celui du jour de l'indépendance, s'est élevé en moi. Alors, tout n'a pas été perdu ! La flamme, bien que faible, est encore là ! Merci ! Encore merci, sœur Djamila de me permettre de jouir encore de dignité, à tavers la tienne ! Avec l'espoir qu'aujourd'hui d'autres sœurs algériennes prennent exemple de toi.

²⁹² http://www.elwatan.com/actualite/djamila-bouhired-denonce-l-instrumentalisation-de-l-histoire-de-la-revolution-a-des-fins-de-legitimation-de-pouvoir-20-06-2017-347643_109.php

Appel aux ex-moudjahidates et moudjahidines, à leurs enfants et aux jeunes historiens algériens

Le Matin d'Algérie, 8 juin 2017

Dans une contribution précédente²⁹³, j'ai salué la sœur Djamila Bouhired pour avoir dénoncé la « falsification » des « faussaires et usurpateurs » sur l'histoire de notre lutte de libération nationale.

Cette constatation m'a rappelé ma recherche sociologique doctorale intitulée : « De la rupture révolutionnaire au système totalitaire conservateur : étude comparative entre la Russie et l'Algérie ». J'y ai consacré trois années de recherches. Je n'ai pas présenté la thèse, ayant renoncé à une carrière universitaire.

Bien que parvenu à un résultat satisfaisant, aujourd'hui, je comprends qu'en ce qui concerne le cas algérien, les informations documentaires sont encore insuffisantes. Mais, soulignons-le, pas uniquement à cause des secrets d'État, maintenus aussi bien par la France que l'Algérie.

Mais, également, parce qu'il y a d'autres faits importants et significatifs. Ils sont en possession de citoyens-nes, à savoir les ex-moudjahidates et moudjahidines. J'ai en vue celles et ceux honnêtes, qui n'ont pas traficoté de leur combat pour en tirer un business lucratif au détriment du peuple.

Tout au plus nous avons des textes historiques exprimant la version des vainqueurs, « usurpateurs et faussaires », selon l'expression de la sœur Djamila Bouhired. C'est un phénomène social, hélas !, qui arrive, partout et toujours.

Puis nous disposons de versions de personnes qui ont eu des relations plus ou moins claires avec les détenteurs du pouvoir, sous forme de « soutien critique ».

Ainsi, pour comparer, existent des versions de type stalinien, justifiant les méfaits des usurpateurs des fruits du combat émancipateur, et des versions du type trotskyste (genre son « Histoire de la révolution russe ») où, après

²⁹³ « Salut, respect et merci, sœur Djamila Bouhired ! »

avoir fait partie des usurpateurs du pouvoir populaire, les plus forts (Staline et consorts) ont chassé les plus faibles, qui, alors, leur font un procès où ils occultent leurs propres forfaits.

Mais, contrairement à la Russie, l'Algérie n'a pas eu de militants-intellectuels libertaires, tels que Voline. Militant actif et théoricien-historien, il a révélé, sur la base de faits concrets irréfutables, comment les bolcheviques furent des usurpateurs et faussaires, en premier lieu Lénine et Trotski. Voline démontre, documents à l'appui, comment ils ont conquis le pouvoir au détriment des travailleurs (voir son ouvrage « La révolution inconnue », télé-déchargeable sur internet).

C'est précisément ce genre de récit qui manque en Algérie, et nous en avons un urgent besoin. Bien entendu, il est utile de connaître les luttes de sérail entre clans et factions assoiffés de prendre et se disputer le pouvoir pour satisfaire leur besoin de domination-exploitation.

Mais, nous devons autant et surtout savoir quels ont été les combats du *peuple*, des *travailleurs* pour agir de manière opposée : non pas « prendre » mais *partager* ce pouvoir entre toutes et tous, de manière démocratique, dans sa forme la plus avancée et authentique : l'autogestion sociale. Et nous avons besoin de savoir comment cet acte vraiment radical, réellement révolutionnaire, fut réprimé et éliminé dans le sang des travailleurs, massacrés par ceux-là même qui prétendaient représenter leurs intérêts.

La Russie a eu son Kronstadt et son Ukraine autogérés. Ils furent éliminés par les mitrailleuses et les bombardements d'avions de l'Armée « Rouge », commandée par Trotski, dont le chef était Lénine.

L'Algérie a eu les moudjahidines qui se sont opposés à la prise du pouvoir par le duo Boumediène-Ben Bella, et qui furent massacrés par les chars de premier, avec l'accord du second. Et l'Algérie eut les comités d'autogestion ouvrière et paysanne ; ils furent également éliminés de manière bureaucratique par les fameux « *décrets de mars* », ensuite par les soit disant « *Réforme agraire* » et « *Gestion socialiste des entreprises* ».

Il nous reste donc à entendre ou lire les témoignages des moudjahidates et moudjahidines qui ont combattu durant la guerre de libération nationale, et, après l'indépendance, n'ont pas profité de leur engagement pour en tirer un business aussi illégitime que volé, qui sont restés de simples citoyens, étrangers à toute compromission avec les usurpateurs du pouvoir.

C'est donc à vous que je me permets, avec respect, de m'adresser.



D'une part, parce que certains vous accusent de mener une vie « très confortable » et d'avoir entretenu des « rapports ambigus » avec les détenteurs du pouvoir. C'est ce que, par exemple, Mr Mangouchi déclare à propos de la sœur Djamila Bouhired (voir son commentaire dans ma contribution précédente). Ainsi, en visant vos personnes, le but est de salir l'idéal de votre lutte pour l'indépendance nationale. Il faut donc nous aider à démasquer ce que la sœur Djamila Bouhired a nommé « faussaires et usurpateurs ». Et qui saurait mieux le faire sinon vous ?

D'autre part, avec toute la reconnaissance que je vous dois de n'être plus un colonisé mais un libre citoyen, permettez-moi de faire appel à vous.

Depuis la tragédie d'Auschwitz, et depuis les tortures que vous avez subies dans les geôles colonialistes, je sais que les survivants n'aiment pas parler de leurs souffrances. Les douleurs les plus profondes sont muettes, les paroles étant incapables de les exprimer. Par conséquent, ce n'est pas vos souffrances que je vous demande d'évoquer.

Ce n'est pas, non plus, votre passé en tant que tel. Un certain passé n'est plus et pour toujours. Le passé qui m'intéresse est uniquement celui qui sert à éclairer le présent.

Voici donc ce qui, je pense, serait précieux à savoir pour beaucoup d'autres Algériennes et Algériens, et, au-delà, citoyennes et citoyens du monde.

Comment vous, personnes généralement modestes, travailleurs-ses manuelles, employés-es, chômeurs-ses, lycéens-nes ou étudiants-tes, avaient compris :

1) la nécessité de lutter pour l'indépendance, alors qu'à l'époque la majorité écrasante de l' « élite » intellectuelle autochtone, religieuse (y compris Abdelhamid Ben Badis) ou laïque (y compris le parti « communiste »), croyait encore à une action réformatrice bénéfique au sein du système colonial ;

2) avaient su faire de l'Islam une arme clairvoyante d'émancipation, en écartant les charlatans de tout genre, tels ceux des zaouias, complices serviles du colonialisme.

Je voudrais également savoir *qui* et *comment* a su vous aider à vous affranchir de ce que les « élites », aussi bien autochtone que française, appelaient votre « léthargie », votre « fatalisme », et ce que Marx et Lénine étiquetaient avec mépris le premier comme « lumpen-prolétariat », et le second comme « tendance uniquement économiste ».



Les récits faits par des historiens sont bienvenus, mais les vôtres sont les plus importants, les plus convaincants, les plus précieux.

Les réponses à ces questions à propos d'action militante passée permettront d'éclairer les problèmes de l'action émancipatrice actuelle.

En effet, aujourd'hui :

- d'une part, le peuple (travailleurs-ses manuels-les, chômeurs-ses, etc.) est décrit par la même « élite » intellectuelle de la même manière : « ghachi » (populace), ce qui suppose léthargie, fatalisme, soumission, servilisme, etc. ;
- et, d'autre part, les intellectuels ne savent pas (se sont-ils au moins posé la question ?) comment aider le peuple à s'affranchir de son état de « ghachi », afin qu'il prenne son destin en main.

Voilà donc l'utilité actuelle des témoignages des moudjahidates et moudjahidines qui sont demeuré-es fidèles à leur idéal de fraternité sociale. Nous en avons besoin, pour éclairer notre chemin, notre méthode d'action libératrice sur le plan social. Respectés moudjahidates et moudjahidines, offrez-nous donc ce dernier don : le récit éclairant de la victoire des usurpateurs et faussaires, afin que les générations présentes n'en soient plus les victimes involontaires.

Oui, j'en suis conscient ! Je vous demande de raconter en partie votre *défaite* ! Celle ne n'avoir pas su compléter l'indépendance nationale par la justice sociale. Mais votre pénible témoignage est utile aux jeunes générations pour apprendre de vos erreurs et faiblesses à ne pas les répéter. L'ouvrage que j'ai évoqué auparavant, celui de Voline, lui aussi, parle de la défaite des authentiques révolutionnaires russes. Et il écrit avec amertume, mais avec la conscience de continuer son combat libérateur. Et, en définitif, c'est cela qui compte. Reconnaître la défaite, en comprendre les causes, éviter de les répéter et poursuivre l'action libératrice.

Voici, par exemple, un fait significatif qui a été signalé mais peut-être pas suffisamment. Rabah Benali en a fait mention dans son commentaire à ma contribution sur Djamilia Bouhired (voir lien fourni auparavant). Il s'agit des milliers ou millions de martiens (ceux qui ont rejoint l'A.L.N. juste après mars 1962, date du cessez-le-feu). Il leur suffisait d'un simple témoignage d'une personne pour bénéficier de la fameuse « attestation communale » d'ancien moudjahid ou moudjahida.

A mon avis, ce fut là un des mécanismes qui a permis la légitimation et la consolidation du pouvoir usurpé par le duo Ben Bella-Boumediène. Selon le



principe : « Je te permets d'avoir des miettes, et tu me laisses le gros morceau ».

Revenons à l'appel que je présente. Comment le concrétiser ?

Eh bien, respectés ex-moudjahidines et moudjahidates, veuillez accepter de nous fournir vos récits de manière à nous aider à poursuivre votre lutte émancipatrice en la faisant nôtre. Cela passe par votre dévoilement de toutes les tentatives pour « instrumentaliser la Guerre de libération nationale à des fins de légitimation de pouvoir » (Djamila Bouhired)

Il n'est pas indispensable de disposer d'un journaliste ou d'un écrivain pour recueillir et transcrire vos paroles. Selon moi, le meilleur moyen serait de les faire enregistrer sur magnétophone, afin de conserver votre voix et votre langue maternelle. Sa richesse est méprisée uniquement par les mentalités néo-colonisées, malheureusement nombreuses.

Qui accomplirait ces enregistrements ?... D'abord vos enfants, sinon des proches, ou encore des chercheurs ou journalistes ou écrivains ou jeunes historiens.

Et il serait tellement précieux de créer une association, autogérée par les citoyens, qui sera le dépositaire de toute cette documentation. A ce sujet, je me rappelle une très belle et très émouvante surprise.

Lors d'un séjour à Oran en 2014, j'ai découvert l'existence d'un « musée du moudjahid », au centre de la ville. En le visitant, j'ai vu avec une immense émotion combien les combattantes et combattants auxquels-les je dois ma citoyenneté furent, dans leur très grande majorité, des enfants du peuple, de ce que certains crétiens nomment le « bas » peuple.

J'ai passé dans ce lieu sacré de la (de ma) liberté plusieurs heures, à méditer, à m'encourager. Et j'ai discuté avec les animateurs de cet espace : bien entendu, des anciens moudjahidines, et, encore bien entendu, ce sont eux, et non les autorités officielles, qui ont eu l'intelligente initiative de créer ce lieu de mémoire, si utile, et de l'auto-financer.

Je conseille à quiconque vit ou va à Oran de visiter ce « musée ». Entre autre pour s'inspirer de l'exemple afin de créer une association autonome de citoyens pour le recueil sonore de tout ce que les moudjahidates et moudjahidines, honnêtes et encore en vie, ont à dévoiler. Ainsi, par ce dernier don, ils-elles aideront à poursuivre leur, notre combat pour l'authentique liberté du peuple algérien.



Mémoire algérienne

Le Matin d'Algérie, 5-6 juillet 2017

1.

Défaite ou résistance ultime

Ce texte est le fruit de mes réflexions sur les commentaires de lecteurs concernant les deux contributions précédentes, sur Djamila Bouhired puis à propos des moudjahidines authentiques encore en vie. Par conséquent, ces considérations visent à approfondir et élargir le débat d'un point de vue général, dans le cadre d'un journal, bien entendu limité mais non pour cela superficiel. Ajoutons que ces observations n'ont pas la fonction de clore mais d'ouvrir un débat très urgent et absolument indispensable. Les propos qui suivront en sont des éléments espérons provocateurs, dans le bon sens de l'adjectif, autrement dit stimulateurs.

Une personne ou un peuple qui a perdu sa mémoire, précisément celle de ses actions en faveur d'une existence digne, libre et solidaire, cette personne et ce peuple sont définitivement *vaincus*. Et d'abord par *eux-mêmes* !

En effet, tout vainqueur d'une personne ou d'un peuple a besoin et entreprend, pour consolider sa domination, d'éliminer, chez le vaincu, toute trace de ce qui lui permettait d'avoir été libre, par conséquent de l'être à nouveau. Ainsi, il oubliera cette période de sa vie, pour croire que son existence n'est que servitude, que cette situation est « normale », « naturelle ».

Partout et toujours, les vainqueurs ont agi ainsi, et continueront à le faire. Il en va de l'existence de leur domination.

Mais, le vaincu, personne ou peuple, doit-il se plier à cette ultime phase et admettre sa définitive défaite, celle de la mémoire de ce qu'il fut ou, sinon, furent ses parents ou encore ses ancêtres, ou, allons le plus loin et le plus largement possible, l'humanité dont il fait partie ? À savoir des personnes ou des peuples libres et solidaires ? En effet, jamais la nature n'a mis au monde une personne dominée-exploitée, mais libre. Jamais un peuple a commencé à

exister en étant dominé-exploité, mais libre. Ce sont les hommes qui transforme un individu ou un peuple en sujet à exploiter, et donc à dominer. Trop de personnes oublient cette banalité, parce qu'ils sont, pour employer une métaphore de Platon, dans une caverne obscurcie par le servilisme, qui les empêche de voir le soleil de la liberté solidaire.

L'esclave qui oublie la lutte des esclaves spartakistes contre la domination romaine, la lutte des paysans extrême-orientaux contre leurs oppresseurs impériaux, les luttes qui ont éliminé l'esclavagisme, puis le féodalisme, les luttes qui ont tenté de bannir le capitalisme, puis le capitalisme d'État « socialiste », bref toutes ces luttes où les êtres humains, femmes et hommes, ont voulu demeurer ou reconquérir leur liberté et leur solidarité réciproque, toutes ces luttes, si elles ont oubliées, que reste-t-il donc ?... L'apparente « éternité » de la domination et de l'exploitation d'une majorité d'êtres humains par une minorité de sangsues à visage humain. Par conséquent ne demeure que la soumission, la résignation, la justification par le vaincu de sa défaite, l'acceptation *volontaire* de sa servitude. Selon la fameuse expression biglique : « Sous le soleil, rien de nouveau ! » Effectivement, pour tout dominateur, ce slogan est adéquat. Tous les empires, sans exception, n'ont-ils pas proclamé être « éternels » et « naturels » ? A l'exception du nazisme qui se contenta bizarrement d'un « Reich de mille ans ». Tous les systèmes sociaux (esclavagisme, féodalisme) ne se sont-ils pas, eux aussi, considérés comme éternels » et « naturels » ? Même Platon et Aristote ont ainsi pensé du système esclavagiste (mais pas Diogène de Sinope ni Épicure, en Occident, et ni Lao Ze et Chuang Ze, en Orient). Aujourd'hui, le capitalisme ne se proclame-t-il pas, lui aussi, « éternel » et « naturel » ?

Voilà où mène l'oubli, l'occultation de la mémoire émancipatrice : à l'acceptation résignée et apparemment justifiée de la situation actuelle. En perdant de vue la *réelle* histoire passée, on est incapable d'envisager un présent autre que celui qui nous domine, et donc un futur meilleur, sinon pour nous, du moins pour nos descendants.

L'Algérie n'est qu'un exemple parmi tous ceux qui affligent, de tout temps et partout, l'humanité de ce fléau qu'est l'éradication de la mémoire des luttes pour une vie digne, c'est-à-dire sans dominateur-exploiteur.

Il suffit de lire les livres d'histoire : la majorité absolue est écrite par les mandarins des vainqueurs. Les crimes sont présentées comme des exploits civilisateurs, les mensonges comme des vérités, les luttes pour la liberté comme des actes au mieux d'utopistes imbéciles et personnellement frustrés, au pire de bandits assoiffés de sang, barbares et ignares.

Même les mots évoquant la liberté et la solidarité sont usurpés, faussés, manipulés pour servir le vainqueur. Ainsi, des mots « révolution », « liberté », « démocratie », « autogestion », « partisan », « anarchie », « communisme », « socialisme », « moudjahid », etc.

Et, hélas !, trop nombreux sont celles et ceux qui renoncent à ces mots parce que d'autres les ont récupérés, usurpés et faussés pour servir leurs infâmes objectifs. Mais le renoncement à ces mots entraîne celui de leur contenu initial. Et voilà consommée la défaite complète. Ainsi, par exemple, un commentateur d'une de mes contributions²⁹⁴ écrit : « Réveillez-vous Mr Naimi on est en 2017 ! Vous êtes en retard de près de 50 ans. En effet votre appel aurait un sens si il avait été fait dans les années 70's mais en 2017 c'est quoi un moudjahid ? Tout le monde vous dira un terro de l'Afghanistan! Vous vivez dans un autre monde. »

Et voici comment, selon ce lecteur, il nous est dorénavant interdit d'employer le terme « moudjahid », ce mot qui fut le plus beau mot de notre lutte de libération nationale. Comme chez nous et ailleurs sont devenus « archaïques » et « ridicules » d'autres termes qui furent le levain des luttes populaires pour leur émancipation : démocratie, droits des citoyens, révolution, socialisme, communisme, anarchisme, etc.

Sur la planète, aujourd'hui, il y a même des régimes politiques qui bloquent à leurs citoyens sur internet l'accès à des sites contenant des mots comme « démocratie », « droits humains », etc., ou se réfèrent à des événements sociaux, autrement dit à des luttes libératrices, que les dominateurs, qui les ont écrasés dans le sang, veulent faire oublier à leur peuple.

Partout et toujours dans le monde, le même hideux et abject mécanisme (il s'appelle également censure) est présent : la gestion de la mémoire par les vainqueurs, pour empêcher son autogestion par les vaincus. Car si ces derniers continuent à la gérer librement eux-mêmes, alors ils ne sont pas totalement écrasés, ils penseraient : « S'il fut un temps où nous avons été libres de toute exploitation-domination, si, également, il y eut un temps où nous avons combattu courageusement contre cette infamie, alors, nous pourrions, de nouveau, reprendre cette lutte ». Les Italiens aiment penser : « La speranza è l'ultima a morire ! » (L'espoir est le dernier à mourir).

A propos de l'importance de la mémoire comme enjeu de domination ou de libération, voici des exemples à méditer. On y constate à quel degré d'abjection est parvenu l'occultation des mémoires émancipatrices.

²⁹⁴ « Appel aux ex-moudjahidates et moudjahidines, à leurs enfants et aux jeunes historiens algériens ».

Les premiers Chrétiens, une fois parvenus au pouvoir par l'alliance avec l'empereur Constantin, ont détruit ou brûlé tous les livres considérés païens, autrement dit contraires à leur foi nouvelle dominante. Pour avoir une idée des méfaits commis, quelques exemples : des trois cent (300) volumes environ écrits par Épicure, et plus ou moins le même nombre par Diogène de Sinope, il nous est parvenu uniquement une centaine (100) de pages du premier, et, du second, uniquement des citations dans des ouvrages de ses partisans ou adversaires. C'est comme si, aujourd'hui, on détruisait les ouvrages de Jean-Jacques Rousseau, Diderot, Voltaire, Karl Marx, Michel Bakounine ou Sigmund Freud, de manière à ce que les générations futures n'en sachent rien ou presque. C'est ainsi que les actions des premiers Chrétiens, parvenus au pouvoir, ont commis l'un sinon le plus grand crime contre la culture humaine émancipatrice. De là, la régression intellectuelle qui s'ensuivit en Europe, avec son asservissement des mentalités pour conforter uniquement le Pape Infaillible et sa caste de prêtres, garants des empereurs et rois féodaux.

Second exemple. Les adorateurs du « camarade » Staline, appelé par la suite, une fois devenu le Tout-Puissant sur terre, le « Père des peuples », ont été, avec lui en premier lieu, jusqu'à effacer des photos de l'époque révolutionnaire des personnages ; ainsi, par exemple, Trotsky fut éliminé de photos où il se trouvait à côté de Lénine, pour faire oublier au peuple l'action du premier au profit de Staline qui, à l'époque, était un militant de second ou troisième rang.

Troisième exemple. À son tour, le « camarade » Trotsky écrit sa volumineuse « Histoire de la révolution russe ». Eh bien, vous chercherez en vain à savoir qu'il commanda l'Armée « rouge » qui massacra, à la mitrailleuse et avec les bombes d'avions, les vrais partisans des authentiques soviets, les accusant d'être « au service de la contre-révolution ». En réalité, tout prouve le contraire : les victimes étaient les vrais défenseurs de l'autogestion populaire, et les « bolchéviques », avec Lénine et Trotsky à leur tête, ont rétabli une forme de capitalisme d'État avec la NEP.

Dernier exemple. Chez nous, en Algérie, les vainqueurs se sont également distingués. Ils sont allés jusqu'à cacher des... cadavres de dirigeants de la lutte de libération nationale, tels le corps de Amirouche, de peur que l'existence de sa tombe permette au peuple de conserver mieux le souvenir de son action anti-coloniale.

Revenons à une situation banale et ordinaire. Quand toi, algérienne ou algérien, écoutes le récit d'un ex-moudjahid ou moudjahida de notre lutte de libération nationale, ou entends le récit d'un travailleur de l'autogestion surgie juste après l'indépendance, que se passe-t-il en toi, dans ton cœur et dans ton esprit ?

Ou bien, parce qu'en toi vit encore un brin de dignité, tu ressens de la fierté, et ta voix intérieure te dit : « S'ils ont été capables de ces dignes actions, pourquoi pas moi ? »

Ou bien, parce que, désormais et hélas !, tu es un esclave volontaire, ta voix intérieure te murmure : « Allons ! Oublie ça, c'est du passé, une exception à la règle, et suis le troupeau en baissant la tête, en acceptant le bâton ou le foin de ton berger. »

Un exemple de ce genre de soumission, se masquant d'une illusion de fière revendication individuelle (je l'appelle individualiste) se trouve dans le commentaire de Hend Uqaci Ivarwaqène, à ma contribution précédente²⁹⁵. Tout son texte est à lire et à méditer. Il illustre la fausse conscience qui se fabrique à partir d'une argumentation qui se voudrait moderne et libre, mais, qui, en définitive, est soumise. Ce lecteur ne veut pas se « faire une conscience de redevable à vie et inhiber définitivement toute tentative d'individuation. » Donc pas de dette, ah non ! Pas même une reconnaissance, l'important est désormais la « tentative d'individuation ». Que signifie ce terme ?... N'est-ce pas « Chacun pour soi ! », expression typique d'une société où règnent le plus rusé, le plus cruel, le plus égoïste et le plus cynique, au détriment de celles et ceux qui n'ont pas ces horribles et méprisables caractéristiques ?

Et voici ce que le même lecteur écrit : « Vous voulez nous faire gober que si d'authentiques za3ma révolutionnaires avaient pris les rênes du pays ils auraient renoncé à l'arabo-islamisation du pays ? Au socialisme ? A leurs rentes ? »

Tout devient clair. Ce langage est la simple reproduction de l'idéologie dominante des vainqueurs. Que dit-elle ? « Allons ! Allons ! *Tous, sans exception*, sont pourris ! Quelques soient ceux qui auraient pris le pouvoir, ils auraient pensé à leurs *rentes* ! Dès lors, Boumediène-Benbella et leurs successeurs d'une part, ou, d'autre part, Larbi Ben Mhidi, Abane Ramdane, Mohamed Boudiaf et Hocine Aït Ahmed, ils sont tous les mêmes ! »

Dans les pays développés, ce discours se manifeste de cette manière : « Les révolutionnaires ?!... Ha ! Ha ! Ha ! Laisse-moi rire !... Tous les mêmes !

²⁹⁵ Idem.

Lénine, Staline Hitler, Gorbatchev, Poutine, Kennedy, Nixon, Trump et compagnie ? Tous pourris. Tous pour la rente ! » Et on oublie l'existence, par exemple, de Che Guevarra, de Gandhi et de Nelson Mandela.

Il est vrai que la possession du pouvoir corrompt. Et cela fut constaté parmi ceux qui furent auparavant d'authentiques révolutionnaires, tels les bolcheviques, puis, à leur suite, toutes les nomemklatura « communistes », sans une seule exception, pas même au Viet Nam.

Cependant, confondre Benbella-Boumediène et leurs successeurs avec Larbi Ben Mhidi, Abane Ramdane, Mohamed Boudiat et Hocine Aït Ahmed, c'est faire un procès d'intention à ces derniers. Boudiaf et Aït Ahmed n'ont-ils pas prouvé qu'ils préféreraient rester et défendre les intérêts du peuple laborieux plutôt que d'occuper des fauteuils au sein du pouvoir ? Et que cela leur coûta très cher, mais qu'ils persistèrent toute leur vie ?

Le genre de confusion en examen, entre les uns (dominateurs-exploiteurs) et les autres (défenseurs des intérêts réels des citoyens), fut l'une des méthodes principales de la propagande qui permit la naissance et la victoire du fascisme en Italie, puis du nazisme en Allemagne. Mussolini puis Hitler dénonçaient tous comme identiques : capitalistes, communistes, francs-maçons, juifs, bref tout ce qui s'opposait à leur domination. Les intellectuels italiens conscients inventèrent un terme pour désigner ce phénomène : « qualunquismo ». Le mot a été fabriqué à partir de « qualunque » (quelconque). Et le fascisme de couleur islamiste a employé le même procédé : tous les mêmes, tous pourris à l'exception des islamistes. Marine Le Pen et tous les extrémistes de droite, eux aussi, recourent au même procédé. Trump idem.

Le discours du lecteur auparavant mentionné et celui à peine cité ont le même but : occulter et salir les authentiques actions et tentatives de s'affranchir de l'exploitation-domination. Ces discours justifient, même s'ils ne le croient pas, et légitiment le système actuellement dominant. Un lecteur le déclare clairement dans son commentaire. Il affirme : « Tous les pays développés ne l'ont été que grâce à l'exploitation, la confiscation des terres, les massacres, la spoliation sans lesquelles l'accumulation eût été impossible. »

Cette assertion, tirée d'une observation de Marx, dans « Le Capital », était correcte à son époque. Mais, depuis, des expériences ont prouvé qu'une accumulation est possible en excluant domination et exploitation au profit d'une coopération solidaire. Le cas le plus exemplaire a été l'expérience espagnole des « collectivités » entre 1936-1939.



Voici donc comment un citoyen, certainement de bonne foi, est conditionné à justifier, par ignorance historique, le système dont il est victime. Ce lecteur conclut : « Non, notre problème n'est pas dans l'interprétation ou dans la relation de l'histoire, il ne s'agit pas de remplacer les indus héritiers par les ayants-droits : il est ailleurs. En clair ce n'est pas en lui faisant mordre sa queue à l'histoire qu'on sortira de l'auberge !... »

Et voici comment le refus de connaître la vraie histoire est présenté comme une revendication légitime, comment sont confondus les « indus héritiers » et les « ayants-droits ». Autrement dit, usurpateurs-faussaires et authentiques combattants pour l'établissement d'une société libre et solidaire, c'est kif-kif ! Vouloir enfin écrire l'histoire de vaincus, ce serait adorer un nouveau « Veau d'Or », affirme le lecteur. Lui préfère le veau d'or de son « individuation ». Significatif exemple d'une mentalité d'esclave qui se cache derrière le paravent de l' « individuation ». Autrement dit, c'est le « chacun pour soi ! » dont j'ai parlé auparavant. Ce qui se manifeste par ce comportement : puisqu'il y a eu, il y a, et donc il aura toujours d'une part les dominés-exploités, et, d'autres part, leurs victimes, eh bien il ne me reste qu'à m'arranger pour me placer là où il faut. Et amen ! Que chacun se débrouille ! Et comme disaient Nixon et Thatcher, comme déclarent aujourd'hui Décameron ou Trump, et, avant tous ces « chefs », les idéologues du passé : Celui qui est dominé-exploité en est responsable ! Il n'a qu'à s'arranger pour devenir un dominateur-exploiteur ! Notre libre et démocratique société le permet, elle offre toutes ses chances à celui qui sait les prendre (entendons : le malin, le rusé, le cynique, l'égoïste, le cruel, bref celui qui pense uniquement à son seul intérêt, sans se soucier de celui des autres).

Toute cette conception provient d'une ignorance de l'histoire, causée par le refus, l'incapacité ou la fainéantise de déployer les efforts pour la connaître. Il n'y a pire ignorant que celui qui ignore son ignorance, disait plus ou moins Socrate.

Voici un exemple des ravages de l'ignorance qui ignore son ignorance. On voit un film hollywoodien sur la révolte des esclaves de Spartacus, ensuite on s'efforce de lire quelques brefs articles de journal sur le sujet, enfin, on lit une brochure superficielle ou l'évocation de cet événement dans un livre plus « savant », peut-être de Marx ou Engels. Et voilà ! On parle de cette révolte d'esclaves avec aplomb, comme si on en connaissait tous les aspects, causes et conséquences immédiates et lointaines. L'Ego, toujours en action,

nous berce de l'orgueilleuse illusion de savoir tout ce qui est nécessaire pour affirmer péremptoirement.

Un second commentaire de lecteur, Rabah Benali, est un exemple significatif. Il part d'un fait incontestable : trop de personnes ont utilisé et abusé du titre de moudjahid pour s'emparer illégitimement de biens matériels. Et il arrive à cette conclusion : une « "dé-moudjahdinisation" profonde à très long termes. »

N'est-ce pas, ainsi, confondre authentiques et faux moudjahids ?... Par conséquent, rejeter le bébé avec l'eau sale ?... A qui ce raisonnement profite ?... C'est, encore là, une manière de tomber dans le piège des usurpateurs-faussaires : il est dans leur intérêt que soient confondus vrais et faux ex-combattants de la guerre de libération. Ainsi, seront oubliés et éliminés les vrais. Et les faux peuvent exploiter et dominer à leur aise.

Dès lors, ne nous étonnons pas qu'en Algérie, par exemple, la lutte de libération nationale a été et demeure falsifiée pour légitimer la domination des vainqueurs. Quant à la période d'autogestion ouvrière et paysanne, qui donc en parle, même parmi l' « élite » algérienne la plus « progressiste » et « démocratique » ? Il est vrai que l'autogestion dérange et infirme le schéma marxiste conventionnel, privilégiant le « Parti » et son « Avant-garde », composée de « révolutionnaires *professionnels* » (quel adjectif ! Et quelle implication bureaucratique et autoritaire il contient !)

Moi, aussi, je fus dans ma jeunesse un marxiste convaincu, un maoïste plus exactement. C'est-à-dire un ignorant qui ignorait son ignorance. Mais, ayant conservé *avant tout* le souci du peuple laborieux, j'ai fini par comprendre mon erreur. Ainsi, j'ai pu apprécier l'autogestion et sa valeur précieuse, et donc être un peu moins ignorant.

Que les ignorants prennent le temps et la peine de lire l'histoire *réelle*, celle des *vaincus*, occultée par les vainqueurs. Ils verront comment ces derniers ont falsifié, tronqué et sali les actions de libération et de solidarité authentiques entre les citoyens du monde. Et cela depuis toujours et partout. Et cela même de la part d'un Karl Marx vis-à-vis de Joseph Proudhon et Michel Bakounine, même de la part d'un Lénine et d'un Trotsky vis-à-vis des authentiques militants des soviets (autogestion), tels Pierre Kropotkine, Stepan_Petritchenco, Makhno et Voline. Alors, on ne s'étonnera pas des actions similaires de personnages, de dimension infiniment plus petite, en Algérie.

Cependant, au vaincu dans son corps, exploité, emprisonné ou exilé, il reste son esprit. Depuis que l'espèce humaine a appris à penser, ses représentants les meilleurs ont dit, écrit et agi en sachant que tout peut être exploité et dominé chez l'être humain, mais pas son esprit, lequel active sa mémoire. Rappelons-nous l'anecdote de plus d'un militant de la liberté, emprisonné : « Entre quatre murs, je suis plus en liberté que la majorité des gens qui sont en dehors, parce que mon esprit, à moi, est demeuré libre de penser et de se souvenir, mais celui des autres n'est occupé qu'à subir ce que ses maîtres ont décidé. »

Esprit libre signifie esprit qui prend la peine et le temps de connaître la vraie histoire de l'humanité. Non pas seulement pour écrire des livres ou faire des conférences, mais d'abord afin de posséder les leçons qui s'imposent pour *lui-même*, de manière à mieux comprendre comment agir dans le présent. Et ne pas être la stupide et dérisoire victime d'un conditionnement inconscient opéré par les vainqueurs du moment. Ce processus parvient à donner au citoyen l'illusion d'être libre et de penser librement, alors qu'en réalité sa pensée et son action ne sont que le résultat programmé par ses maîtres. Lisez donc « De la servitude volontaire » d'Étienne de la Boétie ! (librement télé-déchargeable sur internet). La pire des servitudes est celle qui s'ignore et s'érige en prétention de liberté, jusqu'à revendiquer le mépris de la mémoire des faits passés, en faveur d'une société humaine libre et solidaire. Les citoyens des Etats-Unis et d'Europe ne se considèrent-ils pas libres de pensée et d'action ?... Pourquoi donc connaissent-ils si mal l'histoire de l'humanité, notamment ses luttes émancipatrices ? Pourquoi votent-ils toujours pour leurs dominateurs-exploiteurs ? Pourquoi leur permettent-ils et soutiennent-ils leurs crimes contre l'humanité dans les pays militairement plus faibles ?

2.

De la résilience

Venons à ce problème. Car il est inutile de se limiter à des constatations sans envisager de possibles solutions.

Celle qui apparaît en premier est ce qu'on appelle la résilience. Pour s'affranchir de tous les problèmes d'occultation et de déformation de la mémoire historique, il est impossible de faire l'économie de l'opération de *résilience*. Pour qui l'ignore, elle consiste : 1) à accepter d'admettre et de

connaître le passé dans ses parties significatives, celles qui conditionnent le présent, notamment de manière négative, *traumatisante* ; 2) à l'analyser de manière à en déterminer les causes non pas supposées ou mythifiées mais *réelles, même et surtout si elles nous déplaisent ou contredisent nos préjugés* ; 3) à trouver les moyens de s'en affranchir par la découverte de solutions non pas fausses, opportunistes ou superficielles, mais correctes, *même et surtout si elles nous déplaisent ou contredisent nos préjugés*. Seul doit commander le souci de vérité et de servir les intérêts du peuple laborieux, dont on fait partie.

Ce processus de résilience concerne aussi bien l'histoire d'un individu que celle d'un peuple. A propos de ce dernier, l'exemple le plus récent fut l'opération « Justice et vérité », pratiquée en Afrique du Sud après la fin de l'apartheid.

En Algérie, cette opération de résilience n'a jamais été réalisée, ni pour ce qui est du passé ni pour le présent. Tout est fait pour l'éviter, jusqu'à en ignorer même l'existence et le mot lui-même.

Ainsi, concernant l'antiquité, nous en sommes à nous glorifier de Massinissa sans admettre ses actes de soumission au dominateur romain et ses limites dans la gestion de la région dont il était le roi ; à nous glorifier de notre écriture tfinagh sans admettre qu'elle fut incapable de résister à l'action du dominateur pour l'éliminer presque entièrement ; à nous glorifier d'Apulée et de Augustin (que certain appellent « Saint »), sans admettre qu'ils écrivaient non pas dans leur langue maternelle mais dans celle du dominateur romain, et sans admettre les actes horribles de répression de la part d'Augustin contre les Donatians, coupables uniquement d'avoir une foi contraire à celle d'Augustin (ce qui se commet, aujourd'hui de la part des Sunnites contre les Chiites, ou, en Algérie, à l'encontre des Ahmadites) ; à nous (les « Arabophones ») glorifier de la conquête de l'Algérie par les Arabo-musulmans du Moyen-Orient, usant de leur terme d' « infitah » (ouverture), sans admettre pleinement (à part les Amazighes) qu'elle fut une conquête comme les autres, à savoir réalisée par l'épée et le sang versé des résistants indigènes ; à nous glorifier d'Ibn Khaldoun au lieu de nous désoler qu'il soit l'unique référence intellectuelle algérienne pour l'époque ; à nous glorifier les uns d'être « arabophones » et les autres « amazighes », sans nous efforcer à élucider la question scientifique de savoir dans quelle mesure la majorité des Algériens arabophones sont de réels descendants des conquérants moyens-orientaux ou plutôt des amazighes arabisés ; à nous glorifier de notre lutte de libération nationale sans en admettre les atrocités

injustes qui furent commises envers le peuple lui-même (par exemple égorgements de villageois parce que messalistes ou soupçonnés l'être, etc.) ; à nous glorifier d'avoir vaincu les auteurs de la « décennie sanglante » sans avoir cherché à connaître les causes réelles de cette tragédie, non pas uniquement dans les carences des dirigeants de l'État, mais également dans celles du peuple lui-même et de son élite intellectuelle ; à nous (pour certains) se glorifier d'être des « progressistes » (entendons des marxistes) sans avoir rien lu de leurs critiques de gauche, les libertaires (avec le temps, ils prouvèrent être du côté de la raison, de la réalité et du peuple laborieux) ; à chanter durant le cinquantième anniversaire de l'indépendance « mazal wagfine » (encore debout), sans reconnaître qu'en réalité nous sommes à genoux devant les faussaires et les usurpateurs, sans reconnaître notre incapacité à construire nous-mêmes une autoroute, et pas même le chapelet servant à la prière religieuse.

Bref, nous sommes incapables d'admettre et de reconnaître nos carences, diverses et graves, non pas uniquement celles des dominateurs mais également des dominés que nous sommes. Incapables d'admettre que nos carences, à nous, sont les plus *décisives*. Et voici pourquoi.

Si un coup de poing frappe brutalement une tomate, celle-ci s'écrase en mille morceaux ; si le même coup de poing frappe un caillou, c'est la main qui se fait mal. Considérons le coup de poing comme étant l'action des dominateurs. S'il frappe un peuple-tomate, il triomphe ; si, par contre, s'il frappe un peuple-caillou, ce sont les dominateurs qui en pâtiront. Philosophiquement parlant, cela signifie : la contradiction *interne* est prioritaire à celle *externe*.

Dès lors, cessons de nous focaliser uniquement sur les carences des dominateurs, en les insultant, et concentrons-nous sur nos propres défaillances, en ayant le courage de les reconnaître, de les admettre puis de chercher les solutions pour que de tomate devenir caillou, nous, les intellectuels, et, avec nous, le peuple laborieux dont nous faisons partie.

Autrement, nous méritons ce qui nous arrive. Et vouloir le cacher ou l'ignorer devient notre ultime humiliation, mais de celle-ci, nous sommes les uniques responsables. Gare au défaut d'une fierté mal placée, illégitime, pour cacher nos carences. Un exemple pour s'en convaincre : la plupart des intellectuels algériens sont fiers de leurs ex-moudjahidines et moudjahidates. Mais qu'ont-ils fait pour penser et réaliser un dictionnaire à leur propos du genre le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, appelé

communément Le Maitron ?²⁹⁶ Où seront présentés les figures de l'histoire nationale algérienne, d'abord et surtout celle des *vaincus*, rien que des vaincus, depuis l'antiquité jusqu'à aujourd'hui, car les vainqueurs ont leurs scribes et mandarins serviles rémunérés pour fournir leur version commode de l'histoire et de ses agents.

Nous, intellectuels, nous critiquons les détenteurs du pouvoir. Mais, nous, en ce qui nous concerne, ne devons-nous pas également et tout d'abord examiner nos carences ? Dans le cas examiné, en matière de relation de l'histoire de notre *peuple laborieux*, et non pas des rois, des princes, des chefs de tribus, des chefs de partis, de gouvernement, etc. ?

A ma connaissance, nous n'avons pas même été capables de recueillir les témoignages de nos ex-moudjahidates et moudjahidines de manière systématique, du point de vue de sa composante populaire laborieuse. Nous nous limitons généralement à quémander l'État pour le faire, comme les religieux superficiels attendent tout de Dieu sans se donner la peine d'agir d'abord par eux-mêmes.

Et, dans le dictionnaire évoqué, Le Maitron, ce sont des Français qui se chargent du cas Algérie²⁹⁷.

N'est-ce pas honteux pour nous, intellectuels algériens ?

Ah, oui ! Je connais la réplique : les intellectuels attendent que les détenteurs de l'État, à travers le ministère des anciens moudjahidines s'occupent de ce travail : « Ils sont payés pour ça, dit-on, c'est leur mission, non ? ».

Là encore, l'intellectuel attend d'une Autorité une action qu'elle ne peut réaliser, sinon de manière légitimant sa domination, comme le dénonçait Djamilia Bouhired à propos d'un film sur son combat pour l'indépendance. Peut-on attendre de personnes qui vont jusqu'à cacher des cadavres d'anciens moudjahidines (Amirouche) pour écrire la vraie histoire ?

En juillet 2012, j'eus l'occasion de voir à la télévision nationale une espèce d'opéra sur la guerre de libération nationale, avec présence dans la salle des officiels algériens. Je ne savais pas si pleurer d'humiliation ou crier de colère. Mais je comprenais qu'une telle présentation, si par hasard elle était vue par les anciens combattants, aurait été considérée comme totalement *injurieuse*, par la manière dont leur combat était présenté.

²⁹⁶ Voir

https://fr.wikipedia.org/wiki/Dictionnaire_biographique_du_mouvement_ouvrier_fran%C3%A7ais et <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>

²⁹⁷ Voir <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?mot216>

Généralement, l'intellectuel accuse le peuple d'attendre tout de « Dieu », sans appliquer la recommandation « Aide-toi, le ciel t'aidera ! ». Et que fait le même intellectuel ?... Il attend tout de l'État, sans se convaincre de la nécessité « Agis d'abord par toi-même sans attendre que l'État le fasse à ta place ! »... Et l'intellectuel qui s'écriera : « Mais c'est à l'État de le faire, puisqu'il représente le peuple ! » Eh bien, cet intellectuel ignore ce qu'est la nature et la fonction de tout État dans une société humaine. Il n'est là que pour justifier et consolider sa domination et ses privilèges, et toute action envers le peuple sera consentie uniquement si la pression de ce peuple est assez forte pour l'obliger à satisfaire sa demande. Il en est des dirigeants de l'État algérien comme de tous les autres, quelque soit leur caractéristique idéologique proclamée. Partout et toujours, seule la pression citoyenne populaire permet les concessions accordées par les détenteurs de l'État.

Dès lors, ce n'est que lorsque les intellectuels, même en minorité (c'est toujours le cas), commenceront à entreprendre le – certes ! - très pénible mais absolument indispensable travail de résilience sur notre histoire, et cela depuis l'antiquité, seulement alors le peuple algérien verra s'ouvrir l'espoir d'un changement positif réel. L'histoire ne montre-t-elle pas que les changements sociaux importants furent toujours et partout initiés par une minorité de personnes sachant employer correctement leur esprit et disposant du courage nécessaire pour présenter et répandre les idées correctes dans le peuple ? Et quelle est la correction dans les idées sinon celle qui favorise la liberté couplée à la solidarité parmi et entre les peuples de cette planète ?



Leçons d'octobre 1988

Le Matin d'Algérie, 5 octobre 2017

Beaucoup d'encre et de paroles ont évoqués les “événements” d'octobre 1988, autrement dit la révolte populaire, sa répression militaire et les conséquences qui ont suivi.

Tous les morts d'alors et d'ensuite, à quoi cela a servi ?

Un certain limité et contrôlé pluralisme politique, une décennie sanglante, un système qui change de constitution afin de perpétuer un homme unique comme chef d'État pendant plusieurs mandats, des élections manipulées, l'argent du peuple gaspillé, jusqu'à arriver à la planche à billet, etc., etc.

Tout cela est-il à la hauteur de la révolte populaire, de ses emprisonnés, de ses torturés et de ses morts ?

Pourquoi ce lamentable échec ?

Certains en accusent le « sommet », le « haut », les « dirigeants » ; d'autres pointent du doigt les islamistes assoiffés de pouvoir ; d'autres encore évoquent l'affairisme mafieux ; enfin, d'autres blâment l'incapacité des partis d'opposition « démocratique » et « progressiste ».

Mais, à ma connaissance, aucun ne souligne la cause qui me semble fondamentale.

Si, avant le déclenchement de son mouvement, le peuple révolté :

1) avait disposé de sa (ou ses) propre (s) organisations autonomes, convenablement structurées et fédérées ;

2) disposait d'une plate-forme d'action claire, affirmant la nécessité stratégique de l'organisation autonome des citoyens, en vue d'un objectif précis : l'élimination de la domination politique en tant que cause de l'exploitation économique ;

si donc ces deux faits avaient été présents, le mouvement de révolte populaire aurait-il accouché des déplorables résultats qui suivirent ?

Posons la question autrement.

Si toutes celles et ceux qui ont cru au changement par le « haut » (État et caste dominante) avaient, au contraire, cru et agi pour le changement pas le « bas » (mise sur pied d'un programme de citoyens libres et solidaires, et



d'organisations de citoyens également libres et solidaires), aurions-nous eu tous les échecs qui en sont les conséquences ?

Combien de fois, on m'objecte : Mais ce que tu proposes est utopique !

Qu'est-ce donc que l'utopie ? Une idée, une conception soit irréalisable, soit dont le résultat est contraire à l'attente.

Dans ce cas là, qui sont les utopiques ?... N'est-ce pas celles et ceux qui ont tablé sur un changement social positif à travers les *seules* institutions étatiques, en ignorant *totalemment* d'instituer des organisations citoyennes libres et autonomes ? L'échec de cette conception étatiste autoritaire ne prouve-t-il pas son aspect utopique ?

Il me semble que nous nous trouvons, une deuxième fois, 29 ans après, dans une situation semblable. En ce sens que toute l'attention est concentrée sur des changements venant uniquement du « sommet ». Quant aux citoyens, soit on leur demande d'adhérer ou de soutenir un parti politique (pour constituer une simple et commode « masse » de manœuvre), soit de se débrouiller par eux-mêmes (en employant un discours vague et populiste, mais sans parler d'organisation citoyenne libre et autonome)²⁹⁸, soit on fait appel à l'armée²⁹⁹.

Ainsi, le peuple, les citoyens ne sont pas même l'ultime roue de la charrette. Ils restent, comme toujours et partout, uniquement une « masse » destinée à suivre, à exécuter, à subir, à applaudir ou mourir. Évidemment, ces paroles ne sont pas dites. Le langage politicard ne le permet pas, son but étant de manipuler les citoyens de manière démagogique, en semant des illusions pour les faire gober par la « populace ».

Il n'est pas nécessaire d'être sorcier, devin ou expert pour savoir comment cela finirait. Par une nouvelle caste dominante. Au mieux, le peuple algérien aura un « socialiste » François Hollande, un « marcheur » capitaliste Emmanuel Macron, un populiste capitaliste Donald Trump, ou un nouveau ayatollah Khomeini.

Et le peuple sera toujours soumis, parce que dirigé-dominé par une caste minoritaire. Certes, celle-ci est réaliste, parce qu'elle sait quel est son intérêt et comment s'organiser pour le réaliser.

Tandis que le peuple, lui, s'il veut défendre son propre intérêt et créer ses propres organisations pour l'atteindre, il sera traité d'utopiste. Mais, à propos !... Si réellement son auto-organisation est utopiste, pourquoi la caste

²⁹⁸ Voir le premier Appel de Noureddine Boukrouh.

²⁹⁹ Voir son deuxième appel à l'armée.

dominante déploie tous ses efforts pour empêcher cette réalisation ?... N'est-ce pas parce que cette utopie est réalisable, mais qu'elle a uniquement le défaut d'éliminer toute caste dominante quelque soit sa couleur ?

Dès lors, qu'est-ce qui convient le mieux, aujourd'hui ?... N'est-ce pas de s'activer afin que le peuple, les citoyens disposent d'organisations libres et autonomes, où ils délibéreraient pour établir leur propre programme de sortie de la crise que traverse actuellement le pays, et cela de manière pacifique, démocratique et solidaire ?

Dans cette perspective, la première action n'est-elle pas de renforcer les organisations citoyennes autonomes déjà existantes, et les fédérer ? Ensuite, d'en créer d'autres, le plus possible, partout, dans tous les secteurs d'activités, sur tout le territoire, sans oublier ses parties les plus abandonnées : les bidonvilles et les douars ?

N'est-ce pas ces réalisations qui permettront le mieux d'éviter toute manipulation de mouvement citoyen (de l'intérieur ou de l'étranger), toute violence stérile et contraire aux intérêts du peuple, de permettre une solution pacifique et démocratique ?

Combien donc d'octobre 1988 et autres tragédies faut-il encore que le peuple subisse pour comprendre que lui, lui d'abord doit être le gérant de son destin, à travers ses propres organisations, libres, autonomes et solidaires ?

Enfin, qui croirait que le peuple est incapable d'affronter positivement ce défi, je demande simplement qu'on lui laisse la liberté d'agir. Alors, on le jugera sur le résultat.



Le 1er Novembre 1954 du point de vue du peuple

Le Matin d'Algérie, 30 octobre 2017

On a dit et on continue à dire beaucoup sur cette date. Mais, il me semble que quelque chose n'a pas été exprimé, du moins pas suffisamment et clairement. J'essaierai donc d'apporter ma modeste contribution. Elle n'est pas d'un historien, ni d'un expert, mais d'un simple citoyen qui, dans son enfance et sa jeunesse, a vécu ce que furent les conséquences de cette date fondamentale. Tout ce que je dirai est sous réserve que mes connaissances historiques soient pertinentes et suffisantes, et ne constitue que des pistes de réflexion pour susciter des éclaircissements approfondis.

Sur le plan *social*, en remontant dans le passé lointain, où l'agriculture était dominante, il semble que l'Algérie, contrairement à d'autres pays (Europe et Asie), n'a pas vécu de révoltes paysannes *autonomes*, c'est-à-dire déclenchées spontanément par les exploités, et menées par eux de manière autogérée, soit contre l'occupant étranger, soit contre les féodaux autochtones, soit contre les deux à la fois.

Les révoltes dont nous parlent les historiens, depuis l'antiquité, auraient été toujours décidées, organisées et dirigées par des représentants de l'élite dominante. Son but était principalement celui de sauvegarder ses intérêts, contre soit un envahisseur étranger, soit un rival autochtone.

De Massinissa à l'émir Abdekader, les résistances à l'envahisseur furent décidées, organisées et dirigées par des élites. Elles formaient, d'une manière ou d'une autre, une caste oligarchique, en ce sens qu'elle défendaient d'abord leurs intérêts de caste, qui, alors, coïncidaient plus ou moins avec celles du peuple dirigé.

Sur le plan *culturel*, non plus, l'Algérie (ni le Tamazgha) n'a pas eu d'intellectuels opposés clairement à une caste dominante. Augustin servit l'Église dominante, en massacrant les « hérétiques » qui la contestaient, notamment parce qu'ils en dénonçaient, déjà, la domination oligarchique et l'enrichissement qui en découlait. Ibn Khaldoun a produit une œuvre, certes,



fondamentale, où se trouve, plus ou moins en filigrane, une critique des castes dominantes. Mais point de critique frontale et radicales contre elles.

L'Algérie et Tamazgha n'ont pas eu leur Diogène de Sinope (ancêtre occidentale de la conception libertaire), leur Épicure, leur Socrate, leur Mozi, leur Zhuang zi (ancêtre asiatique de la conception libertaire), leur Alhallaj (mettant en question la vision religieuse de la caste dominante musulmane), leur Giordano Bruno (mettant en question la vision religieuse de la caste dominante chrétienne), etc. Tous ces intellectuels ont, en substance, d'une manière ou d'une autre, critiqué en paroles et en actes, les castes dominantes de leur époque, en partant d'un point de vue favorable au peuple exploité, et, certains, en évoquant son action autogérée.

Cependant, historiens, romanciers, poètes et artistes algériens et de Tamazgha mettent, généralement, l'accent sur les *élites* résistantes (et leurs vertus), sans jamais évoquer les *peuples* résistants. On a l'impression qu'en Algérie et en Tamazgha, caste dominante et peuple dominé constituaient une unité solidaire, sans contradictions internes. Autrement dit que là où la caste dominante a agi, elle l'aurait fait : 1) uniquement contre un envahisseur étranger, mais jamais dans un contexte de conflits entre castes dirigeantes (ex : entre Massinissa et Jugurtha, entre l'émir Abdelkader et d'autres chefs de tribus ou régions) ; 2) uniquement en faveur du peuple, et non pas, d'abord, pour défendre ses intérêts en tant que caste dominatrice.

Ce tableau rétrospectif me semble éclairer l'histoire récente, de l'Algérie comme de Tamazgha. Limitons-nous à l'Algérie.

1926 : l'Étoile Nord-Africaine. Certes, c'est un *ouvrier* qui en deviendra le chef incontesté, Messali Hadj. Et ce militant avait des sympathies certaines avec le parti communiste français, d'obédience marxiste. Qu'est-ce que cela signifie?... Que cette idéologie est, à sa manière, comme les castes précédemment mentionnées auparavant, celle d'une *caste élitaire*. Elle prétend savoir mieux que le peuple comment l'affranchir de sa servitude.

Notons que l'épouse de Messali, française, était la fille d'un militant anarcho-syndicaliste, autrement dit libertaire, c'est-à-dire concevant l'affranchissement du peuple exploité non par l'intermédiaire d'une « élite savante » et dirigeante, mais par ses propres forces, aidé en ce sens par des intellectuels qui se mettent à son service, et non pas mettent le peuple à leur service.

Cependant, dans le couple, l'esprit élitaire de type marxiste l'emporta sur celui libertaire. Au point tel que Messali devint le « Zaïm » que l'on sait, entouré de ses « cadres bureaucratiques » : comité central, bureau politique, etc. Schéma marxiste, donc hétéro-gestionnaire. Cependant, au service d'une nation colonisée, d'un peuple colonisé. En leur sein, la distinction entre « riches » et « pauvres », patrons et salariés, demeurait secondaire. Il fallait faire « front » uni contre l'ennemi colonial. Et, logiquement, sous la direction de l'« élite éclairée » qui était la seule à prendre les décisions.

Et, vu que le peuple algérien était, dans sa majorité de confession musulmane, l'élément religieux fut introduit comme facteur de mobilisation idéologique.

Après l'Étoile Nord-Africaine, vint le MTLD jusqu'à aboutir au F.L.N. et au 1^{er} novembre 1954, date du déclenchement de la guerre de libération nationale.

L'esprit d'élite hétéro-gestionnaire, donc autoritaire, demeura et se renforça.

Il se manifesta d'une manière tragique, déjà, en 1949, avec ce qui fut appelé la « crise berbériste ». Des dirigeants, au nom d'une vision « arabo-islamique », ont assassiné des militants amazighes et laïcs. Certains ont et considèrent ce conflit en terme « ethnique » entre Arabophones et Amazighophones. Personnellement, si je ne suis pas dans l'erreur, j'y vois d'abord, masqué par le motif « ethnique », une cause plus importante : l'affrontement entre une conception sociale-laïque-démocratique, et une autre ethnico-religieuse-autoritaire. La première défendait des intérêts plus favorables au peuple exploité algérien, dans son ensemble, sans distinction d'expression linguistique. Au contraire, la seconde vision était plus favorable à la caste élitaire algérienne, là, aussi, sans distinction d'expression linguistique. Preuve en est que les assassinats de dirigeants amazighes n'a pas entraîné la désaffection de la majorité des militants amazighes envers la « cause nationale », celle de se libérer d'abord du colonialisme.

Ainsi, la déclaration du 1^{er} Novembre 1954 est l'initiative d'un groupe de militants, d'abord. Mais, plus important, son action s'est opposé à la caste bureaucratique dominante dans le mouvement nationaliste, en pariant sur la mobilisation du peuple, pour la lutte armée.

Cette mobilisation n'a pas été facile. Elle fut la conséquence de deux actions complémentaires. D'une part, un travail idéologique au sein du peuple, pour obtenir son consensus. D'autre part, une certaine forme de

contrainte contre non seulement les adversaires pro-colonialistes, mais également contre les récalcitrants au sein même du peuple exploité.

Ce n'est donc pas ce dernier, des villes et/ou des campagnes, qui a pris l'initiative du soulèvement contre le système colonial, mais un groupe résolu de militants nationalistes.

Approfondissons. Afin d'obtenir le consensus le plus large nécessaire, toutes les forces sociales disponibles dans la nation furent réunies en une force commune : d'où le nom de « Front ».

Alors, la partie élitaires du peuple algérien, arabophone et amazighe, augmenta son importance sociale dans le processus. Et le peuple resta et devint davantage un simple instrument d'action, le bras armé, dirigé par une élite.

C'est alors que les contradictions au sein même du mouvement de libération nationale se sont accentuées. Au point d'aboutir à la tentative de solution : le congrès de la Soummam et la Charte de 1956. Les représentants authentiques du peuple exploité firent entendre leur voix. Et cela, notons-le, de manière unitaire : Arabophones et Amazighophones, avec les figures solidaires de Larbi Ben Mhidi et Abane Ramdane.

Les questions évoquées « Militaire / civil », « Intérieur / extérieur », religion / laïcité, démocratie, etc., reflétaient les contradictions, au sein du mouvement de libération anti-colonialiste, entre la dimension populaire (le peuple algérien du « bas » de l'échelle sociale, celui des travailleurs, qu'ils soient arabophones ou amazighophones) et celle de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie (arabophones ou amazighophones).

Le résultat est connu : par la violence, notamment l'assassinat, les représentants de ces deux classes sociales ont vaincu et conquis l'hégémonie sur le mouvement de libération nationale.

Le coup de force militaire de l'été 1962, pour s'emparer du pouvoir d'État, n'en fut que la conséquence et la manifestation logiques.

La question fondamentale

J'en viens à la question fondamentale que tous posent : Mais comment se fait-il que le 1^{er} novembre 1954 a accouché d'une société si contraire à ses aspirations ?

La réponse semble facile, claire et logique : parce que le peuple n'a été qu'un instrument, dirigé par les plus sincères amis, au début, puis, par la suite, manipulé par ses faux amis.



Pourquoi ces derniers ont récupéré le mouvement en leur faveur et au détriment du peuple ?... Parce que ce dernier ne fut jamais le maître autonome de son action politique et armée

Comment expliquer cette carence ?... Par le fait que les amis sincères du peuple, les Larbi Ben Mhidi et les Abane Ramdane, malgré toute leur bonne volonté et leur amour sincère de leur peuple, n'ont donc pas trouvé la solution afin de rendre le peuple *maître* de son action. Certes, Ben Mhidi aurait dit : « Jetez la révolution dans la rue, le peuple s'en emparera. » Mais quand la révolution fut jetée effectivement dans la rue, notamment par les manifestations populaires *spontanées et autonomes*, soulignons-le, de 1960, très rapidement l'appareil bureaucratique du F.L.N. maîtrisa et contrôla le mouvement, en le mettant à son profit.

De tout ce qui vient d'être dit, on doit conclure que le peuple algérien n'a jamais, dans toute son histoire, eut l'opportunité d'agir de manière *autonome*, en étant dirigé par des leaders qui ont su lui assurer cette autonomie d'action. Certes, Ben Mhidi et Ramdane sont d'authentiques enfants du peuple, mais ils n'ont pas su, malgré tous leurs efforts (qui leur ont coûté la vie) lui mettre son destin dans ses mains. Évidemment, ces deux dirigeants ont été, malgré eux et malgré leur volonté, les produits de circonstances historiques précises. Celles-ci ont toujours été dominées par une élite hétéro-gestionnaire, au détriment de l'autogestion sociale par le peuple lui-même.

Et pourtant !... À l'indépendance, eut lieu le miracle !... Suite à l'abandon des entreprises et des fermes par les propriétaires colonialistes et leurs complices autochtones, et en absence d'un État nouveau (avec sa bureaucratie et ses « élites » dirigeantes), des travailleurs des villes et des campagnes ont pris leur destin en main : ils ont réussi à continuer à faire fonctionner leurs unités de production, et, deuxième miracle, de manière positive !

Les causes de ce double miracle reste, à ma connaissance, encore à expliquer suffisamment.

Le 1^{er} Novembre 1954 c'est donc tout cela : une action généralement hétéro-gérée où le peuple fut un simple instrument de manœuvre, et une surprenante action autogérée.

Ce qui est à déplorer, c'est que les intellectuels algériens mettent, généralement, l'accent sur le premier aspect, en l'embellissant, et, par conséquent, occultent totalement le second aspect. Et, pourtant, ces intellectuels prétendent parler au bénéfice du peuple exploité. N'est-ce pas

parce que ces intellectuels, malgré eux, restent prisonniers d'une mentalité hétéro-gestionnaire d'élite autoritaire ?³⁰⁰

Une objection pourrait être présentée : d'autres peuples ont vécu une guerre de libération nationale, sous une direction hétéro-gérée, mais ne se sont pas trouvés dans la situation du peuple algérien. Prenons le cas le plus exemplaire : le peuple vietnamien. Son héroïque lutte anti-colonialiste puis anti-impérialiste a été hétéro-dirigée par une élite marxiste. Et, logiquement, le résultat de la victoire fut l'instauration d'une caste élitare dominante. À tel point que même le général Giap, ayant quitté le pouvoir, a vainement critiqué cette issue anti-populaire.

Dès lors, que dire ?... Qu'en Algérie, la caste qui a profité de la guerre de libération nationale s'est révélée encore nettement plus parasitaire que celle vietnamienne. Une des explications est que le Viet Nam connut, dans son passé, des révoltes paysannes puis ouvrières, agissant de manière libertaire. Pas l'Algérie. D'où l'arrogance de la caste dominante algérienne.

Posons ces ultimes questions à la réflexion, en étant conscient de leur aspect provocateur, mais salubre, vue la situation de l'Algérie : le meilleur résultat du 1^{er} Novembre 1954 est-il la libération nationale ou le surgissement de l'autogestion sociale ? Et la manière la plus fidèle de commémorer cette date est-elle de mettre l'accent sur la libération du colonialisme étranger, ou sur ce qui reste à faire : la libération du colonialisme indigène ?

³⁰⁰ Il est possible que ce constat soit modifié dans une prochaine contribution. Elle rendra compte d'un livre de David Porter : « *Eyes to the South : French Anarchists and Algeria* ». Voir ci-dessus II. AUTOGESTION : « *L'anarchisme, ce quasi-inconnu en Algérie* ».

Dossier
ABDELHAFID YAHA, UN HOMME VRAI

1.
Vérités sur la guerre de libération nationale

Je découvre avec stupeur, profonde émotion et bouleversante satisfaction l'écrit d'un citoyen algérien. Voici ses particularités : sincérité absolue, don de soi total au peuple démuné, amour inconditionnel pour la liberté et la démocratie, mépris total des privilèges et des « zaïm » qui en jouissent, lutte armée contre le colonialisme sans jamais jouer au « militaire » mais en demeurant un militant politique, encore lutte armée contre la dictature militaire, puis légale contre la caste dominante qui la remplaça, vision unitaire du peuple (amazighe et arabophone) bien que l'auteur est de Kabylie. Et tout cela sans en tirer aucun avantage matériel, mais seulement la conscience d'accomplir un devoir éthique. Cet homme, ce citoyen, ce moudjahid, ce militant ininterrompu de toute une vie s'appelle Abdelhafid Yaha. Ce qu'il dit, preuves à l'appui, demeure d'une utilité actuelle brûlante et précieuse pour toute personne ayant le sens de sa propre dignité citoyenne, qu'il soit d'Algérie ou d'ailleurs. Avec Larbi Ben Mhidi et Abane Ramdane, Abdelhafid Yaha est l'un des hommes vrais de la terre algérienne, et du combat pour la liberté réelle du peuple.

Combien de personnes connaissent le parcours de vie de Abdelhafid Yaha, ont lu son témoignage ? Il comprend les trois phases historiques algériennes : durant le colonialisme, pendant la dictature militaire, puis la très relative ouverture démocratique.

Vu l'ampleur du contenu et l'importance des observations de Abdelhafid Yaha, en rendre compte nécessite plusieurs parties. Plutôt que résumer les propos, risquant le superficiel, il est préférable de fournir des extraits pour rendre compte du témoignage.

Voici la première partie, concernant la guerre de libération nationale.

Commençons par la manière de relater son histoire.



« Il en est de notre guerre de libération comme pour nombre d'autres événements marquants : à défaut de témoignages vivants, d'écrits impartiaux, les préjugés et les ragots sont devenus des vérités historiques. Des portraits de révolutionnaires sont dressés régulièrement au rasoir. Souvent saignants, ne retenant que la moitié de la vérité. Partiale et souvent tendancieuse, la littérature guerrière abondante des anciens soldats français et de quelques historiens « révisionnistes » ont achevé cette écriture approximative et franchement pleine d'idées reçues. Ne dit-on pas qu'un mensonge ressassé devient par la force de la répétition une vérité ! »

Dès lors, quel est le but de l'auteur, Abdelhafid Yaha ?

« Mon ambition n'est bien entendue pas de refaire l'histoire. Encore moins d'intenter un quelconque procès in absentia aux ordonnateurs et acteurs de cette terrible tragédie. Les faits sont là avec tous les drames associés. Et dans de telles circonstances, la vérité est souvent en deçà des faits. Dans ces pages comme ailleurs, mon souci premier et ultime est de raconter ce que j'ai vécu. »

Dans les divers récits sur la guerre de libération, le rôle des *femmes* est généralement occulté ; ceux qui l'évoquent se contentent de signaler les « poseuses de bombes », présentées dans le film « La bataille d'Alger ». Quant à Abdelhafid Yaha, voici ce qu'il déclare :

« Et en la matière, les femmes ont fait montre d'une grande imagination. C'est grâce à leur courage et leur dévouement que nombre d'entre nous ont survécu aux ratissages. A ce stade de mon récit, je ne peux oublier leurs sacrifices. Elles méritent toute ma reconnaissance tant nombre d'entre elles ont bravé viols, tortures, emprisonnement et voire la mort pour nous apporter soutien et renseignements dans les moments les plus critiques. Devant l'emprisonnement, la surveillance, voire la liquidation des hommes, les femmes ont repris le flambeau de la lutte et ont été à nos côtés sans défaillir dans les moments les plus difficiles. »

« Ces braves montagnardes, souvent sans instruction, que le régime méprisera en les renvoyant à la cuisine une fois l'indépendance acquise, ont pour moi plus donné à la révolution que nombre de ces responsables de palace qui se sont découverts des pouvoirs putschistes à l'abri des chars en 1962.

Femmes sans peur et moudjahidate de conviction, n'en déplaise aux machistes de tout acabit, elles n'ont eu que leur détermination, leur intelligence et leur sens du sacrifice à opposer à la machine de guerre française. »

La guerre fut-elle décidée, organisée et dirigée par les chefs d'un sommet hiérarchique, comme le font croire certains, s'octroyant ainsi une « légitimité » opportuniste ?

« Il était évident que perdre un tel officier était un sacré coup pour nous, cela dit j'avoue que la lutte au quotidien était menée au niveau des démembrements subalternes de l'organisation (qasma, secteur, région, zone) en parfaite autonomie. Chaque section ou groupe prenait l'initiative et décidait seul – hormis les cas de rassemblement de forces - de ses mouvements et des actions à mener sur le terrain. »

Qu'en fut-il de l'action et de la solidarité des chefs, résidant à l'*extérieur* des frontières, en ce qui concerne les combattants de l'intérieur ?

Commençons par « la cruciale question des *armes* », comme le souligne l'auteur.

« Malgré les nombreux courriers alarmants envoyés par Abane Ramdane et des responsables de l'intérieur pour fournir l'ALN en armes et munitions, la délégation extérieure, et plus tard le Malg d'Abdelhafidh Boussof et l'EMG, n'ont rien fait. Ou pas grand-chose. On a préféré louvoyer, regarder ailleurs, voire intimider ceux qui dénonçaient à corps et à cri l'asphyxie des maquis. Le désintérêt de ces « chefs » a été, pour nous, manifeste. »

« Dans cette course à l'armement, je dois dire que contre toute règle de solidarité qui caractérise une révolution, chaque wilaya s'est débrouillée comme elle a pu. Située au centre du pays, la nôtre a été celle qui a éprouvé le plus de difficultés. »

Outre au manque d'armement, qu'en était-il de l'envoi de *combattants* de l'extérieur à l'intérieur ?

« Tout compte fait, au fil des années, les officiers de l'extérieur, que cela soit les Com Est ou Ouest, le Malg de Boussof ou même par la suite l'état-major avaient, tous autant qu'ils étaient, contribué à masser plusieurs dizaines de milliers hommes dans les bases arrières du Maroc et de la Tunisie.

Aux demandes de djounoud qui ont souhaité rentrer au pays on a opposé une indifférence troublante. J'ai appris de la bouche de certains qui avaient rejoint vers 1958 et 1959 les maquis de la wilaya III qu'il avait fallu qu'ils insistent auprès de leurs supérieurs pour qu'enfin on les autorise à franchir les barrages électrifiés et rejoindre la lutte armée de l'intérieur. Très remonté, Saci Amar m'a aussi confié l'indifférence des responsables de l'extérieur devant la situation des djounoud du maquis. Ce moudjahid était rentré en 1958 pour se battre à nos côtés.

Le processus de recrutement et de massification des djounoud dans les pays voisins s'est particulièrement accru à partir du début 1960. A quelle fin ma foi renforcer ces unités expatriées, si ce n'est pour peser dans la lutte pour le pouvoir ? Point de mystère. Et de fil en aiguille, affaiblir les unités de l'intérieur dans la perspective du cessez-le-feu. Le résultat on le connaît : le clan d'Oujda s'est imposé ouvertement dès la création de l'état-major avec et grâce justement à cette force armée laissée à l'abri des combats de la guerre de libération. »

Venons-en à l'*argent*, le nerf de la guerre : quel en furent l'importance et le mode d'emploi ?

« Combien de millions ces responsables ont-ils reçu de la Fédération du FLN de l'Europe et de pays amis ? Un pactole colossal, fruit de la sueur de notre émigration. A quelle fin ? Si ce n'est pour entretenir des contingents d'hommes loin du théâtre des combats. Ce n'était pas pour nous apporter leur soutien dans la lutte armée. Non. Ces immenses sommes d'argent auraient pu ou dû servir à apaiser la pauvreté des millions d'Algériens enfermés dans les camps de regroupement, armer et nourrir ceux qui luttaient au quotidien contre l'armée française. Mais non, cela n'a pas été le cas. On a fait barrage à cette manne financière pour les besoins des états-majors politiques et militaires de l'extérieur. Pendant toutes ces longues années de résistance, nous avons vécu de nos ressources propres. Des ressources qui provenaient justement des cotisations du peuple. »

Dès lors, la question se pose : cette armée de l'extérieur et ses chefs, ont-ils mené une quelconque guerre de libération nationale ? Si non, quel était le but de ces chefs ?

« La guerre se menait à l'intérieur. S'ils avaient pour seul objectif de libérer le pays, il n'y avait aucune raison pour que tous ces milliers d'hommes bien armés et leurs dizaines d'officiers établissent leur camp à demeure sur les terres des pays frères. Nombre de ces officiers ont été gratifiés de promotions fulgurantes. Je le dis comme je le pense. On ne pouvait décemment diriger une révolution aussi longue et coûteuse en hommes comme la nôtre, à partir de l'étranger. Autrement dit, à distance.

Elle devait se faire au milieu des révolutionnaires et du peuple. Au cœur du pays pour lequel on se battait. Comme l'ont fait au demeurant des milliers de maquisards. Trop longtemps éloignés du théâtre de l'insurrection armée, ces dirigeants et leurs clientèles sont demeurés loin, trop loin, des terribles réalités dans lesquelles vivaient le peuple algérien et les maquisards. Si ce

n'était pas une fuite caractérisée de la lutte armée, c'était en tout cas synonyme de renoncement au serment de novembre. »

À ce point s'impose la question : d'une telle situation anormale, pour ne pas dire de trahison, qui étaient les *responsables* et en quoi consistaient leurs *motifs* ?

« La révolution algérienne a été sacrifiée devant l'intérêt étroit de quelques chefs. C'était chacun pour soi. Sinon comment expliquer que les wilayas proches des frontières (la I, la II et la V) n'aient pas joué le rôle de courroie de transmission des armes pour les « frères » du centre du pays ? »

Plus précisément encore, qui étaient les chefs manquants à leur devoir, et ce qui les motivait ?

« La responsabilité de l'extérieur dans l'acheminement des armes a été énorme. Tous ceux qui étaient chargés de cette mission ont failli. Échoué. Sur le tard, j'ai subodoré, comme nombre de compagnons d'ailleurs, un abandon tacite des wilayas à leur sort. Les chefs de l'extérieur étaient plus préoccupés par les luttes de clans, les postes les plus en vue. Sinon, comment expliquer qu'au moment où les maquis se vidaient en hommes, en armes et en munitions, les unités de l'extérieur étaient suréquipées et renforcées en hommes et avec un armement flambant neuf ? »

Cette question implique logiquement une autre : à quoi visaient ces luttes pour les postes ?

« Le siphonnage des maquis n'a finalement atteint qu'un seul objectif : renforcer le pouvoir de l'état-major général, créé début 1960, dont le chef était le colonel Houari Boumediene. Cette structure n'a pas servi l'ALN de l'intérieur, celle qui affrontait l'armée française au quotidien. Mais les desseins d'un clan pour la prise du pouvoir. Je le dis aujourd'hui comme hier. A l'intérieur, nous avions d'ailleurs la dent dure contre les dirigeants du FLN réfugiés à l'extérieur. Car personne ne s'expliquait le peu d'empressement de l'état-major à soulager les troupes de l'ALN de l'impitoyable pression à laquelle elle était soumise en continu.

C'était entendu, nous considérions que tous ces responsables installés au Maroc, en Tunisie et ailleurs avaient manqué à leur devoir. Ils nous avaient lâchés. Ce constat était largement partagé entre nous au maquis. »

Malgré tout ce manque en matériel, en hommes et en argent, les combattants de l'intérieur ont réussi à contraindre la puissante quatrième armée impérialiste du monde à reconnaître sa défaite. À tel point que Che Guevarra vint en Algérie pour comprendre ce « miracle ». Il fut obtenu au prix des sacrifices les plus cruels, en sang, en larmes et en destructions,

grâce à la conviction, à l'intelligence et à l'amour absolu de la liberté de la part de militantes et militants dévoué-e-s au peuple. En passant, A. Yaha révèle les aspects vrais de deux cas fameux : la « bleuite » et l' « affaire Si Salah ».

À la lecture de son récit, les conclusions à tirer sont les suivantes :

- compter sur soi-même ;
- savoir transformer la faiblesse matérielle en force tactique, en se basant d'une part, sur la conviction de combattre pour un juste idéal, et, d'autre part, sur le lien le plus étroit avec le peuple ;
- ne pas aspirer au chef par ambition personnelle (signe de carence d'ego), cause de privilèges au détriment des camarades et de l'idéal de lutte.

Ces caractéristiques de la guerre de libération nationale, qui ont distingué l'action de Abdelhafid Yaha, ne demeurent-elles pas valables encore aujourd'hui, pour la lutte d'émancipation sociale du peuple ?

Ce qui eut lieu après le cessez-le-feu sera exposé dans la prochaine contribution.

Abdelhafid Yaha, « *Ma guerre d'Algérie : Au cœur des maquis de Kabylie (1954-1962)* », Souvenirs recueillis par Hamid Arab, Inas édition (Algérie), et Riveneuve Editions (France), 2012.



2.

Du cessez-le-feu au putsch militaire

Le Matin d'Algérie, 9 novembre 2017

Dans la contribution précédente³⁰¹, les informations fournis par Abdelhafid Yaha, dit Si Lhafid, permettent, déjà et clairement, de deviner la suite logique des événements de la guerre de libération nationale. Cette « logique », effectivement, se concrétisa.

Deux événements eurent lieu durant la guerre. Leur évocation est plus utile dans cette partie que la précédente ; ils fournissent un éclairage permettant de mieux comprendre ce qui eut lieu au cessez-le-feu.

À l'extérieur, au Maroc, là où stationnait l'armée et l'état-major, l'un des deux dirigeants les plus en vue de la guerre de libération, Abane Ramdane, fut assassiné par ses « frères » de combat (voir pp. 114 et suiv.) Le responsable en était Boussouf, le supérieur du colonel Boumediène. Puis, l'autre dirigeant le plus important, Larbi Ben Mhidi, fut arrêté (dans des circonstances plutôt étranges) et assassiné par l'armée coloniale (voir pp. 116). Avec la mort de ces deux dirigeants, auteurs de la Plateforme de la Soummam de 1956³⁰², c'est une vision politique et sociale démocratique et populaire qui fut éliminée. Désormais, la partie autoritaire, militariste, défendant une vision arabo-islamiste de type fasciste, conquiert l'hégémonie dans la poursuite de la guerre.

On arrive donc à la cessation de la guerre, en mars 1962. Voici les faits les plus significatifs avancés par Si Lhafid.

Le premier est d'ordre social ; il concerne une couche de *nantis*. Si Lhafid dit :

« A la veille du cessez-le-feu, le vent a commencé à tourner. Nombre de personnes aisées, jusque-là peu convaincues par notre lutte pour l'indépendance, prenaient contact avec nous pour régler des cotisations

³⁰¹ « 1. Vérités sur la guerre de libération nationale ».

³⁰² Voir les précieuses considérations de Si Lhafid, pp. 117 et suiv.

qu'elles n'avaient pas payées depuis des lustres. Elles voulaient se racheter et s'enlever le complexe de n'avoir pas participé à la guerre.

Toutes ces personnes, et elles ont été nombreuses, avaient senti les fragrances de l'indépendance. L'épreuve de feu presque finie, la saison des retournements de veste commença. »

Bien entendu, cette catégorie de personnes se préoccupait de conserver ses privilèges et, éventuellement, en gagner d'autres, soit en occupant des postes administratifs, soit en poursuivant ou augmentant une activité économique lucrative. Et cela par l'habituel moyen : l'argent et la corruption. Déjà !

L'autre fait qui eut lieu est plus grave, on devine lequel : la conquête du *pouvoir*. À ce sujet, le témoignage de Si Lhafid est stupéfiant. Qu'on en juge.

« Combien de chefs de l'organisation ont été préoccupés plus de leur carrière politico-militaire que de la marche de la Révolution ? Hélas, ils ont été bien trop nombreux ! »

« Pendant ce temps, il y en avait qui fourbissait leurs armes pour asseoir leur pouvoir sur le pays. Dans cette optique, l'état-major dirigé par le colonel Boumediene [situé hors des frontières, au Maroc³⁰³] a distribué grades et responsabilités à ses clientèles. C'est à cette époque que nombre de déserteurs de l'armée française ont été faits officiers supérieurs pour encadrer les unités destinées à nous combattre. »

Une autre catégorie de personnes fut incorporée dans ce plan de conquête du pouvoir :

« Combien de fois tout l'appareil militaire stationné à l'extérieur du pays a été paralysé des mois durant à cause des jacqueries ou des promotions de proches qui ne plaisaient forcément pas à tout le monde ? »

Quant aux faits affirmés par Si Lhafid ci-dessous, combien en sont informés ?

« Dois-je rappeler que l'écrasante majorité des cadres politico-militaires du FLN étaient installés à l'extérieur de l'Algérie, laissant le terrain des opérations et la lutte armée aux maquisards et à leurs officiers ?

Mais avouons que les politiques ne furent pas les seuls à rejoindre l'extérieur. On le sait, nombre d'officiers, je veux parler des colonels et des commandants, une fois sortis n'avaient plus remis les pieds sur le territoire algérien jusqu'à l'indépendance. »

³⁰³ En vue de faciliter la lecture, nous mettons des précisions entre crochets, pour informer les personnes non familiarisées avec les faits évoqués.

Cependant, restait un acteur à considérer : le *peuple*. Comment réagira-il à une prise de pouvoir illégitime ?... Si Lhafid déclare :

« En parallèle, l'EMG [État-major Général] distillait auprès de la population toutes sortes de propagandes afin de déstabiliser le GPRA [Gouvernement Provisoire de la République Algérienne] et les djounoud [combattants armés] des wilayas [provinces] qui ne lui étaient pas acquises. Des tombereaux de calomnies ont été inventés sur le GPRA et ses soutiens. Je me rappelle par exemple d'une de ces rumeurs persistantes lancée par l'état-major. Elle disait, en substance, que le GPRA avait trahi et bradé l'Algérie en signant les accords d'Evian [mettant fin à la guerre].

Loin du théâtre de la guerre et ses atrocités, ces soldats se sont permis même le luxe de dénoncer les accords d'Evian. La manœuvre était trop facile sachant qu'ils étaient loin du feu de la guerre. Comme dit le proverbe algérien : ne ressent l'incandescence des braises que celui qui en a été brûlé. C'est vrai, de là où ils étaient, ils ne pouvaient sentir l'insupportable odeur qu'exhalent les corps des moudjahidine [combattants armés] brûlés par le napalm, ni les souffrances aiguës du peuple.

L'objectif de ces menées était, bien entendu, de discréditer le GPRA aux yeux de la population ainsi que l'ALN [Armée de Libération Nationale] de l'intérieur acquise majoritairement au gouvernement légitime. Et par-là, paraître aux yeux des masses algériennes comme le seul défenseur authentique de l'Algérie.

La ruse était diabolique et franchement malsaine. »

Plus loin Si Lhafid ajoute :

« Que disaient d'autre ces fameuses rumeurs allègrement colportées parmi les troupes de l'extérieur et la population ? Que nous, moudjahidine de l'intérieur, n'avions pas tué les harkis [collaborateurs indigènes de l'armée coloniale]. Rien que ça. Bien au contraire, on les aurait incorporés dans nos rangs. Voir ! Comme si l'indépendance arrachée, notre ultime devoir était de liquider tous les harkis ou les suspects sans enquête, ni une quelconque instruction de procès. Voulait-on par-là pousser à des tueries de masse ? C'était à le croire... »³⁰⁴

Dès lors, les combattants de l'intérieur, au service du peuple, avaient compris. Si Lhafid écrit, au sujet de Krim Belkacem, de retour à Tizi-Ouzou :

³⁰⁴ Le rôle joué par les harkis, et les auteurs qui l'ont permis, seront évoqués dans la troisième partie de ce dossier.

« Je me rappelle seulement de ces paroles par ailleurs symptomatiques de la situation qui prévalait : « Il vous faut encore résister, tenir ; ce qui nous attend est encore difficile. La révolution n'est pas près de se terminer, restez fidèles à la mémoire de tous ceux qui sont morts en martyrs (...) »

A. Yaha conclut :

« L'union sacrée avait vécu. L'heure était désormais à la prise de pouvoir. A peine le premier combat fini qu'un autre allait commencer pour les militants de la liberté et de la dignité. »

Effectivement, l'armée des frontières, puissante en soldats, équipée du matériel le plus moderne, envahit le territoire, sous la direction du colonel Boumediene. Les combattants de l'intérieur qui s'opposèrent à ce putsch furent massacrés.

Quant au peuple, il sortit dans les rues en criant « Sab3 asnîne, barakât ! » (Sept ans, ça suffit ! »

D'un certain point de vue, ce comportement était compréhensible. Celles et ceux, algériens ou français ou d'autres encore, qui affirment, aujourd'hui, qu' « au temps de la France, c'était mieux », sont invité-e-s à lire ce témoignage de Si Lhafid :

« Trop de sang et de larmes ont arrosé les montagnes et les plaines de notre pays pour qu'elles ne s'ébrouent pas un jour contre le colonialisme. (...) »

Le colonialisme nous a tout enlevé. Les terres et leurs richesses étaient distribuées à sa clientèle, le gros colonat. La liberté ? Eh bien, c'était simple, nous n'avions aucune liberté. Devant toutes les privations imposées par le système colonial, nous n'avions en réalité plus rien à perdre, hormis nos vies bien sûr, que les hommes de novembre ont décidé d'offrir à la révolution algérienne. Cela a été l'ultime liberté que beaucoup d'hommes et de femmes n'ont pas hésité à prendre pour s'affranchir dans la dignité. »

Hélas ! Sept années de guerre anti-coloniale n'ont pas suffi pour les chefs putschistes. Ils poursuivirent leur guerre, celle-ci pour la conquête du pouvoir. Et ils y parvinrent par la force de leurs chars. La première fois qu'ils ont servi, ce fut pour massacrer des combattants de l'intérieur, parce qu'ils s'opposaient à la dictature.

Si Lhafid écrit :

« Car enfin, l'Algérie d'aujourd'hui est-elle celle dont nous rêvions dans les maquis ? Assurément non. Dès le premier été de l'indépendance, notre pays a été plongé dans une nouvelle oppression ; celle de l'état-major général de Houari Boumediene soutenu par quelques politiques ambitieux. »

Le plus représentatif d'entre eux fut Ahmed Benbella, auto-proclamé, grâce aux chars, premier président de la république. Elle fut déclarée « démocratique et populaire », deux mensonges pour un régime autocratique et oligarchique.

Le reste est connu. Dès lors, ce régime s'abattit sur le peuple. Il fut un fascisme (dans les méthodes de domination) masqué de couleur rouge (celle du « socialisme spécifique ») et de couleur verte (l'arabo-islamisme)

Cependant, un problème persiste jusqu'à aujourd'hui. Si Lhafid le souligne. Il concerne la *vérité historique*, occultée par les vainqueurs :

« Malheureusement toutes ces précieuses archives qui retracent la marche de notre révolution demeurent encore aujourd'hui pour l'essentiel inaccessibles aux Algériens. Quel sens donner à cette mise sous séquestre si ce n'est la crainte que l'histoire nous renvoie des vérités dérangeantes pour nombre de personnalités politiques qui accaparent encore les cercles du pouvoir ? Il est maintenant évident que dans le maelström de la lutte que nous avons menée, les objectifs des uns n'étaient pas ceux des autres. Pendant que les maquisards tenaient vaille que vaille un maquis chaque jour un peu plus intenable, en Tunisie et au Maroc nos soi-disant décideurs, politiques et militaires, se constituaient des coteries, un puissant appareil militaire pour peser sur la direction du FLN/ALN. »

Reste à exposer comment Si Lhafid a poursuivi, avec d'autres, la lutte contre la dictature indigène. C'est l'objet de la contribution suivante.



3. **Du putsch militaire de 1962 à la veille de la création du F.F.S.**

Le Matin d'Algérie, 11 novembre 2017

Après avoir présenté les vérités sur la guerre de libération nationale, puis la période entre le cessez-le-feu et le premier putsch militaire qui installa la dictature, nous abordons le contenu du second tome³⁰⁵ du témoignage de Abdelhafid Yaha, dit Si Lhafidh. Rappelons qu'il fut un militant du PPA/MTLD, puis officier dans l'A.L.N [Armée de Libération Nationale], celle de l'intérieur.

Situation à la fin de la guerre : la régression

Voici comment Abdelhafid Yaha vécut la toute première période de l'indépendance :

« En ce jour du 19 mars 1962, date du cessez-le feu qui signait la fin de la guerre et de l'occupation française, j'avais cru pouvoir déposer les armes, avec la satisfaction du devoir accompli. Le peuple algérien avait laissé éclater sa joie sous un ciel plus bleu que jamais. La liberté, contenue et réprimée durant plus d'un siècle, allait enfin trouver sa place en cette terre meurtrie d'Algérie. Mais, elle sera réprimée une nouvelle fois, et pourchassée par des fiers-à-bras qui ont violé la Révolution, volé la victoire, trafiqué l'histoire, usurpé des titres de gloire. Des opportunistes qui, pendant les années de feu, étaient tapis derrière les frontières, au Maroc, en Tunisie, en Libye et en Égypte. A défaut d'avoir libéré le pays, ils n'hésiteront pas à l'envahir. A la tête d'une armée de 35.000 à 40.000 soldats bien équipés, une poignée d'officiers, dont certains fraîchement déserteurs de l'armée française, fera son baptême du feu en tirant sur les maquisards de l'intérieur qui avaient tout sacrifié, leurs biens, leur famille, leur vie pour que l'Algérie vive libre et indépendante.

³⁰⁵ Abdelhafid Yaha, « *FFS CONTRE DICTATURE : De la résistance armée à l'opposition politique* », Mémoires recueillis par Hamid Arab, tome II : 1962 – 1990, Koukou Editions, Alger, 2014.

L'épopée de la libération virait au tragique vaudeville, et le pays tombait sous la coupe autoritaire du duo Boumediene-Ben Bella. »

Notons que la transformation d'une rupture sociale révolutionnaire en un système totalitaire conservateur n'est pas spécifique à l'Algérie. Si Lhafidh rapporte :

« Dans un style qui lui est propre, la mise en garde de l'Abbé Bérenguer, qui occupe l'un des seize sièges réservés aux Pieds-noirs [les Algériens d'origine européenne, dans la première assemblée constituante algérienne], est prémonitoire :

- L'histoire est pleine de révolutions qui ont commencé dans la liberté et qui ont fini dans la servitude. »

Les deux plus fameux cas furent les révolutions française de 1789, et russe de 1917.

Voici comment cette transformation sociale contre-révolutionnaire eut lieu. Les observations suivantes ne sont pas dans le témoignage de Si Lhafidh. Elles les complètent. Une majorité de moudjahidines, de politiciens et de militaires tiraient profit de la confiscation de la liberté populaire. Les uns occupaient des postes de responsabilités ; d'autres accaparaient des biens dits « vacants », abandonnés par les propriétaires colonialistes ou leurs complices indigènes ; d'autres encore occupaient les postes et accaparaient les biens. Notons qu'aujourd'hui encore le même processus existe.

Quant au peuple, il ne sut pas faire autre chose que se résigner. Personne ne l'avait préparé à prévoir cette situation contraire à ses intérêts, encore moins à savoir comment la combattre et l'éliminer. Malgré tout leur dévouement au peuple, les combattants de l'intérieur n'ont pas pu préparer le peuple à la résistance contre la dictature militaire, pourtant programmée et mise en cours dès 1956, suite à l'assassinat de Abane Ramdane, et au rejet du programme social démocratique de la Plateforme de la Soummam. Voilà une leçon à méditer : un peuple non préparé à se défendre contre ses ennemis est toujours vaincu.

À l'opposé, Si Lhafidh fut parmi ceux qui restèrent fidèles à leur idéal : respect du peuple et démocratie sociale.

« Fallait-il se taire ? Écouter l'herbe pousser au lieu d'agir ? Abandonner l'héritage de Novembre et de la Soummam ? Non, je ne pouvais me résoudre à cette triste fatalité. Je n'étais pas le seul, car le pouvoir s'était construit contre l'Algérie profonde. La vraie. Nous étions nombreux à croire que la



lutte devait continuer. Pour l'Algérie, dont nous rêvions dans les maquis. Celle que nous avons promis de bâtir aux populations démunies qui nous avaient soutenus durant les durs moments de la lutte armée. Nous l'avons juré devant les tombes creusées à la va-vite de nos compagnons tombés au champ d'honneur.

Nous ne devons pas oublier ces hommes et ces femmes des moments difficiles qui avaient tout sacrifié pour que vive l'Algérie dans la liberté et la dignité. Il était de notre devoir de nous occuper de leurs veuves et de leurs enfants. Si nous, nous ne le faisons pas, qui le ferait ? »

Caractéristiques de l'opposition : la division des « chefs »

« Jusqu'à la proclamation du FFS, l'opposition, éclatée, était réduite à la dissidence de quelques personnalités, appuyées parfois par des groupes de sympathisants plus ou moins déterminés. La rapide structuration du FFS va lui donner plus de force et de crédibilité. Avec un bastion de militants et de sympathisants, une réelle profondeur sociale, et des prolongements auprès de moudjahidines, de militants, de syndicalistes et d'étudiants, il devient très vite une redoutable machine contre le régime.

L'alliance des figures de proue des anciennes wilayas III et IV, et de personnalités politiques de divers horizons, a mis le duo Ben Bella-Boumediene en alerte. »

Comment, alors, répond ce duo de « révolutionnaires » ? Qui a suivi l'histoire depuis l'assassinat de Abane Ramdane ne sera pas surpris par leur réponse :

« Aux problèmes politiques posés, ils répondent par la violence des armes. En un temps record, ils mobilisent d'importants renforts militaires, et dépêchent la troupe en Kabylie. A peine une année après l'indépendance, le bastion de la Révolution qui n'a pas encore pansé ses blessures est occupée par l'ANP... »

Suit l'exposé de Si Lhafidh. Il explique dans le détail, preuves à l'appui, comment le processus de guerre de libération nationale a abouti à ce qu'il appelle « le temps des militaires ». Il y démontre ceci :

« S'il y a un groupe qui a choisi l'illégalité, c'est bien ce conglomérat douteux d'ambitieux et d'opportunistes qui s'est rallié à Ben Bella, et non les fidèles au GPRA, signataire des Accords d'Evian au nom de l'Algérie combattante. »



Après l'emploi de la force pour conquérir le pouvoir, le duo Ben Bella-Boumediene met en place les institutions politiques concrétisant sa dictature. L'instrument principal fut le parti unique qui avait guidé la guerre de libération nationale, puis l'organisation des travailleurs.

« Les syndicalistes ne sont pas épargnés par le régime « socialiste » de Ben Bella, qui ne pardonne pas à l'UGTA sa neutralité lors du conflit entre le « groupe de Tlemcen » et le GPRA. Les accords conclus le 19 décembre 1962 entre le gouvernement et l'UGTA garantissant l'autonomie de la centrale syndicale sont violés au bout de quelques semaines. Le sort de cette organisation, jugée trop indépendante, sera scellé lors de son congrès, le 19 janvier 1963. Et c'est Bachir Boumaâza, ministre du Travail, qui usera de méthodes énergiques et de pratiques peu orthodoxes pour écarter l'ancienne direction, jalouse de son autonomie, et la remplacer par des éléments plus dociles.

Par ces procédés peu honorables, le régime a étouffé dans l'œuf toute velléité d'organisation syndicale libre, inaugurant ainsi, et pour longtemps, l'ère des « courroies de transmission » inféodées au pouvoir. »

Dans la contribution précédente³⁰⁶ fut annoncé un complément d'information sur le problème des harkis. Nous y voici. Rappelons que, durant la crise de l'été 1962, le régime avait accusé les combattants de l'intérieur de les incorporer à eux contre l'armée de l'extérieur. Voici la vérité de Si Lhafidh :

« Mais nous savons toutefois qu'en octobre 1963, pendant les quelques semaines qu'a duré la guerre des frontières contre les forces armées royales marocaines, des harkis emprisonnés ont été approchés avec cette proposition : rejoindre les rangs de l'ANP pour aller combattre l'armée marocaine aux frontières ouest, ou continuer à purger leur peine de prison. Dans un sursaut de rédemption, beaucoup d'entre eux n'ont pas hésité à endosser la tenue verte de l'Armée nationale populaire. C'était une chance inespérée pour ces soldats perdus de la guerre de libération.

Par une de ces ironies dont l'histoire a le secret, ces harkis devenus de vénérables soldats de l'ANP ont été, quelques semaines plus tard, utilisés une seconde fois par l'ANP. Cette fois-ci, ce fut pendant les ratissages contre les anciens maquisards de l'ALN qui avaient rejoint le Front des forces socialistes (FFS) entrés en rébellion contre le régime des deux B : Ben Bella et Boumediene. C'était décidément un monde à l'envers qui se dessinait pour l'Algérie nouvelle. »

³⁰⁶ « 2. Du cessez-le-feu au putsch militaire ».

Conquête de l'hégémonie : les moyens

Mais comment le duo Ben Bella-Boumediène a réussi à conquérir l'hégémonie ?... Si Lhafidh fournit la réponse.

Auparavant, ont déjà été évoqués les occupations de postes administratifs et les mains mises illégales sur les biens dits « vacants ».

Venons à l'aspect politique.

D'une part, de manière inexplicable, certaines personnalités ont soutenu les usurpateurs du pouvoir, tels Ferhat Abbas et Mohamed Khider.

D'autre part, les opposants ne surent jamais s'unir. Notons cette caractéristique. Elle constitue un aspect permanent de l'histoire algérienne jusqu'à *aujourd'hui*.

Au contraire, le récit de Si Lhafidh montre que l'une de ses préoccupations fondamentales était l'union de l'opposition. Il affirma, et le récit fournit les preuves concrètes de son comportement :

« Quels que soient les différends qui subsistent, nous devons nous unir. Si nos adversaires arrivent à se rassembler, pourquoi pas nous ? Si chacun campe sur ses positions, nous ne pourrons rien faire... » (...) « J'ai toujours essayé de rassembler les militants, même ceux ayant des sensibilités différentes, pour que la cause en ressorte renforcée. »

Hélas ! Non seulement il n'y parvint jamais, mais il en fut généralement la victime. Il constate, et par ce qu'il affirme l'on comprend les calomnies et les trahisons qui l'ont souvent visé :

« S'ils font tous le même constat politique sur les dangers de militarisation du régime qui ne peut déboucher que sur une dictature, la synthèse des forces bute sur les ambitions des dirigeants, qui rêvent tous d'être « Calife à la place du calife ». »

Ainsi, nous découvrons l'une des qualités fondamentales de Abdelhafid Yaha : le refus et l'opposition à toute forme d'autoritarisme en général, et, en particulier, celui incarné par des « personnalités » intéressés au rôle de « Chef » unique. Si Lhafidh était, à sa manière, un *autogestionnaire*. Et nous verrons, dans les parties suivantes, notamment la dernière, ce que ce choix, authentiquement démocratique, lui coûtera, jusqu'à la fin de sa vie. En Algérie, comme dans le monde, qui dénonce le rôle néfaste des « Zaiïms » et des « icônes » se condamne toujours à l'isolement et à la calomnie. Elles sont l'œuvre précisément des « Zaiïms » et des « icônes » ; ils parviennent,

hélas !, généralement à tromper le peuple et même les militants les plus honnêtes.

Du point de vue politique pratique, les faits les plus marquants relevés par Si Lhafidh furent les suivants :

« (...) Mohamed Boudiaf annonce, le 2 novembre 1962, la création du Parti de la Révolution Socialiste, un mouvement jamais reconnu qui sera très vite réprimé. D'autres encore, comme le Parti Communiste Algérien, ont choisi de s'adapter au fait accompli, dans l'espoir d'accompagner l'option socialiste proclamée par le régime. Interdit fin novembre 1962, le PCA continue malgré tout de soutenir Ben Bella jusqu'à sa chute le 19 juin 1965. »

Et voilà découverte une des illusions de ceux qui croyaient à l'aspect « révolutionnaire » du régime dictatorial :

« Comble des paradoxes, l'Algérie, terre d'accueil pour les révolutionnaires du monde, est devenue le tombeau des libertés pour les opposants et les contestataires algériens. »

En fait, le paradoxe n'est qu'apparent. Ces révolutionnaires avaient généralement une mentalité marxiste autoritaire étatiste. Cette vision leur facilitait la croyance dans l'aspect « révolutionnaire » et « socialiste » du nouveau régime algérien, d'autant plus qu'il le proclamait à tous les vents.

Cependant, Abdelhafid Yaha et ses compagnons ne se laissent pas tromper, et ne s'accommodent pas de cette imposture. Comment ? C'est l'objet de la partie suivante.



4.

Création du F.F.S. : la résistance politique

Le Matin d'Algérie, 14 novembre 2017

Dans la partie précédente, nous avons examiné la situation qui portait à la naissance de formes de résistance citoyenne au putsch militaire de 1962, malgré les retournements de veste de personnalités politiques et militaires, et les compromissions du P.C.A. [Parti « communiste » algérien]. Ils ont préféré profiter, chacun à sa manière, de la situation arbitraire créée.

Concernant le P.C.A., on constate qu'il est dans sa nature idéologique même de « louvoyer » avec le pouvoir, sous prétexte de « soutien critique ». Ce genre de parti, depuis Karl Marx³⁰⁷, aime trop le Pouvoir et l'État, pour savoir s'en distancer de manière convenable, en choisissant résolument le peuple dominé. Nous avons déjà eu le parti « communiste » français qui mit un certain temps avant de reconnaître la légitimité de la guerre de libération nationale algérienne. Il en fut de même de sa « succursale » algérienne. Par la suite, dans la « logique » de ce parti, vint le « soutien critique » aux chefs de la dictature nouvelle, masquée de « socialisme spécifique ».

Alors, demanderait-on, comment expliquer qu'un Si Lhafidh et d'autres de ses compagnons n'ont pas suivi le courant en s' « adaptant » à la nouvelle situation de dictature militaire ? Voici l'explication. Elle est *fondamentale* et constitue une des *clés* de l'histoire algérienne jusqu'à *aujourd'hui* :

« Malgré nos uniformes³⁰⁸, nous nous considérons toujours comme des militants. Tout occupés à résoudre les problèmes de la population et à édifier notre État, nous ne réfléchissions pas en militaires mais en militants. »

Et cela, au point qu'ils ont transformé des casernes en... écoles !

Ainsi, naquit un nouveau parti. Dans une première phase, sa lutte était limitée au domaine *politique*.

³⁰⁷ Voir la critique de Michel Bakounine contre le concept de « dictature du prolétariat » (en réalité, une formule inédite pour justifier l'existence de l'État, sous une autre forme) et contre le parlementarisme (pratiqué par K. Marx et F. Engels, au détriment de l'opposition radicale).

³⁰⁸ Si Lhafidh était officier de l'A.L.N., Armée de Libération Nationale, combattant à l'intérieur. Les mots entre crochets sont les miens ; ils fournissent les clarifications aux personnes non familiarisées avec les faits présentés.

« Contre le coup de force, le Front des Forces Socialistes avait refusé le bâillon comme étendard de l'Algérie indépendante en se dressant, en cet été trouble de 1963, contre l'arrogance des nouveaux maîtres du pays. La dictature en marche nous avait contraints, nous, combattants de l'intérieur, à reprendre le chemin des maquis pour jouer les prolongations.

Ce livre [le tome 2] est l'histoire du FFS, feu sacré entretenu pendant un quart de siècle pour résister à la dictature des faussaires. Au crépuscule de ma vie, j'estime qu'il est temps d'en faire l'inventaire et de dire des vérités. Y compris les plus amères... »

Toute l'originalité de ce témoignage, par rapport à d'autres, est précisément la révélation totale, preuves concrètes à l'appui, des vérités « les plus amères ». Résultat ? Nous verrons le prix que leur auteur aura à payer, même de la part de personnages les plus surprenants.

Mais revenons à la création du F.F.S. Abdelhafid Yaha explique les motifs fondamentaux de sa création.

« L'Algérie qu'incarne le pouvoir politique n'est pas celle dont nous avons rêvée dans les maquis. Installés à la tête de l'État par la force, ces hommes représentent tout ce qui nous était étranger : le clanisme, la prédation, le clientélisme et l'usurpation des symboles de la Révolution.

L'Algérie mérite mieux et nous ne pouvons nous taire plus longtemps. Après quelques mois d'observation, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait agir. Car, ne rien faire, c'est renier notre combat et trahir le serment fait à nos martyrs.

Nous décidons alors de créer un mouvement d'opposition comme réponse politique aux errements autoritaires d'un pouvoir de fait accompli imposé par la force. Le FFS est proclamé le 29 septembre 1963. »

Si Lhafidh en explique ainsi la genèse :

« Fidèle à mes convictions j'ai très tôt pris mes responsabilités pour poursuivre la lutte. Il était dans le droit fil de la plate-forme de la Soummam de nous opposer au pouvoir personnel. Afin de continuer le combat inachevé pour la liberté et la démocratie, je me suis dressé, avec d'autres anciens militants nationalistes, contre le régime autoritaire de Ben Bella-Boumediene. En juin 1963, à l'initiative du colonel Mohand Oul Hadj, Krim Belkacem et moi-même nous avons décidé de lancer un mouvement d'opposition. Deux mois plus tard, celui-ci prendra le nom du Front des Forces socialistes. »³⁰⁹

³⁰⁹ Citation extraite du tome 1, déjà cité dans la partie 1 de ce dossier.

Régionalisme ou patriotisme ?

Si Lhafidh fournit, alors, la première des informations occultées, au sujet de ce parti d'opposition :

« Contrairement aux allégations de la propagande officielle qui tente de nous isoler, ce n'est pas une région d'Algérie qui s'est dressée contre le reste du pays. Car, cette terre est la nôtre dans toute sa splendide immensité. Au demeurant, la présence parmi nous de femmes et d'hommes originaires de plusieurs régions, révoltés par le pouvoir personnel, l'arbitraire et la chasse aux contestataires, atteste de notre volonté commune de freiner l'autoritarisme en marche. »

La réalité sur laquelle la propagande officielle jouait était celle-ci :

« la Kabylie devient très vite la plaque tournante de l'opposition. »

Nous avons là une explication sur l'une des manières de la caste dominante indigène, bonne élève de la caste colonisatrice passée, d'appliquer la règle de l'empire romain : «diviser pour régner ». Cette règle consiste à manipuler le régionalisme, en l'occurrence Kabyles-« Arabes », pour perpétuer sa domination.

En effet, supposons que le mouvement d'opposition du FFS fusse né en Oranie. Aurait-on dit que ce sont les Oranais qui « se dressent contre le reste du pays », notamment contre les Amazighes ? La réalité est simple. La Kabylie fut l'une des régions, avec les Aurès (deux territoires montagneux où sévissait la plus grande misère), qui a souffert le plus lors de la guerre de libération nationale. Dans le premier tome, Si Lhafidh en fournit les preuves ; toutefois, jamais il n'en tire une quelconque « fierté régionaliste », mais, en authentique patriote algérien, il a toujours en vue l'ensemble du territoire national. Vue l'importance de l'argument, aujourd'hui, répétons son affirmation, à peine mentionnée ci-dessus : « cette terre est la nôtre dans toute sa splendide immensité ».

L'autre motif qui fit de la Kabylie la région qui s'opposa le plus à la dictature militaire, notamment par rapport aux Aurès, fut l'existence de militants plus conscients, influencés par la conscience plus profonde et plus éclairée des émigrés algériens, notamment kabyles, en France.

Ainsi, le F.F.S., contrairement aux allégations officielles du régime, fut une réaction de la partie la plus consciente, la plus résolue et la plus proche du peuple algérien, dans son ensemble. Preuve en sont les faits que Si Lhafidh fournit dans son témoignage.



À propos d'un chef historique

On arrive à une autre révélation de Si Lhafidh. Il s'agit des comportements assumés par Hocine Aït Ahmed, l'un des dirigeants historiques de la guerre de libération nationale.

Une première fois, Si Lhafidh et ses compagnons, notamment Mohand Oulhadj, ex-colonel de la willaya III, durant la guerre anti-coloniale, lui proposent de se joindre à eux pour la formation du parti. Il refuse et propose un ... « coup de force militaire ». Les deux autres le rejettent. Si Lhafidh écrit :

« Mohand Oulhadj ne cache pas sa déception :

- Ce n'est pas la première fois qu'Aït Ahmed refuse d'être à nos côtés. Même lorsque le clan d'Oujda est entré de force avec l'armée de l'extérieur, il n'a pas voulu être parmi nous pour défendre la légitimité du GPRA [Gouvernement Provisoire de la République Algérienne]. A l'époque, rappelez-vous, on l'avait invité à nous rejoindre, mais il a préféré partir en France.

C'est la deuxième fois qu'il nous fait faux bond... »

Enfin, Hocine Aït Ahmed finira par accepter d'être le secrétaire général du F.F.S. Mais il faut lire le compte-rendu des événements qui le portèrent à ce poste, et quel fut l'importance du rôle de Si Lhafidh dans cette promotion. Ainsi, l'on découvrira une certaine manipulation de la vérité, au profit de Aït Ahmed, et au détriment du second. Les motifs de cette occultation seront présentés dans la dernière partie de ce dossier.

Ceci dit, il est très instructif de lire la déclaration de proclamation du FFS. Voici le début :

« La résistance du peuple algérien au coup de force constitutionnel a acculé le régime à découvrir son véritable visage. Les tenants du pouvoir ont recouru aux méthodes coloniales de corruption et de menaces les plus basses et les plus odieuses afin de bâillonner et de truquer la volonté populaire.

Le masque est tombé. La légende du zaïm [en arabe, le Chef « génial et infaillible »], du militant suprême, du super-khalife [en référence aux souverains des dynasties arabes du passé] a crevé comme un ballon de baudruche. Par son abstention, encore plus massive, le peuple algérien a dit, le 15 septembre, un NON net et vigoureux au despotisme oriental et à ses instruments néofascistes. Les deux mascarades électorales ont clarifié la situation politique et fait apparaître l'opposition d'un homme assoiffé de



pouvoir aux traditions révolutionnaires et démocratiques de notre peuple, d'une minorité d'usurpateurs à la majorité des citoyens, d'un clan à la nation, d'un groupe d'inconditionnels à l'ensemble des militants, pour qui la construction du socialisme est inséparable du respect de la personne humaine, de la liberté et de l'adhésion consciente.

Le potentat règne malgré le peuple et contre le peuple, et déjà en violation flagrante de la pseudo-constitution. La torture sévit dans les locaux de la PRG [Police des Renseignements Généraux], de la gendarmerie et de la sécurité militaire. La pseudo-constitution rejoint les serments de carrefours, les promesses de coulisses et les innombrables engagements solennels pris et trahis par Ben Bella. »

À la lectrice et au lecteur de constater quelles sont les différences et les ressemblances entre cette époque de 1963 et l'actuelle de 2017. Ainsi, on découvre la logique et la nature des régimes qui ont dominé l'Algérie depuis l'indépendance.

Du colonialisme au néo-colonialisme

Le 30 septembre 1963, revient sur le devant de la scène le problème des ex-officiers de l'armée française, dans une déclaration publique du FFS :

« Le cycle est bouclé. Après l'enlèvement du Colonel Saout El-Arab il y a deux mois, après le relèvement de ses fonctions du Colonel Si Othmane, après la mise sur la voie de garage du Colonel Zbiri et devant les menaces qui pèsent sur le Colonel Chaâbani, la séquestration du Colonel Si Hassan et de ses frères de combat dans le but de leur extorquer, malgré leur qualité de députés, et en violation de leur immunité parlementaire, des déclarations incompatibles avec leur dignité et leur honneur de militants, un des derniers chefs de l'intérieur, le Colonel Mohand Oulhadj, vient d'être relevé de ses fonctions (...) Ainsi apparaît la volonté du pouvoir d'éliminer définitivement tous les militants révolutionnaires de l'intérieur au profit des ex-officiers de l'armée française. »

Pendant ce temps :

« (...) des dizaines de militants ou sympathisants du FFS seront jetés en prison, sans le moindre procès. Pire encore, l'Algérie qui avait interpellé la conscience universelle sur l'usage de la torture pendant la guerre de libération nationale, se retrouve dans le camp des tortionnaires contre ses propres enfants. Le cri des suppliciés du centre d'interrogatoire de Notre-Dame d'Afrique dirigé par le sinistre commissaire Hamadache, hante encore



les cauchemars des centaines de patriotes qui ont subi « la question ». Chef d'une police parallèle dépendant de la Présidence et assuré d'une totale impunité, Hamadache n'a pas hésité à enlever des militants, à pratiquer les pires tortures et à commettre de nombreux assassinats. »

En présence d'une telle situation générale (domination de caste, et répression des opposants voulant réellement la démocratie en faveur du peuple), ceux qui se proclamaient « progressistes » et « démocrates » sont restés sinon dans un silence assourdissant, du moins ont formulé des paroles accommodantes, au nom du sacro-saint « soutien critique », dont le nom réel est compromission.

Que fut, alors, la réaction des militants du F.F.S. ? Elle sera exposée dans la partie suivante.



5.

De la guerre sociale armée au 2ème putsch militaire

Le Matin d'Algérie, 16 novembre 2017

Devant la répression impitoyable de l'opposition politique du F.F.S., ce parti fut obligé de compléter son action politique, devenue clandestine, par la résistance *armée*. Elle naquit dans les maquis où fut menée la guerre anti-coloniale. Cette deuxième fois, la lutte était organisée contre la dictature indigène qui remplaça la domination étrangère.

Bien entendu, le régime a répondu selon la logique de sa nature : la mobilisation de l'armée contre les révoltés. Là, notons un fait significatif. De la même manière qu'en Russie, les contestataires de la dictature bolchevique ne voulurent jamais être les premiers à recourir à la violence, pour ne pas assassiner leurs propres camarades de l'armée « rouge », les combattants du F.F.S. ont refusé d'être les premiers à employer les armes contre leurs frères de l'armée dite « nationale populaire ». Si Lhafidh écrit :

« Nos ordres étaient clairs : pas question de tirer les premiers. »

Un peu plus loin, il en explique le motif :

« C'est le régime qui est plutôt notre ennemi, car il a intérêt à ce qu'on s'entre-tue entre militaires. »

Et, comme en Russie bolchevique, ce fut le régime « socialiste » algérien qui lança son armée contre les contestataires de sa dictature.

Encore le problème de l'union de l'opposition

Une première tentative eut lieu. C'est là une deuxième preuve (la première fut indiquée dans la partie précédente) que le F.F.S. n'était pas une manifestation régionaliste kabyle.

« Juillet 1964.

Depuis sa libération de prison en novembre 1963, Mohamed Boudiaf s'est rapproché de notre mouvement. Les premiers contacts avec Boudiaf et son parti, le PRS [Parti de la Révolution socialiste], remontent à l'hiver 1963, pendant la trêve armée avec le pouvoir. Je suis en compagnie de Hocine Aït

Ahmed lorsque Boudiaf est venu au village d'Ath Ali Ouharzoune [en Kabylie], pour envisager avec nous le rassemblement de l'opposition. »

Une décision a suivi :

« Boudiaf invite ses sympathisants à quitter l'armée et à rejoindre le maquis, sur les hauteurs de Collo. Moussa Hassani renonce alors à son poste de ministre des Postes et télécommunications pour diriger un maquis d'une centaine d'hommes dans le Constantinois [Est algérien]. »

Mais, hélas !, encore une fois intervint l'habituelle tradition négative : l'ambition d'être le chef. Elle porta à des décisions unilatérales.

« Début juillet 1964, Boudiaf nous envoie une déclaration dans laquelle il annonce la création du CNDR [Conseil National pour la Défense de la Révolution, ndlr]. Il a désigné un conseil de 13 personnes ; parmi les responsables de notre mouvement, Boudiaf a retenu Hocine Aït Ahmed et le Colonel Si Sadek pour représenter le FFS. Une décision unilatérale, pour laquelle nous n'avons pas été consultés ! Pour nous, la surprise est totale ; aucun des deux dirigeants du FFS n'a jamais participé à une quelconque réunion pour prendre une décision pareille.

Après cette déclaration, Mohamed Boudiaf coupe les contacts avec nous.³

Mais voilà plus grave, et plus surprenant (les « amères vérités » révélées par Si Lhafid) de la part d'une personnalité telle que Mohamed Boudiaf :

« Parti en France, il laisse ses partisans dans les maquis sans nouvelles, ni moyens. Au bout de quelques semaines à crapahuter dans les monts de Collo, Moussa Hassani nous dépêche un agent de liaison avec une lettre alarmante : Nous sommes démunis, sans argent et sans contact avec la population, s'inquiète-t-il.

La lettre de Hassani est un véritable appel de détresse. Manifestement, les partisans de Boudiaf étaient mal préparés à une entreprise de guérilla. La solidarité des maquis nous pousse naturellement à répondre à leur appel ; Hocine Aït Ahmed leur envoie une importante somme d'argent. De là, nous restons en contact avec eux jusqu'à la mi-octobre 1964. »

C'est dire que les combattants de la région kabyle étaient mieux organisés et mieux préparés.

Voici plus grave encore :

« Profitant de la création du CNDR, Boudiaf tente de récupérer les militants du FFS dans l'émigration ; Benyounès refuse de le laisser faire. Il nous envoie un courrier pour nous faire part de cette tentative de caporalisation de notre organisation. Nous lui expliquons que Boudiaf agissait seul et qu'il n'était pas mandaté pour parler en notre nom.



Quelque temps après, Boudiaf abandonne le sigle du CNDR pour reprendre celui du PRS. »

Par contre, un autre dirigeant historique de la guerre de libération eut un comportement différent, positif, de collaboration unitaire. Si Lhafidh dit :

« Par une déclaration à la presse, le 30 juin 1964 à Paris, Mohamed Khider coupe les amarres avec le régime et dresse un réquisitoire implacable : « Depuis avril 1963, ma rupture avec le régime se précisait à mesure que le pouvoir s'engageait dans une politique de déviation, de démagogie et de falsification. Cette rupture, je dois le dire, est devenue aujourd'hui totale. D'où mon refus de cautionner par ma présence le prétendu congrès d'avril 1964, qui n'était destiné en réalité qu'à masquer la faillite du régime et la trahison de notre révolution. (...) La situation économique, psychologique et politique est catastrophique. L'autorité minée par les dissensions de clans à l'intérieur du système rend celle-ci tellement diffuse qu'elle s'exerce dans l'incohérence et l'arbitraire. Cette situation découle de la tendance de plus en plus affirmée au pouvoir absolu et personnel. »

Question : le peuple algérien est-il, aujourd'hui, en 2017, sorti de cette situation ?

Puis, M. Khider exprime son soutien à l'opposition armée :

« J'admets que le FFS prenne les armes parce qu'il est acculé à cela. (...) Il a été étouffé quand il a voulu faire de l'opposition légale au parlement. Il ne lui restait plus que cette voie. »

Les couteaux sont tirés ; l'engagement de Khider est désormais public, et la lutte ouverte jusqu'à ... la mort. »

M. Khider ne resta pas aux déclarations verbales.

« Homme de principes, c'est aussi un politique avisé. Après avoir rompu avec Ben Bella, il nous rend visite à plusieurs reprises, à Mekla et à Michelet, et devient un fidèle soutien du FFS.

A l'automne 1963, il rencontre discrètement Mohand Oulhadj [l'un des dirigeants du FFS] à Djemâa Saharidj. Après avoir longuement discuté avec le Colonel, il lui remet une certaine somme d'argent pour notre Mouvement. »

La logique de caste dominante

Dès lors, comment réagissent les détenteurs du pouvoir ? Comment peut le faire un pouvoir né et maintenu par les armes et la police politique ?

D'abord par la répression policière.



« La déclaration de Mohamed Khider ne laisse pas indifférents ses anciens compagnons au pouvoir qui sortent les grands moyens. Soupçonnant un regroupement de l'opposition, le régime décide de réprimer plusieurs personnalités politiques. Amar Bentoumi, l'ancien ministre de la Justice est arrêté ; Ferhat Abbas est interpellé à l'aéroport et reconduit, sous bonne escorte, à son domicile à Kouba (Alger), où il sera assigné à résidence. »

Et encore :

« Juillet 1964.

Au comité central du FLN, c'est l'heure des purges. Hocine Saci, Mohamed Djeghaba, Saïd Abadou, Tahar Ladjal et Mohamed Chaoufi, tous considérés comme des proches du Colonel Chaâbani sont exclus du FLN. Onze députés, dont Moussa Hassani qui, au demeurant, avait déjà démissionné, Amar Bentoumi et Brahim Mezhoudi sont déchus de leur mandat.

Le 7 juillet 1964, l'ancien président de l'Exécutif provisoire de Rocher Noir, Abderrahmane Farès, l'ex ministre du Commerce, Mohamed Khobzi, et le député Boualem Oussedik sont arrêtés. Pour Ben Bella, le temps « des prisons vides » est bien révolu. Désormais, il faut faire taire toute velléité d'opposition. Même si ces personnalités ne constituent pas une menace sérieuse et imminente pour le régime, leur arrestation révèle les dérives, qui vont se multiplier, d'un régime aux abois. »

L'arbitraire policier et politique se complète par une forme de répression radicale. L'Armée « nationale populaire » envahit les maquis, où elle remplace l'armée coloniale, avec le même but et les mêmes méthodes : ratissages, arrestations, emprisonnements, tortures, punition de la population qui aide les combattants des maquis, bref, éliminer la révolte en faveur de la démocratie sociale.

Si Lhafidh résume ainsi l'action générale et multiple des détenteurs du pouvoir :

« Pour faire face à notre Mouvement, le pouvoir a établi une judicieuse répartition des rôles : l'armée pour étouffer les maquis, la police pour arrêter les militants, et les idéologues pour les traîner dans la boue afin de les discréditer, y compris par le recours au mensonge le plus grotesque. A ce jeu, Hocine Zehouane, porte-parole du Bureau politique, fera preuve d'un zèle démesuré. Dans une déclaration à la presse, il accuse le FFS d'être composé « de harkis et d'anciens soldats, qui touchent 40 000 anciens francs par mois. On peut se demander d'où vient cet argent. »

Ce comportement du nouvel idéologue du régime porte le F.F.S. à dévoiler un autre mécanisme utilisé par la caste au pouvoir pour dominer, à savoir quel genre de personnage elle emploie, avec quel passé particulier :

« L'accusation nous a beaucoup affectés. Nous traiter de « harkis », nous, anciens maquisards de la guerre de libération ? Nous ne pouvons laisser Hocine Zehouane insulter nos militants, dont la plupart sont d'anciens militants du PPA/MTLD [partis politiques ayant préparé la naissance du F.L.N., organisateur de la guerre de libération nationale] et de courageux moudjahidine de l'ALN, sans réagir. Nous décidons de répliquer en rendant publics quelques éléments du parcours quelque peu énigmatique de cet homme pendant la guerre de libération. Dans les réunions, nous révélons que *« cet ancien officier a déserté les rangs de l'ALN, abandonnant le maquis et les moudjahidine, pour s'enfuir à l'étranger. Il ne réapparaîtra qu'à l'indépendance, aux côtés de Ben Bella. »*

Quelque soit le pays, l'époque et la couleur politique (« libérale », « rouge communiste » ou « brune fasciste »), les personnages de ce genre sont nombreux, au service de la caste dominante, et leur passé soigneusement occulté, tout en constituant un argument de chantage contre eux de la part de leurs maîtres.

La caractéristique du coq

Les dictateurs ont une âme de coq. Ils ne peuvent tolérer l'existence de deux coqs dans le même poulailler. Ainsi, Adbelhafid Yaha fournit toutes les péripéties concernant les contradictions au sein des membres de la caste dominante, pour la mainmise totale sur l'État, en l'occurrence entre le chef de l'État Ben Bella, et le chef de l'armée Boumediène.

Abdelhafid Yaha relate pourquoi et comment, entre autre, une personnalité particulière est arrêtée puis fusillée.

« Juillet 1964.

Proche de Mohamed Khider et plus jeune colonel de l'ALN à l'indépendance (il avait 28 ans en 1962), Mohamed Chaâbani ne cache ni sa méfiance ni son mépris à l'égard des DAF, les déserteurs de l'armée française qui avaient rejoint l'ALN plus ou moins tardivement. Mainte fois, il a demandé leur renvoi de l'armée nationale, ce qui n'a pas manqué d'irriter Boumediène, le ministre de la Défense qui les avait désignés pour l'encadrement de l'armée de l'extérieur. »

En effet, que peut-on attendre d'officiers ayant déserté l'armée coloniale « plus ou moins tardivement » ? N'est-ce pas une obéissance absolue au nouveau maître, pour continuer à jouir des bénéfices qu'ils avaient dans l'armée coloniale ? Par conséquent, constituer, dans l'Algérie indépendante, une nouvelle institution militaire, jouissant de privilèges, coupée du peuple et le dominant ?

Si Lhafidh montre comment, entre les membres de la caste dominante, les conflits deviennent inconciliables, pour le contrôle absolu du pouvoir sur le « poulailler » Algérie. Pour contraster la puissance de l'armée, contrôlée par son « allié », en réalité rival Boumediène, Ben Bella crée une milice armée, dépendante directement de lui. Parallèlement, il commence à éjecter de postes de responsabilités les partisans de Boumediène. Le dernier de ceux-ci n'est autre que... l'actuel chef de l'État, alors ministre des affaires étrangères. C'est la goutte qui fait déborder le vase. Les ambitions de Ben Bella sont telles qu'il s'aliène les soutiens indispensables, jusqu'à provoquer sa destitution par un putsch militaire, en 1965. Son auteur ? Le même que celui du putsch militaire de 1962 : le chef de l'armée, Boumédiène. Il est devenu assez fort pour ne plus avoir besoin de se légitimer derrière un dirigeant historique de la guerre de libération nationale.

Dès lors, ce que deviendra la lutte armée du F.F.S. sera exposée dans la partie suivante.



6. Fin de la lutte armée

Le Matin d'Algérie, 19 novembre 2017

Négociations

Comme tout autre pouvoir, celui algérien, se voyant acculé, en est venu au dialogue. Voici les conditions qui l'y ont contraint :

« Avidé de pouvoir et trop méfiant, Ben Bella finit par s'isoler et perdre ses soutiens. Désormais prisonnier de ses choix politiques et de ses alliances conjoncturelles, il est obligé de composer avec ses ennemis d'hier afin de neutraliser Boumediene et ses affidés qui commencent à montrer les dents. Le ministre de la Défense, qui, en plus de contrôler l'armée, a placé ses hommes à tous les échelons de l'administration, ne lui laisse qu'une faible marge de manœuvre. A l'Etat-major de l'ANP [Armée Nationale Populaire], les anciens officiers de l'armée française sont plus que jamais soudés autour de leur chef, le Colonel Boumediene, qui les a cooptés au détriment des baroudeurs des maquis.

C'est dans ce conteste que Ben Bella prend l'initiative des contacts avec le FFS qui vont se dérouler en plusieurs étapes. »

Cependant, là encore, comme tout pouvoir fonctionnant selon les règles démontrées par Machiavel, dans « Le Prince », le pouvoir joue de la carotte tout en privilégiant le baton. Abdelhafid Yaha déclare :

« Printemps 1965.

Après un hiver sanglant, le printemps 1965 qui verra le début des contacts avec le pouvoir, s'annonce sous de meilleurs auspices. Ces contacts avec les négociateurs nommés par Ahmed Ben Bella se poursuivront jusqu'au mois de juin [date du putsch militaire du colonel Boumediène].

Les accrochages entre nos maquisards et les forces gouvernementales ne se sont pas arrêtés pour autant. L'ANP [dirigée par Boumediène] et les milices [au service de Ben Bella] de Mahmoud Guenez nous traquent avec acharnement. Les prisons se remplissent de nos militants et sympathisants.



Au printemps, commence le double langage : les armes et le dialogue. Le régime veut-il maintenir deux fers au feu, ou est-ce le signe d'un gouvernement bicéphale ? Ben Bella et ses proches tentent le dialogue politique ; Boumediene et ses fidèles mettent la pression militaire. Un fait me paraît toutefois évident : au moment où commencent les négociations entre le FFS et les représentants de Ben Bella, la rupture au sommet de l'Etat entre le président et son ministre de la Défense est déjà consommée. »

C'est en France que se dérouleront les négociations.

Encore bataille de coqs

Même au sein du F.F.S., Si Lhafidh constate (encore les « amères vérités ») l'éternel combat entre les super-ego qui caractérisent les candidats au leadership.

« A peine ai-je posé les pieds en France, que Mohand Aârav me prend à l'écart pour me glisser discrètement :

- Il n'y a que toi qui nous reste... Ne leur fais pas confiance.

Son insistance et le ton de son propos en disent long sur l'ambiance qui règne entre certains dirigeants du FFS en France.

Avant de constituer la délégation qui m'accompagnera pour les négociations, je dois régler le différend entre le Colonel Sadek et Mohand-Akli Benyounés, coordinateur du FFS en Europe. Depuis quelques mois déjà, des courriers inquiétants nous ont alertés au maquis sur le climat délétère entre ces deux responsables. Dès mon arrivée à Paris, je leur fais comprendre que leurs querelles de leadership sont déplacées au regard de la situation :

- Vous êtes en France. Vous ignorez le degré des souffrances endurées au pays. Je connais le fond de vos différends, inutile de nous attarder dessus. Alors je vous demande de vous réconcilier sur le champ. Je ne veux pas que l'ennemi se rende compte de vos dissensions. L'heure est à l'unité. »

Et Si Lhafidh de leur fournir un tableau réel de la situation. Encore une fois, ce sont les combattants de l'intérieur qui ouvrent les yeux à ceux de l'extérieur au pays. A. Yaha leur explique :

« - C'est une chance que le régime accepte de négocier. Si nous devons continuer la lutte armée, dans quelque temps, nous serions tous exterminés. Nous n'avons plus d'hommes, ni d'armes. Nous sommes dans la plus mauvaise posture. La répression de l'ANP et de la milice est sans pitié. Les tortures à Alger et ailleurs sont devenues le lot quotidien de nos militants

arrêtés. Mais, il y a un élément à ne pas oublier : le régime est aussi traversé par des problèmes internes. Nous savons que Ben Bella et Boumediene sont à couteaux tirés. »

Autoritarisme et démocratie

Comme chacun-e sait, ou devrait savoir, l'autoritarisme cultive le secret (conditionné par le mépris des autres, de la « base »), tandis que la démocratie authentique, au contraire, exige la vérité (par respect de la même « base »). À ce sujet, voici une autre caractéristique de Abdelhafid Yaha : le refus de l'autoritarisme et la pratique de la vérité³¹⁰. En passant, notons que même un parti politique qui lutte pour la démocratie, ne la pratique pas en son sein. Parce que ses dirigeants croient leur intelligence trop « supérieure », « savante », « professionnelle » pour être comprise par les simples militants, réduits à n'être que des exécutants.

« Mes compagnons m'écoutent attentivement ; je poursuis, en m'adressant à Daniel [un des dirigeants du FFS en France]:

- Tu me réunis au plus vite tous les cadres et responsables du FFS, je dois leur expliquer la situation telle que nous la vivons. Il est hors de question que ces négociations soient faites à la sauvette...

Daniel hésite :

- Est-ce qu'on peut se passer de cette réunion ?...

Je lui réplique d'un ton sec :

- Non, je veux les voir, tu dois les réunir. Ils doivent savoir ce que nous faisons ...

Le lendemain, environ 80 militants et responsables du mouvement sont réunis dans une salle (...) Je leur révèle nos négociations avec une délégation du pouvoir. »

Par la suite, l'accord est fait entre le FFS et la délégation du régime :

« l'amnistie générale ; la libération de tous les prisonniers politiques ; la reconnaissance des morts du FFS comme martyrs, donc l'indemnisation de leurs veuves et de leurs orphelins ; la réintégration de nos militants à leurs postes de travail. »

Encore et toujours diviser pour régner

³¹⁰ Nous verrons dans la partie suivante quel prix (exorbitant !) Si Lhafidh paiera pour son comportement.

Comment réagiront alors les représentants du régime ?... Selon la logique impériale romaine. En Algérie, elle s'appelle régionalisme.

« Pendant la rédaction du communiqué reprenant l'essentiel des négociations, un des membres de la délégation évoque « *le cessez-le-feu en Kabylie* ».

Je me lève et leur lance sur un ton ferme et à haute voix :

- Si vous continuez à jouer sur les mots, on arrête les discussions. Pourquoi parler seulement de cessez-le-feu en Kabylie ? Vous voulez nous enfermer en Kabylie... De nombreux militants de notre mouvement sont arrêtés ou tués un peu partout en Algérie, A Alger, à Annaba, Oran, Jijel. Je refuse de vous voir réduire le FFS à la Kabylie...

Le climat se refroidit dans la petite salle. Voyant ma réaction énergique, le terme « Kabylie » est finalement remplacé par « Algérie ». »

Cependant, comme tout régime retors, voici le résultat final :

« Dans le communiqué publié le 16 juin 1965, je découvre que l'expression « cessez-le-feu en Kabylie » au lieu de l'Algérie est maintenue. Un changement décidé par Salah Louanchi³¹¹, fondamentalement hostile à notre mouvement, et très proche de la milice qui nous faisait la guerre en Kabylie. »

Importance de l'union

Encore une fois, contrairement à la propagande officielle qui a toujours fait croire que le FFS était un parti régionaliste kabyle, voici la vérité.

« l'amnistie générale le [Mohamed Khider] concernait aussi, ainsi que Mohamed Boudiaf ; elle va permettre à de nombreuses personnalités arrêtées de retrouver leur liberté. La libération de tous les détenus, qu'ils soient du FFS ou d'autres organisations, me tient à cœur car elle va nécessairement apaiser l'atmosphère politique. Nous avons nourri de sérieux espoirs sur ces négociations pour mettre fin à la répression et à l'arbitraire. »

C'était sans compter sur les conflits entre les représentants des clans détenteurs du pouvoir étatique.

« Les accords entre la délégation du FFS et les représentants de Ben Bella sont rendus publics le 16 juin 1965. Branle-bas de combat au sein du clan de Boumediene, qui redoute de nouveaux changements sur l'échiquier politique. Les pressions sur le président deviennent alors de plus en plus

³¹¹ Une note en bas de page le décrit ainsi : « né en Kabylie, a été élu député de Tizi-Ouzou en septembre 1962. (...) Très proche de Ben Bella (...) »

fortes. Dès le lendemain, Ben Bella fait une déclaration pour dénoncer les accords conclus quelques jours auparavant.

A son retour d'Oran où il a assisté à un match de football entre le Brésil de Pelé et l'Algérie, il est tiré de son lit et arrêté dans la nuit du 18 au 19 juin.

De fait, le coup d'Etat du 19 juin 1965 met un terme aux négociations avec les benbellistes. Les prisons sont encore remplies de détenus du FFS. Sur les 3000 militants arrêtés entre 1964 et 1965, un grand nombre a été libéré juste après la signature des accords. En raison de lourdeurs de l'administration pénitentiaires, les autres le seront après le coup d'Etat. »

La loi des corbeaux et des hyènes

Et, comme dans tous les pays et à toutes les époques, tout ce que les « élites » sociales comportent de corbeaux et de hyènes, autrement dit de vils opportunistes, se manifeste. Et cela fournit une des causes de la réussite des changements de régime politique, qu'ils soient arbitraires ou suite à des élections.

« En cette journée du 20 juin, à Alger, l'ambiance est lourde et l'air irrespirable. Dès les premières heures de la matinée, l'armée quadrille la capitale pour empêcher toute manifestation. Les arrestations se multiplient dans les milieux benbellistes. Par ces temps de reniements, les fidèles à l'ancien président se font bien rares. Des ministres, des walis et des ambassadeurs qui ne juraient que par Ben Bella s'empressent d'envoyer des messages de félicitation et de soutien aux putschistes. »

Alors, les négociations reprirent entre le FFS et le désormais Chef Unique et Suprême du nouveau régime, ouvertement militaire. Mais son coup d'État fut appelé « redressement révolutionnaire ». Evidemment !... Pauvre mot « révolution », quel sort est le tien depuis que tu as été confondu par Karl Marx avec la dictature du « prolétariat » !

Et, malgré les négociations entre le FFS et le régime, la loi des corbeaux et des hyènes fonctionne d'une autre manière :

« Malgré nos contacts apaisés avec les hommes du 19 juin, il ne fait pas bon de nous fréquenter. Nous sommes toujours le mouvement qui a pris les armes contre le régime. De nombreux responsables du FLN ou cadres de l'Etat ont peur de se montrer avec nous. Même des amis bien introduits dans le sérail nous évitent. »

Ah, les amères vérités !

Mais, au régime, cette bassesse servile ne suffisait pas. Il voulut davantage. Et voici une autre facette de sa méthode : la récupération bureaucratique. Elle revetira deux formes.

La première :

« Lorsque nous nous retrouvons pour la troisième fois, Cherif Belkacem [représentant du désormais nouveau chef de l'État, Boumediène] (...) ayant compris que notre caution était loin d'être acquise, il s'adresse directement à Mohand Akli Benyounès :

- J'ai chargé Mahmoud Guenez de prendre la direction de l'Amicale des Algériens en France. Je te demande de le rejoindre pour l'aider...

Mohand-Akli Benyounès réagit fermement :

- Ici, nous ne nous sommes même pas entendus. Et vous voulez que je parte en France vous apporter mon aide ? Nous ne sommes pas à votre disposition. »

Une autre méthode du régime pour récupérer sera, encore une fois, celle de diviser pour régner.

« La discussion est plutôt détendue ; j'en profite pour formuler une exigence :

- Mais avant ça, nous souhaitons rencontrer Hocine Aït Ahmed [qui était emprisonné].

Je veux lui faire comprendre que nous tenons à Aït Ahmed et qu'il est hors de question de l'oublier. C'est aussi une manière de donner plus de poids à Hocine dans notre organisation, pour le remettre au centre des négociations.

Cherif Belkacem [représentant du régime] me répond avec une pointe d'hésitation :

- Le cas d'Aït Ahmed est particulier. De toute façon, sa famille le voit régulièrement sans aucune autorisation ...

J'insiste :

- Nous avons déjà parlé de ça, on ne peut pas dissocier Aït Ahmed du FFS.

Après un moment de réflexion, Cherif Belkacem accepte ma demande. »

Ainsi se termina la phase armée de la lutte du F.F.S. Le retour au combat politique sera examiné dans la prochaine partie.

7.

Retour à la lutte politique et exil

Le Matin d'Algérie, 21 novembre 2017

Comme nous l'avons constaté dans la partie précédente, ce qui distingue le FFS, alors, est la cohérence avec ses principes. Abdelhafid Yaha affirme, en fournissant les preuves :

« En dépit de la difficile situation dans laquelle nous nous débattons, nous refusons de rejoindre la meute des laudateurs du nouveau pouvoir et leurs messages de soutien opportunistes. »

Une cause de dégénérescence

Malheureusement, au sein du F.F.S., la mentalité autoritaire opportuniste existe. Et de la manière la plus vile. Si Lhafidh, encore une fois, révèle des « vérités amères ». Elles ont le mérite de nous faire comprendre le fonctionnement de certains « chefs », et, par suite, comment un révolutionnaire se transforme en réactionnaire conservateur. Voici un cas.

« Quelque temps plus tard, Mohand-Akli Benyounès vient me voir pour me dire :

- Je vais aller en France pour rendre la liberté aux militants. Pour moi c'est terminé.

En entendant ces propos, mon sang ne fait qu'un tour :

- Pour moi, ce comportement est une trahison ! Cela confirme ce que me disaient les militants de la Fédération de France à ton sujet.

Hamitouche de Mâatkas, de son vrai nom Ahmed Hammour, tente de me calmer, mais je continue :

- Le FFS n'est pas une usine dont tu as les clefs ; ce sont des militants convaincus, pas tes ouvriers. Hocine Aït Ahmed et d'autres militants sont encore en prison. Rien n'est terminé, il faut qu'on explique à nos militants notre position vis-à-vis de ce régime. Nous devons aussi voir comment aider ceux qui sont dans le désarroi.



Je suis hors de moi. Je me retiens difficilement, car je ne peux accepter d'arrêter la lutte et d'abandonner les centaines de militants qui nous ont fait confiance. N'ayant plus rien à partager, nous nous séparons en froid.

Quelques jours plus tard, Mohand-Akli Benyounès part s'installer en France où il fera un redoutable travail de sape parmi les militants. Ayant tiré un trait sur son passé d'opposant au sein du FFS, il ouvre une affaire commerciale et commence à fréquenter certains pontes du régime. Par la suite, il tisse des contacts suivis avec Abdellah Benhamza, chef opérationnel de la Sécurité militaire, et Ahmed Draïa, directeur de la Sûreté nationale. »

Voilà une des clés très précieuses pour comprendre comment un idéal d'émancipation sociale se transforme en son contraire, en Algérie comme dans le monde entier, et ceci dans toutes les révolutions sociales, à commencer par celle de Russie. Ce genre de régression individuelle révèle un fait. Certains considèrent, au fond d'eux-mêmes, leur engagement militant comme un investissement personnel, servant à leur fournir un gain matériel ; cela passe par la conquête d'un poste de chef dans l'organisation militante. Devenir chef (petit ou grand) signifie généralement privilèges matériels (petits ou grands), quelque soit la couleur politique. Les Si Lhafidh, comme les Buonaventura Durruti, sont l'infime exception à la règle.

Si l'opportuniste s'aperçoit que l'engagement militant ne lui fournit pas les privilèges désirés, il finit par trouver le motif pour aller ailleurs chercher son vil profit. Voilà pourquoi une organisation militante, si elle ne veut pas dégénérer³¹², doit veiller à ne pas avoir de « chefs », mais uniquement des délégués avec mandat impératif, d'une part, et, d'autre part, s'assurer qu'ils n'utilisent pas leur fonction pour acquérir le moindre privilège matériel. Cela est possible dans l'organisation authentiquement autogérée, comme l'a prouvé la révolution libertaire espagnole (1936-1939).

Libération de prisonniers politiques

Abdelhafid Yaha reprend son activité militante.

« Tout commence l'hiver 1965. Des centaines de militants du FFS ainsi que d'autres détenus politiques sont maintenant libérés des geôles du régime. L'amnistie générale signée par Ben Bella est respectée par les putschistes. Pendant tout le temps qui a suivi le coup d'Etat, j'ai continué à rencontrer les

³¹² Dans la partie suivante, nous verrons comment le F.F.S. connaîtra cette dégénérescence.

militants et organiser des réunions sans que le pouvoir n'intervienne. Je contrôle toujours les groupes du FFS qui sont encore disséminés un peu partout, et l'organisation continue à exister, de fait, comme mouvement de l'opposition. »

Exil

C'est alors qu'intervient une décision hiérarchique imprévue :

« En décembre 1965, juste après mon retour de la prison d'Oran, Aït Ahmed m'envoie son cousin Saïd pour me demander de quitter le pays et d'aller me réfugier en France. Durant toute cette période, c'est la seule fois où il me contacte. Son message est sans ambiguïté :

- Dis à Abdelhafidh et à Mohamed Haroui³¹³ de partir en France, parce que j'ai des contacts sérieux pour m'évader. Je n'ai pas envie que le régime les arrête et qu'il les utilise comme moyen de chantage. »

Cependant, la décision hiérarchique comporte une étrangeté que Si Lhafidh révèle :

« Après mon retour à Alger, Aït Ahmed m'envoie encore son cousin Saïd, pour me demander de prendre avec moi André Mecili. Sur le coup, je me pose de questions. Pourquoi, en effet, Mecili et pas d'autres membres du FFS réellement en danger ? Mais, à l'époque, je n'avais pas poussé ma curiosité bien loin. »

Obéissant à l'injonction hiérarchique, mais, néanmoins, fidèle à son comportement réellement démocratique par rapport à ses subordonnés, Si Lhafidh ne quitte pas le territoire comme le font d'autres « responsables » :

« Sans plus attendre, je réunis une trentaine de responsables et de militants dans une salle de l'hôtel Regina à Alger. (...) Je leur explique la situation :

- Avant tout, je tiens à vous informer que je dois me rendre en France pour régler des problèmes avec les militants. Sachez que pour moi, la lutte continue. N'oubliez pas, nous devons rester fidèles à nos martyrs. Je ne vous l'apprends pas, notre situation est difficile ; nous n'avons malheureusement pas les moyens de vous secourir. Vous pouvez donc reprendre votre travail. Sachez que ce pays est le vôtre. Vous pouvez intégrer l'armée ou tout autre poste, sauf le FLN. Car là, ils vont essayer de vous faire renier votre passé. Vous ne serez pas poursuivis pour votre combat au sein du FFS. N'ayez pas honte de ce que vous avez fait, et rappelez-vous : le temps nous donnera

³¹³ Note en bas de page : « Ancien membre des groupes de choc à la Fédération de France du FLN, Mohamed Haroui est l'un des responsables du FFS à Alger. »

raison. Moi, je poursuivrai la lutte. Si jamais on vous reproche quelque chose, dites-leur que c'est moi le responsable. »

Puis, une fois en exil Si Lhafidh avoue :

« Après le choc d'un départ précipité, l'exil me pèse lourdement. Je pense à la détresse des militants laissés en Algérie. Je pense à ma famille qui se débat dans la misère.

Durant les longues années passées au maquis, je n'avais jamais imaginé quitter mon pays. Je me battais pour le rendre meilleur, pourquoi le quitterais-je ? L'émigration, je n'y avais jamais pensé ; l'exil politique encore moins. »

Le nerf de la guerre et des commodités

Contrairement à d'autres chefs, qui disposent de moyens financiers suffisants, sans que l'on sache généralement leur provenance, Si Lhafidh fait partie de ces dirigeants qui n'ont jamais tiré un profit financier de leur engagement militant. Dans les récits de combattants, surtout quand ils sont chefs, il faut toujours chercher à savoir si le problème de l'argent est évoqué. S'il ne l'est pas de manière concrète, claire et convaincante, il y a anguille sous roche. Là, encore, voilà une caractéristique qui fait de Si Lhafidh un homme *vrai* :

« Comme toujours, des amitiés militantes sont là pour nous aider. Le militant Ouahmed Hadj Arab, propriétaire de l'hôtel Régina à Alger, qui a soutenu le mouvement depuis ses débuts, m'a prêté l'argent nécessaire pour l'achat des trois billets d'avion pour la France. »

À l'arrivée, voici la situation :

« Nous prenons des sandwiches à la hâte ; je plonge la main dans ma poche pour retirer de l'argent : il ne me reste que de quoi payer nos consommations et deux chambres d'hôtel pour une nuit ! Nous sortons pour rejoindre la rue du Commerce et prendre des chambres pour la nuit dans un petit hôtel.

Le lendemain, nous quittons l'hôtel faute d'argent pour y rester plus longtemps, et nous partons à la recherche d'amis qui pourraient nous aider. Nous sommes sans toit et sans le moindre sous. Quelques mois auparavant, nous étions en train de négocier pied à pied avec le régime ; maintenant nous nous retrouvons comme des mendiants...

Mais qu'importe ! Je suis habitué à vivre chichement durant les dix longues années passées au maquis, et l'argent reste, pour moi, secondaire. Mohamed Haroui, ancien de la Fédération de France du FLN, sollicite l'aide de

commerçants avec lesquels il avait travaillé pendant la Révolution. Nous continuons à vivre grâce au soutien financier de nos militants et des Kabyles, notamment des patrons de brasseries qui nous connaissent. Malgré le climat de peur et de suspicion instauré par le pouvoir de Boumediene à travers l'Amicale des Algériens en Europe, ils ont fait preuve de courage et notre mouvement leur doit beaucoup. »

On est loin des chefs débarquant dans un confortable hôtel ou une maison achetée (comment ?), mangeant dans de bons restaurants (avec quel argent ?)

Plus loin, Si Lhafidh écrit :

« Physiquement, je suis en France, mais moralement, je suis encore en Algérie. Je pense aux militants, à leur famille et à tous ceux que j'ai laissés. Je conclus :

- Si Mohamed, je ne vous demande rien pour nous qui sommes ici en France, ni d'ailleurs pour les militants d'Alger, même si notre situation est difficile. Mais je vous sollicite pour aider les blessés du FFS et secourir les familles de nos maquisards morts au combat. Ceux-là en ont besoin plus que nous tous.

Khider me répond :

- Malheureusement, je n'ai pas grand-chose pour le moment ; l'argent est bloqué en Allemagne, je n'y ai pas accès. Mais je pourrai tout de même vous remettre 18 millions d'anciens francs.

Et il le fait avec grand cœur ! »

Si Lhafidh raconte, ensuite, (« amères vérités ») les difficultés rencontrées pour mettre cet argent à la disposition des personnes qui en avait besoin, puis relate le rôle d'André Mécili dans l'affaire de la disparition de la partie restante de cet argent.

Inconvénient de la hiérarchie...

Voici encore une autre « amère vérité » relatée par Abdelhafid Yaha.

« Après mon départ précipité en France, les structures du FFS ont implosé. Sans dirigeant, nos militants sont abandonnés à leur sort. Depuis que j'ai quitté le pays, il n'y a plus de réunion, ni de contact entre les militants. »

Nous avons ici la preuve éclatante de la nocivité d'une organisation de type hiérarchique, en l'occurrence s'agissant d'un parti politique. Le paradoxe est le suivant : voici des personnes qui luttent réellement pour la démocratie collective et la liberté individuelle. Pourtant, sans chef, ces personnes ne



savent pas comment agir, deviennent inutiles, incapables de pratiquer la démocratie entre eux, ni d'employer positivement leur liberté de décision et d'action.

Là est le talon d'Achille de toute organisation structurée de manière hiérarchique. Là réside le motif qui justifie une organisation de type autogestionnaire. Elle n'a pas de chef hiérarchique, concevant et donnant des ordres, parce que la conception et l'exécution sont le résultat de discussions et décisions collectives. Au lieu de chef il n'y a qu'un coordinateur, facilement remplaçable par un autre. Enfin, la liberté individuelle (de décider et d'agir) ainsi que la démocratie collective ne sont pas des fins à atteindre, mais des moyens. Fin et moyen se confondent.

... et mystère d'une décision hiérarchique

Cependant, Si Lhafidh avoue :

« Avec le recul, je me pose toujours des questions sur les motivations réelles qui avaient poussé Aït Ahmed [alors secrétaire général du F.F.S.] à me faire quitter le pays. Car, aussi bien le régime que mes compagnons de lutte connaissent mon attachement viscéral au mouvement, mon refus de cesser le combat. M'emprisonner n'aurait pas permis d'instaurer la paix tant recherchée par le clan au pouvoir.

Mon absence sur le terrain a engendré le délitement de nos structures. Face à un mouvement désorganisé, sans responsable, et des milliers de militants abandonnés à leur sort, le régime a ainsi résolu le problème du FFS.

Nos militants sont soumis à d'effroyables pressions. Un certain Ferhat, agent des basses œuvres du FLN, est chargé de mener des opérations d'intimidation contre nos militants pour récupérer les armes, que certains d'entre eux ont gardées sur mes conseils. Ce Kabyle d'Ath Yenni les arrêtait et, sous la contrainte, il les poussait à la délation et à la trahison. Pour nous discréditer, les gendarmes n'hésitent pas à décrire les militants du FFS comme des « coupeurs de routes », des bandits de grands chemins prêts à tout. Sans force organisée pour lui tenir tête, le pouvoir peut désormais sévir à sa guise. »

La règle policière classique est : quand on ignore l'auteur d'un crime, on doit se demander à qui il profite. L'énigme de cette faillite du F.F.S., causée par l'ordre imparti à Si Lhafidh de quitter le pays, s'éclaircira dans la partie suivante.

Quant à la situation du parti en exil, elle est alarmante :



« En France, je retrouve des militants du FFS démotivés. Il n'y a plus de réunion, encore moins de coordination. Plus grave, j'ai appris que Mohand Akli Benyounès [alors responsable du F.F.S. en France] a incité de nombreux militants à quitter le FFS. Comme son départ ne lui a pas suffi, Daniel [son pseudonyme] veut faire disparaître le parti. (...) Nous avons appris depuis quelques mois que l'ancien chef de la Fédération de France du FFS entretenait des contacts suivis avec des agents de la Sécurité militaire. Il rencontrait régulièrement Ahmed Draïa, directeur de la Sûreté nationale et Abdellah Benhamza, chef opérationnel et adjoint de Kasdi Merbah, patron de la Sécurité militaire.»

Contre la peine de mort

Une réunion du parti veut l'élimination physique du traître. À cette occasion, Si Lhafidh assume une position toute opposée à celle attendue :

« Laissez-moi faire. Je vais aller le voir pour récupérer l'argent et les documents du parti qui sont en sa possession. Quant à sa trahison, je considère qu'il s'est déjà retiré du parti, il y a bien longtemps ; personnellement je ne le considère plus comme étant des nôtres. »

L'entrevue a lieu, ainsi décrite :

« - Daniel, tu as pris notre argent, notre documentation, qu'en as-tu fait ? lui demandé-je.

Daniel Benyounès ne bronche pas. Il n'avance aucune explication crédible sur l'argent disparu de la caisse du parti, ni sur les documents. Écœure par tant de veulerie, je le quitte, sans regrets, n'ayant plus rien à partager.

Mohand-Akli Benyounès s'en tire plutôt bien, sans rendre le moindre compte... »

D'autres détails sur l'activité politique de Si Lhafidh en exil sont relatés. Leur connaissance, bien que très instructive, n'entre pas dans le cadre de ce dossier. Nous nous limiterons à présenter prochainement la partie suivante de son parcours militant.

8. D'un exil au pire des exils

Le Matin d'Algérie, 24 novembre 2017

Dans l'itinéraire de Abdelhafid Yaha, nous voici arrivé à la partie que j'aurais souhaité ne jamais écrire. Parce que nous parvenons à la plus amère des vérités, selon l'expression de Si Lhafidh. Bien entendu, elle surprendra totalement beaucoup ; mais pas les personnes conscientes que la vérité historique n'est jamais racontée par les vainqueurs, mais par les *vaincus*.

L'éternel problème : démocratie contre autoritarisme

De retour d'exil en France, Abdelhafid Yaha reprend contact avec les cadres et militants du F.F.S. L'heure est à la démocratie, non seulement parce que le régime, suite à la révolte citoyenne d'octobre 1988, s'est vu contraint de concéder quelques libertés, mais, également, parce que les partis, du moins leurs militants sincères envers le peuple, veulent établir une réelle démocratie au bénéfice du peuple.

C'est ainsi que Si Lhafidh parvient, avec ses compagnons, à constituer, de manière démocratique, notons-le, un Conseil National Provisoire. Ensuite :

« Le 10 juillet 1989, le Conseil national provisoire a choisi et élu à la majorité de ses membres présents un Comité exécutif provisoire composé de seize membres dont la coprésidence est confiée à Si El Hocine [Aït Ahmed] et Si El Hafidh.

(...)

Le 21 juillet 1989, le Comité exécutif a avancé dans ses travaux d'organisation en inscrivant à l'ordre du jour de sa réunion un schéma de structuration future du Front. Cette proposition pose le principe de la question collégiale à l'aide de deux organes : consultatif et délibérant d'une part, exécutif d'autre part, à tous les niveaux de la hiérarchie. »

Nous nous trouvons donc dans une situation de pouvoir bicéphale (Aït Ahmed et Si Lhafidh), et s'affirme le principe de la collégialité. Autrement dit, deux aspects favorisant le fonctionnement démocratique du parti.



Malheureusement, par une lettre de réponse, Hocine Aït Ahmed n'y consent pas. Facile de deviner le motif de sa missive : pas deux coqs dans un poulailler.

Les membres du CNP se révoltent.

« Lettre ouverte à Monsieur Hocine Aït Ahmed, en réponse à sa lettre circulaire au CNP, au CE et aux cadres du FFS.

(...)

C'est un crime de lèse-majesté qu'a commis le CNP en informant le « Zaïm » des objectifs et des perspectives qu'il s'est fixé. C'est nouveau pour toi, n'est-ce pas, les instructions quand elles viennent de la base ? Il faut s'y faire car c'est ça l'avenir et n'y vois aucune sommation.

Tous les militants et militantes du FFS veulent te voir rentrer en Kabylie. Ils pensent qu'en qualité d'ancien premier responsable du FFS, tu leur dois quelques explications. Ils ont beaucoup de questions, longtemps restées sans réponse, qui leur brûlent les lèvres et tu es le seul à qui ils veulent les poser.

- Il y a les interrogations des veuves et des orphelins, qui souhaitent connaître le visage du « capitaine sauvé miraculeusement » du naufrage qui a coûté la vie à leurs maris, à leurs pères.

- Il y a les questions des maquisards du FFS qui n'ont jamais compris pourquoi Si Mohand Oulhadj, homme de parole et d'honneur, a cessé le combat.

- Il y a le doute ravageur chez les militants et les maquisards de la première heure qui ne s'expliquent pas ta « capture », d'autant plus qu'à l'époque il y avait des rumeurs.

Des questions, il y en a de toutes parts.

- De ceux qui t'ont connu de près, qui connaissent ton vrai personnage, ta vraie dimension.

- De ceux qui t'ont vu à travers le prisme diffractant de l'histoire et ont de toi plusieurs images différentes entre elles et la réalité.

- De ceux qui t'ont suivi, courageux et confiants, et qui ont aujourd'hui tout perdu dans ton sillage.

- De ceux qui veulent comprendre la stratégie du mariage contre-nature avec Ben Bella, notre tortionnaire, et mesurer les conséquences bénéfiques pour la démocratie.

- De ceux qui veulent que la lumière, la clarté, la transparence soient une réalité au FFS.

Pour tout cela, quoique tu penses, tu es plus utile en Algérie qu'à Lausanne, à moins que la « démocratie » que tu incarnes ne soit différente

de celle à laquelle nous aspirons. Auquel cas, il y aurait un fâcheux malentendu ! »

Les détails de ces griefs se trouvent exposés dans l'ouvrage de Abdelhafid Yaha.

Résultat du conflit entre la « base », où se trouve Si Lhafidh, et Aït Ahmed ?

Ce dernier manœuvre de telle manière (les détails sont dans le livre) que le jour du congrès du parti, l'entrée à Si Lhafidh est... interdite ! Vous avez bien lu : in-ter-di-te ! Pourquoi, comment et par quelle malédiction ?

La fin de l'ouvrage ne fournissant pas les éclaircissements nécessaires, je me suis adressé à celui qui a recueilli les mémoires de Si Lhafidh : Hamid Arab. Voici ses explications.

Question : Quelle fut la procédure pratique qui justifia le refus de laisser entrer Si Lhafidh au congrès du parti, alors dirigé par Hocine Aït Ahmed ?

H. A. : « Il n'y a pas eu de procédure pratique précise. Tout est parti du différend qu'il y a eu déjà en France. Et Si Lhafidh a exigé une explication devant les militants. A partir de là, Aït Ahmed s'est employé, avec l'appui de quelques cadres intéressés par des postes, à minorer l'importance du rôle de Si Lhafidh. Il faut rappeler aussi que la perspective de l'ouverture démocratique a fait naître des ambitions démesurées auprès de nombreux cadres du parti. Et ceux-là, Aït Ahmed a su les capter.

« Et, en l'espèce, je pense que le rôle de la police politique a été aussi déterminant dans la fracture au sein de la direction du FFS en cette année 1989. Si Lhafidh a refusé d'attendre plus longtemps en France ; il est rentré avec de nombreux cadres du parti qui croyaient à un certain FFS historique, fidèle à la ligne sans concession de 1963. La direction du parti est entrée en Algérie en ordre dispersé.

« En Algérie, la fracture ne s'est pas résorbée. Il y a eu quelques tentatives de conciliation qui ont malheureusement échoué faute d'une volonté politique affirmée d'Aït Ahmed, mais aussi d'un certain activisme diabolique de la police politique qui n'entendait sans doute pas voir ce parti faire la synthèse entre les anciennes générations de militants et les nouvelles.

« Un deuxième élément important. Le pouvoir a interdit à la presse de relayer les déclarations de si Lhafidh quand il parle du FFS, donc il y a eu un black-out sur ses activités à son retour.

« Le jour du congrès, Si Lhafidh fut empêché de rentrer au congrès par le service d'ordre. Celui-ci a agi sur ordre du président du parti et sans doute de la direction en ce temps-là. Personne, parmi les congressistes (et pourtant

nombre d'entre eux ont été longtemps couvés et formés par Si Lhafidh à Paris), n'a daigné élever la voix pour signifier son refus de ce grave précédent. Après sa mort, certains sont venus s'épancher, mais c'est trop tard. Ce jour-là, le parti a échoué à réaliser la synthèse des anciens avec les nouveaux militants. »

Comme on le constate, ce qui a lieu au F.F.S. a caractérisé toutes les révolutions et tous les partis « révolutionnaires », sans *aucune*, soulignons-le, *aucune* exception. Les premiers combattants sèment l'espoir et obtiennent des résultats favorables au peuple ; après la victoire, les nouveaux venus, manipulés par la frange des anciens combattants (qui avaient une autre visée inavouable) récoltent en accaparant ces résultats dans leur intérêt personnel de nouvelle caste.

Autre question à Hamid Arab : De son vivant, est-ce que Aït Ahmed a répondu, d'une manière ou d'autre autre, aux graves questions qui lui ont été posées, afin de clarifier sa position devant les militants ?

H. A. : « Aït Ahmed n'a, à ma connaissance, pas répondu aux questions de Si Lhafidh. Je pense malheureusement qu'Aït Ahmed ne voulait rendre de compte à personne, c'est pour cela qu'il a refusé cette explication devant les militants. Par contre, il a distillé des informations auprès de ses canaux pour faire dire que Si Lhafidh est manipulé par la police politique pour le discréditer. Le problème de la transparence dans le fonctionnement de ce parti, comme d'ailleurs pour les autres, reste posé à ce jour. En exigeant une réunion d'explication publique, Si Lhafidh voulait surtout mettre en place, dès l'ouverture dite démocratique, une autre méthode de fonctionnement du parti, sortir aussi du secret qui entourait les activités du parti pendant la clandestinité pour lui impulser une autre pratique qui soit adaptée à la nouvelle situation. »

Quelle tristesse ! Un homme trahi par celui qui lui doit sa place de dirigeant, et trahi, aussi, par ceux qu'il a couvés et formés.

Notons qu'au sujet de l'incroyable, injuste et scandaleux traitement réservé à Si Lhafidh, le témoignage de celui-ci ne montre aucune haine, mais simplement relate la vérité. Quelle leçon ! À propos des partis politiques (se proclamant « démocratiques » et « progressistes »), à propos de leur chef suprême (se déclarant sincère et transparent), à propos d'une majorité de leurs cadres (se prétendant honnêtes) et, malheureusement, à propos de leur base militante (incapable de se rendre compte de la manipulation dont elle est victime). Voilà encore comment un parti, auparavant combattant contre la dictature, dégénère et produit une autre forme de dictature, cette dernière

aggravée par l'imposture de se masquer en « démocratie ». Ne dit-on pas : « Dieu ! Sauve-moi de mes « amis » ! Quant à mes ennemis, je m'en charge » ?

Et, aujourd'hui, la grande majorité des personnes croit encore à l'utilité des partis pour établir la démocratie ! Et à leur capacité de fonctionner de manière réellement démocratique !

À ce niveau, une hypothèse se présente : dans le cas où Si Lhafidh aurait été au courant des *mouvements* (et non partis) politiques et sociaux *autogestionnaires*, notamment soviétique en Russie (avant la prise du pouvoir par les bolcheviques) et espagnol (lors de la révolution sociale de 1936-1939), Si Lhafidh aurait-il nourri des espérances sur un fonctionnement réellement démocratique d'un parti classique, même se proclamant « démocratique » et « progressiste » ?

Si les intégristes islamiques ignorent, déforment et instrumentalisent à leur manière l'idéologie religieuse, en quoi l'attitude des intégristes « marxistes », « socialistes » ou « libéraux » serait-elle différente, en ce qui concerne l'idéologie démocratique ?... Les uns comme les autres ne se révèlent-ils pas, au-delà des paroles propagandistes (prétendument au service du peuple), rongés par l'ambition personnelle, qui se manifeste par l'obsession de *conquérir* le pouvoir (au détriment des autres, donc du peuple) ?

Hors, la seule manière de gérer de manière authentiquement démocratique un pouvoir (politique ou social) est de le *partager* entre toutes et tous. Les partisans des soviets russes et ceux des collectivités espagnoles (sans oublier l'autogestion algérienne ouvrière et paysanne) l'ont prouvé. Alors, les militants disposent du maximum de conscience pour ne pas se faire manipuler par les « cadres » et le chef suprême. Parce que ces derniers n'ont pas le privilège de la « connaissance supérieure », pour impressionner, écraser et manipuler les militants de base. Réfléchissons ! Sachons prendre les leçons que l'expérience historique, de tous les peuples, nous enseigne. Errera humanum est, perseverare diabolicum (Se tromper une fois est humain, mais persévérer dans l'erreur est diabolique). Disons plus : et stupide.

Rappelons-nous une des conclusions tirées de sa propre expérience par Michel Bakounine, à propos des chefs (je cite de mémoire) : Mettez le révolutionnaire le plus radical et le plus pur au pouvoir ; très vite il deviendra le plus machiavélique tyran. Pour ma part, j'ajoute : plus grave encore, l'imposteur se justifie par les « meilleures intentions » du monde.

Qu'on vérifie, pour citer les exemples les plus illustres, comment ont justifié leur pouvoir Karl Marx (sur l'Association Internationale des Travailleurs), Lénine et Trotski (sur la Russie « soviétique »), Mao Tsé Toung (sur la construction du « socialisme » en Chine).

Retournons à Si Lhafidh. Par son élimination « bureaucratique », c'est le peuple authentiquement résistant, réellement démocratique, qui a été éliminé, trompé, trahi. Par une caste inédite, difficile à démasquer (à cause d'une phraséologie machiavéliquement démagogique) comme nouvelle couche sociale parasitaire, jouissant de privilèges au détriment du peuple. Seuls les ignorants et les naïfs, concernant l'histoire humaine, se surprennent de voir un homme, auparavant réellement combattant contre la dictature, une fois devenu « chef », se transformer en vulgaire dictateur, bénéficiant de vils privilèges, tout en prétendant être le « Sauveur » du peuple. Et si un tel homme parvient à dominer, c'est parce qu'il sait, comme l'a déclaré auparavant Hamid Arab, jouer de l'avidité des « cadres » auxquels il commande, et qui partagent avec lui les privilèges.

Combat permanent

Finissons le compte-rendu des mémoires de Abdelhafid Yaha par des informations qu'elles ne contiennent pas, et que nous fournit Hamid Arab.

Question : Une fois Si Lhafidh éliminé du F.F.S., qu'a-t-il fait ?

H. A. : « Si Lhafidh a continué la politique en fondant un nouveau parti le FFD, front des forces démocratiques. Il a continué à faire de la politique et a, par exemple, participé à la conférence nationale des partis en 1994. Il n'a jamais renoncé à faire de la politique, en participant à des conférences, des meetings ou des commémorations de la mort d'anciens moudjahidine [combattants de la guerre de libération nationale]. Il a été au côté du mouvement des Arouchs [mouvement social démocratique en Kabylie, basé sur la tradition des conseils de village] en 2001/2002. La politique était tout pour lui.

« Le Ffd a activé quelques années juste après 1990 mais, avec la période de terrorisme, il n'y avait pas vraiment d'activité politique. Le parti a fini par disparaître.

« Je pense que la création de ce parti a été une erreur quand on sait le sacrifice de Si Lhafidh pour le FFS, son élimination du FFS a été le signe d'une grave dérive autoritaire qui annoncera d'autres exclusions de cadres de valeur. Cependant, Si Lhafidh ne voulait pas en rester là. Il voulait continuer

à faire de la politique, ainsi que ses fidèles compagnons, alors il leur fallait une structure. Surtout qu'il ne pouvait plus parler au nom du FFS après ce congrès de la fracture originelle. D'où le FFD. »

Là, encore, méditons : pourquoi la disparition d'un dirigeant provoque la disparition du mouvement ? Et comment agir afin que ce genre de néfaste conséquence soit écarté ? La réponse à cette fondamentale question commence par l'étude des expériences autogestionnaires passées.

Il reste à connaître dans le détail cette dernière phase de l'action politique de Si Lhafidh. Elle instruirait les nouvelles générations sur ses projets, ses actions et les motifs de ses échecs. La personne capable de nous informer à ce sujet est vivement invitée à nous éclairer, pour compléter ce dossier.

Hamid Arab conclut, concernant Si Lhafidh :

« La population a toujours gardé une profonde estime pour lui. Il a connu une renaissance avec la publication de ses mémoires. Des milliers de personnes l'ont accompagné à sa dernière demeure. Il est enterré devant chez lui, près de la route pour permettre aux gens de venir se recueillir. »

Ultime reconnaissance fidèle de Si Lhafidh au peuple. Ultime leçon de sa part.

Le fidèle « passeur »

Si les mémoires de Si Lhafidh nous sont parvenues d'une manière claire et convaincante, nous le devons également à Hamid Arab. Il a su recueillir les propos du mémorialiste et nous les transmettre en un style simple, dans le meilleur sens du terme, sans fioritures, d'une manière directe, sans digressions inutiles, dans un langage qui reflète fidèlement l'auteur. Hamid Arab a su être un très bon « passeur » pour faire connaître la vie, l'action et les leçons de ce combattant exemplaire du peuple que fut Abdelhafid Yaha, dit Si Lhafid.

Une prochaine partie conclusive résumera les aspects essentiels de son action.



9.

Leçons précieuses pour le présent

Le Matin d'Algérie, 26 novembre 2017

Suite au compte-rendu sur les mémoires de Si Lhafidh, bien que les citations fussent suivies par des commentaires, il est nécessaire de conclure les propos du mémorialiste par des réflexions plus larges sur des thèmes essentiels, afin d'en tirer des leçons concrètes pour le présent.

Problèmes de l'organisation émancipatrice

Malgré toute son intelligence et toute sa dévotion au peuple, Si Lhafidh a subi deux échecs stratégiques : 1) pendant la guerre de libération nationale, il a constaté la transformation du parti dirigeant la lutte, le F.L.N., en instrument d'une caste militariste, basée sur une idéologie totalitaire de caractère arabo-islamiste (quoique se proclamant « socialiste ») ; 2) après l'indépendance, il s'est rendu compte de la dégénérescence du parti F.F.S., chapeauté par Hocine Aït Ahmed, en produisant une caste bureaucratique (malgré l'appellation « socialiste »), attentive à ses privilèges, et non aux intérêts du peuple.

Si Abdelhafid Yaha avait eu connaissance de l'histoire mondiale des partis politiques, notamment du parti bolchevique, d'une part, et, d'autre part, des partis « socialistes », il n'aurait pas été surpris de la régression opérée successivement par le F.L.N. et le F.F.S.

Dans tous ces cas, nous avons affaire à l'existence d'une structure *hiérarchique*, au sommet de laquelle un *chef*, entouré de ses « cadres », décide et commande au reste des militants, dont la tâche se limite à exécuter, selon la règle de « discipline de parti ». C'est dire que le ver est dans le fruit. Le chef et « ses » cadres finissent toujours par considérer et traiter le reste des membres du parti, qui sont la majorité (la « base ») comme un patron d'usine envisage et emploie ses salariés. Ces derniers, en guise de « salaire », reçoivent les félicitations de leurs chefs (successivement hiérarchiques) pour avoir servi la « cause » conformément à la « ligne » du

parti, autrement de son chef et de la cour de « cadres » qui font bloc avec lui. Ensemble, ils constituent une véritable « camarilla » (clique, caste, groupe, clan). La lecture des documents et témoignages historiques, ceux dévoilant la vérité, le montre clairement.

En cas de victoire de cette « cause » du parti, la caste qui le dirige ajoute à ses privilèges passés ceux que lui procure la situation nouvelle. Entre-temps, durant la lutte passée, les éléments les plus sincères et dévoués au peuple sont, généralement, morts au combat ou assassinés suite à leur arrestation par les adversaires (Larbi Ben Mhidi) et, parfois, tués par leurs propres « frères » de combat (Abane Ramdane), sans l'avouer ouvertement (« mort au champ d'honneur », autrement dit du *dés*-honneur de ses assassins). Dès lors, après la victoire, affluent dans le parti victorieux de nouvelles recrues. Leur caractéristique est évidente : ces nouveaux éléments ne s'engagent pas dans un parti qui doit lutter (où, par conséquent, ils risquent leur vie), mais dans un parti qui doit gérer les bénéfices de la victoire (donc, en tirer profit). Ah ! Les fameux « biens vacants », suite à l'indépendance ! Comme les « biens vacants » suite à l'écroulement du tsarisme en Russie, et dans les autres pays de même régime socio-politique.

Là est le mécanisme classique de dégénérescence du parti. Celle-ci, répétons-le, est causée essentiellement par sa structuration hiérarchique et disciplinaire. Rappelons-nous la formule : « *Un seul chef : Pétain. Un seul devoir : obéir. Une seule devise : servir.* » La même règle s'applique à Karl Marx (au sein de l'Internationale) Lénine et Trotski (en Russie), Hitler, Staline, ou tout autre « chef », de n'importe quelle nation, de n'importe quelle couleur idéologique.

La lecture des mémoires de Si Lhafidh laisse clairement voir que son comportement avait eu l'*intuition* de ce genre de dégénérescence, aussi bien durant la guerre de libération nationale (notamment durant la « bleuïte »), que par la suite, pendant la lutte contre la dictature indigène (en s'opposant aux manœuvres de Hocine Aït Ahmed au sein du F.F.S.). D'où les actions de Si Lhafidh pour conjurer la transformation du F.L.N., puis du F.F.S. en partis autocratiques, favorisant l'émergence d'une caste parasitaire, au détriment du peuple et des sincères militant-e-s qui lui sont dévoué-e-s.

Les peuples subissent les néfastes événements, conséquences inattendues d'un combat émancipateur, parce qu'ils ont eu uniquement des « chefs », et pas suffisamment de « simples » citoyen-ne-s pour les représenter et les aider dans leur lutte libératrice. Bref, les combattants et militants, parce

qu'ils ne savent pas compter sur elles/eux-mêmes, en s'organisant de manière autogérée, tombent toujours sous la domination d'une caste, qui prétend les diriger (en réalité les manipuler) en se servant de la « base » au lieu de la servir. C'est « humain », dira-t-on. Non, c'est le résultat d'une forme d'organisation sociale erronée, tout simplement. Des expériences sont là pour le prouver : la Commune de Paris, les soviets russes, les collectivités espagnols, l'autogestion algérienne. Dans ces derniers cas, les citoyen-ne-s ont su agir de leur propre initiative, sans chefs ni hiérarchie autoritaire. Leurs échecs sont dus uniquement à la force supérieure des adversaires qui les ont combattus.

Que faire ?

Il s'ensuit que la solution pour éviter ce genre de dégénérescence d'un parti combattant une domination (étrangère ou au sein de la nation) exige une organisation dotée de certaines caractéristiques.

1. Refus de la *hiérarchie*, en faveur de relations égalitaires entre tou-te-s les membres du parti, sans exception (oui, sans oublier les femmes !). Cela signifie une pratique complète et sans compromis de la démocratie. Elle implique un homme (ou femme) = une voix. Sans attribuer plus d'importance au représentant de tous (le prétendu « chef » charismatique).

2. Refus des chefs, quelque soit leur « prestige » passé et leurs connaissances théoriques, en faveur de délégués, démocratiquement élus par l'ensemble (sinon la majorité) des membres du parti (et pas cooptés par les « cadres » dirigeants, autrement dit les membres de la caste dirigeante, cette forme censitaire féodale de prise de décision), et susceptibles de voir leur mandat retiré dès que l'ensemble (sinon la majorité) des membres du parti estime que ce délégué ne représente plus les intérêts de cet ensemble (ou majorité).

3. Rotation régulière des délégués, pour deux motifs : a) éviter la maintenance des mêmes personnes aux postes de représentants, de manière à ne pas leur fournir le « plaisir » et l'ambition de commander, cause de naissance de privilèges ; b) permettre au plus de membres possible de l'organisation d'exercer une responsabilité représentative, afin que la majorité soit capable de l'entreprendre convenablement.

4. Refus d'une discipline s'exerçant de « haut » (chef puis « cadres ») en « bas » (« cadres » subalternes puis militant-e-s), en faveur d'une discipline



conçue et établie de manière démocratique égalitaire, et assumée de la même manière par tou-te-s.

5. Par là il s'ensuit que le terme « parti » est impropre et ambigu ; le mot qui convient serait autre : mouvement, organisation, association. Ceci au niveau local le plus petit ; au niveau national, il s'agit de fédération entre les diverses organisations (locales, régionales).

Ajoutons qu'au substantif (par exemple, association) l'adjectif adéquat est « social » et non « politique ». Car, le changement véritable *radical* d'une communauté humaine ne concerne pas uniquement l'aspect politique (donc l'État), mais tout autant l'aspect *social* général (lequel comprend les dimensions économique et culturelle).

Ce qui vient d'être esquissé n'est pas le résultat de mon invention. Mais simplement de l'étude des mouvements autogestionnaires de la Commune de Paris (1871), soviétique (avant sa récupération par les bolcheviques) et espagnole (des collectivités durant la guerre civile), sans oublier, encore une fois, l'autogestion algérienne.

Bien entendu, un parti hiérarchique et soumis à une discipline autoritaire peut obtenir plus rapidement et plus facilement des résultats en terme de victoire. Mais celle-ci est payée au prix le plus fort : la production d'une caste de privilégiée. Elle se limite aux seuls changements qui répondent à ses intérêts de caste (et à ceux des couches dont elle a besoin pour se maintenir au pouvoir)

Au contraire, une organisation autogestionnaire a plus de difficulté à parvenir à la victoire. Mais le résultat est conforme à son idéal. On objectera : où donc cette organisation autogestionnaire a obtenu une victoire ? Répétons-le encore, tellement les faits sont occultés : à Paris (1871), en Russie (1917-1921), en Espagne (1936-1939), en Algérie (1962-1965). L'autogestion yougoslave n'est pas considérée, car, comme l'algérienne, elle fut rapidement récupérée et mise sous le contrôle de l'État-Parti « communiste », produisant un capitalisme étatique.

Malheureusement pour l'autogestion, les forces adverses se sont révélées les plus fortes. Est-ce là un motif pour écarter l'organisation autogestionnaire comme impraticable ?... Non ! Mais, se basant sur ses échecs passés, il reste à trouver les moyens de lui assurer la victoire sur ses adversaires. Là est la mission, désormais, des personnes sincèrement dévouées au peuple.

Un seul regret : ne pas pouvoir discuter ce qui vient d'être formulé avec Si Lhafidh. J'espère, néanmoins, que d'autres Si Lhafidh existent, en Algérie et



dans le monde. Ils devront veiller à ne pas subir le sort d'Abdelhafid Yaha : comme dans une classique tragédie shakespearienne, à la fin, se voir trahi par celui qui est devenu chef, par la majorité des « cadres » de sa « cour » et par la « base », incapable de se rendre compte de la manipulation dont elle est victime de la part du « sommet ». Là, semble-t-il, réside la plus amère vérité que révèlent les mémoires de Si Lhafidh. Mais, aussi, sa plus précieuse leçon pour le présent et l'avenir.

En quoi consiste-t-elle ?... Dédain des *honneurs* officiels ; ils rendent complice, d'une manière ou d'une autre, de la caste au pouvoir (dans le parti ou dans l'État). Amour du seul honneur digne de ce nom : cultiver la vérité et la liberté individuelle et collective (l'un ne va pas sans l'autre). Refus des titres (de chef) pour se contenter de celui de militant. Mépris du pouvoir (sur les autres) pour revendiquer son partage égal entre tou-te-s. Manifester non pas l'exclusive capacité individuelle (de prétendu Super-Homme ou Super-Femme) au détriment des autres, mais la capacité personnelle comme partie intégrante de celle collective. Voilà les garanties pour éviter trahison et compromission avec toute forme de caste dominante (au sein d'un parti comme au sein d'une nation), et maintenir fidélité absolue au peuple exploité et opprimé. La seule gloire est de le voir libre et solidaire ; le seul avantage est de partager avec lui ce bonheur. Cela s'appelle autogestion sociale généralisée.

Considérons, à présent, d'autres aspects qui se dégagent des mémoires de Si Lhafidh.

Union contre compétition

De l'ambition à jouer au chef et de celle, opposée, de lui préférer la coopération égalitaire découle la priorité accordée soit à la compétition (négative) ou à l'union solidaire.

Le chef (ou le candidat-chef, quelque soit le niveau d'organisation) est rongé par le cancer de son super-ego. Ce dernier agit pour tenter de combler une « blessure » narcissique d'enfance ou de jeunesse, consistant à ne pas avoir été assez aimé, assez estimé par l'entourage. De là l'obsession de devenir chef, donc de commander, d'asservir. Le « chef » croit ainsi exister. Pitoyable et ridicule prétention. Elle contraint à la compétition négative et exclusive, à se hisser le plus haut de la hiérarchie verticale, à jouer au coq de la basse-cour. Il en est ainsi même quand le « chef » se vante de lutter pour la meilleure des causes.



Et, hélas !, les peuples adorent, s'agenouillent, chantent les louanges du chef. C'est que la mentalité servile existe depuis trop longtemps, entretenue par les chefs eux-mêmes, de toutes les manières : cléricale et laïque, conservatrice ou « révolutionnaire ».

Par contre, à l'opposé, depuis toujours, existe une minorité d'êtres humains qui ne souffre pas du cancer d'un super-ego dictateur. Les ancêtres de ces bienheureux sont Diogène de Sinope, à l'ouest, et Lao Ze et Zhuang Ze, à l'est. En Algérie, ce sont les Larbi Ben Mhidi et les Abdelhafid Yaha. Ces personnes aspirent uniquement à s'unir les uns aux autres, à se compléter, à coopérer. Tout leur bonheur est dans la création d'une communauté où la liberté rime avec égalité et solidarité. L'ego de ces personnes est comme le soleil : sa fonction est d'éclairer et de réchauffer, de permettre à la vie de s'épanouir, pour tou-te-s : êtres humains, animaux, végétaux et minéraux.

Les peuples deviennent de vrais peuples quand ils apprennent à honorer non pas leur « chef », mais celles et ceux qui veulent les servir et non pas se servir d'eux.

La moitié du ciel

Dans les mémoires de Abdelhafid Yaha, une autre caractéristique frappe : parmi tous les mémorialistes (et même historiens) algériens (ou étrangers) de la guerre de libération, lequel a mis en évidence, comme lui, le rôle des femmes ? Et dénoncé l'infâme régression à laquelle elles furent soumises par la suite, d'abord par la caste au pouvoir ?

Les colonialistes insultaient les femmes algériennes par leur méprisant « Fatma » (tout en étant totalement surpris par leur résistance à la torture la plus abjecte, commise par la « civilisation » française). Et voici les nouveaux dictateurs indigènes rejeter ces femmes à la même fonction de « Fatma », citoyenne de seconde zone, soumise à la dictature capricieuse et féodale de l'homme, au point de justifier que le mari la batte selon des modalités « acceptables ».

L'hydre à deux têtes

Parce qu'il est né dans un village pauvre de montagne en Kabylie, puis commença sa vie comme travailleur manuel, A. Yaha comprit relativement vite ce que l'expérience pratique lui montra : le peuple opprimé-exploité est



victime d'un monstre à deux faces, le colonialisme étranger, d'une part, et, d'autre part, la caste oligarchique indigène.

Voilà pourquoi il lui a été facile et logique, une fois la guerre de libération nationale victorieuse, de poursuivre la guerre sociale populaire. Et cela, sans jamais tomber dans l'ethnocentrisme ou le régionalisme, mais en revendiquant l'unité des opprimé-e-s de tout le territoire national.

Violence

Une autre caractéristique de A. Yaha est à relever. Malgré son engagement armé, malgré sa conviction militante, le sang et la violence ne furent jamais sa « tasse » préférée. Il le montra durant la guerre de libération, notamment durant la « bleuïte », comme pendant la lutte armée du F.F.S., en refusant la condamnation à mort d'un traître (« Daniel »).

Moi et les autres

Encore un aspect qui frappe dans le parcours et les propos d'A. Yaha, c'est le souci permanent accordé d'abord aux autres, précisément aux victimes de l'injustice sociale, hommes et femmes, jeunes et vieux, non seulement, notons-le, de sa région mais du pays entier. Ce souci était poussé tellement loin que Si Lhafidh exprima le regret de n'avoir pas suffisamment manifesté d'attention à sa propre famille, à sa mère, à son épouse, à ses enfants.

Ainsi, il fut un militant pour lequel l'engagement social n'admettait ni justifiait aucun profit personnel matériel, pas même pour sa propre famille souffrante ; il visait uniquement à la réalisation d'un idéal de justice sociale collective.

L'histoire à faire

L'histoire de l'Algérie, comme des autres pays, du point de vue du *peuple opprimé*, reste encore à faire, et cela depuis l'antiquité. Faute de ce point de vue des exploité-e-s, l'histoire est celle des castes dominantes et des oligarchies exploiteuses, n'en déplaie à ceux qui n'accordent d'importance qu'aux rois et aux reines du passé en Algérie, et à ceux qui considèrent le bolchevisme et les États « socialistes » bolchevisés comme un progrès révolutionnaire et non une régression conservatrice contre-révolutionnaire.



Concernant l'histoire algérienne, les mémoires de Abdelhafid Yaha sont un des très rares exemples, à ma connaissance, de témoignage du point de vue du peuple, et non de caste dominante. Là est la richesse instructive de ces mémoires. Que leur connaissance soit diffusée le plus largement possible parmi celles et ceux qui chérissent la liberté et la solidarité, notamment les jeunes.

Si Lhafidh, *tannemirt*, *sahhâte*³¹⁴, merci d'avoir existé !

Pieds-noirs et harkis : Quand aux crimes contre l'humanité s'ajoutent les impostures

*Le Matin d'Algérie,
sous le titre « Quand l'imposture s'ajoute aux crimes contre l'humanité »,
18 août 2018
Algérie Patriotique, 19 août 2018*

L'oligarchie dominant la France relance encore la question des harkis, des « pieds-noirs » et autres ex-représentants colonialistes en évoquant des « droits » à récupérer. C'est ajouter au crime contre l'humanité, en l'occurrence contre le peuple algérien et sa terre, l'imposture !

En effet, qui étaient donc les harkis et les « pieds-noirs », dans leur grande majorité et essentiellement ?... Les seconds étaient des profiteurs du système colonial, et les premiers ses supplétifs indigènes, profitant, eux aussi, à leur manière, du même système colonial.

Quant à ceux qui évoquent les « bienfaits » du colonialisme, donnant comme preuves les écoles, les lignes de chemin de fer, les routes, les barrages d'eau, les hôpitaux, les industries, l'agriculture, la « culture », etc.,

³¹⁴ Successivement termes kabyle et arabe algérien signifiant « merci ».

etc., les thuriféraires de ces réalisations oublient ou feignent d'oublier que toutes ces réalisations furent décidées et concrétisées d'abord et principalement pour servir les intérêts de l'oligarchie colonialiste de France, et de ses représentants en Algérie.

Faut-il encore rappeler ce qu'était le système colonial français en Algérie ? ... Massacres de population avec tentative de génocide total, à la manière des Européens en Amérique contre les populations autochtones ; ensuite, asservissement de la population survivante, en faisant « suer le burnous » des travailleurs, et en traquant, torturant et assassinant les révoltés contre l'occupation coloniale et ses crimes ; enfin, une guerre totale pour empêcher un peuple de conquérir son indépendance, et cela par les bombes au napalm, la torture systématique, les assassinats de dirigeants, les massacres de civils soutenant la lutte de libération nationale, etc., etc. La présence de la « France » en Algérie, c'est-à-dire de sa composante colonialiste, c'est d'abord du sang et des larmes, ensuite de la sueur et encore des larmes et du sang !

Après tout cela, les descendants de ces auteurs de crimes contre l'humanité osent encore réclamer des droits ?!

Comment expliquer cette insolente imposture sinon par un fait ?... Que le peuple algérien, à travers son État, a montré de la compréhension et de la clémence, oui ! De la compréhension et de la clémence envers les colonialistes exploiteurs-tortionnaires-tueurs et leurs infâmes soutiens et profiteurs.

Alors, que ce peuple algérien, à travers son État, aurait dû réclamer ses droits, ceux-ci légitimes. Afin que les descendants de l'oligarchie coloniale ne puissent pas ajouter au crime contre l'humanité l'imposture. Comment ? ... En réclamant des indemnités, compensations et remboursement pour tous les actes et crimes du colonialisme : agression contre le peuple et le pays, massacres de populations entières, accaparement de terres et de ses ressources naturelles, exploitation de la sueur du peuple, guerre d'extermination contre lui, napalm contre sa végétation et ses montagnes, etc. Alors, à combien s'élèverait le montant ?

Juste en passant : pourquoi l'Allemagne a reconnu ses crimes contre les Juifs (environ 6 millions, durant un laps de temps de domination nazie), et a fourni des indemnités financières à Israël, tandis que l'oligarchie de France, plutôt que d'agir de la même manière envers le peuple algérien (une dizaine de millions, pendant 132 ans), a le culot scandaleux d'évoquer des « compensations » pour ses supplétifs harkis et ses « pieds-noirs » d'origine



européenne (ou française) ?... Que dirait-on de représentants de l'oligarchie allemande actuelle qui réclamerait des « droits » en France pour leurs concitoyens qui ont dominé et exploité le peuple de France, et pour les « collaborateurs » autochtones qui les ont servis ?

Cette oligarchie française, non seulement réclame des « droits » illégitimes, mais elle a l'infamie de ne pas reconnaître de manière publique et entière ses crimes contre le peuple algérien, qui ont toutes les caractéristiques de crimes contre l'humanité. Et les représentants de cette oligarchie ont l'odieuse hypocrisie de parler de réconciliation ! En oubliant également leurs actions néo-colonialistes qui continuent aujourd'hui pour maintenir une forme de domination sur l'Algérie et son peuple. Décidément ! Les oligarchies colonialistes ne voient que leurs égoïstes et illégitimes intérêts de castes, en ignorant avec un insolent mépris les droits légitimes d'un peuple qu'ils ont odieusement exploité et criminellement massacré.

Si les représentants de cette oligarchie colonialiste persiste dans leur prétention à des « droits », alors, que le peuple algérien, à travers son État, leur présente la facture de cent trente deux années de méfaits et crimes colonialistes. Et quand les représentants de cette oligarchie paieront et reconnaîtront publiquement leurs forfaits, alors, seulement alors, aura un sens le mot « réconciliation » ou « coopération ».

Ceci étant dit, espérons que le lecteur l'a noté : dans ce texte, il est question de l'oligarchie de France, passée et présente (et de ses suppôts d'origine européenne ou algérienne), et non du peuple de France, lequel est, lui aussi, d'une certaine manière, victime de cette même oligarchie.

Autre observation : le lecteur qui penserait que ce texte est violent, devrait d'abord se rappeler ce que fut la violence en acte du colonialisme en Algérie.

Dernière remarque : ces considérations ne sont nourries par aucun dérisoire ressentiment ; leur souci est seulement de rappeler les faits concrets, et de les considérer du point de vue de la justice et de la raison humaines.





VIII.

ÉDUCATION - CULTURE

VIII.1. CULTURE

Le dur métier de vivre

Le Matin d'Algérie, 16 Juillet 2017

J'ai lu quelque part : « aucun des livres que j'ai lus, excepté ceux consacrés à ma profession, ne m'a jamais servi dans l'exercice de mon métier. »

Cette déclaration m'a rappelé une scène. Elle eut lieu environ deux mille quatre cents ans auparavant.

« À un musicien qui était occupé à régler les cordes de sa harpe, Diogène dit : « N'as-tu pas honte de t'intéresser à corriger ton instrument de musique, et non pas les défauts de ton âme ? »

Aujourd'hui, je demande : combien de temps passent les personnes devant leur miroir, pour s'assurer une beauté physique, par rapport au temps consacré à la beauté de leur esprit ? Autrement dit : quel pourcentage est utilisé pour paraître, relativement à celui d'être ? Enfin, dans l'action quotidienne, quelle est l'importance du premier et du second ?

Là est l'une des causes principales de l'aliénation servile des citoyens. En voici un sinon le principal aspect : ne s'intéresser qu'à son propre « métier », c'est-à-dire à l'activité qui permet de gagner l'argent nécessaire à la satisfaction des besoins élémentaires. Ils sont semblables, à peu près, à ceux des animaux : manger, se vêtir, se loger, se soigner, faire des enfants, plus quelques menus autres plaisirs, éventuellement.

Cette activité est normale, quand il s'agit de besoins indispensables à la vie biologique.

Et je ne parle pas des personnes dont le métier est directement lié à un changement social positif, tels un inventeur de vaccin ou d'un produit permettant un meilleur rendement en agriculture, ou, encore, un artiste qui nous offre de l'authentique beauté. Non, j'ai en vue les métiers ordinaires, par exemple de travailleur manuel, secrétaire, fonctionnaire, ingénieur, médecin, militaire, prêtre, policier, bourreau, intellectuel mandarin, etc.

À ces gens, allez dire que leur métier est inscrit dans un système social fondé et fonctionnant sur l'exploitation et la domination d'une minorité sur la majorité, et que les uns en profitent, d'une manière directe ou indirecte, et certains autres en sont les victimes volontaires, conscientes ou inconscientes.

Les interlocuteurs les plus cléments vous riront au nez, les plus méchants auront recours aux mots les plus abjects pour vous insulter.

Voici un exemple significatif. Au cours de son procès, à Jérusalem, Adolf Eichmann, l'organisateur du transport des condamnés-es aux fours crématoires d'Auschwitz, déclara n'avoir fait que son « travail » de fonctionnaire.

Si vous reprochez à un général d'avoir fait tirer les soldats sur de jeunes manifestants pacifiques, il répondra également : « Je n'ai fait que mon métier ! » Si vous lui demandez : « Mais n'avez-vous pas lu des livres qui vous expliquent qu'avant le métier, il y a la vie et la manière de la concevoir ? » Il répliquera : « De tous les livres que j'ai lus, seuls ceux qui ont trait à ma profession m'ont été utiles. »

Les inventeurs et les constructeurs d'armes de guerre considèrent n'avoir fait que leur « métier » ; idem les aviateurs qui ont lancé leurs bombes sur la population civile. Même les médecins qui se sont livrés à des expériences sur des prisonniers de guerre réduits à des cobayes, en Allemagne nazie et au Japon fasciste, étaient persuadés qu'ils exerçaient uniquement leur « métier », et, certainement, aucun livre qui aurait pu leur montrer l'aspect criminel de leur profession ne les avait intéressés. Ils ne mélangeaient pas « métier » et morale. De cette dernière, ils s'en foutaient complètement. Ils la considéraient destinée uniquement aux imbéciles utopiques et aux « losers », les perdants sociaux.

Malheureusement, aussi, trop de travailleurs manuels ou de techniciens subalternes, eux aussi, méprisent totalement les livres qui ne leur servent pas à l'exercice de leur profession. Même quand ils assurent la production d'armes de guerre, employées à massacrer des citoyens vivant dans d'autres pays. « Que voulez-vous, déclarent-ils ? Nous devons bien nourrir nos enfants ! » Ceux des autres, ils n'y pensent pas. Ils n'ont pas lu les brochures et les livres qui les mentionnent.

Les gens qui ne considèrent que l'exercice de leur métier, généralement, refusent de savoir qu'il est inséré dans un système social déterminé. Il leur suffit de tirer de leur activité professionnelle le gain désiré. Rien d'autre ne les intéresse. C'est l'une des causes de la difficulté de changer les sociétés en faveur de plus de justice et de solidarité.

Les gens motivés uniquement par leur activité professionnelle pensent ceci : les personnes qui se mêleraient d'autre chose sont des charlatans, des donneurs de leçons, des intellectuels prétentieux, des moralistes inopportuns,

des fauteurs de désordre, pour ne pas employer des termes que la décence interdit de nommer.

Ainsi, les livres lus ne doivent concerner généralement que le « métier ». Quant aux autres, ils ne sont pas lus ; dans le cas contraire, ils ne servent à rien.

Effectivement, il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Et pire aliéné que celui qui ignore de l'être.

En effet, que penser d'une personne qui, hors les livres qui lui ont permis de servir son « métier », n'a trouvé aucun intérêt dans les autres ?... Soit cette personne a lu des ouvrages inutiles, prouvant par là son manque de discernement dans le choix ; soit elle a lu des ouvrages où d'autres trouvent un bénéfice, mais pas elle.

De fait, on ne sait trouver que ce que l'on cherche. Et on cherche uniquement ce à quoi on accorde un intérêt. Si on se préoccupe de la vie personnelle, on finit par trouver les livres utiles. Si, au contraire, on accorde de l'importance qu'à son métier, le cerveau ne saura trouver d'avantage que dans les ouvrages qui permettent d'exercer ce métier.

Ceci étant dit, en dehors du métier professionnel, n'y a-t-il pas des personnes qui trouvent dans des livres un intérêt non seulement évident, mais précieux, au point que le contenu de ces œuvres change le sens même de leur vie ? Par exemple, des romans, des poèmes, des essais en histoire, psychologie, philosophie, morale, etc.

Si tel n'est pas le cas, pourquoi, de la part des dominateurs sociaux, de tout temps et partout, l'existence de la censure, de la haine des livres, des bûchers de livres et de leurs auteurs ? Pour ne conserver que les ouvrages ayant comme objet uniquement un métier, utile à permettre le maintien du système d'exploitation-domination caractérisant la société.

Pour revenir à l'observation de l'antique philosophe, mentionné auparavant, qu'est-ce qui est le plus important, vient en premier, décide de tout le reste : exercer une profession ou le métier de vivre ?

« Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », écrivit un homme qui s'occupait d'abord de la vie et non de la profession, Montaigne.

Dès lors, quand une personne avoue que les seuls livres lus qui lui ont été utiles sont ceux ayant rapport avec l'exercice de son métier, que doit-on penser de cette personne, de sa conception de la vie, de sa position dans la société ? Bref, quelle est son *humanité* et sa *citoyenneté* ?

Ne trouve-t-on pas cette déclaration sur l'inutilité des livres non sur le métier dans la bouche d'un tortionnaire, d'un militaire assassin de civils, d'un ingénieur inventeur de bombes atomiques, d'un banquier rapace, d'un prêtre d'inquisition, d'un imbécile quelconque, aliéné et asservi, dont la seule chose qui compte est son métier ?

Cela me rappelle un médecin que j'ai personnellement connu. Il ne s'occupait que d'exercer son métier dans le seul but d'amasser de l'argent. « J'ai étudié pour ça ! s'écria-t-il. La vie ?... La politique ?... La morale ?... L'éthique ?... La culture ?... Combien d'argent cela peut rapporter? » demanda-t-il en ricanant, avec une expression laissant entendre que j'étais un crétin.

Il ajouta : « Moi, je fais mon boulot, et le reste au diable ! »

Alors, vu que la personne m'était proche, je me permis cette demande :

« Et, aux législatives, tu as voté pour qui ? »

Il me toisa, étonné, tant ma requête lui paraissait stupide :

« Eh bien, naturellement, pour ceux qui m'assurent la garantie et la tranquillité d'exercer mon métier ! »

- C'est-à-dire ?

- Le FLN, bien entendu !... Est-ce qu'il ne dirige pas le pays depuis l'indépendance ? Est-ce qu'il ne nous a pas libéré du terrorisme ? Est-ce qu'il n'a pas construit l'autoroute et les mosquées ?

Ma mémoire ou plutôt mon imagination alla dans un certain passé. Est-ce qu'un médecin comme celui que j'avais devant moi n'est pas une réplique d'un médecin allemand à l'époque nazie, ou stalinienne ? N'est-ce pas sur ce type d'individus que repose toute domination sociale, parce que gens de « métier » et dominateurs y trouvent leur compte ?

Bien entendu, j'avais compris. Inutile de me hasarder, avec ce genre de personne, à parler de morale, d'éthique, du sens de la vie, et de conseiller la lecture de certains livres. Cette personne n'a lu et ne saurait trouver de l'utilité que dans les ouvrages qui ont une relation avec son métier. Les autres, ils ne lui serviront à rien !... Normal ! Son seul horizon intellectuel est son métier. Son seul but : l'argent. Ne parlons pas d'horizon moral, cela portera cette personne à « raisonner » uniquement avec ses « tripes », donc à insulter, et avec arrogance. L'histoire a montré et continue à montrer quelles en sont les conséquences sociales ; le totalitarisme, sous une forme ou une autre.

Partout et toujours, les dominateurs, quelque soit leur idéologie, ne condamnent-ils pas les livres « inutiles », notamment parce qu'ils posent des questions et proposent des solutions sociales, d'un point de vue éthique ?

Avant le métier comme profession, ne faut-il pas, d'abord, se soucier du métier de vivre ? Puis, trouver les livres qui aident à l'exercice de cette seconde activité ?... Cette dernière ne devrait-elle pas être notre premier souci ? N'est-elle pas la plus belle et digne caractéristique de l'être humain, celle qui le distingue de son aspect animal ? Celle qui permet de raisonner avec un cerveau bien fait, et non pas avec des « tripes ». Ces derniers sont la méthode de Hitler, formulée dans son « Mein Kampf » (Mon combat), et de toute sorte d'intégriste, religieux ou laïc.

Considérons l'Algérie actuelle. L'un de ses graves maux n'est-il pas dans le trop grand nombre de citoyens qui « raisonnent » et aiment « raisonner » avec leurs « tripes » ? Cette manière ne réduit-elle pas son auteur à un élémentaire tube digestif, oubliant totalement l'existence d'un cerveau ? Et ne porte-t-elle pas, si la situation le favorise, à égorger celui qui a une opinion différente, surtout si elle se base sur la raison et l'équité ?

Que l'on me concède l'évocation d'un cas personnel, par deux exemples. Cela fera comprendre que je n'écris pas pour prêcher mais uniquement pour communiquer une expérience personnelle à qui voudrait y trouver matière de réflexion pour la sienne.

D'une part, après avoir constaté la faillite de l'idéologie marxiste-léniniste à laquelle je croyais, il m'a été difficile d'affronter les ouvrages susceptibles de m'en fournir les explications.

D'autre part, à un autre moment, me trouvant dans une situation psychologique très difficile, de rares amis me conseillèrent la lecture de certains livres.

Dans les deux cas, l'un idéologique et l'autre psychologique, j'ai résisté un certain temps avant de les ouvrir. Ma répugnance avait un seul motif : la peur de remettre en question mes certitudes. Elles m'avaient animé et dirigé depuis tellement longtemps. Bref, comme dirait un autre, je me demandais à quoi bon passer d'une « chapelle » à une autre.

Je finis par comprendre que la seule et meilleure manière d'employer correctement mon cerveau est de le soumettre à la lecture de ce qu'il refusait, ne pas craindre de constater que mes certitudes étaient des erreurs. A ce sujet, j'appris deux choses très précieuses.

La première fut exprimée par un savant dont je ne me rappelle pas le nom. Il avait déclaré : la science, la connaissance ne procèdent pas vers plus de

vérité, mais vers moins d'erreur. Puis, dans un autre livre, j'ai lu ceci : Il n'y a que les sots qui refusent de changer d'idées, quand la réalité et l'expérience l'exigent.

Dès lors, j'eus le courage d'affronter les œuvres redoutées. J'en fus capable parce que je ne cherchais plus de passer de « vérité » à « vérité » plus correcte, mais d'une erreur à une hypothèse moins erronée. Quitte à remettre en question par la suite cette dernière, si la réalité l'exige, notamment l'intérêt du peuple laborieux. Il est la boussole de mon existence, la balance où je pèse la valeur de ma vie.

Concluons.

L'écrivain et poète italien Cesare Pavese intitula son dernier livre, son journal intime, « Il mestiere di vivere » (Le métier de vivre). Nazim Hikmet, le poète turc, appela un de ses recueils poétiques « le dur métier de l'exil ». De ces deux expressions j'ai tiré l'expression : le dur métier de vivre.

Il dépend du difficile apprentissage de la lecture des livres appropriés. Ils existent, bien que rares et pas aisés à trouver, parmi l'énorme production produite et contrôlée par les castes dominantes.

Mais la majorité des enseignants, dans tout le système scolaire de tous les pays, se contente de son « métier » pédagogique, dans le sens corporatif et restreint du terme : communiquer ce que l'idéologie dominante leur demande, en échange d'un salaire.

En outre, agissent, d'une part, des théologiens et, d'autre part, certains théoriciens laïcs. En matière de vie sociale, pour « compléter » le métier, ils recommandent, chacun selon son idéologie bien délimitée et exclusive, la lecture d'un nombre restreint d'ouvrages. Ils les considèrent exhaustifs. Tous les autres sont décrétés inutiles, quand pas nuisibles. Si on a la curiosité de lire les livres condamnés, nous y découvrons généralement la critique de la domination sociale et des propositions pour l'abolir, en faveur d'une coopération égalitaire entre les êtres humains.

Dans le monde entier, la production énorme de gadgets électroniques dissuadent les jeunes de la lecture de livres. La meilleure preuve en est la régression de leur capacité orthographique. Mais cette situation bénéficie à la caste dominante de deux manières : d'une part, les actionnaires des manufactures produisant ces gadgets gagnent plus de dividendes, et, d'autre part, les gouvernants ont affaire à des citoyens plus aliénés, donc plus manipulables.

Considérons l'Algérie. Est-ce un hasard, le nombre dérisoire et la médiocrité de la plupart des librairies ? Comment expliquer cette déclaration convaincue de citoyens : « En dehors des livres concernant mon métier, le seul que je lis et où je trouve toutes les réponses à ma vie est le Saint Coran » ? Enfin, le temps passé sur Facebook, en croyant bien vivre, ne s'effectue-t-il pas au détriment de la lecture de livres concernant la vie authentique ?

Oui, dur est le métier de vivre, quand on est conscient de sa première exigence, la dignité. Elle se préoccupe non seulement de l'estomac mais tout autant du cerveau, des « tripes » et de l'équité. Ce souci réclame la lecture de livres particuliers. Leur étude remet en question, parfois très douloureusement, notre confort mental aliéné, de dominateur ou de dominé. En compensation, l'apprentissage du métier de vivre est si agréable, quand nous découvrons la valeur de la liberté personnelle réelle, complétée par la solidarité collective active.



Le bel exemple d'Aokas

Le Matin d'Algérie, 30 juillet 2017

Aux temps obscurs du Reich nazi, le chef de la *Hitlerjugend* (*Jeunesses hitlériennes*), Baldur von Schirach, déclara durant un meeting, en illustrant les paroles par le geste : « Quand j'entends le mot « culture », je sors mon revolver ! » Contrairement à ce que la plupart des auditeurs ont cru, la phrase n'était même pas la sienne ; il l'avait empruntée à une réplique d'une pièce théâtrale de Hanns Johst : « *Wenn ich Kultur höre ... entsichere ich meinen Browning !.* » (« Quand j'entends parler de culture... je relâche la sécurité de mon Browning ! »).

Cette haine de la culture est en réalité une *peur* !... Parce que le nazisme, comme toute autre idéologie visant la domination totalitaire, sait parfaitement que son pire ennemi, son obstacle le plus redoutable est la connaissance des citoyens, donc la culture.

Partout et toujours, tout régime basé sur la domination a besoin de la garantir par l'absence, l'élimination de toute culture *authentique*, au sens le plus large du terme : cela va de l'archéologie à la peinture à la poésie et aux romans, jusqu'aux ouvrages de sociologie, en passant par ceux d'histoire et de philosophie. Seules resteront et seront encouragées une conception *asservissante* en matière spirituelle (religion sinon « morale » dans les pays non religieux, tels l'Allemagne nazie ou l'U.R.S.S. stalinienne) et une présentation ridiculement folklorisante et abrutissante du « patrimoine » national.

Bref, tout ce qui suscite la pensée citoyenne, donc la capacité libre et autonome de raisonner est combattue par les régimes qui ont besoin, pour exister, de l'obscurantisme le plus noir, le plus dense.

Pour y parvenir, les régimes totalitaires ont la solution du culturellement faible, parce que incapable d'affronter les idées par les idées, parce que les siennes sont inconsistantes : l'interdiction, la matraque, le « revolver » !

Il reste, alors, aux citoyens de relever le défi, en bravant le risque de répression. D'une manière pacifique et intelligente. C'est ce qu'ont fait les



citoyen-nes d'Aokas³¹⁵, en Algérie. Et ils eurent la géniale idée de marcher en brandissant des... livres. L'« arme » du savoir !

Et notons-le bien : cette initiative n'a pas eu lieu dans la capitale, ni dans une grande ville, mais dans une petite agglomération, et en Kabylie. Et l'initiative ne fut point celle de la « crème » de l'« élite » mass-médiatique du pays, mais de simples citoyens-nes.

Citoyens-nes d'Aokas, vous avez écrit une très belle page du livre de l'émancipation culturelle du peuple algérien ! Je vous suis infiniment reconnaissant.

Je pense que ce 29 juillet 2017 restera une date dans l'histoire de l'émancipation sociale du peuple algérien. Je souhaite, ou, plutôt, j'appelle les compatriotes de tout le pays à faire de cette journée, désormais, un jour de commémoration annuelle. Que chaque 29 juillet, dans toutes les agglomérations du pays (villes, villages, douars), une marche citoyenne pacifique soit organisée, un livre à la main. Avec des slogans du genre : « Que vive la culture ! », « Un peuple sans culture est un peuple sans dignité ! » Ou, peut-être, même pas de slogan. Qu'y a-t-il de plus clair et significatif comme slogan que celui de brandir des livres en tout genre ?

N'est-ce pas la plus belle démonstration de liberté, de culture, de citoyenneté ? Avec le plus bel impact sur l'ensemble du peuple ?

Et que l'on ne se masque pas l'enjeu réel : l'activité culturelle authentique, autrement dit citoyenne libre et autonome, vise toujours, d'une manière ou d'une autre, l'émancipation sociale du peuple de toute forme d'aliénation, d'oppression, d'exploitation, pour encourager la liberté solidaire. Partout et toujours, les changements sociaux significatifs ont été préparés par des actions culturelles citoyennes. Voilà pourquoi tout pouvoir totalitaire recourt au « revolver » pour les conjurer, et pourquoi les citoyen-nes, soucieux-ses de dignité, chérissent la culture comme moyen pacifique de libération sociale.

³¹⁵ <http://www.lematindz.net/news/24982-a-aokas-des-milliers-de-citoyens-ont-marche-un-livre-a-la-main.html>

Le pire opium des peuples

Le Matin d'Algérie, 10-11 août 2017

« Peu de gens savent réfléchir, mais tout le monde veut une opinion, et que reste-t-il sinon prendre celle des autres plutôt que de se forger la sienne ? »

Schopenhauer, *L'art d'avoir toujours raison*, 1831.

Le problème est là. Pour s'épargner l'effort de penser par eux-mêmes, la majorité, y compris les intellectuels, l'inclination fainéante à suivre l'opinion de « maîtres à penser », religieux ou laïcs, conservateurs ou « révolutionnaires », prévaut au détriment de l'effort d'apprendre à réfléchir de manière autonome, pour se constituer une opinion personnelle, non pas superficielle et prétentieuse, mais solide et humble, tout en demeurant disponible à la remettre en question, en fonction de l'évolution ou d'une meilleure connaissance des faits réels.

C'est ainsi, par exemple, qu'une doctrine, sociale ou spirituelle, sert de « recette de cuisine » pour mijoter non pas un mais *le* modèles social, et gare aux contestataires ; ils ne seraient que des hérétiques, surtout quand ils raisonnent de manière logique, sur la base de faits irréfutables.

Et, plus les paresseux ont besoin d'occulter leur asservissement mental, plus ils érigent leur fournisseur de « pensée cuisinée », religieuse ou laïque, en Icônes Sacrées Intouchables. Si on leur demande une explication, hop ! Ils sortent Le Maître ! Et Le Maître, ça ne se discute pas, on y obéit, point final ! Sinon, on est au mieux un crétin, au pire un ennemi.

L'allégorie platonicienne de la caverne est tout-à-fait pertinente. Les êtres humains, plongés dans l'obscurité (ignorance), les yeux vers le mur, en donnant le dos à la lumière (connaissance), qui vient du haut trou de la caverne, ces êtres humains ne voient que des ombres (illusions), qui sont prises pour des réalités certaines. Pour Platon, les marionnettistes de ces ombres sont les sophistes et les politiciens. Aujourd'hui, on dirait : les capitalistes et leurs serviteurs : politiciens et idéologues.

Ces esclaves de l'obscurité ne pourraient s'en délivrer qu'en tournant les yeux vers la lumière. Là est le problème : comment faire pour qu'ils se



rendent compte que ce qu'ils prennent pour certitude n'est qu'illusion, et qu'il leur faut se tourner vers les faits réels ?

Là est le pire opium des peuples : tout ce qui rend la connaissance impossible, et présente l'illusion comme réalité. Plus tard, on a appelé cette carence mentale *aliénation*.

1. De la religion

J'ai hésité à intituler cette contribution différemment : « Lis, au nom de ta dignité ! » C'est une paraphrase de la sentence coranique : « Lis, au nom de ton Dieu ! » (Igra', bismi Rabbika)

Selon les experts, cette injonction religieuse se justifiait par le fait qu'elle s'adressait à un analphabète : le prophète de l'Islam, Mohammad.

À y penser sans préjugé, cette invitation était un immense progrès, une rupture radicale avec un autre aspect des religions monothéistes.

En effet, quel en est leur l'enseignement, ou, plutôt, leur endoctrinement premier et fondamental ?... C'est l'éloge de... l'ignorance !

Il se trouve dans le récit de l'interdiction divine, faite à Adam et Eve, de manger la « pomme de la connaissance ». Au Paradis, ils n'en avaient nul besoin. Ainsi, ils demeuraient... obéissants à leur Créateur, leur Seigneur, comme disent les Écritures saintes. C'était, déjà, reconnaître la fonction de l'ignorance, en comparaison du rôle de la connaissance.

Hélas ! Satan, l'ange révolté sous forme de serpent, séduisit la femme. Et voici comment l'accès à la connaissance justifia l'exclusion des deux désobéissants hors du Paradis. Plus grave, leur pécher original tombait sur toute leur descendance. Première punition collective dans l'histoire humaine. Crime ? Désir de connaître.

Cette histoire moyenne-orientale avait son équivalent un peu plus au nord, en Grèce panthéiste.

Pour avoir donné aux humains le « feu » de la connaissance, Prométhée fut cruellement puni par le dieu des dieux, Zeus. Enchaîné à un rocher au sommet de l'Olympe, il fut soumis aux plus horribles tortures. En 1968, j'eus l'occasion d'évoquer ce problème dans ma première pièce de théâtre, *Mon corps, ta voix et sa pensée*³¹⁶.

³¹⁶ http://www.kadour-naïmi.com/f-corps_photo.htm

Par où l'on voit que, pour les divinités, panthéistes ou monothéiste, l'ignorance est le premier des devoirs (de soumission) des êtres humains, et la connaissance le premier des péchés (de révolte, d'impiété).

Pour ce que j'en sais, cette idée de pécher originel liée à la volonté de connaissance existe uniquement au Moyen-Orient, qui l'a donné à l'Occident. Cependant, les peuples de ces deux régions du monde considèrent leur croyance comme « universelle ». Erreur de l'auto-centrisme.

En réalité, dans l'autre moitié de la planète, en Extrême-Orient, l'idée de pécher originel n'existe pas, et les religions monothéistes sont extrêmement minoritaires. Dans cette seconde partie de la planète, existent des morales laïques : taoïsme, confucianisme, bouddhisme, shintoïsme, et l'Hindouisme, lequel ne correspond pas à l'idée de religion courante au Moyen-Orient et en Occident.

Revenons au Coran. J'ai dit qu'il commence par recommander la lecture. Bien entendu, celle du texte sacré et au nom de Dieu.

En outre, dans l'une de ses recommandations, le prophète Mohammad exhorte à « chercher la science même en Chine » (Atloubi al'ilma wa laou fi sinne). Ce que des partisans de la lecture du seul Coran semblent... ignorer sinon négliger.

C'est dire que la fameuse expression « la religion est l'opium du peuple » est, à bien y réfléchir, seulement une généralisation excessive, le genre de phraséologie plus belle à apprécier comme style que comme expression fidèle de la réalité. Et que seuls des mentalités de perroquets peuvent débiter sans examen outre mesure.

En effet, les religions n'ont pas été historiquement rien d'autre qu'un opium.

D'une part, elles l'ont été, comme moyen idéologique pour justifier l'asservissement des peuples à leurs dominateurs.

Certains ont trouvé la justification de leurs conquêtes, massacres et occupation de territoire d'autres peuples dans la Torah (Hébreux contre Cananéens, dans l'antiquité, et, aujourd'hui, Sionistes contre Palestiniens), dans les Évangiles (croisades puis conquêtes de l'Amérique, l'Afrique, l'Asie et l'Océanie), dans le Coran (conquêtes arabo-musulmanes depuis le Moyen-Orient jusqu'en Espagne).

À l'opposé, dans les mêmes religions, certains autres ont trouvé la justification de leur libération contre l'occupation et la domination.



La Torah servit à la libération de l'esclavage pharaonique, et a ordonné le commandement : « Tu ne tueras point ! ». Elle permit également de résister à l'impérialisme antique romain, puis à l'oppression nazie. Elle permet même à des Juifs anti-sionistes de nier la validité de l'existence de l'État d'Israël.

Quant à Jésus, il dénonça l'esclavage en proclamant tous les êtres humains égaux et frères ; en plus, ils recommanda de pardonner aux méchants parce qu' « ils ne savent pas ce qu'ils font ». En outre, il condamna les marchands en tout genre d'une manière irrévocable, en faisant l'éloge des pauvres et des « simples » d'esprit. Et l'époque moderne vit la naissance de la « théologie de la libération » qui servit aux peuples d'Amérique latine de s'affranchir du capitalisme et de l'impérialisme.

Enfin, le Coran, lui aussi, eut comme premier muezzin un ex-esclave libéré, de peau noire, Bilal. Et l'Islam interdit la barbare coutume d'enterrer vivantes les bébés nés de sexe féminin. Par ailleurs, l'impôt de la zakât tendait à réduire un peu les inégalités sociales entre riches et pauvres. L'Islam servit, également, d'idéologie libératrice durant la guerre pour l'indépendance de l'Algérie.

Par conséquent, l'histoire montre que toute religion est interprétée selon l'*itinéraire existentiel* du croyant.

D'une manière générale, celui qui a souffert une enfance-adolescence soumise à l'injustice et à la cruauté, une fois devenu adulte, trouvera dans la religion la justification de la répétition des mêmes actes injustes et cruels, par esprit conditionné de ressentiment et de revanche.

Au contraire, celui qui eut la chance d'une enfance-adolescence sereine et affectueuse, , une fois devenu adulte, puisera dans sa religion les motifs pour se comporter en personne sereine et affectueuse, question de reconnaissance.

Dans les trois religions monothéistes, sans exception, on trouve en Dieu deux aspects opposés. Dans le Coran, ils sont ainsi désignés : « Rahmane Rahime » (Clément et Miséricordieux) et « Chadid al'igab » (Terrible dans le châtement).

Ainsi, le fidèle de caractère bon agira selon les deux premiers aspects, et le fidèle au caractère mauvais se comportera en se basant sur les deux derniers.

Ainsi, historiquement et jusqu'à aujourd'hui, certains ont trouvé dans leur religion spécifique les motifs pour connaître, afin de devenir toujours plus justes et plus sages. D'autres ont trouvé dans la même religion, privilégiant

une autre partie, de quoi tout ignorer à l'exception du livre sacré et, éventuellement, des commentaires élogieux à ce livre, en condamnant toute autre forme de connaissance et tout autre livre. Et même à propos de la lecture du livre sacré, ces gens tiennent compte uniquement d'une interprétation spécifique, considérant les autres fausses, donc à ignorer.

Voilà pourquoi l'affirmation « la religion est l'opium du peuple » est relative. Elle peut même se révéler injuste et inefficace. Injuste parce qu'une partie des croyants sont de bons citoyens ; inefficace parce que une telle généralisation d'une croyance spirituelle est contraire à la sacro-sainte liberté personnelle d'opinion, du moment qu'elle n'est pas nuisible à la liberté de pensée des autres.

Une dernière remarque : la religion n'est pas plus un opium du peuple que l'addiction aux boissons alcoolisées ou aux drogues.

Dans ces cas, aussi, l'emploi de ces deux substances peut être facteur de plaisir ou cause de malheur, selon le caractère de l'utilisateur.

Je n'ai jamais partagé l'avis de mes compatriotes qui croient qu'il faut occulter ces deux problèmes parce que les Intégristes islamiques en ont fait un argument de bataille. Et alors ?... Parce que l'adversaire dénonce un réel fléau social, je devrais, moi, l'occulter, sous le faux prétexte de « faire leur jeu » ?

S'il est juste de refuser l'*obligation* intégriste de ne pas recourir à ces substances, n'est-il pas convenable de souligner leur possible danger, en particulier leur rôle totalement néfaste dans le maintien de l'ignorance du peuple, et donc sa résignation ?

2. Ignorance et connaissance

Considérons un autre argument. Je le présente sous forme d'anecdote significative. Je la cite par mémoire, de manière substantielle.

Socrate disait qu'il y a trois catégories de personnes :

1) celles qui savent et savent qu'elles savent : par exemple, un médecin ou un ouvrier plombier savent qu'ils savent leur métier, et le démontrent en le pratiquant de manière satisfaisante ;

2) celles qui savent qu'elles ne savent pas : par exemple un médecin sait qu'il ne sait rien en astronomie, ou un plombier en menuiserie ; donc ils ne se hasardent pas à en parler comme s'ils savaient ;

3) celles qui ne savent pas qu'elles ne savent pas, autrement dit des ignorants qui ignorent leur ignorance. Par exemple, les charlatans qui



prétendent guérir toute sorte de maladies, les dirigeants politiques qui proclament fournir le bonheur à leurs citoyens, les prêcheurs religieux qui décident ce que Dieu a dit et veut, les personnes qui déclarent ne pas avoir besoin d'autre connaissance que celle fournie par leur livre sacré ou professionnel, enfin les personnes qui affirment péremptoirement dans des domaines telles les sciences humaines, sans les avoir étudiées. Dans ce dernier cas, il s'agit de l'armada de « psychologues, politologues, historiens, sociologues, ethnologues », etc. du Café des Sports, de la boutique du barbier ou de commentateurs d'articles de journaux.

Socrate concluait : avec les deux premières catégories de personne, la discussion pourrait se révéler utile ; avec la troisième catégorie de personne, au contraire, toute tentative de dialogue est vaine. En effet, comment un ignorant qui ignore de l'être (donc croit savoir) pourrait avoir l'humilité et la sagesse de chercher à connaître ?

Complétons cette anecdote antique par une autre, contemporaine, que je modifie.

Un philosophe, ayant dépassé le vénérable âge de 90 ans, s'entendit demander par un jeune journaliste :

- Alors, cher monsieur, à présent que vous avez consacré toute votre vie à connaître, que faites-vous ?

Le vieillard sourit puis répondit :

- Par rapport à ce que je connais, je me suis rendu compte combien mon ignorance est plus grande ! Je suis dans la situation de l'astronome : que connaît-il par rapport à ce qu'il ignore de l'univers ?

La connaissance authentique porte à l'humilité et au respect d'autrui ; l'ignorance suscite l'arrogance et l'insulte. Il est facile de le constater chaque jour, en écoutant ou en lisant les propos de trop de gens. La plupart montrent une ignorance qui s'ignore. Elle proclame de manière péremptoire, qui n'admet pas la réplique, des faits peu convaincants sinon fantaisistes, insérés dans ce qui s'illusionne d'être un raisonnement, qui n'est qu'une suite de préjugés. Si on a la générosité de vouloir corriger ces erreurs, on se rend compte combien grande est notre naïveté : on ne recueille que sarcasmes et vulgarités. Logique.

Voilà comment j'explique la condamnation à mort de Socrate puis de Jésus, et la transformation du dictateur Jules César en Héros, et de ses meurtriers, de républicains aimant la liberté, en traîtres à tuer.



Un ou deux démagogues manipulateurs parviennent à transformer une foule de gens ordinaires en juge ; elle condamne sans appel au châtement suprême : « A mort ! »

Voici ma compréhension sommaire de ce phénomène, basée sur mon interprétation du « ressentiment d'esclave », exposé par Nietzsche. Des citoyens économiquement asservis et culturellement aliénés, plus ou moins conscients de leur médiocrité, envient les qualités de pensée et de liberté d'un Socrate, d'un Jésus ou d'un Brutus. Alors, ne pouvant se hausser à leur hauteur, ces citoyens la réprouvent. « A mort donc celui qui reflète notre misère mentale, nous demande de nous en affranchir, et, comme nous en sommes incapables, il nous met en crise. Plutôt que nous suicider de honte, qu'il meure, lui !... Et à qui nous traitera d'ignorants imbéciles, on... » suit un mot vulgaire qu'il est inutile d'écrire.

L'ignorance fait parler uniquement les pulsions élémentaires négatives de l'être humain ; elles montrent sa dépendance, encore aujourd'hui, de son origine préhistorique de bête sauvage, malgré le fait qu'il sache utiliser un ordinateur.

N'est-ce pas, pour simplifier, ce mécanisme qui explique l'adhésion de simples gens du peuple aux manipulateurs doués, par exemple, Hitler, Mussolini, Staline, ou, plus proche de nous, des intellectuels laïcs imposteurs et les divers télé-prêchers, quelque soit la religion professée et le pays où ils opèrent ? En passant, les prêcheurs intégristes islamistes, où donc ont-ils appris leur manière de procéder sinon dans les télé-prêches des conservateurs états-uniens ? Et dire qu'ils proclament refuser « tout ce qui vient de l'Occident ».

Il faut ne pas oublier une autre forme d'ignorance : celles d'intellectuels (artistes, écrivains, journalistes, experts, etc.). Comme les ordinaires gens du peuple, ils affirment sans preuve ou en fournissant des fausses. Mais, à la différence de ces derniers, ils proclament avec d'autant plus d'assurance et de présomption qu'ils ont conscience de leur statut de « connaisseurs » ; c'est leur carte blanche pour dire tout ce qu'ils veulent comme vérité indiscutable, sans prendre la peine d'en vérifier la valeur. J'y ai consacré une contribution³¹⁷.

Ces observations me permettent d'arriver à ce que je considère le *pire* opium du peuple ; le lecteur l'a compris : c'est l'*ignorance* !

³¹⁷ Voir ci-dessous XI. RELIGION ET SPIRITUALITÉ / « *Musulman et laïcité* ».

D'abord ne pas savoir lire et écrire, tout simplement.

Si ma mémoire est bonne et si mon information est correcte, voici le motif premier (et jamais avoué publiquement) pour lequel, en Europe, les castes dominantes s'opposèrent à l'instruction générale publique et gratuite : le travailleur, ouvrier ou paysan, devait rester analphabète, afin de ne pas pouvoir lire sa... fiche de salaire, et, par conséquent, se rendre compte s'il était trompé dans le comptage de ses heures de travail.

En outre, le maintenir dans l'analphabétisme l'empêchait d'accéder à la lecture des publications « subversives » de l'« ordre » social.

Et encore. À l'Église, longtemps le clergé a utilisé le latin durant la messe ; les conservateurs y reviennent. Dans les religions juive et musulmane, le clergé a recours à la langue sacrée. Dans les trois cas, la majorité des croyants ne comprend pas la langue employée. Qu'importe ! L'essentiel est d'« écraser » les fidèles du peuple en déployant la « connaissance » linguistique du prêtre (ce qui justifie ses privilèges) et l'ignorance du « troupeau », ce qui devrait le porter à l'humble obéissance. Notons cependant que s'il s'agit de communiquer aux fidèles un contenu utile au gouvernement, les mêmes prêtres recourent, au contraire, au langage du peuple.

De même, les castes privilégiés s'opposèrent à l'instruction des femmes. Les hommes préféraient maintenir leur domination sur l'autre moitié de la population, y compris mère, sœur, épouse.

Le peuple, lui-même, tend à privilégier l'ignorance. Par exemple, mon père, alors ouvrier et disposant d'un très maigre salaire, souhaitait que nous, ses enfants, ne fréquentions pas l'école, pour aller travailler, afin d'améliorer la condition économique misérable de la famille. Seule, l'intervention de notre mère, plus intelligente, nous permit de « sortir de la misère » (matérielle et intellectuelle) par l'instruction.

Auparavant, l'Église catholique se distingua par le culte de l'ignorance, cette fois-ci dans le domaine scientifique. Elle obligea Galilée d'abjurer sa constatation empirique : que la terre tournait autour du soleil, contrairement à l'affirmation religieuse.

De là, on constate que la caste *ecclésiastique* a intérêt à maintenir l'ignorance du peuple. Ainsi, ce clergé justifie les privilèges obtenus par son accaparement autoritaire de la connaissance, même si celle-ci est aussi fausse que les ombres de la caverne platonicienne.

Comme exemples historiquement les plus significatifs, citons, dans l'Europe antique, l'élimination par les premiers Chrétiens de tous les

ouvrages de philosophie et de sciences, contraires à leur foi ; puis, au Moyen-Age, l'Inquisition et ses bûchers de livres et/ou de leurs auteurs. En Islam, Alhallaj fut affreusement martyrisé et Averroës persécuté ; aujourd'hui, dans une partie du monde musulman, l'aride obscurantisme pèse sur les peuples, par l'intimidation, l'interdiction arbitraire et le meurtre.

L'exemple qui me frappa le plus fut celui-ci : en Égypte, le jeune intégriste islamique qui tenta d'assassiner l'écrivain Naghib Mahfouz n'avait lu pas une seule ligne de cet auteur.

Considérons la caste *politique*. Elle, aussi, a intérêt à maintenir le peuple dans l'ignorance, pour faciliter son asservissement. L'exemple le plus impressionnant fut l'assassinat par enterrement de plus de 450 lettrés vivants et l'incendie de leurs livres, commis par un empereur³¹⁸. Les hordes hitlériennes se distinguèrent aussi par des autodafés de livres et emprisonnement ou assassinat de leurs auteurs. Et nous savons quel fut le comportement des Talibans, au pouvoir en Afghanistan ; ils allèrent jusqu'à faire des autodafés de cassettes de... musique.

Enfin, la caste *intellectuelle*. La majorité de ses membres se désintéresse complètement de contribuer à l'instruction du peuple. Il suffit qu'une minorité privilégiée achète leurs livres, et, pour le reste, bla bla bla pour paraître « progressiste » quand même. Question de marketing par le recours à l'image fausse qui se prétend vraie.

Un jour, en Algérie, j'ai vu l'incarnation physique de l'ignorance : je l'ai photographiée (voir photo de la première partie). Elle couvre entièrement l'être humain d'un voile noir, le réduisant à un objet à la merci de celui qui lui a commandé ou l'a convaincu de tout ignorer, sauf son état de servitude résignée ou consentie. J'ai mis cette situation en en scène dans la pièce réalisée à Bgayet (Béjaïa), en novembre 2012, *Alhnana, ya ouled ! (La tendresse, les enfants !)*³¹⁹.

Retournons à l'ignorance. Souvenons-nous de l'heureuse époque du début de l'indépendance algérienne : on scandait : « Maskine, maskine ! Alli ma grach ! » (Pauvre, pauvre ! Celui qui n'est pas instruit !). Et rappelons-nous les campagnes d'alphabétisation généreuses et gratuites.

³¹⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/Incendie_des_livres_et_enterrement_des_lettrés

³¹⁹ http://www.kadour-naïmi.com/f-al_hanana_ya_ouled_tendresse_enfants.html

Bien entendu, elles cessèrent une fois constituée la nouvelle caste dominante en Algérie.

On rétorquera la création impressionnante des écoles par le régime. Oui, mais ne servait-elle pas, d'abord, à inculquer aux enfants, par l'endoctrinement idéologique, la conformité au nouveau système dominant ? Avec son complément : l'ignorance de tout ce qui a trait à la connaissance objective (par exemple, enseigne-t-on la théorie darwinienne de l'évolution de l'espèce humaine ?), à l'histoire réelle (notamment celle de la promotion de la liberté et de la solidarité authentiques).

Récemment, j'ai entendu certains se lamenter que les Islamistes organisent des cours d'alphabétisation en arabe, dont le motif réel est l'endoctrinement religieux dans un sens obscurantiste.

Eh bien, pourquoi se contenter de dénoncer cette pratique ? Ne vaut-il pas mieux, pour parer à ce risque, organiser des cours gratuits d'alphabétisation dans les langues maternelles, arabe algérien et tamazight, et, aussi, en arabe moyen-oriental et en français ? Et cela dans le but de sensibiliser à la démocratie, à la liberté et à la solidarité, à l'autogestion de la vie quotidienne ?

Et pourquoi ne pas multiplier les cafés littéraires, créer des cafés philosophiques, des universités populaires avec accès gratuit ?

Nous disposons également d'exemples historiques. En plein temps de l'esclavage, dans la Grèce antique, Épictète acceptait comme étudiants, dans son école philosophique, des esclaves et des femmes. Un esclave fut, malgré son statut, un éminent philosophe stoïcien : Épictète.

Plus près de nous, dans le temps, Francisco Ferrer³²⁰ inventa et pratiqua une école qui formait non pas de futurs asservissants et asservis, mais des citoyens libres et solidaires.

Les autorités s'y opposeraient ?... Pour l'éviter, un exemple positif d'inspiration existe, depuis le 29 juillet dernier, celui d'Aokas³²¹.

Puis-je me permettre de rappeler mon expérience personnelle ?... Si, aujourd'hui, j'écris ces contributions, je le dois en premier lieu, je l'ai déjà dit, à ma mère, à son amie et à l'époux de cette dernière.

Lui était ouvrier anarchiste, d'origine espagnole, son épouse venait de France. Cette dernière disait à ma mère : « Il faut que ton enfant, comme le mien, s'instruise convenablement. C'est le seul moyen pour leur permettre de ne pas connaître la vie misérable d'exploité qui est celle de nos maris. »

³²⁰ https://fr.wikipedia.org/wiki/Francisco_Ferrer

³²¹ Voir ci-dessus « *Le bel exemple d'Aokas* ».

Voilà comment je fus, dès l'enfance, sensibilisé à la connaissance, à être conscient combien l'ignorance est le pire des opiums du peuple.

Voilà pourquoi, partout et toujours, l'école, et d'abord celle primaire, est un enjeu fondamental de la lutte entre la classe des nantis, dominateurs-exploiteurs, et celle des démunis, asservis-exploités.

Et, après l'école, les médias dits d'information ou de divertissement.

Nous naissons ignorants, et la connaissance, précisément, est ce qui constitue notre humanité. Plus la première est bonne, plus la seconde est meilleure.

Bien entendu, par connaissance, je ne vise pas la « tête bien pleine » mais celle « bien faite », autrement dit qui assure le plus de bonheur possible, sans nuire à celui des autres.

Je connais un seul cas où l'ignorance, au lieu d'être une cause de malheur, fut et demeure un facteur de paix.

Au Moyen-Age, si mon souvenir est bon, un prêtre catholique, dont le nom m'échappe, fut envoyé en Chine pour convertir ses habitants à la nouvelle religion. Après un séjour assez long, l'envoyé clérical envoya une lettre au Pape, déclarant ceci : J'ai constaté que ce peuple vit de manière normale et vertueuse, tout en ignorant l'existence de notre Dieu et de notre Sainte Religion. Je dis même plus : ce peuple se comporte nettement mieux que nos coreligionnaires en Europe.

Ce prêtre honnête fut excommunié par l'Église romaine. Aux yeux de celle-ci, il avait commis le crime de respecter la vérité et non d'obéir aux ordres. L'ignorance de la religion, telle que connue en Europe, avait, en effet, épargné au peuple chinois les fleuves de sang produits par une croyance religieuse. Ce peuple disposait, toutefois, je l'ai dit, de plusieurs conceptions éthiques : confucianisme, taoïsme, bouddhisme.

On pourrait cependant remarquer :

- Mais, alors, ce paysan, assis, au crépuscule, sur le flanc de montagne, à contempler la beauté du paysage, paisiblement, n'est-il pas heureux, malgré son analphabétisme ?

- Posez-lui la question. Il vous répondra, après un profond soupir d'amertume : si je n'avais pas cette carence, mes connaissances m'auraient permis de choisir librement un métier à exercer, et d'agir afin que d'autres ne soient pas les seuls à décider de ma vie en l'exploitant à leur profit.

Ceci étant dit, gardons à l'esprit un fait : il peut arriver à l'ignorant d'exprimer une bonne idée, et au connaisseur de formuler une mauvaise.

Et n'oublions pas que tout peuple n'a connu des moments heureux et progressé qu'aux périodes où la connaissance, dans tous les domaines, a fleuri, librement, au bénéfice de la collectivité et, au-delà, de l'espèce humaine entière. On appela ces bienheureuses époques *Renaissance*. Elles l'étaient, en effet. Durant celle arabo-musulmane, on recommandait : « Atloubi al'ilma mina mahdi ila lahdi » (Demande la science du berceau jusqu'au tombeau). C'est précisément l'application de ce principe qui explique ce que la civilisation musulmane a donné de beau et d'utile à l'humanité. Et c'est précisément l'oubli ou la négation de ce même principe qui constitue l'obscurantisme islamique, passé ou actuel, et ses caractéristiques fondamentales : l'ignorance, mère de la haine et de la mort. Elles sont présentées comme moyens de libération, alors qu'elles sont, en réalité, des moyens d'asservissement.

Dès lors, je souhaiterai que cesse la focalisation sur la religion comme seul opium du peuple, pour se rendre compte du pire des opiums : l'ignorance, sous forme élémentaire d'analphabétisme, d'abord, ensuite, sous forme de carence de connaissances utiles pour vivre convenablement, sans nuire aux autres.

L'ignorance est, après la force violente, la condition d'existence de toute forme de domination de l'être humain sur ses semblables. Connaître c'est essentiellement savoir auto-gérer librement sa propre vie et, solidairement, celle de la collectivité dont on fait partie.

Par conséquent, citoyen-ne, *Connais ! Au nom de ta dignité, autrement dit de ta liberté dans la solidarité !*



Cafés littéraires : multipliez-vous et fleurissez !

Le Matin d'Algérie, 29 novembre 2017

Problématique générale

À ma connaissance, tous les changements sociaux fondamentaux intervenus dans le monde furent précédés, préparés et nourris par des changements d'ordre culturel, au sens le plus large.

À l'ouest, les philosophies « cynique », stoïcienne, épicurienne et sceptique ont joué un rôle certain dans l'élimination du système esclavagiste. L'idéologie chrétienne a beaucoup pris de ces philosophies en ce qui concerne l'attention accordée aux plus démunis, la fraternité universelle et la force d'affronter les dominateurs. Cet aspect égalitaire a favorisé l'irruption de révoltes paysannes dans les pays ayant adopté le christianisme, puis l'élimination du féodalisme au bénéfice du capitalisme.

À l'Est, en Chine, la philosophie taoïste a permis et nourri des révoltes paysannes contre les castes exploiteuses dominatrices impériales.

Sans s'élargir dans cet exposé historique, arrivons à des faits plus récents.

On sait qu'elle fut l'importance de la philosophie des Lumières dans l'accouchement de la Révolution française de 1789. On sait un peu moins combien l'apparition d'une culture progressiste, dans le bon sens du terme, a préparé la révolution prolétarienne russe (avant sa récupération par le bolchevisme). On sait encore moins (en Occident) le rôle décisif que joua l'avènement d'une culture moderne et progressiste dans le surgissement de la révolution populaire en Chine (avant sa récupération, là aussi, par le bolchevisme maoïste).

En Algérie, aussi, dans une mesure beaucoup moindre mais néanmoins pas négligeable, l'éveil d'une élite autochtone a donné naissance à un mouvement culturel qui prépara le déclenchement de la guerre de libération nationale.

Aujourd'hui, suite à la faillite, d'une part, du système capitaliste (quoique disent ses thuriféraires), et, d'autre part, du système marxiste incarné par les

pays qui s'en réclamaient (quoiqu'en disent les nostalgiques d'un marxisme « encore vivant »), l'humanité est devant la nécessité de produire un mouvement culturel conséquent d'émancipation démocratique réelle, afin de parvenir à un changement social du même genre. Dans ce parcours, il n'est pas étonnant que des obstacles nombreux s'opposent à cet idéal, comme ce fut le cas envers tous les mouvements d'émancipation connus par l'humanité dans le passé.

Problématique algérienne

Que l'on me permette de partir d'une expérience personnelle. Dans les années 1968-1972, j'avais créé le Théâtre *de la Mer* avec un but clair : qu'il devienne un noyau, une étincelle pour créer de nombreuses compagnies du même genre à travers le territoire national ; puis, que ces troupes deviennent des foyers de production culturelle contestatrice de la dictature militaire alors en place³²², avec l'espoir de contribuer à la création d'un mouvement culturel assez puissant pour permettre l'émergence d'une force sociale capable d'éliminer la dictature au profit d'une société réellement démocratique. Le rêve ne se réalisa pas. Non pas qu'il était utopique ; simplement, les conditions objectives et subjectives n'étaient pas présentes.

Il semble qu'aujourd'hui la naissance de cafés littéraires se place dans cette perspective de contribuer à l'émergence d'un mouvement culturel, en vue de favoriser un mouvement social de changement démocratique.

La caste étatique l'a compris, en s'y opposant par toutes sortes d'obstacles bureaucratiques, et d'interdictions à l'activité de ces cafés littéraires. Lesquels résistent³²³ tant bien que mal.

À ce point, une précision s'impose. Les cafés littéraires commettraient une erreur grave à vouloir remplacer une activité *politique* déficiente ou absente. Par là, ils démontreraient une incompréhension grave du rôle de la *culture*, en tant que telle, comme facteur de préparation d'un changement social démocratique.

Mésestimer la culture, ou la considérer comme secondaire, en vue du changement social, c'est commettre deux très graves erreurs.

En premier lieu, c'est ignorer la fonction historico-sociale de la culture. Elle est, comme mentionné auparavant, de préparer et favoriser l'émergence

³²² Voir « Éthique et esthétique..., LIVRE 1. « EN ZONE DE TEMPÊTES / PARTIE VII. LES ŒUFS DU PANIER / 1. Œufs cassés / 1.4. Mère stérile », o. c..

³²³ Voir ci-dessus « Le bel exemple d'Aokas ».

d'une conscience sociale apte à opérer le changement démocratique. Cette culture comprend philosophie, sciences dites humaines, poésie, nouvelle, roman, théâtre, cinéma, musique, etc., sans oublier la science en tant que telle (on sait la fondamentale influence dans le progrès humain qu'ont eu les découvertes de Galilée et de Darwin). Toutes les castes dominantes connaissent la fonction libératrice de ce genre de culture, puisqu'elles l'entravent de toutes les manières possibles, de l'interdiction d'une réunion jusqu'aux autodafés de livres, à l'emprisonnement et même l'assassinat.

Durant la « décennie sanglante », les islamistes radicaux, eux aussi, avaient compris cette fonction émancipatrice de la culture, puisque, après avoir visé les gens du pouvoir étatique, ensuite ils assassinaient des gens de culture, ainsi que des enseignants qui avaient le courage de continuer à maintenir l'existence d'écoles. C'est dire jusqu'où peut aller le fascisme, version cléricale. Quant à la caste étatique dominante, ce qu'elle assassine dans les écoles actuellement, c'est l'esprit ouvert, critique, capable de produire des citoyen-ne-s libres et solidaires.

Encore aujourd'hui, les Islamistes totalitaires savent comment employer le champ culturel pour préparer leur future hégémonie politique³²⁴. À propos de ce qu'il dit, j'estime plutôt que ces personnes, au contraire de son affirmation, *préparent* l'irruption du parti politique qui leur convient. Pour cela, ils emploient le facteur temps et le moyen culture pour le créer. N'étant pas des autogestionnaires, il ont absolument besoin d'une organisation hiérarchique autoritaire pour transformer leur « culture » en action pratique institutionnelle. Pour cela, ils auront absolument besoin d'un parti politique (sinon quelque chose dans ce genre). Attention donc à ne pas considérer uniquement le temps présent ou l'immédiat court terme ; il faut, également, ne pas perdre de vue le moyen et le long terme.

La deuxième erreur consiste à vouloir sauter les étapes, à savoir vouloir opérer un changement social alors que n'existe pas le substrat culturel nécessaire à l'émergence de cette action sociale (on a compris la préférence accordée, ici, au « social » plutôt qu'au « politique », trop restrictif). On ne force pas la main à l'évolution historique et aux conditions qui assurent l'émergence d'une conscience sociale. Celle-ci, qu'on le veuille ou non, est tributaire d'une exigence précédente : une conception culturelle, au sens le

³²⁴ Voir Hebib Khalil : <http://www.lematindalgerie.com/lislamisme-na-plus-besoin-de-parti-politique-en-algerie>

plus large du terme. Quitte aux partis de jouer leur rôle, et, surtout, aux associations citoyennes d'opérer dans le champ politique.

Certes, la politique a une dimension culturelle ; de même, la culture a une dimension politique. Mais les deux ne se confondent pas. Les confondre, c'est tomber dans le totalitarisme. On en connaît les méfaits. Quand, par exemple, au temps de la dictature militaire de Boumediène, le P.A.G.S. (parti d'inspiration marxiste, alors dominant dans l'opposition) a caporalisé les gens de culture, nous avons constaté le résultat : l'abaissement de la production culturelle, devenue médiocre parce que mise au service d'une vision politique étriquée. Ce fut le jdanovisme version algérienne. Le P.A.G.S. ne faisait que suivre ce qui eut lieu dans tous les pays soumis au régime marxiste, à commencer par la Russie. La culture, auparavant florissante parce que critique (en dépit des gouvernants précédents), fut réduite, au nom du tristement « réalisme socialiste », à un embrigadement dont le résultat fut la médiocrité la plus servile. Soyons précis : cette régression ne commença pas avec Staline et son serviteur Jdanov, mais du vivant même de Lénine : rappelons-nous son jugement méprisant à l'encontre de Maïakovsky (qui finit par se suicider).

À l'époque actuelle, en Algérie, comme dans d'autres pays, ceux qui ont compris ce processus de la culture comme condition de changement politique sont les islamistes. Leur activisme religieux est leur culture. C'est ainsi qu'ils « gagnent les esprits et les cœurs », selon la formule consacrée, pour pouvoir obtenir leur soutien d'une manière générale, et, en particulier, leur vote électoral. À ce sujet, notons que la violence manifestée par les islamistes radicaux fut telle, durant la « décennie sanglante », qu'ils perdirent la majorité des « esprits et des cœurs ».

Même le nazisme dut, en partie, sa victoire, à une idéologie et à une « culture » précédente, faisant l'éloge du « Sur-Homme » et justifiant la réduction des « faibles » à l'esclavage (Nietzsche), du racisme et de l'antisémitisme.

Dès lors, aujourd'hui, en Algérie, il n'est pas saugrenu ni utopique de considérer les cafés littéraires comme un excellent moyen de faire naître et de diffuser une culture, dans le sens le plus général du terme, capable de constituer le terreau nécessaire pour une conscience sociale en mesure d'opérer un changement démocratique.

Peut importe l'adjectif « littéraire ». Il fait penser à une élite particulière, où le risque de l'égoïsme, du nombrilisme et du carriérisme est à l'affût.



L'essentiel est que dans le lieu (le « café ») se manifeste l'authentique culture, celle qui éveille les consciences à la liberté et à la solidarité d'une manière globale.

Pour y parvenir, il faudra du temps. Combien ? Nul ne le sait. Cette ignorance ne justifie aucun découragement, aucune résignation. Est-ce que les intellectuels du passé, cités au début de ce texte, savaient qu'ils assisteraient au changement social désiré ?... Pourtant, ils ont consenti tous leurs efforts pour favoriser son émergence. Même quand ils étaient certains de ne pas le voir.

Ajoutons ceci. Combien de personnes savent qu'au moment où une minorité de philosophes antiques dénonçaient l'esclavage, Platon et Aristote le considéraient comme un fait totalement « naturel » ?... Alors, aujourd'hui, pourquoi s'étonner si :

- dans le monde, dénoncer le capitalisme comme système inique est encore le fait d'une minorité, tandis que des « cerveaux » du genre Platon et Aristote le considèrent « naturel » et « indépassable » ?

- en Algérie, créer des cafés littéraires pour contribuer à l'émergence d'une conscience sociale démocratique, est vu comme activité dérisoire, face à un régime étatique considéré comme « inébranlable » ?

Les gouttes de pluie, si elles s'accumulent continuellement jusqu'à un certain point, peuvent provoquer une action efficace. Pourquoi n'en serait-il pas de même avec les cafés littéraires ?

Le jour où, en Algérie, le nombre de cafés littéraires égalera le nombre de mosquées, le peuple algérien commencera à sortir de son aliénation culturelle. Alors, il songera à s'affranchir de son aliénation sociale. Cependant, que l'on ne se méprenne pas. Je n'oppose pas la culture à la religion, comme certains le font par méconnaissance de la réalité des faits. De la même manière qu'il y a une culture conservatrice totalitaire, en opposition à une culture progressiste libertaire, il y a une interprétation de la religion conservatrice totalitaire, en opposition avec une vision religieuse progressiste libertaire (notamment mysticisme et rationalisme, en l'occurrence dans l'Islam la vision sophiste et celle mu'tazilite, dans le Christianisme un Pierre Bayle, dans l'Hébraïsme un Maïmonide).

Certes ! Le chemin à parcourir est long, difficile et semé d'embûches de toutes sortes, la première étant l'hostilité de la caste étatique et de ses alliés en intérêts. Mais où donc ce chemin fut-il bref et facile ? Jusqu'à présent l'humanité fonctionne ainsi : chaque progrès réel décisif est payé au prix le plus cruel. Même l'Inde gandhienne n'y a pas échappé. Cependant, quel

plaisir de contribuer à la liberté et à la solidarité sur cette planète ! C'est, déjà, être soi-même libre et solidaire.

Alors, vivent les cafés littéraires ! Qu'ils se multiplient et fleurissent, portant au peuple l'authentique printemps, le sien, réalisé par lui-même, sans chefs indigènes, ni manipulation étrangère !



Enracinement et conscience : où Rachid Boudjedra a raison

Le Matin d'Algérie, 2 décembre 2017

J'ai suivi la polémique au sujet du livre de Rachid Boudjedra, « *Les contrebandiers de l'histoire* ». À ce sujet, j'ai attendu que le thème, selon moi, le plus important, le plus essentiel, le plus utile soit abordé, exposé, discuté. À ma connaissance, nulle part il n'a été soulevé. Le voici. L'auteur écrit : :

« Ce qui nous manque à nous intellectuels et artistes, pour être efficaces, c'est l'enracinement dans la propre conscience de l'individu, écrivant, ou peignant, ou réalisant. C'est l'enracinement dans la douleur, la nôtre et celle de notre peuple, que nous ne connaissons pas vraiment et que nous côtoyons superficiellement. »

Quelques soient les torts de Rachid Boudjedra, ses arrières-pensées réelles ou supposées, son parcours existentiel, cet extrait mérite, plus encore, il exige une discussion honnête et sérieuse. En passant, reconnaissons la beauté sémantique du titre : « contrebandiers de l'histoire ».

En effet, où sont les œuvres algériennes qui parlent de l'individu de manière suffisamment claire, profonde, analytique, surtout, honnête, et plus encore qui correspondent aux soucis et propositions d'un Albert Memmi (notamment son portrait du colonisé, puis néo-colonisé) et d'un Frantz Fanon (notamment « Peaux noirs, masques blancs ») ? Ignorons les œuvres qui se lamentent sur la déchirure linguistique de l'auteur-e. Il en sera question dans un prochain essai sur ce thème.

Considérons les origines sociales.

Les auteur-re-s qui sont d'extraction familiale *petite-bourgeoise* ou *bourgeoise*, que connaissent-ils/elles du peuple ? Je n'ai pas en vue seulement sa douleur d'exister ontologiquement en tant qu'être humain, tout simplement, mais également et surtout sa douleur d'être exploité, dominé, aliéné, méprisé, humilié, nié, exclu, au point d'être contraint à choisir uniquement entre l'auto-mépris (ce suicide psychique), le ressentiment stérile (cette inutile réaction d'esclave impuissant), l'exil intérieur (cette

hibernation de l'âme), l'exil extérieur (cette fuite amère pour un vivre ailleurs), ou, enfin, le fatal suicide (cette reconnaissance de défaite totale).

Quant aux auteur-re-s qui proviennent de famille populaires, *ouvrières ou paysannes*, vivant ou, plutôt, survivant uniquement par la vente de leur force de travail, combien sont ces auteur-re-s qui restent fidèles à leur classe sociale d'origine, pour en décrire les scandaleuses conditions de vie, les aspirations à une existence plus digne, les combats quotidiens ou collectifs contre l'injustice ?

Où sont les auteur-re-s de nos « Misérables » (Victor Hugo), de nos « mère » (Maxime Gorki), de nos « Ah Q » (Lu Xun), de nos « Bas-fonds » (Jack London), des « enfants de notre quartier » (Nagib Mahfouz), de nos paysans de montagnes stériles (« L'île nue », film de Kaneto Shindo), de nos « Voleurs de bicyclette » (film de Vittorio De Sica), de nos « Quarto Stato » (peinture de Giuseppe Pellizza da Volpedo), de nos « herbes » (poèmes de Walt Withman), de nos « comités de gestion » (poèmes de Jean Sénac), etc., etc. ?

En Algérie, il semble que seul le roman « Nejma » existe. Tout au plus, on cite Mohammed Dib, Tahar Djaout et quelques autres. Le meilleur film, autrement dit le plus authentique, sur la guerre de libération nationale, celui qui a fait pleurer ma mère du début à la fin, ne fut pas réalisé par un Algérien, mais par un Italien : « La bataille d'Alger ».

Loin de moi affirmer que les Algérien-ene-s sont impuissant-te-s à produire des œuvres telles que le souhaite Rachid Boudjedra. Peut-être elles ont existé ou existent ; mais elles n'ont pas vu le jour ou n'ont pas eu la publicité nécessaire pour être connues, parce que les personnes qui doivent en rendre compte les dédaignent. J'en sais quelque chose après avoir constaté l'occultation presque totale de ma personnelle production théâtrale en Algérie³²⁵.

Il est vrai que la production d'œuvres selon le désir de Boudjedra exige des qualités non communes : une éthique intransigeante (« Je suis et je serai toujours du côté de ceux qui ont faim », dit Federico Garcia Lorca, assassiné par les fascistes), une sensibilité profonde, une connaissance suffisante de la profession pratiquée, une esthétique parfaitement maîtrisée (voir « L'art poétique » de Horace, puis de Boileau), loin de tout « réalisme socialiste » à la sauce jdanovienne, et de tout populisme démagogique de pacotille.

³²⁵ Voir « *Éthique et esthétique...* », LIVRE 2. « *ÉCRITURE DE L'HISTOIRE AVEC LA GOMME ou LE PRIX DU SILENCE* », o. c.

Boudjedra a raison : il est impossible de produire une œuvre digne de ce nom sans qu'elle soit enracinée « dans la douleur ». Qu'est-elle sinon l'injustice, c'est-à-dire l'exploitation-domination de l'être humain sur son semblable ? Sinon l'absence de liberté et de solidarité entre les êtres humains ?... Quelques exemples pour tous, les ancêtres, les sources : « *Mahâbhârata* », « *L'Iliade* », « *Les Mille et Une Nuits* », « *La guerre des trois royaumes* », Shakespeare.

Et l'enracinement ne peut se réaliser que par une *conscience* adéquate. Cela a été dit voilà bien longtemps, de manière décisive : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Malheureusement, en ce temps triste et maudit de mondialisation mercantiliste, toutes les « âmes » marchandes, sur la planète entière, et l'Algérie n'y échappe pas, sont torturées par le cancer du gain financier dont le spectacle médiatique est le complément nécessaire. Combien de consciences sont capables de résister à ce Méphistophélès, offrant un compte en banque, des passages à la télévision et la publication d'articles dans des journaux internationaux, eux aussi grossissant le compte bancaire ? Surtout quand ces consciences sont polluées par l'arrivisme, pour pallier des carences psychiques, produites durant l'enfance ? Un proverbe italien déclare : « D'une carotte on n'obtiendra jamais de sang ». D'auteur-re-s qui ne sont que carotte, comment pourrait-on tirer des œuvres où coule le sang de l'authentique douleur humaine ?

Quels temps étranges d'ignoble imposture où l'on condamne la prostitution du corps et pas celle de l'esprit ! Quelle différence y a-t-il entre une prostituée qui se farde pour proposer ses « services », et un-e auteur-e qui se maquille pour aller soumettre ses « produits » sur le marché littéraire-artistique ? De même que la prostituée du corps s'arrange pour plaire aux clients, de même le-la prostitué-e de l'esprit s'oblige à offrir aux clients ce qu'ils désirent. Et quel en est le contenu sinon des images exotico-folkloriques des gens du « Sud », concordantes avec la vision coloniale ou néo-coloniale ? Images dénigrantes ou nettement calomniatrices, sous prétention de vérité, du genre les Algériens sont des violeurs-nés, des nazis-nés ou des corrompus-nés, bref des « sauvages » à civiliser, etc. Leur seul mérite actuel est de permettre d'en parler de manière « croustillante », en dehors de tout contexte social réel : celui de la lutte, systématique et incessante, entre dominateurs-exploiteurs et leurs victimes.

Le nec plus ultra est que ces images sont produites par des gens du « terroir ». Ya bon banania !... « Vous voyez ! dit-on dans les pays opulents.

Les gens qui parlent du « sud », ce n'est pas nous, occidentaux et riches, mais leurs coreligionnaires, leurs compatriotes ! Donc, c'est vrai, ce qu'ils disent ! Et s'ils sont capables de le dire, c'est parce qu'ils ont bénéficié de notre œuvre civilisatrice ! Ils en sont la preuve et le témoignage !... Alors, chérissons-les ! Défendons-les contre les hordes barbares dont ils sont sortis grâce à notre action bienfaitrice !»

Cependant, voici la plus vile et plus basse imposture. Ces prostitué-es, non satisfait-e-s de recueillir ce que leurs clients leur accordent, veulent également se présenter comme des personnes honnêtes, éclairées, soucieuses du peuple. Ils-elles s'écrient avec l'indignation du pharisien, du scribe, du mandarin : « Oui ! Nous sommes du peuple, donc nous avons le droit sacrosaint d'en dire librement ce qu'on en pense ! » ou « Oui ! Nous connaissons le peuple, et nous revendiquons la liberté d'en parler selon notre goût ! »

Vouloir le beurre et l'argent du beurre ! La reconnaissance des nantis et celle des démunis. Quel culot ! Même les prostituées du corps ne manifestent pas cette infamie.

Il faut bien, n'est-ce pas, que les prostitué-e-s de la production littéraire-artistique donnent à leurs clients ce qu'ils attendent, car ces derniers ont du pognon, achètent ce qu'ils attendent de lire ou voir, pour se conforter dans leur conception du monde. « Ainsi va le môônde, Môssieu ! Qui l'ignore ou ne s'y conforme pas n'est qu'un *loser* ! Un envieux ! Un incapable ! Pouah ! » C'est le langage de tous les béni-oui-oui depuis le commencement des temps, partout sur cette planète.

Évidemment, le peuple et ses réelles « douleurs », cette « racaille », ces « ghâchi » (« populace »), ces « bougnoules », ces « tarés », ces « fanatiques religieux », ces « obsédés sexuels », ces corrompus, ces mentalités nazies, ces « Arabes » et « Kabyles », ces frustrés de tout, ces « sporchi, brutti e cattivi » (sales, brutes et méchants, titre d'un film italien d'Ettore Scola), « tout ça », ça ne fait pas gagner du fric, ni des invitations aux télévisions, ni écrire des articles convenablement payés dans des journaux internationaux, bref ça ne permet pas de construire une « carrière ». Oui, il y a des gens pour lesquels la vie se résume à une « carrière », laquelle est constituée par le nombre de livres vendus à... l'étranger (riche en pognon), aux nombres d'articles écrits dans des journaux... étrangers (riche en pognon), au nombre d'apparitions sur les télévisions de... l'étranger (riche en pognon). Le contenu et la forme des œuvres, ça ne vient qu'après, c'est juste le moyen de « parvenir ». La fin (faim d'argent et de gloire) justifie les moyens (moi-moi, hein !)

Entendons-nous : le problème n'est pas de vendre des œuvres, de passer à la télévision ou d'écrire des articles, gagner de l'argent et briller en gloire, dans des pays étrangers. La question unique est le contenu de l'œuvre, son idéologie, sa vision sociale. Tout est là.

Je vois l'auteur-e s'exclamer avec indignation : « Quoi?!... La police de la pensée?!... Jdanov?! Goebbels! Fatwa?!... » Non : simplement le respect de la vérité. Quand, par exemple, Émile Zola présente les tares du « bas » peuple, dans « L'Assommoir », il fournit certes une vision bourgeoise, celle de son insertion socio-économico-culturelle, mais nous le reconnaissons. Quand Céline écrit son « Voyage au bout de la nuit », il revendique ouvertement par ailleurs sa vision fasciste du monde. Mais nos auteur-e-s d'Algérie se présentent comme démocratiques, progressistes et amoureux de leur peuple. Là est l'imposture, car leurs œuvres démontrent le contraire. Infiniment mieux vaut un Balzac, se proclamant catholique et royaliste, mais, parce que doté d'un génie créateur authentique, écrivait des œuvres où sont dénoncées avec style les tares de la société catholique et royaliste, ainsi que bourgeoise.

Une anecdote significative. Un jour, à Rome, j'ai proposé à une productrice un projet de film se déroulant dans le Sahara. Précisons que cette femme se déclarait fièrement de « gauche ». Elle me demanda :

- Et le sexe ? Et le sang ?

- Mon histoire n'en pas besoin, ai-je répondu.

- Ah ! Dommage ! Le film « Le thé dans le désert » de Bernardo Bertolucci vient de sortir, et tu sais à quoi il doit son succès commercial?... À la scène où un Touareg fait du sexe avec une femme américaine !... Alors, dans ton histoire d'un couple d'Italiens qui se perdent dans le Sahara, je te finance ton film si tu insères une scène où un Bédouin viole la femme italienne. Et encore mieux : mets en présence deux Bédouins qui la désirent, et l'un assassine l'autre, puis possède la femme, après avoir ligoté son mari.

Constatant mon manque d'enthousiasme à sa suggestion, la « progressiste » ajouta :

- Tu sais, mon cher, si je produis un film, c'est pour gagner de l'argent, et t'en donner !

J'ai quitté sans commentaire cette proxénète de cinéma.

Espérons que de tout l'ouvrage de Rachid Boudjedra, une minorité de personnes saura apprécier, méditer et tirer les conséquences logiques de ce que ses propos contiennent de précieux pour le présent et l'avenir : soulager la « douleur », quelque soit sa forme, et la remplacer par le plaisir de

vivre libre et solidaire. Bien entendu, les œuvres qui en parleront ne feront pas gagner d'argent, ou si peu, et ne permettront pas des prestances médiatiques, ou si peu. Mais qu'importe quand on sait distinguer les « honneurs » de ce qu'est l'honneur. Rappelons que Balzac fut refusé à l'Académie française ; ses membres le jugèrent socialement pas conforme à leur condition d'admission : le conformisme aux valeurs dominantes. Ajoutons cette anecdote : à un ami qui lui déclarait qu'on venait de lui accorder la Légion d'Honneur, le compositeur anarchiste Erik Satie répliqua, en substance : « Il aurait mieux valu que tu ne l'aies pas mérité ! » Oui, de par le monde, existent des gens pour qui le peuple authentique, celui exploité-dominé-méprisé, est le seul dont on est en droit de mériter une reconnaissance.



Hégémonie culturelle : l'enjeu fondamental

1. Importance de la méthode

Le Matin d'Algérie, 5 décembre 2017

La contribution précédente³²⁶ appelle un approfondissement plus large et plus profond, surtout suite à l'intéressant article de Hebib Khalil³²⁷. Dans son exposé, intéressons-nous à l'offensive culturelle menée par les islamistes totalitaires. Décidément, les démocrates progressistes ont beaucoup à apprendre de ces personnes qu'ils jugent n'être que des « obscurantistes ». Certes, l'idéologie qu'ils défendent est totalitaire, mais la *méthode* employée pour la répandre est intelligente. Ces islamistes, sans avoir lu Antonio Gramsci, appliquent une partie de sa théorie et de son analyse, celle concernant l'*hégémonie* culturelle.

N'ayant pas réussi à s'emparer du pouvoir étatique par le vote (en 1991), ni à le conquérir par les armes (1992-2000), les islamistes totalitaires ont finalement compris que pour parvenir à leur fin, ils ont absolument besoin d'un *appui populaire consistant*. Là est la justification de leur activité culturelle, dans le sens où ils visent à occuper toutes les sphères de cet aspect de la vie sociale : livres à lire, vêtements, cheveux (barbe sur les joues pour les hommes, foulard sur la tête des femmes), rapport de l'homme avec la femme, relation à l'État, vie sur terre et au-delà. En cela, outre à appliquer la stratégie gramscienne de conquête de l'hégémonie culturelle, ils emploient également celle des fascistes (italiens et japonais) et du nazisme hitlérien, sans oublier le fascisme « rouge » bolchevique.

Notons une différence dans l'emploi des moyens. Tandis que la démarche gramscienne appelle à la seule persuasion pacifique par les idées, les méthodes fascistes utilisent toutes parallèlement et complémentaires la carotte (propagande) et le bâton (violence). Leur but proclamé est d'occuper

³²⁶ « Cafés littéraires : multipliez-vous et fleurissez ! »

³²⁷ <http://www.lematindalgerie.com/lislamisme-na-plus-besoin-de-parti-politique-en-algerie>

la totalité de la vie des citoyens, jusqu'à leurs rêves (par le cinéma et autres moyens de « divertissement » de masse).

Cette action multiple et générale veut conquérir l'hégémonie idéologique (au sens strict) et culturelle (au sens le plus large, soit le mode de vie).

Bien entendu, cette visée hégémonique est la condition pour parvenir à l'hégémonie sur les autres plans, notamment institutionnelle, par la main-mise sur l'État³²⁸. Cette main-mise se fera alors soit :

- d'une manière soft, par des élections (répétant la tentative de 1991) ;
- d'une manière brutale, par une reprise de la lutte armée ;
- par combinaison de l'emploi de la violence complémentaiement à la lutte électorale. Le nazisme employa cette dernière méthode pour conquérir le pouvoir.

Ainsi, du point de vue de la méthode, les islamistes totalitaires n'ont absolument rien d'obscurantistes. Ils sont gramsciens avec une prédilection au fascisme, bref un mélange des deux, selon les circonstances. Que cela plaise ou pas, telle est la réalité. Quand on veut comprendre le fonctionnement des agents sociaux, il faut raisonner à la manière de Galilée à propos de l'univers, en ignorant nos préjugés et préférences subjectives.

D'où vient la carence ?

Les marxistes et autres « progressistes » algériens, eux, ont oublié ou ignorent totalement ce qu'avait dit Gramsci sur l'hégémonie. Ils se sont arrêtés aux écrits de Marx et Lénine (pour certains également Trotski) : « parti d'avant-garde », « entrisme » (le fameux « soutien critique » tristement opportuniste), et le tout politique et rien que politique. La culture?... Embrigadée dans le carcan étroit de la politique ! À la caporalisation de la dictature militaire répondait la caporalisation pagiste. Cependant, méthode identique d'embrigadement des esprits. Eh bien, les islamistes totalitaires se révèlent nettement plus intelligents, en ce qui concerne la question de la conquête de l'hégémonie culturelle.

Pourquoi les « progressistes » ont failli dans ce domaine ?

À cause de leur insertion dans le marxisme dominant international : réduit essentiellement au facteur politique, dans le sens le plus étroit du terme, renvoyant l'aspect social à l'après prise du pouvoir. C'est l'obsession étatiste héritée de Marx. Et c'est précisément l'absence de critique objective et

³²⁸ Voir ci-dessus « *Cafés littéraires : multipliez-vous et fleurissez !* »

concrète des limites et carences du marxisme, démontrées par la faillite historique, qui maintient les marxistes dans leur dogmatique aveuglement. Par suivisme de perroquet (causé par le fainéantisme de l'intelligence ou l'opportunisme élitaire), ils n'ont pas eu le courage intellectuel d'examiner les critiques anarchistes dont le marxisme fut l'objet dès son apparition. Ils ont, par conséquent, conservé le voile idéologique qui les a empêchés de regarder la réalité telle qu'elle est. D'où une théorie en porte-à-faux, d'autant plus aveugle qu'elle se prétendait « scientifique ». Ils ont voulu à tout prix que la réalité se conforme à leurs schémas, considérés les meilleurs. Mais la réalité leur a montré leur prétention. Voilà pourquoi les « progressistes » se sont révélés incapables de comprendre le phénomène « islamiste radical » comme conquête de l'hégémonie culturelle. Ils se sont généralement contentés à le dénoncer comme « obscurantiste » et « terroriste » sans comprendre que c'est là, précisément, la méthode fasciste d'opérer en vue de la conquête conséquente du pouvoir étatique. Et s'ils ont appréhendé cela, ils n'ont pas compris comment ces fascistes islamistes ont su « travailler les cœurs et les esprits » du peuple. Or, ces derniers ont démontré une capacité d'établir des rapports avec le peuple infiniment meilleure et productive par rapport aux « progressistes ». Un exemple entre tous : dans les bidonvilles et dans toute zone démunie de tout, là où survit la partie la plus opprimée du peuple, combien a-t-on vu et voit-on de militants « progressistes » par rapport aux militants islamistes ?

Que faire, alors ?

Ce que font les islamistes, autrement dit ce que recommandait Antonio Gramsci. Notons que son idée, très intelligente, à propos de la conquête de l'hégémonie culturelle comme condition pour parvenir à celle politique n'a été appréciée ni par le parti « communiste » italien d'alors, ni, bien entendu, par les autres partis « communistes », en premier lieu russe. On a vu de quelle lamentable manière ils ont payé leur mentalité politiste obsédée par la seule et primordiale conquête de l'État. La charrue mise avant les bœufs. Les anarchistes l'avaient expliqué à Marx, en vain. Lui, le « savant », le « docteur en philosophie » avait découvert le socialisme « scientifique », par conséquent toutes les critiques n'étaient que « utopiques », « petite-bourgeoises » « contre-révolutionnaires ».

Cependant, une personne avait compris l'importance de la théorie gramscienne de l'hégémonie. Devinez qui ?... Le fondateur du... fascisme,



Mussolini. Il emprisonna à vie l'auteur de cette conception, en déclarant (je cite de mémoire) : « Il faut empêcher cette tête de penser ». Il semble, si ma mémoire est fidèle, que Staline et les dirigeants du parti communiste italien d'alors furent satisfaits de la neutralisation de cet homme dont la pensée dérangeait leurs schémas, tactique et stratégie.

Quel paradoxe !... Le chef fasciste s'est révélé plus intelligent que les chefs marxistes. Et, en Algérie, les islamistes fascisants se révèlent plus intelligents que les marxistes et autres « progressistes ».

Encore une information significative. À l'approche du nazisme, Wilhelm Reich analysa clairement la manière de ce mouvement pour conquérir l'hégémonie au sein du peuple, notamment la classe prolétarienne. En particulier, Reich signala les aspects fascistes et fascisants dans la culture populaire, notamment ouvrière. Résultat ?... Le parti « communiste » allemand l'expulsa du parti. On connaît la suite : le nazisme triompha selon les prévisions psycho-culturelles révélées par Reich.

Toutes ces considérations visent à expliquer que les « progressistes », d'inspiration marxiste ou « libérale » (c'est-à-dire « démocrates »), ont toujours eu le tort de privilégier le politique sur le culturel (ou idéologie). Obnubilés par la conquête du pouvoir de l'État (donc par la dimension politique, au sens strict), ils ont gravement négligé, pour ne pas dire mépriser, l'aspect culturel. C'est ainsi que, par exemple, leurs écrits sur l'éthique sont très rares, et, quand ils existent, sont ridicules (voir, par exemple, « Leur morale et la nôtre » de Trotski). Par contre, les anarchistes ont produit mieux sur ce thème, digne d'être connu et médité (voir notamment les écrits de Pierre Kropotkine).

Si l'on veut comprendre la méthode et sa logique, il faut donc lire et méditer ces textes anarchistes sur l'éthique, l'analyse gramscienne sur l'hégémonie, ainsi que les écrits de Wilhelm Reich, en premier lieu « *La Psychologie de masse du fascisme* ». On y trouve des ressemblances frappantes entre la manière des nazis pour conquérir l'hégémonie au sein du peuple, et celle des islamistes fascisants opérant dans le même but.

Obscurantisme clérical et obscurantisme laïc

Voyons d'abord la situation dans le monde. Le danger n'est pas d'abord l'obscurantisme clérical, bien qu'il tente d'exister, notamment aux États-Unis et en Russie, mais l'obscurantisme infiniment plus pernicieux qu'est l'idéologie *mercantiliste*. Elle réduit tout, absolument tout à marchandise, y

compris le corps humain, pour en tirer un profit. À cette fin, tous les moyens sont utilisés, en fonction des découvertes technologiques. Même les instruments qui semblent de socialisation (tels facebook, youtube, smartphones, tablettes, téléphone mobile, etc.) et de divertissement (télévision, cinéma, jeux vidéo, etc.) sont d'abord des moyens pour faire de l'argent, en réduisant les utilisateurs à marchandise et à moyen d'acquérir de la marchandise.

Venons à l'Algérie. En plus de l'obscurantisme mercantiliste, décrit ci-dessus (globalisation oblige), il y a l'obscurantisme clérical.

Il est donc urgent de se débarrasser de la funeste mentalité politique étatiste pagiste (marxiste) et de ses œillères « théoriques ». Si le parti P.A.G.S a disparu, sa conception demeure vivace dans l'« élite » intellectuelle. Il faut comprendre la nécessité d'accorder à la culture le rôle qu'elle a eu toujours dans l'évolution humaine, à savoir constituer un terrain de *libre* production pour l'émergence de la conscience sociale, laquelle produit l'action politique conséquente, comme expliqué dans la contribution précédente³²⁹.

Les principaux théoriciens-militants anarchistes (Proudhon, Bakounine, Malatesta, Kropotkine) avaient compris cette nécessité. La preuve en est leur insistance sur la dimension sociale et globale du changement, et non pas sa limitation ou sa subordination, comme le préconisaient Marx et Engels (puis Lénine, Trotski) à la dimension prioritairement politique.

Dès lors, dans le monde comme en Algérie, il faut répondre aux adversaires qui agissent dans le domaine culturel sur le même terrain. Non par pour les imiter servilement, mais parce que leur démarche est correcte. Certes, pour ces islamistes totalitaires, l'action est facile. Il est plus aisé de pratiquer l'obscurantisme mercantiliste dans le monde, et l'obscurantisme clérical en Algérie. Tandis que, dans les deux cas, il est difficile de favoriser la conscience libre et solidaire. Ceci dit, à chaque époque historique, et partout, il fut plus facile à l'idéologie obscurantiste d'opérer par rapport à la culture émancipatrice. En cela, rien de nouveau sous le soleil.

Retour à l'autogestion

Comme dans les époques passées, il reste aux détenteurs de savoir authentique d'inventer les moyens pour affronter de manière efficace l'idéologie rétrograde. Tout le problème est là. Avec cette différence : fini le

³²⁹ « Cafés littéraires : multipliez-vous et fleurissez ! »

recours au messianisme dogmatique du système complet « clé en main » et « prêt à penser » (genre libéralisme ou marxisme). Il faut trouver des solutions ouvertes, permettant la collaboration de toutes les têtes pensantes. Elles ne se réduisent pas aux intellectuels ; les travailleurs manuels, eux aussi, pensent, et parfois mieux que les docteurs d'université. Il faut également savoir que l'application pratique dépendra des conditions particulières concrètes de chaque peuple à une étape déterminée de son évolution.

À ce propos, les théories et pratiques autogestionnaires constituent une aide précieuse. Malheureusement, elles ont été étouffées par la double occultation capitaliste et marxiste. Cependant, le temps et l'histoire ont prononcé leur verdict. Il faut revenir, ou plutôt commencer à s'intéresser à l'autogestion. Non pas pour dogmatiquement la suivre, mais pour déterminer en quoi elle pourrait être instructive dans le présent, selon les situations concrètes spécifiques.

Pour revenir à l'Algérie, il faut cesser de considérer ce pays comme existant hors de la planète. Il fait partie de la mondialisation en cours. Les Frères Musulmans entrent totalement dans le plan impérialiste états-unien, malgré quelques incartades et les apparentes manifestations d'hostilité verbale envers le « Satan occidental ».

Amar Naït Messaoud écrit³³⁰ :

« Le Printemps arabe (...) a vu les objectifs de l'accès aux libertés et à la justice sociale remis en cause et accaparés par des mouvements islamistes, lesquels, par l'effet conjugués des grands appétits géostratégiques mondiaux, ont... »

D'accord. Mais, alors, dans cette situation, que fut le rôle des mouvements démocratiques et progressistes ? Comment expliquer leur faiblesse par rapport aux islamistes ?... Oui, on sait que les premiers ont été laminés par la répression étatique, couplée, en Algérie, par la répression terroriste.

Cependant, cette explication n'est pas exhaustive. D'autres mouvements ont été réprimés impitoyablement sans se laisser vaincre par des actions réactionnaires, telles les organisations révolutionnaires du passé, dans divers pays.

³³⁰ <http://www.lematindalgerie.com/comment-demanteler-le-vivier-culturel-et-social-de-lislamisme>

Nécessité de l'auto-critique

Il faut donc ne pas considérer uniquement l'autre (et sa force), mais tout autant soi-même (et sa faiblesse). Tant que cet examen, auto-critique, ne sera pas fait, les mouvements conservateurs totalitaires auront le vent en poupe. Curieusement, il semble que ces derniers savent faire leur auto-critique, déceler leurs points faibles et leurs points forts. Expliquer leur force actuelle uniquement par le soutien de l'étranger (en argent), par la complicité d'une frange des détenteurs de l'État, et par l'aliénation du peuple, ne suffit pas. La vérité n'est-elle pas dans les faits suivants : leur capacité à disposer d'une vision organique, à s'organiser, à se solidariser, à influencer « les cœurs et les esprits » des opprimés, tandis que ces caractéristiques font défaut aux démocrates et progressistes ?... Bref, ces derniers ne manquent-ils pas gravement de méthode ? Et cette carence ne provient-elle pas d'une fixation dogmatique (de relents religieux) à des schémas passés qui ont démontré leur défaillance pratique ? Et n'est-ce pas celle-ci qui a porté à ignorer d'autres conceptions et expériences, telle celle autogestionnaire, pratiquée en Russie³³¹ pré-bolchevique, en Espagne pré-franquiste³³² et, actuellement, par exemple, au Chiapas mexicain, et dans le nord de la Syrie ?³³³

Il faut donc trouver la méthode, la bonne !

³³¹ Voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « *Qui ont fait la révolution d'octobre 1917 ?* »

³³² Voir ci-dessus II. AUTOGESTION / « *La (méconnue) plus importante révolution du XX^e siècle* ».

³³³ Voir II. AUTOGESTION / « *Ce qu'on ne dit pas à propos du Moyen-Orient: la commune de Rojava* ».

Hégémonie culturelle : l'enjeu fondamental

2. Du spirituel

Le Matin d'Algérie, 8 décembre 2017

Religion et athéisme

Sous le pseudonyme « Morel », un Algérien, se référant au pays d'origine, a conclu un texte intéressant ainsi :

« S'il n'en est qu'une condition nécessaire, car non suffisante, l'athéisme revendiqué a de tout temps accompagné les luttes d'émancipation de la classe ouvrière. Que l'on songe à la Commune de Paris ou à la révolution espagnole, entre autres... En finir avec l'aliénation religieuse est indissociable du projet révolutionnaire. Réaffirmer aujourd'hui cette évidence, en l'ancrant dans la mémoire des luttes passées et dans la perspective de l'émancipation sociale et individuelle, est plus que jamais nécessaire. »³³⁴

Cette observation appelle plusieurs considérations.

1.

L'examen objectif de l'histoire humaine, en dehors de nos préférences subjectives, montre l'existence d'une différence significative entre athéisme et aliénation religieuse. Cette dernière est, certes, cause de servitude ; notons que celle-ci est d'abord *sociale*, avant d'être métaphysique. Cette aliénation est donc à combattre et éliminer. Mais pas à la manière bolchevique : par la violence et l'imposition arbitraire de l'athéisme. On a constaté le résultat dans tous les pays où cette méthode fut appliquée.

2.

De par le monde, comme en Algérie, ont existé et existent des personnes qui, sans être athées, ont une conception sociale émancipatrice : dans l'Hébraïsme, un Maïmonide, comme, aujourd'hui, les Juifs anti-sionistes ; dans le Christianisme, un Pierre Bayle ou, actuellement, la « théologie de la libération » ; dans l'Islam, les mu'tazilites (rationalistes, sans oublier Ibn

³³⁴ Article « *Sortie de route* », par Moriel, <https://www.lavoiedujaguar.net/Sortie-de-route>, vu 2-12-2017.

Rouchd, dit Averroës) et les soufis (mystiques) et, aujourd'hui, des musulmans de même orientation, en plus démocrates, tels Gamal Albanna³³⁵. Dans tous ces cas se manifeste résolument un effort intellectuel appréciable pour concilier une foi transcendantale avec une raison sociale émancipatrice. Certes, limitée, mais, tout de même, elle tente de dépasser ce qu'elle nomme elle-même (pour employer un terme moderne) une aliénation (à savoir quelque chose de non conforme à la raison).

3.

À propos des événements cités par Moral (Commune de Paris, révolution espagnole, et j'ajoute révolution russe), si les dirigeants étaient, effectivement, athées, ils ne l'étaient pas tous, à ma connaissance ; et la majorité des citoyens, y compris prolétaires, qui les ont suivis pour abattre le régime oppresseur, n'étaient pas, loin de là, tous des athées. Plutôt, ils avaient une conception émancipatrice de la religion chrétienne, catholique (France) ou orthodoxe (Russie). Elle puisait ses idées dans un contenu qui se trouve dans les textes sacrés : fraternité universelle, solidarité, priorité accordée aux matériellement démunis et aux « pauvres d'esprit ».

4.

En Algérie, si, d'une part, la religion musulmane fut, durant la période coloniale notamment, un facteur d'aliénation (fatalisme acceptant le système colonial comme « Volonté de Dieu »), les dirigeants de la guerre de libération nationale surent transformer cette croyance en instrument de libération contre le colonialisme. Que cela plaise ou pas à nos conceptions personnelles, ceci est un fait. Et je l'ai vécu personnellement, dans ma famille, dans mon quartier, dans ma ville (Sidi Belabbès). La religion n'est redevenue un instrument d'aliénation qu'avec l'usurpation du pouvoir par ceux qui s'en emparèrent. Pour la justifier idéologiquement, ils ont, comme tout dominateur, utilisé la religion en tant qu'instrument d'aliénation. Bien entendu, ils ont trouvé dans les textes ce qui justifie, selon eux, l'autoritarisme, la hiérarchie, le respect des « gens de pouvoir », quitte à ce que les « derniers » en ce bas monde, en échange de leur obéissance, deviennent les « premiers » dans l'au-delà. La plupart des gens du peuple, non habitués à discuter et à voir les contradictions des discours, tombent dans le piège du servilisme, plus ou moins résignés.

Cela signifie que chacun trouve dans les textes sacrés ce qui répond à son désir : émancipation ou asservissement.

³³⁵ Voir ci-dessous XI. RELIGION ET SPIRITUALITÉ / « *Musulman et laïcité* ».

Que des intellectuels s'appuient sur ce fait, indéniable, pour rejeter la religion, ils peuvent certes agir ainsi. Mais le peuple, dans sa grande majorité, n'a pas ce genre de considération. Il prend tout ce qui peut lui servir, là où il le trouve. Et ce qu'on lui présente le plus, ce qui lui est le plus à portée de son oreille (car généralement il ne lit pas, n'ayant jamais eu la possibilité de se livrer à ce genre de loisir), c'est un texte religieux. Alors, les gens du peuple y puisent ce qu'ils peuvent, selon leur caractère. Étant donné que ce dernier, dès l'enfance, est programmé, formaté, conditionné à l'obéissance à l' « Autorité », la religion devient la justification de ce comportement. Donc une aliénation.

Mais que viennent des personnes qui, avec patience et intelligence, présentent les aspects émancipateurs du contenu religieux, et la majorité des peuples est contente de découvrir une issue à son affranchissement de la servitude, celle sociale, matérielle.

Bien entendu, il serait souhaitable que cette libération populaire ne soit pas redevable à cette méthode. Cependant, l'expérience historique montre que jamais la négation athéiste de la religion n'a été, pour la majorité du peuple, précisons-le, le moyen décisif pour le convaincre de combattre pour sa libération sociale.

5.

En Algérie encore, les travailleurs d'entreprises et de fermes qui, au lendemain de l'indépendance, ont spontanément créé l'autogestion, étaient-ils athées?... Certainement pas, mais ils avaient une conception émancipatrice de leur religion.

6.

L'impératif de liberté suppose, entre autre, celle de l'individu à croire ce qu'il veut, en l'occurrence à une religion, à la seule condition que cette croyance ne s'oppose pas, d'une part, à la liberté d'autrui d'avoir une autre vision spirituelle, et, d'autre part, à l'élimination de l'exploitation-domination d'un être humain sur son semblable.

L'erreur à éviter

Dès lors, c'est une erreur grave de mélanger athéisme et aliénation religieuse. Concernant les Algériens en particulier, cela prouve une méconnaissance des travailleurs émigrés en France, et de ceux restés au pays. Cela montre que l'intellectuel athée se laisse bercer intellectuellement par les mots et par son désir subjectif, sans tenir compte de la réalité. Certes,



ces mots et ce désir sont chatoyants, mais ils ne sont pas applicables à la réalité. En effet, allez dire à un ouvrier d'une usine, émigré en France ou demeuré en Algérie, à un travailleur de la terre, à une épouse battue par son mari, à un jeune désespéré : « Pour te libérer de l'oppression, tu dois être athée ! » Et vous verrez la réaction. Cela n'est pas seulement le cas du musulman algérien, mais de tout croyant dans le monde, quelque que soit sa foi.

Le langage adéquat et acceptable ne devrait-il pas être autre ? « Libre à toi de croire ou pas à une religion, c'est là une question personnelle. Mais acceptes-tu que ta foi justifie ton oppression, ton exploitation et ta domination par ton semblable ? »

Ce n'est pas là être un vulgaire réformiste, mais un réaliste, non pas dans le sens opportuniste du mot mais, osons le dire, dans l'acception scientifique du terme. Cette attitude consiste à considérer la réalité sociale et psychologique telle qu'elle est, et de trouver la méthode pour la changer de manière efficace.

Il faut donc distinguer entre le principal et le secondaire, entre l'urgent et le long terme, entre le social collectif et l'individuel intime. Seule la personne enfermée confortablement dans sa tour d'ivoire intellectuelle, dans son dogmatisme stérile, peut jongler avec les mots, ignorant ou dédaignant de savoir si leur impact est réel ou uniquement imaginaire. La validité d'une théorie réside dans son application pratique, en science naturelle comme en science sociale.

Il faut donc cesser de commettre l'improductive erreur d'opposer laïcité et religion,³³⁶ de taxer tous les croyants, en l'occurrence musulmans, d'obscurantistes. Répétons-le, tant cela est négligé par les athées. Rendons-nous compte d'un fait concret. Les religieux de toute confession trouvent dans leur credo ce qu'ils cherchent, lequel est déterminé par leur personnalité, généralement produite par leur conditions matérielle et culturelle : soit la haine et la violence, soit l'amour et le pacifisme. Parlez avec les gens, connaissez-les réellement : vous constaterez que la personne d'un caractère bon et généreux trouve dans sa religion les arguments pour justifier et renforcer ces aspects ; le contraire est également vrai : une personne méchante et égoïste trouve, elle aussi, des arguments dans sa religion pour justifier et renforcer ses défauts.

³³⁶ Voir ci-dessous XI. RELIGION ET SPIRITUALITÉ / « *Musulman et laïcité* ».

Partant de cette interprétation contradictoire de la religion, certains ont conclu à son rejet. Il reste, cependant, cette constatation : si l'on se soucie de changer une société dans un sens émancipateur, il est nécessaire de comprendre le rôle joué par une religion, et agir en conséquence. Affirmer : « Athéisme et rien d'autre ! », c'est, d'une part, se tromper sur le fonctionnement social et individuel ; d'autre part, c'est provoquer l'hostilité des opprimé-e-s, et donc renforcer leur aliénation. Les islamistes totalitaires vous remercieront, tandis que les croyants sincèrement convaincus d'émancipation sociale (ils existent en nombre plus grand que ce que l'on croit) vous regarderont avec dépit et tristesse.

On demandera : pourquoi ces derniers ne se manifestent pas, ou pas suffisamment ? Parce qu'ils ne disposent pas de l'organisation autonome qui le permet ; et parce que les athées ne leur accordent pas l'attention et la solidarité qu'ils méritent et dont ils ont besoin.

Distinguer l'adversaire et l'allié

Il faut absolument déceler la différence entre deux sortes de croyants.

Les premiers emploient la religion comme instrument d'aliénation et de domination. Ils sont minoritaires ; mais comme leurs actions sont violentes, manifestées de manière spectaculaire, relatées par des moyens de (dés-) information locale et internationale, il semble que ce phénomène soit général et déterminant.

Le second type de croyants considère la religion comme facteur de liberté et de solidarité. Ces personnes existent, et si elles ne sont pas la majorité, elles constituent néanmoins une quantité non négligeable. Simplement, leurs actions sont pacifiques, non spectaculaires, et ne bénéficient pas des moyens de (dés-) information dominants. Ajoutons une cause à considérer : ces personnes sans organisation autonome et solidaire, ont peur de la minorité qui, elle, est organisée de manière autonome et solidaire.

Dès lors, combattre cette minorité fascisante consiste d'abord à s'allier avec la majorité dite silencieuse, pacifique et démocratique. Cela implique l'aider à s'organiser de manière autonome et solidaire. Cela exige également de trouver les moyens pour qu'elle se défende efficacement contre les actions violentes par une résistance non violente.

Pour y parvenir, insistons, il ne s'agit pas de demander : « Es-tu croyant ou athée ? » mais : « Es-tu pour l'exploitation-domination de l'homme par son

semblable, ou, au contraire, pour la coopération libre et solidaire entre les êtres humains ? »

Si le croyant répond, comme le signale H. Khelil : « Qal Allah, Qal Errasoul » (Dieu a dit, Le Prophète a dit), et je fais ce qu'ils me prescrivent », il faut lui rétorquer : « Est-ce qu'ils défendent et justifient l'exploitation-domination de l'être humain par son semblable ? »

Si l'interrogé répond par l'affirmative, il se met lui-même en contradiction : il dénie à ceux qu'il invoque la justice et la solidarité. Si, au contraire, il déclare qu'ils défendent ces deux impératifs, il n'y a plus à chicaner cet homme sur sa croyance. Voilà une manière de combattre l'obscurantisme, en se débarrassant soi-même de cet autre obscurantisme qu'est le dogmatisme, cette vision superficielle, arrogante, non opératoire et, finalement, nuisible.

En effet, un athée, défendant et pratiquant l'exploitation-domination, est-il acceptable, tandis qu'un religieux, défendant et pratiquant la coopération solidaire, est-il condamnable ?

Déjà, à l'époque de l'Association Internationale des Travailleurs (1868) le problème s'était posé : devait-on accepter dans l'organisation uniquement des athées ou, également, des croyants ? Les avis furent partagés. La raison devrait être du côté de ceux qui accordent la priorité non pas à la croyance personnelle (religieuse ou athée) mais à la position sociale : pour l'exploitation-domination ou pour la liberté solidaire.

Un exemple banal mais significatif de vie quotidienne. Voici un Algérien qui se vante d'ingurgiter une boisson alcoolique en croyant être du bon côté social, tout en méprisant le musulman qui s'abstient de tel genre de boisson. Et, cependant, ce consommateur de boisson alcoolique est un exploiteur-dominateur tandis que le musulman est un exploité-dominé qui voudrait s'affranchir de cette situation. Voici une algérienne qui porte mini-jupe et cheveux au vent, mais elle a une activité d'exploiteuse-dominatrice ; et voici une algérienne musulmane, portant un vêtement islamique, mais cependant, étant exploitée-dominée, elle voudrait se libérer de sa malheureuse situation.

Avec qui donc le démocrate progressiste, l'athée doit s'allier, s'unir ?

Prenons un autre exemple. H. Khalil note dans son article, déjà cité : « Solidarité sélective : la Oumma avant tout ».

C'est vrai. Mais posons deux questions. La solidarité n'est-elle pas une belle aspiration, à encourager comme telle ? Ce désir de « Oumma » (communauté) n'est-il pas sélectif (se réduisant à la communauté musulmane) parce que les démocrates et progressistes ne savent pas

proposer au musulman une communauté meilleure, à savoir libre et *en même temps* solidaire, englobant l'humanité entière ?

Religion et État

Il ne suffit pas d'affirmer : « L'islam ne doit pas être la religion de l'État. Il ne peut pas être la religion de l'État »³³⁷. Cette revendication doit être justifiée par des motifs, destinés pas seulement à l' « élite » laïque, mais également à celle religieuse de tendance démocratique, sans oublier le peuple. Entreprise difficile mais indispensable.

Quant à ceux qui détiennent le pouvoir, leur présenter une telle requête relève de la naïveté ou de l'ignorance. Dans une société d'exploitation, l'État a besoin de la religion, de manière directe ou indirecte, pour se justifier, comme le clergé religieux a besoin de l'État, pour exister. Dans les nations où, officiellement, l'État et l'institution religieuse sont séparés, ne voit-on pas les signes religieux dans les écoles ? L'État ne finance-t-il pas d'une certaine manière les organisations religieuses ?... Classique union du sabre et du goupillon, partout dans le monde. Là où ce dernier n'existe pas, c'est une morale qui le remplace (confucianisme, bouddhisme).

Rappelons, enfin, qu'en Europe, la séparation entre la religion et l'État fut le résultat d'un long combat, parfois sanglant. En Algérie, cette séparation ne se fera pas sans heurts et conflits, espérons pas tragiques. Ce qui est certain, c'est qu'elle exigera un travail culturel difficile, plein d'embûches, long, large et profond, mais exaltant, au sein des « élites » intellectuelles comme parmi le peuple. Cela fut ainsi partout, toujours. L'Algérie ne fait pas exception. Il reste, alors, à s'inspirer d'exemples significatifs, dans le monde musulman³³⁸ comme dans les autres, inventer et agir afin que la religion devienne une affaire personnelle privée (par respect de la liberté individuelle) sans être un obstacle instrumentalisé contre la liberté d'autrui et la solidarité des opprimé-e-s pour conquérir leur dignité de vivre.

³³⁷ Mohamed Mechat, cité par Amar Naït Messaoud, in <http://www.lematindalgerie.com/comment-demanteler-le-vivier-culturel-et-social-de-lislamisme>

³³⁸ À ce propos, un Mohamed Arkoun est à considérer, sans oublier le déjà mentionné Gamal Albanna.

Hégémonie culturelle : l'enjeu fondamental

3. Connaître et distinguer

Le Matin d'Algérie, 12 décembre 2017

Dans son article, Hebib Khalil relate ce qui, en effet, se constate quotidiennement : l'emprise de l'idéologie obscurantiste sur le peuple et sur les jeunes. Est-il raisonnable de se limiter à la déplorer et à en accuser ses auteurs ? Ne s'agit-il pas de poser tout de suite après la question : alors, que faire pour contre-carrer cette influence ?

Pour répondre à cette seconde interrogation, pointer la résistance à la répression étatique et au terrorisme islamique ne suffit pas. C'est là évoquer seulement les adversaires.

Une autre demande s'impose : suite à quelles *erreurs (faiblesses)* des démocrates et progressistes, l'État a été capable de réprimer, et les islamistes de terroriser ?

Alors, on sera obligé de remontera jusqu'aux conditions de la guerre de libération nationale et ce dont elle accoucha par la suite. Alors, on devra examiner en toute objectivité quel rôle (avec quelles carences) fut celui des démocrates et progressistes. Car, n'oublions jamais ce fait : l'adversaire est fort parce que soi-même est faible ; l'obscurantisme est devenu fort parce que la claire conscience est devenue faible. Rappelons une métaphore : si un coup de poing s'abat sur une tomate, c'est elle qui est pulvérisée ; mais si le même coup de poing s'abat sur un gros caillou, c'est le premier qui se brise.

Les démocrates progressistes (et cela depuis la guerre de libération nationale) se sont révélés une « tomate », malgré toute leur bonne volonté. Sept événements en furent les preuves significatives : 1) la crise dite « berbériste » (1949) ; 2) la capture (par hasard ?) de Larbi Ben Mhidi et son assassinat par l'armée coloniale ; 3) le meurtre de Abane Ramdane par ses « frères » de combat ; 4) l'échec de la résistance des combattants de l'intérieur au putsch militaire de l'armée des frontières (été 1962) ; 5) l'échec de la résistance armée du Front des Forces Socialistes à la dictature militaire ; 6) la reddition du P.A.G.S. au régime militaire de Boumédiène,



sous prétexte de « soutien critique » ; 7) l'étouffement de la révolte populaire du printemps 2001, dont le centre fut la Kabylie.

Ces sept événements ont vu, à chaque fois, la défaite de la tendance démocrate et sociale au profit de celle oligarchique. Cette dernière s'est masquée derrière une idéologie rétrograde, d'abord « islamo-arabe » (dans les quatre premiers cas mentionnés), ensuite « étatiste légaliste » dans les trois derniers cas.

Cependant, de tous les cas cités, l'un d'eux mérite d'être relevé comme étant le plus grave, parce que ses représentants se sont *volontairement* abandonnés à la *compromission* avec le régime qu'ils étaient censés combattre : les dirigeants du parti du « soutien critique ». Compromission signifie, par comparaison avec compromis, le fait de croire utiliser le second quand, en réalité, on se trouve empêtré dans le premier. Autrement dit, les dirigeants du PAGES se sont crus plus malins politiquement que le chef du régime militaire, Boumédiène, lequel, pourtant, les a bien utilisés à son exclusif profit. La réalité en fut la preuve.

Il reste donc aux démocrates progressistes à connaître puis admettre leurs erreurs (faiblesses), pour, ensuite, être capables d'apprendre comment devenir un bon et solide « caillou ».

Religion et politique

Il faut, aussi, que les démocrates progressistes sachent distinguer entre religion et politique. Certains aspects ont été examinés dans la partie précédente³³⁹. À présent, soulignons un autre problème : la nécessité de distinguer entre l'utilisation *politique de la religion*, et l'utilisation *religieuse de la politique*. Ce sont deux attitudes et deux visions distinctes.

Expliquons.

L'utilisation politique de la religion est incarnée par les islamistes totalitaires. Ils emploient la foi, interprétée à leur manière unilatérale, subjective et opportuniste, comme moyen hégémonique pour conquérir le pouvoir politique (étatique). Cette catégorie de personnes est une minorité, certes très active, mais néanmoins une minorité.

Tandis que l'utilisation religieuse de la politique est autre chose. Elle consiste, pour les citoyen-ne-s à rejeter deux conceptions : d'une part, le « libéralisme démocratique » où, de fait, la démocratie est un leurre tandis

³³⁹ « 2. Du spirituel ».

que la liberté est celle du plus riche ; d'autre part, le « socialisme populaire », qui, lui aussi, s'est révélé une imposture.

Que trouvent ces citoyen-ne-s à la place ? La conception autogestionnaire (libre et solidaire) étant occultée, ils-elles ne trouvent que la religion. Elle leur sert comme référence émancipatrice, à tort ou à raison. Le proverbe populaire comprend cette attitude : Quand on n'a pas ce qu'on aime, on aime ce qu'on a. Là est la situation de la majorité des musulman-ne-s, pour celui qui connaît ces personnes telles qu'elles sont en réalité, et ne se contente pas de stéréotype médiatique.

Ce dernier est essentiellement diffusé par des médias de pays riches capitalistes, avec la collaboration des nouveaux *harkis*³⁴⁰ de l'écriture, ces « intellectuels » indigènes des nations moins nanties. De quelle manière ? En mettant en avant le « choc des civilisations » (où sont appelés à la rescousse, également, la frustration sexuelle des gens du sud, notamment musulmans, leurs mœurs « barbares », leur tendance fascisante et leur « archaïsme » d'une manière général). Le but de cette nouvelle idéologie est de masquer et neutraliser la lutte des classes au sein des nations, d'une part, et, d'autre part, entre les nations dominantes et celles qui veulent conquérir leur souveraineté sur leurs matières premières, ainsi qu'entre les nations colonisatrices et les peuples luttant pour leur libération, comme c'est le cas concernant le peuple palestinien.

De la même manière que le musulman recourt à sa religion, à défaut d'une autre vision sociale, pour lutter contre son exploitation économique et sa domination politique, le chrétien et le juif agissent de même. Comme, durant la guerre du peuple vietnamien contre l'agression impérialiste U.S., le bouddhiste employa sa croyance pour résister à la domination étrangère.

Alors, « la religion, opium des peuples » ? Cela dépend des circonstances concrètes. Le marxisme n'a-t-il pas été, à son tour, un opium des peuples, en produisant le bolchevisme et son avatar stalinien, jusqu'à son lamentable écroulement final ? Osons nous poser la question épineuse par sa complexité : pourquoi le marxisme a duré à peine un siècle, tandis que les religions monothéistes (sans oublier l'hindouisme), ainsi que les morales bouddhiste et confucianiste existent depuis beaucoup de siècles ?

Par conséquent, si les démocrates progressistes ont comme adversaires irréductibles les utilisateurs *politiques* de la religion, au contraire, les utilisateurs *religieux* de la politique devraient ne pas être vus comme des

³⁴⁰ Pour qui l'ignore, ce terme désignait les supplétifs collaborationnistes indigènes avec l'armée coloniale, durant la guerre de libération nationale algérienne.

adversaires, mais comme des personnes qui se trompent de méthode et de référence, tout en ayant un but respectable : s'affranchir de l'exploitation qui les opprime.

Sun Tse a dit

Les démocrates progressistes ont péché par une grave méconnaissance des forces et des faiblesses, d'une part, d'eux-mêmes, et, d'autre part, de leur réel adversaire. Voilà vingt-six siècles, Sun Tse, stratège militaire chinois, avait dit, en substance³⁴¹ : Si tu connais l'ennemi mais pas toi-même, tu subiras la défaite ; si tu te connais toi-même mais ne connais pas l'ennemi, de même, tu subiras la défaite ; mais si tu connais l'ennemi autant que toi-même, alors tu assureras ta victoire.

Les démocrates progressistes algériens ont prouvé ne connaître suffisamment ni leurs adversaires (étatiques ou islamistes) ni eux-mêmes. Bref, ils ignorent le principe de la balance. Elle ne sert pas uniquement à peser des marchandises ou à symboliser la justice ; la balance, c'est aussi l'instrument indispensable pour peser la force réciproque des adversaires. L'ignorer est toujours fatal.

Adversaires

Voici un exemple de méconnaissance de l'adversaire islamiste totalitaire. On lit³⁴² :

« L'expression actuelle de ce que les acteurs sociaux appellent "l'Islam" est, en fait, un discours populiste qui atteste, dans sa forme linguistique, dans ses contenus imaginaires et mythologiques, dans les conduites véhémentes, incohérentes qu'il inspire, la pulvérisation des cadres sociaux, des codes de l'honneur, des registres sémantiques, des lexiques réglés, des calendriers, des rituels, des célébrations, des liens de parenté ou de proximité sociale. Bref, de tout ce qui conférerait un ethos, un visage, une cohésion, une mémoire et un sens de l'avenir à la société ».

³⁴¹ Dans « *L'art de la guerre* », librement déchargeable ici : https://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Art_de_la_guerre

³⁴² <http://www.lematindalgerie.com/comment-demanteler-le-vivier-culturel-et-social-de-lislamisme>

Notons que l'auteur de ces lignes est l'un des meilleurs connaisseurs de l'Islam et de la société algérienne : Mohamed Arkoun.

Avec tout le respect qui est dû à ses écrits, très précieux, il faut, pourtant, présenter une objection au sujet de la citation ci-dessus.

En réalité, il se n'agit pas seulement d'une « pulvérisation » de ce qui fut (donc, d'une négation, d'une destruction), mais d'une *proposition* (donc d'une affirmation, d'une construction) d'autres « ethos », « visage », « cohésion », « mémoire » et « sens de l'avenir » : ceux présentés par une idéologie bien précise, conservatrice et totalitaire. Elle correspond à une interprétation subjective particulière de l'Islam, celle dite wahabite-salafiste (que l'on retrouve d'une certaine façon chez le philosophe persan Alghazali, dans sa négation de la raison et de la science). Comme on le sait, la nature a horreur du vide : un contenu a été remplacé par un autre.

Ne pas le voir, ne pas l'admettre, c'est ignorer l'adversaire. Il n'est pas uniquement une force destructrice et négatrice, il est également une force constructrice et affirmative. Que cela s'opère en forme d'idéologie réactionnaire ne supprime pas l'aspect propositionnel. L'idéologie fasciste (mussolinienne et japonaise) et celle nazie ont, également, détruit et proposé. Ainsi que l'idéologie wahabite puis khomeiniste.

Par conséquent, les démocrates progressistes doivent être en mesure de présenter des propositions capables de contrecarrer les propositions adverses, de manière à convaincre davantage le peuple et les jeunes. Tout le problème est là !

Il ne suffit donc pas de dénoncer une idéologie réactionnaire comme destructrice d'une situation donnée, pour s'en débarrasser. Il faut davantage : convaincre de sa non pertinence les « élites » ainsi que le peuple, et en proposer une autre, plus adéquate.

Et qu'existe-il de convenable sinon une vision qui allie liberté individuelle et solidarité collective ? Cela implique le renoncement à toute idéologie qui nie l'un ou l'autre aspect. Le capitalisme privilégie la liberté (en réalité du plus riche) au détriment de la solidarité ; le « socialisme » étatiste glorifie la solidarité (toute relative, car favorisant d'abord une caste minoritaire) au détriment de la liberté individuelle.

Soi-même

À présent, voici un exemple où les démocrates progressistes ne se



connaissent pas eux-mêmes. On lit³⁴³ :

« En Algérie, l'ostentation religieuse et l'amalgame du prosélytisme avec l'exercice de la politique ont été fortement favorisés par le caractère rentier de l'économie nationale et le monopole politique exercé par le parti unique pendant plus de trois décennies. »

Rien d'autre ?!... Et à l'opposition, qui détenait le monopole ?... N'est-ce pas un parti pratiquant le « soutien critique » à l'État et au parti unique (précisément à leur soit disant « aile gauche ») ? Ce parti d'opposition, le P.A.G.S., faisait croire que, malgré tout, le « socialisme » s'édifiait, avançant comme preuve une gestion « socialiste » des entreprises et une réforme agraire, alors que ces actions consistaient uniquement en un capitalisme d'État, renforçant une bourgeoisie étatique, ce que le PAGS reniait. Sans parler de l'arbitraire arabisation à outrance, et l'islamisation réactionnaire rampante qui commençait, par l'importation d'« enseignants » moyen-orientaux. Ces réalités là étaient dites, notamment par le Parti de la Révolution Socialiste et par le Front des Forces Socialistes. Malheureusement, ils étaient minoritaires et combattus non seulement par l'État mais également par... le parti du « soutien critique ».

Voilà la source première et principale (du côté des démocrates progressistes) des malheurs du peuple algérien. Tant que cette erreur sera ignorée ou connue mais occultée, tant qu'on ne la comprendra pas, tant qu'on ne l'admettra pas, tant qu'on ne remédiera pas à ces carences, on ne fera que constater l'hégémonie de l'adversaire obscurantiste, en accusant uniquement les islamistes et le gouvernement de ce phénomène. Sans aucune auto-critique. Ce qui est tristement déplorable et ne résout rien. Il est nécessaire de connaître les tares des adversaires, mais tout aussi indispensable de détecter les siennes propres, sinon on perd stupidement son temps et, plus grave, on alimente la force de l'adversaire.

Type de miracle

Hebib Khalil conclut ainsi son article :

« À moins d'un miracle, l'islamisme latent de la société algérienne sortira tôt ou tard au grand jour. Et comme tout virus qui se respecte, il n'attend que l'affaiblissement du corps pour s'en emparer définitivement. »

³⁴³ Idem.

Comme les miracles n'existent pas, il faut, alors, parler du médecin pour soigner ce corps. Qui peut-il être sinon le collectif des consciences éclairées ? Et comment y parviendront-elles si elles ne sont pas libres et solidaires ?

Qu'elles commencent d'abord par connaître suffisamment le virus qui les habitent elles-mêmes. Il réside essentiellement dans l'esprit de suffisance, produit par un « savoir » décrété le meilleur, infaillible, « scientifique », alors qu'il n'est qu'illusion idéologique, dans le sens péjoratif du terme.

Puis, il faut trouver les remèdes adéquats. Pour cela, il faut le maximum de modestie, d'objectivité, de capacité d'auto-critique résiliente, d'intelligence.

Alors, on découvrira l'importance de conquérir l'hégémonie culturelle. C'est ce que l'histoire enseigne, dans tout pays et à chaque époque. Alors, il sera possible de riposter de manière positive à l'action obscurantiste, quelle soit étatique ou terroriste. Alors, on saura « gagner les esprits et les cœurs » du peuple, afin qu'il devienne l'agent conscient capable de construire lui-même son destin, de manière autonome, libre et solidaire. Là est le miracle, mais produit de manière volontaire par la conscience citoyenne la plus éclairée.



Ah ! Pauvre langue maternelle !

Algérie Patriotique, 24 décembre 2017

Ces temps-ci, comme depuis longtemps, se déroule un légitime combat pour la reconnaissance et la promotion du tamazight. Bien entendu, cette revendication est positive, à encourager, à soutenir, par toutes les personnes soucieuses de reconnaître un droit citoyen : l'emploi d'une langue maternelle. Ce droit est, en plus, non pas un élément de division mais d'union des composantes de la nation.

Et nous constatons l'appel des partisans du tamazight à leurs compatriotes linguistiquement arabophones de soutenir cette juste promotion du tamazight. Au nom de quoi ? Du fait que cette langue est celle *maternelle* du peuple amazighe.

Mais, alors, en Algérie, n'existe-t-il pas une seconde langue *maternelle* ? Celle *parlée* par la partie linguistiquement arabophone du pays ?

Les uns la négligent en la réduisant à un idiome « vulgaire » ; d'autres la méprisent comme un ridicule « pataouec » ; d'autres encore la dédaignent comme une dégénérescence soit du tamazight ancien, soit de l'arabe moyen-oriental. Toutes ces affirmations sont très discutables. Et quand ces personnes parlent de langue « arabe », ils n'ont en vue que celle du Coran.

Mais celle-ci est-elle la langue *maternelle* et *populaire* de la partie arabophone en Algérie ?

Rares, très rares, parmi les Arabophones comme parmi les Amazighes, les personnes qui accordent de l'importance à la langue maternelle de la partie arabophone du peuple algérien. Défendre les langues maternelles algériennes ne doit pas se limiter uniquement au tamazight, mais comprendre également et tout autant la langue du peuple arabophone d'Algérie : celle qu'on désigne du terme discutable « darija ».

Car le tamazight comme la « darija » sont des langues maternelles, des langues populaires.

Aussi, j'appelle les personnes qui défendent le tamazight, parce que c'est une langue *maternelle*, à se rappeler que la « darija » l'est tout autant, et que



la promotion, pour être juste et équitable, doit concerner ces deux idiomes de manière identique.

Certains objecteront qu'avec le tamazight, il y a déjà assez de problèmes, pour ne pas y ajouter celui de la « darija », encore plus épineux. Mais, alors, serait-il juste de défendre une langue parce qu'elle est maternelle, tout en occultant une autre, qui l'est tout autant ?



À propos d'un prix littéraire

Le Matin d'Algérie, 28 décembre 2017



Le « Grand Prix Assia Djebbar », récompense littéraire officielle algérienne, vient d'avoir lieu.

Sauf erreur, je n'ai lu nulle part pourquoi le choix s'est porté sur cette écrivaine et pas sur une autre personne produisant de la littérature. N'y a-t-il pas plus indiqué, au regard de la qualité de la production ?... Par exemple, Mohamed Dib ?

Alors, quel critère a décidé pour Assia Djebbar ?... Il semble que la réponse est sans équivoque : parce qu'elle fut admise à l'Académie... *française*. N'est-ce pas ?

En Algérie, plus de cinquante ans après l'indépendance, une institution officielle de l'ex-métropole coloniale demeure encore la référence pour des « responsables » politico-culturels algériens. Et les journaux algériens ont, à ma connaissance, tous fait l'éloge de l'admission de Assia Djebbar à cette Académie, y voyant une consécration prestigieuse, un « honneur pour l'Algérie ».



Mais combien d'Algériens savent ce qu'est cette Académie pour des Français d'une valeur indiscutable ?

Fournissons donc des informations.

Voici l'opinion de Guy de Maupassant :

« La Société des gens de lettres est une association de gens qui écrivent bien ou mal, souvent mal et quelquefois bien, et qui se sont associés pour tirer tout le profit possible de leurs œuvres et empêcher le pillage littéraire, si facile et si constant. C'est donc uniquement une réunion d'intérêts pécuniaires, une réunion de *marchands* de prose ou de vers, une réunion de commerçants qui mettent en commun, pour l'exploiter, un fonds ayant une valeur *mercantile*. Ils forment donc absolument le contraire d'une académie.

S'il en fallait une preuve, il suffirait de lire les noms des sociétaires. Pour dix qui sont connus un peu ou beaucoup, on en trouve cinquante ignorés du monde entier. Pour dix qui écrivent en une langue élégante ou seulement correcte, on en trouve cinquante qui se servent du charabia négro-français le plus étonnant. Là sont réunis tous ceux qui fabriquent en gros le roman-feuilleton, honorables débitants de lignes, habiles en leur métier spécial, mais qui n'ont pas connu ce qu'un poète nommerait les idéales caresses de la langue française, cette divine maîtresse des artistes. Trublots de la littérature, ils n'ont jamais fréquenté que la bonne de la maison. Cela n'empêche que leurs intérêts soient aussi respectables que ceux de MM. Daudet, Claretie, Coppée et de tous les vrais écrivains qui font partie de cette association, mais cela devrait empêcher ces barbouilleurs de papier de s'ériger en juges aussi intolérants qu'incompétents. »³⁴⁴

Rappelons que l'Académie française a, par exemple, ignoré Molière et Balzac.

Pour le premier, il est facile de deviner les motifs : une vie privée « dissolue » et certaines productions par trop « dérangeantes », telles « Les Précieuses ridicules », « Les femmes savantes », « Tartuffe » et « Don Juan ». Ridiculiser des représentants de l' « élite » intellectuelle, des membres significatifs de l'institution cléricale, et faire l'éloge d'un libre penseur, tout en l'étant soi-même, comme auteur et dans la vie privée, est-ce acceptable pour être admis à l' « honorable » Académie ?

Et voici les griefs qui écartèrent l'auteur de « La Comédie humaine », selon Octave Mirbeau.

« L'Académie n'a pas voulu de Balzac.

³⁴⁴ « *Les académies* », texte publié dans *Gil Blas*, 22.12.1884.

(...) Comment, en quelque sorte, légitimer une telle œuvre, si *subversive*, si dissolvante, si immorale ? Comment couvrir de ce respectable habit vert un homme qui, monarchiste, catholique, mais emporté par la puissance de la vérité au-delà de ses propres convictions, *bouleversait* si audacieusement l'organisation politique, économique, administrative de notre pays, étalait toutes les *plaies sociales*, mettait à *nu* tous les mensonges, toutes les violences, toutes les corruptions des classes *dirigeantes*, et, plus que n'importe quel révolutionnaire, déchaînait dans les âmes « les horreurs de la révolution » ? Est-ce que cela se pouvait ?

Et puis encore, Balzac avait *mauvaise réputation*. Il *n'administrait pas* son nom et son œuvre en bon père de famille. Ce n'était même pas un bohème – et l'on sait qu'un bohème est inacadémisable –, c'était quelque chose de bien pis.

L'Académie admet qu'on soit ivrogne, débauché, voleur, parricide, athée, et même qu'on ait du génie, pourvu que l'on soit très duc, très cardinal, ou très riche, pourvu aussi que cela ne se sache pas, ou qu'elle soit seule à le savoir. Indulgente au mal qu'on ignore, elle est impitoyable au malheur qui se sait. Elle ne pouvait ignorer que Balzac fût affreusement gêné dans ses *affaires*. Il avait eu des entreprises désastreuses, avait failli sombrer dans une faillite retentissante. Il avait des dettes, des dettes vilaines qu'il se tuait à payer et dont, en fin de compte, il est mort. Comme un sanglier, au milieu des chiens, il fonçait sur toute une meute de créanciers, avides et bruyants. Cela manquait par trop d'élégance.

Aucun respect de la *propriété*, d'ailleurs. Généreux et fastueux, comme tous ceux qui n'ont rien, l'argent ne lui tenait point aux doigts, l'argent des autres. Il achetait des bijoux, des vieux meubles historiques, des terrains, des maisons de ville, des maisons de campagne, s'offrait, au mois de janvier, des paniers de fraises, des corbeilles de pêches, qu'il dévorait, dit un chroniqueur du temps, avec une « gourmandise pantagruélique ». Il paraît que « le jus lui en coulait partout ». Est-ce que M. Viennet, poète obscur, vénérable et facétieux, se livrait à de telles débauches, lui ?... Il mangeait à son dessert des figes sèches, comme tout le monde.

– Qu'il *paie* d'abord... qu'il vive *petitement*... nous verrons ensuite, disait M. Viennet.

Balzac n'a pas payé... Il n'a payé qu'en chefs-d'œuvre : monnaie qui n'a pas cours à l'Académie. »³⁴⁵

³⁴⁵ « *La Mort de Balzac* », 1907, partie 1, in

http://fr.wikisource.org/wiki/La_Mort_de_Balzac/1._Avec_Balzac, vu le 15.2.2015.

Alors, question : intituler un prix national et officiel algérien à une auteure d'origine autochtone, parce qu'elle fut admise à l'Académie française, au détriment d'autres auteurs, tel Mohamed Dib, quoi en conclure, quant à la *mentalité*, en général, et, en particulier, à la capacité de jugement *littéraire*, d'une part, des responsables de l'intitulé de ce prix, et, d'autre part, des journalistes qui en parlent sans aucune réserve ?

Pour le moment, ne parlons pas d'un autre problème : dans les langues acceptées (français, arabe moyen-oriental et tamazight) par ce prix dit national, l'occultation de la langue maternelle d'une partie du peuple algérien, la « darija ». Cet aspect sera évoqué dans une autre contribution.



Éloge du compagnon Jean Yahia

Le Matin d'Algérie, 30 décembre 2017

Enfin ! Après tant d'années de luttes, de larmes et de sang, l'intellectuel et écrivain Mouloud Mammeri est reconnu officiellement comme une figure de la culture algérienne, dans sa composante amazighe.

Alors, pensons et rappelons une autre figure de la culture algérienne. Je sais que ses simplicité et modestie n'aimaient pas les éloges, mais, au fond de moi-même, le connaissant, il en sera néanmoins touché, avec le sourire si chaleureux et si sincère qui était le sien.

En évoquant cet homme, nous découvrirons que la politisation-idéologisation et le copinage clanique peuvent revêtir un aspect de *racisme ethnique*, ajouté à une *occultation idéologique*. Ces tares révèlent la bassesse de ceux qui se vantent de posséder un esprit éclairé.

Nous avons affaire à un auteur de plusieurs publications poétiques, en langue française (parce que la djazaïrbya – j'appelle ainsi la « darija » - ou le tamazight n'était pas sa langue maternelle, contrairement à tous les autres auteurs algériens). Parmi ses publications furent notées et appréciées, entre autre, *Matinale de mon peuple*, paru en 1961, et, plus tard, *Citoyens de beauté* ; il est l'auteur de la plus belle métaphore poétique, inventée par un auteur algérien :

« Tu es belle comme un comité de gestion ».

Bien entendu, il s'agit de comité d'*autogestion* (ouvrière ou paysanne). Il faut être poète et libertaire pour penser et écrire ce genre d'image-idée.

L'homme en question prit partie, dès 1955, pour l'indépendance nationale, ben qu'il fut « pied-noir », comme on dit. À son propos, voici ce qui est généralement occulté :

« Parallèlement à son activité de journaliste de 1957 à 1960 à El Moudjahid, bulletin clandestin de la révolution en France, Sénac a réussi à conserver les premiers exemplaires de la plate-forme de la Soummam (20 août 1956), chez ses éditeurs parisiens et est en même

temps parvenu à y installer une imprimerie pour la cause de ses frères combattants. De plus, sa démission tonitruante de la radio Alger en 1954 prenant fait et cause pour l'indépendance d'Algérie fut plus qu'une prouesse, sachant bien qu'une année auparavant il aurait permis grâce à sa revue «Terrasses» aux écrivains autochtones : Mammeri, Yacine, Dib, Haddad et autres de s'exprimer et de dénoncer le drame algérien. »³⁴⁶

Ce « pied-noir », patriote algérien des premières heures de la lutte pour l'indépendance, demeura dans le pays quand d'autres le quittèrent, comme Albert Camus, cet autre « pied-noir » ; ce prix Nobel de littérature préférait sa « mère à la vérité », refusant, ainsi, l'idée d'indépendance nationale du peuple algérien. Cela porta Jean Yahia à s'éloigner de Camus, bien qu'ils étaient liés par des relations d'estime réciproque, littéraires et même affectives. Jean Yahia préféra, au « père » spirituel qu'était pour lui Camus, l'indépendance du peuple colonisé.

Jean Sénac fit paraître certains de ses textes sous le nom Yahia El Ouahrani, peut-être à cause de sa naissance en Oranie, à Beni-Saf, ou de son enfance et adolescence vécues à Oran. En 1963, il fut l'un des fondateurs de l'Union des écrivains algériens, dont il assumait le secrétariat général jusqu'en 1967, c'est-à-dire à peine deux ans après le coup d'État militaire du colonel Boumédiène.

Le poète fut, aussi, l'animateur, à la Radio chaîne 3, d'une émission de poésie, largement suivie et enrichissante : « *Poésie sur tous les fronts* ». C'est par elle que je connus, personnellement, l'existence d'auteurs tels Djamel Amrani, Youcef Sebti, Maïakovsky, Nazim Hikmet ou Pablo Neruda. Cette diffusion encouragea des jeunes à devenir écrivains.

« L'un des jeunes poètes qu'il avait formé au côté de Youcef Sebti, Hamid Skif, Imaziten, Abdoun en leur consacrant tout un créneau dans son ouvrage «Anthologie de la nouvelle poésie algérienne», qui fut en l'occurrence l'écrivain Tahar Djaout, aurait péri sous les balles des «ennemis de la liberté». Lui, qui s'est d'ailleurs indigné en 1981 de l'assassinat de son maître. »³⁴⁷

³⁴⁶ Kamal Guerroua, « Jean Sénac, l'Algérien blessé », *Le MATIN.DZ*, 01.06.2012, <http://www.lematindz.net/news/8262-jean-senac-lalgerien-blesse.html>

³⁴⁷ Idem.

En 1971, Jean Sénac vint voir ma première réalisation théâtrale, « *Mon corps, ta voix et sa pensée* », et m'encouragea fraternellement, en m'offrant un de ses recueils poétiques, avec une dédicace.

En janvier 1972, l'émission poétique à la radio de ce « maître » fut interdite par les autorités, alors « socialistes », lesquelles avaient lancé les trois fameuses (fumeuses) réformes, dont l'une était rien moins qu'une « révolution culturelle » (pour singer la chinoise, alors en cours).

« Depuis 1971, Sénac a dit à ses proches : « *Ils me tueront ou bien ils me feront assassiner. Ils feront croire que c'est une affaire de mœurs. Mais je ne quitterai jamais en lâche ce pays où j'ai tant donné de moi-même. Ils feront de moi un nouveau Garcia Lorca.* »

« *L'heure est venue pour vous de m'abattre, de tuer
En moi votre propre liberté,
de nier
La fête qui vous obsède* »³⁴⁸

Épilogue :

« Le jugeant menacé, certains de ses amis le pressent de quitter Alger. Le « poète qui signait d'un soleil » est assassiné dans la nuit du 29 au 30 août 1973, son meurtre demeurant non élucidé. »³⁴⁹

Il trouva la mort non pas dans un appartement offert par les autorités, mais dans une cave qu'il habitait dans un quartier populaire ; non pas « fameux », mais mis en ban par la majorité des membres de l' « élite » algérienne, y compris celle « progressiste » (stalinienne) ; non pas chouchouté par le chef de l'État, comme certains autres intellectuels « révoltés », mais totalement banni.

Cet authentique patriote algérien, du côté du peuple, poète publié et reconnu, diffuseur de poésie et offrant son aide généreuse à la formation de jeunes auteurs autochtones, eh bien cet homme, les institutions l'ont ignoré et continuent à l'ignorer, à tel point que, durant son existence, la nationalité algérienne lui fut déniée. En outre, la presse en parle trop peu, et les intellectuels sont avares de colloques et de rencontres à son sujet. Bien entendu, sauf erreur, aucune institution ne porte son nom, et très peu

³⁴⁸ In <https://www.revue-ballast.fr/jean-senac/>. Là se trouvent d'intéressantes informations supplémentaires sur l'auteur.

³⁴⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean_S%C3%A9nac_%28po%C3%A8te%29#cite_ref-16, vu 2.3.2015.

d'intellectuels s'en offusquent. Contrairement à d'autres écrivains algériens, lui n'a pas été élevé au rang d' « icône », de « monument » ni considéré « immense ». Quand, en Algérie, on évoque les victimes intellectuelles, combien rappellent celui qui les précéda dans la liste, Jean Yahia ? Croient-ils, comme lui-même l'avait prédit, à la commode thèse d'une affaire de « mœurs » ?

Comment expliquer cet ostracisme ?

Est-ce parce que Jean Sénac - Yahia El Ouahrani était d'origine espagnole, son grand-père étant arrivé de Catalogne pour travailler dans les mines de fer de Béni-Saf ? Est-ce parce que Jean - Yahia n'était pas musulman, mais chrétien ? Pas « socialiste » à la manière officielle, mais libertaire ? Pas membre d'un clan « ethnique », mais homme libre et solidaire de tout ce qui est opprimé sans ségrégation ? Ne faisait pas l'éloge de l'alors chef de l'État et de ses « révolutions », au nom d'un « soutien critique », mais rappelait et défendait l'autogestion ? Bref, parce qu'il ne consentit jamais de compromission avec quiconque, mais se vouait uniquement au peuple algérien opprimé et, au-delà, à ceux de la planète ?

Cela a attiré et continue à attirer sur Jean – Yahia des ennemis implacables : tous les autoritaires, quelque soit leur idéologie.

Cependant, Jean Sénac - Yahia El Ouahrani a la meilleure des reconnaissances : celles des personnes qui partagent son idéal de bonté et de beauté, autogestionnaire. Merci, frère et compagnon, pour le soleil que tu nous as offert, et qui continue à nous éclairer ! Toi qui dédaignes les « statues », tu restes vivant dans nos coeurs ! Jeunes et moins jeunes d'Algérie et du monde, lisez ses écrits et ses déclarations, vous en sortirez plus libres et plus solidaires !



VIII.2. EDUCATION



Syndicalisme autonome algérien dans l'éducation : Bachir Hakem, un syndicaliste au long cours

Le Matin d'Algérie, 10 février 2018

Bachir Hakem est un retraité de l'enseignement secondaire. Fruit de trois écoles: marocaine française et algérienne, et d'une expérience d'enseignement de 32 ans en Algérie dans l'éducation. Il fut professeur de mathématiques au lycée Lofti, à Oran, et fondateur de plusieurs syndicats autonomes. Dans cet interview, il nous informe sur son activité syndicale et sur les syndicats autonomes dans le secteur de l'éducation.

Syndicalement, tu es le fondateur de deux syndicats le SNAPEST et le CLA. Quelle est leur nature et leurs objectifs ?

Avant de parler d'objectifs, un peu d'historique est nécessaire. Les enseignants du secondaire ont toujours pensé à avoir leur propre syndicat, et cela depuis la grève de 1989 appelée par certains la grève du cartable, mais cela ne s'est pas concrétisé et l'UGTA a continué à gérer l'enseignement secondaire. Le malaise dans le secondaire a touché son sommet au début des années 2000, et à partir de là émergèrent des mouvements tel que celui du CNAPEST (coordination national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, devenu plus tard conseil) et du CLA (coordination des lycées d'Alger devenu plus tard conseil), ces deux mouvements réussirent à mobiliser en 2003 plus de 99% des enseignants du secondaire autour de 3 revendications :

- Augmentation des salaires à 100% pour tous les enseignants du secondaire,
- Élaboration d'un nouveau statut des travailleurs de l'éducation,
- Retraite après 25 ans de service.

Le CNAPEST était dirigé à l'époque par Monsieur Méziane Mériane et le CLA par feu Monsieur Rédouane Osmane. Ce n'est qu'à partir de là que le CNAPEST et CLA pensèrent à créer des organisations syndicales pour défendre les enseignants du Secondaire.



A la fin de la grève de 2003 des divergences entre le bureau de wilaya d'Oran et les membres du bureau national du CNAPEST, obligèrent, en 2005, 95% des membres du bureau de wilaya d'Oran à démissionner du CNAPEST, il furent rejoints par Mériane Méziane et un groupe de l'EST qui décidèrent ensemble de créer une organisation syndicale indépendante le SNAPEST. Feu Osmane Redouane, à son tour, pensa à un syndicat national qu'il appela conseil des lycées d'Algérie, mais malheureusement il décéda le 15 décembre 2007, et cette année là le CNAPEST et le SNAPEST eurent leur récépissé d'enregistrement et furent des syndicats légaux. D'autres syndicalistes démissionnèrent du SNAPEST et du CNAPEST dont je fais partie, déçus par les syndicats ou ne partageant pas leurs méthodes ou leur idéologie. Ayant été enseignant de mathématiques de l'un des plus grands lycées d'Oran, et poussé par plusieurs enseignants du secondaire d'Oran ainsi que d'autres wilayas, nous décidâmes de créer un troisième syndicat à l'époque du secondaire. Nous contactâmes l'organisation CLA d'Alger, qui n'hésita pas à rejoindre notre demande ainsi qu'un groupe d'enseignant d'Oum El Bouaghi et de Béjaïa. Par respect à feu Osmane Redouane et pour remémorer ce grand syndicaliste, nous décidâmes de garder le même sigle CLA, mais pour avoir droit au récépissé d'enregistrement, nous dûmes changer l'appellation en CELA (conseil des enseignants des lycées d'Algérie) suite aux réserves du ministère du Travail. Nous gardâmes pour la presse le nom CLA.

Pour les objectifs de tous les syndicats corporatifs comme le CLA, c'est la défense de l'enseignant du secondaire. Tous les syndicats ont généralement une plateforme de revendications pour l'éducation autour de 5 points : Salaire, Primes, Statut particulier, Œuvres sociales, Retraite.

Quelle fut la procédure de ces deux fondations, je veux dire fut-elle autonome, libre et solidaire, autogestionnaire ?

D'abord le mot autonome prête souvent à confusion, il veut tout simplement dire organisation indépendante de toute idéologie, parti politique, de l'État, et dont la gestion est faite par le syndicat lui-même. C'est-à-dire principalement avec les cotisations des adhérents ou la subvention annuelle de l'État qui ne dépasse pas les 100.000 DA.

De ces deux syndicats, quels sont les aspects positifs et, éventuellement, les aspects négatifs ou qui ont présenté des difficultés parmi les travailleurs ?



Les aspects positifs de ces deux syndicats sont nombreux. Parmi eux :

- L'indépendance des organisations vis-à-vis de l'État,
- L'auto-gérance, la liberté et la solidarité,
- Rendre la dignité à l'enseignant,
- Les réponses aux revendications de 2003, à part celle de la retraite, sont aujourd'hui dépassées,
- L'UGTA³⁵⁰ a disparu dans la représentativité au niveau du secondaire,
- Les œuvres sociales ne sont plus gérées uniquement par l'UGTA,
- Seuls les syndicats autonomes contrôlent le secteur de l'éducation.

Les aspects négatifs sont aussi énormes :

- La division du pouvoir de force des syndicats de l'éducation. La multitude de syndicats dans le même secteur a créé, pour les mêmes revendications, des actions dispersées, de là une diminution des forces.
- Le côté idéologique est en train de rattraper indirectement et rapidement les syndicats de l'éducation. Nous assistons, dans certains syndicats, à des récupérations partisans indirectes.
- La revendication de méthode de gérance des œuvres sociales continue de diviser les syndicats autonomes.
- Les leaderships font des ravages entre les syndicalistes ; ils les poussent à surenchérir dans les revendications ou dans leurs actions pour prendre le monopole de la représentativité.
- Le manque de vraie solidarité syndicale à l'intérieur des établissements scolaires ou un combat violent existe entre les syndicalistes en l'absence d'éthique syndicale ce qui arrange la tutelle.

Selon toi, comment remédier à ces problèmes ?

D'abord, il faut savoir que les vrais syndicalistes se font de plus en plus rares, et que le manque de formation dans ce domaine a boosté le leadership par rapport au travail syndical. Aujourd'hui nous avons beaucoup plus d'affaires à des militants formés pour faire des grèves. Pour y remédier, nous devons former ces militants pour en faire des syndicalistes et une fusion de certains syndicats est nécessaire.

Les rivalités syndicales divisent les actions pour les mêmes revendications.

³⁵⁰ Pour qui l'ignore, l'« Union Générale des Travailleurs Algériens » est le syndicat étatique qui détenait le monopole de l'activité, plus exactement de l'encadrement syndical des travailleurs.

Quelles en sont les causes ?

La course vers la représentativité nationale (20%) pousse les syndicats à surenchérir l'action pour gagner la sympathie des enseignants, ou, dans certains cas, pour montrer l'unicité de représentativité dans le corps, ou pour des aspects idéologiques, ou tout simplement pour casser l'action d'une autre organisation.

Quels sont les aspects de l'éthique syndicale ?

Les aspects de cette éthique syndicale sont :

- la solidarité entre syndicats,
- le soutien de tout syndicat victime de l'instrumentalisation de la justice ou du licenciement abusif d'un de ses adhérents,
- la non ingérence dans les affaires internes d'un syndicat,
- la non dénonciation de toutes actions syndicales,
- condamner toutes actions visant à casser une grève syndicale,
- chercher à unifier toutes les actions pour les mêmes revendications.

Il faut, cependant, signaler la création de poste de mise à la disponibilité aux syndicats pour casser l'esprit militant syndicaliste et multiplier les opportunistes dans les organisations.

Comment éviter cette action ?

La mise en disponibilité aux syndicats est le moyen ingénieux trouvé par les autorités pour diminuer le nombre de militants et augmenter le nombre d'opportunistes.

Pour éviter cette action, il faut amener l'organisation, si elle veut avoir droit à des militants mis spécialement à la disponibilité du syndicat, à financer elle-même le salaire de ce cadre syndical, alors, en l'espace d'une année, on verra le nombre des opportunistes se compter sur le bout des doigts.

Comment les autorités officielles, étatiques et/ou de l'entreprise, ont réagi ?

Les autorités étatiques ont réagi négativement en rendant la délivrance du récépissé d'enregistrement presque impossible malgré les conventions internationales que l'Algérie a signé.



Les autorités officielles choisissent de travailler ou de faciliter la tâche aux syndicats ayant signé la charte d'éthique de l'éducation, ou de faire appel à l'UGTA, qui n'est pas représentative dans l'éducation, ou aux syndicats « maison », pour dénoncer toutes actions d'un syndicat autonome. Ces autorités ont opté pour la ponction sur salaire des grévistes, sans faire appel à un calendrier, pour affamer les grévistes. Elles ont, aussi, choisi d'instrumentaliser la justice pour interdire la grève, ou de présenter des vacataires pour remplacer les grévistes, ou tout simplement licencier les grévistes.

Les autorités officielles veulent rendre la grève impossible ou tout simplement l'interdire, et la lecture du futur code du travail le confirme.

Comment avez-vous affronté ces réactions des autorités ?

Nous essayons de surmonter cela par la création d'un rapport de force, et cela ne peut être possible que si les syndicats oublient leurs rivalités personnelles ou syndicales, car les revendications à 90% sont les mêmes. Les autorités ont compris que pour diminuer en leur faveur le rapport de force, seule la division entre syndicats pourra mettre fin à celui-ci, et, ainsi, nous assistons à la création d'une multitude de syndicats autonomes dans l'éducation pour un même corps.

Est-ce que cela veut dire que les autorités étatiques ont créé des syndicats faussement autonomes, autrement dit des syndicats « harkis », pour affaiblir les syndicats réellement autonomes ?... Dans ce cas, comment ce problème est affronté ?

Nous n'irons pas jusqu'à parler de syndicat « harkis », car certains syndicats ont été créés par les autorités étatiques pour diminuer la force de certains syndicats autonomes, mais à l'insu de certains fondateurs. Nous voyons émerger des syndicats qui portent le même sigle, l'un reconnu par les autorités, l'autre non. Et dès qu'une organisation syndicale dérange ou atteint la ligne rouge, les autorités étatiques font appel à un redressement ou à la création d'un syndicat qu'on appelle « clone ». Ces syndicats clones ne représentent aujourd'hui qu'eux-mêmes et n'ont aucune force, ils participent à cautionner certaines décisions étatiques ou à dénoncer certaines actions syndicales.



Après ta retraite en septembre 2017, tu m'as dit qu'un grand nombre de retraités te sollicitent pour créer un syndicat spécialement pour eux. Quelle était l'activité professionnelle de ces retraités ?

Les retraités en Algérie sont nombreux et n'ont pas de vrais syndicats propres à eux. Ils ont le droit d'adhérer à certains syndicats suivant les statuts, mais ils sont absents dans les bureaux nationaux de ces derniers et n'ont jamais été pris en charge.

Nous sommes dans l'éducation, donc on a pensé à créer un syndicat de l'éducation qu'on envisage d'appeler SAREN (Syndicat Autonome des Retraités de l'Éducation Nationale) en attendant les assises. Il regroupera tous les retraités de ce secteur.

Pour quel motif veulent-ils un syndicat ?

Le motif essentiel est le pouvoir d'achat du retraité. Au fur et à mesure que le temps passe, sa pension augmente beaucoup moins que l'inflation, à tel point qu'on voit aujourd'hui des anciens cadres de l'éducation mendier. Lorsque les salaires augmentent, leur pension stagne ou progresse dix fois moins vite. Ajouter à cela qu'ils sont privés de certains droits au niveau des œuvres sociales auxquels ils pouvaient accéder.

Pourquoi, à cet effet, s'adressent-ils à toi et ne constituent pas eux-mêmes leur syndicat ?

Ils ne s'adressent pas spécialement à moi mais à un groupe d'anciens syndicalistes aujourd'hui retraités qui ont senti la nécessité d'avoir leur propre syndicat. Car ces syndicalistes pouvaient, dans leur propre syndicat, créer une section des retraités mais son apport de force serait insuffisant.

Comment envisages-tu, ou envisagez-vous, de créer ce syndicat, je veux dire sous quelle forme, autogérée ou autre ?

Ce sera, je l'espère, un syndicat autonome comme le sont les autres syndicats, mais qui se consacrera uniquement aux retraités, comme ils en existent partout dans le monde. Aujourd'hui, seule l'UGTA a une fédération des retraités, mais elle n'a pas fait grande chose, la preuve en est que



certains anciens cadres retraités sont dans la misère, d'où l'utilité de notre syndicat.

Pour quelles raisons, ce choix ?

Ces syndicalistes pouvaient dans leur propre syndicat créer une section des retraités mais son apport de force serait insuffisant, et il serait dans la division des retraités.

Tu viens de lancer le SAREN, syndicat autonome des retraités de l'éducation nationale dont les assises se feront bientôt. Sous quelle forme s'est constitué ce syndicat ?

Il s'est constitué à partir de la base et d'expérience syndicale. Nous tâcherons de confectionner un syndicat à partir des communes qui remplaceront les établissements pour que ces dernières soient représentées dans leur wilaya et par la suite au niveau national.

Quels sont ses buts ?

- Défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs, améliorer leurs conditions de vie, répondre aux tentatives d'abus et d'exploitation.
- Protéger la vie des retraités, améliorer le pouvoir d'achat des retraités et assurer une répartition équitable du revenu national.
- Préserver les acquis sociaux des travailleurs et des retraités, et s'efforcer de fournir davantage.
- Demander pour les retraités au niveau national de construire une société juste fondée sur les valeurs de l'interdépendance économique et sociale.
- Renforcer les liens de solidarité entre les retraités à travers un travail conjoint entre les syndicats nationaux, algériens, africains et internationaux.
- Prendre soin des besoins de vie des retraités et retraitées, de leurs familles et des travailleurs, dans le domaine social et économique : résidentiel, santé, consommation et loisirs.
- Prendre soin des retraités et défendre leurs droits physiques, sanitaires et sociaux.
- Prendre soin des femmes à la retraite, et les protéger contre toute forme de violence, d'exploitation et de harcèlement de toutes sortes, quelles que soient leurs sources. Maintien des droits de maternité et d'éducation des enfants.



- Combattre toutes les formes d'exploitation qui affectent les retraités et les retraitées.
- Travailler pour atteindre une stabilité globale pour les retraités et retraitées sur les règles de justice et d'équité.

Qui en sont les membres ?

La plupart des représentants sont des figures connues sur la scène nationale et internationale. Jusqu'à ce jour, nous avons réussi à avoir 20 wilayas.

D'une manière générale, que penses-tu de l'existence, en Algérie, de syndicats autonomes ?

Là, tu me poses une question qui peut avoir deux réponses tout à fait opposées : l'une positive et l'autre négative.

La positive :

- Leur existence sert à enlever le monopole de représentativité que ce soit celle de l'UGTA ou d'un autre syndicat non réellement représentatif.
- Une augmentation des salaires phénoménale de plus de 300% mais, cependant, très insuffisante par rapport au pouvoir d'achat.
- Délivrance de la gérance des œuvres sociales à un seul syndicat autonome ou non.
- Élaboration d'un nouveau statut particulier de l'éducation, et préparation d'un autre qui corrigera, je l'espère, les imperfections.

La négative :

- Division du rapport de force syndicale.
- Rivalités syndicales au lieu de leur complémentarité.
- Un grand nombre de syndicalistes opportunistes et non intègres.
- Problème de leadership aussi bien entre syndicat qu'à l'intérieur du même syndicat.
- Fausse image de l'Algérie en tant que pays des libertés syndicales à travers de la multitude de syndicats.

Ces syndicats autonomes fonctionnent-ils réellement de manière démocratique, autrement dit autogérée ?

Je ne peux répondre à cette question que pour le SNAPEST lorsque j'étais trésorier de ce syndicat, et le CLA lorsque j'étais son porte-parole. Pour ce



qui de la question démocratique, je peux te dire que toutes les décisions décisives ou de déclenchement de grève ne se font qu'à partir d'un conseil national, et aucun membre des bureaux nationaux ne peut prendre la décision seul de déclencher ou d'arrêter une grève.

Ces syndicats fonctionnent essentiellement par les cotisations des adhérents, donc ils sont autogérés.

Quel est le type de solidarité entre eux, est-elle de type corporatiste et/ou nationale ?

Ces syndicats sont corporatistes, et, donc, ils ne sont pas encore arrivés à une solidarité en dehors de leur corps, mais la création du front syndical essaie de généraliser la solidarité dans la fonction publique.

Quelles sont les difficultés, d'une part, internes (problème de recrutement, de fonctionnement, de leadership, etc.) et, d'autre part, externes (hostilité des directions des entreprises, publiques ou privées, ou des administrateurs étatiques) ?

La difficulté réside dans le fait qu'on n'a pas de véritables militants syndicaux, mais beaucoup plus d'adhérents qui ne cherchent que leurs intérêts sociaux, ainsi ils migrent d'un syndicat à un autre. Dans le CLA, on a élaboré une plate-forme de revendications sur laquelle on a voulu recruter les adhérents et les militants, mais la culture syndicale en Algérie ne s'y prête pas beaucoup, car il suffit d'une bonne déclaration à la télé ou une surenchère syndicale ou un intérêt personnel pour voir le nombre d'adhérents augmenter sans tenir compte ni des convictions du syndicat ni de sa plate-forme de revendications.

Il y a donc tout un travail de conscientisation qui doit être fait auprès des travailleurs, afin qu'ils se rendent compte où sont leurs intérêts réels, d'une part, en tant que travailleurs, et, d'autre part, de savoir quels sont leurs véritables représentants. Selon toi, ce travail est-il possible et comment ?... En particulier, est-ce que existent des rencontres ou des stages de formation à la conscience syndicale dans le sens correct du terme ? Si non, pourquoi ?

Ce travail est impossible pour diverses raisons :



- Moyens financiers presque inexistants pour certains syndicats autonomes qui s'autogèrent par les finances des cotisations des adhérents.
- Politiques : refus d'autoriser toutes manifestations formatrices (séminaires, colloques, congrès...) venant de l'étranger dans le cadre des échanges internationaux entre organisations par les autorités.
- Manques de locaux aptes à organiser ces formations ainsi que la prise en charge totale des formateurs et des formés.
- Le manqué d'intérêts de la part des travailleurs.

Pour les stages à l'étranger, cela est, aussi, impossible car les syndicats n'ont pas les moyens de payer la billetterie. Seuls quelques militants, en employant leur propres moyens, peuvent participer.

Ce n'est pas les stages qui manquent, et, généralement, pour participer dans la plupart du temps on exige le paiement de la billetterie. Alors, que faire lorsqu'on a un stage de trois jours à Caracas ou à Montréal ?

Enfin, quelle forme de solidarité syndicale existe au niveau nord-africain, méditerranéen et international ?

Nous aspirons à une solidarité maghrébine, mais qui ne peut se faire pour des raisons purement politiques, ou de décisions qui doivent être prises à la base. Pour le moment, des relations existent à travers l'adhésion du CLA au Forum Social Maghrébin, ou à travers les échanges entre les syndicats maghrébins.

En ce qui concerne la solidarité nord-africaine, méditerranéenne et internationale, le problème est le même que celle du Maghreb, mais on a réussi à organiser un sit-in devant le consulat de France à Oran en 2013, à l'occasion de la présentation d'un syndicaliste français de la CNT devant la justice. Et j'ai participé, en novembre 2017, à l'occasion du colloque de la CGT à Marseille, à un sit-in devant la bourse du travail pour la Palestine.

Le CLA, membre du FSM (Fédération Syndicale Mondiale) a tenté en vain de participer à l'organisation du 18^{ème} congrès de la FISE (Fédération Internationale des Syndicats de l'Éducation), prévu en fin août 2017, à cause des autorisations non délivrées par le ministère de l'éducation. Aujourd'hui, ce congrès a été déplacé au Mexique en mars, et les grands perdants sont l'Algérie et l'éducation. La Tunisie et le Maroc organisent régulièrement des manifestations syndicales internationales sous l'égide de l'UE ou grâce aux facilités créées par leur État, pour aussi bien développer leur tourisme que connaître les réalités syndicales des autres pays, et marquer le point sur les



libertés syndicales de ces deux pays. Nous avons aussi demandé à organiser le Forum Social aussi bien mondial que maghrébin, vues les relations qui nous lient aux organisations fondatrices de ces forums qui font le tour du monde : Maroc, Tunisie, Canada, Afrique du Sud, Amérique Latine.

Un complément d'information est disponible dans deux articles de Bachir Hakem, parus ici : <http://www.lematindalgerie.com/cherchons-ses-causes-et-ses-vraies-responsables> et http://www.elwatan.com/contributions/la-greve-illimitee-une-mode-specialement-algerienne-ses-causes-et-ses-vrais-responsables-09-02-2018-362217_120.php

Éducation nationale : des vraies questions

Le Matin d'Algérie, 14 février 2018

Ne dit-on pas que la solution réelle des problèmes exige de déterminer et poser les vraies questions ?

Pour apprécier les réflexions de cette contribution, il est nécessaire d'avoir en tête ou de lire l'interview auparavant faite à Bachir Hakem, responsable syndical du secteur de l'éducation nationale³⁵¹.

Alors, on peut et doit poser la question fondamentale : qui cause réellement les problèmes : les travailleurs grévistes qui dépendent de ce ministère ou, au contraire, le ministère qui gère ces travailleurs en grève ?

Certains renvoient dos-à-dos les deux parties, les accusant d'un même « refus du dialogue ». Quant à la chargée de ce ministère, tout le mal vient des grévistes.

Or, Bachir Hakem, dans son interview³⁵², explique clairement que les diverses tentatives raisonnables pour rappeler au ministère les problèmes subis par les travailleurs de l'éducation, ces tentatives sont restées vaines. Et que ces travailleurs ont été contraints de recourir au moyen ultime : la grève illimitée.

Il faut être inconscient ou jouir de privilèges aveuglants pour ne pas admettre les problèmes évoqués par Bachir Hakem, pour critiquer cette grève illimitée et la résolution des grévistes à la maintenir tant que, finalement, tout au moins une partie fondamentale de leurs problèmes ne voit pas de solution de la part du ministère.

Cette institution est allé jusqu'à proposer comme « solution » aux problèmes non pas de les résoudre ou de commencer à le faire réellement, mais... d'interdire la grève et de... radier les grévistes !

Est-ce raisonnable ? Est-ce logique ?... Voilà un ministère qui gère mal le secteur, notamment ses travailleur-se-s, et quand ces dernier-ère-s, après

³⁵¹ Voir ci-dessus «*Bachir Hakem, un syndicaliste au long cours* ».

³⁵² Idem.

avoir essayé toutes les voies de conciliation, se voient contraint-e-s au recours ultime, c'est encore elles et eux qui sont pointé-e-s du doigt pour être puni-e-s ! Et de quelle manière ? Par l'arbitraire qui nie le droit à la grève et le droit au travail dans des conditions dignes.

Or, dans tout système un tant soit peu raisonnable et logique, la grève est un instrument social adéquat pour les travailleurs quand d'autres moyens se révèlent inopérants à satisfaire leurs légitimes droits. Posons donc la question : ces droits ne seraient-ils pas légitimes ?... À lire les déclarations de la représentante du ministère, ils ne le sont pas ; à lire le représentant syndical, ils le sont. Or, depuis que l'espèce humaine existe, quand a-t-on vu un « responsable », privé ou public, avoir raison contre ses salariés ?

Dès lors, selon raison et logique, qui devrait être radié de son travail pour incompétence ? Les travailleurs de l'éducation ou la/les personnes chargées de gérer ce secteur de manière à ne pas provoquer de grèves légitimes ?

Voici une autre question dérangeante. Certains critiquent non pas les représentants du ministère mais les... grévistes pour le risque d'une année « blanche » en ce qui concerne les élèves. Oui, certes, ce risque est réel. Mais demandons-nous qu'est-ce qui est le pire :

- une année « blanche » des élèves, mais qui contraindra les représentants du ministère à commencer à régler les problèmes des travailleurs du secteur, de manière à ce que dorénavant le travail éducatif se déroule dans des conditions satisfaisantes, du moins minimum ;
- ou une année mal faite, qui sera suivie par d'autres années aussi mal faites, comme c'est le cas jusqu'à aujourd'hui ?

Rappelons à notre mémoire et surtout à celle des « responsables » étatiques de ce secteur dit éducatif. Nous sommes dans l'année du cinquantenaire du mouvement social de mai 1968 en France. Quelle fut la cause qui le déclencha ?... Le refus des autorités universitaires de laisser les garçons se rendre dans les... chambres des filles. Comme disait quelqu'un : attention à ce que l'étincelle ne mette pas le feu à la plaine !... Et si cela arrive, la responsabilité ne revient pas aux travailleurs en grève mais aux « responsables » qui les y ont contraints. Car il faut ignorer complètement le monde du travail, ou être un fieffé hypocrite, ou, encore, être aveuglé par ses propres privilèges de membre d'une caste, pour croire que des travailleurs recourent à la grève uniquement pour « causer des problèmes ». N'est-ce pas totalement irresponsable et arbitraire que d'ignorer les revendications



légitimes de ces travailleurs, et, comble de l'imposture, de les menacer d'interdire leur droit à la protestation par la grève, et de les licencier de leur travail ? Ce comportement autoritaire, pour ne pas dire dictatorial, est-il preuve d' « éducation » ou, plutôt, de *mal*-éducation, pour ne pas dire de *malédiction* dont sont victimes les travailleur-se-s et les élèves de ce secteur ? ... L'actuelle ministre s'était distinguée par l'effort de rendre l'institution éducative moins obscurantiste dans son contenu. Mais brandir la menace d'interdiction de grève et celle de radiation des grévistes est-il moins obscurantiste ?³⁵³

Enfin, au sujet des problèmes du secteur de l'éducation, la raison et la logique doivent-elles porter les élèves et leurs parents à en accuser les grévistes ou, au contraire, les personnes dont la mauvaise gestion les a contraints à la grève ? S'il faut absolument radier, qui devrait l'être : les travailleur-se-s qui veulent simplement des meilleures conditions pour exercer leur mission, où les personnes qui gèrent mal ces conditions ?... Élèves et parents d'élèves ne devraient-ils pas manifester le plus clair et ferme soutien aux travailleur-se-s de l'éducation, pour qu'enfin l'activité dans ce secteur méritasse le terme par laquelle elle est désignée ?

³⁵³ <http://www.lematindalgerie.com/la-ministre-de-leducation-missionne-un-imam-pour-negocier-avec-le-cnapest>

Éducation nationale, santé, culture, privatisations : Courants de surface et courant de fond

Le Matin d'Algérie, 26 février 2018

À propos des conflits dans le secteur de l'éducation nationale, Hakem Bachir³⁵⁴, au nom du SAREN, syndicat autonome des retraités de l'éducation nationale, veut savoir: « qui cherche le pourrissement à travers ces décisions gauches ».

Devant une telle question, il est nécessaire, pour ne pas errer dans les hypothèses inutiles ou les faux problèmes, de recourir au raisonnement logique. Il consiste à distinguer les détails de l'essentiel, l'apparent de l'occulté, les phénomènes de surface par rapport au phénomène de fond.

Essayons donc d'utiliser cette méthode pour contribuer à éclairer la question de Hakem Bachir.

Rappelons les réactions du ministère de l'éducation nationale, ainsi présentées par le syndicaliste :

« L'instrumentalisation de la justice déclarant la grève illégale.

- Les ponctions sauvages sur salaire des travailleurs en les affamant en ignorant la loi

- Le licenciement des grévistes ignorant leur droit.

- Le remplacement des grévistes par des vacataires ou retraités ou inspecteurs.

- Le refus de l'accès aux grévistes à leurs établissements. »

Hakem Bachir souligne : « cette stratégie a été utilisée en 2003 et avait échoué, donc le scénario de 2003 se répète en 2018, ses conséquences étaient attendues. »

Voici, donc, les faits évidents. Sont-ils les seuls ?... Non. En voici d'autres. Les agressions physiques d'enseignants à l'intérieur même de l'université, restées impunies. L'incurie des « responsables » institutionnels en ce qui concerne la qualité de l'enseignement : gestion matérielle, gestion didactique, gestion des salariés, etc. Et cela depuis des années, de manière toujours permanente et plus aggravée.

³⁵⁴ Voir ci-dessus « *Bachir Hakem, un syndicaliste au long cours* ».

Alors, question : ces « responsables » institutionnels sont-ils simplement « incompetents » ?... Dans ce cas, pourquoi ne pas les avoir remplacés ?... Est-ce donc les plus « hauts responsables » de ces responsables « incompetents » qui, d'abord, sont « incompetents » ?... Cependant, ces « plus hauts responsables » savent être compétents et régler au plus vite les problèmes quand il s'agit de leur intérêt propre, dans telle ou telle institution. Par exemple, ne savent-ils pas manipuler les élections de telle manière qu'ils demeurent toujours au pouvoir ? Ne savent-ils pas détourner l'argent public dans des banques étrangères où ils disposent de compte ? Ne savent-ils privatiser une entreprise, pourtant performante, comme la SNTA (Société Nationale des Tabacs Algérienne) ? Enfin, ces « responsables », quel que soit leur niveau, ne savent-ils pas s'offrir de convenables salaires, améliorés par des privilèges : se soigner à l'étranger dans des institutions médicales convenables, envoyer leurs enfants étudier à l'étranger dans des universités adéquates, acheter des appartements dans des pays étrangers, etc. ?

Alors, ces « responsables », quelque soit leur niveau, sont-ils réellement « incompetents » ? Ou, plus exactement, manifestent-ils de l'« incompetence » uniquement là où leurs intérêts sont en danger ? Dans ce cas, cette soit disant « incompetence » est, tout au contraire, une réelle compétence à gérer les choses selon leur exclusif intérêt.

Quel est-il ?... Mais la privatisation de tout ce qui est privatisable. Pourquoi ?... Pour en tirer le maximum de profit. Au bénéfice de qui ?... Des plus rusés, malhonnêtes et puissants socialement. Les statistiques déclarent qu'en Algérie 10 % des personnes disposent de 80 % des ressources du pays. Eh bien, comme le constate le proverbe, et comme le confirme l'histoire humaine, l'appétit vient en mangeant. Les 10 % de personnes algériennes veulent davantage que le 80 % de ressources. L'unique moyen est de privatiser le plus de secteurs publics. Ainsi, ces personnes les géreront selon l'infâme système capitaliste : presser le citron pour en tirer le maximum de jus, autrement dit exploiter les salariés pour en tirer le maximum de plus-value.

Pour y parvenir, la méthode n'est pas spécifiquement algérienne. Les dirigeants algériens s'inspirent des capitalistes dominants sur la planète. Mêmes procédés : réduire les salaires des travailleurs, réduire le montant des pensions des retraités et l'âge de la retraite, remettre en cause le rôle du syndicat ou même envisager de l'interdire, privatiser tout ce qui est possible, y compris l'eau, après l'éducation, la santé, les transports publics, etc. Et

tout cela, au nom de l' « efficacité », celle, bien entendu, des actionnaires capitalistes.

Quant aux salariés sacrifiés, eh bien tout sera fait pour les mater. Et, pour y parvenir, il faut s'attaquer essentiellement à leurs syndicats : corrompre les dirigeants, création de syndicats clonés, imposer des conditions draconiennes pour la création de syndicat, limiter les actions de ceux qui existent, menacer d'interdire le droit de grève, licencier les grévistes, les faire poursuivre par une « justice » aux ordres, même les emprisonner, enfin, si nécessaire, les assassiner.

Tout cela, répétons-le, n'est pas l'apanage de l'Algérie. La planète entière est soumise à cette « loi » du capitalisme. Depuis l'écroulement du « bloc de l'Est », ce capitalisme est redevenu « sauvage », c'est-à-dire puissant, arrogant, criminel quand il le faut, comme il le fut depuis sa naissance.

Voilà donc le « courant de fond » qui empoisonne la planète et l'Algérie, qui en fait partie.

Nouveau départ

Dès lors, il ne reste aux victimes que l'habituelle réaction : prendre conscience clairement de cette nouvelle phase historique défavorable, réfléchir aux manières de l'affronter pour rabattre l'arrogance assoiffée de profit des actionnaires capitalistes, notamment en trouvant les formes de lutte contre les privatisations, s'organiser de manière à devenir des forces sociales suffisamment fortes pour diminuer la pression capitaliste sur les salariés, en particulier, et le peuple en général.

Oui ! Il est question de repartir mais non pas de zéro. Deux siècles et demi de capitalisme et de luttes populaires sont là comme expérience à méditer, pour tirer les leçons qui s'imposent. La plus précieuse est de ne plus croire aux « Sauveurs Suprêmes », mais de trouver la solution afin que les victimes sachent se sauver par elles-mêmes, en gardant les bénéfices de leurs luttes et de leurs victoires. Cela s'appelle autogestion³⁵⁵ sociale généralisée, conception qui a été mise dans un placard fermé à double tour. Mais le fantôme rôde, et rappelle de temps à autre son existence réelle.

Ceci dit, les luttes actuelles, syndicales et autres, sont nécessaires. Cependant, elles sont réellement efficaces uniquement si les protagonistes savent clairement « qui cherche le pourrissement » et pourquoi, et sachent

³⁵⁵ Voir II. AUTOGESTION / « Appel pour un mouvement d'autogestion sociale ».

que ce qui apparaît comme « décisions gauches », comme l'écrit Hakem Bachir, en fait ne le sont pas, mais correspondent à une logique réelle, recherchée, mais non avouée.

Alors, les victimes ne se perdront pas, comme des insectes éblouis par des lumières factices, à prendre des vessies pour des lanternes. Alors, dans l'éducation nationale, parents et élèves comprendront que les « responsables » de ce secteur appliquent une politique consciente et « compétente » afin que le secteur de l'éducation nationale fonctionne mal, au point de justifier la création d'institutions privées. Alors, les enfants des 10 % d'Algériens détenant 80 % des ressources du pays auront davantage, puisque « éduqués » de manière à commander et à produire des dividendes capitalistes, tandis que le reste de 90 % d'Algériens se contenteront, pour leurs enfants, d'une « éducation » publique au rabais, pour les « former » à servir les détenteurs de capitaux.

Dans le secteur de la santé, la même logique est en cours. Dans la culture, on parle, aussi, de privatiser par la « contribution » des nantis à la production « culturelle ». Ainsi, la « culture » devient une entreprise de publicité commerciale, pour produire non pas des citoyens libres et critiques, mais des consommateurs conditionnés et soumis, encore là, au profit des actionnaires capitalistes qui ont eu la « générosité » de « sponsoriser » la production « culturelle ».

Aussi, concernant les dirigeants des institutions, chaque fois qu'une personne utilise le terme « incompetent », elle devrait mieux réfléchir. Car ces « incompetents » ont su, depuis l'indépendance, arracher avec compétence, petit-à-petit, les conquêtes sociales du peuple : de l'autogestion sociale³⁵⁶, ils ont porté l'Algérie à la privatisation sauvage, et au 10 % d'Algériens qui vivent au détriment des 90 % du reste de la population. À ces « incompetents » reste la compétence réelle d'aggraver ces pourcentages au profit de la minorité dominante exploiteuse. À moins que les victimes manifestent une réelle compétence pour défendre leurs droits légitimes et récupérer ceux déjà éliminés.

En effet, quand on entend des intellectuel-le-s algériens déclarer « Il y a rien à faire ! » en accusant le peuple de « foule aliénée », quand on constate l'incapacité des partis politiques³⁵⁷ d'opposition démocratique à développer la démocratie, quand on voit des syndicalistes se disputer le leadership³⁵⁸ au

³⁵⁶ Voir II. AUTOGESTION : « Belle comme un comité d'autogestion ».

³⁵⁷ Voir II. AUTOGESTION / « Appel pour un mouvement d'autogestion sociale ».

³⁵⁸ Voir ci-dessus « Bachir Hakem, un syndicaliste au long cours ».

lieu de s'unir pour une lutte commune, quand les salariés de tel ou tel secteur ne reçoivent pas la solidarité des salariés des autres secteurs, quand les grévistes du secteur de l'éducation ne reçoivent pas la solidarité des élèves et de leurs parents, où est l'incompétence ?

Quand, au contraire, des « responsables » institutionnels, déclarés « incompétents », savent s'enrichir de manière « légale », par la production de lois ad-hoc, et, aussi, illégale, sans être punis, ne sont-ils pas compétents dans l'art de s'enrichir au détriment du peuple ?

Alors, qui³⁵⁹ « veut le pourrissement » et avons-nous affaire à des décisions vraiment « gauches » de la part des « responsables » ?... Ne s'agit-il pas, en réalité, de « pourrissement » volontaire du secteur public, en vue de justifier sa privatisation, et de décisions non pas « gauches » mais bien pensées, en vue de la même privatisation ?

Dans ce cas, il reste aux victimes de cette stratégie sociale à trouver les moyens de la conjurer, sans oublier de ne pas être manipulées par les forces internes et externes qui sont à l'affût pour détourner, à leur profit, cette lutte populaire de son objectif : l'élimination de toute forme de domination et d'exploitation. Comment ?... Par la seule alternative réelle qui s'offre, bien que très difficile à réaliser, mais pas autant que le fut l'émergence du mouvement de libération nationale : la création d'un mouvement pour l'autogestion sociale³⁶⁰.

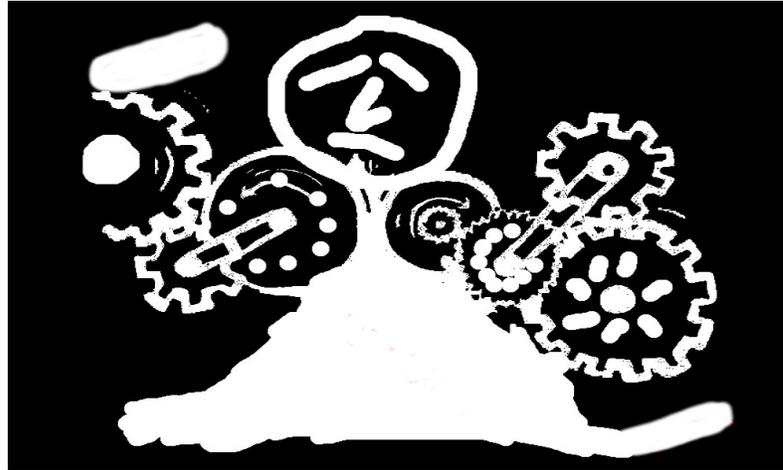
³⁵⁹ Voir ci-dessus III. SOCIÉTÉ / « Forces en présence et agent central de changement ».

³⁶⁰ Voir II. AUTOGESTION : « De l'utopie à la réalité : propositions ».

De l'éducation

*

Algérie Patriotique, 5 mars 2018



Dessin de l'auteur.

*En infinie reconnaissance à mes enseignants
et aux syndicalistes autonomes de l'éducation.*

Quel est le premier crime contre l'humanité ?... C'est celui des parents qui, au lieu d'inculquer à leurs enfants la bonté, instillent la haine dans leur cœur et leur esprit. C'est, ensuite, celui des prêtres qui agissent de la même manière. C'est, enfin, celui des enseignants à l'école qui se comportent de façon identique.

Cependant, ces parents n'auraient pas commis ce crime s'ils vivaient dans une société caractérisée par la bonté et non la haine. Il en est de même de ces prêtres et de ces enseignants d'école.

Tout le monde sait que l'enfant nouveau-né est, essentiellement, une sorte de page blanche sur laquelle parents, prêtres et enseignants imprimeront des émotions, des sentiments et des idées qui marqueront, pour le reste de leur vie, le cœur et l'esprit de ces petits êtres humains qui viennent sans défense en ce monde.

Cependant, que les parents soient de mauvais éducateurs, par manque de bonne éducation, et les prêtres de mauvais prêcheurs, par carence de bonne foi religieuse, cela peut se comprendre, tout en le déplorant. Mais des enseignants d'école ?

Toutefois, est-ce que ces derniers sont à accuser de ce crime contre l'humanité ?... Ne faut-il pas remonter à la cause première, à savoir les prétendus « responsables » qui gèrent le secteur éducatif ?... Ces « administrateurs » (au salaire juteux et aux privilèges judiciaires), pourquoi ne traitent-ils pas les enseignants de manière convenable, en les choisissant selon le mérite et non le servilisme bureaucratique, en leur donnant une paie équitable et des conditions de travail convenables, afin de leur permettre d'accomplir leur mission de façon correcte ?

Le système dit éducatif mondial est conçu et organisé d'une manière telle qu'il pose problème. En effet, une société basée sur l'exploitation de l'être humain par l'être humain, peut-elle avoir un système éducatif équitable ?

De très rares fois, au cours de révolutions sociales qui se voulaient radicales, furent tentées des expériences de système éducatif au service de l'humanité toute entière. Cela dura peu, juste le temps de formation d'une nouvelle caste dominante exploiteuse.

Et, de temps à autre, apparaissent ça ou là de belles exceptions où l'éducation est réellement ce qu'elle doit être, c'est-à-dire contribuer à la formation de citoyen-ne-s à l'esprit libre, donc créatif, et solidaire, parce que seulement par la solidarité une communauté humaine est digne de vivre. Dans l'antiquité grecque, nous eûmes Épichète : il recevait dans son école de philosophie aussi bien les citoyens libres que les femmes et même les esclaves, alors que ces deux dernières catégories étaient exclues ailleurs de toute éducation, étant considérées des inférieurs. Dans l'antiquité chinoise ou indienne, je n'ai pas connaissance de ce genre d'initiative.

À l'époque moderne, exista Francisco Ferrer : « En 1901, il fonde l'École moderne, un projet éducatif rationaliste qui promeut la mixité, l'égalité sociale, la transmission d'un enseignement rationnel, l'autonomie et l'entraide. » (in Wikipedia) Les résultats de son initiative furent très appréciables et eurent des disciples dans d'autres pays. Mais ce magnifique bienfaiteur de l'humanité fut... fusillé par un complot de bourgeois alliés au clergé.

Cependant, son expérience et ses idées en matière d'éducation ont continué à vivre et à former des êtres humains dignes de ce nom. Les « responsables » de l'éducation nationale, en Algérie, connaissent-ils/elles au moins le nom

de Francisco Ferrer ?... Certainement, on peut en douter et même croire qu'ils/elles le détestent, car il est l'incarnation exemplaire du contraire de ce que ces « responsables » font : lui fournit une éducation qui est une bénédiction, tandis que les responsables, bien payés et privilégiés, commettent le crime contre l'humanité en transformant l'éducation en malédiction. La preuve ?... Depuis tellement d'années, ces « responsables » gèrent de façon déplorable mais volontaire (à moins d'être des incompetents, mais, alors, pourquoi sont-ils/elles au poste occupé ?) le secteur éducatif public pour le faire « pourrir » au profit de celui privé. Cette gestion contraint les enseignants jusqu'à recourir à la grève illimitée.

À ce propos, une fois, en retournant en mémoire dans mon enfance, je me suis dit : « Mais pourquoi les enseignant-te-s de l'école primaire sont les moins payé-e-s des enseignants, et cela dans tous les pays ?... Cette première phase de la vie humaine n'est-elle pas la plus délicate, la plus décisive dans la formation d'un être humain, et, donc, d'une communauté humaine ?... Dès lors, les éducateur-trice-s scolaires de la toute première enfance ne devraient-ils/elles pas être les mieux formé-e-s, et les mieux payé-e-s ? » En effet, tous les spécialistes de l'enfance et de la formation l'affirment : ce qui est inculqué dans la toute première enfance de l'être humain est décisif. C'est à ce moment-là que se forment les bienfaiteurs qui iront jusqu'à se consacrer à l'humanité toute entière, et se fabriquent les haineux qui iront jusqu'à tuer bébés, femmes et vieillards, en plus des adultes qui ont le seul tort de ne pas penser comme eux. »

Aussi, les prisons comme les écoles sont à l'image de la société où elles existent : elles créent de la bonté créatrice ou causent de la haine destructrice.

Les « responsables » qui gèrent l'éducation en Algérie, de par leur comportement, ne montrent-ils/elles pas que, sur la base des considérations exposées ici, les petits enfants ont le droit de les accuser d'avoir fait de l'éducation une malédiction, donc d'être responsables de crime contre l'humanité ? Et, par conséquent, de céder la place à de véritables gestionnaires d'une authentique éducation ?... Bien entendu, pour que ce miracle arrive, il faudrait que le peuple puisse jouir du réel droit de décider, en l'occurrence les élèves, leurs parents et les enseignants, mais pas les bureaucrates bien payés et jouissant de privilèges. Soyons donc reconnaissants aux syndicats autonomes qui s'efforcent de contribuer à l'authentique éducation des citoyen-ne-s du pays.



Mise au point à Mr. Mourad Remanoun

Le Matin d'Algérie, 26 juillet 2018

Je prends acte, comme simple citoyen, de vos affirmations qui concluent votre « droit de réponse » : « 1) Le Cnapest représente l'une des plus belles et des plus authentiques expériences syndicales vécues par l'Algérie depuis l'accession à l'indépendance nationale. – et c'est un tel sentiment qui m'a fait écrire l'article tant incriminé par M. Naïmi. ». Je lis également votre propre jugement concernant votre article : « une défense -on ne peut moins hésitante et on ne peut plus cohérente- du Cnapest, contre la puissante tentative qui a consisté à réduire ce dernier, afin de le discréditer, et à l'islamisme et à une volonté de faire –dans un but de privatisation- échouer l'école publique. » Dès lors, soit je n'ai pas su lire votre article (vous l'affirmez en me reprochant « l'ignorance de ce que Lire veut dire » - mais pourquoi la majuscule à « Lire » ?), soit son contenu ne m'a pas convaincu. Aussi, pour juger de notre divergence de point de vue, reste le lecteur, et d'abord le travailleur de l'éducation nationale qui a subi les sanctions du ministère du même nom suite à ses actions revendicatives en matière de conditions de travail. Permettez-moi donc de douter encore du but réel poursuivi par votre article. Je n'étais et, même suite à votre « droit de réponse », je ne demeure pas convaincu de votre réel soutien au Cnapest, celui qui a subi toutes les punitions de la part de la Ministre parce qu'il revendiquait de légitimes droits afin d'accomplir correctement son travail. Dans votre article mentionné et dans ce « droit de réponse », j'aurais souhaité trouver des réponses (concrètes) aux questions (concrètes) soulevées par les publications suivantes : 1) mon article « *Éducation nationale : Des vraies questions* »³⁶¹, 2) mon autre article « *Éducation nationale, Santé, Culture, privatisations en Algérie et dans le monde* :

³⁶¹ Du 14 février 2018, voir ci-dessus.

Courants de surface et courant de fond »³⁶², et 3) surtout aux propos de l'interview dans laquelle j'avais donné la parole à un syndicaliste, « *Syndicalisme autonome algérien dans l'éducation : Bachir Hakem, un syndicaliste au long cours* »³⁶³. Dans ces publications, il n'y eut nul besoin d'invoquer Rosa Luxembourg, nul besoin de considérations génériques, mais simplement de faits concrets. J'aurai souhaité que vous y répondiez, et notamment au syndicaliste Bachir Hakem. Or, ces réponses, je ne les trouve pas, ni dans votre article, ni dans votre « droit de réponse ».

La référence à Rosa Luxembourg ne me paraît pas suffisante pour me convaincre de vos bonnes intentions vis-à-vis des syndicalistes qui se battent dans le secteur de l'éducation pour une instruction socialement - et réellement - émancipatrice et techniquement performante.

Evoquer la lutte contre l'obscurantisme clérical pour justifier les actions de la ministre de l'éducation nationale n'est pas suffisant. Tellement de personnes luttent, certes, contre l'obscurantisme clérical, mais demeurent, comme laïcs ou comme religieux modérés, bien installés parmi la caste des dominateurs vivant au détriment de la sueur du peuple. Je préfère, en ce qui me concerne, également constater les actions concrètes de cette même ministre de l'éducation vis-à-vis des travailleurs. Notamment ceci : des travailleurs en grève, trouvez-vous normal, dans une république « démocratique et populaire », de les menacer de licenciement, de radiations ? Avez-vous constaté, en Algérie comme dans le monde, des travailleurs qui se mettent en grève simplement parce qu'ils seraient « manipulés » par d'autres, dans le cas algérien par des « islamistes » ? Et même s'ils l'étaient (ce dont je n'ai pas lu quelque part la fourniture de preuves concrètes, sinon des allégations), peut-on justifier des représailles consistant à les menacer puis de concrétiser leur licenciement, leur radiation de leur emploi ?... Puisque vous citez Rosa Luxembourg, relisons ses écrits et essayons de trouver ce qu'elle aurait répondu à ces questions. En réalité, nul besoin de Rosa Luxembourg. La raison et le sens de la justice sociale suffisent pour répondre. Voilà donc les observations qui me paraissent justifier le fait de ma part d'avoir considéré votre article (et non votre personne, faut-il le préciser ?) comme défendant apparemment les travailleurs mais, en réalité, justifiant les actions anti-travailleurs de la

³⁶² Du 26 février 2018, voir ci-dessus.

³⁶³ Du 10 février 2018, voir ci-dessus.

ministre de l'éducation nationale. De fait, vous avez le droit d'écrire ce que vous voulez, et j'ai le droit de le critiquer. Aux travailleurs eux-mêmes de juger quel écrit sert leurs intérêts.

Ceci dit, vous écrivez : « 3) J'ai décidé de rédiger cette réponse, après avoir appris que la Ministre dont je serais un Avocat par ma plume, selon M. Naïmi, serait programmée pour prendre la tête du Ministre de l'Enseignement supérieur [Ministère auprès duquel, j'ai deux requêtes en cours]. » J'avoue ne pas comprendre cette motivation, ni pourquoi vous n'avez pas répondu à mon article juste après sa publication.

Concluons par quelques clarifications.

En employant de ma part, en ce qui vous concerne, le terme un « certain », il n'y avait nulle ironie, encore moins un « étrange mépris » votre « personne ». Simplement, j'ignorais et j'ignore encore qui vous êtes. J'ai cherché sur internet, sans trouver. Précisons que je ne considère pas Facebook comme une référence pour connaître les personnes. Sur LinkedIn, à votre nom et prénom, je n'ai pas trouvé d'information pertinente³⁶⁴. J'ai, alors, demandé à des amis algériens. L'un d'eux m'a dit : « Peut-être un parent de la ministre, puisqu'ils s'appellent tous les deux Remaoun ». Bien entendu, je n'ai pas tenu compte de cette information, au demeurant sans preuve. En outre, on peut être parent d'une personne et ne pas partager ses vues.

Ceci étant dit, je suis d'accord avec vous que le terme « un certain » est à exclure, même quand on ignore l'identité et les travaux d'une personne, à moins de vouloir la « diminuer ». Ce n'était pas mon intention, et je vous prie d'excuser mon manque de discernement. J'ai supprimé l'expression inopportune et désobligeante dans mon blog. En outre, je viens de m'apercevoir que « un certain » ne figure pas sur l'article publié sur « Le Matin d'Algérie ». Je ne l'avais pas remarqué. Il faut donc attribuer le mérite de cette heureuse correction au rédacteur du journal, et je l'en remercie.

Vous me reprochez ceci, à votre encontre : « Effarante absence de la moindre trace (renvoi, référence, citation) de nul détail de ce que j'ai pu écrire, et qui pourrait ne serait-ce qu'illustrer le trop dont je suis jugé coupable. » Mon article n'avait pas comme thème fondamental tout ce que vous énoncez, mais simplement votre article auquel je fais référence. J'estimais celle-ci suffisante dans mon texte, d'où le renvoi à une note qui

³⁶⁴ <https://www.linkedin.com/in/mourad-remaoun-3abb133b/>

dit : « Un exemple récent de ce langage est le texte de (je viens de supprimer « un certain ») Mourad Remaoun en défense de la ministre de l' «éducation» nationale. » Et j'en donnais le lien, afin que les lecteurs puissent en prendre connaissance et avoir leur opinion. C'était la « preuve » que je fournissais, et, encore une fois, je l'estimais suffisante dans le cadre de mon article.

Quant à juger que par ce que j'ai dit de vous, je visais à me « montrer doté d'une 'méprisante' supériorité intellectuelle », je ne vois nul part ce fait ; je laisse donc au lecteur le soin d'en tirer sa propre conclusion.

Autre clarification. Vous affirmez, à propos de mon article que vous citez « Littérature et engagement. Pour qui et comment écrire »³⁶⁵ que c'est un « titre aussi foncièrement militant qu'hautement philosophique ». J'ignore si votre appréciation est sincère ou ironique. Ceci dit, oui, j'aspire (j'ai bien dit « aspirer », et non pas « prétendre »), depuis mon enfance (ce fut le mérite de la guerre de libération nationale), à la philosophie et à la militance les plus authentiquement émancipatrices. Je les résume dans l'expression que j'utilise de manière permanente, au risque d'ennuyer : « liberté solidaire ». Et je sais le prix à consentir quand on a l'aspiration à ce genre de philosophie et de militance là où cette liberté solidaire est combattue par ceux dont elle remet en question les illégitimes privilèges.

Au sujet de mon article, vous parlez de « inédite et révolutionnaire théorie de l'Écrit ». Passons sur l'incongru d'une majuscule mise à « Écrit ». Dans mon article, il n'y a rien d' « inédit ». Je me limite à reprendre ce qui se trouve, depuis l'antiquité, en Europe comme en Chine, dans tous les écrits de ceux qui avaient à cœur de s'adresser d'abord aux exploités de cette planète. Cependant, oui, cette « théorie » est révolutionnaire, en ce sens qu'elle vise à changer la base sur laquelle fonctionne toute société humaine : non plus l'exploitation de la majorité des êtres humains par une minorité d'entre eux, mais établir une coopération libre et solidaire entre toutes et tous.

Vous me prêtez également, M. Remaoun, la « volonté » de « fonder la science positive de « Pour qui on écrit ». Dans aucun de mes écrits, ni dans mon article que vous mentionnez, je ne vois nulle expression de cette « volonté » de « fonder une science ». Je ne fais qu'exprimer mon opinion sur les buts de l'écriture. On peut les discuter, certes, mais de là à y voir ce que vous y avez vu, je suis en désaccord avec votre jugement. Tout ce que

³⁶⁵ Ci-dessus in I. DE L'ÉCRITURE.

j'affirme clairement dans mes écrits est ceci : mon premier et principal souci est l'intérêt du peuple, et contribuer, selon mes possibilités, très limitées (certains de mes amis les jugent « dérisoires » et « inutiles ») à ce que ce peuple parvienne à cette liberté solidaire, que je considère comme le plus bel idéal humain.

Ceci dit, je l'ai écrit plus d'une fois dans mes contributions, et je le répète : je ne prétends pas « enseigner ». Le motif est simple : je suis et serai toujours un étudiant jusqu'à ma mort. Je fais partie de ces êtres humains conscients de l'immensité de ce qu'il y a à connaître, et qui savent qu'en mourant, ils demeurent ignorants de beaucoup de choses, peut-être même de l'essentiel. Ma devise était et demeure : l'humanité, et donc moi qui en fait partie, ne procède pas vers plus de vérité, mais vers moins d'erreur. Si les gens qui ont voulu enseigner avaient donné son importance à ce principe, tellement de maux auraient été évités à l'espèce humaine. Certes, j'eus ma phase – juvénile – de croire à des « enseignants » et, en les suivant, de le devenir à mon tour. Heureusement, la priorité que j'ai toujours accordée à la réalité concrète (mérite de mon père ouvrier et de ma mère paysanne pauvre), même quand cette réalité contredisait mes « convictions », cette priorité m'a permis deux découvertes. La première : le meilleur et le plus authentique des instruits n'enseigne pas ; simplement il communique ses expériences pratiques et les observations théoriques qu'il en a tirées, quitte aux destinataires à en faire l'emploi qu'ils jugent utile ou non pour eux. Deuxième découverte : la personne, y compris la plus bardée de diplômes universitaires, qui prétend « enseigner », finit par imposer de manière totalitaire ses vues, même quand elle prétend « éclairer et sauver l'humanité de ses erreurs »³⁶⁶.

Rosa Luxembour, puisque vous la citez, n'a-t-elle pas été, dans le camp marxiste, l'une des très rares personnes à critiquer les vues du « génial » Lénine en matière de révolution sociale ? Elle lui reprochait, justement, de tenir en piètre estime la spontanéité et la créativité des travailleurs, au profit de l'appareil bureaucratique du parti. Nous avons constaté le résultat : en 1921, les membres des soviets authentiquement soviétiques (à Kronstadt et en Ukraine) furent... massacrés par milliers, sur ordre de... Lénine, et

³⁶⁶ Sur ce thème de l' « enseignement », permettez-vous de vous renvoyer à une prochaine contribution que je publierai : « *La dette d'un dinosaure* ». Voir ci-dessus I. DE L'ÉCRITURE / « *Utilité d'une espèce en voie de disparition* ».

l'armée « rouge » était commandée par... Trotski. Ils accusèrent ces travailleurs d'être de connivence avec la « réaction interne et étrangère »³⁶⁷. Et savez-vous encore ceci ? Pendant le massacre de ces travailleurs, Lénine, Trotski et leurs collaborateurs ont fêté l'anniversaire de la... Commune de Paris !... Incroyable mais vrai !... À Paris, l'armée bourgeoise massacra les travailleurs sous le prétexte qu'ils menaçaient la « nation » ; à Kronstadt et en Ukraine, les bolchéviks massacrèrent les travailleurs, sous le prétexte que ces travailleurs menaçaient la « révolution prolétarienne » !... Leçon pour aujourd'hui, en ce qui me concerne : il ne me suffit pas de lire, dans votre « droit de réponse », votre éloge du Cnapest ; je préfère lire vos réponses concrètes et circonstanciées aux aspects concrets et circonstanciés présentés par le syndicaliste Bachir Hakem, ainsi qu'à ceux des travailleurs qui ont subi les mesures de rétorsion de la part de la ministre de l'éducation.

Pour le reste, de votre article et de votre « droit de réponse », ainsi que de mon article et de ma réplique, laissons au lecteur le soin de se faire sa propre opinion, et, surtout, aux travailleurs et travailleuses du secteur de l'éducation. Ce sont elles et eux qui vivent la situation concrète.

³⁶⁷ Voir Voline, « *La révolution inconnue* », o. c.

Quand la barque de l'éducation est trouée

Algérie Patriotique, 6 août 2018

Le Matin d'Algérie, 7 août 2018

sous le titre « Encore une fois, où sont les vrais problèmes de l'éducation nationale ? »

Un sage antique écrivit, en substance : « Vous voulez que les vols cessent ? ... Éliminez l'inégalité entre les citoyens ! » En outre, n'importe quelle personne, même la plus analphabète, convient de ceci : « Si la barque comporte des trous, en quoi se limiter à jeter par -dessus bord l'eau infiltrée épargnerait-il à la barque de s'engloutir ? Ne faut-il pas réparer la coque de la barque ? »

Ces réflexions surgissent en lisant un article concernant une éventuelle décision d'une ministre³⁶⁸.

Si l'information contenue dans l'article correspond à la volonté réelle de la ministre en question, accuser des enseignants d'embourgeoisement n'est-il pas le comble de l'imposture de la part d'un membre de la classe étatique algérienne ? Les lecteurs de l'article montrent qu'ils ne sont pas dupes. Leurs commentaires sont clairs et pertinents.

Contentons-nous, cependant, de trois questions. 1) Un enseignant prendrait-il la peine d'ajouter à ses heures de travail institutionnel des cours privés, s'il disposait d'un salaire suffisant ? 2) Des écoliers auraient-ils besoin de payer des cours privés s'ils bénéficiait d'une école capable de leur fournir l'enseignement adéquat dont ils ont besoin ? 3) Exiger d'enseignants une « déclaration sur l'honneur » pour ne pas donner des cours privés, en quoi cela pourrait-il améliorer la situation de carence du secteur éducatif national ? Ne sommes-nous pas dans la ridicule illusion de croire naviguer sur une barque dont la coque est trouée, en se limitant à jeter l'eau infiltrée par-dessus bord ? Et dans la non moins ridicule illusion de vouloir faire cesser les vols en les punissant, au lieu d'atténuer les inégalités sociales ? Et cela viendrait de la personne qui a la charge de ... l'éducation nationale !

³⁶⁸ « Benghebrit veut mettre fin à l'embourgeoisement des enseignants », <https://www.algeriepatriotique.com/2018/08/05/benghebrit-veut-mettre-fin-a-lembourgeoisement-illicite-enseignants/>

Aux trois questions posées ci-dessus, n'importe quelle personne dotée simplement de raison, sans être ministre de quoi que ce soit, ni sociologue, ni politicologue, cette personne donc répond certainement : Non ! Ce ne sont pas les enseignants qui donnent des cours privés qu'il faut stigmatiser et sanctionner (ou exiger d'eux une « déclaration sur l'honneur »), mais les dirigeants du secteur de l'éducation nationale. Ils devraient être licenciés et remplacés par des personnes capables de réformer ce secteur de manière à ne pas produire, d'une part, des écoliers nécessiteux de cours privés, et, d'autre part, des enseignants besogneux de prolonger leur activité professionnelle au-delà de leur normal engagement institutionnel.

Voici ce qu'affirme Hakem Bachir, professeur de mathématiques, et syndicaliste dans le secteur éducatif, dans un document qu'il m'a envoyé en privé : « Le système de l'éducation nationale est à revoir dans sa globalité. L'école algérienne est confronté aujourd'hui en 2018 aux défis de l'efficacité et de la qualité. »

En effet, après une toute première phase, suite à l'indépendance nationale, de démocratisation, l'école algérienne s'est progressivement conformée à l'évolution socio-historique de la classe gérant le pays : improvisations hâtives répondant à des considérations idéologiques imposées, avec leurs inévitables conséquences, médiocrité et démagogie de dirigeants, grassement payés et, ceux-là, oui, embourgeoisés. Les résultats sont visibles à toute personne honnête.

S'il y a privatisation de l'instruction, eh bien, les auteurs de celle-ci, les responsables premiers, sont les dirigeants du secteur de l'éducation nationale, par leur méthode de gestion. Soit elle est incompétente, et alors, il faut changer de dirigeants ; soit ces dirigeants sont compétents, et alors ils travaillent sciemment (sans le courage de l'avouer publiquement) dans le sens de rendre le secteur éducatif national tellement médiocre au point de justifier sa privatisation, répondant ainsi aux exigences de l'oligarchie capitaliste mondiale.

Et s'il faut parler d'embourgeoisement, ce sont d'abord ces mêmes dirigeants qui se sont offert ce privilège.

Ajoutons un autre défaut : une mentalité répressive, le recours au seul *matrag* (bâton), comme dirait Jha. En effet, aux enseignants contraints à la grève pour la satisfaction de leurs droits légitimes, à savoir des conditions correctes de travail, fut brandie la menace de licenciement. Et voici maintenant l'accusation d'embourgeoisement d'enseignants qui sont obligés de fournir des cours privés pour compenser leur salaire inadéquat.

La solution rationnelle, logique et juste n'est-elle pas toute autre ? Que l'on commence à réformer le secteur de l'éducation nationale de telle manière qu'il réponde à la qualité et à l'efficacité, comme l'affirme Hakem Bachir. Pour y parvenir, que le secteur éducatif soit dirigé par des personnes réellement compétentes, dont l'idéal est d'instruire convenablement, sans penser à s'embourgeoiser subrepticement. Alors, et seulement alors, il n'y aura ni élèves besogneux de cours privés, ni enseignants contraints à offrir ce genre de service. Et s'il faut consulter des personnes pour accomplir ce miracle, il n'est pas nécessaire de recourir à des « experts » et « consultants » étrangers (pour se faire des « amis » commodes), mais simplement de s'adresser aux enseignants algériens des syndicats authentiquement autonomes de l'éducation. Autrement, les dirigeants du secteur éducatif ne sont que dans la répression et la démagogie, tout en bénéficiant d'un salaire qui ne les contraint pas à donner des cours privés. Est-ce là fournir les caractéristiques d'une authentique éducation ? Celle-ci n'exige-t-elle pas concertation démocratique réelle avec les travailleurs du secteur, sincérité et compétence dans l'établissement des diagnostics et des solutions dans l'intérêt vraiment du peuple ?



IX.

IDENTITÉ



Questions d'identité : qui suis-je, qui est l'autre, et qui est le « sale » type ?

Le Matin d'Algérie, 24 décembre 2016

Algérie Patriotique, 27 décembre 2016

Dans le monde, chacun constate l'apparition et l'aggravation de conflits de genre ethnique ou religieux. En Algérie, s'opposent « Arabes » et « Kabyles » (ou « Mozabites », ou « Chaouis », etc.), d'une part, et, d'autre part, Musulmans (sunnites contre chiïtes) ou contre Chrétiens (ou Juifs ou athées).

Posons des questions, laissant à la lectrice et au lecteur le soin d'y répondre.

Hier

1.

L'indépendance nationale fut-elle conquise par les « Arabes » ou les « Amazighes », par les Musulmans ou non musulmans, ou, au contraire, par les Algériens en tant que *dominés et exploités* par le système colonial ?

2.

Durant la lutte de libération nationale, qui était l'ami du peuple algérien : un bachagha musulman collaborant avec les autorités coloniales, ou un « pied-noir » chrétien ou communiste luttant avec le Front de Libération Nationale ?

3.

Quand, juste après l'indépendance, les patrons et ingénieurs colonialistes ont abandonné usines et fermes, les travailleurs (ouvriers ou paysans) ont assuré la continuité de la production, en instituant spontanément des comités d'autogestion, ont-ils agi comme *travailleurs* tout simplement, ou comme « Arabes », « Amazighes », musulmans ou non musulmans ?



Aujourd'hui

4.

Pour un Algérien *exploité économiquement* (par ceux qui s'accaparent une partie du produit de son travail), *dominé politiquement* (par ceux qui lui confisquent le droit de décision sur la gestion de son pays) et *exclu socialement* (des droits humains fondamentaux, telles la jouissance des ressources naturelles de la nation, la liberté de s'exprimer et de s'associer, la possibilité d'un travail digne ou d'émigrer), où est la *différence* entre le fait d'être dominé-exploité-exclu par un membre de son ethnie ou de sa religion, ou d'une ethnie ou religion diverses ?

Autrement dit : la domination-exploitation exercées par un « Arabe » sur un « Arabe », par un « Amazight » sur un « Amazight », ou par un musulman sur un musulman, sont-elles *moins* cruelles que celles d'un « Arabe » sur un « Amazight » ou vice-versa, de celles d'un musulman sur un non musulman, ou vice-versa ?

5.

Qui donc tire *profit* de ces distinctions ethniques ou religieuses ?

N'est-ce pas l'exploiteur et le dominateur, quelque soit son ethnie ou sa religion ?

6.

Par conséquent, *qui* inventé et propage ces oppositions sinon celui qui veut *occulter* l'*exploitation-domination-exclusion* de la majorité des citoyens algériens par une minorité d'entre eux ?

7.

Pour l'exploité-dominé-exclu quelle est l'*identité prioritaire* et, par conséquent, l'*exigence fondamentale* : ne plus être exploité-dominé-exclu ou être d'une telle ethnie ou d'une telle religion ?

8.

Pour se libérer de la domination-exploitation-exclusion qu'il subit, le citoyen a-t-il *intérêt* à s'unir avec un membre de son ethnie ou de sa religion, malgré le fait que ce dernier le domine-exploite-exclut ? Ou, au contraire, l'intérêt du dominé-exploité-exclu est de s'unir avec son compatriote soumis à la *même* situation que lui, bien qu'il soit d'ethnie ou de religion différente ?

9.



Quand un citoyen, oubliant sa situation de dominé-exploité-exclu, traite son compatriote de « sale Arabe ! » ou de « Sale Amazight ! », ou encore de « Sale kaffar ! » ou de « Sale musulman ! », agit-il pour se libérer de sa domination-exploitation-exclusion ? L'unique juste expression ne devrait-elle pas être « Sale exploiteur ! » et « Sale dominateur ! », sans considération d'ethnie ni de religion ?... Mieux encore : plutôt que d'insulter ne vaut-il pas mieux trouver le moyen de se libérer de ces sangsues humaines ?

10.

Par conséquent, quand un citoyen dominé-exploité-exclu méprise l'ethnie ou la croyance de son interlocuteur, sans se rendre compte que ce dernier est, lui aussi, dominé-exploité-exclu, ne doit-on pas conclure que le méprisant est soit un malheureux, ignorant d'être manipulé par ses exploiters-dominateurs, soit un provocateur, payé par ces derniers pour détourner l'attention de l'exploité-dominé-exclu de son réel ennemi ?

11.

Dans toutes les sociétés et à toutes les époques, *diviser* (les exploités-dominés-exclus) *pour régner* (sur eux), n'est-elle pas la règle fondamentale des exploiters-dominateurs, quelle que soit leur ethnie ou religion ?

Quelles solutions ?

12.

Si, dans le passé, le colonialisme exploiteur-dominateur fut vaincu par les Algériens agissant en tant qu'*exploités-dominés-exclus*, aujourd'hui, le système exploiteur-dominateur interne peut-il être vaincu autrement que par les citoyens agissant de la *même* manière ?

13.

N'est-ce pas uniquement en agissant ainsi que la différence d'ethnie ou de religion ne sera plus un facteur de haine, de division, d'exploitation et de domination, mais de coopération solidaire ?

14.

Lectrice et lecteur, si ces considérations te paraissent utiles, ne te semble-t-il pas *bon et urgent* de les faire circuler le plus possible, encore mieux, de les traduire en arabe dialectal et en tamazight, afin que le maximum de citoyens les connaissent, les discutent, et empêchent l'amoncellement des noirs nuages ethnico-religieux qui menacent de diviser la *patrie* ?

15.



Comme toujours et partout, la partie du peuple qui en souffrira le plus en larmes et en sang ne sera-t-elle pas, d'abord et principalement, celle des *exploités-dominés-exclus* ?



Bonne Nouvelle Année Naturelle !

Le Matin d'Algérie, 14 janvier 2017

Dans mon enfance, à Sidi Bel Abbès, je me souviens avec émotion et plaisir de la célébration de yennayer dans ma famille, celle de mes autres parents et des voisins de quartier. Nous y habitons, Arabophones et quelques Amazighes (originaires du Mzab et de Kabylie), tous Algériens.

Nous mangions une sorte de soupe faite de céréales ; puis, comme final, nous goûtions divers autres produits de la terre : cacahuètes, dattes, noix, noisettes, amandes, etc.

Nous n'avons jamais su quelle était l'origine de cette célébration. Pour nous tous, elle était algérienne, tout simplement. Il nous suffisait d'en jouir.

A l'époque je sus une chose, quand, au lycée, j'appris le latin : *yennayer* correspondait au mot latin *january*. Il est donc possible que le terme utilisé en Algérie vienne de là, étant donné la longue colonisation de la Numidie par les Romains. Aux chercheurs en linguistique de découvrir si le mot a une origine plus autochtone.

Plus tard, j'ai découvert que cette fête est célébrée, plus ou moins à la même date, par beaucoup de peuples : de ceux d'Asie (Chine, Inde, Japon, etc.) jusqu'aux peuples européens (romain, celtique, etc.), et, bien entendu, ceux d'Afrique du Nord.

Cette fête correspond au solstice d'hiver ; elle correspond au début de l'hiver astronomique. A ce moment, les provisions en nourriture tendent à finir, et il faut penser à celles qui viendront.

Alors, je fus heureux de savoir que cette fête est commune à une majorité de peuples, date de la nuit des temps, correspond à un moment fondamental du temps cyclique annuel, coïncide avec une position cruciale du soleil.

Y a-t-il une commémoration plus significative et plus belle que celle qui nous met en relation avec notre mère-père Nature ? En Chine, cette fête a



plusieurs noms, dont le plus répandu, le plus populaire est le plus beau : 春节 (chūn jié) : Fête du *Printemps* ! (Eh, oui ! en plein hiver).

Alors, bonne nouvelle année naturelle à toutes et à tous sur la planète Terre ! Bon Yennayer aux compatriotes algériens !



Identité, nantis et démunis : Lettre ouverte au frère Saïd Sadi

Le Matin d'Algérie, 1 avril 2017

Vue sa persistance dans les discours, je reviens sur un thème dont j'ai déjà parlé ; j'espère contribuer davantage à son éclaircissement.

J'ai lu cette déclaration de votre part :

« Personnellement, et je ne crois pas être le seul, je pense que l'escamotage, voire la néantisation de la problématique identitaire est à la base des dérives et turpitudes qui ont transformé un pays, dont je continue à dire qu'il aurait pu être la Californie de la Méditerranée occidentale, en terrain vague où se libèrent les instincts les plus grégaires. »³⁶⁹

Ecartons un malentendu. Certes, la question identitaire est réelle, et la revendication dans ce domaine est un droit totalement légitime.

Mais ce problème est-il vraiment, comme l'auteur l'affirme, “ *la base des dérives et turpitudes*” ?

Personnellement, je ne le pense pas, ni en Algérie ni ailleurs dans le monde. Voici pourquoi.

Prenons trois exemples.

1.

Aux U.S.A., les citoyens d'origine africaine, appelés Afro-américains, sont-ils niés seulement à cause de leur identité ?... Celle-ci n'est-elle pas *uniquement* le *prétexte* pour justifier autre chose : leur exploitation économique ou leur exclusion des richesses du pays, et, pour l'obtenir, leur domination politique et idéologique ?...

³⁶⁹ Article de Nadir Iddir, « *Dr Saïd Sadi. Ancien président du RCD, auteur Askuti, c'est la synthèse de l'abîme politico-culturel du pays* », in http://www.elwatan.com/culture/askuti-c-est-la-synthese-de-l-abime-politico-culturel-du-pays-13-01-2017-337030_113.php

En voici la contre-preuve : quand un citoyen U.S. d'origine africaine parvient à se placer dans la catégorie des exploiters-dominateurs (en devenant, par exemple, patron d'une usine ou maire d'une ville), ne le voit-on pas accepté sans problème dans la catégorie sociale des privilégiés, et cela sans considération de son identité africaine ?

L'exemple le plus symbolique et significatif est Obama. Malgré son origine africaine et le fait d'être un immigré de fraîche date, n'a-t-il pas été président du pays, précisément avec le soutien de la caste dominatrice, laquelle a une identité différente ? Et ce président n'a-t-il pas assuré le maintien du système sociale caractérisant les U.S.A. ?

Par conséquent, ce qui est "la base des dérives et turpitudes", dans la société états-unienne, ce n'est pas l'identité (origine africaine par rapport à celle anglo-saxonne des Wasp : White Anglo-Saxon Protestant), mais la situation économique de l'individu dans la hiérarchie sociale : du côté bénéficiaire ou de celui exclu des richesses du pays.

2.

En France, on sait que les immigrés sont rejetés à cause de leur identité.

Mais quand l'un d'eux parvient à s'affranchir de sa condition économique-sociale d'exploité (ou exclu)-dominé, n'est-il pas accepté comme député, sénateur et ministre ?

3.

Venons au cas algérien.

Quand un Amazighe (kabyle, mozabite, chaoui, etc.) se trouve se mettant du côté des nantis, et s'accommode du système social existant actuellement dans le pays, ne devient-il pas membre de la caste dirigeante, sans problème ni discrimination ?

Il est vrai que l'Algérie n'a encore jamais eu de président de la république d'origine amazighe. Mais, à supposer le cas, quelle garantie avons-nous qu'il ne sera pas simplement un Obama, c'est-à-dire au service de la caste dominante ?

Par conséquent, ce n'est pas le fait d'avoir une *identité* amazighe qui le rend acceptable et membre de celle-ci. Ce qui détermine son statut social est sa situation *économique de nanti* et son choix idéologique de faire partie de cette caste, ou de démuni et sa révolte contre cette discrimination. Dans ce dernier cas, l'identité n'est qu'un élément qui est revendiqué en plus. « Ah !



Vous m'excluez du travail, ou vous me payez mal, parce que je suis amazighe! »

Mais non !... Puisqu'il y a, aussi, des Arabophones qui sont chômeurs ou mal payés.

Mais, non !... Puisqu'il y a, également, des Amazighes qui exploitent leurs compatriotes, et des Arabophones, les leurs.

Alors, devient évident le fait que l'identité est agitée seulement comme un arbre pour cacher la forêt : exclure des richesses nationales le citoyen le plus faible, et, pour celui dont la force de travail est nécessaire, lui accorder un salaire, en prélevant un profit, la fameuse plus-value.

Ces faits ne prouvent-ils pas que la base des “dérives et turpitudes” de n'importe quelle société humaine, y compris l'algérienne, n'est pas l'identité mais d'abord la *position dans un système social*, caractérisé par l'existence d'une minorité nanti, vivant au détriment d'une majorité dominée ?

Et que, par conséquent, l'identité est utilisée seulement comme prétexte pour cacher justifier cette situation de base ?

Il en est, d'ailleurs, de même de la religion.

Identité et religion sont, certes, des droits humains inaliénables. Mais toutes les deux sont utilisées pour détourner l'attention des victimes sociales de la cause véritable de leur malheur.

Ne pas le comprendre c'est tomber dans le piège, par ignorance. Ne pas l'admettre, c'est être complice de ceux qui manipulent ces deux aspects identitaires pour cacher leur motivation réelle, celle de “base”, la racine.

Alors, attention à ne pas mettre la charrue devant les bœufs ! Veillons à déceler la vérité malgré les masques qui veulent la cacher.

« Tu rabâches des idées vieilles ! » objectera-t-on.

Hélas!... La description que j'ai exposée est une réalité encore actuelle, et plus cruelle aujourd'hui que par le passé, vu le triomphe du capitalisme sur toute la planète. Une minorité de requins-sangsues jouissent de vivre en ignorant les plus démunis et en faisant suer la majorité de l'humanité, partout sur cette planète, Algérie comprise.

Ajoutons cette observation.

« Mais tes paroles divisent les citoyens ! » me reprochera un autre.

Voici ma réponse :

- Mes paroles ne font que décrire la réalité. Ceux qui ont divisé la société sont les profiteurs qui la dominent, quelque soit leur identité ethnique ou

religieuse. Ceux-là, leur identité réelle et première a un nom : *capitalistes*. Cela signifie amasser de l'argent au détriment des autres. Ce sont eux qui ont établi la division de la communauté humaine en deux parties antagonistes ; la première tire profit de la seconde. En parlant de la société, j'agis simplement comme un médecin devant un corps humain. L'accuserait-on d'être la cause d'une maladie quand il se contente de la constater ?

Encore ceci. Vive la liberté !... Mais celle de chacun a une *limite* : ne pas s'exercer au *détriment* d'un autre. De là s'ensuit une règle. Tout être humain est libre de revendiquer et d'avoir le droit à l'identité ou à la religion de son choix. Mais là, aussi, existe une limite : que ce choix ne cause pas de *dommage* à un autre. Ce que j'affirme ici n'est-il pas conforme à la raison et à la justice ?

L'argent ! Oui, l'argent, ou plus exactement son accumulation capitaliste est le nerf de toute guerre, et d'abord de celle cachant son nom : la guerre *sociale*.

La preuve ?... *Supprimez l'exploitation économique, il n'y aura plus besoin de domination politique-idéologique ; alors, chacun sera libre et respecté dans son identité et sa foi religieuse.*

Des exemples existent : les rares phases historiques où les humains ont pu réellement vivre libres et solidaires ; de même, les rares associations entre citoyens libres et solidaires. J'ai dit « rares » parce que l'humanité reste encore sous l'horrible joug de la domination, permettant l'exploitation de l'être humain par son semblable.

Mais ce qui est rare pourrait l'être moins ; il suffit de contribuer à en créer les conditions, avec patience et intelligence, filles de l'esprit libre et solidaire.

De tout ce que je viens de dire, je présente la demande au frère Saïd Sadi.

Quand vous dites que « la problématique identitaire est à la base des dérives et turpitudes », que proposez-vous pour *garantir* qu'une fois le problème identitaire réglé, nous n'assisterons pas à la naissance d'une nouvelle *caste* qui exploitera et dominera ses compatriotes de la même identité ?

Vous savez que nous avons déjà failli une fois. Contre le colonialisme, nous avons combattu pour notre identité algérienne. Mais cet idéal fut manipulé par une camarilla ; elle s'est érigée en une nouvelle caste, réduisant les



citoyens à des sujets asservis, sans distinction de leur identité arabophone ou amazighe. Un travailleur arabophone n'est-il pas victime des mêmes iniquités que celui amazighe ?

Dès lors, comment s'assurer que la reconnaissance de plein droit de l'identité, dans ce cas amazighe, ne finira pas de la même manière ? Autrement dit, comment l'issue ne serait pas la naissance d'une minorité de nantis amazighes vivant et jouissant au dépens d'une majorité de leurs compatriotes démunis ?

Écartons un éventuel malentendu.

Cette question n'est pas inspirée par une conception jacobine, centralisatrice et autoritaire d'une nation, au service d'une majorité ethnique au détriment d'une autre, minoritaire. Cette interrogation est simplement dictée par un souci : le projet d'une Algérie constituée de régions autonomes, liées par un pacte fédéral, n'est valable que s'il vise à transformer le pays en une nation politiquement démocratique, économiquement bien portante, culturellement éclairée, enfin à l'abri d'agressions impérialistes. Cela implique justice sociale, liberté et solidarité entre les citoyens, quelque soit leur identité.

Dès lors, peut-on déclarer que le problème identitaire est « la base des dérives et turpitudes » du pays, sans préciser son insertion dans un cadre économique-social qui le produit et le conditionne ?... Sans cette clarification, la revendication identitaire ne devient-elle pas un simple prétexte pour conquérir une position au sein d'une nouvelle caste dominatrice ? Dans ce cas, où serait l'aspect émancipateur pour le peuple *laborieux* de cette ethnie ?

Fraternellement³⁷⁰.

³⁷⁰ À ma connaissance, il n'y eut pas de réponse publique.

Pour une identité solidaire

Le Matin d'Algérie, 4 avril 2017

Réagissant à mon opinion sur le problème identitaire³⁷¹, certains commentateurs me semblent représenter un phénomène très préoccupant, au point de nécessiter un éclaircissement.

Pour ces commentateurs, mon texte est celui d' « un imposteur », ayant des « propos que de la mauvaise foi! Cette langue de bois et toute cette démagogie que nous vomissons! Un discours de gauche dépassé, étant archaïque! Un discours, qu'ont toujours tenu les fossoyeurs de l'amazighité! (...) vous vous adressez avec la perfide formule arabe "au frère Said Sadi" pour mieux lui placer votre hypocrite poignard de l'infamie entre les deux omoplates! » (Allas Ilelli), que la question que je pose « ça c'est le genre de question préparée par les laboratoires du régime Algérien » (zwen), « tenté d'expliquer la crise multidimensionnelles algérienne, par la seule lorgnette marxiste de la lutte des classes, relève d'une cécité mentale profonde » (uchen lkhela).

Je remercie cependant les auteurs de ces opinions ; elles permettent d'approfondir et d'éclaircir les problèmes évoqués.

Examinons les deux accusations principales.

1. « Perfidie... arabe »

En arriver à écrire « perfide formule arabe "au frère Said Sadi" » (Allas Ilelli), cela ne rappelle-t-il pas d'autres faits ?... Les nazis (« perfide juif »), les impérialistes européens et états-uniens (« perfides asiatiques »), des Arabo-musulmans fascistes (« perfides kabyles »), les Français racistes (« perfides immigrés »). Même des Africains ont eut recours à ce vocabulaire, tels les Hutus contre les Tutsis, avec les massacres dont ces derniers ont été victimes de la part des premiers.

³⁷¹ Voir ci-dessus « *Identité, nantis et démunis...* »

Ainsi, il y a des adjectifs, tels « perfides », qui ne tuent pas mais ils excitent à tuer, ils justifient les génocides.

Nous sommes là devant du racisme, quelque soit l'identité de son auteur. En effet, une personne perfide n'a pas d'identité spécifique ; elle appartient simplement à l'espèce humaine, plus exactement à la catégorie qui manque de sincérité et de générosité ; celle-ci est la catégorie sociale des profiteurs.

Pour révéler à quel point ces commentateurs, en croyant défendre l'identité kabyle en particulier, ou amazighe en général, manifestent de graves préjugés, par exemple en ce me concerne comme auteur de l'article sur l'identité, je me vois obligé, tout d'abord, de révéler un aspect de ma vie privée.

J'ai des petits nièces et des neveux qui sont demi-arabophones, demi-kabyles. Deux de mes frères sont mariés respectivement avec deux épouses kabyles, l'une née à Oran, l'autre originaire des environs de Béjaïa ou Bgayet. Leurs enfants parlent aussi bien l'arabe algérien que le kabyle. Et ils comprennent que les problèmes du peuple algérien, quelque soit son identité, sont, d'abord, économiques, que ce qui divise d'abord ce peuple, c'est d'abord l'existence de deux classes antagonistes : d'une part, des exploités, d'autre part, leurs victimes. Mes nièces et neveux n'ont pas lu Marx ni d'autres ouvrages. Leur premier livre, c'est leur vie concrète. Comme moi, quand j'étais enfant : j'en parlerai ci-dessous.

Enfin, rappelons combien le mot « frère » n'est pas une « perfidie arabe ».

François Villon commence ainsi sa « Ballade des pendus » ; il faisait allusion aux pauvres personnes, victimes du système social féodal :

« *Frères humains, qui après nous vivez...* »

Environ deux siècles plus tard, les révolutionnaires français, en mettant fin au féodalisme des « seigneurs » et « laquais », ont mis à l'honneur trois termes ; l'un d'eux est « Fraternité ».

Plus tard, tout combattant pour la liberté et la solidarité a proclamé son attachement à la « fraternité universelle ».

Enfin, Abane Ramdane et Larbi Ben Mhidi s'appelaient réciproquement « frères ».

Conclusion. Cette expression de « perfidie ... arabe » nous montre ce qui arrive quand :

- si on est de bonne foi, l'absence du sens de la justice exclut le recours à la raison, laissant place à l'aveuglement produit par la haine ;



- et si l'on est un vulgaire manipulateur, la tentative de faire passer un texte défendant la liberté et la solidarité entre les membres d'identités différentes, comme un contenu servant l'une au détriment de l'autre.

2. « Lorgnette marxiste de la lutte des classes » et « discours de gauche dépassé, étant archaïque ! »

Je constate comment certains ont réussi à cacher le problème social fondamental, de base (l'existence des classes et de la lutte des classes), derrière un autre qui, bien que réel, en est une conséquence : la question identitaire (qu'elle soit ethnique ou religieuse). Kateb Yacine, évoqué par un commentateur, a une grave part de responsabilité dans cette situation, en défendant (justement) la cause identitaire kabyle et amazighe, mais en occultant (à tort) son aspect primordial : le conflit social exploités-dominés contre exploités-dominés. Déjà, en 1972, j'ai rompu avec lui notre collaboration à l'écriture collective de la pièce théâtrale "Mohamed, prends ta valise", à cause, précisément, de l'occultation qu'il avait opérée, concernant la lutte des classes en Algérie, au sujet du drame migratoire des travailleurs algériens en France (j'en parlerai dans un essai de prochaine publication).

Contrairement à ce qu'affirment les commentaires mentionnés, l'existence des classes et de la lutte des classes ne sont pas une invention de Karl Marx. Lui-même a avoué qu'il a pris ces concepts d'écrits de penseurs bourgeois libéraux.

Pour ma part, les classes et la lutte des classes, je ne les ai pas découverts dans les livres, ni de Marx ni d'autres.

A peine arrivé à l'âge où j'ai pu utiliser mon sens de l'observation empirique et mon intelligence, j'ai fait des constatations.

Étant fils d'ouvrier, les enfants dont le père jouissait d'une situation économique un peu meilleure, ou plus, me traitaient avec mépris. Un enfant de barbier, de commerçant, de policier ou, davantage, de cadi ne daignaient pas m'adresser la parole, parce que, pour eux, je n'étais qu'un fils d'ouvrier.

Dans mon quartier pauvre de Sidi Belabbès, dénommé, en algérien, "al graba" (terme qui signifie approximativement "tentes mal foutues"), et, en français, bizarrement "village nègre", vivaient plusieurs types de famille : arabophone, kabyle, mozabite, une autre originaire d'Afrique subsaharienne (des Noirs, comme on dit), et une autre encore venue d'Espagne.



Dans mon enfance, moi, l'enfant kabyle (on disait à l'époque "zouaoui"), l'enfant de peau noire (on disait "nigro"), l'enfant d'origine espagnole (on disait "pied-noir"), et un enfant arabophone comme moi (on disait "Arabe"), nous avons tous été amis. Pourquoi ?... Parce que mon père était un ouvrier cordonnier, le père du Kabyle, un ouvrier tailleur, le père de l'enfant de peau noire, un travailleur journalier, le père de l'Espagnol, un ouvrier je ne rappelle pas où, le père de l'autre Arabophone, un ouvrier communal balayeur.

Par contre, moi, enfant arabophone, je n'ai pas pu lier amitié avec l'enfant de la famille mozabite, ni avec celui arabophone comme moi, ni avec un enfant de "Pied-noir" d'origine française. Pourquoi ?... Parce que le père du Mozabite était un riche commerçant de tapis, celui de l'Arabophone, un coiffeur bien nanti, celui du "Pied-noir", un employé d'administration, et celui de l'Arabophone, un riche marchand de moutons.

Un autre fait m'a marqué, dans mon enfance. Je fréquentais une école primaire où nous étions tous des habitants du quartier, pauvre comme je l'ai précisé. L'établissement s'appelait école "indigène". Pourtant, il y avait là un enfant "pied-noir". Vous savez pourquoi?... Parce son père, quoique "pied-noir", était un ouvrier.

Voilà comment, enfant déjà, j'ai découvert que la condition économique prime sur l'identité ethnique, comme sur celle religieuse. La manière dont se réalisait l'amitié entre les enfants en était la preuve concrète, significative.

Par conséquent, quand, parvenu à l'âge de vingt ans, j'ai lu, dans les livres, l'existence des classes et de la lutte des classes, ce fut, pour moi, uniquement une confirmation de la réalité que j'avais vécue.

Depuis lors, personne n'est parvenu à me faire croire que les classes et la lutte qu'elles se livrent n'existent pas ou n'existent plus. Au contraire, toute ma vie, jusqu'à aujourd'hui, me prouve, malheureusement, leur réalité, scandaleuse, injuste, fléau de l'espèce humaine.

Je suis le premier à souhaiter l'inexistence des classes et de leurs conflits. Mais, comment y parvenir sans éliminer toute forme d'exploitation économique, et donc ce qui la permet, la domination sociale ?... L'histoire le montre clairement : chaque fois que des groupes sociaux ont tenté d'éliminer l'existence des classes antagonistes, ils furent massacrés. Les auteurs n'ont pas été uniquement les dominateurs des époques successivement esclavagiste, féodal et capitalistes. Hélas ! Il en fut de même dans la Russie du parti unique bolchevique (voir Voline, « La révolution inconnue »).



Quant à la base de ce système d'exploitation économique, eh, oui ! c'est la fameuse plus-*value* ! Là encore, pour celui qui l'ignore, elle n'est pas une découverte de Marx, contrairement à ce que lui-même et Friedrich Engels ont fait croire³⁷².

Bien entendu, dans mon enfance comme durant mon adolescence, certains ont tenté de me faire croire que j'étais « d'abord Arabe et musulman », que, par conséquent, mes ennemis étaient ceux qui n'avaient pas ces identités ; en Algérie, étaient désignés les Kabyles et autres Amazighes. Ainsi, on a cru m'opposer à mes compatriotes amazighes ou non musulmans, et aux citoyens du monde qui n'étaient ni arabes, ni musulmans, ni algériens.

Mais on n'y a pas réussi. Depuis mon enfance, la vie concrète me montrait que mes amis, mes semblables sont toutes celles et tous ceux qui, en Algérie (dans les régions arabophones comme celles amazighophones), comme dans le monde, sont des exploités-humiliés-dominés.

Et toutes celles et ceux qui, au nom d'une identité, certes légitime, - je le souligne -, ne la considèrent pas comme *conséquence*, - encore je souligne ! - d'un système social divisé en classes sociales (où une minorité jouit de privilèges au détriment d'une majorité), eh bien, cette minorité est non seulement mon ennemi, mais celui de tous les exploités du monde.

Cette minorité a profité, hélas !, de la faillite des États construits par le marxisme autoritaire, pour manipuler et convaincre les asservis de l'inexistence des classes et des conflits qui les opposent.

Je répète, - et je persisterai tant que le problème reste confus, en m'adressant uniquement aux personnes de bonne foi -, que défendre une identité (et je n'ai pas évoqué uniquement dans mon article uniquement celle ethnique, mais également celle religieuse) sans la placer dans le cadre social réel, c'est-à-dire sans préciser qu'elle est une conséquence d'un système social injuste, cela mène, chaque fois, au fascisme ! Autrement dit à l'apparition d'une caste dominatrice, pire que celle capitaliste parlementaire (dite « libérale »). Dans cette dernière, au moins les syndicats libres, défendant réellement les intérêts des salariés, parviennent à exister. Ce fait est impossible dans toutes les formes totalitaires de régime, dont celui des ex-États soit disant « socialistes ».

³⁷² À ce sujet, voir Tcherkesoff Warlam, « *Pages d'histoire sociale* », 1896, point « III. *Méthode dialectique* », in <http://www.anarkhia.org/article.php?sid=583>, vu le 9.1.2017.

Voici quelques preuves, prises dans des contextes différents, pour montrer où mènent les revendications identitaires, privées de leur base économique de classes sociales.

Quand la tribu des Ibn Saoud, dans les années 1920, a évoqué l'identité « arabo-musulmane », pour lutter contre la domination anglaise en Arabie, à quoi cela a mené ?... Au régime wahabite.

Quand certains Allemands ont évoqué « l'identité aryenne », quel fut le résultat ?... Le nazisme.

Quand, en Algérie, certains se proclament défenseurs de « l'identité arabo-musulmane », à quoi cela a-t-il mené ?... A la « décennie noire ».

Quand certains Arabes moyen-orientaux prétendent défendre la même identité, qu'arrive-il ?... Les conflits qui ensanglantent aujourd'hui certains pays musulmans.

En outre, n'oublions pas l'apparition de la théorie du « choc des civilisations », élaborée par Samuel Huntington, comme par hasard un universitaire états-unien, rémunéré par des institutions capitalistes.

Lui, aussi, se présente en défenseur de l'« identité américaine » pour fustiger la « menace » que constituerait contre elle la présence des immigrants aux États-Unis, notamment hispaniques. Comme par hasard, leur majorité est constituée de personnes à la recherche d'un travail pour survivre.

Et son compère Bernard Lewis, avec sa théorie de l'*identité* des peuples, confirme ce prétendu « choc des civilisations ».

A ces « chercheurs » et « universitaires », ce masque, apparemment neutre et scientifique, sert à cacher des idéologues au service du capitalisme impérialiste U.S. Pour y parvenir, ils ont comme souci principal de faire croire à l'inexistence sinon à l'archaïsme de l'existence des classes et de la lutte des classes. Leur but est la constitution d'« identités » spécifiques, à l'intérieur desquelles une caste minoritaire vit au détriment de sa partie majoritaire, au nom de la priorité de la « nation » identitaire. C'est ainsi que se justifient les guerres entre les nations, conflits au cours desquels, toujours, ceux qui meurent font partie des classes asservies, et ceux qui profitent sont les affairistes (banquiers, industriels, chefs militaires).

On voit donc comment cette théorie des « identités », en occultant l'existence des conflits entre classes sociales, veut justifier et légitimer la perpétuation du système capitaliste.

Ce n'est pas parce que les ex-États marxistes autoritaires ont failli qu'il faut accepter la suprématie du capitalisme, et son idéologie de l'inexistence des conflits de classes sociales.



Une autre voie est possible.

Elle a déjà été formulée au temps même de l'existence de Karl Marx, par les libertaires (notamment Michel Bakounine, Proudhon, James Guillaume). Ils avaient déjà montré le risque (concrétisé un siècle plus tard) de faillite de son système autoritaire de « dictature du prolétariat », qui était, en fait, une dictature d'une caste bureaucratique-étatique *sur* le prolétariat.

L'autre voie possible fut pratiquée pendant quelques années, dans quelques pays, notamment en Russie (1917-1921, voir Voline : « *La révolution inconnue* ») et en Espagne (1936-1939, voir Gaston Leval : « *Espagne libertaire 1936-1939* »).

Dès lors, qui me garantit que la revendication exclusive de « l'identité amazighe » n'accouchera pas d'un fascisme, nouvelle formule, où une caste minoritaire ne transformera pas la majorité en une masse d'asservis ?

Les extraits de commentaires, cités auparavant, me font craindre que la mentalité fasciste, - je dis bien fasciste, à savoir autoritaire et totalitaire, sur base de ségrégationnisme (ethnique ou religieux) -, existe, également, chez certains prétendus défenseurs du peuple kabyle et de celui amazighe. De la même manière, elle existe chez certains partisans de l'« arabo-islamisme ». Pour ces derniers, je dis bien « chez certains ». Car n'oublions pas l'existence d'Arabes et de Musulmans qui se contentent de vivre leur identité, sans aucune hostilité envers les membres d'autres identités ethniques ou religieuses.

Si l'on veut savoir comment il est correct de défendre les intérêts du peuple kabyle ou amazighe, je renvoie à l'article « *Pour une convention politique des autonomistes kabyles ouverte et rassembleuse* »³⁷³.

On y lit ceci :

« Dans le Manifeste kabyle, nous avons évoqué deux grands fondements : le multiculturalisme et la démocratie consensuelle ou démocratie consociative. Il s'agira de les expliciter et de montrer en quoi ils peuvent constituer des réponses à la problématique des sociétés plures comme c'est le cas de l'Algérie. »

Concernant cette déclaration, je ne serai pas surpris de lire un certain type de commentaires. Les uns dénonceraient cette conception comme « traître à la cause kabyle » ; d'autres la taxeraient de « menace à l'identité arabo-islamiste ». Les premiers sont des Kabyles, les seconds, des Arabophones.

³⁷³ http://www.elwatan.com//contributions/pour-une-convention-politique-des-autonomistes-kabyles-ouverte-et-rassembleuse-11-01-2017-336918_120.php

Leur point commun ? Être tous les deux des fascistes. Ils seraient prêts à voir s'entre-tuer « Arabophones » et « Kabyles ». Mais, attention !... Pas n'importe lesquels. Comme dans tout conflit identitaire, les victimes seront les gens du peuple laborieux, et les profiteurs, les nantis et leurs porte-paroles, produits du nazi Joseph Goebbels et du stalinien Jdanov.

En effet, depuis l'antiquité et partout, sans aucune exception, dans toute guerre entre identités nationales différentes, ou, à l'intérieur d'une même nation, entre identités religieuses (France et Angleterre du Moyen-âge, aujourd'hui dans les pays musulmans), quel est le nombre des morts parmi le peuple laborieux, et celui chez les banquiers, industriels et chefs militaires, bref la caste dominante ?... Pour nous en tenir aux morts algériens durant la guerre de libération nationale, puis pendant la « décennie noire », combien de victimes parmi les nantis, et combien parmi les démunis, quelque soit l'ethnie considéré ?

Et pourquoi les soldats de base, la « chair à canon » destinée à tuer ou mourir, chaque fois qu'ils sont confrontés comme adversaires et ennemis, - parce que faisant partie d'identités différentes -, ont voulu fraterniser, leurs chefs respectifs les ont fusillés, comme « traîtres à la patrie » ? En réalité, ils l'ont été parce que ces soldats avaient simplement compris où se trouvait leur réel intérêt : leurs fusils ne devaient pas être dirigés contre leurs frères de servitude (dont l'identité était différente), mais contre leurs propres dominateurs (de leur propre identité).

Par conséquent, en Algérie, celui qui oppose « Arabophones » et « Amazighes », ou musulmans contre non musulmans, sans distinguer ceux qui commandent par rapport à ceux qui sont asservis, celui-ci agit de la même manière que les généraux évoqués, envers leurs soldats respectifs.

Quoi ?!... Un paysan pauvre ou un ouvrier arabophone et un paysan pauvre ou ouvrier amazighe devraient s'opposer, afin que chacun d'eux se trouve, ensuite, sous la domination de la caste de son « identité » ?... Qui appelle à cet affrontement, est-il raisonnable et juste, ou, plus exactement, un manipulateur ? Cette vision n'est-elle pas produite par celui qui veut la destruction de l'Algérie, comme nation, au profit d'entités territoriales commandés par des seigneurs ? Enfin, à qui profiterait cette stratégie ?

Je n'y vois que deux groupes : d'une part, les capitalistes autochtones, d'autre part, les impérialistes capitalistes étrangers.

Leur méthode est identique ; diviser pour régner. Leur but est semblable : exploiter plus facilement la sueur des travailleurs et les ressources naturelles de l'Algérie.



Bien entendu, les capitalistes nationaux et étrangers sont en conflit d'intérêt. Chaque groupe veut dominer, en faisant de l'autre son auxiliaire. Mais, face au peuple laborieux, ces deux groupes sont unis par un identique intérêt : dominer.

Dans le passé, les nationalistes algériens (dont Abane Ramdane et Larbi Ben Mhidi, en premier) ont reproché, justement, aux colonialistes français, comme à leurs complices indigènes, d'opposer Arabophones et Amazighes (plus précisément, alors, Kabyles). Si l'on sait, à présent, qui et pourquoi a assassiné Albane Ramdane, reste à savoir si la découverte de Larbi Ben Mhidi par l'armée coloniale était vraiment le produit du hasard.

Et, aujourd'hui, ceux qui recherchent le même type de division entre le peuple *laborieux* algérien, ne répètent-ils pas la même opération que les colonialistes ?

Il en découle de ces observations ceci. Les Arabophones et les Amazighophones, s'ils sont honnêtes et justes, ne doivent pas opposer les citoyens à cause de leur identité ethnique ou religieuse ; ils doivent, au contraire, distinguer uniquement entre ceux qui, dans chacune des deux composantes, asservissent ou veulent asservir, d'une part, et, d'autre part, ceux qui sont asservis ou risquent de l'être.

Pour ma part, - je l'explique à ceux qui ne l'ont honnêtement pas compris, mais pas aux manipulateurs qui font semblant -, je ne défends pas l'identité « arabophone » ni « arabo-musulmane », contre une autre, différente ; je me préoccupe d'abord de la classe sociale des opprimés, quelque soit leur identité ethnique ou religieuse.

Je suis et dois être l'ami, le frère, le compagnon, le camarade de l'exploité-dominé, qu'il soit en Algérie ou n'importe où sur cette planète. Qui veut me diviser, me séparer, me distinguer, m'opposer à l'exploité-dominé kabyle, amazighe ou de toute autre identité (ethnique ou religieuse), sous le prétexte que je suis un « arabophone », un « musulman », un « algérien », eh bien, ce diviseur est manipulé à son insu (dans le cas où il croit être de bonne foi), ou un manipulateur (s'il fait partie de la caste des exploiters-dominateurs).

Celui qui affirme l'inexistence des classes et des conflits les opposant, sous prétexte d'archaïsme, de « lorgnette marxiste », est soit un ignorant qui croit savoir, soit un manipulateur qui veut occulter l'enjeu premier et fondamental des luttes sociales. Qu'on se rappelle uniquement un fait : à quoi servent les

syndicats autonomes (je ne parle évidemment pas des syndicats inféodés et serviles) sinon pour défendre les intérêts de la classe des travailleurs contre la cupidité de la classe des patrons ?

Par conséquent : Arabophones et Amazighes algériens, - ceux pour lesquels justice, liberté, égalité et solidarité (et, aussi, fraternité) sont une exigence première - ont le même combat social à mener, contre leurs dominateurs (quelque soit l'identité ethnique ou religieuse de ces derniers). Et c'est uniquement dans le cadre de ce combat qu'ils pourront résoudre correctement le problème de l'identité, quelque soit son aspect (ethnique ou religieux).

Encore une observation ; elle me semble très importante.

En Algérie, la lutte des classes peut se dérouler de manière pacifique.

Par contre, la lutte identitaire ethnico-religieuse a déjà entraîné, en Algérie, plus de deux cents mille morts.

Et le conflit identitaire ethnique (Arabophones contre Amazighes) risque de se transformer en guerre armée. Certains, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, la veulent.

Ce n'est pas parce que le gouvernement algérien l'affirme qu'il faut ne pas croire à cette hypothèse. Elle existe, malheureusement. La rejeter, sous prétexte qu'elle est affirmée par les autorités, est une erreur ; celle-ci fait le jeu des ennemis. Ils ne le sont pas de « l'Algérie » (au contraire, ils « l'aiment » tellement qu'ils voudraient la posséder pour exploiter ses richesses naturelles et faire suer le burnous de ses travailleurs, toutes identités confondues). Ces ennemis le sont du *peuple* algérien, en particulier celui du « *bas* » de l'échelle, car c'est toujours cette classe sociale qui est la première victime de ce genre de guerre ethnique.

Une dernière remarque.

Les commentateurs que j'ai mentionnés auparavant, comment, finalement, comprendre leurs jugements ? Je vois deux hypothèses.

Soit il s'agit de manipulateurs, produisant une confusion volontaire, pour tromper les Algériens victimes du système social, en les poussant à une guerre fratricide où seuls une caste de profiteurs sortira gagnante. Ces manipulateurs en font partie.

Soit il s'agit de personnes de bonne foi. Dans ce cas, ils ont malheureusement été incapables de lire correctement mon premier article. Pourquoi?... Parce qu'ils ignorent l'histoire réelle (défaut qu'ils me



reprochent). Ils devraient, par conséquent, ne pas se contenter de fausses informations, mais avoir l'intelligence de lire les livres nécessaires (j'en ai indiqués ici, tous sont gratuitement télé-déchargeables sur internet), avant d'exprimer des affirmations erronées. Elles s'opposent à leur propre intérêt de Kabyles, dans le cas où ils font partie du peuple laborieux.

**« Amazighes », « Arabes », « musulmans » :
attention aux mots !**

Le Matin d'Algérie, 26-27 juillet 2017

Dans ma précédente contribution³⁷⁴, j'ai essayé de mettre en évidence quelles sont les vraies murailles, en mesure de protéger un peuple de toute agression, externe ou interne.

³⁷⁴ Ci-dessus in IV. PEUPLE – DÉMOCRATIE / « Des vraies murailles ».



Il y a, cependant, une seconde forme de muraille : ce sont les mots, plus exactement la manière de les utiliser.

Dans cet exposé, je reviens sur un thème déjà examiné, mais vu sous un autre angle, tant l'argument est sensiblement présent en Algérie, et influence les mentalités.

J'invite les lecteurs-trices sérieux-ses à la patience d'attendre la publication des deux parties de cette contribution avant d'émettre leurs bienvenus commentaires.

Dès l'antiquité, en Chine comme en Grèce, les plus sages parmi les hommes ont averti : attention aux mots, ils peuvent éveiller et soigner ou tromper et maltraiter, selon leur mode d'emploi. Par conséquent, qui poursuit réellement le bien de l'humanité doit veiller à définir correctement les mots, y mettre le contenu exact, ni plus ni moins, enfin les employer judicieusement. Parce que les mots sont une manière pacifique de favoriser la paix ou de causer et justifier la guerre, soit entre les peuples, soit au sein du même peuple. Il arrive qu'une langue mette en évidence des termes, ainsi de ceux-ci : mots et maux.

En Algérie, nous avons assisté et nous continuons à constater, de la part de certains intellectuels, à l'emploi des mots de façon au mieux inadéquate, au pire manipulatrice, dans les deux cas au service du système oppresseur.

Cependant, l'expérience pratique montre ceci : le pire ne réside pas dans l'emploi manipulateur, mais dans l'usage inadéquat. Il est plus facile de se rendre compte de la manipulation, à cause de ses mauvaises intentions ; tandis que l'inadéquation, elle, se présente toujours avec de bonnes intentions.

La première catégorie de personnes comprend les conservateurs sociaux, religieux ou laïcs. Étant plus facilement décelable, elle n'est pas l'argument de cet exposé.

Je m'intéresse à l'autre catégorie, les intellectuels que j'ai appelés caméléons ; ils se présentent comme « défenseurs » du peuple, plus exactement de sa partie opprimée-exploitée.

« Civilisés » et « barbares », version ethnique

Au sujet de ces « amis » et « défenseurs », je me suis demandé : Pourquoi emploient-ils toujours les mots « Roumis », « Arabes », « Kabyles »,



« Mozabites », « Amazighes », « Juifs », « étrangers », etc., en dénonçant les « valeurs positives » des uns et en dénigrant les « tares ataviques » des autres ?

Ainsi, par exemple, voici cet « ami » et « défenseur » du peuple algérien qui traite les « Arabes » en « représentants de la civilisation », en considérant les « Amazighes » comme des « tarés sanguinaires ». Et voici l'autre, se proclamant également l' « ami » et « défenseur » du même peuple algérien, qui a le comportement exactement opposé, en miroir, avec les mêmes termes : il présente les « Amazighes » en « représentants de la civilisation » et les « Arabes » en « tarés sanguinaires ».

Ces « amis » et « défenseurs » ne sont pas spécifiques à l'Algérie. On constate leur existence partout et toujours sur la planète. Ils se rangent du côté d'un peuple, considéré comme *ethnie*, - il faut le noter ! -, décrété possesseur de toutes les valeurs positives, en opposition à un autre peuple, lui aussi vu comme *ethnie*, taxé de tous les défauts imaginables. Bref, « civilisés » contre « barbares », bien entendu en fonction de l'appartenance ethnique.

Il est facile de constater combien, malheureusement, ce type de discours entre dans les cervelles enclines à la superficialité, dont les cœurs tendent à la haine comme exutoire de leurs frustrations. Ces citoyen-nes constituent, hélas !, une partie significative de la population. En son temps, Wilhem Reich avait mis en évidence la tendance *fasciste*, - c'est le terme qu'il employa -, au sein du peuple, notamment opprimé. Cette constatation empirique lui valut l'exclusion du parti « communiste » allemand ; mais la réalité prouva que le pestiféré avait raison : peu d'années après, le peuple allemand, classe ouvrière comprise, changea d'opresseur avec enthousiasme, passant des libéraux aux nazis.

Revenons à l'Algérie. Depuis les années 1980 en particulier, nous avons assisté aux discours des uns stigmatisant les « Amazighes », comme « barbares », tandis que d'autres taxaient les « Arabes » du même adjectif.

Je connais des Algériens arabophones et amazighes, les uns aussi fascistes que les autres ; et j'ai rencontré, au contraire, dans ces deux composantes, de vrais défenseurs du peuple, dans son ensemble, sans distinction.

Un jour, on me demanda : « Es-tu arabophone ou amazighophone ? »

Réponse : « Je suis arabophone quand celui-ci est opprimé, et amazighophone quand ce dernier est opprimé. »

« Intelligents » et « déficients », version spirituelle



De la même façon, ailleurs dans le monde, davantage en Algérie, on est frappé par une constatation. Certains religieux se réclamant de l'Islam dénoncent les non croyants comme des « tarés » ; et certains non croyants condamnent les religieux, avec le même adjectif

Ce genre d'attitude, se basant sur l'ethnie ou la croyance spirituelle, fut inauguré, bien entendu, par des intellectuels idéologues des deux bords ; chacun des deux déclarait parler au nom du peuple, pour sa défense, sa libération de l'oppression et lui offrir le bonheur.

Ces allégations, évidemment, ont trouvé des oreilles pour les croire, et répéter avec un enthousiasme vindicatif les affirmations de leurs respectives idoles. Dès lors, il semblait qu'en Algérie le conflit opposait « Arabes » et « Amazighes », religieux (notamment musulmans) et non croyants (en particulier athées).

Ce genre de discours, entre autres facteurs, favorisa, sur le plan des opinions, le déclenchement de la « décennie sanglante », puis le compromis qui en résulta.

J'ai connu plus d'un Algérien, se définissant « intégraliste islamique », prêt à égorger qui attaquerait l'Islam, mais, en même temps, il était très sensible et scandalisé par les injustices sociales souffertes par le peuple.

Et j'ai rencontré des Algériens, se définissant « communiste » et soucieux de justice, et, pourtant, je constatais leur grave méconnaissance, quand pas indifférence, des maux endurés par le peuple.

Un jour, on me demanda : « Es-tu croyant ou athée ? »

Réponse : « Je préfère que vous me posiez cette autre question : Tes actes et tes déclarations servent la caste dominante ou le peuple opprimé ? »

« Capables » et « tarés », version biologique

Enfin, partout dans le monde, nous assistons à l'opposition entre « jeunes » et « vieux ». En Algérie, le problème est plus aigu puisque les détenteurs du pouvoir actuel ont largement dépassé l'âge normal de la retraite. Les jeunes prêtent généralement à eux-mêmes des qualités qu'ils dénie aux vieux, notamment en matière d'innovation sociale.

Et, pourtant, qui ne connaît pas des jeunes méprisant le peuple, obsédés par l'ascension sociale à n'importe quel prix, et des vieux soucieux avant tout de défendre le peuple ?



« Capables » et « tarés », version physiologique

N'oublions pas, enfin, l'opposition entre « hommes », en mesure de tout faire, et « femmes » qui en seraient incapables, à cause de la « faiblesse » de leur constitution sexuelle. Ce dernier aspect est le plus grave dans les pays musulmans actuels.

Et, pourtant, dans ces pays, l'histoire enseigne l'existence de femmes ayant dirigé des hommes dans des conflits militaires de grande envergure. En Algérie, citons Dihya, dite Kahina, et Fatma N'Soumer.

Quelqu'un pourrait me demander : Mais toi, tu es pour les jeunes ou les vieux, pour les hommes ou les femmes ?

Réponse : Je suis pour les compétents et honnêtes, capables de gérer le pays au bénéfice de tous ses citoyens, et d'abord les plus démunis.

Efforçons-nous à raisonner

Évitons un malentendu ou une manipulation de ces réflexions.

Les catégories générales (ethniques, spirituelles, biologiques et physiologiques) existent ; elles ont respectivement leurs spécificités comme telles, notamment leurs droits humains inaliénables sur les plans social, économique et culturel. En particulier, ce texte ne veut en aucune manière diminuer ou nier la problématique amazighe ; le but est uniquement de prendre conscience de ne pas tomber dans un piège, qui devient clair : la manipulation de la question amazighe par une oligarchie (existante ou en formation) se réclamant de cette ethnie, mais dont les intérêts coïncident avec ceux de l'impérialisme et du sionisme. Qui prendrait cette dernière affirmation comme une manière hypocrite de soutien aux gouvernements en place, soit ne comprend pas le texte présent, soit est un manipulateur au service de ce qui est précisément dénoncé ici.

Ceci étant dit, dans chaque peuple, n'y a-t-il pas des bons et des méchants, j'entends par là des personnes visant à vivre au détriment de leurs semblables, et d'autres désirant uniquement vivre ensemble dans le respect et la solidarité réciproque ?... Où existerait un peuple tout entier composé uniquement de bons ou de méchants ?... Alors, pourquoi parler d'« Arabes » ou de « Amazighes » en général, pour faire l'éloge des uns et dénigrer les autres ?



On rétorquera qu'en Algérie, en particulier, et dans la zone allant du Maroc au Moyen-Orient, les Amazighes sont dominés par les Arabes. Le fait est indéniable.

Toutefois, posons la question : par les « Arabes » seulement ?... La réponse est donnée par un commentaire³⁷⁵ à l'une de mes contributions précédentes. De celui-ci, nous constatons qu'une frange d'Amazighophones et d'Arabophones sont toutes les deux unies comme membres de la même caste dominante, et que cette domination s'exerce sur le peuple, quelque soit la composante ethnique.

Il est arrivé même ceci : « le réflexe de nos ancêtres, depuis des siècles, de porter au pouvoir ceux qui préparent notre propre négation et destruction », écrit Aumer U Lamara³⁷⁶.

Examinons l'aspect spirituel. Existerait-il des gens totalement bons et d'autres totalement méchants, parce que les uns sont religieux et les autres pas, ou, au contraire, parce que les uns sont laïcs et les autres religieux ?

Dans l'histoire humaine comme celle algérienne, ne trouvons-nous pas des bons et des méchants dans les deux camps ?

Et cette constatation ne doit-elle pas nous convaincre d'éviter d'utiliser les mots « laïcs » et « religieux » pour distinguer entre les bons et les méchants ?

J'emploie le terme « religieux » et non pas « islamique intégriste », parce que, comme je l'ai précisé au début de ce texte, je m'intéresse non pas aux manipulateurs déclarés mais aux intellectuels idéologues qui se présentent sous le masque de défenseurs du peuple opprimé.

En effet, en Algérie, s'il est facile de voir un « islamiste intégriste » et un « laïc » s'opposer, il est plus difficile de se rendre compte d'une réalité plus grave. Je l'ai constatée à plusieurs reprises : j'ai vu des laïcs mépriser des religieux pour le seul fait qu'ils soient religieux.

La religion serait-elle uniquement, selon l'expression consacrée, un « opium du peuple » ?... Dès lors, comment expliquer que dans certains cas, elle fut un instrument idéologique de libération : en Algérie, pendant la guerre de libération, et en Amérique latine avec la « théologie de la libération » ?

³⁷⁵ <http://www.lematindz.net/news/24835-memoire-algerienne-de-la-resilience-ii.html>

³⁷⁶ <http://www.lematindz.net/news/24923-afrique-du-nord-100-millions-de-disparus.html>

Venons aux jeunes présentés comme plus valables que les vieux.

Certes, en Algérie, je l'ai dit, les détenteurs du pouvoir ont un âge très avancé. Mais est-ce que leur incompétence dans la solution des problèmes du pays est causée par ce facteur ?

En Algérie, la ministre des Postes et Télécommunications est jeune. Accomplit-elle correctement sa mission ?

Le peuple français, en se voyant présidé par le plus jeune homme de toute l'histoire de la république, Macron, se trouve-t-il mieux traité ?

Le peuple grec a, lui aussi, un jeune premier ministre, de gauche, celui-ci : Aléxis Tsípras. Seulement voilà, peu de temps après, il renia ses engagements électoraux, en livrant son pays au Fond Monétaire International. Conséquences ? Diminution des retraites, des salaires et autres injustices sociales, bien entendu uniquement contre les citoyens les plus faibles.

Remontons dans le passé. Au Viet Nam, Nguyen Giap, le vainqueur contre le colonialisme français puis l'impérialisme états-unien, une fois la paix rétablie et devenu vieux, s'est retiré du pouvoir. Il l'a laissé à des jeunes pour reconstruire le pays. Mais assez rapidement il s'aperçut que ces jeunes construisaient un capitalisme d'État où le peuple laborieux (ouvriers et paysans) était tombé sous la domination d'une nouvelle caste, formée de ces jeunes. Le vieux leader les critiqua durement, hélas! inutilement. Cette oligarchie était désormais devenue forte, avec ses soutiens dans la nouvelle classe moyenne. Giap mourut dans la plus grande amertume.

Quant au dernier problème exposé, l'opposition entre hommes et femmes, je pense qu'il appelle seulement les remarques suivantes. Les « intégristes islamistes » ont au moins le mérite de revendiquer publiquement l'inégalité et le mépris dans lesquels ils soumettent la femme. Mais combien de « laïcs » algériens traitent leurs mère, sœur, épouse, camarade de classe ou de travail avec le respect qui se doit à leurs droits humains ?

Concluons

A propos des *ethnies*.

La première guerre mondiale fut causée par l'opposition des chauvinismes nationaux, opposant peuple à peuple, chacun des deux prétendant représenter la « civilisation » et l'adversaire la « barbarie ». Dans cette boucherie, des



deux cotés, le gagnant fut la caste financière-industrielle, et le perdant le peuple laborieux, tué et mutilé sur les champs de bataille.

Il en fut de même lors de la seconde guerre mondiale.

A notre époque, après l'écroulement du bloc de l'Est, comme par hasard sortirent comme best-sellers les ouvrages suivants : en 1996, « *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* » (Le choc des civilisations et la réorganisation de l'ordre mondial), de Samuel Phillips Huntington. Voilà comment l'impérialisme a trouvé la nouvelle justification de sa domination planétaire. Dès lors, faut-il s'étonner que cet auteur, universitaire états-unien, fut, en 2004, invité au Forum mondial de Davos, autrement dit la réunion de la nomenklatura financière mondiale ? Et faut-il être surpris que ce même personnage publia, en 2005, « *Who are We? The challenge to America's national identity* » (*Qui sommes-nous ? Le défi à l'identité nationale américaine*), où celle-ci est déclarée menacée par l'immigration, notamment latino-américaine ?

A propos du problème palestinien, qui a provoqué et profite de sa présentation comme conflit entre Arabes et Juifs, et non pas entre colonisateurs sionistes (dénoncés comme tels par des auteurs juifs antisionistes, tels Shlomo Sand³⁷⁷) et colonisés palestiniens (également dominés par les castes arabes moyennes-orientales) ?

Concernant les visions *spirituelles*, posons la question : au Moyen-Orient, qui a provoqué et qui profite des actuelles divisions entre Sunnites et Chiïtes ?... Dans la création de l'organisation des « Frères Musulmans », quel fut et demeure le rôle des services secrets britanniques et états-uniens ?³⁷⁸

Toutes ces considérations ne doivent-elles pas nous porter, en Algérie, à employer les mots en fonction de leur contenu exact, ni plus ni moins. Par conséquent, faisons attention aux amalgames, aux simplifications, aux affirmations, provoquées par la volonté manipulatrice ou par l'ignorance. A ce sujet, trop d'artistes et d'écrivains feraient mieux d'étudier avant de proférer leurs affirmations péremptoires sur les problèmes d'histoire et de société. Leurs déclarations ne trompent que les ignorants.

³⁷⁷ <https://www.algeriepatriotique.com/2017/07/22/juif-antisioniste-shlomo-sand-donne-lecon-dhistoire-a-macron/>

³⁷⁸ <http://www.voltairenet.org/article196791.html>

Prenons conscience d'un fait. Certains intellectuels, non seulement algériens mais dans le monde entier, apparemment nourris des meilleures intentions, sont au mieux des ignorants, au pire des démagogues. Ils se présentent comme des opposants au pouvoir en place tout en jouant son jeu. En effet, revenant à l'Algérie, à qui profite l'emploi des mots Arabes / Amazighes, laïcs / religieux, jeunes / vieux, hommes / femmes, de manière *indéterminée*, dans le seul but de les *opposer* ?

Cette ségrégation ne profite-t-elle pas uniquement à la caste dominante ? Son intérêt n'est-il pas dans ce genre de présentation de conflits sociaux ?

A quoi sert cette manière particulière d'employer les mots, sinon à occulter totalement l'opposition existante dans chacune des catégories indiquées par ces mots ? L'opposition principale et déterminante ne réside-t-elle pas dans la distinction entre une minorité de privilégiés et une majorité de démunis, au sein des ethnies, des croyances spirituelles, des différences biologiques ou physiologiques ?

Par conséquent, l'auto-proclamation par un intellectuel, ou l'attribution par ses adorateurs, de l'étiquette de « progressiste », de « révolutionnaire », ne devrait plus aveugler les citoyen-nes honnêtes et intelligents. Rappelons-nous que « tout flatteur vit au dépens de celui qui l'écoute », et ne perdons pas de vue l'opposition *fondamentale* qui divise les êtres humains. Elle est dans l'exploitation-oppression des uns au détriment des autres. Supprimez-la, et les autres différences n'auront plus aucun effet négatif.

Cette conception sociale est la seule qui peut légitimement prétendre à la défense non pas d'une ethnie au détriment d'une autre, non pas d'une conception mentale contre une autre, non pas d'un âge contre un autre, non pas d'un sexe contre un autre, mais à la libération des opprimés-exploités quelque soit leurs autres caractéristiques.

Pour convenir de cette orientation, il est vrai que doivent exister l'honnêteté et l'intelligence, capables de déceler où se trouve l'équité collective, pour toutes et tous, sans exception ni distinction.

N'oublions jamais un fait. À l'époque actuelle, pour une puissance impérialiste (notamment France, Angleterre, États-Unis, Israël), quand les circonstances ne permettent pas l'agression directe de son armée contre un pays convoité, la solution utilisée est la manipulation des divisions sociales internes au pays, pour provoquer une crise. Son but est l'élimination non pas uniquement du gouvernement qui dirige ce pays, mais de l'*État* qui en assure l'*unité*. Alors, la nation morcelée en mini-« États » est totalement à la merci de la caste financière du pays manipulateur, avec, bien entendu, les collabos

de service. Et, encore une fois, les victimes sont les peuples, quelque soit leur ethnie, leur croyance spirituelle, leur âge et leur sexe.

Imaginons donc l'Algérie divisée en « États-nations » sur base « ethnique ». Oh, il n'y aura pas seulement « Arabophones » d'un côté, et « Amazighophones » de l'autre. Pis encore, chaque portion de citoyens qui se considérera une « ethnie » particulière voudrait son « État-nation ». Parmi les Amazighes, il y aurait l' « État-nation » kabyle, mozabite, chaoui, touareg, etc. Parmi les Arabophones, nous aurons les différentes régions, telles les Constantinois, les Algérois, les Oranais, les Tlemcénien, etc., etc.

De tous ces « États-nations » « ethniques », la seule qui aurait une relative condition économique d'existence sérieuse serait l' « État-nation » saharien, vu la présence d'hydrocarbures. Mais, là encore, pour combien de temps cette ressource serait exploitable ?

La solution réellement raisonnable, démocratique et juste n'est-elle pas la suivante ?... La reconnaissance réciproque de toutes les spécificités des diverses régions du pays (ethniques, économiques, sociales, culturelles), - qui ne soit pas une régression au tribalisme qui a caractérisé l'Algérie pendant tellement longtemps -, et une structure fédérative qui permette aux citoyens de toute spécificité (ethnique ou culturelle) d'exister de manière en même temps libre et autonome, coopérative et solidaire.... Alors, les droits humains indispensables de chaque citoyen, comme de chaque région seront exercés librement, pour le bien commun.

En attendant, on travaillerait afin que cette union fédérative solidaire en Algérie s'étende aux autres peuples de la région, pour former une entité économique-sociale prospère... En vue, rêvons !, d'une fédération mondiale des peuples, régie non par les bandits exploiters du G7, G8 ou G20, mais pas les représentants authentiques des intérêts de tous les peuples de ce caillou dans l'univers, appelé Terre.

Alors, attention aux mots et à leurs utilisateurs, surtout quand ils prétendent « défendre » le peuple, la démocratie, la liberté !...

Oui, c'est compliqué. Il n'est pas facile de distinguer les vrais et les faux amis. J'en ai personnellement subi l'amère expérience, durant ma jeunesse. Les intellectuels-caméléons (tirant leurs moyens d'existence d'un système politique auxquels ils sont des opposants en paroles, mais sans franchir la ligne rouge) font tout pour brouiller les pistes. Ils vont jusqu'à présenter les authentiques défenseurs du peuple comme des « gauchistes », des « irresponsables », des « ennemis de la nation et du peuple », des « alliés objectifs de l'impérialisme et du sionisme », etc. Et certains les croient,

parce qu'ils croient à leur « prestige » d'intellectuels, entretenu notamment par le régime qu'ils prétendent combattre, et par les moyens de manipulation de masse des systèmes impérialistes, qu'ils prétendant dénoncer, là encore, sans franchir la ligne rouge.

En quoi consiste-t-elle ?... Affirmer que la base des systèmes sociaux existants, sans aucune exception dans le monde, est la trinité exploitation économique-domination politique-aliénation idéologique, sous des formes diverses (dictature, « démocratie » parlementaire, semi-dictature). Et que c'est cette base qu'il faut abolir, pour la remplacer par la coopération libre et solidaire, si l'on veut résoudre tous les autres problèmes, quelque soit leur nature : ethnique, spirituelle, physiologique ou biologique.

Par conséquent, quand un intellectuel « défenseur » du peuple parle, veillons à remarquer s'il évoque cette ligne rouge et s'il l'a combat réellement. Mais, déjà, l'évoquer c'est la combattre. C'est l'unique méthode pour distinguer les vrais amis du peuple et les caméléons qui vivent de son asservissement. En tout cas, c'est ainsi que j'ai démasqué ce genre de personnages.

J'y suis parvenu en recourant à ma propre intelligence. Cela exigea de moi de m'informer le plus correctement possible, en ayant toujours comme boussole les problèmes et les intérêts des plus démunis, en tant qu'*êtres humains*, quelque soit leur spécificité. Un poète et homme de théâtre espagnol d'Andalousie, Federico Garcia Lorca, fut assassiné par les fascistes. Ils lui reprochaient cette déclaration : « Je suis et serai toujours du coté de ceux qui ont faim ».

X.



LANGUE³⁷⁹

Cesser de loucher pour réapprendre à nous voir

Le Matin d'Algérie, 27 février 2017

³⁷⁹ Sur ce thème, voir mon essai « *DÉFENSE DES LANGUES...* », o. c.



La Journée internationale des langues maternelles, célébrée dans le monde mardi dernier, m'a porté à des réflexions.

Elles fâcheront plus d'un ; néanmoins leur but est de contribuer à une réflexion collective, la plus sereine et objective possibles ; elle peut être douloureuse mais salutaire.

Pour une meilleure compréhension de ce texte, il est peut-être utile de préciser que son auteur maîtrise le français et l'arabe moyen-oriental, ainsi que l'arabe algérien.

Écartons un malentendu. J'apprécie n'importe quel idiome du monde, parce qu'il est humain ; mais je refuse qu'il devienne un instrument aliénant me portant à déprécier ma langue maternelle, et donc ma personnalité dans ce qu'elle a de plus intime, de plus constitutif sur le plan psychique.

En Algérie, suite à une tragique histoire passée, en partie malheureusement présente, le cerveau louche trop.

Un lobe est occupé par l' « Occident », en premier lieu la France, l'ex-métropole ; il est considéré comme référence civilisatrice, malgré ses crimes contre l'humanité, lors de l'invasion de l'Algérie.

L'autre lobe est dominé par le Moyen-Orient, auparavant l'Égypte de Nasser, aujourd'hui l'Arabie saoudite et les Émirats pétroliers ; ils sont censés être le berceau de nos ancêtres (tout au moins de ceux qui se reconnaissent dans les conquérants arabo-musulmans), là, aussi, sans tenir compte de leurs crimes contre l'humanité, lors de leur occupation de l'Algérie.

Le lobe orienté par l' « Occident » s'efforce de le copier, pour ne pas dire le singer, en proclamant détenir un « butin de guerre » ; l'autre lobe, dirigé vers le Moyen-Orient, agit de même, en déclarant, lui, vouloir « retourner aux sources ».

Chacun des deux lobes avance des justifications pour brandir comme triomphe ce qui, en réalité, est aliénation néo-coloniale, plus ou moins consciente. A l'exemple du fameux personnage de la nouvelle du romancier Lou Xun, « Histoire de Ah Q », chaque humiliation subite est revendiquée fièrement comme une... victoire !

Sur le plan géographique, cela se traduit par les deux buts principaux de l'exil des Algériens : France ou Moyen-Orient.

Dans le domaine linguistique, cela se manifeste par la pratique du français ou de l'arabe moyen-oriental.



La « darija » ?! Le tamazight ?!... « C'est du bougnoul pour les bougnouls ! », déclarent les occidentalisés. « C'est de la jahilya ! » (ignorance) affirment les moyen-orientalisés.

Mais pourquoi donc parler de « darija » ? Le terme provient de la langue arabe moyen-oriental ; elle distingue « al'arabya alfusha » de celle « darija », autrement dit l'arabe classique (de l'élite) par rapport à l'arabe populaire (du « vulgum »). Nous sommes en présence de la même ségrégation que celle qui existait en Europe quand la caste dominatrice employait le latin, langue « noble », au mépris des langues du peuples, dites « vulgaires ».

Affranchissons-nous de cette vision moyen-orientale qui dégrade l'idiome populaire ; ne parlons plus de « darija », mais d'*arabe algérien*. Alors, la nuance péjorative dégradante est exclue.

L'emploi des mots clairement définis est fondamental. Confucius l'avait déjà souligné.

A force de tourner dans le cercle vicieux entre français « butin de guerre » et arabe moyen-oriental « retour aux sources », le cerveau algérien, celui populaire, s'est détraqué ; il ne louche plus, son mal s'est aggravé. Il en est venu à crier joyeusement, avec orgueil : « One, two, three ! Viva l'Algérie ! »... Pour faire l'éloge de leur pays, ces compatriotes utilisent trois langues dont aucune n'est algérienne.

Oublié, oh totalement oublié l'émouvant, le palpitant, le libérateur, l'algérien « Tahya Aljazaïr ! » de notre glorieuse époque de lutte de libération anti-coloniale. Alors, le cerveau algérien était d'abord et surtout algérien. Son « butin de guerre » et son « retour aux sources » étaient l'indépendance nationale et la promesse de justice sociale qu'elle supposait.

A la grande masse des moudjahidines, généralement des travailleurs manuels des campagnes et des villes, on ne parlait ni en français ni en arabe moyen-oriental, mais en algérien arabophone ou en kabyle. C'étaient leurs langues maternelles, l'instrument de leur vie, sentiments, réflexions, lutte, émancipation. « Alkhaoua », « khouya », « oukhti » (les frères, mon frère, ma sœur) étaient les mots employés ; ils nous touchaient au plus profond de notre âme.

Notre guerre de libération fut inspirée uniquement de manière *accessoire* par l' « Occident » (Liberté, Egalité, Fraternité) et par le Moyen-Orient (nassérisme). Elle fut principalement le résultat d'abord des résistances

nationales précédentes, ensuite de l'exemplaire lutte du peuple vietnamien contre le colonialisme français, le même qui nous exploitait et dominait.

C'est ainsi que, juste au lendemain de l'indépendance, des travailleurs algériens ont su inventer littéralement l'autogestion industrielle et agricole. La production fut bonne, meilleure que celle dirigée par des patrons et contrôlée par ses ingénieurs. Ces novateurs prolétaires n'imitaient ni l'« Occident » ni le Moyen-Orient.

Alors, le cerveau de l'Algérien, en apprenant à se voir et à se concentrer sur soi-même, apprit à se libérer du colonialisme puis sut faire fonctionner les entreprises et les fermes désertées par leurs propriétaires colonialistes.

Puis vinrent ceux qui prétendaient prendre quelque chose d'*ailleurs* pour exister comme *Algériens*.

Les uns crurent le trouvaient en France : ils proclamèrent la langue française un « butin de guerre » !... Alors, « khouya » et « oukhti » furent remplacés par « Monsieur » et « Madame ».

Les autres voyaient notre salut au Moyen-Orient. Ils déclarèrent : « retour aux sources » originales et sacrées de la langue arabe ! Alors, j'ai vu les enfants ne plus dire, dans leurs familles, « *bouya* » et « *mmà* » (à Oran), « *baàa* » et « *yemma* » (à Alger), mais « *abî* » et « *oumî* ».

Dans les deux cas, l'Algérien en tant que tel, arabophone ou amazighe, fut oublié, ignoré, écarté, méprisé, rabaissé, rejeté. Il avait servi comme « bras » allant mourir pour obtenir l'indépendance nationale. A présent, les « élites » n'en avaient plus besoin ; alors, pourquoi s'intéresser à ses idiomes maternels ?

Comme si cela ne suffisait pas, on ajouta l'imposture de prétendre défendre les intérêts de ce peuple, en voulant s'adresser à lui en français ou en arabe moyen-oriental, des langues qu'il ignorait. En réalité, on écrivait pour ceux qui *payaient* ! Et, pour y parvenir, la manière était la brosse à reluire et la caresse dans le sens du poil du payeur.

Alors, le cerveau des « élites », francophone et arabophone, se mit à loucher. Ainsi, il oublia de se voir. De là sont venues les catastrophes. « Hizb França » et « Hiz Accharq alawsat » ont dominé, non seulement en politique, mais, pire, dans le domaine culturel et linguistique, c'est-à-dire *psychique*. C'est le plus grave.

Pour s'en affranchir, il faut apprendre de ceux qui nous ont donné l'indépendance nationale : nous voir en tant qu'Algériens, déceler nos

défauts et nos qualités, pour aller de l'avant en tant qu'Algériens, mais réellement libres de toute domination-exploitation-aliénation, d'où quelle vienne et quelque soit sa forme. C'est la seule manière d'être universels.

Si l'idiome de nos parents est pauvre, c'est à nous de l'enrichir. Si nous n'y parvenons pas, la faute ne lui est pas redevable, mais à notre incapacité intellectuelle.

Limitons-nous à un seul exemple. Dans le cadre de sa lutte libératrice, l'élite du peuple vietnamien a su s'affranchir tout autant de la langue coloniale française (elle n'eut pas besoin de « butin de guerre ») que de celle traditionnellement établie, l'idiome chinois (elle n'eut pas non plus besoin de « retour aux sources »). Elle eut l'intelligence d'élever et d'établir la langue nationale du peuple à la dignité d'instrument linguistique officiel, scientifique et littéraire, en y apportant les adaptations nécessaires ; et elle reconnut les dialectes des minorités ethniques.

Que celui qui l'ignore apprenne comment se sont formés, également, les langues modernes de l'Inde, de l'Ouzbekistan, de l'Europe, de la Russie, l'arabe moyen-oriental moderne, le mandarin moderne (Báihuàwen) de la Chine continentale.

En Algérie, nos compatriotes amazighes montrent le chemin par la revendication légitime, combattante et noble de leur langue maternelle. Quand donc les Arabophones revendiqueront de la même manière leur idiome maternel : l'arabe algérien ?

Celles et ceux qui lui reprochent ses lacunes, je les invite à s'informer sur la manière de formation des langues mentionnées auparavant, et d'abord la française elle-même.

C'est le premier pas (« un voyage commence toujours par un premier pas », disent les Chinois) pour apprendre à ne plus avoir un cerveau qui louche, mais qui sait se regarder lui-même, comme Algérien, de manière autonome, libre, spécifique et donc créatrice.

Je ne dis pas qu'il faut dès aujourd'hui écrire un article ou un roman en arabe algérien, quoique... Je propose uniquement de s'intéresser à cette langue en vue de sa promotion dans tous les domaines. Et, alors, peut-être commencera à paraître quelque chose d'intéressant.

L'utilisation de l'arabe algérien ne « paie » pas en terme d'argent à capitaliser. Cependant, dans le domaine publicitaire, il semble que oui. J'ai noté l'utilisation de l'arabe algérien dans certaines publicités. Les marchands savent très bien où est leur intérêt et la méthode pour vendre.



Toutefois, j'ai remarqué avec plaisir que des compatriotes commencent à employer quelquefois des termes de l'arabe algérien dans un texte écrit en français, par exemple dans des commentaires d'articles de journaux en ligne. C'est bon signe !

Les « puristes » élitistes taxent ce style de « charabia ». Les scribes latinistes ont émis le même dédain au début de la naissance des langues européennes.

Pour ma part, la revendication de l'indépendance culturelle et linguistique ne représente pas un nationalisme étroit, archaïque et obscurantiste. Elle est le vrai chemin de l'affirmation locale dans la communauté humaine universelle. Celle-ci est constituée de richesses multiples et originales, pas de conformité servile à une culture et à une langue dominantes ou à prétention dominante.

Ronsard, Shakespeare, Cervantès, Molière, Dante, Goethe et tant d'autres n'auraient jamais existé si les intellectuels de leurs peuples n'avaient pas rejeté le latin pour adopter leurs langues maternelles. De même, Taha Hussein, Ahmed Chawky et Naghib Mahfouz (Prix Nobel de littérature) n'auraient pas produit leurs œuvres s'ils s'étaient laissés emprisonnés dans l'arabe coranique.

La culture et la langue du peuple sont la manifestation de sa civilisation spécifique et de son équilibre psychique. Là sont les mamelles de son progrès réel, dans tous les domaines, spirituel et matériel.

Personnellement, plus je me familiarisais, au lycée (1958-1965), avec le latin, le français et l'arabe moyen-oriental, plus je découvrais les richesses de l'arabe algérien ; je l'ai toujours pratiqué dans mes œuvres théâtrales, depuis la première, en 1965. Plus tard, à ma honte !, j'ai fini par comprendre la revendication du tamazight par mes compatriotes amazighes. Ce sont leurs luttes qui m'ont convaincu de l'importance de cette langue.

En 2012, j'ai passé quelques mois à Béjaïa ; j'en ai profité pour m'intéresser au tamazight, grâce à l'aide d'amis. Ainsi j'ai découvert que Ouahran, Tlemcen, Relizane et tant d'autres termes, que je croyais arabes, étaient des mots tamazighs.

Aujourd'hui, si je vivais en Algérie, - ce qui n'est pas le cas -, je considérerais de mon devoir d'apprendre le tamazight. Pourquoi pas, puisque j'ai considéré une richesse de m'être familiarisé avec le latin, l'anglais, l'italien et même le chinois ?... La langue de mes compatriotes amazighes ne mérite-t-elle pas la priorité ?... Ah, oui ! Elle ne « paie » pas ! Eh bien,

pour ma part, elle me paie de la plus belle des manières, en m'offrant sa richesse !

L'ouverture à des horizons linguistiques et culturels autres que ceux qui ont eu le tort de vouloir me coloniser et néo-coloniser (français et arabe moyen-oriental) m'a fourni des ressources inédites, tout en m'aidant à être davantage algérien.

Mon idiome maternel, l'arabe algérien, et le tamazight, la langue de mes compatriotes amazighes, devraient être les premiers à être appréciés, aimés, pratiqués et développés. Ainsi, non seulement je serai pleinement algérien, mais je contribuerai à enrichir moi-même et l'humanité avec ces deux langues. Et c'est à nous, Algériens, d'être capables de les rendre des langues de culture et de civilisation. D'autres y sont parvenus, je les ai auparavant mentionnés. Pourquoi pas nous ?... Les plus d'un million de martyrs, que nous évoquons avec raison, ne nous disent-ils pas de nous y efforcer ?

L'indépendance linguistique des Algériens, arabophones et amazighes ensemble, reste une lutte à réussir. Elle ne devrait avoir besoin ni d'arme ni de sang ni de martyr, - tout au moins je le souhaite -, mais de dignité, de courage et d'intelligence. Ces qualités permirent à d'autres de rendre leurs langues des instruments de connaissance scientifique et culturelle ; les mêmes qualités portèrent nos parents à nous offrir l'indépendance nationale. A nous de conquérir celle linguistique, afin que notre cerveau fonctionne convenablement.

Oui ! Je le sais ! Le peuple algérien a été de tout temps et par tous les envahisseurs, sans aucune exception, maltraité, méprisé, violé dans les corps et dans les âmes, interdit de culture et de langues maternelles. D'autres peuples le furent également. Ce n'est pas là des motifs pour se résigner au « butin de guerre » et au « retour aux sources », mais pour lutter vaillamment et retrouver la dignité bafouée. Elle passe par la conquête du droit à l'usage de la langue maternelle, dans tous les domaines.

Ce ne sera pas facile, les obstacles et les adversaires sont nombreux, obstinés, retors, méchants et même violents. Leur méthode est classique, diviser pour régner : Arabophones contre Amazighes et vice-versa. Ces diviseurs savent que leur intérêt est d'employer uniquement des idiomes qui ne sont pas ceux du peuple, pour le dominer et l'exploiter. Ils agissent simplement comme partout et toujours se sont comportés les castes dominatrices-exploiteuses.



Leurs arguments sont essentiellement identiques : la langue « civilisatrice » de la caste (hier le latin pour les Européens, aujourd'hui le français pour les Algériens) ou « sacrée » (hier, aussi, le latin d'Eglise pour les Européens, aujourd'hui la langue coranique pour les Algériens). Comme s'il était impossible d'être musulman tout en ignorant la langue arabe, ce qui est le cas de la grande majorité des Musulmans dans le monde.

L'émancipation humaine, y compris celle linguistique, partout, fut toujours contrainte d'affronter ennemis et obstacles, et de les vaincre, pour vivre plus harmonieusement. L'histoire des langues dans le monde le prouve. Elle nous montre le chemin à suivre, en nous affranchissant des questions fallacieuses, des faux problèmes et des solutions illusoire.

Si le tamazight a déjà dépassé son 1^{er} novembre 1954 et lutte pour obtenir son 5 juillet 1962, l'arabe algérien attend encore son déclenchement.

Que les Algériens arabophones aident leurs compatriotes amazighes à poursuivre leur lutte pour l'indépendance réelle de leur langue, et se mettent à préparer le 1^{er} novembre 1954 de leur propre idiome maternel. De manière pacifique et démocratique, bien entendu !

Qui sera le Mouloud Mammeri de la djazaïrbiya ?

Le Matin d'Algérie, 2 janvier 2018



Enfin ! Mouloud Mammeri, cet intellectuel éclairé, militant résolu de la défense de la langue tamazight, est reconnu officiellement. Après tellement de luttes, de déboires, de calomnies, d'ostracisme, de menaces, etc. Partout et toujours, les détenteurs d'un État se montrent sourds et aveugles, jusqu'à ce que la pression populaire, au prix le plus lourd, les contraints à concéder un droit citoyen, au risque de disparaître.

La publication d'un timbre³⁸⁰ à l'effigie de Mouloud Mammeri est, quoiqu'on dise, une reconnaissance historique. Le mérite premier revient à son combat sans compromission, et à celui de ses compatriotes solidaires avec lui. Peu importe l'intention étatique récupératrice³⁸¹ ou non, le fait est là : l'action émancipatrice de cet intellectuel algérien, en faveur de sa langue maternelle, est devenue un fait reconnu officiellement. Reste, cependant, de passer des paroles aux actes concrets satisfaisants.

On a constaté que des Algériens, linguistiquement arabophones, ont applaudi à cette reconnaissance. Parmi eux, combien avaient soutenu l'action³⁸² de Mouloud Mammeri de son vivant, durant la répression dont il était victime, notamment après l'interdiction étatique de sa fameuse conférence sur la poésie kabyle à l'université de Tizi-Ouzou ?

Et ceci : à ma connaissance, aucun des acclamateurs actuels d'aujourd'hui n'a posé la question suivante : qui sera le Mouloud Mammeri de la djazaïrbya³⁸³ ?

En effet, si le tamazight est une langue maternelle, la djazaïrbya l'est tout autant. C'est dans ces deux langues que les deux composantes du peuple algérien communiquent dans leur vie quotidienne, éprouvent les sentiments les plus profonds, les pensées les plus intimes, leurs misères ainsi que leurs espoirs, et même, quoiqu'en disent certains, leur philosophie de la vie.

Des intellectuels et journalistes, linguistiquement francophones et arabophones (même « démocrates » et « progressistes »), ont accusé le tamazight, comme la djazaïrbya, de n'être rien d'autre que des « charabias »,

³⁸⁰ <http://www.lematindalgerie.com/yennayer-mammeri-bouteflika-veut-recuperer-les-combats-identitaires>

³⁸¹ <http://www.lematindalgerie.com/le-pouvoir-na-pas-la-volonte-de-promouvoir-tamazight>

³⁸² <http://www.lematindalgerie.com/le-centenaire-de-mouloud-mammeri-principale-attraction>

³⁸³ Plutôt que dire « arabe dialectal algérien » ou « darija ». J'ai formé le mot « *djazaïrbiya* » à partir de « *DJAZAÏR* » (Algérie) et « *arBIYA* » (arabe). Les motifs de ce choix sont explicités dans mon ouvrage : « *DEFENSE DES LANGUES ...* », o. c.

des « pataouecs » qui ne peuvent avoir aucune prétention à l'expression de « débats complexes » et de « nuances subtiles ». Par conséquent, il est impossible de promouvoir ces dialectes à des langues à part entière, à savoir de connaissance scientifique et de production culturelle de niveau satisfaisant.

C'est ce que je me propose de contester, avec preuves à l'appui, dans un prochain livre.

Pour l'instant, je profite de la valeur de l'action émancipatrice de Mouloud Mammeri, pour la promotion du tamazight (et de la culture, dont il est l'instrument linguistique), pour attirer l'attention sur la djazaïrbya.

Ne faut-il pas, alors, y penser sérieusement ? En suivant l'exemple de Mouloud Mammeri ?... Certes, il est malheureusement très probable que les défenseurs de la djazaïrbya risquent de souffrir les mêmes mépris, dénigres, calomnies et répressions, de la part de ceux qui n'ont de considération que pour le « butin de guerre » français, d'une part, et, d'autre part, pour le « retour aux sources » arabo-islamiques.

Ainsi, plus que le tamazight, la djazaïrbya risque d'être taxée de régression « barbare » (par rapport à la langue française), de régression alla « jahiliya » (ignorance anté-islamique), par conséquent de menace contre l'arabe coranique, et, donc, la religion.

Ce genre de reproche contre une langue populaire s'est manifesté partout et toujours : en Inde, en faveur du sanskrit (langue des livres sacrés) contre les idiomes parlés ; en Chine, en faveur du chinois traditionnel (langue du moraliste Confucius) contre sa simplification populaire ; en Europe, en faveur du latin (langue de l'État et de la liturgie) contre les parlars vernaculaires.

Chaque fois, les « élites » oligarchiques (étatiques autant que cléricales, et leur « élite » mandarine) ont accusé les langues vernaculaires de « lacunes », « carences » et de « vulgarité » ; ainsi leur étaient déniée toute prétention à devenir des langues à part entière.

Malgré et contre ces attitudes, partout où cette hostilité s'est manifestée, une minorité d'intellectuels libres penseurs ont réussi à promouvoir les idiomes populaires jusqu'à en constituer des langues à part entière, de culture, de science et de communication officielle.

En passant, notons que le français comme l'arabe coranique furent d'abord des dialectes avant de devenir des langues à part entière.

Alors, pourquoi pas, suite au tamazight, la promotion de la djazaïrbya à la dignité de langue à promouvoir jusqu'à son officialisation ?... Cette



question est lancée en attendant un plus ample exposé par la publication de mon essai à ce sujet.

Il n'est pas question de rejeter le français ou l'arabe moyen-oriental, ni aucune autre langue, tant qu'elles sont des instruments de connaissance, et non de domination coloniale, néo-coloniale ou oligarchique. Mais doit-on, avec cela, oublier ou mépriser nos langues maternelles, populaires, en l'occurrence la djazaïrbiya, à présent que le tamazight est, ou plutôt semble³⁸⁴ sur la bonne voie ?

En Algérie, la reconnaissance progressive du tamazight par les autorités institutionnelles est le résultat de l'action combinée, d'abord, d'une minorité d'intellectuels éclairés amazighes, suivis par une partie consciente des citoyens, soutenus, enfin, par des partis politiques démocratiques.

Pour la djazaïrbiya, le précédent du tamazight indique que la promotion de la première suivra un processus probablement plus difficile. Les ennemis de la djazaïrbiya ne sont pas uniquement les dirigeants étatiques, le clergé et les intellectuels partisans du « butin de guerre » français et du « retour aux sources » arabo-islamiques. Le pire des ennemis réside, semble-t-il, en nous-mêmes, qui nous disons démocrates, progressistes et amoureux du peuple. Essayons de prouver comment et pourquoi.

Considérons cette fameuse phrase de Jules César : « *Veni, vidi, vici* ». Tout le monde, notamment les latinistes, en admirent la richesse sémantique et stylistique.

Traduisons-la en français : « Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu. » César parlait de sa conquête de la Gaule ; sa phrase originale exprime d'une manière excellente la rapidité fulgurante des trois actions évoquées.

Au Moyen-Age, les membres de l'État, du clergé et les lettrés à leur service taxaient la traduction française de « vulgaire », car exprimée dans le langage du « vulgum » (le peuple). À l'époque, le latin était la langue de l'État et de l'Église, tandis que le parler français était considéré par les « élites » dominantes comme un simple dialecte.

Cependant, à la Renaissance, des intellectuels libres penseurs français, regroupés autour des poètes Ronsard et Du Bellay, ont produit le fameux document « Défense et illustration de la langue française ». Ils sont parvenus à transformer l'idiome français en langue à part entière, renonçant au latin.

³⁸⁴ <http://www.lematindalgerie.com/le-pouvoir-na-pas-la-volonte-de-promouvoir-tamazight>

Résultat ?... Aujourd'hui, tout le monde trouve la langue française un instrument linguistique à part entière. Certains Algériens l'ont estimée à tel point qu'ils en ont fait un « butin de guerre », au détriment de leur langue maternelle, le tamazight et la djazaïrbiya.

À présent, voici un test très simple.

Traduisons la même phrase de César en djazaïrbiya, transcrite en lettres latines : « Jîte, choûft, arbahht. »

Si la lecture de cette traduction porte un Algérien à exprimer une moue de gêne, un sourire de dédain ou un rire de mépris, nous avons, alors, la preuve que cette personne a une mentalité colonisée ou néo-colonisée. En effet, il faut être victime de ce conditionnement pour trouver la traduction en djazaïrbiya ridicule, pour le simple fait qu'elle est exprimée en djazaïrbiya.

Si, par contre, on dispose d'un esprit libre de toute aliénation coloniale ou néo-coloniale, on apprécie la traduction en djazaïrbiya. Plus encore : on l'admire, comme sémantiquement plus proche du latin en comparaison de la traduction en français. En effet, le latin comme la djazaïrbiya emploient simplement trois mots sous forme de verbe. C'est net, précis, concis, incisif. Ajoutons, également, une heureuse coïncidence. La phrase latine est rythmée par la même lettre finale « i ». En djazaïrbiya, la traduction comprend une sorte de rythmique semblable, avec la triple répétition de la lettre « t ».

Par contre, la structure du français contraint cette langue à recourir à des pronoms précédant les verbes ; cette exigence atténue l'aspect concis et incisif de la phrase latine. Le français ne conserve, par un hasard positif, que la triple lettre finale « u ».

Concentrons-nous, alors, sur la seule djazaïrbiya. Partant du test ci-dessus, on comprendra que la promotion de cette langue sera l'œuvre, comme le français, auparavant, d'un même type de minorité d'intellectuels éclairés de la partie linguistiquement arabophone. Espérons voir cette initiative soutenue par des dirigeants de partis démocratiques et, soyons optimistes, par la partie consciente du peuple, enfin, soyons encore plus optimistes, par des dirigeants institutionnels. « *Soyons réalistes ! Demandons l'impossible !* »

Deux méthodes paraissent praticables.

La première consiste à attirer l'attention des dirigeants de l'État, des partis démocratiques et des associations, par l'exposition des problèmes linguistiques et par des propositions concrètes à réaliser. L'expérience montre l'illusion de compter sur les dirigeants de l'État ; quant aux partis, ils

ne s'intéresseront que dans la mesure où la revendication linguistique conforte leurs objectifs dits « stratégiques », ce qui n'est pas certain. Enfin, les associations citoyennes souffrent de certaines « lourdeurs » d'initiative.

La seconde voie est d'agir en tant qu'intellectuels, de manière spécifique, dans tous les domaines où cela est possible, comme ce fut le cas pour le tamazight, ainsi que d'autres langues du monde.

Cela pourrait coûter à certains le renoncement à des fauteuils institutionnels, donc à des salaires et à des privilèges. Ils le feront, comme d'autres ailleurs, s'ils mettent au-dessus de ces facteurs la dignité de citoyen et d'intellectuel, épris de l'intérêt commun.

Selon leur degré de conscience au sujet du problème linguistique, les quatre types d'agents énumérés (intellectuels, associations citoyennes, partis politiques, État) peuvent œuvrer ensemble, complémentirement, sinon intervenir séparément, de façon autonome. L'expérience algérienne, concernant le tamazight, laisse dubitatif sur cette complémentarité d'action. Encore une fois, la priorité reviendra à la minorité d'intellectuels éclairés, suivie par des associations citoyennes ; les partis prendront le train en marche, s'il convient à leur tactique ; finalement, l'État concédera quand la pression populaire le contraindra.

Applaudissons donc tous, Amazighophones et Arabophones, à la reconnaissance du tamazight, dont Mouloud Mammeri fut un éminent promoteur. Et que nous, les linguistiquement arabophones, locuteurs de la djazaïrbiya, suivons l'exemple, en consacrant, finalement, notre affectueuse et intelligente attention à notre langue maternelle, celle du peuple, pour contribuer à la transformer en langue à part entière. Tout en continuant, de manière complémentaire, à utiliser le français, l'arabe moyen-oriental ou toute autre langue, dans un esprit libre et solidaire.

Peu importe le temps nécessaire, un long voyage commence toujours par un premier pas, suivi par d'autres. Le but est enthousiasmant. Finalement, il réconciliera notre langage d'intellectuel avec celui de notre peuple, le parler de nos émotions et sentiments les plus intimes avec celui de nos pensées les plus complexes, tout en nous laissant pratiquer toutes les autres langues, selon notre désir.



**Chinois et tfinagh :
deux graphies avec d'étranges ressemblances**

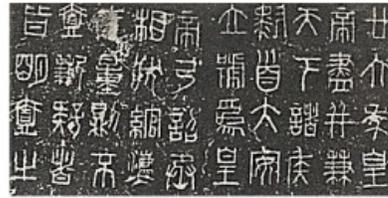
Le Matin d'Algérie, 4 janvier 2018



L'esprit scientifique consiste, sans aucun préjugé, à chercher, observer, constater puis réfléchir aux éventuelles conséquences à tirer de ce que l'on trouve. Surtout si l'on tient compte de la fameuse hypothèse supposant que l'espèce humaine a pris naissance au cœur de l'Afrique, pour, ensuite, s'éparpiller sur l'ensemble de la planète.

Durant mon étude de la langue chinoise, la rédaction de l'essai sur les langues algériennes m'a porté à m'intéresser à l'écriture du tfinagh. Voici les observations que j'ai faites entre des signes graphiques de la langue tfinagh et de celle chinoise. J'ignore si ce genre de présentation a déjà été publiée ; c'est la raison qui me porte à la proposer.

Considérons, d'abord, des exemples d'écriture (de gauche à droite) : tfinagh, style chinois « grand sceau » (archaïque), et « petit sceau » (ancien).



385

Et voici un tableau comparatif. Il comprend, d'une part, des glyphes [ou signes]³⁸⁶ identiques sinon presque, et, d'autre part, des glyphes plus ou moins semblables. Pour le chinois, j'ai pris le soin de noter les diverses formes d'évolution du signe : époque archaïque (antérieur à 221 av. J.-C.), ancienne (après cette date), traditionnelle (par la suite) et simplifié (début 1950, en Chine continentale, Singapour et parmi une partie des émigrés chinois à l'étranger).

Notons que les ressemblances entre glyphes tfinagh et chinois se trouvent, pour ce dernier, soit avec le signe le plus archaïque, soit le plus simplifié.

Concernant les signes chinois, il m'a paru utile d'indiquer la signification du caractère. Ultime précision : alors que, pour le chinois, on dispose de livres très anciens et très précis qui expliquent la forme graphique, l'origine

³⁸⁵ Illustrations in domaine public, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=41793>

³⁸⁶ Ceux du tfinagh proviennent de: <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tifinagh>

et l’évolution du caractère³⁸⁷, par contre, pour le tfinagh, sauf erreur de ma part, ce n’est malheureusement pas le cas³⁸⁸.

| Tifinagh | Chinois archaïque | Chinois ancien | Chinois traditionnel | Chinois simplifié | Signification en chinois |
|----------|-------------------|----------------|----------------------|---------------------|-------------------------------|
| ⵓ | | | | | soleil |
| ⵔ | | | | | champ, terrain |
| ⵕ | | | | | encore |
| ⵖ | | | | | cœur |
| ⵗ | | | | | être humain, peuple |
| ⵘ | | | | ⺞ signe apparent | main |
| ⵙ | | | | | Nom de famille |
| ⵚ | | | | | eau |
| ⵛ | | | | | milieu |
| ⵜ | | | | | toit d’édifice |
| ⵝ | | | | | Justice, conduite correcte |
| ⵞ | | | | | fœtus |
| ⵟ | | | | | radical pour indiquer le feu |
| ⵠ | | | | | |
| ⵡ | | | | | Travail |
| ⵢ | | | | | être ensemble, partager |
| ⵣ | | | | | Boîte, panier |
| ⵤ | | | | | |
| ⵥ | | | | | abondant |
| ⵦ | | | | | graine qui germe |
| ⵧ | | | | | nom de famille, note musicale |
| ⵨ | | | | | plante émergente, émerger |
| ⵩ | | | | | aire, région |

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|----------------------------|
| ⵪ | | | | | assembler, se réunir |
| ⵫ | | | | | réceptacle, bouche ouverte |
| ⵬ | | | | | arbre, bois |
| ⵭ | | | | | riz |

On trouve également un autre signe de tfinagh :

³⁸⁷ Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tymologie_des_caract%C3%A8res_chinois

³⁸⁸ Voir <https://fr.wikipedia.org/wiki/Tifinagh#%C3%89tymologie>

| | | | | | |
|---|---|----|---|---|--------------------------|
| + | ⊕ | ++ | + | + | dix, complet, parfait |
|---|---|----|---|---|--------------------------|

Rappelons que les caractères chinois sont généralement nés à partir d'images concrètes : objets ou actions. Dans ce texte, il m'a paru inutile de fournir les détails, bien que très intéressants. La question que je me pose est celle-ci : qu'en fut-il de la genèse des signes du tiffinagh ?

Je ne me suis pas hasardé à d'autres comparaisons de cette dernière langue, par exemple avec l'ancien égyptien et le punique. N'étant pas un linguiste, et ignorant le tiffinagh, je me suis contenté, ici, de faire part d'observations personnelles. Aux chercheurs compétents de les juger sans importance ou dignes d'intérêt.

Langue : du conflit à la coopération

Le Matin d'Algérie, 9 janvier 2018



Un très intéressant article vient d'être publié, intitulé « *Nationalismes et langues, l'expérience balkanique* ». Il rend compte d'un cas historique récent : les effroyables guerres qui ont ensanglanté les peuples de l'ex-Yougoslavie. L'intérêt de ce texte est de montrer comment ces tragédies furent préparées et accompagnées par des conflits linguistiques concernant les idiomes parlés par les diverses « ethnies » composant ce pays. Les « purifications ethniques » eurent comme substrat et conséquence des « purifications linguistiques ». La partie dominante serbe mettait en valeur la langue serbe au détriment des idiomes des autres composantes « ethniques » du pays. Ces derniers, par réaction, revendiquaient leur langage comme facteur de résistance et d'affirmation de la valeur de leur propre identité historique-culturelle-religieuse.

On lit :

« L'intention est assez simple : prouver à tout prix, en utilisant non seulement « le nettoyage ethnique », mais aussi « le nettoyage linguistique », la thèse selon laquelle vivre ensemble est impossible³⁸⁹. »

L'auteur ajoute :

« Comme le remarque justement Ljubisa Rajic, d'un moyen de communication, la langue est devenue un moyen d'identification nationale, puis un symbole de la nation et enfin un moyen de sécession. »

En Algérie (et en Afrique du Nord), les conflits linguistiques ne se caractérisent pas par une situation semblable à celle de l'ex-Yougoslavie.

Cependant, en particulier en Algérie, des agents sociaux, actuellement minoritaires mais très agissants, et disposant de soutiens étrangers, s'activent de manière préoccupante.

Les uns veulent s'assurer la domination oligarchique sur la société entière, en s'appuyant sur la langue arabe classique et son corollaire, le Coran, interprété de manière unilatérale ; ces agents disposent de l'appui d'États arabes moyen-orientaux.

³⁸⁹ Bozidar Jaksic, « *Nationalismes et langues, l'expérience balkanique* », 19 décembre 2017, revue *Les Possibles*, No. 15 Hiver 2017. L'auteur fournit un exposé très intéressant sur le problème. Le texte est librement disponible ici : https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-15-automne-2017/dossier-nationalites-et-frontieres/article/nationalismes-et-langues-l-experience-balkanique?pk_campaign=Infolettre-1205&pk_kwd=nationalismes-et-langues-l

De l'autre côté, d'autres agents visent à une domination oligarchique semblable, sur la partie amazighe algérienne ; avançant l'« identité » amazighe, ils en revendiquent l'indépendance et la formation d'un État souverain³⁹⁰.

Et, derrière ces deux agents, se trouvent, évidemment, les divers impérialismes, dont celui des U.S.A. hégémonique.

Ces deux forces algériennes internes se caractérisent par la prétendue « supériorité » de leur propre « ethnie » (donc sa « culture », dont la langue est l'expression), au détriment et à l'exclusion de l' autre « ethnie » (par conséquent de sa culture et de sa langue). Mépris et haine réciproques, sur fond de volonté de puissance dominatrice exclusive.

Entre ces deux forces prétendant à la suprématie de caste, se trouve le peuple, dans ses deux parties, linguistiquement arabophone et amazighophone.

La composante populaire amazighophone revendique le droit légitime à l'emploi de sa langue, toutefois de manière démocratique. Quant à la composante populaire arabophone, elle demeure encore indifférente en ce qui concerne le droit de promotion de sa langue maternelle, la dziriya, comme pour ce qui est de la revendication des compatriotes amazighes concernant leur langue maternelle.

Au-dessus de cette situation, les détenteurs de l'État³⁹¹, les partis importants ainsi que la majorité des intellectuels, de diverses tendances, veillent, cependant, à éviter que le problème linguistique se transforme en confrontation ethnique séparatiste, donc en guerre. Comme en toute guerre, la partie qui paie le prix en sang et en larmes est le peuple, quelque soit son « ethnie » ; et la partie qui en tire profit est une caste, quelque soit son « ethnie ».

Confucius avait dit, en substance : apprendre des erreurs des autres est utile ; mais c'est encore mieux d'apprendre de ses propres erreurs.

³⁹⁰ À ce sujet, un exposé extrêmement intéressant éclaire la question : « *Le droit à l'autodétermination se conquiert* », de Nils Anderson, 19 décembre 2017, revue Les possibles, No 15, automne 2017. Notamment le chapitre : « *Droit de sécession et droit de séparation* ». Librement accessible ici : https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-15-automne-2017/dossier-nationalites-et-frontieres/article/le-droit-a-l-autodetermination-se-conquiert?pk_campaign=Infolettre-1205&pk_kwd=le-droit-a-l-autodetermination-se

³⁹¹ Voir les mesures de décembre 2017 en faveur de la langue tamazight, et la reconnaissance de Yennaer, nouvel an amazighe, comme fête nationale, chômée et payée.

Pour conjurer tout péril à la « yougoslave », il est indispensable qu'en Algérie (comme dans toute aire géographique où existe un problème d'idiome) l'instrument linguistique (ainsi que la culture et l'histoire) des uns et des autres devienne un moyen de vivre ensemble de manière harmonieuse, c'est-à-dire libre et solidaire.

Langues : démocratie et libre compétence

Le Matin d'Algérie, 19 janvier 2018



À l'actuel débat sur la transcription de la langue tamazight, voici des éléments de réflexion, en espérant contribuer à l'indispensable clarification des idées.

Comment transcrire le tamazight ?

La raison, la logique et le respect du peuple suggèrent des conditions.

La compétence technico-scientifique indépendante

La solution nécessite la réunion de personnes spécifiques. Leur caractéristique est d'avoir fourni une production estimable dans cette langue, comme spécialistes. Cette activité leur donne le droit de se réunir pour débattre et prendre les décisions qui leur semblent les plus conformes aux exigences *technico-scientifiques* de cet idiome.

Toutefois, ces personnes compétentes devraient être absolument *indépendantes* du pouvoir étatique. Cette exigence évitera que les décisions soient conditionnées par le rapport de forces politiques qui caractérise l'État. Cet impératif ne concerne pas uniquement l'État algérien. Par principe, tout État dans le monde ne devrait pas intervenir là où est examiné, discuté et élaboré un aspect *technico-scientifique* dans le domaine linguistique.

Ce que l'État devrait faire est ceci. S'il est réellement l'émanation de la volonté majoritaire populaire, son rôle consisterait uniquement à favoriser et répondre aux recommandations du groupe d'experts. Il le ferait en fournissant les structures matérielles et le financement nécessaires. Agissant ainsi, l'État ne fait que redonner aux citoyens ce qu'ils lui ont consenti : en lui versant des impôts et en lui déléguant la gestion des ressources naturelles du pays.

Concernant une Académie dont l'objet serait le tamazight, le processus devrait être identique. Les mêmes personnes compétentes s'en occuperaient, et, là aussi, de manière indépendante des enjeux qui caractérisent les détenteurs de l'État.

Bien entendu, les décisions et les actions devraient être le résultat du débat uniquement technico-scientifique.

Il est clair qu'en Algérie les questions de transcription de la langue, d'une part, et, d'autre part, de la constitution de l'Académie qui doit veiller à la promotion de cette langue, ces deux problèmes sont actuellement l'enjeu de controverses et conflits idéologico-politiques.



Les uns réclament la transcription du tamazight en arabe. Le but est de l'amarrer à l'aire culturelle arabo-islamique. Les partisans de cette tendance ont l'inconvénient d'incarner une idéologie hiérarchique autoritaire, en outre culturellement régressive. Ajoutons qu'évoquer la transcription du tamazight en lettres arabes, sous prétexte de respect du Coran, est un argument inacceptable, pour un simple motif : la majorité des Musulmans dans le monde emploient leurs propres langues et les transcrivent en caractères autres qu'arabes. Ce choix ne les empêchent nullement d'être des musulmans.

D'autres souhaiteraient, au contraire, détacher le tamazight de ce cadre arabo-islamique. Pour les motifs évoqués plus haut, ils craignent que l'emploi des caractères arabes soit une manœuvre afin d'« embrasser pour mieux étouffer » la langue tamazight. Ce qui, en fait, est un risque incontestable.

Dès lors, est privilégiée la transcription en caractères latins, en espérant accéder, ainsi, à une aire culturelle démocratique. Ce dernier choix bénéficie d'un argument très important : la majorité des productions en langue tamazight est rédigée en lettres latines. C'est un héritage dont il faut tenir compte.

Il reste, cependant, que le tamazight est, actuellement, transcrit, aussi, respectivement en lettres arabes et tfinagh. Les partisans de la transcription latine font noter que la production dans ces deux dernières transcriptions est mineure. Toutefois, est-ce un motif pour les écarter ?... Aux experts d'en décider.

Légitimation démocratique

Cependant, laisser les débats et les décisions uniquement aux experts, même indépendants de tout conditionnement étatique, risque de créer une caste élitare qui agirait pour servir ses intérêts exclusifs, au détriment du peuple locuteur du tamazight.

À ce sujet, rappelons une méthode des Grecs antiques. Le chef militaire suprême, le stratège, n'était pas nommé ou élu par ses pairs, mais par le peuple. Ainsi, ce dernier évitait la formation d'une caste d'« experts », détachée des citoyens, avec le risque de s'octroyer des privilèges au détriment du peuple. Malheureusement, l'époque « moderne » opte pour le choix des « spécialistes » uniquement par leurs pairs, produisant ainsi une caste technocratique aux intérêts différents de ceux des citoyens.



Revenons à l'Algérie. Pour conjurer le risque élitare technocratique, il faudrait que les diverses composantes du peuple qui utilisent le tamazight (Kabyles, Chaouias, Touaregs, etc.) élisent, de manière démocratique, leurs représentants spécifiques. Ceux-ci seront mandatés pour discuter et émettre leurs avis, comme citoyens. Ce groupe de représentants et celui d'experts travailleraient ensemble, discuteraient et prendraient les décisions. Elles devraient satisfaire, d'une part, les exigences technico-scientifiques et, d'autre part, les nécessités populaires. Pas facile. Mais existe-t-il une méthode meilleure pour aboutir à des solutions aussi bien rationnelles que démocratiques ?

Ces solutions concerneront les questions suivantes : quels critères privilégier pour le choix du modèle de transcription ? L'importance de la production déjà existante, qui est en lettres latines ? La décision de la composante linguistique la plus nombreuse, qui est, sauf erreur, kabyle ? Que décider en ce qui concerne une éventuelle minorité qui souhaiterait un choix différent ?

À ce propos, surgit un autre problème.

Standardisation

Rappelons des faits historiques.

En Europe, vers la fin du Moyen-Age, lors de la promotion des dialectes populaires en langue à part entière, les intellectuels éclairés se sont trouvés devant le même problème. Dans chaque pays (France, Allemagne, Italie, Espagne, Portugal, Russie, etc.) existaient des dialectes distincts. Afin de constituer une nation unie, il fallait disposer d'un instrument de communication identique. Le choix s'est porté sur la standardisation de la transcription. Elle se fit dans la langue alors dominante : caractères latins, à l'exception de la Russie, qui choisit le cirylique.

Par conséquent, en Algérie, les experts et les représentants populaires auront à choisir soit une forme de standardisation du tamazight dans une transcription unique, soit de conserver les trois formes actuelles : latine, arabe et tifinegh.

Chacune de ces solutions présente des avantages et des inconvénients.

La standardisation, en tenant compte des diversités (à trouver comment) forme une composante unique. Cette facilité de communication aide, certainement, les relations sociales dans tous les domaines.



Par contre, la standardisation élimine la diversité des transcriptions, donc une certaine richesse linguistique ; en outre, elle risque de ne pas être acceptée par la composante populaire qui en ferait les frais.

Il semble raisonnable de ne pas tenir compte de l'argument utilitaire matériel. Il consiste à déplorer la production de manuels scolaires en tamazigh sous forme de trois transcriptions ; cela représente, en effet, des dépenses. Toutefois, il convient, néanmoins, de s'en tenir uniquement à l'avis commun des experts et des représentants populaires.

Enfin, rappelons un autre exemple en matière de choix de transcription. Juste à l'indépendance du Viet Nam, en 1945, après la victoire contre le colonialisme français, il a fallu affronter le problème linguistique. À l'époque, la langue vietnamienne était transcrite dans les caractères de la langue dominante dans cette aire géographique : le chinois.

Cependant, le peuple avait d'énormes difficultés à déchiffrer ces caractères. Déjà, durant l'administration coloniale, ses autorités avaient commencé à transcrire le vietnamien en caractères latins. Non pas par amour de la langue des colonisés, mais uniquement pour mieux communiquer avec eux, autrement dit les dominer et les conditionner. À l'opposé, les patriotes nationalistes vietnamiens ont eu, également, recours à la transcription du vietnamien en caractères latins, mais, évidemment, avec un but différent : faciliter leur communication avec le peuple en vue de la libération du colonialisme.

Une fois l'indépendance acquise, les dirigeants de l'État officialisèrent immédiatement l'abandon de la transcription du vietnamien en lettres chinoises, pour adopter celles latines³⁹².

Se posa, alors, le problème de toute la production vietnamienne passée, très consistante, transcrite en caractères chinois. La solution adoptée fut de publier la majorité utile de cette production en caractères latins. Depuis lors, la langue vietnamienne est d'un accès facile au peuple, constitue un bon moyen de communication, de science et de culture, bref une langue à part entière.

À quand l'autre langue maternelle ?

³⁹² La promotion de la langue populaire vietnamienne fut évoqué dans une pièce théâtrale, que j'avais présentée à la salle « *El Mouggar* », en 1971 : « *A namla wal fil* » (*La Fourmi et l'Éléphant*). Voir « *Éthique et esthétique...* », Livre 1 : « *En zone de tempêtes* », o. c.

Ceci étant dit, outre au tamazight, n'oublions pas l'autre langue maternelle du peuple algérien : la dziriya (« darija » devrait être abandonné pour la nuance péjorative qu'il contient, laissant croire à un dialecte « vulgaire », comparé à la « fosha »).

La dziriya, également, a besoin d'être considérée pour sa promotion en langue à part entière. Quand donc les intellectuel-le-s démocrates et progressistes, dont c'est la langue maternelle, se daigneront à s'en occuper ? ... Les compatriotes amazighes, notamment kabyles, sont en train de leur fournir l'exemple à suivre. Qui aura l'honneur d'être le Mouloud Mammeride la dziriya³⁹³ ?

³⁹³ Voir ci-dessus texte du même titre.

XI.

RELIGION ET SPIRITUALITÉ

Musulman et laïcité

Le Matin d'Algérie, 5 août 2017



Je viens de lire ces lignes (dans cette contribution tous les mots mis en évidence en italiques ou en gras sont les miens) :

“Le musulman, *tout* musulman à travers le monde, est allergique au concept de “laïcité”. Ce mot “laïcité” lui fait peur ! Le rend malade. L’angoisse. À ses yeux, “laïc” est équivalent à communiste. Similaire au “athée”. Égal au “irreligieux”. Synonyme d’immoral. Ou encore un laïc est un juif. Un juif est un laïc. Un laïc est un chrétien. Un chrétien est un laïc. Tout laïc est un non-musulman. Et *tout* musulman est un *non-laïc*, un *laïciphobe*. Un musulman *ne peut pas* imaginer un autre musulman laïc. (...) On n’a *jamais* expliqué au simple croyant musulman, avec clarté et courage intellectuel et politique, la signification de la laïcité.”

L’auteur de ces propos péremptoires et généralisateurs (pour ne pas dire totalitaires) est Amine Zaoui, écrivain et journaliste algérien, dans l’article intitulé “Laïciphobie, une maladie purement islamique”³⁹⁴.

Cet auteur connaît-il Gamal Albanna ?³⁹⁵... Il était l’un des plus importants chercheurs musulmans égyptiens de l’Islam. En outre, il est le jeune frère de Hassan Albanna, fondateur de l’organisation islamique fondamentaliste “Frères Musulmans”.

Je l’ai évoqué dans l’un de mes essais³⁹⁶.

Sur les *fatwas*, voici ce qu’il déclare :

« - Certaines fatwas paraissent vraiment incroyables. Comment cela a été possible ?

- Les hommes qui les promulguent vivent immergés dans les textes sacrés. Ils passent leur temps en lisant les compte-rendus de la vie et des déclarations du Prophète. Mais ils ne se rendent pas compte que 90 pour cent des récits qui parlent de cette époque sont *faux*. Ils ont été écrits au moins *150 ans après* la mort de Mahomet. Et puis tous s’improvisent jurisconsultes,

³⁹⁴ [http://forumdesdemocrates.over-blog.com/2017/08/laicitophobie-une-maladie-purement-islamique.html?](http://forumdesdemocrates.over-blog.com/2017/08/laicitophobie-une-maladie-purement-islamique.html?utm_source=ob_email&utm_medium=ob_notification&utm_campaign=ob_pushmail)

³⁹⁵ https://fr.wikipedia.org/wiki/Gamal_Al-Banna#cite_ref-2

³⁹⁶ « LA GUERRE... » o. c.

et aussi les muftis [prêtres musulmans] vraiment qualifiés sont souvent en *désaccord* entre eux. (...)

Le problème est que l'islam aurait besoin d'une *révolution* semblable à celle qui changea le Christianisme avec Martin Luther. Les musulmans devraient apprendre à avoir une relation directe avec leur livre sacré, *sans la médiation de cette classe de muftis* qui survit parce qu'elle a établi un *pacte de coopération mutuelle avec les gouvernants*. (...)

- Une révolution de ce type est possible dans l'Islam ?

- Certainement qu'elle est possible. Cependant je n'en vois pas les signaux dans un futur prochain. »³⁹⁷

À propos d'*État Islamique*, voici ce qu'il en est :

« - Pourquoi l'État Islamique a failli dans l'époque moderne ?

- (...) Le penseur islamique Gamal Al-banna souligna le fait que les tentatives islamiques de réaliser un État religieux en Algérie, Soudan, Afghanistan et Pakistan ont failli, et que les tentatives en Iran et Arabie Saoudite sont deux problèmes et ne peuvent pas être considérés un bon exemple. Al-Banna précisa que l'adhésion à la réalisation d'un État musulman est due à l'interprétation *erronée* du verset "Et il a créé des djinn [Êtres supra-naturels, correspondants aux anges] et des hommes, mais pour le culte". Les personnes qui soutiennent l'idée d'un État islamique avec l'unique objectif que l'Islam est un culte, et ont donc réduit l'Islam à l'objectif de culte, rendant ainsi l'État islamique un objectif de telle manière que toutes les personnes adorent Allah, cela est une chose *inimaginable*. *L'État*, selon Al-Banna, est un *instrument de soumission et d'autorité*, et donc quand un État est créé sur des valeurs *religieuses*, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes, ou des valeurs *morales*, comme le socialisme, la justice ou l'égalité, ces valeurs seraient *corrompues*. Cela parce que *l'autorité, avec ses prisons, ses armées et forces de police, devient une doctrine, une ruine*. (...)

Le Hadith [Commentaire religieux qui fait autorité comme interprétation de la religion musulmane] sur l' "État de Médine" [où a séjourné le prophète] concerne, selon Al-Banna, *l'exception* et non la règle. (...)

³⁹⁷ Interview dans le journal italien *La Repubblica*, 21.12. 2007, p. 34. La traduction de l'italien est la mienne.

Les motifs varient à propos de la faillite des tentatives pour un État islamique. Le plus important de ces motifs, selon Gamal Al-Banna, peut être le *manque de liberté* dans toutes ces tentatives, dans la mesure où le manque de liberté peut être le facteur commun à toutes ces expériences.

Cela est en addition à un autre facteur, c'est-à-dire que ces tentatives ne maintiennent pas le niveau minimum de *dignité humaine* dans leurs sociétés, sans discrimination entre hommes et *femmes*, ou blanc et noir. Un autre motif à propos de la faillite de l'État islamique dans ses diverses tentatives concerne le fait que le plus important devoir d'un État est le *développement*.

D'un autre côté, Al-Banna a discuté l'idée de la nécessité d'un État islamique pour la diffusion du message de l'Islam ou l'application de la Shari'a [la loi coranique] islamique. Il a *discrédité* cet argument que beaucoup de courants islamiques soutiennent, en assurant qu'il n'est PAS *nécessaire* de disposer d'un État islamique pour appliquer la Shari'a, dans la mesure où la Shari'a peut être appliquée seulement s'il y a un pays islamique qui peut suivre les méthodes consenties par la constitution qui émane la loi. »³⁹⁸

Sur la *dissension en général*.

Le journaliste Timothy Garton Ash est l'un des RARES journalistes à avertir sur la gravité de l'enjeu. Voici ce qu'il dit :

« Nous faisons une ERREUR FATALE en ignorant les DISSIDENTS À L'INTÉRIEUR de l'Islam.

(...)

L'"Islam," a dit la Frankfurter Allgemeine Zeitung, l'an dernier, "n'est pas compatible avec la société libérale, qui est le résultat des Lumières".

Beaucoup d'intellectuels occidentaux laïcs qui participent à ces débats sont d'accord. Mais non certains *intellectuels musulmans*. Je crois que nous devons les *écouter attentivement*. Outre à tout le reste, quand il s'agit de discuter de l'Islam, ils savent de quoi ils parlent.

³⁹⁸ Compte-rendu de l'intervention durant le symposium intitulé "*Why Did the Islamic State Fail in the Modern Age ?*" (Pourquoi l'État islamique a échoué dans l'époque moderne ?), organisé le 13.9.2004, par The Cairo Center for Human Rights Studies (Centre du Caire pour les Etudes sur les Droits Humains). La traduction de l'anglais est la mienne. Voir le site (http://www.cihrs.org/IbnRoshd_details_en.aspx/?ibn_id=22&pr_year=2004), visité le 08.02.2008. Sur les thèmes de l'Islam, des Arabes et de la politique, il est très intéressant de consulter l'ensemble du texte du site. Les italiques sont les miens.

Prenez Gamal al-Banna, par exemple (...) il a dédié toute sa vie à étudier l'Islam et ses relations avec la *politique*. Un homme de tranquille clarté, il est devenu un peu agité seulement quand il a dénoncé la PERVERSION de l'Islam de la part de Sayyid Qutb, l'apôtre égyptien de l'extrémisme, de l'islamisme takfiri et un héros pour Al-Qaïda.

Gamal al-Banna soutient qu' "il n'y a *aucune contradiction entre la totale liberté de pensée et de religion*" et que "l'Islam ne *prétend pas au monopole de la sagesse*". Des idées critiques sur l'Islam doivent être combattues "avec les *paroles* et non avec la confrontation, le terrorisme ou takfir - anathème sur quelqu'un en l'indiquant comme infidèle". Comme pour l'apostasie "le Musulman a le *droit de renoncer à l'islam*, les versets du Coran sont très explicites sur la question : "Il n'y a *pas de contrainte* dans la religion" (Al-Baqara, La Vache, II, 256). Le renoncement à la religion est mentionné au moins *cinq fois* dans le Coran, et *aucun n'est lié à une peine*. À l'époque du Prophète, beaucoup de personnes renoncèrent à l'Islam : l'un d'eux était un scribe du Coran. Le prophète n'a puni *aucun* d'eux."

La déclaration souvent attribuée au Prophète - "qui change sa religion doit être exécuté" - est repoussée en tant qu'*inauthentique* selon l'imam Muslim, un des premiers et plus *respectés* compilateurs de collections de hadiths [déclarations et actes du prophète], mais l'imam Al-Bukari, un autre compilateur respecté, l'inclut dans sa version. "Les signes de *falsification* sont très clairs dans cette déclaration", commente Banna "et il contredit beaucoup de versets du Coran qui *confirment la liberté de foi*".

(...)

Ces dissidents à l'intérieur de l'Islam sont une petite *minorité*. Le sont aussi les extrémistes takfiri qui endoctrinent les auteurs d'attentats. Toutefois, ces deux minorités ont la capacité de faire appel au plus grand nombre de la majorité [des Musulmans] parmi eux - et, en particulier, aux Musulmans qui vivent en Occident. Donc ***la voix des dissidents a besoin d'être écoutée plus clairement***. Cette lutte pour les cœurs et les esprits musulmans devrait être décidée par les Musulmans, capables d'argumenter entre eux leurs thèses, mais nous non-Musulmans nous formons sans doute le *contexte* - et nous contrôlons beaucoup de MÉDIAS - où cela a lieu.

La position *défectueuse* de certains intellectuels occidentaux laïcs engagés dans le débat actuel semble être : *l'unique musulman bon est un ex-musulman*. Cela est *paternaliste* et produit l'effet *contraire*. Il s'agit d'une simple *parodie de la vraie diversité de l'islam*. Naturellement nous non-Musulmans nous devons chercher de *réveiller notre pensée sur la nature de*

l'islam, avec les moyens limités à notre disposition. Mais rien ne peut être plus *ridicule et stupide* que l'éventuelle déclaration d'un intellectuel laïc occidental, qui, *ne connaissant pas l'arabe* et ayant une *faible connaissance* de l'histoire islamique, de la philosophie et de la loi, affirme avec confiance que Gamal Al-Banna est un représentant MOINS vrai de l'Islam que Sayyid Qutb ou Osama bin Laden. Et ***nous ne devons pas être stupides si nous voulons rester libres.*** »³⁹⁹.

Et voilà ce que j'ai personnellement écrit dans mon essai, déjà mentionné :
« *La dissidence musulmane, libérale et démocratique*, ne s'oppose pas uniquement à l'*intégrisme religieux* mais tout autant aux *dictateurs* qui dominent les peuples arabo-musulmans. « ***ni dictature islamiste ni dictature non islamiste !*** » voilà le principe de cette dissidence. Cette attitude ne répond pas aux intérêts des gouvernements occidentaux. Nous avons déjà vu que, pour satisfaire ces intérêts, ces gouvernements ont besoin de l'existence d'une oligarchie locale.

Par conséquent, ces gouvernements, en *ignorant la dissension islamique libérale et démocratique*, représentée par Al-Banna, pour ne parler que de la menace de l'intégrisme et du terrorisme islamiques, sont doublement *complices* des deux parties qui s'opposent, dans les pays arabo-musulmans, à cette revendication de *démocratie*, aussi bien *politique que religieuse* : d'une part, les dictateurs, d'autre part, les intégristes terroristes.

Voilà pourquoi la dissidence démocratique musulmane, déjà minoritaire dans son pays, est pratiquement *inconnue* en Occident. C'est qu'elle est combattue par trois ennemis : ***le terrorisme des dictateurs, le terrorisme des intégristes, et l'hostilité des gouvernements occidentaux*** relayés par les MÉDIAS qui les soutiennent, et qui sont dominants.

En effet, combien de films, de télévisions, de journaux, de maisons d'éditions occidentales ont donné la parole aux dissidents musulmans démocratiques ? Combien d'intellectuels et d'experts occidentaux du monde musulman en ont parlé ? »

Arrivons au problème *fondamentalisme et laïcité*.

Amine Zaoui intitule son article : « *Laïcophobie, une maladie purement islamique* ». Ce qui implique que le Christianisme, l'Hébraïsme et l'Hindouïsme en sont indemnes.

³⁹⁹ 15 mars 2007, in *The Guardian*, visité le 07.02.2008. Les caractères en gras sont les miens.

Dans mon essai, j'ai écrit :

« Celui qui, en Occident, condamne le fondamentalisme musulman et parle de “fanatiques musulmans”, pourquoi ne condamne-t-il pas tout autant le fondamentalisme chrétien des protestants U.S., ne parle pas de fanatiques chrétiens à propos de l'IRA irlandaise, de l'ETA du pays basque, des Serbes, ne condamne pas le fondamentalisme juif, ne parle pas de “fanatiques juifs” à propos des colons israéliens ? »

Puis j'ai cité :

« Les Juifs américains, spécialement ceux orthodoxes, sont de généreux financiers des troupes de choc du fondamentalisme, les colons religieux ; en effet un bon 10 pour cent de ceux-ci, et parmi les plus extrêmes, violents et quelques fois visiblement déséquilibrés, sont en réalité des immigrants d'Amérique. Ils sont, dit Shahak⁴⁰⁰, un des “absolument pires phénomènes” dans la société israélienne, et “ce n'est pas par hasard qu'ils aient leurs racines dans la communauté américaine juive.” C'est de son quartier général à New York que le Lubavitcher Rebbe, le dernier Menachem Schneerson, probablement la plus fanatique des sectes hassidiques, le Chabad, a donné son orientation à ses multiples partisans en Israël et aux États-Unis.

L'ignorance ou indifférence tellement négligée en ce fondamentalisme juif n'est pas, et ne peut pas être, seulement une question domestique israélienne. Israël a toujours été une société hautement idéologique ; c'est aussi une grande puissance militaire, à la fois nucléaire et conventionnelle.

Il s'agit d'une combinaison qui, quand l'idéologie en question est le Sionisme dans sa forme la plus extrême, théocratique, est hérissée de possibles conséquences pour la région et pour le monde, et, naturellement, pour les partisans israéliens de la superpuissance.

Comme sa contre-partie Islamique, le *fondamentalisme juif en Israël* s'est développé énormément en importance politique au cours du dernier quart de siècle. Ses membres, adhérents fortement motivés, distincts de la plus grande partie des religieux traditionalistes, on pense qu'ils représentent environ 20 à 25 pour cent de la population. Ceux-ci, et plus particulièrement les colons parmi eux, ont acquis une influence *disproportionnée* par rapport à leur nombre, sur l'ensemble du processus *politique* israélien, et spécialement en relation avec la droite ultra-nationaliste, qui, sous son apparence séculaire, en réalité partage beaucoup de leur fébrile, exaltée

⁴⁰⁰ L'ex président de la *Israeli League for Human and Civil Rights* (Ligue israélienne des Droits humains et civils).

vision du monde. Il s'agit d'un fondamentalisme très spécial, ethnocentrique et de type *féroce*ment xénophobe, avec croyances et pratiques qui sont “encore plus extrémistes,” dit Shahak, “par rapport à celles attribuées aux extrémistes du fondamentalisme islamique,” si pas “le système le plus totalitaire jamais inventé.”

Comme tout fondamentalisme n'importe où, la version juive vise à restaurer un idéal, un *passé imaginaire*. Si par hasard elle réussit à le faire, l'Israël célébré par les Américains “amis d'Israël” comme un “bastion de la démocratie au Moyen Orient” ne le sera certainement plus. »⁴⁰¹

Concernant le fondamentalisme hindouisme, au moins deux faits snt à signaler. Le premier : Gandhi fut assassiné par un homme appartenant à une fraction fondamentaliste de cette religion, avec l'accusation d'avoir été trop tolérant envers les Musulmans de l'Inde. Deuxième fait : par la suite, et jusqu'à aujourd'hui, en Inde, les massacres de Musulmans sont le fait, encore, de fondamentalistes hindous.

Celui qui, au nom du principe laïc de séparation entre religion et État, condamne les dirigeants musulmans qui veulent que les lois de l'État soient conditionnées par la religion musulmane, pourquoi ne condamne-t-il pas également les dirigeants qui veulent le même conditionnement, par la religion chrétienne, dans les pays chrétiens, et par la religion juive en Israël ?

Parmi les gouvernants U.S., israéliens et certains européens, en particulier italiens et français, combien respectent-ils réellement le principe laïc de *séparation* entre État et religion ? Dans certains pays occidentaux où la Constitution déclare la laïcité de l'État, pourquoi, dans certains établissements publics, est présenté d'une façon *ostentatoire* le signe *religieux* de la religion dominante, à savoir la croix ? »

Dans le même essai, je posais la question :

« La guerre contre le peuple palestinien a-t-elle contribué à améliorer ou à empirer la société israélienne ?

Puis je citais :

« (...) l'unité de la société [est] traversée par des dualismes de moins en moins conciliables : *intégrisme* / *laïcité*, État de droit / justice rabbinique, immigration riche (russe) / misérable (éthiopienne)... »⁴⁰²

⁴⁰¹ David Hirst, in “*The Gun and the Olive*”, voir

<https://www.theguardian.com/world/2003/sep/21/israelandthepalestinians.bookextracts>

⁴⁰² J.F. J. dans l'hebdomadaire *Le Canard Enchaîné* du 3 septembre 2008, dans une présentation du livre « *Le nouvel Israël* » de Emmanuel Faux, correspondant français en

Enfin, je concluais par une observation générale de René Girard :

« Le mot conservateur est trop faible pour qualifier l'esprit d'immobilité, la terreur du mouvement, qui caractérise les sociétés pressées par le sacré.

L'ordre socio-religieux apparaît comme un bienfait inestimable, une grâce inespérée que le sacré, à chaque instant, peut retirer aux hommes. Il n'est pas question de porter sur cet ordre un jugement de valeur, de comparer, de choisir ou de manipuler le moins du monde le "système" afin de l'améliorer. Toute pensée moderne sur la société ferait ici figure de démence impie, propre à attirer l'intervention vengeresse de la Violence. »⁴⁰³

Tout cela étant dit, les affirmations de Amine Zaoui sont-elles différentes de celles d'un vulgaire intellectuel occidental souffrant d'islamophobie, masquant un racisme et une arrogance de classe nantie ?...

Plus grave encore. Nous savons que les intégristes islamistes déclarent, en substance « *tout musulman est contre la laïcité* ». Ainsi, pour cacher leur fait minoritaire, ils s'accaparent indûment l'ensemble de la communauté musulmane.

Car pour la minorité d'intégristes islamistes, comme la minorité de néo-conservateurs occidentaux, chrétiens et sionistes, la *généralisation à outrance totalitaire*, les premiers sanctifiant *le Musulman* (de manière totalitaire), et les derniers démonisant le même Musulman (de la même manière totalitaire), cette vision mentale est, dans les deux cas, intégriste et fautive. Elle entre parfaitement dans le plan dit du « choc des civilisations » : l'ennemi c'est *le Musulman*. C'est la théorie-arme idéologique justifiant les agressions capitalistes-impérialistes contre les peuples musulmans, lesquels, comme par hasard, ont pour la plupart cette caractéristique : habiter un territoire riche en ressources naturelles, notamment pétrole et gaz.

Or, Amine Zaoui répète exactement la vision intégriste des Islamistes et des néo-conservateurs. Pour lui, aussi, *tout musulman est opposé à la laïcité*. Voilà comment un journaliste-écrivain algérien, par ignorance (?) de la réalité, devient un porte-voix à la fois des intégristes islamistes et de ceux néo-conservateurs impérialistes, en prétendant défendre la démocratie.

Voici pourquoi j'ai inséré le point d'interrogation à propos d'ignorance. Qui ne sait pas, tout au moins s'il n'est pas sourd et aveugle ou de mauvaise foi, que partout existent des Musulmans laïcs ? Qu'il n'est pas nécessaire d'aller

Israël.

⁴⁰³ « *La Violence et le sacré* », Ed. Grasset, Paris, 1972, p. 391-392. Italiques de l'auteur.

jusqu'à évoquer Gamal Albanna, mais que, pour un journaliste algérien, existe notamment un Mohamed Arkoun, un Algérien. N'est-il pas connu pour être l'un des meilleurs spécialistes de l'Islam, partisan sans ambiguïté de la laïcité et... musulman, et qui a passé sa vie à... expliquer qu'on peut être musulman et laïc ?... Il est vrai qu'il n'est pas en odeur de sainteté dans une certaine élite nationale.

Voilà encore plus stupéfiant. À propos de musulman et laïcité, il suffit à un journaliste *scrupuleux* d'écrire sur un moteur de recherche les deux mots « musulman, laïcité », et je suis certain qu'en cherchant, il évitera de proférer l'énormité formulée par Zaoui. A moins que ce journaliste-écrivain vise à plaire à certains journaux occidentaux, tels le *New York Times*, qui l'inviteraient à écrire les mêmes faussetés, en échange de bonne monnaie et gloire médiatique.

Des questions se posent donc. Où le journaliste-écrivain Amine Zaoui a pris les informations qui lui ont permis l'affirmation qu'il a écrite ? Comment expliquer son ignorance sinon son silence sur la dissidence musulmane, démocratique et laïque ? Sa description non pas de certains mais de *tout* Musulman comme anti-laïc, est-ce là une explication caractérisée par ce qu'il appelle « clarté et courage intellectuel et politique » ?

Enfin, notons que l'article est paru sur le site intitulé « Réseau des démocrates ». Ne doit-on pas en conclure qu'il existe des démocrates qui ont besoin d'effort d'information pour être encore mieux démocrates ? Dans le cas de Zaoui, l'effort consistait – je l'ai dit - simplement à taper sur un moteur de recherche les mots « musulman, laïcité ». Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ?... En Algérie, n'a-t-il *jamais* rencontré un musulman laïc, pas *un seul* ?

Élargissons le débat. Je n'ai pas la stupidité d'affirmer que *tout* démocrate ignore la dissidence laïque et démocratique musulmane, mais je pose simplement la question : dans le monde et en Algérie, combien de démocrates la connaisse, en parle et la soutienne ? Et s'ils sont trop peu à le faire, comment l'expliquer ?

Lettres de l'autre partie de la planète

1. De la spiritualité en Chine

Le Matin d'Algérie, 18 – 20 août 2017

Algérie Patriotique, 7 septembre 2018⁴⁰⁴

Ne dit-on pas « Apprends la science même si c'est en Chine » ?... Eh bien, j'y suis allé, pour apprendre quelque chose de la science de la vie.

Il y a plusieurs années que, par curiosité, je fréquente ce qu'on appelle l'Extrême-Orient, notamment la Chine.

J'évoquerai ce qui m'a frappé le plus et en premier. Bien entendu, je présenterai des observations générales substantielles, non le résultat d'une recherche académique. Je fournirai certaines données non par stupide et inutile étalage d'érudition, mais pour montrer combien, en Occident (par rapport à la Chine, l'Algérie en fait géographiquement partie), immense est l'ignorance de ce qu'on nomme l' »Empire du Milieu », et combien nous perdons ainsi un enrichissement dans le domaine intellectuel.

Je n'oublie pas qu'en communiquant ces informations en Algérie, je fus vu, par certains prétendument musulmans conformes à la tradition, comme un « mécréant », un « kâfar ». J'expliquais néanmoins que je me limitais simplement à informer sur une réalité existante, qu'en outre le prophète de l'Islam, lui-même, conseilla d'aller apprendre la science même en Chine (« *atloubi al'ilma wa laou fi çînne* »). Par conséquent, je prie le-la lectrice de lire mes propos en sachant le respect que je dois à toute croyance et opinion, dans la mesure où elle n'est pas cause de nuisance à autrui.

En Chine, j'ai trouvé une situation spirituelle absolument nouvelle, complètement inattendue, totalement inimaginable, inconnue dans l'autre partie de la planète, celle appelée « Occident », d'où je venais. Pour la commodité de l'exposé, j'entends par « Occident » l'Europe entière, le sud de la Méditerranée, dont le Moyen-Orient, l'Afrique subsaharienne et le continent américain, bref cette partie de la planète dominée par l'une des trois religions monothéistes.

En Chine, il existe, certes, des croyants de cette foi (essentiellement chrétiens et musulmans) ; mais ils forment une infime minorité dans la population, sauf dans la province nord-est habitée majoritairement par des Ouïghours musulmans.

⁴⁰⁴ La version parue sur *Algérie Patriotique* est modifiée et amplifiée.

Cependant, la majorité des Chinois de l'immense pays ignore jusqu'au mot « Dieu ». Depuis l'Antiquité, les gens se réfèrent au 天 (Tiān), qui signifie « ciel ». Donc une chose naturelle.

Le mot comprend deux éléments : 大 qui représente l'être humain, et 一, une barre au-dessus, qui suggère le ciel. Pratiquement, donc, 天 (Tiān), c'est le ciel qui se trouve au-dessus de l'être humain.

C'est du ciel, en tant que réalité *concrète*, que tout vient : bienfaits et malheurs. Du ciel vient le soleil pour réchauffer ou causer des sécheresses catastrophiques ; du même ciel proviennent la pluie bienfaitrice ou les orages destructeurs. Une telle importance accordée au ciel est logique, étant donné la prédominance de l'agriculture qui dépend du climat, autrement dit de l'état du ciel.

L'empereur tenait son pouvoir du « Ciel », il en était le « fils ». Là, aussi, on est dans la logique concrète. Selon l'état bénéfique ou maléfique de la météorologie céleste, le pouvoir du souverain sera bon ou mauvais. Donc rien de supra-naturel, rien de métaphysique.

L'une des interprétations possibles du caractère chinois signifiant « souverain », « roi » est 王 (Wáng). Le dessin comprend trois lignes horizontales : la supérieure représenterait le ciel, la seconde, les êtres humains, et l'inférieure, la terre. La ligne verticale qui les unit correspondrait au souverain dont le rôle est de concilier ces trois éléments. Là, encore, on est dans le concret. Celui qui ne sait pas unir ces trois éléments ne peut se prétendre souverain.

Dans ma fréquentation des gens, ce qui m'a le plus et en premier lieu impressionné c'est que personne ne m'a demandé de quelle religion j'étais, ni quelle croyance je professais. Ce n'est pas un argument de discussion. Non pas qu'il n'a pas d'importance, mais il est considéré comme aspect choses strictement privé, n'entrant pas et ne conditionnant pas les relations sociales.

En effet, depuis des millénaires, attestés par des documents écrits, ce peuple chinois vit harmonieusement en adoptant confucianisme et taoïsme, ensuite bouddhisme venu de l'Inde. Ce ne sont pas des religions, mais des conceptions d'ordre éthique, spirituel.

Le mot « religion » se dit 宗教 (zōng jiào). Il est composé de deux termes.

Le premier 宗 est, à son tour, composé de deux caractères : 宀 qui signifie toit (de maison, donc par extension « maison »), et 示, qui signifie quelque chose qui vient (se révèle) d'en haut (du ciel).



Le second caractère 教. Il est composé de trois éléments. 爻 (mélanger ou entrelacer) ; 子 (bébé) ; 攴 (une main tenant un bâton).

Donc l'expression 宗教, qui correspond au terme occidental « religion » signifie : dans une maison (un lieu fermé 宀), entrer en action (爻) avec un enfant (子, quelqu'un qui ne possède pas de connaissance), par l'emploi d'un bâton (攴, imposition), pour lui montrer quelque chose qui vient d'en haut (示, ciel).

Dès lors, on se rend compte de deux faits. 1) les termes occidentaux ne traduisent *pas correctement* ceux chinois ; 2) les mêmes termes occidentaux *réduisent* ceux chinois à une conception auto-centrée *occidentale*, qui ne correspond pas à la conception chinoise.

Par cet exemple, j'espère avoir rendu concrets et compréhensibles cinq aspects : 1) ce qui *sépare fondamentalement* la conception mentale-intellectuelle-spirituelle occidentale (dans ce cas monothéiste) de celle chinoise ; 2) connaître l'une en ignorant l'autre c'est connaître uniquement la réalité d'une *moitié* de l'humanité ; 3) c'est uniquement en connaissant les deux conceptions différentes de ces deux parties de l'humanité qu'on peut se permettre de dire : « l'humanité... etc... » Autrement, la vérité objective devrait obliger à se limiter à dire : « La *moitié* de l'humanité à laquelle j'appartiens est... etc... » ; 4) les gens d'Occident devraient en venir à la modestie de ne pas se considérer comme étant « l'humanité entière » et « universelle », mais simplement sa *moitié*, car existe une autre moitié qui ne partage pas la même conception mentale-intellectuelle-spirituelle ; 5) enfin, c'est uniquement en se familiarisant avec les conceptions de ces deux parties d'humanité qu'on peut se permettre de parler et d'écrire en employant le terme « l'humanité ».

C'est pourquoi il faut réfléchir quand, en Occident, on entend ou on lit des expressions du genre « l'universalité de », par exemple, chez les théologiens (religion, Dieu, Déluge universel, péché originel, anges, Satan, etc.), chez Platon (l'Idée) ou chez Freud (le complexe d'œdipe).

Tenons à l'esprit, également, l'écriture. Au contraire de celles occidentales (y compris la langue arabe), l'écriture chinoise se compose de caractères qui, dans leur majorité absolue, correspondent à des objets ou actions *concrets*. Dans la vie d'un Chinois tout ce qui n'est pas concret, matériel, empiriquement constatable n'intéresse pas parce que non praticable.

De là, on imagine la totale perplexité d'un Chinois si on lui raconte des faits tels les suivants : la genèse du point de vue biblique, avec l'histoire d'Adam et d'Eve ainsi que leur descendance ; Yahvé qui a préféré un

« peuple élu » auquel il a offert une « Terre Promise » ; Jésus conçu par un « esprit saint » et mis au monde par une vierge ; la controverse, à propos du Coran, pour déterminer s'il a été « créé » ou « incréé » de tout temps.

Élargissons l'examen. En Occident, le problème fondamental est celui du « Bien » et du « Mal », de leur existence et de leur lutte permanente. On retrouve ces deux concepts aussi bien dans les conceptions gréco-romaine que judéo-chrétienne-musulmane ; ce dernier groupe sous forme d'anges du « Bien » et d'anges du « Mal » dont le représentant archétypal est Satan.

En Chine, rien de tout cela. Deux forces animent l'univers, elles forment une unité contradictoire, autrement dit deux éléments qui se livrent une lutte. Ils sont tout-à-fait matériels : le yīn (forme traditionnelle 陰 ; forme simplifiée 阴) et le yáng (forme traditionnelle 陽 ; forme simplifiée 阳). La première mention connue de ces deux concepts se trouve dans un ouvrage écrit, estime-t-on, environ 600 av. J.-C : le 道德經 (dào dé jīng, livre de la voie et de la vertu). L'œuvre aurait été écrite par Lao Ze, qui serait le fondateur du taoïsme.

Revenons aux deux concepts.

Le premier caractère chinois est composé de deux éléments : 阝 (simplification du caractère 阜 : mur, colline) et 隹 (deux éléments : l'un 今 signifiant aujourd'hui, et l'autre 云, nuage) dont la forme simplifiée est 月 (lune). C'est donc la partie du mur soumise à l'obscurité-froideur de cet astre.

Le second caractère chinois est composé, également, de deux éléments. Le premier est le même que dans le premier caractère, 阝 (mur, colline) ; le second élément est, au contraire, 昷 (soleil 日, créant des ombres 勿) dont la forme simplifiée est 日 (soleil). Donc, c'est la partie du mur soumise à la lumière-chaleur de cet astre.

En élargissant la signification, on arrive à ceci. Le yīn, de couloir noire, correspond au principe « négatif » (pour parler en terme occidental), et (pour parler à la chinoise), ce qui *reçoit* quelque chose, tel le ventre de la femme, la terre, l'obscurité, le froid. Tandis que le yáng, de couleur blanche, correspond au principe « positif », ou, plutôt, ce qui *donne* quelque chose, tels le soleil, le sperme de l'homme, la lumière, la chaleur. Bref, tout ce qui est « positif » dans l'univers et dans la vie correspond au yáng, et de « négatif », au yīn.

Plus encore, ces deux éléments ne s'opposent pas de manière tranchée, manichéenne. Comme le symbole le suggère (voir photo), il y a un peu de « noir » dans la partie blanche, et, inversement, un peu de « blanc » dans la



partie noire. Donc pas d'absolu : rien n'est jamais tout blanc ou tout noir. Si on recourt au langage occidental, on dirait : dans le « Mal » existe du « Bien », et inversement. On est donc totalement étranger à la conception occidentale du « Bien » (ou de l'« Ange » rien que bon) d'un côté, et du « Mal » (ou de l'« Ange » rien que mauvais) de l'autre.

Ajoutons ceci : la forme en « S » des parties blanche et noire suggère le mouvement permanent de ces deux éléments, s'interpénétrant l'un l'autre.

Avec le yīn et le yáng, nous avons là une sorte de matérialisme dialectique. En voici les caractéristiques : 1) unité complémentaire des deux éléments ; 2) interdépendance, l'un ne pouvant pas exister sans l'autre ; 3) contradiction et donc lutte entre eux ; 4) possible remplacement ou transformation (mutation) de l'un en l'autre, par exemple le soleil remplace la lune, le jour se transforme en nuit, un bien peut se transformer en mal, et vice versa.

Le Yin, représenté en noir, évoque le principe féminin, la lune, l'obscurité, la fraîcheur, la réceptivité, etc. Le Yang quant à lui (laissant apparaître le fond blanc), représente entre autres le principe masculin, le soleil, la luminosité, la chaleur, l'élan, etc. Cette dualité (qui n'a rien de manichéen) peut également être associée à de nombreuses autres oppositions complémentaires (telles que : souffrance / jouissance ; aversion / désir ; agitation / calme ; rondeur / anguleux ; etc).

Et qu'est-ce qui anime ces deux éléments fondamentaux ?... Le 气 (qì), gaz. En Occident, on l'appellerait le « souffle originel ». On est dans le concept de « souffle » de vie pour tout ce qui est vivant dans la nature.

D'où l'on comprend que si on déclare à un Chinois que tout, sur terre et dans l'univers, dépend d'une volonté unique divine (Yahvé, Dieu, Allah), ce Chinois vous regardera avec les yeux écarquillés, parce qu'il ne comprend pas ce que vous dites, parce qu'il ne constate empiriquement rien de cela dans la nature.

Retournons aux trois spiritualités dominantes en Chine. Depuis l'antiquité jusqu'à aujourd'hui, il est courant de voir des personnes emprunter à deux ou aux trois conceptions leur personnelle vision spirituelle, de manière syncrétique. En bons matérialistes, les gens prennent ce qui convient à leur vie concrète partout où ils pensent trouver quelque chose d'utile.

C'est dire que parler de « tolérance » en Chine n'a pas de sens. Tolérer, c'est croire à la « supériorité » de sa propre conception, tout en daignant consentir à accepter l'existence d'une autre, en sous-entendant qu'elle est



inférieure (puisqu'on y adhère pas). Rien de pareil en Chine. On admet les différences spirituelles comme on trouve normal la pluralité des fleurs, tout simplement. Les gens vivent simplement cote-à-cote, laissant chacun-e libre de croire ce qui lui plaît.

Ajoutons ceci. Les trois conceptions existantes en Chine furent très rarement et exceptionnellement causes de conflits nécessitant le versement du sang.

Bien entendu, après l'apparition de chacune de ces trois doctrines spirituelles laïques, il s'est trouvé une minorité de personnes qui en a profité. Elles ont employé leurs connaissances en la matière pour constituer un clergé parasitaire, ne travaillant pas, mais vivant d'une part des largesses des gouvernants (satisfaits de trouver une caste d'idéologues justifiant leur domination sur le peuple), et, d'autre part, des offrandes présentées par le peuple lui-même, malgré sa pauvreté. D'où la présence de magnifiques et luxueux temples. On peut les admirer. Personnellement, j'en estime la dextérité des artistes, mais je dédaigne la profusion de richesses (or et autres pierreries). Ceci dit, ce clergé a inventé deux catégories. D'une part, d'affreux démons ; leur aspect terrorise littéralement les « mauvais » fidèles à l'une ou l'autre des trois conceptions spirituelles. D'autre part, existent également les bonnes divinités ; elles récompensent d'une manière ou d'une autre les « bons » fidèles. Bref, la traditionnelle méthode, celle-ci réellement planétaire, de la carotte et du bâton.

Évidemment, des fidèles se rendent dans ces temples, se livrent à des prières, bien concoctées par le clergé qui veille à ce que les fidèles alimentent en argent la caisse du temple.

Cependant, j'ai remarqué quelque chose d'étonnant. Dans le comportement et le regard des fidèles, aucune crispation fidéiste, aucun accoutrement distinctif, mais des gestes simples, calmes, doux, beaux à voir. L'atmosphère est libre, sereine, apaisante.

Et pas de cloches d'église ni de muezzin à travers un haut-parleur. Les fidèles savent à quel moment ils doivent se rendre au temple.

En outre, quiconque peut y entrer librement, bien entendu, en habit décent, avec un comportement respectueux de l'endroit et, en cas de cérémonie en cours, d'en respecter le déroulement. Qui veut acheter et brûler des bâtons d'encens ou s'agenouiller devant une statue est libre de le faire. Pour les plus cultivés, elle représente simplement un être humain qui s'est distingué par

une sagesse notable (du genre Socrate) ; pour les moins cultivés, la statue constitue une sorte de divinité dotée de pouvoir extra-humain.

Par conséquent, la majorité du peuple chinois est athée, dans le sens qu'il n'a pas de religion incarnée par diverses divinités (comme dans l'antiquité grecque, égyptienne ou romaine), ni de Dieu unique (comme dans le monothéisme).

À propos d'athéisme, en Occident, on imagine que sans religion, c'est le règne du désordre, du vol et du crime. Un écrivain occidental des plus renommés, Dostoïevski, a écrit : « Si Dieu n'existe pas, alors tout est permis ! » Et dans les pays occidentaux, presque tous le croient. Si l'écrivain russe en question n'ignorait pas la réalité d'un pays pourtant limitrophe au sien, la Chine, aurait-il exprimé son affirmation ? Disons plus encore. Dans une précédente contribution j'ai raconté une anecdote significative. Pour qui ne l'a pas lue, je la répète.

Au Moyen-Age, le Vatican envoya en Chine un missionnaire pour évangéliser le peuple. Après une fréquentation assidue de ce dernier, le prêtre affirma que ce peuple n'avait aucun besoin de religion. Il justifia ainsi cette opinion : ce peuple possédait des conceptions spirituelles lui permettant un comportement meilleur que celui des peuples qui croient à une religion telle que celle pratiquée en Europe ; en outre, parmi ce peuple, il n'y eut jamais de guerre de religion.

Quelle fut la réaction de la hiérarchie catholique ?... Elle excommunia cet honnête serviteur de la vérité. Et on s'imagine facilement ce que dirait un croyant monothéiste d'aujourd'hui, de mentalité totalitaire : il traitera ce prêtre de « mécréant », de « kâfar ».

En Chine, quand le sang a coulé, il le fut de manière sincère, autrement dit non en évoquant une Volonté Divine, mais en parlant de territoire à occuper, de ressources naturelles et de peuple à exploiter. Envahisseurs et résistants s'affrontaient par les armes, sans cacher leurs ambitions derrière aucun Livre Sacré.

Qu'une moitié de l'humanité, celle vivant en Occident, ignore tout sinon presque tout de la spiritualité de l'autre moitié de la même humanité, au point de considérer ses propres conceptions religieuses comme « universelles », n'est-ce pas totalement stupéfiant ?... Il est vrai qu'en séjournant en Chine, la première fois, j'avais la très bizarre impression de me trouver sur une autre planète, au sein d'une autre espèce vivante. Cela ne



provenait pas uniquement de l'apparence physique des habitants, notamment les yeux bridés, mais de leur culture, de leurs spiritualités.

En Chine on croit à des « esprits ». Le mot existe : 神 (shén). Voici comment comprendre ce terme. Il est composé de deux caractères. 申 est l'indication de la prononciation (shén), tandis que la signification est donnée par l'élément 示, dont le sens sémantique est 上 (qui vient d'en haut). À rapprocher du caractère composé 電 : il signifie une lumière (电) qui tombe de la pluie (雨), tel, par exemple, un éclair. Voilà tout ce que, chez un Chinois, le mot 神 (shén) suggère. Dès lors, on comprend que sa traduction par le terme occidental « esprit » n'en rend pas toute la signification. C'est que la langue chinoise est fondamentalement concrète, et, par conséquent, sa spiritualité. De là on peut, alors, comprendre que le mot ou le concept « Dieu » ne fait pas partie du vocabulaire chinois, il est inconcevable parce que non concret, non matériel.

Ainsi, il y a l'« esprit » de la montagne, de l'eau, etc. Voici un exemple de la manière dont se forme et se conçoit un « esprit ».

Au XVI^e siècle, Matteo Ricci, un jésuite italien, porta en Chine des horloges, alors inconnues dans le pays. Puis, il se familiarisa avec la langue et la culture au point d'être adopté comme un lettré. Après sa mort, ce personnage devint, dans la spiritualité populaire chinoise, objet de vénération comme maître des horloges et protecteur des horloges.

Cependant, il y a, en Chine, une croyance dans une continuité de l'existence humaine après la mort. Il ne s'agit pas de ce qu'on appelle l'âme, mais d'« autre chose ». Je ne suis pas parvenu à en savoir davantage. J'ai assisté à un enterrement. Ce ne fut pas le corps à être mis en terre, mais une petite urne contenant les ossements du défunt, auparavant brûlés dans un four crématoire. En la plaçant dans la tombe, le fossoyeur fit une interpellation. J'en ai demandé l'explication. L'homme a dit : « Eh ! Vous qui êtes là-dessous ! Voici un nouveau venu. Veuillez bien l'accueillir ! » Donc, le mort ne va pas au « ciel », ni à un « paradis » où il serait accueilli par des anges, ni dans un « enfer » où l'ange du châtement le recevrait, mais simplement dans un « ailleurs » qui se trouve au sein de la terre. J'ai remarqué qu'un membre de la famille tendit au fossoyeur quelques pièces de monnaie, en métal. Ce dernier les prit et les déposa près de l'urne. « Qu'est-ce ? » ai-je demandé. « Beh ! Cet argent servira au trépassé dans le monde où il séjournera, pour acheter ce qu'il lui faudra. »

En fermant la tombe, avant de partir, la famille du mort laissa tout près des... fruits et autre genre d'aliments. « Il s'en servira comme nourriture », m'a-t-on dit.

Le culte des ancêtres occupe une place très importante dans l'esprit des gens. On le comprend d'autant plus que ce peuple a plus de trois millénaires d'histoire, et entièrement documentée par écrit ! Les livres existaient en Chine quand, en Europe, on ignorait encore l'écriture.

Mais, et c'est là ce qui m'a frappé le plus, moi qui viens d'une moitié de planète où la haine et le sang se répandent au nom d'une religion, en Chine je n'ai constaté nulle discussion religieuse parmi les gens. La majorité des personnes se montrait étonnée quand j'évoquais la religion et Dieu. Chacun est libre de croire ce qu'il veut, et personne ne s'y intéresse. La spiritualité est une affaire totalement privée, libre, qui ne discute pas. L'État, depuis l'antiquité jusqu'à présent (à l'exception de la très courte période dite de « Révolution Culturelle » maoïste) favorise le pluralisme. Il n'intervient que si une secte se propose d'utiliser sa croyance de manière politique, pour changer le régime en place. Ce fut le cas du mouvement dit « Falun Gong » derrière lequel on découvrit aisément la... C.I.A. Il fut interdit et réprimé.

Alors que l'Occident était en proie aux répressions internes, aux guerres civiles et étrangères, justifiées par une foi religieuse, voici ce qui en était ailleurs :

« À la fin du XIII ème siècle, la Chine fit partie d'un immense empire mondial, qui allait de Vienne jusqu'à Séoul. Sous la pax mongolica (...) à Guillaume de Saint Louis, le souverain mongol, Mongka, aurait dit : "Dieu nous donne plusieurs doigts de la main. Ainsi nous donne-t-il plusieurs religions." Aussi vit-on alors en Chine côte à côte des églises nestoriennes et catholiques, des mosquées, des synagogues, des pagodes. »⁴⁰⁵

Aujourd'hui, l'État reconnaît officiellement cinq conceptions spirituelles : taoïsme, bouddhisme, islam, catholicisme et protestantisme. Quant au confucianisme, c'est une morale, un ensemble de préceptes de conduite pratique du point de vue social, politique et domestique. Remarquons que les conceptions spécifiquement chinoises sont le confucianisme et le taoïsme ; les autres sont venues de l'étranger ; cependant, le bouddhisme s'est suffisamment développé parmi les lettrés et la population. Quant aux trois religions monothéistes, elles demeurent très minoritaires si l'on considère

⁴⁰⁵ Pierre DoDinh, « *Confucius et l'humanisme chinois* », Ed. Seuil, coll. Maîtres spirituels, Paris, 1958, p. 172.

l'ensemble du pays, et non pas la province nord-orientale habitée par les Ouïghours musulmans.

Observons une particularité. Le plus souvent, le confucianisme a été érigé en doctrine d'État. Il a, en effet, tous les éléments pour justifier la domination d'une élite intellectuelle sur la société, de manière hiérarchique et autoritaire. Tandis que le taoïsme, au contraire, n'eut généralement pas la faveur, pour des motifs évidents : il contient des éléments libertaires anti-étatiques et anti-autoritaires.

A propos de l'importance des diverses croyances dans la Chine actuelle, voici ces informations trouvées sur Wikipédia.

Avant de les citer, une observation. Dans le texte, les termes « religion » et « dieux » sont strictement occidentaux, et n'ont pas d'équivalents dans la langue chinoise. Les mots adéquats à celle-ci devraient être « conception spirituelle » pour « religion », et, pour « dieux », êtres humains sanctifiés après leur décès, ou êtres légendaires plus ou moins humanisés. C'est donc dire que la personne, appartenant à la culture gréco-romaine-judéo-chrétienne-musulmane, qui lirait des informations sur la Chine, employant des concepts spécifiques à ces cultures, croient à des similitudes avec la culture chinoise, alors qu'il n'en est rien. Cette dernière est totalement autre chose, une manière différente de concevoir spirituellement le monde.

Voici donc la citation :

« Statistiques du "Chinese Spiritual Life Survey" pour l'an 2010 :

Religion traditionnelle chinoise : sous ce terme sont regroupés dans certaines statistiques les taoïstes et pratiquants de la religion populaire : 932 millions ou 69,5%

Culte des dieux et des ancêtres : 754 millions ou 56,2%

Religion populaire taoïste : 173 millions ou 12,9%

Taoïsme : 12 millions ou 0,8%

Bouddhistes : 185 millions ou 13,8%

Chrétiens : 33 millions ou 2,4%

Musulmans : 21 millions ou 1,7%

Sans religion : environ 168 millions ou 12,6%. »

Nous constatons la large prédominance de ce qui est appelé « religion traditionnelle chinoise ». Précisons, afin que les mots reflètent fidèlement la réalité, *conception* spirituelle. En effet, parler de « religion » traditionnelle, ou de « sans religion », est totalement inadéquat, car, comme nous l'avons

dit auparavant, confucianisme, taoïsme et bouddhisme ne sont pas des religions, dans le sens occidental du terme, mais des conceptions spirituelles.

Quand je rencontre des gens, ils me reçoivent amicalement, sans jamais m'interroger sur ma croyance. Pour eux seul compte mon comportement. Et si je leur pose des questions concernant leur spiritualité, d'abord ils sont étonnés parce que c'est le genre de question qu'on ne pose pas, parce que cela relève du domaine strictement privé. Néanmoins, tenant compte que je suis un étranger, et amicalement curieux de connaître leur culture, ils sourient, amusés, puis me répondent comme ils le feraient pour un argument scientifique, avec détachement et sérénité. En aucune manière, ils cherchent à me convertir à leur conception. Elle est une simple morale individuelle, pratique, constituée d'éléments pris çà et là selon les désirs de chacun.

Ces trois conceptions ne recourent généralement pas au *prosélytisme*. Elles comptent simplement sur l'exemple concret pour sensibiliser les gens à leur idéal. Plus encore : pour beaucoup de personnes, ces trois conceptions se complètent. Chacun prend dans l'une, les deux ou même les trois autres les éléments concrets qui répondent à ses désirs personnels.

Cette absence de prosélytisme n'a rien à voir avec celui de la religion hébraïque ; celle-ci base le refus du prosélytisme sur l'idée de « peuple élu », qui doit maintenir sa « pureté » en ne cherchant pas à convertir les « goïm », terme désignant les non-Juifs.

Que conclure après ce très bref compte-rendu sur la spiritualité en Chine ? ... Espérons que le lecteur se rendra compte, comme moi, que de l'autre côté de la planète où il vit, existe une presque moitié d'humanité diverse, que, depuis toujours, elle croit à des valeurs spirituelles totalement différentes, qu'elle a autogéré son existence de manière autonome par rapport à une force extra-humaine, que ses conceptions lui ont épargné les fleuves de sang des guerres de religion, qu'il est temps de s'affranchir de toute forme d'auto-centrisme (croire à sa propre conception spirituelle comme étant celle de l'humanité entière, ou qu'elle devrait l'être), que l'auto-centrisme, donnant la fausse illusion de l'universalité, enferme l'esprit dans des limites, sources d'angoisse et de conflits sanguinaires, qu'enfin il est temps de se rendre compte de l'existence de différences spirituelles, lesquelles au lieu de causer des haines et des massacres, sont facteurs non pas de tolérance (j'ai expliqué le sens négatif de ce terme), mais de respect réciproque. Et, selon la fameuse



exclamation proférée le soir du massacre de la Saint-Barthélémy, en France : « Et Dieu reconnaîtra les siens ! »⁴⁰⁶

Dès lors, on peut comprendre le motif pour lequel les dirigeants de l'« Occident » ont toujours maintenu une « muraille » idéologique pour empêcher leurs peuples de connaître la réalité spirituelle de la Chine. En effet, imaginons ces peuples découvrir que l'on peut vivre normalement sans Dieu ni religion, que cela évite de verser des fleuves de sang au nom de Dieu et de la religion, que Dostoïevski a totalement tort en affirmant « Sans Dieu tout est permis »... Quelle catastrophe ce serait alors pour les dirigeants occidentaux et pour leur caste cléricale ! Ils ne pourraient plus utiliser la religion comme instrument d'aliénation et de manipulation des peuples, pour pousser ces derniers à s'entre-massacrer, afin de satisfaire des intérêts strictement matériels oligarchiques : possession du pouvoir pour disposer des richesses de la nation.

Dans une contribution précédente, j'ai évoqué les méfaits de l'ignorance. Eh bien, en voici une : ignorer les spiritualités d'une presque moitié d'humanité.

Terminons avec un mythe indien, j'entends le peuple que les Européens ont massacré dans le continent appelé Amérique.

Les Indiens racontent que la Vérité était toute contenue dans un miroir, suspendu dans le ciel. Un jour, il tomba sur terre et se brisa en diverses parties. Chaque peuple en prit un morceau, en croyant qu'il détenait la Vérité toute entière. L'histoire a montré les funestes conséquences de cette conviction. Heureusement, en Chine, cette légende n'existe pas. Dans ce pays, la règle qu'il m'a semblé constater est celle-ci : *Libre à toi de croire à la spiritualité qui te convient, à condition qu'elle ne nuise pas à ton prochain, et en espérant qu'elle t'est réellement bénéfique dans ta vie. Est-ce perdre son temps que de connaître et de méditer cette conception de l'autre partie de l'humanité ?... N'est-ce pas, là aussi, « chercher la science, même si c'est en Chine » ?*

⁴⁰⁶ Bien entendu, j'ai omis de citer la première phrase de cette proclamation : « Tuez-les tous ! »

Lettres de l'autre partie de la planète

2. Réalité et connaissance

Le Matin d'Algérie, 11 septembre 2018

Algérie Patriotique, 12 septembre 2018

Suite à une première partie sur la spiritualité en Chine, voici une seconde sur la connaissance d'une manière générale.

Qui ne connaît pas le symbole taoïste, ce dessin en noir et blanc, qu'on appelle, aussi, le symbole du yin-yang ?... Mais combien de personnes, hors d'Asie, savent de quoi il s'agit ?

Voici quelques informations substantielles. Elles sont moins le reflet d'explications données par d'autres, que le résultat de lectures et de conclusions personnelles. Donc, sujet à caution. Évidemment, dans le cadre d'un article, elles constituent uniquement une très brève introduction, nécessitant un approfondissement par la personne intéressée.

Précisons, d'abord, que ce symbole du yin-yang remonte à une conception antique, plus de 2.500 ans auparavant, cependant bien documentée par des livres de l'époque.

Ce symbole concerne la réalité objective et la connaissance que l'être humain peut avoir à son propos. En passant, notons qu'ici le terme « Occident » et « occidental » désigne la partie géographique de la planète située à l'ouest du territoire chinois, par conséquent elle comprend non seulement l'Europe (par extension l'Amérique) mais également le Moyen-Orient et l'Afrique.

Yīn yáng (阴阳)

Pour employer un langage occidental, le dessin taoïste représente, d'une part, les forces « obscures », et, d'autre part, les forces de « lumière » existant dans l'univers. Celui-ci comprend, évidemment, la planète Terre et tout ce qu'elle contient, comme matière vivante, et matière dite, de manière erronée, inerte.



L' « obscur », c'est ce que les Chinois appellent *yīn*. Le caractère correspondant est : 阴. Il est composé de deux images : à gauche, un mur ; à droite, la lune.

Donc, le *yīn* concerne tout ce qui lunaire, nocturne, humide, froid. Par extension, c'est tout ce qui est « féminin », parce qu'il reçoit quelque chose, notamment le sperme, source de vie.

Le « clair », c'est ce que les Chinois appellent *yáng*. Le caractère correspondant est : 阳. Il est composé de deux images : à gauche, un mur ; à droite, un soleil.

Donc, le *yáng* concerne tout ce qui est lumière, diurne, sec, chaud. Par extension, c'est tout ce qui est masculin, parce qu'il fournit quelque chose, notamment le sperme, source de vie.

Ces deux forces, *yīn* et *yáng*, ont plusieurs caractéristiques.

Ces deux forces (ou énergies) sont en lutte permanentes entre elles, chacune cherchant à dominer en éliminant l'autre. Nous constatons, ici, une équivalence avec une conception occidentale. Elle est formulée de deux manières. L'une est laïque : la « lutte des contraires, entre le positif et le négatif » ; l'autre est religieuse : la lutte entre « le Bien et le Mal ».

Noir dans le blanc, blanc dans le noir

Voici où la conception chinoise est spécifique, notable. Dans le dessin du symbole, on constate une petite portion de couleur noire dans la partie « blanche », et, réciproquement, une petite portion de couleur blanche dans la partie noire. En voici l'explication. Les deux parties antagonistes, blanche et noire, ne sont pas totalement et uniquement d'une couleur unique. Traduisons ce fait dans le domaine du processus de la connaissance humaine. Dans toute couleur « blanche » (vérité, positivité, lumière) existe une part de « noir » (erreur, négativité, obscurité). Et, vice-versa, dans toute partie « noire » existe une part de « blanc ».

Nous nous trouvons, alors, totalement à l'opposé de la conception occidentale qui se formule par ce qu'on appelle le dualisme absolu. Il affirme l'existence d'un « positif absolu » et d'un « négatif absolu » (dans le domaine laïc), ou d'un « Mal absolu » et d'un « Bien absolu » (dans le domaine moral et religieux).



Plus de vérité ou moins d'erreur ?

Ajoutons ceci. Ne considérons pas la conception religieuse affirmant une Vérité absolue existant de toute éternité. Cette vision est en totale opposition avec la conception taoïste, laquelle est, comme on vient de l'exposer, plus nuancée, relativiste.

Examinons la conception laïque et scientifique. Pendant très longtemps, en Occident, cette dernière a considéré le processus de connaissance comme un progrès vers *plus de vérité*. Puis, à l'époque moderne, les scientifiques (et les philosophes sérieux après eux) ont fini par reconnaître le contraire : la connaissance (ou, si l'on veut la vérité concernant la nature dans le sens le plus général) est un processus vers la découverte de *moins d'erreur*.

Apparemment, il semblerait identique d'affirmer ceci : la connaissance va toujours vers plus de vérité, ou de dire : la connaissance va toujours vers moins d'erreur. En fait, pas du tout. En effet, croire d'aller vers toujours plus de vérité, c'est supposer acquise définitivement une vérité, pour, ensuite, découvrir une autre. Or, l'expérience montre le contraire : le processus cognitif va toujours vers moins d'erreur, car il consiste à corriger ce qu'on croyait être une vérité. En voici deux exemples significatifs.

Le premier concerne Galilée. Les autorités ecclésiastiques refusèrent, au nom d'une « vérité biblique », d'admettre sa découverte ; elle affirmait que la Terre tourne autour du soleil (et non pas le contraire, déclarée dans l'Ancien Testament). Suite à cette découverte d'une erreur d'appréciation, le scientifique fut ... menacé du bûcher s'il ne se rétractait pas. On connaît la réponse qui lui fut attribuée, après s'être vu contraint, pour sauver sa vie, à se rétracter : « Eppure, si muove ! » (Et, pourtant, elle tourne !)

Dans le domaine scientifique, accorder la priorité à une « vérité » a mené, également, au dogmatisme allant jusqu'à la répression. Le cas le plus significatif est celui de Trofim Lyssenko. Durant la dictature stalinienne, ce technicien agricole imposa ses vues « scientifiques » ; cependant, elles étaient conditionnées par l'idéologie. Les résultats concrets révélèrent que ces vues étaient erronées, et avaient entraîné des dommages matériels importants.

Dans le domaine social-politique, un phénomène semblable existe. Voici le plus significatif. Karl Marx (avec Frederich Engels) a cru découvrir les règles absolues du fonctionnement social. Il a ainsi formulé le matérialisme



historique, le matérialisme dialectique, le socialisme « scientifique »⁴⁰⁷, la dictature du prolétariat comme transition pour accéder au communisme, considéré comme phase ultime du salut universel. L'expérience pratique a cependant démontré les graves limites dogmatiques et idéologiques⁴⁰⁸ de ces diverses théories, notamment par les tragédies que furent le bolchévisme léniniste-trotskyiste et ses diverses variantes.

Actuellement, nous avons affaire à l'idéologie dite « libérale ». Elle affirme le capitalisme comme unique « vérité », conforme à la « nature » humaine. Par conséquent, toute contestation de cette conception serait utopie, charlatanerie et désordre social, à combattre par tous les moyens, y compris illégaux (voir les agissements des services secrets des régimes capitalistes).

Tào (道)

Retournons au symbole *yīn* et *yáng*. Il est généralement associé à la conception spirituelle de ce qu'on appelle le taoïsme. Ce mot vient du fait que cette conception a comme concept central le tào (ou dào). (道). C'est un terme polysémique. Il signifie tout à la fois, voie, méthode, but.

Voici mon interprétation de l'association du symbole *yīn* et *yáng* avec le concept *dào*. L'existence des forces antagonistes *yīn* et *yáng* (obscurité/lumière, erreur/connaissance, négativité/ positivité, destruction/construction, anéantissement/création) et de leurs luttes incessantes pour l'hégémonie, cette figuration donc représente : 1) la *voie* (la manière) dont se comporte l'existant universel, 2) nous montre la *méthode* pour l'affronter positivement, 3) afin d'atteindre le *but* ultime qui est la connaissance. Celle-ci demeure, toutefois, la moins erronée, donc susceptible de correction par une découverte nouvelle qui diminue la part d'erreur.

Ceci étant dit, faut-il s'étonner de découvrir que l'ancêtre de la conception anarchiste, dans sa signification la plus sérieuse, est peut-être un sage taoïste ayant vécu voilà environ 2.400 ans ? Il se nommait Zhuāngzǐ⁴⁰⁹.

⁴⁰⁷ Par respect de la vérité, notons que le premier à utiliser cette expression « socialisme scientifique » fut Joseph Proudhon. À notre connaissance, Marx reprit l'expression mais sans signaler ce fait, s'attribuant ainsi la paternité de la formule.

⁴⁰⁸ L'ironie de l'histoire a voulu que le pourfendeur de l'idéologie tombe dans des vues idéologiques, à son insu.

⁴⁰⁹ Il avait écrit : le monde « n'a pas besoin d'être gouverné ; en fait, il ne devrait pas être gouverné », « le bon ordre résulte spontanément quand les choses sont laissées à leur

Universalité et humanité

Longtemps, parce que né en Occident (Algérie), mes connaissances étaient limitées à la production intellectuelle de cette partie de la planète. Et cela, malgré deux faits : d'une part, le conseil musulman « Demande la science, même en Chine », et, d'autre part, mon adhésion juvénile au maoïsme.

Ce n'est qu'en parvenant à l'âge adulte que je me suis rendu compte de mon effarante ignorance de l'essentiel de la production intellectuelle de la Chine, que j'ai compris l'insensée vision qui croit posséder la connaissance « universelle » et « humaine » parce qu'elle connaît uniquement celle de l'Occident.

Se pose, alors, la question : comment s'explique l'ignorance abyssale des Occidentaux en ce qui concerne la culture chinoise ?... Des motifs principaux me semblent l'expliquer.

Le premier : l'isolement géographique. Déjà, dans l'antiquité, Alexandre dit « le Grand » parvint, dans ses conquêtes, jusqu'en Inde, sans jamais arriver en Chine. Les impérialistes romains, non plus, dans leur extension coloniale, n'arrivèrent jamais jusqu'en Chine, bien que les deux empires, romain et chinois, semblent avoir eu des contacts par l'intermédiaire de représentants « diplomatiques »⁴¹⁰.

Second motif : l'extension territoriale de la Chine lui a toujours permis de vivre de manière autarcique. Il y eut, dans le passé, une fameuse tentative d'élargir la présence chinoise, à travers une expédition maritime constituée par une impressionnante flotte. Mais, pour des raisons diverses, cette entreprise prit rapidement fin.

Troisième motif. Jusqu'au XVIII^e siècle, la Chine se suffisait à elle-même, produisait des découvertes scientifiques et techniques⁴¹¹, et même se permettait d'être une puissance exportatrice de certains denrées. Vint ensuite l'écroulement, l'affaiblissement. Il permit aux puissances coloniales nouvelles, occidentales européennes, de se jeter sur cet espace immense, en opérant ce que tout impérialisme fait : envoyer des armées pour massacrer la

cours ». Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Tchouang-tseu#cite_note-6

⁴¹⁰ Toutefois, dans le nord-ouest de la Chine, existe une localité où les habitants ont d'étranges ressemblances physiques et coutumières qui rappellent les Romains de l'antiquité.

⁴¹¹ Les Occidentaux ignoraient ce qu'était un livre, quand les Chinois possédaient des bibliothèques !

population, asservir les survivants, s'emparer des ressources matériels du pays et, éventuellement, installer des colons.

Ainsi, à l'ignorance occidentale de la culture chinoise s'ajouta l'idéologie impérialiste. Pour justifier sa main-mise sur le pays, elle distilla, par l'intermédiaire de ses « intellectuels organiques » (selon l'expression de Gramsci), tous les préjugés imaginaires sur la « race jaune » fainéante, fourbe, jouisseuse, méchante, barbare, à laquelle l'Occident chrétien devait porter la civilisation et la religion de Dieu. Les impérialistes britannique allèrent jusqu'à la pire des infamies imaginables. Ils établirent la culture de l'opium. Cette pratique eut deux avantages : procurer aux rapaces propriétaires un immense profit, d'une part, et, d'autre part, plonger le peuple chinois dans la dépendance de l'opium, et donc dans la servilité la plus dégradante.

Enfin, vint le sursaut, à partir des années 1920. Il fut, notons-le, d'abord culturel, animé par des groupes d'intellectuels patriotes intelligents et solidaires. Puis ce fut la guerre sociale jusqu'à la victoire des maoïstes. Enfin, nous assistons à la phase actuelle, capitaliste à la chinoise ; elle est entrée en concurrence économique mondiale avec l'impérialisme états-unien actuellement hégémonique, mais économiquement affaibli.

Cette guerre commerciale est, encore une fois, le prétexte pour les idéologues occidentaux, « intellectuels » et journalistes, pour diffuser les clichés sur le « péril jaune » et la « barbarie » asiatique. Le représentant le plus notable de cette idéologie est Samuel Huntington avec sa théorie du « choc des civilisations ». Décidément, ce dernier terme, employé depuis l'antiquité par tout aspirant à l'impérialisme, semble encore fonctionner pour tromper sur les intentions criminelles réelles.

Il reste aux « Occidentaux » qui tiennent à connaître la réelle universalité de l'espèce humaine, de prendre la peine de connaître la culture chinoise.

Alors, ils découvriront quelles carences limitent et appauvrissent leurs connaissances de ce qu'est l'humanité. Pour leur part, les Musulmans connaissent depuis longtemps la fameuse invitation « Atloubi al'ilma wa laou fi sîne » (Demande la science même si c'est en Chine). Mais combien de ces Musulmans pratiquent cette recommandation ?... Et leurs tragédies ne proviennent-ils pas, notamment, de l'ignorance de cette sage recommandation ?

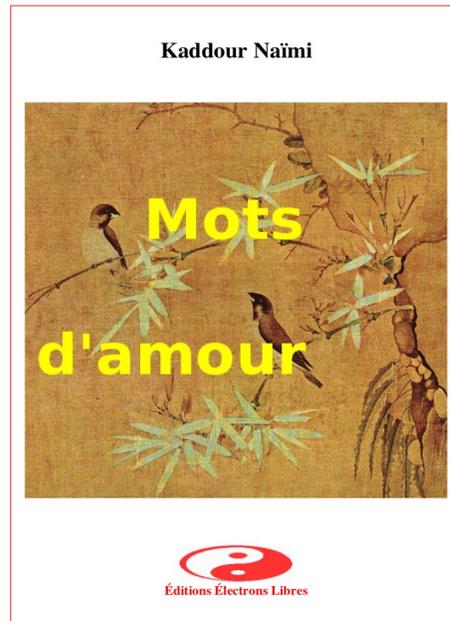
XII.

LITTERATURE



« Mots d'Amour »

Le Matin d'Algérie, 18 juillet 2018
Algérie Patriotique, 20 juillet 2018



Conventionnellement, cela ne se fait pas de présenter soi-même sa propre œuvre. Il y a, cependant, des circonstances où il convient d'ignorer la convention. Voici la préface de « Mots d'Amour ».

Ce premier recueil fait partie d'une « somme » qui comprendra plusieurs autres thèmes, avec le titre général « *Mots pour vivre* ».

La présente seconde édition a été revue et améliorée du point de vue stylistique. Certains textes ont changé de titre, d'autres, de présentation graphique ou de contenu ; en outre, quelques textes ont été ajoutés.

Comme dans mes réalisations théâtrales et filmiques, on retrouve dans ce recueil poétique le souci primordial d'expérimenter en vue d'innover. En effet, si je produis ce qu'ont réalisé déjà les autres, ou de manière moins intéressante, à quoi bon ? Ainsi, s'explique notamment la présentation

graphique des poèmes, en fonction de leur contenu et de l'impact visuel recherché : les uns au centre de la page, d'autres à gauche, de manière conventionnelle, d'autres encore divisés entre une partie à gauche et une seconde à droite de la page.

Deux motifs expliquent cette singulière présentation. D'une part, comme déjà mentionné, je suis metteur en scène et réalisateur filmique ; cela me porte à accorder son importance à l'aspect visuel, y compris dans la présentation d'un écrit poétique. D'autre part, depuis ma jeunesse, je fréquente et admire la peinture et la poésie chinoise classiques ; dans celles-ci, les textes poétiques font partie intégrante des œuvres picturales, et vice-versa ; en outre, l'écriture est en elle-même une peinture. Par conséquent, je tente de suivre cette voie : que les poèmes s'adressent aux yeux non seulement pour être *lus*, mais tout autant pour être *vus*. Un exemple :

Bénédiction

O créatures humaines ! Aimons ! Aimons !...
De tout notre amour, aimons !
Avec tout ce qu'il y a de beau en nous, aimons !
C'est notre seule authentique bénédiction
quand nous mourrons.

Ajoutons que mes activités comme dialoguiste, dans mes œuvres théâtrales et filmiques, me portent également à prêter toute l'attention à la lecture des poèmes à haute voix, donc à l'*ouïe*. Je les soumetts à ce critère pour vérifier et mettre au point leur qualité sonore, musical.

La présent recueil poétique fut d'abord publié en italien, en 2008. Alors, je résidais dans la patrie de Dante Alighieri depuis vingt huit ans. M'étant familiarisé et imprégné de la culture locale, j'ai donc osé composer dans sa belle et raffinée langue.

Un lecteur italien averti, en lisant le recueil, a parlé de « nouveau Catulle ». En réalité, au moment de la publication, je connaissais uniquement le nom de ce poète. Par contre, je reconnais des filiations et les revendique : Nazim Hikmet, Jacques Prévert, la poésie chinoise classique de l'époque des Tangs, et les haikus japonais. Ces productions ont un point commun : le souci du maximum de simplicité formelle pour exprimer le contenu le plus dense.



Dans mes textes poétiques, j'ai la même préoccupation. Ils sont généralement courts, même très courts. Dans le texte de l'ex-colonisé que je suis, il n'y a absolument rien de ce qui caractérise les productions d'auteurs victimes d'aliénation coloniale ou néo-coloniale, sans en être affranchis. Donc, rien de « flamboyant », de « recherché », de « précieux » pour impressionner les auteurs des « métropoles » coloniales ou ex-coloniales, comme pour leur dire, poussé par un complexe d'infériorité plus ou moins conscient : »Regardez comme je suis capable, comme vous, et même mieux que vous ! »

C'est que j'ai lu, médité et tiré les leçons nécessaires des analyses sur la mentalité aliénée, coloniale et néo-coloniale, notamment les ouvrages de Frantz Fanon, d'Albert Memmi et d'Edward Saïd.

« Mots d'amour », dans sa première version en italien (« *Parole d'amore* »), fut préfacé par une romancière reconnue d'Italie : Dacia Maraini. Elle est née et vécut sa première enfance au Japon. Citons un extrait :

« Dans les poésies de Kadour Naimi se concentre, en somme, tout un univers d'émotions et désirs qui appartiennent certainement à la tradition lyrique d'argument amoureux, mais qui prennent dans le croisement de deux cultures, celle européenne et celle de matrice arabe, une nouvelle et intense saveur littéraire. Il ne s'agit donc ni de vers de circonstance ni de la froide répétition de clichés sentimentaux, mais de la narration d'un amour toujours et de toute manière indispensable pour donner un sens à l'existence. »

Ce premier recueil poétique fut précédé par la parution de poèmes singuliers dans diverses publications. Le tout premier poème fut publié en français, en Belgique (1977) : « *Cinq doigts de la main arrachés* »⁴¹². D'autres sont parus en italien. Citons deux textes, publiés en 2000, que je traduis en français ; ils annonçaient déjà le contenu et la forme du recueil « Mots d'Amour ».

⁴¹² Dans une revue d'extrême-gauche maoïste : « *POUR la révolution* ». Un pseudonyme fut utilisé, pour conjurer une éventuelle répression étatique. Le texte est librement disponible ici : <https://www.kadour-naïmi.com/f-poesie.html>

et une version sonore ici :

<http://www.litteratureaudio.com/livre-audio-gratuit-mp3/naïmi-kadour-cinq-doigts-de-la-main-arraches-poeme.html>

Exit

Exit du cocon de la mère
Exit de la famille.
Exit du pays.
Mais le plus déchirant exit,
l'exit de soi-même.

À la vie !

Quand je mourrai,
faites la fête
pour ce que j'ai bien vécu
et ne faites pas la tête
pour ce que j'ai mal foutu.
Quant à mon sort,
après ma mort,
je ne suis pas décidé.
De mon corps,
faites ce que vous voulez.
Si vous m'enterrez,
mettez-moi au cimetière d'Oran,
au soleil et le plus près de la mer.
Si vous m'incinérez,
parfumez mes poussières
et répandez-les dans l'air.
À vous qui m'aimez,
et aussi à vous qui me détestez,
je ne dis pas : Adieu,
je chante : *À la vie !*

Après sa publication en italien, « Mots d'Amour » eut, en français, une première parution en France (2011), puis une seconde (2017). Cette dernière est gratuitement disponible ici : <https://www.kadour-naïmi.com/f-poesie.html>

Une version sonore d'extraits est en libre accès ici : <http://www.litteratureaudio.com/livre-audio-gratuit-mp3/naïmi-kadour-mots-damour.html>

XIII.

THÉÂTRE⁴¹³

⁴¹³ Concernant ce domaine, voir mon ouvrage « *Éthique et esthétique...* », o. c.



Au théâtre, les absents sont les artistes !

Le Matin d'Algérie, 27 octobre 2016



La pièce de théâtre « *La Valeur de l'Accord* », présentée dans la cour de la ferme ex-autogérée Bouchaoui, pour un public commun de paysans et d'étudiants. De dos, au centre, tenant un tambourin, l'auteur (1969).

Voici peu de temps, dans la presse, fut soulevé le problème de l'absence du public au théâtre. La lecture de ce qui a été publié m'a interpellé pour y ajouter ma contribution, basé sur mon expérience personnelle.

Si le public est absent, les motifs sont clairs, et cela depuis... l'indépendance du pays. Les voici.

Ce qui est proposé au public ne l'intéresse pas, ne concerne pas sa vie réelle, ou, dans l'affirmative, la présente avec les défauts suivants : insuffisance professionnelle (mauvaise construction dramaturgique et/ou mauvaise mise en scène), superficialité, démagogie, manque de charme artistique, selon la formule « kaouar ou'ati alla'ouar » (roule et donne au borgne), le borgne étant le public.

Le jour et/ou l'heure proposés pour la présentation du spectacle sont inadéquats.

Ceci pour la couche de société qui dispose des moyens économiques pour se rendre dans une salle de théâtre conventionnelle.

En ce qui concerne cette autre couche sociale, plus nombreuse, dont le salaire a du mal ou ne parvient pas à satisfaire les nécessités fondamentales de la vie (nourriture, logement, santé, scolarité des enfants, etc.), aux motifs cités s'ajoutent d'autres.

Le prix du billet, quoique modique, est inaccessible, surtout si plusieurs membres de la famille veulent assister au spectacle.

L'endroit où est proposé le spectacle n'est pas dans le quartier où habite le public, notamment celui des travailleurs manuels, mais loin, au centre de la ville, dans la partie la plus aisée, pas fréquentée ordinairement par ce genre de public ; en outre, il faut utiliser un moyen de transport public (pas toujours disponible) pour s'y rendre. N'oublions pas le sentiment d'insécurité qui domine en période nocturne.

L'enceinte où se déroule le spectacle présente une architecture intimidante, avec ses immenses portes, ses larges escaliers, ses rutilants rideaux, ses éblouissants lampadaires, tous manifestant l'aisance petite-bourgeoise ou bourgeoise. Le gamin d'ouvrier que j'étais en a souffert, en passant devant l'entrée du théâtre, à Sidi Bel Abbès, dont il n'a jamais osé franchir le seuil.

Voici les causes qui m'avaient indiqué clairement, à la fin de 1968, la voie à suivre. Elle fut déclarée, dès le départ, dans le Manifeste public de la compagnie que j'avais fondée en août 1968 ; et cette méthode fut pratiquée, permettant le succès auprès du public, qui répondit très favorablement.

Non pas attendre les subventions de l'État, mais compter sur soi-même pour monter les œuvres, quitte à pratiquer une forme de théâtre de « guérilla ».

Non pas attendre que le public vienne à moi pour voir mes œuvres, mais, au contraire, aller chez lui, là où il travaille, là où il étudie, là où il vit. Et faire encore mieux. Exemple : j'ai pu non seulement porter le spectacle aux paysans, mais y amener également des étudiants chez eux, pour assister ensemble à la représentation. Voir la photo de la représentation de *La Valeur de l'Accord*, à la ferme Bouchaoui, près d'Alger, en 1969.

Non pas lui proposer ce qui me plaisait exclusivement, mais, au contraire, m'arranger afin que ce qui m'intéressait soit, aussi, du goût du public.

Non pas proposer au public des œuvres de composition traditionnelle, qui se pratiquait plusieurs siècles auparavant, en aggravant le cas par un bavardage inutile, présomptueux et égocentrique, mais des productions

capables de concurrencer ce que le public aime le plus, aujourd'hui, à savoir les téléfilms et les films d'action. Exemple : la première pièce réalisée par la compagnie que je dirigeais, *Mon corps, ta voix et sa pensée*, se caractérisait par la recherche expérimentale d'avant-garde, et le thème en était la version scientifique de l'apparition de l'espèce humaine sur terre. Cela n'a pas empêché le public, y compris rural, de l'apprécier.

Non pas utiliser une langue, parce que jugée raffinée par ce qui la pratiquent (arabe littéraire), tandis que le public ne la comprend ni ressent, mais recourir à un idiome qui est le sien (arabe parlé ou tamazight), toutefois suffisamment travaillé pour être embelli par une dimension poétique.

Non pas se présenter avec des habits et des attitudes du genre « nous on est cultivés, civilisés et nous daignons venir vous offrir de la culture et de l'art, bandes de bicots ! » Mais s'adapter aux usages du public populaire pour se faire accepter par lui.

Non pas se contenter de présenter le spectacle, puis s'en aller, mais solliciter et animer un débat avec le public pour connaître ses réactions et ses suggestions, afin de lui présenter par la suite une production meilleure et plus à son goût, sans le flatter basement, ni le manipuler par un discours démagogique qui, néanmoins, ne le trompe pas.

Non pas produire une pièce en se contentant de la présenter à un festival, national ou international, dans l'espérance d'un prix à exhiber aux amis et à la famille, mais la présenter dans tous les endroits possibles du pays. Exemple. En 2012, j'ai vécu mon unique expérience négative. J'ai commis l'erreur de réaliser une pièce dans un théâtre régional d'État. Il est toutefois vrai que j'avais accepté, intéressé par la promesse du directeur d'organiser une tournée de la pièce sur tout le territoire national. C'était là un compromis, car j'avais proposé de présenter la pièce, également, dans des lieux de travail et d'étude. Un sourire m'a fait comprendre que cette proposition était trop « décalée » de la réalité algérienne dominante. Résultat : beaucoup d'argent (du peuple) dépensé pour une unique représentation à un festival. Le directeur de l'établissement a estimé que cela suffisait, pas besoin qu'un autre public voit cette œuvre.

Durant mon activité théâtrale en Algérie, celle où j'avais choisi librement l'indépendance administrative du pouvoir étatique, je n'ai jamais senti l'absence du public. C'était, je le répète, moi qui allais le trouver, chez lui, jusqu'au village où les paysans n'avaient jamais assisté à une pièce de théâtre. C'est là que j'ai constaté, avec un immense bonheur, combien j'étais en présence du public le meilleur que j'aurais pu trouver, parce que simple,

dans le plus noble sens du mot, parce que réellement assoiffé de connaissance, parce que, malgré ses limites culturelles, désirant réellement jouir de l'art, cette autre manifestation du légitime plaisir de vivre.

En 2012, lors d'un séjour au pays, on a parlé de l'éventualité de me confier la direction d'un théâtre régional. J'ai répondu que cela était praticable, pour des motifs évidents. Mon programme aurait compris les mesures suivantes : tous ceux qui, dans l'établissement, percevaient un salaire sans rien faire devraient choisir entre travailler pour le mériter ou démissionner ; pour les autres, nécessité de produire trois à quatre pièces par an ; ensuite, les présenter dans tous les lieux possibles du pays, y compris dans les bidonvilles des cités et les douars des campagnes.

Mais, posons franchement les questions suivantes.

Ceux qui gèrent le pays ont-ils intérêt à encourager une production théâtrale de qualité (c'est-à-dire qui fait réfléchir, donc critiquer, donc aide à apprendre à auto-gérer la société), et permettre à cette production d'être vue par un public populaire, susceptible de s'en saisir pour s'émanciper de son état d'exploitation et d'obscurantisme, au point de mieux choisir ses dirigeants ?

Les artistes qui reçoivent de ces dirigeants un salaire et des privilèges accepteraient-ils de ne plus se contenter de faire le minimum pour justifier ce salaire et ces privilèges, et d'accomplir l'effort intellectuel d'apprendre à produire des œuvres de qualité, et l'effort physique d'aller les présenter partout dans le pays ?

Le peuple algérien, ou le public si l'on préfère, n'a-t-il pas, malgré ou à cause de sa condition économique précaire, une soif de culture et d'art aussi impérieuse que le Sahara a besoin d'eau ? Et si, depuis l'indépendance, ce territoire n'a pas trouvé les personnes capables de le transformer en jardin, mais, qu'au contraire, la désertification progresse, doit-on s'étonner de constater que le public n'a pas trouvé les artistes qui désaltèrent sa soif culturelle et artistique mais, qu'au contraire, l'obscurantisme domine ?

Ni en Algérie ni ailleurs, ni aujourd'hui ni dans l'antiquité, jamais le public - notamment celui des travailleurs manuels d'une part, et, d'autre part, celui des travailleurs intellectuels, - jamais ce public n'est absent, quand on sait lui proposer des œuvres conformes, dans des lieux adéquats, à des moments convenables, avec le respect qu'il mérite, et la reconnaissance de son droit à la culture et à l'art les meilleurs.

J'espère avoir brièvement mais suffisamment expliqué pourquoi ce n'est pas le public mais les artistes qui sont absents. Au moment où j'écris ces

lignes, loin du pays, je suis l'un de ces absents. Puis-je, néanmoins, me permettre de lancer un appel ? Que les artistes, animés de l'idéal qui reconnaît au peuple son droit à la dignité, et réellement passionnés par un art théâtral authentique, démontrent, dans la pratique, dans quelle mesure est vrai ce que j'ai affirmé dans cette intervention. Ce que le Théâtre de la Mer a pu réaliser, avec succès, dans un passé dictatorial et caporalisé, pourquoi d'autres, aujourd'hui, ne pourraient-ils pas l'accomplir, dans une démocratie bien que très limitée ?

Ce n'est pas à l'État qu'il faut s'en prendre, mais aux artistes incapables de s'auto-gérer. Ce n'est pas, non plus, au public qu'il faut adresser des reproches, mais, encore une fois, aux artistes, incapables de produire du bon théâtre qui puisse l'intéresser. Seulement ainsi sera mis fin au bavardage sur la « crise » du théâtre en Algérie. L'entreprise est certes difficile ; il reste à démontrer qu'elle est possible. Elle a besoin d'artistes qui s'inspirent de l'exemple de Larbi Ben Mhidi, Mohamed Boudiaf et bien d'autres de leurs compagnons.

Kadour Naïmi,
ex-fondateur et animateur du *Théâtre de la Mer* (1968 - 1972).



Rêve théâtral

Le Matin d'Algérie, 13 Novembre 2016



Une halqa traditionnelle en Algérie vers 1930
(photo d'un inconnu, libre de droit).

Dans l'obscurité et le recueillement de la nuit, j'ai fait un rêve. Il est tellement beau que je le communique aux autres, pour en partager le plaisir.

J'ai songé qu'en Algérie :

- chaque quartier de ville, chaque village et chaque douar a une troupe de théâtre amateur ;
- elle est autogérée par ses membres ;
- ce sont des jeunes et des adultes, des hommes et des femmes, de métiers divers, aussi bien intellectuel que manuel ; dans les villes les ouvriers et les chômeurs côtoient les étudiants ; dans les villages et les douars agissent ensemble des jeunes scolarisés et des paysans illettrés ;
- ces artistes amateurs, malgré leurs problèmes quotidiens, ou, plutôt, pour trouver une manière de les affronter, se livrent à l'activité théâtrale ;
- quelques professionnels, disposant d'une formation professionnelle, se déplacent pour dispenser gratuitement leurs connaissances aux membres de



ces troupes amateurs ; cependant, ceux-ci acceptent de leurs indications uniquement ce qui correspond à leur manière propre de concevoir le théâtre ;

- les œuvres sont écrites et mises en scène collectivement, dans la langue comprise par les habitants du lieu ;

- leur contenu parle des problèmes réels vécus par les membres de la troupe, par leurs parents et par leurs amis, etc. ;

- la forme artistique des réalisations s'inspire des meddahs traditionnels des places publiques populaires, notamment l'espace scénique en halga, le recours à la musique et au chant ;

- la réalisation des œuvres réclament un matériel pas coûteux, mais simple, facilement concevable et transportable ;

- les lieux de présentation des spectacles sont l'endroit même où la troupe s'active, ainsi que d'autres lieux de vie, de travail ou d'étude ;

- selon leurs possibilités, les troupes se déplacent dans un véhicule, sur une charrette conduite par un âne, ou à pied ;

- le temps des représentations est de jour, donc sans nécessité d'éclairage artificiel, ou le soir, illuminé par un éclairage public ;

- les spectacles sont suivis par des débats durant lesquels les spectateurs forment librement leurs commentaires et suggestions, et les artistes présentent leurs éclaircissements ;

- toutes les activités théâtrales sont auto-financées par les membres des troupes, grâce à leurs propres disponibilités financières et aux dons volontaires des spectateurs ; pour y parvenir, leurs spectacles sont composés essentiellement de leur corps, de leur voix et de quelques éléments de décor, suggestifs, laissant le reste à l'imagination des spectateurs ;

- pour répondre à leurs nécessités vitales, les membres de la troupe ont un travail, tandis que les chômeurs sont aidés par leurs compagnons ;

- en règle générale, les spectateurs dont la présence à la représentation est naturellement gratuite, offrent volontairement aux artistes les uns des dons en argent, d'autres, le repas ;

- quand les spectacles en arabe populaire sont donnés dans la partie amazighe du pays, les paroles sont doublées en tamazight durant la représentation ; vice-versa, quand les spectacles en tamazight sont donnés dans la partie arabophone, de même, les paroles de la pièce sont doublées en arabe populaire durant la représentation ; ainsi, les spectateurs des deux parties du pays se familiarisent avec leurs langues réciproques ;

- partout, dans les quartiers des villes comme dans les villages et les douars, le public est très nombreux à la représentation ; tous déclarent qu'ils



préfèrent assister au spectacle plutôt que de voir à la télévision un quelconque « mousalssal » ; ils expliquent leur choix par deux motifs : les pièces évoquent leurs problèmes de manière intéressante et touchante, d'une part, et, d'autre part, le débat qui s'ensuit leur permet de dire ce qu'ils pensent et d'apprendre ce que les autres pensent ;

- les représentants des troupes amateurs organisent, de manière autogérée, des festivals où sont présentées les œuvres, respectivement de tous les quartiers de la ville, puis de tous les villages, puis de tous les douars, enfin un festival national où sont présentés les spectacles des villes, villages et douars ;

- ces festivals, eux aussi autogérés et autofinancés collectivement, sont itinérants ; ils ont lieu chaque année dans une ville, un village ou un douar différent ;

- les œuvres sont présentées sans aucune forme de compétition ; elles sont uniquement l'occasion de se rencontrer, de se connaître, d'échanger des expériences et de s'entraider ;

- de temps à autre, une ou plusieurs œuvres se distinguent par des qualités inattendues, qui font d'elles une production qui rivalise très honorablement avec ce qui existe de mieux dans le théâtre mondial ;

- des journalistes ont écrit avec enthousiasme, décrivant l'originalité de cette activité théâtrale, de tous les points de vue ;

- de l'étranger, d'autres journalistes et professionnels sont venus voir puis relater cette création artistique qui n'existe nulle part ailleurs ;

- tous, spectateurs et journalistes, notent la simplicité de ces artistes, leur attention à apprendre à réaliser des œuvres de qualité, leur amour illimité pour le théâtre et leur profonde affection pour le public auquel ils proposent leurs productions ;

- quand ils répondent aux interviews, ces artistes ne disent jamais « je », mais toujours « nous » ; il est vrai que l'écriture comme la mise en scène s'effectuent réellement en commun ;

- les propositions faites à ces artistes amateurs de rejoindre les théâtres professionnels sont déclinées comme incompatibles avec leur conception du théâtre ; ils veulent rester des amateurs, tout en ayant une autre occupation par ailleurs : outre à leur procurer un salaire pour vivre, elle leur permet, comme ils disent, de « ne pas se scléroser dans la pratique d'une seule activité » ;

- les subventions offertes sont acceptées à la seule condition de ne pas interférer sur l'activité théâtrale telle qu'elle est pratiquée ;



- aux invitations à participer à des festivals internationaux, ces troupes d'amateurs posent la condition de jouer uniquement dans la périphérie de la ville, celle la plus délaissée, dans un local simple ou sur une place publique ; cela explique pourquoi ces troupes ne vont à aucun festival international ; les membres en sont contents ; ils disent : « Cela nous évite d'être récupérés par le cancer de la gloire et la rapacité pour l'argent » ;

- ce qui est certain et le plus important, aux yeux de ces artistes, c'est que dans chaque production le public trouve un double plaisir : jouir de beauté et comprendre comment se construire une vie plus digne, quelque soit l'endroit habité : ville, village ou douar.

En me réveillant, j'ai voulu me rendormir avec l'espoir de voir une représentation de ces troupes d'amants du théâtre.



Peuple laborieux, qui pense à toi ?

Le Matin d'Algérie, 19 janvier 2017



Une partie du public, lors de la présentation de « *La valeur de l'accord* » à la ferme ex-autogérée de Bouchaoui (1969).

Veut-on constater à quel point on peut, en Algérie, étudier ou faire du théâtre tout en ignorant la *majorité* de ses destinataires potentiels ?... Un article permet de s'en rendre compte (Fayçal Métaoui, *Comment séduire le public ?* publié sur le quotidien *El Watan* du 30.09.2016).

Écartons d'abord tout malentendu. Je n'ai pas assisté à la journée d'études dont il rend compte ; je ne dispose que de ce qu'a écrit le journaliste. Par conséquent, mes observations se basent uniquement sur ce qu'il a relaté.

On lit :

« Le théâtre algérien (TNA) ose enfin ouvrir le débat sur l'intérêt que porte le public aux pièces. Des solutions sont proposées pour faire *revenir* les spectateurs dans les salles. (...) Comment renouer avec le public ? Comment faire pour *attirer les spectateurs* en grand nombre *vers les salles de théâtre* ? Des questions auxquelles ont tenté de répondre plusieurs intervenants (...) »

La réponse est dans la question elle-même : on ne se préoccupe nullement d'*aller vers* le public, dans les lieux où *lui* se trouve : les quartiers où il vit,

pour ne pas ajouter ceux où il travaille. En outre, étant donné que les salles de théâtre se trouvent uniquement dans quelques villes, plus exactement dans leur centre, le reste de la population n'est pas considéré : celle qui vit dans les *périphéries* de ces villes, celle qui vit dans les villes *dépourvues* de ce genre d'établissement, et celle qui réside à la campagne, dans les grands et petits *villages*.

L'essayiste Ahmed Cheniki déclare :

« Comme si le spectateur était *absent* de la représentation théâtrale, alors que tous les grands hommes de théâtre prennent comme point de départ le public qui contribue à façonner les réseaux thématiques et les éléments esthétiques. Il est tout à fait normal d'interroger ce phénomène du public dont les réponses permettraient peut-être de régler au-delà de la dimension esthétique les jeux extrêmement complexes de la réception et de la fréquentation», souligne-t-il. Ahmed Cheniki propose de revoir l'organisation des établissements étatiques du théâtre et des coopératives. « Le statut de ces coopératives est flou.

On ne sait pas si elles sont dans le théâtre amateur ou professionnel. Les créateurs du théâtre sont victimes d'une situation figée et d'une *gestion peu étudiée des espaces de spectacles*», dit-il. »

Là, aussi, l'intervenant parle d' « *absence* » du spectateur et non pas des *artistes* de théâtre *auprès* du public.

Pourtant Ahmed Cheniki est un chercheur et essayiste qui, de par ses fonctions, connaît l'expérience du Théâtre de la Mer, dont il a parlé dans des écrits précédents. Il sait sinon devrait savoir que cette compagnie n'a jamais eu à se poser le problème du public, puisque c'est elle qui *allait là où il se trouvait*, précisément :

- en ville, dans des espaces divers : de travail (usines), d'études (lycées, université), de vie (quartiers)
- dans les centres de formation professionnelle de petites villes,
- à la campagne : dans des villages, comme Gdyel, ou à la ferme autogérée de Bouchaoui, près d'Alger.

Entre fin 1968, moment de sa fondation, jusqu'à 1973, où j'ai quitté la compagnie, elle a présenté ses réalisations des *centaines* de fois, de cette manière. Seulement *quatre* représentations de *Mon corps, ta voix et sa pensée* furent données au TNA d'Alger (où spectateurs et acteurs se trouvaient sur le plateau, transformé en espace circulaire de jeu, autrement dit halga) et *cinq* représentations de *La Fourmi et l'Éléphant* à la salle El Mouggar d'Alger.

Pourquoi Cheniki n'a pas relaté cette expérience qui démontra, dans les faits, que le problème n'est pas l'absence du public au théâtre, mais le contraire, celle des artistes auprès du public ?

« Pour Ahmed Cheniki, le théâtre doit avoir des rapports continus avec les *écoles*, les *universités* et les secteurs du *sport* et de la *jeunesse*.
« Il faut s'interroger sur ce qu'on peut faire aujourd'hui pour améliorer l'activité théâtrale en *Algérie*. Allons-nous reprendre les expériences de *Allalou*, *Alloula*, *Bachtarzi* ? » s'interroge-t-il. »

Quand Cheniki évoque un public *autre* que conventionnel, il ne mentionne pas celui *laborieux* : la partie de la population qui vit dans les quartiers pauvres, ainsi que les ouvriers des usines, les paysans des fermes et des villages.

En outre, on constate que ce chercheur cite des « expériences » mais *pas* celle du Théâtre de la Mer. Pourtant, en matière de public, quelle troupe et quel homme de théâtre a accompli ce que cette dernière et son animateur ont réalisé auprès du public dans *toutes* ses catégories, sans en exclure aucune ?

Dans l'article, on lit ensuite :

« Makhlof Boukrouh a analysé l'évolution de la présence du public au fil du temps depuis l'indépendance du pays. « Dans les années 1960, 1970 et 1980, le problème ne se posait pas. Le public était présent. Les chiffres peuvent en témoigner. Il y avait un environnement qui permettait ce déplacement du public. Aujourd'hui, il faut *s'interroger* sur le *fonctionnement* des théâtres, sur la *qualité* des spectacles offerts au public, sur la *continuité* des représentations », relève-t-il. »

On constate que le seul genre de public considéré est l'habituel public : celui des établissements conventionnel des villes.

On lit encore :

« Il faut être réaliste et se dire : que se passe-t-il avec nous ? Comment sont gérés les établissements de théâtre ? Ont-ils des programmes à long terme ? Comment choisit-on un texte ? Qu'avons-nous fait ces dix dernières années ? Où sont passés les résultats des conférences et débats organisés au TNA ? » se demande le metteur en scène Chawki Bouzid. Il plaide pour un *rapprochement* entre *pratiquants du théâtre*, *les critiques* et *l'administration des théâtres*. « Pour l'instant, chacun est dans son *carré*. Avant de penser au public, il faut instaurer un dialogue entre les *créateurs* et *l'administration*. »

Et pourquoi pas le « rapprochement » entre les pratiquants de théâtre et le *public* qui ne *peut pas* aller dans les salles conventionnelles des quelques

villes ?... Les hommes de théâtre ne sont-ils, eux, dans leur « carré », en ignorant ce public ?

L'article poursuit :

« Habib Boukhelifa, enseignant à l'Institut supérieur des métiers des arts de spectacles et de l'audiovisuel (ISMAS), estime que (...) « Un système politique et social qui ne peut pas gérer une ville ou *sécuriser* le citoyen ne peut pas, à mon point de vue, organiser une activité théâtrale. »

Il est vrai que le problème sécuritaire existe. Mais dans quelle mesure ce facteur est vraiment déterminant dans l'absence de public ?

« Ces dernières années, nous avons tourné en rond. L'entreprise théâtrale est devenue plus un espace de *rente* qu'un espace de production. »

N'est-ce pas, justement, cette « rente » qui, non seulement explique la carence de production, mais, également, l'oubli du public ?... Tant que le salaire mensuel arrive dans le compte bancaire, pourquoi se soucier d'autre chose ?

« Ceux qui peuvent améliorer beaucoup de choses à l'art théâtral sont *marginalisés*, entre autres, les enseignants de l'ISMAS. Comment peut-on souhaiter la présence du public avec des spectacles *médiocres*, des spectacles qui ne répondent pas à l'amplitude passionnelle d'un peuple et à son authenticité (...) La présence du public dans les salles dépend de la *qualité* des spectacles ».

Bien entendu, la médiocrité est un des facteurs d'absence de public. Mais, là encore, celui évoqué est le même : celui des salles conventionnelles. La « recherche », justement proposée par Boukhelifa, ne concerne *pas* les *autres catégories de public*.

Continuons.

« Hamida Aït El Hadj, metteur en scène et enseignante à l'ISMAS, refuse que les créateurs soient culpabilisés. « Nous ne sommes pas coupables de la désertion du public, de l'absence du théâtre scolaire. Le théâtre a *disparu* des écoles et des manuels d'enseignement. Les gens du théâtre ne sont pas coupables de la *décennie noire*.

Pendant dix ans, les Algériens ne pouvaient pas sortir de leur maison le soir, comment voulez-vous qu'ils reviennent au théâtre aujourd'hui ? Il n'y a pas de *transport* le soir dans les *villes*. Tout s'arrête après 17h. Je ne suis pas coupable et je continue de lutter pour que le théâtre vive dans *ce pays* », relève Hamida Aït El Hadj, plaidant pour revoir le

système de formation aux arts dramatiques et les formules de *tournées* des spectacles. »

Il est vrai que la « décennie noire » a tout bloqué. Mais elle a pris fin en l'an 2000 environ. Dix-sept années sont passées. Alors ?

Quand Hamida parle de « *ce pays* », entend-elle autre chose que l'habituel public des conventionnels théâtres ?

Voyons la suite :

« Mohamed Frimehdi, metteur en scène, estime qu'il faut prendre en compte les *complexités* de la vie sociale moderne, la *technologie* et les modes de *consommation* avant d'analyser la problématique de la relation du public avec le théâtre. « Les arts vivants doivent s'adapter à cette situation.

Les *jeunes* portent aujourd'hui dans leurs poches, grâce au *smartphone*, des tonnes d'informations, d'images et de sons du monde entier. La dictature de la rapidité fait que les gens n'ont plus le *temps* d'aller à une salle de spectacle pour passer une heure à regarder une pièce.»

Là, aussi, le même conventionnel public est envisagé. En outre, si l'on suit la logique de cet extrait, ne semble-t-il pas que la seule solution qui reste est tout simplement de fermer les théâtres ?

« La plupart des intervenants ont insisté sur l'importance de la communication et de la *promotion* des spectacles de théâtre, notamment à travers l'affichage en *ville*, les *réseaux sociaux* et les *médias*. « Avez-vous vu un jour une publicité pour pièce de théâtre dans journal ou au petit écran ? » interroge le critique Nabil Hadji. »

Cet extrait laisse supposer que les participants croient à la *qualité* des œuvres proposées, tout en ne considérant, encore, que le public conventionnel des villes.

Enfin, l'article conclut :

« Le *scénographe* Abderrahmane Zaâboubi souhaite l'organisation d'assises nationales «*sérieuses*» sur le théâtre pour discuter de tous les problèmes et proposer des solutions en vue de relancer les arts vivants *à travers le pays* d'une manière durable. « Il faut ouvrir un *débat direct avec le public*, inviter ses *représentants* à ces assises, savoir ce qu'il veut », propose-t-il. »

J'apprécie la référence de Zaâboubi au « sérieux ». En outre, il est le *seul* à considérer le public comme ayant quelque chose à dire pour « savoir ce qu'il

veut ». Notons que ce souci est exprimé non pas par un chercheur, un auteur ou un metteur en scène, mais uniquement par un *scénographe*.

J'aurais voulu, cependant, savoir ce qu'il entend par l'expression « à travers le pays » : à quels *types* de public il se réfère ?

Concluons.

Dans toutes ces interventions, à l'exception de Zaâboubi, le public est évoqué *sans* considérer important de savoir ce que *lui* pense et veut.

En outre, le *seul* public évoqué est celui des théâtres *conventionnels* des *quelques* villes où il existe.

Toutes les autres catégories de public ne sont pas mentionnées : celles qui, précisément, sont *exclues* du droit culturel de voir des œuvres théâtrales. Et ces catégories sont exactement celles qui *produisent* la richesse du pays, sont la *majorité* de la population, et fournissent la *nourriture* que mangent les participants à cette journée d'études : les *ouvriers* et les *paysans*, sans oublier leurs familles qui vivent dans des quartiers *délaissés* des villes, et dans des *villages* mal entretenus dans les campagnes.

Pourquoi donc ce public-ci n'a *pas* bénéficié de l'attention des intervenants ? Pourquoi le journaliste qui relate leurs propos n'a *pas*, lui non plus, noté cette particularité ?... Question subsidiaire : pourquoi l'expérience du Théâtre de la Mer n'a pas été rappelée, tout au moins par le chercheur Cheniki et le journaliste Métaoui ?

Ultime question : le problème du théâtre en Algérie réside-t-il dans l'absence du public ou, au contraire, dans l'*ignorance* où est tenue sa *majorité* par ceux qui écrivent sur le théâtre ou le pratiquent ? Cette majorité de public ne mérite-t-elle pas l'attention de la part de personnes qui, je suppose, sont démocrates et progressistes ?

Kadour Naïmi,
ex-fondateur et animateur du *Théâtre de la Mer*.

Pour une fédération autonome du théâtre libre

Le Matin d'Algérie, 18 juillet 2017

Dans ma précédente contribution⁴¹⁴, j'ai défendu l'existence d'un théâtre autogéré. Mais, demanderait-on, comment cela est-il possible aujourd'hui ?

D'abord il s'agit de s'inspirer des expériences passées. Parmi elles je signale celle que je connais le plus puisqu'il s'agit de la mienne. Elle exista pendant quatre années (1968-1972), et cela en période totalement dictatoriale.

Alors, les compagnies théâtrales libres se comptaient sur les doigts d'une seule main.

Aujourd'hui, il semble que leur nombre est plus appréciable.

Commençons par lever un malentendu ou, plutôt, par fournir une clarification.

Au temps de la dictature, on distinguait les compagnies dites « professionnelles » de celles nommées « amateur ». La différence était justifiée par le fait que les premières étaient subventionnées par l'État, et donc inféodées à lui, au contraire des secondes.

Or, le Théâtre de la Mer, par exemple, était une compagnie totalement autonome. Elle demanda au ministère de tutelle d'alors l'autorisation d'exister, mais on ne répondit pas à sa requête.

Néanmoins, elle exista quand même de manière professionnelle, dans le sens que : 1) ses membres vivaient (difficilement mais vivaient) du produit de leur production théâtrale, 2) le niveau artistique de ses réalisations témoignaient un professionnalisme certain, attesté tant par la critique nationale que par des observateurs étrangers.

Cependant, en Algérie, des historiens et « experts » de théâtre algérien continuèrent généralement à considérer cette compagnie comme « amateur », suivant, en cela, l'idéologie étatiste, pour laquelle seules les

⁴¹⁴ Voir V. INTELLECTUELS et ARTISTES / « *Contre le mercenariat, pour l'art autogéré* ».

compagnies inféodées à elle et rémunérées par elle étaient tenues comme « professionnelles ».

Aujourd'hui, il est nécessaire de s'affranchir de ce genre de distinction servile. Toute compagnie qui réalise les deux critères avancés auparavant (vivre du produit de la production et témoigner un niveau artistique conséquent) est à considérer comme professionnelle. Et pas seulement les gens qui travaillent dans les établissements financés par l'État.

Ajoutons une précision qui s'impose. Dans le passé dictatorial, comme aujourd'hui, il ne fut pas rare de constater qu'une compagnie dite « amatoriale » ait produit une réalisation nettement plus professionnelle, du point de vue qualitatif, que les pièces des théâtres subventionnées par l'État.

Cependant, il est incontestable que les compagnies autonomes souffrent de manque de moyens financiers, comme ce fut le cas du Théâtre de la Mer, dans le passé.

Comment résoudre cette difficulté ?

Recourir aux « sponsors », privés ou étatiques ?... Dans la contribution précédente, j'ai évoqué le sérieux risque que cette dépendance financière entraînerait.

Certainement, les recettes du public sont et seront insuffisantes.

Dès lors, que faire ?... voici ma proposition.

Créer une fédération des compagnies théâtrales autonomes, sans distinction entre « professionnelles » et « amateur ». Ces deux formes ont intérêt à coopérer et à s'entraider.

Cette forme d'organisation libre et autogérée devrait étudier et trouver les moyens d'une entraide réciproque efficace. Par exemple, mettre à la disposition les uns des autres des moyens matériels, un local, une action d'information du public sur les représentations, etc.

Que les membres des compagnies parviennent à se convaincre par ce que l'expérience pratique enseigne : seule et isolée, une compagnie autonome est trop faible ; au contraire, si elle est aidée par d'autres, il est possible qu'elle puisse réussir à monter sa pièce, à trouver un public pour elle et, enfin, à engranger un peu d'argent.

Une ultime solution serait de consacrer une partie du temps à gagner un salaire par l'intermédiaire d'un travail honnête, et consacrer l'autre partie du temps, y compris une part du gain obtenu, à la production et à la représentation de l'œuvre. L'amour de l'art libre est à ce prix.

Bien entendu, comme ce fut le cas au Théâtre de la Mer, les moyens de mise en scène devraient être les plus simples possibles, pour les rendre

facilement transportables ; il faut que le spectacle puisse être présenté aussi bien dans un local, de nuit, avec un éclairage adéquat, que de jour, sur une place public. Par expérience, je sais que ce n'est pas facile, mais au Théâtre de la Mer, cela fut concrétisé.

Alors, chères et chers artistes du théâtre, professionnel ou amateur, mettez en marche votre imagination ! Et, j'espère, que la lecture du témoignage (lien ci-dessous) que je viens de publier vous aide à trouver vos propres idées pour aujourd'hui.

Pour davantage d'informations sur la manière d'agir, voir « *Éthique et esthétique...* », o. c.



Comment retrouver le public algérien au théâtre et ailleurs

Algérie Patriotique, 10 mars 2018

Le Matin d'Algérie, 10 mars 2018

Éternel problème depuis l'indépendance du pays : artistes, journalistes et essayistes « experts » ont toujours et continuent à parler de « retrouver » le public, quand ils ne se lamentent pas de son « absence », laissant croire à son manque d'intérêt pour la culture et l'art. Comme quoi c'est toujours la faute au public, et jamais celle des artistes. Enfin, ces derniers évoquent la « décennie sanglante » comme cause de cette absence de public ; dans ce cas, encore, c'est le public qui a « peur » d'aller dans les salles de théâtre. Mais quasi jamais les artistes (et les intellectuels) n'évoquent leur propre responsabilité dans ce qu'ils appellent l' « indifférence » du public à la culture et à l'art. Bref, le peuple a toujours tort, et les intellectuels et artistes ont toujours le beau rôle d'avoir raison. Ainsi, leur Super-ego est content. Partout dans le monde, et dans les pays « sous-développés » davantage, le petit-bourgeois a toujours besoin de se croire meilleur de ce qu'il est, par la « pose », l'habit et la « tchatte ».

Parlons d'abord de théâtre. Désolé d'évoquer mon expérience personnelle, mais je ne vois pas une autre qui lui ressemble et qui mérite, donc, d'être mentionnée. Le détail de ce qui sera dit ici se trouve dans l'ouvrage dont je suis l'auteur⁴¹⁵.

À la fin de 1968, il y avait certes un public qui allait au théâtre. Mais il était composé de gens des villes, précisément de couches sociales petites-bourgeoise et bourgeoise. Car le peuple laborieux, notamment celui manuel, n'allait pas au théâtre, pour plusieurs motifs : 1) l'édifice théâtral se trouve au centre-ville, ce qui demande un déplacement en utilisant un moyen de transport public, méthode pas facile, surtout après une exténuante journée de travail ; 2) le prix du billet, pour un travailleur manuel, n'est pas indifférent, surtout s'il doit aller au théâtre en famille ; 3) le décor même de l'établissement théâtral, son cérémonial et l'uniforme de ses employé-e-s

⁴¹⁵ « *Éthique et esthétique...* », o. c.

intimident le travailleur manuel et sa famille à se rendre dans cet endroit ; 4) généralement, le contenu et la forme de l'œuvre théâtrale sont étrangers, pour ne pas dire rebutants, à ce genre de spectateurs. Bref, on demande au peuple laborieux de venir là où il ne se reconnaît en rien ! Ne parlons pas du public des campagnes : là, aucun lieu théâtral digne de ce nom. Après le peuple manuel des périphéries des villes, celui des campagnes est le plus méprisé, depuis toujours par les petits-bourgeois et les bourgeois. Et, pourtant, sans les paysans, comment se nourrir, et sans les ouvriers, comment obtenir certains biens matériels indispensables ?

C'est donc dans cette situation que j'avais fondé le *Théâtre de la Mer*, à Oran. Et, dès le départ, refus de jouer dans l'établissement public conventionnel et officiel. Mais uniquement dans des places publiques de quartier (Ville Nouvelle, Lamur), dans des cours de lycée, d'usines, dans des villages (tels Gdyel, pour les paysans), et même et même pour les malades mentaux à l'hôpital psychiatrique de Sidi Chahmi. Ajoutons que l'accès à la représentation était gratuit, que la forme de la représentation se faisait en « halga », les gens étant assis à même le sol en cercle autour des acteurs, enfin que le contenu de l'œuvre s'inspirait des problèmes concrets réels du peuple laborieux. Chacune des deux premières œuvres eut plus de 150 représentations. Nous n'attendions pas de voir venir le public dans une salle conventionnelle, mais nous allions au public, là où il vivait, travaillait, étudiait.

L'accueil populaire fut tel que la valeur de la démarche fut appréciée non seulement par les membres de la critique nationale, mais également par des observateurs internationaux.

Cette expérience s'est élargie et approfondie en s'activant au sein des Centres de Formation Professionnelle des Adultes. Le Théâtre de la Mer dura de fin 1968 à l'été 1972. Les motifs et les circonstances de ses succès et de sa fin sont décrites en détails dans l'ouvrage déjà mentionné.

Par la suite, Kateb Yacine puis Abdelkader Alloula tentèrent de suivre cette démarche, sans toutefois jamais la mentionner, et sans jamais l'imiter réellement. Depuis lors, l'expérience du Théâtre de la Mer fut quasi totalement occultée de l'histoire du théâtre algérien. C'est le motif pour lequel j'ai écrit l'ouvrage mentionné, pour faire connaître la vérité sur une expérience qui devrait inciter à réfléchir les artistes qui, réellement, se soucient du public en Algérie.

Mesdames et messieurs les artistes (et intellectuel-le-s), vous voulez le public, notamment celui populaire ?... Ne l'attendez pas dans vos salles



conventionnelles et dorées, mais allez là où il vit, travaille, étudie ! Ne lui présentez pas vos tourments égotistes, mais des œuvres dont le contenu reflète les problèmes concrets actuels du public populaire ! Et que la forme scénographique et esthétique de l'œuvre corresponde aux traditions populaires, tout en se caractérisant par des innovations et des recherches du meilleur niveau mondial possible. Le Théâtre de la Mer l'a fait, preuves en sont les comptes-rendus et les essais d'auteurs aussi bien nationaux qu'étrangers.

C'est ainsi que je ferai, si je reprends une activité théâtrale en Algérie. Je l'ai tentée en 2012, à Béjaïa. Mais la pièce que j'avais présentée fut limitée à une seule représentation au Festival International du Théâtre, qui eut lieu dans cette ville. Cependant, le « commissaire » (quel nom sinistre dans le domaine de la culture) de ce Festival enterra cette pièce, interdisant la tournée qui devait en être faite dans le pays. Pourtant, ce « commissaire » était un « progressiste » et un « démocrate », selon ses dires.

Aussi, à la fin de 1968 comme aujourd'hui, chaque fois que je lis ou entends un-e artiste parler de public algérien, en évoquant son « absence » et l'attente de sa « venue », je suis indigné ! En effet, ce n'est pas le public mais les artistes qui sont absents⁴¹⁶ ! Car, à moins de ne viser que le public petit-bourgeois et bourgeois des villes, le public populaire n'a aucun motif d'aller dans les lieux conventionnels de théâtre ; par contre, il a besoin que les artistes aillent le trouver avec des œuvres dont les caractéristiques furent mentionnées ci-dessus.

On voit l'objection : « Eh ! Mais ce privilège accordé au peuple, c'est de la démagogie ! Comment présenter à des ignorants une œuvre profonde, complexe, raffinée ?! »... L'expérience théâtrale du monde (le théâtre grec antique, le théâtre chinois du passé, le théâtre de Shakespeare, de Molière, de Federico Garcia Lorca, etc.) et celle de très rares hommes de théâtre algériens prouve l'inanité de cet argument élitiste aussi prétentieux que médiocre.

Et même si les artistes, journalistes et essayistes algériens, dans leur grande majorité, ignorent (ou occultent) l'expérience du Théâtre de la Mer, sont-ils également ignorants du théâtre populaire qui existait dans les années 1960 en France, et de celui vietnamien, chinois, cubain, pour ne citer que les plus exemplaires ?

⁴¹⁶ Voir ci-dessus « *Au théâtre, les absents sont les artistes* ».

À moins, évidemment, d'être un artiste, un journaliste ou un essayiste petit-bourgeois, intéressé uniquement à un public de la même couche sociale. Alors, d'accord, on comprend la carence de public ainsi que celle des œuvres. Car la petite-bourgeoisie algérienne n'a jamais manifesté un niveau de culture assez élevé pour produire et jouir d'un théâtre réellement à considérer. Et la « décennie sanglante » n'a fait qu'aggraver le phénomène, mais n'en est pas la cause principale. La preuve ?... Depuis l'an 2000, dix-sept années sont passées. Où est le théâtre algérien aujourd'hui, même celui de la petite-bourgeoisie ? Il est le reflet de la situation générale du pays : médiocrité, servilisme, carriérisme, rentier. Tandis que le peuple laborieux, des quartiers populaires des villes et des campagnes, lui, au temps de la dictature comme de l'actuelle démocratie très limitée, est toujours sevré de vraie culture. Car la majorité des artistes, journalistes et essayistes sont des privilégiés du système aujourd'hui dominant. Ils parlent du « peuple », du « public » non pas pour *le* « servir » mais *s'en* servir.

Concernant le cinéma, le même problème se pose. Si l'on a réellement le souci du public, notamment celui populaire, il n'est pas nécessaire de l'attendre dans des salles de cinéma, mais d'aller là où il vit, travaille ou étudie pour lui projeter des œuvres. La technologie vidéo le permet nettement plus que l'époque de la pellicule. Et il faudrait que les films et documentaires aient un contenu et une forme qui répondent aux intérêts de ce public populaire.

La peinture ? La poésie ?... De même : il faut aller au peuple et non pas l'attendre.

Pour ma part, n'ayant pas la possibilité de m'activer actuellement dans l'activité théâtrale ou cinématographique en Algérie, je me suis contenté d'écrire un ouvrage et des articles (dans les rares journaux qui les acceptent) avec l'espoir que des jeunes puissent les lire et, peut-être, s'inspirer de l'expérience du Théâtre de la Mer. Je l'avais réalisée dans des conditions de dictature, tandis le régime actuel, bien qu'aimant la dictature, est contraint de laisser quelques espaces de liberté. Hélas, ce régime dispose d'une arme plus redoutable que la répression du temps de la dictature : l'argent corrompeur des consciences !...

Cependant, finissons ces observations par le titre de la dernière pièce que j'avais réalisée en Algérie, avant mon exil. Elle eut un « Prix de la Recherche populaire » au Festival International du Théâtre de Tunis, en 1973, mais elle ne trouva aucun lieu pour être représentée en Algérie, sous

prétexte qu'elle était « faoudaouya » (agitatrice) : « Et à l'Aurore, où et l'Espoir ? »

Cet espoir est dans les personnes qui sauront aimer le peuple comme il mérite de l'être ; alors, ces personnes auront la modestie de travailler dur pour devenir réellement d'authentiques artistes, si pas reconnus par les soit disant « experts » (petits-bourgeois), du moins bien accueillis par le public populaire des périphéries des villes, des villages et douars de campagne. Voilà une des manières fondamentales de contribuer à diminuer l'obscurantisme qui étouffe les consciences en Algérie, y compris celles des artistes honnêtes. Plus que du temps de la dictature, dans la société actuelle le peuple a soif de culture, et a besoin de personnes de culture authentiques. Malheureusement, il ne dispose pas des conditions d'en jouir. On lui offre uniquement de quoi s'abrutir davantage. Aux artistes honnêtes et courageux, donc, de trouver les moyens pour lui porter ce qui le délivrera de l'ignorance dans laquelle il est volontairement enfermé par ses exploiters-dominateurs. Mais où sont donc ces artistes authentiques, surtout quand ils se proclament « progressistes », « démocrates » et soucieux du « peuple » ?⁴¹⁷ Faut-il rappeler ce qu'est un-e artiste authentique ?... Une personne dont la production contient autant de bonté que de beauté. La bonté consiste à se préoccuper des plus démunis (les exploités/dominés), et la beauté se soucie d'offrir ce qu'il y a de plus agréable dans l'humanité.

Bien entendu, ce choix comprend un risque : combien de personnes savent que Shakespeare et Molière, par exemple, produisaient leurs œuvres sans être certains de dormir dans leur lit, et non dans un obscur trou de prison, avec le risque d'y être étranglés ou empoisonnés ? C'est que l'art authentique est d'abord révolte humaine contre l'injustice des dominateurs.

⁴¹⁷ Voir ci-dessus « *Rêve théâtral* ».

Pour l'autonomie organisationnelle du théâtre algérien doté d'une conscience citoyenne

Algérie Patriotique, 2 avril 2018

Le Matin d'Algérie, 2 avril 2018

« Il est certain que si l'espace théâtral algérien était autonome et structuré, ni Azzedine Mihoubi, ministre, ni Benaïssa, grapilleur, n'y trouveraient leur place. »⁴¹⁸ Je remercie le professeur Abdellali Merdaci d'avoir réagi à mon interpellation⁴¹⁹, en clarifiant son engagement pour une culture et un art réellement libres et solidaires en Algérie. Je lui suis également reconnaissant de me permettre, par la citation mentionnée, d'approfondir ses salutaires considérations sur la « trahison des clercs » et l'existence de « chiens de garde » du système dominant en Algérie.

Alors, demandons-nous quelles sont les causes de cette carence d'autonomie et de structuration du théâtre algérien.

Pour ma part, je l'ai constatée et critiquée dès le début de mon activité théâtrale en Algérie, à la fin de... 1968. J'avais également mis en pratique mes déclarations, en créant le Théâtre de la Mer, troupe autonome et autogérée ; non reconnue par l'administration, elle exista cependant quelques années, avec des aléas et des risques, mais des succès reconnus⁴²⁰.

Mais, alors, l'époque était à la dictature militaire, avec les caractéristiques connues par les patriotes qui en furent victimes. Cela donne une certaine justification (mélange de peur ou/et de carriérisme opportuniste sous prétexte de « soutien critique ») à la carence d'autonomie et de structuration indépendante du théâtre algérien d'alors. Était considéré comme du théâtre professionnel uniquement celui inféodé et salarié par l'État. Le reste était regardé avec mépris comme théâtre « amateur ». Alors qu'il n'était pas rare

⁴¹⁸ Abdellali Merdaci, in <https://www.algeriepatriotique.com/2018/03/31/non-letat-pouvoir-ne-peuvent-etre-dedouanes/>

⁴¹⁹ Voir ci-dessous « Réponse et questions au professeur Merdaci sur le fonctionnariat ».

⁴²⁰ Voir mon livre « Éthique et esthétique », livres 1,2,4 et 5, o. c. On y trouvera tout le reste des considérations contenues dans la présente contribution.

que ce dernier genre de théâtre produise des œuvres nettement supérieures, en contenu et qualité, à celui dit « professionnel ». N'oublions pas, toutefois, la « caporalisation » du théâtre dit amateur par le P.A.G.S., avec ce qu'il entraîna comme servilisme, donc médiocrité artistique et culturelle.

À ma connaissance, seuls deux (je dis bien : seuls deux) hommes de théâtre, quoique salariés de l'État, résistèrent à son emprise et eurent des problèmes : Kaki, au théâtre d'Oran (parce qu'il était pour un théâtre réellement populaire, donc pour la décentralisation), et, au théâtre d'Alger, Hadj Omar, qui avait mis en scène « Le cercle de craie caucasien » de Brecht. Et seuls ces deux (je dis bien : seuls ces deux) hommes de théâtre exprimèrent leur soutien à mon expérience théâtrale : Kaki publiquement par une interview, et Hadj Omar, de manière privée.

En toute logique, on se serait attendu, après la (très limitée et contrôlée) démocratisation sociale, suite à la révolte citoyenne de 1988, à voir enfin les femmes et hommes de théâtre algérien s'organiser de manière autonome et solidaire. Il n'en fut rien.

Durant la « décennie sanglante », une relative solidarité s'organisa, avec le courage souligné par le professeur Merdaci ; mais elle demeura, néanmoins, inféodée à l'État ou/et à la mouvance d'opposition pratiquant encore le « soutien critique » à l'État, face aux crimes terroristes.

Après la fin de la « décennie sanglante », à ma connaissance, la situation au lieu de s'améliorer... a empiré. Les « consciences » des artistes de théâtre ont été, dans leur majorité, achetées, au sens littéral du mot, par les détenteurs de l'État, pour produire (ou exister de manière parasitaire, sans travailler) ce qui sert ses intérêts exclusifs de caste, et non ceux du peuple. Personnellement, j'ai entendu un directeur de théâtre régional de l'Ouest déclarer, dans un restaurant chic, où il dînait « aux frais de l'État » (autrement dit avec l'argent du peuple) : « Tant que 'ami Messaoud est là, tout va bien ! ». Je compris qu'il faisait allusion à la rente pétrolière de Hassi Messaoud. J'ai, également, entendu un directeur de théâtre régional de l'Est du pays dire, en se caressant la panse gonflée, après le même genre de repas : « Râna chab'anîne ! » (Nous sommes rassasiés !). Soulignons que ces deux directeurs se proclamaient « patriotes », de « gauche », « progressistes », « démocrates », militants ou sympathisants de partis ayant ces étiquettes.

Ajoutons que pour avoir révélé, en 2012, une vérité sur la genèse d'une pièce que j'ai réalisée avec Kateb Yacine, en 1972, le directeur du Théâtre

Régional de Sidi-Belabbès mit fin à l'accord pour un projet qu'il m'avait lui-même proposé de concrétiser dans l'établissement qu'il dirigeait. Ajoutons que le directeur du Théâtre Régional de Bejaïa, alors Commissaire du Festival International de Théâtre de la même ville, après m'avoir invité à monter une pièce, une fois vue la « générale », voulut en interdire la représentation, sous un prétexte absolument infondé. Il n'accepta la représentation que sous la menace, de ma part, de dénoncer la censure devant un public où se trouvaient des artistes... étrangers. Que, par la suite, le même « commissaire » et directeur renonça à la tournée de cette pièce, dans les autres théâtres et lieux de spectacle du territoire. Faut-il dire que ces deux directeurs de théâtre, eux aussi, se proclament « patriotes », « progressistes », « démocrates », partisans de la culture et de l'art libres ?

Voici d'autres motifs qui expliquent la carence d'autonomie et d'organisation libre du théâtre algérien. Que l'on permette de m'auto-citer, par des extraits de mon livre⁴²¹ :

« En retournant en Algérie, en 2012, au Théâtre Régional de Béjaïa, où me fut rendu un hommage pour mon activité théâtrale passée, une équipe de la télévision nationale (je n'en su pas plus) était présente et a filmé. Voici, en substance, une partie de l'interview qui me fut accordée :

- Songez-vous reprendre de l'activité en Algérie ?
- Si l'on respecte totalement ma liberté d'expression artistique et idéologique, oui. »

(...)

« Quelques jours après, le même « ami » me déclara, d'un ton qui se voulait affectueux et admiratif :

- Des voix circulent à Alger pour te confier la direction d'un théâtre, peut-être celui d'Oran ou même d'Alger. Accepterais-tu ?

J'ai souris, amusé.

Je ne crois pas que cela est possible.

Pourquoi ?

Parce que je mettrai des conditions inacceptables.

Lesquelles ?

Outre à ma liberté totale sur les plans artistique et idéologique, j'aurais besoin de transformer l'établissement de manière à ce que les représentations puissent se faire aussi bien dans un espace circulaire que dans un espace

⁴²¹ Idem, livre 4.

conventionnel à l'italienne. Je ferais venir dans l'établissement ceux qui n'y pénètrent jamais, par manque d'argent ou de motivation culturelle. Je les ferai entrer gratuitement, notamment les jeunes et les vieux, les ouvriers et les paysans. Je programmerai les représentations non seulement dans l'établissement, mais également dans les lieux de travail, d'études et de vie du peuple, notamment le plus exclu de la culture. Je n'accepterai pas que dans le théâtre puissent exister des personnes qui perçoivent un salaire sans travailler.

Ha ! Ha ! Sur deux points, souligna mon interlocuteur, tu ne réussiras pas !
Pourquoi ?

Ils garantissent l'existence du système !
Explique-toi mieux.

La paix sociale, mon frère ! Tout te sera, peut-être, permis mais pas primo de licencier des gens qui ne travaillent pas.

Est-ce qu'on donne un salaire à un ouvrier ou à un paysan qui ne produit pas ?

Les artistes, ce n'est pas la même chose !

Parce qu'ils font partie de cette sangsue qu'est la nomenklatura ?

Exact !

Je pense simplement que la paix sociale ne doit pas être achetée au bénéfice d'une minorité privilégiée, mais par la distribution équitable des ressources du pays entre tous les citoyens, sans exception.

Allons, ne rêves pas !... Tu n'en as plus l'âge !

Et quel est le deuxième point impossible à réaliser ?

Ha ! Ha ! rigola le copain, tu ne devines pas ?

Je préfère que tu me le dises.

Aller dans les lieux où les gens vivent, travaillent et étudient !... Tu veux faire la révolution ?... As-tu oublié que plus le peuple est ignorant, mieux la paix sociale est garantie ?

Pourtant, au temps de la dictature de Boumédiène, j'ai présenté les spectacles de cette manière.

Et bien, aujourd'hui, je crois que cela te sera plus difficile... Le motif ?... La situation est par trop incertaine, faut pas remuer davantage les vagues, le bateau de l'État tangue déjà !

Notant l'expression ferme de mon visage, l'ami conclut :

Bon ! J'ai compris ! Le théâtre, tu ne l'auras pas... Et si on te donnait la direction de la formation théâtrale, à Alger ? Tu sais, elle laisse tellement à désirer, et il y a urgence !

J'accepterai seulement d'y mettre en place le programme qui m'a permis de produire de la meilleure manière, et que j'ai adopté à l'école de cinéma, que j'ai fondée et dirigée à Rome pendant vingt trois années.

Alors, tu ne veux pas rester au pays ?

Cela me ferait tellement plaisir, mais à mes conditions, parce qu'elles servent réellement l'art et le peuple.

La discussion fut close.

En quittant l' « ami », j'ai réfléchi. Dans le cas où il me sondait, mandaté par d'autres, ma réponse était claire. Tout ce que j'ai constaté, par la suite, c'est qu'aucune proposition ne m'a été présentée. »

Est-ce là tout ce qu'on peut dire sur le manque d'autonomie et d'organisation libre et solidaire du théâtre algérien, à cause de l'emprise d'un État anti-populaire, servi par ses mercenaires « progressistes » ?... Malheureusement non. Depuis la fin de la « décennie sanglante », que l'on me cite un-e auteur-e de théâtre, un-e metteur en scène, un-e directeur-trice de théâtre, qui sont salarié-e-s dans les établissements financés par l'État, qui ait écrit, produit, réalisé :

- une œuvre qui reflète correctement les intérêts du peuple dominé-exploité,
- que ce peuple a pu voir et juger là où il vit, travaille, étudie ?⁴²²
- qui pourrait être confrontée positivement avec une authentique œuvre théâtrale ?

Quant aux troupes non financées par l'État, donc comptent uniquement sur leurs propres forces (et les éventuelles recettes du public), combien sont-elles ? Quelle est la valeur (contenu et esthétique) de leur production ? Se manifeste-t-elle dans les lieux de vie, de travail et d'études du peuple ? Ces constatations et questions m'avaient porté à exprimer un appel public⁴²³. À ma connaissance, aucune réaction. Je me l'explique ainsi. Lors de mon long

⁴²² En octobre 2016, j'avais dénoncé le jugement d'un homme de théâtre qui accusait le public d'être « absent » des salles de théâtre. J'affirmais que ce n'est pas le public, mais les hommes de théâtre qui sont absents, parce qu'ils s'enferment dans le confortable établissement théâtral conventionnel, au lieu de prendre la peine d'aller représenter leurs œuvres là où le peuple se trouve. Le hasard veut que l'auteur que je critiquais était... Slimane Bénéïssa. Voir ci-dessus « *Au théâtre, les absents sont les artistes !* »

⁴²³ Ci-dessus « *Pour une fédération autonome du théâtre libre* ».

séjour au pays en 2012 puis 2014, j'ai rencontré beaucoup de gens s'occupant théâtre, adultes et jeunes. Toutes et tous déclaraient aimer le théâtre et vouloir l'apprendre mieux avec mon aide, vue mon expérience. Mais, quand ils comprirent que le théâtre que j'ai toujours pratiqué servait l'art authentique, libre, et le peuple qui en était exclu, toutes et tous disparurent, sans exception. Ce qu'ils cherchaient, c'était la « carrière » mercenaire.

Ne doit-on pas conclure que le théâtre algérien actuel n'est généralement (à de très rares exceptions inconnues ou mal connues, parce que non conformes au système dominant et/ou à la mouvance « progressiste » qui contrôle le système d'information dite alternative⁴²⁴, que le théâtre algérien donc n'est rien d'autre que le reflet de la caste qui domine la situation culturelle du pays, laquelle, à son tour, est le produit du système social qui régit la nation ?... Dès lors, ce n'est pas uniquement le théâtre algérien qui manque d'autonomie et d'organisation, mais l'ensemble des domaines sociaux où les citoyen-ne-s devraient conquérir leur autonomie et leur auto-organisation⁴²⁵. Comment y réussir, sinon en étant libres et solidaires ? Comment assumer ce choix sans refuser de vendre sa conscience et son travail au plus offrant en argent (qu'il soit algérien ou étranger) ? Comment y parvenir sans savoir discerner, dénoncer et écarter de nos rangs tous les opportunistes carriéristes, travestis en « patriotes », « démocrates » et « progressistes » ? Posons la question qui dérangera ces derniers : si, en Algérie, le terrorisme clérical a tué des centaines de milliers de civils et une centaine d'intellectuels, combien d'âmes et d'esprit sont tués chaque jour, depuis l'indépendance, par la domination et son allié-complice, l'opportunisme carriériste (qu'il arbore plusieurs nationalités ou la seule algérienne) ?

Le chemin de l'autonomie organisée citoyenne est certes long, lent et semé d'embûches. Ses ennemis ne sont pas uniquement les dominateurs au pouvoir, mais également leurs harkis (les plus nocifs étant ceux masqués en

⁴²⁴ En octobre 2016, suite à l'article de Slimane Bénéïssa (signalé en note ci-dessus), paru sur le journal *El Watan*, j'avais envoyé à la même rédaction ma réaction, en dénonçant l'imposture consistant à accuser le public de désertion. Mon texte ne fut pas publié. C'est, alors, que je l'ai envoyé à *Algérie Patriotique* et au *Matin d'Algérie*, qui, eux, le publièrent.

⁴²⁵ À l'exception des organisations autonomes, notamment syndicales, et associations citoyennes diverses, qui sont nées et luttent contre l'arbitraire étatique pour pouvoir exercer leurs droits sociaux légitimes.

faux amis « progressistes ») dans tous les domaines sociaux. Mais, sans commencer à s'organiser de manière autonome, quoique infiniment minoritaires, comment redonner dignité à nous-mêmes et à notre peuple, sinon pour notre génération, du moins préparer le terrain à la suivante ?



Réponse et questions au professeur Merdaci sur le fonctionnariat

*Algérie Patriotique, 31 mars 2018⁴²⁶
Le Matin d'Algérie, 31 mars 2018*

J'ai toujours lu avec intérêt et apprécié vos contributions au sujet des artistes et des intellectuels. Les deux dernières concernant Slimane Bénéïssa sont dans cette veine⁴²⁷. Cependant, vous vous étonnez de sa nomination dans un poste administratif algérien. À mon tour, je m'étonne de votre étonnement.

En effet, faut-il s'étonner de tout ce que les détenteurs de pouvoir en Algérie ont commis comme actes, et cela depuis l'assassinat de Abane Ramdane et la capture « par hasard » de Labri Ben Mhidi ? Faut-il s'étonner des massacres de combattants intérieurs de la guerre de libération nationale par les chars de l'armée des frontières, qui accumulait du matériel tout neuf pendant que les combattants de l'intérieur manquait cruellement de matériel ? Faut-il s'étonner de la prise du pouvoir par les armes du duo Ben Bella-Boumediène, en instaurant un soit disant « socialisme » qui était un capitalisme d'État au bénéfice d'une bourgeoisie étatique en formation ? Faut-il s'étonner du coup d'État militaire de ce dernier, appelé « réajustement révolutionnaire » ? Faut-il s'étonner que durant cette période dictatoriale, une majorité d'intellectuels, d'artistes et de militants politiques qui se proclamaient d'opposition a, néanmoins, témoigné un « soutien critique » qui était en fait un soutien opportuniste où le soutenu trouvait plus d'avantages que le souteneur ? C'est à cette époque, en fin 1973, que, personnellement, j'ai quitté le pays, déprimé, vaincu et isolé, craignant de « disparaître » comme tant d'autres, mais en emportant dans mon esprit les tragédies du peuple où je suis né. En passant, précisons que je n'ai pas choisi

⁴²⁶ Les deux paragraphes « *En effet, faut-il s'étonner...* » jusqu'à « *sans lesquelles il se révolterait.* » ne furent pas publiés sur *Algérie Patriotique* pour un motif que j'ignore.

⁴²⁷ <https://www.algeriepatriotique.com/2018/03/28/contribution-dabdellali-merdaci-breve-adresse-a-naturalise-honteux/>
et <https://www.algeriepatriotique.com/2018/03/30/mise-point-merdaci/>

l'ex-métropole comme lieu d'exil, mais d'autres pays, en comptant sur mon travail pour survivre⁴²⁸.

Depuis cette date, personnellement, rien de ce qu'a subi le peuple algérien ne m'a étonné. Pas même la victoire électorale des cléricaux réactionnaires en 1991, ni la « décennie sanglante ». Bien que hors du pays, mes contacts avec ma famille, prolétarienne-paysanne pauvre, et quelques amis me permettaient de constater qu'en Algérie, les détenteurs du pouvoir d'État en Algérie changeaient de personnes mais pas de nature, et que, tôt ou tard, des tragédies éclateraient. Et il me semble que, malgré ces tragédies passées, nous sommes encore aujourd'hui dans ce genre de situation : à savoir une caste oligarchique dominant le peuple par les instruments classiques de toute caste : la limitation autoritaire des droits sociaux, la répression, l'idéologie religieuse, les miettes au peuple (prix soutenus de denrées de base) pour l'empêcher de manquer du minimum de ressources sans lesquelles il se révolterait.

Dès lors, peut-on s'étonner de la nomination d'un personnage tel que celui que vous décrivez à un poste administratif ?... Le principe de tout État dominateur n'est-il pas de nommer des serviteurs, des fonctionnaires, c'est-à-dire des individus qui savent « fonctionner » pour satisfaire les intérêts de ceux qui les nomment ?... Sinon, comment expliquer toutes les Algériennes et tous les Algériens, dans tous les domaines de l'activité sociale, à l'intérieur du pays comme dans la diaspora, qui sont écarté-e-s, ignoré-e-s et même calomnié-e-s par les « fonctionnaires » et les porte-voix de ceux qui détiennent le pouvoir en Algérie ?

Votre étonnement ne vous semble-t-il pas dédouaner ceux qui ont nommé ce monsieur au poste que vous indiquez ?... Ne tombez-vous pas dans le piège qui consiste à croire que les décisions prises par les détenteurs de l'autorité ne sont que des erreurs involontaires ? Ne croyez-vous pas qu'au contraire ces décisions sont le résultat logique d'une stratégie de domination sociale bien conçue par les « experts » et « conseillers » de ces détenteurs de l'autorité ?... Autrement, comment expliquer ce que tout le monde constate en Algérie : dans tous les domaines de la vie sociale, la médiocrité des « responsables », ce qu'on appelle leur incompétence ?... Mais cette incompétence n'est-elle pas, précisément, la caractéristique indispensable dans un régime oligarchique, même s'il se prétend démocratique ? Existe-t-il une personne, réellement compétente, ayant le sens de sa dignité et la

⁴²⁸ Voir « *Éthique et esthétique...* », livres 1, 2 et 3, o. c.

conscience de son devoir de servir le peuple, se réduire au rôle de larbin, parce que soucieux de « carrière » ? Cependant, l'incompétence se manifeste uniquement au détriment du peuple ; elle n'empêche pas les fonctionnaires en question d'avoir la « compétence » de se servir de salaires plus que confortables et de privilèges scandaleux.

Permettez-moi trois proverbes populaires. Le premier est algérien : « Dîr kima jârak, walla haoual bâb dârak » (Fais comme ton voisin, sinon déplace ta maison) ; le second est chinois : « Le chien suit le chien, et la poule, la poule » ; le troisième est italien : « Quand le bon Dieu joue de la musique, les anges dansent ». Autrement dit, la nomination d'un fonctionnaire, quelque soit le pays, ne reflète-t-elle pas l'orientation du régime en place ?

Revenons au cas particulier examiné. Que gagnerait le peuple à remplacer un « naturalisé honteux » par un bureaucrate qui n'a jamais quitté le pays mais qui, cependant, est un fonctionnaire « fonctionnant » correctement dans le régime en place ? De ce genre de fonctionnaire, j'ai personnellement pâti récemment, précisément au Théâtre régional de Béjaïa⁴²⁹. Ajoutons une deuxième information. J'ai récemment écrit un courriel au nouveau nommé directeur du Théâtre régional Abdelkader Alloula d'Oran, en proposant la réalisation d'une pièce théâtrale ; cependant, pour éviter tout malentendu, à ce fonctionnaire, j'ai joints la copie d'un article qui explicite ma position sociale et artistique, non conformiste⁴³⁰. Pas de réponse jusqu'à ce jour. Qui lira l'article en question comprendra aisément le motif du silence du nouveau fonctionnaire.

À ce propos, combien sont les nommé-e-s à des postes (quelque soit le domaine social) où le fonctionnaire s'active réellement au service du peuple, sans finir, tôt ou tard, par être écarté, sous un prétexte ou un autre ? Peut-on faire « carrière » sans être un béni-oui-oui du régime ?

La nomination d'un « naturalisé honteux » a, cependant, l'avantage de rendre l'imposture plus flagrante, et la honte plus honteuse. Elle montre également l'art de certains individus d'avoir le beurre (le poste administratif avec ses avantages) et l'argent du beurre (la prétention de servir le peuple). Nous sommes encore dans cette ignoble situation, si fatale au peuple, non seulement en Algérie mais partout dans le monde. La solution ?... Existe-t-il une autre que changer non pas de personnes au pouvoir (et de fonctionnaires nommés par eux), mais de système de pouvoir (et de nomination de

⁴²⁹ Idem, livre 4 : « Retour en zone de tempêtes ».

⁴³⁰ Voir ci-dessus : « Comment retrouver le public algérien au théâtre et ailleurs ».

fonctionnaires) : non plus autoritaire vertical, mais démocratique horizontal, par l'établissement d'une société réellement libre et réellement solidaire ?



Rappel pour mémoire occultée sur une partie du théâtre algérien

Algérie Patriotique, 6 avril 2018
Le Matin d'Algérie, 6 avril 2018

Au risque de provoquer des commentaires malveillants, encore une fois, je suis reconnaissant au professeur Abdellali Merdaci pour ses éclaircissements sur la littérature algérienne et, en particulier sur le théâtre. Ses interventions me permettent de préciser encore des aspects occultés de l'activité théâtrale dans le pays, en l'occurrence la mienne. Libre de croire qu'ainsi je me mets stupidement en valeur. Je sais combien d'intellectuel-le-s algériens ont été et sont victimes, non seulement de l'obscurantisme clérical, mais, tout autant, de la domination oligarchique actuelle, et de ses « soutiens critiques ». Ces deux derniers se différencient du premier en n'assassinant pas les corps, mais en tuant les idées qui ne répondent pas à leurs intérêts de caste, par l'ostracisme où les auteurs libres sont tenus. Je fournis donc ici mon témoignage personnel, pour rendre compte de la politique dominante, et cela depuis 1968, début de mon activité professionnelle. Afin que les intéressé-e-s connaissent la vérité des faits, au-delà des personnes.

Toutes (à l'exception de « *Et à l'aurore...* ») mes réalisations ci-après mentionnées⁴³¹ furent voulues et présentées comme « création collective », bien que j'en étais l'animateur principal. Une autre exception sera signalée dans ce texte.

« *Mon corps, ta voix et sa pensée* » (fin 1968) fut la première réalisation. Phrase-clé : « Je cherche la vérité ! » Thème principal : naissance et évolution de l'humanité, du point de vue matérialiste darwinien. Thèmes secondaires : la recherche philosophique de la vérité, l'importance du corps notamment dans la sexualisé, l'aspect totalitaire violent des religions. Concernant ce dernier, voici des extraits de la pièce :

⁴³¹ Voir détails in « *Éthique et esthétique ...* », o. c.

JÉSUS

« Je ne suis pas venu apporter la paix mais l'épée.

Je suis venu séparer le fils et son père,

la fille et sa mère.

Les gens seront ennemis dans leur propre famille. »

(...)

« Emparez-vous de mes ennemis et égorgez-les devant mes yeux ! »

La foule (les acteurs) foncent, armés d'épées imaginaires, dans les spectateurs, tuant, s'emparant d'ennemis imaginaires qu'ils égorgent. Cris, hurlements. Jésus reprend la même exhortation plusieurs fois. »

L'auteur de ce texte pouvait-il être surpris par ce qui survint une vingtaine d'années après, en Algérie : la « décennie sanglante » ?... Et pouvait-il voir uniquement dans l'Islam et les Musulmans un aspect sanguinaire, comme le font les « contrebandiers de l'histoire » et de l'actualité ?

« *La valeur de l'accord* » (1969). Phrase-clé : « Nos maux ne proviennent pas seulement du dehors, mais d'abord du dedans. » Thème principal : l'aspect impérialiste de l'exploration spatiale et la complicité des chefferies locales pour dominer le peuple. À l'époque, en Algérie, sévissait la vision politique consistant à faire croire que la contradiction principale était entre la « nation » algérienne et l'impérialisme. Or, la pièce montrait que l'impérialisme était fort parce qu'il disposait de relais indigènes, et que pour combattre efficacement l'impérialisme, il fallait combattre d'abord ses complices indigènes. C'était la thèse du P.R.S. de Mohamed Boudiaf, opposée à celle du P.A.G.S. qui pratiquait le « soutien critique » à la dictature boumédiéniste, présentée comme « progressiste ». C'est à ce moment précis que mon activité théâtrale commença à connaître des difficultés. Elles venaient aussi bien des autorités que du P.A.G.S.

« *Forma-révolution* » (1970). Phrase-clé : « Je ne suis pas seulement une machine ! ». Thème : dénonciation de la formation des jeunes travailleurs algériens comme « machine » d'un capitalisme d'État, au lieu de former des citoyens conscients dans une société se prétendant « socialiste ».

« *La fourmi et l'éléphant* » (1971). Phrase-clé : « L'intelligence contre la force » (sous entendu : celle du peuple contre celle de l'impérialisme). Pièce



épique historique montrant les causes de la résistance héroïque du peuple vietnamien à la double agression, coloniale française et ensuite impérialiste états-unienne. En contre-point, le contenu dénonçait, indirectement mais clairement, les carences de notre lutte de libération nationale et ses résultats anti-populaires. Après les quatre premières représentations, deux hommes dont il était facile de savoir qui en étaient les mandataires m'intimèrent l'ordre d'interrompre les représentations, ce que je fus contraint de faire, pour ne pas « mal » finir.

« *Mohamed, prends ta valise* » (1972). Thème : la tragédie de l'émigration des travailleurs algériens en France. Après la « première » de cette pièce, écrite collectivement (contrairement aux allégations répandues), j'ai rompu avec l'auteur qui dirigeait l'écriture, Kateb Yacine, avec l'équipe du Théâtre de la Mer qui le soutint, et avec le ministère du travail, qui subventionnait la troupe et soutint Kateb. Ce ministère était, alors, dirigé par un « socialiste » « progressiste ». Motif de ma rupture ?... Suite à la proposition de la « présidence » de financer une tournée de la pièce en France, soutenue par une équipe de cinéma étatique, Kateb gomma la responsabilité de l'État algérien dans la tragédie migratoire, ne laissant comme cause que l'impérialisme et le colonialisme, adoptant ainsi la thèse du PAGS contre celle du PRS. J'ai préféré renoncer à la « gloire » de cette tournée dans l'ex-métropole coloniale, tandis que la troupe l'effectua.

Engagé, par la suite, au Théâtre Régional d'Oran, alors dirigé par Abdelkader Alloula, j'ai refusé son invitation d'écrire une pièce pour célébrer la gestion « socialiste » des entreprises ; je l'ai considérée comme élimination définitive de ce qui restait de l'autogestion au profit d'un capitalisme d'État. Par contre, par la suite, Alloula écrivit lui-même une pièce sur le même thème, dans le sens du régime, la présentant comme « action nationale révolutionnaire ».

« *Kâne ya makâne* » (Il était une fois). Phrase-clé : « Mieux la pauvreté dans la liberté que la richesse dans la servitude ! ». L'œuvre fut refusée par la « commission de lecture » du T.R.O. Motif ?... La pièce mettrait en valeur les « loups » au détriment des « chiens », sous prétexte que cette présentation était contraire aux « valeurs des enfants ». La commission était composée essentiellement d'éléments de conception... pagiste (donc

« soutien critique » aux « taches révolutionnaires » du « président » de l'époque). Voici le chant final de cette pièce⁴³² :

« ENSEMBLE DES LOUP CHANTENT :
Printemps, ô printemps, notre printemps !
Quelque soit la durée de l'hiver, tu viendras à nous.
Quelque soit la multiplicité des nuages,
tu éloigneras de nous la tempête.
Le soleil apparaîtra et nous nourrira,
notre soleil rouge beau.
Non. Ne disons pas : ainsi est le monde.
N'oublions pas : un jour contre moi et demain pour moi.
Loin de nous la vie des chiens.
Pour ce qui est vain, ils courent dans l'asservissement.
Si le temps nous y oblige, nous les loups,
nous vivons dans le souci mais libres et confiants,
comme les ruisseaux du fleuve,
et supportons une inondation forte et solide
jusqu'à ce que ne restent dans le fleuve que ses pierres⁴³³.
Et le monde, contre nous, devient pour nous.
Printemps, ô printemps, notre printemps !
Quelque soit la durée de l'hiver, tu viendras à nous.
Quelque soit la multiplicité des nuages
tu éloigneras de nous la tempête.
Le soleil apparaîtra et nous nourrira
notre soleil rouge beau. »

« *Et à l'aurore, où est l'espoir ?* » (1973). Phrase-clé : « Ton travail vient du vol de la sueur de ton travail ! » Thème : le drame des jeunes chômeurs et « haïtites » en Algérie. La pièce reçut le « Prix de la recherche populaire » en... Tunisie, au Festival International du théâtre. Mais, en Algérie, la pièce ne trouva aucun lieu de représentation. Prétexte : « Trop faoudaouiya » (agitatrice). Voici la chanson finale⁴³⁴ :

« Elle, elle viendra, elle viendra rouge belle,

⁴³² Traduction en français de l'arabe dialectal algérien.

⁴³³ Reprise de l'expression populaire algérienne : « *Ma yabgâ fal ouâd ghîr ahjârou* » (Ne restent dans l'oued que ses pierres), autrement dit ses éléments solides.

⁴³⁴ Traduction en français de l'arabe dialectal algérien.

Elle, elle viendra, elle viendra rouge sanglante.
Le pauvre doit prendre courage et le soûlard se réveiller,
L'opprimé doit parler, ce langage te concerne.
Ton malheur, ô pauvre, ne vient pas du ciel,
Il n'est pas fatal, jamais.
Ton malheur vient du vol de la sueur de ton travail. »

On comprendra, alors, que l'auteur de ces lignes ne fut pas surpris du « rouge sanglante » que furent, en Algérie, le massacre d'octobre 1988, la « décennie noire », le massacre du printemps de 2001. Cependant, la « rouge belle » qu'il espéra (la libération du peuple de la dictature) n'eut pas lieu.

Toutes ces œuvres (exceptée la dernière) furent présentées en espace circulaire (halga populaire), dans des lieux non conventionnels : de travail, d'études et de vie du peuple. Seulement trois soirées furent présentées au T.N.A. (« *Mon corps...* ») ; mais là, encore, les spectateurs furent rassemblés en halga sur le plateau même de l'établissement, laissant la salle et ses confortables fauteuils dans l'obscurité !) et quatre soirées à la salle El Mouggar, pour les quatre premières représentations de « *La Fourmi...* ». Par la suite, quelqu'un d'autre s'attribua la paternité de l'introduction de la « halga » (en tant qu'espace scénique de jeu, précisons-le) dans le théâtre algérien.

« *Alhnana, ya ouled !* » (La tendresse, les enfants !) (2012). Phrase-clé : « Ceux qui tuent, viendra le jour où ils s'entre-tueront. » Thème : la violence sociale en Algérie. Intention de l'œuvre : montrer que la violence a des racines dans la situation d'exploitation économique et de domination politique (sous-entendu : pas uniquement dans le terrorisme clérical). La pièce risqua de ne pas être représentée, puis le fut une unique fois. Prétexte (totalement infondé) de cette censure : la pièce ferait l'éloge de la... « réconciliation nationale ». Responsable de cette censure ?... L'ex-commissaire du Festival International de Théâtre de Béjaïa.

Inutile d'évoquer mon activité théâtrale à l'étranger (Belgique, Italie). Elle est absolument dans la même orientation de contenu idéologique et de recherche expérimentale, et rencontra les mêmes ostracismes de la part des castes au pouvoir dans ces pays.

Maintenant, puisqu'il a été question des intellectuels algériens qui furent contraints de s'exiler à cause de la menace d'être assassinés par les intégristes cléricaux, ajoutons cette information. Personnellement, en 1973,



je fus contraint à l'exil par deux autres causes : d'une part, par crainte de répression de la part des autorités étatiques ; mais, également, d'autre part, par les actions des pagsistes à mon égard. À Oran, plus d'une fois, étant dans un café où ils se trouvaient, l'un d'eux me dénonçait à autre voix : « C'est un type du PRS ! » Pour qui l'ignore, voici ce que cela signifiait : que je pouvais être « disparu » par les autorités, avec la bénédiction du PAGS. En effet, ce dernier taxait, pareillement aux autorités étatiques, les militants et sympathisants du PRS comme « ennemis objectifs de l'Algérie », « complices objectifs de l'impérialisme », « contre-révolutionnaires petits-bourgeois », « gauchistes »⁴³⁵ (selon la formule léniniste). Et, selon la pratique stalinienne, la « disparition » de personnes de ce genre était pratique courante de la part des autorités, avec la bénédiction de leur « soutien critique » pagsiste. Voilà le motif de mon exil, en 1973.

Quant à mon second exil, en 2012, après quarante années à l'étranger (et jamais en France !), le motif fut l'ostracisme dont je fus et reste victime. Mais, précisons-le : non pas de la part des autorités, de manière directe, mais de la part de leurs directeurs de théâtre régionaux, lesquels se proclament « démocrates », « progressistes », etc. Ceci est dit pour ne pas se limiter à accuser uniquement les terroristes cléricaux de l'exil des intellectuel-le-s algérien-ne-s. Les autorités étatiques et leurs « soutiens critiques » ont, également, leur part de responsabilité. Comme je l'ai dit, la seule différence entre les deux, c'est que les premiers assassinent les corps, tandis que les seconds assassinent les idées en marginalisant les corps.

Qui serait intéressé-e de connaître les détails de cette activité théâtrale, ses enjeux et son cadre politique et social trouvera les informations nécessaires dans le livre déjà mentionné⁴³⁶. Il découvrira, s'il l'ignore, que les maux du peuple algérien n'ont pas commencé avec la « décennie sanglante ». Elle n'en est que la partie visible et spectaculaire de l'iceberg. Faut-il préciser que cette activité théâtrale a été totalement et systématiquement occultée en Algérie, et par des personnes insoupçonnables ? Faut-il, aussi, ajouter que la proposition de faire éditer en Algérie le livre qui relate toute cette histoire est restée vaine ? Parmi la douzaine de maisons d'éditions contactées, une seule a motivé son refus par « un programme chargé de deux années », les autres n'ont pas répondu.

⁴³⁵ Kateb Yacine l'invoca publiquement sans me nommer clairement, dans une interview au journal... « *Le Monde* ». « *Propos de Kateb Yacine* », recueillis par Colette Godard, 11 septembre 1975, p. 17.

⁴³⁶ « *Éthique et esthétique...* ».